BnF Gallica

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Ecole de droit (Alger). Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger. 1885-1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COMITÉ DE RÉDACTION

M. Morand, Directeur de l'École, Président ;

MM. Charpentier, Peltier, Thomas, Professeurs à l'École ;

M. Larcher, Professeur à l'École, *Secrétaire de la Rédaction.*

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM. Abribat, interprète judiciaire ; **Alglave,** professeur à l'Ecole ; **Audinet,** professeur à la Faculté d'Aix ; **Berge,** ✲, président du tribunal de Tunis ; **Cabouat,** professeur à la Faculté de Caen ; **Charmont,** professeur à la Faculté de Montpellier ; **Colin,** professeur à l'Ecole, député ; **Declareuil,** professeur à la Faculté de Montpellier ; **De Chelle,** substitut du procureur de la République à Orléansville ; **De France de Tersant,** conservateur des hypothèques ; **Dujarier,** conseiller à la Cour de Paris, ancien directeur de l'Ecole ; **Durieu de Leyritz,** avocat général ; **Ebert,** chef de bureau au gouvernement général ; **Eyssautier,** ✲, conseiller honoraire ; **Fabre de Parrel,** procureur à Versailles ; **Fabry,** ✲, conseiller à la Cour de Paris ; **Flandin,** ✲, député ; **Forcioli,** député ; **Geffroy,** ✲, président honoraire à la Cour ; **Gény,** professeur à la Faculté de Nancy ; **Gérard,** professeur à l'Ecole ; **Girault,** professeur à la Faculté de Poitiers ; **Jacquey,** professeur à la Faculté de Lille ; **Jonnart,** député ; **Kouri,** consul de France ; **Lainé,** ✲, professeur à la Faculté de Paris ; **Laynaud,** ✲, directeur des Domaines ; **Leclerc,** conseiller à la Cour de Besançon ; **Lefébure,** ✲, conseiller honoraire à la Cour, professeur honoraire à l'Ecole ; **Le Soudier,** avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; **Letellier,** défenseur près le tribunal d'Alger ; **Leveillé,** O. ✲, professeur honoraire à la Faculté de Paris ; **Mallarmé,** professeur à l'Ecole ; **Marsan,** avocat général ; **Massonié,** avocat ; **Mérot,** ✲, président honoraire à la Cour ; **Mojon,** avoué à la Cour ; **Monbrun,** ✲, avocat ; **Mondet,** professeur à l'Ecole ; **Norès,** juge d'instruction au tribunal de Batna ; **Pic,** professeur à la Faculté de Lyon ; **Pouyanne,** juge au tribunal de Blida ; **Prévot-Leygonie,** professeur à la Faculté de Poitiers ; **Rigot,** avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; **Rolland,** professeur agrégé à la Faculté de Nancy ; **Rougier,** professeur à l'Ecole ; **Sumien,** docteur en droit ; **Tachet,** ✲, ancien président du tribunal de commerce d'Alger ; **Tissier,** professeur agrégé à la Faculté de Paris ; **Vandier,** substitut du procureur général ; **Vincent,** professeur à l'Ecole ; **Würtz,** ✲, président à la Cour.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

FONDÉE PAR

L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

SOUS LA DIRECTION DE M. ROBERT ESTOUBLON

Divisée en trois parties :

1° DOCTRINE ET LÉGISLATION ; 2° JURISPRUDENCE ;

3° LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TOME XXIII. — ANNÉE 1907

BIBLIOTHÈQUE CENTRALE NATIONALE PRÊT



ALGER

ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

4, PLACE DU GOUVERNEMENT, 4

1908

Jr 8°
En. 8°
764

LA

REVUE ALGÉRIENNE ET TUNISIENNE

de législation et de jurisprudence

PARAIT TOUS LES MOIS

SAUF EN AOUT ET OCTOBRE

Prix de l'Abonnement : Algérie, Colonies, France et Étranger un an, **20 fr.** — Les abonnements sont reçus à Alger, chez M. Adolphe Jourdan, libraire-éditeur.

Les communications relatives à la rédaction ainsi que les publications échangées avec la *Revue* doivent être adressées à M. Larcher, Professeur à l'École de Droit, 15, rue Desfontaines, Alger.

Il sera rendu compte des ouvrages intéressant l'Algérie et la Tunisie dont deux exemplaires auront été adressés à la *Revue*.

EXPLICATION DES PRINCIPALES ABREVIATIONS

A. D. A.	Arrêté du direct[r] de l'agriculture et du commerce (Tunisie).
A. D. F.	Arrêté du directeur des finances (Tunisie).
A. D. O. P.	Arrêté du directeur de l'office postal (Tunisie).
A. D. T. P.	Arrêté du directeur général des travaux publics (Tunisie).
A. G.	Arrêté du gouverneur général de l'Algérie.
A. M.	Arrêté ministériel.
A. P. M.	Arrêté du premier ministre (Tunisie).
A. R. G.	Arrêté du résident général (Tunisie).
Bull.	*Bulletin des arrêts de la cour de cassation.*
Bull. jud. Alg.	*Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877 à 1884).
B. O.	*Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*
C. G.	Circulaire du gouverneur général de l'Algérie.
Ch. musulm.	Chambre des appels musulmans de la cour d'Alger.
D.	Décret.
D. B.	Décret du bey de Tunis.
D. A. ou J. G.	Dalloz, *Recueil alphabétique* ou *Jurisprudence générale.*
D. P. 86. 2. 100	Dalloz, *Recueil périodique,* année 1886, 2[e] partie, page 100.
J. P. 86. 102.	*Journal du Palais* année 1886, page 102.
J. O. T.	*Journal officiel tunisien.*
Jurisp. Alg.	*Jurisprudence Algérienne de 1830 à 1876*, par Robert Estoublon.
L.	Loi.
Mob.	Le *Mobacher,* journal *dit* officiel (Algérie).
O.	Ordonnance.
Rec.	*Recueil des arrêts du conseil d'État* (Collection Macarel et Lebon).
Rev. Alg., 1886. 2. 50	*Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence,* année 1886, 2[e] partie, page 50.
Sir. ou S., 86. 2. 100.	Sirey, *Recueil général des lois et arrêts*, année 1886, 2[e] partie, page 100.

DOCTRINE ET LÉGISLATION

NOTICE

SUR LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES DE L'ANNEE 1906

SOMMAIRE. — *Administration :* Pétition des Beni-bou-Yagoub. — *Affaires étrangères :* Conférence d'Algésiras et question marocaine. — *Agriculture :* Protection des vignobles d'Algérie; garantie des emprunts contractés par les associations syndicales d'irrigation ou d'assainissement; défense contre le phylloxéra. — *Armée :* Pensions des militaires indigènes; augmentation des cadres français dans les compagnies de tirailleurs algériens; servitudes militaires de la place de Bône; service militaire en Algérie et en Tunisie; suppression des compagnies de discipline. — *Douanes :* Entrée en franchise des primeurs et fruits secs provenant de Tunisie. — *Finances :* Pensions aux veuves d'indigènes; budget algérien; lutte contre l'alcoolisme. — *Législation ouvrière :* Caisse des retraites ouvrières; accidents de travail. — *Travaux publics :* Chemins de fer d'Oran à Arzew, de Ben-Zireg à Colomb-Bechar. — *Tunisie :* Rapport de M. Gomot.

Administration

25 octobre. — M Dominique DELAHAYE, au nom de la commission sénatoriale des pétitions, présente un rapport sur une nouvelle pétition des Beni-bou-Yagoub (commune mixte de Berrouaghia) (1).

On sait que plusieurs fois déjà les Beni-bou-Yagoub ont porté au parlement leurs doléances. Par suite de la création du centre de Champlain et pour se procurer les terres nécessaires à cette création, l'administration les a dépouillés d'une partie de leurs champs et particulièrement d'un habbous d'un millier d'hectares. Les indigènes qui résistent sont l'objet de maintes vexations.

Le rapporteur déplore « la situation injuste dont souffrent ces malheureux arabes ». Et il ajoute : « Des plaintes de ce genre nous viennent trop souvent d'Algérie. Il est grand temps de réagir. »

Affaires étrangères

12 avril. — A l'occasion de la discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits applicables aux frais relatifs à la conférence

(1) *J. O.*, Déb. parl., Sénat, p. 1068.

d'Algésiras, M. Léon Bourgeois, ministre des affaires étrangères donne lecture, à la Chambre des députés, d'une déclaration où il rend compte des résultats de la conférence. Il estime ces résultats satisfaisants pour la France et utiles à tous les pays civilisés.

14 juillet. — Dépôt par le ministre des affaires étrangères d'un projet de loi portant approbation de l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras (1).

6 décembre. — A la délibération sur le projet portant approbation de l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras, la Chambre des députés a joint la discussion d'une interpellation de M. Jaurès sur la politique marocaine du gouvernement et sur les raisons pour lesquelles il prépare une action au Maroc avant même d'avoir soumis à la ratification du parlement les accords d'Algésiras.

M. Jaurès, développant son interpellation, estime qu'en envoyant une escadre devant Tanger le gouvernement a agi avec précipitation. Cette démonstration navale peut nous amener, pour détruire l'anarchie marocaine, à une expédition militaire, à une conquête. Ce n'était pas au gouvernement français à prendre l'initiative d'une telle action : il ne doit agir que du consentement des autres nations. L'acte d'Algésiras prévoit l'organisation, sous l'autorité du sultan, d'un corps de police dont les instructeurs seront mi-partie français, mi-partie espagnols. Cela n'a aucun rapport avec l'envoi d'une escadre. Vous excédez, dit-il au gouvernement, le mandat que vous avez reçu. Vous prétendez avoir à protéger nos nationaux : c'est le sophisme avec lequel on couvre les pires aventures ; c'est le sophisme que nous ne laisserons pas s'établir.

M. Boni de Castellane dit que, si la redoutable question du Maroc a été pour lui, dès l'origine, une source perpétuelle de crainte, la triste réalité a dépassé ses douloureuses appréhensions. La politique de pénétration pacifique au Maroc a été une des grandes fautes de M. Delcassé : elle ne pouvait amener que déceptions. Pour avoir les mains libres au Maroc, ce ministre s'est rapproché de l'Angleterre, en lui faisant toutes les concessions ; il croyait qu'ainsi l'œuvre de pénétration et de conquête ne rencontrerait plus d'obstacles : c'était une lamentable erreur. Pour la réparer, M. Rouvier a dû accepter la réunion de la conférence internationale d'Algésiras. L'orateur s'élève contre l'étrange état de choses qui, au nom d'un droit de police imaginaire, place les officiers et sous-officiers français sous l'autorité directe du sultan !

Au nom de la commission des affaires extérieures, M. Lucien Hubert, son rapporteur, demande la ratification de l'acte d'Algésiras. Notre diplomatie avait à éviter deux écueils : elle risquait qu'on interprétât comme une faiblesse notre souci d'entente ou comme une provocation la revendication de nos droits. Elle a su les éviter. L'acte d'Algésiras a été conclu

---

(1) *J. O.*, Doc. parl., Ch., annexe n° 280, sess. ord. de 1906, p. 797. Voy. le texte de l'acte général, *Rev. Alg.*, 1906. 3. 126.

sur ces bases : la souveraineté et l'indépendance du sultan, l'intégrité de ses États, la liberté économique sans aucune inégalité.

La France a à suivre vis-à-vis du Maroc une politique double : celle qui résulte de l'application de l'acte d'Algésiras, la politique du quai d'Orsay ; et, de par sa situation dans l'Afrique du Nord, une politique algérienne. De ces deux politiques la plus efficace est la première. Du côté de l'Algérie, le Maroc est une sorte de château-fort avec l'Atlas comme muraille, la Moulouïa comme fossé, et le Béchar comme glacis, qui descend, au contraire, du côté de l'Atlantique en terrasse facile et abordable. C'est donc à Fez plutôt qu'à la frontière que se trouve la clef du problème.

M. Gérault-Richard n'est pas complètement d'accord avec M. Jaurès. Il ne voit pas de danger à l'intervention actuelle de la France, parce que, si le gouvernement sortait des limites de l'acte d'Algésiras, il appartiendrait au parlement de l'arrêter.

M. S. Pichon, ministre des affaires étrangères, entend répondre par des faits aux hypothèses de M. Jaurès. L'acte d'Algésiras reconnaît la situation particulière de la France en la chargeant, avec l'Espagne, de la police. De plus, les statuts de la Banque du Maroc ont été élaborés à Paris par un comité que préside le gouverneur de la Banque de France.

Depuis quelque temps, Tanger est aux mains d'un certain Raïsouli, caïd et gouverneur de la ville, qui possède une égale aptitude à être gendarme et détrousseur de diligences : il dispose arbitrairement des propriétés, fait bâtonner qui lui déplaît, frappe des taxes à sa fantaisie. Les européens sont chaque jour menacés : l'assassinat de notre compatriote Charbonnier, le siège subi toute une nuit par l'anglais Harris, les insultes aux marins du *Galilée*, les coups de feu tirés sur la *Jeanne-d'Arc* ne le prouvent que trop. De là l'intervention des deux puissances chargées de la police.

Ayant décidé une action commune, la France et l'Espagne ont adressé aux puissances signataires de l'acte d'Algésiras une note concertée, dont le ministre donne lecture. De nulle part n'est venue la moindre protestation.

Du côté de l'Algérie, des instructions ont été données à M. Jonnart : « Aucune action ne doit être dirigée sur le territoire marocain ; mais toutes les mesures doivent être immédiatement prises pour assurer la sécurité de notre frontière et infliger un châtiment exemplaire aux bandes qui viendraient nous attaquer. En aucun cas nous ne devons fournir de prétexte à ceux qui nous accuseraient de vues ambitieuses au Maroc. »

La France se tiendra donc exactement dans les limites de l'acte d'Algésiras.

M. Jaurès veut surtout retenir des explications du ministre que rien ne sera fait sans un accord parfait du corps diplomatique de Tanger et qu'aucune opération de débarquement ne sera effectuée qu'au cas d'extrême urgence.

Par 454 voix contre 52, la Chambre adopte un ordre du jour exprimant

« sa confiance dans le gouvernement pour assurer l'exécution de la convention d'Algésiras avec les droits qui en sont la conséquence et pour garantir la sécurité de nos nationaux. » C'est à l'unanimité de 526 votants qu'elle adopte ensuite le projet portant approbation de l'acte de la conférence d'Algésiras.

Agriculture

11 janvier. — Le ministre de l'agriculture présente à la Chambre un projet de loi, déjà adopté par le Sénat, tendant à modifier la loi du 23 mars 1899, relative aux mesures à prendre pour la protection des vignobles en Algérie (1).

Renvoyé à la commission de l'agriculture, ce projet n'a pas fait l'objet d'un rapport avant la fin de la législature.

20 avril. — Loi autorisant le gouvernement général de l'Algérie à garantir les emprunts contractés en vue de l'exécution de travaux d'irrigation ou d'assainissement par les associations syndicales autorisées (2).

Le texte présenté par le gouvernement n'a fait l'objet, de la part de la commission du budget de la Chambre et de la commission des finances du Sénat, que de quelques modifications tendant à renforcer les mesures de précaution. La commission du Sénat, notamment, a imposé aux demandes de garantie formées par les associations une double instruction technique et financière ; elle a fait passer des préfets au gouverneur le contrôle des associations, parce que ce sont les finances de l'Algérie qui se trouveraient engagées au cas de non remboursement des emprunts.

12 juin. — Au début de la nouvelle législature, le président du Sénat transmet à la Chambre des députés une proposition de loi — adoptée aux séances des 15 et 21 janvier 1892, — tendant à modifier la législation actuellement en vigueur en Algérie, concernant les mesures de défense contre le phylloxéra (3).

Cette proposition n'est autre que celle déposée par MM. Théry et Lesueur, le 2 juillet 1891 (4) Bien qu'elle ait été transmise à chaque

---

(1) Doc. parl., Ch., annexe n° 2887, sess. ord. de 1906, p. 3.

(2) *Rev. Alg.*, 1906. 3. 197. — Voy. aussi *Rev. Alg.*, 1906. 1. 1.

Projet déposé à la Chambre des députés, le 9 novembre 1905 ; Doc. parl., Ch., sess. extraord. de 1905, annexe n° 2732 bis, p. 43 ; rapport de M. Jules Legrand, au nom de la commission du budget, 7 février 1906, Doc. parl., Ch., sess. ord. de 1906, annexe n° 2969, p. 51 ; adoption, urgence déclarée, sans discussion, le 13 février. — Dépôt au Sénat, le 16 février, Doc. parl., Sénat, annexe n° 40, p. 152 ; rapport de M. Milliès-Lacroix, 27 mars, annexe n° 133, p. 245 ; adoption, urgence déclarée, sans discussion, le 5 avril. — Adoption du texte du Sénat par la Chambre des députés, le 13 avril.

(3) Doc. parl., Ch., annexe n° 60, sess. ord. de 1906, p. 549.

(4) *Rev. Alg.*, 1892. 1. 1 ; 1893. 1. 32.

législature (1), il ne semble pas que, depuis quatorze ans, la Chambre s'en soit jamais occupé. Mais ce n'est peut-être pas sans raison.

Il paraît bien, en effet, y avoir eu, à son sujet, une double confusion. D'une part, le gouvernement, lorsqu'il a fait voter la loi du 23 mars 1899 (2), semblait ignorer à quelle étape de l'élaboration législative était parvenue la proposition de MM. Théry et Lesueur, quand il écrivait, dans son exposé des motifs : « Dès 1891, une proposition de loi avait été déposée sur le bureau du Sénat, pour modifier les lois des 21 mars 1883 et 28 juillet 1886 et autoriser, sous des conditions déterminées, les viticulteurs à remplacer les vignes détruites par des plants américains. *Cette proposition*, rapportée par M. PAZAT, *ne vint pas en discussion* ». L'erreur est évidente, puisque la proposition a été votée par le Sénat. — Mais, d'autre part, depuis la loi de 1899, la proposition sénatoriale paraît sans objet. Il semble qu'il y a là l'indice de quelqu'incohérence dans le mécanisme des transmissions parlementaires.

Armée

9 février. — LE MINISTRE DE LA GUERRE présente à la Chambre des députés un projet de loi sur les pensions des militaires indigènes de l'Algérie et de la Tunisie (3).

L'exposé des motifs montre l'utilité du projet. La loi du 11 juillet 1903, qui a fixé à 12 ans, au lieu de 15, la durée minimum du service donnant droit à une pension de retraite, a, par contre, très notablement réduit le taux des pensions. Ainsi, au bout de 15 ans de services, un soldat obtient une pension de 180 fr., au lieu de celle de 360 fr. que lui accordait la loi du 11 juillet 1899. Cette réduction exagérée a eu une influence des plus défavorables sur le recrutement des indigènes : au bout de 12 ans, on rend à la vie civile des soldats pouvant fournir d'excellents services, et on ne leur donne qu'une pension insuffisante. Le projet porte donc à 16 ans la durée minimum de service donnant droit à une pension, et majore sensiblement le montant de celle-ci, sans toutefois revenir au taux de la loi de 1899.

14 avril. — Loi relative à l'augmentation des cadres français dans les compagnies de tirailleurs algériens (4).

On avait cru pouvoir, par la loi du 9 février 1899, ne maintenir dans chaque compagnie qu'un sergent et deux caporaux français. L'événement a démontré que cet affaiblissement des cadres français avait les plus

---

(1) Notamment *Rev. Alg.*, 1899. 1. 6.

(2) *Rev. Alg.*, 1899. 3. 65.

(3) Doc. parl., Ch., annexe n° 2975, sess. ord. de 1906, p. 56.

(4) Voy. sur les trav. antérieurs, *Rev. Alg.*, 1903. 1. 81 ; 1904. 1. 2 ; 1906. 1. 4 ; voy. le texte de la loi, *Rev. Alg.*, 1906. 3. 146.

Dépôt au Sénat du rapport de M. Daumy, le 9 avril 1906, Doc. parl., Sénat, sess. de 1906, annexe n° 679. — Adoption, urgence déclarée, le 12 avril.

fâcheux résultats, et on a fait retour aux effectifs fixés par la loi des cadres de 1875.

21 avril. — Loi modifiant l'enceinte de la place de Bône et affranchissant des servitudes militaires les terrains affectés aux besoins du commerce en avant de l'enceinte actuelle (1).

12 novembre. — M. Maurice Colin dépose, à la Chambre des députés, une proposition de loi relative au recrutement de l'armée en Algérie et en Tunisie et modifiant l'art. 89 de la loi du 21 mars 1905.

M. Colin et quelques-uns de ses collègues reprennent les propositions dont les députés algériens avaient saisi la précédente législature (2) et que l'expiration des pouvoirs de celle-ci avait frappées de caducité. Il demande que les français résidant en Algérie puissent, s'ils remplissent les conditions d'instruction militaire suffisantes, être renvoyés en congé dans leurs foyers après une année de service.

10 décembre. — Dans la discussion du budget de la guerre à la Chambre des députés, MM. Buyat, Louis Dumont (Drôme) et Girot, déposent un amendement tendant à réduire de 500.000 fr. le chapitre 14 (solde de l'infanterie) à titre d'indication pour la suppression des quatres compagnies de discipline.

M. Buyat demande la suppression de « Biribi, qui est une honte pour l'humanité et pour l'armée. » Il critique la procédure, n'offrant pas à l'inculpé des garanties suffisantes, à la suite de laquelle une « mauvaise tête » est envoyée aux compagnies de discipline. Il critique le régime même des compagnies, trop rigoureux, et il s'élève contre les mauvais traitements qui viennent aggraver le régime réglementaire.

Le général Picquart, ministre de la guerre, tient à dire qu'il est en train d'étudier et qu'il déposera très prochainement sur le bureau de la Chambre un projet de loi supprimant les quatre compagnies de discipline. Les sections qui les remplaceront seront formées en France, et il n'y aura en Algérie que celles qui seront spéciales aux corps d'Algérie.

M. Rouanet, tout en remerciant le ministre de l'engagement qu'il vient de prendre, généralise et demande qu'on supprime « la barbarie coloniale militaire », en ramenant en France tous les pénitenciers, en établissant en France toutes les prisons nécessaires à l'exécution des jugements des conseils de guerre.

---

(1) Voy. *Rev. Alg.*, 1906. 3. 201.

Dépôt du projet de loi, à la Ch. des dép., le 16 février 1906, Doc. parl., Ch., annexe n° 3003, sess. ord. de 1906, p. 85; — dépôt du rapport de M. Émile Cère, le 10 avril, annexe n° 3201, p. 423; adoption, urgence déclarée, sans discussion, le 12 avril. — Dépôt au Sénat le 12 avril, Doc. parl., Sénat, sess. de 1906, annexe n° 223, p. 690; — dépôt et lecture du rapport de M. Forgemol de Bostquénard, adoption du projet, le 13 avril.

(2) *Rev. Alg.*, 1906. 1. 3.

M. CHÉRON, sous-secrétaire d'État à la guerre, fait remarquer que le projet qu'il prépare sur la justice militaire supprime les pénitenciers et fait disparaître les travaux publics.

MM. ALLEMANE et GROUSSIER veulent aussi la disparition des bataillons d'Afrique et de leurs sections dites de discipline « dans lesquelles se passent des faits épouvantables ».

M. ROUANET, d'une façon générale, estime qu'il faut garder en France les militaires de tout ordre qui, pour une raison ou pour une autre, peuvent être condamnés soit à subir des peines disciplinaires, soit à être versés dans des corps spéciaux.

LE MINISTRE DE LA GUERRE a fait mettre à l'étude la question de l'organisation des bataillons d'Afrique ; elle aussi recevra prochainement une solution.

L'amendement est retiré par ses auteurs.

Douanes

25 mars. — Dépôt sur le bureau de la Chambre des députés par M. CHAUMET d'une proposition de loi tendant à assurer l'entrée en franchise des primeurs et fruits secs provenant de Tunisie.

Finances

21 mars. — A la demande de MM. CARPOT et ALBIN ROZET, la Chambre modifie l'art. 25 du projet de loi de finances, relativement aux pensions des veuves des indigènes de l'Algérie et des colonies, mariées suivant les formes de leur statut personnel (1).

9 juillet. — Dépôt par le ministre de l'intérieur, à la Chambre des députés, du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'année 1907.

11 décembre. — Comme chaque année, le vote par la Chambre des députés de la loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie n'a donné lieu à aucune discussion. — On aurait pu espérer qu'il en serait autrement alors que le budget algérien s'enfle au point de dépasser cent millions et que l'on crée des impôts nouveaux que de bons esprits estiment inopportuns et inutiles.

Ce projet avait fait l'objet d'un très volumineux rapport de M. CAZENEUVE — non encore distribué au moment de la discussion — tout empreint, d'après ce que l'on en sait, du plus complet optimisme.

Le vote toutefois a été l'occasion d'une observation de M. ALBIN ROZET qui mérite d'être retenue. Alors qu'il venait de créer de nouvelles

---

(1) Voy. l'art. 31 de la loi du 17 avril 1906, *Rev. Alg.*, 1906, 3.147.

communes mixtes en rattachant au territoire civil une grande partie de ce qui restait des territoires de commandement depuis la création des territoires du sud (1), le gouverneur général avait cru pouvoir — malgré les termes absolus du décret du 21 novembre 1874 — ne pas nommer de répartiteurs pour l'impôt arabe et charger de l'assiette les administrateurs des nouvelles communes. Cela était évidemment irrégulier ; de plus cela enlevait aux contribuables indigènes la garantie de la dualité des fonctions de répartiteurs et de collecteurs. M. Albin Rozet, tant dans l'intérêt des indigènes de ces régions qu'au nom des anciens sous-officiers candidats aux postes de répartiteurs, avait réclamé, et il comptait, s'il était nécessaire, saisir la Chambre de la question. Mais M. Jonnart a donné toute satisfaction à l'honorable député. Ce n'était, a-t-il répondu, qu'à titre tout à fait provisoire que les administrateurs des nouvelles communes avaient été chargés de la répartition de l'impôt arabe ; les communes seront, à bref délai, pourvues du personnel de répartiteurs nécessaires. M. Albin Rozet n'a eu qu'à prendre acte de cette promesse.

15 décembre. — Au cours de la discussion de la loi de finances, et après l'adoption des art. 30, 31 et 32 qui ajoutent une surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur au droit sur les absinthes, bitters, amers et boissons apéritives autres qu'à base de vin, M. THIERRY propose une disposition additionnelle : « Les dispositions des art. 31 et 32 sont applicables à l'Algérie pour toutes les pénalités qu'elles édictent. »

Développant son amendement, M. Thierry demande que dans la lutte contre l'alcoolisme on n'omette pas l'Algérie. On ne peut, à raison de l'autonomie financière, imposer immédiatement la surtaxe ; mais on doit tout au moins appliquer les dispositions pénales.

M. CAZENEUVE approuve, tout en faisant remarquer que les déclarations de M. Thierry ne peuvent avoir que la valeur d'un vœu.

LE MINISTRE DES FINANCES montre que l'amendement serait d'une application impossible, les pénalités des art. 31 et 32 n'ayant de portée qu'autant qu'on applique les dispositions qu'elles sanctionnent. Ce sera aux délégations financières, lorsqu'elles examineront la question de la taxation de l'alcool, à tenir compte du vœu de M. Thierry.

En remerciant le Ministre et M. Cazeneuve de leur approbation, M. THIERRY retire son amendement.

Législation ouvrière

23 février. — Dans la discussion des propositions de lois relatives aux caisses de retraites ouvrières, la Chambre des députés adopte un art. 42, résultat de la fusion en un texte unique de quatre amendements présentés par M. GÉRAULT-RICHARD, par M. ALBIN ROZET, par M. Maurice COLIN et par M. GERVILLE-RÉACHE. Cet article est ainsi conçu : « Une loi spéciale

---

(1) Voy. AA. G. 16 décembre 1905, *Rev. Alg.*, 1906. 3. 40.

déterminera les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies. »

8 novembre. — Le MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE présente à la Chambre des députés un projet de loi portant extension à l'Algérie des dispositions des lois du 9 avril 1898 et du 12 avril 1906 sur les accidents du travail.

En principe, le nouveau projet rend donc applicable à l'Algérie la législation concernant la responsabilité des accidents du travail, mais il modifie certains détails de procédure et étend certains délais, en tenant compte des conditions économiques et des particularités administratives ou judiciaires de l'Algérie, et surtout il innove sur deux points essentiels.

Tout d'abord, pour admettre les indigènes au bénéfice de la loi, tout en évitant les aggravations de risques ou de charges pour l'industrie et les difficultés que créeraient les mœurs ou le droit musulmans, le projet dispose que, en cas de polygamie, la rente due à la suite d'un accident mortel sera partagée également entre toutes les veuves, et en outre, il abaisse à l'âge de quatorze ans, ou fixe au jour du mariage, s'il a lieu avant quatorze ans, la limite jusqu'à laquelle les descendants d'indigènes ont droit à la rente.

En second lieu, la loi de 1898 portant qu'à la mort d'un ouvrier étranger ses ayants-droit, s'ils résident hors de France, ne peuvent prétendre à aucune indemnité, on a craint qu'une telle disposition ne favorisât en Algérie le développement de la main-d'œuvre étrangère. Aussi le projet contient-il une série de dispositions qui font participer les travailleurs étrangers à la loi, dans des conditions spéciales.

Travaux publics

22 mars. — Loi prorogeant le délai fixé par la loi du 9 avril 1898, pour l'accomplissement des expropriations de terrains nécessaires à l'établissement du chemin de fer d'intérêt local à voie étroite d'Oran à Arzew (1).

7 avril. — Loi relative à l'exploitation du chemin de fer de Ben-Zireg à Colomb-Béchar (2).

---

(1) *Rev. Alg.* 1906. 3. 109.

Projet déposé à la Chambre le 27 mars 1905, *Rev. Alg.* 1906. 1. 11; — rapport de M. Deléglise à la Chambre, le 19 février 1906, Doc. parl., Ch., annexe n° 3009, sess. ord. de 1906, p. 91; — adoption par la Chambre le 23 février. — Dépôt du projet au Sénat le 6 mars, Doc. parl., Sénat, session de 1906, annexe n° 82, p. 176; du même jour, rapport de M. Sauvan, annexe n° 88, p. 220; adoption par le Sénat le 20 mars.

(2) *Rev. Alg.* 1906. 3. 125.

Projet déposé à la Chambre le 1er mars 1906, Doc. parl., Ch. annexe n° 3036, sess. ord. de 1906, p. 114; rapport de M. Plichon à la Chambre, le 12 mars, annexe n° 3057, p. 220; adoption par la Chambre, le 17 mars. — Dépôt au Sénat, le 20 mars, Doc. parl. Sénat, session de 1906. annexe n° 113, p. 230; rapport par M. Goutant, le 27 mars; annexe n° 144, p. 339; adoption par le Sénat le 5 avril.

Tunisie

27 mars. — M. Gomot, sénateur, présente, au nom de la commission des finances, un rapport sur le projet de budget (affaires étrangères — protectorats) (1). C'est, suivant l'usage, un rapide et officieux examen de la situation de la Tunisie.

Nous en retiendrons surtout une chose, c'est que l'honorable sénateur se prononce nettement contre l'idée du rattachement de la Tunisie au ministère des colonies.

Émile Larcher,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

(1) Doc. parl., Sénat, sess. de 1906, n° 135, p. 267.

ESSAI DE CODIFICATION
DU DROIT MUSULMAN ALGÉRIEN (1)

Art. 297. — *Le mari n'est plus recevable dans son désaveu :*

1° S'il ne le formule pas aussitôt qu'il a eu connaissance de l'accouchement ou de la grossesse, et avant toute cohabitation (note 454) (Khalil, *trad. Perron*, III, 53 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 413 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 385) ;

2° Lorsqu'il s'est occupé de préparatifs pour les couches de la femme ou pour l'enfant (Saut. et Cherb., I, 414; Gillotte, op. cit., 42; Clavel. *Dr. mus.*, I, 385 ; de Nauphal, *Filiation et divorce*, 22).

NOTE 454. — Toutefois, d'après certains auteurs, le mari a un délai de sept jours, à compter de la naissance de l'enfant, pour désavouer celui-ci. Si le mari est absent, les sept jours courent du moment de son retour ; si on lui a dissimulé la naissance, du jour où il l'a apprise (Gillotte, p. 42). Khalil (III, 53) est beaucoup plus rigoureux et déclare que le désaveu n'est plus recevable si le mari tarde un jour ou deux à élever l'accusation d'adultère.. Le code hanafite égyptien consacre une solution analogue, dans son article 336 : le mari n'a le droit de désavouer l'enfant qu'au jour de sa naissance, ou au moment de l'achat des objets nécessaires pour l'accouchement, ou enfin pendant la période affectée aux félicitations, suivant l'usage des lieux.

Art. 298. — *Le désaveu se forme par une action en justice intentée par le mari ou ses héritiers contre la femme ou contre le représentant de l'enfant* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 417 ; code hanafite égyptien, art. 338).

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903, 1, 50, 179 et 265 ; 1904, 12, 25, 73. 105, 113, 199 et 233; 1905, 9, 39, 57, 92, 151, 161 et 187 ; 1906, 25, 46, 59, 107 et 133.

NOTE 455. — Le code égyptien n'exige pas en termes formels une action en justice, mais il stipule que « la déclaration *judiciaire* de l'illégitimité de l'enfant entraîne son exclusion de tout droit d'hérédité et la déchéance de ses droits à l'entretien ».

Art. 299. — *Toutefois, lorsque le désaveu est fondé sur l'adultère, ce n'est plus à la citation en justice qu'il faut avoir recours, mais bien à l'anathème et aux cinq serments successifs qui le constituent, dans les termes de l'art. 218 ci-dessus* (Khalil, *trad. Perron*, III, 46; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 417; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 383; code hanafite égyptien, art. 334).

NOTE 456. — Lorsque le mari, sans soutenir à proprement parler que sa femme est adultère (on sait en effet qu'en principe, il ne peut élever formellement cette accusation que s'il déclare avoir constaté lui-même le flagrant délit, *suprà*, art. 216), se borne à nier sa participation à la grossesse, il peut néanmoins, sous certaines conditions, d'après Khalil (*trad. Perron*, III, 46), prononcer l'anathème conjugal. La plupart des auteurs sont en sens contraire, tout au moins quand le mari se fonde sur son impuberté ou son état d'impuissance ou de castration (v. *suprà*, art. 224).

Art. 300. — *Le désaveu régulièrement formulé rend l'enfant illégitime et entraîne son exclusion de tout droit d'héridité et la déchéance de ses droits à l'entretien* (Code hanafite égyptien, art. 338).

NOTE 457. — L'art. 338 du code égyptien ajoute que les autres liens de parenté continuent à exister « entre l'enfant et son père » (lisez : entre l'enfant et l'individu qui l'a désavoué); ainsi, ils ne pourront témoigner l'un en faveur de l'autre; les enfants du désavouant issus d'une autre femme que la mère du désavoué sont prohibés en mariage aux enfants de ce dernier, etc. Il faut reconnaître que cette conception est peu juridique.

Art. 301. — *Lorsqu'une femme qui s'est remariée après l'expiration du délai d'aïdda vient à accoucher dans les dix mois qui suivent la dissolution du premier mariage, mais plus de six mois après la consommation du second, la paternité de l'enfant est attribuée au second mari* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 418; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 387; Alger, 19 juillet 1869, Saut. et Cherb., I, 418; 30 mars 1886, *R. A.*, 1886. 2. 196; Robe, 1886, 370).

NOTE 458. — *a*) La doctrine consacrée par notre article est conforme à l'opinion de la plupart des jurisconsultes musulmans, notamment El Kharchi et Abd-el-Baki, et d'après laquelle la règle qui prime toutes les autres, en cette matière, est celle qui considère comme suffisante la gestation de six mois. — Saut. et Cherb., I, 418.

b) Mais la présomption de paternité peut être combattue et détruite par des faits juridiquement établis. — Alger, 30 mars 1886 (*R. A.*, 1886. 2. 196).

c) Pour le cas où la naissance s'est produite moins de six mois après la consommation du second mariage, voir ci-dessus, art. 293.

CHAPITRE II

Des preuves de la filiation des enfants légitimes

Art. 302. — *La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur le registre de l'état civil* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 419 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 403 ; L. Déroulède, *La filiation en droit kabyle*, *R. A.*, 1899. 1. 30 ; art. 319 c. civ. ; arg. art. 16 et 17 loi 23 mars 1882).

NOTE 459. — Nous estimons, comme le fait M. Déroulède dans son travail cité au pied de notre article, que, depuis que la loi de 1882 a organisé l'état-civil des indigènes, les règles du code civil, relativement à la preuve littérale de la filiation, doivent être substituées, comme découlant logiquement de cette organisation et présentant plus de garanties, à la coutume arabe ou kabyle, qui admet *de plano* la preuve testimoniale.

Art. 303. — *A défaut de titre, la preuve de la filiation peut se faire par témoins* (Sautayra et Cherbonneau, I, n°s 419 et 420 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 403 ; L. Déroulède, *La filiation en droit kabyle*, *R. A.*, 1899. 1. 30 ; code hanafite égyptien, art. 355 ; art. 320 et 323 c. civ. ; arg. art. 16 et 17 loi 23 mars 1882).

NOTE 460. — Cette preuve aura le plus souvent pour but d'établir la possession d'état d'enfant légitime, et devra être accompagnée de la preuve du mariage des père et mère (Sautayra et Cherbonneau, I, 419, 420).

CHAPITRE III

Des enfants dont la naissance est inconnue (note 461) et de l'aveu de paternité

NOTE 461. — Il peut arriver, en droit musulman, qu'un enfant dont la naissance est inconnue ou incertaine soit un enfant légitime, puisque ses parents peuvent être mariés sans qu'il existe aucune preuve écrite de cette union (*suprà*, art. 120): la filiation légitime de cet enfant pourra alors être établie par les modes de preuve du droit commun, lesquels devront notamment avoir pour objet d'établir que les père et mère étaient mariés.

Art. 304. — *La recherche de la paternité est permise en droit musulman* (Dulau et Pharaon, 81 ; code hanafite égyptien, art. 355 ; Larcher, *op. cit.*, II, n° 609; Alger, 18 novembre 1879, *B. J. A.*, 1880, 123).

NOTE 462. — *a)* Il ne s'agit ici que de la recherche de la paternité légitime, car nous verrons sous l'article suivant que la reconnaissance d'enfant naturel, et par suite la recherche de la paternité naturelle, sont prohibées d'après la législation islamique. Il a toutefois été jugé, en sens contraire, que : est recevable l'action d'une femme musulmane qui prétend avoir été séduite par un coreligionnaire lui ayant promis le mariage, et qui, se fondant sur la naissance d'un enfant, survenue à la suite de ces relations, réclame, à titre de réparation, un douaire pour elle et une pension alimentaire pour l'enfant (Alger, 18 novembre 1879, *B. J. A.*, 1880, 123).

b) Cette recherche peut être faite par tous les moyens, notamment par la preuve testimoniale (Alger, 18 novembre 1879, précité) et la notoriété publique (Dulau et Pharaon, 82).

Toutefois, dans une matière aussi délicate, ce mode de preuve ne doit être considéré comme concluant que si les faits sont établis d'une façon indubitable. — Même arrêt.

c) Contrà : Zeys, *Dr. mus.*, II, n° 439 ; Alger, 1er décembre 1885 (cité par M. Déroulède, *La filiation en droit kabyle*, *R. A.*, 1899. 1. 22). La doctrine qui prohibe purement et simplement la recherche de la paternité en droit musulman nous paraît bien rigoureuse. On admet généralement (v. *infrà* note 463, § *b*) que l'enfant naturel musulman ne peut être reconnu ;

mais tout au moins conviendrait-il d'autoriser l'enfant dont la naissance est incertaine, mais qui se prétend légitime, à prouver sa filiation. Il paraît difficile de lui refuser ce droit, le mariage, en droit musulman, n'offrant pas les garanties d'authenticité et de certitude qu'il présente dans notre législation.

d) La coutume kabyle est muette sur ce point et il ne pouvait en être autrement, puisqu'elle ne prévoit l'existence des enfants naturels que pour édicter leur mise à mort (V. *infrà* note 477). M. Déroulède, dans l'étude qu'il a consacrée à la filiation en droit kabyle (*R. A.*, 1899. 1. 23), propose d'appliquer, en cette matière, aux Kabyles, la loi française, ainsi qu'en matière de reconnaissance et de légitimation des enfants naturels.

e) Est également admise, *a fortiori*, la recherche de la maternité. — Dulau et Pharaon, 81.

Art. 305. — *La simple déclaration, de la part d'un individu, qu'un enfant dont la filiation est inconnue est son fils, établit, chez le déclarant, la qualité de père de l'enfant reconnu* (Khalil, *trad. Perron*, IV, 297; Khalil, *trad. Seignette*, 749; Saulayra et Cherbonneau, I, n° 431; Zeys, *Dr. mus.*, II, 437, 439; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 393; *Répertoire* de Tilloy, v° *Adoption*, n° 8; Code hanafite égyptien, art. 350).

NOTE 463. — *a)* L'aveu ou déclaration de paternité prend le nom d'*istilhaq*.

b) Il peut arriver, en fait, que la filiation d'un enfant naturel soit établie par rapport à sa mère, puisqu'il ne s'agit là que d'un fait matériel, l'accouchement, facile à constater, et nous verrons plus loin (art. 320) qu'en pareil cas l'enfant naturel a des droits sur la succession de cette mère; mais la loi musulmane prohibe la reconnaissance d'enfant naturel de la part du père (Zeys, *Dr. mus.*, II, n° 436; Luciani, *Traité des successions musulmanes* (1), n° 141; L. Déroulède, *La filiation en droit kabyle*, *R. A.*, 1899. 1. 22; Morand, *La famille musulmane*, *R. A.*, 1903. 1. 208; Alger, 28 décembre 1863, sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Durand, Robe, 1863, 248; Alger, audience solennelle, 28 janvier 1889, *R. A.*, 1890. 2. 413; trib. Oran, 5 juin 1902, *R. A.*, 1902. 2. 259; Robe, 1904, 68). « L'enfant de la femme non mariée, dit El Asnouni, n'a pas et ne peut pas avoir de père aux yeux de la loi; et quand la femme désigne elle-même le père de son

(1) Ernest Leroux, éd. Paris, 1890. — 1 vol. in-8°.

enfant et que cette déclaration est confirmée par le père, celui-ci est puni et sa reconnaissance sans effet » (Luciani, *op. cit.*, nº 141). De même, d'après El Badjouri, le père n'a jamais la faculté de légitimer l'enfant né de relations irrégulières (*ibid.*) (1).

En conséquence, un aveu de paternité n'est valable que s'il émane d'un individu qui déclare qu'il était marié avec la mère de l'enfant (Alger, audience solennelle, 28 janvier 1889, *Rev. Alg.*, 1890. 2. 413). Khalil déclare formellement l'aveu irrecevable quand il aurait pour résultat d'établir une paternité incestueuse ou adultérine (*trad. Perron*, IV, 298). Il a été jugé, à ce sujet, qu'un acte de naissance dressé par l'officier de l'état-civil français, indiquant un enfant comme né d'un indigène et d'une femme indigène non mariés, ne peut être considéré comme un acte de reconnaissance de la part du prétendu père, s'il n'a pas figuré à l'acte (Alger, 28 décembre 1863, *J. A.*, 1863, 35; Robe, 1863, 248). Il faut même aller plus loin, par application du principe développé ci-dessus, et dire que l'intervention même du père ne pourrait, en droit musulman strict, donner aucune valeur à cet acte au point de vue qui nous occupe, la reconnaissance d'enfant naturel étant prohibée.

En conséquence encore, la mère du reconnu est appelée à la succession de l'auteur de la reconnaissance, si elle est libre, musulmane, si elle affirme que l'enfant est né de son mariage avec le défunt, et si elle établit sa maternité à l'égard de l'enfant. — Clavel, I, 397.

Enfin, et toujours par application du même principe, la légitimation des enfants naturels par mariage subséquent n'existe pas en droit musulman. — Zeys, II, 436; conclusions de M. l'avocat général Durand sous Alger, 28 décembre 1863, Robe, 1863, 248.

M. l'avocat général Durand, dans ses conclusions précitées, après avoir rappelé les principes de la loi islamique sur ces divers points, proposait d'appliquer la loi française aux indigènes sur cette matière, se fondant sur ce que l'application du code pénal à l'Algérie ayant abrogé les dispositions répressives par lesquelles le Koran et la tradition islamique punissaient l'adultère et l'union libre, les conséquences légales de

---

(1) En sens contraire, M. Larcher (*op. cit.*, II, nº 608) soutient que les effets de la paternité naturelle sont, en droit musulman, identiques à ceux de la paternité légitime. M. Meysonnasse, de son côté (art. 88), considère la reconnaissance et même la légitimation des enfants naturels comme s'opérant par l'aveu de paternité librement consenti.

ces dispositions, relativement à la condition des enfants naturels, devaient être logiquement considérées comme non subsistantes. Cette argumentation pourrait être contestée en ce qui concerne l'adultère, qui, même sous l'empire de notre loi pénale, constitue un délit : mais il est évident que la cohabitation entre individus non mariés n'étant pas prohibée par la législation criminelle française, seule applicable aujourd'hui aux indigènes d'Algérie, il paraît bien rigoureux de priver l'enfant naturel de toute filiation et de toute garantie familiale. Cette matière pourrait peut-être être utilement réglementée par voie législative.

c) L'aveu de paternité ne doit être confondu ni avec l'adoption (titre VIII ci-après), ni avec l'acte par lequel un musulman, dans une simple intention de bienveillance et de libéralité, institue une personne *qui lui est étrangère* au rang de son propre enfant pour avoir les mêmes droits dans sa succession que ses enfants par le sang. Un tel acte ne saurait valoir comme institution d'héritier, les héritiers étant limitativement désignés par la loi ; mais il est considéré comme un véritable legs réductible à la quotité disponible, c'est-à-dire au tiers de la fortune du *de cujus*. — Trib. Alger, 19 décembre 1892 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 158 ; Robe, 1893, 222).

Cette dernière confusion a été faite par M. Clavel (*Dr. mus.*, I, nº 392) qui soutient que l'aveu de paternité n'est qu'une fiction de la loi ayant pour but de créer des liens de parenté entre deux personnes qui ne sont pas unies par le sang. S'il en était ainsi, la loi musulmane ne déclarerait pas l'aveu irrecevable quand il est de notoriété publique que l'enfant ne doit pas le jour à celui qui l'a reconnu (*infrà*, art. 307) ; il serait inutile d'exiger que le déclarant ait été marié ou ait vécu en concubinage (*infrà*, § *i* ; Clavel, I, 394). D'autre part, si l'aveu de paternité était une pure fiction, on ne s'expliquerait pas que les auteurs aient jugé nécessaire d'interdire à l'enfant de contester l'aveu de paternité dont il est l'objet (*infrà*, § *f*), et envisagé le cas où un individu, après avoir déclaré que telle personne est son fils ou son frère, vient à rétracter cet aveu (Khalil, *trad. Perron*, IV, 311). Au surplus, Khalil (*ibid.*, 297) est formel : « *Le père* seul, par sa déclaration, établit sa qualité de père d'un individu dont la filiation est ignorée ou incertaine. » — M. Tilloy (*Répertoire*, vº *Adoption*, nº 8) dit, de son côté, que, par l'aveu de paternité, l'avouant déclare « qu'une personne de filiation inconnue est réellement, en fait, son enfant ».

d) Lorsque la reconnaissance n'a d'autre but de la part du déclarant que de tirer parti de la fiction légale de paternité

par exemple le dessein de réclamer une pension à l'individu reconnu ou d'hériter de lui, elle est sans effet si elle n'a été validée par le consentement de celui-ci. — Clavel, I, 396.

e) L'aveu de paternité est valable, alors même que la mère le démentirait. — Khalil, *trad. Perron*, IV, 297.

f) L'enfant n'est pas admis à contester l'aveu de paternité dont il est l'objet (Zeys, *Dr. mus.*, II, 439) sauf le cas prévu ci-dessus § *d*.

g) Inversement, si un enfant dont la naissance est inconnue reconnaît pour père ou mère tel individu dont il est séparé par une différence d'âge suffisante, sa déclaration, accompagnée du consentement formel de la personne reconnue, suffit pour établir la paternité ou la maternité. — Code égyptien, art. 352.

h) La déclaration ne peut être faite que par le père lui-même : elle serait sans valeur à son égard, émanant de la mère, d'un prétendu aïeul ou d'un autre parent. — Khalil, IV, 297 ; Sautayra et Cherbonneau, I, 431 ; *Répertoire* de Tilloy, v° *Adoption*, n° 10.

i) D'après Khalil (*trad. Perron*, IV, 298) et Sautayra et Cherbonneau (I, 431), l'aveu de paternité, pour être valable, doit être vraisemblable : ainsi, il ne serait pas admis de la part d'un individu qui n'a pas été marié et qui n'a jamais eu de concubine (1), ou s'il était relatif à un individu né dans un pays éloigné où jamais l'enfant réclamé n'a paru.

Art. 306. — *Toutefois, cette déclaration n'est valable que s'il y a, entre le déclarant et l'enfant, la différence d'âge exigée par la nature* (Khalil, *trad. Perron,* IV, 297 ; *trad. Seignette*, n° 749 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 431 ; Zeys, *Dr. mus.*, II, n° 439 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 393 ; code hanafite égyptien, art. 350).

Art. 307. — *Elle n'est pas recevable s'il est de notoriété publique que l'enfant ne doit pas le jour à celui qui l'a reconnu* (Sautayra et Cherbonneau, *Dr. mus.*, I, n° 431 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 394).

NOTE 464. — La reconnaissance n'est pas davantage recevable si elle a été inspirée par le désir de frustrer les héritiers légitimes. — Saut. et Cherb., I, 431 ; Clavel, I, 394.

Art. 308. — *Lorsqu'un individu, après avoir fait un*

(1) Il s'agit ici du concubinage légal reconnu par la loi musulmane. — Morand, *La famille musulmane* (*R. A.* 1903. 1. 208).

aveu de paternité, vient à le rétracter, il perd son droit dans la succession de l'enfant ; mais la rétractation n'a aucun effet, vis-à-vis, soit de l'enfant, soit des héritiers du rétractant, qui conservent respectivement les droits successoraux (note 465) *résultant pour eux de l'aveu* (Khalil, *trad. Perron*, IV, 311 ; Zeys, *Dr. mus.*, II, n° 440).

NOTE 465. — Pour ce qui concerne la quotité de ces droits, v. *infrà*, art. 310.

Les héritiers du rétractant conservent leurs droits : ainsi, si l'enfant reconnu meurt avant le rétractant, celui ne recueille pas sa succession, qui est considérée comme vacante ; mais, à la mort du rétractant, ses héritiers recueillent cette succession laissée vacante. — Khalil, IV, 311.

Art. 309. — *Une femme ne peut faire un aveu de maternité qu'après le décès de son mari, ou à la condition qu'elle ne soit ni mariée, ni assujettie à une retraite légale* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 435; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 398 ; code hanafite égyptien, art. 351).

NOTE 466. — *a*) Khalil (*trad. Perron*, IV, 309) envisage le cas où une femme fait un aveu de maternité, mais il ne formule aucune réserve de la nature de celles mentionnées dans notre article.

b) Lorsque l'aveu de maternité émane d'une veuve, il donne à l'enfant reconnu le droit de réclamer la moitié de ce qui revenait à sa mère dans la succession du défunt. — Saut. et Cherb., I, 435.

c) D'après Clavel (I, 398), la mère et l'enfant reconnu ne viennent à la succession l'un de l'autre qu'à défaut d'héritiers naturels.

d) M. Clavel (I, 399) et le code égyptien (art. 351) autorisent dans certains cas la femme mariée ou en état d'aïdda à faire un aveu de maternité.

e) Lorsque l'aveu de maternité est fait par une femme veuve, divorcée ou répudiée, et qu'elle prétend que l'enfant est né des œuvres de son mari, celui-ci ou ses héritiers peuvent contester la reconnaissance. — Clavel, I, 400.

Art. 310. — *L'enfant qui a bénéficié d'un aveu de paternité se trouve dans la même situation que l'enfant légitime en ce qui concerne :*

1° Les règles de la puissance paternelle (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 449) ;

2° *Les droits successoraux* (note 468) (Saut. et Cherb., II, 642 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 396 ; code hanafite égyptien, art. 350) ;

3° *Le devoir d'entretien du père ou de la mère auteur de l'aveu* (Clavel, I, 396 ; code égyptien, art. 350).

NOTE 467. — Le Code égyptien (art. 350) va même plus loin et déclare que l'aveu de paternité produit les mêmes effets que la filiation naturelle (lisez : légitime). Dans tous les cas, il est hors de doute qu'il en est ainsi lorsque l'aveu a pour résultat de donner à l'enfant la qualité de légitime, par exemple lorsqu'il émane d'un homme marié qui reconnaît un enfant comme né de sa femme et de lui pendant leur mariage.

NOTE 468. — D'après M. Clavel (I, 396), l'enfant reconnu hérite même du père du déclarant, et cela alors même que le dit père ou ses héritiers contesteraient la filiation.

Art. 311. — *Tout individu, de l'un ou de l'autre sexe, dont la naissance est inconnue, peut également reconnaître tel homme pour son père, telle femme pour sa mère. Cette reconnaissance n'est valable que si elle est accueillie par la personne à qui elle s'adresse. Elle produit les mêmes effets que celle émanant du père ou de la mère* (Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 401 ; Code hanafite égyptien, art. 352).

NOTE 469. — Il va sans dire qu'il doit y avoir entre l'enfant et les père et mère reconnus une différence d'âge rendant la filiation admissible. — Code égyptien, art. 352.

Art. 312. — *Lorsque deux individus aptes à témoigner déclarent sous serment* (note 470) *qu'un troisième est leur parent à un degré déterminé* (note 471), *la filiation de ce dernier se trouve ainsi établie* (note 472) (Khalil, *trad. Perron*, IV, 307 ; *trad. Seignette*,, n° 760 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 436).

NOTE 470. — Un simple aveu ou une déclaration ne suffisent pas pour faire admettre la parenté : il faut le témoignage judiciaire (Khalil, IV, 307). Nous pensons donc que le serment devrait être prêté devant le cadi, qui en dresserait acte.

NOTE 471. — *a*) Ce dernier doit également jurer que la parenté qu'on lui attribue est véritable (Khalil, IV, 308). Il est vrai que Khalil ajoute que, dans la pratique, on ne l'astreint pas au serment.

b) Cet aveu de parenté prend le nom de *ikrar en nesseb*.

NOTE 472. — A la condition, d'après M. Zeys (*Dr. mus.* II,

n° 444), que l'aveu attribue au tiers reconnu un degré de parenté semblable à celui des avouants. Ainsi, deux frères peuvent reconnaître un tiers comme leur frère.

Art. 313. — *Si cette déclaration est faite par un seul individu, elle n'ouvre au parent reconnu un droit d'héritage que sur la succession de celui qui l'a faite* (note 473) (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 436; Zeys., *Dr. mus.*, II, n° 445; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 402; Code hanafite égyptien, art. 353) *ou sur la part d'héritage lui revenant, considérée comme constituant la succession entière* (note 474) (Khalil, *tr. Perron,* IV, 308).

NOTE 473. — *a*) D'après Clavel (I, n° 402), l'individu reconnu pour frère par un autre vient aussi à la succession du père de celui qui l'a reconnu, mais seulement en concours avec ce dernier, qui, par suite, doit partager avec lui sa part successorale.

b) *Contra:* en l'absence d'un acte de filiation régulier, la seule déclaration d'un individu, depuis décédé, est impuissante à prouver un lien de parenté, au degré successible, entre celui-ci et un prétendant droit à sa succession. — Alger, 17 avril 1889 (*R. A.*, 1891, 2. 11).

NOTE 474. — Voici l'espèce. Ali décède laissant deux fils, Ahmed et Embarek, ayant droit à sa succession chacun pour moitié. Embarek seul reconnaît un tiers, Rabah, comme son frère germain. La moitié de Embarek sera censée, pour permettre le calcul de la part revenant à Rabah, constituer toute la succession; cette succession devrait, si la reconnaissance de parenté d'Embarek était tenue pour vraie *erga omnes*, être divisée en trois parts: une pour Ahmed, une pour Embarek, la troisième pour Rabah. Rabah touchera cette troisième part, soit le tiers de la moitié revenant à Embarek sur la succession, ou un sixième de la succession totale (Khalil, IV, 308).

D'après Clavel (I, 402) le calcul doit être effectué autrement et Rabah vient à la succession d'Ali en concours avec celui auquel la reconnaissance l'a apparenté: Embarek, dans l'espèce; et il prend la moitié de la part de ce dernier. Il aurait donc droit à un quart de la totalité. Dans le même sens, le code égyptien dispose, dans son article 353, que le frère ainsi reconnu aura droit à la moitié de la part revenant au reconnaissant dans la succession du père de celui-ci.

Art. 314. — *Dans le cas où l'auteur d'un aveu de parenté viendrait à le rétracter, le bénéficiaire de cet aveu n'en*

conserverait pas moins les droits successoraux résultant pour lui de la déclaration primitive (Khalil, *trad. Perron*, IV, 308 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 436).

NOTE 475. — Khalil (IV, 308, 309) envisage aussi l'hypothèse où le déclarant, après avoir fait un aveu de parenté, prétend se rétracter et en faire bénéficier un tiers. Ainsi, Ali, ayant droit à une succession, reconnaît Hamida pour son frère : celui-ci acquiert un droit irrévocable à la moitié de la succession. Si plus tard Ali se rétracte et déclare qu'il s'est trompé et que son frère est non pas Hamida, mais Saïd, Hamida n'en conservera pas moins la moitié de la succession, et la deuxième moitié reviendra par parts égales à Ali et à Saïd, soit pour chacun d'eux un quart de la totalité (cf. Sautayra et Cherbonneau, I, n° 436). Ces hypothèses sont de nature à se présenter fort rarement dans la pratique.

Art. 315. — *La parenté, à quelque degré que ce soit, peut également, comme la filiation, se prouver par témoins* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 437 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 403 ; code hanafite égyptien, art. 355 ; Alger, 7 octobre 1871, Saut. et Cherb., I, 437 ; 18 mars 1872, *ibid.*).

NOTE 476. — Il est à peine besoin de faire observer qu'en pareil cas, et dans une matière aussi délicate, les tribunaux devront montrer une extrême circonspection, et n'admettre la preuve comme faite que si elle est absolument concluante, ce qui sera de nature à se réaliser bien rarement dans la pratique.

CHAPITRE III

Des enfants illégitimes

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art 316. — *Les enfants illégitimes sont naturels, adultérins ou incestueux* (Van den Berg, 159).

NOTE 477. — Les Kabyles n'admettent pas la paternité illégitime. L'enfant naturel ou adultérin était, ainsi que sa mère, livré au châtiment de la lapidation, avant que notre domination fût venue tempérer d'un peu d'humanité ces

mœurs barbares. Les enfants incestueux étaient également mis à mort, avec leurs parents, si l'inceste avait eu lieu avec connaissance : dans le cas contraire, ils sont considérés comme légitimes. — Hanoteau et Letourneux, II, 187 et 188.

Art. 317. — *Sont naturels les enfants nés hors mariage, autres que ceux issus d'un commerce adultérin ou incestueux* (Art. 331 c. civ.).

NOTE 478. — En droit musulman strict, cette définition n'est pas absolument exacte, car, outre le mariage, la loi islamique reconnaît une autre union légale : le concubinage entre le maître et les esclaves qu'il a achetées (V. *suprà*, note 219). Toutes autres relations sont illicites et les enfants qui en sont issus ne sauraient avoir légalement aucune parenté (V. Morand, *La famille musulmane*, *R. A.* 1903, 1. 208).

Nous avons jugé inutile de faire ressortir dans notre article l'exception relative au concubinage légal, l'esclavage étant aboli en Algérie.

Art. 318. — *Sont adultérins :*

1° *L'enfant né du commerce d'une femme mariée avec un autre homme que son mari* (trib. Mascara, 25 mars 1896, *R. A.* 1896. 2. 315 ; *Recueil* du *Journ. Trib. Alg.* 1896, 125) ;

2° *L'enfant né du mariage d'une femme avec un homme ayant déjà quatre épouses légitimes* (trib. Mascara, 25 mars 1896, précité) ;

3° *L'enfant né du commerce d'un homme marié avec une femme qui n'est pas son épouse légitime* (note 479).

NOTE 479. — *Contrà :* trib. Mascara, 25 mars 1896, précité. Ce jugement admet que les enfants rentrant dans cette troisième catégorie sont des enfants naturels (à la condition, bien entendu, que la mère soit libre de sa personne), habiles à succéder en droit musulman, se fondant sur ce que le mari musulman ne serait pas tenu du devoir de fidélité et ne devrait à sa femme que les satisfactions qui résultent légitimement de l'union conjugale. Nous avons combattu plus haut (note 218) cette manière de voir.

Art. 319. — *Est incestueux l'enfant né d'un père et d'une mère entre lesquels le mariage est prohibé pour cause de parenté.*

NOTE 480. — Voir ces prohibitions, ci-dessus art. 100.

Art. 320. — *L'enfant naturel n'hérite jamais de son*

père (note 481), *mais, à l'égard de la succession de sa mère, il exerce les mêmes droits qu'un enfant légitime* (Luciani, *op. cit.*, 141, 142).

NOTE 481. — *a*) Il en est nécessairement ainsi, puisque, ainsi que nous l'avons dit *suprà*, note 463, § *b*, les enfants naturels ne peuvent être ni légitimés ni reconnus par leur père.

b) Contrà : Les enfants naturels qui prouvent leur filiation jouissent des mêmes droits que les enfants légitimes. — Dulau et Pharaon, 81.

Art. 321. — *Les enfants adultérins et incestueux n'ont aucun droit sur la succession de leurs parents* (Sautayra et Cherbonneau, II, nº 642).

SECTION II

DE LA GARDE ET DE LA TUTELLE DES ENFANTS ILLÉGITIMES

Art. 322. — *Les enfants nés hors mariage* (note 482) *sont confiés à la garde de leur mère et peuvent être soumis à l'autorité d'un mokaddem, mais la mère ni le tuteur n'ont le droit de djebr et ne peuvent marier ces enfants sans leur consentement* (Sautayra et Cherbonneau, I, nº 449).

NOTE 482. — « Non reconnus par le père », disent MM. Sautayra et Cherbonneau (I, 449). Nous avons vu ci-dessus (note 463, § *b*) que les enfants illégitimes ne peuvent être ni reconnus ni légitimés : cette restriction est donc superflue.

(A suivre).

Ed. NORÈS,
Juge au tribunal de Batna.

ESSAI DE CODIFICATION

DU DROIT MUSULMAN ALGÉRIEN (1)

TITRE VIII

DE L'ADOPTION ET DES ENFANTS TROUVÉS (2)

CHAPITRE PREMIER

De l'adoption

NOTE 483. — L'adoption était fort répandue dans les temps préislamiques (de Nauphal, *Filiation et divorce*, 46; Marcel Morand, *La famille musulmane*, *Rev. Alg.* 1903. 1. 160). Aujourd'hui, elle est devenue fort rare dans la pratique, et certains auteurs sont même d'avis qu'elle a été prohibée par le Prophète (V. de Nauphal, *op.* et *loc. cit.;* Luciani, *Successions musulmanes*, nos 137 et suiv.; Morand, *op. cit.*, *Rev. Alg.* 1903. 1. 206). M. Luciani, qui a particulièrement approfondi cette question, s'exprime comme suit : « En premier lieu, il est un principe sur lequel tous les auteurs arabes sont d'accord; c'est qu'il n'est pas permis à un musulman de changer l'ordre légal des successions : il lui est donc interdit par cela même de conférer à quelqu'un une qualité qui lui donnerait droit, dans beaucoup de cas, à la totalité de sa succession. De plus, aucun ouvrage de droit musulman ne mentionne la filiation adoptive au nombre des causes de la successibilité; les auteurs malékites, ainsi que l'ont fait remarquer MM. Sautayra et Cherbonneau *(Du statut personnel*

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903, 1, 50, 179 et 265; 1904, 12, 25, 73, 105, 113, 199 et 233; 1905, 9, 39, 57, 92, 151, 161 et 187; 1906, 25, 46, 59, 107 et 133; 1907, 11.

(2) Cf. art. 343 à 360 c. civ.

et des successions musulmanes, tome I, page 335) n'en parlent pas. Mouradja d'Ohsson confond visiblement l'adoption *(tebenni)* avec la reconnaissance ou aveu de paternité *(istilhaq)* (1). Enfin, El Khazin, dans son commentaire du Koran, et Chenchouri, dans son ouvrage intitulé *Charah Ettartib*, indiquent très explicitement que l'adoption, en usage avant l'avènement de la religion musulmane, et pratiquée par Mahomet lui-même, a été abolie par la XXXIII^e^ sourate du Koran (2) ». (Luciani, *Traité des successions musulmanes*, p. 98). M. Luciani traduit ensuite les passages d'El Khazin et de Chenchouri dont il vient de parler, et on doit reconnaître que le premier de ces jurisconsultes, notamment, s'exprime en termes formels : « En décidant la répudiation de Zineb par Zeïd (3), dit-il, et son union avec le Prophète, Dieu a voulu abroger l'interdiction spéciale résultant de l'adoption au point de vue du mariage, et l'usage même de l'adoption. » (Luciani, *op. cit.*, p. 103).

Cependant, malgré l'incontestable valeur de cette argumentation, nous avons cru convenable de formuler ci-après les règles de l'adoption musulmane, telles qu'elles sont exposées par divers auteurs. En effet, l'opinion qui considère cette institution comme ayant été abolie par l'islamisme n'est pas unanime : sont en sens contraire, notamment, Sautayra et Cherbonneau (I, n° 423) (4) ; code hanafite égyptien, art. 354 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n^os^ 405 et suiv.; *Répertoire* de Tilloy, v° *Adoption*, n° 2. M. Morand *(La famille musulmane, Rev. Alg.* 1903. 1. 206) paraît admettre, de son côté, que, tout en limitant les effets de l'adoption, et, spécialement, en maintenant l'adopté dans la famille où il est né, la législation koranique a laissé subsister cette institution. En second lieu, si rare qu'elle soit, l'adoption paraît être quelquefois usitée en fait,

---

(1) Il y a lieu de remarquer, en effet, que cet auteur explique que si, à la mort de l'adoptant, la mère de l'adopté prétend avoir été l'épouse du défunt, sa simple déclaration suffit pour lui donner droit à la légitime ordinaire des veuves (Mouradja d'Ohsson, V, 307, 308) : par où il donne à entendre que l'adopté était le fils de l'adoptant et de la femme de celui-ci.

(2) Nous reproduisons un peu plus loin les textes koraniques visés ici, extraits de la sourate XXXIII.

(3) Zeïd ou Zeyd était fils adoptif de Mahomet (voir ci-après).

(4) Il faut cependant reconnaître que ces auteurs ne traitent la matière de l'adoption que d'après Mouradja d'Ohsson, qui semble confondre cette institution avec l'aveu de paternité. V. notamment Saut. et Cherb, I, n° 428, 4°.

et sa validité a été consacrée par un arrêt de la cour d'Alger du 1er mai 1879 qui sera cité plus loin sous l'article 332. Enfin, les versets du Koran dans lesquels il est fait allusion à l'adoption ne paraissent pas condamner cette pratique d'une façon aussi formelle qu'on l'a prétendu. Voici ces textes, puisés dans la XXXIIIe sourate :

Verset 4. « Dieu... n'a pas accordé à vos épouses les droits de vos mères, ni à vos fils adoptifs ceux de vos enfants ».

5. « Rendez vos fils adoptifs à leurs pères. Cette action est équitable aux yeux de Dieu. Si vous ne connaissez pas les auteurs de leurs jours, que la religion vous les fasse chérir comme vos frères, comme vos proches. »

37. « Zeyd répudia son épouse. Nous t'avons lié avec elle, afin que les fidèles aient la liberté d'épouser les femmes de leurs fils adoptifs, après leur répudiation ».

Les versets 4 et 37 doivent être rapprochés l'un de l'autre et ont été formulés par Mahomet dans les circonstances suivantes. Le Prophète avait, longtemps avant son apostolat, acheté un jeune homme de la tribu de Kalb, nommé Zeyd, qui avait été enlevé par un parti d'Arabes et mis en vente comme esclave ; il le prit peu à peu en affection et finit par le traiter comme son fils. Plus tard, le père de Zeyd, Haretha, l'ayant découvert, et ayant offert de le racheter, Mahomet déclara que si le jeune homme désirait retourner chez son père il le rendrait sans rançon et que, dans le cas contraire, il le garderait. Zeyd déclara vouloir rester avec Mahomet, qui l'adopta solennellement devant la pierre noire de la Kaaba. Zeyd étant, sur ces entrefaites, venu à épouser une femme d'une grande beauté, nommée Zineb, le Prophète en devint amoureux : Zeyd s'en aperçut et répudia Zineb. C'est alors qu'intervinrent les versets 4 et 37, qui permirent aux musulmans d'épouser les femmes répudiées par leurs fils adoptifs, et à la faveur desquels Mahomet prit Zineb pour épouse. On le voit, il ne semble résulter ni de la lettre même de ces textes, ni de l'esprit qui les a dictés, que le législateur de l'Islam ait entendu supprimer ou prohiber cette coutume de l'adoption qu'il avait lui-même pratiquée : il paraît qu'il ait seulement voulu en restreindre les effets et les rendre moins absolus et moins étendus que ceux de la filiation par le sang.

Le verset 5, il est vrai, ordonne de rendre les fils adoptifs à leurs pères, et on pourrait en conclure qu'il a supprimé l'adoption, tout au moins pour le cas où le véritable père de l'enfant adopté ou à adopter est connu (voir ci-après art. 327, consacrant cette manière de voir) ; mais Kasimirski interprète différemment ce texte et le traduit comme suit :

« Appelez vos fils adoptifs du nom de leurs pères, ce sera plus équitable devant Dieu. » Le sens, assez obscur, de ce passage peut paraître douteux ; mais le verset se termine de la façon suivante : « De quelque manière que vous agissiez, Dieu est bon et miséricordieux », terminologie qui, à notre avis, permet de considérer pratiquement l'adoption comme une institution tolérée, sinon recommandée. Au surplus, nous le répétons, elle est pour ainsi dire inconnue en Algérie, et les quelques articles que nous lui consacrons n'ont guère qu'un intérêt théorique.

Art. 323. — *L'adoption est l'acte par lequel une personne institue au rang de son propre enfant un individu sans filiation*. (*Répertoire* de Tilloy, v° *Adoption*, n° 8).

NOTE 484. — Voir, ci-après, l'art. 327, et les explications données ci-dessus, à la fin de la note 483, en ce qui concerne la condition de filiation inconnue qui doit se trouver remplie par l'adopté.

Art. 324. — *Tout musulman, de l'un ou de l'autre sexe, peut adopter* (note 486), *à la condition qu'il y ait, entre l'adoptant et l'adopté, une différence d'âge* (note 487) *qui, suivant les lois de la nature, rende la paternité vraisemblable* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 425 ; Gillotte, *op. cit.*, p. 48 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 406).

NOTE 485. — Contrairement à la loi française, le droit musulman admet qu'un individu peut valablement adopter alors même qu'il aurait un ou plusieurs enfants ou descendants légitimes vivants. — Mouradja d'Ohsson, V, 308 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 407 ; *Répertoire* de Tilloy, v° *Adoption*, n° 5 ; Alger, 1er mai 1879 (Robe, 1879, 255).

NOTE 486. — *a)* Cette règle n'est exacte que pour les Arabes. En Kabylie, la femme, étant toujours en tutelle, ne saurait faire acte d'adoption. — Hanoteau et Letourneux, II, p. 189.

b) Certains auteurs admettent qu'on peut, avec le consentement d'un individu, l'adopter pour père, frère, oncle, neveu ou cousin. — Gillotte, *op. cit.*, p. 48.

NOTE 487. — En Kabylie, aucune condition d'âge n'est imposée : l'adoptant doit seulement être majeur et plus âgé que l'adopté. — Hanoteau et Letourneux, II, p. 189.

Art. 325. — *Le mari et la femme peuvent adopter la même personne* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 425).

Art. 326. — *La femme mariée ne peut adopter qu'avec l'autorisation formelle de son mari* (Sautayra et Cherbonneau, I, nº 425; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 406).

Art. 327. — *Tout individu de l'un ou de l'autre sexe peut être adopté, à la condition :*

1º *Que sa filiation soit inconnue* (note 488) (Sautayra et Cherbonneau, I, nº 426 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 405 ; code égyptien, art. 354) ;

2º *Qu'il ait l'âge de raison* (note 489) (Sautayra et Cherbonneau, I, nº 426; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 406).

NOTE 488. — Toutefois, l'art. 354 du code hanafite égyptien semble considérer que cette prohibition n'est pas absolue, car il décide que quiconque aura adopté un enfant dont la naissance est connue n'est pas légalement tenu de pourvoir à son entretien : une semblable adoption serait donc nulle au point de vue juridique, mais l'obligation morale subsisterait (Clavel, I, nº 405).

M. Clavel est d'avis que la prohibition qui nous occupe, bien qu'admise par tous les rites, provient d'une confusion entre la reconnaissance d'enfant naturel et l'adoption, car le Koran (sourate XXXIII, verset 5) enseigne qu'on doit appeler les fils adoptifs du nom de leurs pères, ce qui implique l'adoption d'un individu dont la naissance est connue (Clavel, I, nº 405; v. aussi Sautayra et Cherbonneau, I, 421, 422). Cette argumentation n'est pas convaincante, car nous avons vu plus haut (note 483) que le sens du texte koranique sur lequel elle s'appuie est douteux. Dans tous les cas, si on admet comme valable l'adoption d'un enfant dont la naissance est connue, du moins faut-il alors exiger qu'il ne soit pas héritier de l'adoptant au degré successible (Sautayra et Cherbonneau, I, 426 ; Clavel, I, 407).

NOTE. 489. — Cette condition résulte de cette règle que le consentement de l'adopté est nécessaire pour la validité de l'acte (voir l'article suivant).

Art. 328. — *Le consentement formel de l'adopté est nécessaire pour la validité de l'adoption* (Mouradja d'Ohsson, V, 308; Sautayra et Cherbonneau, I, nº 427 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 406).

Art. 329. — *L'adoption, pour être valable, doit en outre être faite en présence de deux témoins* (Mouradja d'Ohsson, V, 308 ; Sautayra et Cherbonneau, I, nº 427 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 406).

Art. 330. — *L'adoption fait entrer l'adopté dans la famille de l'adoptant et crée les mêmes prohibitions de mariage que celles résultant de la parenté légitime* (Sautayra et Cherbonneau, I, nº 428 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 407.)

NOTE 490. — D'après le rite hanafite, l'adoption ne crée aucune prohibition de mariage entre l'adopté et l'adoptant. — Code hanafite égyptien, art. 354.

Chez les Kabyles, les effets de l'adoption sont limités aux rapports personnels entre l'adoptant et l'adopté. — Hanoteau et Letourneux, II, 189, 190.

Art. 331. — *Toutefois, l'adoptant peut épouser la femme répudiée de l'adopté* (Koran, XXXIII, 37 ; Sautayra et Cherbonneau, I, nº 428 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 407 ; Code hanafite égyptien, art. 354).

NOTE 491. — Nous avons expliqué, sous la note 483, dans quelles circonstances cette règle a été édictée par Mahomet.

Art. 332. — *L'adopté a, dans la succession de l'adoptant, les mêmes droits qu'un enfant légitime* (Mouradja d'Ohsson, V, 308 ; Sautayra et Cherbonneau, I, nº 428 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 407 ; Alger, 1er mai 1879, Robe, 1879, 255).

NOTE 492. — *a)* Il a été jugé, en sens contraire, que l'adoption ne confère pas à l'adopté, au point de vue de l'hérédité, les droits de l'enfant légitime (trib. Constantine, 3 avril 1894, *R. A.* 1894. 2. 470) ; à l'appui de cette opinion, on peut invoquer un texte koranique que nous avons déjà cité (note 483) : « Dieu n'a pas accordé à vos épouses les droits de vos mères, ni à vos fils adoptifs ceux de vos enfants » (sourate XXXIII, verset 4).

b) Chez les hanafites, l'adoptant et l'adopté ne succèdent pas l'un à l'autre. — Code égyptien, art 354 ; Clavel, I, nº 407.

CHAPITRE II

Des enfants trouvés

Art. 333. — *L'enfant trouvé est celui dont le père et la mère sont inconnus* (Zeys, *Dr. mus.*, II, nº 678).

NOTE 493. — Si un seul des deux parents, fût-ce la mère naturelle, était connu, c'est à lui qu'incomberait le devoir d'entretenir l'enfant, qui, par suite, ne pourrait être considéré comme enfant trouvé. — Zeys, II, 680.

Art. 334. — *L'enfant trouvé dans un pays habité par des musulmans est lui-même musulman* (Khalil, *trad. Perron*, V, 114, 115 ; *trad. Seignette*, n° 1366 ; Zeys, *Dr. mus.*, II, n° 681 ; Code hanafite égyptien, art. 357 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 410 ; Van den Berg, p. 175).

NOTE 494. — *a*) Ce n'est là, bien entendu, qu'une présomption qui cèderait devant la preuve contraire et dont les tribunaux auraient, en tout état de cause, à apprécier la vraisemblance.

b) A moins que l'enfant soit recueilli dans un quartier exclusivement habité par des infidèles (Code égyptien, art. 357 ; Clavel, I, n° 410).

c) Il en est ainsi, d'après Khalil (*trad. Perron*, V, 115 ; *trad. Seignette*, n° 1366), alors même que, dans la localité où on a recueilli l'enfant, il n'existe que deux ou trois familles musulmanes, à la seule condition que l'inventeur soit lui-même musulman. Il va sans dire qu'on ne saurait, en Algérie, suivre cette opinion extrême.

Art. 335. — *Tout musulman* (note 496) *qui trouve un enfant* (note 497) *abandonné est tenu de le recueillir et de l'élever* (Khalil, *trad. Perron*, V, 111 et 112 ; *trad. Seignette*, n° 1362 ; Zeys, *Dr. mus.*, II, nos 677 et 680 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 409 *bis* ; Code hanafite égyptien, art. 356 ; Van den Berg, p. 174).

NOTE 495. — C'est là une de ces obligations sans sanction (voir art. 343 ci-après) qu'on rencontre de temps à autre dans le droit musulman qui, plus qu'aucune autre législation, a des affinités étroites avec la morale à raison de son caractère religieux. De même que certains actes, quoique moralement blâmables, sont légalement permis, d'autres constituent une obligation religieuse inscrite dans la loi positive, mais sans que le croyant qui se soustrait à ce devoir puisse être matériellement contraint à l'accomplir.

NOTE 496. — *a*) A la condition qu'il soit pubère et sain d'esprit. — Zeys, II, 680.

b) La femme mariée a besoin, pour pouvoir se charger d'un enfant trouvé, de l'autorisation de son mari, à moins qu'elle possède des biens suffisants pour assurer l'entretien de l'enfant. — Khalil, *trad. Perron.*, V, 112 ; Zeys, II, 680.

c) Lorsque l'inventeur est un infidèle, il n'a pas le droit de se charger de l'enfant, si celui-ci est présumé musulman par application des dispositions de l'art. 334 ci-dessus : on s'en réfère alors à l'art. 343 ci-après. — Khalil, v, 117.

NOTE 497. — Il ne s'agit, bien entendu, que de l'enfant tout jeune, incapable de pourvoir par lui-même à ses besoins. — Zeys, II, 680.

Art. 336. — *Si l'inventeur consent à se charger de l'enfant, nul n'a le droit de le lui enlever, sauf cependant les parents, s'ils viennent à être découverts* (Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 409bis; Van den Berg, p. 174; Code hanafite égyptien, art. 358).

NOTE 498. — A moins, toutefois, que l'intérêt de l'enfant l'exige (Clavel, I, 409 bis) et sauf les cas prévus ci-dessus par la note 496.

D'autre part, l'enfant ne peut être laissé à l'inventeur, si celui-ci n'est pas un homme de confiance, et assez intelligent pour administrer ses propres affaires. — Ibn Qâsim al Ghazzi, *Fath al Qarîb*, trad. Van den Berg, p. 417 (1).

Art. 337. — *Il doit faire dresser un acte constatant qu'il a trouvé et recueilli l'enfant* (Khalil, *trad. Perron*, V, 116; *trad. Seignette*, n° 1371).

NOTE 499. — Le fait (de l'invention ou, tout au moins, de la prise en charge de l'enfant) doit être confirmé par des témoins (Khalil, V, 117). En pratique, l'acte sera dressé par un cadi. Il devra contenir toutes indications propres à établir plus tard l'identité de l'enfant, si la chose devient possible, et, par suite, ne saurait être rédigé avec trop de soin.

Art. 338. — *Il doit pourvoir à l'entretien de l'enfant et à son éducation et le mettre à même de gagner sa vie* (Khalil, *trad. Perron*, V, 112; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 411; Code hanafite égyptien, art. 360).

NOTE 500. — Si l'enfant avait sur lui ou auprès de lui, quand il a été recueilli, quelque objet de valeur, il en est présumé propriétaire, et l'inventeur peut employer ces sommes et valeurs en frais d'entretien. — Khalil, V, 113; Fath al Qârib, *trad. Van den Berg*, p. 419; Zeys, *Dr. mus.*, II, 680.

---

(1) *Fath al Qarîb* (La révélation de l'omniprésent), par Ibn Qâsim al Ghazzi, traduction française de L.-W.-C. Van den Berg (E.-J. Brill, éd., Leyde, 1894, 1 vol. in-8°).

Cet ouvrage est du rite chaféïte.

Chez les hanafites et les chaféïtes, cet emploi doit être au préalable autorisé par justice. — Code hanafite égyptien, art. 359 ; Clavel, I, 411 ; Fath al Qârib, *loc. cit.*

Art. 339. — *S'il s'agit d'une fille, l'obligation d'entretien se prolonge jusqu'à la consommation du mariage* (Khalil, *trad. Perron*, V, 112).

Art. 340. — *L'inventeur n'est pas fondé à répéter, plus tard, contre l'enfant, les dépenses qu'il a pu faire pour son entretien et son éducation* (Khalil, *trad. Perron*, V, 112 ; *trad. Seignette*, n° 1363 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 411 ; Code hanafite égyptien, art. 359 ; Van den Berg, p. 174).

NOTE 501. — A moins, cependant, que l'inventeur ait fait déterminer par le juge la somme à consacrer aux frais d'entretien et d'éducation, et se soit fait réserver le droit de réclamer plus tard les sommes effectivement déboursées. — Clavel, I, n° 411 ; Code égyptien, art. 359.

Art. 341. — *Mais il a un recours contre le père pour le remboursement de ses dépenses, si celui-ci vient à être connu, et s'il est établi qu'il a volontairement exposé l'enfant* (Khalil, *trad. Perron*, V. 113 ; *trad. Seignette*, n° 1363 ; Zeys, *Dr. mus.*, II, n° 680).

NOTE 502. — A la condition d'affirmer sous serment qu'il a toujours eu l'intention de faire à l'enfant des avances sujettes à restitution, et non une libéralité. — Khalil, *trad. Seignette*, n° 1363 ; Zeys, II, n° 680.

Art. 342. — *L'inventeur n'acquiert aucun droit familial sur l'enfant, mais seulement un pouvoir d'administration, et il ne peut ni le marier, ni disposer de ses biens* (note 504) *sans l'autorisation du cadi* (Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 412 ; Van den Berg, p. 174 ; Code hanafite égyptien, art. 360).

NOTE 503. — Mais il peut, ou même il doit, suivant les circonstances, faire tous actes profitables à l'enfant, comme l'envoyer à l'école, lui faire apprendre un métier, accepter pour lui une donation, etc. — Clavel, I, 412 ; Van den Berg, 174.

NOTE 504. — Voir toutefois *suprà*, note 500.

Art. 343. — *Si l'inventeur ne consent pas à se charger de l'enfant, l'entretien de ce dernier est assuré par l'État* (Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 413 ; Van den Berg, 174, 175 ; Code hanafite égyptien, art. 364 ; Fath al Qarib, *trad. Van den Berg*, 419).

NOTE 505. — *a)* Le cadi doit alors confier l'enfant à la garde de personnes sûres et surveiller son éducation. — Van den Berg, 175.

b) L'État devient, dans ce cas, héritier de l'enfant trouvé, s'il décède sans postérité, et est investi à son égard de la responsabilité civile. — Code égyptien, art. 364.

c) Cette solution est admise implicitement par Khalil, qui envisage le cas où l'inventeur recueille l'enfant afin de le déposer entre les mains du cadi ou du représentant de l'autorité (*trad. Perron*, v, 115).

Art. 344. — *Dans ce cas, l'enfant, s'il se trouve plus tard en situation de le faire, sera tenu de rembourser au trésor public les frais faits pour son entretien* (Van den Berg, 175).

NOTE 506. — On appliquera d'abord à cet objet l'argent ou la valeur des objets précieux qu'on aura pu trouver sur l'enfant, le tout étant considéré comme sa propriété. — Van den Berg, 175.

TITRE IX

DE LA PUISSANCE PATERNELLE (1)

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 345. — *L'enfant, à tout âge, doit le respect à ses père et mère* (Koran. IV, 40; XVII, 24 et 25; XXXI, 13; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 223; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 78; Meysonnasse, art. 90).

NOTE 507. — Un hadits célèbre déclare que « Dieu a mis le paradis aux pieds des mères », c'est-à-dire que le bonheur des hommes, dans l'autre monde, sera subordonné au respect et à l'affection dont ils auront fait preuve envers celles-ci. (Saut. et Cherb. I, 223; de Nauphal, *Mariage*, 197). Un autre

---

(1) Cf. art. 371 à 387 c. civ.

hadits est ainsi conçu : « Gardez-vous de manquer de respect à vos père et mère, car l'odeur du paradis se sent à une distance de cinq cents années de marche, et le mauvais fils ne la percevra jamais. » (Al Mostatraf, *trad. G. Rat*, t. I, p. 764 (1).

Art. 346. — *La puissance paternelle est constituée par un ensemble de droits dont le père est investi sur la personne et sur les biens de ses enfants mineurs* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 440 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 67 ; Zeys, *Les juges de paix algériens*, n° 638 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 441 ; code hanafite égyptien, art. 420).

NOTE 508. — Ces droits sont corrélatifs à des devoirs et à des obligations : devoir d'entretien et d'éducation (*suprà*, art. 129 et suiv., *infrà*, art. 347, 2° et 357) et responsabilité civile (*infrà*, art. 349.)

Art. 347. — *En ce qui concerne la personne, le père est investi :*

1° Du droit de contraindre ses enfants mineurs à résider à son domicile (note 510) (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 440 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n°s 67 et 70 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 441 bis ; Meysonnasse, art. 94 ; Mercier, *La condition de la femme musulmane*, p. 45) ;

2° Du droit de diriger leur éducation (note 511) (Khalil, *trad. Perron*, III, 160 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 224 ; Clavel, I, n° 441 bis ; Alger, 6 mai 1873, Sautayra et Cherbonneau, I, 224) ;

3° Du droit de correction paternelle (note 512) (Khalil, III, 160 ; Sautayra et Cherbonneau, I, 440 ; Clavel, I, 441 bis ; Mercier, *La condition de la femme musulmane*, 45 ; Besson, *op. cit.*, 101) ;

4° Du droit de djebr, tel qu'il est réglementé par les art. 76 et suivants du présent code (Sautayra et Cherbonneau, I, 440 ; Zeys, I, 67 ; Clavel, I, 441 bis ; Mercier, *op. cit.*, 45).

NOTE 509. — Les enfants des deux sexes, issus du mariage d'un musulman avec une chrétienne ou une juive, suivent la religion de leur père (code égyptien, art. 124). Cette règle ne comporte pas d'exception dans les pays musulmans : mais en Algérie, terre française, il faut admettre qu'elle peut être modifiée du commun accord des deux époux.

---

(1) *Al Mostatraf*, recueil de morceaux choisis par Sihab-ad-din Ahmad al Absihi, traduit par G. Rat, membre de la Société asiatique. Ernest Leroux, éd. — Paris, 1902. — 2 vol. in-8°.

NOTE 510. — Dans la pratique, le père qui voudrait user de ce droit devrait s'adresser au président du tribunal afin d'obtenir, dans les termes du droit commun, une ordonnance de réintégration, puisqu'il s'agit de mettre en mouvement la force publique.

NOTE 511. — Ce droit peut aussi être considéré comme un devoir (cf. ci-dessus note 508). Lorsque l'enfant est confié à une hadina, celle-ci doit exercer ses fonctions de telle sorte que le droit d'éducation du père soit sauvegardé (*infrà*, note 537, § *d*).

NOTE 512. — *a*) Mais il est défendu au père d'abuser de ce droit de correction. — Besson, *op. cit.*, 101.

De même, la coutume kabyle donne au père le droit de correction manuelle, mais les mœurs ne l'autorisent pas à en abuser. — Hanoteau et Letourneux, II, 192.

b) Le père musulman qui a des sujets de mécontentement graves à propos de la conduite de son enfant mineur peut-il user des moyens de correction réglementés par les articles 376 à 383 du code civil et demander au magistrat français une ordonnance de détention ? M. Perreimond (*De la protection juridique des incapables* (1), p. 113) se prononce pour la négative. « L'indigène, dit-il, jouit de règles de faveur ; il a le droit de prendre plusieurs femmes, de les répudier à son gré. Il serait injuste de lui permettre de bénéficier encore des avantages de la législation française. S'il veut avoir les mêmes droits que le père français, il n'a qu'à renoncer à son statut personnel et à demander sa naturalisation. » Bien que cette manière de voir soit évidemment juridique, elle nous semble bien rigoureuse et nous serions volontiers porté, dans une question qui, comme celle-ci, touche par certains côtés à l'ordre public, à étendre au père musulman le bénéfice des dispositions du code civil en cette matière. Le père doit avoir à sa portée des moyens légaux pour contraindre son enfant récalcitrant à l'obéissance, et lui refuser l'emploi de ceux organisés par la loi française n'aurait d'autre résultat que de le conduire à l'usage de châtiments ou de moyens de coercition corporels dont il n'aurait pas toujours la sagesse de calculer la nature, la mesure et la portée. Il y a toutefois ici une observation intéressante à faire. On sait que le code civil fait une distinction suivant que l'enfant à l'égard duquel s'exerce le droit de correction a ou n'a pas atteint l'âge de

(1) Victor Perreimond : *De la protection juridique des incapables en droit musulman*, thèse de doctorat. Paris, 1903.

seize ans commencés ; dans le premier cas, le président du tribunal peut repousser la requête du père, et, s'il y fait droit, le maximum de la détention est de six mois ; dans la seconde hypothèse, ce maximum est réduit à un mois, mais le président ne peut refuser de l'ordonner. Il convient de remarquer que, en thèse générale, la détention ne sera pas demandée à l'encontre d'un enfant mâle musulman ayant dépassé l'âge de seize ans, car, le plus souvent, celui-ci, étant pubère, se trouvera affranchi de la puissance paternelle quant à la personne.

Art. 348. — *En ce qui concerne les biens, le père est chargé d'administrer la fortune de ses enfants, soit mineurs, soit majeurs incapables* (Sautayra et Cherbonneau, I, nos 440 et 450 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 67 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 442 ; code hanafite égyptien, art. 420).

NOTE 513. — Les pouvoirs d'administration du père seront déterminés plus loin, au titre *De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*. En réalité, ainsi que le fait remarquer Clavel, la loi musulmane confère au père, sur les biens de ses enfants mineurs, plutôt un droit exorbitant et général de disposition qu'un pouvoir d'administration. Cf. Code égyptien, art. 422 et 433.

Art. 349. — *En outre, le père est civilement responsable du fait de son enfant mineur* (Trib. Guelma, 23 novembre 1894, Robe, 1895, 369).

NOTE 514. — La question de la responsabilité civile du père musulman est des plus délicates à trancher au point de vue juridique, bien que, pratiquement, elle ne paraisse pas faire de difficultés, car la décision rapportée au pied de notre article est la seule que nous connaissions sur la matière. Le principe de la responsabilité civile est consacré, dans la législation française, par les art. 1383 c. civ. et 74 c. pén., et spécialement, pour ce qui concerne le père de famille, par l'art. 1384 c. civ. ; aux termes de ces textes, chacun est pécuniairement responsable du dommage qu'il a causé soit par son propre fait, soit par sa négligence ou son imprudence, soit par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde ; et, en particulier, le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux. Ces dispositions sont-elles applicables aux indigènes musulmans, et dans quelle mesure ?

La responsabilité civile est encourue par le père, d'après

l'art. 1384 c. civ., auquel renvoie, sur ce point particulier, l'art. 74 c. pén., à raison du dommage causé par son enfant mineur habitant avec lui. Cette responsabilité est engagée dans tous les cas où l'enfant a commis un acte dommageable et illicite, qu'il y ait eu intention de nuire (délit civil) ou non (quasi-délit). Le plus souvent, le fait constituera en même temps une infraction à la loi pénale, mais il n'en sera pas nécessairement ainsi. Un délit civil peut, en effet, ne pas être réprimé par la loi pénale ; tel est le cas en matière, par exemple, de recel ou de divertissement de valeurs héréditaires, ou de diffamation non publique. Réciproquement, un délit pénal peut ne pas constituer un délit civil : il en est ainsi, notamment, pour la tentative, qui ne cause aucun dommage. Lorsque le fait dommageable constitue en même temps un délit pénal, la responsabilité civile a pour conséquence d'astreindre la personne qui l'encourt au paiement des frais dus à l'État, auxquels elle est condamnée en même temps que l'inculpé (art. 194 c. inst. crim.; cass. 19 décembre 1856, Dall. 1857. 5. 181 ; 26 mars 1858, Dall. 1858. 5. 170 ; 7 juillet 1864, Dall. 1865. 5. 209) : en pareil cas, le père musulman doit donc subir le droit commun, puisque les lois de police et de sûreté obligent les indigènes (*suprà*, art. 2). Du reste, en fait, dans la pratique des tribunaux de répression, le père musulman est toujours pris et poursuivi comme civilement responsable dans les mêmes cas et dans les mêmes conditions que le père français. A notre sens, la même solution pourrait être adoptée lors même que le fait dommageable n'est pas pénalement réprimé : d'abord, il semblerait quelque peu incohérent de suivre ici une manière de faire différente ; et d'un autre côté, il n'y a quasi-délit ou délit civil qu'autant qu'il y a faute, négligence ou imprudence de la part de l'auteur, caractère que les expressions mêmes de quasi-délit et de délit civil font éloquemment ressortir, ce qui permet d'assimiler, jusqu'à un certain point, à une infraction tout fait de cette nature. Nous convenons cependant que la solution que nous proposons ne s'impose pas et pourrait être contestée. On pourrait faire valoir, notamment, à son encontre, que la responsabilité civile imposée au père par la loi française a pour corrélation et compensation la jouissance légale qui lui appartient sur les biens de son enfant mineur : mais nous devons faire remarquer que ce serait là un argument bien théorique, car, d'une part, la majeure partie des mineurs n'ont pas de biens personnels ; et lorsqu'un mineur musulman en possède, la loi islamique attribue à son père, sur ces biens, des droits si exorbitants, qu'ils

font plus que compenser le droit de jouissance légale (Voir plus loin, au titre *De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation).* Si, cependant, on n'acceptait pas notre théorie et qu'on restreignît au cas de délit pénal la responsabilité civile du père musulman, il n'en subsisterait pas moins, bien entendu, qu'une action directe pourrait être intentée contre ce dernier, par la victime du dommage causé, si elle pouvait établir un fait personnel de faute de la part du père lui-même, par exemple une négligence manifeste à surveiller son enfant. Dans tous les cas, le père musulman ne saurait être civilement responsable, cela va sans dire, que dans les termes de l'art. 1384 c. civ., c'est-à-dire à la condition que son enfant mineur habite sous son toit.

M. Perreimond (*De la protection juridique des incapables*, p. 106 et 107) ne considère le père musulman comme civilement responsable du fait de son enfant mineur qu'en matière d'infraction à la loi pénale ; et il fait observer que, si le droit islamique connaissait la présomption de faute de l'art 1384 c. civ., ce ne serait peut-être pas le père qui, en droit, aurait à répondre du dommage causé par l'enfant, mais la mère, qui exerce le droit de hadana. On pourrait admettre cette solution lorsque celle-ci a un domicile distinct de celui du père, par exemple quand elle est divorcée ; mais lorsque les époux vivent en commun, il est logique d'attribuer au père, chef du ménage, la responsabilité des actes des enfants.

Le père, soit qu'on admette sa responsabilité civile dans les mêmes termes qu'en droit français, soit qu'on la restreigne aux infractions à la loi pénale, sera-t-il responsable tant que l'enfant n'aura pas atteint sa double majorité somatique et chrématique, ou cette responsabilité cesse-t-elle dès que la majorité somatique est atteinte? A notre avis, c'est cette deuxième solution qui doit être adoptée : la responsabilité civile est fondée sur le devoir d'éducation et de surveillance imposé au père, et ce devoir cesse lorsque l'enfant est devenu majeur somatiquement. Il serait injuste et illogique de frapper ce père pour un fait commis par son fils, alors que légalement celui-ci est maître de sa personne et qu'aucune contrainte ou surveillance ne peut lui être imposée par le père, qui n'a plus sur lui le droit de correction.

Quant à la mère, la responsabilité civile imposée aux parents ayant pour base, nous le répétons, un défaut d'éducation ou de surveillance présumé de leur part, nous estimons qu'elle ne saurait être actionnée comme civilement responsable que lorsqu'il s'agit d'un enfant dont elle a la hadana, et à la condition qu'elle ne vive pas avec le père.

Malgré le silence de la loi, on considère assez généralement, en droit français, qu'à défaut des père et mère, la responsabilité civile incombe au tuteur (D. A. v° *Responsabilité*, n° 588 ; Aubry et Rau, IV, p. 758, note II ; Mourlon, II, n° 1693 ; Marcadé, sous l'art. 1384), et plusieurs lois spéciales ont formellement exprimé cette responsabilité pour certains cas déterminés (voir notamment les art. 206 du code forestier métropolitain, 74 de la loi du 15 avril 1829, 28 de la loi du 3 mai 1844) (1). Si l'on admet cette manière de voir, on aurait à étendre la responsabilité civile au ouaci et au mokaddem dans les mêmes conditions qu'au père.

Art. 350. — *Le père ne peut abdiquer les devoirs résultant pour lui de la puissance paternelle* (2) (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 442 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 441 ; trib. sup. Alger, 8 mars 1837, Saut. et Cherb., I, 442 ; Alger, 1er janvier 1864, *ibid.*).

(A suivre).

Ed. NORÈS,
Juge d'instruction à Batna.

(1) Cette opinion est toutefois combattue par certains auteurs : Laurent, XX, n° 555 ; Demolombe, VIII, n° 588 ; Colmet de Santerre, V, n° 365 *bis* ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité de droit civil*, Des obligations, n° 2938.

(2) Voir toutefois ci-après note 553, § *f*.

L'ALGÉRIE

ET

LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL[1]

Sommaire : — I. Le projet d'extension jugé d'après l'exposé des motifs. II. L'esprit de la loi du 9 avril 1898. — III. L'opportunité de l'extension projetée. — *a)* Les raisons alléguées, leur valeur. — *b)* Modifications relatives à la main-d'œuvre musulmane. — *c)* Modifications relatives à la main-d'œuvre étrangère.

I

Le projet d'extension jugé d'après l'exposé des motifs

La loi du 9 avril 1898 « concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail » contenait dans son article final, l'art. 34, une disposition ainsi conçue : « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies. »

Cette promesse, dont heureusement la téméraire exécution a été retardée jusqu'à ce jour, devient une menace !

(1) Projet de loi, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie, présenté, au nom de M. A. Fallières, président de la République française, par M. Clémenceau, président du conseil, ministre de l'intérieur, par M. René Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale, par M. Caillaux, ministre des finances, et par M. Guyot-Dessaigne, garde des sceaux, ministre de la justice. (Ch. des dép., sess. extraord. de 1906, annexe n° 400 — séance du 8 novembre 1906).

Un premier projet avait été préparé déjà par les soins du gouvernement général, mais l'énergique protestation de la

---

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, le projet de loi dont le texte suit a pour but l'extension à l'Algérie de la législation sur les accidents du travail, telle qu'elle résulte de la loi du 9 avril 1898 et des dispositions plus récentes de la loi du 12 avril 1906.

D'après l'art. 34 de la loi du 9 avril 1898, cette extension devait être prononcée par un règlement d'administration publique, mais il a été reconnu qu'elle ne pouvait être réalisée sans des modifications profondes qui paraissent excéder les limites de la délégation consentie par le parlement au pouvoir exécutif et dont la mise en vigueur exige, de l'avis même du conseil d'État, l'intervention d'une loi nouvelle. — Abstraction faite de quelques points de détail sur lesquels il paraît superflu d'insister, ces modifications peuvent se ramener à deux chefs principaux : — Les unes ont trait à la situation des indigènes ; — Les autres s'inspirent de la nécessité de ne point aggraver les dangers de la concurrence déjà trop redoutable que la main-d'œuvre étrangère fait en Algérie à la main-d'œuvre française.

Dispositions relatives aux indigènes. — Au premier examen de la question, il semblait qu'en l'état de la famille musulmane, l'application aux indigènes des lois sur les accidents du travail n'irait pas sans une aggravation sensible de risques et de charges pour l'industrie et soulèverait d'autre part, de sérieuses difficultés au point de vue de la détermination du salaire moyen, du taux des indemnités et des rentes, de la recherche de l'âge, de la fixation précise des noms et des filiations, du partage des indemnités et des rentes en cas de polygamie. — Une étude plus approfondie, confiée à une commission spéciale au sein de laquelle les indigènes ont été aussi largement représentés que les industriels, a démontré qu'il serait suffisamment tenu compte de ces considérations par une double formule dont voici l'esprit : — En cas de polygamie, partage égal et définitif entre toutes les veuves de la rente due à la suite d'un accident mortel (art. 2, § 1er) ; abaissement de l'âge de cessation des payements à faire aux enfants et descendants indigènes (art. 2, § 3).

Dispositions relatives aux ouvriers étrangers. — La loi du 9 avril 1893 porte qu'en cas d'accident entraînant la mort d'un ouvrier étranger, ses ayants droit, s'ils résident hors de France, n'ont droit à aucune indemnité. La consécration pure et simple de ce principe en Algérie où la main-d'œuvre étrangère a sur la main-d'œuvre française une prépondérance numérique écrasante, aurait eu pour résultat d'inciter davantage encore les employeurs à occuper de préférence des ouvriers étrangers. — Pour y obvier, le projet de loi dispose (art. 3, § 1er) qu'en cas d'accident mortel survenu à un ouvrier étranger, européen ou non, le chef d'entreprise sera débiteur envers le fonds de garantie d'une somme égale à cinq fois le salaire annuel de la victime. Si celle-ci laisse des représentants résidant en territoire français, cette somme sera réduite du capital constitutif des rentes dues à ses enfants. Des dispositions analogues sont prévues pour le cas où un ouvrier étranger, victime d'un acci-

chambre de commerce et du syndicat commercial d'Alger le fit rentrer dans l'ombre et il s'y tient si bien caché que nous

---

dent ayant entraîné une incapacité permanente, cesse de résider en territoire français (même article, § 3).

Ainsi conçu, ce projet de loi dont les détails d'application seront réglés, selon leur importance, par voie de décrets (rendus après proposition du gouverneur général de l'Algérie) ou d'arrêtés, s'inspire, dans une égale mesure, des intérêts de l'industrie et de la main-d'œuvre algériennes. Il répond aux vœux depuis longtemps renouvelés de la généralité des corps élus de la colonie et des groupements ouvriers, tout en faisant une appréciation suffisamment bienveillante et large des réserves que les assemblées consulaires ont jugé nécessaire de soumettre à l'examen de l'administration algérienne et des commissions spéciales dont cette dernière a recueilli les avis éclairés. — Il complètera par ailleurs, de la manière la plus heureuse, l'œuvre d'application progressive à l'Algérie des lois relatives à la protection du travail, grâce à laquelle les ouvriers de la colonie jouissent aujourd'hui, comme ceux de la métropole, du bénéfice des dispositions légales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, la protection des enfants, des filles mineures et des femmes, les conditions du travail dans les marchés de travaux publics (décrets du 21 mars 1902 complétés par les décrets des 11 août 1904 et 1er mars 1905) ; les emplois des réservistes et des territoriaux (décret du 28 mars 1903) ; la protection du travail de l'enfance (décret du 10 décembre 1903) ; la répression du marchandage (décret du 24 mai 1904) ; la protection du travail des femmes employées dans les magasins (décret du 5 août 1904).

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable à l'Algérie, sous réserve des dispositions ci-après.

Art. 2. — En ce qui concerne les ouvriers et employés musulmans : la rente viagère visée au paragraphe A de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, n'est due au conjoint survivant que si le mariage a fait l'objet antérieurement à l'accident des déclarations prévues par la loi du 23 mars 1882 sur l'état-civil des indigènes. Dans le cas où l'ouvrier indigène laisserait plusieurs veuves, le montant de cette rente sera partagé également et définitivement entre elles, quel que soit leur nombre. — Ne seront point applicables aux ouvriers et employés musulmans les dispositions du second alinéa de l'art. 9 de la loi du 9 avril 1893. — Les rentes allouées par les paragraphes B et C de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 précité ne sont payables aux enfants issus de parents indigènes, nationaux ou étrangers d'origine non européenne, et à chacun des descendants indigènes à la charge de la victime que jusqu'à l'âge de 14 ans ou, pour les filles, jusqu'à leur mariage, s'il a lieu avant cet âge.

Art. 3. — En cas d'accident mortel survenu à un ouvrier étranger, européen ou non, le chef d'entreprise sera débiteur envers le fonds de garantie visé à l'art. 6 ci-après, d'une somme égale à cinq fois le salaire

n'avons pas pu en obtenir le texte. Nous n'en connaissons que quelques fragments, heureusement les plus précieux,

annuel de la victime, jusqu'à ce que des statistiques recueillies par le gouverneur général de l'Algérie permettent d'établir exactement la charge moyenne résultant du décès des ouvriers français. Cette somme sera versée par lui au curateur aux successions vacantes, pour le compte du fonds de garantie en dix annuités égales. — Si la victime laisse des représentants résidant sur le territoire français, la somme visée à l'alinéa précédent sera réduite du capital constitutif des rentes, dues à ses représentants, calculé au jour du décès d'après le tarif visé à l'art. 28 de la loi du 9 avril 1898. — Pour les ouvriers étrangers victimes d'accidents entraînant une incapacité permanente qui cesseraient de résider sur le territoire français ou pour les ayants droit étrangers de victimes d'accidents mortels qui se trouveraient dans le même cas, le chef d'entreprise après payement à l'intéressé d'un capital égal à trois fois la rente allouée devra, à compter de la quatrième année qui suivra le départ de la victime ou des ayants droit étrangers, verser au curateur aux successions vacantes, pour le compte du fonds de garantie, des annuités égales à la rente, pendant le temps nécessaire pour représenter la valeur, y compris les intérêts d'amortissement, de son capital constitutif calculé à l'âge du titulaire au moment de son départ, majoré de trois années et d'après le tarif visé à l'art. 28 de la loi du 9 avril 1898. — Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues à l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 et à l'art. 2 ci-dessus pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Art. 4. — Les frais funéraires sont évalués pour les indigènes à 50 francs au maximum. — Un arrêté du gouverneur général fixera les tarifs de remboursement visés aux paragraphes 2 et 3 de l'art. 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par celle du 31 mars 1905. — Le bénéfice des dispositions de l'art. 3 de ladite loi ne sera acquis qu'aux chefs d'entreprise qui auront affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels, agréées par arrêté du gouverneur général. — La déclaration d'accident prévue à l'art. 11 de la même loi est faite au juge de paix, dans les conditions prévues par cet article ; elle pourra être faite jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident, par le curateur aux successions vacantes, en cas d'accidents survenu à un étranger. — L'avis de l'accident visé à l'avant-dernier alinéa de l'art. 11 précité est donné par le juge de paix au fonctionnaire chargé de l'inspection du travail ou à l'ingénieur des mines chargé de la surveillance de l'entreprise. Il n'y a pas lieu à la déclaration d'accident prescrite par la législation concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les cas visés par la présente loi.

Art. 5. — Le délai de 24 heures fixé pour l'ouverture de l'enquête du juge de paix par le second alinéa de l'art. 12 de la loi du 9 avril 1898 est porté à 5 jours, et celui de 10 jours, fixé pour sa clôture, par le dernier alinéa de l'art. 13, est porté à 20 jours. — L'enquête du juge de paix mentionne la nationalité des personnes victimes de l'accident. — Le taux fixé, pour la compétence en dernier ressort du juge de paix par le 4e ali-

empruntés au très intéressant rapport que fit à son sujet M. Delpech, au nom du syndicat commercial algérien.

---

néa de l'art. 15 de la loi du 9 avril 1898, est élevé à 500 francs. — L'art. 55 du décret du 23 septembre 1875, l'art. 124 de la loi du 5 avril 1884 et l'art. 61 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements, les communes de plein exercice et les communes mixtes et indigènes, en exécution de la présente loi. — Pour l'application de l'art. 22 de la loi du 9 avril 1898, le procureur de la République procède conformément aux règles applicables en la matière pour l'Algérie.

Art. 6. — Pour faire face, en ce qui concerne les accident survenus en Algérie à la garantie prévue par l'art. 24 de la loi du 9 avril 1898, il est constitué un fonds spécial de garantie, qui sera géré dans les mêmes conditions que le fonds de garantie visé par l'article précité, et qui sera alimenté : — 1° Par les contributions que devront payer les exploitants assujettis, en application, soit de l'art. 25 de la loi du 9 avril 1898, soit des art. 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906 ; — 2° Par les versements opérés en vertu des dispositions de l'art. 3 ci-dessus.

Art. 7. — Le curateur aux successions vacantes agit en justice pour le compte du fonds de garantie et jouit de plein droit du bénéfice de l'assistance judiciaire. — Il est convoqué, lorsque la victime est de nationalité étrangère, dans les cas prévus au premier alinéa des art. 13 et 16 de la loi du 9 avril 1898. Le procureur de la République lui adresse copie de tous les jugements et ordonnances rendus à la suite d'accidents survenus à des ouvriers étrangers, et l'avise des appels interjetés. En suite des décisions définitives ainsi rendues, le curateur aux successions vacantes fait pour le compte du fonds de garantie toutes diligences et poursuites nécessaires au recouvrement des sommes spécifiées aux dispositions de l'art. 3 ci-dessus.

Art. 8. — Le capital correspondant aux annuités restant dues dans le cas spécifié à l'art. 3 ci-dessus pourra être versé au curateur aux successions vacantes pour le compte du fonds de garantie par les débiteurs visés au deuxième alinéa de l'art. 28 de la loi du 9 avril 1898. — Ce capital devient exigible dans les cas spécifiés au troisième alinéa dudit article. Il sera déterminé d'après le taux employé pour le tarif visé au deuxième alinéa du même article.

Art. 9. — Les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie sont soumis en Algérie au même régime que dans la métropole. — Toutefois, est porté du dixième au vingtième jour, pour l'Algérie, le délai prévu au cinquième alinéa de l'art. 27 de la loi du 9 avril 1898. — En ce qui concerne les sociétés d'assurances ayant leur siège en Algérie, l'arrêté ministériel prévu au quatrième alinéa de l'art. 27 de la loi du 9 avril 1898 précité sera pris indépendamment des conditions visées audit alinéa, après avis du gouverneur général. Les frais de surveillance de ces sociétés et des syndicats de garantie ayant leur siège en Algérie seront fixés par arrêté du gouverneur général, soumis à l'approbation du ministre du travail et de la prévoyance sociale.

Art. 10. — Les dispositions édictées par l'art. 29 de la loi du 9 avril 1898 et par l'art. 31 de la loi de finances du 13 avril 1900 seront appli-

Un nouveau projet, un projet de loi, vient d'être déposé sur le bureau de la chambre des députés, sous les auspices et le parrainage de quatre ministres chargés de le tenir sur les fonts baptismaux, et d'assurer ainsi sa consécration légale (1).

---

cables dans le cas de la présente loi. — Les infractions aux dispositions des art. 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898 pourront être constatées en Algérie par les fonctionnaires chargés de l'inspection du travail. — Un décret fixera les émoluments des curateurs aux successions vacantes et réglera la surveillance de leurs opérations.

Art. 11. — Les cahiers des charges des entreprises et marchés de travaux publics de la colonie, des départements, des communes et des établissements publics de l'Algérie contiendront une clause astreignant les entrepreneurs et traitants à s'assurer contre les risques prévus par la présente loi.

Art. 12. — Restent réservés les droits, contraires aux dispositions de la présente loi, que des stipulations internationales peuvent avoir garantis aux ouvriers étrangers originaires de certains pays.

Art. 13. — La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication des décrets et arrêtés prévus aux art. 4, paragraphe 2, 10 et 16.

Art. 14. — Pendant une période de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi, les polices d'assurances contre les accidents antérieurement souscrites par des entreprises visées par l'art. 1er de la loi du 9 avril 1898, par la loi du 30 juin 1899 et par l'art. 1er de la loi du 12 avril 1906, pourront être dénoncées tant par l'assureur que par l'assuré, soit au moyen d'une déclaration de l'assuré au siège social ou chez l'agent local, soit par un acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée.

Art. 15. — Les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents sont étendues, dans les conditions de l'art. 1er de la loi du 24 mai 1899, aux risques visés par la présente loi.

Art. 16. — Des décrets rendus après proposition du gouverneur général de l'Algérie détermineront pour l'Algérie : — 1° Les mesures d'exécution relatives à l'application des art. 11, 26, 27 et 28 de la loi du 9 avril 1898 et 4, 5 et 6 de la loi du 12 avril 1906 ; — 2° Les frais et émoluments auxquels auront droit en Algérie les juges de paix, les greffiers et les officiers ministériels. — Au tarif prévu par le deuxième alinéa de l'art. 28 de la loi du 9 avril 1898 pourra être substitué, pour l'Algérie, un tarif spécial établi par la caisse nationale des retraites.

(1) Les quatre contresignataires du décret portant projet de loi sont les ministres de l'intérieur, du travail et de la prévoyance sociale, des finances, et de la justice. — Nous ne connaissons le premier projet que dans ses parties essentielles, mais cela nous suffit pour relever entre les deux un air de famille si fortement accusé que nous serions tenté de croire qu'ils n'en font qu'un. Cependant nous lisons dans l'exposé des motifs du second que l'on a largement tenu compte des réserves des assemblées consulaires. Puisque « c'est imprimé ça doit être vrai » ; par suite sans pouvoir marquer les différences qui les séparent, nous admettrons qu'ils sont deux et nous ne nous occuperons que du seul qui ait vu le jour, le second.

L'exposé des motifs nous apprend pourquoi les auteurs du projet, renonçant à un règlement d'administration publique, jugent opportun de mettre en mouvement la machine législative : un décret a paru insuffisant pour apporter à la loi du 9 avril 1898 les modifications profondes qu'implique son extension à l'Algérie (1).

C'est donc à brève échéance d'une loi spéciale que notre législation algérienne sera enrichie, d'une loi faite sur mesure, qui ira à l'industrie algérienne comme un justaucorps dans lequel elle pourra se mouvoir à la fois avec grâce et avec aisance. Car si l'on en croit l'exposé des motifs la satisfaction sera générale ; tout le monde sera content : — les industriels d'abord, qui pourront enterrer leurs morts musulmans à bon marché et faire ainsi une concurrence avantageuse à l'industrie française, car le projet leur promet une réduction de 50 0/0 sur les frais funéraires ; — les assureurs ensuite, qui vont pouvoir résilier leurs polices en bloc, en vue d'augmenter sensiblement les primes à percevoir, à moins qu'ils ne préfèrent aller villégiaturer en France douze mois par an. — Les ouvriers étrangers pourront repenser sans crainte à « la douce patrie absente », car pour les soustraire aux risques de l'industrie homicide dont ils furent jusqu'à ce jour les rudes mais téméraires pionniers, on menacera de la ruine les employeurs qui voudraient les exposer à nouveau. Les indigènes musulmans vont pouvoir réaliser leur rêve : vivre sans ne rien faire, car avec quelques précautions adroites qui ne mettront pas leurs jours en danger il leur sera loisible de constituer bientôt un vaste corps de pensionnaires vivant aux dépens de l'industrie algérienne, sans perdre bien entendu le bénéfice de leur statut personnel.

Les corps élus vont cesser de clamer dans le désert puisque

---

(1) Cette intervention législative n'est pas pour nous déplaire ; le problème est assez grave, pour mériter les honneurs d'une discussion à ciel ouvert. L'extension projetée est même assez lourde de conséquences menaçantes pour que l'on eût pu souhaiter de voir ce projet se présenter devant les chambres avec un appui plus autorisé que celui des « commissions spéciales » plus ou moins obscures, plus ou moins indépendantes, dont les auteurs du projet disent avoir « recueilli les avis éclairés ». Mais ce qui nous surprend, et ce que nous nous faisons un devoir de noter avec un plaisir mêlé de curiosité, c'est cette respectueuse déférence du pouvoir exécutif restant en deçà des limites de sa compétence par crainte de les dépasser, au lendemain du jour où l'Algérie sans mot dire, avec une tranquillité tout orientale, se voit grevée par simple décret d'impôts nouveaux qu'accompagnent des peines correctionnelles, sous forme d'amende ou de prison.

« leurs vœux si souvent renouvelés » seront enfin exaucés. Les assemblées consulaires seront tout à la joie d'une paternité partagée, car la nouvelle loi sera un peu leur œuvre, puisque, sans crainte de blesser leur modestie et d'éveiller leur susceptibilité, l'exposé des motifs nous souligne « la part large et bienveillante faite à leurs réserves ». Enfin il n'est pas jusqu'aux curateurs à successions vacantes que l'espérance d'aubaines fructueuses ne doive intéresser au succès de ce projet.

Pouvait-on attendre moins de la prévoyance du ministère du travail ?

***

Mais que de déceptions si la source de toutes ces joies venait à tarir ! Or toutes supposent une Algérie plus industrielle et plus prospère. Eh bien ! nous avons à cet égard des inquiétudes que nous nous faisons un devoir de livrer au public, sans prétendre troubler les tranquilles convictions de ceux dont le siège est fait.

Certes les idées généreuses, les idées humanitaires ont acquis droit de cité sur cette rive aussi bien que sur l'autre ; mais les générosités pour ne pas devenir ruineuses doivent être sagement proportionnées aux forces de ceux à qui on les impose. Or nous craignons que l'effort que l'on attend de l'industrie algérienne n'arrête son essor et ne paralyse sa marche en avant ; nous craignons qu'il n'y ait un manque d'harmonie entre le but visé et les moyens destinés à l'atteindre. Si l'on veut bien tenir compte de la différence des étapes parcourues on nous accordera peut-être que les charges résultant de l'application de la loi de 1898 ne doivent pas figurer dans le même chapitre suivant qu'on les envisage par rapport à la vieille industrie française, ou par rapport à une industrie qui en est encore à la période des essais et des tâtonnements. Pour la première ces charges rentrent dans les frais généraux d'exploitation ; pour la seconde elles rentrent encore dans les frais de premier établissement, et ceux-ci ne peuvent être exagérés qu'au détriment des résultats espérés.

D'autre part le premier pas à faire dans la voie où nous oriente le projet, sans effrayer à priori, doit être mesuré attentivement, car, il ne faut pas se le dissimuler, la loi sur les accidents du travail est destinée à voir s'élargir considérablement son domaine d'application. Conçue par le législateur de 1898 comme une œuvre de justice et d'équité commandée

par la multiplication des dangers qu'un machinisme grandissant fait courir à l'ouvrier industriel, elle sera conçue par le législateur de demain comme une œuvre d'humanité aux bienfaits de laquelle pourront prétendre tous les ouvriers sans distinction, aussi bien ceux de l'agriculture et du commerce que ceux de la mine, de l'usine, de la manufacture, du transport ou du bâtiment. Or à en juger par la foi qu'on essaie de leur inculquer en des années meilleures, il ne semble pas qu'à l'heure présente l'agriculteur et le commerçant algériens puissent envisager cette éventualité sans une légitime appréhension. Ils n'ont pas reçu encore de signification, mais ils peuvent dès aujourd'hui se considérer comme parties au procès, et la cause de l'industrie algérienne devient ainsi éventuellement la leur (1).

Si le parlement, avant de s'ériger en juge, veut bien s'éclairer sur le milieu dans lequel la loi est appelée à fonctionner, sur les difficultés avec lesquelles l'industrie est encore aux prises, sur les conditions très spéciales que lui font la composition bigarrée et la mentalité particulière de la main-d'œuvre ouvrière, ce ne sera pas trop de quatre ministres pour défendre un projet fort discutable. Nous savons, et l'exposé des motifs nous l'apprend, qu'il ne s'agit pas d'une extension pure et simple de la loi de 1898, mais d'une adaptation impliquant des modifications profondes. Malheureusement ces modifications se traduiront par une sérieuse aggravation des charges. Soit, nous aurons une loi sur mesure ! mais nous estimons que les mesures ont été mal prises et que par suite il y aura malfaçon quelle que soit la dextérité du coupeur. C'est ce que nous voudrions démontrer d'abord en dégageant l'esprit de la loi de 1898, ensuite en examinant les deux réformes principales que le projet lui fait subir et qu'explique le recrutement d'une main-d'œuvre industrielle, composée à peu près exclusivement de musulmans et d'étrangers.

---

(1) Bien que l'exposé des motifs ne parle que des industriels, il est dès maintenant certain que la loi à intervenir sera applicable aux commerçants dans la mesure où la législation sur les accidents leur *est applicable* actuellement en France ; qu'elle sera applicable à l'agriculture le jour où en France cette extension *sera* réalisée ; or déjà le principe de cette extension a été admis par la commission d'assurance et de prévoyance de la chambre des députés.

II

L'esprit de la loi du 9 avril 1898

La loi du 9 avril 1898 est sortie de cet arsenal législatif dans lequel on forge des armes protectrices pour ceux qui souffrent et qui peinent, pour ceux que guettent sur le chemin fatigant du travail quotidien les infirmités, la maladie, la vieillesse avec leur cortège de misères et de tristesses. Le législateur a songé tout d'abord à organiser des mesures « préventives » destinées à protéger la santé et la vie de l'ouvrier, en écartant les dangers qui le menacent, et toute une série de lois témoignent de cette fraternelle préoccupation (1). Celle de 1898 a pour but d'assurer la réparation des conséquences d'accidents que ces mesures intelligentes et ces précautions minutieuses ont été impuissantes à prévenir. Elle n'est donc en quelque sorte que le prolongement de ses devancières, leur complément logique et rationnel : réparer dans la mesure où il a été impossible de prévenir, voilà l'idée dominante.

Dans l'esprit où elle a été conçue et qui délimite son rayon d'action, elle se justifie par deux considérations principales, l'une d'ordre général, tirée de la vétusté des dispositions prétendant régir le contrat de travail, l'autre d'ordre spécial, tirée du colossal développement du machinisme dans l'industrie moderne.

Que le contrat de travail se trouvât à l'étroit dans le cadre rigide et suranné du vieux code civil, c'est ce que les travaux préparatoires ont nettement mis en relief au cours de la longue gestation dont cette loi fut l'objet. Jusqu'en 1898 en cas d'accidents les rapports entre industriels et employés, entre patrons et ouvriers étaient régis exclusivement par les art. 1382 et suivants du code civil, qui établissent un niveau commun et posent un principe dont la haute moralité n'est pas discutable : *à chacun la responsabilité de ses fautes*. Par suite toute personne victime d'un dommage a le droit de demander à l'auteur de ce dommage réparation du préjudice qu'il lui a causé. Malheureusement il y a loin de cet idéal à la réalité et quand en particulier on analyse à la lueur de ce principe les effets du contrat de travail en cas d'accident

---

(1) Telles sont les lois relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, — à la protection des enfants, des filles mineures et des femmes, — à la protection des ouvriers de la mine.....

survenu à un ouvrier, on se heurte à des difficultés presque insurmontables, on constate que les résultats effectifs sont tels qu'ils paraissent être la négation même du principe dont on les fait découler. La raison en est que si la victime peut prétendre à une juste réparation, c'est à la condition de prouver préalablement la faute génératrice du dommage. Or, dans la très grande majorité des cas, l'administration de cette preuve est chose impossible, si bien qu'en dernière analyse l'ouvrier supporte la charge non seulement de sa faute personnelle, mais en outre la charge des accidents dus à un cas fortuit ou à une force majeure, et ce qui est plus inique encore la charge des accidents dus à la faute du patron, toutes les fois que celle-ci, bien que réelle, ne peut pas être légalement établie devant les tribunaux (1).

Ainsi la stricte application du droit conduisait en ligne droite à la consécration d'une iniquité manifeste : *summum jus summa injuria*. Le droit a des conséquences de ce genre, au moins quand son évolution est entravée par un texte de législation attardée qui a la prétention de le formuler. Croire qu'il y a à la base du droit un ensemble de principes immuables et éternels qui sont de tous les temps et de tous les lieux, c'est une opinion professée par beaucoup de jurisconsultes, mais c'est une opinion erronée, contraire aux données les plus élémentaires de l'histoire. Ce que l'on veut bien appeler les principes immuables et éternels, c'est quelque chose d'essentiellement mobile et changeant : c'est la moyenne des idées de morale, de justice et d'équité qui ont cours à un moment et dans un milieu donnés; une moyenne qui est appelée à se modifier avec l'affinement des intelligences et des consciences, à varier sous l'influence de mille faits qui viennent bouleverser les conditions de vie d'une société. C'est au législateur qu'il appartient de dégager et de formuler cette moyenne (2). Il manquerait de sagesse et de prudence en devançant l'évolution car il ne pourrait que la fausser; il ne doit pas non plus se laisser trop distancer par elle, sinon il y aura discordance entre le droit et la législation d'une

---

(1) En résumé, sous l'empire de la « responsabilité délictuelle », qui est celle de l'art. 1382, l'ouvrier ne peut prétendre à une indemnité qu'à la condition de justifier de l'existence d'une faute imputable au patron. Sinon la logique du droit commun réclame « *le maintien du statu quo créé par l'accident* », ce qui revient à dire que la victime n'a que le droit de déplorer son triste sort sans pouvoir s'en prendre à personne.

(2) Nous ne visons bien entendu que les pays qui vivent sous un régime de droit écrit.

époque. Cela revient à dire que ce n'est pas le milieu qui doit s'adapter à la loi, mais la loi qui doit s'adapter au milieu.

C'est cette discordance, sur le point spécial qui nous intéresse, qui explique l'effort tenté depuis de longues années déjà par la doctrine pour rétablir l'harmonie par une voie oblique, en essayant de placer résolument les rapports juridiques du patron et de l'ouvrier sur le terrain du contrat de louage de services, de manière à écarter l'application des art. 1382 et suivants, et ouvrir les portes à la théorie du « risque professionnel » (1). C'est cette même discordance qui explique l'orientation d'une certaine jurisprudence : frappée des difficultés insurmontables que trouvaient devant elle les revendications légitimes de l'ouvrier elle s'est évertuée fréquemment à tempérer la rigueur de la loi par une appréciation plus humaine et plus largement libérale des circonstances constitutives de la faute. Parfois même quelques tribunaux, par une fiction humanitaire, s'ingéniaient à trouver une faute, à la créer au besoin à la charge des patrons, là où elle n'existait pas, pour indemniser les victimes.

Mais c'était là, moins des remèdes à la situation que la constatation de l'inélégance et même de l'iniquité des solutions découlant de la stricte application du droit en vigueur tel que l'avait formulé le code de 1804 (2).

Le colossal développement du machinisme dans l'industrie moderne est venu encore aggraver ce caractère d'iniquité, en

---

(1) La première théorie nouvelle qui s'est fait jour sous l'influence de cette poussée doctrinale est celle de « *la responsabilité contractuelle* », qui a ouvert les voies à celle du *risque professionnel*.

La « responsabilité contractuelle » conduit au renversement de la preuve ; loin d'impliquer le maintien du statu quo créé par l'accident, elle implique réparation des conséquences de l'accident par l'employeur, à moins que celui-ci n'établisse la faute de l'employé.

(2) Cette appréciation peut s'appliquer à la très ingénieuse théorie dite de la *responsabilité légale* ou *responsabilité du fait des choses inanimées* (fondée sur l'art. 1384 du code civil), qui compte, au nombre des ses premiers et meilleurs ouvriers, M. Josserand, autrefois professeur à Alger. — Les assises légales que l'on cherche à donner à cette théorie, en l'étayant sur l'art. 1384, sont peut-être discutables, mais notre intention n'est pas de les discuter. Cette théorie, dit-on, donne à un texte jusqu'alors interprété trop restrictivement toute sa portée ! Nous estimerions plutôt qu'il s'agit ici d'un effort d'adaptation, justifié par le phénomène que nous signalons au texte : une discordance entre la législation et le droit tel que nous l'avons défini.

Pour rétablir l'harmonie, on s'efforce d'adapter un texte qui a vieilli à des idées qui ont fait leur chemin, et on lui fait produire des conséquences que ses auteurs n'avaient jamais entrevues.

augmentant le nombre des accidents exclusifs de toute faute, ou dont la cause mystérieuse échappe aux plus minutieuses investigations et dont par suite tout le poids devra être supporté par la victime impuissante à réunir les éléments d'une preuve impossible. Comment, en effet, arriver à opérer un départ des responsabilités respectives là où des engins formidables d'un maniement délicat et toujours dangereux centuplent, en même temps que la force productive de l'industrie, les risques des travailleurs industriels ? Or, il y a entre ces deux conséquences un lien de corrélation manifeste, un évident rapport de cause à effet : l'industriel ne peut multiplier ses bénéfices ou ses profits qu'au détriment de la sécurité des travailleurs. Si dès lors sa soif de production ne peut être apaisée qu'à ce prix, en cas d'accident n'est-il pas logique, *a priori,* d'admettre qu'il en devra supporter les conséquences? N'est il pas logique d'admettre que « la clause de garantie de la sécurité du travailleur » devient un élément naturel du contrat de travail dans l'industrie ?

D'autre part, si la présomption de faute se conçoit dans une certaine mesure à la charge du travailleur ordinaire, dont l'outil inerte est pour lui-même innocent, cette présomption est-elle encore recevable quand il s'agit d'un travailleur préposé à la garde ou à la manipulation de ces appareils dangereux, de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel ? Quand le terrassier travaille avec sa pioche, le bûcheron avec sa hache, l'outil dans sa main n'est en quelque sorte que le prolongement de ses organes, et l'on peut admettre à la rigueur sa responsabilité, sauf preuve contraire. Mais du travailleur industriel on peut dire qu'il n'est en quelque sorte que l'accessoire de la machine, dont il est l'esclave et l'esclave toujours menacé. Dès lors, n'est-ce pas au maître que doit incomber la responsabilité de la machine qui tue ou qui blesse ? (1).

De pareilles constatations étaient bien propres à troubler les convictions des doctrinaires et à inquiéter la conscience des magistrats : elles expliquent le mouvement de réaction dont nous avons parlé précédemment. Ce mouvement, comme tous les mouvements de réaction, risque de dépasser le but ; car s'il est d'une équité discutable de laisser invariablement à la charge de la victime d'un accident la preuve délicate de la faute génératrice du dommage, il serait tout aussi injuste

---

(1) Dans le langage des défenseurs de la « responsabilité légale », c'est lui qui a *créé le risque* en installant son outillage, c'est à lui d'en supporter les conséqences.

d'en vouloir toujours faire peser aveuglément sur le patron l'entière responsabilité.

Malgré les apparences, tel n'est sûrement pas l'esprit de la loi de 1898 : elle s'est efforcée, en se basant sur une transaction forfaitaire, de maintenir la balance égale entre les deux intérêts en conflit, d'assurer le maximum de justice, ou peut-être plus exactement le minimum d'injustice. Loin de répudier le principe que chacun doit porter la responsabilité de sa faute, le législateur de 1898 en fait le pivot des dispositions nouvelles (1). Mais comme, en fait, la part effective de responsabilité revenant à chacun est à peu près impossible à déterminer, et que la preuve à en fournir dans chaque espèce est la source intarissable de procès sans nombre, c'est une moyenne qu'il s'est efforcé de dégager, c'est à une transaction qu'il a eu recours, mais pas à une transaction léonine. Quand on l'examine de près, on constate qu'elle se borne à traduire en chiffres le principe d'équité dont elle s'inspire. Il a fallu pour cela, par la statistique et le calcul des probabilités, enchaîner le hasard dans des formules mathématiques. La valeur exacte des dangers courus par l'ouvrier étant calculée d'avance, il devient possible de la faire rentrer dans les frais généraux de l'industrie au même titre que les réparations du matériel.

Les accidents sont dus à cinq principales causes, dont la contribution respective a pu être déterminée assez approximativement par de patientes observations : un quart des accidents sont dus à la faute du patron, un quart à la faute de l'ouvrier, l'autre moitié au cas fortuit, à la force majeure ou à un fait inconnu. Voici quel a été le raisonnement du législateur de 1898 : *l'équité oblige le patron à réparer intégralement* les conséquences de sa propre faute et du cas fortuit, *la victime à supporter intégralement* celles de sa faute et celles de la force majeure, et enfin commande de *mettre par parts égales* à la charge du patron et de l'ouvrier les suites d'accidents dus à une cause inconnue (2). Eh bien ! établissons

---

(1) Il est certain que le législateur de 1898 admet l'idée du risque professionnel ; il part même de là pour décider, *a priori*, que les conséquences des *accidents dus à un cas fortuit* devraient être réparés intégralement par le patron. Mais ce serait une erreur de croire que les solutions de la loi cadrent de tout point avec les conclusions commandées par la théorie du risque professionnel.

(2) Le code civil paraît ne trouver aucun intérêt à la distinction du *cas fortuit* et de la *force majeure*, sans doute parce que dans la conception du législateur de 1804 l'idée de responsabilité ou de réparation due est inséparable de l'idée de faute, et que cette idée de faute est aussi étrangère

un forfait sur ces bases; décidons que *tous les accidents*, sauf ceux étrangers au travail, *auront droit à une réparation, non intégrale, mais partielle ;* que le taux en sera fixé d'avance suivant un tarif et proportionnellement au salaire ! — Cela revient à généraliser le droit à l'indemnité, mais en compensant cette extension du droit par une réduction du montant de l'indemnité qui pourra être réclamée dans chaque espèce.

Si l'on compare attentivement les tarifs fixés (1) aux données de l'expérience ou de la statistique on constatera peut-être facilement que le législateur a cherché à corriger la rigueur des lois économiques par un coefficient d'humanité, en faisant à l'ouvrier la part un peu plus large que ne l'eût voulue un mathématicien breveté, plus soucieux d'exactitude que de faiblesse ou de générosité. Mais sous cette réserve il est permis d'affirmer que la transaction forfaitaire de la loi est essentiellement basée sur l'équité. Et si cette transaction pouvait être offerte sans danger (2) à une masse ouvrière dans l'esprit de laquelle de longues traditions ont accrédité le sentiment du devoir et de la responsabilité mo-

---

au cas fortuit qu'à la force majeure. — Mais dans la conception nouvelle, et en particulier dans celle du législateur de 1898, la distinction s'impose puisque les conséquences diffèrent.

La force majeure est un événement ou un phénomène qui défie les prévisions humaines et a une cause absolument étrangère à l'exploitation, par exemple les tremblements de terre, les cyclones, les inondations, la foudre...

Le cas fortuit est un événement qui, s'il échappe aux prévisions humaines, a du moins sa cause dans le fonctionnement même de l'exploitation. Une chaudière construite selon toutes les règles de l'art fait explosion : cas fortuit. Un arbre de transmission présentant les plus impeccables garanties de solidité se rompt : cas fortuit. « Le cas fortuit, c'est la faute objective, la faute de la chose ». ou plus exactement c'est la révélation de l'impuissance actuelle de la science appliquée à l'industrie ; qu'un progrès survienne et le cas fortuit d'hier sera demain une faute du patron.

(1) Ne nous proposant ici que de dégager l'esprit de la loi de 1898, nous n'avons pas à entrer dans le détail des tarifs et à préciser une indemnité dont le montant varie suivant le degré de gravité et la durée de l'incapacité entraînée par l'accident. Au surplus nous aurons l'occasion de faire quelques applications, en recherchant l'opportunité de l'extension de cette loi à l'industrie algérienne.

(2) Il résulte cependant des statistiques dressées en Allemagne, ou même en France depuis l'application de la loi, que la proportion des accidents a augmenté, au moins pour les accidents n'entraînant qu'une incapacité partielle et temporaire.

rale (1), elle pouvait être acceptée aussi sans de graves inconvénients par une industrie bien assise et dont la prospérité a fait ses preuves.

III

Opportunité de l'extension projetée.

a) LES RAISONS ALLÉGUÉES : LEUR VALEUR

Que ce titre, qui éveille à la fois des inquiétudes et des doutes, ne trouble pas la sérénité de ceux qui sacrifient les colonies aux principes! Pour ces esprits supérieurs, qui pensent en artistes, « les principes » défient et le temps et l'espace, étant à la fois immuables et universels, et une loi bonne en soi est nécessairement bonne partout. Notre parlement compte un certain nombre d'artistes de ce genre : nous écrivons pour les autres !

Les mérites intrinsèques d'une conception législative ne dépendent pas de la latitude sous laquelle l'analyse en est faite. Mais la *valeur pratique d'une loi* dépend de son adaptation plus ou moins parfaite au milieu dans lequel elle est appelée à fonctionner, et son opportunité se mesure à ses conséquences heureuses ou néfastes. « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà, » a dit Pascal : voilà pourquoi se pose le problème que nous agitons, celui de l'opportunité de l'extension projetée.

Les auteurs du décret tranchent ce doute avec une assurance déconcertante : « *Cette extension*, qui par ailleurs complètera de la manière la plus heureuse l'œuvre d'application progressive à l'Algérie des lois relatives à la protection du travail, *répond aux vœux depuis longtemps renouvelés de la généralité des corps élus et des groupements ouvriers.* »

Soulignons sans insister ce souci de l'harmonie, qui dénote

---

(1) En rendant cet hommage à l'ouvrier français, nous l'envisageons comme tel et dans son travail, abstraction faite du groupe social ou politique auquel il peut être inféodé, abstraction faite de l'influence délétère des politiciens qui l'exploitent. Certes l'hommage n'est plus dû quand on tient compte de ces deux facteurs ; mais alors ce dont on peut s'étonner c'est que les irritantes excitations dont il est l'objet n'aient pas donné encore de plus tristes résultats, et que l'incessante proclamation de droits discutables n'ait pas réussi encore à étouffer en lui la conscience de devoirs certains.

un besoin d'esthétique recommandable (1), mais trahit aussi une satisfaction manifeste quoique peut-être anticipée (2), et retenons l'invocation aux corps élus, qui semble devoir fournir un argument décisif au futur législateur.

L'on a en France une tendance regrettable par son exagération à se préoccuper beaucoup des opinions des corps élus même pour des questions au regard desquelles leur incompétence est éclatante. Dans un pays où les problèmes les plus délicats et les plus complexes sont contemplés au travers de ce prisme déformateur qu'on appelle « la politique » l'opinion des élus est considérée comme la *viva vox populi*, comme l'expression vivante des aspirations aussi impérieuses qu'indiscutables d'un corps électoral que pour les besoins de la cause on confond avec la nation, bien qu'il n'en représente guère que le tiers. Or le rôle d'un parlement conscient de sa haute mission n'est pas d'abriter sa responsabilité derrière ces opinions, mais d'en analyser attentivement la valeur et la portée, en évitant de confondre l'intérêt général dont il a la garde avec la préoccupation d'une réélection dont il a le souci. Certes là où se pratique le suffrage universel, l'opinion des corps élus peut dans certains cas être considérée comme reflétant l'évolution d'idées qui ont germé et se sont développées dans les masses profondes de la nation, et alors des gouvernants avisés ne sauraient la méconnaître. Mais en principe l'on a tort et gravement tort d'identifier l'opinion publique avec l'opinion des corps élus, parce que cette identification conduit trop souvent à la confusion des intérêts généraux avec les intérêts électoraux.

Cette remarque est d'une vérité particulièrement saisissante en ce qui concerne l'Algérie et nous croyons devoir mettre cette vérité en relief pour montrer toute la valeur de l'argument que l'on invoque.

Notre conviction intime est que l'intelligence et la capacité des élus ne se mesurent pas au chiffre des suffrages qu'ils ont pu recueillir (3). Mais dans un pays où l'on professe un

---

(1-2) Quand on contemple l'œuvre législative de ces vingt dernières années, et la législation algérienne tout entière, on doute du sens esthétique de l'architecte : au lieu d'une construction solidement édifiée, intelligemment ordonnée et éclairée d'une vive lumière, nous avons un fouillis inextricable, un ténébreux dédale dans lequel se perd nécessairement l'interprète qui n'a pas le sens des contradictions et la perception des ombres. — Si néanmoins nous n'insistons pas sur le satisfecit que se délivrent en l'occurence les auteurs du projet, c'est que précisément le problème qui se pose est de savoir si « la manière est heureuse. »

(3) Par suite nous pourrions nous contenter d'apprécier la valeur des

religieux respect pour la loi du nombre, les chiffres ont une autorité ; et quand les auteurs du projet, reléguant au second plan les justifications rationnelles, invoquent les vœux depuis longtemps renouvelés des corps élus, c'est derrière cette autorité des chiffres qu'ils entendent abriter les décisions à intervenir, car les corps élus ne font que traduire à leurs yeux les aspirations de la masse dont ils sont les représentants ou les porte-parole ! — Nous concédons volontiers qu'une mesure porte en quelque sorte en elle-même sa raison d'être dès qu'il est démontré qu'elle répond à un besoin universellement ou presque universellement affirmé. Mais aussi plus une mesure menace d'être grosse de conséquences, plus il est nécessaire de s'assurer préalablement qu'elle peut s'étayer au point de vue du nombre sur une réalité, et non sur une apparence trompeuse. Plaçons-nous donc sur le même terrain que les auteurs du projet et examinons d'un peu près l'autorité des chiffres.

En France le corps électoral « organe faillible des aspirations de la foule » représente à peine le tiers de la population totale ; l'électeur a donc un coefficient de 3. Mais sait-on ce que représente en Algérie ce même corps électoral ? A peine un cinquantième de cette foule dont il prétend régler les destinées, car le chiffre des électeurs n'atteint pas 100 000, tandis que celui de la population arrive à 5 millions. L'électeur a donc un coefficient de 50. Or il est manifeste que les chances d'erreurs grandissent avec le coefficient, quand il s'agit de dégager l'opinion de la majorité. Voilà donc une première raison de douter de la conformité des vœux dont on se réclame avec les aspirations de la population algérienne.

En voici une seconde: dans quelle proportion, sur ces 100.000 électeurs, figurent « les ouvriers de l'industrie » ? Quand on a défalqué l'armée des fonctionnaires algériens dont le vote n'a généralement qu'un sens qu'il est inutile de pré-

---

vœux émis d'après la compétence de ceux qui les formulent en nous attachant aux motifs de ces vœux et à leurs conséquences. Les motifs invoqués par les corps élus à l'appui de leur thèse, nous les ignorons ! Si l'exposé des motifs ne nous le disait nous ignorerions même si des corps élus et quels corps élus se sont prononcés pour l'application à l'Algérie de la loi de 1898, bien que nous sachions que la question ait figuré dans un certain nombre de programmes électoraux. Le point de vue auquel nous nous plaçons ici nous dispense d'ailleurs d'éclairer notre religion à cet égard. En admettant l'existence de ces vœux, notre raisonnement garde toute sa valeur, et au surplus sans prétendre en provoquer le retrait, nous avons le devoir de rechercher s'ils ont été émis en connaissance de cause.

ciser davantage, quand on a fait abstraction des industriels, des commerçants et des agriculteurs qui sont hostiles au projet, on a fait à peu près le vide et on s'aperçoit que parmi les électeurs le nombre de ceux qui s'intéressent au succès du projet est si minime qu'il est prudent de le taire. L'on peut dès lors se demander au nom de qui et dans quel but les corps élus émettent des vœux sur une question dont très vraisemblablement ils n'ont jamais approfondi les conséquences. La réponse au premier abord paraît simple : au nom et dans l'intérêt des travailleurs!

Malheureusement si l'on a l'indiscrétion d'examiner de près la composition de la main-d'œuvre industrielle en Algérie, on constate que jusqu'à concurrence de 90 pour 100 cette main-d'œuvre se compose exclusivement d'étrangers et de musulmans, c'est-à-dire d'ouvriers qui n'ont contribué en rien à la formation de ces corps élus, puisque ni les uns ni les autres ne sont électeurs. Nous n'avons pas besoin de mettre en doute le désintéressement de ces corps élus pour hésiter à croire qu'ils se font les porte-parole de cette catégorie d'ouvriers ; nous avons une autre raison plus concluante : c'est que le projet dans sa teneur actuelle est suffisamment hostile à la main d'œuvre étrangère pour ne pas autoriser une supposition de ce genre. Et cependant c'est cette main-d'œuvre qui fournit à l'industrie algérienne l'appoint le plus précieux et le plus considérable.

Bref, ce que dans l'espèce on appelle les vœux des corps élus, ce sont, en langage clair, les réclamations plus bruyantes que justifiées d'une poignée d'électeurs perdus dans la masse des vrais travailleurs. Que ces réclamations, au cours surtout des périodes électorales, hantent à tous les degrés du *cursus honorum* les candidats à la politique et que par suite cette question à côté de beaucoup d'autres figure au nombre des promesses destinées à capter les faveurs populaires (1), cela

---

(1) **Le bilan des promesses faites au cours de la dernière période électorale pour les élections législatives était réjouissant. Les candidats ont fort bien compris que la variété des intérêts explique souvent la variété des groupements, et qu'il faut promettre à tous pour pouvoir compter sur tous. Ils ont promis aux viticulteurs le relèvement du cours des vins, aux petits et moyens fonctionnaires le relèvement de leur modeste traitement et un avancement rapide, aux primeuristes la vente certaine de leurs produits, aux fabricants de tabacs la liberté de la production, de la circulation et de la vente de leurs marchandises, aux instituteurs le droit de se syndiquer ; aux uns l'application intégrale et serrée de la loi de séparation, aux autres le maintien du *statu quo* ; à ceux-ci le**

se conçoit fort bien, même quand cela serait fort peu recommandable : c'est le moyen de rallier en essayant de les grouper les éléments épars d'une majorité toujours incertaine. Qui veut la fin veut les moyens ! Et à Alger, en mai 1906, il y avait à peu près autant de candidats à promettre que d'électeurs à réclamer l'application de la loi de 1898 (1) Mais on nous pardonnera sans doute de ne pas vouloir résoudre par de pareilles considérations politiques d'aussi graves questions économiques, de ne pas vouloir transformer l'économie politique en « économie électorale ».

Le point d'appui que l'on veut donner ainsi au projet est ou à peu près un point d'appui dans le vide, et nous estimons, par suite, que le problème reste entier.

***

Les auteurs du projet après s'être réclamés des vœux des corps élus font état, mais avec beaucoup de discrétion, de la résignation des industriels et des commerçants, en nous disant qu'il a été fait « une appréciation suffisamment large et bienveillante des réserves que les assemblées consulaires ont jugé nécessaire de soumettre à l'examen de l'administration algérienne ».

Les chambres de commerce et les divers groupements du syndicat commercial ont effectivement, depuis cinq ans, manifesté à diverses reprises leur désir de voir intervenir le législateur pour régler les conséquences des accidents dont les ouvriers peuvent être les victimes dans leur travail. Et tout naturellement, presque nécessairement, ils ont été amenés à envisager la question de l'application à l'Algérie de la loi du 9 avril 1898. Mais deux observations vont réduire à sa véritable valeur la force de l'argument que l'on voudrait tirer de cette préoccupation, en faveur du projet que nous analysons.

Notre première observation vise les considérations justificatives de cette orientation inattendue : entre deux maux, commerçants et industriels voudraient choisir le moindre.

---

monopole, à ceux-là la liberté de l'enseignement ; aux ouvriers avec ou sans travail des jours meilleurs ; à tous plus de bonheur dans plus de justice et plus d'humanité ! ! !

(1) Il ne faut pas oublier qu'aucune circonscription n'a eu la bonne fortune de pouvoir jeter sur le marché politique un stoc aussi considérable d'ambitions disponibles. Vingt-deux candidats ! Le corps électoral, ne pouvant les satisfaire toutes, tiraillé dans 22 sens différents, a fini par répondre : *melior est conditio possidentis.*

S'ils vont au-devant d'un sacrifice, c'est parce que cette concession leur est indirectement imposée par les tendances inquiétantes d'une jurisprudence d'autant plus fantaisiste qu'elle échappe à la responsabilité de ses erreurs. Comme le disait M. Delpech dans son rapport au syndicat commercial, « les tribunaux algériens trouvant sans doute l'intervention législative trop tardive, sont allés de l'avant et ont appliqué le principe du risque professionnel sans se préoccuper de sa légalité, lui donnant comme contre-partie non plus le forfait légal mais uniquement leur large appréciation et leur sentimentalité toujours en éveil ; si bien qu'à l'heure actuelle le commerçant ou l'industriel algérien qui en matière de responsabilité patronale se croient uniquement régis par les vieux principes du code civil, se voient en fait invariablement traités avec beaucoup plus de rigueur que si la loi de 9 avril 1898 était applicable à l'Algérie ». C'est ainsi qu'un récent jugement du tribunal de Bône condamnait deux entrepreneurs à servir à la victime d'un accident une pension viagère de 1.200 francs par an, alors que son salaire annuel n'atteignait que 900 francs et que le maximum auquel elle aurait pu prétendre par application de la loi de 1898 n'aurait été que de 600 francs (1). Notre intention n'est pas de tarifer la générosité du tribunal, mais de montrer par un rapprochement de chiffres que les entrepreneurs condamnés auraient eu tout intérêt à pouvoir réclamer l'application intégrale de la loi sur les accidents. — Le jugement rendu par le même tribunal en date du 24 mars 1905 (2) est plus déconcertant encore pour les industriels. Le tribunal en rejetant une demande d'enquête formulée par le défendeur et acceptée au surplus par l'autre partie, semble croire que désormais en Algérie la religion des juges n'a plus besoin d'être éclairée sur les causes d'un accident, l'indiscutable responsabilité des patrons étant érigée en une présomption irréfragable, dès qu'il s'agit d'un accident dont un ouvrier est victime dans son travail. Malheureusement une telle présomption qui nous éloigne singulièrement des art. 1382 et suivants du code civil, ne trouve de point d'appui ni dans la loi du 9 avril 1898, ni même dans la théorie du risque professionnel. Cette dernière met les conséquences du cas fortuit à la charge du patron. Elle implique par suite si l'on veut une présomption : à savoir que les accidents survenus dans le travail sont dus à un cas fortuit et que, à priori,

---

(1) Trib. de Bône, 3 février 1905 (Alesis c. Jammy et Galtier), confirmé par la cour d'Alger, 9 novembre 1905.

(2) Confirmé par arrêt de la cour d'Alger en date du 18 janvier 1906.

réparation est due par le patron. Mais certes cette présomption n'est nullement exclusive du droit pour le patron de faire la preuve soit de la force majeure, soit de la faute de l'ouvrier, surtout quand cette faute est inexcusable, et de dégager ainsi sa responsabilité.

Notre seconde observation, c'est qu'il y a une discordance complète entre les vues des chambres de commerce et des syndicats commerciaux d'une part, et les vues d'autre part des auteurs du décret. Si industriels et commerçants inquiets des tendances d'une jurisprudence qui semble mettre plus de sentimentalité que de légalité dans le règlement des difficultés soulevées par les accidents du travail, se sont résignés à envisager la possibilité de l'extension à l'Algérie de la loi du 9 avril 1898, c'est sous la double réserve que cette législation ne serait pas appliquée à l'élément musulman, et que d'autre part son application pure et simple à l'élément étranger d'origine européenne garantirait l'industrie algérienne contre un surcroît de charges excessives. Si les auteurs du décret proposent cette même extension c'est à la double condition que la loi soit applicable aux musulmans indigènes comme aux français, et qu'au regard des étrangers, européens ou non, ses dispositions soient aggravées au point de constituer une arme défensive contre l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. Certes il est difficile d'entrevoir une aussi complète discordance de vues derrière la formule d'un projet qui déclare « avoir fait une part large et bienveillante aux réserves des assemblées consulaires ».

Ceux qui voudront bien consulter les comptes rendus des séances de la chambre de commerce et du syndicat commercial d'Alger et dépouiller en outre les « vœux souvent renouvelés des corps élus » seront pleinement édifiés et sur la valeur et sur la sincérité des considérations invoquées par l'exposé des motifs. Bornons-nous à reconnaître que ces considérations ne fournissent aucun élément de décision pour résoudre le problème que nous agitons, celui de l'opportunité de l'extension projetée, et examinons la question en elle-même.

***

« A différence de milieux, égalité de traitement », voilà la devise des assimilateurs « malgré tout ». Il semble bien que les auteurs du projet se soient approprié cette devise, tout en voulant en atténuer l'illogisme par quelques retouches mala-

droites apportées à la loi du 9 avril 1898, car l'opportunité de l'extension, sous réserve de certaine modifications, ne leur paraît pas discutable, et l'article 1er établit nettement l'égalité de traitement au point de vue des accidents du travail entre l'Algérie et la métropole : « La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable à l'Algérie (1), sous réserve des dispositions ci-après ».

Qu'un économiste de cabinet, doublé au besoin d'un politicien en quête de popularité, exhalte cette importation comme un acte admirable de solidarité humaine, donnant satisfaction aux aspirations d'une démocratie dont le sentimentalisme exagéré accuse la dégénérescence, nous y souscrivons et nous n'avons à ce sujet qu'une observation à faire : ce n'est pas être vraiment généreux que de faire des générosités avec l'argent d'autrui et de décréter une importation dont tout le poids pesera sur ceux qui la redoutent, sur les industriels et les commerçants. Mais si l'on a la prétention de faire œuvre de justice et d'équité, nous avons le droit de demander des justifications dont les grands mots ne sauraient tenir lieu, et de juger l'œuvre par ses conséquences.

Tout le mécanisme de la loi de 1898 repose sur un calcul de probabilités qui a pour base la similitude de l'avenir avec le passé, c'est-à-dire la reproduction périodique et régulière dans des conditions sensiblement identiques des événements dommageables dont la réparation est garantie. Dès lors, pour qu'au regard de l'Algérie la loi et en particulier la transaction forfaitaire puissent prétendre à ce caractère d'équité qui les rend acceptables en France, il faut ou soutenir la similitude des milieux entre la métropole et la colonie, c'est-à-dire soutenir une absurdité, ou soutenir que les mêmes causes engendreront les mêmes conséquences, malgré la différence des milieux. Or, cette seconde prétention, qui consiste à à induire de la différence des milieux la similitude des résultats, contrarie trop ouvertement les données les plus élémentaires de l'expérience pour pouvoir être acceptée sans bénéfice d'inventaire. Cette similitude demanderait à être établie par des éléments de comparaison. Par suite il était du

---

(1) Soulignons la généralité des termes de cette disposition ; ce n'est pas la loi de 1898 seule qui sera applicable à l'Algérie, mais toute la législation métropolitaine des accidents du travail, présente et à venir : donc dès maintenant celle qui vise les industriels et les commerçants, et éventuellement celle en préparation pour l'agriculture. Elle sera applicable de plein droit en Algérie, à moins qu'une disposition expresse n'en réserve l'application.

devoir d'un gouvernement prévoyant, soucieux de légiférer en connaissance de cause, de rechercher les moyens permettant de mesurer les conséquences de l'extension de la loi sur les accidents du travail. L'établissement préalable d'une statistique de la main-d'œuvre ouvrière algérienne et une statistique des accidents du travail eût constitué une mesure aussi sage qu'opportune (1), et qu'aurait très heureusement complétée une enquête approfondie sur les difficultés très spéciales auxquelles se heurte en Algérie toute exploitation industrielle.

Qu'en 1898, pour arriver à fixer à forfait un taux équitable, on ait utilisé les données des statistiques étrangères concurremment avec les données des statistiques françaises et complété ou plutôt corrigé les unes par les autres, cela se justifie par la presque identité des conditions et des milieux dans lesquelles opèrent des industries qui en sont arrivées au même stade de leur développement économique. Mais vouloir étendre à l'Algérie les conclusions que commandent ou qu'autorisent ces statistiques, c'est sous prétexte d'assimilation et sous couvert d'humanitarisme imposer un lourd sacrifice au bon sens! L'industrie algérienne, qui en est encore à chercher son orientation, supportera des charges égales à celles de l'industrie française, de l'industrie allemande ou autrichienne, des charges supérieures à celles que supporte l'industriel anglais, italien ou danois.

Le taux forfaitaire présentera en Algérie ce caractère de ne reposer sur aucune donnée positive ou mieux il reposera sur une présomption manifestement erronée : « la similitude présumée de deux milieux profondément dissemblables » ; dissemblables par la composition et la mentalité de la main-d'œuvre ouvrière, dissemblables par les conditions dans lesquelles opère l'industrie.

Si l'avenir de l'industrie algérienne ne trouble pas la sérénité tranquille des auteurs du projet, la composition d'une

---

(1) Ces statistiques n'existent pas, et cependant en vue de leur établissement des crédits avaient été consentis par les délégations financières et mis à la disposition de l'office du travail ou du bureau qui en tient lieu au gouvernement général. Espérons que le fonctionnaire dévoué auquel ce service spécial est confié, comblera à brève échéance une lacune aussi regrettable. M. de Saint-Germain a eu la gracieuseté de vouloir bien mettre à notre disposition les renseignements recueillis jusqu'à ce jour, mais les chiffres qui nous ont été fournis, les seuls d'ailleurs qui pouvaient nous être fournis, non seulement n'autorisent aucune conclusion, mais commandent la discrétion.

main-d'œuvre ouvrière qui ne compte à peu près que des musulmans et des étrangers a sollicité leur attention et provoqué une double modification à la loi du 9 avril 1898, l'une concernant les musulmans indigènes, l'autre concernant les étrangers, mais jusqu'à preuve contraire il nous semble que le problème que soulève la main-d'œuvre musulmane n'a été envisagé que par son petit côté, et celui que soulève la main-d'œuvre étrangère sous un faux jour.

(A suivre).

J. THOMAS,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

LA DATE DE LA SESSION ORDINAIRE DES CONSEILS GÉNÉRAUX D'ALGÉRIE

(Le décret du 7 juillet 1906 et la loi du 26 juillet 1873)

La législation algérienne s'est enrichie, voici quelques mois, d'un nouveau décret illégal. Ce n'est, hélas ! pas le premier. Nous serions heureux — nous voulons en conserver l'espoir — que ce fût le dernier. C'est dans cet espoir que nous relevons l'erreur commise et que nous en indiquons la cause.

I

En Algérie comme en France, les conseils généraux ont chaque année deux sessions ordinaires. En Algérie comme en France également, la première session, la moins importante, s'ouvre de plein droit le second lundi qui suit le jour de Pâques. Mais l'autre session, celle dans laquelle sont délibérés le budget et les comptes, tandis qu'elle commence en France de plein droit le premier lundi après le 15 août, a été retardée en Algérie au premier lundi d'octobre (1).

De bons esprits estiment que ce retard avait plus d'inconvénients que d'avantages et qu'il pouvait être préjudiciable à la bonne administration départementale que trop peu de temps s'écoulât entre le vote du budget par le conseil général et le commencement de l'exercice.

Mais quelques conseillers généraux algériens ont fait valoir que certains travaux agricoles, et notamment la vinification, les retenaient dans leurs domaines au commencement d'octobre. Les intérêts particuliers priment si souvent l'in-

---

(1) Voy. loi du 10 août 1871, art. 23, modifié par la loi du 12 août 1876, — et le décret du 23 septembre 1875, art. 23, modifié par le décret du 30 septembre 1876.

térêt général qu'un décret est intervenu, le 7 juillet 1906, « portant modification au décret du 23 septembre 1875 sur les conseils généraux de l'Algérie » :

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,
Vu l'article 23 du décret du 23 septembre 1875 sur l'organisation des conseils généraux en Algérie ;
Vu les propositions du gouverneur général d'Algérie,

Décrète :

Art. 1er. — Le paragraphe 2 de l'article 23 du décret susvisé du 23 septembre 1875, est modifié ainsi qu'il suit :
« La session dans laquelle sont délibérés le budget et les comptes commence de plein droit le troisième lundi d'octobre et ne pourra être retardée que par un décret ».
Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 7 juillet 1906.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République.
Le ministre de l'intérieur,
G. CLEMENCEAU. (1)

Si ce décret n'était qu'inopportun, il s'imposerait une fois rendu. Mais il est entaché d'un vice infiniment plus grave : il est absolument illégal. Une fois encore le chef de l'État n'a point aperçu les limites de la délégation législative qu'il tient, dit-on, de l'art. 25 de la loi du 24 avril 1833 (2).

Sans doute, au premier aspect, le décret paraît s'imposer comme parfaitement régulier. Un décret peut modifier un décret, et le nouveau texte ne prétend pas faire autre chose que modifier un texte de même ordre.

Mais combien cet aspect est trompeur ! Le décret du 7 juillet dernier contredit, non pas seulement au décret du 23 septembre 1875, ce qui serait licite, mais à une *loi* : ce qui est inadmissible. C'est que la règle suivant laquelle la seconde session

---

(1) *Journal officiel*, 12 juillet 1906, p. 4754. — *Rev. Alg.* 1906. 3. 256.

(2) Sur le pouvoir législatif en Algérie du président de la République, voy. Jean Thomas, *L'électorat aux délégations financières* (1900) et notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. I. n° 109 et n°s 117 et s.

des conseils généraux d'Algérie s'ouvre *le premier lundi d'octobre*, encore que formulée dans l'art. 23 du décret de 1875, a été, auparavant, édictée par une loi.

« Loi *ayant pour objet de porter au premier lundi du mois d'octobre la session des conseils généraux de l'Algérie.*

(26 juillet 1873)

« Art. unique. — En Algérie, la session des conseils généraux fixée au premier lundi qui suit le 15 août par l'article 23 de la loi du 10 août 1871, commencera désormais de plein droit le premier lundi du mois d'octobre (1) ».

Comme l'écrivait très exactement M. Jean Thomas, « toute question tranchée par les chambres en matière de législation algérienne constitue désormais un domaine réservé dans lequel le chef de l'État ne peut plus exercer que le pouvoir réglementaire (2). » La date de la seconde session des conseils généraux est, depuis la loi du 26 juillet 1873, dans le « domaine réservé » où ne peut plus s'exercer le pouvoir législatif du président de la République.

Si les rédacteurs du décret du 25 septembre 1875 ont cru utile, pour ordre, de rappeler la règle édictée par la loi de 1873, ils n'ont pu en changer le caractère : elle demeure une loi ; elle n'a pas dégénéré au rang de décret (3).

***

Le décret du 7 juillet 1906 est inopérant. Signalons les conséquences qui méritent d'être notées.

1° Les conseillers généraux ont le droit — je dirai même le devoir — de se réunir, non pas le troisième, mais le premier lundi d'octobre. Ce serait simplement respecter la loi. On sait, en effet, que, l'ouverture des sessions ordinaires ayant une date légale, une convocation du préfet n'est pas nécessaire (4).

---

(1) Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 395.

(2) *Op. cit.*, n° 18, p. 27.

(3) Cette illégalité a été relevée par M. Aumerat, le vénéré doyen de la presse algérienne, dans deux articles du *Tell*, de Blida.

(4) Décis. min. int. 10 août 1872. — Voy. Berthélemy, *Tr. élém. de dr. admin.*, 4e édit., p. 156; Simonet, *Tr. élém. de dr. public et admin.*, 4e édit., n° 770, p. 301 ; Béquet, *Rép. du dr. admin.*, v° Département, n° 866.

2° La seconde session — en Algérie la session d'octobre — ne peut durer plus d'un mois, à compter de son commencement légal. D'où il suit que, quand bien même, en fait et par application du décret du 7 juillet 1906, un conseil général ne se serait réuni que le troisième lundi d'octobre, il n'en devra pas moins avoir clos sa session dans le mois *à compter du premier lundi*. Les délibérations qu'il prendrait au-delà de cette date seraient entachées de nullité. Il appartiendrait au préfet de s'opposer à toute réunion du conseil, le mois expiré, et en cas de résistance des conseillers de provoquer contre eux l'application de l'art. 258 du code pénal (1).

II

L'erreur s'explique et comporte une moralité.

On peut remarquer que, dans ses visas, le décret du 7 juillet 1906 est extrêmement bref : il vise uniquement le décret du 23 septembre 1875.

Or, les visas qui précèdent tout décret ou arrêté ne constituent pas une vaine formalité : ils sont — ou du moins ils doivent être — la justification de la régularité de l'acte. Si un décret est exactement rédigé, il doit suffire de se reporter aux textes visés pour vérifier sa légalité (2). Il serait même désirable que quelques considérants ou l'adjonction d'un rapport permissent de connaître son but et d'apprécier son opportunité. C'est une détestable pratique, grosse de dangers — en voici bien une preuve — et menaçante d'arbitraire que d'édicter des décrets ou de prendre des arrêtés sans un appareil complet de visas.

Pour satisfaire aux règles d'une bonne rédaction, le décret eût dû tout d'abord mentionner le texte en vertu duquel il appartiendrait au chef de l'État de légiférer en pareille matière. Ce n'eût pu être que l'art. 25 de la loi du 24 avril 1833.

Ensuite, le décret devait viser d'une façon complète la législation antérieure et encore en vigueur sur la matière.

La comparaison entre les textes anciens et récents n'est point en faveur de ceux-ci. Les rédacteurs du décret du

---

(1) Art. 34 de la loi du 10 août 1871 et du décret du 23 septembre 1875. — Voy. Berthélemy, p. 137 ; Simonet, n° 782, p. 308 ; Béquet, n°s 943 et suiv. — La sanction de l'art. 258 c. pén. est un emprisonnement de 2 à 5 ans ; et tout conseiller condamné en vertu de cette disposition est inéligible pendant trois ans

(2) Cprz Berthélemy, p. 138.

23 septembre 1875 avaient été plus consciencieux. On peut critiquer l'ordre des visas ; l'un d'eux n'est pas parfaitement exact : du moins l'énumération, dans son ensemble, est-elle sensiblement complète.

Le décret du 23 septembre 1875 mentionne : — le décret du 28 décembre 1870 : ce décret déclarait d'avance applicable aux conseils généraux d'Algérie la loi qui régirait en France ces assemblées ; il adjoignait aux conseils algériens des assesseurs musulmans ; — les lois en vigueur dans la métropole, et par voie de conséquence en Algérie, du 10 août 1871 et du 31 juillet 1875 ; — les *lois, propres à l'Algérie,* du 22 novembre 1872 sur les assesseurs musulmans, et *du 26 juillet 1873 relatives aux sessions des conseils généraux*.

Le même décret vise aussi l'art. 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, encore que cette ordonnance ait été explicitement abrogée par l'art. 125 de l'ordonnance du 15 avril 1845. C'est que, longtemps, on a pris l'effet pour la cause. On aimait citer comme conférant au chef de l'État le pouvoir législatif en Algérie cette ordonnance qui n'en était que l'exercice, alors que la délégation se trouve dans la loi du 24 avril 1833 (1).

Si le rédacteur du décret du 7 juillet 1906 s'était imposé la peine de dresser le tableau complet des visas nécessaires, si même seulement il se fût astreint à lire, visas compris, le seul texte auquel il se référait, il aurait découvert, puisqu'il les ignorait, les lois spéciales à l'Algérie en la matière des conseils généraux, lois sur la voix délibérative des assesseurs musulmans et sur la date de la seconde session.

Sans doute, le décret du 23 septembre 1875 s'est incorporé le texte de ces lois. Il n'y a rien d'irrégulier à ce qu'un décret rappelle une disposition d'une valeur supérieure. Mais il faudrait se garder de croire, et nous ne pouvons supposer que personne l'ait cru, que si un décret reproduit une loi, cette loi dégénère en décret et peut désormais être modifiée par décret. C'est pourtant ce qu'il faudrait admettre pour que le décret du 7 juillet 1906 fût légal.

Il est des vérités si simples, si évidentes, qu'on hésite à les rappeler. La vérité ici eût éclaté aux yeux du rédacteur s'il avait eu souci de donner au décret les visas nécessaires. Voilà donc la cause de l'erreur.

***

(1) Jean Thomas, *op. cit.*, p. 18, note ; notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. I, n° 109, p. 138.

Si nous ne citions lois et décrets, on pourrait croire à une fable : « le rédacteur qui ne lit pas les textes qu'il cite ». Tirons en donc la moralité.

Nous aurions garde de dire que la faute vient du gouvernement général de l'Algérie ou du ministère de l'intérieur : la faute vient des deux. Les visas, quelle que soit leur brièveté, nous affirment que le gouverneur a fait des propositions : elles étaient illégales. Le ministre a soumis à la signature présidentielle le projet de décret : il est inconstitutionnel ; il porte atteinte aux droits du parlement.

Nous en dégagerons cette conclusion, que le droit public est bien mal connu de ceux qui devraient le moins l'ignorer. Nous avons là un exemple de plus de la façon absolument insuffisante, on peut dire déplorable, dont sont rédigés les textes relatifs à l'Algérie. Tantôt les erreurs des rédacteurs ont les plus graves conséquences : n'avait-on pas naguère modifié, par décret, la composition d'un tribunal dont tous les jugements eussent été nuls (1) ? Tantôt le texte est simplement sans application possible, si bien qu'on serait tenté de lui trouver cette utilité qu'il montre des vices qu'il serait facile de corriger : n'a-t-on pas prétendu appliquer un texte en dehors du territoire pour lequel il a été édicté et dans une région où il n'avait que faire (2) ?

En l'espèce, le décret du 7 juillet 1906 peut présenter quelques inconvénients que nous avons signalés. Mais il est peu probable que les préfets aient à prononcer des nullités de délibérations, les conseillers à subir des poursuites correctionnelles : les conseils généraux prolongent rarement leur session au-delà de quinze jours ; la prolongeassent-ils, qu'il est tout à fait vraisemblable que les préfets, infiniment respectueux du décret, se garderaient de tenir rigoureusement la main à l'application de la loi.

Du moins en reste-il une leçon.

ÉMILE LARCHER,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

---

(1) Voy. notre article, *La loi du 30 août 1883 et le décret du 26 mars 1904*, *Rev. Alg.*, 1904. 1. 79.

(2) Voy. notre article, *Le régime foncier en terroire de commandement et l'article 16 de la loi du 16 février 1897*, *Rev. Alg.*, 1904. 1. 94.

BIBLIOGRAPHIE

CODE DE L'ALGÉRIE ANNOTÉ, par Robert Estoublon et Adolphe Lefébure, continué avec la collaboration de M. Norès, juge au tribunal de Batna. — *Supplément*, année 1904. — Un vol. in-8°, 120 et 32 p. Alger, Jourdan, 1907.

—

Le Supplément de 1904 du *Code de l'Algérie* de MM. Estoublon et Lefébure vient de paraître. Il était, comme l'a été le Code lui-même et chacun de ses Suppléments, impatiemment attendu ; mais ses lecteurs auront gagné à un léger retard des notes analysant sur certains points la plus récente jurisprudence. Nous n'avons pas à faire l'éloge du Code et de ses Suppléments : c'est l'instrument de travail indispensable à qui veut étudier ou consulter la législation algérienne. Nous nous plaisons à constater que le nouveau supplément, le premier composé depuis la mort du regretté M. Estoublon, est aussi soigneusement élaboré, aussi complet que les précédents.

S'il nous était permis de formuler une critique, nous dirions même qu'il est trop complet. Il contient des documents qui, sans doute, ne sont point dépourvus d'intérêt, mais qui ne nous paraissent pas à leur place dans un *code* : nous visons les avis du conseil de gouvernement qui n'ont aucune valeur légale, qui n'ont même pas l'autorité d'une décision de jurisprudence. Ils seraient, à notre avis, mieux à leur place dans les notes ou dans les fascicules de jurisprudence qui accompagnent parfois les suppléments.

Le Supplément annuel a cet avantage de permettre de jeter un coup d'œil sur le mouvement de la législation algérienne en une année. 1904 n'a été marqué par aucune innovation de grande importance ; on ne peut guère noter que la loi réglant la participation de l'État dans la charge annuelle des chemins de fer algériens, les nombreux arrêtés pris pour l'application de la loi forestière et le décret sur la colonisation. Mais on retrouve tous les défauts qu'a jusqu'alors présentés cette législation : une extrême abondance de textes (les dimensions du Supplément en témoignent) et une rédaction très défectueuse, d'où ne peut résulter qu'imprécision et incertitude.

É. L.

L'ALGÉRIE

ET

LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL[1]

b) MAIN-D'ŒUVRE MUSULMANE

Le problème que soulève la main-d'œuvre musulmane n'a été envisagé que par son petit côté. Les auteurs du projet n'ont pas voulu par une assimilation sans réserve du musulman indigène au français donner une preuve trop complète de leur ignorance soit en ce qui concerne l'organisation de la famille musulmane, soit en ce qui concerne le développement précoce de la jeunesse musulmane. Aussi pour calmer les appréhensions des industriels et répondre aux objections des assemblées consulaires protestant contre l'extension de la loi à cet élément de la main-d'œuvre ouvrière, l'art. 2 du projet, envigeant *l'hypothèse d'un accident mortel*, décide d'une part que « la rente viagère visée au paragraphe A de l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 n'est due au conjoint survivant que si le mariage a fait l'objet antérieurement à l'accident des déclarations prévues par la loi du 23 mars 1882 sur l'état civil des indigènes » et que « dans le cas où l'ouvrier indigène (2) laisserait plusieurs veuves, le montant de cette rente sera partagé également et définitivement entre elles quel que soit leur nombre ». Il décide, d'autre part, « que les rentes allouées par les paragraphes B et C du même article ne sont payables aux enfants issus de parents indigènes (3), nationaux ou étrangers d'origine non européenne et à chacun des descendants indigènes à la charge de la victime que jusqu'à l'âge de 14 ans, ou pour les filles jusqu'à leur mariage, s'il a lieu avant cet âge (4). »

---

(1) *Rev. Alg.*, 1907. 1. 41.

(2-3) L'Algérie n'a pas seulement ses mœurs, elle a aussi sa langue, et il est entendu que le mot « indigène » est synonyme de « musulman », et que par suite, comme le font les actes les plus officiels, on peut qualifier un « indigène » de l'épithète d' « étranger ». Le tout est de s'entendre sur le sens des mots et de ne pas méconnaître le génie propre de la langue algérienne.

(4) Pour pouvoir opposer sa libération anticipée au cas de mariage

De telles dispositions, nous dira-t-on, ne témoignent-elles pas de la préoccupation du législateur de chercher à adapter la loi au milieu nouveau dans lequel elle va être appelée à fonctionner ? Nous croyons qu'elles ont plutôt pour but de donner cette illusion à ceux qui se contentent d'une analyse superficielle de la situation et qu'au fond elles sont destinées à voiler la réalité en la colorant, de manière à livrer plus sûrement passage à une large assimilation de la main-d'œuvre musulmane à la main-d'œuvre française. Dans quels cas, en effet, ces dispositions spéciales trouveront-elles leur application ? Dans un seul cas, celui d'un *accident mortel*. Or, les statistiques démontrent que la résultante ordinaire des accidents du travail c'est une incapacité dont la durée et le degré peuvent varier, mais que sur cent accidents cinq au plus sont mortels. C'est dire que dans les quatre-vingt-quinze autres la règle sera l'égalité de traitement. Est-ce pour déguiser la maigreur des concessions consenties aux industriels que l'on a dissimulé la règle de l'égalité de traitement derrière la minuscule et insignifiante exception qu'elle comporte ?

D'autre part est-ce à dessein que l'exposé des motifs est muet sur la *mentalité* des musulmans et semble n'entrevoir d'autre obstacle à l'application de la loi que « *l'état de la famille musulmane* », obstacle que l'art. 2 a pour but d'aplanir ? Nous estimons que cette mentalité est un facteur qui dans la balance des décisions à prendre doit peser d'un poids bien plus lourd que les considérations tirées d'une organisation spéciale de la famille. Car la question de la légitimité et de l'étendue des charges à imposer à l'industrie prime de haut par son importance et ses conséquences les difficultés d'application pratique que peut présenter soit la détermination des ayants droit de la victime d'un accident mortel, soit la répartition de l'indemnité entre eux. Si cette mentalité est passée sous silence c'est peut-être parce que les conclusions commandées par un examen attentif et impartial de la question auraient déconcerté les arabophiles en mettant à nu le danger et l'illogisme d'une assimilation qui

---

d'une fille avant 14 ans, le patron en devra-t-il fournir la preuve en produisant des déclarations faites conformément à la loi du 23 mars 1882 ? Si oui, les jeunes époux ou leurs représentants seront très logiquement sollicités par leur intérêt à ne pas faire ces déclarations ou à les retarder. — Si non, à partir de quel moment l'enfant devra-t-elle être considérée comme mariée ? Sera-ce à partir du mariage, ou à partir seulement de la consommation du mariage ? Car il ne faut pas oublier qu'aux yeux de la coutume musulmane et en vertu du droit de *djebr* le père peut marier sa fille dès la plus tendre enfance de cette dernière !

semble l'objet principal du projet et qui ne peut être établie qu'aux frais de l'industrie algérienne.

Les idées d'égalité de races et de religions n'ont rien à faire sur ce terrain brutal d'économie sociale : il s'agit ici de coordonner les nécessités d'un pays avec la mentalité de ses habitants. Nous avons dit qu'en France la transaction forfaitaire de la loi de 1898 pouvait sans danger être offerte à une masse ouvrière dans l'esprit de laquelle de longues traditions ont accrédité le sentiment du devoir et de la responsabilité morale. Peut-on affirmer l'existence de ce sentiment chez l'ouvrier musulman ; peut-on même dire qu'il soit à l'éclosion? Par cela même qu'on garantit à la victime la réparation du préjudice que lui causera la survenance d'un accident, on diminue l'intérêt qu'a l'ouvrier à la préservation de sa propre existence. En tant qu'elle lui donne confiance dans l'avenir et qu'elle fortifie son esprit d'initiative, cette atténuation des risques est pour lui un puissant stimulant. Mais si elle devient un encouragement à l'incurie ou à l'imprudence, elle manque alors son but et devient un remède pire que le mal. Or cette dernière conséquence ne risque-t-elle pas d'être le résultat le plus certain de la loi de 1898 dans son application aux musulmans indigènes? Leur paresse est proverbiale! Chacun sait que tout bon musulman n'est ouvrier qu'à son corps défendant, et que son rêve est de vivre dans une douce oisiveté, si médiocre soit-elle, n'ayant d'autre souci que le pain quotidien et si possible le repos du lendemain. Sa moralité d'ailleurs s'accommode à merveille de tous les calculs ou de tous les moyens propres à assurer la réalisation du rêve caressé. Dès lors l'aubaine d'une indemnité ou d'une rente ne le poussera-t-elle pas fréquemment à succomber à la tentation de se mettre adroitement sur le chemin d'un accident, pas assez grave pour mettre ses jours en danger, mais suffisant pour lui permettre de demander son inscription sur le livre des pensionnaires de l'industrie algérienne? Dès maintenant les employeurs et les assureurs pourraient édifier une commission d'enquête en signalant de multiples tentatives à l'actif de cette tendance, et en dressant une liste concluante d'accidents volontairement provoqués. L'on a déjà constaté qu'en France, comme en Allemagne et en Autriche, l'application de la loi avait eu pour résultat de multiplier dans une mesure inquiétante le nombre des accidents ayant pour résultat une incapacité partielle ou temporaire. Nous reconnaissons que cet accroissement est moindre en réalité que celui qu'accusent les statistiques et que la progression considérable dans l'année qui a suivi l'application de la loi s'explique par cette

considération que les minuscules accidents de la vie ouvrière n'étant que très rarement déclarés sous le régime antérieur n'avaient pas pu être enregistrés par les statistiques. Mais étant donné la profonde différence de mentalité et de moralité du monde musulman, le danger que nous signalons ne peut laisser indifférents que ceux qui n'ont pas à en subir les conséquences. Nous n'ignorons pas qu'aux termes de l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898 « aucune indemnité ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident ». Voilà qui théoriquement est parfait; mais pratiquement l'industriel ne pourra échapper à l'obligation de payer l'indemnité tant qu'il n'aura pas fourni la preuve de cette intention. Et cette preuve comment la fera-t-il? Il ne peut pas plus compter sur l'indiscrétion des compagnons de travail que sur l'aveu de la victime, au moins tant que les compagnons ne seront pas sollicités par un intérêt personnel. Nous ne voyons pour l'industriel que deux moyens inégalement recommandables d'atténuer l'aggravation des risques résultant de cette mentalité musulmane. L'un qui consisterait à exploiter cette mentalité elle-même et à faire figurer discrètement dans les frais généraux une certaine somme destinée à l'achat des témoignages qui pourraient lui être nécessaires pour établir en présence d'un accident que la victime l'a intentionnellement provoqué ; et moyennant le prix dérisoire de quarante sous par tête il pourra gagner à sa cause autant de consciences qu'il le désirera, pour établir au besoin qu'un accident dû à un cas fortuit est imputable à la victime. Mais cette combinaison, si familière dans certains milieux, ne présenterait d'intérêt que pour les industriels qui seraient leurs propres assureurs. Pour les autres l'aggravation des risques se traduira par une aggravation des primes d'assurances, qui trouvera sa compensation dans une diminution du salaire journalier, et ce seront alors les bons ouvriers qui paieront pour les mauvais. Voilà une première raison de douter de l'opportunité de l'extension projetée en tant qu'il s'agirait d'appliquer la loi aux musulmans.

Une autre la vient corroborer ou tout au moins fausser la balance en aggravant la somme des risques qui pèseront sur l'employeur, rendant ainsi deux fois critiquable et injustifiable la transaction dont le taux forfaitaire de la loi de 1898 n'est que l'expression mathématique. Cette seconde raison, c'est la maladresse, la gaucherie de l'ouvrier musulman, défaut à peu près aussi indéracinable que les causes qui l'expliquent et qui constituent le plus clair de l'héritage que se transmettent les générations : l'insouciance, le fatalisme et la paresse.

Or, cette impéritie ne peut que multiplier les accidents dont les conséquences devront être garanties par le patron, et ici encore l'aggravation des risques ne pourra se traduire que par une augmentation des primes. Qu'on ne nous dise pas qu'en forgeant l'on devient forgeron et que, par suite, une longue habitude des mêmes travaux atténuera progressivement la maladresse et l'inexpérience des premiers débuts ! Ce serait méconnaître l'une des particularités les moins discutables de la main-d'œuvre musulmane. C'est une main-d'œuvre incertaine et capricieuse, une main-d'œuvre flottante et changeante, se renouvelant périodiquement par voie de roulement. Le musulman n'est et ne sera jamais qu'un travailleur intermittent ; aussi, bien rares sont ceux qui peuvent s'assimiler suffisamment un métier pour s'élever au-dessus de la profession de manœuvre qui est généralement la limite de leur ambition comme de leurs capacités, et encore cette profession de manœuvre ne consentiront-ils à l'exercer que dans la mesure où la nécessité du moment les talonne. Dès qu'ils ont réalisé un modeste pécule suffisant pour leur assurer quelques mois de loisirs, ils retournent avec empressement à la vie contemplative. Que la saison des figues leur assure à domicile la nourriture pour quelques semaines, ils déserteront le chantier ou l'atelier jusqu'au jour où la provision sera épuisée. Vienne la saison des moissons ou des vendanges, le terrassier ou le mineur d'hier abandonnera son outil pour aller au besoin à 100 kilomètres de là se faire vendangeur ou moissonneur. Vouloir appliquer le même traitement à l'ouvrier européen et à l'ouvrier musulman c'est vouloir assimiler la cigale et la fourmi.

Entre ces deux catégories d'ouvriers, l'équilibre, rompu par l'intermittence et par l'infériorité de la main-d'œuvre musulmane, semble, aux points de vue spéciaux qui nous intéressent, devoir être rétabli automatiquement par le jeu naturel des principes économiques, en particulier par le fonctionnement normal de la loi des salaires. Car l'infériorité de cette main-d'œuvre aura pour corollaire une réduction parallèle et proportionnelle du taux des salaires. Or, les primes d'assurances sont basées non pas sur le nombre ou la qualité des employés, mais sur le chiffre global des salaires payés par l'entrepreneur ; il importe donc peu que ce chiffre global doive être réparti entre cent ou deux cents ouvriers ; dès que la somme à répartir ne change pas, le montant des primes demeure invariable. Le même raisonnement conduit aux mêmes conclusions dans l'évaluation des conséquences pécuniaires d'un accident puisque la loi de 1898 proportionne

au salaire le montant de l'indemnité ou de la pension due à la victime.

Voici un entrepreneur employant cent ouvriers européens auxquels il sert une somme de 120.000 francs de salaires par par an, soit une moyenne de 1.200 francs par tête ; voilà un autre entrepreneur employant deux cents travailleurs musulmans auxquels il paie 120.000 francs par an, soit une moyenne de 600 francs par tête (1). Dans le second cas le nombre des assurés sera double, mais la prime d'assurance que devra payer l'entrepreneur ne sera pas plus élevée dans le second cas que dans le premier, puisque cette prime, dit-on, est basée sur le montant des salaires qui est le même dans les deux hypothèses, 120.000 francs.

De même encore il est manifeste que dans le second cas l'entrepreneur court deux fois plus de risques que dans le premier puisque, en raison de la moindre productivité de la main-d'œuvre musulmane, il est obligé d'employer deux fois plus d'ouvriers. Il aura donc, toutes chances égales, deux accidents à enregistrer pendant que l'autre entrepreneur n'aura à porter la responsabilité que d'un seul accident. Mais, qu'importe ! puisque les conséquences pécuniaires seront les mêmes dans les deux hypothèses.

En supposant chez la victime une incapacité totale et permanente, le premier entrepreneur aura à payer une pension égale aux deux tiers du salaire annuel, se montant par suite à 800 francs ; le second aura à payer deux pensions, mais dont le montant totalisé ne dépassera pas 800 francs, puisque chacune d'elle sera calculée sur un salaire annuel qui n'est que la moitié de celui de l'ouvrier européen. Or, au point de vue mathématique, deux dettes de 400 francs ne grèveront pas plus lourdement le débiteur qu'une dette de 800 francs.

La logique des chiffres semble donc, au premier abord, pleinement concluante ; malheureusement, le raisonnement pèche par un double côté. On pose d'abord en principe que l'unique cause de la variation des primes d'assurances c'est le taux des salaires. C'est vraiment prêter beaucoup d'ingénuité aux assureurs ! En matière d'incendie on reconnaîtra

---

(1) Le rapport de la productivité des deux mains-d'œuvre, comme le rapport des deux salaires, n'est pas exactement de 1 à 2. Fréquemment, le salaire du musulman atteint les 2/3 ou même les 3/4 de celui de l'européen, et approximativement, le même rapport existe entre la productivité des deux mains-d'œuvre. Mais la détermination exacte de ce rapport n'influe en rien sur notre raisonnement, et c'est pour plus de commodité que nous admettons le rapport de 1 à 2.

sans doute que le prix de l'assurance n'est pas déterminé exclusivement par la valeur de l'immeuble assuré; que deux immeubles assurés pour le même chiffre n'impliqueront pas le paiement des mêmes primes, si l'un court des risques auxquels l'autre n'est pas exposé! Pourquoi en serait-il autrement en matière d'accidents? Sans opposer ici les risques très différents que peuvent faire courir les diverses industries, prenons un exemple. La modiste ou le coupeur dans son atelier court moins de risques et des risques moins gros de conséquences que le couvreur sur son toit ou le maçon sur son échafaudage, et bien que par hypothèse le salaire des premiers soit égal à celui des seconds, l'on concevra sans peine que l'assureur puisse se montrer plus exigeant au regard de ceux-ci, qu'au regard de ceux-là, et par suite ne base pas exclusivement la prime sur le montant des salaires. Pourquoi cette aggravation des risques serait-elle tenue pour quantité négligeable dans la fixation des primes quand au lieu d'être inhérente à une industrie elle tient à la mentalité spéciale de l'ouvrier, à une indéracinable gaucherie? Peut-être dira-t-on que nous avons des scrupules d'exactitude que condamne l'expérience, car l'assurance contre les accidents fonctionne en Algérie depuis de longues années, et pour une industrie donnée les assureurs n'ont jamais songé à asseoir la prime sur d'autre élément que le montant des salaires payés par l'entrepreneur, même dans les entreprises où la main-d'œuvre est en grande partie une main-d'œuvre musulmane. Nous le reconnaissons très volontiers, mais l'avenir ne ressemblera pas au passé et si jusqu'à ce jour les assureurs n'ont pas fait entrer en ligne de compte l'élément que nous signalons, c'est que l'aggravation possible des risques résultant de la mentalité musulmane était largement compensée par la possibilité d'une transaction à bon marché, à trop bon marché! Or dans l'avenir cette transaction sera impossible. Les auteurs du projet ont d'ailleurs si bien compris que la loi à intervenir devait profondément modifier les rapports entre assureurs et assurés et créer une situation nouvelle que l'art. 14 autorise la dénonciation, dans les six mois de la promulgation de la loi, de toutes les polices d'assurances contre les accidents antérieurement souscrites.

D'autre part le vice du raisonnement que nous avons signalé consiste à comparer des choses profondément inégales en omettant la différence qui les sépare. Conclure que les risques doivent se multiplier simplement par deux là où l'on emploie 200 musulmans au lieu de 100 européens, c'est ne tenir compte que des risques imputables à l'exploitation

elle-même, en passant sous silence ceux qui ont leur cause dans la maladresse de l'ouvrier. Dans l'espèce l'on serait, croyons-nous, plus près de la vérité en multipliant ces risques par trois que par deux (1).

Enfin le caractère intermittent du travail consenti par tout bon musulman prouverait encore au besoin l'illogisme d'une extension pure et simple de la loi de 1898. L'art. 10 de cette loi précise dans les trois hypothèses qu'il envisage comment devra se faire l'évaluation du salaire servant de base à la fixation des rentes : 1° Pour l'ouvrier occupé pendant les douze mois écoulés avant l'accident, le salaire s'entend de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature ; 2° *Pour l'ouvrier occupé pendant moins de douze mois avant l'accident le salaire s'entend de la rémunération effective qu'il a reçue depuis son entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue les ouvriers de la même catégorie pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois ;* 3° Si le travail n'est pas continu le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année (2).

---

(1) La conclusion commandée par ces observations, ce n'est pas le refus de protection de la main-d'œuvre musulmane, mais un abaissement proportionnel du taux de la rente ou de l'indemnité due, si l'on veut conserver à la transaction forfaitaire le caractère d'équité que nous avons souligné en dégageant l'esprit de la loi de 1898.

(2) Cette dernière hypothèse vise les ouvriers qui sont victimes d'un accident *dans une industrie où le travail n'est pas continu.* Il ne s'agit pas du cas où l'ouvrier interrompt lui-même et volontairement son travail, mais d'un chômage plus ou moins prolongé et commandé par les circonstances ou par la nature de l'industrie. Ainsi l'industrie du bâtiment en France ne fonctionne guère normalement que pendant huit mois, l'hiver imposant un chômage de quatre mois environ. Dans les fabriques de sucre de betterave, la période d'activité ne dépasse guère cinq mois, d'octobre à février ou mars. D'autres industries quoique fonctionnant toute l'année comptent plus de jours de chômage que les industries ordinaires, de sorte que les ouvriers qui y sont employés peuvent simultanément exercer une autre profession. Certaines houillères par exemple ne travaillent normalement que trois jours par semaine pendant l'été et quatre jours pendant l'hiver, l'ouvrier gardant la disponibilité des autres jours ouvrables. Dans les professions où le travail est forcément interrompu pendant une période déterminée, les salaires sont en général plus élevés que dans les professions à travail continu. Mais cet excédent de salaire n'est pas toujours suffisant pour permettre à l'ouvrier de rester dans l'oisiveté le reste de l'année et ne saurait le dispenser de trouver une occupation rémunératrice pendant la période de chômage. — Le

— Pour les motifs indiqués en note, nous ne retiendrons que les deux premières hypothèses.

Les règles fixées par l'art. 10 pour la détermination du salaire annuel sont pleinement logiques quand il s'agit de les appliquer à des ouvriers qui travaillent en principe douze mois par an, présomption qui en France est conforme à la réalité. Mais en Algérie et en tant qu'il s'agit de la main-d'œuvre musulmane il conviendrait de tenir compte du chômage volontaire ou chômage par paresse. Or en fixant à une durée moyenne de six mois la somme de travail que consent à fournir annuellement cet ouvrier, nous ne craignons pas d'être sérieusement démenti. Dès lors il ne sera que très accidentellement possible de faire application de l'alinéa premier de cet article au travailleur musulman ; dans la très grande majorité des cas la détermination du salaire servant de base à la fixation des rentes ne pourra être faite que par application du deuxième alinéa.

Ces prémisses posées, il est facile de montrer par des chiffres l'aberration à laquelle conduit le principe de l'égalité de traitement. Un entrepreneur embauche au même moment deux ouvriers l'un français ou européen, l'autre musulman en leur servant par hypothèse le même salaire, trois francs par jour. Trois mois après, l'un et l'autre sont victimes d'un accident entraînant une incapacité totale et permanente. L'un et l'autre, d'après l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 auront droit à une rente « égale aux deux tiers de leur salaire annuel ». Et pour l'un comme pour l'autre ce salaire annuel se déterminera par application de l'alinéa deux de l'art. 10, c'est-à-dire qu'il comprendra la rémunération effective reçue par eux pendant leurs trois mois de travail, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue les ouvriers de la même catégorie pendant les neuf mois antérieurs nécessaires pour compléter l'année. Bref la rente se calculera sur un salaire annuel de 900 francs (1) et s'élèvera pour l'un comme pour l'autre à 600 francs.

---

salaire annuel sera donc calculé tant sur la période d'activité que sur le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année. — En Algérie, dans la mesure où les mêmes causes produisent les mêmes effets, l'application de cette règle relative à la discontinuité *forcée* du travail ne soulève aucune objection spéciale. — Pour la main-d'œuvre agricole ce sera le cas le plus ordinaire.

(1) Ce chiffre de 900 francs s'obtient en calculant l'année à raison de 300 jours ouvrables, et en supposant que pendant les 9 mois nécessaires pour compléter l'année, les ouvriers de la même catégorie ont touché en

Eh bien ! cette égalité de traitement n'est que la consécration d'une iniquité manifeste, conforme peut-être à la lettre de la loi, mais sûrement contraire à son esprit. Car il ne faut pas oublier que le contrat d'assurance est un contrat d'indemnité et non un contrat de spéculation (1); que par suite la victime d'un accident ne doit pas pouvoir obtenir à titre d'indemnité une somme supérieure à l'équivalent du préjudice réellement éprouvé ; et si l'égalité de préjudice appelle l'égalité de pension, là où les préjudices diffèrent les indemnités devraient varier. Or, si la loi au regard de l'ouvrier français ordinaire estime l'équivalent du préjudice aux deux tiers du salaire annuel, c'est justice, car cet ouvrier travaillant habituellement toute l'année sera du chef de l'incapacité qui le frappe privé d'un salaire représentant effectivement douze mois de travail. L'ouvrier musulman qui ne consent habituellement à travailler qu'une partie de l'année pour passer le reste dans une oisiveté qui lui est plus chère que le bien-être, subit du chef de ce même accident un préjudice moindre: il ne sera réellement privé que du salaire correspondant au temps moyen pendant lequel il se résigne à travailler annuellement. Dans l'exemple que nous avons choisi plus haut il ne sera privé que d'un salaire annuel de 450 francs, puisque par hypothèse il ne travaille annuellement que six mois sur douze.

En résumé, l'un est privé d'un gain annuel de 900 francs, et touchera à titre d'indemnité une rente de 600 francs par an. L'autre n'est privé en réalité que d'un gain effectif de 450 francs, il touchera néanmoins à titre d'indemnité une rente de 600 francs. Voilà les résultats de l'extension de la loi de 1898 à un milieu pour lequel elle n'a pas été faite.

On n'assimile pas deux situations différentes sans créer entre elles une nouvelle inégalité, et dans l'espèce l'assimilation se traduirait par un traitement de faveur au profit des musulmans. On ne peut assurer en Algérie l'application littérale de la loi qu'à la condition d'en méconnaître l'esprit, le caractère d'équité. Quand dans l'art. 34 le législateur de

---

moyenne 3 francs de salaire par jour. D'ailleurs une modification quelconque dans les chiffres que nous avons choisis, ne changerait rien au raisonnement.

(1) Nous n'ignorons pas que la loi de 1898 a repoussé le principe de l'assurance obligatoire, et que le projet que nous analysons ne l'admet qu'au cas d'entreprises ou de marchés de travaux publics (art. 11) ; mais si le patron n'est pas légalement tenu de s'assurer, il est de par la loi l'assureur obligé de ses ouvriers et l'État est le garant de sa solvabilité.

1898 disait qu'un règlement d'administration publique déterminerait « les conditions dans lesquelles la loi pourrait être appliquée à l'Algérie », n'avait-il pas compris lui-même qu'extension et adaptation ne sont pas deux termes synonymes ; que l'adaptation implique les modifications commandées par la différence des milieux ? Pour avoir une loi véritablement appropriée au milieu, tenant compte du tempérament, des mœurs et des traditions du peuple auquel elle doit s'appliquer, il conviendrait de réviser celle de 1898 sur deux points essentiels : sur le taux de la transaction forfaitaire d'une part, et d'autre part sur le système d'après lequel se déterminera le salaire annuel destiné à servir de base à la fixation de la rente. Sur le premier point, si l'on veut respecter l'esprit même de la loi de 1898, l'abaissement du taux forfaitaire est commandé par l'aggravation des risques résultant de la mentalité spéciale et de l'inexpérience de l'ouvrier musulman. Sur le second point la révision est commandée par cette considération que les règles de l'art. 10 de cette loi sont basées sur une présomption manifestement fausse en tant qu'on voudrait l'appliquer aux musulmans à savoir : que l'ouvrier travaille ou consent à travailler en principe douze mois par an.

***

Les dispositions de l'art. 2 du projet sont donc bien loin de réaliser en la matière l'adaptation désirable, puisque d'une part elles ne tiennent aucun compte de la mentalité musulmane et que d'autre part elles ne réglementent que très imparfaitement une situation deux fois exceptionnelle : exceptionnelle par la rareté des accidents mortels, exceptionnelle par la rareté des cas de polygamie. Elles donneront tout au plus à la loi à intervenir l'apparence d'un peu de couleur locale. D'ailleurs les auteurs du projet en visant le cas de polygamie n'en circonscrivent pas les conséquences par une règle assez générale. Ils décident bien que la pluralité des veuves laissées par la victime de l'accident n'augmentera pas le taux de la pension fixé par le paragraphe A de l'art. 3 de la loi de 1898, 20 p. 100 du salaire annuel, et que cette pension sera *partagée* également et définitivement entre elles quel que soit leur nombre (1). Mais ils laissent complètement dans

(1) Nous ne reprocherons pas aux auteurs du projet d'avoir omis de régler l'hypothèse inverse, car étant donné les mœurs arabes, la femme sera rarement employée dans une des industries tombant sous le coup de la loi. Mais si l'hypothèse se présentait elle aurait du moins des con-

l'ombre les difficultés sûrement plus épineuses que peut soulever l'existence d'enfants nés de divers lits.

Les droits des enfants de la victime sont réglés par le paragraphe B du même article qui fait varier la quotité de la pension d'une part d'après le nombre des enfants, d'autre part suivant que ces enfants sont orphelins de père *ou* de mère seulement (1), ou orphelins à la fois de père *et* de mère (2). On pourrait multiplier à plaisir les doutes et les difficultés que de ce chef pourra faire naître la polygamie, tant en ce qui concerne la détermination de la quotité de la pension à servir aux enfants qu'en ce qui concerne le mode de répartition entre eux de cette pension. Ne prenons que deux exemples en les réduisant à leur plus simple expression.

La victime de l'accident laisse deux femmes de chacune desquelles elle a eu quatre enfants, au total *huit enfants orphelins de père seulement.* Chaque groupe d'enfants va-t-il pouvoir se réclamer séparément des dispositions du paragraphe B ? Si oui la pension à servir aux enfants sera de deux fois 40 p. 100, c'est-à-dire 80 p. 100 (3) ; et comme les veuves ont droit à 20 p. 100, la rente annuelle sera exactement égale au montant total du salaire, 100 p. 100. Considère-t-on au contraire la diversité des lits comme étant sans influence sur la détermination du taux de la pension, les huit enfants réunis ne pourront alors prétendre qu'à 40 p. 100 du salaire et les difficultés ne pourront plus naître que du chef de la répartition de l'indemnité entre les divers ayants-droit.

Le doute pour nous n'est pas possible : la dernière solution est seule défendable. Certes il y aurait quelque sottise à prétendre que cette solution est commandée par une loi qui

---

séquences curieuses. La loi ne réglementant pas différemment les conséquences de l'accident suivant que la victime en est la femme ou le mari, l'arabe qui vivrait du travail de ses quatre femmes employées dans une industrie et qui aurait la bonne fortune de les voir périr d'accident les une après les autres, toucherait une pension égale à 4 fois le 20 p. 100 du salaire annuel de chacune.

(1) Art. 3. B... « Pour les enfants... *orphelins de père ou de mère*,... la rente à servir sera calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 15 p. 100 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 p. 100 s'il y en a deux, de 35 p. 100 s'il y en a trois, de 40 p. 100 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. »

(2) Art. 3. B... « Pour les enfants... *orphelins de père et de mère*, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. 100 du salaire.

» L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 p. 100 du salaire ni 60 p. 100 dans le second ».

(3) Voir l'avant-dernière note.

n'avait pas à régler les conséquences d'une situation qui ne peut pas se présenter dans un pays monogame. Mais elle trouve du moins un appui indirect dans cette loi qui a entendu fixer une limite maxima au fardeau qui peut grever l'entrepreneur du chef des ayants-cause de la victime ; or si l'on appliquait distributivement le paragraphe B dans l'espèce, non seulement cette limite pourrait être dépassée, mais la rente à servir pourrait être supérieure au salaire lui-même (1). D'autre part cette solution est dans la logique de la conception islamique de la famille. La famille musulmane, en effet, est basée sur la communauté d'origine par les mâles, la polygamie ne saurait en briser l'unité ni en amoindrir l'homogénéité. Donc les enfants nés d'une même souche, c'est-à-dire d'un même père, forment un seul et même groupe homogène, qui doit être traité comme tel, sans préoccupation du point de savoir si le père est monogame ou polygame (2).

Si c'est là une solution certaine, il serait néanmoins opportun et facile de la rendre indiscutable. Opportun si, conformément à la préoccupation du législateur de 1898, on veut diminuer le nombre des procès ou des chicanes ; car en Algérie les donneurs de conseils subversifs ou racoleurs d'affaires sont légions ; d'autre part les arabes sont processifs par tempérament et les premiers servent volontiers d'entraîneurs aux seconds. Facile, car il suffirait de substituer à la rédaction de l'art. 2 du projet, qui ne vise que les femmes sans parler des enfants, une formule plus générale visant la polygamie elle-même avec toutes ses conséquences. On pourrait adopter la formule suivante ou tout autre équivalente : « La polygamie ne peut, en aucun cas, aggraver le taux de la pension tel qu'il est fixé par les paragraphes A et B

---

(1) La loi de 1898 pourrait au besoin fournir dans ce sens un argument d'analogie assez pressant pour être concluant : elle assimile les enfants naturels reconnus avant l'accident aux enfants légitimes ; or, en supposant à ces enfants le même père, ils peuvent néanmoins être nés de mères différentes ; malgré cette diversité d'origine maternelle, les premiers, dès qu'ils auront été reconnus par le père avant l'accident, viendront en concours avec les seconds.

(2) C'est bien en s'inspirant de cette idée que l'art. 2 du projet décide indirectement que le montant de la rente due au conjoint survivant d'après l'art. 3 A de la loi ne varie pas suivant que la victime était monogame ou polygame, qu'il est toujours de 20 p. 100 du salaire, sauf partage égal et définitif entre les veuves si elles sont plusieurs. La solution que nous tenons pour certaine au regard des enfants nés de divers lits n'est donc qu'une application sinon de la lettre au moins de l'esprit manifeste de cette disposition, *mutatis mutandis*.

de l'art 3 de la loi du 9 avril 1898 (1) : la rente fixée par le paragraphe A sera partagée également et définitivement entre les veuves, quel que soit leur nombre ; la rente fixée par le paragraphe B au profit des orphelins de père seulement sera partagée également et définitivement entre les enfants qu'ils soient ou non issus du même lit ».

Reprenons comme second exemple la même espèce, mais en supposant que l'une des deux femmes était morte avant l'accident. Ici la condition des enfants ne sera plus la même, car *les enfants du premier lit sont orphelins de père et de mère, tandis que ceux du second lit seront orphelins de père seulement.* Or les droits respectifs de ces deux catégories d'orphelins, dont le concours dans une même espèce n'a pas été envisagé par le législateur, sont réglés différemment et par des dispositions distinctes. — Nous tenons encore pour certain ici, que chaque groupe d'orphelins ne pourra pas se réclamer séparément des dispositions spéciales qui visent sa condition, sinon les enfants du premier lit auraient droit à 60 p. 100, ceux du second lit à 40 p. 100 et la mère de ces derniers à 20 p. 100, soit au total à 120 p. 100 du salaire annuel de la victime. La solution équitable ne peut être demandée qu'à une combinaison des dispositions en présence de manière à ce que le montant de la pension servie aux enfants des deux lits ne dépasse jamais le maximum de 60 p. 100 fixé par l'art. 3. Mais il est manifeste que la répartition de cette rente ne pourra pas résulter d'un partage égal entre les divers intéressés puisque la loi fait la part plus large aux orphelins de père et mère qu'aux orphelins de père seulement. D'autre part le système suivant lequel devra s'opérer la réduction des droits de chacun, pour donner satisfaction aux deux conditions que nous venons de signaler, soulève des difficultés qui embarrasseraient un mathématicien, à plus forte raison un juge (2).

---

(1) Cette formule générale ne laisserait aucun doute sur l'esprit dont s'inspire la loi en la matière.

(2) Nous n'analysons ici que les particularités propres au milieu et c'est pour cela que nous ne nous occupons que de la polygamie. Mais il est bon d'observer que si la polygamie peut rendre plus fréquente, presque ordinaire, la situation que nous envisageons, cette même situation peut se présenter également en France : elle résulterait alors d'un convol en secondes noces antérieur à l'accident. Si des enfants étaient nés tant du premier que du second lit, en supposant la seconde femme survivante, nous aurions alors en concours des enfants orphelins de père et de mère (ceux du premier lit) et des enfants orphelins de père seulement (ceux du second lit). Mais ce coucours n'a pas été prévu par la loi.

Enfin une solution législative serait d'autant plus opportune que malgré la réduction dont nous venons de parler, la combinaison des paragraphes A et B de l'art. 3 peut porter au taux exorbitant de 80 p. 100 du salaire la rente qui pèsera sur l'entrepreneur. Or il est manifeste que dans la pensée du législateur de 1898 le montant total de la rente due au cas d'accident mortel ne devait jamais dépasser 60 p. 100. Ce 60 p. 100 il l'attribue aux enfants quand ceux-ci sont orphelins à la fois de père et de mère, estimant qu'en pareil cas ces enfants n'auront jamais à subir le concours du conjoint survivant. Il a réduit au contraire le droit des enfants à 40 p. 100, quand ceux-ci ne sont orphelins que de père ou de mère, de manière à ce que cette part augmentée de celle revenant au conjoint survivant (20 p. 100) ne mette jamais à la charge de l'entrepreneur une pension supérieure à 60 p. 100 du salaire annuel. Il est donc évident que le concours inattendu d'orphelins des deux catégories vient troubler les prévisions et fausser les calculs.

A ces complications imprévues on peut trouver une solution à la fois élégante et simple, qui, tout en faisant droit à la préoccupation du législateur de limiter le poids du fardeau imposé au patron, est conforme à son désir de faire la part un peu plus large aux enfants orphelins de père et de mère. Cette solution consisterait à calculer sur les mêmes bases les droits des enfants du premier comme du second lit, sans que le montant total de ces droits pût excéder 40 p. 100 ; mais à admettre ensuite les enfants du premier lit à bénéficier de la part qui serait revenue à leur mère si celle-ci eût été vivante encore au moment de l'accident. C'est dire que cette mère prédécédée devrait être admise concurremment avec les veuves au partage égal prévu par l'art. 2 du projet, ses enfants par une sorte de représentation étant appelés à bénéficier de sa part. Cette combinaison adapterait dans la mesure du possible la loi à une hypothèse qu'elle n'a pas réglée, car si cette combinaison semble contraire au premier abord à la lettre de la loi elle est conforme à son esprit. Elle ramène d'abord invariablement dans les limites fixées par le législateur le montant maximum de la rente due par l'entrepreneur. D'autre part, si d'après la loi les enfants orphelins de père seulement ne peuvent prétendre au maximum qu'à 40 p. 100, c'est parce que le conjoint survivant a droit lui-même à une rente viagère de 20 p. 100. Si au contraire ce maximum est porté à 60 p. 100 au profit des orphelins, c'est parce qu'ils n'ont pas de concours à subir. N'est-il pas manifeste que l'écart entre les deux maxima, 20 p. 100, représente la part à laquelle le conjoint

eût pu prétendre s'il eût été vivant encore au moment de l'accident ; le législateur en fait bénéficier les enfants en élargissant la part qui leur fût revenue s'ils n'eussent été orphelins que de père. Or notre combinaison ne conduit pas à d'autre résultat, en même temps qu'elle réduit à sa plus simple expression le problème de la détermination des droits respectifs des divers intéressés.

Cette combinaison pourrait, législativement, être traduite à peu près dans les termes suivants : « En cas de concours entre les enfants de deux ou plusieurs lits, les uns orphelins de père et de mère, les autres orphelins de père seulement, tous seront traités comme orphelins de père seulement et la rente à leur servir calculée sur les bases de l'alinéa premier, paragraphe B, ne pourra jamais dépasser 40 p. 100 du salaire. Mais d'autre part les orphelins de père et de mère viendront, par représentation de leur mère prédécédée, en concours avec la ou les veuves dans le partage de la rente prévue par l'art. 3 A au profit du conjoint survivant (1) ». Dans l'espèce que nous avons précédemment prise comme exemple, l'application de cette disposition donnerait les résultats que voici : la part revenant directement aux enfants serait de 40 p. 100, à répartir également entre eux sans distinction entre ceux du premier ou du second lit. Quant à la rente de 20 p. 100, au lieu d'être attribuée en totalité à la mère survivante des enfants du second lit, elle serait partagée par égale part entre elle et les enfants du premier lit venant ici par représentation de leur mère prédécédée.

En résumé, et sous réserve des très insuffisantes dispositions de l'art. 2, les auteurs du projet ne faisant entrer en ligne de compte ni les moindres besoins des musulmans, ni l'intermittence regrettable de leur coopération ouvrière, ni le coefficient de risque qu'élève leur mentalité spéciale, admettent que la différence des milieux n'exclut pas l'égalité de traitement. Qu'ils ne se soient pas rendu compte que la loi, *non pas dans son principe mais dans sa teneur*, s'adapte fort mal au milieu dans lequel elle est appelée à fonctionner, nous n'oserions le leur reprocher sans faire à leur perspicacité une injure imméritée ; mais en secret ils se disent : on s'y habituera. Et si la loi s'adapte mal au milieu, peut-être le milieu

---

(1) Il serait même opportun d'élargir les termes de cette disposition de manière à la rendre applicable sans discussion possible au cas où cette situation, au lieu de résulter de la polygamie, résulte de deux mariages successifs, d'un convol en secondes noces, alors qu'il existe des enfants du premier lit.

s'adaptera-t-il à la loi ! Et qu'importe au surplus la ruine de tel industriel ou de tel commerçant ; le malheur des uns fera le bonheur des autres, et l'installation d'un successeur se fera dans des conditions plus favorables : le Roy est mort, vive le Roy !

c) Main-d'œuvre étrangère

Les dispositions de la loi du 9 avril 1898 spéciales aux étrangers sont au contraire profondément modifiées dans leur application à l'Algérie, et les modifications dont il nous reste à parler ne visent plus seulement les cas d'accidents mortels, mais ont une portée générale.

Les étrangers et leurs ayants-cause peuvent se réclamer du bénéfice de la loi, sous la double réserve formulée par les deux derniers alinéas de l'art. 3, dans les termes suivants : « Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée. — Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si au moment de l'accident ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

D'après l'art. 3 du projet, ces dispositions seraient remplacées par les suivantes :

« En cas d'accident mortel survenu à un ouvrier étranger, européen ou non, le chef d'entreprise sera débiteur envers le fonds de garantie... d'une somme égale à cinq fois le salaire annuel de la victime... (1), payables en dix annuités égales. — Si la victime laisse des représentants sur le territoire français, cette somme sera réduite du capital constitutif des rentes dues à ses représentants, calculé au jour du décès d'après le tarif visé à l'article 28 de la loi du 9 avril 1898.

---

(1) Le texte ajoute : « Jusqu'à ce que des statistiques recueillies par le gouverneur général de l'Algérie permettent d'établir exactement la charge moyenne résultant du décès des ouvriers français. » La somme fixée ci-dessus n'a donc quant à son montant qu'un caractère provisoire. Mais l'expérience démontre qu'en France le provisoire est tenace, et au surplus l'attente des statistiques promises ou espérées sera sûrement longue, très longue. En tout cas ce qui ressort de cette réserve c'est que les auteurs du projet se proposent de mesurer les conséquences pécuniaires de l'accident survenu à un étranger aux conséquences qu'aurait ce même accident s'il était survenu à un français. Étant donné cette préoccupation, la formule de l'art. 3 est trop compréhensive, embrassant même le cas où la victime ne laisse aucun ayant droit, en France ou à l'étranger.

» Pour les ouvriers étrangers victimes d'accidents entraînant une incapacité permanente qui cesseraient de résider sur le territoire français ou pour les ayants droit étrangers de victimes d'accidents mortels qui se trouveraient dans le même cas, le chef d'entreprise après paiement à l'intéressé d'un capital égal à trois fois la rente allouée devra, à compter de la quatrième année qui suivra le départ de la victime ou des ayants droit étrangers, verser aux curateurs aux successions vacantes, pour le compte du fonds de garantie, des annuités égales à la rente, pendant le temps nécessaire pour représenter la valeur, y compris les intérêts d'amortissement, de son capital constitutif calculé à l'âge du titulaire au moment de son départ majoré de trois années, et d'après le tarif visé à l'art. 28 de la loi du 9 avril 1898.

» Les dispositions des alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traités, dans les limites des indemnités prévues à l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 et à l'art 2 ci-dessus pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. »

Envisageons successivement pour en comparer les conséquences financières les deux hypothèses réglementées par ces textes, celles d'un accident entraînant une incapacité permanente et celle d'un accident mortel.

Première hypothèse : *Accident entraînant incapacité permanente.* — D'après la loi de 1898 l'ouvrier étranger ne peut prétendre à la rente que lui reconnaît l'art. 3 qu'autant qu'après l'accident il continue à résider sur le territoire français. S'il quitte ce territoire, son droit se résout en une indemnité fixe dont le montant est égal à trois annuités. — Dans cette même hypothèse, d'après l'art. 3 du projet, le droit de l'étranger n'est pas modifié ; la victime n'est traitée ni mieux ni plus mal, mais les obligations de l'industriel ou de l'assureur, cessant d'être mesurées aux droits de l'ouvrier, sont singulièrement aggravées ; au lieu d'être libéré dans l'avenir par le paiement de trois annuités, il change simplement de créancier et demeure débiteur envers le fonds de garantie d'annuités égales à la rente pendant le temps nécessaire pour représenter la valeur de son capital constitutif, calculé à l'âge du titulaire au moment de son départ majoré de trois années.

Traduisons en chiffres ces différences pour les rendre plus sensibles. Un ouvrier âgé de 40 ans et touchant un salaire de 1.200 francs par an aurait, en cas d'incapacité totale et permanente, droit à une rente annuelle de 800 francs. S'il quitte le territoire français, son droit se résout en une indemnité

totale et définitive de 2.400 francs. D'après le projet, le patron algérien sera débiteur de cette même somme de 2.400 francs représentative des trois premiéres annuités, mais au lieu d'être libéré, il reste débiteur envers le fonds de garantie d'environ quatorze annuités de 800 francs représentant une somme de 11.200 francs (1). Par conséquent, le même accident qui grèvera le budget de l'industriel français d'une somme de 2.400 francs, le grèvera en Algérie d'une somme de 13.600 francs (2). Un industriel danois ou italien, dans son propre pays, s'en tirerait à meilleur marché, même quand la victime serait un national. Le même accident coûterait au premier 6.662 francs et au second 6.000 francs (3).

Deuxième hypothèse : *Accident mortel.* — Les conséquences financières d'un accident mortel sont réglées par les paragraphes A, B et C de l'art. 3, combinés avec les dispositions finales reproduites ci devant. Pour bien mettre en relief l'aggravation des charges résultant des dispositions nouvelles, distinguons deux cas :

1° La victime ne laisse aucun représentant, ou si des représentants existent, ils ne résident pas sur le territoire français au moment de l'accident. D'après la loi, aucune indemnité n'est due. D'après le projet, l'entrepreneur sera débiteur envers le fonds de garantie d'une somme égale à cinq fois le montant du salaire annuel, soit 6.000 francs dans l'espèce, payables en dix annuités. Rien ne met mieux en relief l'ostracisme du projet contre l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, à tel point qu'il est permis de se demander si ses auteurs ont bien entrevu et voulu cette conséquence cependant certaine de la formule trop générale dont ils se servent, particulièrement quand il n'existe aucun représentant ni en France, ni à l'étranger (4). Alors l'aggravation a presque l'odieux

---

(1-2) Nous arrondissons les chiffres pour la commodité de la discussion. La chambre de commerce et le syndicat commercial d'Alger, en prenant pour base un salaire de 4 francs, constatent que là où l'industriel français aurait à payer 2.796 francs, l'industriel algérien paiera 16.235 fr. (voir *Journal Général*, séance de la chambre syndicale du 4 décembre 1906).

(3) La comparaison, dans notre cas, est facile parce que ces deux législations allouent à la victime un capital fixe et non une rente : la législation italienne, cinq fois le montant du salaire ; la législation danoise, six fois, mais sans que la somme puisse jamais dépasser 6.662 francs. Et encore c'est le droit des nationaux qui est ainsi limité.

(4) Quand il existe des représentants, on peut à la rigueur raisonner ainsi, bien que nous ne goûtions guère un raisonnement qui conduit à reconnaître l'existence d'un dommage pour en refuser la réparation à ceux qui le subissent : la résidence à l'étranger des représentants de la

d'une mesure à la fois pénale et fiscale. Le crime que l'on punit c'est l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, et l'idée de réparation d'un préjudice ne pouvant plus être invoquée, le seul titre dont puisse se prévaloir le fonds de garantie c'est la nationalité de la victime. L'accident cesse, en effet, de fournir une justification à la lourde obligation mise à la charge de l'industriel, puisque *aucune indemnité quelconque ne serait due à n'importe qui* si la victime était un français au lieu d'être un étranger.

2° La victime laisse des représentants résidant sur le territoire français. Tant qu'ils résideront en France, et comme s'il étaient français, ils auront droit à la rente prévue à l'art. 3, mais la loi de 1898 ne tranche pas le point de savoir si leur exode après l'accident aura pour conséquence, dans l'avenir, de résoudre leur droit en une indemnité fixe et définitive égale à trois annuités.

D'après le projet, au cas où les représentants étrangers résident sur notre territoire le créancier qui apparaît au premier plan c'est encore le fonds de garantie. L'industriel est débiteur envers lui comme dans les précédentes hypothèses d'une somme égale à cinq fois le montant du salaire, mais cette somme sera réduite du capital constitutif des rentes dues à ces représentants calculé au jour du décès de la victime. Si ce capital est égal ou supérieur à cinq fois le montant du salaire, le fonds de garantie ne touchera rien, mais s'il lui est inférieur le fonds touchera la différence. Notons qu'ici encore *la perception de cette différence* donne à l'aggravation des charges l'odieux d'une mesure fiscale basée sur la seule nationalité de la victime, car si cet employé eût été français l'indemnité due se mesurerait exactement au préjudice causé. Que l'entrepreneur ne trouve pas un avantage à l'emploi de la main-d'œuvre étrangére, et que le même traitement lui soit infligé que s'il employait des français, cela peut se défendre à la rigueur, mais qu'on lui inflige un traitement plus sévère cela ne se conçoit guère et c'est cependant le cas puisque dans toutes les hypothèses où le préjudice causé sera de cinq fois le salaire annuel, il sera quand même débiteur de cette somme qui est pour lui un minimum.

D'autre part, touchant le doute que laissait subsister la loi de 1898, le projet tient pour certain qu'*au regard des titulaires*

---

victime n'empêche pas l'accident d'être dommageable, donc la responsabilité de l'industriel est engagée pécuniairement. Le fonds de garantie se substitue ici aux représentants étrangers, mais en tarifant arbitrairement ses prétentions.

de la rente l'exode des représentants étrangers a les mêmes conséquences que l'exode de la victime frappée d'une incapacité permanente, et que par suite leur droit dans l'avenir se réduit à une indemnité fixe et définitive dont le montant est égal à trois annuités. Mais *au regard du fonds de garantie*, l'assimilation subsiste-t-elle? Si oui, la situation sera la suivante : l'exode de la victime frappée d'une incapacité permanente a pour conséquence certaine d'après le troisième alinéa de rendre le fonds de garantie créancier des annuités que l'intéressé cessera de percevoir (1); de même l'exode des représentants de la victime au cas d'accident mortel aura pour résultat de rendre le fonds de garantie créancier des annuités auxquelles ces représentants ne pourront plus prétendre (2). C'est la solution la moins incorrecte et celle aussi que commande dans sa teneur actuelle le projet que nous analysons, puisque c'est par une seule et même disposition qu'il règle les conséquences de l'exode des uns et des autres. Malheureusement cette solution simple quand il s'agit de l'exode de la victime, parce que les droits du fonds de garantie ne prennent naissance qu'autant et que dans la mesure où cessent ceux de la victime, constitue un véritable rébus quand il s'agit de l'exode des représentants. La difficulté vient de ce quel'administration entend spéculer aussi bien sur la résidence en France des ayants cause de la victime que sur leur retour dans leur patrie. Continuent-ils à résider en France? le fonds de garantie, par application de l'alinéa 2, demandera à percevoir la différence entre les deux sommes dont nous avons parlé plus haut! Abandonnent-ils le territoire? le fonds de garantie demandera par application de l'alinéa 3 à recueillir le bénéfice des annuités qu'ils cesseront de percevoir! Or au moment où se produit l'accident il est impossible de dire s'il y a lieu d'appliquer l'une ou l'autre de ces deux dispositions, puisque l'une est exclusive d'un exode qui pourra toujours se produire, tandis que l'autre implique un exode qui pourra ne jamais avoir lieu. Chacune de ces dispositions est formelle et cependant chacune tient en suspens l'application de l'autre, de telle sorte que *pendente conditione* l'entrepreneur et le fonds de garantie pourront discuter longuement ayant dans

---

(1, 2) La formule dont nous nous servons est commode sans cesser d'être exacte; il suffit de remarquer que le nombre des annuités au cas d'exode au lieu d'être exactement mesuré à la vie du premier titulaire, est déterminé à l'avance d'après un calcul de probabilités basé sur l'âge du titulaire au moment de son départ en augmentant cet âge de 3 ans. S'il part à 40 ans, le calcul se fera en lui fixant 43 ans.

leurs prétentions rivales tous les deux tort et tous les deux raison. — Sans la surprenante préoccupation des auteurs du projet de ne jamais souffrir que les charges grevant l'industriel puissent être inférieures à cinq fois le montant du salaire annuel, la difficulté eût été évitée et la solution d'une correction moins discutable : il eût suffi de décider qu'au cas où la victime laisserait des représentants résidant sur le territoire français le fonds de garantie ne peut élever aucune prétention, que ces prétentions ne peuvent se faire jour qu'en cas d'exode, dans la mesure fixée par l'alinéa 3.

En résumé, si l'on compare au point de vue des conséquences financières, concernant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, les dispositions de la loi et celles du projet, on constate sans peine que ces dernières impliquent une lourde, très lourde aggravation des charges qu'aura à supporter l'industriel. Cette aggravation s'accuse par un double côté, dont un particulièrement odieux. Aggravation en ce sens que l'exode, qui d'après la loi libère le patron dans la mesure que nous savons, ne le libèrera pas d'après le projet puisque le fonds de garantie a droit aux annuités dont le bénéfice est perdu pour le titulaire de la rente. Aggravation en ce sens que le projet ne rétablit pas mais qu'il renverse l'équilibre que l'on pourrait reprocher au législateur de 1898 d'avoir rompu en accordant indirectement une prime à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère moins grave de conséquences en cas d'accident. Le projet renverse l'équilibre puisque l'emploi de la main-d'œuvre étrangère menace l'employeur de conséquences que ne saurait avoir l'emploi d'une main-d'œuvre française dans certains cas, ou qu'elle aurait à un moindre degré dans d'autres cas.

Si après avoir enregistré les résultats des modifications profondes que le projet fait subir à la loi de 1898, nous cherchons à en découvrir les causes explicatives, force nous est de distinguer entre les motifs apparents et les raisons secrètes mais véritables.

Les motifs apparents, les auteurs du projet nous les fournissent : « A l'heure actuelle la main-d'œuvre étrangère a sur la main-d'œuvre française une prépondérance numérique écrasante (1) ; dès lors l'application pure et simple en Algérie

(1) C'est là une affirmation tranchante dont l'autorité pourrait être singulièrement rehaussée par une statistique consciencieuse. Nous avons d'autant moins l'intention de la contester que nous la tenons pour fondée, mais nous serions obligé de la nier si nous avions foi dans les documents qu'a bien voulu nous communiquer (avec de très prudentes réserves d'ailleurs) le bureau chargé de la statistique. Ces documents accu-

des dispositions de la loi de 1898 aurait pour résultat d'inciter encore davantage les employeurs à occuper de préférence des ouvriers étrangers. » Il suffit en effet de se reporter aux explications que nous avons fournies précédemment, pour constater que d'après la loi les conséquences financières d'un accident sont moindres, ou peuvent être moindres, quand la victime est étrangère (1). Or, si l'assureur court des risques moindres il lui sera possible de consentir une réduction des primes qu'il exigerait pour l'assurance d'un ouvrier français (2). Ainsi deux raisons pour une solliciteraient l'emploi de la main-d'œuvre étrangère : un salaire généralement inférieur à celui qu'exige l'ouvrier français, et une prime d'assurance moins élevée pour l'industriel qui ne veut pas être son propre assureur.

Les intentions avouées sont donc excellentes, et les dispositions du projet, empreintes apparemment d'un xénophobisme peu recommandable, n'ont d'autre but que de protéger

---

sent au contraire une prépondérance manifeste de la main-d'œuvre française : 30.350 ouvriers français, contre 18.260 ouvriers étrangers. Ces chiffres ne visent, il est vrai que les ouvriers de l'industrie (extractive, manufacturière, des transports, du bâtiment...) et non ceux du commerce, mais la statistique des ouvriers du commerce serait loin de contrarier les conclusions qu'autoriseraient les chiffres précédents ; elle ne pourrait qu'accuser encore la prépondérance de l'élément français, les juifs fournissant ici un appoint qu'ils ne donnent ni à l'industrie ni à l'agriculture. Pour la population ouvrière agricole, les mêmes documents accusent 38.128 ouvriers français contre 43.682 ouvriers étrangers, mais provisoirement l'agriculture n'est pas en jeu.

(1) S'agit-il d'une incapacité permanente, l'exode de la victime libère le patron dans l'avenir moyennant paiement de trois annuités.

S'agit-il d'un accident mortel, aucune indemnité n'est due si les représentants n'habitent pas le territoire français ; et la rente cesse de leur être due après départ sauf versement à ce moment d'un capital égal à trois annuités.

(2) Notons dès maintenant que cet argument n'a pas la valeur que lui veulent prêter ceux qui le mettent en avant. Il tendrait même plutôt à démontrer que la justification est boiteuse. Car au moment où le contrat d'assurance intervient l'assureur ignore si l'exode de la victime, ou de ses représentants après l'accident l'exonèrera ou non et dans quelle mesure, puisqu'il ignore si cet exode se produira ou non. Au jour du contrat il calculera nécessairement les charges éventuelles de l'accident comme si la victime ou ses représentants devaient résider ou continuer à résider sur le territoire français. La réduction sur laquelle, dit-on, va spéculer l'industriel en employant la main-d'œuvre étrangère, est donc quantité négligeable, et s'il n'a d'autre avantage que celui-là nous doutons fort qu'il soit assez séduisant pour déterminer ses préférences.

la main-d'œuvre française, en enlevant à l'industriel l'intérêt qu'il pourrait avoir à accuser des préférences pour la main-d'œuvre étrangère, dont la concurrence n'est déjà que trop redoutable.

Si nous qualifions de prétextes les raisons alléguées, si nous les considérons comme simplement destinées à voiler la réalité du but poursuivi, c'est que nous sommes convaincu que les inspirateurs de ces dispositions ne se font pas plus d'illusion que nous sur l'opportunité et l'efficacité des mesures qu'ils proposent et qui, au point de vue de la concurrence, menacent d'avoir des conséquences diamétralement contraires à celles que l'on fait miroiter.

La concurrence que l'on redoute ou que l'on regrette tient à d'autres causes que celles que l'on signale, et que le législateur ne saurait avoir la prétention de supprimer par un article de loi. Elle tient à des difficultés matérielles et à des conditions de vie qui rebutent l'ouvrier français sans décourager l'ouvrier étranger ; à l'isolement auquel est condamné l'ouvrier en dehors des grands centres du littoral ; à un climat que les marocains, les espagnols ou les italiens subissent facilement alors que ce même climat condamne les français à se cantonner dans les emplois de surveillance et de contrôle ; enfin au taux des salaires, insuffisamment rémunérateur pour des ouvriers français, mais dont se contente l'ouvrier étranger. Or, à ce dernier point de vue, les mesures édictées par le projet sont de nature, en provoquant encore un abaissement du taux des salaires, à aggraver l'une des causes d'exclusion de la main-d'œuvre française.

D'ailleurs l'industriel en Algérie fait appel à la main-d'œuvre étrangère ou l'accueille et dans une large mesure. Mais est-ce par préférence à la main-d'œuvre française ? Non, c'est très généralement à défaut de la main-d'œuvre française. Certes, jusqu'à ce jour ce ne sont pas les traitements de faveur accordés aux étrangers qui ont faussé la balance à leur profit et provoqué cette concurrence à laquelle on redoute de voir prendre des proportions plus grandes, ce sont leurs moindres besoins, leur plus grande endurance, leurs exigences plus limitées. Il faut l'avouer franchement et mettre dans cet aveu plus de reconnaissance que de regret : les étrangers de race latine et particulièrement les espagnols et les italiens ont rendu à l'Algérie des services signalés ; et s'ils n'avaient apporté le concours de leur activité aux trop rares ouvriers venus de France, notre belle colonie serait loin, bien loin d'avoir acquis au point de vue industriel, commercial et agricole ce développement qui a fait l'admiration de

tous ceux qui l'ont visitée et qui est une promesse pleine d'avenir.

Concluons donc que le remède que l'on apporte n'est pas approprié au mal que l'on signale. Si la main-d'œuvre française est si clairsemée en Algérie cela tient en partie à ce que les salaires y sont insuffisamment rémunérateurs pour des ouvriers qui trouvent en France des conditions de vie qui ne pourront jamais leur être faites dans la colonie. Il faut être vraiment naïf pour croire que l'aggravation des charges que l'on menace de faire peser sur l'industriel entraînera un relèvement et non un abaissement de ces salaires.

Mais ces mesures impuissantes, néfastes même, en tant que mesures protectrices de la main-d'œuvre française, peuvent devenir très efficaces en tant que moyens détournés d'alimenter et d'alimenter largement le fonds de garantie. Et si l'administration tient à ces mesures, c'est que ce résultat la préoccupe en réalité beaucoup plus que le but apparent qu'elle déclare vouloir atteindre : c'est du nationalisme de mauvais aloi. Mais alors ces mesures révèlent chez l'administration des préoccupations qui justifient les inquiétudes dont nous parlions au début de cette étude; elles tendent à démontrer que l'industrie algérienne sera souvent au-dessous des obligations qu'on lui impose, que par suite les victimes d'accidents seront fréquemment amenées à faire appel à la garantie de la colonie. Que cette prévision ait hanté l'esprit des auteurs du projet, nous le comprenons fort bien ; que par suite ils aient songé aux moyens pratiques de ne pas rendre cette garantie trop onéreuse, nous y souscrivons encore. Ce que nous comprenons moins bien c'est que, pour parer à des éventualités justement redoutées, ils n'aient pas découvert d'autre combinaison que celle qui consiste à faire payer les frais éventuels de cette garantie par les industriels qui emploient la main-d'œuvre étrangère, dans un pays où cette main-d'œuvre n'est pas seulement un concours précieux, mais indispensable. Nous trouverions moins discutable la solution qui consisterait à augmenter les contributions prévues par l'art. 25 de la loi du 9 avril 1898, ou même celle qui consisterait à déclarer l'assurance obligatoire pour tous les industriels algériens tombant sous le coup de la loi.

D'ailleurs le fonds de garantie peut-il même spéculer en toute tranquillité sur les ressources complémentaires que lui fournit l'art. 6 du projet, du chef de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère ? C'est fort aléatoire en présence de l'alinéa final de l'art. 3, aux termes duquel : « Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par

traités dans la limite des indemnités prévues à l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898 et à l'art. 2 ci-dessus pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents (1). »

Les deux principales puissances intéressées en Algérie sont l'Espagne et l'Italie, et à l'heure actuelle il existe une convention franco-italienne relative à la matière, convention à laquelle des modifications imminentes vont être apportées. Ou l'Espagne entrera dans la même voie et alors les espérances du fonds de garantie crouleront en grande partie ; ou la condition des ouvriers espagnols sera régie par les dispositions que nous avons précédemment analysées, et les inconvénients que nous avons signalés seront en quelque sorte géographiquement circonscrits dans la province d'Oran, car c'est là seulement que se rencontre la main-d'œuvre espagnole ; on peut même dire que c'est à cette main-d'œuvre que l'ouest algérien doit sa prospérité. Si les modifications projetées à la loi du 9 avril 1898 ne doivent pas avoir d'autres résultats que de créer une pareille inégalité entre les entrepreneurs du centre, de l'est et de l'ouest, ces résultats sont bien maigres.

Nous n'ignorons pas, car nous avons eu l'occasion d'en visiter les principaux centres miniers, que dans l'extrême-ouest algérien le Maroc fournit un appoint appréciable à la main-d'œuvre industrielle. Sans vouloir discuter à cet égard les conséquences du projet, nous estimons qu'à l'heure actuelle un gouvernement prévoyant, qui ne se laisserait pas hypnotiser par l'idée de faire aux ouvriers français plus large une place qu'ils ne viendront pas occuper, serait heureux de ce concours et ne verrait pas d'inconvénient à le laisser se développer.

J. THOMAS,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

---

(1) La rédaction de cet alinéa laisse d'ailleurs à désirer, paraissant confondre la réciprocité diplomatique avec la réciprocité légale ou dérivant de la loi, faisant au début allusion à la première, à la fin allusion à la seconde. La partie finale, « pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents », est la formule de la réciprocité législative, et c'est la réciprocité diplomatique que vise la première partie.

BIBLIOGRAPHIE

LE COMMERCE ALGÉRIEN (RAPPORTS AVEC LA FRANCE ET L'ÉTRANGER), par P. DELORME, sous-chef du bureau du commerce et de l'industrie au gouvernement général de l'Algérie. — 2 vol. in-8°, VII-491 et 463-LXIV p. Alger, Imprimerie Algérienne, 1906.

L'exposition coloniale de Marseille a été l'occasion, pour le gouvernement général de l'Algérie, de faire faire et de publier, sur les sujets les plus divers intéressant l'Algérie, des monographies dont quelques-unes, et non les moindres, ont paru alors que l'exposition avait déjà fermé ses portes. De ce retard on s'est facilement consolé à la pensée que ces travaux rendent plus de services dans une bibliothèque, à la disposition des travailleurs, que sur les tables du palais de l'Algérie où les badauds ne les auraient point consultés.

Le Commerce algérien, de M. P. Delorme, ne comporte pas moins de deux forts et compacts volumes. Si étendu est le champ de son étude que nous avons peine à donner une idée de la somme énorme de matières qui s'y trouve accumulée.

Le tome I[er] traite des vins, des céréales, des bêtes de somme et du bétail, de l'huile d'olive et des textiles. Pour chacun de ces produits ou groupes de produits, l'auteur suit le même ordre d'exposition : conditions de la production et du commerce en Algérie en France et dans le monde.

Les vins constitnent une des principales productions de l'agriculture algérienne : ils tiennent la première place à l'exportation. A la crise actuelle, crise de surproduction plus encore que de mévente, l'auteur voit comme remède le développement de la consommation de vin, la répression de la fraude du sucrage, l'association coopérative des producteurs pour la vente.

La culture des céréales, quelle soit son importance, ne peut être rémunératrice que si elle est extensive : on ne peut donc comparer les rendements algériens à ceux du nord de la France, de l'Angleterre ou du Danemark. Les statistiques révèlent en Algérie un rendement de 5 quintaux par hectare pour les blés cultivés par les indigènes, de 8 ou 9 pour ceux des européens.

A propos des bêtes de somme et du bétail, M. Delorme malmène quelque peu un économiste coupable d'avoir constaté la diminution sensible subie par le cheptel ovin. Sans fournir la démonstration contraire, il répond — remarque consolante — que la diminution du troupeau de moutons n'est pas un signe de décadence agricole, bien au contraire.

Les autres produits étudiés à la fin de ce premier volume sont de moindre importance. L'huile d'olive n'est même pas produite en quantité suffisante pour la consommation locale. L'auteur fournit d'intéressants renseignements sur les textiles : il nous permettra de douter que le cotonnier puisse remunérer son planteur en Algérie, autant du moins que les cours n'auront pas subi une forte hausse.

Dans le tome II, l'auteur poursuit son étude des principaux produits algériens : produits forestiers, au premier rang desquels vient le liège, dont la récolte, grâce aux démasclages opérés dans les forêts de l'Etat, a rapidement progressé dans ces dix dernières années ; fruits et primeurs, dont la culture n'a pas atteint la perfection désirable et qui ont peine à concurrencer sur les grands marchés français les produits du Comtat, de la Provence ou d'Espagne ; les tabacs, qui, sous le régime de la liberté de la culture et de la fabrication, constituaient un élément de richesse appréciable, avant que les délégations financières ne les frappassent d'un impôt ; les minerais et phosphates, dont l'exportation irrégulière ne permet pas de constater si le rendement des mines d'Algérie est ou non en voie d'accroissement.

La seconde partie du volume traite enfin du commerce dans son ensemble : statistiques des principaux articles d'importation et d'exportation, chiffres des échanges de l'Algérie tant avec la France qu'avec les pays étrangers, trafic des principaux ports. En manière de conclusion, M. Delorme met en relief le développement du commerce algérien ; et il termine en appelant de ses vœux des monographies qui reprendraient et préciseraient les nombreux sujets qu'il a abordés.

Le grand mérite de ce très consciencieux travail est de fournir statistiques et documents relatifs non seulement à l'Algérie, mais à la France et aussi aux autres pays producteurs ou consommateurs de produits similaires aux produits algériens. Tous ceux qu'intéressent les questions économiques y puiseront fréquemment.

M. Delorme sait trop en quelle estime nous tenons ses travaux pour ne pas nous permettre quelques légères critiques. Il nous semble qu'il aurait pu utilement faire un plus fréquent usage de la méthode graphique : des courbes permettent, mieux que des tableaux d'une lecture difficile, de saisir les mouvements de la production et du commerce. Et surtout nous aurions aimé, sur bien des questions, et non des moindres, trouver l'opinion de l'auteur formulée d'une façon plus nette.

Le plus grave reproche que nous adressions à cette œuvre est donc d'être trop officielle.

Émile LARCHER.

ESSAI DE CODIFICATION

DU DROIT MUSULMAN ALGÉRIEN (1)

Art. 351. — *Le père qui fait de ses droits un abus coupable peut être, par une décision judiciaire, déchu de la puissance paternelle* (Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 449 ; Perreimond, *op. cit.*, p. 168).

NOTE 515. — *a)* Cette déchéance peut être prononcée pour cause d'altération des facultés intellectuelles, de dilapidation des biens du mineur, d'inconduite, d'abus coupable du droit de correction, etc. — Clavel, I, 449.

b) La loi du 24 juillet 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle, que son article 26 déclare applicable à l'Algérie, l'est-elle aux indigènes musulmans non naturalisés, et le ministère public peut-il intenter, devant la chambre du conseil du tribunal civil, contre un père musulman, une action en déchéance pour inconduite notoire et scandaleuse, mauvais traitements, etc. ? Nous ne le pensons pas. Il n'est pas douteux, en effet, que nous nous trouvons ici en matière de statut personnel : par conséquent, en principe, la loi musulmane est seule applicable. Sans doute, il y a lieu de tenir compte que la loi du 24 juillet 1889 touche à la morale et à l'ordre publics, et, à ce titre, nous sommes d'avis qu'il conviendrait de faire fléchir le principe que nous venons de rappeler si le droit musulman ne présentait aucune institution similaire et livrait l'enfant sans défense à l'arbitraire ou aux mauvais traitements du père : mais il n'en est pas ainsi, et la loi islamique admet une procédure de déchéance de la puissance paternelle que consacre notre art. 351 et qui sauvegarde suffisamment les intérêts de l'enfant. Le ministère public exercera son action, le cas échéant, en signalant aux cadis les parents indignes et en veillant à ce que la

(1) V. *Rev. Alg.*, 1903, 1, 50, 179 et 265 ; 1904, 12, 25, 73, 105, 113, 199 et 233; 1905, 9, 39, 57, 92, 151, 161 et 187; 1906, 25, 46, 59, 107 et 133; 1907, 11, 25.

déchéance soit prononcée. — En ce sens : consultation publiée dans le *Journal des tribunaux algériens* du 1er mars 1899, et Perreimond, *op. cit.*, p. 167 et suiv.

Art. 352. — *Au décès du père, la puissance paternelle passe au tuteur testamentaire, s'il en a désigné un* (Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 186 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 441, Mercier, *La condition de la femme musulmane*, p. 44 ; Code hanafite égyptien, art. 434).

NOTE 516. — *a)* Sous le bénéfice de cette observation que le tuteur testamentaire n'exerce le droit de djebr que s'il lui a été expressément délégué. (V. *suprà*, art. 77).

b) Voir ci-après, sous les articles 380 et suivants, les règles de la tutelle testamentaire.

c) A défaut de tuteur testamentaire, ou après lui, la puissance paternelle s'éteint, et il ne subsiste plus que la tutelle proprement dite.

Art 353. — *La mère, outre le droit de contrainte matrimoniale qui lui appartient dans les termes de l'article 80 ci-dessus, a la faculté d'opposer son veto quand le père veut contraindre sa fille à un mariage désavantageux* (Zeys, *Dr. mus.*, I, nos 10 et 69 ; Mercier, *La condition de la femme musulmane*, 46, 47).

NOTE 517. — M. Mercier, sans accorder formellement à la mère le droit d'opposer son *veto* en pareil cas, s'exprime ainsi : « La mère n'a voix au chapitre que si le père veut accorder sa fille à un homme de condition inférieure ou ne possédant rien, par conséquent incapable de pourvoir à son entretien » (*Op. cit.*, 47).

Art. 354. — *Elle est chargée d'allaiter l'enfant, conformément aux dispositions de l'art. 132 ci-dessus.*

NOTE 518. — Voir *suprà* notes sous l'art. 132. On admet généralement que l'allaitement dure deux ans ; cependant, un arrêt de la cour d'Alger du 10 janvier 1881 (*B. J. A.*, 1882, 175) fixe cette durée à vingt-six mois, soi-disant conformément à la loi musulmane, mais sans indiquer aucune référence.

Art. 355. — *Elle est, en outre, investie de la hadana, telle qu'elle est réglementée par les articles 358 et suivants du présent code* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 451 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 451 ; Code hanafite égyptien, art. 380 ; Besson, *op. cit.*, 101).

CHAPITRE II

De l'administration de la personne

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 356. — *Le père conserve l'administration de la personne* (note 519), *savoir :*

En ce qui concerne les garçons, jusqu'à la puberté (note 520) (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 450; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 186; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 441 bis; Code hanafite égyptien, art. 421);

Et pour les filles, jusqu'à la consommation du mariage (note 521) (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 450; Zeys, I, n° 186; Clavel, I, n° 441; Alger, 28 février 1853, *J. A.*, 1853, 11).

NOTE 519. — Sous réserve, bien entendu, de l'exercice du droit de hadana, réglementé par les art. 358 et suivants ci-après.

NOTE 520. — A partir de ce moment, le fils a le droit, si bon lui semble, de vivre séparément (Clavel, I, 441 bis; Meysonnasse, art. 94), et, si ses parents sont divorcés, il peut, si mieux il n'aime avoir un domicile séparé, opter, à son choix, pour son père ou pour sa mère (Clavel, I, 441 bis).

NOTE 521. — *a)* C'est là la doctrine des rites malékite et chaféïte. Chez les hanafites, les filles ne demeurent soumises à l'administration de la personne que jusqu'à leur nubilité. — Sautayra et Cherbonneau, I, 450.

b) Jugé que l'autorité et la tutelle naturelle du père de famille s'exercent sur les filles, non seulement pendant leur jeune âge, mais jusqu'à leur mariage inclusivement, à quelque âge qu'elles soient parvenues, à moins qu'il n'ait jugé à propos de les émanciper; et que ces mêmes droits appartiennent au ouaci. — Alger, 28 février 1853 (*J. A.*, 1853, 11).

c) Sous réserve des dispositions de l'art. 73 ci-dessus pour ce qui concerne le droit de djebr,

Art. 357. — *Le père doit pourvoir à l'entretien de ses enfants dans les termes des art. 130 et 131 du présent code.*

NOTE 522. — *a)* Voir *suprà* art. 130 et 131 et les notes sous ces articles.

b) L'obligation imposée aux parents de nourrir et entretenir leurs enfants est une obligation naturelle consacrée par toutes les législations et que le divorce ne peut anéantir. — Alger, 1er juin 1864 (*J. A.*, 1864, 18). .

SECTION II

DE LA HADANA (1)

NOTE 523. — *a)* La hadana doit être réglée conformément au rite de l'enfant, qui est celui du père (Alger, 11 décembre 1888, Robe, 1889, 131; trib. Alger, 18 novembre 1895, Robe, 1895, 426) tant que l'enfant est incapable de discernement personnel (Alger, 15 avril 1872, Sautayra et Cherbonneau, I, n° 455; 11 décembre 1888, précité).

b) La matière de la hadana et les questions de nefaka qui en dépendent relèvent du statut personnel. Toutefois, lorsque ce n'est pas la hadina (personne investie de la hadana) elle-même qui plaide, mais bien un tiers demandant le remboursement de la pension ou de la nourriture de l'enfant, on se trouve en présence d'une question purement personnelle et mobilière rentrant dans la compétence du juge de paix. — Trib. Alger, 30 décembre 1903 (*Recueil* du *Journ. trib. alg.*, 1904, 123).

c) En Kabylie, en principe, la hadana n'existe pas, et le mari a le droit de conserver près de lui tous ses enfants, les filles aussi bien que les garçons, quel que soit leur âge, à moins qu'ils ne soient pas encore sevrés. — Hanoteau et Letourneux, II, 184, 185.

Toutefois, bien que la hadana ne soit pas admise par la coutume kabyle, il y a lieu, dans l'intérêt des enfants, surtout s'il s'agit de filles en bas âge, de faire fléchir la rigueur du droit exorbitant accordé au mari de réclamer en tout état de cause la garde des enfants, et de les confier pendant un certain temps aux soins de leur mère. — Trib. Tizi-Ouzou, 19 juin 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 256).

Art. 358. — *La hadana est un droit de garde, distinct de la puissance paternelle, et en vertu duquel l'enfant est confié, pendant son jeune âge, à certaines personnes déterminées par la loi, et qui sont chargées de lui donner les soins phy-*

---

(1) حضانة.

siques dont il a besoin (Khalil, *trad. Perron*, III, 159; Sautayra et Cherbonneau, I, nº 451 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, nº 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 451).

NOTE 524. — *a)* La hadana est un droit : d'où il suit que les personnes auxquelles elle est accordée par la loi peuvent la réclamer, et, en cas de refus, se la faire attribuer par l'autorité judiciaire, sous le bénéfice des dispositions de l'article ci-après. — Sautayra et Cherbonneau, I, nº 466; Alger, 18 mai 1868, Sautayra et Cherbonneau, I, 466.

b) Pratiquement, le droit de hadana n'est, en général, susceptible de donner lieu à revendication, de la part de la mère, qu'après dissolution du mariage : jusque là, elle est tout naturellement chargée des soins physiques à donner à l'enfant, puisqu'elle vit sous le même toit que celui-ci et que le père lui-même. C'est ce qui a permis à certains auteurs de dire que, à la dissolution du mariage, la puissance paternelle se démembre, la mère conservant seule le droit de garder l'enfant et de lui donner les soins que réclament son sexe ou sa faiblesse (Sautayra et Cherbonneau, I, 451) ; mais, en réalité, la hadana commence à s'exercer dès la naissance de l'enfant, et l'allaitement même fait partie des devoirs qu'elle comporte (Zeys, I, 69; Clavel, I, 451 ; Perreimond (1), p. 78 et suiv.).

Art. 359. — *Le droit de hadana est établi dans l'intérêt exclusif de l'enfant, qui doit seul guider les tribunaux s'il vient à se trouver en contradiction avec les règles formulées par les articles ci-après* (Sautayra et Cherbonneau, I, nº 465 ; Perreimond, 81 ; Alger, 11 février 1862, *J. A.* 1862, 10 ; 8 octobre 1862, Sabatéry, 117 ; 15 avril 1872, Saut. et Cherb. I, nº 455 ; 20 janvier 1879, *R. A.* 1887. 2. 96 ; 14 avril 1880, *R. A.* 1887. 2. 93 ; 26 juillet 1880, *R. A.* 1887. 2. 97 ; 27 juin 1881, *R. A.* 1887. 2. 98 ; 22 décembre 1886, *R. A.* 1887. 2. 100 ; 23 décembre 1889, *R. A.* 1890. 2. 450 ; trib. Tunis, 24 octobre 1894, *R. A.* 1895. 2. 54 ; 13 juillet 1904, *Journ. Trib. Tun.* 1905, 287 ; 28 juin 1905, *Journ. Trib. Tun.* 1906, 27).

NOTE 525. — *a*) Il a été jugé, notamment :

1º Qu'en cas de divorce, l'intérêt des enfants doit faire décider à qui, du père ou de la mère, leur garde doit être

---

(1) M. Perreimond fait remarquer très justement que la question présente un intérêt lorsque, par contrat de mariage, la femme s'est réservé un domicile séparé (V. ci-dessus, note 173, 5º) : dans ce cas, si un enfant vient à naître, cette question de savoir à qui appartient le droit de hadana se pose nécessairement, dès avant la rupture du mariage.

remise. — Alger, 11 février 1862 (*J. A.* 1862, 10) ; 30 juillet 1866 (Sabatéry, 112) ;

2° Que le droit de hadana peut être enlevé même à la mère et remis au père, si la mère n'exerce aucune surveillance sur l'enfant et compromet ainsi sa santé. — Alger, 28 juillet 1863 (Sabatéry, 119) ;

3° Que l'enfant peut être confié à sa grand'mère paternelle, alors que, régulièrement, c'est à l'aïeule maternelle que reviendrait la garde, sauf à accorder à celle-ci le droit d'avoir l'enfant avec elle pendant un mois par trimestre. — Alger, 26 juillet 1880 (*B. J. A.* 1881, 14 ; *R. A.* 1887. 2. 97) ;

4° Qu'il peut être laissé chez son père, lorsque la grand'mère maternelle, à laquelle reviendrait légalement la hadana, est déjà chargée d'un grand nombre d'enfants et habite un endroit où les moyens d'instruction sont plus restreints que dans la résidence du père. — Alger, 27 juin 1881 (*B. J. A.* 1881, 299 ; *R. A.* 1887. 2. 98) ;

5° Que le juge a le droit de laisser le mineur, en raison des circonstances de la cause, chez son père et sa grand'mère paternelle, bien que d'après la loi la hadana revienne aux ascendants de la ligne maternelle, et sauf le droit pour ceux-ci de voir l'enfant et de s'assurer qu'il est entouré des soins nécessaires. — Alger, 23 décembre 1889 (*R. A.* 1890. 2. 450) ;

6° Que, nonobstant les dispositions de l'article 363 ci-après, les tribunaux peuvent ne pas prononcer la déchéance de la mère si l'intérêt de l'enfant exige qu'il reste auprès d'elle. — Trib. Tunis, 25 janvier 1897 (*R. A.* 1897. 2. 410).

b) Toutefois, en pareille matière, le juge doit également considérer la position des parties et les circonstances de la cause, de manière à concilier l'intérêt de l'enfant avec le respect dû à l'autorité paternelle et les sentiments naturels à la famille. — Alger, 31 décembre 1862 (Sabatéry, 118).

c) Il est à peine besoin de dire que le principe d'humanité consacré par notre article n'est pas formulé d'une façon aussi explicite par les auteurs musulmans. Khalil (*trad. Perron*, III, 162) déclare cependant que « s'il y a plusieurs parents du même degré d'affinité, on donne la préférence au plus attentif, au plus disposé à la bonté et à la tendresse pour l'enfant. » Le même auteur envisage, sans préciser autrement, le cas où la personne désignée par la loi *ne peut* être investie de la hadana (*trad. Perron*, III, 161) : rien n'empêche d'interpréter largement cette expression et de l'appliquer même au cas d'impossibilité morale.

d) M. Clavel (*Dr. mus.*, I, n^os^ 451 et 462), tout en recon-

naissant que la hadana est établie dans l'intérêt de l'enfant, n'admet pas que les tribunaux puissent modifier l'ordre légal de dévolution.

Art. 360. — *La personne à laquelle le droit de hadana est attribué par la loi est libre d'y renoncer* (Sautayra et Cherbonneau, I, nos 443 et 461 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, no 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, no 464 ; Alger, 1er juin 1863, Sabatéry, 118 ; 26 octobre 1863, Saut. et Cherb., I, 443).

NOTE 526. — *a*) Khalil ne déclare pas formellement que la personne investie de la hadana a le droit d'y renoncer : il se borne à envisager le cas où elle « ne peut être chargée » de cette fonction (*trad. Perron*, III, 161).

b) Il en est ainsi alors même que c'est à la mère du mineur que revient la hadana (Khalil, *trad. Perron*, III, 167 ; de Nauphal, *Mariage*, 210 ; Alger, 27 juillet 1863, Sabatéry, 119) sauf le cas où, à défaut de la mère, il n'existerait personne qui voulût ou pût se charger de l'enfant (de Nauphal, *Mariage*, 210).

c) La renonciation n'est pas valable si elle a lieu avant que le droit de hadana ait pris naissance. — Trib. Constantine, 11 mars 1882 (Armanet, 129). *Contrà* : Alger, 26 octobre 1863 (Saut. et Cherb., I, no 443).

d) La renonciation doit être expresse. — Alger, 2 octobre 1868 (Saut. et Cherb., I, 461) ; 14 juin 1872 *(ibid.)*.

e) En principe, la renonciation est définitive. — Alger, 3 octobre 1870 (Saut. et Cherb., I, 462).

f) Les hanafites n'admettent pas le principe posé par notre article. — Clavel, I, 463 ; code égyptien, art. 387.

Art. 361. — *Les conditions exigées pour pouvoir être chargé de la hadana sont la santé* (note 528), *la vigilance, la sécurité du logis, la pleine possession de ses facultés, et les bonnes mœurs* (Khalil, *trad. Perron*, III, 162, 163 ; Ebn Acem, no 662 ; Mohammed Ettouati, 36 ; Sautayra et Cherbonneau, I, no 460 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, no 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, no 454 ; Meysonnasse, art. 93 ; code hanafite égyptien, art. 382 ; trib. Tunis, 28 juin 1905, *Journ. Trib. Tun.*, 1906, 27).

NOTE 527. — *a)* Ces conditions s'imposent même à la mère (code égyptien, art. 382). Notamment, elle perd la hadana si elle est d'une inconduite notoire (de Nauphal, *Mariage*, 211).

b) La qualité de musulman n'est pas indispensable. — Khalil, *trad. Perron*, III, 163.

c) Un jugement du tribunal de Tunis du 28 juin 1905 (*Journ.*

Trib. Tun., 1906, 27) exige, en outre, que la personne investie de la hadana soit d'âge moyen et dispose de son temps.

d) Une femme âgée, indigente et obligée de se louer, pour l'accomplissement de travaux serviles, chez des tiers, ne remplit pas les conditions imposées à la hadina. — Trib. Tunis, 28 juin 1905, précité.

NOTE 528. — « Le malade dont les forces sont affaiblies, dit Tasouli dans son commentaire d'Ebn Acem, ne peut être gardien ; il en est de même de l'aveugle... parce qu'il ne peut pas se soigner ; et s'il en est ainsi, comment pourrait-il soigner les autres ?... Il en est également de même de celui qui est atteint d'une maladie dont on craint habituellement la contagion ».

Art. 362. – *En conséquence, la hadina* (note 529) *peut être privée par décision judiciaire de la garde de l'enfant lorsqu'elle ne s'acquitte pas convenablement de ses devoirs ou qu'elle a une conduite répréhensible* (Sautayra et Cherbonneau, I, nos 464 et 465 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, nº 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 458).

NOTE 529. — On désigne sous ce nom la femme investie de la hadana.

Art. 363. — *La personne investie de la hadana a droit aux frais de logement et de nourriture de l'enfant* (nefaka) (Khalil, *trad. Perron*, III, 168 ; Sautayra et Cherbonneau, I, nº 467 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, nº 69 ; Nauphal, *Mariage*, 214 ; Mercier, *La condition de la femme musulmane*, 69 ; code hanafite égyptien, art. 388 ; Alger, 5 octobre 1863, Sabatéry, 119 ; trib. Tunis, 13 juillet 1904, *Journ. Trib. Tun.*, 1905, 187).

NOTE 530. — *a)* A moins toutefois que la hadina vive aux frais du père. Ainsi, la mère divorcée ou répudiée n'a droit à la nefaka de l'enfant, au titre de la hadana, qu'à compter de l'expiration de l'aïdda, délai pendant lequel elle continue à être logée et entretenue par le mari. — Saut. et Cherb., I, 467 ; Clavel, I, 465 ; de Nauphal, *Mariage*, 214 ; code égyptien, art. 389.

b) En cas de contestation, le chiffre de la pension est fixé par le juge (Khalil, III, 168 ; code égyptien, art. 405). Aux frais de logement et de nourriture, il serait équitable de joindre les dépenses nécessitées par l'habillement de l'enfant.

c) M. Clavel (I, 465) autorise la hadina à réclamer, outre la nefaka, un salaire. Sautayra et Cherbonneau (I, 467) sont en sens contraire.

d) Est de la compétence du juge de paix, et non du cadi, comme constituant une simple demande personnelle et mobilière, l'action en pension alimentaire intentée non pas par une hadina, mais par un tiers ayant nourri l'enfant et invoquant les principes généraux du droit commun. — Trib. Alger, 30 décembre 1901 (*R. A.*, 1902. 2. 434 ; Robe, 1902, 209).

Art. 364. — *Ces frais sont à la charge de l'enfant, s'il possède une fortune personnelle ; sinon, à la charge du père* (Ebn Acem, *trad. Houdas et Martel*, note 519 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 465 ; de Nauphal, *Mariage*, 215 ; Mercier, *La condition de la femme musulmane*, 69 ; Perreimond, 104 ; code hanafite égyptien, art. 388 ; Alger, 5 octobre 1863, Sabatéry, 119).

NOTE 531. — *a*) Toutefois, la hadina peut prendre la nefaka à sa charge. — Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69.

b) Si le père et l'enfant sont sans ressources, la mère n'en est pas moins tenue de se charger de l'enfant, sauf son recours éventuel contre le père si la condition de celui-ci vient à lui permettre de payer. — Clavel, I, 465.

c) D'après M. Zeys (I, 69), la nefaka de l'enfant, même s'il a des biens personnels, est toujours à la charge du père.

Art. 365. — *En principe, la hadana est confiée à la mère* (Khalil, *trad. Perron*, III, 157, 159 ; Châràni, 269 ; Mohammed Ettouati, 36 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 456 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 451 ; Van den Berg, 162 ; Meysonnasse, art. 92 ; code hanafite égyptien, art. 380 ; Alger, 11 mars 1861, Robe, 1861, 61 ; 30 juin 1865, Sabatéry, 129 ; trib. Tunis, 13 décembre 1899, *Recueil* du *Journ. Trib. Alg.*, 1900, 139 ; 13 juillet 1904, *Journ. Trib. Tun.*, 1905, 287).

NOTE 532. — *a)* La hadana reste confiée à la mère malgré la naturalisation du mari. — Alger, 23 mars 1893 (Revue Clavel, 1895. 13).

b) La hadana revient à la mère, fût-elle infidèle, et ce, quand même l'enfant « serait le fruit de l'adultère ou serait possédé du démon ». — Saut. et Cherb., I, 457.

c) La mère ne peut emmener son enfant avec elle et lui donner un nouveau domicile sans un motif impérieux indépendant de sa volonté ; et si le changement de domicile ou le voyage n'ont lieu que pour satisfaire ses goûts et dans un but d'agrément, elle perd le droit de garde. — Alger, 30 juin 1865 (Sabatéry, 129) ; *cf. infrà*, art. 373 et les notes.

Art. 366. — *A défaut de la mère* (note 534), *le droit de*

hadana revient, dans l'ordre suivant, aux personnes ci-après désignées (note 535) (Ebn Acem, nos 658 à 661 ; Van den Berg, 162) :

1° *L'aïeule maternelle (ou la bisaïeule)* (note 536) (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 456; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69 ; Alger, 24 novembre 1852, Robe, 1863, 7 ; 31 juillet 1865, Sabatéry, 122 ; 20 décembre 1865, Saut. et Cherb., I, 458 ; 22 juillet 1868, Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 461 ; 7 octobre 1890, *R. A.* 1890. 2. 563) ;

2° *La tante maternelle (ou la grand'tante)* (Saut. et Cherb., I, 456 ; Alger, 5 juillet 1870, Clavel, I, 461) ;

3° *L'aïeule paternelle ;*

4° *Le père ;*

5° *Les bisaïeules paternelles dans les deux lignes ;*

6° *La sœur* (Alger, 1er juin 1863, Clavel, I, n° 461) ;

7° *La tante paternelle ;*

8° *La fille du frère ;*

9° *La fille de la sœur ;*

10° *Le frère ;*

11° *Le tuteur (ou la tutrice) testamentaire ;*

12° *Les agnats.*

NOTE 533. — *a)* Le principe est que la hadana est confiée en premier lieu aux femmes et à leur défaut seulement aux hommes (Saut. et Cherb., I, 456 ; Code égyptien, art. 385 ; trib. Tunis, 13 juillet 1904, *Jour. trib. Tun.*, 1905, 287), et que les femmes de la ligne maternelle l'emportent sur celles de la ligne paternelle (Code égyptien, art. 384 ; trib. Tunis, 13 juillet 1904, précité). M. le professeur Morand (*La femme musulmane*, *R. A.* 1903. 1. 156) explique cette particularité par cette idée que, sous le régime du matriarchat, qui était celui des Arabes dans les temps préislamiques, les enfants appartenaient plus à la mère qu'au père, de telle sorte que leur vraie famille était la famille maternelle.

b) Il est bien entendu que la hiérarchie indiquée dans notre article ne s'impose pas aux tribunaux, qui, par application des dispositions de l'art. 359 ci-dessus, doivent toujours déférer la hadana à la personne qui offre le plus de garanties, et dont la désignation est la plus avantageuse aux intérêts de l'enfant. — Tribunal Constantine, 8 décembre 1863 (Armanet, 128) et les décisions rapportées plus haut sous l'article 359 et les notes qui lui font suite.

NOTE 534. — C'est-à-dire en cas de décès, remariage, inconduite ou négligence de la mère (Mercier, *La condition de la femme musulmane*, 70, 71) ou encore dans les cas prévus ci-dessus par les articles 359 et 360, ci-après par les articles 372 et 373.

NOTE 535. — *a*) Chez les hanafites, la hadana, à défaut de la mère, revient au père. — De Nauphal, *Mariage*, 212. *Contrà :* Code égyptien, art. 383.

b) Khalil (*trad. Perron*, III, 160, 161) ; Sautayra et Cherbonneau (I. 456) ; Zeys (I, nº 69) ; Clavel (I, nº 460), et le code hanafite égyptien (art. 384) indiquent chacun un ordre un peu différent. Cette hiérarchie n'a pas très grande importance en présence du principe posé par notre article 359.

NOTE 536. — L'état de viduité et l'âge avancé de l'aïeule appelée à la hadana ne sont pas un obstacle à l'exercice de cette fonction, lorsqu'il est justifié que l'intéressée est en état de donner à l'enfant les soins nécessaires. — Alger, 7 octobre 1890 (*R. A.* 1890. 2. 563 ; Robe, 1890, 469).

Art. 367. — *Lorsque la hadina est la mère de l'enfant, elle conserve la garde alors même qu'elle serait répudiée ou divorcée* (Khalil, *trad. Perron*, III, 160; Zeys, *Dr. mus.*, I, nº 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 451 ; de Nauphal, *Mariage*, 210; Code hanafite égyptien, art. 288 et 380 ; Alger, 11 mars 1861, Robe, 1861, 61 ; 1er juin 1864, Robe, 1864, 102 ; trib. Constantine, 5 novembre 1881, Armanet, 124 ; trib. Tunis, 13 décembre 1899, *R. A.* 1900. 2. 186).

NOTE 537. — *a*) Nous avons en effet vu plus haut (note 524, § *b*) que le droit de hadana commence à s'exercer dès la naissance même de l'enfant.

b) Cette règle, de même que celle consacrée par l'article suivant, est fondée sur un hadits. Une femme venait d'être répudiée par son mari, qui voulait lui enlever leur fils ; elle en appela au Prophète, qui lui répondit : « C'est à toi qu'appartient le droit de garder cet enfant jusqu'à ce que tu te sois remariée et aies consommé le mariage ». — Khalil, *trad. Perron*, III, 566, note 4.

c) Il en est ainsi, d'après les hanafites, nonobstant toute stipulation contraire (code égyptien, art. 288), sauf, bien entendu, les dispositions de l'article suivant.

d) Sous réserve, toutefois, des droits de surveillance et de direction qui appartiennent au père (Alger, 1er juin 1864, Robe, 1864, 88 ; *suprà*, art. 347, 2º et note 511), lequel peut faire déterminer par la justice les jours, lieux et heures auxquels il pourra voir l'enfant (Alger, 10 janvier 1881, *B. J. A.* 1882, 175).

e) Dans tous les cas, lorsque le mariage est rompu par le divorce, l'enfant en bas âge, allaité par sa mère, doit toujours recevoir exclusivement les soins de celle-ci pendant la période

de vingt-six mois prescrite par la loi. — Alger, 10 janvier 1881, *B. J. A.* 1882, 175.

f) Contrà : La femme divorcée prend avec elle les filles, à moins qu'elle consente à les abandonner au mari ; et celui-ci conserve les garçons. — Dulau et Pharaon, 69.

g) Chez les chiites, au contraire, il est de règle qu'après la répudiation, les enfants restent toujours au père, sauf pendant le temps de l'allaitement. — De Tornauw, 211.

Art. 368. — *Toutefois, la mère veuve, divorcée ou répudiée perd la hadana si elle contracte un nouveau mariage, sous réserve des dispositions de l'article ci-après* (Khalil, *trad. Perron,* III, 160 ; Châràni, 269 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 464 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 457 ; de Nauphal, *Mariage*, 211 ; Code hanafite égyptien, art. 383 ; Alger, 11 mars 1861, *J. A.* 1861, 16 ; 1er juin 1864, Robe, 1864, 88 ; 20 janvier 1879, *B. J. A.* 1880, 286 ; trib. Constantine, 5 novembre 1881, Armanet, 124 ; 17 décembre 1881, ibid., 125 ; 12 mai 1883, ibid., 125 ; Alger, 21 mars 1893, *R. A.* 1893. 2. 225 ; trib. Tunis, 25 janvier 1897, *R. A.* 1897. 2. 410 ; 13 juillet 1904, *Journ. Trib. Tun.* 1905, 287 ; 3 juillet 1904, *Robe*, 1906, 218).

NOTE 538. — *a)* Même dans ce cas, et par application du principe posé dans notre article 359, la déchéance n'est pas toujours obligatoire : s'il résulte, par exemple, des circonstances de fait, que le second mariage a été contracté pour assurer à l'enfant une existence meilleure, la hadana doit être conservée à la mère. — Alger, 8 octobre 1862 (Saut. et Cherb., I, 464) ; 22 juin 1865 *(ibid.)* ; 9 décembre 1867 *(ibid.)*.

b) A moins, d'après Mohammed Ettouati (p. 36 et 37) que le nouveau mari soit parent de l'enfant au degré prohibé, ou que celui-ci n'accepte pas d'autre gardien que sa mère. Dans le même sens : Khalil (*trad. Perron*) III, 164, 165 ; Zeys, I, 69 ; Clavel, I, 467 ; Code égyptien, art. 383.

c) Stricto sensu, la mère remariée ne perd la hadana qu'à partir du moment de la consommation de sa nouvelle union : voir ci-dessus note 537, § *b*.

d) Mais la hadana ne peut, en pareil cas, être revendiquée par le père : elle revient aux divers parents ci-dessus énumérés dans l'article 366, et, en principe, dans l'ordre de dévolution fixé par cet article. — Code égyptien, art. 383 ; Alger, 1er juin 1864 (Sabatéry, 120).

Cf. suprà note 535, § *a*.

e) Si la mère remariée vient à être répudiée par son nou-

veau mari ou divorcée, la hadana lui revient, d'après Abou Hanifa (cf. code égyptien, art. 383) et Chafeï (dans le même sens, Zeys, 1, 69) ; Malek décide en sens contraire. — Châ-râni, 269.

f) Sautayra et Cherbonneau étendent à toute hadina cette déchéance du droit de garde en cas de remariage (1, n° 464). M. Meysonnasse admet la même théorie, mais seulement dans le cas où la hadina « convole » avec un étranger à la famille du père de l'enfant (art. 93).

Art. 369. — *La mère remariée conserve toutefois la hadana, si la déchéance n'est pas demandée dans l'année de son second mariage* (Sautayra et Cherbonneau, 1, n° 464 ; Zeys, *Dr. mus.*, 1, n° 69 ; Alger, 29 juin 1865, Saut. et Cherb., 1. 464 ; 9 décembre 1867, *ibid.*, 457 ; trib. Constantine, 16 juin 1883, Armanet, 129 ; Alger, 29 mars 1893, *R. A.* 1893, 2. 225 ; Revue Clavel, 1895, 13 ; trib. Tunis, 25 janvier 1897, *R. A.* 1897. 2. 410).

NOTE 539. — *a)* Cette déchéance ne peut être demandée que par les parents de la ligne maternelle. — Alger, 1er juin 1864 (Robe 1864. 88).

b) Il en est encore de même si l'intérêt de l'enfant le commande impérieusement. — Zeys, 1, 69. *Cf. suprà.* art. 359 et les notes, et note 538 § *a*.

Art. 370. — *Lorsque la hadana est confiée à une femme autre que la mère, cette femme ne doit pas être mariée* (note 541), *ou son mari doit rentrer dans l'une des catégories de gardiens déterminées ci-dessus par l'article 366* (Ebn Acem, n° 663 ; Mohammed Ettouati, 37 ; Clavel, *Dr. mus.*, 1, n° 457).

NOTE 540. — *a)* Toutefois, un arrêt de la cour d'Alger du 1er juin 1863 (Sabatéry, 118) a admis que la hadana peut être confiée à une femme (en l'espèce, la sœur du mineur) mariée à un cousin paternel de l'enfant, et que son mariage avec un tel parent ne la prive pas du droit de garde.

b) Mohammed Ettouati (*loc. cit.*) et le code égyptien (art. 382) exigent que le mari de la hadina soit parent de l'enfant au degré prohibé.

NOTE 541. — *a*) D'après Khalil (III, 164), il suffit que la hadina ne soit pas nouvellement mariée (car alors les entraînements d'une union récente pourraient la distraire des soins dus à l'enfant) ; et, même dans ce cas, elle conserve la hadana si la personne qui la suit dans l'ordre de parenté laisse passer une année sans protestation.

b) Nous avons vu (*suprà* note 538, § *f*) que, d'après certains auteurs, toute hadina qui se remarie perd le droit de garde.

Art. 371. — *Si la hadana revient à un parent du sexe masculin, celui-ci doit avoir une femme* (note 543) *capable d'en remplir les devoirs* (Khalil, *trad. Perron*, III, 163 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 460).

NOTE 542. — En outre, d'après certains auteurs, il doit, s'il s'agit d'une fille nubile, être parent de l'enfant au degré prohibé (Mohammed Ettouati, 36).

NOTE 543. — Ou une domestique (Khalil, III, 163), car, dit Khalil, « l'homme n'a pas la patience de la femme pour les soins de l'enfance ». — « Il faut, dit de son côté Mohammed Ettouati (p. 36), qu'il ait chez lui une femme qui puisse s'occuper de l'enfant ».

Art. 372. — *Si le père ou tuteur, chargé de l'administration des biens, vient à quitter le pays* (note 545), *il a la faculté d'emmener l'enfant, et la hadina perd son droit, à moins qu'elle vienne habiter le même lieu* (Khalil, *trad. Perron*, III, 165 ; Ebn Acem, nos 666 et 667 ; Sautayra et Cherbonneau, I, n° 464 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 470).

NOTE 544. — *a*) Mais cette règle n'est pas impérative, et les juges doivent, avant tout, considérer l'intérêt de l'enfant. — Saut. et Cherb., I, 464 ; Alger, 11 février 1862 (Saut. et Cherb., I, 464).

b) En sens contraire, le code hanafite égyptien dispose, dans son art. 392, que, tant que dure la hadana, l'enfant ne peut être éloigné du lieu où se trouve la hadina sans le consentement de celle-ci.

NOTE 545. — Il faut entendre par là, aller fixer son domicile à une distance d'au moins six bérid (soit 120 kilomètres) de la précédente résidence (Khalil, III, 165 ; Saut. et Cherb., I, 464), ou même partir en voyage pour un lieu situé à cette distance (Khalil, *ibid.*)

Art. 373. — *La hadina perd son droit à la garde de l'enfant par un changement de domicile* (note 547) *qui l'éloigne de six bérid (120 kilomètres) du lieu habité par le père* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 464 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 468 ; Alger, 10 avril 1863, Saut. et Cherb. I, 464 ; 22 décembre 1886, *R. A.* 1887. 2. 100).

NOTE 546. — *a)* D'après le code hanafite égyptien (art. 394), la hadina, autre que la mère (répudiée ou divorcée), ne peut,

dans aucun cas, s'éloigner avec l'enfant du lieu où demeure le père, sans l'autorisation de ce dernier.

Selon M. Meysonnasse (art. 93), la hadina doit habiter à moins de dix jours de marche du domicile du tuteur.

M. de Nauphal (*Mariage*, 210) considère que l'éloignement cesse d'être licite si le père ne peut aller voir l'enfant et revenir chez lui dans la même journée. Clavel (I, 467) se prononce dans le même sens, sous cette réserve que la mère pourrait toujours aller se fixer dans le lieu, quelque éloigné qu'il soit, où elle est née et où le mariage a été contracté.

b) Néanmoins, même dans ce cas, si l'intérêt de l'enfant l'exige, la mère peut être maintenue dans la hadana, par application de l'art. 359 ci-dessus. — Saut. et Cherb., I, 464 ; de Nauphal, *Mariage*, 211 ; Alger, 29 juin 1865 (Saut. et Cherb., I, 464) ; 22 décembre 1886 (*R. A.* 1887. 2. 100).

c) Les tribunaux doivent cependant tenir compte, dans l'appréciation des distances, de la facilité des moyens de communication résultant de la création des chemins de fer (trib. Constantine, 5 novembre 1881, Armanet, 127 ; 18 février 1882, *ibid.*). Ainsi, un père ne peut se plaindre que son droit de contrôle soit entravé lorsqu'il habite Constantine et que sa femme divorcée ou répudiée réside à Guelma avec les enfants mineurs (trib. Constantine, 5 novembre 1881, précité).

d) Khalil ne formule pas la règle contenue dans notre article ; mais on peut la déduire de ce principe, admis par lui (*suprà* note 545) que, dès que le père ou tuteur vient à s'éloigner de 120 kilomètres du lieu où réside la hadina, il a le droit de prendre l'enfant avec lui : à plus forte raison si c'est la hadina qui s'éloigne.

NOTE 547. — Le changement de domicile est nécessaire : un simple voyage ne ferait point perdre la hadana. — Sautayra et Cherbonneau, I, 464.

Art. 374. — *Les tribunaux doivent concilier la hadana avec l'exercice du droit d'éducation et de surveillance qui appartient au père* (Sautayra et Cherbonneau, I, n° 465 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 466 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69 ; de Nauphal, *Mariage*, 210 ; Alger, 1er juin 1864, Robe, 1864, 88 ; 30 juin 1865, Sabatéry, 129 ; 14 avril 1880, *B. J. A.* 1881, 109 ; *R. A.* 1887. 2. 93 ; trib. Tunis, 13 décembre 1899, *R. A.* 1900. 2. 186 ; *Recueil* du *Journ. Trib. Alg.*, 1900, 139 ; 13 juillet 1904, *Journ. Trib. Tun.*, 1905, 287).

NOTE 548. — Notamment, le père a le droit de faire fixer par la justice les jours, lieux et heures auxquels il pourra voir l'enfant. — Alger, 10 janvier 1881 (*B. J. A.* 1882, 175).

Art. 375. — *La hadana dure, pour les garçons, jusqu'à la puberté* (Khalil, *trad. Perron,* III, 159 ; Ebn Acem, nº 657 ; Mohammed Ettouati, 36 ; Sautayra et Cherbonneau, I, nºs 453 et 454 ; Zeys, *Dr. mus.*, I, nº 69 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 452 ; Perreimond, 115 ; Besson, 101 ; Alger, 24 novembre 1862, Robe, 1863, 7 ; 5 octobre 1863, Sabatéry, 119 ; 29 mars 1865, Sabatéry, 111 ; 26 octobre 1865, Sabatéry, 122 ; 14 avril 1880, *B. J. A.* 1881, 109 ; trib. Guelma, 27 octobre 1902, *Recueil* du *Journ. Trib. Alg.*, 1902, 191 ; *R. A.*, 1905. 2. 88 ; trib. Tunis, 28 juin 1605, *Journ. Trib. Tun.*, 1906, 27).

NOTE 549. — *a)* C'est là la théorie malékite ; mais les autres rites adoptent des règles différentes. Chez les chaféïtes et les hanbalites, la hadana dure jusqu'à l'âge de 7 ans (Clavel, I, 452), et, dans le rite ibadite, jusqu'au moment où l'enfant peut s'habiller et se laver les mains sans aide, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de cinq ans (Alger, 10 décembre 1888, *R. A.* 1889, 2. 154 ; Robe, 1889, 131). Enfin, chez les hanafites, la question est controversée ; la hadana des garçons dure jusqu'à la seconde dentition, d'après Ebn Acem (nº 657) ; jusqu'à l'âge de sept ans, selon Clavel (I, 452), de Nauphal (*Mariage*, 215) et les art. 391 et 494 du code égyptien (dans le même sens, trib. Alger, 18 novembre 1895, Robe, 1895, 426) ; enfin, jusqu'à l'âge de neuf ans, d'après un arrêt de la cour d'Alger en date du 11 mars 1861 (*J. A.* 1861, 16).

b) A partir du moment où cesse la hadana, les garçons doivent être confiés à leur père. — Code égyptien, art. 391 ; Alger, 24 novembre 1862 (*J. A.* 1862, 50).

Mais les tribunaux peuvent prendre des mesures pour permettre à la mère de voir et surveiller ses enfants. — Alger, 10 décembre 1888 (Robe, 1889, 131 ; *R. A.* 1889. 2. 154).

A défaut de père, l'enfant est remis au ouaci ou au plus proche aceb. A défaut encore de ceux-ci, il est laissé à la hadina à moins que le juge puisse le confier à une personne plus capable ou plus digne de confiance. — Code égyptien, art. 391.

c) Alors même que l'enfant serait malade ou idiot, la hadana ne se prolonge pas au delà de l'époque fixée par notre article. — Khalil, *trad. Perron*, III, 159.

d) Sauf conventions contraires : ainsi, lors du divorce, les époux ont le droit de stipuler que les fils nés de leur union resteront sous la garde de la mère après l'expiration du délai de hadana, ou au contraire, que l'enfant dont la mère est enceinte sera, dès sa naissance, remis au père. — Alger, 26 octobre 1863 (Saut. et Cherb. I, 443).

Art. 376. — *Elle se prolonge, pour les filles jusqu'à la consommation de leur mariage* (Khalil, *trad. Perron,* III, 159; Ebn Acem, n° 658; Mohammed Ettouati, 36; Besson, 104; Zeys, *Dr. mus.*, I, n° 69; Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 452; Perreimond, 105; Alger, 11 mars 1861, *J. A.* 1861, 16; 24 novembre 1862, Robe, 1863, 7; 1er juin 1864, *J. A.* 1864, 18; 30 juin 1865, Sabatéry, 129; chambre de revis. mus., 25 octobre 1898. *R. A.* 1899. 2. 1; *Recueil* du *Journ. Trib. Alg.* 1899, 36; trib. Guelma, 27 octobre 1902, *ibid.* 1902, 191; *R. A.*, 1905. 2. 88; trib. Tunis, 28 juin 1905, *Journ. Trib. Tun.*, 1906, 27).

NOTE 550. — *a)* Ce système est admis non-seulement par les malékites, mais aussi par les chaféïtes (Clavel, I, 452), les hanbalites (*ibid.*) et les ibadites (Alger, 11 décembre 1888, Robe, 1889, 131). Dans le rite hanafite, la hadana des filles dure jusqu'à l'âge de neuf ans (Clavel, I, 452; de Nauphal, *Mariage*, 215; code égyptien, art. 391 et 494; Alger, 11 mars 1861, *J. A.* 1861, 16; chambre de revis. mus., 25 octobre 1898, *R. A.* 1899. 2. 1; *Recueil* du *Journ. Trib. Alg*, 1899, 36).

b) Jusqu'au mariage, d'après un arrêt de la cour d'Alger du 29 mars 1893 (*R. A.* 1893. 2. 225; Robe, 1893, 160). C'est là une indication insuffisamment précise, car il faut prévoir le cas de mariage d'une fille impubère, hypothèse dans laquelle la consommation peut n'avoir lieu que plusieurs années après le mariage.

Art. 377. — *Si le père et la mère appartiennent à des rites différents, la durée de la hadana se détermine d'après le rite du père* (Clavel, *Dr. mus.*, I, n° 453).

NOTE 551. — D'après l'intérêt de l'enfant, aux termes d'un arrêt de la cour d'Alger du 15 avril 1872, cité par Clavel : il nous a semblé préférable d'adopter la règle plus précise et plus juridique formulée par cet auteur, d'autant plus qu'elle est mitigée par le correctif contenu dans l'art. 359, ci-dessus.

CHAPITRE III

De l'administration des biens

Art. 378. — *L'administration des biens ne prend fin, tant pour les garçons que pour les filles, qu'à leur émancipation, conformément aux règles fixées au présent code, titre*

DE LA MINORITÉ (Saut. et Cherb., I, nº 450 ; Zeys, *Dr. mus.* I, nº 186 ; Clavel, *Dr. mus.*, I, nº 441 ; code hanafite égyptien, art. 420).

NOTE 552. — Voir ci-après titre X, art. 392 et suivants, et notes sous ces articles.

Art. 379. — *Les pouvoirs du père, comme administrateur des biens de ses enfants, sont déterminés au même titre* DE LA MINORITÉ.

CHAPITRE IV

De la nomination du ouaci

Art. 380. — *La puissance paternelle donne encore au père le droit de désigner un ouaci* (1) *(tuteur testamentaire), chargé de lui succéder après sa mort, et auquel il peut conférer les pouvoirs de la puissance paternelle, tant sur la personne que sur les biens* (Khalil, *trad. Perron*, VI, 309 ; Châràni, 550 ; Ebn Acem, nº 1323 ; Mohammed Ettouati, 88 et suiv. ; Saut. et Cherb., I, nº 444 ; Zeys. *Dr. mus.*, I, nº 186 ; II, nºs 700 et 701 ; code hanafite égyptien, art. 435 et 442 ; Alger, 28 février 1853, Sabatéry, 125).

NOTE 553. — *a)* Les attributions et les pouvoirs du ouaci seront plus amplement déterminés ci-après, au titre de la Minorité, art. 433 et suivants.

b) Le ouaci ne peut, toutefois, exercer le droit de djebr que lorsqu'il lui a été expressément délégué. — V. *suprà*, art. 77.

c) Le père peut nommer un ouaci non seulement à son enfant mineur, mais aussi au majeur interdit. — Mohammed Ettouati, 88.

d) Le code égyptien (art. 450 et suiv.) n'attribue au ouaci que l'administration des biens. La personne de l'enfant est confiée au grand père ou au plus proche aceb.

e) En droit musulman, le ouaci rempli non seulement les fonctions de tuteur, mais aussi celles d'exécuteur testamentaire : on peut donc instituer un ouaci alors même qu'on n'a

---

(1) وصي.

que des enfants majeurs. — V. code égyptien, art. 450 et suiv.; Morand, *L'interdiction*, n° 17 (1).

f) Outre cette délégation de la puissance paternelle, dont l'effet est différé jusqu'au jour du décès du père, celui-ci peut charger un tiers d'exercer, de son vivant, la puissance paternelle en son nom. — Saut. et Cherb., I, 443; Perreimond, 97.

Art. 381. — *Le ouaci est nommé, soit au moyen d'un acte passé devant le cadi, soit par une déclaration faite en présence de témoins* (Khalil, *trad. Perron*, VI, 309; Saut. et Cherb., I, nos 445 et 476; Clavel, *Dr. mus.*, I, 491).

NOTE 554. — *a)* Ce dernier mode de désignation a été consacré par un jugement du tribunal supérieur d'Alger du 20 juin 1836 (Saut. et Cherb., I, 476) et par un arrêt de la cour d'Alger du 6 juillet 1868 (*ibid.*).

b) Le père a le droit de révoquer, jusqu'à sa mort, toute constitution de ouaci par lui faite, acceptée ou non. — Clavel, I, 492.

c) Lorsqu'un individu a affirmé tardivement avoir été institué ouaci par un défunt, le juge peut apprécier, en présence des circonstances de la cause, que cette affirmation est mensongère. — Alger, 9 juin 1879 (*B. J. A.*, 1884, 46).

Art. 382. — *Le père peut désigner, comme ouaci, tout individu pubère, musulman et doué de raison* (Khalil, *trad. Perron*, VI, 312; *trad. Seignette*, n° 2139; Saut. et Cherb., I, n° 447; Zeys, *Dr. mus.*, II, n° 704; Clavel, *Dr. mus.*, I, nos 488 et 490; Meysonnasse, art. 105; Morand, *L'interdiction*, n° 13; Code hanafite égyptien, art. 443).

NOTE 555. — *a)* Aucune autre restriction, sauf celle résultant de l'art. 383 ci-après, n'est apportée au droit du père, qui pourrait, par exemple, confier la ouiçaïa (2) (tutelle testamentaire) : à un étranger à la famille, à une femme, notamment à la mère du mineur (Khalil, *trad. Perron,* VI, 313; *trad. Seignette*, 2140; Saut. et Cherb., I, 447; Zeys, II, 704; Clavel, I, 490; Van den Berg, 164; Meysonnasse, 102; Code égyptien, art. 441; trib. Tunis, 28 avril 1884, Clavel, I, 490), ou même à un esclave, avec l'autorisation de son maître (Mohammed Ettouati, 88).

Toutefois, d'après Chaféï et Hanbal, il n'est pas permis à

---

(1) *L'interdiction en droit musulman*, par Marcel Morand, professeur à l'Ecole de droit d'Alger. — Jourdan, éd. — Alger, 1901. — 1 broch. in-8°.

(2) وصاية.

celui qui a encore son père ou son aïeul de donner un étranger comme ouaci à ses enfants, si le père ou aïeul est probe et intègre. — Châràni, 550.

M. Mercier (*La condition de la femme musulmane*, 44), est d'avis que le droit de djebr ne peut être conféré à la mère instituée titutrice testamentaire..

b) Lorsque la mère des mineurs a été instituée ouacia (1) (tutrice testamentaire), cette désignation ne saurait, en aucun cas, lui conférer la oualaïa, c'est-àdire lui attribuer le pouvoir de marier elle-mème ses filles, à raison de ce principe, qu' « une femme ne marie pas une femme ». Elle devra recourir à un mandataire. — Saul. et Cherb., I, 448; cf. *supra*, art. 90.

c) L'existence d'un procès entre le mineur et l'ouaci constitue une cause ne permettant pas à celui-ci d'exercer la tutelle. — Alger, 5 janvier 1865 (Sabatéry, 129).

(A suivre).

Ed. NORÈS,
Juge d'instruction à Batna.

---

(1) وصية

BIBLIOGRAPHIE

PROJET DE CODIFICATION DU DROIT MUSULMAN. — I. RAPPORTS RELATIFS A LA CODIFICATION ; AVIS DES PRÉSIDENTS DES TRIBUNAUX, PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE, JUGES DE PAIX ET CADIS. Un vol. in-8°, 193 p., Alger, 1906. — II. RÉSUMÉ DES AVIS EXPRIMÉS AU SUJET DE LA CODIFICATION ; PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA COMMISSION ; RAPPORT-PROGRAMME DE M. MORAND, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER ; TEXTE DE L'AVANT-PROJET DU CODE CONCERNANT LE MARIAGE. Un vol in-8°, 181 p., Alger, 1906 *(Publications du gouvernement général de l'Algérie)*.

I. A la session de mars 1904 des délégations financières algériennes, la délégation des colons adoptait un vœu présenté par M. Bouché, demandant « qu'une commission d'études, composée de jurisconsultes musulmans et français, fût chargée de résumer, en règles simples, facilement interprétables, et en articles précis, les principes du droit musulman réunis en un véritable code. » — Il n'est point inutile de remarquer que la délégation indigène (section arabe) tint à faire, à ce sujet, toutes réserves : elle eût bien admis la confection d'un recueil coordonné du droit musulman, mais à la condition expresse qu'il n'apportât aucune modification au fond.

Pour répondre au vœu des colons, un arrêté du gouverneur général du 22 mars 1905 constitua une commission présidée par le premier président de la cour d'appel d'Alger et comprenant des magistrats, des délégués financiers, des cadis, des fonctionnaires du gouvernement général, un professeur de l'École de droit et un de l'École des lettres, deux professeurs de la médersa.

Avant que cette commission se mît à l'œuvre, on recueillit les avis déjà émis sur la codification du droit musulman et on provoqua celui des présidents, procureurs, juges de paix et cadis. Ces avis ont été classés en favorables et défavorables à la codification : la division est un peu simpliste ; elle présente cet inconvénient de faire apparaître une majorité favorable, alors que l'inverse est peut-être plus près de la vérité. Près de la moitié des personnes dont on a relevé les avis sont défavorables à une codification : celles-ci forment un bloc compact, faisant à la réforme les mêmes objections. Mais, d'autre part, on classe parmi les avis favorables des opinions profondément différentes : on crée une majorité de deux minorités. Il n'est guère exact de présenter comme ayant le même sentiment sur la question M. Morand, — partisan d'un code « dégageant les véritables principes de la loi musulmane » et repoussant énergiquement un recueil « dont les dispositions ne seraient qu'un amalgame de règles

empruntées, les unes, au droit musulman, les autres à notre législation civile », — et le président du tribunal de Mascara qui estime qu'il faut abroger catégoriquement les règles musulmanes contraires à notre droit et à nos institutions et qui n'admet pas que « dans un code rédigé et promulgué par la France.on trouve des principes aussi nettement opposés aux règles fondamentales des droits de l'homme et des restrictions à la liberté individuelle », — ou encore le préfet d'Alger, pour qui « la codification ne devra pas être un nouveau recueil de préceptes du Coran recherchés avec soin par nous. »

Certains s'étonneront peut-être de ne point trouver l'avis de deux corps qui pouvaient paraître particulièrement qualifiés pour donner sur cette question une opinion éclairée : la cour d'appel et l'école de droit. Mais alors qu'on demandait des rapports aux tribunaux inférieurs, aux médersas et aux sous-préfets, on n'a pas cru devoir s'adresser à eux.

Nous avons été un peu surpris de trouver dans ce recueil notre opinion personnelle qui n'avait point été sollicitée et que nous avions très librement exprimée à la *Société d'Études politiques et sociales*. La lecture des rapports favorables à la codification ne l'a point modifiée. Nous persistons à penser que, même façonné par les mains expertes de notre savant directeur et excellent ami Morand, à qui le soin de la rédaction a été confié, le code musulman rencontrera d'insurmontables difficultés ; et surtout nous estimons, d'une façon générale, que la codification peut se placer au moment où une législation achève une période de son évolution, non quand elle est en pleine transformation.

II. La commission a commencé ses travaux en donnant mission à une sous-commission d'examiner les principales questions soulevées par la codification et de formuler des propositions sur chacune d'elles.

M. Morand, en un substantiel rapport, a résumé les travaux de la sous-commission. — Comme travaux antérieurs de codification de la loi musulmane, on trouvera des précédents précieux dans la *Medjellat* ou code civil ottoman et dans le code égyptien du statut personnel et des successions. Il est à remarquer qu'aucune puissance européenne ayant des sujets musulmans n'a encore codifié les lois et coutumes musulmanes. Il n'y a qu'en Tunisie qu'ait été élaboré un avant-projet de code civil et commercial, ou plus exactement un code des obligations civiles et commerciales. Pour l'Algérie, on en est au premier essai officiel, mais la commission tirera d'utiles renseignements des travaux de MM. Meysonnasse, Norès et Martinot.

Une difficulté sérieuse est celle de savoir à qui s'appliquera le nouveau code. De la masse de la population musulmane orthodoxe, malékite surtout et un peu hanéfite, émergent deux îlots, les Kabyles et les Mozabites. Le groupe orthodoxe est de beaucoup le plus important. Mais peut-on imposer le même code aux Kabyles et aux Mozabites ? — La sous-commission n'a pas tranché cette question comme étant d'ordre politique plus que juridique. Elle n'en demeure pas moins une des plus importantes, et il faudra bien lui donner une solution pour marquer l'exacte portée de la codification.

On sait que — en fait tout au moins plutôt que légalement — l'Algérie se trouve actuellement divisée, au point de vue de l'étendue d'application

du droit musulman, en trois zônes : — le territoire civil, moins les ressorts des tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou, — la Kabylie, c'est-à dire les deux ressorts précédemment réservés, — et les territoires de commandement. La commission estime que, comme le territoire civil est appelé à une extension constante et progressive, c'est seulement le droit musulman en vigueur dans cette zone qui doit être codifié, c'est-à-dire le statut personnel, les successions, les preuves et le statut réel immobilier.

La commission, en rédigeant un code, n'entend pas innover ; ce qu'elle veut, c'est « dégager et formuler clairement et dans un ordre méthodique les vrais principes de la loi musulmane. » Toutefois, ceci est important à noter, les rédacteurs du code ne veulent pas non plus réduire leur rôle à celui de simples copistes ; ils entendent « rechercher parmi les solutions diverses formulées par les docteurs musulmans sur un point déterminé, celles qui paraissent les plus conformes à la morale ou à l'équité et sont le mieux en harmonie avec l'état social de nos indigènes et leurs véritables intérêts économiques » : c'est à celles-là seulement qu'on donnera force de loi à l'exclusion de toutes autres. De même, par des emprunts au rite hanéfite, souvent plus humain et plus large que le rite malékite, par des emprunts aussi à certaines coutumes de Tunisie ou du M'zab, on fera « un travail qui, pour être principalement et avant tout un travail de codification, n'en sera pas moins un instrument de progrès. » D'où il suit que le droit musulman mis en vigueur avec le nouveau code diffèrera quelque peu de celui qui est actuellement appliqué.

Le texte du code sera élaboré par M. Morand (déjà le 2e volume nous présente l'avant-projet du titre du Mariage); il sera ensuite traduit en langue arabe par M. Lacheref, cadi de Batna ; c'est sur ce double texte que la commission délibèrera. De plus, avant que chaque partie du code ne devienne exécutoire, on la communiquera à des jurisconsultes musulmans qui en examineront les dispositions au point de vue de leur conformité à la loi musulmane : la commission tiendra compte, s'il y a lieu, des observations qu'ils croiraient devoir présenter. On aura ainsi une attestation de l'orthodoxie du nouveau code, de nature à le faire accepter par tous les musulmans.

On ne peut qu'approuver la procédure choisie pour l'élaboration du code. Le seul choix de M. Morand pour premier rédacteur nous est une garantie de puissant savoir et d'intelligent discernement.

Mais nous n'en dirons pas autant de ce qu'on a appelé « le mode de promulgation du futur code ». La commission, après une discussion qui manque complètement de clarté, a admis que le code prendrait la forme d'un *décret*. Or, la chose, à notre avis, est légalement impossible.

On pouvait concevoir deux façons régulières de porter le travail de la commission à la connaissance des justiciables et des tribunaux musulmans. — Ou bien on le présentait comme un recueil *officieux*, plus simple, plus clair que Sidi Khalil et les autres ouvrages jusqu'ici consultés. Et alors il suffisait que le gouverneur général le notifiât par *circulaire* à toutes les autorités judiciaires en leur conseillant d'y conformer leur pratique et leurs jugements. On aurait bien fait aussi de l'insérer dans tous les recueils et journaux, officiels ou non, Bulletin officiel du gouvernement général, *Mobacher*, bulletins administratifs des préfectures. — Ou bien on entendait le rendre *obligatoire*, et alors,

comme la conservation de leur loi est assurée aux indigènes musulmans par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, donc par une loi, et comme il n'est pas possible de codifier sans modifier, peu ou prou, le droit et les coutumes actuellement en usage, il fallait une *loi* (1).

La raison donnée pour écarter l'intervention du Parlement n'a rien de topique « Il a paru à la commission qu'en raison de son caractère tout à fait spécial, la codification des dispositions du droit musulman ne pourrait, sans inconvénients, être soumise au Parlement français, peu compétent sur la question. » Mais il ne s'agit pas de savoir s'il est au Parlement beaucoup de députés ou de sénateurs en état de soutenir une discussion de droit musulman. Il s'agit uniquement de savoir si une loi peut être modifiée par décret. Le statut personnel étant assuré aux indigènes musulmans par une loi, il n'y peut être apporté la moindre modification que par une loi.

N'avait-on pas été, au sein de la commission, jusqu'à soutenir qu'un arrêté du gouverneur, inséré au *Mobacher*, suffirait,? Le *Mobacher* n'est point un journal apte à opérer une publication légale et, depuis près d'un demi-siècle, le gouverneur n'a plus la moindre parcelle du pouvoir législatif.

Je vois à cette codification par décret les plus grands inconvénients. Les dispositions du nouveau code n'auront rien d'obligatoire. — Oh ! je sais. On soutiendra que la codification n'a pas modifié le droit musulman, qu'elle n'a fait que le préciser. Franchement, c'est difficilement soutenable. Nous avons lu avec le plus vif intérêt le titre « du Mariage » déjà rédigé par M. Morand, et nous en avons grandement goûté la rédaction précise et l'heureux éclectisme. Mais, à supprimer le droit de *djebr*, à fixer la majorité matrimoniale à dix-huit et à quinze ans, à exiger pour le mariage la rédaction d'un écrit, ne modifie-t-on pas évidemment et profondément la loi musulmane actuellement reçue en Algérie ? Dès lors les plaideurs seront constamment fondés à soutenir l'illégalité du nouveau code qui, simple décret, modifie une législation qui leur était garantie par un sénatus-consulte, c'est-à-dire par une loi. Loin de mettre fin aux difficultés trop fréquentes avec la confusion du droit musulman actuel, on en créera ainsi de nouvelles. Et la codification ira à l'encontre du but que visaient ses promoteurs.

Nous nous plaisons à croire que la commission reviendra sur sa décision.

Émile LARCHER.

---

(1) On nous a fait observer, il est vrai, que l'art. 1er du sénatus-consulte, si net: « L'indigène musulman est français; néanmoins *il continuera d'être régi par la loi musulmane* », a été modifié, restreint tant par le décret du 29 août 1874 que par les décrets du 10 septembre 1886 et du 17 avril 1889. — Il est facile de répondre. Ce n'est pas une raison parce que ces décrets constituent de graves et regrettables illégalités pour qu'on en commette encore une nouvelle, non moins regrettable, non moins grave. La multiplication des illégalités n'est pas précisément le moyen de donner à la législation algérienne la clarté et la solidité qui lui manquent.

LE SÉNATUS-CONSULTE DU 14 JUILLET 1865
ET L'APPLICATION DE LA LOI MUSULMANE AUX INDIGÈNES DE L'ALGÉRIE

Mon excellent collègue et ami Larcher, dans le compte rendu qu'il a donné récemment des travaux de la *Commission de codification du droit musulman algérien,* a vivement reproché à cette commission d'avoir admis que le code à intervenir pût être mis en vigueur par un simple décret. A son avis, dès l'instant où ce code doit être rendu obligatoire, une loi est indispensable : — 1° parce qu'il est impossible de codifier sans modifier le droit et les coutumes actuellement en usage ; — 2° parce qu'une modification à ce droit et à ces coutumes ne peut résulter que d'une loi, — la conservation de ce droit et de ces coutumes ayant été assurée aux indigènes musulmans par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, c'est-à-dire par une loi.

Malgré qu'aucune des considérations invoquées par M. Larcher, à l'appui de ses critiques, ne me paraisse concluante, c'est à regret, cependant, que j'en entreprends la réfutation, parce que j'estime que cette *Revue*, fondée par l'École de droit, a mieux à faire que d'entretenir le public des divergences d'opinions qui peuvent exister entre membres du personnel enseignant de cette École. Mais, rapporteur de la *Commission de codification du droit musulman algérien*, honoré par elle d'une mission de confiance et en ayant reçu, à différentes reprises, de précieux encouragements, il ne me convient pas, en m'abstenant d'y répondre, de paraître donner mon assentiment à des critiques que, les tenant pour justifiées, mon devoir eût été de formuler dans le sein de la Commission, — et, par là, me rendre, vis-à-vis de mes honorables collègues de cette Commission, coupable d'une véritable déloyauté.

Aussi, je pense que le dévoué secrétaire de la rédaction de la *Revue* ne m'en voudra pas de venir, aujourd'hui, combattre la thèse, qu'ici même, il a soutenue.

I

Et, tout d'abord, est-il réellement impossible de codifier, sans les modifier, le droit musulman et les coutumes indigènes actuellement en usage ?

Si, par droit musulman, on entend le droit du XIVe siècle de notre ère, tel que l'a formulé Khalil pour les musulmans malékites, on a raison de dire qu'il n'est pas possible de codifier sans modifier. Il est, en effet, certaines institutions, telles que la contrainte matrimoniale, — certaines règles telles que celles qui autorisent le mariage de la fille non nubile ou donnent toute liberté au père pour dilapider la fortune de ses enfants, admises ou consacrées par ce droit archaïque, - qui ne sauraient trouver place dans un code rédigé par une puissance européenne.

Mais, de ce que nous sommes parfaitement résolus à ne pas prendre, pour guide exclusif de nos travaux, un précis de jurisprudence vieux de cinq siècles, — il n'en résulte pas que nous soyons fatalement amenés à nous écarter des principes fondamentaux de la loi musulmane, à édicter des règles qui violent ces principes et à doter les indigènes algériens d'institutions dont ne sauraient s'accommoder de véritables croyants.

C'est, qu'en effet, à côté du rite malékite, il est d'autres rites orthodoxes ; — à côté des règles formulées dans les traités de jurisprudence, il en est d'autres qu'a consacrées la coutume ou qu'a édictées le souverain ; — à côté des institutions vieillies et surannées, d'autres ont surgi, mieux appropriées à l'état social et à la situation économique des pays musulmans. En pays musulmans, le droit a évolué, s'est *modernisé*.

Or, cette évolution, nous entendons ne pas l'ignorer, et nous nous proposons de faire bénéficier les indigènes algériens des améliorations réalisées en d'autres pays musulmans. Ce faisant, nous doterons ces indigènes d'institutions « mieux en harmonie avec leur état social, leurs besoins économiques et la conception que nous avons de la morale et de la justice », — d'institutions nouvelles pour eux, peut-être, — mais d'institutions musulmanes, cependant, puisqu'empruntées à des pays musulmans et tenues, par ces derniers, pour parfaitement conformes à l'orthodoxie islamique.

Ainsi, nous ne songeons nullement à réduire le domaine

d'application de la loi musulmane en Algérie, tel que le déterminent les textes actuellement en vigueur. S'agissant des matières dans lesquelles la loi musulmane est applicable, nous entendons simplement dire ce qu'est cette loi musulmane, en préciser les règles, — et pour cela choisir entre les diverses règles reçues en pays musulmans, et imposer notre choix.

Et ce ne sont point les musulmans, même les plus orthodoxes, qui pourraient nous contester le droit d'agir ainsi, puisque l'art. 1801 de la *Medjellat* porte que « lorsque, d'ordre souverain, l'opinion d'un docteur de la loi ayant été trouvée conforme aux intérêts du public et aux exigences du temps, il a été ordonné de juger conformément à cette opinion, les juges ne peuvent point valablement appuyer leurs décisions sur une opinion contraire ».

Quant à soutenir que ce droit nous est dénié par le texte même de l'art. 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, on ne saurait le faire qu'à la condition d'admettre préalablement, — ce que personne, à ma connaissance, n'a fait jusqu'ici, — que ce texte, en décidant que les indigènes musulmans continueront d'être régis par la loi musulmane, leur a garanti le maintien de certaines règles fixes, précises, de certains usages déterminés, — en sorte qu'à ces règles et à ces usages on ne saurait substituer d'autres règles, même consacrées par la loi musulmane, — ou d'autres usages, même reçus en d'autres pays musulmans, sans que la substitution fût autorisée par une loi. — Mais quelle serait alors cette loi musulmane, dont le maintien aurait été ainsi assuré par le sénatus-consulte de 1865 ? — Est-ce celle dont les principes sont condensés dans le Précis de Khalil qui date de plus de cinq cents ans ? — Est-ce celle dont les règles ont été résumées, pour les musulmans d'Espagne, par Ebn Acem, dans la *Tohfat* ? — Est-ce la loi musulmane, qu'au reste, nous ne connaissons guère, telle qu'elle était appliquée avant la conquête et que l'avaient faite la coutume et la jurisprudence des cadis ? — Est-ce, enfin, la loi musulmane telle que la comprennent les magistrats français chargés de l'appliquer aujourd'hui ? — Ce sont là questions pour la solution desquelles le texte du sénatus-consulte de 1865 ainsi que les travaux préparatoires ne fournissent aucun élément, — qui demeurent, pour ce motif, entièrement insolubles, — mais que se fût posées le Sénat impérial et qu'il n'eût pas laissées sans réponse, si son intention avait été de garantir aux indigènes algériens, par une loi, un ensemble d'institutions, de règles, d'usages déterminés.

II

Ainsi, il est possible d'élaborer un code musulman algérien, sans, pour cela, soustraire à l'application de la loi musulmane des matières qu'elle doit actuellement régir.

Mais, alors même que la Commission serait amenée, au cours de ses travaux, à restreindre le domaine d'application de la loi musulmane, — il ne serait pas nécessaire qu'une loi intervînt pour rendre obligatoire le code élaboré par elle ; — un simple décret pourrait y suffire.

C'est, qu'en effet, ce domaine d'application de la loi musulmane, en Algérie, n'a jamais été déterminé par une loi.

A en croire M. Larcher, cependant, depuis le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, ce domaine ne pourrait plus être modifié que par une loi. Ce sénatus-consulte, en effet, aurait fixé l'étendue de ce domaine. Dès lors, cette étendue ne saurait être restreinte par décret, puisque le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 est une loi, et qu'on ne modifie pas une loi par décret.

Admettons, pour un instant, la thèse de M. Larcher. Le sénatus-consulte de 1865 a délimité le domaine d'application de la loi musulmane en Algérie. Dorénavant la délimitation de ce domaine ne peut être que l'œuvre du législateur.

Alors, comment se fait-il, qu'à la date du 13 décembre 1866, soit intervenu un décret sur l'organisation de la justice musulmane, dont l'art. 1er a pour objet de dire en quelles matières et dans quelle mesure la loi musulmane est applicable aux musulmans d'Algérie? — Comment expliquer, qu'à une époque où le souvenir des prétendues réformes réalisées par le sénatus-consulte n'avait pu s'effacer, personne n'ait remarqué ni signalé cet empiètement du pouvoir exécutif sur les attributions du Sénat ?

La vérité c'est que, ni de près ni de loin, ceux qui ont participé à l'élaboration du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ne se sont préoccupés de préciser le domaine d'application de la loi musulmane. La seule question qu'ils avaient à résoudre et qu'ils ont résolue, était celle de la nationalité des indigènes algériens. Ceux-ci ayant conservé, dans la mesure fixée par les ordonnances et décrets en vigueur, le bénéfice de leurs lois personnelles, échappant, dans une très large mesure, à l'empire de la loi française, on leur avait contesté la qualité de français ; leur nationalité demeurait incertaine.

Le sénatus-consulte n'a pas eu d'autre but que de faire cesser cette incertitude et de trancher la controverse. « Le présent sénatus-consulte, est-il dit en effet dans l'exposé des motifs lu au Sénat par M. Flandin, commence par cette déclaration : *L'indigène musulman est français*. Cette déclaration faite par un sénatus-consulte, met fin à toute incertitude, à toute controverse, à toute interprétation. La nationalité française accordée au peuple arabe est la consécration des liens formés sur le champ de bataille. »

Et si l'art. 1er du sénatus-consulte après avoir déclaré que l'indigène musulman est français, ajoute que : *néanmoins il continuera d'être régi par la loi musulmane*, ce n'est point qu'on ait entendu, à cette époque, transformer, en quelque sorte, en dispositions législatives, le texte des ordonnances ou décrets antérieurs concernant l'application de la loi musulmane aux mulsulmans algériens, — c'est simplement parce qu'on a voulu que la controverse fût entièrement vidée, qu'aucun doute ne subsistât et qu'on ne pût pas prétendre que l'indigène, étant déclaré français, ne relevait plus à l'avenir que de la loi française. « En devenant français, disait M. le rapporteur Delangle au Sénat, *les indigènes ne sont pas obligés d'abdiquer les statuts sous l'empire desquels ils ont vécu* ».

L'indigène musulman est français, *mais il n'est pas obligé, pour cela de renoncer à l'application de la loi musulmane.* — Voilà ce que décide et tout ce que décide l'art. 1er du sénatus-consulte de 1865. On est, dès lors, en droit d'affirmer que la question de savoir dans quelle mesure exactement les musulmans algériens sont et doivent être régis par la loi musulmane, n'a été, en aucune façon, prévue ni réglée par le sénatus-consulte de 1865 ; — et comme, avant ce sénatus-consulte, cette question n'avait jamais été résolue que par des ordonnances ou décrets, — comme, depuis, elle ne l'a jamais été autrement, — rien ne permet de prétendre, qu'à l'heure actuelle, elle ne puisse être tranchée que par une loi.

Ainsi la *Commission de codification du droit musulman algérien* n'a nullement l'intention de modifier la loi musulmane, en ce sens qu'elle ne songe nullement à doter les indigènes algériens d'institutions qui ne se rencontrent point en d'autres pays musulmans, ou à les soumettre à l'observation des règles qui ne sont point acceptées comme conformes aux principes fondamentaux de l'islamisme. — Mais, quand bien même des doutes pourraient s'élever touchant la parfaite orthodoxie des solutions auxquelles elle croira devoir se

rallier, il ne s'en suivrait pas qu'une loi fût indispensable pour que les tribunaux fussent mis dans l'obligation de s'y conformer.

Marcel MORAND.

Que mon bon et vieil ami Morand croie bien que je ne lui en veux pas le moins du monde de ce qu'il ne partage pas sur un point tout particulier ma manière de voir. Je suis, tout au contraire, tenté de m'en féliciter. Je ne pensais pas que la brève notice bibliographique que j'ai consacrée aux travaux de codification officielle du droit musulman vaudrait aux lecteurs de la *Revue* la très intéressante note qu'on vient de lire sur les intentions de la commission et sur la légalité des décrets en matière d'état des indigènes.

Il ne m'en voudra pas davantage, j'en suis bien certain, si je ne me déclare pas convaincu par son argumentation, même présentée avec cette abondance dans la documentation, cette netteté et cette élégance dans l'expression qui font la force et le charme des travaux de notre très distingué directeur.

Je m'en tiens, quant à moi, à l'affirmation solennelle qui est le début du sénatus-consulte : « L'indigène musulman est français; néanmoins il *continuera* d'être régi par la loi musulmane ». Ce qui, à mon sens, ne laisse aucun doute : ce que le sénatus-consulte consacre, c'est le droit musulman tel qu'il existait en Algérie à l'époque où il a été promulgué. Je m'en tiens à l'intitulé même de ce monument : « Sénatus-consulte sur l'*état* des personnes et la naturalisation en Algérie ». J'en conclus que tout ce qui touche à l'état des personnes n'est plus, depuis lors, du domaine des décrets.

Qu'on veuille bien remarquer que, tout au moins, la question demeure controversée. La légalité du code musulman se présentant sous forme de décret sera toujours contestable et sera certainement contestée. Mieux vaudrait, évidemment, une loi qui ne laisserait place à aucune discussion. L'observation méritait, m'a-t-il semblé, d'être respectueusement présentée à la commission.

Émile LARCHER.

LES COURS CRIMINELLES EN ALGÉRIE

Commentaire de la loi du 30 décembre 1902

INTRODUCTION

§ 1er. — Aperçu historique sur l'organisation des juridictions criminelles en Algérie

1. — L'histoire des juridictions criminelles en Algérie ne présente pas un pur intérêt théorique. Il importe de remonter dans le passé pour y chercher l'ébauche du présent, pour voir comment a été réalisée dans la colonie l'application des différents principes dont peut s'inspirer le législateur en cette matière, application rendue difficile par la diversité de race, de religion et de mœurs des justiciables. Bien entendu, nous ne nous occuperons que des indigènes, habitants du pays que la conquête a faits nos sujets, et spécialement des indigènes musulmans. A cette masse de justiciables, placés par la conquête sous notre souveraineté, appartenant à une race et à une religion différentes, d'une civilisation primitive, ayant leurs idées et leurs mœurs particulières, fallait-il, au début, faut-il même aujourd'hui appliquer notre organisation judiciaire, complexe et formaliste? Faut-il, au contraire, les placer sous un régime spécial? Comment approprier la justice qui leur est due à leur mentalité spéciale? Comment la rendre assez bienveillante et assez ferme en même temps, pour tenir compte de leurs mœurs et donner aussi satisfaction au légitime besoin de sécurité que comporte l'œuvre de la colonisation? Bien des systèmes ont été essayés ; nous les étudierons et nous verrons l'évolution de la législation allant progressivement jusqu'à l'assimilation complète. C'est alors que nous pourrons examiner les résultats qu'a entraînés cette assimilation, voir quelles critiques lui ont été adressées et apprécier le mérite de la réforme opérée par la loi du

30 décembre 1902, laquelle nous a ramenés au système de la personnalité des juridictions.

2. — *1re période : de 1830 à 1834.* — La première mesure concernant l'administration de la justice fut un arrêté du 9 septembre 1830, instituant un tribunal composé d'un président, de deux juges auxquels étaient adjoints des assesseurs de leur religion, lorsque les accusés étaient des indigènes musulmans. Ainsi apparaît, dès le début, cette idée de l'assessorat qui, après une longue éclipse, vient de reparaître dans la législation algérienne (1).

Cette organisation embryonnaire ne dura que peu, mais entre temps un décret vint essayer de pourvoir à la sécurité des européens ; un arrêté du 15 octobre 1830 attribua aux conseils de guerre la connaissance des crimes commis par les indigènes à leur préjudice.

Le premier monument important de notre matière est l'arrêté du 22 octobre 1830 qui consacra le principe de la personnalité des juridictions. En vertu de cette idée, le jugement des crimes commis par les indigènes musulmans fut attribué au cadi, exception faite pour les crimes commis contre les français, lesquels demeurèrent de la compétence des conseils de guerre (art. 14).

Par ses obscurités et ses lacunes, cette législation donna lieu à l'incertitude et à la confusion. Aussi essaya-t-on d'y remédier par l'arrêté du 16 août 1832. Cette mesure conserva le principe de la personnalité des juridictions, car la cour criminelle qu'elle instituait ne put juger que les causes intéressant les français ou étrangers. Quant aux crimes commis entre indigènes musulmans, la compétence était conservée au cadi, sauf appel devant le conseil d'administration (art. 6) et plus tard devant la cour criminelle (arrêté du 8 oct. 1832, art. 2).

3. — *2e période : de 1834 à 1842.* — L'arrêté du 16 août 1832 devait être le dernier grand acte du gouvernement local, en matière d'organisation judiciaire ; désormais c'est le régime des ordonnances.

Le premier acte du gouvernement central fut l'ordonnance du 10 août 1834, rendue à la suite des travaux d'une commis-

---

(1) D'après Ménerville (*Législation algérienne*, I, p. 383), ce tribunal n'aurait jamais été installé. D'après M. Estoublon, au contraire (*Jurisprudence algérienne*, I, p. 1), il aurait tenu quelques audiences et rendu treize jugements.

sion spéciale. Pour la première fois, on établit nettement la distinction entre le territoire civil et le territoire militaire (art. 4 et 37). Dans celui-là, le seul qui nous intéresse, on crée trois tribunaux à juge unique et un tribunal supérieur. Mais ces juridictions sont loin d'avoir une compétence générale : c'est le principe de la personnalité qui est maintenu, ou plutôt la compétence est déterminée par la qualité de la victime. Quand la victime est un français ou un étranger ou un israélite indigène, l'accusé est jugé par les tribunaux français, savoir : à Oran et Bône par le tribunal du premier degré, sauf appel au cas où le crime entraine une peine supérieure à la réclusion ; à Alger, par le tribunal supérieur (art. 32). Dans ce cas, les tribunaux sont assistés d'assesseurs musulmans (art. 35 et 36). Quand la victime est un indigène, la compétence du cadi est maintenue, sauf le droit d'appel devant le tribunal supérieur (art. 39 et 40).

Les formes de procéder étaient celles prescrites par le code d'instruction criminelle devant les tribunaux correctionnels (art. 53).

Deux atteintes furent portées à cette législation par l'ordonnance du 28 février 1841.

Le tribunal supérieur fut remplacé par une cour royale. Désormais les jugements criminels rendus par les tribunaux d'Oran et de Bône furent toujours susceptibles d'appel devant la cour (art. 5). La juridiction répressive des cadis est supprimée.

4. — *3e période : de 1842 à 1854.* — L'ordonnance de 1841 ne fut que transitoire. Elle fut remplacée par celle du 26 septembre 1842 qui, tout en reproduisant plusieurs de ses dispositions, marque un nouveau pas dans la voie de l'assimilation.

La distinction du territoire civil et du territoire militaire est toujours maintenue. En territoire civil, la justice est rendue par des corps d'une composition semblable à ceux de la métropole ; le principe de l'unité du juge est abandonné. Les affaires criminelles, à quelque nation ou religion qu'appartienne l'inculpé, sont jugées, savoir : dans la province d'Alger, par la cour, ailleurs par les tribunaux de première instance, sauf appel devant la cour (art. 5, 10 et 38), mais sans le concours des assesseurs musulmans, lesquels sont supprimés (art. 40).

Cette organisation qui, surtout en raison du maintien des formes de la procédure correctionnelle (art. 62), n'offrait pas aux accusés des garanties suffisantes, donna lieu à des cri-

tiques et à des difficultés. Il suffit ici de noter la singularité qui accordait aux justiciables d'Oran, de Bône et de Philippeville un recours qui était refusé à ceux d'Alger.

5. — *4e période : de 1854 à 1870.* — C'est le décret du 19 août 1854 qui établit en territoire civil l'unité de juridiction criminelle, sans distinction entre les provinces. Mais on était encore bien loin de l'assimilation, et les nouvelles juridictions criminelles ne méritaient pas le nom de cours d'assises qui leur fut improprement donné, puisqu'elles statuaient sans le concours de jury, base de notre organisation criminelle en France.

Ces cours, qui siègent dans chaque arrondissement, se composent : à Alger, de cinq conseillers dont un remplit les fonctions de président, et dans les autres arrondissements de trois conseillers et de deux juges appartenant au tribunal (art. 5 et 6). Les magistrats statuent successivement sur les questions de fait et sur l'application de la peine.

Les garanties données aux accusés sont renforcées par l'introduction des formes de la procédure criminelle (art. 12), et plus tard par la création à la cour d'Alger d'une chambre des mises en accusation (D. 15 déc. 1858).

Ces juridictions qui, dit-on, firent faire un grand pas à la question de la sécurité, furent vivement critiquées à raison de leur excessive sévérité dont les européens se plaignaient d'ailleurs au mème titre que les indigènes. Et, si l'on en croit certaines anecdotes qui ont encore cours au Palais, elles étaient loin d'assurer aux accusés toutes les garanties au point de vue de la défense.

6. — *5e période : de 1870 à 1902.* — Vers la fin de l'Empire, un mouvement très vif contre cette organisation, mouvement issu d'idées généreuses et aussi de la haine contre le régime impérial, se dessina en Algérie. Bientôt les *desiderata* des colons se condensèrent dans les « Cahiers algériens » déposés pour la session législative de 1870.

Déjà à cette époque, l'on réclamait l'abolition des conseils de guerre pour les indigènes en territoire militaire, réforme qui eût été certainement prématurée, et qui le serait peut-être encore aujourd'hui ; l'on réclamait surtout avec énergie la création du jury en matière criminelle. Le gouvernement impérial se montra opposé à cette réforme à laquelle on objectait des raisons qui ont été plus tard reproduites par les partisans de la suppression du jury. C'est ainsi que M. Béhic, le rapporteur du projet de constitution algérienne

de 1869, disait : « Le moment n'est pas venu d'énerver l'action de la justice répressive en Algérie pour le seul avantage de donner satisfaction à une abstraction philosophique... L'intervention du jury satisferait sans doute l'européen qui croirait y trouver une garantie. Ne paraîtrait-elle pas un danger auprès de l'indigène qui, au lieu d'un tribunal organisé et permanent, se verrait livré à une réunion de juges accidentels choisis parmi ceux qu'il considère trop souvent comme les ennemis de sa race ? »

Ce fut le décret du 24 octobre 1870, œuvre du Gouvernement de la défense nationale, qui introduisit en Algérie le jury, faisant ainsi d'un principe de droit public une application que le développement de la colonisation lui paraissait justifier.

Les cours d'assises furent réduites à quatre : Alger, Oran, Constantine, Bône. La liste annuelle du jury comprenait 400 noms pour le département d'Alger, 300 pour celui d'Oran, 300 pour la cour d'assises de Constantine (comprenant les arrondissements de Constantine, Batna, Bougie, Philippeville et Sétif), et 200 pour celle de Bône (comprenant les arrondissements de Bône et Guelma). Le jury était formé suivant les prescriptions du décret du 7 août 1848, provisoirement remis en vigueur.

Une loi du 30 juillet 1881 vint alléger quelque peu la charge du jury, qui commençait déjà à paraître lourde, en augmentant la liste annuelle (600 à Alger et Oran, 500 à Constantine, 300 à Bône), en réduisant la liste de session à 24 jurés titulaires et 10 suppléants, et enfin en décidant que nul ne pourrait être contraint de remplir les fonctions de juré plus d'une fois en deux années (art. 2, 3 et 4).

7. — Au moment de terminer cette étude historique de la justice criminelle en Algérie, une réflexion s'impose : c'est que des divers systèmes essayés jusqu'ici, juridictions personnelles de 1830, juridictions mixtes avec l'ordonnance de 1834, juridictions purement françaises avec l'ordonnance de 1842, cours criminelles sans jury de 1854, cours d'assises depuis 1870, aucun n'a donné de résultats satisfaisants.

La tendance manifestée depuis quelques années vers l'autonomie de l'Algérie devait forcément amener une réaction contre l'assimilation au point de vue judiciaire, et les plaintes sans cesse croissantes au sujet de l'insécurité devaient donner plus de poids aux critiques dirigées contre l'organisation judiciaire qu'on accusait trop facilement d'en être la cause. Une organisation nouvelle a donc été essayée et des juridictions spéciales ont été créées : tribunaux répressifs indigènes

en matière correctionnelle, cours criminelles en matière criminelle. Nous ne voulons pas, en ce moment, nous livrer à des critiques, mais l'avenir seul nous dira si, tout en donnant satisfaction à des intérêts d'un ordre utilitaire, tels que l'économie des frais et l'allègement de la charge du jury, la nouvelle institution assure une justice ferme en même temps qu'équitable, si l'organisation judiciaire en Algérie a trouvé sa formule définitive et si enfin la fameuse question de la sécurité a été résolue.

§ 2. — Critiques et projets de réforme

8. — Accueillie avec transport, l'institution du jury ne tarda pas à donner lieu à des critiques et à des réclamations, surtout après que les arrêtés de 1880, en étendant le territoire civil, eurent considérablement augmenté le nombre des justiciables des cours d'assises et, par suite, aggravé la charge du jury. La question acquit assez d'acuité pour que déjà en 1884, à propos des projets de suppression du jury, M. le procureur général Pompéï crût devoir protester en ces termes : « Cette marche rétrograde n'est pas commandée par l'intérêt de l'Algérie, elle ne pourrait s'expliquer après la lutte passionnée engagée par les Algériens pour obtenir le jury ».

Néanmoins les plaintes et les réclamations allèrent en augmentant, et il faut bien convenir qu'elles ne laissaient pas d'être quelque peu justifiées. En effet, la criminalité indigène est très élevée et les 4.000.000 d'indigènes qui peuplent l'Algérie fournissaient un très fort contingent d'accusés aux cours d'assises. Si l'on ajoute à cette population environ 220.000 étrangers, plus 300.000 français (d'origine ou naturalisés) et si l'on songe que cette population française aussi réduite, inférieure à celle de beaucoup de départements français, devait fournir les 2.000 jurés nécessaires pour juger annuellement 900 ou 1.000 accusés impliqués dans six ou sept cents affaires et au cours d'une quarantaine de sessions, on comprend que la charge du jury devait paraître fort lourde, vingt-trois fois plus qu'en France, a-t-on dit. C'était là un service pénible et onéreux à la fois, surtout pour les colons habitant les villages et les fermes isolées, tant à cause des inconvénients résultant d'une absence prolongée que de l'éloignement du chef-lieu et de la difficulté des moyens de transport.

D'un autre côté, que valait la justice rendue aux indigènes

par le jury algérien? L'institution du jury en matière indigène était, disait-on, appliquée à faux, puisque son principe consiste dans le jugement de l'accusé par ses pairs. Or le français, le colon, ne peut être considéré comme le pair de l'arabe; bien plus celui-ci ne voit en lui qu'un homme d'une autre race et d'une autre religion, presque un ennemi. Celui-ci, d'ailleurs, n'a pas de ses idées et de ses mœurs une connaissance suffisante pour apprécier équitablement certains crimes particuliers à sa race. Enfin, ajoutait-on, comment le jury pourrait-il juger en conscience dans ces affaires purement indigènes, au cours de débats étriqués où les mensonges, les contradictions et les réticences des témoins ne permettent guère de se faire une conviction? « Peut-on — disait M. Letellier, député d'Alger, — demander à un juré que l'on a enlevé à ses occupations, exposant ainsi sa famille à la misère et au danger, de juger en conscience des indigènes qu'il considère souvent comme des ennemis et à l'égard desquels il est porté par nature à user de représailles? Or les neuf dixièmes des crimes soumis aux cours d'assises d'Algérie ont été commis par des indigènes. Est-il surprenant que le jury trahisse son énervement et sa lassitude par des verdicts trop rigoureux ou des acquittements du plus mauvais effet moral sur les populations soumises à notre domination? »

9. — Telles étaient les principales critiques dirigées contre l'institution du jury, dont l'application inconsidérée aux affaires indigènes n'avait produit qu'une justice inégale, partiale souvent, en tous cas trop onéreuse et trop lente. C'était là, disait-on, une des causes principales de l'insécurité.

Bientôt les assemblées élues émirent des vœux de réforme, la presse se fit l'écho de ces réclamations, les jurés eux-mêmes ne manquaient pas, presque à chaque session, de formuler des protestations. La formation du jury de session devenait d'ailleurs de plus en plus difficile, car il y avait une émulation générale pour ne pas être juré. Il semblait donc que tout fût mûr pour la réforme d'une situation aussi pénible pour le jury que défavorable aux intérêts des justiciables indigènes et nuisible à l'intérêt général de la colonie.

10. — Pour arriver à la réforme de l'organisation judiciaire en matière criminelle, divers projets furent élaborés. Différant sur l'emploi des moyens, ils poursuivaient un même but qui peut se résumer ainsi :

1° Faciliter, dans l'intérêt de la sécurité générale, la répression des crimes par une organisation imprimant plus d'activité aux poursuites ;

2° Soulager les jurés algériens de la lourde tâche des procès indigènes ;

3° Assurer un meilleur fonctionnement de la justice criminelle à l'égard des indigènes, en créant une institution pouvant leur procurer des garanties équivalentes à celles qu'ils trouvent dans le jury ;

4° Enfin fortifier le jury français et en assurer la bonne composition par la mise en vigueur des lois qui régissent son recrutement dans la métropole.

Cette dernière réforme fut déjà réalisée en partie par le décret du 8 février 1900, déclarant applicables à l'Algérie les art. 2, 3, 4, 5 1° et 2°, 20 de la loi du 21 novembre 1872, lesquels édictent certaines incapacités.

Quant aux autres points, les divers projets pouvaient se classer en deux groupes, procédant de tendances différentes et formant, comme on l'a dit assez heureusement (1), deux courants : le courant algérien et le courant français. Les propositions algériennes supprimaient le jury pour attribuer compétence aux magistrats seuls. Les propositions françaises tendaient à la création de tribunaux composés de magistrats et d'assesseurs délibérant ensemble.

La première proposition, par ordre de date, émanait des députés algériens de la 6e législature, moins un. Elle reposait sur une distinction tirée de la nature des crimes commis par les indigènes et de la nationalité des victimes. Aux cours d'assises ordinaires demeurait réservée la connaissance des crimes commis par les indigènes portant atteinte à la chose publique, ou dont les victimes seraient des français ou des étrangers non musulmans. Au contraire, les cours d'assises statuant sans jury devaient juger les crimes commis par les indigènes ou étrangers musulmans contre leurs coreligionnaires. C'était faire revivre une distinction que nous avons vue pratiquée plusieurs années auparavant par la législation algérienne, distinction injustifiable, contraire au principe d'égalité qui est la base de toute justice. Comme l'a dit avec raison M. Flandin, « réserver exclusivement aux jurés français la connaissance des crimes perpétrés sur des victimes de nationalité européenne, ce serait donner à la répression un caractère de représailles incompatible avec les principes de la justice. » Et s'il était vrai qu'au cas de crimes commis par des indigènes contre des européens, les verdicts des jurés algériens fussent souvent empreints d'une partialité aussi

(1) Foissin, *Essai sur l'histoire des juridictions criminelles en Algérie*, p. 206.

involontaire que regrettable, c'eût été justement dans les cas les plus graves que les objections les plus fortes dirigées contre l'ancien système auraient subsisté.

En outre, ce projet introduisait dans notre organisation judiciaire une étrange anomalie. Alors qu'il s'agit d'un simple délit, l'indigène a la garantie d'un deuxième degré de juridiction ; il n'eût, au contraire, joui d'aucun recours lorsqu'il était poursuivi pour crime et susceptible d'encourir les peines les plus graves.

Pour échapper à ces critiques, M. Letellier déposa à son tour un projet consistant à attribuer la connaissance de tous les crimes aux tribunaux correctionnels, sauf appel, excepté pour les crimes passibles de la peine de mort qui auraient été réservés aux cours d'assises composées uniquement de magistrats.

Ce projet n'introduisait pas moins d'anomalies que le précédent dans notre organisation judiciaire. Le jugement des crimes, en effet, n'a-t-il pas toujours été distinct et différent de celui des délits, entouré de plus de garanties? Et c'est précisément lorsqu'il était menacé de la peine de mort que l'indigène eût été privé d'un droit de recours qu'on lui accordait en tout autre cas !

11. — A ces projets la commission, chargée de les examiner, substitua un projet dû à l'initiative de M. Flandin, député de l'Yonne, ancien procureur général à la cour d'Alger. La caractéristique de ce projet consistait dans l'introduction en Algérie du système de l'assessorat usité dans nos autres colonies. Il devait tout naturellement être favorablement accueilli par les Chambres, portées à voir dans le concours des indigènes à l'œuvre de la justice une garantie pour les accusés. Ce projet déférait le jugement des crimes commis par les indigènes à une cour criminelle siégeant dans chaque arrondissement, composée de trois magistrats, de deux assesseurs français et de deux assesseurs musulmans.

L'organisation judiciaire de nos colonies, dont les plus vieilles, seules, possèdent l'institution du jury, fournissait à son appui un puissant argument. Dans plusieurs d'entre elles, les indigènes sont appelés à faire partie du tribunal lorsque les accusés sont eux-mêmes indigènes. Plus près de nous, en Tunisie, le système de l'assessorat fonctionne avec la participation des indigènes.

12. — Le projet de M. Flandin, adopté par la Chambre le 25 octobre 1897, fut mal accueilli dans les milieux algériens :

il procédait, disait-on, d'idées arabophiles et attestait une ignorance absolue de la mentalité indigène. Les objections qu'il soulevait furent résumées dans l'exposé des motifs d'un contre projet présenté en 1898 par les sénateurs algériens.

C'est surtout l'idée des assesseurs indigènes qui était vivement combattue. On invoquait contre elle d'abord le principe de souveraineté dont c'eût été un abandon, ensuite l'impossibilité de trouver en nombre suffisant des assesseurs musulmans assez instruits pour être à même de suivre utilement les débats criminels, et enfin l'inaptitude morale des indigènes à participer à l'œuvre judiciaire française, laquelle exige une indépendance, une hauteur de vues et une élévation de conscience qu'on rencontre bien rarement chez eux. Étant donné le petit nombre d'indigènes aptes à remplir de telles conditions, qui ne voit que la qualité d'assesseur deviendrait trop facilement une fonction, pour ne pas dire un métier? Enfin, au point de vue pratique, le système présentait des difficultés d'organisation, car il distrairait trop de conseillers de leur service normal à la cour et il y aurait lieu à une augmentation de personnel.

Cette dernière objection, remarquons-le immédiatement, n'aurait eu de force que si les seize cours criminelles d'Algérie avaient dû fonctionner simultanément ; il suffisait, pour éviter l'inconvénient signalé, de répartir leur tenue par mois et de désigner un même conseiller pour présider plusieurs sessions l'une après l'autre. Quant aux critiques dirigées contre les assesseurs indigènes, nous reconnaissons qu'elles sont fondées, mais on se demande quelle autorité elles pouvaient avoir dans la bouche des sénateurs algériens qui avaient absolument approuvé la création des tribunaux répressifs indigènes, où siège un juge indigène choisi, la plupart du temps, sans garantie.

13. — Le contre-projet des sénateurs algériens cherchait à résoudre le problème par une distinction difficilement acceptable. Les crimes commis par les indigènes auraient été déférés aux tribunaux correctionnels, sauf les crimes capitaux pour lesquels le jury était maintenu. Pourquoi cette exception? Pensait-on que le jury appliquerait plus facilement la peine de mort, ou pensait-on le contraire? Comme l'a dit avec raison M le sénateur Isaac, « si le jury est déclaré mauvais lorsqu'il est appelé à connaître des crimes commis par les indigènes, il ne se peut pas qu'il devienne meilleur quand il aura à statuer sur des faits qui entraîneraient la plus

terrible de toutes les peines, celle où les conséquences de la passion ou de l'erreur seront irréparables. »

Au point de vue de l'organisation judiciaire, la critique du projet était facile ; pour soulager les cours d'assises, on écrasait les tribunaux correctionnels.

14. — Néanmoins le dépôt de ce projet, en même temps que certaines manifestations exagérées de l'esprit algérien, retardèrent le vote définitif du projet Flandin, qui avait été l'objet de deux rapports favorables. Les uns ne parlaient de rien moins que d'en revenir à la juridiction militaire ; d'autres préconisaient l'établissement de commissions disciplinaires analogues à celles qui fonctionnent en territoire militaire. Propositions inacceptables, car la répression n'est pas tout et l'indigène a droit à des garanties.

Un projet bizarre, émané du gouvernement général, voulait déférer le jugement des crimes commis par les indigènes au tribunal correctionnel statuant sans appel avec le concours d'un administrateur et d'un assesseur musulman. Ce projet, qui tenait de tous les autres, méritait par conséquent à lui seul toutes les critiques qui leur avaient été adressées : il reçut l'approbation des délégations financières.

15. — Au milieu de cette masse de projets, quelques bons esprits, après avoir attaqué les innovations proposées, pensaient que le mieux était encore de conserver le jury, justice indépendante, dont la disparition de notre colonie, au début du XX^{e} siècle, les effrayait. Cependant, ils proposaient certains remèdes, ou plutôt des demi-mesures. C'est ainsi que M. Hugues voulait réduire le jury à huit membres ; d'autres même à six. Mais quelle autorité pourrait avoir un jury aussi réduit? M. Eyssautier voyait la réforme dans le jury dirigé par le président. C'était insuffisant, et il y aurait beaucoup à dire au sujet de cette introduction d'un unique magistrat dans la chambre des délibérations du jury, de laquelle il pourrait résulter ou une pression illégale ou des froissements dont souffrirait sa dignité. M. Ménesson proposait d'allouer une indemnité aux jurés. Enfin, quelques autres acceptaient la décentralisation de la justice criminelle en la mettant au chef-lieu d'arrondissement, mais en conservant néanmoins le jury. Cette réforme, qui eût peut-être été la meilleure, aurait pu être réalisée par décret, en vertu de l'article 6 de la loi du 30 juillet 1881.

§ 3. — Vote de la loi. — Appréciation de la réforme

16. — Les représentants de l'Algérie au Parlement ayant approuvé l'institution des tribunaux répressifs indigènes, qui décentralise la justice correctionnelle et y fait participer deux assesseurs, dont l'un français et l'autre indigène, il leur devenait difficile de s'opposer au vote définitif de la loi. Le projet fut adopté au Sénat, avec modifications, le 27 novembre 1902. Cela nécessita un retour à la Chambre qui, sur rapport de M. Colin et après déclaration d'urgence, vota définitivement la loi le 2 décembre 1902.

La loi ne devait pas entrer immédiatement en vigueur, car elle spécifiait, dans son article 3, que les assesseurs français et les assesseurs musulmans seraient inscrits sur des listes dressées conformément à la loi métropolitaine du 21 novembre 1872, et, à ce moment, il était trop tard pour faire fonctionner les commissions instituées par cette loi. Mais le cours de la justice ne pouvait être ainsi interrompu. Aussi fit-on voter par les Chambres une loi qui permit l'établissement immédiat des listes pour l'année 1903 (L. 14 février 1903). Néanmoins les cours criminelles ne commencèrent à fonctionner qu'au mois de mai de l'année 1903.

17. — Et maintenant quelle appréciation peut-on porter sur cette réforme?

Qu'elle ait donné satisfaction aux vœux si souvent exprimés pour l'allègement de la charge du jury, c'est certain. Mais ce serait rabaisser singulièrement la question que de l'envisager uniquement à ce point de vue purement égoïste. La nouvelle juridiction remédie-t-elle aux inconvénients qu'entraînait le fonctionnement des cours d'assises? D'un autre côté, réunit-elle les conditions de fermeté et d'équité qu'on est en droit d'exiger?

A parler franchement, nous estimons qu'il est mauvais, surtout en matière de justice, de maintenir cette dualité d'institutions, les unes réservées aux français, les autres propres aux indigènes. Ce n'est pas, en tout cas, favoriser cette assimilation que rêvent quelques-uns.

On a souvent comparé le régime politique et social de l'Algérie à la féodalité, les français jouissant de prérogatives et de droits semblables à ceux des seigneurs d'autrefois. Il y a du vrai dans cette remarque, et ici l'on peut dire justement qu'il y a encore un véritable privilège pour les français et européens, caste dominante, ayant leur justice particulière

rendue par leurs pairs, tandis qu'une autre justice est réservée aux indigènes, figurant la masse des vilains.

Est-il vrai de dire que les indigènes trouvent dans la nouvelle juridiction les garanties que pouvait leur présenter le jury, et que ces garanties soient même augmentées par la participation de leurs coreligionnaires ? Il est permis d'en douter.

La cour criminelle, étant composée d'éléments divers, manque forcément de la cohésion nécessaire à l'administration d'une bonne justice. Bien plus, si nous prenons d'un côté les magistrats et de l'autre les assesseurs, nous voyons deux groupes appartenant à des mondes différents, ayant des idées et des tendances différentes, — et ensuite, dans le groupe même des assesseurs, nous trouvons des français et des indigènes n'ayant entre eux aucune communion d'idées, de mœurs, ni d'éducation. Que peut-il résulter de la collaboration passagère d'éléments si divers ?

Cette collaboration même est-elle réellement possible ? Pour cela, il faudrait que, dans ce tribunal, chacun pût conserver son indépendance et la liberté de son opinion : or, c'est ce qui ne peut être. Les assesseurs-juges des cours criminelles de 1854 se plaignaient de la pression exercée sur eux par les magistrats de la cour envoyés d'Alger. Une semblable pression ne doit-elle pas s'exercer de la part du président, d'abord sur les deux juges magistrats et ensuite sur les assesseurs non magistrats ? C'est à craindre. On se demande, en effet, quel rôle utile peut jouer dans ce milieu hétérogène ce rudiment de jury — nous voulons parler des assesseurs français — placés entre les magistrats, portés par habitude professionnelle à se montrer sévères, et les assesseurs indigènes trop enclins à les suivre et, pour ainsi dire, à leur obéir.

On a dit et répété que la présence des indigènes constituait une garantie pour des accusés de même race et de même religion qu'eux. Mais tout d'abord est-il possible de trouver dans chaque arrondissement, en nombre assez grand pour établir un roulement et pour que la mission d'assesseur ne devienne pas une fonction, des indigènes ayant une instruction suffisante et une connaissance de la langue française assez parfaite pour être à même de suivre utilement les débats, de comprendre les questions souvent très délicates qui s'y traitent, de comprendre les réquisitoires et les plaidoiries, afin de se former une opinion qu'ils devront ensuite exprimer par un vote secret ? Le nombre de ceux qui peuvent satisfaire à de pareilles conditions est très restreint, si l'on songe que parmi les membres indigènes des conseils géné-

raux et des délégations financières, choisis parmi les plus capables et les plus distingués, il n'y en a pas le tiers qui soient en état de les remplir. Quant à la garantie que l'on a cru accorder aux indigènes par la présence au sein de la cour de juges de leur race et de leur religion, il n'y a là qu'une illusion. Ils appartiennent, en effet, à un monde que divisent trop souvent des antagonismes de race, de religion et de caste, des haines de çofs, et l'on ne saurait attendre un jugement sain et libre d'hommes qui partagent les défauts de leur race, manquant d'indépendance et d'esprit de solidarité, exposés à toutes les influences et à la corruption.

Donc, pas de cohésion au sein de cette juridiction, aucune communion d'idées ni de sentiments entre les différents groupes qui la composent. Les magistrats, a-t-on dit, seront les départiteurs entre les assesseurs français et les assesseurs musulmans ; n'est-ce pas dire clairement que ce sont eux qui jugent, et alors à quoi sert de leur adjoindre un semblant de jury ? Si les jurés de la cour d'assises n'étaient pas les pairs de l'accusé indigène, peut-on dire que les membres de la cour criminelle le sont davantage, à l'exception des deux assesseurs indigènes qui ne peuvent y jouer qu'un rôle absolument effacé ? Beaucoup de bons esprits proposent de supprimer la séparation entre les juges et les jurés et de les appeler à participer ensemble au jugement du fait et du droit. Sans nous attarder à examiner la valeur de cette idée, il nous paraît que l'application qui en a été faite ici, par la création des cours criminelles, est assez peu heureuse.

L'institution d'une juridiction criminelle spéciale a eu pour résultat de faire ressortir d'une façon fâcheuse la différence du traitement appliqué aux accusés, suivant qu'ils sont européens ou indigènes ; il n'y a pour cela qu'à comparer les verdicts rendus par les cours d'assises et les sentences des cours criminelles. Pour les uns, c'est presque toujours l'impunité ; pour les autres, une sévérité souvent exagérée. En effet, tandis que pour les cours d'assises, la proportion des acquittements est de 42 0/0 et celle des condamnations de 58 0/0, pour les cours criminelles les proportions sont les suivantes : 17 0/0 d'acquittements et 83 0/0 de condamnations (statistiques de 1905). Cette sévérité, lorsqu'il s'agit de crimes commis au préjudice des européens, surtout des colons, n'a rien de nouveau. Mais quel résultat peut-elle produire lorsqu'elle s'exerce relativement aux crimes purement indigènes, à ces crimes qui tiennent au tempérament, aux mœurs, aux idées d'une race qui en est restée à un stade primitif de la civilisation ? C'est bien le cas de répéter la parole d'Horace :

..... Quid leges sine moribus
Vanæ proficiunt ?

Quant à l'insécurité, les plaintes de plus en plus vives qu'elle provoque prouvent bien que ce n'est pas d'un trait de plume qu'on fait disparaître un mal qui provient de causes diverses; que la sévérité dans la répression n'est pas tout, et qu'il vaudrait mieux chercher le remède dans l'amélioration de la condition sociale et économique de la population indigène, dans l'organisation de la police rurale, dans la réorganisation de la police judiciaire dont le fonctionnement est devenu fort défectueux depuis qu'elle a été confiée aux administrateurs, enfin dans la réforme du régime pénitentiaire appliqué aux indigènes.

18. — Sans nous attarder plus longtemps à ces réflexions nous allons étudier le fonctionnement des cours criminelles, en examinant successivement leur organisation et leur procédure.

L'application de la loi du 30 décembre 1902 a soulevé des difficultés assez nombreuses sur lesquelles la jurisprudence a eu à se prononcer. Nous avons pensé, en publiant ce commentaire, à la fois théorique et pratique, être utile à tous ceux qui, par profession, ont à s'occuper des cours criminelles, et même à ceux qui, à un titre quelconque, sont désireux de connaître un point intéressant de la législation algérienne.

CHAPITRE PREMIER

Du caractère, de l'organisation et de la compétence de la cour criminelle

---

§ 1er. — Nature et caractère de la cour criminelle

19. — *Généralités.* — La juridiction instituée par la loi du 30 décembre 1902 est qualifiée de « cour criminelle ». Cette dénomination indique qu'elle est établie pour le jugement des crimes. C'est, en effet, pour connaître des crimes commis par une certaine catégorie de justiciables en Algérie que cette

nouvelle juridiction a été créée : elle a été, dans cette mesure, substituée aux cours d'assises qui fonctionnaient auparavant

Mais la cour criminelle n'est pas constituée sur les mêmes bases que la cour d'assises ; elle dérive d'un tout autre principe, la collaboration des magistrats et des laïcs au jugement des affaires. Elle présente cependant certains caractères d'analogie avec la cour d'assises. Comme celle-ci, ce n'est pas une juridiction permanente : elle se constitue à certaines époques pour juger certaines affaires, puis se dissout. Comme elle aussi, ce n'est pas une juridiction simple, composée d'éléments de même nature et de même origine : elle comprend des magistrats et des assesseurs. Mais, à la différence de la cour d'assises, ces deux éléments forment une juridiction unique, ayant le droit de délibérer et de statuer à la fois sur la culpabilité et l'application de la peine, tandis que dans la cour d'assises, ces deux questions ressortissent respectivement aux deux éléments qui la composent et qui demeurent séparés.

Nous verrons cependant qu'en dehors de ces deux points, les deux éléments qui composent la cour criminelle ne concourent pas à l'examen des autres questions et conservent chacun des attributions distinctes.

20. — *Nature.* — La cour criminelle étant constituée pour juger les crimes commis par une certaine catégorie de justiciables, il semblerait qu'on pût dire que c'est une sorte de cour d'assises. Mais l'assimilation serait inexacte. Peu importe, en effet, la nature des infractions qu'une juridiction est appelée à juger, lorsqu'elle est constituée en dehors des règles générales de notre organisation judiciaire. Par exemple, les conseils de guerre jugent les crimes de droit commun commis par les militaires — et même, en Algérie, par les non-militaires en territoire de commandement — et cependant personne ne soutient que ce soient des cours d'assises, ni même que ce soient des tribunaux de droit commun. De même, les tribunaux répressifs indigènes créés en Algérie par les décrets de 1902 et réorganisés par celui du 9 août 1903, bien qu'ils jugent les délits commis par les indigènes en territoire civil, n'ont pu être assimilés aux tribunaux correctionnels.

Bien que substituée à la cour d'assises pour le jugement des crimes commis par les indigènes en territoire civil, la cour criminelle ne participe pas de la nature de celle-ci : elle n'a ni la même organisation, ni la même compétence, ni tout à fait la même procédure. C'est donc une juridiction à

part et il nous faut maintenant rechercher quel est son caractère.

21. — *Caractère.* — La cour criminelle constitue-t-elle une juridiction de droit commun ou d'exception?

La question a été discutée beaucoup moins vivement que pour les tribunaux répressifs indigènes; elle se présente cependant à peu près dans les mêmes termes. En effet, les cours criminelles ont une composition analogue à celle des tribunaux répressifs indigènes et une compétence identique quant aux personnes. Quant à leur procédure, on ne peut nier qu'elle présente des particularités. Or, la cour de cassation a reconnu le caractère d'exception des tribunaux répressifs indigènes, tant sous l'empire des décrets de 1902 (crim. cass., 5 fév. 1903, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 52) que sous le régime du décret du 9 août 1903 et malgré les réformes apportées dans leur fonctionnement par celui-ci (crim. cass., 24 déc. 1903, *Rev. Alg.*, 1904. 2. 40). Pourquoi en serait-il autrement des cours criminelles ?

On a beaucoup discuté, à propos des tribunaux répressifs indigènes, la question de savoir à quel critérium il convenait de s'attacher pour déterminer le caractère d'une juridiction. La jurisprudence algérienne s'était appuyée pour leur attribuer le caractère de juridiction d'exception, sur un ensemble d'anomalies qui les faisaient différer des juridictions ordinaires (voy. : Alger, 18 déc. 1902, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 1). La cour de cassation, qui s'était contentée, dans l'arrêt du 5 février 1903, d'affirmer le caractère d'exception des tribunaux répresifs indigènes, crut pouvoir justifier son opinion, dans son arrêt du 24 décembre 1903, en relevant quelques particularités de leur procédure. Faudrait-il donc envisager uniquement la question de procédure pour décider si une juridiction a oui ou non le caractère d'exception ? Tel est le point de vue auquel s'est placée la cour criminelle d'Orléansville dans un arrêt du 4 mai 1903 (*Rev. Alg.*, 1903. 2. 221 et la note de M. Larcher). Pour elle, les cours criminelles constitueraient bien une juridiction spéciale, puisqu'elles ne jugent qu'une catégorie d'individus; mais on ne saurait les qualifier de juridiction exceptionnelle, car elles offrent relativement à la procédure les mêmes garanties que les juridictions ordinaires. Nous ne pensons pas, pour notre part, qu'il faille faire une distinction entre la spécialité, qui viserait la compétence limitée à une catégorie de justiciables, et l'exceptionalité, qui aurait trait aux particularités de la composition et de la procédure. Pour nous, ces deux expressions « spéciales

et exceptionnelles » que la loi du 27 mai 1885 (art. 2) emploie pour qualifier certaines juridictions, sont synonymes. Telle paraît bien être la manière de voir de la cour de cassation qui, dans un arrêt du 24 juillet 1903 (*Rev. Alg.*, 1904. 2. 58 et la note de M. Larcher), a décidé que les cours criminelles ne pouvaient être considérées comme des juridictions spéciales et exceptionnelles.

Mais l'arrêt est d'un laconisme regrettable, et l'on ne sait quelles sont les raisons qui ont porté la cour suprême à admettre cette solution. S'est-elle placée, comme pour les tribunaux répressifs indigènes, au point de vue de la procédure ? Il est difficile de le savoir, puisque la cour s'est bornée à émettre une pure affirmation sans la justifier par aucun motif. D'ailleurs, outre qu'il serait inexact de dire que les cours criminelles suivent entièrement la procédure de droit commun, ce serait là n'envisager qu'un seul côté de la question. En effet, le caractère d'une juridiction doit être recherché dans sa composition, dans sa procédure et surtout dans sa compétence. Or les cours criminelles ont une composition spéciale où l'élément magistrat n'entre qu'en minorité. Leur procédure offre des particularités, comme nous le verrons. Mais c'est surtout l'étendue de sa compétence qui détermine le caractère d'une juridiction. Un tribunal de droit commun juge la collectivité des justiciables, tandis qu'un tribunal d'exception ne juge qu'une catégorie. C'est ainsi que M. Garraud qualifie de tribunaux spéciaux et exceptionnels « ceux qui n'exercent leur juridiction que par rapport à certains faits.... ou par rapport à certaines personnes ». Or telle est bien la condition des cours criminelles qui ne jugent qu'une catégorie de personnes, déterminée principalement par la religion, tandis que les cours d'assises conservent en principe, la plénitude de juridiction. Or il est impossible d'admettre la coexistence de deux juridictions ordinaires fonctionnant sur le même territoire, pour la même classe d'infractions ; et l'on ne peut nier le caractère exceptionnel des cours criminelles puisqu'elles ont été précisément instituées pour déroger au droit commun dont on a voulu écarter l'application pour les indigènes de l'Algérie.

En vain dirait-on que les cours criminelles ne jugent pas une catégorie de personnes, parce que les indigènes musulmans qui en sont justiciables forment les trois quarts de la population algérienne. Cela importe peu, car ce n'est pas le nombre des justiciables qu'il faut envisager, mais bien leur qualité. Les indigènes du territoire militaire de l'Algérie ne forment-ils pas la presque totalité de sa population ? Et

cependant les conseils de guerre n'en conservent pas moins à leur égard leur caractère de juridiction d'exception, puisque l'article 20 de la loi du 27 mai 1885 ne leur permet de prononcer contre eux la relégation que par dérogation à l'article 2 qui l'interdit aux juridictions autres que les juridictions ordinaires. D'ailleurs c'est s'attacher à un point de vue trop étroit que de considérer uniquement le territoire de l'Algérie et sa population. L'Algérie, en effet, est territoire français (Const. 4 nov. 1848, art. 109) et est même regardée comme partie intégrante du territoire continental (D. 24 oct. 1870, art. 3); et du moment que sur le territoire de la France, un tribunal est organisé uniquement pour juger une catégorie d'individus, minime si l'on considère la population totale de la France, et dont le plus grand nombre, les indigènes algériens, sont français (sénatus-consulte 14 juillet 1865, art. 1er), ce tribunal apparaît bien comme un tribunal spécial, exceptionnel (1).

22. — *Conséquences*. — Les conséquences qu'entraîne le caractère que nous venons de reconnaître aux cours criminelles sont les suivantes :

1° Les cours criminelles ne peuvent pas prononcer la relégation (L. 27 mai 1885, art. 2) ;

2° Les condamnations prononcées par elles n'entrent pas en ligne de compte pour l'application de la relégation (même art.).

Mais la jurisprudence, considérant les cours criminelles comme des tribunaux ordinaires, admet les solutions inverses (2).

§ 2. — Organisation

23. — *Plan*. — La cour criminelle n'étant ni une juridiction permanente, ni une juridiction simple, il y a lieu d'examiner successivement les conséquences qui résultent de ces deux caractères.

24. — *Siège et sessions*. — Il faut nous demander en quel lieu siège la cour criminelle, — à quelle époque elle se réunit et enfin quelle est la durée des sessions.

---

(1) En ce sens : Larcher, *Traité élémentaire de législation algérienne*, II, *Addenda*, n° 358.

(2) Cour criminelle d'Orléansville, 4 mai 1903 ; crim. rej. 24 juillet 1903, cités *suprà*.

1° Il existe une cour criminelle pour chaque arrondissement (L. 30 déc. 1902, art. 1er, al. 2); elle siège au chef-lieu judiciaire de l'arrondissement (L. 30 déc. 1902, art. 2, al. 1er).

2° Les sessions de cour criminelle doivent avoir lieu tous les trois mois (L. 30 déc. 1902, art. 4, al. 2), non pas à des intervalles égaux, mais de manière que chaque trimestre ait la sienne. On s'efforce aussi de faire succéder les sessions les unes aux autres, afin de ne pas distraire en même temps trop de magistrats de la cour.

Il peut être tenu des sessions extraordinaires lorsque le nombre des affaires l'exige (L. 30 déc. 1902, art. 4, al. 2, arg. *à contrario* ; C. inst. crim., art. 250 et 391 ; L. 20 avril 1810, art. 19).

La date de l'ouverture de la session est toujours fixée par ordonnance du premier président de la cour d'appel (L. 30 déc. 1902, art. 4, al. 1er). Cette ordonnance doit être publiée dans la forme déterminée pour les ordonnances fixant l'ouverture des sessions de cour d'assises (même art. ; voy. L. 20 avril 1810, art. 12 et D. 6 juillet 1810, art. 83, 88, 89).

3° Chaque session doit avoir une durée maxima de quinze jours (L. 30 déc. 1902, art. 4. al. 2).

25. — *Composition.* — Rappelons que la cour criminelle comprend deux éléments : des magistrats au nombre de trois, dont un président, et des assesseurs-jurés au nombre de quatre, dont deux sont citoyens français et deux indigènes musulmans.

Nous allons donc parler successivement des magistrats et des assesseurs-jurés.

I. — Magistrats

26. — *Président.* — Le président de la cour criminelle est : 1° à Alger, un conseiller à la cour d'appel ; 2° dans les autres arrondissements, un conseiller à la cour et, en cas d'empêchement, le président du tribunal (L. 30 déc. 1902, art. 2, al. 2-1° et 2°).

La loi du 30 décembre 1901, dans son article 3, décide que les magistrats appelés à faire partie de la cour criminelle doivent être désignés dans la forme établie par la législation en vigueur pour ceux composant les cours d'assises.

Le président est donc désigné par le ministre de la justice qui doit faire cette désignation pendant la durée d'une session pour le trimestre suivant ; à défaut, c'est au premier prési-

dent de la cour d'appel qu'il appartient de faire la désignation, dans la huitaine du jour de la clôture de la session (L. 20 avril 1810, art. 16; D. 6 juillet 1810, art. 79). Mais, par une décision en date du 17 février 1903 (Estoublon, *Code de l'Algérie*, 1902-03, p. 162), le ministre a délégué d'une manière générale au premier président de la cour d'appel le droit de désigner les présidents des cours criminelles. Le premier président pourrait d'ailleurs venir présider lui-même la cour criminelle dans tous les arrondissements de son ressort (L. 20 avril 1810, art. 16).

Quant au remplacement du président, au cas où quelque empêchement le mettrait dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il s'opère différemment suivant l'époque. Si l'empêchement survient avant la notification à chaque assesseur-juré de l'extrait de la liste le concernant (C. inst., crim. art. 389), il doit être procédé à la désignation d'un nouveau président par ordonnance du premier président. Si l'empêchement survient après cette notification, le remplacement s'opère de la manière indiquée par l'article 263 du code d'instruction criminelle, c'est-à-dire qu'au siège de la cour d'appel le président est remplacé par le plus ancien des conseillers assesseurs (1) et, dans les autres arrondissements, par le président du tribunal (2).

Le président de la session ordinaire est de droit le président de la session extraordinaire (D. 6 juillet 1810, art. 81); en cas d'empêchement, il y aurait lieu à une nouvelle désignation par le premier président (même article).

27. — *Assesseurs.* — Les assesseurs sont au nombre de deux (L. 30 décembre 1902, art. 2, al. 2 — 1° et 2°). Ce sont : 1° à Alger, deux conseillers ou, en cas d'empêchement, deux juges du tribunal de première instance; 2° dans les autres arrondissements, deux juges du tribunal. Les juges suppléants peuvent être désignés au même titre que les juges titulaires (3). Mais l'art. 2 de la loi ne parlant que des juges (contrairement à l'art. 252 al. 1er du code d'instruction crimi-

---

(1) Mais comment procéder si le président n'avait pour assesseurs que deux juges du tribunal? Dans ce cas, il faudrait forcément une nouvelle désignation.

(2) Cependant, comme en matière de cour d'assises, il faut décider que ce mode de remplacement n'est que facultatif jusqu'à l'ouverture de la session, et ne devient obligatoire qu'à partir de cette ouverture (crim. cass., 12 mars 1869, D. P., 69. 1. 257).

(3) Voy. pour la cour d'assises : crim. rej., 5 mai 1887, D. P., 88. 1. 334.

nelle qui mentionne expressément le président), on s'est demandé si le président du tribunal pouvait être désigné comme assesseur. L'affirmative a été avec raison adoptée (1).

Ces assesseurs sont désignés par le premier président de la cour d'appel ; ils pourraient l'être par le ministre, mais celui-ci n'use pas de son droit (C. inst. crim., art. 252, al. 3 ; L. 20 avril 1810, art. 16 ; D. 6 juillet 1810, art. 79, 82 ; décision ministérielle du 17 février 1903, précitée).

Quant à leur remplacement, il a lieu dans la même forme jusqu'à l'ouverture de la session ; à partir de l'ouverture de la session, c'est le président qui pourvoit à ce remplacement (C. inst. crim., art. 252, al. 5, modifié par la loi du 25 février 1901) (2). Ce droit qui appartient au président titulaire, alors même qu'il est empêché de siéger dans l'affaire (à moins qu'il ne s'agisse d'une affaire dont il ne peut connaître) passe éventuellement au magistrat qui est appelé à le remplacer (3).

(A suivre.)

Gilbert MASSONIÉ,
Docteur en droit, avocat.

---

(1) Crim. rej., 27 août 1903, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 312.

(2) Crim. rej., 10 juin 1904, *Rev. Alg.*, 1904. 2. 284 ; crim. rej., 29 juin 1906, *Rev. Alg* , 1907. 2. 8. — Il importe peu d'ailleurs que la cause de l'empêchement soit née et connue avant le jour de l'ouverture de la session (crim. rej., 10 juin 1904, précité ; cpr. crim. rej., 30 mars 1882, *Bull. crim.*, n° 88).

(3) Voy. crim. rej., 2 avril 1863, D. P., 63. 5. 387 ; crim. rej., 22 décembre 1871, D. P., 72. 1. 44 ; crim. rej., 31 janvier 1895, D. P., 99. 1. 462.

LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE GOUVERNEMENT ET L'EXCLUSION DE L'ARCHEVÊQUE D'ALGER

(Le décret du 23 août 1898, la loi du 19 décembre 1900 et le décret du 16 mai 1907)

Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Nous indiquions, il n'y a pas longtemps, une des causes de l'infériorité de la législation algérienne : les auteurs des arrêtés, des décrets et des lois ignorent la situation juridique qu'il s'agit de modifier ; dans les visas des décrets et arrêtés ils n'énumèrent qu'incomplètement les textes en vigueur, omettant parfois ceux qui précisément frappent d'illégalité le texte nouveau. Et des effets de cette cause nous donnions un exemple : un *décret* du 7 juillet 1906 ne prétend-il pas modifier la *loi* du 26 juillet 1873, qui fixe la date de la seconde session ordinaire des conseils généraux d'Algérie? (1).

Nous exprimions l'espoir que ce décret illégal serait le dernier : notre espoir a été vite déçu.

***

Aux termes d'un des décrets du 23 août 1898, — le troisième, celui qui porte réorganisation du conseil supérieur de gou-

---

(1) Voy. notre article : La date de la seconde session ordinaire des conseils généraux d'Algérie, *Rev. Alg.* 1907. 1. 66 (n° de mars). — Dans sa session d'avril, le conseil général d'Alger a rejeté un vœu du vénérable M. Aumerat tendant à ce que la session d'octobre commence à la date légale : le rapporteur de ce vœu, encore qu'il soit loin d'être complètement étranger aux choses du droit, n'a point essayé d'établir la légalité du décret ; il s'est borné à inviter le conseil à ne point s'arrêter à une *question de forme*. C'est attacher bien peu d'importance à une question très grave de légalité.

vernement (1), — ce conseil comprend *soixante* membres d'origine peu homogène. Les uns sont indirectement choisis à l'élection — 16 délégués financiers et 15 conseillers généraux élus par leurs collègues ; — sept autres, européens ou indigènes, sont désignés par le gouverneur général lui-même ; — vingt-deux enfin, fonctionnaires, sont, ou bien peu s'en faut, les membres du conseil de gouvernement. Au nombre de ceux-ci figure l'*archevêque d'Alger* (2).

Sans doute, le décret du 23 août 1898 est un simple décret ; tel est du moins son caractère originaire ; il pouvait donc être modifié par un décret ultérieur. Mais il a acquis, peu après, l'autorité d'une loi : il a été législativement confirmé, si bien qu'il ne peut plus, depuis lors, être modifié que par une loi.

La loi du 19 décembre 1900, qui a créé le budget spécial de l'Algérie, dispose en effet dans son art. 2 : « Il sera statué par une loi sur l'organisation et les attributions du conseil supérieur et des délégations financières d'Algérie. Provisoirement ces institutions seront régies par les décrets du 23 août 1898. » — « C'est dire, écrivions-nous, que tout ce qui concerne l'organisation et les attributions des deux assemblées algériennes est désormais soustrait à l'activité législative du chef de l'État et placé dans le domaine exclusif de la loi (3). »

Et s'il était besoin d'étayer de l'opinion de quelque autorité cette déduction logique, nous n'aurions qu'à reproduire les paroles mêmes d'un membre du conseil supérieur : « Cet article ne saurait être l'objet de la moindre discussion, tant sont clairs et précis les termes employés pour sa rédaction par le législateur, et tant sa volonté formelle se dégage nettement des dispositions en question. » Et plus loin : « N'avait-on pas la parole du gouvernement qui par ces mots : « Il sera statué par une loi », renonçait en même temps au droit qu'il avait de réorganiser par de simples décrets, les délégations financières et le conseil supérieur... ? (4) »

Or, un simple décret, daté du 16 mai 1907, vient, modifiant la composition du conseil de gouvernement et du conseil supérieur, d'exclure de ces assemblées l'archevêque d'Alger.

---

(1) *Rev. Alg.* 1898. 3. 168 ; Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 92. — Voy. aussi notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. I, n° 186.

(2) Voy. le décret du 11 août 1875, art. 1er et 6 ; le décret du 23 août 1898, art. 1er.

(3) *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, addenda, p. 684.

(4) Vœu de M. Marchis, relatif à la création d'un conseil algérien : cons. sup., sess. de juin 1903, Proc.-verb., p. 341.

DÉCRET

portant modification dans la composition du conseil de gouvernement et du conseil supérieur de l'Algérie (1).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur,
Vu l'article 1er des décrets des 11 août 1875 et 23 août 1898, relatifs à la composition du conseil de gouvernement et du conseil supérieur de gouvernement;
Vu les articles 2 et 43 de la loi du 9 décembre 1905;
Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Décrète :

Art. 1er. — L'archevêque d'Alger cesse d'être compris au nombre des membres du conseil de gouvernement et du conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 16 mai 1907.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :
Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
G. CLEMENCEAU.

Qu'on remarque que la loi du 19 décembre 1900 qui a, en quelque sorte, érigé en loi le décret du 23 août 1898, n'est point visée. Et c'est précisément cette loi qui rend le décret nouveau illégal.

***

Il est illégal d'abord en ce qu'il modifie la composition du conseil supérieur : la violation de la loi du 19 décembre 1900 est évidente.

Nous n'ignorons pas qu'à ce point de vue le décret du 16 mai 1907 n'est pas sans précédents. Trois fois au moins, à notre connaissance, depuis la loi du 19 décembre 1900, des décrets ont modifié la composition du conseil supérieur.

1° Le décret du 23 août 1898, énumérant les membres du conseil supérieur, porte : « Les *quatre* conseillers rappor-

(1) *J. O.*, 17 mai 1907. p. 3565; *B. O.*, n° 1839, p. 486.

teurs près le conseil de gouvernement ». Mais, un décret du 11 janvier 1901 (1) a réduit de quatre à trois le nombre des conseillers de gouvernement, non pour opérer une économie en faisant disparaître un fonctionnaire inutile, mais pour créer trois emplois de conseillers rapporteurs adjoints. Il y avait dans ce décret deux violations, au lieu d'une, de la loi du 19 décembre 1900 : d'abord il réduisait de 22 à 21 le nombre des membres de droit du conseil supérieur ; ensuite il admettait que les conseillers rapporteurs adjoints pourraient siéger au conseil supérieur, ce que le décret du 23 août 1898 n'a pas prévu : « Ils ne font pas partie du conseil supérieur de gouvernement, mais ils peuvent y être appelés par décision du gouverneur général pour remplacer les conseillers rapporteurs au cas d'absence ou d'empêchement. » — Ajoutons que, sans supprimer aucun emploi de conseiller-rapporteur adjoint, un décret du 15 août 1903 (2) a rétabli le quatrième emploi de conseiller rapporteur ; et, aux termes du dernier alinéa de l'art. 1er de ce décret, ce fonctionnaire « a entrée au conseil supérieur de gouvernement pour la discussion des affaires concernant les territoires du sud ; il y a voix délibérative ».

Si bien qu'il est difficile de dire quel est le nombre des membres du conseil supérieur. Il paraît être 59 en temps normal et 60 quand on discute des affaires concernant les territoires du sud.

2° La même énumération du décret du 23 août 1893 mentionne : « L'inspecteur général des mines. » — Mais un décret du 4 mai 1901 (3) a supprimé l'emploi d'inspecteur général des mines en Algérie, et un autre décret du 8 juin 1901 (4) a attribué le siège qu'il occupait au conseil de gouvernement et au conseil supérieur, à l'ingénieur en chef des mines qui dirige depuis lors ce service.

3° Un décret du 20 mars 1903 (5) supprime le poste de secrétaire du conseil de gouvernement et décide que ces fonctions seront remplies dorénavant par un chef ou sous-chef de bureau du gouvernement général nommé sur la présentation du gouverneur général par décret rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur. C'est encore une modification à la

---

(1) *Rev. Alg.* 1901. 3. 19 ; Est. et Lef., *Suppl.* 1901, p. 6.
(2) *Rev. Alg.* 1904. 3. 45 ; Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 236.
(3) *Rev. Alg.* 1901. 3. 42 ; Est. et Lef., *Suppl.* 1901, p. 29.
(4) *Rev. Alg.* 1901. 3. 46 ; Est. et Lef. *Suppl.* 1901, p. 32.
(5) *Rev. Alg.* 1903. 3. 124 ; Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 194.

composition du conseil supérieur, puisque, aux termes de l'art. 5 du décret du 23 août 1898, les fonctions de secrétaire de ce conseil sont remplies par le secrétaire du conseil de gouvernement. — Il est vrai qu'un second décret de la même date, 20 mars 1903 (1), nomme un secrétaire du conseil de gouvernement!

De tous ces décrets nous avons dit ce que nous disons aujourd'hui du décret du 16 mai 1907 : « Depuis la loi du 19 décembre 1900, tout ce qui touche à l'organisation et aux attributions des assemblées algériennes, conseil supérieur et délégations financières, n'est plus du domaine du décret et se trouve dans le domaine exclusif de la loi. Il n'appartient donc pas à un décret de modifier, si peu que ce soit, même par ricochet, la composition du conseil supérieur (2).

***

Il est vrai qu'on a essayé de présenter le décret du 16 mai 1907 sous un autre aspect. En ouvrant la session du conseil supérieur de mai-juin 1907, M. Jonnart, remerciant l'archevêque d'Alger du concours qu'il avait jusqu'alors prêté à l'administration algérienne en siégeant au conseil de gouvernement et au conseil supérieur, disait que son exclusion était le commencement de l'application à l'Algérie de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des églises et de l'État (3).

Mais, à ce point de vue encore, le décret ne serait point légal.

Aux termes de l'art. 43 de la loi du 9 décembre 1905, ce sont des *règlements d'administration publique* qui doivent déterminer les conditions dans lesquelles cette loi s'appliquera à l'Algérie. Dès lors il n'appartient pas à un simple décret, pris sans l'avis du conseil d'État, de faire ce qui ne peut être l'œuvre que d'un règlement d'administration publique.

***

Qu'on veuille bien remarquer que nous n'apprécions le décret du 16 mai 1907 qu'au point de vue de sa légalité, non au point de vue de son opportunité.

---

(1) *J. O.*, 1er avril 1903, p. 2085.

(2) *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, addenda, p. 685.

(3) Séance du 27 mai 1907.

Depuis longtemps déjà on avait demandé, au conseil supérieur même, que l'archevêque d'Alger cessât d'y siéger (1). Plus récemment, la commission des finances du même conseil insistait auprès du gouvernement pour que le décret d'administration publique prévu par la loi de séparation intervînt au plus tôt (2) : il y a bien quelque disparate à ce que, le concordat supprimé en France, l'Algérie demeure sous le régime concordataire dont la subsistance ne se conçoit que par le commun accord du gouvernement français et de la papauté.

Sous l'empire du concordat, on justifiait la présence de l'archevêque au conseil supérieur, en le considérant comme le chef d'un des services administratifs. Mais alors la logique eût exigé, semble-t-il, que des sièges fussent attribués également aux chefs des autres religions reconnues et subventionnées, et plus particulièrement à un membre au moins du haut clergé musulman, puisque les mahométans sont en Algérie dix fois plus nombreux, ou à peu près, que les catholiques (3).

La séparation, sans doute, doit avoir pour conséquence l'exclusion de l'archevêque des conseils gouvernementaux. Mais comme la loi de séparation n'est point encore applicable en Algérie, l'application partielle que notre décret prétend en faire peut sembler prématurée : de ce côté de la Méditerranée, il y a encore un budget des cultes.

***

Ce que nous tenons à constater, c'est que, une fois de plus, le chef de l'État n'a point aperçu et a outrepassé les limites de la délégation qu'il tient, dit-on, aujourd'hui encore de la loi du 22 avril 1833.

La conséquence est fort grave. La composition du conseil supérieur est de plus en plus illégale. Il s'ensuit que tous les actes auxquels ce corps coopère sont entachés d'illégalité.

---

(1) Vœu de MM. Lamur, Robert et Pointeau, rejeté par le conseil supérieur sur un rapport défavorable de M. le premier président Ducroux : cons. sup., session de janvier 1899, Proc. verb., p. 809.

(2) Séance du 25 juin 1906 : cons. sup., session de juin 1906, proc. verb., p. 216.

(3) Cprz les observations de M. Ali Chérif sur le vœu de MM. Lamur, Robert et Pointeau.

Et notamment, puisqu'en matière budgétaire, le conseil supérieur a un rôle considérable, comparable à celui du Sénat, tout en cette matière est irrégulier.

C'est avec tristesse que nous avons vu ce décret du 16 mai 1907 ajouter encore à l'incohérence de la législation algérienne.

ÉMILE LARCHER,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

LES COURS CRIMINELLES EN ALGÉRIE

Commentaire de la loi du 30 décembre 1902

27 *bis*. — Comment procéder au cas où les magistrats seraient empêchés en assez grand nombre pour que la cour ne pût se constituer? Cela ne peut évidemment se présenter au siège de la cour d'appel ou dans les tribunaux de 1re ou de 2e classe, mais peut arriver assez fréquemment dans les petits tribunaux si, par exemple, plusieurs juges ont participé à l'instruction de l'affaire ou en ont précédemment connu. Le texte ne permet pas ici, comme en matière de cour d'assises, de déléguer un ou plusieurs conseillers de la cour d'appel (c. inst. crim., art. 252, al. 1er). Mais l'art. 49 du décret du 30 mars 1808, qui permet d'appeler un avocat ou un avoué à compléter un tribunal, est applicable à toutes les juridictions et, conformément d'ailleurs à l'usage suivi devant les cours d'assises (2), il a été jugé que la cour criminelle est régulièrement complétée par un avocat, ou, à son défaut, un avoué appelé par le président (3).

28. — *Exclusions*. — Les règles générales de l'organisation judiciaire en matière criminelle sont applicables ici : il faut donc écarter de la cour criminelle les magistrats qui, ayant précédemment connu de l'affaire, pourraient juger avec une certaine prévention. Cela résulte d'un arrêt de la cour de cassation du 2 janvier 1904 (*Rev. Alg.*, 1904. 2. 123) qui, en écartant, dans un cas particulier, l'incompatibilité établie par l'art. 257 du code d'instruction criminelle, montre bien qu'elle est, en principe, applicable.

---

(1) *Rev. Alg.* 1907, 1. 131.

(2) Crim. rej., 10 novembre 1832, *Bull. crim.*, n° 444; Limoges, 22 octobre 1887, D. P., 88. 2. 118. — Voy. cependant : crim. rej., 23 mai 1885, D. P., 86. 1. 95.

(3) Crim. rej., 10 juin 1904, *Rev. Alg.*, 1904. 2. 284.

Ne peuvent donc, à peine de nullité, faire partie de la cour criminelle :

1° Les magistrats qui ont voté sur la mise en accusation (c. inst. crim., art. 257). Mais il ne leur est pas interdit de procéder à l'interrogatoire de l'accusé prescrit par l'art. 293 du code d'instruction criminelle (1) ;

2° Les magistrats qui ont rempli dans l'affaire les fonctions de juge d'instruction. Cette incompatibilité, autrefois écartée pour les cours d'assises d'Algérie par les décrets du 19 août 1854 (art. 7) et du 24 octobre 1870 (art. 6), a repris toute sa force depuis l'application en Algérie de l'art. 1er de la loi du 8 décembre 1897 (2) ;

3° Les magistrats qui, au sein d'une autre juridiction, par exemple, la juridiction correctionnelle, se sont déjà prononcés sur la culpabilité de l'accusé (3) ; mais non ceux qui se sont bornés à déclarer leur incompétence (4);

4° Les magistrats ayant participé à la poursuite comme ministère public, soit directement, soit par les actes d'un substitut légalement présumé avoir agi par l'ordre ou avec l'assentiment de son chef (5);

5° Les magistrats ayant jugé précédemment l'affaire dans une cour dont l'arrêt a été cassé (c. inst. crim., art. 429).

28 *bis*. — Les incompatibilités que nous venons de mentionner sont une cause de nullité; mais, en dehors d'elles, l'accusé jouit du droit de récusation dans les conditions et pour les causes prévues par les articles 278 et suivants du code de procédure civile. La différence consiste en ce que lorsque la récusation n'a pas été proposée, l'arrêt est valablement rendu.

29. — *Ministère public*. — La cour criminelle, comme toutes les juridictions répressives, comporte la présence d'un

---

(1) Crim. rej., 9 juin 1887, D. P., 88. 1. 138.

(2) Crim. rej., 12 février 1898, *Rev. Alg.*, 1898, 2. 193.— Cette incompatibilité s'étend même au juge de paix qui a participé à l'information; c'est ce que l'on peut induire avec certitude d'un arrêt de la cour de cassation du 19 septembre 1861 (D. P., 61. 5. 16). Mais elle ne s'applique pas au magistrat qui a procédé à une information supplémentaire ordonnée par la cour criminelle elle-même (crim. rej., 2 janvier 1904, cité *suprà*).

(3) Crim. cass., 23 juil. 1886, *Bull. crim.*, n° 272.

(4) Crim. rej., 23 déc. 1881, *Bull. crim.*, n° 269 ; crim. rej., 9 mars 1882, *Bull. crim.*, n° 65.

(5) Crim. cass., 25 sept. 1884, *Bull. crim.*, n° 284 ; crim. cass., 16 déc. 1875, D. P., 77. 1. 413 ; crim. rej., 9 déc. 1899, D. P., 1903. 1. 69 ; crim. cass., 5 déc. 1903, D. P., 1906. 1. 54.

magistrat du ministère public. Ces fonctions sont remplies : 1° à Alger, par un magistrat du parquet de la cour d'appel désigné par le procureur général ; 2° dans les autres arrondissements, par le procureur de la République ou son substitut (L. 30 déc. 1902, art. 2, al. 3).

Toutefois le procureur général aurait toujours le droit, pensons-nous, de remplir lui-même les fonctions de ministère public, soit à Alger, soit près les cours criminelles des autres arrondissements, car il est investi de la direction de l'action publique dans tout le ressort de la cour (c. inst. crim., art. 274 ; L. 20 avril 1810, art. 45 et 47) et le procureur de la République ne siège ici que comme son substitut.

30. — *Greffier*. — Le principe qu'à chaque juridiction est attaché un greffier chargé de constater les actes du juge et de conserver minute de ses décisions, s'applique ici. Les fonctions de greffier sont remplies : 1° à Alger par le greffier de la cour d'appel ou l'un de ses commis assermentés ; 2° dans les autres arrondissements, par le greffier du tribunal ou l'un de ses commis assermentés (L. 30 déc. 1902, art. 3, al. 4).

II. — **Assesseurs-jurés.**

31. — *Plan*. - Nous examinerons successivement, en ce qui concerne les assesseurs-jurés français et les assesseurs-jurés musulmans, les conditions de capacité qu'ils doivent remplir ; ensuite nous verrons de quelle façon ils sont choisis et désignés.

32. — *Assesseurs-jurés français*. — Les assesseurs-jurés français sont choisis sur la liste des jurés de l'arrondissement, laquelle inconnue jusque-là en Algérie, acquiert ici une importance toute particulière.

Par conséquent, ces assesseurs doivent remplir toutes les conditions exigées des jurés français (L. 21 nov. 1872, déclarée en partie applicable à l'Algérie par le décret du 8 fév. 1900, et en totalité par l'art. 3, al. 2 de la loi du 30 déc. 1902). Nous pouvons donc, en ce qui les concerne, renvoyer aux traités généraux de procédure criminelle.

La cour de cassation a fait une juste application de ces principes en annulant une sentence à laquelle avait concouru un assesseur français âgé de moins de trente ans (1).

L'article 5, al. 2 de la loi accorde une dispense spéciale à l'assesseur qui a figuré sur la liste de la session précédente.

(1 Crim. cass., 18 janv. 1906, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 173.

Mais il est à remarquer que le fait d'avoir rempli les fonctions de juré dans une session de cour d'assises ne dispense pas du service d'assesseur à la cour criminelle, et réciproquement.

33. — *Assesseurs-jurés musulmans.* — En appelant les indigènes à siéger dans la cour criminelle, la loi a fait du ministère d'assesseur une fonction que, seuls, certains peuvent remplir.

Il faut distinguer, en ce qui les concerne, l'*aptitude générale* à être assesseur et les causes qui peuvent supprimer ou suspendre ce droit, ou affranchir de son exercice. Celles-ci sont des *déchéances*, des *incompatibilités* et des *dispenses*.

1° Sont aptes, en général, à être assesseurs les indigènes musulmans, âgés de 25 ans, majeurs d'après la loi musulmane, et capables de comprendre la langue française (L. 30 déc. 1902, art. 3, al. 3).

Bien que le texte ne le dise pas, il faut évidemment que ces musulmans soient sujets français, c'est-à-dire indigènes algériens. On ne saurait admettre à siéger des musulmans marocains ou tunisiens, lesquels sont étrangers : il y a là une question de souveraineté.

Les deux conditions relatives à la majorité et à l'aptitude à comprendre la langue française doivent, seules, nous préoccuper.

a) L'expression « majeurs d'après la loi musulmane » employée par la loi est équivoque. Il existe, en effet, en droit musulman, deux majorités : la première permet à l'homme de disposer de sa personne ; la seconde, de disposer de ses biens (Sautayra et Cherbonneau, *Du statut personnel et des successions,* I, n° 499 ; Zeys, *Traité élémentaire de droit musulman,* I, n° 186 ; Tilloy, Répertoire, v° *Minorité,* n° 3).

Il est bien évident que ce n'est pas ici de la première majorité qu'il s'agit, car, dans le rite hanéfite comme dans le rite malékite, elle est forcément acquise à l'âge de 25 ans exigé pour être assesseur. Il ne peut s'agir que de la seconde majorité, mais la difficulté devient alors très grande, car cette majorité n'est pas, en droit musulman, atteinte à un âge fixe : elle ne peut résulter que d'une émancipation. Or, celle-ci peut être tacite de la part du père, mais elle doit être formelle de la part du tuteur (Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, n^os^ 507 et s. ; Zeys, *op. et loc. cit.*). A défaut d'émancipation, un indigène musulman, quel que soit son âge, reste mineur (1).

(1) Cependant certains auteurs enseignent que, dans le rite hanéfite, la minorité cesse de plein droit à l'âge de 25 ans (Tilloy. Répertoire, v° *Tutelle*, n° 33).

Au mineur il faut assimiler l'individu frappé d'interdiction, laquelle, en droit musulman, peut être prononcée pour cause de folie ou de prodigalité (Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, nº 521 ; Zeys, *op. cit.*, nº 188).

En tout cas, la loi organique des cours criminelles s'est pour ainsi dire incorporé les règles de la loi musulmane dont les dispositions devraient dès lors être, le cas échéant, examinées par la cour de cassation si l'on arguait de leur violation. C'est là un point important à signaler, car jusqu'ici la cour suprême a toujours considéré la constitution même de la loi musulmane comme une question de fait et non de droit.

Quant aux kabyles, aux termes de l'art. 1er du décret du 1er août 1902, ils sont majeurs à l'âge de dix-huit ans.

b) L'obligation de comprendre la langue française se conçoit facilement, puisqu'une grande partie des débats a lieu en français et que les assesseurs doivent être ensuite capables de prendre part à la délibération de la cour.

Il est à remarquer que la loi n'impose pas l'obligation pour l'assesseur musulman de savoir lire et écrire en français. Cependant comment concevoir qu'un assesseur qui ne remplit pas cette condition puisse exprimer un vote au scrutin secret comme le prescrit la loi ? Nous renvoyons l'examen de cette question au chapitre suivant.

2º La loi n'indique aucune cause de déchéance. Il y en a cependant qui s'imposent. Notre code pénal, en effet, régit les indigènes, et les peines accessoires qu'il édicte comme conséquence de certaines peines principales les atteignent certainement.

En vertu de ce principe sont déchus de droit d'être assesseur, lequel doit être assimilé à celui d'être juré :

a) Les indigènes condamnés à une peine afflictive ou infamante et, par conséquent, frappés de la dégradation civique (c. pén., art. 34; L. 21 nov. 1872, art. 2, 1º) ;

b) Les indigènes qui ont encouru certaines condamnations (L. 21 nov. 1872, art. 2 — 2º, 3º, 4º, 5º et 11º) ;

c) Les indigènes auxquels les fonctions d'assesseur ont été interdites en vertu de l'article 42 du code pénal ;

d) Ceux auxquels ces fonctions ont été interdites en vertu de l'article 396 du code d'instruction criminelle, lequel est déclaré expressément applicable ici (L. 30 déc. 1902, art. 6, al. 2).

3º La loi n'indique aucune cause d'incompatibilité :

a) Il est impossible, à défaut de texte, et d'ailleurs parce que la plupart de celles qui atteignent les jurés seraient inapplicables ici, de trouver des causes d'incompatibilité générale.

b) Mais il y a des incompatibilités relatives, c'est-à-dire restreintes à une affaire, que l'on doit observer ici, car la loi, en les édictant, a voulu assurer la sincérité du jugement.

Ainsi rentrent dans cette catégorie : le fait d'avoir joué un certain rôle dans l'affaire, d'y avoir été témoin, interprète, expert ou partie (c. inst. crim., art. 392), — le fait d'avoir été assesseur à une session précédente dans la même affaire dont l'examen a été suspendu et renvoyé à la session actuelle (c. inst. crim., art. 406) (1), — le fait d'avoir précédemment connu de l'affaire dans une autre cour criminelle dont l'arrêt a été annulé (c. inst. crim., art. 429).

4° La loi n'indique ici qu'une cause de dispense : le fait d'avoir siégé dans une session précédente de la cour criminelle (L. 30 décembre 1902, art. 5, al. 2). Mais la cour pourrait accorder d'autres dispenses motivées par des raisons personnelles, telles que maladie, etc.

34. — *Sanction de ces règles.* — L'inscription sur la liste produit, en faveur de tout assesseur qui y figure, une présomption de capacité. La cour de cassation a fait ici application de ce principe maintes fois consacré par elle en matière de liste du jury. Mais la preuve contraire peut être admise (2).

1° Tout d'abord, comment l'administrer ?

En ce qui concerne les déchéances, les incompatibilités et l'absence de certaines conditions d'aptitude telle que l'âge, la preuve est facile. Mais comment prouver qu'un indigène n'est pas majeur ? Cela paraît impossible, puisque la preuve à faire consisterait à établir que l'indigène n'a jamais été émancipé, ce qui constitue une proposition négative indéfinie.

En ce qui concerne la capacité de comprendre la langue française, comme elle résulte d'une qualité de fait, elle doit être combattue par une preuve de fait. Sur ce point, tout en proclamant l'admissibilité de cette preuve, la cour de cassation a fait une distinction tirée de la nature des faits invoqués à son appui.

a) Si, au cours des débats, — et il en serait de même si l'incapacité était alléguée avant les débats, — on soutient qu'il est de notoriété publique qu'un assesseur musulman est illettré, incapable de comprendre la langue française, la

---

(1) Crim. cass., 18 mars 1881, D. P. 82. 1. 92. — Mais voyez crim. rej. 19 janvier 1883, *Bull. crim.*, n° 13.

(2) Crim. rej., 27 août 1903, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 312 ; crim. rej., 6 janvier 1906, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 209 et la note ; crim. cass., 7 février 1907, *Rev. Alg.*, 1907. 2. 142.

preuve est recevable (1). Ainsi donc l'accusé pourra être autorisé à faire entendre des témoins pour justifier ses allégations, et la preuve contraire sera réservée au ministère public.

Comme — ainsi que nous le verrons plus tard — les membres de la cour criminelle autres que les magistrats n'ont qu'une compétence absolument limitée aux points indiqués par l'article 2 de la loi du 30 décembre 1902, à savoir la déclaration de culpabilité et l'application de la peine, la vérification nécessaire devra donc être faite par la cour composée seulement des trois magistrats.

b) Si l'on prétend tirer la preuve de l'incapacité alléguée de faits qui se sont passés dans la chambre des délibérations, la demande doit être rejetée, par des motifs pris du secret des délibérations et de ce qu'aucune pièce de la procédure ne peut constater ces faits ni même l'accomplissement des formalités imposées par la loi pour le vote et la délibération de la cour (2).

Ces raisons nous semblent cependant insuffisantes. On ne voit pas comment le secret des délibérations serait violé si l'on demandait, par exemple, à prouver qu'un assesseur musulman est illettré et ignorant de la langue française, incapable, par suite, de voter au bulletin secret et de prendre part à la délibération sur l'application de la peine. De graves violations de la loi peuvent ainsi demeurer sans sanction.

2° La preuve étant rapportée, quel en sera l'effet? Il faut distinguer plusieurs hypothèses :

a) Si la cause d'incapacité, de déchéance ou d'incompatibilité se révèle avant le tirage de la liste des assesseurs qui doivent juger l'affaire, il y a lieu à exclusion de l'assesseur chez qui cette cause existe.

b) Si elle se révèle au cours des débats, la question de savoir quelles suites il convient de donner à l'incident, donne lieu à des difficultés que nous examinerons au chapitre de la procédure.

c) Enfin après le jugement, il y aurait lieu à cassation au profit du condamné ; mais, en cas d'acquittement, l'annulation ne pourrait être poursuivie que dans l'intérêt de la loi (c. inst. crim., art. 408, 409 et 412). — Et comme c'est là un moyen d'ordre public, il pourrait être proposé au soutien d'un pourvoi formé dans les termes de l'article 441 du code d'instruction

---

(1) Crim. cass., 7 février 1907, cité *suprà*.

(2) Crim. rej., 6 janv. 1906, cité *suprà*. — Comp. sur l'impossibilité de prouver qu'un juré est illettré : Cour d'assises de la Haute-Vienne, 11 fév. 1885, D. P., 85. 1. 269.

criminelle, même après le rejet du pourvoi formé par le condamné, à condition que la cause se soit révélée depuis (1). — Il est évident d'ailleurs que l'incapacité spéciale résultant de l'ignorance de la langue française ne peut être découverte après le jugement, puisqu'elle ne peut résulter que de constatations de fait auxquelles la cour criminelle ne peut se livrer lorsqu'elle est dessaisie et qui sont interdites à la cour de cassation.

3° Quant aux causes de dispense, elles ne peuvent que motiver une demande de radiation de la part de l'assesseur en la personne duquel elles existent.

35. — *Désignation.* — Il ne suffit pas de remplir les conditions légales pour être appelé aux fonctions d'assesseur-juré; il faut encore présenter des garanties personnelles de capacité, de moralité et de caractère qui ne peuvent être appréciées qu'à l'égard de chacun individuellement. Il y a là un travail d'élimination à faire, lequel est confié, comme pour la formation du jury, à deux commissions dont l'une siège au chef-lieu de canton et l'autre au chef-lieu d'arrondissement. Ces commissions sont organisées conformément à la loi du 21 novembre 1872, à laquelle nous pouvons nous borner à renvoyer. Notons seulement qu'aux termes de l'art. 2 de la loi complémentaire du 14 février 1903, les époques de réunion de cette commission sont reportées, savoir pour la commission cantonale à la deuxième quinzaine d'octobre, et pour la commission d'arrondissement à la deuxième quinzaine de novembre.

Puis de la *liste générale* ou *annuelle* ainsi dressée, il sera extrait une *liste de session* ou *trimestrielle*, sur laquelle sera ensuite choisie la *liste de jugement*.

Nous ne nous occuperons ici que de la première liste; il sera traité des autres au chapitre de la procédure.

1° En ce qui concerne les assesseurs français, il est à remarquer que les listes d'arrondissement ne doivent pas être réunies, comme pour le jury, en une liste générale (L. 31 nov. 1872, art. 16). Les listes d'arrondissement conservent leur individualité. Cela se conçoit, puisque chaque cour criminelle siège dans un arrondissement, et que c'est sur la liste de cet arrondissement que sera prise la liste de session (L. 30 déc. 1902, art. 3, al. 2);

2° En ce qui concerne les assesseurs indigènes, après la confection de la liste préparatoire par la commission cantonale, il est dressé par la commission d'arrondissement une

(1) Voy. crim. cass., 31 mai 1895, D. P., 99. 5. 85.

liste qui doit comprendre 10 noms au moins et 20 au plus. Au cas où il ne se trouverait pas dans un arrondissement dix indigènes musulmans réunissant les conditions de capacité exigées, la liste peut être complétée par l'adjonction de noms d'indigènes empruntés aux autres arrondissements (L. 30 déc. 1902, art. 3, al. 3 et 4).

Il est dressé, en outre, une liste spéciale des assesseurs résidant au siège de la cour criminelle, afin qu'au jour de l'ouverture de la session, ils puissent être rapidement appelés pour remplacer ceux qui seraient empêchés (L. 30 déc. 1902, art. 7, al. 1er). Mais comme la répartition du nombre des assesseurs est faite par l'administration d'après les errements de la loi du 21 novembre 1872, c'est-à-dire proportionnellement à la population, et comme, d'un autre côté, les cantons ruraux comprennent beaucoup plus d'indigènes que les cantons urbains, il arrive que la liste de la ville contient très peu de noms, alors cependant que c'est là qu'on pourrait trouver le plus grand nombre d'indigènes instruits et indépendants. Cela peut d'ailleurs empêcher le jugement des affaires si la liste de session ne peut être complétée.

Une pareille façon de procéder, que la loi du 30 décembre 1902 n'impose d'ailleurs nullement, devrait être abandonnée, car nous sommes ici dans un milieu spécial et en présence d'une situation toute particulière.

35 *bis*. — Existe-t-il un recours contre les décisions des commissions qui procèdent à la confection des listes des assesseurs ?

Il faut s'entendre. Si elles ont inscrit des incapables, les recours que nous avons indiqués plus haut (nº 34, 2º) seront ouverts.

Mais, en dehors de ce cas, peut-on, par exemple, invoquer l'irrégularité de la composition de ces commissions, ou bien se plaindre de l'arbitraire avec lequel elles ont procédé ? En matière de listes du jury, la jurisprudence refuse tout recours et il faut certainement appliquer la même règle ici (1).

(A suivre.)

Gilbert MASSONIÉ,
Docteur en droit, avocat.

(1) Crim. cass., 22 mars 1873. D. P., 73. 1. 267 ; crim. rej., 12 août 1880, *Bull. crim.*, nº 161 ; crim. rej., 14 avril 1892, D. P., 92. 1. 631. — Ce n'est pas à dire que cette jurisprudence mérite d'être approuvée. Il est assez singulier de voir qualifier « d'acte administratif » l'œuvre de commissions où prédomine l'élément judiciaire.

LES ARRÊTÉS DE L'INTENDANT CIVIL

A propos d'une dépêche du gouverneur général du 16 mars 1903

I

Pendant la période d'occupation, de 1831 à 1834, puis pendant les premières années du gouvernement général, de 1834 à 1838, a existé à Alger un fonctionnaire appelé *intendant civil*. Sa création était due, paraît-il, à Casimir Périer qui voulait restreindre les pouvoirs jusque là absolus du général en chef (1).

L'ordonnance du 1er décembre 1831 en faisait un puissant personnage puisqu'elle lui confiait « la direction et la surveillance de tous les services civils en Algérie, celles de tous les services financiers, tant en deniers qu'en matières, ainsi que celles de l'administration de la justice... *sous les ordres immédiats du président du conseil des ministres, et respectivement sous ceux de nos ministres de la justice, des affaires étrangères, de la guerre, de la marine, des cultes, du commerce et des finances* (2) ». Le général en chef n'était plus que « le commandant en chef du corps d'occupation d'Afrique » ; et sa supériorité hiérarchique n'était marquée que par l'attribution de la présidence du conseil d'administration (3).

Il semble bien que, sous l'empire de ces deux ordonnances

(1) C. Rousset, *Les commencements d'une conquête : l'Algérie de 1830 à 1840*, t. Ier, p. 158 et s.

(2) Ménerville, t. I, v° *Admin. gén.*, p. 6.

(3) Ord. 6 décembre 1831, Ménerville, *ibid.*

du 1er et du 6 décembre 1831, on devait reconnaître à l'intendant civil, dans les matières qui lui étaient attribuées, les pouvoirs législatifs et réglementaires qu'avait exercés depuis l'occupation d'Alger le général en chef. C'est du moins ce qu'on peut induire du préambule de la première ordonnance, qui marque la séparation des pouvoirs civils et militaires et attribue les premiers à l'intendant civil.

Cette coexistence de deux hauts fonctionnaires, l'un militaire, l'autre civil, ne pouvait guère durer sans conflits. « C'était le dualisme, en attendant l'antagonisme » (1). Le baron Pichon, premier intendant civil, était entré en fonctions le 19 janvier 1832 : l'antagonisme éclata presqu'aussitôt ; si bien que « la combinaison en partie double ne dura pas plus de quatre mois (2) ». Une ordonnance du 12 mai 1832 (3) — présentée au roi par Casimir Périer alors que déjà il était atteint du mal qui allait l'emporter, — révoqua purement et simplement l'ordonnance du 1er décembre précédent (4).

Une autre ordonnance, du 12 mai 1832 également, nommait un second intendant civil, M. Genty de Bussy, qui n'était plus que le chef des services civils sous les ordres du commandant en chef. Ce fonctionnaire n'avait plus que des pouvoirs secondaires, tout à fait comparables à ceux qui sont dévolus aujourd'hui au secrétaire général du gouvernement. Il n'avait certainement pas le pouvoir législatif. Il n'avait même pas le pouvoir réglementaire : on ne peut, en effet, concevoir que ce pouvoir existe, en même temps, aux mains de deux agents pour un même territoire ; il en faut donc conclure qu'il appartenait exclusivement au général en chef.

Mais le second intendant civil tint, semble-t-il, à exercer d'autant plus de pouvoirs qu'il en avait moins. « C'était — a dit l'auteur des *Annales algériennes*, qui l'a bien connu — un homme d'esprit et de savoir-faire, qui sut bientôt se rendre à peu près indépendant du général en chef. Le duc de Rovigo, qui n'avait pu supporter les prétentions légitimes de M. Pichon, se soumit sans peine à l'ascendant de son suc-

---

(1) C. Rousset, *op. cit.*, p. 159.

(2) C. Rousset, *op. cit.*, p. 165.

(3) Ménerville. *loc. cit.*, p. 7.

(4) C'est ce qui explique pourquoi, dans cette période, les arrêtés de l'intendant civil ont été peu nombreux : les recueils n'en ont conservé qu'un d'important, celui du 20 avril 1832, instituant à Bône, un sous-intendant civil et un juge royal (Ménerville, *v° cit.*, p. 6).

cesseur et toléra ses nombreuses usurpations (1) ». Et, suivant un historien, Genty de Bussy « grand paperassier » montra une « activité peu féconde en résultats utiles, souvent imprudente et dommageable (2). »

Cet amour de la paperasse, cette activité imprudente, il les manifesta en réglementant, en légiférant avec une extrême abondance. La liste de ses arrêtés est presque la nomenclature de ses usurpations. Et trop longue serait l'énumération des arrêtés pris par l'intendant civil, alors que l'ordonnance du 12 mai 1832 lui avait enlevé tout pouvoir propre. — Déjà, avant de quitter son poste, le baron Pichon avait, par arrêté, organisé tout un régime hypothécaire auquel étaient soumis les européens, mais non les indigènes (3). En quelques mois, M. Genty de Bussy réglementa les concessions d'eau (4), accorda au commerce la faculté de l'entrepôt fictif (5) ; par trois actes du même jour, légiféra sur l'exercice de la profession de pharmacien (6), porta un règlement général sur la police des ports et des quais (7), et ordonna le blanchiment périodique, tant intérieur qu'extérieur, des maisons (8), en édictant, pour assurer l'exécution de ces prescriptions, des peines correctionnelles allant jusqu'à 1.000 fr. d'amende ; fit un règlement de voirie créant des impôts et édictant des pénalités (9); régla l'exercice de la profession de courtier (10) et la curatelle des successions vacantes (11); institua des commissions spéciales de salubrité dotées des pouvoirs les plus exorbitants (12), etc.

Quand l'Algérie fut annexée à la France — l'annexion, on le sait, ne fit pas l'objet d'un acte solennel, mais elle est

---

(1) Pellissier de Raynaud, *Annales algériennes*, t. I, p. 234.

(2) C. Rousset, *op. cit.*, p. 191 : les dernières expressions sont celles de la commission d'enquête, séance du 31 octobre 1833.

(3) A. I. 28 mai 1832, Ménerville, I, v° *Hypothèques*, p. 356; Est. et Lef., p. 3.

(4) A. I. 6 août 1832, Ménerville, I, v° *Eau*, p. 305 ; Est. et Lef., p. 4.

(5) A. I. 3 septembre 1832, Ménerville, I, v° *Douanes*, n° 299.

(6) A. I. 12 septembre 1832, Ménerville, I, v° *Art médical*, p. 101.

(7) A. I. 12 septembre 1832. Ménerville, I, v° *Port (police des)*, p. 544.

(8) Est. et Lef., *Suppl.*, 1904, p. 1 (note).

(9) A. I. 8 octobre 1832, Ménerville, I, v° *Voirie*, p. 673; Est. et Lef., p. 4.

(10) A. I. 2 avril et 2 mai 1833, Ménerville, v° *Courtiers*, p. 256.

(11) A. I. 2 avril 1833, Ménerville, I, v° *Successions vacantes*, p. 629.

(12) A. I. 23 mai 1833, Ménerville, I, v° *Salubrité publique*, p. 606.

marquée par l'ordonnance du 22 juillet 1834 qui donne à l'ancienne régence d'Alger, en même temps qu'un gouverneur général, le nom de « possessions françaises dans le nord de l'Afrique » (1), — la nouvelle organisation administrative marqua bien les fonctions secondaires et réduites de l'intendant civil. Celui-ci n'est plus, concurremment avec le général commandant les troupes, le commandant de la marine, le procureur général, l'intendant militaire et le directeur des finances, qu'un des chefs de service (2). L'art. 4 de l'arrêté du ministre de la guerre du 1er septembre 1834 (3) dit du gouverneur général : « les arrêtés et règlements généraux sont signés de lui sur la proposition des chefs d'administration compétents »; et l'art. 25 précise les fonctions de l'intendant civil qui « a, sous les ordres du gouverneur général, la direction de toutes les parties de l'administration civile : ses attributions sont celles des préfets de France (4). »

L'intendant civil n'a donc, de toute évidence, aucune parcelle du pouvoir législatif : il n'a même pas le pouvoir réglementaire d'un préfet, puisque la faculté de prendre des arrêtés et des règlements est explicitement réservée au gouverneur général.

Et pourtant, l'intendant Le Pasquier, succédant à M. Genty de Bussy, continue à réglementer et à légiférer. Ainsi il attribue le recouvrement des contributions diverses à l'administration des douanes qui devient administration des douanes et contributions diverses (5) ; il réglemente la démolition des édifices pour cause de sûreté publique (6) ; il défend d'abattre les vaches, chèvres et brebis pleines en édictant contre les contrevenants des peines qui excèdent de beaucoup celles de l'art. 471 c. pén. (7) ; il reprend et modifie les arrêtés de son prédécesseur sur la voirie (8).

L'ordonnance du 31 octobre 1838 supprima l'intendant civil et le remplaça par un directeur de l'intérieur (9).

---

(1) Voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. 1, n° 28.

(2) Voy. ord. 22 juillet 1834, art. 2.

(3) Ménerville, 1, v° *Admin. gén.*, p. 7.

(4) Cprz. A. M. guerre, 2 août 1836, art. 16 : Ménerville, 1, v° *Admin. gén.*, p. 11.

(5) A. I. 8 décembre 1834, Ménerville, 1, v° *Contrib. diverses*, p. 245.

(6) A. I. 9 décembre 1834, Ménerville, 1, v° *Voirie*, p. 675.

(7) A. I. 13 mars 1837, Ménerville, 1, v° *Abatage-Abattoirs*, p. 1.

(8) A. I. 23 février 1838, Ménerville, 1, v° *Voirie*, p. 674.

(9) Ménerville, 1, v° *Admin. gén.*, p. 12.

II

De tout cet amas législatif ou réglementaire que reste-t-il ? *Rien*.

Quelle place les arrêtés de l'intendant civil occupent-ils dans la législation algérienne ? *Aucune* (1).

Nous laissons de côté, bien entendu, les arrêtés que des lois, décrets, ordonnances ou arrêtés ultérieurs ont abrogés : c'est le plus grand nombre. L'abrogation, — surabondante, à notre avis, — coupe court à toute discussion.

Pour ceux à l'égard desquels n'est intervenue aucune mesure d'abolition, explicite ou implicite, il nous est facile de justifier notre réponse. Il nous suffit de considérer ce que valaient dès leur apparition et ce que sont devenus les arrêtés de l'intendant civil, en distinguant entre les trois périodes qu'il convient de marquer dans l'étendue des attributions de ce fonctionnaire.

a) Du 1er décembre 1831 — ou plus exactement du 19 janvier 1832, date à laquelle le baron Pichon a pris ses fonctions — au 12 mai 1832 (2), l'intendant civil a pu exercer le pouvoir législatif et, à plus forte raison, le pouvoir réglementaire. Mais il faut dire de ses arrêtés ce qu'il faut dire aussi des arrêtés du général en chef pris durant l'occupation. Pendant la période qui va jusqu'à l'ordonnance du 22 juillet 1834, il est bien vrai que le général commandant en chef l'armée française, et aussi, pendant quelques mois, l'intendant civil puisaient dans les nécessités mêmes de la situation les pouvoirs législatif et réglementaire nécessaires pour assurer la tranquillité et la justice dans le pays occupé. Mais en juillet 1834 ces arrêtés ont perdu toute autorité : à ce moment, par le fait de l'annexion, toute la légistion française s'est trouvée applicable à l'Algérie ; et les mesures qui n'avaient été prises qu'à raison des nécessités passagères de l'occupation ont disparu avec cette situation. Une mesure de guerre cesse avec la guerre ; une mesure d'occupation cesse avec l'occupation. Les arrêtés antérieurs au 22 juillet 1834 se

---

(1) Voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, nos 107, 112, 130.

(2) Somme toute, moins de *quatre* mois.

sont trouvés atteints de caducité (1). Voilà pourquoi les arrêtés pris par l'intendant civil du 1er décembre 1831 au 12 mai 1832, valables et réguliers, ont dû s'appliquer jusqu'au 22 juillet 1834 : mais à cette date ils ont perdu toute valeur.

b) Du 12 mai 1832 au 22 juillet 1834, on pourrait, si l'on considérait que l'intendant civil avait quelques attributions réglementaires ou législatives, appliquer à ses arrêtés ce que nous venons de dire de toutes les mesures prises durant la période d'occupation. Mais, ainsi que nous l'avons montré, l'ordonnance du 12 mai 1832 avait considérablement réduit les pouvoirs de l'intendant civil. Tous les arrêtés de M. Genty de Bussy constituent des usurpations ; ils n'ont jamais eu aucune valeur, puisqu'ils étaient pris par un fonctionnaire sans qualité.

c) Enfin de 1834 à 1838, les pouvoirs de l'intendant civil, réduits encore, n'étaient point tels qu'il pût prendre des arrêtés, pas plus réglementaires que législatifs. Tous ceux qu'il a pris durant cette période constituent d'évidentes usurpations. N'eût été l'inaptitude des agents administratifs à distinguer la légalité de l'illégalité ou leur répugnance à reconnaître celle-ci, ils n'auraient reçu aucune exécution.

Nous avons fait ainsi l'application de principes indiscutables et indiscutés de notre droit public : la conséquence déduite, c'est-à-dire l'inexistence ou la caducité des arrêtés de l'intendant civil, est donc également indiscutable. Indiscutée, elle l'est aussi, parce que la pratique, administrative ou judiciaire, ne paraît jamais l'avoir aperçue : décisions de jurisprudence, dépêches administratives se bornent à affirmer la légalité et la subsistance des arrêtés de l'intendant civil. Quant à la doctrine, si elle l'a parfois entrevue, elle semble avoir hésité à la mettre en lumière.

III

Presque toutes les fois qu'on a contesté devant elle la valeur des arrêtés de l'intendant civil, la cour d'Alger en a proclamé tout au contraire l'absolue légalité, n'hésitant pas à donner à leurs dispositions force de loi. Les motifs de ses

---

(1) Voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. I, n° 106, et notre note sous civ. cass. 26 mai 1906, *Rev. alg.*, 1907. 2. 37.

arrêts, loin d'être convaincants, nous paraissent, bien au contraire, absolument décisifs en faveur de notre opinion.

La première fois, à notre connaissance, qu'ait été invoquée en justice l'illégalité ou l'inefficacité des arrêtés de l'intendant civil — c'était à propos de l'arrêté du 28 mai 1832, créateur d'un régime hypothécaire, — la cour a répondu par la curieuse argumentation que voici (1) : — L'arrêt repousse, *à priori*, comme absolument inacceptable l'idée même de l'illégalité des arrêtés de l'intendant civil : « On a contesté la valeur législative de l'arrêté précité et soutenu que le fonctionnaire dont il émane n'aurait pas eu le pouvoir de le prendre. D'où la conséquence que les intendants civils qui, du 1er décembre 1831 au 22 juillet 1834, ont seuls pourvus à l'administration du pays (2), l'auraient fait sans droit, et auraient ainsi procédé aux yeux du pouvoir central qui, témoin de l'empiètement, n'aurait pas su l'arrêter, qui, averti de la lacune, ne l'aurait pas comblée ! *ce qui est inadmissible.* » *(Sic)* Rarement on a formulé aussi nettement, et aussi naïvement, le dogme de l'infaillibilité du pouvoir. L'arrêt continue en développant le thème : *error communis facit jus.* « Les intendants civils des premiers temps de la conquête ont eu le pouvoir qui leur est contesté si tardivement pour la première fois, puisque ce pouvoir leur avait été confié par les dispositions combinées du préambule et de l'art. 1er de l'ordonnance du 1er décembre 1831 (3) ; puisqu'ils l'ont exercé pendant de longues années sans contestations ; puisque l'autorité dont ils relevaient les a approuvés pendant leur gestion et a maintenu leurs actes longtemps après avoir transporté leurs attributions à un gouverneur général ; puisque, alors même qu'ils auraient agi sans titre, on a cru le contraire, on l'a cru généralement, on l'a cru pendant dix-huit ans, et que cette croyance générale a créé des intérêts qui, cimentés par une aussi longue possession, ne sauraient être sacrifiés tout à coup sans injustice et déloyauté (4). » Bref, quand une

---

(1) Alger, 31 juillet 1850, *Jurispr. alg.*, 1850,45.

(2) Erreur évidente, et particulièrement grave : que fait la cour de l'ordonnance du 12 mai 1832, qui replace l'intendant civil en sous-ordre ? Elle paraît absolument l'ignorer.

(3) Ordonnance, la cour l'oublie encore, révoquée par celle du 12 mai 1832.

(4) Un autre arrêt, postérieur d'une année seulement, est moins affirmatif. A propos du même arrêté, il contient le membre de phrase dubitatif : « en admettant que cet arrêté fût encore en vigueur ». Alger, 30 juillet 1851, *Jurispr. alg.*, 1851. 41.

usurpation s'est prolongée, les tribunaux doivent la maintenir : singulière théorie !

La même ignorance, tant de l'ordonnance du 12 mai 1832 que des effets de l'annexion de l'Algérie, se retrouve dans un arrêt du 20 février 1868, à propos de l'arrêté du 12 septembre 1832 sur la police des ports. Mais cet arrêt y ajoute une erreur non moindre en donnant cette nouvelle raison de validité des arrêtés de l'intendant civil, qu'ils auraient été pris en vertu d'une délégation, sinon expresse, du moins tacite, du général en chef. C'est méconnaître ce principe que les fonctions administratives ne sont point délégables : il n'en est autrement que dans des cas exceptionnels où la délégation est autorisée par la loi même (1). « Au mois de septembre 1832 — lisons-nous dans cet arrêt (2) — et jusqu'à l'ordonnance du 22 juillet 1834, qui établissait un gouverneur général avec attributions déterminées et limitées, le général en chef commandant l'armée d'Afrique réunissait entre ses mains tous les pouvoirs civils et militaires, et était seul chargé de pourvoir à la conservation, à la défense et à la sûreté du pays. Aucune restriction ni réserve n'était apportée au droit qu'il avait d'édicter les mesures qu'il jugeait utiles, ou de déléguer, à cet effet, partie de ses pouvoirs aux agents supérieurs sous ses ordres et notamment à l'intendant civil. ... L'arrêté de police administrative du 12 septembre 1832, bien que signé par l'intendant civil seul, énonce qu'il a été pris d'après les ordres et avec l'autorisation du général en chef. Cet arrêté a été publié à sa date au *Bulletin officiel des actes du gouvernement* (3) et rendu ainsi exécutoire, sous les yeux et avec le concours du général en chef. Il était donc légal et obligatoire. »

Sur la même question, nous avons le regret de constater que la cour de cassation n'a pas raisonné plus rigoureusement. C'est par un non moins remarquable oubli des textes et des principes que la chambre criminelle a déclaré légal et obligatoire l'arrêté du 8 octobre 1832 sur la voirie. Un arrêt du 29 mars 1867 (4) en prend fort à son aise avec les textes : « Si, au début de la conquête, la force même des

---

(1) Voy. notre note sous Alger, 7 juillet 1906, *Rev. alg.*, 1907. 2. 163.

(2) Alger, 20 février 1868, *Jurispr. alg.*, 1868, 11.

(3) Légère erreur. A cette époque le recueil officiel s'appelait *Bulletin des actes du commandant en chef du corps expéditionnaire.*

(4) Crim. cass. 29 mars 1867, *Jurispr. alg.*, 1867, 8.

choses avait amené la concentration de tous les pouvoirs dans les mains de l'autorité militaire, déjà, dès 1831, l'ordonnance du 1er décembre avait attribué à l'intendant civil la surveillance et la direction de tous les services civils algériens. Ces mêmes pouvoirs furent conservés à ce fonctionnaire par l'art. 2 de l'ordonnance du 22 juillet 1834. Il suit de là que, l'Algérie étant encore à cette époque soumise au régime des ordonnances, l'intendant civil était légalement investi du droit de faire des arrêtés obligatoires. » La méconnaissance des textes n'a d'égale que l'incohérence du raisonnement. Est-il nécessaire, après les explications déjà données de relever toutes les erreurs accumulées en deux phrases, avec une rare concision ? — 1° L'ordonnance du 1er décembre 1831 était, en octobre 1832, révoquée par celle du 12 mai 1832. — 2° Loin de maintenir des pouvoirs étendus à l'intendant civil, l'ordonnance du 22 juillet 1834 met celui-ci tout à fait en sous-ordre, et l'arrêté ministériel du 1er septembre 1834, pris pour l'exécution de l'ordonnance, ne permet pas à l'intendant civil de prendre des arrêtés. — 3° La conséquence déduite ne résulte pas logiquement de la prémisse : de ce que l'Algérie était soumise au régime des ordonnances, il ne s'ensuit en aucune façon que l'intendant civil ait eu le pouvoir législatif, puisque tout au contraire ce droit lui a été retiré tant par l'ordonnance du 12 mai 1832 que par celle du 22 juillet 1832. — 4° Enfin et surtout, la cour invoque des textes dont l'un était abrogé et l'autre n'existait pas encore à la date de l'arrêté argué d'illégalité ; et elle omet de faire état du seul texte qui dût être considéré, l'ordonnance du 12 mai 1832.

Ce stupéfiant arrêt aurait-il fixé la jurisprudence ? Un autre arrêt de la cour de cassation s'y réfère évidemment (1). « L'arrêté du 8 octobre 1832, — y est-il dit, — a été pris par l'intendant civil de l'avis du conseil d'administration, avec l'autorisation du général en chef en qui devaient nécessairement alors se concentrer tous les pouvoirs. Cet arrêté, motivé par l'urgence de remédier à des abus nombreux dans une partie essentielle de l'administration publique, a été publié au *Bulletin officiel des actes du gouvernement* (2). Il a reçu, dès lors, son exécution sans protestation et sans réclamation ; et, jusqu'à ce jour, il n'a été abrogé ni expressément, ni

---

(1) Crim. rej. 20 décembre 1879, *Bull. jud. de l'Alg.*, 1880, 34.

(2) Erreur déjà commise dans l'arrêt de la cour d'Alger du 20 février 1868.

implicitement. Il est de *jurisprudence constante* qu'il est le droit en Algérie en matière de voirie. »

Un arrêt, toutefois, mérite d'être cité comme rompant avec la jurisprudence : il dénie complètement à l'intendant civil le pouvoir législatif et lui reconnaît seulement le pouvoir réglementaire (1). — L'arrêté du 12 septembre 1832 sur la police des ports « doit être envisagé, dit la cour d'Alger, sous un double rapport, d'abord en ce qui touche la réglementation elle-même de la police des ports, et ensuite en ce qui concerne les peines qu'il édicte. Sous le premier point de vue, la compétence de M. l'intendant civil ne saurait être sérieusement contestée (2) : réunissant à cette époque toutes fonctions, il avait nécessairement qualité pour veiller à la police de cette partie de la ville, qui, tout au moins autant que toute autre, avait besoin d'être réglementée et devait, dès lors, appeler toute son attention. Par suite, ledit arrêté n'ayant point été abrogé, même indirectement, ses dispositions sont encore en vigueur et doivent dès lors être appliquées par les tribunaux. Toutefois, il ne saurait en être ainsi d'une manière complète et absolue, notamment relativement aux peines qu'il prononce. Effectivement, il est certain que M. l'intendant civil, n'ayant nullement reçu la faculté de légiférer, ne pouvait faire autre chose que prendre un arrêté réglant les droits et obligations de chacun, sauf à le faire exécuter, non au moyen d'une pénalité nouvelle et spéciale, mais par l'application des dispositions pénales formant le droit commun de la colonie : n'ayant point agi ainsi l'auteur dudit arrêté a outrepassé ses pouvoirs; on ne doit donc pas s'arrêter à cette partie du règlement. » Et la cour n'admet comme sanction que l'amende de simple police de l'art. 471 c. pén. — L'arrêt n'est point exempt d'erreurs. 1° Il affirme que l'intendant civil « réunissait toutes fonctions ». Quelles étaient donc celles du général en chef auquel il était subordonné? 2° Il lui reconnaît un pouvoir réglementaire qui, nous pensons l'avoir établi, ne lui appartenait pas. 3° Enfin il oublie le grand événement de 1834 qui a mis fin à l'occupation et rendu caduques les mesures de cette période. Néanmoins il doit être retenu en ce qu'il écarte absolument toute la partie de l'arrêté relative aux pénalités.

Somme toute, nous avons là un très curieux exemple de l'autorité qu'il convient d'attacher à la jurisprudence algé-

---

(1) Alger, 6 juin 1872, *Jurispr. alg.*, 1872, 29.

(2) Nous ne pouvons laisser passer cette affirmation sans sourire.

rienne. La question a été maintes fois tranchée; mais jamais elle n'a été sérieusement examinée. Aucun arrêt n'a fait état du texte essentiel, seul apte à déterminer les pouvoirs de l'intendant, l'ordonnance du 12 mai 1832!

Les auteurs se sont bornés à constater la jurisprudence dominante : mais ils se sont gardés de l'approuver. « La justice, écrivait le président De Ménerville, a maintenu le droit législatif des intendants, plutôt par des considérations de fait que par des motifs d'un droit rigoureux puisé dans l'ordonnance d'institution, qui, en effet, ne contient aucune disposition à cet égard (1). »

IV

L'opinion émise, il n'y a pas bien longtemps, par le gouverneur général — dans une dépêche adressée au préfet d'Oran, en date du 16 mars 1903 (2) — ne paraît pas beaucoup plus éclairée.

Un maire avait pris un arrêté aux termes duquel « il est enjoint à tout propriétaire ou principal locataire, tant en ville que dans la banlieue agglomérée, dont la maison serait en état de malpropreté ou de détérioration, de faire gratter, recrépir et blanchir à la chaux, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, les murs de la maison, les cours, escaliers et terrasses, conformément à l'arrêté de l'intendant civil du 12 septembre 1832 ».

Le préfet hésitait à approuver cet arrêté qui lui paraissait illégal: l'arrêté de l'intendant civil du 12 septembre 1832, remarquait-il, n'existe plus dans les recueils et paraît bien tombé en désuétude. — C'était, à notre sens, approcher beaucoup de la vérité.

Consulté, le gouverneur général, tout au contraire, déclare que l'arrêté de l'intendant civil a toujours force obligatoire.

---

(1) Ménerville, I, v° *Adm. gén.*, p. 6; v° *Législat. alg.*, p. 425; et v° *Hypothèques*, p. 356, note. — Cprz Béquet, *Rép. du dr. adm.*, v° *Algérie*, n° 87; P. Sumien, *Le régime législatif de l'Algérie*, Thèse Paris 1895, p. 11.

(2) Voy. le texte de cette dépêche dans Est. et Lef., *Suppl.* 1904, (appendice au Suppl. de 1903), p. 1.

« Il est de jurisprudence constante que les réglementations de police édictées dans les premiers temps de la conquête, à l'époque où le général en chef réunissait dans ses mains tous les pouvoirs, conservent leur force obligatoire, tant qu'elles ne sont pas abrogées directement ou indirectement par un autre texte » Or, l'arrêté du 12 septembre 1832 n'a pas été expressément abrogé; il ne semble pas qu'il l'ait été implicitement. Le gouverneur invite en conséquence le préfet à approuver l'arrêté municipal.

C'est cette nouvelle affirmation d'une opinion que nous estimons tout à fait inexacte qui nous a déterminé à entreprendre cette étude. Il nous est facile de montrer les erreurs de la consultation gubernatoriale comme nous avons montré celles des arrêts.

D'abord elle présente la jurisprudence en des termes trop généraux et inapplicables en l'espèce : en admettant que cette jurisprudence pût valoir pour les arrêtés du général en chef, il y aurait de bonnes raisons pour qu'elle ne valût point pour les arrêtés de l'intendant civil, personnage que l'ordonnance du 12 mai 1832 avait dépouillé de ses principales attributions en le plaçant en sous-ordre. Il y a abus à admettre comme une jurisprudence fixée les motifs peu précis, voire absolument faux, des quelques arrêts que nous avons rapportés. Il y a inexactitude à qualifier cette jurisprudence de constante, en l'état de l'arrêt de la cour d'Alger de 1872 qui distingue, parmi les dispositions des arrêtés de l'intendant civil, entre les dispositions réglementaires et les dispositions pénales, et n'admet la légalité que des premières. Il y a erreur toujours à se conformer à une jurisprudence erronée. Il y a exagération à considérer comme un simple règlement de police un arrêté qui ordonne deux fois l'an des blanchiments à opérer, non seulement à l'extérieur des maisons, mais même à l'intérieur et jusque dans les caves, et qui édicte contre les contrevenants une amende de 100 à 500 fr. Il est au moins archaïque de considérer Alger, Oran ou Nemours comme « des villes de la régence occupées par les troupes françaises ». Il est imprudent d'exhumer un arrêté depuis si longtemps oublié, pour constituer en état de contravention tous les européens d'Algérie, à commencer par M. le gouverneur général qui se garde bien de faire, deux fois l'an, barbouiller d'un lait de chaux les peintures ou les magnifiques faïences de ses palais. Il est naïf de discuter exclusivement sur l'abrogation d'un texte, quand celui-ci est incontestablement nul d'abord, caduc ensuite : un législateur avisé se garderait bien d'abroger le néant. Enfin la dépêche arrive

à un résultat contradictoire : l'arrêté du maire était parfaitement inutile, s'il était vrai que l'arrêté de l'intendant civil vaut toujours pour toute la « régence ».

Il y a d'autant plus d'intérêt à montrer l'inexistence des arrêtés de l'intendant civil que la même dépêche du gouverneur général affirme que dans certaines localités, et notamment à Alger, l'autorité municipale fait chaque année aux propriétaires une injonction reproduisant à peu près complètement les termes de l'arrêté du 12 septembre 1832. L'injonction municipale, nous tenons à le faire remarquer, est sans valeur. Le gouverneur général lui-même, dans sa dépêche, reconnaît que la loi du 5 avril 1884 n'autoriserait pas un maire à édicter de telles mesures : ce n'est pas davantage l'arrêté de l'intendant civil, nul et caduc, qui le lui permettrait. Au surplus, il semble bien que l'injonction du maire d'Alger soit très généralement inobservée : combien est-il, dans tout Alger, de maisons qui soient chaque année, intérieurement et extérieurement, grattées et blanchies à la chaux ?

V

Nous pensons avoir établi : 1° que l'arrêté du 12 septembre 1832 est inexistant, comme pris par un fonctionnaire sans qualité ; 2° que eût-il été régulier au moment où il a été pris, il est devenu caduc quand l'Algérie a cessé d'être la « régence » et a été annexée à la France. Nous ajouterons que, — en admettant, par pure hypothèse, que, comme le voudrait la jurisprudence, l'intendant civil ait eu le pouvoir réglementaire et que ses arrêtés n'aient point disparu en 1834, — cet arrêté du 12 septembre 1832 serait sans sanction, puisque, d'une part, il n'aurait pu appartenir à l'intendant civil, ayant seulement le pouvoir réglementaire, d'édicter des pénalités et que, d'autre part, la jurisprudence paraît bien n'accorder la sanction de l'art. 471-15° c. pén. qu'aux règlements ayant trait à des objets de police municipale déterminés par les lois des 16-24 août 1790 ou du 5 avril 1884, ou pris en vertu d'une délégation spéciale de la loi (1). A admettre enfin que tout règlement légalement fait trouve, à défaut d'autre, sa

(1) Cprz Garraud, *Tr. th. et pr. du dr. pénal français*, t. I, n° 121, p. 225.

sanction dans l'art. 471-15° et qu'on puisse considérer comme tel l'arrêté de l'intendant civil, l'infraction à cet arrêté ne serait réprimée que par une amende de 1 à 5 francs.

D'une façon générale, nous dégagerons de cette étude cette conclusion : — Les arrêtés de l'intendant civil, quelque grand qu'ait été leur nombre, n'ont jamais pu avoir qu'une très petite place dans les mesures provisoires de la période d'occupation et n'ont jamais figuré dans la législation algérienne proprement dite. L'opinion contraire, bien qu'elle ait rencontré trop longtemps créance au Palais, quoiqu'elle ait été rapportée à peu près sans critiques par quelques auteurs, est une erreur certaine. Ce n'est pas en droit public que peut être acceptée la maxime : *Error communis facit jus.* Ce serait la légitimation de toutes les usurpations.

Émile LARCHER,

Professeur à l'École de Droit d'Alger.

LES COURS CRIMINELLES EN ALGÉRIE

Commentaire de la loi du 30 décembre 1902 (1)

§ 3. — Compétence

36. — *Diverses espèces de compétence.* — Les cours criminelles sont instituées pour juger une certaine catégorie d'infractions, commises par certaines personnes, dans l'étendue d'un certain territoire. D'où il suit que leur compétence doit être examiné à un triple point ee vue :

1° Au point de vue de l'infraction, ou *ratione materiæ ;*
2° Au point de vue de l'infracteur, ou *ratione personæ ;*
3° Au point de vue du territoire sur lequel s'étend la juridiction des cours criminelles en général, et de chaque cour en particulier, ou *ratione loci.*

37. — *Compétence* ratione materiæ. — Les cours criminelles sont instituées pour juger les crimes, c'est-à-dire les faits punis soit par le code pénal, soit par les lois spéciales de peines criminelles (L. 30 déc. 1902, art. 1er).

De cela il ne faudrait pas conclure que la cour criminelle remplace absolument la cour d'assises pour les individus qui, à raison de leur qualité, en seraient justiciables. Ainsi la cour d'assises était compétente pour juger un indigène poursuivi pour délit de presse, conformément à l'art. 45 de la loi du 29 juillet 1881. La cour criminelle a-t-elle la même compétence ? Non sans doute, puisqu'elle ne juge que les crimes. Mais que décider s'il s'agit d'un crime de presse ? Nous pen-

(1) *Rev. Alg.* 1907, 1. 131 et 160.

sons que, dans ce cas, la cour d'assises reste compétente, d'abord parce qu'une loi générale ne peut déroger à une loi spéciale, ensuite parce que la loi sur les cours criminelles ne contient aucune disposition contraire, et enfin parce qu'en matière de presse la loi a voulu accorder des garanties spéciales qu'elle a cru trouver dans la juridiction de la cour d'assises.

Les cours criminelles connaissent aussi des délits connexes aux crimes dont elles sont saisies. C'est un principe général que le fait le plus grave attire, au point de vue de la compétence, le fait le moins grave, et l'art. 11 de la loi du 30 décembre 1902, par sa formule générale, commande d'observer ici les art. 226, 227 et 365 du code d'instruction criminelle qui en assurent l'application.

38. — *Compétence* ratione personæ. — La juridiction des cours criminelles est réservée, en principe, aux populations de l'Algérie dont les individus sont devenus nos sujets par l'effet de la conquête. C'est pour elles qu'en raison de leur masse, du lien puissant de la religion qui, malgré les différences ethniques, les réunit dans un même fanatisme, en raison de leur mentalité, de leurs mœurs et de leur criminalité particulière, l'on a voulu créer cette juridiction spéciale. Celle-ci doit aussi, pense-t-on, s'étendre aux individus de même race et de même religion, non sujets de la France, mais qui, originaires des pays limitrophes, viennent facilement sur notre territoire se mêler à nos sujets algériens dont tout les rapproche.

Mais comment désigner les individus appartenant à ces populations ?

On sait à quelles divergences d'interprétation a donné lieu l'expression d'*indigènes* employée par les décrets de 1902 pour désigner les justiciables des tribunaux répressifs indigènes. La loi du 30 décembre 1902 a cherché à mieux préciser la compétence personnelle des cours criminelles auxquelles elle défère : 1° les indigènes musulmans non naturalisés; 2° les étrangers musulmans (art. 1er, al. 2).

La formule employée par la loi est critiquable, car il peut sembler singulier de soumettre à une juridiction spéciale des individus, parce qu'ils appartiennent à une religion déterminée; elle dépasse évidemment la pensée du législateur qui avait voulu viser les Marocains et les Tunisiens — les seuls au sujet desquels la question présente un intérêt pratique — puisqu'elle englobe des étrangers pouvant appartenir à des nations différentes, des Turcs, des Persans, des Hindous, des

Chinois, des Russes, uniquement parce qu'ils sont musulmans. Dans ce cas, à quel signe reconnaître la religion ? De quel droit même s'en enquérir ?

Cette formule est à la fois trop large et trop étroite. En effet, par suite de cette qualité de musulman exigée chez le justiciable, on pourra dire, par exemple, qu'un Espagnol qui aurait embrassé l'islamisme est un étranger musulman soumis, à ce titre, à la juridiction de la cour criminelle et, à l'inverse, qu'un arabe chrétien doit y échapper (1).

38 *bis*. — Certains indigènes et étrangers musulmans doivent cependant être soustraits à la juridiction de la cour criminelle : ce sont les mineurs de seize ans auxquels, pour les crimes autres que ceux punis de la peine de mort, de la peine des travaux forcés à perpétuité ou de celle de la déportation ou de la détention — et lorsqu'ils n'ont pas de complices majeurs présents — le législateur a voulu éviter l'éclat fâcheux des débats criminels (c. pén., art. 68). La cour criminelle remplaçant pour une catégorie d'individus la cour d'assises, ne saurait avoir plus de compétence à leur égard que n'en avait celle-ci, et, malgré les termes généraux de l'art. 1er de la loi, l'exception admise au profit des mineurs doit subsister. D'ailleurs, postérieurement à la mise en vigueur de la loi du 30 décembre 1902, la jurisprudence a admis que les mineurs poursuivis pour crime demeuraient justiciables des tribunaux correctionnels et non des tribunaux répressifs indigènes, lesquels ne jugent que les délits (2).

38 *ter*. — Un crime peut avoir été commis par un ou plusieurs indigènes ou étrangers musulmans de concert ou de complicité avec d'autres individus justiciables d'une autre juridiction. L'unité qu'il est nécessaire d'observer dans la poursuite commande de déférer le jugement de l'affaire à une seule et même juridiction : mais laquelle sera compétente?

1° Si le conflit s'élève entre la cour criminelle et la cour d'assises, c'est-à-dire s'il y a dans la cause un européen ou un indigène naturalisé, c'est incontestablement la cour d'assises qui sera compétente. D'abord, à notre avis, la cour

---

(1) Voy. sur le cas d'un arabe chrétien, en matière de tribunaux répressifs indigènes, un arrêt de la cour d'Alger du 5 nov. 1903 (*Rev. Alg.* 1904. 2 25) justement critiqué par l'annotateur.

(2) Crim. règl. de j., 5 nov. 1903, *Rev. Alg.*, 1904. 2. 56 ; Alger, 27 déc. 1904, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 359.

criminelle est une juridiction d'exception et dans un conflit de cette nature, on donne la préférence à la juridiction de droit commun. Ensuite les cours criminelles ne peuvent juger que les crimes exclusivement imputables aux indigènes ou étrangers musulmans (L. 30 déc. 1902, art. 1er, al. 2). La loi du 30 décembre 1902 (art. 1er, al. 1er-3°) n'a donc fait que se conformer à ces principes en résolvant le conflit dans le sens indiqué (1).

Cela s'appliquerait même au cas où l'un des accusés serait poursuivi soit pour un crime connexe, soit seulement pour un délit connexe : il y a ici même intérêt à observer l'unité de la poursuite.

2° Si le conflit s'élève entre la cour criminelle et le conseil de guerre, c'est-à-dire s'il y a dans la cause un militaire, il faut distinguer :

a) Si le complice du militaire est un étranger musulman, celui-ci justiciable, en principe, de la cour criminelle ne pourra attirer l'autre accusé devant cette juridiction qui n'a qu'une compétence spéciale ; c'est au contraire lui qui sera entraîné devant le conseil de guerre en vertu de l'art. 77-2° du code de justice militaire, auquel la loi du 30 décembre 1902 ne contient rien de contraire puisqu'elle n'attribue compétence aux cours criminelles que pour les crimes commis exclusivement par ses justiciables ;

b) Si c'est un musulman algérien, comme, d'un côté, la cour criminelle n'est compétente qu'à l'égard des crimes commis exclusivement par ses justiciables, et comme, d'un autre côté, on ne peut accorder au conseil de guerre une compétence qui ne résulte pas de sa loi d'institution, il faut en revenir à la juridiction ordinaire, c'est-à-dire à la cour d'assises qui conserve, en principe, plénitude d'attribution.

39. — *Compétence* ratione loci. — Il y a d'abord une compétence générale des cours criminelles, — et ensuite une compétence spéciale à chacune d'elles.

---

(1) Crim. rej. 31 août 1905, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 340. — Et peu importe que, postérieurement à l'arrêt de renvoi l'européen qui entraîné son coaccusé devant la cour d'assises vienne à décéder ; cette juridiction n'en demeure pas moins saisie (même arrêt). Il faudrait évidemment donner la même solution au cas où deux accusés, dont l'un européen et l'autre innigène, auraient ensemble été condamnés par la cour d'assises. Au cas de pourvoi par l'indigène seul, suivi de cassation, le renvoi devrait être fait devant une cour d'assises. (c. i. cr., art. 429).

1° En ce qui concerne la première, il résulte des termes quelque peu incorrects de l'art. 1er, al. 2 de la loi « les crimes exclusivement imputables aux indigènes musulmans... dans l'étendue du territoire civil », que cette compétence s'étend à tous les crimes commis en territoire civil. Elle n'est que la contre-partie de celle des conseils de guerre, laquelle s'étend aux crimes commis en territoire militaire. Par conséquent, les cours criminelles ne seraient pas compétentes à raison d'un crime commis à l'étranger, au Maroc, par exemple.

2° Chaque cour criminelle a sa compétence spéciale, laquelle ne s'étend que sur l'arrondissement (L. 30 déc. 1902, art. 1er, al. 2), et pour savoir à quelle cour criminelle il faut déférer un crime déterminé, on doit s'en rapporter au droit commun et attribuer compétence à la cour criminelle du lieu du crime, à celle de la résidence de l'accusé et à celle du lieu de la capture (c. i. cr., art. 23 et 63).

39 *bis*. — Les règles relatives à la compétence *ratione loci* reçoivent quelques dérogations. Cela se produit : 1° dans le cas de renvoi après cassation (c. i. cr., art. 427 et 429) ; 2° dans le cas de renvoi pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique (c. i. cr., art. 542) ; 3° dans le cas de renvoi après révision (c. i. cr., art. 445).

Mais si la cour criminelle devant laquelle l'affaire a été renvoyée en avait déjà connu, elle se trouverait incompétente et devrait se dessaisir (1).

40. — *Rétroactivité*. — Les lois relatives à l'organisation des juridictions et à la compétence ont, on le sait, un effet rétroactif, c'est-à-dire qu'elles s'appliquent aux faits antérieurs à leur promulgation, ou mieux à leur publication. Il en résulte que les indigènes ou étrangers musulmans accusés de crimes qui, au moment où la loi du 30 décembre 1902 est devenue exécutoire, n'avaient pas été définitivement jugés par les cours d'assises ont dû être renvoyés devant les cours criminelles.

La cour de cassation a tiré de ce principe les conséquences suivantes :

1° Un indigène renvoyé devant la cour d'assises avant la mise en vigueur de la loi du 30 décembre 1902 ne peut être jugé par elle ; il doit l'être par la cour criminelle (2) ;

---

(1) Crim. cass., 7 juillet 1904, *Trib. alg.*, 1904, p. 145 et notre note

(2) Crim. cass., 3 septembre 1903, *Bull. crim.*, n° 326.

2° Un indigène condamné par contumace par une cour d'assises ne peut purger sa contumace que devant la cour criminelle, désormais seule compétente à son égard (1) ;

3° Un indigène antérieurement condamné par contumace par une cour d'assises doit, postérieurement à la loi, être traduit pour la reconnaissance de son identité devant la cour criminelle (c. i. cr., art. 518 (2).

Ces déductions nous paraissent erronées. Pour maintenir ici le principe de la rétroactivité qui a donné lieu à tant de controverses, la cour de cassation en arrive à méconnaître d'autres principes absolument certains. Il y a un principe qui conduit à faire admettre que la cour d'assises régulièrement saisie doit demeurer compétente, malgré la survenance de la loi nouvelle : c'est que l'arrêt de renvoi rendu par la cour d'appel l'a saisie irrévocablement, dès qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée (c. i. cr., art. 299, 408 et 416). — En second lieu, la cour d'assises a la plénitude de juridiction, c'est-à-dire qu'elle ne peut se dessaisir, quelle que soit la qualification des faits, et alors même qu'à raison de la qualité des personnes ils seraient attribués à une juridiction spéciale. Aucun texte n'a enlevé aux cours d'assises d'Algérie cette plénitude de juridiction, et l'arrêt précité de la cour de cassation du 31 août 1905 l'a formellement reconnue, en décidant qu'un indigène renvoyé devant la cour d'assises avec un européen n'en demeure pas moins justiciable de cette juridiction, malgré le décès de son coaccusé qui l'avait entraîné devant elle. Pourquoi ne pas faire ici application du même principe, alors qu'il n'y a aucune raison de distinguer ? Et n'est-il pas étrange de voir la cour criminelle s'arroger le droit de juger alors qu'elle n'a pas été saisie ?

En ce qui concerne les deux dernières solutions données par la cour de cassation pour le cas de contumace, quelques observations particulières doivent être ajoutées.

Tout d'abord, la représentation du contumax n'anéantit que la procédure faite depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter (c. i. cr., art. 476) ; mais elle laisse subsister l'arrêt de renvoi ; en outre, le contumax ne peut être jugé par une juridiction autre que celle qui a rendu l'arrêt de condamnation (3).

---

(1) Crim. rej., 23 juillet 1903, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 279.

(2) Crim. rej., 4 janvier 1906, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 156 et la note de M. Larcher.

(3) La cour de cassation, il est vrai, a décidé, pour le cas où il s'agissait d'une condamnation prononcée par un conseil de guerre, que ce

Quant à la reconnaissance d'identité, l'art. 518 c. i. cr. dispose que cette reconnaissance sera faite par la juridiction qui a prononcé la condamnation. Ce sont là des règles que le principe de la rétroactivité, dont il est difficile de fixer les limites, ne saurait infirmer.

41. — *Caractère.* — En matière criminelle, les règles de la compétence sont d'ordre public, et une juridiction doit se dessaisir lorsqu'elle reconnaît son incompétence, sans distinguer entre les causes de celle-ci. Exception est faite cependant, nous le savons, pour la cour d'assises, investie de la plénitude de juridiction. Cette exception peut-elle être étendue à la cour criminelle ? Non, sans doute, car les raisons qui l'ont fait admettre en faveur de la cour d'assises, à savoir le caractère de cette juridiction et les garanties qu'elle offre aux accusés, ne se retrouvent pas ici. — Que la cour criminelle puisse juger les faits dont elle est saisie, alors même qu'après les débats ils ne se trouveraient plus constituer qu'un délit ou même une contravention, on peut l'admettre : il n'y a à cela aucun inconvénient en fait, ni aucun empêchement en droit, car l'art. 11 de la loi comprend, dans son renvoi général, l'art. 365 c. i. cr. Les mêmes considérations permettent de couvrir l'incompétence *ratione loci*.

Mais il n'en saurait être de même en ce qui concerne l'incompétence *ratione personæ*. En effet, la cour criminelle n'a qu'une compétence limitée, et lui permettre de juger d'autres personnes que celles désignées serait formellement violer le texte qui l'institue et aller contre les motifs qui ont fait créer cette juridiction spéciale. Un musulman naturalisé, un européen renvoyés devant la cour criminelle auraient donc le droit de faire valoir l'incompétence de celle-ci.

Mais à quel moment faut-il se placer pour fixer la compétence ? Au moment du crime ou au moment des poursuites ? Sans examiner ici cette question, qu'il nous suffise de rappeler qu'en matière civile, la cour de cassation a décidé (civ. cass., 15 juin 1885, *Rev. Alg.*, 1885. 2. 309) que même lorsqu'un indigène n'est devenu citoyen français que postérieurement à l'introduction de l'instance devant la juridiction

---

principe n'est plus applicable quand la juridiction par laquelle l'accusé avait été jugé par contumace a cessé d'être compétente (crim. règl. de j. 11 déc. 1873, D. P., 74. 1. 181). Mais au moins, dans ce cas saisit-on la cour d'assises par un arrêt de renvoi (crim. cass., 29 sept. 1892, *Rev. Alg.*, 1892. 2. 499), tandis qu'ici on attribue à la cour criminelle le droit de juger sans qu'elle ait été saisie !

musulmane, celle-ci n'en devient pas moins incompétente à son égard. La même règle doit, à plus forte raison, être appliquée en matière criminelle. Par conséquent, si postérieurement à l'arrêt de renvoi un indigène ou un étranger musulman acquérait la qualité de citoyen ou la nationalité française, la cour criminelle deviendrait incompétente (1).

Comment faire valoir cette incompétence ? Plusieurs hypothèses doivent être examinées :

1° L'accusé a invoqué sa qualité devant la chambre des mises en accusation. Tout d'abord celle-ci a-t-elle le droit de statuer sur une question d'état ? La cour de cassation n'a pas tranché la question (crim. cass., 1er déc. 1887, D. P., 88. 1. 89), mais le rapport de M de Larouverade (D. P., *loc. cit.*) est bien formel dans le sens de la négative. Si on l'admet, il y aura une question préjudicielle à trancher par la juridiction civile, et la décision de celle-ci s'imposera à la juridiction criminelle.

Si l'on reconnaît, au contraire, à la chambre des mises en accusation le droit de statuer sur la question, il faut dire que sa décision n'aura qu'une autorité provisoire et que l'accusé pourrait encore faire valoir l'exception d'incompétence devant la cour criminelle où il aurait été renvoyé. Cela serait surtout vrai s'il invoquait un fait nouveau.

2° L'accusé n'a pas invoqué sa qualité devant la chambre des mises en accusation, — ou bien il ne l'a acquise que postérieurement à l'arrêt de renvoi. Alors, à plus forte raison, il ne peut y avoir chose jugée sur ce point et le droit de l'accusé de soulever l'incompétence de la cour criminelle demeure intact (2).

(A suivre.)

Gilbert MASSONIÉ,
Docteur en droit, avocat.

---

(1) Comment comprendre ce changement d'état ? En ce qui concerne l'indigène algérien, la question est peu pratique, car il n'est pas probable qu'on accorde la naturalisation à un individu en état d'accusation. Mais les musulmans marocains ou tunisiens peuvent acquérir la nationalité française par application des art. 8 et 9 c. civ. dont le bénéfice leur appartient comme aux autres étrangers (civ. rej., 22 mars 1905, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 11).

(2) Voy., sur un cas analogue, crim. cass., 11 janv. 1873, D. P., 73. 1. 41.

BIBLIOGRAPHIE

LE SECRET DES ACTES D'HUISSIERS. Loi du 15 février 1899 : historique, commentaire et application, par Gilbert Massonié, docteur en droit, avocat. — Une brochure in-8°, 30 p., Alger, Imprimerie administrative Gojosso, 1907.

Notre excellent confrère et collaborateur G. Massonié présente en quelques pages un substantiel commentaire de la loi du 15 février 1899 sur le secret des actes des huissiers. Après avoir rappelé que cette loi est due à l'initiative parlementaire et retracé les principaux incidents de son élaboration, l'auteur précise l'étendue et la portée de la loi, marque la sanction de ses prescriptions et enfin indique par le menu les formalités et mentions imposées.

A propos de cette loi deux questions intéressent particulièrement l'Algérie. — La première est celle de savoir si l'art. 27 de la loi du 31 mars 1903, déclarant les dispositions de la loi du 15 février 1899 applicables aux citations signifiées par les agents des contributions indirectes, peut recevoir application en Algérie. Notre confrère — et nous partageons absolument sa manière de voir — opine pour l'affirmative : c'est la modification d'une législation déjà en vigueur ; ce que l'article dit des agents des contributions indirectes s'entendra de ceux des contributions diverses. — La sanction de la loi est, on le sait, la nullité même de l'exploit qui n'est pas conforme à ses prescriptions. Cette nullité n'est-elle pas, en Algérie, facultative? Le juge n'en peut-il relever la partie, en usant de la faculté que lui donne l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842? Sur ce second point, la cour d'Alger s'est prononcée déjà, en plusieurs arrêts, pour la négative. L'auteur a mille-fois raison de faire toutes réserves sur la valeur de cette jurisprudence : nous regrettons que la cour d'Alger se serve de moins en moins de cette disposition vraiment bienfaisante qui lui permet de substituer une solution d'équité à une injuste rigueur.

Remercions Me Massonié d'avoir si bien dépouillé une jurisprudence déjà abondante pour nous en donner un exposé à la fois clair et complet.

E. L.

L'EXTENSION DE LA JURIDICTION ET DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE EN TUNISIE, par Mardoché Smaja. — Une brochure in-8°, 53 p., Tunis, Express-Imprimerie, 1905.

M. Mardoché Smaja se fait le porte-parole des israélites tunisiens. Il expose, non sans quelque véhémence, les inconvénients de la situation faite aux juifs du pays de protectorat et aussi les aggravations que la jurisprudence y a ajoutées.

Il est évident que la justice indigène musulmane est loin de présenter pour les juifs les garanties désirables. Le tribunal rabbinique récemment créé ne paraît pas plaire beaucoup plus à l'auteur. Les tribunaux français enfin, en qui les israélites ont toute confiance, leur refusent trop souvent la qualité de sujets européens et les écartent ainsi de leur prétoire. Comme conclusion, M. Smaja demande que les israélites soient justiciables des tribunaux français et qu'une loi facilite la naturalisation de ceux qui, en étant dignes, la solliciteraient.

Nous aurions garde d'adhérer sans réserve à toutes les théories émises dans ce chaleureux plaidoyer — et souvent reprises depuis dans le journal tunisien *La Justice*, — mais nous ne pouvons qu'applaudir à l'amour de la France et aux sentiments républicains qui l'animent.

É. L.

OBSERVATIONS CRITIQUES

SUR LE

CODE TUNISIEN

DES OBLIGATIONS ET DES CONTRATS

La promulgation d'un code est toujours un événement de la plus haute importance. L'apparition du « code tunisien des obligations et des contrats » doit d'autant plus arrêter l'attention que c'est la première fois, croyons-nous, que, dans un pays musulman, l'État, européen ou sous un protectorat européen, édicte un ensemble de dispositions, un *code* ayant trait à des matières jusque-là exclusivement régies par la doctrine coranique et les usages qui s'y mêlent.

L'intérêt que présente cet essai de codification est plus vif encore en Algérie où, on le sait, s'élabore un code du droit musulman algérien : celui-ci sans doute n'aura pas exactement le même objet que le code tunisien récemment promulgué, puisque, notamment, il traite de l'état des personnes auquel celui-ci ne touche qu'incidemment ; mais il présentera des parties communes, la matière des preuves, par exemple.

Il n'est point nécessaire de mettre longuement en relief la portée pratique de cette réforme. Le nouveau code s'applique immédiatement à plus d'un million et demi de tunisiens, musulmans et israélites, soumis aux juridictions indigènes. Il nous semble aussi que, à suivre les règles admises en droit international privé, il s'appliquera également, en bien des cas et pour bon nombre de ses dispositions, aux conventions passées entre européens et indigènes, puisqu'il constitue maintenant la loi locale. Il s'ensuit qu'il se trouvera parfois

sanctionné par les tribunaux français de Tunisie, par la cour d'Alger et même par notre cour de cassation.

Nous aurions garde de porter sur les dispositions de ce code un jugement définitif : un code ne peut s'apprécier qu'à l'usage.

Sans nul doute, la codification même est, à un point de vue tout au moins, un progrès : elle fournit un guide aux tribunaux indigènes dont les magistrats n'ont trop souvent qu'une science juridique médiocre ; c'est un élément d'unité ; c'est un obstacle à l'arbitraire.

Mais il nous semble que le code tunisien est loin de présenter les qualités de méthode et surtout de rédaction désirables.

***

Le nouveau code ne comprend pas moins de 1632 articles. Ce qui paraît beaucoup à qui remarque que, dans notre code civil, le même groupe de matières est traité par les art. 1101-1386, 1582-2058, 2071-2105 et quelques textes épars au titre de la prescription, en tout moins de huit cents articles.

Il se présente en deux livres consacrés, dit le décret beylical de promulgation, le premier aux obligations, le second aux contrats et quasi-contrats. Il faudrait se garder de prendre cette division à la lettre : elle est tout à fait factice et repose sur une erreur de terminologie. — Le livre Ier parle constamment de contrats, mais en les désignant sous le nom, trop large, de conventions, ou même souvent sous la dénomination, absolument impropre, d'obligations. C'est la confusion si souvent commise par les jeunes candidats aux examens de droit, peu pardonnable de la part d'un législateur. En réalité le livre Ier traite des obligations et des contrats en général : conditions du consentement et capacité, modalités (et non « modifications ») des obligations, cession (assez improprement appelée « transport »), effet des obligations ou mieux des conventions, nullité des conventions (et non des obligations), extinction des obligations, preuve. — Le livre II traite de certains contrats : vente, — échange, — louage, — enzel, kirdar, koulou et naçba, — dépôt et séquestre, — prêt, — mandat et gestion d'affaires, — commandite (le code emploie le mot « commande »), — association (mot assez mal choisi pour désigner à la fois l'indivision et la

société), — contrats aléatoires, — transaction, — cautionnement, — nantissement, — et enfin privilèges.

Bien que, en certaines parties, les rédacteurs se soient visiblement inspirés de notre code civil, ils n'ont pu — qu'on se garde d'y voir un blâme de notre part — le suivre ou le copier. Ils ont dû accepter certaines théories musulmanes, et aussi il a bien fallu prendre dans les usages mêmes la réglementation de contrats qui n'ont pas leur pareil, mais à peine leur analogue dans notre droit français : l'enzel, que le code traduit par « emphythéose », alors que nous pensons que c'est plutôt un bail à rente ; — le khamessat, sorte de colonat partiaire ; — le moughâraça, qui est à la fois bail et société à complant.

Dans certaines matières, on a tenté de combiner les règles du code civil français et celles du droit musulman : le mélange ne s'est pas fait sans disparate et sans arbitraire. Ainsi en est-il notamment de la matière des preuves. Le droit musulman considère comme mode de preuve essentiel, normal, la preuve testimoniale. Notre code civil, au contraire, marque à l'égard du témoignage une remarquable méfiance puisque, en principe du moins, il ne l'admet pas au delà de 150 francs. A-t-on — c'est une question que nous posons — bien judicieusement allié les deux règles en posant, dans le code tunisien, comme limite de la preuve testimoniale un intérêt de 3.000 francs? Certains esprits qui trouvent un peu basse la limite française trouveront très élevée la limite tunisienne.

En d'autres endroits, on peut reprocher aux rédacteurs du code tunisien d'avoir suivi le code civil même dans ses erreurs. Une section, par exemple, est consacrée à la « cause des obligations contractuelles ». Le nouveau code, pas plus que le code français, ne définit la cause ; il ne fait que reproduire des règles vagues, unanimement critiquées, qui ont conduit la jurisprudence française à d'incroyables fantaisies.

D'une façon générale, le code nous a paru à la fois trop abstrait et trop détaillé. Ce n'est qu'à l'application qu'on pourra voir s'il répond suffisamment aux besoins de la pratique qu'il est destiné à satisfaire.

Mes doutes sur la valeur de ce code se sont encore accrus quand est intervenu, récemment, un décret beylical ayant pour objet de soustraire à son application l'État et les personnes morales publiques. Ce décret, du 30 juin 1907, dispose : « Est expressément maintenue la législation antérieure au code susvisé, relative aux créances actives et passives, actuelles ou futures, et, en général, aux droits et obligations quelconques, nés ou à naître, de l'État, des communes, des

établissements publics et des diverses associations, collectivités ou personnes morales, placées sous la tutelle ou la surveillance de l'État. Sont, en conséquence, rapportées les dispositions du code contraire à cette législation soit explicitement, comme en matière de prescription, de privilège, de contribution ou d'obligation au paiement des impôts, etc., soit implicitement ». Le souverain tunisien proclame ainsi que le nouveau code ne vaut rien pour l'État et ses subdivisions et que la chaos antérieur lui est préférable : que vaut-il donc pour les particuliers ?

* * *

Ce qui, dans ce code, nous paraît le plus critiquable, — sur ce point, notre appréciation est bien définitive — c'est sa rédaction. Non seulement la langue employée n'a ni la précision ni la concision qui sont les premières qualités à rechercher dans les textes législatifs, mais elle n'est même pas française. Les exemples abondent :

Dans les art. 23 et suiv., on confond constamment *conventions* et *contrats*, alors que nul ne peut ignorer que le contrat est à la convention comme l'espèce au genre. — De même les art. 43 et suiv. admettent comme synonyme les termes *annulation* et *rescision*, alors que la langue juridique réserve celui-ci pour le seul cas de lésion. — Tantôt on emploie le mot *nul*, tantôt le mot *annulable*, sans que jamais on indique s'il y a une différence entre les deux et quelle est cette différence. Autre part même (art. 325 et s.) on parle d'une « nullité de plein droit » : on aimerait savoir s'il s'agit d'une annulabilité ou d'une inexistence. — Le législateur tunisien considère l'hypothèque et le warrant comme des nantissements (art. 1547 et 1560) ; c'est, à notre avis, une grave erreur de terminologie, puisque ce qui fait précisément la supériorité de ces deux sûretés et les différencie du nantissement, gage ou antichrèse, c'est qu'elles n'exigent pas le désaisissement du propriétaire.

Pour la commodité des citations les articles devraient être brefs, ne formuler qu'une seule règle. Il s'en faut qu'il en soit toujours ainsi. Tel article, comme l'art. 788, au titre du louage, comporte *huit* alinéas et fournit *trente-six* lignes d'impression du Journal officiel tunisien. L'art. 971 a *quarante-deux*

lignes: il se subdivise en sept alinéas, dont certains sont marqués 1°, 2°, *a*, *b*. Citons aussi, dans un autre genre, le compact art. 919, qui, en un seul alinéa, a vingt-six lignes.

D'autres textes dénotent soit une grande négligence, soit une méconnaissance absolue de la grammaire comme du lexique français. Tel l'art. 192 : on ne dit pas d'une personne qu'elle « doit une obligation ». — Tel l'art. 200, aux termes duquel « le transport peut avoir pour objet des *droits* ou créances dont le *droit* n'est pas échu ». — Tel l'art. 249 qui énonce que « l'obligation ne peut être accomplie contre le gré *du débiteur et créancier à la fois* ». On est tenté d'objecter que quand la même personne est à la fois créancière et débitrice d'une même obligation, celle-ci est éteinte par confusion. On s'aperçoit, à la réflexion, qu'il faut lire « contre le gré du débiteur et *du* créancier à la fois ». — Tel l'art. 309 qui définit le droit de rétention « celui de *posséder* la chose..... » : le créancier rétenteur *détient*, mais ne *possède* pas. La même erreur se retrouve d'ailleurs dans l'art. 747. — Tel l'art. 327 qui parle d'une *obligation* qui continuera à subsister comme *contrat* distinct. — Tel l'art. 564 qui, définissant la vente, y voit la transmission de la *propriété* d'une chose ou *d'un droit* : comme si la propriété n'était pas un droit elle-même ! — Les rédacteurs ont abusé de l'imparfait du subjonctif, alors que les règles de la grammaire n'en commandaient pas l'emploi (art. 579, 644, 872, 886, 1498, 1552, etc.). — Constamment ils se servent du mot « dommages » au lieu de l'expression « dommages-intérêts » : c'est cependant très différent, puisque ceux-ci sont la réparation de ceux-là. — La négligence éclate quand on voit deux articles, bien peu distants, formuler identiquement la même règle : tels les art. 733 et 735. — Le code enfin emploie des termes qui appelleraient une définition : adjemy (art. 806), maâouna ou madouna (art. 1366 et 1377), terre d'Afrikia (art. 1385), terres de khlania (art. 1386).

Ces vices de rédaction sont aggravés encore par la détestable impression de la partie supplémentaire du *Journal officiel tunisien* qui a publié le code. Tantôt manque la rubrique d'un titre (livre Ier, titre II) Tantôt un mot est mis pour un autre : *actes* au lieu de *biens* (art. 15) ; *chose* au lieu de *clause* (art. 1295). Tantôt un mot ou une lettre manque, laissant le lecteur indécis : une distance est indiquée « trois mille », si bien qu'on ne sait s'il faut lire « trois mille *mètres* » ou « *trois milles* » (art. 495). Malgré un assez long erratum publié peu après, une énorme quantité d'erreurs, parfois difficiles à corriger, subsistent.

***

Enfin on doit exprimer quelques regrets relativement, non plus au code lui-même, mais aux circonstances de sa promulgation ou de sa publication.

Le mode de publication a été tout à fait inefficace. Sous le prétexte que cet important monument dépasse sensiblement en longueur les textes ordinairement insérés au *Journal officiel tunisien*, on a fait une *partie supplémentaire* du nº du 15 décembre 1906 paginée à part, et sans que rien, dans la partie officielle ordinaire annonce cette publication hors cadre. Ce supplément n'a pas été adressé à tous les abonnés, et à ceux qui en ont demandé l'envoi on a réclamé un versement supplémentaire de cinq francs. D'où cette conséquence que le dépouillement le plus consciencieux de l'officiel tunisien ne révèle pas l'existence de ce code. Il est permis de douter qu'une telle publication soit légalement suffisante.

Cette publication constitue un remarquable tour de force typographique ou est entachée d'une erreur voulue. Le décret de promulgation a été signé par le bey, visé pour promulgation par le délégué à la résidence générale, et le code a paru *le même jour* à la partie supplémentaire du *Journal officiel tunisien*. — Si les choses s'étaient passées ainsi, on y pourrait trouver une excuse aux innombrables fautes d'impression qui constellent le texte officiel : on n'aurait pas eu le temps de corriger les épreuves. Mais nous croyons peu à une telle célérité administrative, si bien que nous penchons pour l'inexactitude de la date du *Journal.* Ce pauvre code est né sous de fâcheux auspices, qui est ainsi apparu faussement daté.

Nous déplorons enfin que le code soit offert au public sans être accompagné d'un rapport, ne serait-ce que celui que le premier ministre a dû présenter au bey, ou d'une analyse des travaux préparatoires, qui faciliteraient l'interprétation de certains textes énigmatiques, qui révéleraient la portée de certaines dispositions nouvelles. Nous savons, par ouï-dire, que l'avant-projet élaboré par M. Santillana était fort consciencieux et surtout remarquablement riche en références bibliographiques : mais cet avant-projet, imprimé en 1899 par les soins du gouvernement tunisien, n'a point été mis dans le commerce. Nous ne sachions pas que les travaux de la commission aient jamais été publiés. Nous craignons qu'en présence du seul texte, juristes et tribunaux ne rencontrent les plus sérieuses difficultés à appliquer et à interpréter le nouveau code.

*
* *

Il serait à souhaiter que le gouvernement tunisien donnât de ce code une nouvelle édition officielle, qui reçût une publicité effective et d'où fussent bannies les erreurs si nombreuses dont nous avons donné seulement quelques exemples.

Au point de vue particulièrement algérien, nous pensons que ceux auxquels est confiée l'élaboration du futur code musulman auraient tort de prendre pour modèle ce code trop long pour les matières relativement restreintes qu'il traite, à la fois trop abstrait et trop détaillé, d'une rédaction défectueuse. Il leur rendra toutefois ce service de leur montrer les difficultés à vaincre, les erreurs à éviter.

ÉMILE LARCHER,
Professeur à l'École de Droit d'Alger.

BIBLIOGRAPHIE

CODE DE L'ALGÉRIE ANNOTÉ, par Robert Estoublon et Adolphe Lefébure, continué en collaboration avec Edmond Norès, juge d'instruction au tribunal de Batna. — *Supplément*, année 1905. — Un vol. in-8°, 122 et 40 p. Alger, Jourdan, 1907.

M. A. Lefébure continue, avec la collaboration de M. Norès, l'œuvre si utile qu'il avait entreprise avec M. Estoublon. Succédant d'assez près au Supplément de 1904, le Supplément de 1905 vient de paraître, présentant les mêmes qualités : c'est bien le relevé exact et complet du mouvement législatif et circonlégislatif — si on veut bien me permettre cette expression — d'une année pour l'Algérie.

Quelle abondance et quelle diversité ! Le Supplément ne nous présente pas moins de 268 textes, si nous avons bien compté. Mais il s'en faut de beaucoup que tout soit loi dans ce code : la plupart des textes rapportés n'ont qu'une valeur doctrinale ou documentaire.

Nous avons relevé, comme ayant ou pouvant avoir force de loi, 19 lois dont 14, communes à la métropole et à l'Algérie, visent celle-ci ; 5 lui sont spéciales ; 37 décrets ayant une portée générale, 41 arrêtés du gouverneur général auxquels on peut reconnaître le même caractère. Encore, de ces 97 textes, aucun n'a-t-il une réelle importance.

A côté, le code mentionne 26 décrets tout à fait spéciaux, 70 arrêtés du gouverneur général qui ne le sont pas moins, 60 circulaires, 29 décisions, 13 dépêches, 6 instructions du même agent administratif, 8 circulaires du procureur général. Le souci d'être complet a fait recueillir aussi 20 avis du conseil de gouvernement. On trouve encore des instructions ministérielles, des notes parues au *Mobacher*, voire des délibérations des délégations financières. Le code a même pris soin de mentionner (p. 91 et 121) les dates d'insertion de deux lois au *Bulletin officiel* du gouvernement général : nous ne voyons pas quelle utilité il peut y avoir à retenir la date d'une opération parfaitement inutile, au moins au point de vue légal.

É. L.

LA SITUATION DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

ALLOCUTION DE M. MARCEL MORAND, DIRECTEUR,

à la séance de rentrée du 4 novembre 1907

MESSIEURS,

Je me propose, comme je l'ai fait l'an dernier, de procéder avec vous à l'examen rapide des événements qui ont marqué la dernière année scolaire, — et de vous entretenir très brièvement de la situation de notre École, ainsi que des questions qui intéressent son avenir.

Je vous rappellerai, tout d'abord, les modifications importantes qui se sont produites dans notre personnel enseignant. — M. Rolland qui, pendant deux années consécutives, avait été chargé du cours du droit administratif de licence, a été, après des épreuves tout à fait remarquables, reçu premier au concours d'agrégation, section du droit public, et attaché à la Faculté de droit de Nancy. Ceux d'entre vous qui ont été ses élèves, n'ont pas oublié la finesse, la distinction, la clarté de son enseignement. Ils ont également pu apprécier l'élévation de son caractère, et constater quel dévouement il apportait à l'accomplissement de sa tâche. — Nous, nous gardons le souvenir d'un collègue aimable, d'une éducation parfaite, de relations sûres, et qui, pendant les instants trop courts qu'il a passés parmi nous, a fait le plus grand honneur à notre Ecole.

M. Mallarmé lui a succédé dans son enseignement. Aucune désignation ne nous pouvait être plus agréable, et n'était mieux faite pour atténuer les regrets que nous a laissés le départ de M. Rolland ; et c'est avec le plus vif plaisir que nous avons accueilli l'étudiant d'hier dont la présence, parmi nous, contribuera à rendre plus étroits, plus intimes, ces liens de confiance et de sympathie réciproques qui ont toujours existé, ici, entre maîtres et élèves.

En même temps que M. Mallarmé, ont été attachés à notre École MM. Alglave et Rougier. Je n'ai pas à vous faire l'éloge de leur enseignement. Vous les avez vus à l'œuvre, et vous avez pu constater que nos nouveaux collègues nous seront des auxiliaires précieux et dévoués dans la poursuite de notre idéal commun, qui est d'assurer le développement et la prospérité de cette École.

Or, il y a un an à pareille époque, je constatais l'accroissement constant et progessif de cette prospérité, et je dégageais, devant vous, les conclusions optimistes qu'autorisait l'étude du passé. Je vous montrais notre clientèle scolaire appelée à augmenter sans cesse, et je vous disais qu'à cette augmentation ne pouvait manquer de correspondre une nouvelle extension de nos prérogatives. — En ce qui concerne l'augmentation de notre clientèle scolaire, notre espoir n'a pas été déçu. Si le chiffre des étudiants de capacité a quelque peu fléchi, — et il n'en pouvait être autrement, le brevet de capacité étant sans grande utilité en Algérie et les réformes réalisées en 1905 ayant eu pour résultat de rendre les études de capacité plus longues et plus coûteuses, — le nombre des étudiants de licence s'est accru, de même que celui des jeunes gens recherchant le certificat de législation algérienne, de droit musulman et coutumes indigènes. Toujours est-il qu'alors qu'en 1905-1906 l'École n'avait que 380 étudiants régulièrement inscrits, elle en a compté 525 pendant la dernière année scolaire, — et que le chiffre des étudiants ayant pendant cette dernière année subi des examens, s'est élevé à 382, tandis qu'en 1905-1906 il n'avait été que de 328.

Et non seulement l'École de droit d'Alger a des étudiants nombreux, mais, de plus, ainsi que l'établissent indiscutablement les résultats des examens et des concours, elle a de bons étudiants. — En 3e année de licence, par exemple, sur 60 candidats examinés, 10 seulement ont été ajournés. — De même, en 2e année, nouveau régime, sur 34 examens il n'a été prononcé que 5 ajournements. Encore est-il bon d'observer que les candidats ainsi ajournés en 2e et en 3e années de licence, ne l'ont été qu'à une partie seulement de leur examen, et que, pour aucun d'eux, l'échec n'a été complet. — Quant aux concours, ils ont été très satisfaisants dans leur ensemble ; et si, cette année, les récompenses allouées à nos lauréats n'ont pas une valeur égale à celle des années précédentes, cela tient à ce que, par suite de la suppression de la subvention dont, jusqu'ici, elle avait bénéficié, l'École a dû pourvoir sur ses ressources propres, qui sont modiques, à l'achat des prix de ses lauréats. La suppression de cette sub-

vention est, d'ailleurs, le résultat d'une méprise ; elle n'est nullement l'indice que les bonnes dispositions de la Municipalité, à votre égard, se soient modifiées, et nous avons tout lieu d'espérer que, l'année prochaine, il nous sera permis, comme jadis, d'exprimer à la Ville d'Alger toute notre reconnaissance pour ses généreuses libéralités.

Il est, enfin, un fait qui, mieux que tout autre, révèle le niveau véritablement élevé des études à notre École, c'est le succès de ceux d'entre vous qui vont dans la Métropole, subir des examens ou prendre part à des concours C'est ainsi que cette année même, M. Oualid a soutenu devant la Faculté de droit d'Aix, une thèse sur : *le Nantissement immobilier en droit indigène algérien*, qui lui a valu les félicitations de son jury, — et que M. Jacques a été reçu premier au concours du commissariat de la marine.

Ainsi, prospérité croissante de notre École qui justifie et doit, dès lors, entraîner à très brève échéance, vous disais-je l'an dernier, l'extension de nos prérogatives ; et je vous laissais pressentir que nous serions bientôt autorisés à conférer le grade de docteur en droit et que cette concession nous serait faite en même temps que serait créée l'Université d'Alger. — A ce point de vue, nos prévisions ont été quelque peu déroutées. Et, cependant, à la dernière session des Délégations financières, M. Sabatier, toujours dévoué aux intérêts de notre École, modifiant quelque peu ses propositions de l'année précédente, déposa, en assemblée plénière, une motion tendant à ce que « l'*Université d'Alger fût autorisée à conférer le grade de docteur ès-sciences politiques et économiques* ». — Cette motion, habilement présentée par son auteur et défendue énergiquement par l'honorable M. Delphin, n'a pas rencontré d'objection sérieuse. Elle fut, néanmoins, retirée par son auteur, M. le Recteur ayant émis la crainte que son adoption n'eût pour résultat de faire échouer, devant le Parlement, le projet portant création de l'Université d'Alger — Et, pour le moment, il n'est plus question que de l'établissement d'un certain nombre d'*instituts*, dont un *institut des sciences politiques, économiques et sociales*, à la demande du distingué rapporteur du budget de l'Instruction publique aux Délégations financières, M. Joly.

Il n'en résulte pas, toutefois, que vous deviez renoncer à l'espoir de pouvoir, un jour, terminer vos études juridiques à Alger et y prendre le diplôme de docteur en droit. L'École, en effet, préoccupée de donner satisfaction au vœu des Délégations financières, a recherché quels enseignements nouveaux adaptés aux besoins de l'Algérie il lui serait possible

d'organiser, à titre de contribution à la création de l'institut projeté de sciences politiques, économiques et sociales, et elle a résolu de proposer les suivants : *Droit public appliqué à l'Algérie ;* — Organisation politique et sociale des *pays musulmans ; — Économie politique appliquée à l'Algérie et à la Tunisie ; — Économie rurale appliquée à l'Algérie.* On ne concevrait pas cet institut sans ces enseignements.

Or, ce sont là, en dépit de leur caractère algérien, des enseignements de doctorat au premier chef. Le propre, en effet, des enseignements de doctorat, c'est d'être, à la fois, des enseignements approfondis et des enseignements spéciaux. « *Leur objet*, dit la circulaire ministérielle du 30 octobre 1895, *est l'initiation de l'étudiant à la science, à son esprit, à ses procédés d'investigation et de critique.* » Mais pour atteindre ce but, « *il faut réduire en surface pour gagner en profondeur* », et donner au professeur toute liberté pour déterminer le terrain sur lequel porteront ses études et se poursuivra cette initiation de ses élèves à la science. « *La pensée très délibérée du Conseil supérieur, et c'était aussi la mienne*, déclare M. le Ministre, *a été qu'il n'y avait pas lieu de tracer d'avance et pour toutes les Facultés, un programme limitatif de chacun de ces examens, et par là d'enfermer tous les maîtres dans des cercles infranchissables et inextensibles.* »

En sorte que le jour où seront organisés à notre École ces enseignements spéciaux dont, tout à l'heure, j'ai donné l'indication, nous aurons des enseignements de doctorat. — Or, déclarait M. le Recteur, à l'assemblée plénière des Délégations financières, le 5 avril 1907, « *on pourrait faire pour le doctorat en droit, ce qu'on a fait autrefois pour la licence. Quand l'École de droit a été créée, les études ne comprenaient que deux années ; on n'allait pas jusqu'à la licence. Au bout de quelques années, la prospérité de l'École paraissant assurée, ses cours se complétèrent. Un inspecteur général de l'Enseignement du droit vint examiner comment fonctionnait cet enseignement. A la suite de son rapport, un projet de loi fut déposé au Parlement pour conférer la licence. Je crois que plus tard on pourrait faire la même chose en ce qui concerne le doctorat.* »

D'autre part, sur une proposition de M. Delphin, à laquelle s'est rallié M. Sabatier, l'assemblée plénière des Délégations financières a adoptée une motion additionnelle ainsi conçue : « *L'assemblée plénière, après avoir décidé la création d'une université à Alger, exprime le désir que lorsque son développement le lui permettra, l'Université d'Alger puisse délivrer, au même titre que les Universités de France, des*

diplômes d'État. » — Et cette motion a été, sur le rapport de M. Bérard, votée par le Conseil supérieur de gouvernement.

L'avenir est donc entièrement sauvegardé. J'ajoute qu'il est entre vos mains et les nôtres. C'est à vous, par votre assiduité au travail, à nous, par notre dévouement à nos fonctions, la valeur de notre enseignement, l'importance de nos travaux scientifiques, à justifier l'intérêt que nous portent et la confiance que nous accordent les assemblées algériennes. — J'ai la conviction absolue que, ni les uns ni les autres, nous ne faillirons à notre devoir.

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPES DE COLONISATION ET DE LÉGISLATION COLONIALE,

par Arthur GIRAULT, professeur d'économie politique à l'Université de Poitiers, membre de l'institut colonial international. — Troisième édition, revue et augmentée. — 3 vol. in-18. — Tome I et II. — Paris, Larose et Tenin, édit., 1907.

Le succès de cet excellent ouvrage va sans cesse en augmentant. La seconde édition, qui remonte à trois ans à peine, est depuis longtemps épuisée, et si c'est seulement aujourd'hui que la troisième voit le jour c'est que M. Girault a tenu à apporter à sa préparation la conscience scrupuleuse que révèlent tous ses travaux antérieurs, et qui lui a valu l'estime et la confiance dont il jouit auprès de ses collègues de l'Institut colonial international.

Le plan de cette troisième édition ne diffère pas sensiblement de celui qui avait été adopté pour la seconde. L'ouvrage reste divisé en trois parties précédées d'une introduction. Les deux volumes que M. Girault offre aujourd'hui au public, renferment l'introduction et les deux premières parties, lesquelles sont, comme dans les éditions précédentes, consacrées aux pays relevant du ministère des colonies, et traitent, la première, de colonisation française avant 1815, — la seconde, des colonies françaises depuis 1815. — La troisième partie sera, comme dans la seconde édition, consacrée à l'Algérie et à la Tunisie, et fera l'objet d'un nouveau volume.

C'est seulement dans la disposition des chapitres que des modifications ont été réalisées. C'est ainsi que les chapitres IV et V, de la seconde partie, ont été intervertis. La transformation du commissariat en intendance des troupes coloniales en est la cause. — D'autre part, afin de rendre son ouvrage plus clair et plus facile à consulter, M, Girault s'est attaché à multiplier les paragraphes et les numéros.

Il est à peine besoin de dire que l'auteur a enregistré, avec la plus scrupuleuse exactitude, les progrès politiques et économiques réalisés dans nos colonies, les changements introduits dans leur législation ainsi que l'évolution des idées et de la jurisprudence. — De même, M. Girault a multiplié les renseignements bibliographiques et a pris soin de désigner au lecteur, par un ou deux astérisques, les ouvrages les plus importants, ceux que le lecteur a le plus souvent l'occasion de consulter et auxquels il se reportera tout d'abord. — Notons, enfin, qu'une table analitique très complète termine le second volume, et vient simplifier et faciliter singulièrement le travail de recherche.

Quant aux conceptions de l'auteur, en matière de colonisation, il ne semble pas qu'avec le temps elles se soient modifiées. M. Girault reste, en

effet, partisan de la politique d'assimilation et fait très finement observer que ceux qui la raillent le plus volontiers font souvent de l'assimilation sans le savoir, et d'une façon qui n'est pas toujours très heureuse. — Il est à remarquer, d'ailleurs, que la théorie de l'assimilation ne saurait être présentée d'une façon plus séduisante qu'elle ne l'a été par M. Girault, — et qu'alors même qu'on ne partage pas ses idées sur ce point, il faut reconnaître qu'on ne saurait apporter, dans l'exposé de la discussion de la théorie générale de la législation coloniale, plus de largeur de vues ni plus de loyauté.

M. M.

LE NANTISSEMENT IMMOBILIER EN DROIT INDIGÈNE ALGÉRIEN, par William Oualid, docteur ès-sciences juridiques, docteur ès-sciences politiques et économiques, lauréat de l'École de droit d'Alger et de la Faculté de droit d'Aix. — Paris, Bonvalot-Jouve, édit., 1907.

Dans les pays pauvres, où la majeure partie de la population vit de l'exploitation de la terre, l'exploitant doit, pour remédier à l'insuffisance de ses ressources, faire appel au crédit ; — et comme pour obtenir le crédit qu'il sollicite, il lui faut fournir des garanties, et que sa terre est la seule valeur qu'il puisse affecter à la sûreté des dettes qu'il contracte, le crédit réel immobilier est, en quelque sorte, le seul qui lui soit accessible. En sorte que l'Algérie, « pays essentiellement agricole, habité par une population indigène tirant ses principales ressources des produits du sol et du travail de la terre, était toute désignée pour voir se développer les institutions de crédit immobilier, la seule richesse du paysan (fellah) algérien consistant dans le lopin de terre qu'il cultive seul, ou le plus souvent avec des copropriétaires indivis ».

C'est à l'étude critique de ces institutions de crédit immobilier qu'est consacré le nouvel ouvrage de M. W. Oualid, — étude dont il serait superflu de démontrer l'importance et l'utilité, car il est bien certain que du bon ou du mauvais fonctionnement des institutions de crédit immobilier dépend l'avenir de la propriété indigène, partant la prospérité de la population indigène, ou sa ruine et son asservissement.

Cet ouvrage est divisé en trois parties. — La première est consacrée au droit indigène pur envisagé sous ses trois aspects: le droit musulman coranique, suivi dans la plupart de ses prescriptions par les tribus arabes de l'Algérie, — les coutumes locales auxquelles obéissent les communautés kabyles — et le droit ibadite qu'observent les Mozabites. On y trouvera un examen très complet de la question de l'existence de l'hypothèque en Kabylie et au M'zab, ainsi qu'une critique très fine de la jurisprudence en la matière.

La seconde partie renferme un exposé très succinct, mais très clair et très méthodique des dispositions du droit français touchant la propriété foncière, — et fournit l'indication très complète des modifications que

ces dispositions ont apportées au fonctionnement des institutions indigènes de crédit immobilier.

Dans une troisième partie, l'auteur montre que ces institutions sont « loin de rendre les services qu'on serait en droit d'en attendre et qu'elles constituent un véritable instrument de ruine et d'expropriation », — puis, à côté des maux, il signale les remèdes proposés et recherche ce qu'ils valent.

Cette dernière partie est de beaucoup la plus originale et la plus attachante. M. Oualid y discute les projets de réforme ; il le fait en économiste consommé, sans parti-pris, sans idée préconçue. Il y montre une grande largeur d'esprit et fait preuve d'un jugement très sûr. — Ces qualités, la très remarquable étude de M. Oualid sur le *Libéralisme économique en Angleterre* les avait déjà révélées ; elles n'ont fait que s'affirmer dans son nouvel ouvrage.

M. M.

LES DOUANES EN ALGÉRIE, par P. Moucheront, directeur des douanes d'Algérie. — Un fort vol. in-8°, xxii-769 p. — Alger, Jourdan, 1907.

Ainsi que l'expose M. le directeur des douanes, dans une lettre-préface du 6 juillet 1906 adressée au gouverneur général de l'Algérie, ce travail de documentation peut se diviser en deux parties. D'abord il « résume les principes généraux de la réglementation douanière en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du service en Algérie, l'application du tarif et des régimes spéciaux qui s'y rattachent, l'adaptation de ces règles, applicables à la France et à l'Algérie en raison de l'unité du régime douanier qui leur est propre, aux opérations communément pratiquées dans les ports et sur les frontières de la colonie ». Ensuite il codifie, en quelque sorte, les obligations particulières qu'impose à la douane algérienne sa fusion avec les différents services du gouvernement général.

Répondant à cette lettre, le 15 janvier 1907, M. le gouverneur général a proclamé « la haute valeur de cette œuvre et son utilité pratique ». Il n'est pas douteux, en effet, que ce très consciencieux recueil rendra d'incontestables services, tout d'abord aux nombreux agents de la douane qui s'y reconnaîtront plus facilement que dans l'amoncellement des lois, décrets, arrêtés et circulaires, et aussi à tous ceux qui peuvent, par profession ou par curiosité, s'intéresser à la réglementation douanière.

Faite très large la part de l'éloge, on nous permettra quelques remarques critiques. Il nous semble que l'ouvrage eût pu être sur certains points plus exact, de même qu'on aurait pu lui faire rendre plus sûrement les services qu'on en attend.

A parcourir ce gros volume, nous avons relevé des opinions très discutables, voire des erreurs. — Ainsi, p. 144, nous trouvons cette affirmation : « Est prohibée l'entrée en Algérie des armes secrètes venant de l'étranger ou de la métropole. Tels sont : les stylets et poignards, les

pistolets de poche (dont la longueur ne dépasse pas 298 m/m) et les revolvers dont la longueur n'excède pas 150 m/m ». A défaut de texte la justifiant, nous croyons cette affirmation une erreur. Les armes désignées (encore les désigne-t-on avec une précision qui ne se trouve dans aucun règlement) sont, il est vrai, de celles dont le *port* constitue un délit. Mais leur *possession*, leur *transport* sont parfaitement licites (Voy. Garraud, *Tr. th. et pr. du droit pénal français*, t. IV, n° 1771, et la jurisprudence citée). D'où viendraient d'ailleurs les poignards, revolvers, etc., qui garnissent les devantures des magasins des armuriers et quincailliers ? Ajoutons qu'à suivre la jurisprudence, aujourd'hui constante, du tribunal correctionnel d'Alger (voy. notamment le jugement du 7 mars 1907, *Rev. Alg.* 1907, 3. 207), il faudrait comprendre parmi les armes secrètes les rasoirs, et dès lors en interdire l'importation !

Même page, il est dit que la loi du 14 août 1885, qui déclare libre en France le commerce des armes et munitions non chargées, n'est pas exécutoire en Algérie. C'est une opinion qui a été exprimée dans une circulaire du gouverneur général du 13 février 1886 et admise par un arrêt de la cour d'Alger (17 mars 1900, *Rec. Alg.* 1900, 2. 276). Elle n'en est pas moins évidemment inexacte, puisque la législation que cette loi a modifiée et remplacée était elle-même déjà applicable en Algérie (Voy. E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, nos 1076-1077). Nous regrettons de voir ainsi énoncer comme vérité reçue une opinion contraire à l'un des principes les moins contestables de la législation algérienne.

P. 727, c'est par une lecture inattentive, incomplète de l'art. 2 du décret du 19 août 1854 que le rédacteur de l'ouvrage a été amené à écrire : « Les juges de paix à compétence étendue connaissent, en matière de douane, de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de 6 mois d'emprisonnement ou de 500 fr. d'amende. » La limitation à ce taux de la compétence des juges de paix ruraux d'Algérie n'existe que pour les délits *intentionnels*. Pour les délits *non intentionnels*, que le décret nomme « contraventions punies de peines correctionnelles », il n'y a pas de limitation. Or, il n'est pas contestable que les délits de douane sont des infractions non intentionnelles, puisque la loi du 9 floréal an VII, *sur les douanes*, interdit aux juges « d'excuser les contrevenants sur l'intention ». Il s'ensuit que les juges de paix à compétence étendue connaissent de ces délits *quelle que soit la peine encourue* (Voy. Larcher, *Tr.*, t. Ier, n° 412).

P. 731 et s., une forte partie de ce qui concerne les conseils de guerre se trouve inexacte, par suite de la suppression des conseils de revision et de la création des territoires du sud. Un conseil de guerre ne peut être saisi que par une ordonnance de mise en jugement rendue par le général de division ; or, les attributions du général de division, quant aux indigènes, sont limitées au territoire de commandement, et ne s'étendent plus à ce qui est maintenant territoires du sud ; d'où il suit que, les conseils de guerre ne pouvant être saisis des crimes et délits commis dans ces territoires, ceux-ci se trouvent sans juridiction compétente pour connaître des infractions commises par les indigènes, délits de douane comme tous autres. On nous affirme cependant que les conseils de guerre des divisions d'Algérie continuent à statuer à l'encontre des indigènes des territoires du sud ; nous ignorons qui les saisit.

Nous faisons aussi toutes réserves sur l'opinion énoncée p. 739, attribuant à l'amende en matière de douane uu caractère mixte, participant à la fois de celui de la peine et de celui des réparations civiles. C'est, il est vrai, ce qu'admet la jurisprudence ; ce n'en est pas moins une absurdité, car les deux caractères qu'on prétend combiner sont absolument contradictoires (Voy. Garraud, *Tr. th. et pr.*, t. II, n° 445).

Nous nous permettrons aussi deux critiques de forme. On aurait rendu, ce nous semble, l'ouvrage beaucoup plus commode à consulter en l'accompagnant d'une table alphabétique des matières. De même, on aurait facilité sa lecture en employant des caractères différents pour ce qui est commun à la Métropole et à l'Algérie et pour ce qui est propre à celle-ci.

Ce sont là, nous tenons à le dire, erreurs de détail ou omissions faciles à réparer. Tel quel le recueil, clair et bien ordonné, rendra les plus appréciables services. E. L.

STATISTIQUE GÉNÉRALE DE L'ALGÉRIE. — ANNÉE 1905. —. Une forte brochure in-8°, 325-XIX p. ; Alger, imprimerie Fontana, 1906 (Publication du gouvernement général de l'Algérie).

—

Nous nous plaisons à louer la régularité avec laquelle paraît maintenant, douze ou treize mois seulement après l'expiration de l'année considérée, la *Statistique générale de l'Algérie*. Nous devons louer aussi l'effort méritoire vers plus d'exactitude. Longtemps les statistiques algériennes ont prêté plus à la plaisanterie qu'à l'étude ; celle-ci, au moins dans quelques-unes de ses parties. semble pouvoir être considérée comme un document sérieux. Nous nous permettrons cependant quelques critiques.

La partie démographique est très détaillée ; elle révèle un soin tout particulier dans sa confection. Pourtant, nous relevons de ci de là des termes qui, faute de définition, sont imprécis. — Par exemple, au 1er tableau, pages 4-5, on aimerait qu'une note indiquât ce qu'on entend par « population européenne » et « population musulmane » entre lesquelles on répartit toute la population de l'Algérie. Quels que soient les usages, n'est-il pas antinomique, dans une classification bipartite, d'opposer une certaine origine à une certaine religion ? Nous savons, parce qu'une note nous le dit, que les indigènes israélites sont considérés comme européens. Nous supposons bien aussi que, en dépit des termes employés, on fait figurer aussi dans la population européenne le musulman admis aux droits de citoyen. Mais nous avouons ne pas savoir dans quelle catégorie rentrent les indigènes convertis au catholicisme, ou encore les juifs marocains ou tunisiens : ils ne sont ni européens, ni musulmans. — Parfois, certains termes sont impropres, ou les explications données à leur sujet inexactes. C'est ainsi que, en maints tableaux, on voit figurer des « naturalisés français par les lois

des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893 ». Ceci serait énigmatique, car la naturalisation est l'œuvre non de la loi, mais du chef du pouvoir exécutif. Une note explique qu'il y a en Algérie « trois sortes de naturalisés français :... 2° Les naturalisés par des lois des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893 qui décident que tout individu d'origine étrangère né sur le sol français sera français de droit, quasiment de façon automatique et sans le demander, sauf pour lui la possibilité, à sa majorité et s'il est né d'étrangers qui eux-mèmes sont nés hors du territoire français, de décliner cette qualité... » (p. 6-7). L'explication permet de découvrir ce que les auteurs de la statistique ont voulu dire, mais l'expression n'en demeure pas moins fausse. Aux termes de l'art. 8 c. civ., les individus considérés sont, non pas naturalisés, mais français de naissance. — L'abus n'est pas moindre à nommer naturalisés tous les juifs qui sont devenus citoyens français en vertu du décret du 24 octobre 1870 (nous ne savons pourquoi la statistique se réfère aussi au décret de 1871, illégal, et spécial à l'inscription sur les listes électorales) et même ceux qui sont nés depuis lors.

Nous nous demandons comment certains chiffres ont été obtenus. Par exemple, aux tableaux 7-8 et 9-10, pages 22-23 et 24-25, on nous renseigne sur la profession et l'âge des mères des enfants naturels *non reconnus*. D'où viennent ces renseignements, puisqu'à défaut de reconnaissance la mère, comme le père, est légalement inconnue ?

Sur le tableau 11, pages 26-27, nous ferons au moins trois observations. — D'abord, nous comprenons mal la distinction entre les mariages *ordinaires* et les mariages *spéciaux*. — Puis, nous nous demandons comment s'est révélé le nombre des mariages entre cousins-germains, ces mariages n'ayant légalement rien de particulier. — Enfin nous trouvons très défectueux le terme « mariages par lesquels des enfants naturels ont été reconnus (légitimation) ». La reconnaissance est indépendante, le plus souvent antérieure au mariage : c'est la légitimation seule qui est la conséquence du mariage.

A propos de la démographie musulmane (pages 72-73), nous aimerions savoir ce qu'on entend par mariages musulmans. Sont-ce ceux qui sont célébrés *more islamico* et seulement déclarés à l'officier de l'état civil français conformément à la loi du 23 mars 1882 ? Mais alors comment y trouve-t-on 17 mariages dans lesquels la femme est israélite étrangère ? Ceux-ci auraient dû être célébrés devant l'officier de l'état civil français. — Question semblable à propos des divorces. On y comprend sans doute à la fois les répudiations, de beaucoup les plus fréquentes, et les divorces proprement dits. Mais comment peut-on supposer que les femmes divorcées peuvent être européennes ? Si la femme est européenne, le divorce ne peut être prononcé que par les tribunaux français, en la forme française.

Il y a une incontestable erreur (page 88) à compter parmi les naturalisations les décrets admettant des musulmans algériens à l'exercice des droits de citoyen. C'est tout autre chose qu'une naturalisation : c'est un augment de capacité, non un changement de nationalité.

Erreur, nous semble-t-il, dans le tableau 3 du recrutement, où on prétend classer les jeunes gens par *nationalité*. Il faut éviter de confondre nationalité et origine étrangère.

La statistique, en sus de ses données habituelles, fournit les résultats généraux du dénombrement du 4 mars 1906. Il accuse, pour les territoires du nord et du sud, une population totale de 5.231.850 habitants, au lieu de 4.739.331 en 1901. Mais les deux chiffres ne sont pas comparables. D'abord, en 1906, l'armée a été comptée, tandis qu'en 1901 elle ne l'avait pas été. Ensuite, en 1901, n'avaient pas été recensés les nouveaux territoires formant maintenant les communes de Colomb et des Oasis Sahariennes, peuplées de 80.000 habitants environ. Si on considère, seuls chiffres comparables, la population municipale qui était en 1901 de 4.723.000 habitants, et la même population qui, pour le même territoire, est de 5.077.352, l'augmentation est de 354.352, révélant un accroissement quinquennal de 75 pour 1000. Il est sensiblement *moindre* que dans la période précédente où il avait été de 363.422 unités, représentant un accroissement de 81 pour 1000.

Les critiques que nous avons formulées, le petit redressement que nous venons d'opérer ne doivent pas faire oublier le grand progrès que les récents volumes des statistiques algériennes présentent sur leurs anciens. Et c'est précisément à raison des améliorations déjà accomplies que nous avons cru bien faire en signalant les points sur lesquels pourrait être utilement retouchée une œuvre de cette nature qui, sans prétendre jamais à la perfection, doit tendre toujours à plus de précision.

E. L.

LES THÈSES de 1906

—

Angel-Paul Carayol, *La législation forestière de l'Algérie*, Thèse Paris 1906, 276 p., A. Rousseau, éditeur. — Jacques Aumont-Thiéville, *Du régime de l'indigénat en Algérie*, Thèse Paris 1906, 223 p., A. Rousseau, éditeur. — Marcel Besnard, *Les délégations financières d'Algérie*, Thèse Paris, 1906, 114 p., A. Rousseau, éditeur. — Georges Klein, *De la condition juridique des indigènes d'Algérie sous la domination française*, Thèse Paris, 1906, 159 p., Giard et Brière, éditeurs. — Maurice Faujas, *La frontière algéro-marocaine*, Thèse Grenoble, 1906, 140 p., Typ. et lith. Vallier Édouard. — André Leblanc, *La politique européenne au Maroc à l'époque contemporaine*, Thèse Paris, 1906, 248 p., A. Pedone, éditeur. — René Puech, *Étude sur la constitution de la propriété foncière en Tunisie*, Thèse Paris, 1905, 203 p., Marchal et Billard, éditeurs. — G. Enriquez, *Les propriétaires, la main-d'œuvre et le crédit agricole en Tunisie*, Thèse Paris 1906, 178 p., Jouve, imp.

—

A presque toutes ces thèses nous ferons les mêmes reproches : elles sont insuffisamment étudiées ; elles manquent complètement d'originalité. Il y a dans l'enseignement de nos facultés une véritable lacune ; on n'y

apprend point à composer et à écrire. De plus, trop de ces travaux se ressentent de la hâte avec laquelle ils ont été faits, pour échapper à deux années de service militaire. La loi du 21 mars 1905, encore que critiquable à bien des points de vue, aura du moins cet heureux effet de rendre au doctorat son véritable caractère de grade supérieur : les thèses, moins nombreuses, seront vraisembalblement meilleures.

M. CARAYOL, un ancien étudiant de l'École de droit d'Alger, et l'un des lauréats de cette École, a choisi pour sujet de sa thèse la *législation forestière de l'Algérie*. La question avait le mérite de l'actualité, puisque la loi forestière algérienne est de 1903 et qu'elle n'a, en quelque sorte, été complète que quand s'y sont ajoutés les arrêtés du gouverneur général du 20 août 1904 pris pour son exécution.

La thèse est divisée en deux parties d'importance très inégale.

Dans la première (p. 5-81), l'auteur recherche comment s'est constitué le domaine forestier de l'État, des communes, des douars et des particuliers ; et il retrace la législation forestière antérieure à la loi du 21 février 1903.

Dans la seconde, il suit aussi fidèlement que possible la loi nouvelle. Il expose, sans critique, le régime forestier, l'administration forestière, les biens qui font partie du domaine de l'État et ceux qui n'en font pas partie, la police et la conservation des bois, enfin les poursuites, les peines et les condamnations et l'exécution des jugements. Le plan est simple est régulièrement suivi.

La conclusion est d'un heureux optimisme. L'auteur exprime son admiration pour la loi de 1903.

Nous avons goûté les qualités d'exposition de M. Carayol. Nous aurions aimé trouver, au cours de son travail, un peu plus de sens critique : son admiration n'aurait point été sans mélange.

***

Qui trop embrasse mal étreint. M. AUMONT-THIÉVILLE a pris un sujet bien vaste : *le régime de l'indigénat*, ou plus exactement tout ce qui touche au régime pénal des indigènes en Algérie. Il nous présente un volume assez épais comme papier, bien mince comme matière. Somme toute, c'est une étude superficielle, souvent inexacte, à divisions mal proportionnées, d'un sujet qui, à raison de son très haut intérêt, eût mérité plus et mieux.

L'auteur nous permettra de lui reprocher tout particulièrement de nous avoir prêté une opinion qui n'est point la nôtre. Il veut bien consacrer toute une partie — de quatre pages — à réfuter notre opinion, qui serait l'absolue illégalité du régime de l'indigénat. M. Aumont-Thiéville prend la partie pour le tout : c'est, paraît-il, parfois une figure de rhétorique ; ici c'est tout bonnement une erreur. La plupart des règles de l'indigénat sont parfaitement légales : les pouvoirs disciplinaires des administrateurs des communes mixtes sont définis et consacrés par une série de lois temporaires, en dernier lieu par celle du 24 décembre 1904 ; l'amende collective et le séquestre sont formellement édictés, au cas d'incendies de forêts, par la loi du 21 février 1903. Nous n'avons jamais ignoré l'exis-

tence, jamais contesté la constitutionnalité de ces lois. Ce dont nous contestons la légalité, c'est surtout le pouvoir d'internement qu'exerce le gouverneur. En toute sincérité, ce n'est pas la thèse de M. Aumont-Thiéville qui changera notre sentiment. Les seuls textes cités sont depuis longtemps abrogés. Qui donc oserait aujourd'hui appeler « général en chef » notre gouverneur général *civil*, encore que parfois, en ses tournées, il porte une tenue d'aspect militaire ? Qui donc lui reconnaît le droit de prendre arbitrairement toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du pays ? Il faudrait alors lui permettre la fusillade sans jugement, l'expulsion des français, aussi bien que l'internement des indigènes !

Le jeune auteur croit l'ordonnance du 22 juillet 1834 encore en vigueur. Qu'il veuille bien se reporter à l'ordonnance du 15 avril 1845, art. 125.

Sa meilleure excuse est qu'il n'est point seul à commettre, en législation algérienne, de semblables erreurs.

***

M. Besnard nous présente sur les *délégations financières* un travail facile à lire, mais peu approfondi. On y peut louer toutefois un heureux éclectisme.

Telles questions des plus importantes y sont à peine indiquées ; nous aurions aimé les voir plus complètement traitées : notamment le principe de la représentation des intérêts et son application à l'Algérie, les causes de la création des délégations, leur rôle dans l'élaboration du budget auraient comporté de plus amples développements.

La thèse se recommande par ses qualités de clarté, mais elle est loin d'avoir épuisé le sujet si vaste des délégations financières.

***

On doit reprocher à M. Klein, comme aux deux précédents auteurs, d'avoir choisi un sujet beaucoup trop étendu, qu'il n'a pu faire qu'effleurer. Il eût fallu un style aussi concis que celui d'Aubry et Rau pour traiter, même succinctement, en 150 ou 160 pages, de la condition juridique de tous ceux qui, en Algérie, ne sont point européens.

M. Klein s'est borné à détacher, sans citations d'auteurs, quelques fragments de travaux antérieurs. La seule originalité de ce travail est dans le plan : dans l'étude de la condition des indigènes, les israélites prennent place entre les musulmans étrangers et les kabyles !

On se fera une idée de la brièveté des développements en remarquant que le chapitre IV, consacré aux « obligations spéciales aux sujets indigènes » a *dix-sept* pages : les impôts arabes sont traités en une page ; la justice criminelle — et l'auteur entend par là la justice répressive tout entière — en trois.

***

M. Faujas a produit, sur *la frontière algéro-marocaine*, un travail intéressant et bien supérieur à la plupart des thèses.

L'auteur a consciencieusement et intelligemment dépouillé la littéra-

ture de son sujet. Il a adopté un plan clair et simple : titre I^er^, le traité de Lalla Maghrnia ; titre II, du traité de Lalla Maghrnia au protocole de 1901 ; titre III, les protocoles de 1901-1902. Dans cette dernière partie on lira avec fruit la triste histoire de la mission du général Cauchemez et de Si Guebbas ; on y trouvera de bons développements sur l'état économique de la frontière et les transactions importantes qui s'y font.

C'est par une série de monographies semblables que nous voudrions voir étudier les problèmes algériens.

* * *

C'est un sujet d'actualité qu'a traité M. A. LEBLANC. Sa thèse sur *la politique européenne au Maroc* a été soutenue alors que siégeait la conférence d'Algésiras.

Après avoir posé la question du Maroc et montré comment depuis 1900 elle devient particulièrement angoissante, l'auteur s'est efforcé de préciser ce que sont les intérêts en présence. Il met bien en relief la prépondérance des intérêts français, tant politiques que commerciaux ; comme intérêts politiques, ceux de la France priment de beaucoup ceux de l'Espagne et de l'Angleterre, à raison même des 1200 kilomètres de frontière commune ; nos intérêts commerciaux égalent ceux de l'Angleterre et sont infiniment plus considérables que ceux de l'Allemagne, le commerce allemand représentant à peine le douzième de l'ensemble des échanges avec le Maroc. Puis il cherche à définir la politique suivie au Maroc par les principales puissances intéressées : la politique allemande, politique de protection du Sultan ; la politique espagnole, en quelque sorte négative, tendant surtout à empêcher les autres pays de s'installer au Maroc ; la politique italienne, politique de second plan, ayant surtout pour objet de contrecarrer les visées françaises ; la politique française, enfin, soigneusement retracée.

Le travail s'arrête au moment où se réunit la conférence d'Algésiras. Il mérite d'être lu, car il a heureusement groupé des notions généralement éparses.

* * *

La thèse de M. PUECH fournit un bon exposé de la question de la propriété foncière en Tunisie. L'auteur a intelligemment dépouillé les travaux antérieurs et particulièrement ceux de notre savant collaborateur M. Pouyanne. De son travail on peut louer la clarté et la méthode.

Après avoir esquissé l'état de la propriété foncière en Tunisie avant l'établissement de notre protectorat, il montre comment notre installation en Tunisie, la création de tribunaux français, l'extension de leur compétence, les défauts du régime tunisien ont conduit à la réforme opérée par la loi du 1^er^ juillet 1885. Il en résulte actuellement une dualité de régimes. Les immeubles non immatriculés demeurent soumis au statut musulman, règles coraniques plus ou moins modifiées par la législation beylicale et par les usages locaux. Aux immeubles immatriculés, dont le nombre va toujours croissant, s'applique — avec quelques variantes, — le système de l'*act Torrens* ; l'auteur expose les trois

théories caractéristiques de ce système, l'immatriculation, l'inscription, la mobilisation de la propriété.

La conclusion de cette étude mérite d'être citée, alors qu'il est question, par une nouvelle loi foncière, d'introduire le système Torrens en Algérie. « Le système tunisien fonctionne de manière à donner satisfaction à tous et produit d'excellents résultats... Faut-il en conclure, comme l'ont fait quelques esprits trop hâtivement généralisateurs, qu'il importe d'introduire au plutôt le système en Algérie ? Nous ne le croyons pas... Conservons donc le système en Tunisie..., mais gardons-nous de le transplanter purement et simplement en Algérie; il pourrait n'amener que des mécomptes et des désillusions. Il ne convient pas aux pays vieux. » C'est également notre opinion.

***

Un travail assez intéressant, de lecture facile, parfois un peu superficiel : voilà, en toute franchise, notre opinion sur la thèse de M. Enriquez, *Les propriétaires, la main-d'œuvre et le crédit agricole en Tunisie*. Ce n'est que très accessoirement que les questions de droit y sont indiquées, que les institutions, même les plus importantes, y sont étudiées. Comme il arrive trop souvent pour les thèses de doctorat ès sciences politiques et économiques, on s'étonne que le grade de docteur en droit soit conquis avec une thèse où il y a si peu de droit.

Suivons l'auteur. — « La terre et les propriétaires » font l'objet du chap. 1er : sur la propriété, 12 pages, dont 9 pour la propriété indigène, 3 pour la propriété immatriculée ; mais sur les propriétaires, de plus amples développements : non sans quelques raisons peut-être, M. Enriquez attaque vivement le parti agrarien, très écouté — trop écouté, dit-il — au Ministère des Affaires étrangères ; il le rend responsable de l'échec de la petite colonisation. — Au chapitre II, « La main-d'œuvre, les ouvriers agricoles », M. Enriquez nous montre la main-d'œuvre indigène assez difficilement utilisable, tant à raison de l'inconstance de l'indigène si on l'emploie comme journalier qu'à cause de l'imperfection des contrats de mogharsa et de khamessat, et aussi de la charge exagérée de la medjba ; la main-d'œuvre, au moins au point de vue agricole, inexistante ; — mais la main-d'œuvre sicilienne présentant toutes les qualités de bon marché, de résistance, de parfaite acclimatation. Et l'auteur qualifie de chimère le prétendu péril italien. — Dans le chap. III, il est traité du « crédit agricole ». Le besoin d'argent de l'agriculteur tunisien était difficile à satisfaire, dans un pays où le taux de l'intérêt, adopté comme légal par les tribunaux, est de 12 0/0. La solution du problème paraît avoir été donnée par le décret du 23 mai 1905.

La conclusion est franchement optimiste. M. Enriquez espère en « des jours de plus en plus heureux de progrès et de richesse sous le soleil de notre Tunisie, prospère et unifiée. »

Emile LARCHER.

JURISPRUDENCE

CONSEIL D'ÉTAT

7 novembre 1906

Contributions directes, arrêté du conseil de préfecture, recours au conseil d'État, papier timbré, cote supérieure à 30 fr., papier libre, irrecevabilité.

Le recours au conseil d'État contre les arrêtés des conseils de préfecture en matière de contributions et de taxes assimilées n'est exempté des droits de timbre que lorsque la cote est moindre de 30 fr.; une requête, relative à un impôt zekkat s'élevant à plus de 30 fr. et présentée sur papier libre, n'est pas recevable (1).

---

(1) La solution formulée par cet arrêt ne peut être contestée, puisqu'elle est l'exacte application — application très fréquente — de la loi. Mais cette loi mérite la plus vive critique : elle est inique.

Que lorsque la cote dépasse 30 fr., on oblige le réclamant à employer pour formaliser son recours une feuille de papier timbré, c'est une simple disposition fiscale : c'est une des formes variées, l'une des moins lourdes, de l'impôt sur les plaideurs. Comme la règle, la sanction devrait être purement fiscale : celle qui paraîtrait la plus adéquate serait une amende, triple, quadruple ou décuple, du coût de la feuille qui aurait dû être employée.

Mais ce qui est profondément choquant, c'est qu'une réclamation parfaitement fondée se trouve écartée faute d'une vignette sur le papier. C'est de la chinoiserie. — En l'espèce le résultat est là : un malheureux berger indigène, indûment imposé au zekkat pour dix-sept bœufs qui ne lui appartiennent pas, paiera cet impôt indû, sans recours possible. La sanction est hors de proportion avec l'erreur commise. La disposition qui permet — que dis-je? — qui commande cela, est détestable.

Émile LARCHER.

(Bensaada Bekkai ben Miloud)

ARRÊT

La 2e sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Bensaada (Bekkai ben Miloud), demeurant au douar Alaoum, commune de Pont-de-l'Isser, enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État le 5 mars 1906 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 6 janvier 1906, par lequel le conseil de préfecture du département d'Oran a rejeté sa demande en décharge de l'impôt zekkat auquel il a été assujetti, pour l'année 1905, sur le rôle de la commune de Pont-de-l'Isser; — Ce faisant, attendu que le requérant, simple berger au service du sieur Lévy Chaloum, possède seulement 7 moutons et 12 chèvres, mais non pas les 17 bœufs à raison desquels il a été imposé; — Lui accorder la décharge demandée; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme ci-dessus le 27 juillet 1906, et tendant au rejet de la requête comme irrecevable; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu la loi du 22 juillet 1889, art. 61; — Vu le décret du 31 août 1889;

Considérant que d'après l'art. 61 de la loi du 22 juillet 1889, déclarée applicable à l'Algérie par le décret des 31 août 1889-9 octobre 1889 (1), le recours au conseil d'État contre les arrêtés des conseils de préfecture en matière de contributions et de taxes assimilées n'est exempté des droits de timbre que lorsque la cote est moindre de 30 fr.; que l'impôt zekkat, auquel le sieur Bensaada (Bekkai ben Miloud) a été assujetti, pour l'année 1905, sur le rôle de la commune de Pont-de-l'Isser, s'élève à 57 fr. 62 cent.; que, dès lors, sa requête présentée devant le conseil d'État sur papier libre n'est pas recevable;

Décide : — La requête du sieur Bensaada (Bekkai ben Miloud) est rejetée.

MM. MARGUERIE, *prés.*; COLLAVET, *rap.*; CORNEILLE, *com. du gouv.*

---

(1) Nous nous demandons pourquoi, contrairement à l'usage, le conseil d'État désigne un décret par deux dates. Le décret cité est du 31 août 1889.

E. L.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

16 décembre 1905

Contributions diverses, expéditions, alcools, spiritueux, tolérance, loi du 21 juin 1873, application à l'Algérie; procès-verbaux, foi jusqu'à inscription de faux, motifs des arrêts et jugements, contradiction, cassation.

L'art. 7 de la loi du 21 juin 1873 — qui accorde une tolérance de 1 p. 100, soit sur la contenance, soit sur le degré, aux expéditeurs sur leurs déclarations d'alcools, spiritueux, etc., sous la réserve que les quantités reconnues en excédent seront prises en charge au compte du destinataire — n'a été rendu applicable à l'Algérie ni par la loi elle-même, ni par aucun décret ultérieur (1) ;

Cette loi fût-elle applicable, doit encore être cassé le jugement qui contredit aux énonciations du procès-verbal des agents des contributions diverses (2).

(Adm. des contrib. diverses d'Algérie c. Cie des ch. de fer Paris-Lyon-Méditerranée et Besse)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen proposé par la dite administration, pris : « de la violation des art. 2 titre 3 de la loi du

---

(1-2) Le jugement du tribunal correctionnel de Mascara contre lequel était dirigé le pourvoi de l'administration des contributions diverses devait nécessairement être cassé puisque ses motifs présentent une manifeste contradiction. Il s'appuie sur une disposition qui accorde une tolérance de 1 p. 100, en degré ou en contenance, alors qu'un procès-verbal, faisant foi jusqu'à inscription de faux, constatait un manquant de plus de 2 p. 100 en volume et 3 p. 100 en degré.

Mais la chambre criminelle donne de la cassation qu'elle prononce un autre motif qui appelle plus qu'une réserve. Il y a là un attendu qui tendrait à rien moins qu'à rompre avec une jurisprudence bien établie, à méconnaître un des principes essentiels du régime législatif de l'Algérie.

L'arrêt rapporté dit, en effet, que l'art. 7 de la loi du 21 juin 1873, dont le jugement déféré avait cru faire application, « n'a été rendu applicable à l'Algérie ni par la loi elle-même, ni par aucun décret ultérieur ». Il semble bien qu'il entende dire par là qu'une loi n'est applicable en

22 août 1791, 230 de la loi du 28 avril 1816, 22 du décret du 17 mars 1852, 5, 22, 25 et 39 du décret du 27 juin 1887, 20 et 21 de la loi du 28 avril 1895 et 32 de la loi du 13 avril 1898, 1319 c. civ., ainsi que de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et de base légale, en ce que la décision attaquée a acquitté tant le sieur Besse que la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, sous prétexte que l'erreur de Besse n'atteindrait pas la limite de la tolérance de 1 p. 100 établi par l'art. 7 de la loi du 21 juin 1873, alors que, d'une part, la loi du 21 juin 1873 n'est pas applicable à l'Algérie faute d'y avoir été l'objet d'une promulgation spéciale, et que, d'autre part, il résulte des constatations précises et incontestées du procès-verbal des agents des contributions diverses, que le manquant était de 130 litres en volume et de 1 hect. 11 lit. 26 cent. en alcool pur, de telle sorte que le tribunal a appliqué à un écart de plus de 2 et 3 p. 100 la tolérance que le législateur n'a admise que pour un écart ne dépassant pas 1 p. 100 » ; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé le 17 mars 1904 par deux employés des contributions diverses, que huit fûts pour lesquels il avait été pris, le 2 du même mois, un acquit-à-caution justifiant la circulation de 51 hect. 34 lit. d'eau-de-vie de marc à divers degrés, pour 33 hect. 98 lit. 56 cent. d'alcool pur, contenaient seulement, lors de la véri-

---

Algérie que si elle le déclare elle-même ou si un décret ultérieur la déclare telle. Or, ce serait une erreur certaine. Une longue série d'arrêts, tant de la cour de cassation que du conseil d'État et de la cour d'Alger, approuvée par une doctrine à peu près unanime, reconnaît que certaines lois sont applicables en Algérie de plein droit, sans qu'il soit besoin que le législateur l'exprime : ce sont les lois modificatives ou abrogatives de textes déjà en vigueur (Très nombreux arrêts : voy. Estoublon et Lefébure, *C. de l'Algérie*, sous l'O. 22 juillet 1834, art. 4, p. 7, note *j* ; E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. I, n° 146, p. 182).

La question était donc de savoir si cet art. 7 de la loi du 21 juin 1873, qui admet qu'une tolérance de 1 p. 100, soit sur la contenance, soit sur le degré, est accordée aux expéditeurs sur leurs déclarations d'alcools, spiritueux, etc., est ou non modificatif d'une législation antérieure applicable à l'Algérie. L'affirmative ne nous paraît pas douteuse. De l'aveu même du pourvoi, la matière des acquits-à-caution est régie, en Algérie comme dans la métropole, par les art. 2, titre III, de la loi du 22 août 1791, 230 de la loi du 28 avril 1816, 22 du décret du 17 mars 1852. Cela suffit pour que l'article de la loi de 1873 qui est venu apporter une tolérance en cette matière s'applique en Algérie comme en France.

L'art. 7 de la loi du 21 juin 1874 est donc bien, quoiqu'on dise la cour de cassation, applicable en Algérie. Toutefois il n'y avait pas lieu de l'appliquer en l'espèce, puisque le manquant excédait de beaucoup le 1 p. 100 toléré.

E. L.

fication 50 hect. 04 lit. en volume, pour 32 hect. 87 lit, 30 cent. en alcool pur ; qu'en conséquence ledit procès-verbal relève un manquant total de 1 hect. 30 lit. en volume pour 1 hect. 11 lit. 26 cent. d'alcool pur ; — Attendu qu'en cet état, Besse, expéditeur, et la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, transporteur, ont été poursuivis comme ayant contrevenu aux art. 5, 27 du décret du 27 juin 1887, 32 de la loi du 13 avril 1898, soit en déclarant en sortie de l'entrepôt des quantités supérieures à celles enlevées, soit en détournant de leur destination des quantités énoncées au titre de mouvement et qui n'ont pu être représentées ; — Attendu que, pour relaxer Besse et la compagnie Paris-Lyon-Méditerrannée, l'arrêt entrepris se base uniquement, sans adopter les motifs des premiers juges, sur ce que, dans l'espèce, l'écart entre les quantités déclarées et celles reconnues existantes n'excéderait pas les limites de la tolérance de 1 p. 100 accordée, soit sur la contenance, soit sur le degré, par l'art. 7 de la loi du 21 juin 1873 ; — Mais attendu que la disposition précitée n'a été rendue applicable à l'Algérie ni par la loi elle-même ni par aucun décret ultérieur ; — Que d'autre part et au surplus, le jugement entrepris est en opposition avec le procès-verbal, des énonciations duquel résulte un écart de plus de 2 p. 100 en volume et de plus de 3 p. 100 en degrés entre les quantités déclarées et celles vérifiées ; — D'où il suit que le moyen est fondé et que l'arrêt doit être cassé ;

Par ces motifs : — Casse.

MM. BARD, *prés.* ; LAURENT-ATTHALIN, *rap.* ; LOMBARD, *av. gén.* — Me REGRAY, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

2 juin 1906

Tribunaux répressifs indigènes, appel de la partie civile, simple avertissement, tribunal correctionnel, appel « à minima » à l'audience, prévenu non comparant. — Motifs des arrêts et jugements, outrages, violences et voies de fait envers un citoyen chargé d'un ministère de service public, caïd, précisions insuffisantes, cassation.

I. Les dispositions de l'art. 205 c. i. cr., générales et absolues, exigent la notification au prévenu de l'appel formé par

le ministère public près le tribunal qui doit connaître de cet appel. Si cette formalité est sans objet pour les appels déclarés à l'audience quand le prévenu est présent, elle devient, au contraire, indispensable, lorsque le prévenu, ne comparaissant pas, n'a pu avoir connaissance ni de l'appel ni des réquisitions prises contre lui (1).

II. Pour condamner pour outrages par paroles, violences et voies de faits envers un citoyen chargé d'un ministère de service public — en l'espèce un caïd — dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, le jugement doit faire connaître quelles sont les paroles imputées au prévenu et quelles sont les circonstances desquelles il résulte que les outrages ont été commis et les violences exercées envers la personne dénommée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions (2).

(Cherifi Mohammed ould Meslem c. Slimane Mammar ould el Hadj Miloud et Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le pourvoi de Cherifi Mohammed ould Meslem ould Kada contre le jugement du tribunal correctionnel de Mascara du 29 mars 1906 qui l'a condamné à un mois d'emprisonnement, 16 fr. d'amende et 50 fr. de dommages-intérêts envers la partie civile pour outrages, violences et voies de fait envers un citoyen chargé d'un service

---

(1, 2) Sur les deux moyens relevés au pourvoi, cet arrêt nous paraît très exactement rendu.

D'une part, il est de toute évidence qu'on ne peut, sous prétexte d'appel *à minima*, condamner un individu, fût-il indigène, sans le voir, sans l'entendre, sans le mettre à même de se défendre, sans qu'il connaisse même la poursuite dont il est l'objet et les pénalités qu'on requiert contre lui. — Il est d'autant plus important de rapporter l'arrêt où la chambre criminelle rappelle ce principe, de bon sens autant que de droit, que la même chambre devait le méconnaître peu après : voy. crim. cass. 13 sept. 1906, *infrà*, p. 12.

D'autre part, pour que la cour de cassation contrôle l'application que les tribunaux font des lois, il est nécessaire que ceux-ci précisent suffisamment les éléments de fait qui leur permettent de considérer l'infraction comme commise. C'est la seule garantie contre l'arbitraire.

Nous ne critiquerons cet arrêt que sur un point. Est-il bien exact de considérer un caïd, c'est-à-dire le plus souvent un indigène non natura-

public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ; — Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 205 c. i. cr. : — Vu le dit article ; — Attendu que Cherifi Mohammed ould Meslem ould Kada relaxé par jugement du 28 février 1906 des poursuites dirigées contre lui devant le tribunal répressif indigène de Saïda, pour outrages, violences et voies de fait envers un citoyen chargé d'un ministère de service public a été invité, par simple avertissement, à comparaître le 29 mars 1906 devant le tribunal correctionnel de Mascara, pour voir statuer sur l'appel interjeté par la partie civile de la décision susvisée ; qu'il appert du jugement attaqué que Cherifi Mohammed ould Meslem ould Kada n'a point comparu à l'audience ; que le tribunal correctionnel de Mascara faisant droit tant à l'appel *à minima* formé à l'audience par le ministère public qu'à celui de la partie civile, l'a condamné à un mois d'emprisonnement, 16 fr. d'amende et à 50 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu que les dispositions de l'art. 205 c. i. cr. sont générales et absolues ; qu'elles exigent la notification au prévenu de l'appel formé par le ministère public près le tribunal qui doit connaître de cet appel ; que si cette formalité est sans objet pour les appels déclarés à l'audience, quand le prévenu est présent, elle devient, au contraire, indispensable, lorsque, comme dans l'espèce, le prévenu, ne comparaissant pas, n'a pu avoir connaissance ni de l'appel ni des réquisitions prises contre lui ; — Attendu, dès lors, que le tribunal correctionnel de Mascara n'a pu, sans violer les dispositions de l'art. 205 c. i. cr., prononcer contre Cherifi Mohammed ould Meslem ould Kada une condamnation à l'emprisonnement et à l'amende sur l'appel *à minima* formé par le ministère public dans les conditions sus-indiquées ;

Sur le deuxième moyen de pourvoi pris de la violation des art. 228, 230, 224 c. pén. et 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Vu les dits articles ; — Attendu que Cherifi Mohammed ould Meslem ould Kada a été condamné pour outrages par paroles et violences et voies de fait envers Slimane Mammar ould el

---

lisé, simple *sujet*, comme un *citoyen* chargé d'un service public ? L'affirmative nous paraît plus que difficile à admettre, à raison précisément de l'opposition entre les deux termes, sujet et citoyen. L'arrêt a, il est vrai, au moins un précédent : Alger, 9 novembre 1901, *Rev. Alg.*, 1902. 2. 22. Mais, comme Laurent, nous aimerions mieux un bon argument qu'un mauvais arrêt : l'interprétation extensive n'est pas de mise en matière pénale. Il y avait donc là un troisième moyen de cassation.

Émile LARCHER.

Hadj Miloud, caïd du douar-commune Oued Falet, citoyen chargé d'un ministère de service public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ; — Mais attendu que le jugement attaqué ne fait connaître ni quelles étaient les paroles imputées au prévenu ni quelles étaient les circonstances desquelles il résultait que les outrages avaient été commis et que les violences avaient été exercées envers la personne dénommée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ; — Que le jugement présente ainsi un double défaut de motifs et a violé les textes visés au moyen ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Mascara du 29 mars 1906.

MM. BARD, *prés.* ; BOULLOCHE, *rap.* ; LOMBARD, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

29 juin 1906

Cours criminelles, assesseurs-jurés, assesseurs complémentaires, tirage au sort, indigène unique résidant au siège de la cour, inscription sur la liste de session, régularité ; indication des conséquences légales du verdict ; magistrat assesseur, remplacement, ouverture de la session, pouvoirs du président.

Aucune disposition de la loi du 30 décembre 1902, n'a fixé le nombre des assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle qui doivent être inscrits sur la liste annuelle. Si, aux termes de l'art. 7, al. 1, de la loi, lorsqu'un assesseur-juré ne répond pas à l'appel de son nom, le président doit compléter la liste de service en tirant au sort les noms d'assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle, le tirage au sort est nécessairement remplacé, quand la liste annuelle ne comprend qu'un seul nom d'assesseur-juré résidant au siège de la cour, par la simple inscription de ce nom sur la liste de service (1).

---

(1) Pour la formation de la liste de session des assesseurs-jurés des cours criminelles, l'art. 7 de la loi du 30 décembre 1902 dispose : « Si, au jour du jugement, quatre assesseurs-jurés français et quatre assesseurs-jurés musulmans n'ont pas répondu à l'appel de leur nom dans la

C'est aux membres de la cour criminelle, au début de leur délibération sur l'application de la peine, que le président doit faire connaître les conséquences légales du verdict. Il n'est pas tenu de les faire connaître à l'accusé, lequel en est averti par les réquisitions du ministère public sur l'application de la loi (1).

---

forme indiquée par l'art. 399 c. i. cr., le président complètera la liste *en tirant au sort les noms* d'assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle. » Le mot tirage *au sort*, comme le pluriel employé par le texte, prouvent à l'évidence qu'il n'est pas possible que la liste annuelle ne comprenne qu'un seul nom d'assesseur-juré résidant au siège de la cour. Sans quoi, ainsi qu'on l'a vu en l'espèce, le tirage au sort dégénère en un grotesque simulacre : on met dans une urne le nom de l'unique assesseur-juré et on l'en retire ! La cour de cassation n'est vraiment pas difficile quand elle affirme que cela suffit pour qu'il ait été procédé régulièrement.

Il n'est pas admissible que, surtout dans une ville de l'importance d'Alger où les indigènes instruits, parlant et comprenant parfaitement le français sont si nombreux, un seul nom figure sur la liste annuelle : cela constitue dans la formation de cette liste une irrégularité que rien ne justifie, donc une nullité.

Il n'est pas admissible non plus que le tirage au sort soit remplacé par l'appel ou l'inscription du nom de l'unique assesseur-juré résidant à Alger, car, je le répète, ce n'est plus un tirage au sort, puisqu'il n'y a pas l'aléa, le hasard caractéristique du sort : d'où encore nullité.

Nous remarquerons de plus que cette unité de l'assesseur-juré musulman résidant au chef-lieu de la cour risque fort de rendre impossible la formation de la liste de session, soit que cet assesseur figure déjà dans la liste, soit qu'il se trouve malade ou empêché, soit enfin qu'il y ait plus d'une défaillance : cela entraînerait une déplorable interruption dans le cours normal de la justice.

Si la loi était telle que le dit la cour de cassation, elle mériterait les plus vives critiques, et il faudrait la modifier au plus vite. Mais l'erreur est, à notre sens, beaucoup plus dans son application que dans son texte.

(1) Sur ce point, l'arrêt que nous rapportons est en désaccord avec un autre arrêt de la même juridiction du 1er décembre 1905. (*Rev. Alg.* 1906. 2. 279).

L'art, 10, al. 2, de la loi du 30 décembre 1902, dispose que « le président fera connaître les conséquences légales du verdict rendu sur la culpabilité... » Mais il ne dit pas à qui il doit faire connaître ces conséquences. — Il semble bien que ce ne soit pas seulement aux magistrats et assesseurs-jurés composant la cour, mais aussi à l'accusé. Pour rejeter un pourvoi, moyen pris précisément de la violation de l'art. 10, al. 2, la cour de cassation précisait : « Attendu qu'il résulte du procès-verbal des débats que le président a fait connaître à l'accusé les conséquences légales du verdict rendu sur la culpabilité... » Et elle ajoutait : « Attendu que les *autres* formalités prescrites par l'art. 10, al. 2, doivent avoir

Il appartient au président de la cour criminelle, à partir de l'ouverture de la session, de pourvoir au remplacement des magistrats assesseurs régulièrement empêchés (1).

(Mouzaouï Abdelkader ben Moussa c. Min. pub.).

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 30 décembre 1902, en ce que la désignation d'un assesseur-juré musulman complémentaire a eu lieu sur une liste ne comprenant qu'un assesseur-juré musulman habitant Alger, ce qui fait qu'il n'y a eu qu'un simulacre de tirage au sort : — Attendu qu'aucune disposition de la loi du 30 décembre 1902 n'a fixé le nombre des assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle, qui doivent être inscrits sur la liste annuelle, dressée conformément aux prescriptions de l'art. 3 de la dite loi ; — Attendu que, si, aux termes de l'art. 7, § 1 de la loi précitée, lorsqu'un assesseur-juré ne répond pas à l'appel de son nom, le président doit compléter la liste de service, en tirant au sort les noms d'assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle, le tirage au sort est nécessairement remplacé, quand la liste annuelle ne comprend qu'un seul nom d'assesseur-juré résidant au siège de la cour, par la simple inscription de ce nom sur la liste de service ; — Attendu, en fait, qu'il résulte d'un procès-verbal régulier que, le jour de l'ouverture de la session, un des assesseurs-jurés musulmans s'est trouvé dans l'impossibilité de siéger ; que la cour a ordonné qu'il serait remplacé conformément aux prescriptions de l'art. 7, § 1 de la loi du 30 décembre 1902 ; que le président a extrait de l'urne

---

lieu en dehors de l'audience, dans la chambre du conseil. » Ce serait donc bien à l'audience, et en s'adressant à l'accusé, que cette formalité doit être accomplie. — Aujourd'hui, la même cour, sans d'ailleurs aucune justification, en décide tout autrement. On nous permettra de penser que la jurisprudence la plus récente n'est pas toujours la meilleure.

(1) Voy. le texte de l'art. 252 c. i. cr., modifié par l'art. 38 de la loi de budget du 25 février 1901. — Il est au moins bizarre — nous dirions volontiers « inconstitutionnel » — de modifier ainsi un code par une disposition d'une loi annuelle de finances : la composition d'une cour n'a rien d'annuel, ni de financier.

E. L

« le nom de Ben Cheneb Mohamed, le seul assesseur musulman habitant la ville d'Alger » et que ce nom a été inscrit sur la liste de service ; — Attendu qu'il a été ainsi régulièrement procédé ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation de l'art. 10 § 2, de la loi du 30 décembre 1902, en ce que le procès-verbal des débats ne constate pas que le président ait fait connaître à l'accusé les conséquences légales du verdict : — Attendu que c'est aux membres de la cour criminelle, au début de leur délibération sur l'application de la peine, que le président doit, aux termes de l'art. 10 § 2, de la loi du 30 décembre 1902, faire connaître les conséquences légales du verdict ; qu'il n'est pas tenu de le faire connaître à l'accusé, lequel en est averti par les réquisitions du ministère public sur l'application de la loi ;

Sur le troisième moyen pris de la violation des art. 2 et 3 de la loi du 30 décembre 1902, 16 de la loi du 20 avril 1810, 252 et 264 c. i. cr., en ce que la désignation d'un magistrat assesseur, en remplacement de l'assesseur titulaire, a été faite par le président de la cour criminelle, sans en référer au premier président et sans désigner le conseiller le plus ancien : — Attendu qu'aux termes de l'art. 252 précité, modifié par l'art. 38 de la loi du 25 février 1901, et rendu applicable aux cours criminelles d'Algérie par l'art. 3 § 1 de la loi du 30 décembre 1902, il appartient au président de la cour criminelle, à partir du jour de l'ouverture de la session, de pourvoir au remplacement des assesseurs régulièrement empêchés ; — Attendu, en fait, que c'est au cours de la session que M. le conseiller Gaultier, assesseur titulaire, a été remplacé, et que, dès lors, en procédant par lui-même et par voie d'ordonnance au remplacement de ce magistrat par M. Dausse, juge suppléant, le président de la cour criminelle n'a fait que se conformer aux dispositions de la loi ; — Et attendu que la procédure a été régulière et que la peine a été légalement appliquée aux faits déclarés constants par la cour criminelle ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi de Mouzaouï Abdelkader ben Moussa contre l'arrêt rendu le 15 mai 1906 par la cour criminelle d'Alger qui l'a condamné à la peine de mort.

MM. BARD, *prés.* ; PETITIER, *rapp.* ; COTTIGNIES, *av. gén.* — Mes TRÉZEL et RAYNAL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

13 septembre 1906

Tribunaux répressifs iudigènes, appel, tribunal correctionnel, appel *à minima* fait à l'audience hors la présence du prévenu, avocat d'office, validité, effet dévolutif, compétence.

Il résulte de l'art. 24 du décret du 9 août 1903 que l'avocat ou l'avoué, choisi par le prévenu détenu dont la comparution n'a pas été ordonnée par le tribunal d'appel, ou désigné d'office, n'a pas seulement pour mission d'assurer la défense du prévenu : il le représente ; il peut, en son nom, prendre toutes conclusions et opposer toutes exceptions utiles ; tout ce qui est fait en sa présence est réputé fait en présence du prévenu et produit les mêmes effets. Notamment, est régulier l'appel à minima *interjeté à l'audience, en présence de l'avocat commis d'office, par le procureur de la République.*

Les juges d'appel sont, par l'appel à minima *du procureur de la République, saisis de la cause entière. Alors même que l'avocat du prévenu ne relève pas l'exception d'incompétence, ils doivent d'office vérifier leur propre compétence et se déclarer incompétents, s'il résulte de leurs constatations que les faits sont du ressort de la juridiction criminelle* (1).

---

(1) Cet arrêt appelle les plus vives critiques : il rend plus odieuse encore, en l'amplifiant, une des dispositions les plus injustifiables du décret du 9 août 1903.

Au mépris des principes essentiels de notre droit criminel et de notre organisation judiciaire, l'art. 24 du décret du 9 août 1903 dispose que, si l'indigène appelant du jugement d'un tribunal répressif indigène est détenu, il n'est transféré auprès du tribunal correctionnel que si celui-ci l'ordonne ; le condamné peut être représenté à l'audience par un avocat ou un avoué de son choix ou, à défaut, nommé d'office, et, dans ce cas, le jugement est *réputé* contradictoire. — Ceci est déjà tout à fait exorbitant. D'une part, c'est méconnaître le principe de la contradiction, fondamental dans notre droit criminel, qui suppose la présence aux débats de toutes les parties : on jugera un prévenu sans le voir ni l'entendre ! D'autre part, c'est faire jouer à l'avocat un rôle qui n'est point conforme à son caractère professionnel : l'avocat, — pas plus d'ailleurs l'avoué, quand celui-ci plaide, — *ne représente pas* les parties : il n'y a de repré-

(Lounès Ahmed ben Mohamed et autres c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation par fausse application des art. 21 et 24 du décret du 9 août 1903 et de l'art. 205 c. i. cr., en ce que le jugement attaqué, rendu en matière répressive indigène, a déclaré régulier l'appel interjeté à l'audience par le procureur de la République, hors la

---

sentation que par l'avoué, en matière civile. De plus, on rend à peu près impossible le rôle de ce défenseur qui doit plaider sans avoir vu son client, sans avoir conféré avec lui. Et enfin, on fait entrer la fiction dans le domaine du droit criminel : on *répute* — c'est le terme du décret — contradictoire un jugement qui, en réalité, ne l'est pas.

Une disposition aussi exceptionnelle comporte une interprétation restrictive. Il convenait de ne l'appliquer qu'en cas d'appel du prévenu. Ainsi que l'écrivait notre confrère et ami G. Massonié, dans sa consciencieuse étude sur *Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie*, n° 78 : « Cette disposition si dérogatoire au droit commun doit être restreinte au cas d'un appel émané du prévenu. Mais au cas d'appel *à minima* de la part de l'officier du ministère public ou du procureur de la République, il faut de toute nécessité que le prévenu soit transféré. Autrement on arriverait à le condamner sans l'entendre. D'ailleurs ici le motif qui a inspiré cette disposition ne se retrouve plus : il ne s'agit plus, en effet, de déjouer le calcul d'un prévenu cherchant par des moyens dilatoires à retarder l'exécution de la peine, puisque c'est le ministère public qui amène le prévenu devant le tribunal d'appel. » (*Rev. Alg.*, 1904. 1. 252. — V. aussi sa note, sous crim. cass., 22 décembre 1905, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 207). Ainsi raisonnerait tout jurisconsulte.

Tout autre est l'argumentation de l'arrêt que nous rapportons. De ce que, par une incroyable fiction, le jugement rendu en présence de l'avocat est réputé contradictoire, la cour suprême conclut, en étendant la fiction, que tout ce qui est fait en présence de l'avocat est réputé fait en présence du prévenu. Et elle va jusqu'à cette conséquence extrême, que l'appel *à minima*, verbalement notifié à l'avocat, est régulier. Mais, outre qu'il est manifestement antijuridique d'étendre ainsi une fiction, il nous suffit de remarquer, pour repousser cette solution, que l'art. 205 c. i. cr. résiste absolument à cette interprétation : le procureur général — ici le procureur de la République — doit notifier son recours *au prévenu*.

Au surplus, les conséquences pratiques de la solution admise sont tellement monstrueuses qu'elles ne laissent aucun doute sur sa valeur. Un indigène est condamné par le tribunal répressif indigène ; il interjette appel : tandis que — puisque par une autre anomalie l'appel n'est pas suspensif — il subit sa peine dans des établissements ou chantiers qu'une circulaire du gouverneur général a désignés sans se soucier des dispositions du code pénal (circ. g. g. 24 juin 1902 ; voy. nos observations, *Rev. pénit.*, 1903, p. 854), un appel *à minima* est verbalement notifié à un avocat d'office dont le prévenu ignore le nom et l'existence. Et, sans voir

présence du prévenu : — Attendu qu'aux termes de l'art. 24 du décret du 9 août 1903, lorsque le tribunal d'appel n'ordonne pas la comparution du prévenu détenu, celui-ci peut se faire représenter à l'audience par un avocat ou par un avoué ; qu'à défaut de choix fait par lui, il lui est nommé un défenseur d'office, et que le jugement qui intervient en présence de l'avocat ou de l'avoué est réputé contradictoire ; — Qu'il résulte de ce texte que l'avocat ou l'avoué, choisi par la partie poursuivie ou désigné d'office, n'a pas seulement pour mission d'assurer la défense du prévenu ; qu'il le représente ; qu'il peut en son nom prendre toutes conclusions et opposer toutes exceptions utiles ; que tout ce qui est fait en sa présence est réputé fait en présence du prévenu et produit les mêmes effets ; — Attendu que les demandeurs étaient détenus ; qu'ils ont été représentés devant le tribunal correctionnel d'Orléansville par un avocat commis d'office ; qu'en décidant que l'appel à minima interjeté à l'audience, en présence de leur avocat, par le procureur de la République était régulier et recevable en la forme, le jugement attaqué n'a pas violé les articles du décret du 9 août 1903 et du code d'instruction criminelle visés au moyen et en a fait au contraire une exacte application ;

Mais sur le deuxième moyen pris de la violation des règles de la compétence, en ce que le tribunal a statué sur des faits qualifiés crime par la loi : — Vu l'art. 1er du décret du 9 août 1903 et les art. 382 et 383 c. pén. ; — Attendu que, en matière pénale, les juridictions sont d'ordre public ; que si l'avocat des pré-

---

ni entendre le prévenu, sans que celui-ci puisse même savoir ce qui le menace, sur la plaidoirie d'un avocat qui n'a pas pu voir son client, le tribunal d'appel aggravera, parfois dans une forte proportion, les peines prononcées. Cela ne ressemble en rien à de la justice.

Nous nous plaisons à croire que cet arrêt ne fera pas jurisprudence, et qu'il demeurera comme un arrêt d'espèce ou... de vacances. Il convient, en effet, de le rapprocher d'un arrêt de la même chambre, de trois mois antérieur à peine, et animé d'un tout autre esprit. « Les dispositions de l'art. 205 c. i. cr., dit fort bien l'arrêt du 2 juin 1906, sont *générales et absolues ;* elles *exigent la notification au prévenu* de l'appel formé par le ministère public près le tribunal qui doit connaître de cet appel. *Si cette formalité est sans objet* pour les appels déclarés à l'audience *quand le prévenu est présent, elle devient,* au contraire, *indispensable quand le prévenu, ne comparaissant pas, n'a pu avoir connaissance ni de l'appel, ni des réquisitions prononcées contre lui.* » (Crim. cass., 2 juin 1906, *Rev. Alg.*, 1907. 2. 5, et notre note). C'était la saine doctrine. Nous espérons que la chambre criminelle ne s'en est écartée que momentanément.

Émile LARCHER.

venus poursuivis pour vol et coups et blessures volontaires et condamnés pour ces délits par le tribunal répressif indigène d'Orléansville, n'a pas opposé, en leur nom, l'exception d'incompétence devant les juges du second degré, ceux-ci se trouvaient, par l'appel à minima du procureur de la République, saisis de la cause entière telle qu'elle s'était présentée devant le tribunal de première instance ; qu'ils devaient donc d'office vérifier leur propre compétence et se déclarer incompétents s'il résultait de leurs constatations que les faits étaient du ressort de la juridiction criminelle ; — Attendu que le jugement attaqué énonce que Abed Ahmed ben Sahnoun, qui conduisait une charrette portant des poteaux télégraphiques, de l'orge et du fourrage, a été assailli à 2 kilomètres de Bouassel et violemment frappé à la tête, soit avec une pierre, soit avec une matraque ; que, s'étant réfugié sous la bâche de sa voiture, il a senti qu'un sac d'orge placé près de lui était tiré par les malfaiteurs hors du véhicule ; qu'il s'est mis en demeure de s'opposer au vol, mais qu'il a été de nouveau frappé ; que, profitant de son évanouissement, les malfaiteurs ont emporté le sac d'orge ; — Attendu que les faits déclarés constants rendaient leurs auteurs punissables de peines afflictives et infamantes aux termes des art. 382 et 383 c. pén. ; qu'en statuant au fond dans ces conditions, le tribunal correctionnel a méconnu les règles de la compétence et violé les textes visés au moyen ;

Par ces motifs : — Casse ; — Renvoie devant le tribunal correctionnel de Blida.

MM. LAURENT-ATTHALIN, *ff. de prés.* ; LA BORDE, *rap.* ; LOMBARD, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

3 mars 1904

Pêche côtière, poissons n'ayant pas les dimensions réglementaires, vente, mandataire, délit.

Commet le dédit prévu par le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche côtière (art. 7) celui qui met en vente, même comme mandataire à la criée avec bénéfice proportionnel et non pour son propre compte, des poissons dont les dimensions n'atteignent pas le minimum déterminé par les règlements.

(Min. pub. et admin. de la Marine c. Saragoza)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le 29 septembre 1903 à Oran, le gendarme de la marine Capian constatait que le nommé Saragoza, Antoine, mettait en vente sur les quais Sainte-Marie deux lots de poissons pesant environ 45 kilogs et dont une grande partie n'avait pas la dimension réglementaire de 10 cent.; — Attendu que procès-verbal ayant été dressé contre Saragoza, ce dernier reconnut avoir mis en vente aux enchères les poissons dont s'agit; — Attendu qu'il importe peu en l'espèce que Saragoza ait, comme il l'allègue, effectué la vente comme mandataire à la criée pour le compte de divers pêcheurs avec un bénéfice de 5 0/0 et non pour son propre compte, le texte de la loi du 9 janvier 1852 ne permettant pas des distinctions de cette nature et punissant aussi bien celui qui a pêché le poisson non parvenu à l'âge adulte que celui qui l'a transporté ou simplement mis en vente; — Attendu en effet que même agissant comme mandataire de pêcheurs ou transporteurs, Saragoza n'était nullement tenu d'accepter et de mettre en vente à la criée du poisson dont la pêche est prohibée;

Par ces motifs: — Statuant sur les appels du ministère public et de l'administration de la marine: — Infirme... — Et faisant droit aux appels sus-énoncés; — Déclare Saragoza convaincu du délit qui lui est imputé; — Et vu les dispositions des art. 7 et 14 de la loi du 9 janvier 1852 et 46 du décret du 2 juillet 1894, lus à l'audience par le président: — Condamne Saragoza Antoine à la peine de 25 fr. d'amende; — Valide la saisie.

MM. FABRE DE PARREL, *prés.*; GIRAUD, *av. gén.* — Me PRADELLE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

11 janvier 1905

Propriété, Algérie, francisation, vente, cadi, nullité, prescription de dix à vingt ans, juste titre.

Un acte de vente passé par un cadi, relativement à un immeuble soumis au statut réel français, est nul en la forme

comme ayant été reçu par un officier public incompétent ; il ne peut, par suite, aux termes de l'art. 2267 c. civ., être considéré comme un juste titre pour servir de base à la prescription de 10 à 20 ans (1).

(Hamaouï Ali c. Alilat Larbi ben Ferhat)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ; — Au fond : — Attendu que les appelants soutiennent que la vente consentie à l'intimé Alilat Larbi ben Ferhat par le sieur Benammar Saïd suivant acte reçu par Me Rambert, notaire à Bougie, le 4 juin 1897, doit être déclarée nulle et inopérante vis-à-vis d'eux, d'abord parce qu'elle serait le résultat d'une fraude concertée entre Alilat Larbi et Benammar Saïd qui leur avait précédemment vendu les mêmes terrains, en la forme musulmane ; ensuite, parce que, aux termes des art. 2229 et 2265 c. civ., ils seraient en droit d'invoquer la prescription décennale ; — Attendu que les immeubles litigieux, ayant fait devant le tribunal de Bougie l'objet d'une adjudication tranchée le 24 janvier 1883 en faveur d'un nommé Youssef ben Aïssa, qui les a lui-même revendus à Benammar Saïd, suivant contrat reçu par Me Petin, notaire à Bougie, le 6 juin 1883, se trouvaient, en conséquence, soumis à la loi française ; — Attendu que dans ces conditions, les titres passés devant le cadi et dont se prévalent les consorts Hamaouï, ne sauraient être valablement opposés au contrat d'acquisition d'Alilat Larbi reçu par Me Rambert, notaire, le 4 juin 1897, puis régulièrement transcrit au bureau des hypothèques de Bougie le 20 décembre 1897 ; — Attendu que vainement les demandeurs en nullité de cette vente du 4 juin 1897 allèguent la fraude, cette allégation restant dénuée de toute preuve ; — Que s'il est vrai qu'un lien de parenté existe entre le vendeur Benammar et l'acquereur Alilat, il n'est nullement démontré que tous deux vivent en commun, et qu'Alilat ait connu les ventes antérieurement consenties aux appelants par Benammar ; — Attendu, au contraire, que toutes les circonstances de la cause tendent à établir l'entière bonne foi d'Alilat qui, créancier de Benammar, a dû, pour se couvrir

(1) V. en ce sens : Alger, 13 déc. 1892 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 5) ; Req., 9 mars 1904 (*Rev. Alg.*, 1904. 2. 170). *Adde*, Alger, 17 mars 1882 (*Bull. jud. Alg.*, 1882. 279) ; Alger, 12 déc. 1887 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 117).

de ses avances, se rendre acquéreur des biens de ce dernier;

Attendu, en ce qui concerne le second moyen invoqué par les appelants, que le titre nul pour défaut de forme ne peut, aux termes de l'art. 2267 c. civ., servir de base à la prescription de dix et vingt ans ; — Attendu que les immeubles acquis par Alilat étaient entrés dans le statut réel français lors des actes d'achat consentis devant le cadi aux consorts Hamaouï en en 1886 et 1888 ; — Qu'il s'ensuit nécessairement que les titres des appelants nuls en la forme, comme ayant été reçus par un officier public incompétent, n'ont pu leur servir de juste titre et autoriser la prescription ; — Qu'au surplus les droits immobiliers résultant de ces actes musulmans non transcrits ne pourraient être opposés au titre français, régulièrement transcrit, d'Alilat Larbi (art. 3, loi du 23 mars 1855) ;

Par ces motifs: — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond, — Confirme.

MM. FABRE DE PARREL, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* ; — Mes TILLOY et GIVRY, *av.*

COUR D'APPEL (Ch. corr.)

13 janvier 1905

Matières d'or et d'argent, ouvrage composé, partie frauduleuse, amende, calcul, valeur de l'ouvrage, procès-verbal, preuve contraire, irrecevabilité.

Lorsque l'art. 9 de la loi du 25 janvier 1884 édicte une amende de dix fois la valeur des objets confisqués, il faut entendre la valeur des ouvrages. Il s'ensuit que lorsque l'ouvrage consiste en un bijou composé, comme le bzaïm, d'une aiguille et d'un anneau, si l'anneau seul est à un titre inférieur au titre légal, l'amende cependant doit être calculée d'après la valeur du bijou tout entier (1).

Et lorsque la valeur de l'ouvrage a été fixée dans le procès-verbal contradictoirement avec le contrevenant, c'est cette valeur qui doit servir de base au calcul de l'amende ; le prévenu n'est point recevable à prouver que la valeur réelle est inférieure à celle indiquée au procès-verbal (2).

(1-2) Sur le premier point nous sommes disposés à accepter, comme conforme au texte, la solution rigoureuse admise par la cour. Il a été

Hajaj Chaloum c. Contr. div.

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que devant la cour, Hajaj Chaloum persiste à soutenir que l'anneau et l'aiguille formant le bzaïm doivent être considérés comme étant deux parties distinctes et que les anneaux seuls n'étant pas au titre légal la contravention ne peut pas porter que sur eux ; — Que subsidiairement il soutient que chaque bzaïm saisi ne vaut que 50 fr. et non 80 fr. et qu'il offre d'en rapporter la preuve ;

Sur le premier point : — Attendu que c'est à bon droit que le jugement déféré a décidé que les dix bzaïms saisis se composant chacun de deux parties, l'aiguille et l'anneau, dont l'anneau seul est frauduleux, la multiplication par dix pour déterminer le montant de l'amende doit être faite non uniquement des anneaux, mais de la totalité des bzaïms, y compris les épingles qui sont au titre légal ; — Attendu en effet que l'anneau fait partie intégrante du bzaïm et que l'épingle et l'anneau ne forment qu'un seul et même bijou inséparable ; — Attendu que l'art. 9 de la loi du 25 janvier 1884 dont l'application est requise contre Hajaj Chaloum, est ainsi conçu : « Les ouvrages sur lesquels portera la contravention » seront confisqués et en outre le délinquant sera condamné » à une amende qui sera pour la première fois de dix fois la » valeur des objets confisqués ; » — Attendu que ce texte prend pour point de départ du calcul, *la valeur des objets confisqués* et admet la confiscation non pas des parties sur lesquelles portera la contravention, mais des *ouvrages* sur lesquels portera la contravention ; — Que l'ouvrage sur lequel porte la contravention est le bijou tout entier ; que par consé-

---

jugé que le mouvement fait partie intégrante d'une montre et doit être confisqué avec la boîte en cas de contravention à la loi du 19 brumaire an VI (Cass. 15 frimaire an XIV ; 15 avril 1808, Sir. chr. — Mais, en sens contraire, cass. 21 février 1822, Sir. chr.)

Sur le second point, nous conservons quelque doute. Le procès-verbal fait-il foi jusqu'à inscription du faux en ce qui touche l'évaluation des objets frauduleux ? Nous ne le pensons pas, car ce n'est pas là un de ces faits qui tombent directement sous les sens des agents verbalisateurs. Dès lors, aucun texte, à notre connaissance, n'obligeait la cour à prendre pour base du calcul de l'amende un chiffre dont le prévenu offrait de démontrer l'exagération. Et de deux interprétations possibles n'était-il pas du devoir de la cour de choisir la moins dure pour le prévenu ? Les lois fiscales sont assez draconiennes pour que les tribunaux s'abstiennent d'en renforcer la sévérité. E. L.

quent le calcul doit se faire d'après la valeur du bijou tout entier ;

Sur le second point : — Attendu qu'il résulte formellement du procès-verbal du 25 août 1904, base de la poursuite, que c'est contradictoirement avec le contrevenant que la valeur de chaque bzaïm a été fixé à 80 fr. ; — Que Hajaj Chaloum est mal venu à contester ce chiffre ; — Que la preuve qu'il offre d'administrer n'est dans ces conditions ni pertinente ni admissible ; — Attendu qu'il échet par ces motifs et ceux des premiers juges de confirmer purement et simplement le jugement déféré dans toutes ses dispositions ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme, le dit non fondé ; — Confirme le jugement déféré ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet.

MM. WURTZ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Mes ROGER et LE DENTU, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 avril 1905

Exploit, ajournement, date pour comparaître, erreur, nullité absolue, Algérie, nullité non facultative.

Toutes les énonciations prescrites par la loi doivent être formulées dans l'exploit d'ajournement en termes nets et précis, de telle sorte que la partie assignée ne puisse s'y méprendre, à moins cependant que les indications de la copie elle-même ne permettent de reconnaître l'erreur et de la rectifier (1) ;

---

(1) La nullité prononcée par l'art. 61 c. pr. civ. ne saurait avoir le caractère de nullité absolue et aux termes d'une jurisprudence constante, l'erreur commise dans les indications, même essentielles, d'un exploit, n'entraîne pas la nullité quand celui à qui il est adressé trouve dans d'autres parties de l'acte le moyen de rectifier cette erreur et qu'il n'en éprouve pas de préjudice (req., 20 juin 1882, D. P. 1885. 5. 237-238 ; req., 17 février 1896, D. P. 1896. 1. 181 ; Besançon, 2 février 1900, D. P. 1900. 2. 56). C'est ainsi qu'il a été décidé, dans une espèce analogue à celle de notre arrêt, que l'assignation donnée pour le mercredi 23 n'est pas nulle alors même que le 23 est un mardi, si l'ordonnance signifiée en même temps que l'exploit permet d'assigner pour le 23, sans indication de jour, ce qui fait disparaître toute incertitude sur la date fixée par l'assignation (req., 9 février 1891, D. P. 1891. 1. 388).

S'il n'en est point ainsi, l'exploit contenant ajournement devant le tribunal de commerce pour l'audience du mardi 2 mars alors que le 2 mars était un lundi est entaché de nullité (1) ;

Et s'agissant d'un élément essentiel, constitutif, la date en l'espèce, de l'acte incriminé, cette nullité est de celles qui ne peuvent être couvertes par le juge en Algérie (2).

(Crest c. Allel et Manuel)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'à la date du 2 mars 1903, le tribunal de commerce d'Alger condamnait par défaut Benjamin Crest et Marius Manuel fils à payer conjointement et solidairement à Allel ben el Hadj Ali la somme principale de 2.465 fr. 43 cent. ; — Attendu que Crest a frappé ce jugement d'opposition et a soutenu qu'il était radicalement nul pour avoir été rendu sur une assignation entachée elle-même d'une nullité absolue ; — Qu'en effet, l'exploit à lui signifié le 26 février 1903 contenant ajournement pour l'audience du *mardi 2 mars* alors que le 2 mars était un *lundi*, il avait été induit en erreur par cette fausse indication, il ne s'était pas présenté à l'audience utile pour faire valoir les moyens de défense ; — Attendu que par jugement contradictoire du 24 avril 1903, le tribunal a débouté Crest de son opposition et maintenu en principe au fond le jugement de défaut ; — Attendu que Crest ayant interjeté

---

(1) L'exploit doit fournir sur le lieu et l'heure de la comparution les indications dont le défendeur a besoin pour comparaître en personne ou par fondé de pouvoir. En matière commerciale, le défendeur, qui n'est pas légalement représenté devant le tribunal de commerce et à qui le calcul des délais de procédure n'est généralement pas familier, doit être ajourné à jour fixe avec indication du jour et de l'heure de la comparution (Garsonnet, *Traité de procédure*, nos 657, 1016). En l'espèce, la cour a pensé que l'indication du jour devait attirer et fixer l'attention plutôt que celle du quantième, ce qui explique la non comparution de l'ajourné le lundi 2 mars, et aucune autre indication de la copie ne lui ayant permis de reconnaître l'erreur et de la rectifier, l'exploit d'ajournement devait être déclaré nul.

(2) Application d'une jurisprudence qui, comme l'indique notre arrêt, tend de plus en plus à restreindre la faculté laissée aux tribunaux, en Algérie, d'accueillir ou de rejeter les nullités des actes d'exploits et de procédure (V. Alger, 15 janvier 1891, *Rev. Alg*, 1891. 2. 81 et la note ; Alger, 4 avril 1892, *Rev. Alg.*, 1892. 2. 284).

appel de cette décision, il reprend devant la cour le moyen de forme invoqué à l'appui de son opposition ; — Qu'Allel et Manuel fils concluent à la confirmation du jugement déféré ; — Attendu que l'appel est régulier et qu'il échet, avant de passer à l'examen du fond, de statuer sur l'exception soulevée par Crest ; — Attendu que pour la repousser, les premiers juges ont déclaré que l'indication inexacte du jour de l'audience, mardi au lieu de lundi, n'était qu'une erreur de plume facile à corriger ; que Crest ne l'a pas relevée et qu'il n'a pas davantage protesté ; — Qu'il lui eût été facile d'éviter l'erreur dont il se plaint ; — Que ce fait ne saurait entraîner la nullité de la procédure suivie, toutes les nullités étant facultatives en Algérie ; — Attendu que le tribunal a fait une fausse appréciation des faits et du droit ;

En fait : — Attendu que c'est à tort que le tribunal reproche à Crest de n'avoir ni relevé l'erreur ni protesté ; — Que celui-ci, en effet, n'aurait pu le faire qu'à l'audience du lundi et que précisément l'erreur est cause qu'il ne s'est pas présenté ce jour-là à la barre du tribunal, mais que dès qu'il a eu connaissance du jugement prononcé contre lui et avant même, semble-t-il, qu'il lui fût signifié, il a relevé l'erreur dans son opposition et protesté ainsi contre la surprise dont il avait à se plaindre ;

En droit : — Attendu que toutes les énonciations prescrites par la loi doivent être formulées dans l'exploit d'ajournement, point de départ de la procédure, en termes nets et précis, de telle sorte que la partie assignée ne puisse s'y méprendre, à moins cependant que les indications de la copie elle-même ne permettent de reconnaître l'erreur et de la rectifier ; — Qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce ; — Que, cité pour un *mardi 2*, un défendeur ne peut être juridiquement astreint à rechercher si ces deux indications concordent et, en cas de divergence, s'il devra comparaître le *lundi 2* ou le *mardi 3* ; qu'il était loisible, il est vrai, à Allel ben el Hadj Ali, de ne point indiquer dans son assignation le jour de la semaine pour lequel elle était donnée ; - Que la mention du quantième suffisait, mais que du moment où le jour y était porté nominativement, c'est cette indication plutôt que celle du quantième qui devait attirer et fixer l'attention ; — Qu'il en est d'autant plus ainsi que, dans la pratique, les audiences des tribunaux sont fixées non pas à des quantièmes du mois, mais à des jours déterminés de la semaine ; — Que l'erreur pouvait donc tout naturellement se produire et ne saurait être mise à la charge du défendeur ; que ne lui étant pas imputable, elle doit entraîner la nullité de l'assignation ; — Attendu

que le tribunal lui-même reconnaît implicitement l'existence de cette nullité, puisqu'il a cru, pour l'écarter, pouvoir recourir aux dispositions de l'art. 46 de l'ordonnance du 16 avril 1843 qui rend facultatives en Algérie les nullités d'exploits; — Mais attendu que la jurisprudence tend de plus en plus à restreindre cette faculté, laissée aux tribunaux à une époque où l'organisation judiciaire ne permettait pas d'exiger une stricte observation des règles de la procédure; — Qu'elle ne peut d'ailleurs trouver son application quand il s'agit d'un élément essentiel, constitutif, la date, en l'espèce, de l'acte incriminé, et que l'irrégularité est de nature à préjudicier à celui qui l'invoque; — Que c'est donc à tort que les premiers juges ont déclaré valable l'assignation introductive d'instance du 26 février 1903; — Qu'elle doit être annulée ainsi que la procédure et les jugements qui l'ont suivie;

Sur les dépens : — Vu l'art. 130 c. pr. civ.;

Par ces motifs : — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel de Benjamin Crest; y faisant droit, dit nulle et de nul effet l'assignation introductive d'instance du 26 février 1903 et le jugement de défaut qui s'en est suivi; — Infirme en conséquence et met à néant le jugement contradictoire du 24 avril 1903 qui a débouté Crest de son opposition et maintenu le jugement de défaut; — Décharge l'appelant des condamnations prononcées contre lui; — Ordonne la restitution de l'amende consignée; — Condamne Allel ben el Hadj Ali à tous les dépens de première instance; fait masse des dépens d'appel pour être supportés par moitié par Allel et Manuel fils.

MM. VACHER, *prem. prés.;* VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes LÉVY et OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

22 avril 1905

Phylloxéra, Algérie, syndicats de défense, agents, droit de pénétrer dans les propriétés, résistance, infraction.

Les agents des syndicats de défense contre le phylloxéra étant investis, par l'art. 3 de la loi du 21 mars 1883 complété par l'art. 4 de la loi du 28 juillet 1886, du pouvoir de pénétrer

dans les propriétés où une inspection est nécessaire, à l'effet d'y faire toutes recherches et travaux d'investigation jugés nécessaires, quiconque met obstacle à l'exercice de ce pouvoir contrevient à la disposition de la loi de 1883 qui l'a déterminé et est passible de la peine édictée par l'art. 12 de la loi du 15 juillet 1878, modifié par la loi du 2 août 1879 (1).

(Proc. gén. c. Fauresse et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que de l'information et des débats, résulte la preuve des faits suivants : — Le 7 juin dernier, le sieur Sauget, Victor, expert-contrôleur du syndicat de défense des vignobles du département d'Oran, s'étant présenté en compagnie de l'expert Grégoire aux abords d'une vigne appartenant au sieur Fauresse, maire de Bouguirat, située à Bouguirat au lieu dit « Four à Chaux » pour pénétrer dans cette vigne à l'effet d'y procéder à des travaux de recherches, il se heurtait à un refus formel de Fauresse de le laisser pénétrer; — De nombreux habitants de Bouguirat se trouvant auprès de leur maire et paraissant disposés à mettre obstacle à l'entrée des agents du syndicat dans la vigne où ils devaient effectuer des travaux, l'expert Sauget, après avoir vainement fait connaître aux colons qu'il agissait en vertu d'une loi, que les art. 3 de la loi du 21 mars 1883 et 4 de la loi du 28 juillet 1886 lui donnaient le droit de pénétrer dans les propriétés pour y procéder aux travaux d'investigations jugés nécessaires et qu'en s'opposant à l'exécution de sa mission ils se mettaient en contravention avec la loi et encourraient ses rigueurs, devait demander l'appui de la gendarmerie pour essayer de vaincre la résistance qu'il rencontrait; — Cette résistance avait d'ailleurs été prévue, car quelques instants après le brigadier de gendarmerie Gaunard, muni d'une réquisition de M. le sous-préfet de Mostaganem datée de Mostaganem, le 30 mai 1904, délivré à la demande du sous-directeur du syndicat de défense des vignobles et remis au commandant de la

---

(1) Une question identique s'est présentée dans la métropole, à propos de l'art. 3 de la loi du 15 juillet 1878 et a été résolue d'une façon semblable. Poitiers, 6 février 1880. Sir. 1880. 2. 238.

gendarmerie de Mostaganem, requis de fournir les hommes nécessaires à l'effet de faire respecter les lois sur le phylloxéra et d'assurer protection au personnel du syndicat et de l'État, se présentait accompagné d'un gendarme aux abords de la vigne de Fauresse, accompagné de l'expert Sauget; — En sa présence les prévenus s'étant de nouveaux opposés malgré ses sommations à l'entrée des experts dans la vigne de Fauresse, il tentait d'y pénétrer lui-même et de frayer un passage aux experts; mais il se heurtait à une résistance passive apportée par les prévenus qui, s'étant placés en ligne aux abords de la vigne et sur plusieurs rangs déclarèrent qu'on leur passerait sur le corps, mais que l'on n'obtiendrait pas d'eux qu'ils laissent entrer les experts dans la vigne; — Devant cette attitude indiquant une résolution invincible, le brigadier Gaunard devait se borner à constater son impuissance à vaincre une résistance opposée par un nombre de personnes trop élevé pour qu'il pût user de contrainte et après avoir dressé un procès-verbal il se retirait;

Attendu que tous les prévenus reconnaissent l'exactitude de ces faits; qu'ils déclarent même n'avoir pas ignoré qu'ils se mettaient en contravention avec la loi puisque les agents les avaient prévenus, mais que, sans se préoccuper des peines qu'ils pouvaient encourir par suite de leur attitude, ils avaient cru devoir agir ainsi; qu'ils l'ont fait afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation qu'ils prétendaient leur être créée par des agissements vexatoires des agents du syndicat et par une législation qui, étant donné l'état de leurs vignobles, ne répond plus à leurs véritables intérêts et à celui de toutes les régions environnantes;

Attendu que les prévenus ont déposé des conclusions qui tendent à faire déclarer par la cour que l'art. 3 de la loi du 21 mars 1883 qui sert de base à la poursuite, fixe et affirme le pouvoir pour le délégué du service phylloxérique de pénétrer sur les terrains, mais qu'il n'érige ni en délit ni en contravention la résistance sans violence opposée à cet agent; — Que la loi pénale doit toujours être interprétée dans un sens étroit; qu'il est interdit d'y ajouter par le raisonnement ou par des hypothèses; que par conséquent le fait reproché aux prévenus n'est ni contraventionnel ni délictueux;

Attendu qu'il est incontestable que, pour qu'un fait puisse être considéré comme constituant une infraction punissable, il est de toute nécessité qu'il ait été prévu par un texte, et qu'il ait été sanctionné par une peine édictée de façon expresse; — Attendu que ces deux conditions se trouvent réunies dans les faits reprochés aux prévenus; — Attendu en effet

que contrevenir à une disposition légale, c'est aller à l'encontre de l'objet de cette disposition, s'opposer à son exécution ; — Que l'art. 3 de la loi du 21 mars 1883, complété par l'art. 4 de la loi du 28 juillet 1886, dispose que les agents des syndicats de défense contre le phylloxéra sont investis du pouvoir de pénétrer dans les propriétés où une inspection est nécessaire à l'effet d'y faire toute recherche et travaux d'investigations jugés nécessaires ; — Que quiconque s'oppose à l'exercice de ce pouvoir contrevient donc à la disposition de la loi de 1883 qu'il a déterminé ; — Attendu que les contrevenants aux dispositions de la loi de 1883 sont déclarés par son art. 11 passibles des peines éditées par les art. 12, 13, 14, 15 des lois des 15 juillet 1878 et 2 août 1879 ; que le fait de s'opposer à l'exercice par les agents des syndicats du pouvoir établi en leur faveur par la loi constitue donc bien une infraction pour la répression de laquelle des peines ont été édictées; — Attendu que les faits reconnus, établis à la charge des prévenus avaient pour but et ont eu pour effet de mettre obstacle à l'accomplissement par les experts du syndicat des vignobles du département d'Oran de la mission dont ils étaient légalement investis, en s'opposant à l'exercice par les dits experts du pouvoir qui leur a été conféré par les dispositions de l'art. 3 de la loi du 21 mars 1883 ; qu'ils sont donc constitutifs de l'infraction prévue par l'art. 11 de la même loi et dont la répression est déterminée par les art. 12 et 15 des lois des 15 juillet 1878 et 2 août 1879 ; — Attendu que déclarer l'existence d'un droit c'est imposer nécessairement l'obligation d'en respecter l'exercice à tous ceux à l'encontre desquels ce droit est appelé à être exercé ; — Que dire que ceux qui contreviendront à la disposition légale qui a établi le droit seront passibles d'une peine déterminée, c'est donc ériger en infraction tout obstacle mis à l'exercice de ce droit ;

Attendu en outre que les prévenus soutiennent que si l'on admet même que l'art. 3 de la loi de 1883 suffisait à ériger en fait délictueux les actes par eux commis dans le but d'empêcher les agents du service phylloxérique de pénétrer dans les vignes de Fauresse, deux articles de la loi du 15 juillet 1878 à laquelle renvoie l'art. 11 de la loi de 1883, les art. 12 et 13, parlent de contraventions aux dispositions qui précèdent ; qu'on ne peut dire quelle pénalité est applicable, si c'est celle de l'art. 12 qui prévoit une pénalité de 50 à 500 fr. ou celle de l'art. 13 qui prévoit, outre cette pénalité, un emprisonnement de 1 à 15 mois ; — Attendu qu'il est incontestable que le seul article de la loi de 1878 qui puisse recevoir son application dans l'espèce est l'art. 12 qui a été appliqué par le jugement

déféré ; — Attendu en effet qu'il suffit pour s'en convaincre de lire le texte de l'art. 11 de la loi de 1883 et celui des art. 12 et 13 de la loi de 1878 ; — Attendu que la prévention reproche aux appelants d'avoir violé l'art. 3 de la loi du 21 mars 1883 qui confère aux délégués officiels du service phylloxérique le droit de pénétrer dans les vignes ; — Que l'art. 11 de cette loi dispose que les contrevenants aux dispositions qui précèdent sont passibles des peines édictées par les art. 12 et 13 de la loi du 15 juillet 1878 modifiée par celle du 2 août 1879 ; — Attendu que l'art. 12 de la loi de 1878 est conçu dans les mêmes termes que l'art. 11 de la loi de 1883 ; — Attendu que l'art. 13 de la loi de 1878 est ainsi conçu : « Ceux qui auront introduit l'un des objets énoncés aux art. 1er, 6 et 7, sans déclaration ou à l'aide d'une fausse déclaration de provenance, ou de route, ou de toute autre manœuvre frauduleuse, seront punis d'un emprisonnement de un mois à quinze mois et d'une amende de 50 à 500 fr. » ; — Attendu que l'art. 1er de la loi de 1878 interdit uniquement l'entrée de plants et sarments provenant de territoires phylloxérés, infraction d'une nature toute différente de celle reprochée aux prévenus ; — Attendu que les art. 6 et 7 de la même loi interdisent l'importation en France d'objets provenants des pays où aura été constatée l'existence de l'insecte dit doryphora, la détention et le transport de cet insecte ; — Attendu que l'art. 13 de la loi de 1878 prévoit donc des infractions spécialement déterminées et qui n'ont aucun rapport absolument avec celle qui fait l'objet de la prévention ; — Attendu que les juges ne sont donc pas, comme le soutiennent les prévenus, dans l'obligation d'opter entre deux articles édictant des pénalités différentes ; — Que l'art. 12 de la loi de 1878 peut seul être appliqué ; — Attendu par suite que c'est à bon droit que le premier juge a déclaré les prévenus coupables d'avoir contrevenu aux dispositions de l'art. 3 de la loi du 21 mars 1883, fait prévu par l'art. 11 de la loi et puni des peines indiquées à l'art. 12 de la loi du 2 août 1879 ; — Attendu en ce qui concerne l'application de la peine qu'il y a lieu d'adopter les motifs du premier juge ;

Attendu qu'il échet donc par ces seuls motifs et sans adopter les autres motifs du premier juge, de confirmer le jugement déféré ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme seulement ; — Le dit non fondé ; — En déboute les appelants ; — Confirme en conséquence le jugement déféré dans toutes ses dispositions ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet.

MM. WURTZ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Me VIVIANI, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. corr.)

16 novembre 1905

Expulsion, Algérie, gouverneur général, pouvoirs, étranger né en Algérie, majorité, domicile, qualité de français.

Les art. 7 de la loi du 3 décembre 1849 et 4 du décret du 23 août 1898 confèrent au gouverneur général de l'Algérie le pouvoir d'enjoindre à tout étranger résidant en Algérie de sortir immédiatement du territoire français. Ce pouvoir est absolu et s'applique à tous les étrangers (1).

---

(1) Cet arrêt pense établir le droit pour le gouverneur général de l'Algérie de prendre des arrêtés d'expulsion en visant l'art. 7 de la loi du 3 décembre 1849 et l'art. 3 (et non 4) du décret du 23 août 1898, — de celui sans doute des quatre décrets de la même date qui détermine les attributions du gouverneur et qu'on appelle souvent, inexactement, le décret sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie. — L'art. 3 de ce décret, *in fine*, dispose en effet : « Il (le gouverneur général) exerce à l'égard des étrangers et des indigènes musulmans, les pouvoirs de haute police prévus par la loi du 3 décembre 1849 ou par la législation spéciale de l'Algérie. » Cette disposition, remarquons-le d'abord, est peu clairement rédigée : elle dit vaguement « les pouvoirs », sans indiquer à qui ils sont normalement attribués.

Pour admettre avec l'arrêt rapporté que ce texte autorise le gouverneur général à prendre des arrêtés d'expulsion contre les étrangers, il faut faire le raisonnement suivant : — Le décret du 23 août 1898, en visant dans les termes où il le fait, la loi du 3 décembre 1849, la rend applicable en Algérie, mais avec cette modification que le gouverneur exerce les pouvoirs dévolus au ministre de l'intérieur. — On nous permettra de le considérer comme hypothétique (Voy. notre note, sous Alger, 3 décembre 1903, *Rev. Alg.* 1906. 2. 7, et les renvois).

Ce raisonnement, fût-il exact, laisserait encore non résolues deux questions importantes :

1° Que penser des arrêtés d'expulsion pris par le gouverneur avant le décret du 23 août 1898 ? — Il est impossible d'admettre que ce décret les ait rétroactivement validés ; il convient de les tenir pour nuls et les tribunaux doivent leur refuser toute sanction.

2° Le pouvoir attribué par le décret du gouverneur est-il exclusif du pouvoir attribué par la loi aux préfets des départements-frontières (ce qui est le cas des trois départements algériens) ? — Nous ne le pensons

L'individu, né en France d'un étranger qui n'y est pas né lui-même, qui durant sa minorité a été l'objet d'un arrêté d'expulsion, ne peut avoir sur le territoire français ni domicile, ni résidence au sens légal du mot. Il ne devient pas français à sa majorité et demeure sous le coup de l'arrêté d'expulsion (1).

(Min. pub. c. Noto Assi)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 8, § 4, c. civ., tout individu né en France d'un étranger qui n'y est pas né lui-même n'est français que s'il est domicilié en France lors de

---

pas. Rien ne permet de croire que le gouverneur cumule, en la matière, les pouvoirs préfectoraux et les pouvoirs ministériels.

Mais si les préfets algériens ont, comme leurs collègues des départements-frontières de la métropole, le droit d'expulsion, on en vient à se demander à quoi aurait servi d'attribuer au gouverneur un pouvoir que d'autres agents ont déjà qualité pour exercer. C'est ce qui fait que nous avons plus que des doutes sur l'exactitude du raisonnement que présuppose notre arrêt.

(1) L'étranger investi par la loi du droit éventuel d'acquérir ou de réclamer la qualité de français (art. 8, al. 1-4°, art. 9 et 10, c. civ.) — et plus particulièrement l'enfant né en France de parents étrangers — peut-il, par un arrêté d'expulsion, être empêché de réaliser la condition de domicile dont dépend, pour lui, l'attribution définitive de la qualité de français ?

Sur cette question, la jurisprudence est remarquablement divisée. La chambre civile de la cour de cassation, suivie par bon nombre de cours d'appel, a toujours répondu par la négative : il n'appartient pas à une mesure de police de détruire un droit établi par la loi (civ. rej. 27 octobre 1891, Sir. 1891. 1. 539 ; Lyon, 10 novembre 1890, Sir. 1892. 2.268 ; Aix, 25 avril 1895, Sir. 1896. 2. 296 ; Amiens, 19 mars 1896, Sir. 1896. 2. 296 ; Alger, 27 mai 1899, *Rev. Alg.* 1899. 2. 533). La chambre criminelle s'était prononcée pour l'affirmative (crim. cass. — int. de la loi — 19 décembre 1891, Sir. 1892. 1. 107 ; crim. rej. 22 décembre 1894. Sir. 1895. 1. 155 ; crim. cass. 31 janvier 1896, *Rev. Alg.* 1897. 2. 177). Mais, grâce à la résistance d'une cour de renvoi, les chambres réunies furent appelées à se prononcer, et, après un remarquable rapport de M. le conseiller Durand, conformément aux conclusions de M. le procureur général Manau, elles se rallièrent à la jurisprudence de la chambre civile (ch. réun. rej., 9 décembre 1896, *Rev. Alg.* 1897. 2. 177 ; — *adde* civ. rej.

sa majorité et si, dans l'année qui la suit, il ne réclame pas, aux formes dudit article, sa qualité d'étranger ; — Qu'il résulte de cette disposition légale, qu'il reste étranger jusqu'à l'accomplissement des conditions qu'elle prévoit ; — Attendu que les art. 7 de la loi du 3 décembre 1849 et 4 du décret du 23 août 1898 confèrent au gouverneur général de l'Algérie le pouvoir d'enjoindre à tout étranger résidant en Algérie de sortir immédiatement du territoire français ; — Que ce pouvoir est absolu et s'applique à tous les étrangers ; — Attendu, en fait, que Noto Assi est né à Alger le 12 avril 1884, de parents étrangers ; — Qu'il a atteint sa majorité le 12 avril 1905 et que, dès avant cette époque, à la date du 17 mai 1904, c'est-à-dire pendant sa minorité, il a été frappé d'un arrêté d'expulsion qui lui a été notifié le 28 du même mois ; — Qu'au mépris de cet arrêté, il est rentré à Alger où il a été trouvé le 8 octobre 1905 ; qu'il a donc contrevenu à un arrêté d'expulsion légalement pris contre lui ;

Attendu que Noto Assi excipe vainement de sa vocation à la qualité de français ; — Qu'en effet à l'époque de sa majorité,

---

9 février 1904, Sir. 1905. 1. 393). On aurait pu croire que cette solennelle consultation mettrait fin au conflit ; mais la chambre criminelle ne s'est pas inclinée, ou tout au moins elle discute la portée de l'arrêt des chambres réunies et, par des distinctions d'une excessive subtilité, elle persiste presqu'intégralement dans sa jurisprudence primitive (crim. rej., 21 janvier 1898, *Rev. Alg.* 1898. 2. 322 ; crim. rej. 30 mars 1898, Sir. 1899. 1. 111 ; crim. cass. 22 juillet 1899, *Rev. Alg.* 1899. 2. 533 ; crim. cass. 2 avril 1903, *Bull.* n° 145 ; crim. rej. 17 juil. 1903, *Rev. Alg.* 1903. 2. 281). Et il semble, ainsi qu'en témoigne l'arrêt rapporté, que les juridictions pénales, plus convaincues des nécessités de la répression que de l'autorité de la loi, veulent la suivre (voy. aussi Aix, 27 janvier 1906, *Rev. de dr. inst. privé*, 1906, p. 525, — nous ne citons pas l'arrêt de la cour d'Alger du 14 décembre 1896, *Rev. Alg.* 1897. 2. 177, parfois cité en ce sens, parce que, rendu par défaut il a été retracté : Alger, 24 avril 1897). Elles y sont poussées par des circulaires qui nous paraissent aussi déplacées qu'erronées : n'a-t-on pas vu le ministre de la guerre, dans ses instructions du 20 octobre 1905 (*Rev. de dr. int. privé*, 1906, p. 417) se mettre formellement en contradiction avec l'art. 11 de la loi du 21 mars 1905? Et le ministre de la justice lui-même ne vient-il pas de déclarer *incontestable* ce que la plus respectable jurisprudence contredit ?

L'arrêt des chambres réunies méritait de fixer définitivement la jurisprudence. Reprenant et généralisant ses expressions, sa formule même, nous dirons : « Investi par la loi du droit de devenir français, l'individu né en France de parents étrangers est légalement apte, par cela même, à accomplir l'unique condition à laquelle la réalisation de cet événement

ni depuis, il ne pouvait avoir sur le territoire français ni domicile ni résidence, au sens légal du mot, puisque sa seule présence sur ce territoire constituait un délit; qu'ainsi il était inapte à accomplir les conditions auxquelles sa qualité éventuelle de français était subordonnée; — Attendu, d'autre part, qu'il n'y a lieu de donner acte au prévenu, ainsi qu'il le demande, de ce qu'il déclare faire soumission de fixer son domicile en territoire français; — Que la cour est sans qualité pour recevoir cette soumission, laquelle au surplus serait tardive et ne saurait avoir pour effet de rendre licite

---

est subordonné : il ne saurait en être empêché par une mesure de police ». Voy. la note très complète de M. Chervet, sous Aix, 27 janvier, 1906, *Rev. de dr. int. privé*, p. 525 ; Audinet, *Principes élém. de dr. int. privé*, n° 74, p. 58, et les renvois. Telle est bien aussi l'opinion de la majorité de la doctrine, encore que nous ayons à regretter la dissidence, due à des motifs plus politiques que juridiques, d'éminents auteurs, ainsi qu'on le constatera en se reportant à la note de M. Lainé, *Rev. Alg.*, 1899. 2. 533.

A considérer plus particulièrement la situation de l'individu né en France ou en Algérie de parents étrangers, nous nous bornerons à une simple observation qui nous paraît, dans l'immense majorité des cas, absolument décisive. — Le mineur, dans toutes les législations comme dans le c. civ. français, a son domicile chez ses père et mère ou tuteur (art. 108 c. civ.). Si donc, ainsi qu'il arrive le plus souvent, les parents ou le tuteur sont domiciliés en France ou en Algérie, le mineur — fût-il l'objet d'un arrêté d'expulsion — y a toujours son domicile légal ; et, à l'époque de sa majorité, la condition mise par l'art. 8, al. 1-4°, à l'acquisition de la qualité de français se trouve réalisée. Il sera plus que rare que le mineur expulsé acquière un domicile véritable à l'étranger : il faudrait supposer qu'il a été émancipé et qu'il s'est créé un établissement dans le pays où il s'est réfugié ou que ses parents ont avec lui quitté le sol français. Donc, alors même qu'en fait, de par l'arrêté d'un préfet, d'un gouverneur ou d'un ministre, il vagabondera en pays étrangers, il conservera presque toujours son domicile en France. Cela n'a rien qui doive surprendre : nul n'ignore qu'assez nombreuses sont les personnes qui ont leur domicile en un lieu où elles n'habitent pas, où même parfois elles sont dans l'impossibilité de se rendre, notamment les militaires, les détenus. En disant que l'expulsé « ne peut avoir sur le territoire français ni domicile ni résidence, au sens légal du mot, puisque sa seule présence sur ce territoire est un délit », les arrêts dont nous combattons la doctrine commettent une confusion difficilement explicable et absolument inexcusable entre deux choses bien différentes : séjour et domicile.

Il y a mieux. Par l'arrivée de la condition, ce fils d'étrangers est réputé rétroactivement français *de naissance*. Encore que cela ait été discuté, telle est l'opinion qui, à juste raison, l'emporte en doctrine et en juris-

la présence de Noto, à Alger, au moment où il a été constaté qu'elle était délictueuse ;

Attendu, en outre, que Noto Assi se trouve en état de récidive légale pour avoir été contradictoirement condamné par la cour d'Alger le 8 décembre 1904 à quatre mois d'emprisonnement pour contravention à un arrêté d'expulsion ; — Que cette condamnation, qui a d'ailleurs été subie, avait acquis l'autorité de la chose jugée antérieurement au fait qui a motivé la poursuite actuelle ; — Qu'il y a donc lieu de lui faire application de l'art. 58 c. pén., mitigé par l'art. 463 du même code à raison des circonstances atténuantes dont les premiers juges ont à bon droit reconnu l'existence dans la cause ;

Par ces motifs : — Confirme purement et simplement le jugement déféré pour sortir son plein et entier effet.

M. BERGÉ, *prés.* ; — Me ROGER, *av.*

---

prudence : Aubry et Rau, 5e édit., t. 1, p. 363, texte et note 11 ; Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, *Des personnes*, t. 1, n° 411 ; Weiss, *Tr.*, t. 1, p. 165 ; Audinet, *Principes*, n° 43, p. 31 ; civ. cass, 24 juillet 1899, *Rev. Alg.*, 1899. 2. 337. Si bien que l'arrêté d'expulsion pris contre lui tombe comme pris contre un français : s'il était rentré en France avant sa majorité, il ne pourrait plus être poursuivi une fois majeur. (Lyon, 10 nov. 1890, *jam. cit.* — Voy. cep. Paris, 6 février 1884, Sir. 1885. 2. 215 ; Alger, 2 décembre 1886. *Rev. Alg.*, 1886. 2. 449).

On voit ce qu'il faut penser de la récente circulaire où le procureur général près la cour d'Alger fait connaître, non pas seulement aux magistrats du ministère public placés sous son autorité, mais bien aussi aux présidents des juridictions correctionnelles, l'avis du garde des sceaux. Il y est dit qu'il est *incontestable* que l'enfant d'étrangers né en France et frappé d'expulsion durant sa minorité ne peut devenir français en vertu de l'art. 8 § 4 c. civ., alors même qu'il résiderait en France lors de sa majorité ! Nous estimons que c'est faire un regrettable abus des circulaires que de les employer à répandre de telles erreurs.

Emile LARCHER.

CONSEIL D'ÉTAT

6 juillet 1906

Patentes, Algérie, viande de boucherie, transport de commune à commune, cheval, voiture, assujettissement.

Est assujetti à la contribution des patentes, comme marchand forain avec voiture, l'individu qui transporte de commune à commune et vend, même pour le compte de son frère, de la viande de boucherie, en se servant, pour le transport, d'un cheval et d'une voiture appartenant à celui-ci (1).

(Gounelle)

ARRÊT

La deuxième sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Gounelle (Gaston), demeurant à Wattignies, commune des Attafs, département

(1) Cette solution est conforme au texte de l'art. 23 de la décision des délégations financières homologuée par le décret du 16 novembre 1902 ; mais elle est d'une fiscalité exagérée. La disposition de ce texte conduit à imposer une patente spéciale au garçon boucher, fût-il frère ou fils du patron, qui transporte et vend la viande appartenant à celui-ci, s'agit-il de deux communes limitrophes, très voisines, comme Alger et Saint-Eugène, ou Hussein-Dey et Maison-Carrée. Notons toutefois, *à contrario*, que le transport et la vente dans l'intérieur d'une même commune, fût-elle très étendue comme le sont certaines communes mixtes, ne donnerait point lieu à l'imposition d'une patente spéciale. — Sur ce point, nous croyons devoir remarquer la brièveté des motifs de notre arrêt : il se borne, sans plus ample démonstration, à affirmer que le demandeur a transporté de commune en commune de la viande de boucherie. Cette brièveté est un reproche que méritent souvent les arrêts de notre haut tribunal administratif.

Mais, à un autre point de vue, cet arrêt appelle une très importante observation. Il accepte, au moins implicitement, comme ayant force de loi une délibération des délégations financières homologuée par décret. C'est oublier que, de par la constitution, les lois de finances, — dont les lois créatrices d'impôts, — doivent être élaborées par la chambre des députés et par le sénat, en commençant par la chambre (loi du 24 février 1875, art. 8). Il ne peut donc pas appartenir aux multiples et bizarres

d'Alger, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 7 mai 1906, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 15 décembre 1905, par lequel le conseil de préfecture du département d'Alger a rejetté sa demande en décharge de la contribution des patentes à laquelle il a été imposé, pour l'année 1905, sur le rôle de la commune des Attafs en qualité de marchand forain ; — Ce faisant, attendu que le requérant n'est qu'un simple employé au service de son frère, boucher à Wattignies ; — Accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 7 mai 1906, et tendant au rejet de la requête comme non fondée ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières, en date du 6 juin 1902, homologuée par le décret du 16 novembre suivant ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 23 de la décision de l'assemblée plénière des délégations financières, en date du 6 juin 1902, homologuée par le décret du 16 novembre suivant, tout individu transportant des marchandises de commune en commune, lors même qu'il vend pour le compte de marchands ou de fabricants, est tenu d'avoir une patente personnelle, qui est, selon les cas, celle de marchand forain avec balle, avec bête de somme ou avec voiture, ou celle de colporteur en Algérie avec balle ou bête de somme ; — Considérant qu'il résulte de l'instruction que, pendant l'année 1905, le sieur Gounelle (Gaston) a transporté de commune en commune et vendu de la viande de boucherie pour le compte du sieur Gounelle (Albert), son frère ; qu'il s'est, pour ces transports, servi d'un cheval et d'une voiture appartenant à celui-ci ; que, dès lors, c'est avec raison qu'il a été imposé et maintenu, pour l'année 1905, sur le rôle de la commune des Attafs, en qualité de marchand forain avec voiture ;

---

délégations financières, fussent-elles groupées en séance plénière et obtinssent-elles l'approbation du conseil supérieur de gouvernement, de légiférer en pareille matière. Sur ce point, l'art. 10 de la loi du 19 décembre 1900 — loi votée, on le sait, à peu près sans étude préalable et sans la moindre discussion dans les chambres — méconnaît la constitution. Il appartenait donc au conseil d'État de faire respecter la constitution en refusant toute sanction à la délibération des délégations financières. Nous regrettons que son attention n'ait point été attirée sur ce côté exceptionnellement grave du problème qui lui était soumis.

Émile LARCHER.

Décide : — La requête susvisée du sieur Gounelle (Gaston) est rejetée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.*; MAZERAT, *rap.*; Robert LÉGER, *comm. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

8 novembre 1905

Octroi de mer, vins mutés, liqueurs, essences, parfums, exportation. circulation en Algérie, acquit-à-caution, manquant, double droit, contributions diverses.

Il résulte de l'art. 5 du décret du 27 juin 1887 et de l'art. 24 quater *du décret du 16 août 1894; que les vins mutés, ainsi que les liqueurs, essences et parfums, destinés à l'exportation, circulent en Algérie entre les lieux de production et leur point de sortie, moyennant l'engagement pris par l'expéditeur dans un acquit-à-caution de les représenter, dans le délai imparti, au bureau de douane désigné et de les y mettre sous la main du service ; que les titres de mouvement mentionnent notamment la nature des liquides et leur richesse alcoolique ; que les acquits ne sont déchargés et les quantités d'alcools portées au crédit de l'entrepôt de l'expéditeur qu'au vu des certificats délivrés par les agents des douanes et constatant la sortie de l'Algérie ; que ces prescriptions doivent être observées à peine de paiement du double droit au cas de non-apurement régulier des acquits-à-caution* (1).

Le soumissionnaire de l'acquit n'a donc pas rempli son obligation par le seul fait que les liquides sont arrivés à destination et mis sous la main du service dans le délai prescrit; il doit justifier, en outre, que ces liquides sont bien conformes à la description donnée dans le titre de mouvement. La décharge ne peut lui être accordée que pour les quantités

---

(1) Voy. les textes dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 766 et 994.

d'alcool qui sont réellement représentées et pour lesquelles il a obtenu le certificat de sortie du service des douanes. Sa responsabilité reste engagée pour les différences en moins qui ont été reconnues, et l'administration des contributions diverses est fondée à lui réclamer le double droit afférent à la quantité non représentée.

(Gouverneur général de l'Algérie c. Tarbouriech)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'art. 5 du décret du 27 juin 1887 ; — Vu également l'art. 24 *quater* du décret du 16 août 1894 ;

Attendu qu'il résulte des dispositions combinées de ces deux art. que les vins mutés, ainsi que les liqueurs, essences et parfums destinés à l'exportation circulent en Algérie entre les lieux de production et leur point de sortie, moyennant l'engagement pris par l'expéditeur dans un acquit-à-caution de les « représenter », dans le délai imparti, au bureau de douane désigné et de les y mettre sous la main du service ; que les titres de mouvement mentionnent notamment la nature des liquides et leur richesse alcoolique ; que les acquits ne sont déchargés et les quantités d'alcools portées au crédit de l'entrepôt de l'expéditeur qu'au vu des certificats délivrés par les agents des douanes et constatant la sortie de l'Algérie; que ces prescriptions doivent être observées à peine de paiement du double droit « au cas de non apurement régulier des acquits-à-caution » ; — Qu'il est donc inexact de prétendre, comme l'a fait le tribunal, que le soumissionnaire de l'acquit a rempli son obligation et se trouve affranchi de l'engagement qu'il a pris de payer le double droit au cas d'inexécution, par le seul fait que les liquides sont arrivés à destination et mis sous la main du service dans le délai prescrit ; qu'il doit justifier, en outre, que ces liquides sont bien conformes à la description qui en a été donnée dans le titre de mouvement, et que la décharge ne peut lui être accordée que pour les quantités d'alcool qui sont réellement représentées et pour lesquelles il a obtenu le certificat de sortie du service des douanes, sa responsabilité restant engagée pour les différences en moins qui ont été reconnues ;

Attendu, en fait, que le jugement constate que, sur les 23 hectolitres 95 litres 92 centilitres d'alcool que Tarbouriech avait reconnu être contenus dans les vins mutés pour l'expé-

dition desquels il avait souscrit un acquit sous la caution d'Akriche, le certificat délivré à la douane et qui n'a fait l'objet d'aucune contestation a relevé un manquant de 111 litres 8 centilitres ; que l'administration des contributions diverses était donc fondée à défaut de décharge, à réclamer le double droit afférent à cette quantité non représentée ; — Qu'en décidant le contraire, le jugement attaqué a violé les articles de loi sus-visés ;

Casse, et renvoie devant le tr. civ. d'Oran.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *pr. prés.* ; FAYE, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.* (c. conf.). — Me REGRAY, *av.*.

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

26 mai 1906

Actes sous seings privés, indigènes et européens, écriture dans les langues des contractants, formalité substantielle, nullité relative, exécution volontaire, renonciation.

Si l'art. 1er de l'arrêté du général commandant en chef le corps d'occupation du 9 juin 1831 dispose que « Toute convention quelconque sous seing privé, entre des européens et des indigènes, ne sera valable qu'autant qu'elle aura été écrite dans les langues des contractants, placées en regard l'une de l'autre », la nullité ainsi édictée n'est que relative : elle peut être couverte par une exécution volontaire ou une renonciation (1).

Est donc recevable à invoquer cette nullité celui qui s'est prévalu du contrat et en a demandé l'exécution sans réserves (2).

(1-2) I. Cet arrêt appelle une observation, disons même une protestation que nous ne manquerons pas de renouveler toutes les fois que les tribunaux persisteront à appliquer cet arrêté du général en chef du 9 juin 1831, sans s'apercevoir qu'il est depuis longtemps caduc.

La cour de cassation elle-même, dans l'arrêt ci-dessus reproduit, oublie que l'Algérie n'est française que depuis 1834. De 1830 à 1834, le régime était celui de l'occupation. Cette situation conférait, sans doute, au général commandant l'armée française les pouvoirs nécessaires pour

(Cie *La France* c. Teffahi).

ARRÊT

LA COUR, ap. délib. en ch. du cons., — Sur l'unique moyen du pourvoi : — Vu l'art. 1er de l'arrêté du commandant en

---

assurer la tranquillité et la justice dans les territoires occupés : d'où le droit pour lui de prendre des arrêtés. Mais ceux-ci, valables pendant la durée de l'occupation, ont perdu toute autorité quand s'opéra l'annexion : à ce moment, en effet, ce sont les lois françaises qui se sont appliquées dans nos possessions de l'Afrique du Nord. Depuis 1834, les arrêtés du général en chef sont absolument sans valeur (Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. I, n° 106, p. 136 ; t. II, n° 998, p. 558).

C'est une vérité que la jurisprudence n'a même pas entrevue, puisqu'elle n'a jamais hésité à appliquer l'arrêté du 9 juin 1831. — Voy. notamment Alger, 1er et 16 février 1896, *Rev. Alg.* 1896. 2. 243 ; — 11 décembre 1901, *Rev. Alg.* 1903. 2. 303, qui qualifie cet arrêté « ordonnance » ; — 6 décembre 1904, *Rev. Alg.* 1905. 2. 153, qui donne de l'arrêté cette bizarre explication : « L'arrêté du 9 juin 1831 n'a fait qu'appliquer à la situation particulière créée en Algérie par l'ignorance des langues les principes généraux du droit qui subordonnent la validité de convention à celle du consentement donné sans erreur et non surpris par dol, » ce qui dénote une surprenante confusion entre l'acte juridique — *le contrat* — et l'acte instrumentaire — *le titre*. C'est de celui-ci seul qu'il s'agit.

II. Sous le bénéfice de cette observation essentielle, nous nous hâtons de dire que, si l'arrêté du 9 juin 1831 était encore en vigueur, nous ne pourrions qu'approuver l'importante réserve que la cour d'Alger a déjà maintes fois formulée et que la cour de cassation vient de confirmer. Il serait évidemment exagéré d'annuler le sous seings privés qui ne satisfait pas à l'exigence de l'arrêté, s'il résulte des faits de la cause que la bonne foi du contractant dont la langue n'a pas été employée n'a pu être surprise. La nullité ne peut donc plus être demandée s'il est établie que les parties ont eu une connaissance exacte des clauses du contrat et ont compris la teneur et la portée de l'acte (voy. Alger, 3 mai 1859, *Jurispr. Alg.* 1859. 24 ; — 3 mars 1864, *Jurispr. Alg.* 1864. 10 ; — trib. de Constantine, 22 novembre 1875, *Jurispr. Alg.* 1875. 48 ; Alger, 12 mai 1890, *Rev. Alg.* 1890. 2. 426 ; — trib. de Guelma, 25 mars 1897, *Rev. Alg.* 1897. 2. 370 ; — Alger, 11 décembre 1901, *Rev. Alg.* 1903. 2. 303), ou si la partie qui pouvait se prévaloir de cette nullité a demandé l'exécution de l'acte ou l'a elle-même exécuté (voy. Alger, 12 août 1851, *Jurispr. Alg.* 1851. 46 ; — 8 juillet 1863, *Jurispr. Alg.* 1863. 23 ; — 2 janvier 1883, *Bull. jud. de l'Alg.* 1883. 1 ; — 16 février 1896, *Rev. Alg.* 1896. 2. 243 ; — trib. de Bougie, 24 novembre 1898, *Rev. Alg.* 1899. 2. 527) : ce qui était précisément le cas dans l'espèce soumise à la cour de cassation.

E. L.

chef le corps d'occupation du 9 juin 1831, ainsi conçu : « toute convention quelconque sous seing privé, entre des européens et des indigènes, ne sera valable qu'autant qu'elle aura été écrite dans les langues des contractants, placées en regard l'une de l'autre » ; — Attendu que Teffahi ayant actionné la Cie *La France*, en paiement d'une somme de 12.000 fr. représentant le capital d'une assurance contre l'incendie, qu'il avait contractée, suivant police n° 1938, en date du 15 septembre 1901, la dite Cie lui a opposé la déchéance prévue par l'art. 1984 de cette police, pour défaut de paiement préalable de la prime ; et que Teffahi a combattu cette exception en invoquant l'art. 1er de l'arrêté du commandant en chef du corps d'occupation d'Alger, du 9 juin 1831, qui frappe de nullité les actes sous seings privés, entre européens et indigènes, non traduits dans les deux langues ; — Mais attendu que la nullité édictée par cet arrêté n'est que relative et qu'elle peut être couverte, ou par une exécution volontaire, ou par une renonciation ; — Attendu que, dans son ajournement, Teffahi s'est formellement prévalu de la police en litige et qu'il en a demandé l'exécution sans réserves ; qu'il était, dès lors, non recevable à l'arguer de nullité dans le débat sur le fond ; — Qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a violé le texte de loi sus visé ;

Casse, et renvoie devant la cour d'Aix.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *pr. prés.* ; DELCURROU, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.* (concl. conf.). — Mes SABATIER et BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 juillet 1906

Tribunaux répressifs indigènes, relégabilité, appel du prévenu, tribunal correctionnel, incompétence, cour d'appel, relégation, nullité.

Le tribunal correctionnel, saisi par l'appel d'un prévenu contre un jugement d'un tribunal répressif indigène, ne peut, en déclarant la juridiction des tribunaux répressifs indigènes incompétente à raison de l'état de relégabilité du prévenu et en exposant ainsi celui-ci à l'application de la

peine perpétuelle de la relégation, aggraver le sort du prévenu sur son seul appel (1);

Ne peut être légalement traduit devant la juridiction correctionnelle l'indigène qui, déféré d'abord à la juridiction répressive indigène, n'a été qu'irrégulièrement soustrait à celle-ci (2).

(Bouaran Rabah ben Ali c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Vu la connexité joint les pourvois formés par Bouaran Rabah ben Ali contre : 1° le jugement du tribunal correctionnel de Bougie du 18 novembre 1905 qui a infirmé pour cause d'incompétence le jugement rendu le 27 octobre 1905 par le tribunal répressif indigène de Djidjelli qui l'a condamné à deux années d'emprisonnement pour vol ; 2° l'arrêt de la cour d'appel d'Alger qui l'a condamné à huit mois d'emprisonnement et à la relégation pour vol, et statuant par unseul arrêt ;

(1-2) Voici une nouvelle complication due à la fois au défectueux fonctionnement des tribunaux répressifs indigènes et à la jurisprudence qui s'est formée au sujet de la loi du 31 mars 1904.

On sait que depuis cette loi, — et même avant, — par une interprétation au moins hypothétique d'une volonté que le législateur n'a point exprimée, il est admis que, quand un indigène a déjà encouru le nombre de condamnations de la qualité voulue pour que son nouveau délit puisse entraîner la relégation, cet indigène doit être déféré, non pas au tribunal répressif indigène comme paraissent l'exiger les termes généraux et absolus de l'art. 1er du décret du 9 août 1903, mais au tribunal correctionnel. Voy. notamment crim. rej., 29 juillet 1904, et notre note, *Rev. Alg.* 1905, 2. 223.

Dans l'espèce, telle était bien la situation du prévenu. Mais aussi tel est le recrutement des officiers du ministère public près les tribunaux répressifs indigènes, tels sont la composition et le fonctionnement de ces tribunaux, que celui qui fut saisi de l'affaire ne songea pas à vérifier sa compétence, ni à constater les conséquences des condamnations antérieures du prévenu : il se borna à prononcer contre le récidiviste une peine sévère d'emprisonnement. Appel du condamné. C'est alors que le tribunal correctionnel, statuant comme juridiction d'appel, s'aperçoit de la « relégabilité » du prévenu, et se déclare — il semble que c'est d'office : tout au moins ce n'est pas sur les conclusions de l'appelant — incompétent.

La cour de cassation remarque qu'il n'est pas possible que l'appel du prévenu — en l'absence d'appel *à minima* du ministère public — ait

En ce qui concerne le pourvoi formé contre le jugement du tribunal correctionnel de Bougie du 18 novembre 1905 : — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 202 c. i. cr. : — Vu le dit article et l'avis du conseil d'État du 12 novembre 1806; — Attendu que Bouaran Rabah ben Ali a été condamné pour vol par jugement du tribunal répressif indigène de Djidjelli, en date du 27 octobre 1905 à deux années d'emprisonnement; qu'il a seul interjeté appel de cette décision ; que le tribunal correctionnel de Bougie a infirmé le jugement qui lui était déféré par le motif que Bouaran Rabah ben Ali étant passible de la relégation, la juridiction des tribunaux répressifs indigènes était incompétente pour statuer; qu'il a, en conséquence, renvoyé le ministère public à se pourvoir ainsi qu'il aviserait ; — Attendu que le tribunal correctionnel de Bougie n'avait été saisi que par l'appel du prévenu ; qu'il n'a pu dès lors, en déclarant la juridiction des tribunaux répressifs indigènes incompétente à raison de l'état de relégabilité du prévenu et en exposant ainsi Bouaran Rabah ben Ali à l'application des pénalités édictées par la loi du 27 mai 1885, aggraver le sort de ce prévenu sur son seul appel, sans contrevenir à l'avis du conseil d'État du 12 novembre 1806, lequel a force

---

pour résultat d'aggraver son cas et lui fasse encourir une peine perpétuelle, que la juridiction de 1re instance n'avait pas prononcée, et d'ailleurs ne pouvait pas prononcer. Par analogie avec ce qui se passe quand, le prévenu seul ayant fait appel, la chambre correctionnelle de la cour découvre que le fait est un crime, le tribunal correctionnel, juge d'appel, ne pouvait pas se déclarer incompétent. D'où cassation du jugement du tribunal correctionnel.

Mais, à la suite du jugement d'incompétence, le ministère public avait déféré cet indigène au tribunal correctionnel, statuant cette fois comme juridiction correctionnelle ordinaire du 1er degré. Celui-ci, puis la cour d'appel prononcèrent une peine de plus de trois mois d'emprisonnement et la *relégation*. Sans doute, si la juridiction correctionnelle ordinaire avait été directement saisie, elle eût, d'après la jurisprudence, été compétente ; l'arrêt de la cour eût été inattaquable. Mais elle n'avait été saisie qu'en suite d'une décision d'incompétence, elle-même annulée. Aussi, par voie de conséquence, la cour de cassation annule l'arrêt de la cour d'Alger.

Et ainsi l'indigène passera devant un autre tribunal correctionnel, pris comme juridiction d'appel des tribunaux répressifs. Malgré sa relégabilité, l'indigène ne sera pas relégué. Il serait intéressant de savoir combien de temps, grâce à tant de nullités, la procédure aura duré. Sécurité, rapidité : on aura mis bien des mois à juger un voleur, et celui-ci ne subira pas la peine d'élimination qu'il mérite. Bienfaits de l'institution des tribunaux répressifs indigènes ! E. L.

de loi ; — Qu'il y a lieu en conséquence, de faire droit au pourvoi formé contre le jugement susvisé ;

En ce qui concerne le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'appel d'Alger du 17 mai 1906 : — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 1er du décret du 9 août 1903 : — Vu le dit article ; — Attendu que de ce qui a été dit ci-dessus, il résulte que Bouaran Rabah ben Ali n'a pu être légalement traduit devant la juridiction correctionnelle, à raison du même fait qui avait déjà donné lieu aux poursuites dirigées devant le tribunal répressif indigène de Djidjelli ; qu'il n'eût pu être ainsi procédé que si la déclaration d'incompétence du tribunal correctionnel de Bougie, statuant comme juridiction d'appel du jugement du tribunal répressif indigène de Djidjelli était régulièrement intervenue à raison de l'état de relégabilité du prévenu ; qu'à cette condition seulement Bouaran Rabah ben Ali fût devenu justiciable de la juridiction correctionnelle ; mais qu'à défaut d'appel du ministère public l'état de relégabilité du prévenu qui n'avait point été relevé par les premiers juges ne pouvait servir de base à une déclaration d'incompétence ; — D'où il suit que la juridiction des tribunaux répressifs indigènes est demeurée seule compétente, aux termes de l'art. 1er du décret du 9 août 1903 pour connaître d'un délit commis par un indigène musulman non naturalisé et qu'en statuant à l'égard de ce prévenu la cour d'appel d'Alger a violé l'article visé au moyen ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Bougie du 18 novembre 1905 qui a déclaré la juridiction des tribunaux répressifs indigènes incompétente à l'égard de Bouaran Rabah ben Ali et pour être statué, à nouveau, conformément à la loi, sur l'appel interjeté par le prévenu du jugement du tribunal répressif indigène de Djidjelli du 27 octobre 1905, renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal correctionnel de Constantine à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil ; — Casse et annule l'arrêt de la cour d'appel d'Alger du 17 mai 1906 qui a condamné Bouaran Rabah ben Ali à la peine de huit mois d'emprisonnement et à la relégation ; — Et attendu que la juridiction correctionnelle n'a point été légalement saisie et qu'elle est incompétente, en l'état, pour statuer à l'égard de Bouaran Rabah ben Ali ; — Dit n'y avoir lieu à renvoi.

MM. BARD, *prés.* ; BOULLOCHE, *rapp.* ; LOMBARD, *av. gén.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

10 mai 1904

Mariage, italiens, régime matrimonial, absence de contrat, séparation de biens, immutabilité des conventions matrimoniales, changement de domicile, société de fait.

En Italie, sous l'empire du code Albertin, le régime des époux mariés sans contrat était la séparation de biens ; ce code posait également le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. Il s'ensuit que des époux italiens, mariés en Italie à l'époque où ce code était en vigueur, l'ont été sous le régime de la séparation de biens, sans que, par la suite, le transfert de leur domicile en France ait pu modifier leur régime (1).

Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales s'oppose également à ce que les tribunaux puissent reconnaître, dans l'association conjugale proprement dite, l'existence d'une société de fait qui aurait pour premier résultat de modifier les effets des conventions matrimoniales.

---

(1) Quelle loi doit, au cas où il n'a pas été fait de contrat, déterminer le régime matrimonial ? A en croire quelques jurisconsultes italiens, ce serait la loi nationale des époux ; et, comme en se mariant la femme prend généralement la nationalité du mari, ce serait la loi de celui-ci. Mais les auteurs français évitent de poser une règle absolue et générale : fidèles au principe de l'autonomie des volontés, ils estiment que ce régime est déterminé par la loi que les époux ont voulu adopter, les tribunaux ayant grande latitude et pouvoir souverain pour déterminer, suivant les circonstances, l'intention probable des parties. La variété des circonstances explique la diversité des arrêts qui se prononcent tantôt pour la loi nationale commune, tantôt pour la loi du domicile matrimonial, tantôt pour la loi nationale du mari. En l'espèce soumise à la cour d'Alger, toutes les circonstances concordaient pour faire régler la question suivant la loi italienne.

De l'avis unanime, encore que pour des raisons diverses, le changement de nationalité, et, à plus forte raison le changement de domicile ne sauraient modifier les conventions matrimoniales.

E. L.

(Calcagni (veuve) c. époux Albisetti)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel, régulier en la forme, est recevable ;

En fait : — Attendu qu'il est constant et reconnu par les parties que Antonio Calcagni, né en 1831, à Binochro (Italie), était italien d'origine et a conservé cette nationalité jusqu'à son décès ; — Qu'il s'est marié le 5 novembre 1854, à Besano (Italie), avec Thérèse Volpi, italienne, et que de cette union est née Rose Calcagni, devenue plus tard épouse Albisetti ; — Que Calcagni, laissant sa femme et sa fille à Besano, est venu en Algérie et a parcouru la province d'Oran en travaillant de son métier de maçon ; — Qu'après le décès de sa première femme, il a épousé en deuxièmes noces, le 2 janvier 1862, à Besano, sans contrat de mariage, Cécile Bottinelli, d'origine italienne également, aux soins de laquelle il a confié l'enfant du premier lit ; — Attendu qu'après avoir soutenu en première instance que Calcagni avait immédiatement quitté sa femme pour revenir en Algérie et habiter successivement Biskra, Tuggurt et Constantine, la veuve Calcagni prétend, devant la cour, que son mari l'a conduite à Marseille après la célébration du mariage ; — Que les époux Albisetti continuent, au contraire, à soutenir, en appel comme en première instance, que Calcagni, six mois après son mariage, est venu seul à Marseille ; que quelque temps après il y a appelé sa femme, qui y a mis au monde, le 19 août 1864, un enfant, Pierre-Jean, qui y est mort le 16 février 1866 ; que Calcagni est alors retourné en Algérie où il a travaillé plusieurs années dans diverses localités de la province de Constantine ; — Qu'il est également constant qu'il revenait régulièrement passer un certain temps auprès de sa femme ; qu'ainsi il se trouvait à Besano à la fin de l'année 1865, puisque sa femme est accouchée d'une fille le 15 septembre 1866 ; qu'il y était de nouveau au milieu de l'année 1868, puisque le 6 juillet, se disant domicilié à Besano, il y achetait une parcelle de terre du fonds Cagno et que le 13 mars 1869, sa femme donnait naissance à une seconde fille ; que la naissance d'une troisième fille le 4 juillet 1871 indique qu'il avait passé une partie de la fin de l'année 1870 au domicile conjugal ; — Attendu que ce domicile était situé dans une maison que Calcagni avait bâtie lui-même sur le terrain acheté en 1868 ; — Attendu que Calcagni paraît s'être fixé en Algérie dans le courant de l'année 1871 ; que toutefois il n'y a fait venir sa femme qu'en

1874 ; que c'est en 1877 seulement qu'il a vendu la maison de Besano ;

En droit : — Sur le régime matrimonial des époux : — Attendu que les faits et circonstances de la cause tels qu'ils viennent d'être exposés rendent inutile l'examen de la théorie du statut qui détermine le régime matrimonial des époux mariés sans contrat ; que de ces faits et circonstances il résulte, en effet, que les époux Calcagni ont été mariés sous le régime du droit commun italien, qui se trouve déterminé dans tous les cas, et soit que l'on s'attache au statut personnel, soit que l'on considère le lieu de la célébration du mariage ou le domicile du mari, soit enfin que l'on recherche quel a été le domicile matrimonial dans la commune intention des parties ; — Attendu que, dans le premier cas, on se trouve en présence de deux italiens ; que, dans le second cas, le mariage a été célébré en Italie ; que, dans le troisième, la commune intention ne paraît pas douteuse ; — Attendu, en effet, que si les époux Calcagni se sont mariés antérieurement à la promulgation du code civil italien (1866), si, par conséquent, ils n'ont pas été atteints par la défense contenue dans son art. 1381, d'adopter le régime d'une loi étrangère et si enfin ils avaient la faculté de choisir celui de la communauté légale française, il reste à démontrer qu'ils ont usé de cette faculté ; — Attendu qu'il convient tout d'abord de remarquer que, de même que deux époux français se mariant en France sans contrat, sont présumés, jusqu'à une preuve contraire formelle, avoir voulu se marier et être mariés sous le régime légal français, il faut présumer de même que deux italiens mariés en Italie ont voulu s'unir et se trouver unis sous le régime légal en vigueur dans le lieu et dans le temps de leur mariage ; — Attendu que cette présomption qui pourrait disparaître, si Calcagni avait été déjà domicilié à Marseille, s'il ne l'avait quitté que pour son mariage et s'il y était revenu immédiatement après s'y fixer avec sa femme, est au contraire confirmée par les faits plus haut énumérés ; — Qu'il a été dit, en effet, qu'avant son second mariage, Calcagni vivait en Algérie où, d'ailleurs, il n'avait pas encore demeuré ; qu'il n'y a fait venir sa femme qu'au bout de quelques mois et n'y est resté avec elle que un ou deux ans ; qu'il est allé voyager dans une autre partie de l'Algérie, revenant régulièrement dans son pays d'origine où il a acheté un terrain et bâti une maison ; que c'est seulement au bout de dix ans, de mariage qu'il a appelé sa femme à Saïda ; qu'enfin, c'est trois ans après l'arrivée de celle-ci qu'il a renoncé définitivement à son domicile de Besano en vendant la maison construite par lui ; —

Qu'il faut donc reconnaître que les époux Calcagni, au moment de leur mariage, n'avaient pas l'intention de se fixer en France ; qu'ils ont conservé leur domicile en Italie jusqu'au moment où ils ont quitté Besano sans esprit de retour et que, par suite, ils se sont mariés sous le régime matrimonial du droit commun italien ; — Attendu qu'il est constant qu'en 1862, la loi en vigueur à Besano était le code Albertin et que le régime légal des époux mariés sans contrat était la séparation de biens ; — Attendu qu'il est également constant que ledit code posait, comme la loi française dans l'art. 1395 c. civ., le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales ; — Que les époux Calcagni sont donc restés mariés sous le régime de la séparation de biens sans que leur changement de domicile ait pu le modifier ; que les déclarations qu'ils ont pu faire dans les actes énoncés aux conclusions restent donc sans intérêt ;

Sur l'existence d'une société de fait : — Attendu que le même principe de l'immutabilité du régime matrimonial s'oppose à ce que les tribunaux puissent reconnaître l'existence d'une société de fait qui aurait pour premier résultat de modifier les effets des conventions matrimoniales ; — Que l'existence d'une société de cette nature a pu être admise quand, en dehors de l'administration de leurs biens particuliers ou communs, les époux ont uni leurs intérêts dans une entreprise déterminée, mais qu'elle ne saurait être supposée dans l'association conjugale proprement dite, qui demeure régie par les règles du contrat de mariage adopté ou du régime légal ; — Que les engagements conjoints et solidaires que la dame Calcagni a pu prendre avec son mari n'ont pas davantage modifié ledit régime ; — Qu'elle ne peut les invoquer que pour obtenir, au cours de la liquidation, s'il y a lieu, récompense ou restitution des déboursés qu'elle aurait fait de ses deniers personnels ;

Sur l'offre de preuve : — Attendu qu'il n'y a pas lieu de l'accueillir ; — Qu'elle est inutile, en effet, pour les faits matériels que la cour a reconnus établis ; qu'elle est inadmissible pour les faits d'intention ; qu'elle est sans intérêt pour ceux relatifs à la participation de la veuve Calcagni à la construction des immeubles de Saïda puisqu'elle pourra agir, au cours de la liquidation, comme donataire de son mari ; — Que ces droits qu'elle tient de la donation à elle faite par son mari ne sont pas contestés ;

Sur les dépens : — Vu l'art. 130 c. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Dit que les époux Calcagni, italiens, mariés en

Italie sans contrat, l'ont été sous le régime alors de droit commun en Italie, c'est-à-dire la séparation de biens ; — Dit qu'il n'a pas existé entre eux de société de fait ; — Dit que la veuve Calcagni n'a pas d'autres droits dans la liquidation que ceux qu'elle tient de la donation du 27 septembre 1880 ; — Rejette comme inutile et inadmissible la preuve par elle offerte ; — Confirme purement et simplement le jugement déféré ; — Rejette comme autant non recevables que mal fondées toutes autres demandes, fins et conclusions des parties ; — Condamne la veuve Calcagni à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. LALOÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (4e Ch.)

1er avril 1905

Appel, signification au parquet du procureur de la République au lieu du parquet du procureur général, nullité d'ordre public.

La remise de l'exploit d'appel au parquet du procureur de la République, alors qu'aux termes de l'art. 69 § 10 c. pr. civ. il eût dû être signifié au parquet du procureur général près la cour d'appel où la demande était portée, constitue une nullité radicale que rien ne saurait couvrir puisqu'elle est d'ordre public (1).

(Aupest et Cie c. Cairus)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Reçoit l'opposition de Aupest et Cie à l'arrêt de défaut-congé du 13 février 1904 ;

---

(1) Jurisprudence constante : Toulouse, 4 août 1881 (D. P. 1882. 2. 94) ; Lyon, 5 mai 1882 (D. P. 1883. 2. 88) ; Cass., 16 novembre 1885 (D. P. 1886. 1. 76) ; Paris, 13 janvier 1887 (D. P. 1887. 2. 188) ; Cass., 20 novembre 1889 (D. P. 1890. 1. 54) ; Alger, 12 mars 1901 (Robe, 1901, 202) ; Alger, 29 mai 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 455). Voir Dalloz, *J. G.*, v° Exploit, n°s 473 et suiv.

Sur l'irrecevabilité de l'appel : — Attendu que l'exploit d'appel signifié à la requête de Aupest et Cie à David Cairus a été remis au parquet du procureur de la République à Tunis, alors qu'aux termes de l'art. 69 § 10 c. pr. civ. il eût dû être signifié au parquet du procureur général près la cour d'appel d'Alger où la demande était portée; — Qu'il y a donc eu dans l'espèce une violation manifeste de la loi ; que cette violation constitue une nullité radicale que rien ne saurait couvrir puisqu'elle est d'ordre public ; — Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de déclarer nul l'appel signifié par Aupest et Cie et de maintenir l'arrêt de défaut-congé du 13 février 1904 ;

Par ces motifs : — Dit non fondée l'opposition d'Aupest et Cie ; — Déclare nul leur appel ; — Maintient en conséquence l'arrêt de défaut-congé du 13 février 1904; — Dit que le jugement entrepris sortira son plein et entier effet ; — Condamne Aupest et Cie en tous les dépens.

MM. WURTZ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Mes MOSCA et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e ch.)

27 mai 1905

Connaissement, pluralité d'exemplaires, force probante, marchandises en souffrance, exemplaire du connaissement retenu par le capitaine, destinataire, paiement dû, dommages-intérêts, défense en justice, bonne foi.

Chaque exemplaire du connaissement doit mentionner le nombre des exemplaires qui ont été faits ; cette mention fait foi jusqu'à preuve contraire entre tous les intéressés au chargement (1).

---

(1) D'après l'opinion généralement admise, chaque exemplaire du connaissement doit énoncer le nombre des exemplaires qui ont été rédigés, quand le connaissement est invoqué comme moyen de preuve du contrat d'affrêtement; mais la force probante du connaissement n'est pas subordonnée à cette condition, quand il est invoqué comme moyen de preuve du chargement. En tout cas, l'arrêt ci-dessus rapporté a tort d'affirmer d'une façon absolue que l'art. 5 de la loi du 30 mars 1872 impose aux

Le destinataire n'est pas en droit de refuser le paiement des marchandises qui lui ont été expédiées et se trouvant en souffrance au lieu d'arrivée, en alléguant que l'un des exemplaires du connaissement ne lui est pas remis, alors que cet exemplaire est celui qui est destiné à servir de titre au capitaine pour exiger le paiement du fret.

Lorsque la résistance du débiteur à payer la somme d'argent qui lui est réclamée n'a été inspirée ni par la mauvaise foi ni par le dol, le créancier est suffisamment indemnisé du préjudice que lui a causé cette résistance par l'attribution des intérêts de droit de sa créance (1).

(Bendit et Limburger c. Benkritty et Bernheim)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'orge expédiée par Benkritty et Bernheim aux appelants était payable au comptant contre chèque documentaire ; — Attendu que Bendit et Limburger soutiennent qu'ils étaient en droit de refuser le paiement de cette marchandise, si le chèque tiré sur eux n'était pas accompagné des quatre connaissements dont l'existence leur était révélée par les exemplaires qui leur étaient produits ; — Attendu que les intimés soutiennent, au contraire, que le connaissement ayant été fait à quatre exemplaires, ils ne pouvaient être tenus d'en remettre que trois aux appelants, le quatrième devant rester aux mains du capitaine ; — Attendu que l'art. 5 de la loi du 30 mars 1872 impose aux parties l'obligation de mentionner le nombre d'exemplaires de chaque connaissement ; — Attendu que Bendit et Limburger ne sauraient prétendre que, bien que le connaissement portât la mention qu'il avait été fait en quatre originaux, il pouvait en

---

parties l'obligation de mentionner le nombre d'exemplaires de chaque connaissement. La disposition de cet art. 5, d'ordre purement fiscal, ne se réfère nullement à la force probante du connaissement ; son unique sanction consiste en ce que, à défaut de la mention prescrite, il est perçu sur l'original du capitaine un droit de timbre triple du droit ordinaire.

(1) Voy. cass. civ. 22 déc. 1902. Sir. 1903. 1. 533, et la note. Cpr. Alger, 26 mars 1903. *Rev. Alg.*, 1904. 2. 98.

avoir été fait un plus grand nombre ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 283 c. com., le connaissement fait foi entre toutes les parties intéressées au chargement des énonciations qu'il contient ; — Attendu qu'il appartiendrait, dès lors, aux appelants de faire la preuve que ce connaissement avait été fait à plus de quatre exemplaires ; — Attendu qu'ils n'ont pas fait et n'offrent pas de faire cette preuve ; qu'il n'y a donc pas lieu, dès lors, de s'arrêter à cette allégation des appelants ; — Attendu qu'étant donné qu'il n'avait été créé que quatre connaissements, Bendit et Limburger ne pouvaient ignorer qu'aux termes de l'art. 282 c. com. l'un de ces connaissements était destiné au chargeur, le second au destinataire de la marchandise, le troisième à l'armateur et le quatrième au capitaine ; que ce dernier, aux termes de l'art. 226 c. com., était tenu de l'avoir à son bord et ne pouvait s'en dessaisir, puisqu'il devait lui servir de titre pour justifier l'exécution de son contrat de transporteur et exiger le paiement du fret ; — Attendu que les appelants ne pouvaient en conséquence, exiger la remise de ce quatrième connaissement ; — Attendu que leurs prétentions étaient d'autant moins fondées qu'ils avaient été prévenus, par leurs propres acheteurs, que la marchandise, objet du connaissement, était en souffrance à Bordeaux ; — Attendu que cela indiquait bien qu'aucune réclamation n'avait été élevée au sujet de cette marchandise et que, par suite, il ne pouvait exister d'autres connaissements que ceux produits et offerts par les intimés ; — Attendu que, dans ces conditions, il échet de confirmer le jugement entrepris en ce qu'il a condamné Bendit et Limburger à payer aux intimés la somme de 2.890 fr., montant des marchandises ayant fait objet du contrat intervenu entre les parties ; — Mais attendu que la résistance des appelants à payer la somme qui leur était réclamée n'a été inspirée ni par la mauvaise foi, ni par le dol ; que par suite les intimés sont suffisamment indemnisés du préjudice que leur a causé le retard des appelants par l'attribution qui leur a été faite des intérêts de droit de leur créance, c'est-à-dire des intérêts de cette créance à partir du jour du protêt ; qu'il échet, en conséquence, de décharger les appelants de la condamnation en 200 fr. de dommages-intérêts prononcée contre eux par les premiers juges ;

Par ces motifs, — Confirme le jugement dont est appel.

M. PATRIMONIO, *prés.* — Mes LEFEBVRE et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

5 juillet 1905

Propriété, Algérie, titres délivrés en vertu de la loi de 1873, purge résultant de la loi de 1897, effets, acte antérieur, ratification.

La personne au nom de laquelle a été délivré un titre de propriété, en exécution de la loi du 26 juillet 1873, et qui, avant la délivrance du titre, avait aliéné tout ou partie de la terre qui en faisait l'objet au profit d'un tiers, par acte notarié, n'en doit pas moins être considérée comme seule et unique propriétaire de la dite terre, si ce tiers ne l'a pas actionnée en reconnaissance de ses droits dans les conditions déterminées par l'art. 11 de la loi du 16 février 1897 (1).

Mais cette personne peut renoncer au bénéfice de la purge des droits des tiers qui résulte à son profit de l'art. 15 de la dite loi, en ratifiant, postérieurement à la délivrance du titre, l'acte passé au profit d'un tiers, dans les conditions de l'art. 1338 du code civil. La ratification se produit dès lors que cette personne, maîtresse de ses droits, a exécuté volontairement et en connaissance de cause l'acte passé au profit du tiers, avec l'intention de réparer le vice qui l'entachait (2).

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1905. 2. 109 et la jurisprudence citée en note.

(2) La question se pose de la manière suivante :

Antérieurement à l'application de la loi de 1873, un indigène vend sa propriété par acte notarié. La loi de 1873 reçoit ensuite son exécution dans le douar. Par suite d'une circonstance quelconque, la vente et l'acquéreur restent ignorés du commissaire-enquêteur, et le titre de propriété est délivré au profit du vendeur. Survient la loi du 16 février 1897. L'acquéreur porteur de l'acte notarié n'actionne pas, dans les six mois de la promulgation de la loi, son vendeur en reconnaissance de ses droits. Aux termes de l'art. 15 de la loi de 1897, ces droits sont définitivement purgés. Mais la vente consentie à son profit ne peut-elle revivre par suite d'une confirmation ou ratification émanant du vendeur, dans les conditions déterminées par l'art. 1338 du code civil ?

Cette question revient à rechercher, conformément à une distinction unanimement adoptée, pour l'application de l'art. 1338, par la doctrine et la jurisprudence (V. Dalloz, *Suppl.*, v° Obligations, n^os^ 1829 et s.; Demolombe, t. 6, n° 730; etc., etc.), si la vente purgée par application de l'art. 15 de la loi de 1897 doit être considérée comme désormais inexistante ou seule-

(Sarsar Abdelkader c. Zeddam Habib)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Zeddam Habib Ould Morsli achetait par acte revu Me Blancharelle, notaire à Mascara, le 2 août 1889, enregistré et transcrit, à la dame Dehbi Khedidja la moitié indivise d'une parcelle de terre de dix hectares environ appelée « Remla » sise sur le territoire de la com-

---

ment comme entachée d'une nullité relative. Si elle est inexistante, une confirmation dans les termes de l'art. 1338 est impuissante à la faire revivre : on ne confirme pas le néant. Au cas où le vendeur voudrait décliner le bénéfice qui résulte pour lui de la purge, il faudrait qu'il consentît à l'acquéreur une nouvelle vente, formelle et expresse, laquelle ne saurait avoir effet qu'à la date du second contrat. Si au contraire on regarde la vente antérieure au titre comme entachée de nullité relative, celle-ci pourra être couverte si l'intéressé. c'est-à-dire le vendeur, renonce à se prévaloir de la nullité. Par suite, conformément à l'art. 1338, tout acte quelconque du vendeur, pouvant être envisagé comme l'exécution ou la reconnaissance du premier contrat, en sera considéré comme une confirmation tacite, suffira à en effacer le vice, et fera revivre rétroactivement la première vente.

Les termes de la loi de 1897, et les motifs qui l'ont inspirée, semblent bien indiquer que la nullité résultant de l'art. 15 est absolue, et que la vente antérieure à la délivrance du titre doit être considérée comme inexistante. L'art. 15 *in fine* dit que les titres délivrés en exécution de la loi de 1873, lorsque le délai de six mois est expiré, produisent les mêmes effets que ceux délivrés en exécution de la loi de 1897. C'est à dire que suivant les termes de l'art. 2 de celle-ci, ils forment le point de départ absolu de la propriété, et que tous les droits réels non maintenus (purgés) *sont définitivement abolis*, quelles que soient la nature et la date de l'acte constatant ces droits. On ne peut dire plus clairement que les actes antérieurs à la délivrance du titre sont, après la purge, absolument inexistants, et dénués de toute espèce de valeur tant à l'égard du bénéficiaire du titre qu'à l'égard des tiers. — Voy. en ce sens deux arrêts de la cour d'Alger : 3 mai 1902, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 98, et 16 mai 1902, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 101. Ils disent en termes formels que les contrats passés avant la délivrance du titre administratif sont *inexistants* et ne peuvent servir de juste titre pour la prescription acquisitive de 10 à 20 ans. Les actes entachés de nullité relative peuvent, au contraire, servir de juste titre pour la prescription décennale.

En conséquence, une nouvelle revente, formelle, précise, peut donc seule, non pas faire revivre la première vente, ce qui est impossible, mais donner à l'ancien acquéreur, et à dater seulement du second contrat, des droits qu'il est considéré comme n'ayant jamais eus antérieurement.

Dans l'espèce analysée ci-dessus, le vendeur s'était borné dans l'acte notarié et transcrit, interprété par la cour comme une confirmation,

mune de Guerdjoum ;—Attendu que, lors de l'application dans cette région de la loi du 26 juillet 1873, Dehbi Khedidja obtenait, le 15 décembre 1890, en son nom exclusifle titre de propriété de la terre Remla ;— Attendu que, détentrice de ce titre définitif, Dehbi Khedidja vendait le 5 octobre 1894 par acte, enregistréet transcrit, reçu Me Blancharelle, un quart de la terre Remla aux consorts Tchikho, tout en déclarant se réserver expressément les trois autres quarts indivis dudit immeuble ; — Attendu que, lors de la promulgation de la loi des 16 et 18 février 1897, Zeddam Habib Ould Morsli n'actionnait pas, conformément à l'art. 14 de la dite loi Dehbi Khedidja, en reconnaissance de ses droits ; — Attendu que, le 1er août 1900, par acte enregistré et transcrit reçu Me Dye-Pellison, Dehbi Khedidja vendait le dernier quart lui restant de la propriété Remla aux mêmes consorts Tchikho ; — Attendu qu'en raison des faits qui précèdent, Dehbi Khedidja, au regard de la loi française et de Zeddam Habib Ould Morsli devait être regardée comme seule et unique propriétaire de la terre Remla par suite de la délivrance qui lui avait été faite des titres de propriété en conformité de la loi du 26 juillet 1873 et de l'inexécution par Zeddam Habib des prescriptions de la loi du 16 février 1897 ; — Attendu qu'au point de vue du droit strict, abstraction faite du quart vendu le 5 octobre 1894 aux consorts Tchikho, elle pouvait vendre les trois quarts autres

---

à faire une simple allusion à la première vente, sans même indiquer le nom de l'acquéreur. Il est douteux que, même en considérant cette vente comme entachée d'une simple nullité relative, cette circonstance fût suffisante pour permettre l'application de l'art. 1338 c. civ. En effet, les actes d'exécution lointaine, pour emporter confirmation tacite, doivent être non équivoques, et constituer clairement une ratification ou approbation. Mais cette allusion imprécise et équivoque pourrait encore moins constituer la seconde revente qui nous paraît nécessaire pour conférer des droits à l'acquéreur. Il eût fallu, en effet, pour que cette revente fût valable, une nouvelle convention expresse, avec stipulation et paiement d'un prix. A défaut de fixation d'un nouveau prix, le second acte ne serait plus une vente, mais une donation, et comme tel, pourrait encore moins passer comme une confirmation du premier.

La circonstance qui a inspiré la décision de la cour paraît être la suivante : le vendeur, en sus de l'acte notarié et transcrit où il faisait comme il est dit plus haut, allusion au premier contrat, avait, par un acte sous seing privé non transcrit, ratifié formellement et d'une façon précise la première vente. Mais cet acte comme le fait remarquer l'arrêt lui-même, n'ayant pas été transcrit ne pouvait être opposable aux tiers.

V. au sujet de cette espèce *Rev. Alg.* 2. 109 et la note ; et E. Larcher : La valeur des titres administratifs purgés par la loi du 16 février 1897, *Rev. Alg.*, 1905. 1. p. 184.

de la terre Remla et ce au mépris de l'acte du 2 août 1889 par lequel elle en avait vendu la moitié à Zeddam Habib Ould Morsli ; — Attendu qu'il n'en a pas été ainsi, malgré les termes de l'acte du 5 octobre 1894, que telle n'a pas été la volonté de Dehbi Khedidja qui, le 1er août 1900, vendit le dernier quart lui restant de la terre Remla aux mêmes consorts Tchikho, mais avec cette reconnaissance expresse qu'il appartenait à la venderesse indivisément avec les acquéreurs et autres indigènes propriétaires des trois quarts du surplus ; — Attendu que par cette mention précise Dehbi Khedidja qui ratifiait dans la plénitude de ses droits, l'acte du 2 août 1889, ne pouvait faire allusion qu'à Zeddam Habib Ould Morsli, propriétaire de la moitié et aux consorts Tchikho, déjà propriétaire d'un quart de la dite terre, qu'elle déclarait aussi nettement ne pas vouloir se prévaloir de la situation privilégiée que lui avait faite la délivrance du titre administratif du 15 décembre 1890 ; — Attendu que cette volonté se trouve également dans l'acte sous seing privé du 17 mai 1898, ratifiant la vente du 2 août 1889 ; — Que, sans attacher à cet acte une importance qu'il ne peut avoir au regard des tiers, n'ayant pas été transcrit, il semble, jusque preuve contraire, indiquer qu'à la suite de l'acte de vente du 5 octobre 1894, Dehbi Khedidja ait voulu confirmer dans ses droits Zeddam Habib Ould Morsli ; — Attendu, dans ces conditions, que Dehbi Khedidja étant décédée dans le cours de l'année 1900, Kherouf Mohamed Ould Louafi, son fils et héritier naturel, n'a pu vendre valablement, comme il l'a fait par acte du 12 décembre 1902, enregistré et transcrit, reçu de Me Dye-Pellison, notaire à Mascara, à Sarsar Abdelkader appelant, les trois quarts de la terre Remla ; — Attendu en effet que la terre Remla était sortie légalement du patrimoine de la dame Khedidja au moment de son décès et que Kherouf Mohamed n'a pu hériter ni disposer d'une chose qui ne lui appartenait plus ; — Attendu, il est vrai, que l'appelant prétend dans ses conclusions que, l'acte du 2 août 1889 étant nul par application de l'art. 15 de la loi du 16 février 1897, n'a pu être ratifié, et qu'en admettant qu'il ne fût frappé que d'une nullité relative, la ratification contenue dans l'acte du 1er août 1900 ne saurait être retenue comme ne réunissant pas les conditions prévues par l'art. 1338 c. civ. ; — Attendu que l'art. 15 dit, en effet, qu'à l'expiration du délai prescrit, tous les droits non révélés qui pourraient exister seront purgés ; mais que, dans l'espèce, cette purge ne pouvait être faite qu'au profit de la dame Dehbi Khedidja, seule bénéficiaire et détentrice du titre définitif invoqué aujourd'hui par l'appelant ; — Qu'elle était libre, en renonçant partielle-

ment au bénéfice de ce titre, de reconnaître, comme elle l'a fait par l'acte du 1er août 1900, qu'il ne lui bénéficierait que pour un quart de la terre Remla ; — Que cette reconnaissance pouvait être faite au profit de tous acquéreurs antérieurs à la délivrance de ce titre administratif, que leurs actes soient nuls ou seulement frappés de nullité relative ; — Attendu que, conformément à l'art. 1338 c. civ., pour ratifier l'acte du 2 août 1889, il suffisait que Dehbi Khedidja l'exécutât volontairement à la condition qu'elle soit maîtresse de ses droits et qu'elle réalisât cette exécution en connaissance de cause, avec l'intention de réparer le vice qui l'entachait ; — Attendu que l'acte du 1er août 1900, comme les circonstances de la cause, justifient son intention d'arriver à cette ratification ; — Qu'il ne saurait y avoir de doute sur ce point ; — Attendu que l'acte du 1er août 1900 a été transcrit ; qu'il a été porté par ce fait à la connaissance des tiers et particulièrement de Sarsar qui ne pouvait ignorer la situation de droit et de fait de la terre Remla d'après les déclarations y contenues de Dehbi Khedidja ; — Attendu enfin que dans l'acte du 12 décembre 1902 dont se prévaut Sarsar, l'acte du 1er août 1900 s'y trouve mentionné ; qu'il y est dit qu'il a été transcrit ; — Qu'il lui était loisible, dès lors, de le consulter et reconnaître qu'il ne pouvait invoquer le titre définitif de 1890 au bénéfice duquel Dehbi Khedidja avait publiquement renoncé et dont il n'était plus possesseur au sens réel que l'art. 14 de la loi du 16 février 1897 donne à ce mot ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Reçoit Sarsar Abdelkader opposant à l'arrêt de défaut du 30 novembre 1904 ; — Dit son appel recevable ; — Au fond : — Confirme dans toutes ses dispositions le jugement entrepris ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne l'appelant aux dépens, etc.

MM. ROBE, *ff. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

2 novembre 1905

Travaux publics, dommages aux propriétés, occupation temporaire, voie de fait, compétence.

Si les tribunaux judiciaires sont compétents pour apprécier les dommages causés par des travaux publics entraînant

complète dépossession d'un immeuble par le propriétaire et réalisant ainsi une véritable expropriation indirecte, il en va autrement lorsque le dommage consiste seulement dans une diminution de jouissance pour le propriétaire demeurant néanmoins nanti ; il y a alors dommage résultant de l'exécution de travaux publics et le conseil de préfecture est compétent pour accorder indemnité (1);

Ainsi en est-il lorsqu'une ville, au cours des travaux d'établissement d'un boulevard, rejette sur les immeubles riverains les terres employées à la construction dudit boulevard (2).

(Marquez c. Ville d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'en 1889 la commune d'Oran a obtenu l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains nécessaires à l'ouverture du boulevard du Lycée, à Oran, boulevard devant avoir une largeur de 28 mètres ; — Attendu que les propriétaires expropriés ont touché l'indemnité qui leur était due en suite de cette expropriation ; — Que notamment les consorts Marquez, expropriés et appelants au procès

---

(1, 2) Le principe posé par la cour est incontestable. Les tribunaux judiciaires sont compétents pour indemniser en cas d'expropriation indirecte. Le conseil de préfecture a seul qualité pour accorder une indemnité pour dommages causés par l'exécution des travaux publics aux propriétés (Hauriou *Précis de dr. adm.*, 5e éd., p. 667; Berthélemy, *Traité de dr. adm.*, 3e éd., p. 607). Nous avons cependant des doutes assez sérieux sur la solution adoptée en l'espèce. Le rejet des terres, employées à la construction du boulevard, sur une propriété privée, constituait non pas tant un dommage résultant de l'exécution d'un travail public au sens étroit du mot, que ce que l'on appelle une voie de fait, c'est-à-dire une atteinte à la propriété privée faite illégalement par des administrateurs (trib. des confl., 19 mars 1904, 16 mai 1904, *Année administrative*, 1904, p. 122 et la note). C'était bien ici le cas. Il y avait atteinte à la propriété privée du fait de l'administration, c'est l'évidence même. Par ailleurs cette atteinte était certainement faite illégalement. Qu'est-ce en effet que rejeter des terres de remblais sur une propriété privée sinon utiliser la servitude légale d'occupation temporaire en vertu de laquelle l'administration a le droit d'occuper certaines propriétés privées, d'y faire des dépôts de terre seulement si la chose lui est nécessaire pour l'exécution d'un travail public? Cette servitude exige pour être employée l'accomplissement de formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892. Sans cela l'occupation est faite illégalement. Il y a voie de fait. La chose est

actuel, ont encaissé de ce chef, en 1896, une somme de 50.346 fr. 26 cent.; — Attendu qu'au cours des travaux exécutés ultérieurement pour l'établissement du boulevard projeté, les terres des remblais ont été en partie déversées sur la propriété riveraine des susdits consorts Marquez ; — Attendu que ceux-ci ont à la date du 26 juin 1902 fait sommation à la commune d'avoir à faire enlever aussitôt ces terres de chez eux ; — Attendu que le 9 août suivant ils l'ont assignée en référé pour « voir dire et ordonner qu'elle serait tenue de suspendre immédiatement tout jet de terres sur leur immeuble » ; — Attendu qu'il a été fait droit par justice à cette demande, à charge par les consorts Marquez de se pourvoir au principal dans le plus bref délai ; — Qu'enfin les consorts Marquez ont actionné la commune d'Oran devant le tribunal civil de ladite ville en 50.000 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu qu'à l'appui de cette demande lesdits consorts Marquez exposaient « que sans aucun droit ni titre la commune s'était permis de déverser sur leur immeuble des terres qu'elle jetait sur le boulevard du Lycée, ce qui menaçait la maison des exposants édifiée sur le terrain en question » ; — Attendu que par jugement contradictoire du 25 mars 1903, enregistré, le tribunal d'Oran s'est déclaré d'office incompétent pour connaître du litige, motif pris de ce qu'en réalité il ne s'agissait au procès que de la réparation du préjudice prétendûment causé aux demandeurs par les travaux de confection du boulevard du Lycée, et qu'aux termes formels de l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII l'autorité administrative est seule chargée de statuer sur les réclamations des particuliers pour tous les torts et dommages résultant de l'exécution de travaux publics ; — Attendu que les consorts Marquez ont relevé appel de cette décision ; — Attendu que ledit appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu en droit que s'il est de principe que la connaissance de la privation de propriété ou expropriation tacite provenant de l'exécution de travaux publics n'appartient qu'à l'autorité judiciaire, il est également certain et non

---

d'importance, car alors c'est aux tribunaux ordinaires, de l'avis général, d'accorder l'indemnité (V. Berthélemy, *op. cit.*, p. 577 ; Hauriou. *op. cit.*, p. 238; trib. des confl. 19 mars et 16 mai 1904, *prec.* ; 16 novembre 1901, Zimmermann, S. 1904. 2. 101 ; cons. d'État, 31 juillet 1905, S. 1906. 3 21 et la note). Les consorts Marquez n'avaient donc point eu tort de saisir non pas le conseil de préfecture mais le tribunal civil d'Oran, autant tout au moins que l'on peut juger de l'affaire d'après les considérants de l'arrêt de la cour d'Alger. L. R.

contesté que la juridiction administrative est au contraire seule compétente, à l'exclusion des tribunaux ordinaires, pour connaître de tous les dommages, tant permanents que temporaires, occasionnés par ces mêmes travaux ; — Attendu que le dommage temporaire ou permanent, qui pour sa réparation relève de l'autorité administrative, implique l'idée d'un fonds dont la jouissance est diminuée entre les mains d'un propriétaire en demeurant néanmoins nanti ; — Que toute autre est la situation quand le maître du fonds, par suite des travaux exécutés dans son voisinage, se trouve complètement dépossédé de son immeuble ; — Attendu qu'il y a alors par voie indirecte une véritable expropriation opérée au préjudice du légitime propriétaire et dont la connaissance est dévolue à l'autorité judiciaire (Laferrière, *Juridiction administrative*, II, p. 155) ; — Attendu en fait que les consorts Marquez ne se plaignent et ne peuvent se plaindre que d'un dommage à eux causé par l'exécution des travaux nécessités par la création du boulevard du Lycée à Oran ; — Qu'en effet, leur demande ne se base que sur le jet par la commune sur leur immeuble des terres employées à la construction du susdit boulevard ; — Attendu qu'il est bien évident que l'ouverture d'un boulevard par une commune constitue au premier chef un travail public ; — Attendu que c'est donc l'exécution d'un travail public qui occasionnerait le dommage allégué par les appelants ; — Attendu qu'il n'est point exact que le déversement sur l'immeuble Marquez des terres provenant des remblais du boulevard du Lycée soit de nature à incorporer au sol du boulevard la partie de l'immeuble sur laquelle ces terres sont déversées ; — Qu'en effet le boulevard à sa base n'a que 28 mètres de largeur et ne peut en avoir davantage ; — Qu'en conséquence la partie de l'immeuble Marquez, au delà de ces 28 mètres expropriés, ne cesse pas d'être la propriété des appelants, parce que momentanément des terres nécessaires à l'établissement du boulevard du Lycée viennent à s'y déverser ; — Qu'en résumé il ne s'agit pour eux que d'une diminution ou privation provisoire de jouissance, et non d'une dépossession complète et définitive ; — Que cela est si vrai, que la commune d'Oran, avant d'entreprendre les travaux, a mis en demeure les consorts Marquez d'édifier un mur de soutènement pour empêcher les terres de déborder, ce qui exclut manifestement toute intention de sa part d'empiéter sur les appelants ; — Attendu que s'agissant ainsi sans conteste d'un dommage temporaire ou permanent résultant de l'exécution de travaux publics, et nullement d'une expropriation tacite, l'autorité administrative peut seule prononcer sur

le différend existant entre les parties ; — Que le tribunal était dès lors incompétent à raison de la matière, et que c'est à juste titre qu'il a renvoyé d'office devant qui de droit ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit bien jugé, mal appelé ; — Confirme le jugement déféré ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon sa forme et teneur.

MM. VACHER, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes LAURENT, d'Oran, et SOUBIRANNE, d'Alger, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. corr.)

24 septembre 1906

Étrangers, Tunisie, expulsion, arrêté du premier ministre.

En Tunisie, l'expulsion d'un étranger est régulièrement prononcée par un arrêté du premier ministre, notifié à l'étranger qui en est l'objet (1).

---

(1) Il est vrai que le premier ministre du bey tient le pouvoir d'expulser les étrangers du décret du bey du 13 avril 1898, relatif au séjour des étrangers dans la régence (P. Zeys, *C. ann. de la Tunisie*, v° Étrangers, n° 623 ; *Rev. Alg.*, 1898. 3. 112).

Il y a ceci de remarquable dans la législation tunisienne que l'expulsion est tantôt judiciaire, tantôt administrative ; alors qu'on sait qu'en France l'expulsion des étrangers est purement administrative : un tribunal ne pourrait, sans excès de pouvoir, ordonner qu'à l'expiration de sa peine le condamné sera reconduit à la frontière (Garraud, *Tr. th. et pr. du dr. pén. fr.*, t. 1, n° 178, p. 334).

D'une part, lorsqu'un étranger a enfreint les dispositions du décret beylical du 13 avril 1898 relativement aux déclarations auxquelles les étrangers sont astreints, le tribunal peut, après avoir prononcé la peine encourue, ordonner que le condamné sera transféré à la frontière et expulsé du territoire tunisien (D. B. 13 avril 1898, art. 6).

D'autre part, aux termes de l'art. 7, le premier ministre du bey peut également, « par mesure de police, enjoindre à tout étranger voyageant ou résidant dans la régence et dont la présence serait de nature à compromettre la sécurité publique, de sortir immédiatement du territoire tunisien ». Mais le même article ajoute : « L'arrêté d'expulsion devra toutefois être contresigné par le ministre résident général. » Et on peut reprocher à l'arrêt reproduit de ne point avoir constaté l'accomplissement de cette dernière formalité qui nous paraît essentielle. E. L.

(Min. pub. c. Chiglien)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Et attendu que par un arrêté du premier ministre de son altesse le bey de Tunis en date 23 juillet 1905, le prévenu Chiglien Achille a été expulsé du territoire tunisien ; — Que cet arrêté a été régulièrement notifié au dit prévenu le 1er septembre 1905 ; — Que le prévenu a été néanmoins trouvé sur le territoire de la régence le 16 août 1906 ; qu'il a ainsi contrevenu à l'arrêté sus-visé ; — Attendu que la condamnation visée au jugement déféré au point de vue de la récidive avait acquis l'autorité de la chose jugée antérieurement au fait actuellement poursuivi ; — Qu'elle a été prononcée contradictoirement ;

Par ces motifs : — Confirme purement et simplement le jugement déféré pour sortir son plein et entier effet ; — Condamne l'appelant à tous les dépens.

MM. BERGÉ, *prés.* ; ÉTIENNE, *rap* ; PERRIN, *subts. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (3e ch.)

—

29 novembre 1906

—

Justices de paix, Algérie, compétence, loi du 12 juillet 1905, inapplicabilité.

—

La loi du 12 juillet 1905, sur les justices de paix, n'est pas applicable à l'Algérie (1).

---

(1) Il est des controverses qui n'ont pas de raison d'être. Celle qui s'est élevée au sujet de l'applicabilité à l'Algérie de la loi du 12 juillet 1905, sur les justices de paix — j'entends du moins de son titre Ier qui règle la compétence — est du nombre. Et cependant, appelée pour la première fois à se prononcer sur cette question très simple, la cour d'Alger a répondu par un arrêt qui nous a profondément surpris.

Trop souvent dans cette *Revue* a été fournie la démonstration de l'applicabilité de la loi du 12 juillet 1905 pour que nous l'entreprenions une fois encore. Nous renvoyons à la très complète étude de M. Louis Rolland, *Les lois modificatives en législation algérienne et l'application en Algérie*

(Vulpiano Lasagni c. Société d'assurances suisse)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de Vulpiano Lasagni est régulier et recevable en la forme ;

---

de la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix (Rev. Alg., 1906. 1. 69), à la note de M. L. Charpentier sous j. de p. Guelma, 16 septembre 1905, j. de p. Souk-Ahras, 22 septembre 1905, j. de p. Boufarik, 31 octobre 1905 (*Rev. Alg.*, 1905. 3. 309), à nos notes sous trib. d'Oran, 11 décembre 1905, trib. Philippeville, 1er février 1906, j. de p. Alger-sud, 8 mars 1906 (*Rev. Alg.*, 1906. 2. 191) et sous trib. d'Alger, 14 mars 1906 (*Rev. Alg.*, 1906. 2. 234). Et nous nous bornons à relever ce qui, dans l'argumentation de la cour, nous paraît particulièrement inexact.

I. De ce que les lois du 25 mai 1838 et du 2 mai 1856 ont été respectivement rendues applicables à l'Algérie par l'ord. du 26 septembre 1842 et par le décret du 18 juillet 1856, il s'ensuivrait que la loi du 12 juillet 1905 ne serait point applicable tant qu'elle n'aurait point été déclarée telle par décret. — C'est, à notre avis, une curieuse confusion. Il nous suffit de rappeler un principe difficilement contestable et que d'ailleurs le même arrêt admet un peu plus loin, au cours de ses motifs : « Les lois modificatives ou abrogatives d'un texte déjà en vigueur en Algérie y sont applicables de plein droit, sans qu'il soit besoin que le législateur l'exprime... Peu importe comment la loi abrogée ou modifiée était devenue applicable, par l'annexion en 1834, par une déclaration expresse du législateur, par un décret spécial du chef de l'État : par là même que la loi antérieure était applicable, la loi nouvelle qui la modifie ou qui l'abroge doit également s'appliquer. » (Sur ce principe, voy. notre *Tr. élém. de législation algérienne*, t. I, n° 146, p. 182, avec les renvois aux auteurs et aux arrêts). Nous remarquerons toutefois que les lois qui deviennent applicables *ipso jure* à l'Algérie comme modificatives ou abrogatives de lois déjà en vigueur prennent dans la législation algérienne la place des lois qu'elles modifient ou remplacent. Un décret pourrait donc faire cesser l'application en Algérie de la loi de 1905. Mais tant qu'il n'est point intervenu, elle est applicable. C'est exactement l'inverse de l'affirmation insérée dans notre arrêt : il faudrait un décret pour la rendre inapplicable.

II. La cour reprend — on peut même dire que c'est la base de son arrêt — la distinction entre les lois *modificatives* et les lois *innovatoires* : la loi du 12 juillet 1905 ne serait pas applicable parce que innovatoire. — Il est vrai qu'on peut citer quelques arrêts de la cour de cassation qui ont paru admettre cette fuyante distinction (notamment civ. cass. 5 novembre 1884, *Rev. Alg.*, 1885. 2. 1). Mais on ne saurait trop les accabler de critiques. La modification est nécessairement une innovation. Nous ne pouvons pas concevoir une modification qui n'innove pas, pas plus qu'une innovation qui ne modifie rien. Nous pouvons reprendre les termes de l'arrêt et constater que toute disposition qui en modifie une autre se substitue à celle ci et la remplace. Où est le critère? La pré-

Au fond : — Attendu que l'appelant expose que le tribunal de Guelma, saisi par la Société suisse d'une demande en paiement de 436 fr. 80, montant de quatre primes d'assurances, a déclaré, à tort, pour affirmer sa compétence, que la loi du 12 juillet 1905, sur les justices de paix, n'est pas applicable à l'Algérie ; qu'il soutient à l'encontre de cette décision que ladite loi régit à la fois la métropole et l'Algérie, et que, par suite, le litige soumis au tribunal de Guelma, rentrant dans les attributions nouvelles du juge de paix de ce canton, aurait dû être porté devant lui ;

Attendu qu'il convient d'observer, en premier lieu, que la loi du 12 juillet 1905 n'a été rendue applicable à l'Algérie, ni par une disposition expresse de son texte, ni par un acte ultérieur du pouvoir exécutif ; que, cependant, si l'on se réfère aux précédents en la matière, on voit que la loi du 25 mai 1838, sur les justices de paix, n'est exécutoire dans la colonie, qu'à la suite de l'ordonnance du 26 septembre 1842,

---

tendue distinction ne repose sur rien. — Voy. la réfutation de cette distinction arbitraire et vaine, par Louis Rolland, *op. cit.*, *Rev. Alg.*, 1906. 1. 76 ; par Larcher, en note, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 236.

III. En des attendus dont il est difficile de suivre le lien logique, la cour affirme que les juges de paix algériens ont une organisation toute différente de celle qui régit les juges de paix de la métropole, et qu'il s'ensuit que la loi du 12 juillet 1905 ne peut être commune à la France et à l'Algérie. L'affirmation n'est pas topique, et la déduction ne s'impose pas. — L'appelant faisait remarquer qu'il existe en Algérie deux catégories de juges de paix : les juges de paix ordinaires (ceux des chefs-lieux d'arrondissements judiciaires) et les juges de paix à compétence étendue. Nous ne pouvons pas nous expliquer le qualificatif d'*arbitraire* que la cour applique à cette distinction fondamentale. — Au surplus, il n'y avait pas à considérer les règles de recrutement, de classement, de traitement qui sont propres aux juges de paix d'Algérie : il s'agissait uniquement d'une question de compétence. Qu'à ce point de vue, on ait marqué quelqu'hésitation en ce qui concerne les juges de paix à compétence étendue, à raison de l'existence du décret du 19 août 1854, cela aurait pu se comprendre, encore qu'il soit facile de concilier ce décret avec la loi nouvelle en admettant l'application de celle-ci en tous les points où la compétence qu'elle détermine excède celle du décret. Mais, pour les juges de paix ordinaires, l'hésitation n'était pas permise, puisque leur compétence est, en principe, la même que celle des juges de paix de France. Loin d'y avoir différence, il y a identité.

IV. L'arrêt rapporté croit trouver dans les travaux préparatoires de la loi la preuve de sa non-applicabilité à l'Algérie. Nous avons la conviction qu'il se trompe. — Le dépouillement consciencieux de ces travaux auxquels se sont livrés le juge de paix d'Alger-sud, dans son jugement du 8 mars 1906, et M. L. Rolland, dans l'étude déjà citée, établit qu'on

et que celle du 2 mai 1856, qui l'a modifiée, n'a été, elle aussi, appliquée aux justices de paix algériennes, qu'en vertu du décret du 18 juillet de la même année; qu'on s'expliquerait, dès lors, difficilement que l'intervention du chef de l'État, antérieurement jugée nécessaire pour donner force de loi dans la colonie à ces actes législatifs, fût devenue inutile, en l'espèce, alors qu'il s'agit d'une transformation si profonde de la législation en vigueur ;

Attendu, néanmoins, que l'appelant prétend que la loi du 12 juillet 1905, serait uniquement modificative de celle du 25 mai 1838 et que, par suite, elle serait de plein droit applicable à l'Algérie en vertu de ce principe souvent reconnu, que les lois de cette nature sont exécutoires dans la colonie, sans qu'il soit besoin d'une disposition ou d'une promulgation spéciales ; — Mais attendu, tout d'abord qu'il est inexact de dire que la loi nouvelle se borne à modifier l'ancienne ; que, s'il est vrai qu'elle a pour objet principal d'étendre la compétence des juges de paix et qu'on puisse la considérer, en ce sens, comme modifiant celle de 1838, il est non moins certain qu'elle innove aussi sur de nombreux points et que, même

---

n'en peut rien tirer à l'encontre de l'applicabilité à l'Algérie. Si, au sénat, M. Godin a paru dire que la loi ne s'appliquerait pas à l'Algérie, c'était — M. Rolland l'a fort bien établi — le résultat d'une erreur ; et de plus, il se plaçait uniquement au point de vue de la semi-inamovibilité que le titre II confère aux juges de paix. Il est donc très inexact de parler, au point de vue qui nous occupe, du vote *formel* du sénat. Mais, d'autre part, M. Colin a déclaré, à la chambre des députés, que la nouvelle loi serait applicable de plein droit dans la mesure où elle modifiait les dispositions de la loi de 1838 déjà appliquées en Algérie ; et c'est cette déclaration qui a déterminé le rejet d'un amendement de M. César Trouin. Pourquoi la cour d'Alger préfère-t-elle s'attacher à ce qui a été fait au sénat qu'à ce qui a été dit et approuvé à la chambre ? — On conviendra, à tout le moins, que la volonté d'une seule chambre est sans portée : il faut donc laisser jouer les principes.

V. Enfin, et surtout, nous reprocherons à cet arrêt — comme nous le reprocherons à toutes les décisions qui déclareront inapplicable la loi du 12 juillet 1905 — de violer d'une façon évidente un texte parfaitement clair, l'art. 12 de l'ord. du 26 septembre 1842 : « *La compétence en premier et en dernier ressort et les attributions spéciales des juges de paix en matière civile et de simple police sont les mêmes que celles des juges de paix en France.* » A ne pas appliquer la loi de 1905, on prive l'Algérie d'une loi bienfaisante, et on crée entre les juges de paix algériens et les juges de paix métropolitains une différence que rien ne justifie et que le texte même prohibe.

Nous avons le ferme espoir que cet arrêt ne fixera pas la jurisprudence.

Émile LARCHER.

abstraction faite de sa partie organique, elle confère aux juges de paix, dans son titre Ier relatif à la compétence, des attributions qui ne leur avaient jamais appartenu ; qu'elle constitue par là une refonte complète de la législation antérieure ; — Qu'elle se substitue à elle et la remplace, loin de la modifier seulement ; — Attendu donc qu'à ce premier point de vue déjà, le principe invoqué par l'appelant, si certain qu'on le veuille considérer, ne saurait trouver son application dans le cas actuel ;

Attendu, d'autre part, qu'une loi modificative ne pourrait jamais être considérée comme exécutoire de plein droit en Algérie, que quand il existe une harmonie complète de législation entre la métropole et la colonie ; qu'alors seulement la modification de la loi commune préexistante pourrait être regardée comme une satisfaction donnée à des intérêts communs et, par suite, comme exerçant simultanément son influence partout où la loi modifiée a été appliquée ; — Attendu que telle n'était pas la situation au moment de la promulgation de la loi du 12 juillet 1905 ; que les juges de paix algériens ont une organisation toute différente de celle qui régit soit les juges de paix de la métropole, non seulement au point de vue du mode de recrutement, du classement et du traitement, mais aussi, pour le plus grand nombre, en ce qui concerne la compétence et les attributions ; qu'elle répond à des besoins distincts et spéciaux à la colonie ; qu'on ne peut donc soutenir, sans témérité, que les modifications apportées à la loi métropolitaine s'étendent aussi *de plano*, à raison d'une prétendue similitude, inexistante en réalité, à la loi algérienne ; — Attendu que, pour défendre sa thèse, l'appelant est obligé de limiter le champ d'application de la loi nouvelle et dire qu'elle doit, au moins, s'exécuter dans sa partie relative à la compétence en ce qui concerne les juges de paix d'arrondissement ; — Attendu que rien dans la loi n'autorise une semblable distinction ; que non seulement elle serait purement arbitraire, mais qu'elle instituerait d'une manière assez inattendue une véritable réorganisation des justices de paix algériennes que le législateur n'a ni prévue, ni voulue ;

Attendu que l'examen des travaux préparatoires de la loi vient démontrer encore, s'il en était besoin, son inapplicabilité en Algérie, aussi bien aux juges de paix d'arrondissement qu'à tous les autres ; — Attendu que le projet voté à la chambre des députés visait, sans aucun doute, l'ensemble des juges de paix algériens ; qu'en dehors des précisions qui furent faites à cet égard au cours de la discussion, ce projet prenait soin — ce qui était indispensable, — de mettre

d'accord, par une disposition spéciale, les nouvelles règles sur la compétence avec celles du décret du 19 août 1854, qui détermine les attributions des juges de paix algériens à compétence étendue ; qu'il est bien évident, que si la loi avait été définitivement votée dans les termes de ce projet, elle aurait été applicable à l'Algérie ; — Mais attendu que son rapporteur au sénat, appelé à s'expliquer sur la disposition sus visée, dit expressément que la chambre des députés avait adopté un article qui déclarait la loi applicable à l'Algérie, mais qu'il avait paru préférable à la commission de laisser au gouvernement le soin d'apprécier s'il devait ordonner cette application ; — Attendu que, sur cette proposition, le sénat supprima l'article du projet relatif à l'Algérie, se ralliant ainsi à la pensée si clairement exprimée de son rapporteur à savoir que la loi en discussion ne serait pas applicable à l'Algérie qu'en vertu de la volonté du pouvoir exécutif; qu'enfin la loi fut définitivement votée sans nouvelle modification ; — Attendu qu'il ne saurait donc rester aucune place au doute, en présence d'un vote aussi formel sur la non applicabilité de la loi du 12 juillet 1905 en Algérie, même aux juges de paix d'arrondissement ;

Attendu que l'appelant soutient encore vainement que la forme de procéder devant les justices de paix algériennes étant la même que devant les justices de paix de la métropole, aux termes de l'art. 55 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la loi de 1905 doit être appliquée dans la colonie, parce que, dans son titre premier, elle touche essentiellement à la procédure ; — Qu'en effet, l'ordonnance précitée n'a pu se référer qu'à la législation alors existante et qu'il n'est pas possible de la rattacher à une loi nouvelle formellement déclarée inapplicable à l'Algérie et sur la partie de laquelle elle ne saurait dès lors avoir aucune influence ;

Attendu, enfin, que suivant l'appelant, l'applicabilité de la loi de 1905 à l'Algérie résulterait encore des prescriptions du paragraphe 5 de l'art. 6, relatives aux colis postaux, et qui sont évidemment applicables dans la colonie ; — Attendu qu'il s'agit là d'une disposition expresse et formelle qui ne doit pas être étendue au-delà de ses termes ; qu'elle constitue une exception que les circonstances de fait qui l'ont dictée suffisent à expliquer et qu'à raison même de son caractère exceptionnel, loin d'appuyer la thèse de l'appelant, elle démontre, au contraire une fois de plus, que, dans son ensemble, la loi de 1905 n'est pas applicable à l'Algerie ; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que les moyens d'appel proposés sont sans fondement et qu'à bon droit les premiers

juges se sont déclarés compétents pour connaître du litige qui leur a été soumis ; — Adoptant, au surplus les motifs de leur décision ;

Par ces motifs, — Reçoit l'appel de Valpiano Lasagni comme régulier en la forme seulement ; — Au fond : — Dit qu'il a été bien jugé, mal et sans cause appelé ; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré pour être exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne l'appelant à l'amende et en tous les dépens d'appel.

MM. BERGÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes WEILL et SOUBIRANNE, *av.*

TRIBUNAL RÉPRESSIF INDIGÈNE DE SOUK-AHRAS

15 novembre 1906

Interdiction légale, indigène, internement à Cayenne, tuteur, cadi. — Outrage, sujet français chargé d'un service public, tuteur, écrit non public. — Tribunaux répressifs indigènes, contravention, incompétence.

I. *Un indigène, interné à Cayenne, est, aux termes de l'art. 29 c. pén., en état d'interdiction légale et a pour tuteur le cadi, considéré en pays arabe comme le tuteur légal de tous les mineurs musulmans* (1).

II. *Les actes du cadi, s'occupant de l'administration des biens de l'interdit légal, sont ceux non d'un homme privé, mais tout au moins d'un sujet français chargé d'un service public ;*

Les fonctions de tuteur exercées par un cadi étant extra-judiciaires, l'outrage qui lui est adressé ne peut tomber sous le coup de l'art. 222 c. pén. ;

L'art. 224 c. pén. ne prévoit pas l'outrage par écrit ;

La loi du 29 juillet 1881 ne réprime l'outrage que sous certaines conditions de publicité ;

L'outrage par un écrit non public ne constitue que la contravention de l'art. 471 c. pén. (2).

III. *Le tribunal répressif indigène, tribunal d'exception, ne peut statuer que sur les matières qui lui sont expressément réservées ; il ne peut connaître des contraventions de simple police* (3).

(1-3) L'espèce ne manque pas d'intérêt. Elle soulève plusieurs questions importantes, dont l'une au moins ne nous paraît pas très exactement résolue.

(Min. pub. c. Khemarlia Mohamed)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Khemarlia Mohamed est poursuivi en vertu de l'art. 222 c. pén. sous l'inculpation d'avoir, le 20 octobre 1906, outragé par écrit le cadi Moazi Ali ben Othman, magistrat musulman, à l'occasion de l'exercice

---

I. Les faits eux-mêmes ne sont point rapportés avec toute la précision désirable.

Un certain Belkouche Tahar serait, d'après le jugement, *interné à Cayenne*. L'expression n'a rien de juridique et laisse subsister un doute sérieux sur la véritable situation de cet indigène. L'internement ne figure pas parmi les peines admises par le droit français ; et si bientôt il y doit figurer comme remplaçant la peine de mort abolie, il s'exécutera sur le territoire continental. Mais on trouve à la Guyane — sinon à Cayenne même dont le séjour est interdit aux condamnés — trois catégories de gens subissant des mesures pénales : des condamnés aux travaux forcés en cours de peine, des libérés des travaux forcés assujettis à la résidence dans la colonie pénitentiaire, et des relégués. Or, si l'interdiction légale vient, comme peine accessoire, renforcer, pendant la durée de leur exécution, les travaux forcés, elle n'atteint plus les libérés et n'a atteint à aucun moment les relégués. Il ne suffit donc pas qu'un individu se trouve retenu à la Guyane par l'administration pénitentiaire pourqu'il soit en état d'interdiction légale : il faut qu'il soit en cours d'exécution de la peine des travaux forcés.

II. Supposons donc que Belkouche Takar est bien en cours d'exécution d'une peine de travaux forcés. Une question se présente, un peu brièvement encore qu'exactement résolue par le jugement : l'interdiction légale atteint-elle les indigènes subissant une peine afflictive et infamante ?

La raison de douter vient de ce que toute interdiction touche de très près au statut personnel de celui qui en est atteint. Le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 garantit aux indigènes musulmans la conservation de la loi musulmane, et si, pour le territoire civil, le décret du 17 avril 1889 a restreint la portée de cette loi, du moins la maintient-il pour tout ce qui est statut personnel. Or, le droit musulman ne connaît rien qui ressemble à l'interdiction légale. Si les auteurs musulmans parlent d'une interdiction qui atteindrait les condamnés à mort, il s'agit non d'une interdiction au sens juridique de ce mot, mais d'une incapacité, l'incapacité de tester ou de donner, tout à fait analogue à la double incapacité de disposer ou de recevoir à titre gratuit qui, depuis que la loi du 31 mai 1854 a aboli la mort civile, accompagne les peines perpétuelles (Khalil, trad. Seignette, art. 518-519). Ne devrait-on pas dire, dès lors, que les indigènes condamnés à des peines criminelles, afflictives et infamantes, ne sont point en état d'interdiction légale ?

Mais il faut remarquer que l'interdiction légale vise deux buts, a par

de ses fonctions ; — Attendu que Khemarlia reconnaît avoir rédigé l'écrit dont s'agit, d'après lequel : « le cadi de Souk-» Ahras, Si Ali ben Othman, a reçu du nommé Mezghiche » Hamama ben Mohamed 200 fr. pour l'affaire du terrain

---

là même un caractère double. C'est, sans doute, une institution de protection ayant pour objet d'assurer la gestion du patrimoine de l'accusé qui, détenu pour un temps fort long — de cinq ans, minimum des peines criminelles à perpétuité, — ne peut l'administrer lui-même. C'est aussi, il faut même dire surtout, une peine accessoire, tendant à assurer l'efficacité et l'égalité du châtiment principal. Une des conséquences de ce caractère pénal, c'est que la nullité qui est la sanction de l'incapacité de l'interdit, au lieu d'être relative comme dans l'interdiction judiciaire, est absolue (Cass. 25 janvier 1825, Sir. 1825. 1. 345; 29 mars 1852, Sir. 1852. 1. 385. — Garraud, *Tr. th. et pr. du dr. pén. fr.*, t. II, n° 427, p. 202).

L'interdiction légale, étant surtout une peine, atteint les indigènes musulmans, puisque ceux-ci « sont régis par la loi française pour la poursuite et la répression des crimes, délits et contraventions » (D. 17 avril 1889, art. 2). Cette règle est vraie depuis l'ord. du 26 sept. 1842, art. 38 et 39.

Sur ce point, le jugement est exactement rendu.

III. Il est moins exact, à notre avis, sur ce qui touche l'organisation de cette tutelle.

Par un rapprochement qui ne nous paraît pas nécessaire, il dit : « En pays arabe, le cadi est considéré comme le tuteur légal de tous les mineurs musulmans ; les pouvoirs du cadi doivent être les mêmes en ce qui concerne les interdits en vertu de la loi. »

Il n'en est rien, croyons-nous. Que le cadi soit le représentant légal non pas seulement des mineurs, mais même de tous les incapables, en droit musulman, nous le reconnaissons aisément en rectifiant ce que les termes du jugement ont de trop étroit. Mais le condamné à une peine criminelle n'est point un incapable en droit musulman. L'interdiction légale est une institution purement française, exclusivement française. Il faut appliquer au condamné indigène tout l'art. 29 c. pén. La tutelle doit être organisée suivant la loi française : un tuteur et un subrogé-tuteur auraient dû être nommés, par un conseil de famille présidé par le juge de paix, à l'indigène condamné aux travaux forcés.

Le cadi était donc sans qualité pour s'immiscer dans l'administration des biens du forçat.

IV. Toutefois, pour suivre le raisonnement du tribunal relativement à la qualification de l'infraction reprochée au prévenu, supposons que ce soit bien en tant que tuteur que le cadi ait été diffamé par un écrit lui imputant d'avoir reçu 200 fr. dans une affaire relative à un bien de son pupille.

Sur ce point encore, le jugement est arrivé à une solution exacte, non sans commettre quelques erreurs secondaires.

Nul doute que ce n'était pas en tant que magistrat que le cadi était outragé. La dualité du caractère du cadi est évidente : alors qu'il gère les

» appartenant au nommé Bekhouche Tahar ben Abdallah, » qui se trouve actuellement à Cayenne » ; — Attendu que Khemarlia déclare que ses allégations ne s'appuient que sur de simples présomptions et qu'il n'a aucune preuve à fournir ;

---

biens des incapables musulmans, comme lorsqu'il exerce des fonctions analogues à celles des notaires, le cadi n'est pas juge (Voy. notamment trib. Alger, 26 oct. 1903, *Rev. Alg.* 1904. 2. 224). L'art. 222 c. pén. ne pouvait donc trouver application.

On ne pouvait pas davantage appliquer l'art. 224 c. pén. pour trois raisons : — D'abord, comme le fait remarquer le jugement parce que le texte ne réprime pas l'outrage *par écrit* (Garraud, *Tr.*, t. IV, n° 1317, p. 246). — Ensuite parce que le cadi, simple sujet, ne peut pas se dire *citoyen* chargé d'un ministère de service public (Garraud, ibid., n° 1314, p. 239). Nous nous demandons pourquoi, sans que cela présente le moindre intérêt en l'espèce, le jugement a prétendu infliger à l'art. 224 une modification de rédaction, en y substituant le mot *sujet* à celui de citoyen, ce qui est absolument contraire au principe d'interprétation restrictive de rigueur en matière pénale. — Enfin, parce que, quoiqu'on dise parfois que la tutelle est un *munus publicum*, elle n'est point un service public au sens de l'art. 224. Suivant le critère établi par la doctrine, il n'est pas possible, au cas d'injure à un tuteur, de considérer que « l'outrage ne reste pas personnel à la victime et atteint indirectement l'autorité publique ». (Garraud, *op. cit.*, n° 1314, p. 239 ; Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, n° 668, p. 178 ; Garçon, *C. pén. annoté*, art. 222-225, n° 95 ; G. Le Poittevin, *Tr. de la presse*, t. III, n° 1055). Ou encore, comme le dit un arrêt de la cour suprême, « si, par les expressions *citoyen chargé d'un ministère de service public,* il faut entendre tout agent investi, dans une mesure quelconque, d'une portion de l'autorité publique, on ne saurait comprendre sous cette dénonciation les personnes qui ne participent pas à cette autorité, encore bien qu'un intérêt public s'attache à leurs services ». (Crim. rej. 24 janvier 1902, *Bull. crim.* n° 34). Le rapprochement tenté par le jugement, en s'appuyant sur la loi du 28 avril 1887, entre les cadis tuteurs et les curateurs aux successions vacantes, est loin de fournir un argument en sens opposé, puisque la jurisprudence s'est refusée à considérer comme un service public la curatelle aux successions vacantes. (Caen, 25 octobre 1898 ; G. Le Poittevin, *op. cit.*, t. II, n° 857 et t. III, n° 1055).

L'écrit n'étant pas public, le diffamé n'étant pas un citoyen chargé d'un ministère de service public, l'infraction se réduisait à une simple contravention d'injure (G. Le Poittevin, t. II, n° 751-752).

V. D'où cette dernière question : le tribunal répressif indigène est-il compétent pour statuer sur une contravention ?

Le tribunal de Souk-Ahras nous paraît avoir très exactement statué en se déclarant incompétent. La raison qu'il donne nous semble décisive.

Il est vrai que quand un tribunal correctionnel, saisi d'un fait qui paraît un délit, s'aperçoit au cours des débats que l'infraction constitue seulement une contravention, il n'est pas obligé de se dessaisir : il peut juger et appliquer la peine (art. 192 c. i. cr.). On donne de cette règle

— Attendu que ledit écrit est bien de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du cadi par l'imputation d'un fait déterminé ; — Attendu que des débats il résulte que ces déclarations ont été faites à la suite et au sujet d'actes exercés par le cadi agissant comme tuteur du nommé Bekhouche Tahar, après la mort du père de ce dernier ; — Attendu que Khemarlia par l'organe de son défenseur prétend que le nommé Bekhouche Tahar, interné à Cayenne, étant majeur et vivant, a toujours la libre disposition de ses biens, et que, par suite, le cadi n'est pas tuteur et n'a pas à s'immiscer dans ses affaires ; qu'en le faisant, le cadi agit sans droit, en qualité d'homme privé ; — Mais attendu que l'art. 29 c. p. décide

---

cette explication : « L'incompétence du tribunal correctionnel, dans ce cas, n'a aucun caractère absolu, puisque ce tribunal peut être saisi, comme juge d'appel, de la connaissance des contraventions. On conçoit donc que, pour ces infractions d'une gravité minime, les parties soient autorisées par la loi même à renoncer au premier degré de juridiction. » (Garraud, *Précis de dr. crim.*, 9e édit., n° 570, p. 845).

Cette explication ne peut plus valoir quand il s'agit d'un tribunal répressif indigène. Celui-ci est une juridiction exceptionnelle par sa composition comme par sa compétence, odieuse par l'esprit qui a présidé à sa création ; c'est un tribunal, non de justice, mais de haine. *Odiosa sunt restringenda.* Il faut s'en tenir rigoureusement, jalousement aux termes du décret. Les tribunaux répressifs indigènes connaissent des délits, non d'infractions d'une autre catégorie. Ainsi a-t-il été jugé pour les crimes qui, à raison de la minorité de leur auteur, sont de la compétence des tribunaux correctionnels (crim. régl. de j. 5 novembre 1903, *Rev. Alg.* 1904. 2. 56). — Il n'est aucune bonne raison d'étendre leur compétence aux contraventions, car les tribunaux répressifs indigènes ne sont pas juges d'appel des tribunaux de simple police : ce qui permet d'affirmer que leur incompétence est absolue. Leur composition, dans laquelle entrent un français et un indigène nommés par l'administration, est loin d'être pour le justiciable une garantie, si bien qu'il n'est pas vraisemblable qu'une partie renonce au double degré de juridiction pour se soumettre à un tribunal aussi dangereux.

Quand il s'agit des cours criminelles, on doit bien leur étendre les règles des cours d'assises, à cause de l'art. 11 de la loi du 30 décembre 1902. Mais on ne trouve pas, dans le décret du 9 avril 1903, semblable disposition qui étende aux tribunaux répressifs indigènes les règles des tribunaux correctionnels.

Nous nous séparons donc, sur ce point, de notre ami G. Massonié (*Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie*, n° 13, *Rev. Alg.*, 1904. 1. 157 ; voy. aussi sa note sous trib. corr. Constantine, 20 sept. 1905, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 249), et nous approuvons complètement la jurisprudence qui paraît s'établir (Cprz trib. corr. Constantine, 20 sept. 1905, *cit. suprà*).

Émile LARCHER.

formellement que « quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion sera pendant la durée de sa peine en état d'interdiction légale ; il lui sera nommé un tuteur et un subrogé-tuteur pour gérer et administrer ses biens, dans les formes prescrites pour la nomination des tuteurs et des subrogés-tuteurs aux interdits » ; — Attendu que cette disposition d'ordre public doit être, bien que touchant au statut personnel, appliquée aux indigènes ; — Attendu qu'en pays arabe, le cadi est considéré comme le tuteur légal de tous les mineurs musulmans et peut toujours agir dans leur intérêt (Trib. Sidi-bel-Abbès, 31 juillet 1900, R. A. 1900, 402) ; — Attendu que les pouvoirs du cadi doivent être les mêmes en ce qui concerne les interdits en vertu de la loi ; — Attendu, dans ces conditions, que le cadi a agi régulièrement en s'occupant de l'administration des biens de Bekhouche Tahar, interné, et que ses actes, de ce chef, sont ceux non d'un homme privé mais tout au moins d'un sujet français chargé d'un service public ; — Attendu, en effet, que ces fonctions sont reconnues par l'art. 13 de la loi du 28 avril 1887 ; qu'elles doivent autant que celles du curateur aux successions vacantes être considérées comme relevant d'un service public ;

Attendu alors que Khemarlia prétend que le cadi n'ayant pas agi comme magistrat, mais comme sujet français chargé d'un service public, le délit qui lui est imputé tombe sous le coup non de l'art. 222 mais de l'art. 224 c. p. ; — Attendu qu'il y a donc lieu à examiner si selon la nature des actes qu'il exerce, le cadi peut invoquer les seuls privilèges attachés à chacune de ses mulliples fonctions, ou si au contraire sa qualité de magistrat ne domine pas ; — Attendu que si, aux yeux de la masse des indigènes, une telle distinction, non établie dans le droit musulman, peut paraître subtile, alors qu'elle est basée sur la seule nature de certaines opérations, liées les unes aux autres et accomplies par le même fonctionnaire, dans le même ordre d'idées, il n'en est pas moins vrai, que, d'après les règles établies par la législation algérienne, la nuance s'impose ; — Attendu, en effet, que si sous l'empire du décret du 13 décembre 1866, il avait pu être décidé que « la qualité de magistrat, toujours prédominante chez le cadi devait déterminer le régime légal à lui appliquer ». (Cass. 19 mars 1879), en l'état des dispositions en vigueur de l'art. 75 du décret du 17 avril 1889, la distinction se trouve faite par le texte même du décret qui laisse virtuellement les cadis sous l'empire du droit commun pour tout ce qui n'est pas leurs fonctions judiciaires (Alger, appel musul., 26 oct.

1903, *Rev. Alg.*, 1904. 2. 224) ; — Attendu que les fonctions de tuteur sont des fonctions extra-judiciaires ; — Attendu, par conséquent, qu'il faut seulement retenir la qualité de sujet français chargé d'un service public, et que l'art. 222 c. p. ne peut être visé ;

Attendu que l'art. 224 c. p. ne prévoit pas l'outrage par écrit ; — Attendu que la loi du 29 juillet 1881 le punit bien, sous certaines conditions de publicité qui ne se trouvaient pas en l'espèce ; — Attendu, étant donnés les caractères du fait incriminé et la qualité de la personne contre laquelle il a été commis, que les peines de l'art. 471 c. p. sont seules applicables, que ces peines sont des peines de simple police ;

Attendu que si le tribunal correctionnel, lorsqu'il est saisi d'un fait réputé délit mais reconnu simple contravention et lorsque le renvoi n'est pas demandé, peut retenir l'affaire et appliquer les peines de simple police en vertu de l'art. 192 c. inst. crim. (Le Poittevin, Dictionnaire des parquets, v° Compétence, n° 4), le tribunal répressif, statuant correctionnellement à l'égard des indigènes, n'a pas les mêmes pouvoirs ; — Attendu, en effet, que ces pouvoirs ne sont donnés au tribunal correctionnel que, parce que, tribunal d'appel des jugements de simple police, il y a présomption que les parties, en ne demandant pas le renvoi, renoncent au bénéfice du premier degré de juridiction (C. inst. crim. Dalloz, annoté, art. 192) ; — Attendu que cette présomption ne peut être admise en l'espèce, puisque le tribunal répressif n'est tribunal d'appel en aucune manière pour les peines de simple police, qu'elles soient appliquées aux indigènes par le juge de paix dans les communes de plein exercice ou par l'administrateur dans les communes mixtes ; — Attendu même, que les dites peines de simple police en commune de plein exercice et les délits correctionnels réprimés par le tribunal répressif ont la même juridiction d'appel ; — Attendu que, tribunal d'exception, le tribunal répressif ne peut statuer que sur les matières qui lui sont expressément réservées ; qu'il ne peut connaître des peines de simple police ;

Par ces motifs, — Statuant contradictoirement en premier ressort ; — Dit le fait imputé au nommé Khemarlia Mohamed non susceptible de peines correctionnelles ; — Se déclare incompétent ; — Renvoie le ministère public à se pourvoir ainsi qu'il en avisera.

M. DUCASSE, *prés.* ; — Me FABRE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

10 juillet 1906

Impôts arabes, zekkat, bœufs, mode d'utilisation, commerce, culture.

Aucune disposition de loi ou de règlement ne distingue au point de vue de l'impôt zekkat les animaux destinés au commerce de ceux utilisés pour la culture : l'indigène doit être imposé pour la totalité des bêtes qu'il a en sa possession au 1er janvier (1).

(Bakkouche Bakir ben Yahia)

ARRÊT

La première sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Bakkouche Bakir ben Yahia, demeurant à Montebello (département d'Alger), ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 10 avril 1906, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 17 novembre 1905, par lequel le conseil de préfecture du département d'Alger a rejeté sa demande en réduction de l'impôt zekkat auquel il a été imposé pour l'année 1905 sur le rôle de la commune de Marengo ; — Ce faisant, attendu que, si le réquérant possédait en novembre 1904, 151 bœufs, la plupart de ces animaux étaient destinés au commerce et à ce titre n'auraient pas dû être imposés en son nom, que le réquérant ne doit payer l'impôt zekkat qu'à raison des 20 bêtes qui font partie de son cheptel ; — Lui accorder la réduction demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministère de l'intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 10 avril 1906, et tendant au rejet de la

(1) Sur l'impôt zekkat, voy. É. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. 1, n° 231, p. 326.

Il est exact que rien dans les textes — d'ailleurs fort brefs, puisque l'ordonnance du 15 avril 1845 se borne à mentionner cet impôt dans un tableau annexe, et que les arrêtés annuels du gouverneur général ne font qu'en fixer le tarif — ne permet de faire la distinction sur laquelle l'indigène fondait son recours.

requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;—Vu les ordonnances du 10 août 1834, du 15 avril 1845, et 1er septembre 1847 ; l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 9 décembre 1848 ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'au 1er janvier 1905 le sieur Bakkouche Bakir avait en sa possession 151 têtes de bétail à raison desquelles il a été imposé ; qu'aucune disposition de loi ou de règlement ne distinguant au point de vue de l'impôt zekkat les animaux destinés au commerce de ceux utilisés pour la culture, c'est à bon droit que le conseil de préfecture a rejeté su réclamation ;

Décide : — La requête susvisée du sieur Bakkouche Bakir est rejetée.

MM. MARGUERIE, *prés.* ; DUGAS, *rapp.* ; BLUM, *comm. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

10 juillet 1906

Taxe sur les loyers, Algérie, concierge, assujettissement.

La taxe sur les loyers en Algérie étant due par chaque habitant français, indigène ou étranger de tout sexe et non réputé indigent, la circonstance qu'un habitant occupe un logement, non à titre de locataire, mais en qualité de concierge, n'est pas de nature à le faire exempter de la taxe (1).

(Long)

ARRÊT

La première sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Long, demeurant à Oran ; ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 25 septembre 1905, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 22 juin 1905

---

(1) C'est la confirmation d'une jurisprudence déjà établie : Cons. d'État, 28 janvier 1903, *Rev. Alg.* 1903. 2. 170.

par lequel le conseil de préfecture du département d'Oran a rejeté sa demande en décharge de la taxe sur les loyers à laquelle il a été imposé pour l'année 1905 sur le rôle de la commune d'Oran ; — Ce faisant, attendu que le requérant occupait le logement à raison duquel il a été imposé, non à titre de locataire, mais en qualité de concierge ; — Lui accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 16 février 1906, et tendant au rejet du pourvoi ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 15 juin 1899 ;

Considérant qu'aux termes de l'art 2 du décret du 15 juin 1899, la taxe sur les loyers en Algérie est due par chaque habitant français, indigène ou étranger de tout sexe et non réputé indigent ; — Considérant que le sieur Long n'ayant pas été inscrit sur la liste des indigents dressée par le conseil municipal ne saurait être considéré comme indigent ; que s'il remplit dans la maison qu'il habite l'emploi de concierge, cette circonstance n'est pas de nature à le faire exempter de la taxe des loyers ; que, par suite, c'est avec raison qu'il a été imposé et maintenu, pour l'année 1905, à la taxe des loyers sur le rôle de la ville d'Oran ;

Décide : — La requête susvisée du sieur Long est rejetée.

MM. MARGUERIE, *prés.* ; ROUSSELIER, *rapp.* ; BLUM, *comm. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

7 novembre 1906

Taxe sur les loyers, Algérie, bail expiré, séjour dans l'appartement après le 1er janvier, bail nouveau.

Le locataire qui, au commencement de l'année, mais après l'expiration de son bail, reste quelques jours, d'une façon purement précaire et grâce à la complaisance du propriétaire, dans un appartement, alors que déjà il a loué un autre appartement de loyer moins élevé, ne doit être assujetti à la taxe

sur les loyers que pour la valeur locative de ce dernier appartement (1).

(Bensiano)

ARRÊT

La première sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Bensiano (Aaron), demeurant à Alger, 32, rue Marengo, enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 20 juin 1906 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 29 septembre 1905, par lequel le conseil de préfecture du département d'Alger a rejeté sa demande en réduction de la taxe sur les loyers à laquelle il a été imposé pour l'année 1905, sur le rôle de la ville d'Alger; — Ce faisant, attendu que si le requérant a occupé pendant l'année 1904 un appartement d'un loyer annuel de 720 fr., il occupe depuis le 31 décembre 1906, date de l'expiration de son bail un appartement dont le loyer est de 480 fr. seulement; que la circonstance qu'il a pu grâce à la complaisance de son propriétaire ne déménager que le 5 janvier 1905, quelques jours après l'expiration de son bail, ne doit pas faire obstable à ce que la taxe locative dont il est passible pour 1905 soit calculée à raison d'un loyer de 480 fr. et non à raison d'un loyer de 720 fr.; — Attendu, en second lieu, que sa situation de fortune est très précaire; que, dès lors, il a droit à obtenir décharge de la taxe des prestations; — Lui accorder la réduction et la décharge demandées; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme ci-dessus le 20 juin 1906 et tendant au rejet de la requête; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu le décret du 15 juin 1899;

En ce qui concerne la taxe sur les loyers: — Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Bensiano avait pris en location à partir du 1er janvier 1905 un appartement sis 32, rue Marengo, d'un loyer annuel de 480 fr.; — Considérant, d'autre part, que si le sieur Bensiano, a conservé la jouissance postérieurement au 31 décembre 1904 date de l'expiration de son bail et jusqu'au 13 janvier 1905 d'un appartement

---

(1) Le conseil d'État nous paraît avoir fait une application exacte et raisonnable de l'art. 13 du décret du 15 juin 1899, aux termes duquel « la taxe des loyers est due pour l'année entière à raison *des faits existant depuis le 1er janvier.* »

sis passage Martinetti d'un loyer annuel de 720 fr., cette prolongation de séjour d'un caractère absolument précaire ne pouvait motiver son imposition à raison d'une valeur locative de 720 fr.; que, dès lors, c'est à raison d'une valeur locative de 480 fr. seulement, afférente à son appartement, sis 32, rue Marengo, que le sieur Bensiano aurait dû être imposé à la taxe sur les loyers pour l'année 1905 et que c'est à tort que le conseil de préfecture a refusé de faire droit à sa réclamation ;

En ce qui concerne la taxe des prestations : — Considérant que la réclamation du sieur Bensiano devant le conseil de préfecture n'était relative qu'à la taxe sur les loyers ; qu'ainsi le requérant n'est pas recevable à demander pour la première fois devant le conseil d'État la décharge de la taxe des prestations ;

Décide : — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture d'Alger, en date du 29 septembre 1905, est annulé ; — Le sieur Bensiano sera imposé à la taxe sur les loyers pour l'année 1905 sur le rôle de la ville d'Alger à raison d'une valeur locative de 480 fr. ; — Il est accordé au sieur Bensiano décharge de la différence entre les droits auxquels il avait été primitivement imposé et ceux dont il est passible en vertu de la présente décision.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; DUGAS, *rap.* ; COURTOIS, *comm. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

28 janvier 1907

Impôts arabes, hockor, terre arch, séquestre, échange, assujettissement.

Est à bon droit assujetti à l'impôt hockor le détenteur d'une terre qui, au 22 avril 1863, faisait partie des terres de nature arch, *alors que ces terres, mises sous séquestre par l'État en 1871, ont été par acte administratif ultérieur (en 1899) échangées contre d'autres acquises pour la colonisation* (1).

---

(1) Nous craignons que le conseil d'État, en prenant au pied de la lettre la formule du sénatus-consulte du 22 avril 1863, ait méconnu et le carac-

(Fellahi Saïd)

ARRÊT

La deuxième sous-section de la section temporaire du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Fellahi (Saïd), demeurant à Lanasser, commune de Sétif (département de Constantine), ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 15 mai 1905, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 16 décembre 1904, par lequel le conseil de préfecture du département de Constantine a rejeté sa demande en décharge de la contribution à l'impôt hockor à laquelle il a été assujetti pour l'année 1904, sur le rôle de la commune de Coligny ; — Ce faisant, attendu que le terrain à raison duquel il est imposé et qu'il a acheté à des particuliers est un terrain melk et qui échappe à l'impôt hockor, lequel ne frappe que les terres arch ; — Lui accorder la décharge demandée ; Vu l'arrêté attaqué ; — Vu la réclamation présentée devant le conseil de préfecture ; — Vu les avis du maire et des répartiteurs des contributions directes ; — Vu la lettre, en date du 11 mai 1905, par laquelle le préfet du département de Constantine transmet le présent pourvoi, ensemble le rapport du

---

tère de l'impôt hockor et les effets du séquestre. Nous tenons d'autant plus à montrer l'erreur commise qu'elle n'est pas sans précédent (Voy. cons. d'État 19 décembre 1900, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 164).

Le *hockor*, qui n'existe que dans le département de Constantine, est, dans son origine, moins un impôt véritable qu'un loyer dû à l'État ; c'est le loyer des terres *arch* (voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. I, n° 232, p. 327). Il s'ensuit nécessairement qu'il cesse d'être dû quand une terre cesse d'être *arch* (Sur la terre *arch*, voy. notre *Traité*, t. II, n^os^ 723 et s., 910 et s., et les renvois).

En principe, une terre ne cesse d'être *arch* que par une procédure d'enquête partielle (voy. notre *Traité*, t. II, n^os^ 923 et s. ; et sur la procédure même, n^os^ 818 et s.). Mais le séquestre, mesure de répression en même temps que mode d'accroissement du domaine en Algérie (voy. notre *Traité*, t. II, n^os^ 638, et 1031 et s.), peut avoir le même résultat ; ce qui paraît avoir échappé au conseil d'État. — La loi du 26 juillet 1873 déclare francisés, c'est-à-dire soumis à tous points de vue à la loi française, les immeubles qui ont fait l'objet de certains titres (Voy. notre *Traité*, t. II, n^os^ 772 et s., 831 et s.). Au nombre de ces titres sont, sinon tous les arrêtés auxquels donne lieu l'apposition ou la main-levée du séquestre, du moins ceux qui opèrent un transfert de propriété : ont évidemment ce caractère d'abord l'arrêté qui incorpore le bien séquestré au domaine de

directeur des contributions directes ; — Vu les observations présentées par le ministre des finances en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 9 avril 1906, et tendant au rejet de la requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le sénatus-consulte du 22 avril 1863 ;

Considérant que le sénatus-consulte du 22 avril 1863 porte, dans son art. 4, que les rentes, redevances et prestations dues à l'État par les détenteurs des territoires des tribus continueront à être perçues comme par le passé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique ; — Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'à la date du 22 avril 1863, la parcelle de terre soumise à l'imposition contestée faisait partie des terres de nature arch, imposables à l'hockor, et que si ces terres, mises sous séquestre par l'État en 1871, ont été, par acte administratif du 31 août 1899 approuvé par le gouverneur général, échangées contre d'autres terres arch acquises pour la colonisation et, par la suite, partagées entre les particuliers, elles n'en sont pas moins restées, en raison de leur origine propre, passibles de l'impôt précité ; que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que le sieur Fellahi (Saïd) a été imposé et maintenu à l'hockor pour la parcelle de terre dont il s'agit ;

Décide : — La requête du sieur Fellahi (Saïd) est rejetée.

MM. A. DE ROUVILLE, *prés.* ; BERTON, *rapp.* ; CORNEILLE, *comm. du gouv.*

---

l'État, et aussi celui qui, par la suite, attribue, gratuitement ou à titre onéreux, ce bien soit à son ancien propriétaire, soit à un autre. Et la terre qui a fait l'objet de ces arrêtés n'est plus ni *arch*, ni *melk :* elle est française, et il ne saurait être question de faire payer l'hockor par une terre française.

A donner, ainsi que le fait notre arrêt, une portée absolue à la règle que les détenteurs des territoires des tribus continueront à payer les rentes, redevances et prestations dues à l'État, on en arriverait à faire payer les impôts arabes par les colons français. Nous nous en voudrions d'insister sur l'erreur de cette interprétation de l'art. 4 du sénatus-consulte du 22 avril 1863 (Cprz notre note sous cons. d'État. 19 décembre 1904, *Rev. Alg.*, 1905. 2. 71).

E. L.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

22 décembre 1905

Procédure criminelle, cour d'assises, copie de pièces; questions au jury, pluralité d'accusés, circonstances aggravantes, armes apparentes ou cachées, question unique.

La disposition de l'art. 305 c. i. cr. n'est pas prescrite à peine de nullité (1).

Le crime étant un, ses aggravations, dès qu'elles sont une fois régulièrement constatées, s'étendent de droit à tous les coauteurs et complices, sans qu'il y ait à rechercher la part prise par chaque accusé à la circonstance aggravante, ni à poser pour chacun d'eux une question à ce sujet. Il n'y a d'exception que pour les circonstances morales et toutes personnelles, telles que la préméditation ou le guet-apens, dans une accusation d'assassinat (2).

---

(1) Sur ce premier point, l'arrêt se rattache à une jurisprudence depuis longtemps établie. Si l'art. 305 c. i. cr. ordonne qu'une copie des procès-verbaux et des déclarations des témoins sera gratuitement délivrée aux accusés, cette disposition n'est point édictée à peine de nullité (très nombreux arrêts, depuis crim. rej. 27 décembre 1811, jusqu'à crim. rej. 7 août 1901, *Bull. crim.*, n° 229 ; 8 février 1902, *Bull. crim.*, n° 62). Il n'y aurait nullité qu'autant que, l'accusé ayant requis l'accomplissement de cette formalité, il n'aurait pu l'obtenir de la cour d'assises. — De même, pour les inexactitudes qui ont pu se produire dans la copie des pièces, elles ne sauraient motiver la nullité des débats, verdicts et arrêts qui ont suivi (notamment crim. rej. 10 septembre 1874, *Bull. crim.*, n° 259; 3 décembre 1892, *Bull. crim.*, n° 319), à moins que l'accusé n'ait vainement réclamé avant le verdict du jury (crim. rej. 3 décembre 1892).

Ne pourrait-on reprocher à cette jurisprudence de s'expliquer plus par le désir de faciliter l'administration de la justice que par le souci des droits de la défense ?

(2) Sur le second point, cet arrêt est du plus haut intérêt en ce qu'il paraît continuer l'évolution de la jurisprudence vers une solution plus plus exacte du grave problème de la « criminalité d'emprunt ».

On sait en quels termes se pose la question de la communicabilité des circonstances aggravantes (ou des excuses) de l'auteur au complice, du complice à l'auteur, ou de coauteur à coauteur. En ce qui touche les circonstances aggravantes personnelles au complice, il y a accord sur ce point qu'elles ne peuvent nuire à l'auteur principal, et même que (la

(Curci et Ferrer c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 305 c. i. cr., en ce que la copie des pièces de la procédure

---

récidive mise à part) elles ne peuvent nuire au complice : ainsi, le fils, complice du meurtre de son père, n'est, pas plus que le meurtrier, passible de la peine du parricide (V. Garçon, *C. pén. ann.*, art. 59 à 60, nos 397-408). Mais il y a controverse lorsqu'une circonstance aggravante existe du chef de l'auteur principal ou de l'un des auteurs : entraînera-t-elle aggravation de peine pour le complice ou pour le coauteur? En cour d'assises faut-il poser au jury la question relative à cette circonstance *in personam* pour chaque accusé ? ou suffit-il de la poser une seule fois, *in rem*, pour tous ceux qui ont participé au crime ?

La doctrine, ou tout au moins la majorité des auteurs modernes, établit une distinction entre les circonstances aggravantes personnelles et les circonstances aggravantes réelles. (On dit encore subjectives, au lieu de personnelles ; objectives ou matérielles, au lieu de réelles : mais cette question de terminologie est de minime importance. Il est plus intéressant de noter que tout ce qu'on dit des circonstances aggravantes peut s'appliquer aux excuses.) Ces auteurs enseignent que les circonstances personnelles demeurent propres à l'auteur du chef de qui elles existent : ce qui fait que, pour qu'elles existent au détriment de plusieurs, il faut que la question relative à cette circonstance soit posée et tranchée affirmativement par le jury pour chaque accusé ; tandis que les circonstances réelles sont inhérentes à l'infraction : posées une seule fois et résolues affirmativement, elles produisent leur effet aggravant pour tous ceux qui, auteurs, coauteurs ou complices, ont participé à l'infraction (Voy. notamment Chauveau, Faustin-Hélie et Villey, *Théorie du droit pénal*, t. I, n° 304 ; Villey, *Précis d'un cours de dr. crim.*, p. 362 ; Garraud, *Tr. th. et pr. du dr. pén. fr.*, 2e édit., t. II, n° 704 ; Laborde, *Cours de dr. crim.*, nos 644 et 647).

La jurisprudence est beaucoup moins nette. Longtemps — mise à part la récidive et la qualité de militaire que les arrêts ont toujours déclarés essentiellement personnelles et demeurant propres à ceux du chef de qui elles existent — on a pu dire que les arrêts ne faisaient aucune distinction entre les circonstances aggravantes inhérentes au fait lui-même et celles qui sont personnelles à l'auteur principal ou à l'un des auteurs, celles-ci comme celles-là devant nuire au complice et *a fortiori* au coauteur (Voy. Garçon, *C. pén. ann.*, art. 59 et 60, nos 416-417).

Depuis quelques années, sans que les arrêts aient complètement abandonné cette solution un peu simpliste, et même parfois tout en la rappelant encore, on peut constater une tendance de la jurisprudence à se rapprocher de l'opinion doctrinale. Notamment, une assez longue série d'arrêts avait admis que la préméditation dans le meurtre, de la part de l'auteur principal, aggrave la peine du complice (crim. rej. 19 janvier

contenait une erreur matérielle : — Attendu que la disposition de l'art. 305 c. i. cr. n'est pas prescrite à peine de nullité ; —

1838, *Bull. crim* , n° 18 ; 3 juin 1843, Sir. 1843. 1. 159 ; 5 janvier 1854, Sir. 1854. 1. 181 ; 18 mai 1865, Sir. 1865. 1. 464 ; 23 août 1877, *Bull. crim.*, n° 201). Or, on peut citer maintenant quatre arrêts au moins (celui reproduit ci-dessus étant le quatrième) qui donnent la solution opposée. Déjà un arrêt du 12 décembre 1889 (*Bull. crim.*, n° 384) dispose formellement : « S'il est admis que les circonstances aggravantes *matérielles* peuvent légalement n'être l'objet que d'une seule question commune à tous les coaccusés d'un même crime, par ces motifs qu'une fois établi à l'égard d'un seul, le fait matériel l'est à l'égard de tous, il en est autrement des circonstances aggravantes *purement morales* d'intention qui, par leur nature même, sont *personnelles* à chacun d'eux, comme la préméditation et le mobile du crime. » Un jugement du conseil de revision d'Alger, du 27 décembre 1894 (*Rev. Alg.*, 1895. 2. 170) s'est approprié cette jurisprudence, et un arrêt de la chambre criminelle du 2 avril 1898 (*Bull. crim.*, n° 144), comme l'arrêt ci-dessus, rappelle la solution admise par les deux précédents.

Si bien qu'aujourd'hui on peut dire que l'accord est fait entre la doctrine et la jurisprudence sur certains points importants : 1° sur la communicabilité des circonstances matérielles, qui ne font l'objet que d'une seule question commune à tous les accusés d'un même crime ; — 2° sur la non communicabilité de certaines circonstances, que la jurisprudence appelle essentiellement personnelles ou morales : la récidive, la qualité de militaire, la préméditation, le guet-apens, le mobile du crime.

C'est encore en s'inspirant du même principe, mais en commettant une erreur, qu'un arrêt, d'ailleurs isolé, décide que « la provocation, constituant une excuse personnelle, doit, à peine de nullité, faire l'objet d'une question distincte au jury pour chacun des accusés » (crim. cass. 7 décembre 1901, *Bull. crim.* n° 310). Si, comme l'arrêt l'affirme, la provocation était personnelle, la solution ne pourrait qu'être approuvée ; et nous applaudirions à cette nouvelle manifestation de l'évolution vers l'exacte théorie de la communication des circonstances aggravantes et des excuses. Mais il n'est guère douteux, tout au contraire, que les causes de provocation qui constituent l'excuse légale sont (mise à part la cause de provocation tirée du flagrant délit d'adultère, qu'il convient sans doute de considérer comme essentiellement personnelle au mari : voy. Garraud, *Tr.* t. II, n° 705, p. 733) *inhérentes au fait lui-même*. réelles, ce qui fait qu'elles profitent aussi bien à ceux qui ont pris fait et cause pour la personne provoquée qu'à celle-ci (voy. Garraud, *loc. cit.*). Une jurisprudence assez abondante, et qui doit être approuvée, s'était antérieurement prononcée en ce sens : crim. cass. 20 juin 1861, Dall. pér. 1861. 5. 119 ; 18 octobre 1882, Sir. 1884. 1. 353 ; 8 août 1885, *Bull. crim.* n° 232).

Sur les points où la divergence subsisterait entre la doctrine et la jurisprudence, c'est-à-dire pour quelques circonstances aggravantes que les auteurs considèrent comme personnelles et que des arrêts déclarent communicables, il n'est point inutile de remarquer que ces arrêts sont déjà fort anciens, très sensiblement antérieurs à ceux que nous avons cités rela-

Que la défense s'est bornée à demander acte à la cour d'assises de l'inexactitude qu'elle avait relevée, sans conclure au renvoi de l'affaire à une autre session ;

Sur le second moyen pris de la violation des art. 337 et 344 c. i. cr. et de l'art. 1er de la loi du 13 mai 1836, en ce que le jury a été interrogé par une seule question, relativement aux deux accusés sur la circonstance aggravante de port d'armes apparentes ou cachées : — Attendu que si des questions distinctes doivent être posées sur le fait principal pour chaque accusé, les textes visés au moyen n'exigent pas qu'il en soit ainsi relativement aux circonstances aggravantes ; que le crime étant un, ses aggravations, dès qu'elles sont une fois régulièrement constatées, s'étendent de droit à tous les coauteurs et complices, sans qu'il y ait à rechercher la part prise par chaque accusé à la circonstance aggravante, ni de poser pour chacun d'eux une question à ce sujet ; qu'il n'y a d'exception que pour les circonstances morales et toutes personnelles, telles que la préméditation ou le guet-apens dans une accusation d'assassinat ; — Attendu, d'ailleurs, que la circonstance aggravante dont il s'agit est formulée par l'art. 381 c. pén. en ces termes : « Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées » ; — Et attendu que la procédure a été régulière et que les peines ont été légalement appliquées aux faits déclarés constants par le jury ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BARD, *prés.* ; PETITIER, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

---

tivement à la préméditation. Voici, en effet, à notre connaissance, les plus récents des arrêts qui, contrairement à nos sentiments, déclarent communicables : la qualité de fils dans la personne de l'auteur du meurtre, crim. rej. 28 mars 1843, Sir. 1843. 1. 54. ; la qualité de médecin, chirurgien, etc. dans l'avortement, crim. rej. 23 novembre 1872, Sir. 1873, 1. 140 ; la qualité d'officier public en matière de faux, crim. rej. 22 janvier 1835, Sir. 1835, 1, 920 ; la qualité de domestique chez l'auteur du vol, crim. rej 27 janv. 1863, *Bull. crim.*, n° 34. Tous ces arrêts remontent à plus de trente ans, la plupart à plus d'un demi-siècle : ce sont des antiquailles.

Il est donc permis d'espérer que si les mêmes questions se présentaient de nouveau aujourd'hui devant la cour de cassation, avec les précédents que nous venons de relever, elles seraient résolues comme vient de l'être la question de la communicabilité de la préméditation. Nous serions heureux de voir se parfaire l'accord entre la doctrine et la jurisprudence.

Émile LARCHER.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

2 juin 1906

Tribunaux répressifs indigènes, appel, tribunal correctionnel, jugement, rapport, omission ou défaut de mention, nullité.

L'appel des jugements rendus en matière correctionnelle doit être jugé sur le rapport de l'un des juges tenant l'audience, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les jugements correctionnels ordinaires et ceux des tribunaux répressifs indigènes organisés par le décret du 9 août 1903 (1);

Le rapport constitue une formalité substantielle dont l'observation est exigée à peine de nullité, soit qu'il s'agisse de juger le fond du procès, soit qu'il y ait lieu de prononcer sur une question préjudicielle (2).

PREMIÈRE ESPÈCE

(Boularès Tahar ben Ferhat c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 209 c. i. cr. et de l'art. 23 du décret du 9 août 1903, en ce

(1) La cour de cassation a déjà eu occasion de décider que, non seulement l'examen par le tribunal correctionnel des appels des jugements des tribunaux répressifs indigènes doit commencer par un rapport, mais qu'il suffit qu'un des juges n'ait pas assisté au rapport pour que le jugement soit nul. — Crim. cass. 9 mars 1906, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 308.

(2) Le rapport d'un des magistrats de la juridiction d'appel est, en matière correctionnelle, une formalité essentielle. Et ce rapport est nécessaire aussi bien lorsqu'il s'agit de statuer sur un incident que pour le jugement sur le fond. Ainsi le décide une abondante jurisprudence qui ne peut qu'être approuvée. — Voy. notamment crim. cass. 9 mai 1854, D. P. 1855. 1. 374; crim. rej. 6 juillet 1866, D. P. 1867. 1. 411.

que le premier jugement du 23 mars 1906 ne constate pas la formalité du rapport prescrite par la loi : — Vu lesdits articles ; — Attendu que l'appel des jugements rendus en matière correctionnelle doit être jugé, conformément à l'art. 209 c. i. cr., sur le rapport de l'un des juges tenant l'audience, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les jugements des tribunaux correctionnels ordinaires et ceux des tribunaux répressifs indigènes réglementés par le décret du 9 août 1903; que si, d'après les prescriptions de l'art. 23 dudit décret, l'appel des jugements rendus par les tribunaux répressifs, au lieu d'être déféré à la cour d'Alger est porté devant le tribunal correctionnel dans la circonscription duquel est situé le tribunal répressif indigène, aucune disposition légale n'a modifié, en ce qui concerne ce tribunal, l'obligation imposée au juge d'appel de se conformer en matière correctionnelle aux dispositions du code d'instruction criminelle et, par suite, à celles de l'art. 209 dudit code ; — Attendu que le rapport constitue une formalité substantielle dont l'observation est exigée, à peine de nullité, soit qu'il s'agisse de juger le fond du procès, soit qu'il y ait lieu de prononcer sur une question préjudicielle; — Attendu, en fait, qu'à l'audience du 23 mars 1906, où la cause a été appelée à la suite d'un supplément d'information ordonné par le tribunal correctionnel de Guelma le 16 du même mois, le prévenu a déposé des conclusions tendant à la nullité de ce supplément d'information à raison de divers vices dont il le prétendait entaché ; — Attendu que le tribunal, avant de juger le fond du procès, a statué sur cette question préjudicielle par décision distincte et séparée, et a rejeté les conclusions sus-énoncées comme non fondées, en ordonnant qu'il serait passé outre aux débats ; — Attendu que la question tranchée par ce jugement incident étant préjudicielle ne pouvait dès lors être régulièrement débattue et jugée qu'après le rapport de l'un des juges tenant l'audience; mais que le jugement ne constate pas que cette formalité ait été accomplie; en quoi il y a eu violation des articles visés au moyen ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens : — Casse les deux jugements du tribunal correctionnel de Guelma en date du 23 mars 1906; — Renvoie devant le tribunal correctionnel de Constantine.

MM. BARD, *prés.*; MERCIER, *rap.*; LOMBARD, *av. gén.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(Aïtibrahim Sliman ben Lamora c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen relevé d'office et pris de la violation des art. 209 c. i. cr. et 23 du décret du 9 août 1903, en ce que la juridiction d'appel a statué sur un incident avant qu'il ait été fait rapport de l'affaire : — Vu lesdits articles ; — Attendu d'une part qu'aux termes de l'art. 209 précité l'appel doit être jugé sur le rapport fait par l'un des juges ; que ce rapport, premier élément du débat oral devant la juridiction supérieure, a pour but de faire connaître tous les documents qui ont servi de base à la décision frappée d'appel, qu'il constitue une formalité substantielle dont l'observation est exigée à peine de nullité, soit qu'il s'agisse de juger le fond du procès, soit qu'il y ait lieu de prononcer sur une question préjudicielle ; — Attendu d'autre part que cette formalité est applicable non seulement devant les cours d'appel, mais aussi devant les tribunaux correctionnels qui, suivant l'art. 23 du décret du 9 août 1903, statuent, comme juridiction d'appel, sur les jugements des tribunaux répressifs indigènes de l'Algérie ; — Attendu en fait que Aïtibrahim Sliman ben Lamora, appelant d'un jugement du tribunal répressif indigène du canton du Djurjura, a, par des conclusions préjudicielles, demandé au tribunal correctionnel de Tizi-Ouzou de déclarer nul un procès-verbal de constat et d'ordonner un supplément d'information ; — Que la juridiction d'appel a rejeté lesdites conclusions et a passé outre à l'examen du fond, mais que le débat sur cet incident n'a pas été précédé du rapport qui aurait dû exposer les éléments de la cause ; — D'où il suit qu'il y a eu violation des articles visés au moyen ; — Et attendu que l'irrégularité commise motivant l'annulation du jugement interlocutoire, doit entraîner, par voie de conséquence, celle du jugement sur le fond ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Tizi-Ouzou en date du 23 avril 1906 qui a rejeté les conclusions préjudicielles d'Aïtibrahim Sliman ben Lamora, ensemble le jugement du même jour qui l'a condamné à six mois de prison pour coups et blessures volontaires ; — Renvoie devant le tribunal correctionnel de Blida.

MM. BARD, *prés.* ; HERBAUX, *rap.* ; LOMBARD, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

—

1er décembre 1906

—

Publication des lois en Algérie, « Journal Officiel », « Bulletin officiel du gouvernement général ». — Sucrage des vins, loi, décret de règlement, date d'entrée en vigueur, contravention antérieure, répression.

—

I. *Le décret du 5 novembre 1870 régit, en Algérie comme en France, la promulgation des lois qui n'ont pas, pour y être exécutoires, à être insérées au* Bulletin Officiel *des actes du gouvernement général. Une loi ou un décret devient exécutoire dans chaque arrondissement un jour franc après que le* Journal Officiel *où il est inséré est parvenu au chef-lieu de cet arrondissement* (1).

II. *Le décret du 21 septembre 1903 qui rend exécutoire en Algérie l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903, sur le sucrage des vins, dispose, il est vrai, que « des décrets ultérieurs détermineront les conditions d'application de la loi ». Mais l'art. 7 prévoit deux sortes de contraventions : les unes relatives à la déclaration préalable qu'il enjoint de faire, les autres relatives aux formes de cette déclaration. Les premières ont pu être commises avant que le décret de règlement (décret du 6 octobre 1903) relatif aux formes soit devenu exécutoire* (2).

---

(1) V. l'arrêt cassé, Alger, 6 juillet 1905, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 216.

Sur le premier point, nous approuvons complètement la doctrine de cet arrêt, conforme à une jurisprudence bien établie avec laquelle l'arrêt attaqué avait eu tort de rompre. V. notre note, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 218.

Nous relèverons seulement, dans cet arrêt comme dans celui qu'il casse, l'impropriété de terminologie qui consiste à nommer *promulgation* ce qui est seulement la *publication*.

(2) Nous avons des doutes sur l'exactitude de la distinction que fait l'arrêt reproduit pour aboutir, dans l'espèce, à une répression.

Le décret du 21 septembre 1903 rend exécutoire en Algérie l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903 qui astreint à une déclaration préalable quiconque veut se livrer au sucrage des vins. Mais il ajoute : « Des décrets ultérieurs détermineront *les conditions d'application* des dispositions qui précèdent. » Si le texte lui-même prévoit des conditions d'application à

(Contrib. div. c. Caze, Desfours et Gély).

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation ou fausse application de l'ordonnance du 1er septembre 1834 et du 15 avril 1845, des décrets des 10 décembre 1860, 24 octobre 1870, 5 novembre 1870, des arrêtés et décrets des 29 mars, 6 mai et 7 octobre 1871, 27 décembre 1875, de l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903, du décret du 21 septembre 1903, et défaut de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer à l'infraction commise par les prévenus, l'art. 7 de la loi du 23 janvier 1903, rendu exécutoire en Algérie par le décret du 21 septembre 1903, sous prétexte : — 1° que ce décret à la date de la contravention n'avait pas encore été inséré au *Bulletin Officiel* du gouvernement général de l'Algérie ; — 2° que le décret déterminant les conditions d'application des lois déclarées exécutoires en Algérie par le décret du 21 septembre 1903 n'a été publié que dans le numéro du *Journal Officiel* du 8 octobre 1903, lequel n'est parvenu à Oran que le 13 octobre c'est-à-dire trois jours après l'infraction relevée : — Vu les dits articles ; — Attendu que, à la vérité, sous l'empire du décret du 27 octobre 1858, les lois et décrets étaient promulgués en Algérie par leur insertion au *Bulletin Officiel* des actes du gouvernement général et exécutoires à l'expiration des délais fixés par ce décret à la suite de cette insertion, mais que le décret du gouvernement de la défense nationale, en date du 5 novembre 1870, a déclaré que : « dorénavant la promulgation des lois et décrets résulterait de leur insertion au *Journal officiel* de la République française; » — Attendu que ce décret régit en Algérie la promulgation des lois qui n'ont pas pour être exécutoires, à être insérées au *Bulletin Officiel* des actes du gouverneur général ; — Qu'il s'ensuit que le décret du 21 septembre 1903 inséré au *Journal Officiel* du 23 septembre 1903 est devenu exécutoire dans l'arrondissement d'Oran un jour franc après que le *Journal*

---

déterminer ultérieurement, il nous semble que, tant que ces conditions ne sont pas déterminées, le texte ne peut s'appliquer. Le raisonnement de la cour d'Alger était d'une parfaite rectitude. La cour suprême n'hésite pas à modifier sensiblement le texte, puisqu'elle lit « réglementation des formes de la déclaration » là où le décret dit, d'une façon plus générale, « conditions d'application ». Cela n'est point, pensons-nous, d'une fidèle interprétation. E. L.

Officiel du 23 septembre est parvenu au chef-lieu de cet arrondissement ;

Attendu que l'arrêt attaqué a toutefois déclaré que même si la promulgation du décret du 21 septembre 1903 qui a rendu exécutoire l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903, a eu lieu en vertu du décret du 5 novembre 1870, les prévenus n'ont pas contrevenu à cet art. 7 parce qu'il énonce « que des décrets ultérieurs détermineront les conditions d'application de la loi et que ce décret de réglement rendu le 6 octobre 1903, n'a été promulgué au *Journal Officiel* que le 8 octobre 1903 et n'est parvenu à la préfecture d'Oran que le 13 octobre, c'est-à-dire trois jours après l'infraction relevée » ; — Mais attendu que l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903 porte expressément que « les contraventions aux dispositions qui précèdent et aux réglements qui seront rendus pour leur exécution, sont punies des peines édictées par l'art. 4 de la loi du 6 avril 1897 » ; que la loi a ainsi prévu deux sortes de contraventions : les unes relatives à la déclaration préalable qu'elle enjoint de faire, les autres relatives aux formes de cette déclaration que des règlements ultérieurs prescriront ; que si les prévenus n'ont pu contrevenir à la réglementation des formes de la déclaration, qui, d'après l'arrêt attaqué n'était pas encore exécutoire au moment où l'infraction qui leur est reprochée aurait été commise, il ne s'en suit pas qu'ils n'aient pas contrevenu à l'obligation que la loi leur imposait, de déclarer à la recette buraliste, l'opération du sucrage qu'ils se proposaient de faire ; — Que cette déclaration qui n'était pas subordonnée à la promulgation d'un règlement destiné à en préciser les détails, pouvait être faite dans une forme quelconque et était par suite immédiatement obligatoire ; — Qu'en décidant le contraire sur ces deux points l'arrêt attaqué a violé les textes de loi visés au moyen ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la cour d'appel d'Alger en date du 6 juillet 1905, qui dans les poursuites intentées contre Desfours, Gély et Cazes a déclaré inapplicable l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903 et pour être à nouveau statué conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant la cour d'appel d'Aix.

MM. BARD, *prés.* ; LE GRIX, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.* — Me REGRAY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. corr.)

9 mars 1905

Phylloxéra, végétaux, circulation, infraction, arrêté du gouverneur général, rétroactivité.

Lorsque, par dérogation à l'art. 3 de l'arrêté du gouverneur général du 3 janvier 1901, un nouvel arrêté du même agent autorise entre deux communes la circulation des végétaux, même lorsque les racines sont garnies de terre, sans que les intéressés aient à produire de certificat d'origine, cet arrêté a un effet rétroactif: il supprime les infractions commises antérieurement et non encore jugées définitivement (1).

(Proc. gén. c. Hœrni)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que le délit retenu à la charge du prévenu a été commis le 3 novembre 1904; — Attendu que, par arrêté du gouverneur général du 3 décembre 1904, par dérogation aux prescriptions de l'art. 3 de l'arrêté du 3 janvier 1901, les végétaux autres que la vigne, même lorsque leurs racines seront garnies de terre, pourront circuler entre El-Biar et Alger sans que les intéressés aient à produire de certificat d'origine; — Attendu que cet arrêté supprime l'infraction reprochée à Hœrni; que le principe de la rétroactivité doit être appliqué et que Hœrni doit être admis à en bénéficier; — Qu'il convient en conséquence d'infirmer le jugement déféré et de relaxer le prévenu des fins de la poursuite sans dépens;

---

(1) Application exacte d'un principe certain. Voy. Garraud, *Tr. th. et pr. du droit pénal français*, 2e édit., t. I, n° 135; G. Vidal, *Cours de dr. crim. et de science pénit.*, 2e édit., n° 900. Voy. aussi les références de jurisprudence dans Garçon, *C. pén. annoté*, art. 4, n° 30.

Un arrêt identique est intervenu dans une affaire semblable (Ksouri Ali ben Taïeb), le 15 juin 1905.

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel du prévenu ; — Y faisant droit : — Au fond ; — Infirme le jugement déféré ; — Et statuant à nouveau : — Relaxe Hœrni, Jean, des fins de la poursuite sans dépens ;

MM. WURTZ, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Me MISSÉ, *av.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

14 décembre 1905

Nationalité, Tunisie, israélite, naissance en Algérie, établissement en pays étranger, esprit de retour, commerce, descendants, qualité de français.

L'indigène israélite né en Algérie est sujet français. Il transmet cette qualité à ses descendants, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci ont acquis une autre nationalité.

Si, aux termes de l'ancien art. 17 c. civ., antérieurement à la loi du 26 juin 1889, l'établissement fait en pays étranger sans esprit de retour était une cause de perte de la qualité de français, ce même article spécifiait que les établissements de commerce ne pourraient jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

Dès lors, un israélite né en Tunisie, mais qui établit que son grand-père né à Alger n'a quitté cette ville qu'en 1837 pour aller s'établir à Tunis et qui est commerçant comme ses auteurs paraissent l'avoir été, est français (1).

---

(1) Cet arrêt offre un sérieux intérêt pratique à raison du nombre assez considérable d'israélites qui, en Tunisie, se prévalent de leur origine algérienne, donc de leur qualité de français, pour éviter certains impôts et pour être justiciables des tribunaux français.

Les Tunisiens, et même parfois les magistrats français de Tunisie, se montrent peu favorables à cette revendication de la qualité de français par des israélites vivant exactement de la vie des juifs indigènes. Un

(Jacob et Aron Sitbon c. Scialom Sitbon)

ARRÊT

LA COUR. — Au fond : — Attendu que Jacob et Aron Sitbon soulèvent deux exceptions d'incompétence, la première tirée

---

jugement que nous avons critiqué marque bien cette défaveur : « Rien n'est plus choquant que la différence du régime subsistant en vertu d'errements surannés entre les israélites d'origine tunisienne et ceux qui, venus d'Algérie autrefois, vivent dans la régence depuis un quart de siècle et même davantage de la vie tunisienne, ne se distinguant en rien de leurs coreligionnaires tunisiens et ne se souvenant de leur nationalité algérienne que tout autant qu'il s'agit pour eux de contrecarrer ici l'action des autorités locales, de ne pas payer la medjba, ou enfin d'entraîner suivant les circonstances devant la juridiction française des plaideurs indigènes ignorants de nos lois et des arcanes de notre procédure » (J. de p. Tunis, canton nord, 20 janvier 1904, *Rev. Alg.*, 1905. 2. 212). Mais ce sont là considérations extrajuridiques.

L'arrêt ci-dessus rapporté s'en tient au droit ; et dans ce domaine les principes qu'il rappelle et l'application qu'il en fait nous paraissent rigoureusement exacts. Nous croyons seulement devoir préciser l'une de ses prémisses et dégager plus complètement les conséquences qu'il comporte.

I. Faute d'un acte spécial proclamant explicitement l'annexion de l'Algérie à la France, on ne peut prendre comme date que le premier acte qui l'implique, l'ordonnance du 22 juillet 1834. A cette date, l'annexion, en supprimant l'État qui avait le dey pour souverain et qui, de fait, avait cessé de fonctionner le jour de la prise d'Alger (5 juillet 1830), a rendu français tous les algériens, même ceux qui, à cette époque, résidaient hors de leur pays. (Voy. notre note, sous req. 7 juillet 1903, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 43).

Cela est vrai des israélites aussi bien que des musulmans. Il n'est point exact de penser que le non-musulman ne peut pas appartenir à un État de l'islam. Si, dans les États musulmans, les non-musulmans n'ont point tous les droits des musulmans, du moins font-ils partie de la communauté comme sujets ou tributaires. (V. la note de M. Marcel Morand, sous trib. Sousse, 11 mai 1902, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 370).

Encore que notre arrêt ne le dise pas explicitement, et bien que dans ses motifs il vise le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, de beaucoup postérieur au départ d'Alger de l'ascendant de l'intimé (1837), il n'est pas douteux que tous les algériens, musulmans et israélites, sont devenus français par l'annexion. Le sénatus-consulte de 1865, en déclarant français les indigènes musulmans et israélites, n'a fait que confirmer l'état de choses existant. (Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II. n° 572, p. 13 ; n° 585, p. 41).

II. La conséquence déduite par l'arrêt est parfaitement logique. Du

de la qualité de sujets tunisiens des parties en cause, la seconde de la non commercialité du litige soumis aux premiers juges ;

---

moment que son grand-père était français quand, en 1837, il est allé s'installer en Tunisie, l'intimé est français. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que lui ou son auteur eût perdu la qualité de français, ce qui aurait pu résulter d'un établissement en pays étranger sans esprit de retour (trib. Tunis, 2 décembre 1891, *Rev. Alg.*, 1892. 2. 143; req. 7 juillet 1903, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 43), ou de l'acquisition d'une autre nationalité. Mais les faits de la cause prouvaient, tout au contraire, que l'établissement en Tunisie des ancêtres de l'intimé comme de celui-ci était commercial, ce qui ne permettait pas de considérer qu'il fût fait sans esprit de retour ; et de plus l'intimé lui-même avait pris soin, à plusieurs reprises, de faire constater son origine algérienne, ce qui impliquait bien qu'il entendait conserver la nationalité française.

III. L'arrêt ne s'explique pas sur un point intéressant : l'israélite considéré est-il citoyen français ou simple sujet ? — Nous ne sommes point surpris du silence de l'arrêt, parce que cette question était absolument sans intérêt relativement à la compétence des tribunaux français de Tunisie, seule contestée en l'affaire. Mais elle présente d'autres intérêts, et non des moindres. Au cas de retour en Algérie, cet israélite pourra-t-il obtenir son inscription sur les listes électorales ? En Tunisie même, est-il électeur et éligible à la conférence consultative ? Car la capacité électorale est subordonnée à la jouissance des droits civils et politiques. (Arr. du rés. gén., 2 janvier 1905, *Rev. Alg.*, 1905. 3. 112, — art. 13 et 27) [Remarquons que la question n'offre pas le même intérêt pour les chambres mixtes d'agriculture et de commerce ou pour les chambres de commerce : la qualité de français suffit. V. notamment arr. rés. gén., 23 novembre 1905, art. 10 (ch. mixte d'agr. et de comm. du centre), *Rev. Alg.*, 1906. 3. 8]. Devra-t-il le service militaire ? A ce dernier point de vue l'intérêt a doublé depuis la loi du 21 mars 1905.

Il ne nous semble pas contestable que l'israélite dont s'agit est citoyen français. Le décret du 24 octobre 1870 énonce en termes tout à fait généraux la règle que les israélites indigènes sont citoyens français. On peut même ajouter que les formules restrictives de la jurisprudence peuvent encore s'appliquer : « Par israélites indigènes, disent certains arrêts, il faut entendre les israélites nés en Algérie avant la conquête ou nés, après cette époque, de parents établis en Algérie lors de l'occupation française » (Alger, 11 juin 1877, *Bull. jud. Alg.*, 1877, 363 ; civ. cass. et rej., 18 avril 1896, *Rev. Alg.*, 1896 3. 161).

La remarque, cependant, vaut d'être faite parce que le même israélite, dans une affaire antérieure, a été qualifié par le tribunal de Tunis *sujet* français (trib. Tunis, 9 mars 1901, *Rev. Alg.* 1905. 2. 58). Si l'on peut sans témérité rechercher la pensée du jugement qui a omis de fournir sur ce point aucun motif, il est permis de supposer que cette opinion vient de la croyance où paraît demeurer la jurisprudence : un israélite ne serait considéré comme indigène et par conséquent citoyen et électeur qu'autant qu'il aurait satisfait aux exigences du décret du 7 octobre

Sur la première exception : — Attendu que les appelants et l'intimé étant les uns et les autres israélites nés en Tunisie, sont présumés sujets tunisiens ; — Attendu qu'il appartient à l'intimé de faire la preuve qu'il est sujet français, ce qui justifierait la compétence du tribunal français de Tunis ; — Attendu qu'à l'appui de ses prétentions de ce chef Scialom Sitbon produit trois actes de notoriété : le premier du 8 janvier 1860, dressé par le juge de paix d'Alger ; le deuxième du 13 février 1893, dressé par deux notaires tunisiens avec l'autorisation du président du tribunal rabbinique faisant fonction de caïd des israélites tunisiens, et le troisième du 5 février 1901 dressé par le juge de paix de Tunis, canton Nord, desquels il résulte que l'intimé né en Tunisie est le petit-fils de Mardochée Sitbon, lequel était lui-même né à Alger avant la conquête, ville qu'il avait quitté en 1837 pour aller s'établir à Tunis ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 l'indigène israélite né en Algérie est sujet français ; — Attendu que Mardochée Sitbon, sujet français, a transmis cette qualité à ses descendants, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci sont devenus sujets tunisiens ; — Attendu que Jacob et Aron Sitbon ne soutiennent pas que Scialom Sitbon se soit fait naturaliser tunisien ;

Attendu qu'ils prétendent que Mardochée Sitbon et ses descendants, parmi lesquels se trouve l'intimé, ont perdu leur qualité de sujets français conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'ancien art. 17 c. civ., par leur installation en Tunisie depuis 1837 sans esprit de retour ; — Attendu que la qualité de français doit être considérée comme une faveur et un bien auxquels nul ne peut être facilement présumé avoir renoncé ; — Attendu que cette renonciation doit résulter d'actes précis et formels incompatibles en quelque sorte avec la qualité de français ; — Attendu que parmi ces actes, l'art. 17 c. civ., antérieurement à la loi du 20 juin 1889, admettait l'établissement fait en pays étranger sans esprit de retour ; — Attendu qu'aux termes de ce même article, les établisse-

---

1871, c'est-à-dire justifié de son indigénat tel que ce décret le définit et suivant la procédure instituée par ce décret. Mais nous ne pouvons nous expliquer la persistance de cette croyance dont l'erreur est trop aisée à démontrer : le décret du 7 octobre 1871, simple décret réglementaire, n'a pu légalement restreindre en aucune façon la disposition générale du décret-loi du 24 octobre 1870. (Voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 579 ; v. aussi A. Girault, *Principes de colonisation et de législat. coloniale*, 2e édit., t. II, p. 506.) Émile LARCHER.

ments de commerce ne pouvaient jamais être considérés comme faits sans esprit de retour ; — Attendu que Scialom Sitbon est commerçant et que ses auteurs paraissent tous avoir exercé la même profession ; — Attendu, d'autre part, que la précaution que soit l'intimé, soit les siens ont prises à trois reprises différentes, en 1866, en 1893 et en 1901, de faire constater leur origine française, indique bien qu'ils n'ont pas quitté la France sans esprit de retour et qu'ils entendent conserver leur nationalité française ;

Attendu que Scialom Sitbon paraît jusqu'à ce jour avoir toujours été justiciable des tribunaux français, comme conséquence de sa qualité de français ; — Attendu que notamment cette qualité lui a été reconnue par jugement du tribunal de Tunis du 9 mars 1901 ; — Attendu que certes, cette décision n'est pas opposable aux appelants mais qu'elle n'en prouve pas moins l'intention de Scialom Sitbon, de rester français, et par suite de revenir un jour dans la patrie ; — Attendu que les appelants n'ayant pas fait la preuve que Scialom Sitbon a perdu la qualité de français doivent être déboutés de leur exception de ce chef ; etc.

MM. PATRIMONIO, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes BOUDERBA et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (4e Ch.)

14 mars 1906

Connaissement, pluralité d'exemplaires, validité. chargement sur le pont, autorisation par écrit, responsabilité. — Appel, intimation sans nécessité, dommages-intérêts.

1. *Le fait qu'un connaissement a été établi en trois originaux seulement ne constitue pas une irrégularité substantielle et ne saurait en entraîner la nullité, alors que le contrat intervenu entre les parties n'est pas contesté.*

La clause d'un connaissement autorisant le capitaine « à placer des marchandises sur le pont aux frais et risques des dites marchandises » le dispense de réclamer, à cet effet, le consentement par écrit du chargeur, mais laisse entière

son obligation corrélative de prévenir le chargeur, lorsqu'il entend user de la faculté qui lui a été ainsi concédée.

II. *Le préjudice résultant d'une intimation qui ne répondait à aucune nécessité peut être suffisamment réparé par la condamnation de l'appelant à tous les dépens de l'appel.*

(De Loys c. Borgeaud et la Compagnie d'assurances *La Suisse*)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, dans le courant de septembre 1904, Borgeaud a confié à de Loys, affréteur du vapeur *Anna Hermine*, diverses marchandises et notamment 58 balles peaux de moutons pour être transportées d'Oran à Cette; — Qu'il a été régulièrement constaté par l'expert, à l'arrivée, que 44 balles avaient subi des avaries de mer; que sur l'assignation de Borgeaud contre de Loys et la compagnie d'assurances *La Suisse*, le tribunal de commerce d'Oran a, par son jugement du 24 février 1905, condamné de Loys à payer à Borgeaud la somme de 1.701 fr. 88 cent. pour réparation du préjudice causé par ces avaries, et celle de 232 fr. pour frais d'expertise, soit au total 1.933 fr. 88 cent.; que le même jugement a débouté Borgeaud de sa demande envers la compagnie d'assurances; — Attendu que, dans le dernier état de ses conclusions, de Loys critique cette décision uniquement en ce qu'elle est basée sur ce fait que 43 balles avariées ont été chargées sur le pont du navire transporteur, sans que Borgeaud en ait été prévenu; — Qu'il soutient que ce mode de chargement avait été prévu par l'art. 2 du connaissement, accepté par le chargeur et que, partant, les premiers juges ont, à tort, retenu sa responsabilité de ce chef; — Attendu que la clause du connaissement invoquée par de Loys est ainsi conçue : « Par dérogation aux art. 229, § 1er, et 421, § 2 c. com., les chargeurs autorisent le capitaine à placer des marchandises sur le pont aux frais et risques des dites marchandises »;

Attendu, tout d'abord, qu'il n'y a lieu de s'arrêter à l'objection de Borgeaud, tirée de ce que le connaissement n'a été établi qu'en trois originaux, contrairement aux prescriptions de l'art. 282 c. com. et qu'il ne lui est pas opposable; que cette irrégularité n'est pas substantielle et ne saurait entraîner la nullité du contrat intervenu entre les parties, lequel, d'ailleurs, n'est pas contesté; — Attendu qu'il reste donc à déter-

miner la portée de la clause sus-visée et à apprécier si elle a eu pour conséquence de dégager entièrement la responsabilité de l'affréteur ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 229 c. com., les marchandises ne peuvent être chargées sur le pont sans le consentement par écrit du chargeur ; — Que la clause litigieuse du connaissement a bien pu avoir pour effet de dispenser de Loys de réclamer ce consentement écrit, dont elle doit être considérée comme l'équivalent, mais qu'elle laisserait entière son obligation corrélative de prévenir Borgeaud qu'il entendait user de la faculté qui lui avait été concédée ; — Que son obligation à cet égard était d'autant plus étroite qu'il s'agissait de marchandises délicates sujettes à avaries, et que leur chargement sur le pont allait exposer à un risque spécial, particulièrement dangereux ; — Qu'en tenant le chargeur dans l'ignorance de ce risque, de Loys l'a mis dans l'impossibilité de prendre les mesures propres à le conjurer ; — Qu'il a ainsi commis une faute établissant, avec les avaries survenues, la relation de cause à effet, d'où résulte sa responsabilité ; —

Attendu que les premiers juges l'ont justement reconnue, de même que, se basant sur les constatations de l'expertise, ils ont sainement évalué le montant de la réparation due ; —

Attendu, en ce qui concerne l'intimation de la compagnie d'assurances *La Suisse* par de Loys, qu'elle ne répondait à aucune nécessité, dès lors que Borgeaud, débouté de sa demande contre elle, acceptait cette décision ; — Que, toutefois, le préjudice qu'elle a pu subir de ce chef sera suffisamment réparé par la condamnation de l'appelant en tous les dépens d'appel ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel de de Loys en la forme ; — Au fond : — Sans s'arrêter ni avoir égard à d'autres et plus amples conclusions contraires des parties dans lesquelles elles sont déclarées mal fondées et les en déboutant ; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé ; — Confirme le jugement déféré pour être exécuté suivant sa forme et teneur ; — Condamne de Loys à l'amende et en tous les dépens de son appel, au besoin à titre de dommages-intérêts envers la compagnie d'assurances *La Suisse*.

MM. BERGÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes MÉDARD (du barreau d'Oran), FOISSIN et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

31 octobre 1906

Retrait litigieux, contestation sur le fond du droit, expertise ordonnée.

Un droit ne cesse pas d'être litigieux bien que son existence soit reconnue ou judiciairement constatée, si la détermination des conséquences qu'il comporte reste encore elle-même litigieuse. Il y a contestation sur le fond du droit, *au sens de l'art. 1700 c. civ., dès lors qu'il y a contestation sur l'étendue ou la portée de son application, et particulièrement lorsque le quantum de la créance dépend des résultats d'une expertise* (1).

(Navarre ès-qualité c. Lévy)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par jugement du tribunal civil d'Oran, en date du 6 juin 1905, M. Navarre, liquidateur de la

---

(1) Cet arrêt mérite d'être rapporté surtout parce qu'il paraît l'épilogue d'une assez importante affaire qui se débat devant les tribunaux administratifs et judiciaires depuis vingt-cinq ans. La question de droit sur laquelle il se prononce ne pouvait guère souffrir difficulté.

I. Un arrêté du 5 décembre 1881 déclarait d'utilité publique les travaux d'agrandissement de la gare d'Arzew, dépendant du chemin de fer d'Arzew à Saïda concédé à la compagnie Franco-algérienne, prononçait l'expropriation des terrains nécessaires et autorisait la prise de possession d'urgence. C'est en vertu de cet arrêté que, dès 1882, la compagnie Franco-algérienne prenait possession de terrains appartenant à un sieur Lloyd. Celui-ci se pourvut contre l'arrêté devant le conseil d'État et ce tribunal, par un arrêt du 5 mars 1886, l'annula parce qu'il avait été pris, non par le gouverneur général, mais par le secrétaire général de gouvernement, sans qualité pour prendre un pareil arrêté. Voy. l'arrêt du conseil d'État, *Rev. Alg.* 1886, 2. 205, et aussi l'examen doctrinal de M. L. Hamel : *De l'atteinte portée par les décrets de rattachement du 26 août 1881 aux pouvoirs du gouverneur général en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique*, *Rev. Alg.* 1886, 1. 103. — En vertu

compagnie Franco-algérienne, a été condamné, en cette qualité, à payer à M. Lévy, cessionnaire des héritiers Lloyd,

---

de cet arrêt, le sieur Lloyd, le 24 mai 1886, assignait la compagnie Franco-algérienne en délaissement et en 225.000 fr. de dommages-intérêts.

Le gouverneur général prit — lui-même, cette fois — un nouvel arrêté de déclaration d'utilité publique et d'expropriation à la date du 14 octobre 1886. Le sieur Lloyd le déféra également au conseil d'État qui, comme le précédent, l'annula. C'est que, en Algérie comme en France, surtout depuis les décrets de rattachement du 25 août 1881, l'utilité publique des travaux entrepris pour l'établissement des chemins de fer et de leurs dépendances ne peut être déclarée que par décret (cons. d'État 15 février 1889, avec le mémoire de Me Rigot et les conclusions du ministre des travaux publics, *Rev. Alg.* 1889. 2. 113).

Enfin, le 18 juillet 1889, un décret déclarait régulièrement l'utilité publique, et le 20 août de la même année un arrêté du gouverneur général pouvait, en conséquence, prononcer l'expropriation avec prise de possession d'urgence.

Cependant, la compagnie Franco-algérienne tombait en faillite. Le 27 mars 1889, M. Lloyd avait repris son instance contre les syndics, en portant à 300.000 fr. sa demande en dommages-intérêts. Mais M. Lloyd, de son côté, venait à mourir, et l'instance était suivie par ses héritiers.

Le 10 février 1891, le tribunal d'Oran rendait un premier jugement constatant l'illégalité de l'occupation de la compagnie Franco-algérienne jusqu'à l'arrêté régulier du gouverneur général de 1889, reconnaissant le droit des consorts Lloyd à des dommages-intérêts et nommant des experts pour déterminer le montant du dommage. Sur appel, ce jugement fut confirmé (Alger, 15 février 1892) ; et le pourvoi fut rejeté, tout au moins quant au point qui nous occupe, la cassation partielle ne portant que sur la mise en cause du préfet d'Oran (civ. cass. 27 octobre 1897, D. P. 1898. 1. 86).

C'est en cet état que, le 18 décembre 1902, les consorts Llyod — fatigués sans doute d'attendre depuis si longtemps l'issue de l'affaire et désireux de réaliser une créance qui, loin de leur rien rapporter, les entraînait en de nouveaux frais — cédèrent tous leurs droits à un sieur Lévy, moyennant un prix de 65.000 fr.

Le cessionnaire poursuivit l'expertise et obtint, par jugement du tribunal d'Oran du 6 juin 1905, contre le liquidateur de la compagnie Franco-algérienne, une condamnation en 120.000 fr. de dommages-intérêts, avec intérêts du jour de la demande. Le liquidateur interjeta appel, et prétendit, dans ses conclusions, exercer le retrait litigieux en prenant pour lui le marché passé par le sieur Lévy. On voit le très grand intérêt pratique de la question : si le liquidateur obtenait le retrait, il avait seulement à payer 65.000 fr. et les intérêts depuis le 18 décembre 1902, au lieu de 120.000 fr. avec intérêts depuis le 24 mai 1886.

II. La question de droit ne pouvait pas être résolue autrement que l'a fait la cour.

La possibilité du retrait, en pareil cas, est enseignée en doctrine et

la somme de 120.000 fr., avec intérêts du jour de la demande, à titre de réparation du dommage que ladite compagnie aurait causé à M. Lloyd, en occupant indûment, à Arzew, des terrains appartenant à ce dernier ; — Attendu que suivant exploits du ministère de Me Lebhar, huissier à Oran, en date des 3 juillet et 1er septembre 1906, M. Navarre ès-qualité, a interjeté appel de cette décision ; que ces appels sont réguliers en la forme et qu'il y a lieu de les déclarer recevables ; — Attendu que l'appelant oppose d'abord à l'intimé le retrait litigieux ; — Que sa demande en retrait est aussi recevable en la forme, qu'elle constitue une défense au fond et, comme telle, peut être proposée pour la première fois en cause d'appel, par voie de conclusions, sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure spéciale des offres réelles ; qu'elle répond d'ailleurs aux conditions posées à l'art. 1699 c. civ. en ce qui concerne le remboursement du prix réel de la cession, de ses frais et loyaux coûts, ainsi que des intérêts et accessoires ; qu'enfin, M. Lévy, ne soulève contre elle aucune critique à ces divers points de vue, qu'il soutient uniquement que la cession est intervenue alors que la créance cédée n'était plus litigieuse, ou tout au moins qu'elle ne l'était plus sur le fond du droit et que, par suite, elle ne peut faire, de la part du débiteur, l'objet d'une demande en retrait ;

Attendu, en fait, qu'à la date du 5 décembre 1881 un arrêté du gouverneur général de l'Algérie déclarait d'utilité publique l'établissement d'une gare de marchandises à Arzew ; qu'en vertu de cet arrêté, et dès 1882, la compagnie Franco-algérienne prenait possession des terrains appartenant à M. Lloyd ; que, sur le recours de celui-ci, le conseil d'État annulait le 5 mars 1886 ledit arrêté comme ayant été pris par le secrétaire général sans délégation à cet effet ; — Attendu que le 14 novembre

---

admise en jurisprudence. On estime unanimement que le procès porte « sur le fond du droit » et qu'il y a lieu au retrait si, s'agissant d'une créance ordinaire (et non d'une cession de droits successifs), le litige porte sur le chiffre de la créance (Aubry et Rau, 4e édit., t. IV, § 359 quater, texte et note 19, p. 456 ; Laurent, t. XXIV, n° 591 ; Guillouard, *Tr. de la vente*, t. II, n° 885 1 ; — Paris, 3 février, 1867. Sir. 1868. 2. 16), ou bien si, le principe de la créance étant reconnu, le tribunal saisi a ordonné une expertise qui met en question la quotité du droit (Aubry et Rau, *loc. cit.*, texte et note 21 ; Laurent, n° 593 ; Guillouard, *loc. cit.* ; — req. 14 mai 1861, Sir. 1863. 1. 146 ; req. 1er mars 1865, Sir. 1865. 1. 237).

É. L.

1886, intervenait un deuxième arrêté, signé par le gouverneur général et prononçant l'expropriation dans les mêmes termes que le précédent ; — Que sur un nouveau recours de M. Lloyd, le conseil d'État annulait encore ce deuxième arrêté par le motif que l'utilité publique pour les chemins de fer en Algérie ne peut être déclarée que par un décret ; — Attendu que le 18 juillet 1889, un décret, qui n'a fait l'objet d'aucun recours, régularisait la déclaration d'utilité publique et qu'un arrêté du gouverneur général du 20 août suivant, prononçait l'expropriation et autorisait la prise de possession d'urgence ; — Attendu que, durant le cours de cette procédure administrative, la compagnie Franco-algérienne n'a cessé d'occuper les terrains de M. Lloyd qui, dès le 24 mai 1886, l'assignait en délaissement et en paiement de 225.000 fr. de dommages-intérêts ; — Qu'il reprenait l'instance contre les syndics de la compagnie le 27 mars 1889 et portait à 300.000 fr. sa demande en dommages-intérêts ; qu'après son décès, cette instance fut suivie par ses héritiers ; — Attendu que dans le dernier état des conclusions respectives des parties, les consorts Lloyd soutenaient, en substance, qu'en prenant possession des terrains de leur auteur, dès 1882, et en y maintenant son occupation jusqu'au décret de 1889, en vertu de titres administratifs, annulés *ab initio*, la compagnie avait commis une faute dommageable et que la réparation du préjudice ainsi occasionné ne pouvait être évaluée à moins de 300.000 fr. ; — Que la compagnie répondait qu'elle n'avait commis aucune faute, ayant agi sous le couvert d'arrêtés administratifs dont elle ne pouvait suspecter la légalité ; — Qu'elle n'était donc tenue d'aucune réparation, dont la demande serait basée sur un quasi-délit dans les termes de l'art. 1382 c. c., mais qu'elle reconnait devoir les intérêts à 6 p. 100 du jour de l'assignation au jour de la régularisation de la procédure en expropriation calculés sur l'indemnité à fixer par les experts ; — Attendu que, sur ces conclusions, le tribunal d'Oran rendit, le 10 février 1891, un premier jugement qui dispose notamment que l'occupation de la compagnie Franco-algérienne des terrains de Lloyd a été illégale du jour où elle a commencé au jour où elle a été régularisée en vertu du décret de 1889, que l'hérédité Lloyd est fondée à réclamer à la compagnie Franco-algérienne des dommages-intérêts dans la mesure du préjudice direct et immédiat que lui a causé cette indue occupation, que par conséquent la compagnie Franco-algérienne est mal fondée dans ses conclusions contraires ; que ce même jugement avant de liquider les dommages-intérêts dus par la compagnie aux consorts Lloyd nomma trois

experts avec mission de rechercher et déterminer l'importance des dommages éprouvés par les consorts Lloyd comme conséquence de l'indue occupation de la compagnie et d'indiquer les éléments de ce préjudice ; — Attendu que ce jugement fut confirmé par arrêt de la cour d'Alger, du 15 février 1892 et que le pourvoi fut rejeté le 27 octobre 1897 ; — Attendu que la décision du tribunal d'Oran étant ainsi devenue définitive avant qu'il fût procédé à l'expertise, les consorts Lloyd cédèrent tous leurs droits à M. Lévy, moyennant le prix de 65.000 fr., suivant acte sous-seing privé, en date à Oran, du 18 décembre 1902, dûment enregistré et signifié ; — Attendu qu'après cette cession, M. Lévy a poursuivi l'expertise ordonnée et que, sur ses résultats, est intervenu le jugement frappé d'appel ;

Attendu que les faits de la cause étant ainsi précisés il échet de vérifier si, comme le prétend l'appelant, le retrait de la créance cédée peut être légalement exercé, ou si la résistance de l'intimé est au contraire justifiée ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1699 c. c., celui contre lequel on a cédé un droit litigieux est autorisé à s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession avec les accessoires, et que d'après l'art. 1700, la chose est litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit ; — Attendu qu'on ne saurait utilement contester que le procès auquel a donné lieu la créance cédée ne fût encore pendant au moment de la cession et qu'il ne portât toujours sur le fond du droit ; — Que M. Lévy soutient cependant qu'à cette époque le jugement de 1891, devenu définitif, avait consacré, sans recours possible, le principe de l'existence même de la créance Lloyd méconnue par la compagnie et que, par suite, la contestation sur le fond du droit était épuisée ; — Qu'il soutient encore que l'expertise ordonnée et la faculté laissée à la compagnie d'en discuter les résultats, ne modifient pas la situation juridique des parties irrévocablement fixée au fond, la discussion éventuelle sur le quantum des dommages ne pouvant être considérée comme une contestation actuellement existante, ou, dans tous les cas, comme une contestation sur le fond du droit ; — Mais attendu qu'un droit ne cesse pas d'être litigieux, bien que son existence soit reconnue ou judiciairement constatée, si la détermination des conséquences qu'il comporte reste encore elle-même litigieuse, qu'un droit ne se conçoit que par le libre exercice qu'on en peut faire et qu'il y a bien contestation sur le fond du droit au sens de l'art. 1700 c. c. dès lors qu'il y eu contestation sur l'étendue ou la portée de son application ; — Or, attendu que

la créance cédée à M. Lévy, si elle était certaine dans son principe et hors de discussion au moment de la cession était encore litigieuse à cette même date quant à sa valeur; — Attendu que, pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux conclusions sur lesquelles le jugement de 1891 a statué et qu'il n'est pas inutile de préciser encore que M. Lloyd demandait au tribunal de reconnaître et constater la faute de la compagnie en même temps que le préjudice résultant pour lui de cette faute et de fixer à 300.000 fr. le montant de la réparation due; — Que, de son côté, la compagnie niait à la fois la faute et le préjudice et contestait par suite d'une manière implicite, mais cependant formelle, la légitimité comme l'étendue des dommages-intérêts réclamés contre elle; — Attendu qu'en présence de ces prétentions contraires le fond du droit à juger, comprenait donc les trois éléments de la demande, tous les trois litigieux et si étroitement liés l'un à l'autre, que la fin du litige ne se pouvait alors concevoir tant que le juge n'aurait pas statué sur leur ensemble, soit par une décision unique, soit par décisions successives; — Attendu que, par son jugement du 10 février 1891, le tribunal d'Oran, a, sans aucun doute, fait droit à la demande sur le premier chef; qu'on peut admettre même qu'il a proclamé aussi le principe du préjudice sans qu'il y ait intérêt à rechercher si sa décision à cet égard était définitive ou subordonnée aux résultats de l'expertise; mais qu'il est dans tous les cas incontestable qu'il a laissé en suspens le troisième point en litige pour le trancher ultérieurement à l'aide de renseignements qui lui faisaient alors défaut et qu'il chargeait les experts de recueillir; — Attendu qu'il est dès lors indéniable qu'à l'époque de la cession, la créance cédée était encore litigieuse et que le litige continuait à porter sur le fond du droit; — Attendu, par suite, que la demande en retrait réunit toutes les conditions prévues par la loi et qu'elle doit être accueillie; — Attendu que le retrait litigieux mettant fin au procès, il n'y a lieu d'examiner le fond;

Par ces motifs: — Sans s'arrêter ni avoir égard à autres et plus amples conclusions des parties dans lesquelles elles sont déclarées mal fondées et en les déboutant; — Reçoit M. Navarre, ès-qualité, appelant du jugement du tribunal civil d'Oran en date du 6 juin 1905; — Et statuant sur son appel; — Donne acte audit M. Navarre qu'il déclare vouloir exercer le retrait litigieux conformément art 1692 et suivants du code civil et qu'à cet effet il offre de payer à M. Lévy: — 1° Le prix principal porté à l'acte de cession du 17 décembre 1902, soit 65.000 fr.; — 2° Les intérêts de ladite somme, au

taux légal en Algérie, du jour de la cession à celui du paiement ; — 3° Les frais et loyaux coûts de l'acte de cession et de sa signification et notamment de l'enregistrement, tels qu'ils seront justifiés ; — 4° Les frais de l'instance jusqu'à la date des conclusions de retrait, y compris deux expertises, suivant taxe ; — 5° Et généralement toutes sommes que M. Lévy justifierait devoir lui être remboursées conformément aux art. 1699 et suivants c. civ. ; — Donne acte à l'appelant de ce qu'il est prêt à payer à M. Lévy, les sommes ci-dessus contre quittance pour solde par celui-ci de la créance à lui cédée par les consorts Lloyd, en principal, intérêts et frais, contre remise des pièces et, pour les sommes devant nécessiter des justifications aussitôt qu'elles auront été fournies, lui donne acte, enfin, de ce que M. Lévy ne conteste, ni la recevabilité du retrait ni la suffisance des offres faites ; — Dit et juge qu'un droit est litigieux au sens des art. 1699 et 1700 c. c., non seulement lorsque la contestation vise son existence même, mais aussi quand elle ne porte plus que sur la valeur ou l'étendue de son droit ; — Dit et juge que le jugement du 10 février 1891, confirmé par l'arrêt du 16 février 1892, en laissant en suspens le débat sur le quantum des dommages-intérêts dus, n'a pas mis fin au litige sur le fond du droit, que ce litige était encore pendant à la date de la cession ; — Déclare en conséquence, la demande en retrait litigieux recevable et fondée ; — Arrête définitivement en conformité des offres ci-dessus le montant des sommes à rembourser à M. Lévy en vertu de l'art. 1699 c. civ. ; — Dit que M. Navarre, ès qualité, devra payer ou consigner lesdites sommes dans le délai de un mois à partir de la date du présent arrêt ; — Dit que, moyennant le paiement ou la consignation de ces sommes, M. Navarre, ès qualité, sera définitivement quitte et libéré envers M. Lévy de la créance à lui cédée par les consorts Lloyd le 17 décembre 1902 en principal, intérêts et frais, et tous accessoires ; — Dit que, par suite du retrait, il n'y a lieu de statuer au fond ; infirme, en conséquence, le jugement dont appel, en ce qu'il est contraire au présent arrêt ; — Condamne M. Lévy aux dépens postérieurs aux conclusions du 12 octobre 1906.

MM. BERGÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes HOUEL et René VIVIANI, av. (du barreau de Paris).

CONSEIL D'ÉTAT

7 novembre 1906

Taxe sur les loyers, Algérie, chambres meublées, locataire, propriétaire, patente, assujettissement.

La taxe sur les loyers, en Algérie, est due pour toute habitation meublée, alors même que le locataire n'y a pas établi son domicile réel et ne l'habite que temporairement, et que les meubles soient ou non la propriété de l'occupant. La circonstance que le propriétaire des chambres meublées est imposé à la patente comme « loueur de chambres meublées » ne fait pas obstacle à ce que le locataire soit assujetti à la taxe des loyers à raison des locaux meublés qu'il occupe (1).

(de Liniers)

ARRÊT

La 2e sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur de Liniers, demeurant à Alger, 10, rue Blanchard, enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 30 juin 1906 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 10 novembre 1905, par lequel le conseil de préfecture du département d'Alger a rejeté sa demande en décharge de la taxe sur les loyers, à laquelle il a été assujetti, pour l'année 1905, sur le rôle de la ville d'Alger ; — Ce faisant, attendu que le requérant loge en garni ; que la propriétaire des chambres qu'il occupe est imposée à la patente, à raison des locations qu'elle effectue ; que ces locations, consenties parfois à la semaine

---

(1) Cet arrêt présente un évident intérêt pratique. Mais l'espèce ne soulevait aucune question de droit sérieuse. La solution adoptée ne pouvait souffrir difficulté. Les locataires d'appartements garnis sont si certainement assujettis à la taxe qu'ils sont expressément visés par l'art. 7 du décret du 15 juin 1899, qui se préoccupe uniquement du mode de détermination de la valeur locative : « Les habitants qui n'occupent que des appartements garnis ne seront assujettis à la taxe qu'en raison de la valeur locative de leur logement évalué comme logement non meublé. » En présence d'un tel texte, il n'était pas possible d'admettre la demande de décharge d'un locataire de garni.

ou à la journée, ne sauraient faire assujettir en outre les occupants à la taxe sur les loyers ; — Accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme ci-dessus, le 30 juin 1906, et tendant au rejet de la requête, comme non fondée ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu le décret du 18 juin 1899 ;

Considérant qu'en vertu de l'art. 3 du décret susvisé du 18 juin 1899, la taxe sur les loyers en Algérie est due pour toute habitation meublée, alors même que le locataire n'y a pas établi son domicile réel et ne l'habite que temporairement, et que les meubles soient ou non la propriété de l'occupant ; — Considérant que le requérant ne conteste pas qu'il occupait à Alger, au commencement de l'année 1905, deux chambres meublées ; — Que la circonstance que le propriétaire des dites chambres aurait été imposé à la patente, pour la dite année, comme « loueur de chambres meublées », ne pouvait faire obstacle à ce que le sieur de Liniers fût, par application des dispositions du décret précité, assujetti à la taxe sur les loyers à raison des locaux meublés qu'il occupait ; que, dès lors, c'est avec raison que le conseil de préfecture a rejeté la demande en décharge dont il était saisi ;

Décide : — La requête du sieur de Liniers est rejetée :

MM. MARGUERIE, *prés.* ; RIVET, *rap.* ; CORNEILLE, *comm. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

18 janvier 1907

Propriété foncière, Algérie, nouveau sénatus-consulte, opérations de classement, réclamations, oppositions, demandes en justice, délai, recours pour excès de pouvoir, irrecevabilité.

Aux termes de l'art. 11 du décret du 22 septembre 1887, un délai d'un mois est accordé aux intéressés pour faire opposition aux réclamations formulées à l'encontre du classement des divers groupes de propriétés contenues dans les douars. D'après l'art. 13, en cas d'opposition, le réclamant doit, à peine de nullité, introduire sa demande en justice dans le mois qui suit la notification de cette opposition.

Ce délai expiré, nul n'est recevable à contester les opérations de classement et l'arrêté du gouverneur général approuvant ces opérations(1).

(Benmérien Mohamed ben Benkhedda)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, statuant au contentieux,— Vu la requête présentée par le sieur Benmérien, Mohamed ben Benkhedda, demeurant au douar commune d'Yazeran, commune mixte de Zemmorah (Algérie), ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 22 mars 1905 et tendant à ce qu'il plaise au conseil, annuler un arrêté du 24 mars 1895, par lequel le gouverneur général de l'Algérie a homologué les opérations de délimitation du douar Yazeran, dans le territoire de la tribu des Ouled Sidi Ahmed ben Mohamed ; — Ce faire attendu que cet arrêté a classé dans le domaine de l'État une parcelle de terrain dont il est propriétaire, et cela malgré sa réclamation non frappée d'opposition dans les formes prévues par le décret du 22 septembre 1887 ; qu'ainsi l'arrêté dont s'agit est entaché d'excès de pouvoirs ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, en réponse à la communication qui lui a été donnée de la requête, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 20 juin 1905, et tendant au rejet de la requête comme non recevable par le motif que l'arrêté attaqué est devenu définitif ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la loi du 28 avril 1887 et le décret du 22 septembre 1887 ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 11 du décret du 22 septembre 1887, un délai d'un mois est accordé aux intéressés pour faire opposition aux réclamations formulées à l'encontre du classement des divers groupes de propriétés contenues

---

(1) Nous aurions garde de contester les règles rappelées dans cet arrêt : elles sont écrites dans le décret du 22 septembre 1887, appelé souvent en Algérie, le *nouveau sénatus-consulte* (Voy. E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 787, p. 326).

Mais nous remarquerons l'excessive brièveté de cet arrêt qui ne fournit aucun renseignement, aucune date permettant de vérifier l'exactitude de l'application faite de ces règles. Nul doute que, s'il existait une juridiction supérieure, cet arrêt eût été cassé pour insuffisance de motifs. Le conseil d'État paraît tenir beaucoup à la concision de ses arrêts : encore faudrait-il qu'il se gardât d'en faire des rébus. E. L.

dans les douars, et que, d'après l'art. 13, en cas d'opposition, le réclamant devra, à peine de nullité, introduire sa demande en justice dans le mois qui suivra la notification de cette opposition ; — Considérant qu'il résulte de l'instruction que la réclamation formulée par le requérant au sujet d'une parcelle de terrain classée dans le domaine de l'État et dont il prétendait être propriétaire, a été frappée d'opposition par le directeur des domaines ; que cette opposition lui a été régulièrement notifiée et qu'elle n'a été suivie d'aucune demande en justice dans le délai fixé par l'art. 13 ci-dessus rappelé ; — Que, dans ces circonstances le requérant n'est plus recevable à contester les opérations du classement et par suite l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie qui a approuvé lesdites opérations ;

Décide : — La requête susvisée du sieur Benmerien Mohamed ben Benkhedda, est rejetée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; LE GOUIX, *rapp.* ; ROMIEU, *com. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

24 mars 1906

Tribunal de simple police, témoins cités par la partie civile, refus d'audition, jugement, action publique, omission de statuer, cassation.

Il y a obligation pour le juge de simple police d'entendre les témoins régulièrement produits par le ministère public ou par la partie civile, à l'appui de la poursuite, à moins que les faits ne soient tenus pour constants préalablement à toute audition de témoins ou que les témoins se trouvent dans l'un des cas prévus par l'art. 156 c. inst. crim., et sauf au juge à avoir à leur témoignage tel égard que de raison (1) ;

---

(1) Jurisprudence constante, et aussi raisonnable que juridique. De nombreux arrêts ont jugé que l'expression, *s'il y a lieu*, dont se sert l'art. 153 c. inst. crim., doit s'entendre en ce sens que le juge ne peut refuser l'audition des témoins demandée par le ministère public ou par la partie civile que s'il tient pour constants les faits mis à la charge des prévenus. Voy. le *C. d'inst. crim. ann.*, de Dalloz, art. 153, nos 108 et s.

Doit être cassé le jugement dans lequel le tribunal de simple police, saisi de l'action publique en même temps que de l'action civile par la citation du plaignant, omet de statuer sur l'action publique, soit en relaxant, soit en condamnant le prévenu, et se borne à débouter la partie civile de son action en dommages-intérêts (1).

(Époux Martial c. Roussel et demoiselle Grech)

ARRÊT

LA COUR, — Vu le mémoire sur timbre déposé à l'appui du pourvoi ;

Sur le premier moyen pris de la violation des art. 153 et 154 c. inst. crim. en ce que le juge de police a refusé d'entendre des témoins cités par les exposants, en leur qualité de parties civiles, les dits témoins présents à l'audience : — Vu les dits articles ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 154 c. inst. crim. les contraventions doivent être prouvées soit par procès-verbaux ou rapports soit par témoins à défaut de rapports et procès-verbaux ou à leur appui ; — Que l'art. 153 du même code dispose que les témoins, s'il en a été appelé par le ministère public ou la partie civile, seront entendus s'il y a lieu ; — Attendu qu'il y a, par suite, obligation pour le juge d'entendre les témoins régulièrement produits à l'appui de la poursuite à moins que les faits ne soient tenus pour constants préalablement à toute audition de témoins ou que les témoins se trouvent dans l'un des cas prévus par l'art. 156 c. inst. crim. et sauf au juge à avoir à leur témoignage tel égard que de raison; — Et attendu que les époux Martial qui avaient fait citer devant le tribunal de simple police de Constantine pour injures non publiques et violences légères Édouard Roussel et Marie Grech ont pris des conclusions à l'effet d'être autorisés à prouver par témoins qu'ils avaient appelés à l'audience, les contraventions faisant l'objet de la poursuite ; — Que le tribunal de police, sans entendre les dits témoins et sans même s'expliquer sur les conclusions susvisées, les a déboutés de leur demande en dommages-intérêts à raison du pré-

---

(1) L'espèce est tout à fait remarquable en ce que l'omission de statuer qui, le plus souvent, ne porte que sur un des chefs de la prévention ou sur des conclusions incidentes, porte ici sur l'action publique elle-même. Il est évidemment très rare de voir une juridiction pénale ne pas dire si elle condamne ou relaxe. É L.

judice causé par les contraventions ; — En quoi il y a eu violation non seulement des articles visés au moyen, mais encore des art. 408 et 413 c. inst. crim. ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation des art. 408 et 413 c inst. crim., en ce que juge de police n'a pas statué sur la poursuite : — Attendu que la citation qui saisissait le tribunal visait les contraventions d'injures non publiques et de violences légères ; — Que l'action publique avait aussi été mise en mouvement par l'action civile que les plaignants avaient portée devant le tribunal de répression ; — Que le juge de police a omis de statuer sur l'action publique soit en relaxant, soit en condamnant les prévenus ; — Qu'il s'est borné à débouter les parties civiles de leur demande en dommages-intérêts ; — Qu'à ce point de vue encore il y a eu violation des articles visés au moyen ;

Par ces motifs : — Casse et renvoie devant le tribunal de simple police de Guelma.

MM. BARD, *prés.* ; BOULLOCHE, *rapp.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

29 janvier 1907

Applicabilité des lois à l'Algérie, loi simplement modificative, exécution de plein droit. — Conseils de prud'hommes, loi du 15 juillet 1905, applicabilité à l'Algérie ; pourvoi en cassation, formes, déclaration au secrétariat, délai, tardivité.

I. Les lois simplement modificatives des lois qui sont en vigueur en Algérie y sont exécutoires de plein droit en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole (1).

---

(1) Cet arrêt est de ceux qui marquent dans les évolutions, si fréquentes et trop souvent peu cohérentes, de la jurisprudence algérienne. Il mérite d'arrêter l'attention tant par la formule critiquable qu'il donne au principe nécessaire qu'il applique, que par la solution qu'il apporte à une question importante et aussi par l'appui qu'il vient fournir à l'opinion que nous estimons vraie dans une vive controverse actuellement débattue.

II. La loi du 15 juillet 1905, — qui ne contient rien de contraire aux dispositions spéciales à l'Algérie relativement aux

---

I. La formule qu'il emploie réduit une règle exacte à une proposition arbitraire ; elle contient un mot de trop : « Les lois *simplement* modificatives... » Pourquoi *simplement ?* On se demande ce que peuvent être des lois modificatives qui ne le sont pas simplement. Une telle terminologie rend singulièrement délicat l'art d'expliquer les arrêts : avant d'en dégager la portée, il faut en comprendre le sens.

On chercherait vainement l'explication de l'expresion employée par la chambre civile, si on ne connaissait la distinction faite par quelques arrêts entre les lois modificatives — et voici qu'on dit maintenant « simplement modificatives » — et les lois innovatoires. Il y a tout lieu de croire que c'est à cette distinction que notre arrêt a entendu se référer. Nous n'entreprendrons pas ici une nouvelle réfutation de cette distinction arbitraire dont jamais n'a été fourni un critérium quelconque : il nous suffit de renvoyer à nos précédentes notes (*Rev. Alg.*, 1906. 2. 236 ; 1907. 2. 60).

La règle vraie se déduit facilement des principes. En 1834, quand s'est produite l'annexion, toutes les lois françaises sont devenues applicables à l'Algérie. Depuis lors, la communauté de législation est le principe. Cette communauté peut être rompue soit par une loi spéciale, soit par un décret — dans la mesure où subsistait, au moment où ce décret est intervenu, la délégation contenue dans l'art. 25 de la loi du 24 avril 1833, — soit par une impossibilité. Ces cas exceptionnels mis à part, toute loi française qui modifie — simplement, doublement ou considérablement, peu importe — la législation commune à l'Algérie et à la Métropole, s'applique également ici. Principe très simple, qu'il est bien inutile de compliquer de distinctions dont le moindre défaut est d'être injustifiables.

II. La solution donnée ne pouvait souffrir doute. (Voy. trib. de comm. d'Alger, 12 mars 1906, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 271, et notre note).

Nous croyons seulement devoir formuler deux observations.

Nous marquerons tout d'abord notre surprise. Si le fait n'avait été constaté par acte d'huissier et n'était relaté par l'arrêt lui-même, nous aurions peine à croire à son exactitude. N'est-il pas étonnant que le secrétaire d'un conseil de prud'hommes se fasse juge de l'applicabilité d'une loi ? Et cela est d'autant plus surprenant que, loin de suivre la règle déjà affirmée par un tribunal supérieur (trib. de comm. d'Alger, 12 mars 1906, déjà cité), il tient pour l'inapplicabilité. Nous regrettons que la cour de cassation se soit abstenue que qualifier, comme elle l'eût mérité, cette inexplicable attitude.

Puis nous noterons l'exagérée réduction du délai de pourvoi en cassation : trois jours non francs, c'est-à-dire un jour de moins encore qu'en matière criminelle. La partie n'a pas un temps suffisant pour réfléchir et pour consulter avant d'exercer un recours aussi délicat que le pourvoi en cassation. D'autant, que ce délai peu se trouver réduit à vingt-quatre heures, notamment lorsque les deux premiers jours du délai se trouvent être deux jours fériés consécutifs, ainsi qu'il arrive pour les fêtes de

conseils de prud'hommes, qui n'a apporté aucun changement aux lois existantes en ce qui concerne les attributions, la compétence, la formation. l'organisation de ces conseils, et qui n'a fait que modifier les règles de la procédure en assurant d'une manière plus exacte l'égalité dans les bureaux de jugement entre les prud'hommes patrons et les prud'hommes ouvriers, en déférant les appels au tribunal civil, et en procurant aux affaires une expédition plus prompte et plus économique, tant par l'élévation du taux du dernier ressort que par l'abréviation des délais et des formalités de l'appel et du pourvoi en cassation, — est applicable en Algérie (1).

Le pourvoi en cassation contre un jugement d'un conseil de prud'hommes doit être formé, au plus tard, dans les trois jours à dater de la signification, par déclaration au secrétariat du conseil. Est donc tardif le pourvoi formé le 17 alors

---

Pâques ou de la Pentecôte. On ne peut que porter un sévère jugement sur le mode de confection de nos lois quand on constate que cette si critiquable réforme n'a donné lieu à aucune discussion (Sir. 1906. 5. 83).

III. On pourrait très exactement appliquer à la loi sur les justices de paix du 12 juillet 1905 — tout au moins à son titre Ier relatif à la compétence — ce que la cour de cassation dit de la loi du 15 juillet 1905 sur les conseils de prud'hommes. Il suffit de transcrire *mutatis mutandis* les termes de notre arrêt :

« Attendu que l'art. 12 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 dispose que « la compétence en premier et dernier ressort et les attributions spéciales des juges de paix en matière civile et de simple police sont les mêmes que celles des juges de paix en France » ; que cette disposition a ainsi rendu applicable à l'Algérie toute la législation alors en vigueur concernant la compétence et les attributions des juges de paix ;

» Attendu que le titre Ier de la loi du 12 juillet 1905, qui ne contient rien de contraire aux dispositions spéciales à l'Algérie n'a fait que modifier les règles de compétence ; que, quelque importantes que soient ces dispositions, elle ne constituent que des modifications à la législation antérieure qui subsiste dans son ensemble ; et qu'il y a lieu, dès lors, d'appliquer la règle d'après laquelle les lois simplement modificatives de lois qui sont en vigueur en Algérie y sont exécutoires de plein droit en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole ».

Ce récent arrêt vient donc nous confirmer dans notre espoir que, quand cette question de l'application à l'Algérie de la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix se posera devant la cour de cassation, elle recevra la solution qui vient d'être donnée pour la loi du 15 juillet 1905. (Cprz nos notes, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 191 et 234, 1907. 2. 61).

Emile LARCHER.

(1) V. *suprà*, n. 1, p. 111.

que le jugement a été signifié le 13 : peu importe que le demandeur au pourvoi ait manifesté son intention le 16, si elle l'a été au secrétariat en dehors des heures d'ouverture de celui-ci fixées par le règlement du conseil ou dans un lieu autre que le secrétariat (1).

(Vandomber c. Montava)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte d'un acte du ministère de Pourtère, huissier à Alger, en date du 17 novembre 1906, que le secrétaire du conseil des prud'hommes de cette ville, sommé de recevoir la déclaration du pourvoi de Vandomber contre le jugement du conseil du 30 octobre précédent, s'y est refusé, en donnant pour motif de son refus que la loi du 15 juillet 1905, qui prescrit cette forme du pourvoi, n'a pas été déclarée applicable à l'Algérie ; — Mais attendu qu'une loi du 23 février 1881 a rendu applicables à l'Algérie « les lois des 1er juin 1853, 4 juin 1864 et 7 février 1880 concernant les conseils de prud'hommes, ainsi que les dispositions de la législation antérieure maintenues par l'art. 19 de la loi du 1er juin 1853 » ; qu'elle y a ajouté seulement deux dispositions, l'une pour réduire le temps d'inscription sur le rôle des patentes, d'exercice de la profession et de domicile exigé pour l'électorat et l'éligibilité, l'autre pour prescrire l'adjonction d'assesseurs musulmans, avec voix consultative, dans les causes où des musulmans sont intéressés ; — Attendu que la loi du 15 juillet 1905, qui ne contient rien de contraire à ces deux dispositions spéciales à l'Algérie, n'a apporté aucun changement aux lois existantes, en ce qui concerne les attributions des conseils de prud'hommes, leur compétence, leur formation, leur organisation ; qu'elle n'a fait que modifier les règles de procédure, en assurant d'une manière plus exacte l'égalité dans les bureaux de jugement entre les prud'hommes patrons et les prud'hommes ouvriers, en déférant les appels au tribunal civil, et en procurant aux affaires une expédition plus prompte et plus économique, tant par l'élévation du taux du dernier ressort que par l'abréviation des délais et des formalités de l'appel et du pourvoi en cassation ; — Que, quelque importantes que soient

---

(1) V. *suprà*, n. 1, p. 111.

ces dispositions, elles ne constituent, en réalité, que des modifications de détail à la législation antérieure qui subsiste dans son ensemble ; et qu'il y a lieu, dès lors, d'appliquer la règle d'après laquelle les lois simplement modificatives de lois qui sont en vigueur en Algérie, y sont exécutoires de plein droit en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 4, § 2 de cette loi, « le pourvoi sera formé, au plus tard, dans les trois jours à dater de la signification du jugement par déclaration au secrétariat du conseil » ; — Que, des termes employés, il ressort, d'une part, que le jour de la signification du jugement doit seul être exclu de la supputation du délai, et, d'autre part, que c'est au secrétariat même que doit être faite la déclaration ; — Que le secrétaire ne peut être astreint à tenir son bureau ouvert à d'autres heures que celles qui seraient déterminées par un règlement dûment délibéré et approuvé, ni de recevoir une déclaration en dehors du secrétariat ; — Attendu qu'il résulte des pièces produites que le jugement attaqué a été signifié à Vandomber le 13 novembre 1906 ; que le délai du pourvoi expirait donc le 16 : que, si Vandomber prétend s'être présenté ce jour-là, à 5 h. 1/2, au secrétariat, qu'il a trouvé fermé, il appert du règlement intérieur délibéré par le conseil des prud'hommes le 17 juin 1884 et approuvé le 13 août suivant par le ministre du commerce, que « le secrétaire doit tenir le bureau ouvert tous les jours non fériés de 8 heures à 10 heures du matin et de 2 heures à 5 heures du soir » ; — Que Vandomber, qui s'est présenté au secrétariat en dehors des heures réglementaires, doit s'en prendre à lui-même s'il n'a pu faire sa déclaration ce jour-là, et qu'il n'y a lieu de faire état de ce qu'il aurait, le soir même, fait part de sa démarche au secrétaire dans un lieu autre que celui qui est désigné par la loi ; — Qu'il suit de là qu'on ne peut assigner au pourvoi d'autre date légale que celle de l'acte du 17 novembre, par lequel l'huissier a sommé le secrétaire de recevoir la déclaration ; — Que, le délai imparti à peine de déchéance étant alors expiré, le pourvoi doit être déclaré non recevable ;

Déclare le pourvoi non recevable.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; FAYE, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

16 décembre 1904

Notariat, Algérie, notaire empêché, substitution, greffier, autorisation générale, comparution des parties. — Donation déguisée, vente moyennant rente viagère, conditions de validité.

I. *Si, aux termes de l'art. 56 de l'arrêté du ministre de la guerre du 30 décembre 1842, dans les lieux où il n'existe qu'un seul notaire, celui-ci peut, au cas d'empêchement, être provisoirement remplacé, sur la demande expresse des parties et avec autorisation du procureur de la République, par le greffier de la justice de paix, cette autorisation peut être générale, et la demande des parties résulte suffisamment de leur comparution volontaire devant le greffier* (1).

II. *Une donation déguisée n'est valable que tout autant qu'elle présente tous les caractères constitutifs du contrat dont elle emprunte le titre. Est nulle, en conséquence, une donation qui, prenant la forme d'une constitution de rente viagère, ne présente pas l'aléa qui est de l'essence de la rente viagère* (2).

---

(1) Voy. le texte, Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 47. — Nous avons des doutes sur l'exactitude de cette solution. Quand le texte dispose que le remplacement s'opère « sur la demande *expresse* des parties intéressées et avec l'autorisation du procureur de la République du ressort », il nous semble que cette désignation exceptionnelle doit être faite pour chaque acte et que la seule comparution devant le greffier ne constitue pas la demande « expresse » exigée par l'arrêté. Mais on voit les inconvénients d'un système trop rigoureux et les avantages pratiques de la solution commode à laquelle la cour s'est rangée.

(2) Une jurisprudence aujourd'hui plus que centenaire et qu'on ne peut plus espérer voir changer, admet la validité des donations déguisées C'est, à notre avis, une absolue méconnaissance de la volonté du législateur ; c'est, suivant le mot de Laurent, une *absurdité*. (Voy. Planiol, *Tr. élém. du dr. civ.* t. III, nos 2553 et s.). Et la jurisprudence, poussant très loin les libertés qu'elle prend avec la loi et avec les principes juridiques, allait jusqu'à admettre qu'il n'est même pas nécessaire, pour la validité de la donation déguisée, que le contrat apparent soit valable comme tel ; c'est ainsi que des arrêts considèrent qu'une vente moyennant rente

(Guilleminot c. Christiano). .

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que Guilleminot persiste à soutenir que l'acte du 11 septembre 1899 doit être déclaré nul comme ayant été reçu par un officier public incompétent ; — Attendu que l'art. 56 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842 édicte que : dans les lieux où il n'existe qu'un seul notaire, si ce notaire est empêché, il pourra être provisoirement remplacé, sur la demande expresse des parties et avec autorisation du procureur de la République, par le greffier de la justice de paix ; — Attendu que c'est la désignation du procureur de la République qui habilite le greffier de la justice de paix à remplir provisoirement les fonctions de notaire en remplacement du titulaire empêché ; — Attendu que, par ordonnance en date du 11 mai 1899, le greffier de la justice de paix de Souk-Ahras a été autorisé par le parquet de Guelma à dresser tous actes pouvant intéresser les justiciables de ce canton ; — Attendu que par l'effet de cette autorisation générale le greffier de la justice de paix de Souk-Ahras a été autorisé à dresser l'acte litigieux ; — Attendu qu'aucun texte ne fait connaître dans quelle forme et à quel moment doit être faite la demande des parties ; — Attendu que cette demande résulte suffisamment de la comparution volontaire des intéressés devant l'officier ministériel substitué au notaire empêché ; — Qu'il en résulte que le greffier de la justice de paix de Souk-Ahras avait la compétence nécessaire pour dresser l'acte en litige ; — Attendu, au surplus, et pour faire reste de droit à l'appelant, que n'en fût-il pas ainsi, l'acte du 11 septembre 1899 n'en serait pas moins valable comme acte sous seings privés, aux termes de l'art. 1318 c. civ., puisqu'il est signé par toutes les parties, et qu'il est classé au rang des minutes d'un notaire, où tous les intéressés peuvent en prendre connaissance ; — Qu'il y a lieu, en conséquence, de rejeter ce premier moyen de l'appelant ;

---

viagère, nulle comme faite sans prix, peut valoir cependant comme donation déguisée (Douai, 14 juin 1852, Sir. 1853, 2, 97 ; req. 9 juillet 1879, Sir. 1881. 1. 205). La cour d'Alger refuse d'aller aussi loin, et sa doctrine nous paraît plus exacte ; on se demande en effet comment un acte, nul en tant que donation, faute de la forme solennelle, nul encore comme constitution de rente viagère, faute d'aléa, vaudrait comme donation déguisée. E. L.

Attendu que Guilleminot soutient en second lieu que la vente consentie par l'acte de vente du 11 septembre 1899, moyennant un prix consistant en une rente viagère doit être déclarée nulle, comme dépourvue d'aléa ; — Attendu que l'aléa est de l'essence même du contrat de constitution de rente viagère à titre onéreux ; — Attendu que, dans l'espèce, étant donné l'âge très avancé de la crédirentière et la constitution de la vente qu'elle consentait à Christiano, il est certain qu'elle ne pouvait que perdre alors que son acquéreur ne pouvait que gagner au contrat intervenu entre eux ; — Adoptant, sur ce point spécial, les motifs des premiers juges ; — Attendu, au surplus, que l'intimé ne conteste pas que ce contrat soit nul pour défaut d'aléa en tant que contrat de rente viagère, mais qu'il soutient, avec le jugement entrepris, qu'il est valable comme donation déguisée ; — Attendu que l'intention de la dame Trenque de faire une libéralité à Christiano, résulte suffisamment ainsi que l'ont dit les premier juges : 1° De la modicité des charges qu'elle lui imposait en retour des engagements qu'elle contractait envers lui ; 2° Du testament qu'elle faisait en sa faveur le même jour, 11 septembre 1899, et par lequel elle l'instituait son légataire universel ; — Attendu qu'il ne s'agit plus, dès lors, que de rechercher si la donation que la dame Trenque a entendu faire à Christiano a été valablement constatée par l'acte litigieux ; — Attendu qu'une donation déguisée n'est valable que tout autant qu'elle présente tous les caractères constitutifs du contrat dont elle emprunte le titre ; — Attendu qu'ainsi qu'il a été dit la constitution de rente viagère à titre onéreux constatée par l'acte du 11 septembre 1899 est nulle par défaut d'aléa, l'aléa étant l'un des caractères constitutifs de ce contrat ; — Qu'il s'ensuit que la donation, que ce contrat avait pour but de masquer, est nulle ; — Attendu que la convention intervenue entre les parties constituant une donation pure et simple bien que soumise à certaines charges devait être revêtue des formes prescrites par les art. 931 et s. c. civ. ; — Attendu que l'inobservation de ces formes en entraîne la nullité ; — Attendu que l'admission de ce moyen rend inutile l'examen des autres moyens de l'appelant tendant à faire reconnaître que le consentement de la dame Trente à l'acte du 11 septembre 1899 a été surpris par dol ou violence ; — Qu'il échet en conséquence d'infirmer le jugement entrepris qui a ordonné la preuve de certains faits tendant à établir le bien fondé de ces prétentions de Guilleminot et statuant, au fond, au besoin par évocation, la cause étant en état, de débouter Christiano de sa demande en validité d'offres lesquelles n'avaient

été faites qu'en conséquence de l'acte du 11 septembre 1899 ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond : — Confirme le jugement entrepris en ce qu'il a reconnu la compétence du greffier de la justice de paix de Souk-Ahras pour recevoir l'acte du 11 septembre 1899, et en ce qu'il a décidé que le contrat intervenu entre les parties constituait une donation déguisée ; — Infirme, pour le surplus, ledit jugement ; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Dit que l'acte du 11 septembre 1899 est nul, soit comme contenant une constitution de rente viagère à titre onéreux, soit comme contenant une dotation déguisée ; — Déboute Christiano de sa demance en validité d'offres réelles ; — Déboute les parties de leurs plus amples fins et conclusions, etc.

MM. PATRIMONIO, *prés.* ; ÉTIENNE, *subst. du proc gén.* — Mes GIVRY et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

3 janvier 1905

Appel, désistement, validité, acceptation de l'intimé, constatation par arrêt.

Si le désistement d'un exploit introductif d'instance produit effet sans avoir besoin d'être accepté tant que le défendeur n'a pas conclu au fond, il en est différemment du désistement d'appel ; la validité du désistement d'appel est subordonnée à l'acceptation de l'intimé (1).

L'intimé peut exiger que le désistement et l'acceptation soient constatés par arrêt s'il y a un intérêt sérieux à avoir une preuve inattaquable du désistement et de son acceptation.

(Zitouni c. Sahali)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par acte du 28 juillet 1904, Zitouni Ahmed a interjeté appel du jugement du 8 juin 1904, par

(1) Voir en ce sens l'arrêt de la c. de cass. du 2 février 1882 (Sir. 84. I. 55).

lequel le tribunal de Sidi-bel-Abbès a dit au profit des consorts Sahali ben Freha, qu'il n'avait aucun droit de propriété sur la succession de Ben Freha ; — Attendu qu'après avoir signifié aux consorts Sahali un acte transactionnel intervenu entre lui et Yamini Sahali le 13 août 1904, Zitouni a fait signifier le 1er octobre par Me Gronier, son avoué, à Me Roque, avoué constitué des consorts Sahali, ledit acte transactionnel, contenant désistement de l'appel du 28 juillet et offre de payer les frais dus au jour de la signification ; — Attendu qu'il est soutenu au nom de Zitouni que le désistement se suffit à lui-même et met fin à une instance qui n'est pas encore liée par un échange de conclusions ; que les consorts Sahali affirment au contraire que l'acceptation est nécessaire en cause d'appel et qu'ils sont en droit de faire constater le désistement et leur acceptation par un arrêt ; — Attendu qu'il est exact que, pour produire effet, le désistement d'un exploit introductif d'instance n'a pas besoin d'être accepté tant que le défendeur n'a pas conclu au fond ; que, dans ce cas en effet le demandeur reste maître de l'instance et peut s'en désister sans l'intervention du défendeur, puisque celui-ci n'a point formé de contrat judiciaire en liant le débat avec lui ; — Mais attendu qu'il en est tout différemment lorsque la cause ayant été suivie et terminée, devant les premiers juges du premier degré, par une décision qui a reconnu des droits à l'une des parties, l'appel est venu tout à la fois mettre ceux-ci à néant et en créer de nouveaux à l'intimé par la réouverture d'instance; que si le désistement de l'appel peut faire revivre les premiers ce n'est qu'autant que l'intimé y consent en abandonnant les seconds ; que jusque-là, il n'est que l'offre d'une nouvelle convention, offre qui peut être rétractée tant qu'elle n'a pas été acceptée et qui, jusque-là, ne met pas obstacle à la signification d'un appel incident ; — Attendu d'ailleurs que l'art. 403 c. pr. civ. prévoit expressément l'acceptation du désistement en cause d'appel ; — Attendu qu'en disposant que le désistement peut être fait ou accepté par de simples actes signés des parties et signifiés d'avoué à avoué, l'art. 402 du même code n'a pas exclu la constatation de désistement par un acte authentique ou judiciaire ; que l'intimé a le droit d'exiger cette constatation authentique ou judiciaire; que toutefois, le supplément de frais qu'elle entraîne pour l'appelant qui s'est désisté ne doit pas lui être imposé sans raison, que l'intimé doit donc démontrer qu'il a un intérêt sérieux à avoir une preuve inattaquable du désistement et de son acceptation ; — Attendu que, dans l'espèce, cet intérêt résulte pour les consorts Sahali non seulement de ce qu'ils sont

nombreux et illettrés, mais aussi de toutes les circonstances de la cause et notamment du caractère particulier de l'intervention de Zitouni dans le partage de la succession Ben Freha ; — Et attendu que l'exigence des intimés étant reconnue justifiée, les dépens doivent rester à la charge de l'appelant désistant ; que l'offre par lui faite à la barre des frais exposés seulement jusqu'à la date de la signification de son désistement n'est donc pas suffisante ;

Par ces motifs : — Dit que la validité du désistement d'appel est subordonnée à l'acceptation de l'intimé ; — Dit que l'intimé peut exiger que le désistement et l'acceptation soient constatés par arrêt ; — Donne acte aux consorts Sahali de ce qu'ils demandent cet arrêt ; — Dit cette exigence justifiée par les circonstances de la cause ; — Donne acte à Zitouni du désistement par lui signifié le 1er octobre 1904 de l'appel qu'il avait formé contre le jugement du 8 juin 1904 ; — Donne acte aux consorts Sahali de leur acceptation ; — Dit insuffisante l'offre faite par Zitouni des frais arrêtés au jour de la signification du désistement ; — Le condamne, en conséquence, à l'amende et aux dépens, etc...

MM. LALOÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

19 avril 1905

Indigènes musulmans, mariage, naturalisation, divorce, communauté légale, pension alimentaire.

Les époux musulmans non naturalisés, mariés devant le cadi en la forme musulmane, sous le régime matrimonial déterminé par le Coran, ont l'un et l'autre, à dater de leur union, en cas de divorce des droits acquis à la liquidation de leurs intérêts matrimoniaux d'après cette loi sous l'empire de laquelle ils ont contracté.

La naturalisation ultérieure du mari ne saurait rétroactivement préjudicier à ces droits acquis : la liquidation des droits des époux doit donc se faire d'après la loi coranique.

La femme musulmane, non naturalisée, mariée à un musulman non naturalisé ne peut invoquer, après divorce, pour la liquidation selon la loi française de ses intérêts

matrimoniaux, la naturalisation personnelle de son mari au cours de cette union. Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales est d'ordre public : la femme musulmane ne peut donc demander la liquidation d'une communauté qui ne daterait que de la naturalisation du mari ; de même elle ne peut prétendre à une pension alimentaire (1).

(Dame Zenati c. Zenati)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les premiers juges ont, par décision du 14 avril 1903, prononcé le divorce de la dame Chelabia

---

(1) Il nous semble que toutes les solutions contenues dans cet arrêt ne sont point également inattaquables. Nous craignons que l'espèce n'ait pas été exactement analysée par la cour; nous pensons que celle-ci a fait intervenir des principes qui n'étaient pas en jeu, tandis qu'à l'inverse elle oubliait quelques règles, à notre sens fondamentales, relativement aux effets de la naturalisation — plus exactement de l'admission à la jouissance des droits civiques — des indigènes musulmans,

I. Voici les faits, autant qu'on les peut dégager des motifs de l'arrêt :

Le 9 juin 1870, un indigène musulman épouse devant le cadi, en la forme musulmane et moyennant une dot de 400 fr., une femme également indigène musulmane. Le 22 juillet 1872, il la répudie ; puis le 16 décembre de la même année, il la reprend en mariage moyennant une dot de 250 fr. En 1888, le mari obtient son admission à l'exercice des droits de citoyen. En 1902, le divorce est demandé (l'arrêt ne nous dit pas si c'est par la femme ou par le mari), et le 14 avril 1903, il est prononcé aux torts du mari. La femme demandait que la liquidation eût lieu suivant la loi française et qu'une pension alimentaire lui fût accordée. Le tribunal a rejeté sa demande sur le premier point, l'a accueillie sur le second. La cour, sur l'appel incident du mari, a complètement débouté la femme.

Le jugement nous paraît plus exact que l'arrêt.

II. A notre avis, la cour a inexactement apprécié la situation juridique des deux époux en considérant le mari comme citoyen français, la femme comme indigène musulmane. La naturalisation (*hoc sensu*) du mari avait produit ses effets non seulement à l'égard de celui-ci, mais aussi à l'égard de la femme.

Dans une circulaire du 24 juin 1884, le gouverneur général notifiait aux préfets ces instructions qu'il venait de recevoir du ministre de la justice : « D'accord avec le conseil d'État, j'ai jugé inutile l'intervention des femmes indigènes algériennes dans les instances introduites par leurs maris, indigènes algériens, afin de jouir des droits civils et civiques. Devenues françaises, en vertu du paragraphe 1er de l'art. 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, le statut personnel des femmes indi-

(ou Djalabia) bent Ghendouzi, et du sieur Zenati Mohamed ben Zenati aux torts de ce dernier; rejeté la demande en

---

gènes musulmanes paraît devoir suivre nécessairement celui de leurs maris admis à jouir des nouveaux droits en vertu du paragraphe 3 de l'article précité » (Estoublon et Lefébure, *C. de l'Alg. ann.*, p. 638). – Cette opinion se recommande par sa simplicité et sa commodité : elle nous paraît s'imposer plus encore qu'à l'époque de la circulaire du garde des sceaux, depuis que la loi du 26 juin 1889 a fait triompher dans notre législation le principe de l'unité de patrie et de loi dans la famille (En ce sens, voy. Rack, *Effets de la naturalisation d'un indigène musulman survenue pendant le mariage sur la condition de sa femme et de ses enfants*, *Robe*, 1885, p. 273 ; Besson, *Législation civile de l'Algérie*, p. 78 ; Hugues, *La nationalité française chez les musulmans de l'Algérie*, p. 184 ; Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 698, p. 190. — Trib. Tizi-Ouzou, 12 mars 1896, *Rev. Alg.*, 1896. 2. 341).

Les conséquences, au point de vue de l'instance dont le tribunal et la cour ont été successivement saisis c'est d'abord que le divorce ne pouvait être prononcé que par un tribunal français et pour les causes admises par la loi française. — C'est ensuite que le régime matrimonial dissous était celui déterminé par la loi sous l'empire de laquelle les époux se sont mariés : la cour et le tribunal ont donc bien statué en décidant que, même après la naturalisation, les intérêts pécuniaires des époux continuaient à être régis par la loi musulmane et que la femme ne pouvait prétendre à la liquidation d'une communauté qui n'aurait commencé qu'au cours du mariage, au jour de la naturalisation. Mais ce n'était pas là, à notre avis, une conséquence de la non-rétroactivité des lois, ni même du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales : c'est l'application très simple de cette règle, d'application constante en droit international privé, que le régime pécuniaire du mariage est déterminé par la loi sous l'empire de laquelle les époux se sont mariés. (Aubry et Rau, 5e édit., t. I, § 30, p. 117 ; Audinet, *Principes de dr. int. privé*, n° 574, p. 461). — C'est enfin qu'une pension alimentaire pouvait être accordée à la femme. Sur ce point, les motifs donnés par la cour nous paraissent tout à fait inexacts. L'arrêt semble bien dire que, même après divorce, l'obligation alimentaire qui subsiste a sa source dans le mariage et même dans le régime matrimonial : cela est contradictoire, puisque le divorce met fin au mariage et au régime pécuniaire du mariage. En réalité l'obligation alimentaire à la charge de l'époux aux torts duquel le divorce est prononcé est une obligation *délictuelle* ; la pension ainsi servie a au plus haut degré le caractère d'une *indemnité*, destinée à restituer au conjoint pauvre un peu des ressources dont il est désormais privé par la faute de l'autre (Planiol, *Tr. élém. de dr. civ.*, t. I, n° 1259, p. 410). En l'espèce, aucun doute : le délit s'était produit entre citoyens français.

III. La jurisprudence, en général, ne paraît pas admettre l'effet collectif de la naturalisation du mari indigène musulman : la femme demeurerait indigène musulmane.

Mais on ne peut guère citer qu'un seul arrêt, d'ailleurs cassé dans l'intérêt de la loi, qui ait été aussi loin que celui que nous rapportons,

liquidation de communauté ou de reprises, d'après la loi française, de la dite dame ; reconnu qu'elle avait droit à une

---

soutenant cette thèse que la naturalisation du mari est sans influence sur la condition de la femme, que tous les rapports entre époux doivent continuer à s'apprécier suivant la loi musulmane (Alger, 5 juin 1883, sous civ. cass. 15 juin 1885, *Rev. Alg.*, 1885. 2. 310). Un certain nombre d'auteurs (L. Hamel, *De la naturalisation des indigènes mus. de l'Algérie*, *Rev. Alg.*, 1887, 1. 48 et 1890, 1. 24 ; Weiss, *Tr. th. et pr. de dr. int. privé*, t. I, p. 400 ; Surville, *Rev. crit.*, 1894, p. 257 ; Charpentier, *Précis de législation alg.*, n° 538) et la plupart des décisions de jurisprudence (Alger, 20 juin 1883, *Robe*, 1883, p. 317 ; trib. de paix de Bougie, 29 décembre 1899, *Rev. Alg.*, 1900. 2. 246 ; Alger, 13 mai 1902, *Rev. Alg.*, 1904. 2. 132, et civ. rej. 26 oct. 1904, *Rev. Alg.*, 1905. 2. 9 ; trib. de Batna, 31 mai 1985, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 128), tout en déclarant que la naturalisation est personnelle au mari, décident — cela est logique — que cette naturalisation n'aura pas d'effet rétroactif, mais qu'elle produira tous ses effets dans l'avenir. Le mariage, antérieurement contracté en la forme musulmane, demeure valable (Alger, 21 mars 1895, *Rev. Alg.*, 1895. 2, 309 ; civ. rej., 26 oct. 1904, *Rev. Alg.*, 1905. 2. 9) ; c'est la loi musulmane qui continue à régir l'exécution et le règlement des conventions matrimoniales entre les époux (Alger, 27 juillet 1874, *Jurisp. Alg.*, 1874, 48 ; 10 mars 1879, *Bull. jud. Alg.*, 1879, 201 ; 13 janvier 1881, *Bull. jud. Alg.*, 1882, 66 ; 13 mars 1883, *Bull. jud. Alg.*, 1883, 97). Mais, dans l'avenir, il est régi par la loi française (Hamel, *op. cit.*, *Rev. Alg.*, 1890. 1. 23 ; Charpentier, p. 134 ; Hugues, p. 134). Et de même que, si le divorce est demandé par l'un quelconque des époux, il ne pourra être prononcé que pour les causes admises par le droit français (Jurisprudence bien établie : Alger, 8 mars 1871, *Jurisprud. Alg.*, 1871, 10 ; 14 juillet 1873, *Jurisprud. Alg.*, 1873, 38 ; 29 décembre 1875, *Jurispr. Alg.*, 1875, 54 ; trib. Constantine, 9 mai 1876, *Robe*, 1876, 89 ; Alger, 19 mars 1883, *Bull. jud. Alg.*, 1883, 97), de même les conséquences en doivent être appréciées suivant la loi française.

Même dans cette opinion encore, la femme pouvait prétendre à une pension alimentaire.

IV. Enfin, à supposer qu'il faille s'en tenir à la loi musulmane, est-il vrai, ainsi que la cour se borne à l'affirmer, que la femme qui obtient le divorce aux torts du mari, ne peut obtenir de celui-ci une pension alimentaire ? Nous le croyons pas.

Sans doute, aucun texte ne confère explicitement un semblable droit à la femme divorcée. Khelil accorde des dommages-intérêts au mari qui obtient le divorce aux torts de sa femme (trad. Perron, t. II, p. 511 et 512), sans en dire autant de la femme. Mais il n'existe évidemment aucune raison de refuser tous dommages-intérêts à la femme (Cprz Mercier, *La condition de la femme mus.*, p. 65 ; Norès, *Essai de codificat. de dr. mus.* art. 210, *Rev. Alg.* 1906, 1. 29 ; Morand, *Avant-projet du code du dr. mus. alg.*, art. 174. — Alger, 1er déc. 1879, *Robe*, 1880, 268). Et rien ne s'oppose à ce que les dommages-intérêts prennent la forme d'une pension viagère.

Émile LARCHER.

pension alimentaire, fixé à 50 fr. par mois le montant de celle-ci ; condamné le sieur Zenati aux dépens ; — Que la dame Chalabia au principal a déféré cette décision du chef de sa demande en liquidation de communauté ou de reprises, d'après la loi française, et du chef où la pension qui lui a été allouée n'a été fixée qu'à 50 fr. par mois, à l'appréciation de la cour ; — Que le sieur Zenati a, par conclusions signifiées, tendant à ce que contrairement au jugement déféré il soit décidé que la dame Chalabia n'a aucun droit à une pension alimentaire, ainsi soumis, incidemment sur ce point ledit jugement à l'appréciation de cette même cour ; — Que ces appels principal et incident sont recevables ; — Qu'il y a lieu d'en examiner le mérite ;

Sur le prononcé du divorce aux torts du mari : — Attendu que cette disposition n'est, entre les parties, devant la cour, l'objet d'aucune contestation ; qu'elle est dès lors définitive ;

Sur le rejet de la demande de la dame Chalabia en liquidation de communauté ou de reprises d'après la loi française : — Attendu que les époux ont contracté mariage, en la forme musulmane, devant le bachadel du cadi de Batna, le 9 juin 1870 ; qu'il a été stipulé alors que le mari paierait à sa femme une dot de 400 fr. ; — Que le sieur Zenati a répudié la dame Chalabia devant le cadi de Batna, le 22 juillet 1872 ; qu'il l'a reprise en mariage, devant le même cadi, le 16 décembre 1872 ; qu'il a été alors stipulé qu'il paierait une dot de 250 fr. ; — Qu'à ces diverses époques les époux étaient l'un et l'autre aux termes de l'art. 1er du sénatus consulte du 14 juillet 1865 français, mais régis par la loi musulmane ; qu'il n'est pas douteux que dans ces conditions, abstraction faite de la naturalisation ultérieure du sieur Zenati, la dame Chalabia ne pouvait, après divorce, lui réclamer que le paiement de la dot, par application de la loi musulmane ; qu'elle ne saurait être admise à demander la liquidation de la communauté ou de ses reprises, d'après la loi française ; — Qu'il s'agit de rechercher, si, par l'effet de la naturalisation de son mari, il en est autrement ; — Attendu que la loi dans le sens général de cette expression n'a pas, aux termes de l'art. 2 c. civ., d'effet rétroactif ; qu'elle ne dispose que pour l'avenir ; qu'elle ne préjudicie pas aux droits antérieurement acquis ; qu'il en est spécialement ainsi dans les lois sur la naturalisation ; qu'il en doit être de même par voie de conséquence et à fortiori, de la naturalisation accordée en vertu de celles-ci, à un particulier sur sa seule demande ; — Attendu que des époux musulmans, non naturalisés, mariés devant le cadi en la forme musulmane, sous le régime matrimonial déterminé

par le Coran, leur loi civile et religieuse, ont l'un et l'autre, à dater de leur union, en cas de divorce des droits acquis à la liquidation de leurs intérêts matrimoniaux, d'après cette loi sous l'empire de laquelle ils ont tous deux contracté ; — Que la naturalisation ultérieure du mari ne saurait rétroactivement préjudicier à ces droits acquis, et, par voie de conséquence aux droits antérieurement acquis des tiers ayant traité avec les époux ou l'un d'eux, sur la foi de la loi qui a présidé à leur union ; — Que la liquidation des intérêts de ces époux qui, comme le mariage auquel elle se rattache, ne peut être soumise à la fois à deux lois distinctes et même contraires, doit, dès lors, se faire d'après les prescriptions de la loi coranique ; — Attendu que la femme musulmane non naturalisée, mariée à un musulman non naturalisé, ne peut d'ailleurs invoquer, après le divorce, pour la liquidation selon la loi française de ses intérêts matrimoniaux, la naturalisation personnelle de son mari au cours de leur union ; que, française, mais soumise à la loi musulmane, lors de son mariage, et lors de cette naturalisation à laquelle elle n'a pas participé, et qui ne la concerne pas, elle reste après cette même naturalisation, française, mais soumise à la loi musulmane, pour la liquidation desdits intérêts, qui se rattachent à son mariage lequel est antérieur au changement d'état de son mari ; — Attendu que les conventions arrêtées, en vue du mariage ne peuvent recevoir, en droit français à compter de la célébration, aucun changement ; que les art. 1394 et 1395 c. civ. sont, à cet égard, en ce sens absolument formels ; que le principe d'immutabilité, qu'ils consacrent, dans l'intérêt non seulement des époux, mais encore des tiers est d'ordre public ; qu'il ne doit y être porté aucune atteinte ; — Attendu que la dame Chalabia, musulmane non naturalisée mariée en 1870, à un musulman non naturalisé, avec constitution de dot, conformément à la loi musulmane exclusive de notre communauté légale, n'a pu en 1902, date de l'introduction de l'instance, demander légalement en vertu de la loi française, après naturalisation en 1888 au cours du mariage de son mari, personnellement la liquidation, selon le code civil, d'une communauté ou de reprises, dont il n'aurait pu seulement être question de 1870 à 1888 ;

Sur le droit de la dame Chalabia à une pension alimentaire : — Attendu qu'il n'existe pas pour la femme musulmane, divorcée, régie par la loi coranique ; que la dame Chalabia ne peut dès lors s'en prévaloir à l'encontre du sieur Zenati ;

Sur l'augmentation de ladite pension : — Attendu qu'il n'y a lieu en l'état de la solution qui précède de s'en occuper ;

Quant aux dépens d'appel : — Attendu qu'ils doivent être supportés aux termes de l'art. 130 et 450 c. proc., par la dame Chalabia ;

Par ces motifs : — Dit que la dame Chalabia (ou Djalabia) bent Ghendouzi ne peut se prévaloir de la naturalisation personnelle de son mari, que son régime matrimonial est celui de la loi musulmane ; — Qu'elle ne peut demander la liquidation, d'après la loi française, d'une communauté ou de reprises que la loi musulmane n'admet pas ; — Qu'elle n'a pas droit d'après celle-ci à une pension alimentaire ; — Confirme ; — Condamne la dame Chalabia, etc.

M. MÉROT, *f. prés.* — Mes LEMAIRE et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

30 novembre 1905

Affrètement, défaut d'acte écrit, validité; commencement d'exécution, preuve.

La formalité de l'écriture n'est exigée que pour la preuve et non pour la validité du contrat d'affrètement.

Le commencement d'exécution, constituant un aveu tacite, suffit à lui seul pour prouver le contrat d'affrètement, sans qu'il soit nécessaire d'y adjoindre un commencement de preuve par écrit.

(Bournac c. Société navale de l'Ouest).

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'appel principal : — Attendu que s'il est nécessaire que le contrat d'affrètement soit rédigé par écrit, la formalité de l'écriture n'est exigée que pour la preuve et non pour la validité de ce contrat qui est parfait par le seul consentement des deux parties ; — Attendu que le contrat d'affrètement peut donc être prouvé par tous les modes de preuve admis en droit civil ; — Attendu que dans la cause se rencontrent : 1° le commencement d'exécution volontaire du contrat par Bournac ; 2° le commencement de preuve par écrit avec présomptions graves, précises et concordantes ; — Attendu que le 29 décembre 1903, 29 fûts ont été chargés sur le vapeur St-Philippe en rade à Mostaganem ; — Attendu que Bournac soutient bien que ces 29 fûts étaient le solde d'une précédente expédition; - Mais attendu que Bournac ne prouve pas et n'offre

même pas d'en rapporter la preuve ; — Attendu qu'il est au contraire démontré que ces 29 fûts se rattachaient à l'expédition qui devait partir par le St-Philippe (5 à 600 fûts) ; que cela résulte nettement de la lettre écrite le 30 décembre 1903 à Bournac par Négrel, représentant de la Société navale de l'Ouest, lettre qui contient le passage suivant : « Comme suite » à nos accords réciproques au sujet des 5 ou 600 fûts à » charger sur vapeur St-Philippe à destination de Rouen, j'ai » l'honneur de vous confirmer que le navire ci-dessus dé- » signé, qui a dû quitter la rade par suite du mauvais temps, » retournera à première accalmie pour terminer son charge- » ment et relever directement de Mostaganem sur Rouen » ; — Attendu que cette lettre qui a été reçue par Bournac sans protestation constate qu'antérieurement au 30 décembre 1903, Bournac s'était engagé à charger 5 ou 600 fûts sur le St-Philippe ; qu'à la suite de l'engagement qu'il avait pris, il avait de suite chargé une partie de ces fûts, soit 29, et qu'il devait charger le solde dès le retour dans la rade du St-Philippe ; — Attendu qu'il n'est pas nécessaire, le commencement d'exécution qui constitue un aveu tacite suffisant à lui seul à prouver le contrat d'affrêtement, d'y adjoindre un commencement de preuve par écrit ; — Attendu cependant que ce commencement de preuve par écrit se rencontre dans la cause, ainsi que le décide à bon droit le jugement déféré, dans la lettre de Bournac du 19 janvier 1900 et qu'à ce commencement de preuve par écrit s'ajoutent les présomptions graves, précises et concordantes énumérées par ce jugement ; — Attendu que vainement Bournac, tout en reconnaissant l'existence de l'engagement, soutient que cet engagement avait été soumis à une condition suspensive, l'acceptation de Saillant, dont il n'était que le mandataire ; — Mais attendu que Bournac ne produit aucune preuve de cette condition qui est démentie par les éléments de la cause et qui n'a été imaginée par Bournac que lorsque ce dernier après avoir contracté personnellement avec Négrel, agent de la Compagnie, a été invité par Saillant à charger les fûts sur un autre navire ; — Attendu que le préjudice causé à la Société navale de l'Ouest est certain ; que cette Société produit un certificat, enregistré, du capitaine du port d'Oran, en date du 30 janvier 1904, qui constate que le vapeur St-Philippe parti de Mostaganem pour Rouen a dû relacher le 5 janvier 1904 à Oran d'où il est réparti le lendemain sans avoir fait aucun chargement ; — Attendu que, d'Oran le vapeur s'est dirigé directement sur Rouen où il est arrivé avec le vide qui avait été réservé pour l'embarquement des fûts promis par Bournac ; — Attendu que Bournac, au

surplus ne fournit aucune indication sur de prétendus chargements que le navire aurait affrêtés en cours de route. — Attendu qu'il y a lieu, en outre d'adopter les motifs des premiers juges ; — Attendu toutefois que c'est à tort que le jugement déféré, en prononçant la résiliation de la convention aux torts de Bournac, a condamné ce dernier à payer le montant du frêt pour transport de 600 fûts alors qu'en en chargeant 500 seulement, Bournac aurait rempli ses engagements ; — qu'il échet donc de réduire à 3.450 francs le montant des condamnations prononcées contre lui ;

Sur l'appel incident : — Attendu qu'à tort le 1er juge n'a pas mis à la charge de Bournac les intérêts légaux du principal de la condamnation, intérêts que la Société navale de l'Ouest avait demandés dans l'exploit introductif d'instance ; — Qu'il échet de compléter le jugement sur ce point ;

Par ces motifs : — Dit que c'est par erreur que dans le jugement déféré, l'appelant est dénommé « Bournac Achille » au lieu de Bournac Jean ; — Dit bien jugé mal appelé en ce que le jugement déféré déclare établi le contrat d'affrètement et en prononce la résiliation aux torts de Bournac pour inexécution des engagements contractés par lui ; — Dit mal jugé, bien appelé en ce que le jugement condamne Bournac à payer à la Compagnie appelante le montant du frêt pour transport de 600 fûts ; — Infirme ; — Dit que le frêt n'est dû que pour 500 fûts ; — Condamne Bournac à payer à la Société 3.450 francs seulement et aux intérêts de droits ; — Condamne Bournac aux dépens d'appel.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* ; — Mes OTTEN et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 juin 1906

Nationalité, Tunisie, israélite. domicile, présomption, Algérie, citoyen français, sujet français. étranger sans nationalité déterminée, état, capacité, loi du domicile, femme française, conservation du statut personnel français, mariage, célébration devant l'officier de l'état civil français, demande reconventionnelle en divorce, option pour la loi française.

Un israélite né et domicilié en Tunisie est présumé sujet tunisien (1).

(1) L'espèce est fort intéressante, tant à raison de sa fréquence pos-

Un israélite né en Tunisie, mais domicilié en Algérie, n'est

---

sible qu'à raison des questions de droit assez délicates qu'elle soulève. Il n'est sans doute pas rare qu'un israélite ou un musulman, en Algérie ou en Tunisie, ne puisse établir son lieu de naissance, son exacte filiation : c'est la conséquence du défaut d'état civil organisé dans les pays islamiques, défaut qui n'a commencé à disparaître que par la loi du 23 mars 1882 en Algérie, par le décret beylical du 29 juin 1886 en Tunisie.

Mais il nous semble que les difficultés de cette espèce n'ont point été toutes résolues par la cour d'Alger comme elles auraient dû l'être. Il y a, dans ce monument de jurisprudence, maintes affirmations qui, pour être exactes, appellent d'importantes réserves. Et si la solution donnée à l'affaire concorde avec celle que nous estimons vraie, il semble que ce ne soit que par un heureux hasard.

I. Nous nous garderons de contester la première règle rappelée par l'arrêt : un israélite né et domicilié en Tunisie est présumé sujet tunisien.

La difficulté de la preuve de la nationalité se présente d'autant plus souvent devant les tribunaux de Tunisie que maints justiciables, musulmans ou israélites, désireux d'échapper à la compétence des tribunaux tunisiens, se prétendent algériens pour que leurs affaires soient jugées par des tribunaux français. Et ces tribunaux en sont venus à poser cette présomption parfaitement raisonnable, que le musulman ou l'israélite domicilié en Tunisie est sujet tunisien, à moins qu'il ne fournisse la preuve contraire (jurisprudence constante, établie par de nombreux jugements, depuis trib. Tunis, 22 décembre 1887, 27 février 1888, *Rev. Alg.* 1890, 2, 23. — Voy. de Sorbier de Pougnadoresse, *La Justice française en Tunisie*, Thèse Montpellier 1897, p. 122).

Mais cette règle était en l'espèce sans application puisque l'appelant qui se prétendait tunisien était domicilié en Algérie.

La cour nous paraît commettre une faute de logique quand, de la non application de la présomption, elle conclut que l'appelant n'est pas tunisien. Il peut parfaitement y avoir, en Algérie, des tunisiens, non pas seulement nés en Tunisie comme l'appelant prétendait que c'était son cas, mais même nés en Algérie. Tout ce qu'on doit remarquer c'est que le tunisien né et domicilié en Algérie, s'il ne décline pas la qualité de français dans l'année de sa majorité, devient *citoyen français*, et est réputé tel de naissance (art. 8, al. 2-4°, c. civ. — Voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.* t. II, nos 706 et 711, et les renvois).

II. Les questions de nationalité étant d'ordre public, comme d'une façon générale toutes les questions d'état, la cour n'avait pas à s'en tenir aux déclarations de l'une des parties, ne fussent-elles pas contestées par l'autre. Il fallait donc, en dehors de la présomption sans application en l'espèce, rechercher la nationalité de l'appelant.

Ne serait-il pas logique d'admettre en Algérie une présomption analogue à celle qui a été formulée par les tribunaux de Tunisie, et de dire : tout musulman ou israélite domicilié en Algérie est présumé indigène algérien ? Les mêmes raisons, et notamment le même défaut d'état civil organisé, légitimeraient cette présomption. Il n'est pas douteux d'ailleurs qu'elle est conforme à la réalité : *præsumptio sumitur ex eo quod plerum-*

pas tunisien, surtout s'il ne prouve pas que son père est né en

que fit. Cette présomption, bien entendu, pourrait toujours être combattue par tous moyens, même par simples présomptions contraires.

On n'est pas loin, croyons-nous, de l'admettre en ce qui concerne les indigènes musulmans. Jamais on n'a astreint, en Algérie, un indigène musulman à établir son indigénat.

S'il en est autrement des indigènes israélites. cela vient sans doute des dispositions exceptionnelles du décret du 7 octobre 1871, qui a donné, pour les israélites, une définition spéciale de l'indigénat et soumis la preuve de cette qualité à une procédure particulière. Mais nous savons ce qu'il faut penser de ce décret, absolument illégal, dénué de toute valeur. (Voy. notre *Tr. élém. de lég. alg.*, t. II, n°579). Encore faut-il observer que ce décret est seulement relatif à l'inscription sur les listes électorales, et que, fût-il valable, il ne trouverait point application à tous autres points de vue.

A suivre la présomption que nous croyons exacte, l'intimée pouvait donc dire que, faute par l'appelant d'établir en aucune façon sa qualité de tunisien, il devait être, puisque domicilié en Algérie, réputé israélite algérien. Et le décret du 24 octobre 1870 ayant décidé que tous les israélites algériens seraient désormais citoyens français, la loi française était, de toute évidence, seule applicable en l'espèce.

Si la cour est arrivée, elle aussi, à se décider en faveur de l'application de la loi française, c'est par un raisonnement beaucoup moins simple et laissant, nous semble-t-il, large place à la critique. « Il n'est établi par aucun document, dit l'arrêt en substance, que l'appelant soit citoyen français ; n'étant pas né en Algérie on ne peut dire non plus qu'il soit israélite indigène sujet français ; c'est donc un étranger dont la nationalité est indéterminée, et par conséquent dont l'état et la capacité sont déterminés par la loi de son domicile ». Aucune des propositions qui s'enchaînent ne nous paraît tout à fait exacte.

De ce qu'aucun document n'établit la qualité de citoyen français de l'individu considéré (en l'espèce, si des documents de ce genre eussent existé, il se serait bien gardé de les produire puisqu'il se prétendait tunisien), il n'est pas logique de déduire qu'il n'est pas citoyen français. La nationalité résulte le plus souvent de la loi. L'indice sur lequel l'affirmation est basée est donc bien insuffisant.

Ensuite est-il nécessaire, comme le présuppose l'une des propositions, d'être né en Algérie pour être israélite indigène? Nous ne le pensons pas. Cette qualité, qui implique la nationalité française, se transmet, comme celle-ci, *jure sanguinis*. Il est, en Tunisie ou au Maroc, bon nombre d'indigènes algériens, nés cependant sur territoire étranger. Ce qui devait déterminer la nationalité de l'appelant, c'était, non pas le lieu de sa naissance dont la cour paraît s'être exclusivement occupée, mais la nationalité de son père.

La cour se range implicitement à une jurisprudence que nous considérons comme erronée, en admettant qu'on pourrait être israélite indigène algérien sans être citoyen français. Cela est absolument contraire au texte, d'une rare clarté, du décret du 24 octobre 1870 (Voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n°s 578-579 et 582).

Tunisie. Il n'est cependant ni citoyen français, ni israélite

Enfin de ce que l'appelant ne serait ni tunisien, ni citoyen français, ni sujet français, l'arrêt déduit que, comme pour les gens sans nationalité *(heimathlosen)*, son état et sa capacité sont régis par la loi du domicile, donc en l'espèce par la loi française. — Ceci encore nous semble très contestable. C'est qu'il y a en Algérie deux catégories, très différentes, d'étrangers : ceux des pays européens et ceux des pays de l'islam. Ce que dit l'arrêt eût été exact d'un européen sans nationalité déterminée ou ayant perdu sa nationalité d'origine sans en acquérir une autre. Mais, à considérer l'israélite dont s'agit comme n'étant pas algérien, il eût, nous semble-t-il, fallu reconnaître en lui un israélite originaire d'un pays de l'islam : on ne pouvait, dès lors lui refuser l'application de la loi de Moïse, tout au moins dans la mesure où cette loi n'est pas contraire à l'ordre public français (Voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, nos 708 et 709).

III. Il s'agissait aussi — du moins la cour paraît avoir cru que cela avait quelque importance pour la solution de l'affaire qui lui été soumise — de déterminer la nationalité de l'intimée, épouse de l'appelant, qui était française au moment de son mariage.

Sans doute, si le mari eût été véritablement un heimathlose, comme ce sans-patrie n'aurait pu communiquer sa nationalité à sa femme, il eût été exact de soutenir que celle-ci demeurait française.

Mais si l'appelant eût été tunisien, son mariage eût rendu sa femme tunisienne. L'argumentation contraire que formule l'arrêt repose sur une idée qui a eu cours jadis, mais dont l'erreur est aujourd'hui démontrée. M. Morand, dans une note sous trib. Sousse, 11 mai 1902 (*Rev. Alg.*, 1906. 2. 370), a fourni la réfutation de toutes les assertions que reproduit notre arrêt, touchant l'impossibilité pour un israélite tunisien de communiquer à sa femme, française ou étrangère, sa nationalité tunisienne. Les États musulmans comportent des sujets ou tributaires non musulmans ; et des textes, dont il est impossible de contester la valeur, admettent que l'étrangère qui épouse un tributaire devient comme lui tributaire.

Dès lors, entre israélites tunisiens, toutes questions d'état ou de capacité auraient dû se trancher suivant la loi mosaïque, sous la réserve toutefois du respect dû à l'ordre public français. En l'espèce, le conflit ayant trait à la répudiation que la loi française n'admet pas et qui répugne à nos idées sociales et morales, la loi mosaïque ne pouvait trouver application. Et comme, d'autre part, une cause de divorce n'est recevable, d'après l'opinion à peu près unanimement reçue, qu'autant qu'elle est admise à la fois par la loi nationale des époux et par la loi du tribunal qui statue, un divorce ne pouvait pas être prononcé à la demande de la femme.

A supposer que le mari eût été israélite tunisien et la femme française, il eût encore fallu, en principe, s'en rapporter à la loi du mari, *id est* la loi mosaïque. Ce n'est qu'au cas où cette loi eût été contraire à l'ordre public français qu'elle n'eût pas reçu application. Mais nous ne voyons pas sur quoi se fonde l'opinion formulée par notre arrêt, d'après laquelle la loi à considérer changerait suivant le pays où se trouvent les époux : loi mosaïque en Tunisie, loi française en Algérie.

indigène sujet français. C'est un étranger dont la nationalité

IV. Enfin l'arrêt nous paraît commettre une grave et double confusion quand il admet qu'un étranger, fût-il de nationalité indéterminée ou tunisien, aurait opté pour la loi française en se mariant devant l'officier de l'état civil français ou encore en formant une demande reconventionnelle en divorce.

Il ne peut être question d'option que pour les *indigènes*. L'option pour eux s'explique aisément : c'est par une exception, par une faveur, que, en certaines matières et particulièrement en matière de statut personnel, leur loi (pour la seule catégorie d'indigènes ayant encore en Algérie une condition spéciale, la loi musulmane) leur a été conservée ; il leur est loisible, à l'occasion d'un acte ou d'un fait déterminé, de se soumettre au droit commun, à la loi française. Cette explication ne peut plus valoir quand il s'agit d'étrangers. — La confusion surprenante contenue par l'arrêt que nous rapportons ne serait-elle pas une trace de cette idée vraiment antinomique que les musulmans ou israélites originaires de Tunisie ou du Maroc seraient à considérer en Algérie comme indigènes... étrangers ? La cour d'Alger n'avait pas accepté, cependant, en matière répressive, cette bizarre terminologie qui a recueilli les faveurs de la cour de cassation (crim. cass. 23 mai 1903, 27 juin 1903, 9 juillet 1903, *Rev. Alg.* 1903. 2. 209, avec notre note critique).

Au surplus, s'agit-il d'un indigène, qu'il serait inexact encore de voir une option pour la loi française dans le fait de faire célébrer son mariage par l'officier de l'état civil français. Sans doute, quand il s'agit de deux époux indigènes qui eussent pu se marier devant le cadi (ou, avant de 1870, d'époux indigènes israélites qui auraient pu faire célébrer leur mariage *more judaïco*), on peut considérer qu'il y a, de leur part, option faite pour la loi française quand ils font célébrer leur union par l'officier de l'état civil français. (Voy. la jurisprudence rapportée dans notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, p. 573). Mais, pour cela, il faut, comme le dit parfaitement un arrêt, que l'officier public français ait été *librement* choisi (Alger, 15 octobre 1900, *Rev. Alg.*, 1901. 2. 76). Cette liberté ne se rencontrait point en l'espèce, puisque la femme était française. Il n'y avait pas de choix, donc pas de volonté d'où l'option pût résulter.

On en peut dire autant de la demande reconventionnelle, provoquée par la demande principale.

V. Nous résumerons facilement les explications dans lesquelles la critique de l'arrêt rapporté nous a entraîné. — L'appelant était algérien ou tunisien : il n'y avait point place pour le troisième terme admis par la cour, étranger sans nationalité déterminée.

Algérien, il eût été citoyen français. Sa femme étant française d'origine, aucune difficulté ; il ne pouvait y avoir à appliquer que la loi française.

Tunisien, il eût communiqué sa nationalité à sa femme. La loi de Moïse aurait dû recevoir application, tout au moins dans la mesure où elle n'est point en conflit avec l'ordre public français.

L'arrêt a compliqué comme à plaisir un problème assez simple en lui-même.

Émile LARCHER.

est indéterminée. Son état et sa capacité sont régis par la loi de son domicile (1).

Un israélite tunisien épousant une française, celle-ci demeure française et conserve son statut personnel français. Au cas de conflit entre la loi du mari (loi de Moïse) et la loi de la femme (loi française), c'est la loi du pays qui doit l'emporter (2).

Un israélite non citoyen français manifeste suffisamment son intention d'opter pour la loi française en contractant mariage devant l'officier de l'état civil français. Cette option résulte également d'une demande reconventionnelle en divorce (3).

(Tibika c. dame Tibika)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que pour toute défense au fond, Albert Tibika soutient qu'il est israélite tunisien ; que l'intimée, sa femme, par suite de son mariage est soumise comme lui quant à son statut personnel à la loi mosaïque ; que cette loi autorise le mari à répudier sa femme, mais refuse à celle-ci le droit de demander le divorce ; que par suite, la dite intimée doit être déclarée irrecevable en sa demande ; — Attendu que s'agissant d'un défaut de qualité, le moyen qui constitue une exception péremptoire au fond peut être invoqué en tout état de cause et notamment pour la première fois en appel ; — Attendu qu'à l'appui de ses prétentions qu'il est tunisien, Tibika invoque un acte de notoriété en date du 12 février 1901 dressé en vue de son mariage, duquel il résulte qu'il est né en Tunisie ; — Attendu qu'antérieurement au décret beylical du 29 juin 1886 il n'existait pas d'état civil dans la régence de Tunis ; — Attendu qu'en présence des difficultés qui résultaient de cette situation pour toute personne intéressée à faire la preuve de sa nationalité tunisienne, une jurisprudence aujourd'hui constante a admis, avec juste raison, que tout musulman ou israélite né et domicilié en Tunisie serait présumé sujet tunisien ; — Attendu qu'en admettant que l'acte de notortété invoqué par l'appelant, bien que dressé en vue de son mariage seulement, suffise à établir qu'il est né en

---

(1-3) V. *suprà*, n. 1, p 128.

Tunisie, ce dernier devrait en même témps établir qu'il est domicilié dans ce pays ; — Attendu qu'il ne l'allègue même pas ; — Attendu qu'il est au contraire constant en fait et non contesté qu'il est domicilié à Alger ; — Attendu qu'il résulte en outre de l'acte de notoriété du 12 février 1901, qu'il était domicilié dans cette ville au moment de son mariage ; qu'il en était de même de son père ; — Attendu d'autre part qu'il ne fait pas et n'offre pas de faire la preuve que son père soit lui-même né en Tunisie ; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que Tibika n'est pas tunisien ;

Attendu en fait qu'il n'est établi par aucun document qu'il soit citoyen français ; — Attendu que n'étant pas né en Algérie, on ne peut dire non plus qu'il soit israélite indigène, sujet français ; — Attendu qu'en l'état de ces constatations, Tibika se trouve dans la situation d'un étranger dont la nationalité est indéterminée ; — Attendu que son état et sa capacité ne peuvent dès lors être régis que par la loi de son domicile, c'est-à-dire par la loi française ; — Attendu qu'on ne saurait admettre en effet qu'un étranger qui se trouve dans la situation de Tibika ne puisse être régi par aucune loi, ou bien qu'il ait le droit de choisir la loi qui convient le mieux à ses intérêts. — Attendu que l'ordre public est intéressé à ce que tout régnicole soit régi par des lois fixes et déterminées à l'avance ; — Attendu que Tibika, étranger de nationalité indéterminée, étant régi par la loi française, sa femme était recevable en sa demande tendant à obtenir le divorce ;

Attendu au surplus que si l'on voulait admettre que Tibika soit sujet tunisien, la même solution s'imposerait ; — Attendu en effet qu'il est constant en fait et non contesté que la dame Tibika est française ; — Attendu que l'appelant semble même le reconnaître expressément dans ses conclusions d'appel ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 19 c. c., « la femme française » qui épouse un étranger suit la condition de son mari à » moins que son mariage ne lui confère pas la nationalité de » son mari auquel cas elle reste française » ; — Attendu que Tibika ne justifie d'aucune disposition légale attribuant la nationalité tunisienne à la femme qui a épousé un tunisien non musulman ; — Attendu que Tibika et sa femme sont l'un et l'autre israélites ; — Attendu que la loi civile de la Tunisie est celle de tout pays de l'Islam ; — Attendu qu'elle ne dispose que pour les musulmans, c'est-à-dire pour les croyants ; — Attendu qu'elle laisse en dehors de la société qu'elle régit les infidèles ; — Attendu que ceux-ci, c'est-à-dire les chrétiens et les israélites, ne faisant pas partie de la société musulmane, qui est exclusivement religieuse, ne peuventjamais

acquérir la nationalité du pays qu'ils habitent et où ils sont du reste seulement tolérés ; — Attendu que Tibika n'a pu en conséquence conférer à sa femme une nationalité qu'il n'avait pas lui-même ; — Attendu qu'il s'en suit que l'intimée n'a pu perdre sa qualité de française et qu'elle est régie par le statut personnel français ; — Attendu que Tibika étant, suivant l'hypothèse envisagée, israélite tunisien, est lui-même soumis au statut personnel résultant de la loi de Moïse ; — Attendu que dans ce conflit de législation, c'est la loi du pays, c'est-à-dire la loi française qui doit l'emporter ;

Attendu qu'il doit en être d'autant plus ainsi dans l'espèce que, comme cela a été jugé pour ses coréligionnaires domiciliés en Algérie, mais non citoyens français, Tibika a suffisamment manifesté son intention d'opter pour la loi française et de se soumettre à toutes ses dispositions en contractant mariage devant l'officier de l'état civil français ; — Attendu que cette option résulte même nécessairement de ce fait qu'en 1re instance et sans se prévaloir des moyens qu'il invoque aujourd'hui, le dit appelant a reconventionnellement demandé le divorce ; — Attendu qu'il suit de tout ce qui précède que l'appelant doit être débouté de son exception ;

Adoptant en outre les motifs du jugement entrepris lequel confirme le jugement de défaut faute de conclure, en date du 9 mai 1903, qui est suffisamment motivé ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond, confirme.

MM. PATRIMONIO, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes DARMON et CHAMPEIL, *av.*

JUSTICE DE PAIX DE BÉJA

—

1er septembre 1904

—

Agents des finances, Tunisie, achour, recensement, entraves aux opérations, irrespect, infraction.

—

Le fait d'apporter des entraves aux opérations des agents des finances chargés du recensement des parcelles ensemencées et de se montrer irrespectueux envers ces agents,

constitue le délit prévu et réprimé par l'art. 57 du décret beylical du 3 octobre 1884 (1).

(Adm. des finances c. Souadek ben Ali)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu qu'il résulte des débats la preuve que, le 23 mai 1904, territoire de Teboursouk, canton de Béja, le sieur Souadek ben Ali ben Essaya a apporté des entraves aux opérations des agents des finances chargés du recensement des parcelles ensemencées et que, même, ledit Souadek s'est montré irrespectueux envers les membres de ladite commission ; — Attendu que ces faits constituent le délit prévu et réprimé par l'art. 57 du décret du 3 octobre 1884 ;

Par ces motifs : — Condamnons Souadek ben Ali à 480 fr. d'amende et aux frais.

M. PEZON, *j. de p.*

---

(1) Nous avons des doutes sérieux sur l'exactitude de cette décision. Elle nous paraît le résultat d'une interprétation extensive d'un texte pénal, ce qui est contraire à un principe élémentaire.

L'art. 57 du décret beylical du 3 octobre 1884 (P. Zeys, *C. ann. de la Tunisie,* v° Douanes, n° 471), règlementant *les douanes et les monopoles de l'État*, dispose : « Les agents des administrations et régies financières sont sous la sauvegarde de la loi ; il est défendu à toute personne de les injurier ou maltraiter et même de les troubler dans l'exercice de leurs fonctions, à peine d'une amende de 800 piastres et aux dépens, et, dans le cas où il y aurait voie de fait, d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ». Il semble bien que, par l'objet du décret qui le contient, il est propre aux agents des douanes et monopoles et qu'il ne peut s'appliquer aux agents des autres administrations ou services.

Quant aux faits même réprimés, on peut reprocher au jugement d'être insuffisamment motivé, puisqu'il ne précise pas en quoi consistaient les entraves et les marques d'irrespect reprochées au prévenu. Les termes du jugement paraissent plus compréhensifs que ceux du décret.

Ce texte comporte d'autant plus une interprétation rigoureusement restrictive qu'il édicte une peine fixe et élevée ; système archaïque et toujours injuste ; peine évidemment excessive. É. L.

CONSEIL D'ÉTAT

7 novembre 1906

Conseils de préfecture, arrêtés, défaut de motifs, nullité.

Les arrêtés des conseils de préfecture doivent, à peine de nullité, contenir l'exposé des motifs sur lesquels se fondent leurs décisions (1).

(Boulguemah Salah)

ARRÊT

La 2e sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Boulguemah Salah, demeurant à Ouled Salah, commune de Fedj M'Zala (département de Constantine), enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État le 20 juin 1906, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 10 novembre 1905, par lequel le conseil de préfecture du département de Constantine a rejeté sa demande en réduction de l'impôt zekkat auquel il a été assujetti pour l'année 1905 sur le rôle de la commune de Fedj-M'Zala ;—Ce faisant, attendu que c'est à tort que le requérant a été imposé comme possédant vingt-cinq moutons ; qu'il n'en possède en réalité que douze ; — Lui accorder la réduction correspondante ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme ci-dessus, le 20 juin 1906, et tendant au maintien de l'arrêté attaqué ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu les ordonnances du 10 août 1834, du 17 janvier et du 15 avril 1845 et du 1er septembre 1847 ; — Vu la

---

(1) Comme les jugements et arrêts de la justice civile, les arrêtés des conseils de préfecture doivent être motivés (art. 48, al. 4 — et non § 5, ainsi que le dit l'arrêt — de la loi du 22 juillet 1889). Il n'est pas inutile que le conseil d'État, jouant pour les juridictions administratives le rôle de cour de cassation, rappelle de temps en temps — fût-ce, comme dans l'espèce, pour cinquante ou cinquante-cinq sous — les tribunaux subalternes au respect de ce principe, seule garantie contre l'arbitraire. Il serait bon aussi que le conseil d'État lui-même ne s'en écartât pas. (Cprz nos observations sous cons. d'État, 6 juillet 1906, *Rev. Alg.* 1907. 2. 33 ; 18 janvier 1907, *Rev. Alg.* 1907. 2. 106). E. L.

loi du 22 juillet 1889 rendue applicable à l'Algérie par le décret du 31 août suivant ;

Considérant que, contrairement aux prescriptions de l'art. 48 § 5 de la loi du 22 juillet 1889, rendu applicable à l'Algérie par le décret du 31 août suivant, l'arrêté attaqué ne contient pas l'exposé des motifs sur lesquels le conseil de préfecture s'est fondé pour rejeter la demande en réduction du sieur Boulguemah Salah ; que, dès lors, cet arrêté doit être annulé en la forme ; — Considérant que l'état du dossier ne permet pas d'évoquer l'affaire et de statuer immédiatement au fond ;

Décide : — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture du département de Constantine est annulé ; — Le sieur Boulguemah Salah est renvoyé devant le conseil de préfecture pour y être statué au fond sur sa réclamation après instruction régulière ; — Les frais de timbre exposés par le requérant devant le conseil d'État et se montant à 0 fr. 60 lui seront remboursés.

MM. MARGUERIE, *prés.* ; DESPAUX, *rapp.* ; CORNEILLE, *comm. du gouv.*

CONSEIL D'ETAT

11 mars 1907

Taxe sur les loyers, adjudants-greffiers des pénitenciers militaires, assujettissement.

Les adjudants-greffiers des pénitenciers militaires, chargés spécialement sous les ordres de l'officier d'administration comptable de toutes les écritures du greffe et remplissant les fonctions de vaguemestre dans les conditions prévues par le décret sur le service intérieur, sont des employés de la guerre, imposables à la taxe sur les loyers. S'ils sont logés gratuitement dans des bâtiments appartenant à l'État, aux départements ou aux communes, ils sont imposables d'après la valeur des parties de ces bâtiments affectées à leur habitation personnelle ou à celle de leur famille (1).

---

(1) Si l'on rapproche l'arrêt ci-dessus de celui que nous avons précédemment rapporté (Cons. d'État, 19 déc. 1904, *Rev. Alg.* 1905. 2. 68 et notre note), on en peut dégager une distinction fournissant le critérium

(Pasqualini)

ARRÊT

La 2e sous-section de la section temporaire du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Pasqualini, adjudant-greffier au pénitencier militaire de Douéra (département d'Alger), ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'Etat, le 6 juillet 1905, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 3 mars 1905, par lequel le conseil de préfecture du département d'Alger a rejeté sa demande en décharge de la taxe sur les loyers à laquelle il a été imposé, pour l'année 1904, sur le rôle de la commune de Douéra ; — Ce faisant, attendu, d'une part, que les adjudants-greffiers des établissements pénitentiaires, qui étaient autrefois considérés comme employés militaires, ont, d'après le décret du 8 juin 1883, une hiérarchie distincte des adjudants-commis-greffiers attachés aux parquets des conseils de guerre, et, à la différence de ces derniers, ne font plus partie de la catégorie précitée, et qu'ils doivent être exonérés de toute taxe ou contribution mobilière, ainsi que l'a indiqué une décision ministérielle relative à des adjudants de prison militaire ;

---

nécessaire pour trancher cette question : quels sont les sous-officiers des établissements pénitentiaires de l'armée (ateliers de travaux publics, péntienciers et prisons militaires) qui sont imposables à la taxe sur les loyers ?

Les uns, adjudants, sergents-majors et sergents surveillants, doivent être, à raison de leurs fonctions, considérés comme des sous-officiers de troupe. De l'art. 19 de l'instruction ministérielle du 10 décembre 1900, il résulte en effet qu'ils sont chargés d'assurer l'exécution de toutes les mesures d'ordre, de police et de discipline ; ils ont autorité sur tous les détenus ; ils peuvent être chargés de commander les détachements de détenus qui vont travailler sur les chantiers extérieurs. Nous approuvons donc la jurisprudence qui les exempte de la taxe sur les loyers (Cons. d'État, 22 juillet 1892, *Rev. Alg.* 1893. 2. 283 [sergent surveillant d'une prison] ; 19 décembre 1904, déjà cité [sergent surveillant d'un pénitencier]. — Voy. cependant en sens opposé : Cons. d'Etat, 5 avril 1895, *Rev. Alg.* 1897. 2. 51 [surveillant d'une prison] ; 22 janvier 1898, *Rev. Alg.* 1899. 2. 296 [sergent-major surveillant d'un atelier de travaux publics]. — Nous classerons également dans cette catégorie les adjudants agents principaux des prisons militaires, qui ont un rôle de commandement.

Les autres, adjudants-greffiers et sergents-majors comptables, ont, comme le précise notre arrêt, des fonctions purement administratives. Ils ne peuvent être considérés comme sous-officiers de troupe. Ils rentrent donc, à n'en pas douter, dans la règle générale, l'assujettissement.

E. L.

d'autre part, qu'en admettant que le requérant soit imposable à la contribution contestée pour le logement qui lui est concédé dans les bâtiments militaires, et que la valeur locative de ce logement soit de 240 fr., il ne doit être imposé qu'à raison de la différence entre cette valeur locative et l'indemnité locative de 180 fr. à laquelle il aurait droit, s'il ne lui était pas concédé de logement dans les bâtiments militaires; — Lui accorder la décharge, et subsidiairement la réduction demandée; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 23 décembre 1905, et tendant à ce qu'il soit fait droit à la requête du sieur Pasqualini; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu le décret du 15 juin 1899; — Vu le décret du 26 février 1900, ensemble l'instruction ministérielle du 10 décembre 1900, prise en exécution de l'art. 13 dudit décret;

Considérant qu'aux termes de l'art. 5 du décret susvisé du 15 juin 1899, les employés de la guerre et de la marine sont imposables à la taxe sur les loyers d'après le même mode et dans les mêmes proportions que les autres contribuables, et que, d'après l'art. 6 du même décret, les employés civils et militaires, logés gratuitement dans les bâtiments appartenant à l'Etat, aux départements et aux communes sont imposables d'après la valeur des parties de ces bâtiments affectés à leur habitation personnelle ou à celle de leur famille; — Considérant qu'aux termes de l'art. 18 de l'instruction ministérielle susvisée du 10 décembre 1900, les adjudants-greffiers des pénitenciers militaires sont chargés spécialement sous les ordres de l'officier d'administration comptable, de toutes les écritures du greffe, et remplissent les fonctions de vaguemestre dans les conditions prévues par le décret sur le service intérieur; que d'autre part, il résulte de l'instruction que le sieur Pasqualini, adjudant-greffier au pénitencier militaire de Douéra, occupe gratuitement dans les bâtiments militaires un logement d'une valeur locative de 240 fr.; que, dans ces conditions, c'est avec raison qu'il a été imposé et maintenu à la taxe des loyers, pour l'année 1904, sur le rôle de la commune de Douéra, suivant le mode et dans la même proportion que les autres contribuables et d'après la valeur locative précitée;

Décide : — La requête du sieur Pasqualini est rejetée.

MM. A. DE ROUVILLE, *prés.*; BERTON, *rapp.*; André RIPERT, *comm. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

10 mai 1906

Cours criminelles, questions, complexité.

N'est point entachée de complexité la question ainsi conçue : « *Le dit homicide volontaire a-t-il eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter le délit ci-dessus spécifié aux nos 1 et 2, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité de l'auteur dudit délit* » (1).

(Aïssaoui Miloud ben Koda c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de la violation des art. 304 c. pén., 341, 345, 408 c i. cr., 11 du décret du 19 août 1854, en ce que la quatrième question, posée sous une forme alternative, serait entachée de complexité au sens de la loi : — Attendu qu'il résulte des énonciations du verdict que la

(1) La cour de cassation a ainsi appliqué aux questions posées à la cour criminelle une jurisprudence établie pour les questions posées au jury. Voy. notamment crim. rej. 25 février 1887, *Bull. crim.* n° 78 ; 10 janvier 1902, *Bull. crim.* n° 19 ; — voy. aussi Garçon, *C. pén. ann.*, art. 304, n° 93.

Il nous semble, cependant, qu'on pourrait, en bonne raison, critiquer cette jurisprudence, en remarquant que cette solution présente tous les inconvénients de la complexité par alternative. La question que la cour déclare régulièrement posée nous offre une remarquable accumulation de *soit* et de *ou*, si bien que la majorité a pu se trouver formée de deux ou plusieurs minorités, l'une, par exemple, estimant que l'homicide a facilité le vol, l'autre qu'il a favorisé la fuite du voleur. Le motif donné par notre arrêt, que la question n'a fait que reproduire le texte du code, nous paraît tout à fait insuffisant : c'est le même texte, l'art. 296 du code pénal, qui prévoit la préméditation et le guet-apens ; il les met exactement sur la même ligne, il en fait des circonstances aggravantes et attache à chacune la même sanction, puisque le meurtre devient assassinat et fait encourir la peine de mort ; et cependant, pour éviter la complexité il faut poser distinctement la question de préméditation et celle de guet-apens. (Garraud, *Tr. th. et pr. du droit pénal français*, 2e édit., t. IV, n° 1614, p. 570).

En cette matière, il faudrait arriver à une règle unique. — Ou bien on fuira soigneusement la complexité par alternative dans tous les cas. En

cour criminelle a résolu affirmativement une première et une deuxième question ayant pour objet un délit de vol, puis une troisième question ayant pour objet un crime de meurtre, et enfin une quatrième question ainsi conçue : « Le dit homi- » cide volontaire a-t-il eu pour objet, soit de préparer, faciliter, » ou exécuter le délit ci-dessus spécifié aux nos 1 et 2, soit » de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité de l'auteur du dit délit » ; — Attendu que la question ainsi posée reproduit exactement la teneur du deuxième alinéa de l'art. 304 c. pén. ; — Attendu que les divers éléments de l'énumération contenue dans ce paragraphe représentent, non des circonstances aggravantes distinctes les unes des autres, mais seulement les termes, identifiés entre eux, d'une même aggravation pénale, déterminée sous toutes ses formes et dans une même mesure par la considération unique d'une corrélation entre le crime et le délit ; — Qu'il suit de là que ces divers termes ont pu, sous une forme alternative, être réunis dans une question unique, et qu'à bon droit il a été fait état pour la détermination de la peine, de la réponse affirmative donnée à cette question ;

Par ces motifs : — Et attendu que la procédure est régulière et la peine légalement appliquée ; — Rejette.

MM. BARD, *prés.* ; LAURENT-ATTHALIN, *rapp.* ; COTTIGNIES, *av. gén.* — Mes RIGOT et BALLIMAN, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

7 février 1907

Cours criminelles, assesseurs-jurés musulmans, capacité, ignorance de la langue française, refus de vérification, cassation.

Viole l'art. 3 de la loi du 30 décembre 1902 et porte atteinte aux droits de la défense la cour criminelle qui, mise en

---

l'espèce il aurait donc fallu multiplier les questions, et, faute de l'avoir fait, l'arrêt était nul. Tel est notre sentiment. — Ou bien, toutes les fois que les différents termes d'une alternative conduisent à la même sanction, on pourra — et alors on devra, pour ne pas aboutir à des verdicts disparates — les réunir en une seule question. On n'a pas encore osé aller jusque là. — Ce sont les deux seules opinions logiques. Toute autre est entachée d'arbitraire et de subtilité : c'est le reproche que la jurisprudence ne peut éviter. E. L.

demeure par les conclusions du défenseur de vérifier la capacité d'un des assesseurs-jurés musulmans qui ne connaîtrait pas suffisamment la langue française pour suivre les débats, se borne à donner acte à la défense de ses dires en tant que simple déclaration, et passe outre aux débats (1).

(Benzorah Slimane ben Mahammed c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen relevé d'office et pris de la violation de l'art. 3 de la loi du 30 décembre 1902 et des droits de la défense : — Vu ledit article qui est ainsi conçu : « Les assesseurs-jurés musulmans devront être majeurs d'après la loi musulmane, âgés de 25 ans au moins, capables de comprendre la langue française » ; — Attendu qu'au cours des débats devant la cour criminelle de Sétif, le défenseur de l'accusé Benzorah Slimane ben Mahammed a, par des conclusions, fait connaître à la cour qu'il était de notoriété publique que Yahia Chérif Chérif, un des assesseurs appelés à participer

---

(1) La façon dont sont dressées les listes des assesseurs-jurés musulmans donne lieu à de vives et légitimes réclamations. Il ne semble pas que les commissions aient l'unique souci de désigner les indigènes les plus capables de rendre une exacte justice ; et la condition mise par la loi, une suffisante connaissance de la langue française, n'est pas toujours remplie.

Jusqu'ici les pourvois fondés sur cette très grave irrégularité n'avaient point été accueillis. L'inscription du nom d'un assesseur-juré sur la liste annuelle, répondait la chambre criminelle, établit en sa faveur une présomption de capacité qui ne peut tomber que devant une preuve contraire offerte et administrée par le demandeur en cassation (crim. rej., 27 août 1903, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 312; 6 janvier 1906, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 209, et notre note).

Dans l'espèce en laquelle est intervenu l'arrêt ci-dessus rapporté, la défense avait, devant la cour criminelle même, offert de fournir la preuve que l'assesseur-juré désigné ignorait la langue française. La cour n'avait pas admis cette offre : elle avait donné acte de ses dires à la défense, et elle avait passé outre aux débats. La violation du texte et l'atteinte aux droits de la défense étaient trop évidentes : la sanction devait être la cassation de l'arrêt rendu avec le concours, si peu éclairé, de cet assesseur non francophone.

Nous nous plaisons à penser que cet arrêt aura une heureuse influence sur la composition des cours criminelles. Peut-être déterminera-t-il les commissions qui élaborent les listes du jury à vérifier plus soigneusement la capacité des indigènes qu'elles y inscrivent. E. L.

au verdict de la cour, ne possédait pas de la langue française une connaissance suffisante pour lui permettre de suivre légalement les débats et a offert de rapporter la preuve de cette incapacité ; — Attendu que la cour criminelle était ainsi mise en demeure de vérifier si l'un des membres qui la composaient était réellement incapable pour le motif allégué et si par suite il ne pouvait connaître de l'affaire ; — Qu'en se bornant à donner acte à la défense « de ses dires en tant que simple déclaration », et en passant outre aux débats, la cour criminelle a méconnu ses pouvoirs et violé l'article de loi visé au moyen et porté atteinte aux droits de la défense ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la cour criminelle de Sétif du 19 décembre 1906 qui a condamné Benzorah Slimane ben Mahammed aux travaux forcés à perpétuité, ensemble les débats qui l'ont précédé et, pour être à nouveau statué conformément à la loi, renvoie la cause et l'accusé devant la cour criminelle de Constantine à ce désignée par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

MM. BARD, *prés.*; LE GRIX, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR D'ALGER (4e Ch.)

28 janvier 1905

Successions vacantes, Algérie, curateur, espèces, revendication, caisse des dépôts et consignations, versement, oppositions.

De la législation sur les successions vacantes en Algérie, notamment des art. 17 et 29 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, 1er et 2 du décret du 23 octobre 1856, il résulte que le curateur a toujours qualité pour se faire remettre par le commissaire-priseur le prix de vente des facultés mobilières d'une succession vacante : il le remettra ensuite aux mains du receveur de l'enregistrement et des domaines, lequel en opérera le versement à la caisse des dépôts et consignations sous déduction des 5 pour 100 dus au trésor pour frais d'administration et de perception. Il en est ainsi alors même que le commissaire-priseur aurait versé les dites sommes à la caisse des dépôts ; et aucune distinction ne doit être faite

entre les sommes disponibles et celles frappées d'opposition, celles-ci n'étant versées à la caisse que grevées de l'opposition (1).

(Jéhel ès-qual. c. Davan ès-qual. et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ; — Attendu que, aux termes de la législation sur les successions vacantes en Algérie, et spécialement de l'art. 17 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, le curateur a charge de rechercher et revendiquer tous biens, meubles et immeubles, de la dite succession qui seraient en la possession de tiers détenteurs ; — Qu'aux termes de l'art. 20 de la même ordonnance, le numéraire trouvé dans la succession et les deniers provenant soit du recouvrement des créances actives, soit de la vente des meubles ou immeubles, seront versés immédiatement par le curateur dans la caisse des dépôts et consignations ; — Que d'autre part, le décret du 23 octobre 1856, art. 1er, a chargé les receveurs de l'enregistrement en Algérie de suivre et opérer, au nom et pour le compte de la caisse des dépôts et consignations, le recouvrement du produit des successions vacantes... ; — Que l'art. 2 du même décret veut que les versements à la caisse des fonds ainsi recouvrés soient effectués par les mêmes receveurs de l'enregistrement, sous déduction de 5 pour 100 pour frais d'administration et de perception ; — Qu'aucune distinction n'est établie entre les sommes disponibles et celles frappées d'opposition, celles-ci n'étant versées à la caisse que grevées de l'opposition ; — Qu'il résulte donc de ces textes combinés : 1° que le curateur a qualité et intérêt pour revendiquer entre les mains du commissaire-priseur les 24.054 fr. 25 cent. appartenant sans conteste à la succession vacante Guérin ; 2° qu'il devait ensuite remettre ces fonds aux mains du receveur de l'enregistrement et des domaines lequel avait charge d'en opérer le versement à la caisse, sous déduction de 5 p. 100 dus au trésor, ainsi qu'il a été dit ; — Que ce qui caractérise la situation, c'est que tout d'abord il ne suffit pas que les fonds aillent à la caisse des dépôts et

---

(1) Voy. les textes : Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 35 et 196.

consignations, par une voie quelconque ; c'est ensuite que le curateur est seul qualifié pour agir au regard de tout tiers détenteur, l'administration ne pouvant en prendre l'initiative ; que par suite en n'agissant pas, le curateur aurait engagé pleinement sa responsabilité personnelle pour avoir, au mépris de son devoir, permis une atteinte aux droits du fisc ; — Qu'à bon droit par conséquent le curateur a réclamé devant le juge des référés et réclame devant la cour la remise des fonds entre ses mains, à telles fins que de droit ;

Attendu que Bombonnel, commissaire-priseur, déclare qu'il s'en remet à justice ; — Attendu que dans leurs conclusions d'appel la baronne Gudin et la baronne Petiet disent que le curateur aux successions vacantes ne justifie pas qu'il a un intérêt quelconque à ce que les fonds soient déposés par lui à la caisse des dépôts et consignations au lieu de l'être directement par le commissaire-priseur Bombonnel et que toute action par suite doit lui être refusée ; — Qu'elles soutiennent dans les mêmes conclusions qu'en tous cas cet intérêt ne saurait être examiné sans aborder le fond du débat ; — Attendu qu'elles concluent en conséquence à la confirmation de l'ordonnance entreprise ; — Attendu que devant la cour elles reconnaissent le bien fondé des prétentions du curateur et se bornent à demander que les dépens d'appel ne soient pas laissés à leur charge ; — Attendu que leur demande est régulière et doit être accueillie ;

Par ces motifs : -- Reçoit l'appel de Jehel ès-qualité comme régulier en la forme ; — Le dit fondé, y faisant droit : — Infirme et met à néant l'ordonnance de référé du 11 septembre 1903 dont est appel ; — Statuant à nouveau et faisant ce que le juge des référés aurait dû faire : — Dit que les 24.054 fr. 25 cent. provenant de la vente des facultés mobilières de feu Guérin, dont la succession est vacante, doivent aux termes des art. 17 et 20 de l'ordonnance spéciale de 26 décembre 1842 être revendiqués à l'encontre de tout tiers détenteur et encaissés par le curateur ès-qualité personnellement, avec l'obligation d'en opérer le versement aux formes de droit et à charge des oppositions frappées entre les mains de l'officier ministériel ayant procédé à la vente ; — Dit qu'aucune attribution soit pour le tout, soit pour partie de la somme en question n'existait le 11 septembre 1903 au profit d'aucun des opposants en vertu de décision ayant force de chose jugée ; — Dit que sur le vu d'un extrait du présent arrêt, M. le préposé à la caisse des dépôts et consignations sera tenu de remettre aux mains de Jehel ès-qualité contre bonne et valable quittance, moyennant laquelle il sera déchargé, la somme de

24.054 fr. 25 cent. avec tous légitimes intérêts depuis le jour du dépôt par Bombonnel.

MM. WURTZ, *prés.*; GIRAUD, *av. gén.* — Mes LEMAIRE, *déf.*; DIVIELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

13 février 1905

Exploit, loi du 15 février 1899, formalités prescrites, accomplissement, mention, nullité.

Si la loi du 15 février 1899 n'a pas fixé d'une manière impérative les termes que l'huissier doit employer pour mentionner l'accomplissement des formalités qu'elle prescrit, elle exige cependant que l'exploit porte en lui-même la preuve que ces formalités ont été observées.

Cette preuve ne ressort pas de la mention « laissé cette copie conformément à la loi du 15 février 1899 » portée sur la copie.

Il importe peu que l'original porte en outre à la suite de cette mention les mots « sous pli fermé, cachet et adresse ; » la copie en effet tient à la partie lieu de l'original (1).

(Sitbon c. El Hadj Ahmed Bouzier)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la copie de l'acte d'appel signifié à El Hadj Hamed ben Ahmed Bouzier indique par la mention du parlant à..... qu'elle a été remise à sa femme, que cependant l'huissier s'est borné à indiquer qu'il avait laissé cette copie « conformément à la loi du 15 février 1899 » ; — Attendu qu'aux termes de ladite loi modificative de l'art. 68 du code de procédure civile, la copie remise à toute autre personne que la partie elle-même doit être délivrée sous enveloppe fermée ne portant d'autre mention d'un côté que les

---

(1) Le principe que la copie d'un exploit tient lieu d'original à celui à qui l'exploit a été signifié est admis en doctrine et en jurisprudence. Voir notamment Glasson, *Précis de procédure civile*, t. 1 p. 247 et l'arrêt de la cour de cassation du 13 février 1884. (S. 1886. 1. 25),

noms et demeure de la partie et de l'autre que le cachet de l'étude de l'huissier apposé sur la fermeture du pli ; que l'huissier doit faire mention du tout tant sur l'original que sur la copie ; — Attendu que l'art. 70 du code de procédure attache la peine de la nullité à la non observation de ces prescriptions ; — Attendu que si la loi n'a point fixé d'une manière impérative les termes que l'huissier doit employer pour mentionner l'accomplissement des dites prescriptions elle exige cependant que l'acte porte en lui-même la preuve que les formalités qu'elle prescrit ont été observées ; — Attendu qu'il ne ressort pas de la formule que l'huissier rédacteur de l'exploit a insérée sur la copie qu'il se soit servi pour la remise de celle-ci d'une enveloppe fermée ni qu'il y ait apposé les indications voulues ; qu'en effet, les mots « laissé cette copie conformément à la loi du 15 février 1899 » ne s'applique qu'au seul fait de la remise de la copie ; — Attendu qu'il importe peu que l'original de l'exploit porte en outre à la suite de cette méntion les mots « sous pli fermé, cachet et adresse » ; qu'en effet la copie tient à la partie lieu de l'original ; que, de plus, elle doit comme celui-ci, et à peine de nullité d'après la loi précitée et l'art. 70 du code de procédure civile, contenir la mention prescrite ; — Attendu que l'acte d'appel signifié à El Hadj Hamed ben Ahmed Bouzier est donc nul ;

Sur les dépens : — Vu l'art. 130 du code de procédure civile ;

Par cès motifs : — Dit nul en la forme l'acte d'appel signifié à la requête de Sitbon ; — Dit par suite ledit appel non recevable ; — Maintient en tant que de besoin le jugement déféré ; — Condamne Sitbon à l'amende et aux dépens.

MM. LALOÉ, *pr.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* ; — Mes LEMAIRE, *déf.* et OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

7 juin 1905

Avocat-défenseur, droit de plaider, restriction à l'arrondissement de la résidence.

Aux termes de l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841, sur la profession de défenseur en Algérie, les défenseurs ne peuvent exercer leur ministère hors des limites

de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils ont été nommés et où ils sont tenus de résider.

L'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 17 juillet 1848, ayant divisé les défenseurs en exercice près les tribunaux d'Alger, en défenseurs près la cour d'appel et en défenseurs près le tribunal de première instance, un défenseur, même du tribunal d'Alger, ne peut être admis à plaider devant la cour.

Le décret du 27 décembre 1881 est une disposition organique ayant eu pour but de régler d'une façon générale et définitive l'exercice de la plaidoirie en Algérie; il annule les dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1841, notamment en ce qui concerne l'autorisation spéciale qui pouvait être donnée par le procureur général aux défenseurs d'exercer leur ministère hors des limites de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils ont été nommés (1).

(Crédit foncier c. faillite Chauvain)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841, sur la profession de défenseur en Algérie, les défenseurs ne peuvent exercer leur ministère hors des limites de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils ont été nommés et où ils sont tenus de résider, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale délivrée à Alger par le procureur général et par le procureur du roi dans les autres sièges; — Attendu que l'arrêté ministériel du 26 mai 1845, tout en maintenant les principes de l'arrêté de 1841, a admis les défenseurs à la résidence d'Alger à postuler et plaider concurremment devant la cour d'Alger, mais que l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 17 juillet

(1) Sauf la disposition de l'art. 295 c. i. cr., spéciale aux cours d'assises, les défenseurs n'ont pouvoir d'exercer que devant la juridiction à laquelle ils sont attachés. Bien qu'ayant conservé le titre d'avocat, ils ne sauraient en revendiquer les prérogatives, l'exercice de la postulation étant incompatible avec la profession d'avocat (Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, en note sous l'art. 1er de l'arrêté gouvernemental du 17 juillet 1848). Dans le même sens : Alger, 5 novembre 1859, Dalloz, *Rép.* v° *Org. de l'Alg.*, n° 688; Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1859. 48; *Robe*, 1859. 288; Alger, appels corr., 11 février 1897, *Rev. Alg.*, 1897. 2, 122; *Robe*, 1897, 99.

1848, a divisé les défenseurs en exercice près les tribunaux d'Alger en défenseurs près la cour d'appel et en défenseurs près le tribunal de première instance ; — Que c'est en l'état de cette législation que, par un arrêt en date du 5 novembre 1859, la cour d'appel, chambre correctionnelle, a décidé qu'un défenseur, même du tribunal d'Alger, ne pouvait être admis à plaider devant la cour ; — Que, dans les termes de cet arrêt, cette règle semblait avoir, dès lors, au regard de la cour, un caractère général et absolu ; — Que si elle s'appliquait, dans ces conditions, aux défenseurs d'Alger, elle devait s'appliquer de même, et à plus forte raison, aux défenseurs des autres tribunaux du ressort ; — Attendu toutefois qu'il pouvait encore y avoir alors place au doute au cas d'autorisation du procureur général, en présence des termes de la deuxième partie de l'art. 7 de l'arrêté de 1841 qui paraissait subsister en son entier ; — Mais attendu que depuis est intervenu le décret du 27 décembre 1881 qui est une disposition organique, ayant eu pour but de régler d'une façon générale et définitive l'exercice de la plaidoirie en Algérie ; — Que l'art. 2 de ce décret est ainsi conçu : « Les défenseurs actuellement en exercice conservent le droit de plaider devant la cour ou les tribunaux près lesquels ils ont été nommés » ; — Qu'il est la reproduction, au moins comme sens, si ce n'est absolument comme termes, de l'art. 7 de l'arrêté du 26 novembre 1841 ; — Mais qu'il est à remarquer que la seconde partie de cet article, relative à l'autorisation qui pouvait être donnée par le procureur général, n'a pas été reproduite dans l'art. 2 du décret du 27 décembre 1881 ; — Que cette omission ne peut avoir été que volontaire ; — Qu'elle peut s'expliquer d'ailleurs par le changement intervenu, depuis 1841, dans les attributions et les pouvoirs du procureur général qui était alors chef du service judiciaire en Algérie ; — Attendu que de l'exposé des motifs du décret de 1881 se dégage d'ailleurs, comme du texte lui-même, l'idée que les défenseurs ne doivent plaider que devant les juridictions auprès desquelles ils ont été nommés ; — Que si dans cet exposé des motifs il est dit qu'il y a lieu toutefois de tenir compte des situations acquises, ces termes dont le sens est du reste bien clair, ne peuvent s'appliquer, comme le prétend Me Marchis, à l'autorisation du procureur général prévue par l'art. 7 de l'arrêté du 1841 ; — Que cette autorisation ne pouvait, en effet, être considérée comme un droit acquis, mais seulement comme une faveur purement facultative ; — Attendu, au surplus, que la question a été déjà tranchée par la cour depuis le décret du 27 décembre 1881 dans son arrêt du 11 février 1897 (chambre

correctionnelle) ; — Que si cet arrêt est intervenu dans une espèce différente en ce qu'il s'agissait d'un défenseur près un tribunal de Tunisie et que la cour a eu à se préoccuper de la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la justice française en Tunisie, inapplicable en l'espèce actuelle, il n'en résulte pas moins, des termes dudit arrêt, que la cour a considéré les dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1841 comme annulées en Algérie par le décret du 27 décembre 1881, notamment en ce qui concerne l'autorisation du procureur général qui avait été accordée dans l'espèce dudit arrêt, comme dans celle qui est actuellement soumise à la cour ;

Par ces motifs : — Dit que les défenseurs exerçant encore devant les tribunaux de 1re instance ne peuvent être admis à plaider devant la cour ; — Dit l'autorisation donnée par le procureur général inopérante, en l'état de la législation actuelle ; — Dit que Me Marchis, défenseur près le tribunal de Bône, ne sera pas admis à représenter ses parties devant la cour ; — Ordonne qu'il sera ultérieurement plaidé devant la cour, pour les parties de Me Marchis, par tel avocat ou défenseur exerçant près la cour qu'il leur plaira de choisir.

MM. VACHER, *prem. prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* ; — Mes MARCHIS, *déf.*, et DIVIELLE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

11 octobre 1905

Expropriation pour cause d'utilité publique, Algérie. jugement, vice de forme, appel, débats oraux, nullité.

Les décisions des tribunaux algériens en matière d'expropriation ne sont souveraines qu'en ce qui concerne la fixation du montant de l'indemnité. Elles sont susceptibles d'appel pour tout ce qui est étranger à la fixation de cette indemnité, et notamment pour ce qui concerne les irrégularités de la procédure et les vices de forme (1).

---

(1) Cet arrêt fait une nouvelle application d'une jurisprudence bien établie et qui nous paraît exacte. La cour de cassation, notamment, a déjà eu occasion de décider que « si la décision du tribunal est souve-

Est nul le jugement rendu, non après délibération en chambre du conseil sur les mémoires produits et les conclusions écrites du ministère public, mais après débats oraux en audience publique (1).

(Cie auxiliaire des chemins de fer c. Lévy)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte nettement des termes de l'art. 45 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 que les décisions des tribunaux en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ne sont souveraines qu'en ce qui concerne la fixation du montant de l'indemnité, qu'elles sont par suite susceptibles d'appel pour tout ce qui est étranger à la fixation

---

raine et sans appel, c'est seulement en ce qui concerne la fixation du montant de l'indemnité; le droit commun, au point de vue de l'appel, est maintenu pour tout ce qui, dans le jugement, est étranger à la décision ainsi circonscrite : le droit d'appel reste ouvert pour tout ce qui a trait au mode de procéder et aux formes à suivre, qu'il appartient aux tribunaux de faire d'office respecter pour imprimer aux jugements la légalité nécessaire » (Req. 9 avril 1884, *Bull. jud. Alg.*, 1884, p. 122). Dans le même sens, nombreux arrêts : v. Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, sous l'art. 45 de l'ord. 1er oct. 1844, p. 65, note ; E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 1025, p. 588.

(1) Sur le second point, la jurisprudence est moins bien fixée. L'art 39 de l'ord. du 1er octobre 1844 dispose, il est vrai, que « le tribunal délibèrera en chambre du conseil, sur les mémoires produits et sur les conclusions écrites du ministère public ». Mais y a-t-il nullité à ce que le jugement ait été précédé de débats oraux ?

A l'encontre de l'opinion admise par la cour dans l'arrêt que nous rapportons, on peut faire observer que les débats oraux, inutiles, ne sauraient cependant être une cause de nullité. *Quod abundat non viciat.* Aucun préjudice ne peut résulter pour les parties de ce que, outre les conclusions écrites, il y ait eu développement de ces conclusions par les avocats des parties.

On peut relever, en effet, un arrêt de la cour d'Alger où il est dit : « En ce qui touche le chef des conclusions des appelants ayant pour objet de faire déclarer nul ledit jugement, pour le motif que l'affaire a été instruite comme affaire ordinaire et que le ministère public n'a pas donné des conclusions par écrit : — Attendu que la forme de procéder indiquée par l'art. 39 de l'ord. du 1er octobre 1844 n'est point prescrite à peine de nullité. » (Alger, 30 juin 1868, *Jur. alg.*, 1868, p. 40).

C'est à cette dernière opinion que vont nos préférences. É. L.

de cette indemnité, notamment pour ce qui concerne les irrégularités de la procédure et les vices de forme qui ont précédé le jugement ; — Attendu que le jugement déféré est entaché d'un vice de forme ; — Attendu en effet que l'art. 39 de l'ordonnance de 1844 édicte qu'une fois le procès-verbal d'expertise déposé, le tribunal délibèrera en chambre du conseil sur les mémoires produits et les conclusions écrites du ministère public ; — Attendu que les qualités du jugement déféré portent ce qui suit : « La cause en cet état mise au rôle a été appelée à l'audience de ce jour à laquelle les défenseurs des parties ont repris les conclusions relatées, les ont développées dans leurs plaidoiries et en ont demandé l'adjudication en leur faveur. Le ministère public a été entendu en ses conclusions » ; — Attendu que le jugement qui suit ces qualités est ainsi conçu : « Ouï en ses conclusions Me Courtinat, défenseur de Lévy, et en sa plaidoirie Me Mathieu Saint-Laurent, avocat du même ; ouï en ses conclusions Me Vigier, avoué, substituant Me Saint-Germain, avoué de la Cie des Salines d'Arzew, et en sa plaidoierie Me Jacques, avocat-défenseur plaidant pour la même ; ouï en ses conclusions Me Fabreguettes, avoué de la Cie auxiliaire des chemins de fer, et en sa plaidoierie Me Monbrun, avocat de la même, le ministère public entendu » ; — Attendu, en conséquence, que le jugement déféré doit être déclaré nul en la forme pour violation de l'art. 39 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Lévy et la Cie des Salines d'Arzew, faute par eux d'avoir constitué avoué bien que régulièrement assignés ; — Dit l'appel recevable en ce qui touche les formes suivies devant le tribunal ; — Dit nul le jugement déféré en raison de ce que les débats ont été oraux et que les avocats et avoués des parties et le ministère public ont été entendus en audience publique au lieu que le tribunal ait délibéré en chambre du conseil sur mémoires des parties et conclusions écrites du ministère public, ces dernières formes prescrites dans l'intérêt de l'ordre public ; — En conséquence, réduit à néant le dit jugement dans toutes ses dispositions et renvoie les parties à se pourvoir devant le tribunal d'Oran autrement composé ; — Condamne Lévy et la Cie des Salines aux dépens.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me DIVIELLE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

13 décembre 1905

Droit de rétention, concession de forêts de chênes-lièges, produits, aliénation, saisie, opposabilité aux tiers, saisie-revendication, saisie-exécution.

Le droit de rétention, lorsqu'il porte sur une concession de forêts de chênes-lièges, se traduit au profit du rétenteur par l'appropriation personnelle des produits et par leur réalisation. Il paralyse, pendant la durée de son exercice, tous les droits du débiteur sur les produits retenus et s'oppose à leur aliénation par lui ou à leur saisie par ses autres créanciers.

En dehors du droit à la concession qu'il conserve, mais qu'il ne peut exercer, le seul droit du débiteur consiste à se faire rendre les comptes de l'exploitation et à s'assurer que la part lui revenant dans les produits nets est régulièrement imputée sur sa dette jusqu'au jour où la balance opérée met un terme à la rétention.

Le droit de rétention est opposable aux tiers. Il subsiste malgré la vente ou la cession qu'aurait opérée le débiteur ; il peut être opposé à l'acheteur ou au créancier. Le rétenteur peut exercer une saisie-revendication en cas de dépossession ou prévenir celle-ci par une saisie-exécution (1).

---

(1) Sur les difficultés juridiques que soulève cette affaire, voy. déjà trib. Alger, 11 juin 1898 ; Alger, 17 janvier 1901 ; civ. cass. 25 janvier 1904, *Rev. Alg.* 1904. 2. 109 ; Montpellier, 7 juin 1905, *Rev. Alg.* 1906. 2. 95, et nos notes. Ce dernier arrêt reconnaît à l'un des concessionnaires de la forêt un droit de rétention à l'encontre de l'autre ; il prend même soin de régler l'exercice de ce droit. Le nouvel arrêt de la cour d'Alger, ci-dessus reproduit, est, en quelque sorte, le développement de l'arrêt de la cour de Montpellier : il amplifie encore les droits du rétenteur. Nous croyons donc devoir également, et pour des motifs analogues, le critiquer.

Si quelques textes — dont aucun, à notre sens, n'était applicable en l'espèce, — ont admis un droit de rétention au profit de certains créanciers, aucune disposition légale n'a déterminé les effets de ce droit. La doctrine et la jurisprudence ont donc eu libre carrière pour déduire ces

(Consorts Broussais c. consorts Carpentier et autres)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu que, par jugement du 11 juin 1898, confirmé par l'arrêt de la cour de Montpellier du 7 juin 1905,

---

effets tant dans les rapports du créancier et du débiteur qu'à l'égard des tiers.

Pour nous, il nous paraît tout à fait exceptionnel qu'un propriétaire ne puisse pas disposer de son bien et qu'inversement un tiers qui n'a sur celui-ci aucun droit le puisse conserver. Une interprétation restrictive nous semble donc de rigueur. Mais tel ne paraît pas être le principe qui a guidé la cour d'Alger.

A suivre les affirmations de son arrêt, le droit de rétention apparaît comme donnant à celui à qui la loi ou la jurisprudence le reconnaît, des pouvoirs fort étendus. Non seulement le créancier rétenteur garde le bien, objet de son droit, mais il s'en approprie les produits et les vend. Ce qui fait de la rétention un moyen d'acquérir que nous n'avons jusqu'ici trouvé nulle part mentionné : car il faut se garder de prendre le rétenteur pour un possesseur de bonne foi ; dans la très grande majorité des cas, le rétenteur n'ignore pas le droit de son débiteur. — Sur ce point déjà, cet arrêt va beaucoup plus loin qu'aucune décision antérieure. Le créancier rétenteur ne doit, en bonne raison, avoir sur les produits du bien retenu que le droit qu'il a sur celui-ci, donc un droit de rétention. Et ce droit ne comporte ni l'appropriation ni la vente.

Quand notre arrêt ajoute que le droit de rétention paralyse tous les droits du débiteur sur les produits retenus et s'oppose à leur aliénation par lui ou à leur saisie par ses autres créanciers, nous estimons qu'il exagère. Il ne saurait être question d'inaliénabilité ou d'insaisissabilité. Il veut dire sans doute que l'aliénation consentie par le débiteur ne lui est point opposable, que la saisie d'un autre créancier n'empêche pas son droit de rétention de continuer à s'exercer.

Encore ceci est-il discutable. C'est une des questions les plus vivement controversées que celle de la nature du droit de rétention. — D'aucuns estiment que, dans les cas où ce droit existe, il est purement personnel et ne peut être opposé aux tiers. C'est, à notre sentiment, l'opinion exacte : on la trouvera magistralement justifiée par Laurent, t. XXIX, n° 292. — D'autres estiment que, d'après son fondement et son objet, il peut, sans être réel, être opposé aux tiers dans une certaine mesure (Aubry et Rau, 5e édit., t. III, § 256 *bis*, p. 194). — Notre arrêt va à l'opinion extrême ; il paraît bien proclamer la réalité du droit quand il le déclare *opposable aux tiers.* (Cprz Guillouard, *Tr. du dr. de rétention*, nos 20 et 23). Il va même beaucoup plus loin qu'aucun arrêt ni aucun auteur n'a jamais été : non-seulement la vente ou la cession consentie par le débiteur n'est pas opposable au créancier rétenteur, mais celui-ci peut exercer une saisie-revendication au cas de dépossession, et il peut

le tribunal d'Alger a ordonné que les héritiers Broussais seraient tenus de laisser les héritiers Carpentier prendre possession de la forêt des Beni Kalfoun et coopérer avec eux à l'exploitation de cette forêt domaniale, exploitation concédée à leurs auteurs par un décret du 7 juillet 1862 ; qu'il a dit toutefois que la mise en possession n'aurait lieu que dans le délai de quinzaine à partir du jour où les héritiers Carpentier se seront libérés de condamnations s'élevant à la somme totale de 102.848 fr. 20 c. — Attendu que ces décisions ont ainsi consacré au profit des héritiers Broussais un droit de rétention sur la concession de l'exploitation de la forêt ; — Attendu que l'exploitation d'une forêt ne consiste pas seulement dans sa possession ni dans l'obligation passive d'en retirer les produits naturels, mais comprend aussi l'obligation active de réaliser ces produits qui, sous la déduction des dépenses, présentent le véritable objet et le bénéfice de la concession ; — Attendu que le droit de rétention, lorsqu'il frappe le droit incorporel d'exploitation, se traduit au profit du détenteur par l'appropriation personnelle des produits de l'exploitation et par leur réalisation, et paralyse pendant la durée de son exercice tous les droits du débiteur sur les produits retenus et s'oppose à leur aliénation par lui ou à leur saisie par ses autres créanciers ; que si en effet le débiteur pouvait disposer des produits de l'exploitation retenue, le droit de rétention se résoudrait en une gestion inutilement onéreuse pour le rétenteur au lieu de lui assurer la garantie accordée par la loi à certaines catégories de créanciers ; —

---

même prévenir cette dépossession par une saisie-exécution. Ces affirmations sont très difficilement acceptables, même pour ceux qui donnent au droit de rétention la plus large portée : « Si le rétenteur perd la possession, il n'a aucun moyen de reprendre la chose. *Dans aucun cas le droit de suite ne dérive du droit de rétention.* Il y en a une bonne raison : c'est que le droit de rétention résulte d'une exception, simple moyen de défense, et que le droit de suite suppose l'existence d'une action » (Planiol, *Tr. élém. de dr. civ.*, t, II, n° 2330).

Si, comme l'arrêt reproduit, on admet le créancier rétenteur à vendre les produits de la chose retenue et à les imputer sur la créance, et si on lui reconnaît une saisie-revendication pour les reprendre en cas de dépossession, il a droit de préférence et droit de suite. Il n'a rien à envier aux créanciers pourvus des meilleures sûretés prévues et organisées par la loi. Bien mieux : il les prime !

On reconnaîtra que voilà une singulière construction juridique. Son moindre défaut est de méconnaître le principe élémentaire que les causes de préférence entre les créanciers ne résultent que de la convention ou de la loi.

E. L.

Attendu qu'en dehors du droit à la concession, qu'il conserve mais qu'il ne peut exercer, le seul droit du débiteur consiste à se faire rendre les comptes de l'exploitation et à s'assurer que la part lui revenant dans les produits nets est régulièrement imputée sur sa dette jusqu'au jour où la balance opérée met un terme à la rétention ; — Attendu, d'autre part, que le droit de rétention ne réside pas seulement dans le fait matériel mais aussi dans le droit de l'opposer aux tiers ; qu'il subsiste malgré la vente ou la cession qu'aurait opérée le débiteur et peut être opposée à l'acheteur ou au créancier ; qu'il ouvre des actions au rétenteur lequel est autorisé à exercer une saisie-revendication en cas de dépossession ou à prévenir celle-ci par une saisie-exécution ; — Attendu qu'il continue à subsister alors même qu'une décision judiciaire l'a déniée au créancier et que le débiteur a participé en fait à l'exploitation, si, par l'effet de la cassation, cette décision doit être réputée non avenue et si, par voie de conséquence, il en est de même de l'interruption de son exercice au point de vue des effets juridiques ; — Attendu que les héritiers Carpentier n'avaient donc aucun droit sur les lièges exploités en 1901 et 1902 dans la forêt des Beni-Kalfoun ; que par suite la vente qu'ils ont consentie le 4 novembre 1902, de partie de ces lièges, à Marill et Laverny n'est pas opposable aux héritiers Broussais, encore bien qu'elle ait eu lieu sous l'empire de l'arrêt de cette cour du 17 janvier 1901, qui, en infirmant temporairement le jugement du 11 juin 1898, aurait dit que le droit de rétention, n'appartenait pas aux héritiers Broussais ; qu'en effet, ce jugement maintenant confirmé, a reconnu son existence ; — Attendu qu'il importe peu que la participation temporaire également des héritiers Carpentier, à l'exploitation ait eu lieu avec le consentement des héritiers Broussais et que ceux-ci aient même provoqué le partage qui a déterminé la vente ; qu'il convient en effet de remarquer que l'arrêt du 17 janvier 1901, qui a été cassé, ordonnait la mise en possession sous une contrainte de 50 fr. par jour de retard ; qu'il a été signifié le 30 mars avec commandement tendant à la mise en possession sous la contrainte sus indiquée ; que les héritiers Broussais se sont donc trouvés dans l'obligation de déclarer (le 15 avril) que, pour déférer à la dite contrainte, ils étaient prêts à exécuter l'arrêt sous la réserve expresse de leur pourvoi en cassation déjà formé ; qu'il convient de remarquer que la mise en possession de la maison d'habitation n'ayant pas été consentie par eux, les consorts Carpentier ont fait déclarer échue à leur profit l'astreinte prévue (arrêt du 14 juin 1902) ; — Attendu que les héritiers Broussais

ont dû par suite, sous la même menace et quoique contraints et forcés, assurer l'entière exécution de la décision ordonnant l'exploitation commune, et sur les difficultés élevées par les consorts Carpentier, faire décider qu'elle prendrait fin par le partage en nature des fruits récoltés en commun (arrêt du 14 juin 1902) ; qu'ils ont également fait ordonner ce partage (arrêt du 14 juin 1902) ; mais qu'ils se sont fait chaque fois donner acte de leurs réserves et de leur pourvoi ; — Que l'exécution forcée suivie dans ces conditions et le partage provoqué ne peuvent avoir d'effet à leur encontre ; — Attendu d'ailleurs que la cassation de l'arrêt du 17 janvier 1901 a entraîné de plein droit la nullité de tous les actes faits en exécution de la décision cassée, lesquels actes doivent être déclarés non avenus ; que par suite le partage provoqué par les consorts Broussais, en exécution forcée du dit arrêt, doit être réputé inexistant ; — Attendu enfin que les lièges des récoltes 1901 et 1902 n'ont jamais cessé d'être, même après le partage, en la possession effective des héritiers Broussais qui avaient saisi préventivement la part à revenir aux héritiers Carpentier ; qu'ils ne sont sortis de la forêt des Beni-Kalfoun que lorsqu'ils ont été vendus ultérieurement par les héritiers Broussais ; — Que par suite le droit de rétention n'a pas cessé d'être exercé en fait ;

Attendu que la cour statuant en l'état de l'arrêt souverain de la cour de Montpellier, qui constitue actuellement la chose jugée entre les héritiers Broussais et les héritiers Carpentier n'a pas à se préoccuper du pourvoi en cassation dont cet arrêt a été l'objet et dont d'ailleurs il n'est pas justifié ; — Attendu qu'elle n'a pas davantage à rechercher si le droit de rétention, qui est effectivement destiné à disparaître, cessera de s'exercer dans un avenir plus ou moins rapproché ; qu'il suffit de retenir que l'arrêt de cette chambre du 23 avril 1896 a fixé à 102.838 fr. 20 la créance liquide et exigible à cette date des consorts Brousssais ; que les consorts Carpentier ne peuvent opposer actuellement que la créance liquidée à leur profit, à la date du 30 juin 1895 par une somme de 59.910 fr. 35 (arrêt de cette chambre du 2 février 1905) ; que les comptes de l'exploitation du 30 juin 1895 au 30 juin 1905 actuellement soumis au tribunal d'Alger, se solderaient, d'après les héritiers Broussais, à un déficit de 8.736 fr. 44 dont la moitié à la charge des héritiers Carpentier, s'augmenterait de sommes importantes à titre de restitution et dommages-intérêts ; — Attendu que l'arrêt de la cour de Montpellier, intervenu depuis les premières conclusions signifiées par Marill et Laverny (17 mars 1905) rend la plus grande partie de celles-ci

sans intérêt ; qu'il est répondu au surplus par les motifs tirés de l'existence et de l'exercice du droit de rétention ; — Qu'il ne saurait être question de surseoir à statuer jusqu'au règlement des comptes actuellement pendants devant le tribunal et auxquels Marill et Laverny sont étrangers ;

Sur les dommages et intérêts : — Attendu que la vente que la cour déclare inopposable aux héritiers Broussais leur a causé un préjudice dont il leur est dû réparation ; — Attendu que cette réparation leur est due tout d'abord par les héritiers Carpentier qui ont consenti la vente, le 4 novembre 1902, alors que l'arrêt d'admission du pourvoi leur avait été notifié dès le 12 septembre ; qu'ils ont d'ailleurs formellement reconnu à la barre que la vente n'aurait pas eu d'autre but que de mettre obstacle à la saisie par les héritiers Broussais de la part de lièges qui allait leur être attribuée par le partage ; — Attendu que cette réparation est due ensuite par Marill et Laverny, qui, alors qu'ils connaissaient les difficultés existant entre les parties, ont sciemment prêté leur concours aux héritiers Carpentier pour leur permettre d'atteindre le résultat désiré par ceux-ci de faire échapper partie des lièges récoltés aux poursuites des héritiers Broussais ; qu'ils ont à cet effet consenti à simuler l'acte de vente précité ; que cette simulation, qui résulte déjà de l'aveu des héritiers Carpentier, ressort également des termes de l'acte ; qu'il y est stipulé, en effet, que le prix ne sera payable que lorsque le liège sera sorti de la forêt et que, dans le cas de la perte de la chose vendue, l'acompte versé sera restitué sans intérêt, ce qui indique qu'il n'a pas été réellement versé ; — Attendu que le préjudice matériel proprement dit éprouvé par les héritiers Broussais du fait de la vente doit être limité à celui qui a pu se produire du jour de la notification de la vente (7 novembre 1902) à celui de la réalisation par les héritiers Broussais (4 mai 1904) après la cassation et la cessation de l'exploitation commune ; que le dommage qui a pu résulter du séjour prolongé en forêt de la récolte 1901 est étranger à Marill et Laverny ; — Or attendu qu'il résulte des pièces produites par les héritiers Broussais qu'après le tirage au sort du 10 novembre 1902 qui leur avait attribué le lot A de la récolte 1901, et D de la récolte de 1902, ils ont le 1er décembre suivant vendu les 509 quintaux 13 kilogs qu'ils contenaient pour le prix total de 16.320 francs, alors que le 4 mai 1904, ils ont vendu pour celui de 18.497 fr. 50, les 519 quintaux 47 kilos formant les lots B et C de 1901 et 1902 échus aux héritiers Carpentier et faisant l'objet de la vente par eux consentie à Marill et Laverny ; que le retard causé par la revendication de ces

derniers n'a donc pas été préjudiciable à la réalisation de la valeur des liéges ; — Attendu toutefois qu'il en est différemment de l'action introduite par Marill et Laverny et à laquelle les héritiers Carpentier ont donné leur adhésion ; — Que cette action concertée dans le but d'enlever aux héritiers Broussais la valeur des lièges dont il s'agit a un caractère vexatoire qui donne ouverture à des dommages-intérêts au profit de ces derniers ; — Que la cour possède les éléments nécessaires pour les évaluer à la somme de 500 fr. ;

En ce qui concerne les donné-acte sollicités : — Attendu qu'il convient de les accorder en tant que de besoin ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier ; — Dit n'y avoir lieu de surseoir à statuer jusqu'au règlement des comptes actuellement pendants ; — Dit que le droit de rétention de l'exploitation d'une forêt met obstacle à l'exercice des droits du concessionnaire ; — Dit que les produits retenus ne peuvent être vendus au préjudice du rétenteur ; — Dit que celui-ci peut prévenir la dépossession par la saisie ; — Dit que le droit de rétention des héritiers Broussais n'a pas cessé d'exister juridiquement ; — Dit d'ailleurs qu'en fait, les produits retenus sont restés en leur possession ; — Dit, par suite, inopposable aux héritiers Broussais la vente consentie par les héritiers Carpentier à Marill et Laverny ; — Infirme ; — Décharge les héritiers Broussais des condamnations contre eux prononcées ; — Condamne Marill et Laverny et les héritiers Carpentier conjointement et solidairement à payer aux héritiers Broussais la somme de 500 fr. à titre de dommages-intérêts.

MM. LALOÉ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Mes OTTEN et DARESTE (du barreau de Paris), *av.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

21 décembre 1905

Divorce, femme demanderesse indigente, éloignement du mari, requête, commission rogatoire.

Lorsque, à raison de son indigence, la femme demanderesse en divorce est dans l'impossibilité de se rendre au domicile de son mari pour présenter sa requête au président du tribunal, elle peut demander à ce magistrat de commettre roga-

toirement à cet effet le président du tribunal du lieu de sa résidence (1).

(Dame Pasquet c. Pasquet)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appelante (dame Pasquet) a été admise au bénéfice de l'assistance judiciaire et justifie par là même de son état d'indigence ; — Attendu qu'elle n'a pour toutes ressources que les émoluments de sa place de concierge, à Paris ; — Qu'elle a à sa charge deux enfants mineurs ; — Qu'elle se trouve ainsi dans l'impossibilité matérielle de se rendre à Batna pour présenter sa requête au président du tribunal civil de cette ville ; — Attendu que l'art. 1035 c. pr. civ. permet d'autoriser la mesure sollicitée par la dame Pasquet, alors d'ailleurs que l'art. 234 c. civ. ne contient, à cet égard, aucune disposition restrictive ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit mal jugé, bien appelé, infirme l'ordonnance déférée et, faisant ce que le premier juge aurait dû faire, commet rogatoirement M. le président du tribunal civil de la Seine ou son dévolutaire légal à l'effet de recevoir la requête de divorce de la dame Pasquet aux formes de l'art. 234 c. civ.

MM. VACHER, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Me ROQUES, *avoué*.

---

(1) Cet arrêt marque un heureux revirement dans la jurisprudence de la cour d'Alger.

Dans un arrêt du 2 février 1885 (*Rev. Alg.*, 1885. 2. 180), la cour avait confirmé une ordonnance du président du tribunal civil de Tizi-Ouzou refusant absolument de commettre, pour recevoir une requête introductive d'une demande en divorce, le président du tribunal le plus rapproché de la résidence de la demanderesse, qui cependant justifiait par un certificat médical de l'impossibilité de se déplacer où la mettait son état de santé.

Cet arrêt, diversement apprécié, avait été fort judicieusement critiqué par M. Planiol : « Cette décision est d'une sévérité extrême, et elle risque d'aboutir à un déni de justice. S'il y a d'un côté impossibilité pour le demandeur de se déplacer, de l'autre impossibilité pour le tribunal d'écouter sa plainte sur place, comment obtiendra-t-il raison ? » (*Rev. critique*, 1887, p. 693).

En modifiant sa jurisprudence, la cour d'Alger a donné une véritable satisfaction à l'équité. Elle n'a fait d'ailleurs qu'admettre la pratique suivie au tribunal de la Seine (*Pand. fr.*, v° Divorce, n° 1186). E. L.

COUR D'ALGER (2e ch.)

31 janvier 1906

Connaissement, clause attributive de juridiction, service de transit, livraison tardive, dommages-intérêts, compétence.

La clause d'un connaissement attribuant exclusivement juridiction à un tribunal de commerce déterminé, pour toutes contestations relatives à l'exécution du dit connaissement, ne s'applique pas à une demande en réparation pécuniaire du dommage résultant du retard dans la livraison de marchandises, lorsque ce retard est imputable à un service de transit, dans le lieu où le contrat de transit devait recevoir son exécution pour la livraison des marchandises transitées (1).

(Cie de Navigation mixte c. Cie P. L. M. et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de la Cie de Navigation mixte est régulier en la forme ; — Au fond, attendu que dans ses conclusions d'appel, la Cie de Navigation mixte, propose à nouveau et uniquement un déclinatoire d'incompétence basé sur l'art. 14 de son connaissement, lequel attribue exclusivement juridiction au tribunal de commerce de Marseille, pour toutes contestations relatives à l'exécution du dit connaissement ; — Mais attendu que la demande dont le tribunal était saisie n'avait pas pour objet une difficulté relative au contrat de transport par mer et résultant de l'inexécution d'une des clauses du connaissement, mais bien la réparation pécuniaire du dommage résultant pour Siffredi du retard dans la livraison des marchandises à lui expédiées, retard imputable au service de transit de la Cie appelante ; — Attendu en effet qu'il appert des documents soumis à la cour, que les 15 caisses sabots, objet du litige, ont été livrées le 20 octobre 1903 par la Cie P. L. M. au service de transit de la Cie de Navigation mixte qui ne les a remises elles-mêmes à Siffredi, que le 26 novembre suivant ; — Que Siffredi imputait à faute

(1) Comp. Alger, 13 juin 1900 (*Rev. Alg.*, 1901. 2. 70).

au service de transit ce retard excessif que ne justifiait aucunement la vérification du poids des colis par la Cie de Navigation mixte dès lors surtout que la dite vérification n'avait fait ressortir en réalité, aucun manquant ; — Attendu, d'autre part, que Siffredi pouvait valablement former son action devant le tribunal de commerce d'Alger, où la Cie de Navigation mixte possède une succursale importante représentée par un agent principal investi de pouvoirs suffisants pour traiter en son nom et l'obliger envers les tiers ; — Attendu en outre que c'était à Alger, que devait recevoir exécution le contrat de transit pour la livraison à Siffredi des marchandises transitées ; — Attendu que ces diverses considérations démontrent suffisamment que le tribunal de commerce d'Alger était compétent pour connaître de l'action en dommages intérêts de Siffredi, et qu'il échet donc de confirmer sur ce point la décision entreprise ; — Attendu en ce qui concerne la responsabilité, etc. ;

MM. D'ANDRÉE DE RENOARD, *ff^on prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* ; — Mes REY, BORDET et BOYER-BANCE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. corr.)

7 juillet 1906

Instruction préalable, mise du dossier à la disposition du conseil, omission, nullité, cour d'appel, évocation. — Dénonciation calomnieuse, officier de police administrative, préfet, appréciation de la fausseté de la dénonciation, administration pénitentiaire, gouverneur général, absence de délégation.

I. La non communication du dossier intégral au défenseur, la veille d'un interrogatoire, entache de nullité tous les actes de l'information, depuis et y compris cet interrogatoire. Mais cette nullité prononcée, la cour d'appel doit évoquer (1).

---

(1) Aux termes de l'art. 10 de la loi du 8 décembre 1897, « la procédure doit être mise à la disposition du conseil la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpé doit subir ». Évidemment, ce qui doit être mis à la disposition du défenseur, c'est tout le dossier et non quelques-unes de ses pièces seulement, arbitrairement choisies : le dossier *intégral*, comme dit fort bien notre arrêt. En l'espèce, manquaient les pièces les

II. A la qualité d'officier de police administrative, — au sens de l'art. 373 c. pén., qui prévoit et punit la dénonciation calomnieuse, — la personne qui a le pouvoir de provoquer des poursuites à raison des faits dénoncés : cette qualité, notamment, doit être reconnue au préfet qui peut provoquer des poursuites ou des peines disciplinaires contre les agents de l'administration pénitentiaire ;

Une dénonciation ne peut être déclarée calomnieuse qu'autant que les faits dénoncés ont été préalablement déclarés faux par l'autorité compétente. En Algérie, le service des prisons est placé sous l'autorité du gouverneur général, qui a seul le droit de prononcer des peines disciplinaires contre les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire. En l'absence de toute délégation du gouverneur général, le préfet n'a aucune compétence pour apprécier les faits dénoncés à

---

plus importantes et particulièrement la lettre où le préfet, en même temps qu'il dénonçait au procureur les dénonciations de l'inculpé, les déclarait fausses et calomnieuses, pièce essentielle pour l'existence même du délit. La violation de l'art. 10 était manifeste.

La sanction de cette disposition est la nullité, nullité de l'interrogatoire en vue duquel le défenseur de l'inculpé n'a pas eu tout le dossier à sa disposition, et nullité, par voie de conséquence, de tout ce qui a suivi (art. 12 de la même loi). On s'est demandé, aux premiers temps d'application de la loi de 1897, à qui il appartenait de prononcer cette nullité : l'accord n'a pas tardé à se faire, et on reconnaît aujourd'hui — en matière correctionnelle tout au moins — que la juridiction de jugement examinera la régularité de l'instruction et prononcera la nullité s'il y a lieu (voy. Garraud, *Précis*, n° 522, p. 750).

Lorsque c'est la cour d'appel qui prononce la nullité, elle évoque. On avait d'abord hésité à admettre ce cas d'évocation : on faisait remarquer, non sans quelque raison, qu'en évoquant la cour se saisissait d'une cause dont les juges de première instance n'avaient pas été compétemment saisis; c'était priver le prévenu d'un degré de juridiction. Mais on fit observer que les termes généraux de l'art. 215 c. i. cr. permettent et même ordonnent à la cour d'évoquer en toutes circonstances, sauf au seul cas d'incompétence; et surtout on recula devant les difficultés à peu près inextricables d'une annulation pure et simple. Aussi la jurisprudence s'est-elle fixée dans le sens du droit et du devoir, pour la cour d'appel, d'évoquer (voy. notamment crim. rej. 11 février 1898, Sir. 1901. 1. 153, avec la note de J.-A. Roux; crim. rej. 10 août 1899, Sir. 1901. 1. 471. — Voy. aussi l'intéressante discussion, *Rev. pénitentiaire*, 1899, p. 374).

Notre arrêt, sur ce premier point, a donc appliqué une jurisprudence qui nous paraît, elle-même, digne d'être approuvée.

l'encontre d'un de ces fonctionnaires ; et la lettre par laquelle le préfet déclare fausses et calomnieuses les allégations du prévenu est absolument sans valeur (1).

---

(1) Pour qu'existe le délit de dénonciation calomnieuse, il faut la réunion de cinq éléments : 1° qu'il y ait eu dénonciation; 2° que les faits imputés soient graves; 3° que la dénonciation ait été faite par écrit à un officier de justice ou de police administrative ou judiciaire; 4° que les faits aient été reconnus faux par l'autorité compétente; 5° que la dénonciation ait été portée de mauvaise foi (Garraud, *Tr. théor. et prat. du dr. pén. français*, t. v, n° 2047, p. 327).

En l'espèce, le prévenu, entrepreneur général de la fourniture des prisons, en procès avec l'administration pénitentiaire depuis plusieurs années, avait, au sujet de ces difficultés, écrit au préfet. C'est dans cette correspondance que celui-ci crut voir à l'égard du directeur de la circonscription pénitentiaire une dénonciation calomnieuse — pour un administrateur, toute dénonciation à l'égard d'un agent administratif prend aisément le caractère calomnieux — : il adressa au procureur de la République une plainte, dit l'arrêt, — une dénonciation, dirons-nous plus exactement, puisque, par définition, la plainte émane de la seule victime. — D'où la poursuite dont, après l'annulation de l'information irrégulière, le prévenu avait à se disculper devant la cour.

Pour se disculper, il fit valoir que les 3e et 4e éléments du délit de dénonciation calomnieuse ne se rencontraient pas dans l'affaire. Le préfet, disait-il, n'est pas, à ce point de vue, un officier de justice ou de police administrative ou judiciaire; et les faits signalés n'ont point été reconnus faux par l'autorité compétente pour les apprécier.

I. En ce qui concerne ce qu'il faut entendre par « officier de justice ou de police administrative ou judiciaire », la jurisprudence se montre très large, un peu plus large qu'il ne conviendrait peut-être pour l'interprétation d'un texte pénal. Elle entend par là toute autorité quelconque, civile, militaire ou ecclésiastique (ceci du moins avant la loi de séparation). — Résumant cette jurisprudence, M. Garraud écrit : « Pour constituer le délit, il suffit que la dénonciation calomnieuse soit de nature à porter préjudice au dénoncé : par conséquent, que l'autorité, à laquelle elle a été adressée, ait le pouvoir, soit d'intenter, d'ordonner, de provoquer des poursuites ou une enquête à raison des faits dénoncés, soit d'infliger au dénoncé des peines disciplinaires, soit enfin de le priver d'un avantage sur lequel il pouvait légitimement compter, un emploi, un avancement, une distinction honorifique, etc. Le texte est donc lu par la jurisprudence comme s'il contenait simplement ces mots : dénonciation faite *à l'autorité*. » (Garraud, *op. cit.*, t. v, n° 2050, p. 333-334. Voy. notamment cass. 12 avril 1851, D. P. 1852, 5. 199).

C'est cette jurisprudence qui a permis à la cour de voir dans le préfet un officier de police administrative à raison de ce qu'il a « le pouvoir de transmettre les dénonciations qui lui sont adressées contre le personnel de l'administration pénitentiaire et de provoquer des poursuites ou des peines disciplinaires contre les agents dénoncés. »

(Proc. gén. c. Brunswick)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ; — Attendu que Brunswick a soulevé en première

---

Il ne faudrait pas pousser bien loin cette jurisprudence pour en venir à considérer, *hoc sensu*, comme officier de police administrative le spahi qui porte le courrier du gouverneur général !

II. Le délit de dénonciation calomnieuse n'existe qu'autant que la fausseté de la dénonciation a été préalablement constatée par l'autorité compétente. Tant qu'elle n'est pas établie, il y a lieu à surseoir (Garraud, *op. cit.*, n° 2053, p. 337).

Or, en l'espèce, l'autorité compétente n'était pas le préfet qui, cependant, dans sa dénonciation au procureur de la République, n'avait pas hésité à déclarer fausses et calomnieuses les allégations du prévenu.

L'autorité compétente pour vérifier l'exactitude des faits dénoncés varie avec la nature de l'imputation ; et cette autorité ne peut se déterminer qu'en recherchant les lois et règlements régissant la profession du dénoncé. Ici il s'agissait du directeur d'une circonscription pénitentiaire : il fallait donc voir quelle était l'autorité supérieure qui, au cas de bien-fondé de la dénonciation, aurait pu statuer à l'encontre de ce directeur.

Ce point particulier ne laissait pas que d'être un peu délicat, parce que l'organisation du service pénitentiaire en Algérie n'est point d'une parfaite clarté. Jadis, cette organisation avait fait l'objet des décrets du 4 juin et du 1er octobre 1898 : cette administration avait à sa tête un directeur (V. Larcher et Olier, *Les institutions pénitentiaires de l'Algérie*, p. 167 et s.) ; et tout ce qui touche aux prisons avait fait l'objet d'une réglementation très étudiée et très complète (V. le *Recueil des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'administr. pénit. de l'Algérie*, Berrouaghia, 1901). Mais pour des raisons qu'aucun document officiel ne révèle, le poste de directeur de l'administration pénitentiaire d'Algérie fut supprimé, les décrets de 1898 abrogés, et le décret du 3 février 1902 se borna à rappeler que « le service des prisons et établissements pénitentiaires de l'Algérie est placé sous l'autorité directe du gouverneur général » (Larcher, *Tr. élém. de législ. alg.*, t. I., n° 261, p. 359). Il nous paraît exact, comme l'affirme notre arrêt, que le gouverneur général constitue la seule autorité compétente pour apprécier la dénonciation dont le directeur d'une circonscription pénitentiaire avait été l'objet. Le préfet, en déclarant faux et calomnieux les dires du prévenu, avait apprécié une affaire qui n'est point dans ses attributions : la cour n'avait aucun compte à tenir de ses apprécations. — Ajoutons d'ailleurs que l'appréciation du préfet était aussi inexacte qu'incompétemment formulée, puisque, sur le vu de la décision du gouverneur, la cour a, par arrêt du 14 novembre 1906, purement et simplement relaxé le prévenu.

III. Nous n'aurions qu'à approuver sans réserve les motifs de cet arrêt, si, dans un bref attendu, il ne donnait pas à entendre qu'il en aurait pu

instance et reproduit devant la cour plusieurs fins de non recevoir, qu'il y a lieu d'examiner avant d'aborder le fond ; — Que la première est prise de la nullité de l'instruction, en ce que le dossier de la procédure n'aurait pas été mis à la disposition du défenseur la veille de l'interrogatoire du prévenu, ainsi que le prescrit l'art. 10 de la loi du 8 décembre 1897, concernant les règles de l'instruction préalable, en matière de crimes et de délits ; — Attendu que l'information a été ouverte en suite d'une plainte en dénonciation calomnieuse contre Brunswick, plainte résultant d'une lettre adressée à M. le procureur de la République près le tribunal de première instance d'Oran par M. le préfet de ce département, le 13 juillet 1905 ; — Que, dans cette lettre, le préfet déclare fausses et calomnieuses les allégations contenues dans une lettre qui lui a été adressée par Brunswick, et réclame, en conséquence,

---

être autrement, que le préfet aurait pu apprécier la véracité ou la fausseté de la dénonciation du prévenu, s'il avait reçu une délégation des pouvoirs du gouverneur : « Qu'il ne résulte d'aucun arrêté spécial, — lisons-nous en effet, — que le gouverneur général ait, sur ce point, délégué ses pouvoirs aux préfets des départements algériens. » Le gouverneur n'avait point délégué ses pouvoirs disciplinaires à l'égard des agents de l'administration pénitentiaire ; mais il importe de montrer qu'il ne pouvait pas les déléguer ; et si, par un arrêté, il les eût délégués, la cour n'en eût pas moins dû déclarer le préfet incompétent.

C'est que, en principe, les pouvoirs administratifs ne sont pas susceptibles d'être délégués. Le fonctionnaire doit accomplir lui-même la tâche dont il est chargé. La délégation n'est possible que dans les cas exceptionnels où elle est autorisée par la loi (Voy. notamment cons. d'État, 24 janvier 1890, Sir. 1892. 3. 51 ; 21 février 1890, D. P. 1891. 3. 83). C'est là un principe que le bon sens suffit à justifier. Quand une loi dit « le gouverneur général », il n'appartient pas à celui-ci d'y substituer « le préfet » : ce serait s'ériger en législateur. Si on admet la possibilité d'une délégation, la subdélégation est possible, et aussi l'hyposubdélégation, etc. Et du gouverneur au préfet, du préfet au sous-préfet, de celui-ci à l'administrateur, de l'administrateur à son chaouch, on arrivera à faire trancher les affaires les plus graves par les plus infimes sous-ordres. Un fonctionnaire ne peut pas déléguer ses pouvoirs administratifs comme un mandant confère l'exercice de ses droits à un mandataire : l'exercice personnel de la fonction est une obligation.

Je n'ignore pas que certains arrêtés du gouverneur général, et notamment le long arrêté du 29 décembre 1900, portent délégation de pouvoirs aux préfets. Mais, faute d'un texte législatif autorisant cette délégation, — texte que j'ai vainement recherché, — toutes les décisions que les préfets prennent en vertu de cette délégation sont nulles.

On voit pourquoi nous avons tenu à formuler plus qu'une réserve sur cet attendu qui paraît admettre, en termes généraux et absolus, la possibilité d'une délégation des pouvoirs du gouverneur. Émile LARCHER.

des poursuites contre ce dernier ; — Attendu qu'il ressort de l'information ouverte en suite de cette plainte, que le prévenu a été interrogé deux fois, la première par M. Joliot, juge d'instruction près le tribunal de première instance de la Seine, le 8 septembre 1905; — Que la commission rogatoire de M. le juge d'instruction d'Oran indique en ces termes les deux seules pièces qui forment le dossier transmis : « Prière de vouloir bien interroger, en lui donnant connaissance des deux lettres ci-jointes, adressées, les 11 et 20 juin 1905, à M. le préfet d'Oran » ; — Attendu que Brunswick a été interrogé, une seconde fois, par M. Lascoux, juge d'instruction près le même tribunal, le 4 novembre 1905 ; — Attendu qu'au lieu d'envoyer le dossier entier à Paris, M. le juge d'instruction d'Oran a adressé simplement, le 28 octobre 1905, à son collègue à Paris, une commission rogatoire ainsi conçue : « Je vous prie de vouloir bien communiquer à l'inculpé la plainte de M. Nassoy et le premier procès-verbal de comparution de l'inculpé » ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 10 de la loi du 8 décembre 1897, la procédure doit être mise à la disposition du conseil la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpé doit subir; — Que cette prescription ne peut se rapporter, dans l'espèce, à l'interrogatoire subi devant M. Joliot, puisque, à ce moment, le juge d'instruction ne savait pas si l'inculpé était pourvu d'un défenseur et que ce n'est qu'au cours du premier interrogatoire que Brunswick, en réponse à l'interpellation du magistrat instructeur, lui a déclaré qu'il avait choisi pour son conseil Me Montleux, avocat à Paris ; — Mais qu'il n'en est pas de même en ce qui concerne le deuxième interrogatoire, Brunswick ayant fait connaître antérieurement le nom de son défenseur, la procédure devait être communiquée à ce dernier vingt-quatre heures avant l'interrogatoire de son client; que cette communication n'a pas eu lieu; — Attendu que M. Lascoux a interrogé Brunswick sur deux pièces seulement, ainsi que le prouve son interrogatoire : la plainte Nassoy et le procès-verbal de première comparution ; — Attendu que la cour a pu se convaincre que le dossier communiqué comprenait autre chose que ces deux pièces ; — Qu'il devait contenir notamment : — 1° La lettre de M. le conseiller Paschalski ; — 2° La déclaration de M. Hugo ; — 3° La déclaration de M. Uzannas ; — Que ledit dossier comprenait : — 1° Le réquisitoire d'information ; — 2° La lettre de M. le préfet, en date du 13 juillet 1905, pièce essentielle, puisqu'elle a donné lieu au réquisitoire d'information de M. le procureur de la République d'Oran et à la procédure qui l'a suivi ; et que, d'autre

part, la prévention et le tribunal la considéraient comme la décision de l'autorité compétente, exigée par la jurisprudence, en matière de dénonciation calomnieuse, sur l'existence et le caractère des faits dénoncés ; — Que la preuve de la non communication du dossier intégral, et particulièrement de la pièce la plus importante, la lettre de M. le préfet, entache de nullité la poursuite dont Brunswick a été l'objet ; — Que cette non communication est établie par les termes mêmes des commissions rogatoires de M. le juge d'instruction d'Oran, et résulte de ce passage du dernier interrogatoire : « Nous vous donnons connaissance du passage de la déposition de M. Nassoy, commençant par ces mots : « L'enquête administrative », et finissant par ceux-ci : « R. C'est la première fois que j'entends parler de l'enquête Paschalski. Ne la connaissant pas, je ne puis la discuter » ; — Attendu, par suite, que sont nuls tous les actes d'information, depuis et y compris le deuxième interrogatoire du 4 novembre 1905 ; qu'il y a lieu de les annuler ;

Attendu, toutefois, qu'en vertu de l'interprétation que la cour de cassation donne à l'art. 215 c. i. cr., il y a lieu de passer outre, d'évoquer et d'examiner les autres moyens proposés par le prévenu ;

Sur la demande de Brunswick tendant à ce qu'il soit décidé que les lettres incriminées n'ont pas été adressées au préfet du département en sa qualité d'officier de police judiciaire : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Sur le moyen pris de ce que les lettres n'étaient pas adressées à l'officier de police administrative, au sens de l'art. 373 c. pén., ayant pouvoir d'infliger au prétendu dénoncé des peines disciplinaires, ou de le priver d'avantages : — Attendu qu'il suffit, pour que l'on doive reconnaître la qualité d'officier de police administrative, au sens de l'art. 373 c. pén., à une personne à laquelle une dénonciation est adressée, que cette personne ait le pouvoir de provoquer des poursuites à raison des faits dénoncés ; — Qu'on ne saurait refuser au préfet le pouvoir de transmettre les dénonciations qui lui sont adressées contre le personnel de l'administration pénitentiaire, et de provoquer des poursuites ou peines disciplinaires contre les agents dénoncés ; — Attendu que Brunswick demande qu'il soit dit qu'il n'est pas justifié que l'autorité administrative ait statué par une décision nette et précise sur chacun des faits incriminés ; — Attendu que la solution qui va être donnée, au sujet de la détermination de l'autorité compétente pour statuer sur le caractère des faits énoncés, rend inutile l'examen de ce quatrième moyen ;

Attendu, sur ce point, qu'il est de principe que lorsque le fait dénoncé a le caractère d'une faute professionnelle, c'est l'autorité à laquelle la loi a confié la répression, qui doit l'examiner ; — Attendu que le service des prisons, en Algérie, a été placé sous l'autorité directe du gouverneur général, auquel se trouve réservé le droit de prononcer des peines disciplinaires contre les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire (décr. du 3 fév. 1902) ; — Qu'il ne résulte d'aucun arrêté spécial, que le gouverneur général ait, sur ce point, délégué ses pouvoirs aux préfets des départements algériens, que le préfet était donc incompétent pour apprécier les faits qui lui étaient dénoncés à l'encontre de M. Nassoy, directeur de l'administration pénitentiaire du département d'Oran ; — Que la cour, en conséquence, ne peut faire état de la décision de M. le préfet en date du 13 juillet, qui doit être considérée comme inexistante ; — Attendu qu'une dénonciation ne pouvant être déclarée calomnieuse qu'autant que les faits dénoncés ont été déclarés faux par l'autorité compétente, il y a lieu de surseoir à statuer jusqu'à ce que cette décision soit intervenue ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme comme régulier, l'appel du sieur Brunswick ; — Annule le jugement déféré ; — Dit nulle toute la procédure suivie devant le juge d'instruction d'Oran, à partir de l'interrogatoire du 4 novembre 1906 ; — Déclare surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'autorité compétente sur la vérité ou la fausseté des faits dénoncés par les lettres des 11 et 20 juin 1905, visées dans l'ordonnance de renvoi de M. le juge d'instruction d'Oran, en date du 13 décembre 1905, etc.

MM. CARAYOL, *ff. prés.* ; CARDOT, *rap.* ; MARTIN, *av. gén.* — Me MONBRUN (du barreau d'Oran), *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

8 novembre 1906

Propriété, Algérie, terres arch, litige, enquête en cours, incompétence des tribunaux judiciaires, ordre public.

S'il s'agit de parcelles de nature arch, *alors même qu'elles ont fait l'objet des opérations prévues au sénatus-consulte*

du 22 avril 1863 et aux lois du 26 juillet 1873 et du 16 février 1897, tant que l'arrêté homologuant le plan parcellaire n'a pas été pris par le gouverneur général et publié au Journal officiel *de l'Algérie, les contestations relatives à la propriété de ces terres ne peuvent être portées devant les tribunaux judiciaires. L'incompétence de ces tribunaux est d'ordre public ; ils doivent la proclamer d'office* (1).

(Ben Alia ben Omar c. Rippoll)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel principal de Ben Alia ben Omar et l'appel incident de Rippoll sont réguliers et recevables en la forme ; — Attendu que Ben Alia ben Omar, se disant acquéreur à réméré de six parcelles de terre sises aux Ouled-Allan-ben-Chichi, a fait assigner Rippoll, qui les occupe à titre de propriétaire, en délaissement et en dommages-intérêts ; — Attendu que, sur cette demande et après comparution personnelle des parties, le tribunal de Blida a, par le jugement frappé d'appel du 28 février 1905, autorisé Rippoll à rapporter la preuve des faits par lui articulés à l'appui de ses prétentions ; — Attendu que les parties ont respectivement conclu devant la cour, mais qu'il n'échet d'examiner leurs moyens, la juridiction ordinaire étant incompétente pour connaître du litige dont s'agit ; — Attendu, en effet, qu'il est constant et d'ailleurs reconnu, tant par l'appelant que par l'intimé, que les parcelles litigieuses sont de nature arch et que, si elles ont fait l'objet des opérations prévues au sénatus-consulte du 22 avril 1863 et aux lois des 26 juillet 1873 et 16 février 1897, le plan parcellaire qui a dû en être dressé n'a pas encore été homologué par le gouverneur général ; — Or, attendu qu'aux termes de l'art. 13 § 3 de la loi du 16 février 1897, les contestations relatives à la propriété des terres occupées collectivement ne peuvent être portées devant les tribunaux judiciaires qu'après cette homologation et sa publication dans le journal officiel de l'Algérie ; — Attendu, en conséquence, que le tribunal de Blida a été incompétemment saisi ; que son incompétence était d'ordre public et qu'il aurait dû la proclamer d'office ;

---

(1) Sur la compétence exclusive de l'administration relativement aux litiges touchant la propriété des terres arch, voy. E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg*, t. II, n^os^ 919 et s.

Par ces motifs : — Dit la juridiction civile ordinaire incompétente pour connaître de la demande de Ben Alia ben Omar; — Annule le jugement entrepris et toute la procédure qui l'a précédé ou suivi ; — Dit n'y avoir lieu de statuer sur les conclusions des parties ; les renvoie devant l'autorité compétente ; — Condamne Ben Alia ben Omar à l'amende et en tous les dépens.

MM. BERGÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et L'ADMIRAL, *av.*

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE D'INKERMANN

7 mars 1907

Police municipale, maire, arrêté, service de patrouilles et de garde, contravention.

Est légal et obligatoire l'arrêté d'un maire qui oblige d'une façon relativement permanente tous les habitants de la commune, valides et âgés de dix-huit à cinquante-cinq ans, à participer à un service de patrouilles et de garde, de 9 heures du soir à 4 heures du matin.

La contravention à cet arrêté est prévue et réprimée par l'art. 471-15° c. pén. (1).

---

(1) Ce jugement pose une intéressante question relativement aux pouvoirs de police des maires. Mais la solution qu'il lui donne ne nous paraît pas satisfaisante.

I. La loi municipale du 5 avril 1884, dans son art. 91, charge le maire, sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police municipale. L'art. 97 de la même loi donne une énumération détaillée, mais non limitative, des nombreuses matières qui peuvent, à ce titre, rentrer dans les fonctions du maire.

Invoquant ce dernier texte, le maire de Saint-Aimé avait, à la date du 6 décembre 1905, pris un arrêté par lequel, « considérant que de nombreux vols ou tentatives de vols ont été commis dans le village depuis le commencement de l'hiver », il ordonnait que « un service de patrouille et de garde, lequel portera sur toute la population valide de la commune sans distinction, c'est-à-dire sur les hommes âgés de 18 à 55 ans, quelle que soit leur origine, fonctionnera tous les soirs, de 9 h. 30 jusqu'au lendemain matin à 4 heures. »

(Min. pub. c. Andrieu)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Andrieu, Henri, est prévenu d'avoir pendant la nuit du 19 au 20 janvier dernier,

---

Un citoyen refusa le service auquel on prétendait l'astreindre. Le jugement rapporté le condamne.

II. L'arrêté était-il légal ?

Il est vrai que l'art. 97 de la loi municipale permet aux maires d'exercer leur pouvoir de police en des matières étendues et diverses. Dans aucun des termes de sa longue énumération ce texte, cependant, ne prévoit l'organisation d'une garde ou milice municipale permanente, recrutée suivant une conscription obligatoire, fournissant chaque nuit des patrouilles.

Il faut une dose très forte de bon vouloir pour admettre que raréfier les vols par la réquisition périodique des habitants valides rentre dans « le soin de prévenir par des précautions convenables les accidents et les fléaux calamiteux ». Appelons — avec quelque exagération — fléau calamiteux les vols ou tentatives de vol commis à Saint-Aimé au commencement de l'hiver 1905-1906. Il ne suffit pas que l'objet rentre dans les attributions du maire ; il faut aussi que le moyen n'excède pas son pouvoir. Et telle est précisément la question.

« Les pouvoirs dont les maires disposent au titre de la police municipale sont, comme ceux des préfets pour la police générale, *limités par le respect de la liberté individuelle* » (Berthélemy, *Tr. élém. de droit admin.*, 4e édit., p. 349). Il n'est pas contestable, — et le jugement que nous critiquons, n'a pas essayé de le contester — qu'astreindre les habitants mâles d'une commune à un service de garde et de patrouille dont rien ne limite la fréquence est une atteinte des plus caractérisées à la liberté individuelle.

Ce n'est pas une raison parce que « le législateur n'a pas indiqué d'une manière précise par quels moyens le maire assurera les services de police et de sûreté », pour qu'on en conclue, comme le fait le jugement, que le maire peut recourir à toutes mesures d'exception, sans distinction de nature pas plus que sans limitation de durée. On peut bien admettre, au cas d'événements imprévus, de calamités subites, tels qu'incendies ou inondations, que le maire prenne toutes les mesures nécessaires pour parer au danger, dût la liberté individuelle de ses administrés se trouver quelque peu lésée : ces mesures se justifient par leur caractère *temporaire* ; elles sont seules « convenables », puisque seules possibles. Mais, ainsi que le relate le jugement lui-même, les périodes sont fréquentes en en Algérie durant lesquelles la sécurité des personnes et des biens semble particulièrement menacée par la multiplicité des crimes et des délits. Nous aurions mauvaise grâce à contester l'exactitude de cette constata-

contrevenu à un arrêté du maire de la commune de Saint-Aimé en date du 6 décembre 1905, qui oblige tous les habitants

---

tion, bien qu'elle cadre mal avec les bienfaits réalisés par l'extraordinaire organisation des tribunaux répressifs indigènes et l'inouïe attribution des pouvoirs d'instruction et de poursuite à des gens absolument ignorants de la pratique judiciaire et de la science juridique (Décrets des 29 mars et 28 mai 1902, du 9 août 1903, et circulaires complémentaires). Toujours est-il que si l'insécurité est fréquente, il n'est plus possible de répondre aux exigences de cette situation par des mesures à la fois *exceptionnelles* et *permanentes*. Permanent et exceptionnel sont deux termes antinomiques ; et la « relativité » de la permanence ne lève pas la contradiction. A un danger permanent, le maire peut parer par l'augmentation de son personnel de police, non par une mesure exceptionnelle.

Nous nous demandons, au surplus, ce que peut valoir cet arrêté *à éclipses*, qui cesse de s'appliquer et dont l'application reprend, selon le bon plaisir de son auteur.

Les raisons abondent pour lequelles nous estimons illégal l'arrêté auquel le prévenu avait contrevenu.

III. A défaut d'arguments, le jugement invoque des précédents. Mais est-il exact, comme il le dit, que la légalité des arrêtés de cette nature a été implicitement reconnue par deux arrêts de la cour suprême ?

Nous avons maintes fois protesté contre cette vénération idolâtre pour la jurisprudence qui consiste à cesser de raisonner toutes les fois qu'on trouve un arrêt, ancien ou récent, intervenu en une espèce semblable ou analogue — ou crue telle. C'est rabaisser le droit à l'*arrestographie*. Que nous servent les auteurs ? Pourquoi des études personnelles ? Un répertoire de jurisprudence y supplée ! Et c'est encore exagérer cette tendance détestable que s'incliner, non plus seulement devant les affirmations d'un arrêt, mais devant ses solutions *implicites* !

Il est trop facile de montrer que, dans les deux arrêts cités comme précédents, la question de la légalité de l'arrêté municipal n'avait pas été discutée ; il n'est donc pas possible de dire qu'elle a été tranchée, pas plus implicitement qu'explicitement. Pas de demande, pas de réponse.

Dans la première espèce un maire — en Algérie, bien entendu, car il est infiniment probable que seuls les préfets d'Algérie accordent leur approbation à de tels arrêtés — avait ordonné un service de patrouilles. Un espagnol avait voulu s'y soustraire en invoquant son extranéité. La cour de cassation a répondu que les arrêtés municipaux s'imposent à tous les habitants de la commune, aux étrangers comme aux nationaux (crim. cass. 12 janvier 1882, D. P. 1882. 5. 41). C'est fort bien jugé.

Dans la seconde, un administrateur avait, lui aussi, organisé un service de patrouilles nocturnes dans sa commune mixte. Certains fonctionnaires, chargés d'un service public et actif, avaient soutenu qu'ils ne sauraient être astreints à une corvée qu'ils ne pourraient accomplir qu'en négligeant les intérêts qui leur sont particulièrement confiés par la loi ou par les règlements émanés de l'autorité supérieure. Le juge de simple police avait prononcé leur relaxe. La cour de cassation a cassé son jugement, en faisant remarquer que le juge ne pouvait apprécier les incon-

valides et âgés de dix-huit à cinquante ans, à participer au service de patrouille et de garde, à compter de 9 heures du soir à 4 heures du matin ; — Attendu que ladite contravention est prévue et punie par l'art. 471 nº 15 c. pén. ; — Attendu que le sieur Andrieu ne nie pas le fait qui lui est reproché, mais prétend que l'arrêté pris par M. le maire de Saint-Aimé est illégal, que l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884, visé par l'arrêté, n'autorise nullement un maire à établir un service de garde permanent ainsi que l'est celui de M. le maire de Saint-Aimé; qu'au surplus l'illégalité de cet arrêté a été reconnue par l'autorité supérieure qui a invité le maire à le rapporter ;

Attendu qu'aux termes des art. 94 et 97 de la loi du 5 avril 1884, un maire est tenu d'assurer les services de police et de sûreté; — Attendu que le législateur n'a pas indiqué d'une manière précise par quels moyens il atteindrait ce but, mais il est constant qu'il a pour devoir de le faire au mieux des intérêts de ses administrés ; — Attendu que si en temps normal les moyens dont il dispose suffisent, il ne saurait en être de même pendant certaines périodes fréquentes en Algérie durant lesquelles la sécurité des personnes et des biens semble plus particulièrement menacée par la multiplicité des crimes et délits ; — Attendu que dans ces conditions un maire est obligé, dans l'intérêt même de ses administrés, d'avoir recours à des mesures d'exception qui ne cessent pas pour cela d'être légales en raison du but qu'elles poursuivent et de la latitude très large que le législateur a laissé aux maires sur ce point ; — Attendu que les populations sont les meilleurs juges de leur intérêt, que ces mesures ne peuvent être prises que par voie d'arrêtés, après avis conforme des conseils

---

vénients ou les difficultés d'application de l'arrêté ; que le relaxe n'aurait pu se fonder que sur la force majeure, à la condition de préciser les circonstances qui la constituent et de mettre ainsi la cour de cassation à même d'exercer son droit de contrôle. Bref, le jugement a été cassé pour insuffisance de motifs (crim. cass. 29 juillet 1893, Bull. nº 215). On ne peut guère critiquer cette décision.

Mais comment voir dans ces arrêts la proclamation de la légalité des arrêtés municipaux organisant d'une façon permanente un service de garde et de patrouilles ? Le moyen tiré de leur illégalité n'avait point été relevé. Or, les moyens non examinés sont si peu résolus qu'ils peuvent motiver un nouveau pourvoi contre les arrêts souverains des cours de renvoi.

Tant il est vrai que si les arrêts peuvent fournir parfois d'utiles arguments, il n'y faut point chercher ce qu'ils ne disent pas. Il y a double erreur à s'appuyer sur des arrêts bien rendus pour en déduire une solution inexacte.

Émile LARCHER.

municipaux et approbation de l'autorité administrative qui est seule juge de l'opportunité d'un semblable arrêté; — Attendu que l'arrêté pris par M. le maire de Saint-Aimé n'a été mis en vigueur qu'après l'accomplissement de ces diverses formalités ; qu'il n'a pas été rapporté, mais bien suspendu comme il l'avait été précédemment, qu'au surplus rien ne s'oppose à une permanence relative si lors de la remise en vigueur, les mesures de publicité nécessaires sont prises ; — Attendu que l'on ne saurait invoquer à l'encontre dudit arrêté aucune mesure vexatoire à l'égard d'une partie quelconque de la population, puisqu'il est général et oblige tous les habitants de Saint-Aimé ; — Attendu que de semblables arrêtés ont été pris depuis bien des années dans beaucoup de communes algériennes, y ont fonctionné et y fonctionnent encore;

Attendu en outre que la légalité des arrêtés de cette nature a été implicitement reconnue par deux arrêts de la cour suprême en date des 12 janvier 1882 et 29 juillet 1893; — Attendu que le contrevenant soutient que ce sont des arrêts d'espèce, que la cour n'a pas été appelée à examiner la légalité des arrêtés objets du recours; — Attendu que la loi, ainsi que le reconnaît le contrevenant, impose au juge de simple police, comme du reste à celui de toute juridiction, l'obligation de rechercher au préalable si le texte à appliquer est légal ; — Attendu que dans ces conditions on ne saurait admettre que la cour de cassation ait prescrit de faire application de deux arrêtés municipaux, dont elle ne se serait pas rendu compte au préalable, de la légalité ; — Attendu que le fait reproché au sieur Andrieu constitue la contravention prévue et punie par l'art. 471 nº 15 c. pén. ;

Par ces motifs : — Statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; vu l'article de loi précité, ensemble les dispositions de l'art. 162 c. i. cr. ; — Vu enfin l'art. 156 du décret du 18 juin 1811 ; — Dit l'arrêté pris par M. le maire de Saint-Aimé, légal et obligatoire ; — En conséquence, déclare le susnommé convaincu de la contravention qui lui est reprochée et lui faisant, en conséquence, application desdits articles, le condamne par corps à l'amende de 1 fr.

M. CALMEL, *j. de p.*

CONSEIL D'ÉTAT

21 décembre 1906

Recrutement, conseil de revision, défaut de convocation, irrégularité. — Nationalité, naturalisation, effets individuels, loi du 26 juin 1889, non rétroactivité.

I. Les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement doivent, aux termes de l'art. 19 de la loi du 15 juillet 1889, être convoqués, examinés et entendus par le conseil de revision. Faute de cette convocation et de cette audition, la décision du conseil de revision est nulle (1).

II. Quelle est la nationalité de l'individu qui, né en 1865 en Algérie de parents étrangers, naturalisés en 1871, n'a pas lors de sa majorité réclamé la nationalité française? (2) (Non résolu).

(Kraft)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT statuant au contentieux, — Vu la requête présentée par le sieur Kraft, Jean, demeurant à Oran, entre-

(1-2) L'espèce était la suivante : — Un sieur Kraft était né à Philippeville de parents étrangers (allemands) en 1865. Ses parents avaient été naturalisés en 1871. Il n'avait pas lors de sa majorité, c'est-à-dire en 1886-1887, réclamé la nationalité française. Il n'avait pas été porté sur les tableaux de recensement en 1886, ainsi que l'étaient les jeunes français de son âge. Il a été porté seulement, comme omis, sur les tableaux de la classe 1901, et le conseil de revision du département de Constantine l'a inscrit sur la 1re partie de la liste de recrutement. Il demandait au conseil d'État d'annuler cette décision et de dire qu'il n'était astreint à aucun service militaire en France.

A cette requête, le ministre de la guerre opposait une fin de non-recevoir. Le pourvoi eût été sans objet parce que le ministre avait décidé que le requérant marcherait avec sa classe d'âge, la classe 1885, passée à cette époque (novembre 1905) dans la réserve de l'armée territoriale (loi du 21 mars 1905, art. 32 et 33). — Cette fin de non-recevoir ne pouvait être accueillie. La décision ministérielle maintenait le sieur Kraft sur les contrôles de l'armée française : il pouvait encore être appelé à une revue d'appel (art. 41) et surtout il eût été astreint au service au cas de mobilisation ou d'appel de la classe 1885.

Le conseil d'État annule la décision du conseil de revision pour un motif de procédure Contrairement aux prescriptions de l'art. 19 de la loi du 15 juillet 1889, en vigueur au moment où a été rendue par le conseil de revision la décision contre laquelle le pourvoi était formé (cprz disposition semblable, loi du 21 mars 1905, art. 17), le requérant

gistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 27 novembre 1905, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une décision du conseil de revision du département de Constantine, qui l'a inscrit sur la première partie de la liste de recrutement de 1904, dans la commune de Philippeville ; — Ce faisant, attendu que le requérant, né en 1865 à Philippeville de parents étrangers, naturalisés en 1871, n'a pas lors de sa majorité, réclamé la nationalité française ; qu'aux termes de la législation alors en vigueur, il a conservé la nationalité allemande qu'avaient ses parents lors de sa naissance ; que la loi du 26 juin 1889 n'a pu modifier son état civil ; — Dire que la loi sur le recrutement de l'armée française ne lui était pas applicable ; — Vu la décision attaquée ; — Vu les observations présentées par le ministre de la guerre, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, enregistrées au secrétariat du contentieux du conseil d'État le 10 janvier 1906 et tendant à faire déclarer que le pourvoi est sans objet, le ministre ayant décidé le 17 novembre 1905, que le sieur Kraft marcherait avec sa classe d'âge ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la loi du 26 juin 1889 ; — Vu la loi du 15 juillet 1889 ; — Vu la loi du 21 mars 1905 ;

Sur les conclusions du ministre de la guerre tendant à ce que le pourvoi soit déclaré sans objet : — Considérant que la requête présentée par le sieur Kraft tend à faire décider que le requérant n'a été à aucun moment soumis aux obligations imposées par la loi sur le recrutement ; — Qu'ainsi la décision prise par le ministre, en vertu de laquelle le sieur Kraft ne

---

n'avait pas été avisé de son inscription et n'avait pu être entendu par le conseil de revision.

La question de fond, si elle eût été examinée par le conseil d'État, eût été tranchée, sans nul doute, conformément à la requête. Le sieur Kraft était né de parents allemands ; il était donc allemand de naissance. La naturalisation de ses parents, obtenue en 1871, n'avait aucune influence immédiate sur sa nationalité, puisque, à cette époque, les effets de la naturalisation étaient individuels. Le seul effet de cette naturalisation, à son égard, était de lui permettre d'acquérir la qualité de français en remplissant dans l'année qui a suivi sa majorité, les conditions indiquées par l'art. 2 de la loi du 7 février 1851 (Aubry et Rau, 4e édit., t. I, § 71, p 255-257). Il n'en a rien fait. Il était donc irrévocablement (sauf possibilité d'une naturalisation personnelle) allemand quand en 1889, alors qu'il avait 24 ans, notre législation sur la naturalisation a été modifiée. La loi nouvelle ne pouvait porter atteinte à sa nationalité (Weiss, *Tr. de dr. int. privé*, t. I, p. 191 et s , 366 et s.). Dans ces conditions c'est évidemment à tort que le conseil de revision avait porté cet allemand sur la liste de recrutement. É. L.

serait soumis qu'aux obligations de sa classe d'âge, ne rend pas sans objet la requête susvisée ;

Sur les conclusions du sieur Kraft : — Considérant qu'aux termes de l'art. 19 de la loi alors en vigueur du 15 juillet 1889, « les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement... sont convoqués, examinés et entendus par le conseil de revision au lieu désigné » ; — Considérant que le sieur Kraft, né en France en 1865, de parents étrangers, n'avait pas été inscrit sur les listes de recrutement en 1886 ; que, se croyant étranger en vertu de la législation alors en vigueur, il ne pouvait penser qu'il était soumis à la loi sur le recrutement de l'armée française ; qu'ayant été porté, comme omis, sur les listes de recrutement de la classe 1904, il n'a pas été avisé de son inscription et n'a pu par suite être entendu par le conseil de revision dans ses observations ; — Qu'ainsi la décision susvisée du conseil de revision ayant été rendue sur une procédure irrégulière, le requérant est fondé à en demander l'annulation ;

Décide : — La décision susvisée du conseil de revision de Constantine est annulée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés* ; HELBRONNER, *rap.* ; ROMIEU, *com. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

26 mars 1907

Taxe des prestations. Algérie, exemption, contribuable âgé de plus de cinquante-cinq ans.

L'exemption de la taxe des prestations accordée par l'art. 17 du décret du 15 juin 1899 aux contribuables algériens âgés de plus de cinquante-cinq ans, s'applique exclusivement à leur personne ; elle ne s'étend pas aux autres éléments d'imposition (1).

---

(1) Cprz cons. d'État, 28 décembre 1901, *Rec. Alg.*, 1902. 2. 121. — En France, par application de l'art. 3 de la loi du 21 mai 1836, la jurisprudence est bien établie en ce sens que l'exemption accordée aux contribuables âgés de plus de 60 ans ne s'applique qu'à leur personne et qu'ils restent soumis aux autres prestations. Nombreux arrêts : cons. d'État, 10 mars 1862, 25 janvier 1855, 15 novembre 1890, etc. Voy. Pand. fr., Rép., v° Chemins vicinaux, n°s 1340 et s. ; Fuzier-Herman, Rép., v° Chemin vicinal, n° 1051

(Ravard)

ARRÊT

La première sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Ravard, demeurant à Villebourg, enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 28 septembre 1906, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 30 avril 1906, par lequel le conseil de préfecture du département d'Alger a rejeté sa demande en décharge de la taxe des prestations à laquelle il a été imposé pour l'année 1905, sur le rôle de la commune mixte de Gouraya ; — Ce faisant, attendu que le requérant était âgé de plus de cinquante-cinq ans au 1er janvier 1905 ; que par suite il n'était pas imposable à la taxe des prestations ; — Lui accorder la décharge demandée ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme ci-dessus le 28 septembre 1906, et tendant au rejet de la requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la loi du 21 mai 1836 ; — Vu le décret du 15 juin 1899 ;

Considérant que l'exemption accordée par l'art. 17 du décret du 15 juin 1899 aux contribuables algériens, âgés de plus de cinquante-cinq ans, s'applique exclusivement à leur personne ; qu'il résulte de l'instruction que le requérant a été imposé à la taxe des prestations pour l'année 1905, à raison d'un cheval et d'une voiture ; qu'il ne conteste pas qu'il possédait ces éléments d'imposition au 1er janvier 1905 ; que dès lors, il n'est pas fondé à se prévaloir de son âge pour obtenir la décharge de la taxe régulièrement établie d'après ces bases ;

Décide : — La requête susvisée du sieur Ravard est rejetée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; DE TINGUY DU POUET, *rapp.* ; BLUM, *comm. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

22 mai 1905

Droit musulman, Sénégal, décret du 20 mai 1857, succession laissée par un musulman, exclusion des parents non musulmans.

Les indigènes musulmans du Sénégal sont devenus français par l'annexion de leur territoire à la France et conservent

cette nationalité, bien qu'ils demeurent, dans certains cas, sous l'application exclusive de la loi musulmane.

Aux termes des art. 1er et 2 du décret du 20 mai 1857, les affaires entre indigènes musulmans sont instruites et jugées, au Sénégal, exclusivement par le cadi, d'après le droit et suivant les formes en usage chez les musulmans, quand elles sont relatives aux questions qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments ;

Si l'arrêté colonial du 5 novembre 1830 a promulgué, au Sénégal, le code civil français et disposé que, pour l'application de ce code, le territoire de la colonie, devait être considéré comme partie intégrante de la métropole, le décret du 20 mai 1857 a établi un régime nouveau quant à l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments des indigènes musulmans ; il n'y a donc pas lieu, depuis le décret du 20 mai 1857, de rechercher quels sont le sens ou la portée de l'arrêté colonial du 5 novembre 1830 ;

La loi musulmane exclut de toute participation à la succession d'un musulman les parents de religion catholique (1).

---

(1) Il résulte du décret du 20 mai 1857 qu'au Sénégal, les successions laissées par des musulmans sont régies par la loi musulmane.

Dès lors, quand un musulman y décède, — c'est la loi musulmane qu'il faut consulter pour savoir quels héritiers seront aptes à recueillir sa succession. — Or, à une succession laissée par un musulman, la loi musulmane n'appelle que des musulmans ; — de cette succession, elle écarte tous les non musulmans.

Sur ce point, à quelque rite orthodoxe qu'appartiennent leurs rédacteurs, les textes sont formels. — « La différence de religion est une cause d'exclusion », dit Khalil (*trad. Seignette*, art. 2251). — D'après Ebn Acem, « l'infidèle et l'esclave sont privés du droit de succession... La même règle est appliquée à l'apostat » (*trad. Houdas et Martel*, vers 1686 et 1687). — Châràni constate que « les quatre principaux imam sont d'accord sur les questions suivantes : — le musulman n'hérite pas de l'infidèle, ni l'infidèle du musulman » (Balance de la loi musulmane, *tr. Perron*, édit. Luciani, p. 558). — L'art. 587 du code du st. pers. égyptien porte : « La différence de religion ôte tout droit à la succession d'un musulman à un chrétien et réciproquement ». — Enfin, nous lisons, dans la *Révélation l'omni-présent* d'Ibn Qasim Alghazzi, qu' « un musulman ne saurait être appelé à la succession d'un infidèle, ni *vice-versa* » (*tr. Van den Berg*, p. 427), — et dans le *Guide des Zélès Croyants* du jurisconsulte En Nawawi, qu' « il n'y a pas lieu à succession entre un musulman et un infidèle, ni *vice-versa* » (*tr. Van den Berg*, t. II, p. 243).

C'est donc à bon droit que l'arrêt attaqué avait dénié au fils élevé dans la religion catholique, tout droit dans la succession de sa mère décédée musulmane.

Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'en Algérie, les successions laissées par des musulmans sont également, aux termes du décret du 17 avril

(Succession Gaspard Devès c. Succession Yakhia Diague)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation, par fausse application, de l'art. 1351 c. civ. et des art. 1 et 2 de l'ordonnance du 20 mai 1857 et violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, manque de base légale : — Attendu que les indigènes musulmans du Sénégal sont devenus français par l'annexion de leur territoire à la France et qu'ils conservent cette nationalité, bien qu'ils demeurent, dans certains cas, sous l'application exclusive de la loi musulmane; qu'ainsi Yakhia Diague était français au même titre que Gaspard Devès ; — Attendu qu'aux termes des art. 1 et 2 du décret du 20 mai 1857, les affaires entre indigènes musulmans sont instruites et jugées, au Sénégal, exclusivement par le cadi, d'après le droit et suivant les formes en usage chez les musulmans, quand elles sont relatives aux questions qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments ; — Attendu qu'il résulte des constatations souveraines de l'arrêt attaqué, qu'en fait, ce qui n'était, du reste, pas contesté par les appelants (aujourd'hui demandeurs au pourvoi), la dame Sylvie Bruno était musulmane; que son époux Hatyr Diague et son fils Yakhia Diague étaient également musulmans; que tous étaient nés, avaient vécu et étaient morts dans la religion de Mahomet, n'ayant jamais abjuré; qu'en décidant, en conséquence, d'une part, que c'est à bon droit que Yakhia Diague, indigène musulman, né du mariage de deux musulmans et prétendant avoir des droits

---

1889, art. 1er, régies par la loi musulmane. En sorte que, en Algérie comme au Sénégal, une succession musulmane ne saurait être appréhendée que par des héritiers musulmans. — Et c'est là, d'ailleurs, ce qu'à différentes reprises a décidé la cour d'Alger (cf. 26 décembre 1854; 14 avril 1874; Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, t. II, nos 609 et 625).

Il n'en est ainsi, toutefois, en Algérie, qu'autant qu'il s'agit d'une succession laissée par un musulman non admis à la jouissance des droits de citoyen français (art. 1 du décret du 17 avril 1889). — Mais il en est ainsi, au Sénégal, malgré que les indigènes y possèdent le droit de suffrage, y soient électeurs et éligibles, et, sans être de véritables citoyens français, y aient cependant la jouissance de droits qui, normalement n'appartiennent qu'à des citoyens ; car malgré qu'au Sénégal, les indigènes, les indigènes musulmans, en particulier, se soient vu concéder, en 1848, la jouissance des droits politiques dans cette colonie, ils n'en restent pas moins, en matière d'état civil, de mariage, de successions, donations et testaments, régis par leurs lois personnelles (cf. Girault, *Principes de colonisation*, t. I, n° 176). Marcel MORAND.

héréditaires sur la succession de Sylvie Bruno, sa mère, s'est adressé au cadi de Saint-Louis et, d'autre part, que celui-ci a rendu compétemment le jugement du 1er juin 1901 sur les questions touchant au statut personnel musulman, en matière de succession, qui lui étaient soumises, l'arrêt attaqué, dûment motivé, a fait une juste application du décret précité et donné une base légale à sa décision ;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation des art. 319, 320, 340, 341 c. civ., violation de l'arrêté du 5 novembre 1830 et violation par fausse application des art. 1 et 2 du décret du 20 mai 1857 : — Attendu que si l'arrêté colonial du 5 novembre 1830 a promulgué, au Sénégal, le code civil français et disposé que, pour l'application de ce code, le territoire de la colonie doit être considéré comme partie intégrante de la métropole, le décret du 20 mai 1857 a établi un régime nouveau quant à l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments des indigènes musulmans ; qu'en présence de cette disposition, il n'y a pas lieu de rechercher quels sont le sens ni la portée de l'arrêté colonial invoqué par le pourvoi ; — Attendu, d'autre part, qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que les formes en usage chez les musulmans ont été observées conformément aux prescriptions dudit décret ;

Sur le troisième moyen, pris de la violation des art. 8 et 756 c. civ., violation des principes de la loi musulmane reconnus par l'arrêt en matière de succession naturelle, violation de l'art. 2 de la loi du 14 juillet 1819, violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, manque de base légale : — Attendu que la loi musulmane refuse la qualité d'héritier aussi bien à celui qui a été élevé dans une autre religion que celle de Mahomet qu'à celui qui a renié sa croyance et qu'elle l'exclut de toute participation à la succession d'un musulman ; qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que Gaspard Devès, fils naturel de Sylvie Bruno, a été élevé dans la religion catholique ; qu'il n'est pas contesté qu'il a vécu et qu'il est mort catholique ; qu'en décidant, en conséquence, qu'il ne saurait prétendre à la succession de Sylvie Bruno, décédée musulmane, l'arrêt attaqué, d'ailleurs régulièrement motivé, a donné une base légale à sa décision, fait une exacte application de la loi musulmane et n'a violé aucun des textes visés au pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette la requête.

MM. TANON, *prés.* ; DUBOIN, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.* — Me CHABROL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

16 mars 1907

Tribunaux répressifs indigènes, tribunaux d'exception, compétence, délits, contraventions, connexité, incompétence.

Les tribunaux répressifs indigènes étant des tribunaux d'exception, leur compétence est limitée à la connaissance des délits exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans. Ils sont incompétents pour statuer sur une contravention, fût-elle connexe à des délits dont ils sont saisis (1).

---

(1) Cet arrêt nous paraît fort bien rendu : nous ne pouvons qu'approuver la solution qu'il consacre. Elle avait été déjà adoptée par un jugement du tribunal correctionnel de Constantine, 20 septembre 1905, *Rev. Alg.* 1906. 2. 269 (avec une note en sens opposé de M. G. Massonié) : cprz trib. rép. ind. de Souk-Ahras, 15 novembre 1906, *Rev. Alg.* 1907. 2. 26, avec nos observations.

L'argumentation de la cour de cassation est rigoureusement juridique. Il ne nous déplaît pas de voir, une fois de plus, la cour de cassation elle-même mettre en relief le caractère de juridiction d'exception qui demeure, après le médiocre « retapage » du décret du 9 août 1903 comme avant, celui des tribunaux répressifs indigènes. Voy. en sens contraire Alger 22 octobre 1903, *Rev. Alg.* 1904. 2. 1, avec notre note critique, 5 novembre 1903, *Rev. Alg.* 1904. 2. 25; 23 janvier 1904, *Rev. Alg.* 1904. 2. 33. Mais jurisprudence constante de la cour de cassation : crim. cass. 24 décembre 1903, 8 janvier 1904, *Rev. Alg.* 1904. 2. 23; 16 janvier 1904, *Rev. Alg.* 1904. 2. 152; voy. aussi trib. corr. d'Orléansville, 9 septembre 1903, trib. corr. de Bône, 30 septembre 1903, trib. corr. d'Alger, 29 octobre 1903, *Rev. Alg.* 1904. 2. 33.

La conséquence logique, c'est que la juridiction des tribunaux répressifs indigènes doit être soigneusement restreinte aux seuls délits exclusivement imputables à des musulmans non naturalisés. Ils sont donc incompétents pour connaître d'une contravention, soit que l'infraction, considérée d'abord comme délit par la prévention dégénère à la lumière des débats en infraction de simple police (trib. rép. ind. Souk-Ahras, 15 novembre 1906, déjà cité), soit que la contravention soit connexe au délit reproché au prévenu, comme c'était le cas en l'espèce où est intervenu le jugement du trib. corr. de Constantine, 20 septembre 1905, et aussi en celle où a été rendu l'arrêt de la cour de cassation ci-dessus reproduit.

Il se peut qu'au point de vue de la bonne administration de la justice cette solution ne soit pas parfaitement satisfaisante. Un estimable magistrat, en nous signalant l'arrêt de la cour de cassation, nous écrivait, exprimant librement sa pensée : « C'est juridique, mais c'est idiot. Les tribunaux répressifs, institués dans un but de rigueur, vont aboutir à

(Proc. de la Rép. près le trib. d'Alger c. Khaled ben Ahmed)

ARRÊT

LA COUR, — Après en avoir délibéré en la chambre du conseil ; — Statuant sur le pourvoi du procureur de la République près le tribunal d'Alger, contre un jugement dudit tribunal en date du 3 novembre 1906, lequel a confirmé un jugement du tribunal répressif indigène d'Alger, qui s'est déclaré incompétent pour connaître de la contravention d'ivresse connexe aux délits de rébellion et outrages à agents, pour lesquels le nommé Khaled ben Ahmed était poursuivi : — Attendu que les tribunaux répressifs indigènes, tels qu'ils sont organisés par le décret du 9 août 1903, ne peuvent être considérés comme des tribunaux ordinaires, et que leur compétence aux termes de l'art. 1er dudit décret est limitée à la connaissance des délits exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans ; — Attendu que les tribunaux d'exception qui n'existent qu'en vertu d'une dérogation expresse au droit commun et n'ont pas plénitude de juridiction ne peuvent pas, sous prétexte de connexité, enlever à leurs juges naturels des prévenus qui, à raison de la nature des infractions, ne sont pas leurs justiciables et étendre leur juridiction à des infractions qui ne sont pas de leur compétence ; — Attendu que les tribunaux répressifs indigènes étant des tribunaux d'exception, c'est à bon droit que le jugement attaqué a décidé que le tribunal répressif indigène d'Alger était incompétent pour statuer sur la contravention d'ivresse connexe aux délits de rébellion et d'outrages à agents, pour lesquels Khaled ben Ahmed était poursuivi devant ledit tribunal ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. BARD, *prés.* ; Eugène DUVAL, *rapp.* ; LOMBARD, *av. gén.*

---

faire un traitement de faveur aux indigènes, car, si un procès-verbal pour rébellion et ivresse est dressé contre un arabe, on ne songera pas à repêcher la contravention d'ivresse après qu'il aura été statué sur le délit de rébellion ». C'est fort possible. Mais cette conséquence *idiote* elle-même n'est pas pour nous déplaire. N'est-il pas logique qu'une institution mauvaise aboutisse à des résultats mauvais ?

Quand nous avons, dès l'apparition du premier décret du 29 mars 1902, protesté contre la création de ces tribunaux d'exception, on a paru trouver nos protestations excessives. Nous constatons aujourd'hui que personne n'admire plus les détestables tribunaux répressifs indigènes et que les magistrats eux-mêmes se plaignent des inconvénients de leur institution. Les événements nous ont donné raison. Émile LARCHER.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

12 février 1907

I. Tribunal, assemblée générale, juge suppléant, voix consultative.

II. Avocats, Tunisie, tableau, élections, demande de radiation, irrecevabilité.

I. Lorsque les tribunaux de première instance statuent en assemblée générale, les juges suppléants n'ont que voix consultative quand ils ne remplacent pas un juge (L. 11 avril 1838, art. 11) (1);

Et lorsque le tribunal est composé de plus de la majorité des juges en titre, il y a présomption, malgré l'absence de mention dans la décision, que les juges suppléants n'ont siégé qu'avec voix consultative (2);

II. Un avocat est sans qualité pour demander directement, par la voie de l'appel, la radiation du tableau de l'un de ses confrères (3);

Il ne peut donc être admis à contester la régularité de l'élection du conseil de discipline, lorsqu'il base sa protestation sur l'irrégularité prétendue de l'inscription de l'un de ses confrères (4);

Ce droit n'appartient, sur le refus du conseil de discipline, qu'au procureur général, et, en Tunisie, au procureur de la République (D. 16 mai 1901, art. 9) (5).

(1 et 2) Sur les assemblées générales des tribunaux et le droit des juges suppléants d'y prendre part, voy. : Besançon, 19 mars 1902, D. P. 1903. 2. 510.

(3 à 5) Les barreaux exerçant près les tribunaux de la Tunisie sont, d'une manière générale, établis à l'image des barreaux de la métropole et de l'Algérie ; mais ils ont aussi leurs règles propres. C'est un décret du 16 mai 1901 (*Rev. Alg.*, 1901. 3. 44), modifié par un décret du 16 novembre 1906 (*Rev. Alg.*, 1906. 3. 311), qui a réglementé leur situation. Il nous suffit de noter ici que, en ce qui les concerne, les procureurs de la République et les tribunaux sont investis des attributions conférées en France aux procureurs généraux et aux assemblées générales des cours d'appel, relativement à la discipline des barreaux (D. 16 mai 1901, art. 9).

La question tranchée par l'arrêt rapporté a donc une portée générale, et se pose dans les mêmes termes pour tous les barreaux. Lorsque l'élection du conseil de l'ordre a eu lieu et qu'un avocat en demande la nullité devant la cour d'appel (en Tunisie, devant le tribunal), a-t-il le droit d'invoquer comme motif d'annulation l'irrégularité de l'inscription des avocats qui ont pris part à l'élection ?

Avant d'examiner la question, il convient de rappeler quels sont les

(Fitoussi et autres c. Delmas et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen tiré de la violation des art. 9 du décret du 16 mai 1901, 2 et 3 du décret du 30 juillet 1897, 11 de la loi du 11 avril 1838 et 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu qu'aux termes de l'art. 11 de la loi du 11 avril 1838, quand les tribunaux de première instance statuent en assem-

---

pouvoirs des conseils de l'ordre en matière d'inscription, et quelles sont les voies de recours admises contre leurs décisions.

1° En cas de refus d'admission, on sait que le célèbre principe que « l'Ordre est maître de son tableau » autrefois consacré par la cour de cassation (civ. cass. 22 janvier 1850, D. P. 50. 1 17) a été complètement abandonné par la jurisprudence qui admet aujourd'hui l'appel dans tous les cas (civ. rej., 16 décembre 1862 D. P. 62. 1. 497; civ. rej., 29 juillet 1867, D. P. 67. 1. 321 ; civ. rej., 8 janvier 1868, D. P. 68. 1. 54; req., 14 février 1872, D. P. 72. 1. 111) ;

2° En cas d'admission, au contraire, le droit d'appel n'appartient ni à un membre quelconque de l'ordre (req., 12 février 1907, ci-dessus rapporté ; Glasson, note D. P. 1885. 2. 235), — ni à un autre barreau établi près un tribunal devant lequel l'avocat inscrit viendrait plaider (Rennes, 9 janvier 1888, D. P. 89. 2. 173), — ni au bâtonnier, lorsque c'est le tribunal qui fait fonction de conseil de l'ordre (Alger, 4 novembre 1889, *Rev. Alg.*, 1889. 2. 507, D. P. 91. 2. 141), — ni enfin au procureur général. Cette dernière solution, qui ne pouvait faire difficulté à l'époque où l'on admettait la maîtrise des conseils de l'ordre (req., 3 juillet 1861, D. P. 61. 1. 248 ; civ. cass., 3 juillet 1865, D. P. 65. 1. 262), a été de nouveau consacrée par la cour de cassation depuis l'abandon de sa première jurisprudence (civ. cass., 29 août 1877, D. P. 77. 1. 489).

Ces principes étant rappelés, nous pouvons aborder l'examen de la question qui nous occupe. Un avocat, qui n'aurait pas directement le droit de critiquer l'inscription d'un autre avocat, a-t-il le droit, lorsqu'il se pourvoit contre l'élection du conseil de l'ordre à laquelle cet avocat a pris part, d'invoquer l'irrégularité de cette inscription ?

La question avait été tranchée dans le sens de l'affirmative par un arrêt de la cour de Toulouse du 11 février 1885 (D. P. 85. 2. 233), qui a décidé en termes absolus « que l'avocat a le droit d'attaquer la validité des élections pour infraction aux lois et règlements sur la matière ». La même solution a été admise par deux arrêts de la cour de Rennes des 28 novembre et 22 janvier 1901 (D. P. 1902. 2. 381 et 1903. 2. 468).

Dans ses conclusions devant la chambre des requêtes, M. l'avocat général Feuilloley s'est prononcé dans le même sens. Il s'est efforcé de distinguer deux choses : la formation du tableau et la régularité de l'inscription. En demandant à la cour (ou au tribunal en Tunisie) de ne pas tenir compte du suffrage d'un avocat indûment inscrit, l'avocat protestataire ne demanderait pas la radiation de cet avocat, — ce qui lui est interdit — mais seulement la nullité de l'élection, à raison de l'irrégularité de l'inscription. — Et il invoquait une assimilation avec les élections municipales et départementales, où le conseil d'État, bien que ne

blée générale, les juges suppléants ont voix consultative dans tous les cas où ils ne remplacent pas un juge ; —

---

pouvant ordonner la radiation d'un électeur inscrit, a cependant le droit de vérifier si un incapable a pris part au vote. Il faudrait donc ici, comme en matière électorale ordinaire, distinguer l'inscription et le droit de vote.

Cette manière de voir nous paraît erronée. Par quelle subtilité arrive-t-on à permettre à un avocat, qui ne peut demander directement la radiation d'un confrère, de le faire indirectement ? De ce qu'il a le droit de critiquer l'élection du conseil de l'ordre, il ne s'ensuit pas qu'il le puisse pour toutes sortes de griefs. L'inscription d'un avocat résulte d'une décision ayant force de chose jugée ; elle ne pourrait être détruite qu'à l'aide d'une voie de recours qui fait précisément défaut au protestataire.

L'assimilation qu'on prétend établir entre les élections du conseil de l'ordre et les élections ordinaires est inadmissible. En effet, tout d'abord la jurisprudence du conseil d'État n'annule le vote d'un électeur qu'au cas de déchéance, mais non en cas de simple incapacité. Ensuite on ne peut ici distinguer entre le contentieux de l'inscription et celui de l'élection, car précisément ils sont confiés à la même juridiction, la cour d'appel. Enfin l'intérêt d'ordre public qui justifie la solution admise en matière d'élections ordinaires fait défaut ici, car les intérêts généraux de la corporation que constitue tout ordre des avocats sont confiés au bâtonnier, au conseil de l'ordre et au procureur général ; un membre quelconque de la corporation ne pourrait agir qu'en son propre et privé nom : or précisément c'est ce qui lui est interdit.

En vain dit-on que la décision de la cour, saisie de la question d'annulation des élections, n'entraînera pas la radiation de l'avocat, que son inscription sera maintenue mais sans effet par rapport aux élections à raison de son irrégularité. C'est là une distinction inadmissible. En effet, on est avocat ou on ne l'est pas, et c'est tous les jours qu'un membre du barreau exerce ses prérogatives. Conçoit-on que le même avocat que la cour viendrait de déclarer irrégulièrement inscrit pût se présenter le jour même, devant la même cour pour y plaider ? Bien plus, cet avocat n'en conserverait pas moins le droit de vote puisqu'il resterait inscrit ; il pourrait donc prendre part à une nouvelle élection après l'annulation de la première. La seconde élection serait entachée du même vice, et ainsi de suite : le conflit serait insoluble.

La solution donnée par la cour de cassation mérite donc d'être approuvée. On ne peut se dissimuler qu'elle puisse parfois entraîner des inconvénients. En effet, si le conseil de l'ordre abuse de son pouvoir pour composer le tableau d'une façon regrettable, il pourra arriver que le prestige de la corporation en soit atteint et que les avocats en souffrent dans leurs intérêts particuliers. Ceci nous amène à nous demander s'il existe un remède à une pareille situation. Oui sans doute, car, à défaut d'un droit de recours individuel de la part des avocats, le procureur général a le droit, en requérant l'annulation de l'élection d'un conseil de l'ordre d'exciper de l'irrégularité de l'inscription d'un avocat ; bien plus, son action, étant basée sur un intérêt d'ordre public et motivée par une violation de la loi et un excès de pouvoir, n'est soumise à aucun

Attendu que l'assemblée générale du tribunal de Tunis, du 11 novembre 1905, étant composée, au vœu de la loi, de plus de la majorité des juges en titre, MM. Vallé et Yot, juges suppléants, ne remplaçaient aucun des titulaires ; que, dès lors, bien que la décision attaquée n'en fasse pas mention, il y a présomption légale qu'ils ont siégé avec voix consultative, conformément aux prescriptions de l'art. susvisé ; — D'où il suit que le moyen manque par le fait qui lui sert de base ;

Sur le deuxième moyen, dans ses trois branches, pris de la violation des art. 2, 3, 4, 5, 10 et 11 du décret du 16 mai 1901, 6 et 23 du règlement du 23 juillet 1901, 1er et 4 du décret du 22 mars 1852, 30 et 42 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, et 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu que les diverses causes de nullité des élections du conseil de discipline du barreau de Tunis, en date du 31 octobre 1905, invoquées par le pourvoi, sont toutes exclusivement fondées sur ce que six avocats auraient été inscrits à tort au grand tableau ; — Attendu que l'annulation ainsi poursuivie impliquait, au préalable, pour qu'elle pût être prononcée, la déclaration par l'assemblée générale du tribunal, de l'irrégularité de tout au partie des inscriptions incriminées ; — Mais attendu qu'un avocat est sans qualité pour demander directement, par la voie de l'appel, que tel ou tel de ses confrères soit rayé du tableau ; qu'un pareil droit n'appartient, sur le refus du conseil de discipline, qu'au procureur général et n'appartenait, dans la cause, qu'au procureur de la République, investi, d'après les dispositions de l'art. 9 du décret du 16 mai 1901, alors en vigueur dans la régence, des attributions conférées en France au procureur général, et que, bien loin de l'exercer, ce magistrat a conclu au rejet pur et simple de la demande des protestataires ; — Attendu que les motifs qui ont fait refuser à l'avocat le droit de provoquer en justice la radiation d'un ou de plusieurs de ses confrères, s'opposent également à ce qu'il soit admis à contester la régularité de l'élection du conseil de discipline, lorsqu'il base uniquement sa protestation sur ce que ces mêmes confrères seraient inscrits à tort

---

délai (Bastia, 17 nov. 1855, D. P. 56. 2. 151 ; Bastia, 29 mars et 12 juillet 1856, D. P. 57. 2. 16 ; Limoges, 27 mars 1895, D. P. 1897. 2. 376). On lui permet donc. dans ce cas spécial, de faire indirectement ce qu'on lui interdit de faire directement.

En outre, si le procureur général estime qu'un avocat a été irrégulièrement inscrit ou maintenu, il peut demander sa radiation devant le conseil de l'ordre, et en cas de rejet de sa demande, en appeler devant la cour. C'est ce qu'exprime l'arrêt rapporté dans un de ses considérants.

Gilbert MASSONIÉ.

au tableau ; — Qu'en déclarant par conséquent non recevable de ce chef l'action des demandeurs, la décision attaquée, qui est régulièrement motivée, n'a nullement violé les diverses dispositions visées au moyen ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre le jugement du tribunal de Tunis du 11 novembre 1905.

MM. TANON, *prés.* ; MICHEL-JOFFARD, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.* — Me BALLIMAN, *av.*

COUR D'ALGER (3e ch.)

3 janvier 1906

Propriété, Algérie, francisation, Bougie, territoire civil, vente, cadi, nullité.

Tout immeuble situé à Bougie est affecté du caractère français, à raison de l'arrêté du 27 juillet 1848 qui a délimité la ville de Bougie et sa banlieue et les a englobées dans le territoire civil de l'arrondissement administratif et judiciaire d'Alger (1).

Dès lors, la vente d'un immeuble sis à Bougie, réalisée en la forme musulmane et par le ministère d'un cadi, n'est pas susceptible d'effet et doit être déclarée nulle (2).

(1-2) Les deux propositions formulées par cet arrêt nous paraissent contraires à des règles difficilement contestables de la législation algérienne.

I. Notre arrêt considère comme francisés tous les immeubles de la ville de Bougie. Il confirme donc la jurisprudence déjà manifestée par un arrêt de la 1re chambre du 12 juillet 1905, que nous avons critiqué (*Rev. Alg.* 1906. 2. 327). Nous croyons utile de reprendre cette critique et de montrer l'erreur dans laquelle tombe la jurisprudence.

In terminis, la loi du 26 juillet 1873 ne soumet exclusivement à la loi française que les immeubles qui ont fait l'objet de certains titres, et particulièrement ceux qui ont fait l'objet de titres délivrés en vertu de l'ordonnance du 21 juillet 1846. C'est par un premier travail d'extension que la jurisprudence a admis la francisation des immeubles sis dans certains territoires, villes ou banlieues, où la propriété était depuis longtemps bien établie et qui étaient nommément dispensés des mesures de vérification prescrites par l'ordonnance. — Cette première extension se justifie. « Il est tout naturel de mettre sur le même pied, au point de vue de la francisation, les territoires dispensés et les territoires vérifiés. Il serait tout à fait étrange qu'un bien sis à Alger ou à Bône demeurât soumis au statut mixte et même ne pût jamais devenir français, — puisqu'on ne devait jamais y délivrer de titres, — quand le bien vérifié situé dans les collines du Sahel se trouve francisé ». On doit donc approuver

(Ladjouze Mustapha c. Blidi Safia et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, statuant sur une instance en partage introduite par la dame Blidi Safia contre Ladjouze Mustapha, son fils, et ses autres enfants, au sujet de la succession de Ahmed ben Ali ben Ladjouze, leur père, décédé en 1870, le tribunal de Bougie a, par jugement du 28 juillet 1904, ordonné la licitation d'une maison représentant les forces de ladite succession, et commis Me Rambert, notaire, pour la liquida-

---

la jurisprudence qui décide que les immeubles sis dans les territoires énumérés dans l'art. 1er de l'ordonnance sont, depuis 1873, soumis irrévocablement à la loi française (Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 840, p. 382. — Alger, 27 juin 1881, *Bull. jud. Alg.*, 1882, 285 ; 23 janvier 1883, *Bull. jud. Alg.*, 1883, 55 ; 4 décembre 1889, *Rev. Alg.*, 1890. 2. 236 ; 6 octobre 1891, *Rev. Alg.*, 1892. 2. 350).

Il n'est pas possible d'aller plus loin. Sans doute quelques arrêts ont dépassé les limites tracées par l'ordonnance de 1846 ; ils ont considéré comme francisés tous les territoires où la propriété était aussi bien établie que dans ceux désignés par l'ordonnance. La raison de cette jurisprudence, c'est que l'administration, en faisant les opérations de constatation ou de constitution de la propriété dans les tribus entourant certaines villes, a jugé inutile de les faire dans les villes mêmes ; il eût été choquant de déclarer francisées les terres entourant ces villes, alors que demeuraient soumis au statut mixte les immeubles de ces villes et de leur banlieue. C'est ainsi que des jugements ou des arrêts ont décidé que tout le sol est francisé dans la ville de Collo (trib. de Philippeville, 5 mai 1877, *Bull. jud. Alg.*, 1884, 275), dans la banlieue de Constantine (trib. Constantine, 23 juin 1877, *Bull. jud. Alg.*, 1884, 278), dans la ville de Mila (trib. Constantine, 27 mai 1882, *Bull. jud. Alg.*, 1882, 204), à Mascara (Alger, 28 novembre 1888, *Rev. Alg.*, 1889. 2. 53). — Déjà cette jurisprudence mérite les plus vives critiques : elle n'a rien de juridique. Il faudrait rechercher si, en fait, la propriété était aussi bien établie dans le territoire considéré que dans ceux qui sont nommément visés par l'ordonnance : le critère est arbitraire et fuyant. Si on se met à étendre la francisation, sous prétexte d'identité de motifs, à d'autres territoires que ceux qu'énumère l'ordonnance, on entre dans une voie dont on n'aperçoit pas le terme (M. Pouyanne, *La propriété foncière en Algérie*, p. 528 ; Larcher, *op.* et *loc. cit.*, p. 384).

L'arrêt que nous reproduisons en est la preuve. — On citait bien un jugement de tribunal qui avait décidé qu'un immeuble se trouvait francisé dès qu'il faisait partie du territoire d'une commune de plein exercice (trib. Blida, 4 octobre 1884, *Robe*, 1890, 289 : il s'agissait d'un immeuble sis à Boghari). Mais il est de toute évidence que l'érection d'un territoire en commune de plein exercice ne prouve aucunement que la propriété y soit établie avec toute la netteté désirable ; cela est si vrai qu'on a dû appliquer les procédures générales de la loi de 1873 à plusieurs communes

tion ; — Attendu que Ladjouze Mustapha a relevé appel de cette décision à l'encontre de sa mère, Safia, et des autres membres de l'hoirie Ladjouze ; que, reprenant devant la cour ses moyens de première instance, il soutient : que c'est à tort que le tribunal a ordonné la licitation de la maison par ce motif qu'il l'avait acquise, pour son compte personnel, moyennant une somme de 3.000 fr., devant le cadi de Bougie ; que, d'ailleurs, il avait été procédé, par les soins de ce magistrat musulman qui avait dressé une fredda, au partage de la suc-

---

de cette espèce. Et on aurait jamais pu penser que cette décision ne demeurerait pas isolée. — Or, voici que, pour décider que tous les immeubles de Bougie sont exclusivement soumis à la loi française, notre arrêt s'attache à cette circonstance, moins probante encore, s'il est possible, que « par arrêté — non pas préfectoral, mais du chef du pouvoir exécutif — du 27 juillet 1848, la ville de Bougie et sa banlieue ont été délimitées et englobées dans le *territoire civil* de l'arrondissement administratif et judiciaire d'Alger » ; d'où il suivrait qu'on doit « les considérer comme faisant partie intégrante du statut réel français, au même titre que les *communes de plein exercice* désignées par l'ordonnance du 26 avril 1846 et visés dans l'art. 2 de la loi du 26 juillet 1873 qui ne leur est pas applicable ».

Les termes mêmes de cet arrêt ne permettent guère d'en saisir l'exacte portée. Entend-il dire que tous les immeubles des communes de plein exercice sont francisés ? Va-t-il jusqu'à en dire autant de tous les immeubles du territoire civil ? Si on peut faire remonter la différenciation du territoire civil et du territoire militaire jusqu'à l'ordonnance du 10 août 1834, la notion des communes de plein exercice est beaucoup plus récente puisqu'elle ne remonte pas au-delà du 27 décembre 1866 : comment alors appliquer cette dernière notion à l'ordonnance de 1846 ou à l'arrêté de 1848 ? — Nous ne pouvons pas croire cependant que la cour ait voulu dire que tous les immeubles du territoire civil sont soumis au statut réel français. Les conséquences nécessaires d'une telle proposition seraient évidemment impossibles : ce serait supprimer la division fondamentale des terres algériennes en francisées et non francisées, propre au territoire civil (loi du 26 juillet 1873, art. 31) ; ce serait interdire aux cadis du territoire civil de recevoir aucun acte en matière immobilière ; ce serait, dans le même territoire, abolir le statut réel musulman. — Mais, même restreinte aux communes de plein exercice, la théorie qui se dégage de l'arrêt est encore inacceptable pour deux raisons également décisives. D'une part, l'érection d'un centre en commune de plein exercice est due à des considérations purement administratives qui n'ont aucun rapport avec l'état de la propriété foncière, si bien qu'on ne comprendrait pas l'effet de francisation qui y serait attaché. D'autre part, l'art. 2 de la loi de 1873 donne des causes de francisation une énumération limitative : il n'est pas d'une saine interprétation d'y ajouter sans motif décisif.

II. En admettant avec la cour que tous les immeubles sis en la ville

cession du *de cujus* prescrite par jugement du juge de paix de Bougie, en date du 13 février 1885 ; — Qu'il échet aujourd'hui de statuer ;

Attendu, tout d'abord, qu'il convient d'observer que l'immeuble dont le tribunal a ordonné la licitation est situé à Bougie et qu'il se trouve, dès lors, affecté du caractère français ; — Qu'en effet, par arrêté préfectoral du 27 juillet 1848, la ville de Bougie et sa banlieue ont été délimitées et englobées dans le territoire civil de l'arrondissement administratif et judiciaire d'Alger ; — Qu'il y a lieu, par conséquent, de les considérer comme faisant partie intégrante du statut réel

---

de Bougie fussent francisés, il ne s'ensuivrait pas nécessairement que toute vente d'un de ces immeubles, consentie devant le cadi en la forme musulmane, fût absolument sans valeur. Nous craignons que notre arrêt, dans sa brièveté, n'ait commis la confusion trop fréquente entre l'acte *(instrumentum)* et le contrat *(negotium juris)*, et que, par voie de conséquence, il ne se soit pas aperçu qu'un acte de cadi, nul comme tel, laisse cependant au contrat toute sa valeur et peut permettre diverses preuves.

Nous remarquerons d'abord que, si le cadi est incompétent *ratione materiæ* pour passer acte de la vente d'un immeuble francisé, ce principe ne saurait être antérieur, à la théorie de la francisation. Celle-ci ne datant que de la loi du 26 juillet 1873, il eût été important de connaître la date — que notre arrêt n'indique pas — de la vente par devant cadi. Antérieure à août 1873, elle eût été, sans conteste possible, parfaitement régulière.

A supposer la passation de l'acte par devant cadi postérieure à l'entrée en vigueur de la loi de 1873, il faudrait observer que si l'acte — j'entends l'instrument de preuve — est sans valeur comme reçu par un officier public incompétent, cela n'a, en pure théorie, qu'une importance secondaire : la vente n'est point un acte solennel ; la nullité de l'acte du cadi n'avait sur sa validité même aucune influence, et la preuve pouvait en être fournie autrement. Et dès lors, au point de vue pratique, si l'acte, à raison de la francisation de l'immeuble qui en est l'objet, n'avait aucune valeur comme acte de cadi, encore fallait-il rechercher si cet acte, tout au moins, ne valait pas comme sous-seings privés ou ne constituait pas un commencement de preuve par écrit. Si — cela est rare pratiquement, mais l'arrêt a tort de ne pas s'expliquer sur ce point — l'acte avait été rédigé en double et signé des parties, il valait comme sous-seings privés. Plus probablement, il eût valu comme commencement de preuve par écrit, pourvu, bien entendu, qu'il ne fût pas dénié ou qu'on prouvât qu'il émanait bien de la partie adverse ou de son auteur : il eût alors permis la preuve testimoniale (Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 884, p. 424).

Sur tous ces points, nous regrettons le laconisme de l'arrêt.

Émile LARCHER.

français au même titre que les communes de plein exercice désignées par l'ordonnance du 26 avril 1846 et visées dans l'art. 2 de la loi du 26 juillet 1873, qui ne leur est pas applicable ;

Attendu que dans ces conditions et en dehors de toute appréciation en ce qui concerne le partage, il y a lieu de décider que la vente dont excipe l'appelant, ayant été réalisée en la forme musulmane, n'était pas susceptible d'effet et qu'il convient, en conséquence, d'en prononcer la nullité ;

Attendu, d'autre part, qu'il résulte nettement des pièces et documents visés au débat que le prétendu partage dont Ladjouze Mustapha prétend faire état n'a jamais été utilement effectué ;—Que s'il a été ordonné par le juge de paix de Bougie dans les circonstances sus-spécifiées, et si, en conformité de cette décision, le cadi a dressé un acte de fredda, celle-ci n'a jamais été homologuée et que, par suite, il n'y a pas eu de partage réalisé au sens juridique du mot ; — Qu'il apparaît bien, d'autre part, que lors de l'acquisition de la maison dont la nullité vient d'être prononcée, l'appelant n'a agi qu'en qualité de représentant des membres de l'hoirie Ben Ladjouze et pour faire échec à une action introduite par un nommé Ahmed ben Brahim Zerdale et sa mère qui prétendaient avoir droit à la succession M'hamed ben Ali El Hadjouze ;—Attendu qu'il est, au surplus, constant que, suivant actes notariés du 3 novembre 1885, 13 avril 1889 et 2 janvier 1891, les cohéritiers de l'appelant, sauf Safia, lui ont, soit partiellement, soit intégralement, fait cession moyennant un prix forfaitaire de leurs droits indivis dans la succession de leur auteur ;—Que ce fait contredit absolument l'existence de tout partage antérieur ; — Etc...

MM. LALOÉ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Mes TILLOY et SOUBIRANNE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1er ch.).

23 mai 1906

Droit musulman, Tunisie, gage immobilier, titre de propriété, détention, pluralité de créanciers, pluralité de titres.

Dans le droit tunisien immobilier ancien, il ne doit exister, en principe, qu'un seul titre de propriété pour un même

immeuble, et la détention de ce titre par un créancier a les mêmes effets, à l'égard de la propriété, quand elle a lieu à titre de gage, que ceux qui résulteraient de la détention d'un objet mobilier, aux mêmes fins, par un créancier. Il s'ensuit que deux droits de gage ne peuvent exister concomitamment sur un immeuble, sauf ce qui a été décidé par la jurisprudence pour les gages de second rang, cas dans lequel le premier créancier, dûment avisé, détient le titre pour le compte du second aussi bien que pour son propre compte (1).

Au cas où il existe pour un même immeuble deux ou plusieurs titres de propriété de régularité apparente identique, engagés respectivement à divers créanciers, il ne résulte pas de la détention exercée par chacun de ces derniers la coexistence de plusieurs droits de gage égaux, car la multiplicité des titres ne peut résulter que de manœuvres ou de pratiques illégales ; il n'y a qu'un seul droit de gage constitué au profit de celui qui a reçu le premier un titre de propriété en garantie et qui, à partir de ce moment, est présumé avoir la détention matérielle de l'immeuble auquel il se rapporte (2).

(1 et 2) Il est très fréquent, en Tunisie, que la propriété des immeubles soit constatée par des titres dressés par des notaires indigènes. Ces titres, « surtout ceux rédigés par les notaires de Tunis et des environs, sont souvent très bien faits », dit M. Pouyanne qui en donne la description suivante : « Les titres de propriété qu'on rencontre en Tunisie se présentent sous la forme d'un rouleau de parchemin ou de feuilles de papier collées bout à bout, qui contient ou devrait contenir l'origine de la propriété et la série de transmissions successives dont l'immeuble a été l'objet, ainsi que les noms des divers propriétaires qui se sont succédé. A chaque mutation de l'immeuble, un acte est rédigé par deux notaires, à la suite des transmissions précédentes : de telle sorte qu'un titre de propriété arabe forme l'histoire de toutes les transformations et transmissions successives du droit de propriété. On inscrit également, sur le titre, la plupart des droits réels : notamment les constitutions d'enzel et les chartes de habous « (*Rapport sur l'application du système Torrens en Tunisie et en Algérie*, p. 50). — Et M. Pouyanne constate que ces transcriptions sont tellement entrées dans la coutume, qu'on en est presque arrivé à regarder comme nécessaire l'inscription d'une mutation sur le titre, pour qu'elle soit opposable aux tiers. — La coutume a ainsi organisé la publicité des transmissions immobilières et réalisé, dans une certaine mesure, pour les immeubles soumis au statut musulman, les améliorations qui découlent, pour les immeubles immatriculés, de l'introduction dans la régence, du système Torrens.

Mais l'existence de ces titres de propriété n'a pas eu seulement pour

(Attia et Modigliani c. Ali ben Fettah, Bonnaure de la Payrilhe, Mouchi Khalfoun, Feret et Soria)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que M. Bonnaure de la Payrilhe, acquéreur d'un des lots adjugés à la barre du tribunal dont le prix s'est trouvé en distribution, et qui, conformément aux prescriptions du décret du 16 mars 1892 sur les ventes immobilières de biens non immatriculés poursuivies devant les juridictions françaises, avait déposé son prix à la caisse et poursuivi l'immatriculation de la parcelle à lui adjugée, soutenait qu'il avait droit à réduction de prix, parce que la consistance matérielle de ladite parcelle s'était trouvée de

---

résultat, en Tunisie, d'assurer d'une manière à peu près complète, la sécurité des transactions immobilières ; elle a permis de pratiquer le contrat de nantissement dans des conditions telles qu'il s'est transformé en un véritable contrat d'hypothèque.

Pour que le débiteur, en effet, puisse donner en gage un immeuble lui appartenant, il n'est pas nécessaire qu'il transfère à son créancier la possession de cet immeuble, il suffit qu'il remette à ce créancier le titre constatant la propriété de cet immeuble. Il peut ainsi, tout en conservant la possession et la jouissance de son immeuble, l'affecter à la sûreté de la dette qu'il contracte (Lescure, *Du double régime foncier de la Tunisie*, p. 65 ; Pouyanne, *op. cit.*, p. 45. — Tunis, 6 février 1897, *Rev. Alg.*, 1898, 2, 175 ; 25 juin 1901, *Robe*, 1902, 80).

D'autre part, l'immeuble ainsi affecté à la sûreté d'une dette déterminée peut être affecté à la sûreté de nouvelles dettes. — Il suffit que les nouveaux créanciers notifient cette affectation au créancier nanti du titre. Celui-ci devient alors responsable du titre vis-à-vis des autres créanciers et ne peut s'en dessaisir à leur détriment (Lescure, *op. cit.*, p. 66).

Enfin, au cas de vente de l'immeuble affecté au paiement de leurs créances, les créanciers sont payés par préférence sur le prix provenant de la vente dans l'ordre des affectations qui leur ont été consenties (Lescure, *cod. lot.*),

Ainsi, maintien du débiteur en possession, — affectation possible du bien engagé à la garantie de plusieurs dettes, — paiement des créances au cas de vente dans l'ordre des affectations qui leur ont été consenties, — telles sont les particularités que présente le contrat de nantissement tel qu'il se pratique en Tunisie, et qui en font un véritable contrat d'hypothèque, puisque « sans que le débiteur perde ni la propriété, ni la possession, ni même la simple détention de la chose, le créancier acquiert le triple droit de préférence, de suite et de vente » (Accarias, *de l'hypothèque. Précis de droit romain*, 1, 697).

beaucoup inférieure à ce qui avait été annoncé dans le cahier des charges de l'adjudication ; — Attendu qu'à cette demande on lui opposait la forclusion de l'art. 660 c. pr. civ., en même temps qu'une fin de non recevoir tirée de l'art. 1622 c. civ. ;— Attendu que par son jugement du 19 décembre 1900, le tribunal de céans a écarté ces deux moyens ; qu'il a déclaré que

---

Et, malgré qu'aucune publicité spéciale n'ait été organisée pour porter à la connaissance des tiers l'affectation consentie par le débiteur, les intérêts de tous se trouvent sauvegardés. Le débiteur ne court pas le risque de voir le créancier nanti de son titre de propriété, disposer de ce titre à son détriment, puisque ce titre ne faisant mention d'aucune transmission de propriété au profit du créancier, les tiers peuvent se rendre compte, au seul examen du titre, que si le créancier détient le titre, il ne le détient pas en qualité de propriétaire. — Le créancier n'a pas à redouter non plus que le débiteur ne vende, au préjudice de ses droits, l'immeuble dont il a gardé la possession, puisque la vente n'est opposable aux tiers que par la remise du titre, et que cette remise du titre à l'acquéreur, le débiteur serait dans l'impossibilité de la réaliser. — Quant à ceux au profit de qui les nouvelles affectations auraient été consenties, ils ont traité en connaissance de cause. Ils savaient, le débiteur s'étant dessaisi de son titre, que celui-ci avait déjà engagé son immeuble à la sûreté d'une autre dette, et si, néanmoins, ils ont accepté l'affectation qui leur était offerte, ce n'est qu'après s'être renseignés, auprès du créancier nanti du titre, sur l'importance des sommes garanties, et mis ce créancier, par une notification, dans l'impossibilité d'opérer, à leur détriment, la restitution du titre.

Or, cela n'est parfaitement exact, toutefois, que lorsque le titre de propriété remis au créancier est l'un de ces titres ci-dessus décrits, retraçant « l'histoire de toutes les transformations et transmissions successives du droit de propriété », et qu'indépendamment de ce titre, il n'en a pas été établi, relativement au même immeuble, un ou plusieurs autres.

Mais, comme le remarque M. Pouyanne, « on a malheureusement admis dans la pratique, qu'à défaut des titres originaires de propriété, ou lorsque ces titres avaient été égarés ou détruits, il était possible d'y suppléer au moyen d'actes de notoriété désignés sous le nom d'*outikas*. Tout propriétaire d'immeuble qui ne possède pas de titre, peut avec l'autorisation du cadi amener des témoins devant les notaires, et ceux-ci dressent une *outika* contenant la déclaration suivante : les témoins affirment qu'ils savent d'une façon sûre et ont entendu dire d'une manière constante et de tout temps que l'immeuble délimité de telle façon appartient à un tel » (*loc. cit.*, p. 50 et 51).— Et il peut alors arriver qu'un propriétaire peu scrupuleux, après avoir emprunté sur son titre de propriété, se fasse délivrer une *outika* et s'en serve pour duper un autre créancier, voire même un acquéreur.

D'autre part, il est en Tunisie, comme le constate le jugement ci-dessus relaté, des régions dans lesquelles il est d'usage que les propriétaires,

la forclusion de l'art. 660 n'avait pas été encourue et que la fin de non recevoir de l'art. 1622 n'aurait pu naître, en tout cas, que par l'expiration d'une année à partir de l'immatriculation, ce, par une combinaison avec le décret beylical du 16 mars 1892 ; que cependant au fond, il a renvoyé devant expert pour déterminer l'étendue, dans la région, de la mesure de superficie désignée dans les titres arabes sous le nom de *mechia*, afin d'apprécier en toute connaissance de

---

par crainte de perte, possèdent plusieurs copies identiques de leurs titres de propriété. — Et la fraude est encore plus facile, parce que celui à qui est offerte une *outika*, sait que le titre qui lui est présenté n'est qu'un acte de notoriété et peut être ainsi mis en défiance, — tandis que celui à qui on offre en nantissement une copie du titre, peut se croire en présence du titre original de propriété.

Mais ce sont là pratiques tout à fait irrégulières. Ainsi que le déclare le tribunal de Tunis, « il ne doit jamais exister qu'un seul titre de propriété sur un immeuble », et c'est parce qu'il ne doit exister qu'un seul titre de propriété, qu'il a été admis que le détenteur du titre pouvait sans inconvénient être considéré comme nanti de la possession de l'immeuble auquel le titre se réfère. En sorte que, lorsque plusieurs personnes se trouvent détenir chacune un titre se référant au même immeuble, elles ne sauraient être considérées comme simultanément nanties de la possession de cet immeuble ; — celle-là seule doit être réputée posséder, qui a entre ses mains le titre original de propriété.

Mais que décider, lorsque, et c'est là l'espèce sur laquelle avait à statuer le tribunal de Tunis, on se trouve en présence de deux titres identiques et d'une valeur apparente égale, en sorte qu'on ne peut dire quel est l'original et quel est la copie ? — Faut-il reconnaître aux porteurs de ces titres des droits égaux à la possession de l'immeuble ? — Faut-il, au contraire, réserver à celui qui le premier a reçu un titre en garantie un droit exclusif à cette possession ?

C'est à ce dernier parti que s'est rallié fort sagement le tribunal. — Dès l'instant, en effet, où le titre délivré le premier ne peut être tenu pour un faux titre de propriété, on est obligé d'admettre que celui à qui ce titre a été remis, s'est trouvé, par le fait de cette remise, investi de la possession de l'immeuble auquel ce titre se réfère. — Dès lors, la remise d'un nouveau titre concernant le même immeuble à une autre personne ne pouvait investir cette dernière de la possession de cet immeuble, puisque celui de qui elle tenait ce titre, était censé ne plus posséder.

Et l'on se trouve alors en présence d'un conflit entre deux personnes qui s'opposent des titres de valeur égale, mais dont l'une seule possède ou est réputée posséder. Tout naturellement, c'est celle-ci qui doit l'emporter, car, « en l'absence de toute cause de préférence, la partie qui prouvera qu'elle est en possession, aura gain de cause » (Khalil, *trad. Seignette*, art. 1663).

Marcel MORAND.

cause le point de savoir si la contenance déterminée par l'immatriculation était réellement inférieure à celle annoncée dans le cahier des charges ; — Sur ce point : — Attendu qu'il résulte des constatations de l'expert que, dans la région de Souk-el-Khemis, où se trouvent les immeubles dont s'agit, la *mechia* est la quantité de terrain pouvant recevoir comme semence une quantité de 7 à 16 ouibas (mesure de Béjà) de blé ou d'orge, étant expliqué que la ouiba de Béja (qui est le double de celle de Tunis) représente 66 kilog. de blé ou 50 kilog. d'orge ; que la quantité normale de grain, pour l'ensemencement d'un hectare des terres de cette région est de 80 kilog. pour le blé, ou 70 kilog. d'orge ; qu'il en résulte que la superficie d'une mechia de blé varie de 5 hectares 77 ares à 13 hectares 12 ares, tandis que la superficie d'une mechia d'orge varie de 5 hectares à 11 hectares 42 ares, ce qui donne pour moyenne 9 hectares 50 ares pour l'ensemencement en blé et 8 hectares 50 ares pour celui en orge ; — Or attendu que le cahier des charges, d'après le procès-verbal de saisie, annonçait une contenance de 5 méchias environ ; que le titre foncier 1926, dressé sur la réquisition d'immatriculation de M. Bonnaure de la Payrilhe, indique, pour la même propriété, une étendue de 26 hectares 46 ares 54 centiares, d'où il suit que le déficit sur la quantité annoncée est d'environ les 43/100 de la totalité ; que le prix d'adjudication s'étant élevé à 3.500 fr. devrait donc être réduit de 1.645 fr. ; — Attendu que ces constatations de l'expert ne sont contestées que dans une faible mesure ; qu'on se contente de dire que l'adjudicataire ayant fait une bonne affaire, la diminution de prix dont il doit bénéficier ne saurait être que minime ; — Attendu qu'il est difficile de se faire une opinion sur la valeur réelle de l'immeuble adjugé à la date de l'adjudication, et sur l'excellence de l'affaire réalisée par l'adjudicataire ; mais qu'il n'est pas nécessaire d'essayer de se former une opinion à cet égard ; que la diminution de prix à accorder à l'adjudicataire sera bien calculée, si on prend pour base la proportion mathématique de la contenance dont il a été privé avec celle qui lui avait été promise ; — Mais attendu que l'expert, quand il a tenté de baser son calcul sur cette proportion, a fait une erreur d'appréciation dont l'évidence résulte des termes même de son rapport ; qu'il part en effet de ce principe qu'une méchia vaut dix hectares alors qu'il a démontré lui-même qu'en moyenne elle n'en vaut pas plus de 9 dans la région ; qu'il faut donc abaisser de 1/10 le chiffre par lui proposé, ce qui le ramène à : 1.481 fr. (1645 — 164 = 1481) ;

Attendu que la somme à distribuer provenant justement, pour partie, du prix consigné par Bonnaure de la Payrilhe, il convient, pour lui faire droit, de l'autoriser à retirer de la caisse, sur ladite somme, nonobstant toutes saisies-arrêts faites par les créanciers du saisi, ce, en vertu des dispositions du décret du 16 mars 1892, la somme de 1.481 fr. ; — Attendu que Mouchi Khalfoun a soutenu avoir droit à la somme en distribution, par préférence, comme créancier gagiste détenteur du titre de propriété afférent à l'immeuble dont le prix est en distribution ; — Attendu que Attia et Modigliani, créanciers poursuivants, ont émis la même prétention basée sur le même motif ; — Attendu que chacun de ces créanciers établissant en fait qu'il avait reçu en gage du débiteur un titre de propriété, le tribunal de céans, dans son préparatoire précité du 19 décembre 1900, a ordonné une expertise ayant pour objet de rechercher quelle est la valeur du titre de propriété produit par Mouchi Khalfoun, s'il s'applique aux immeubles dont le prix est en distribution et s'il est préférable au titre dont Attia et Modigliani sont détenteurs ; — Attendu que l'expert Bossoutrot a accompli les investigations nécessaires pour élucider ces divers points et qu'il en résulte que les deux titres dont s'agit sont identiques, et d'une valeur égale ; — Qu'Attia et Modigliani, en présence de cette constatation, arguent de l'antériorité de leur droit de gage pour obtenir l'attribution de la somme en distribution jusqu'à concurrence de leur créance en principal et accessoires, tandis Mouchi Khalfoun prétendant qu'il n'y a pas de rang de préférence entre les hypothèques, lorsqu'il s'agit d'un immeuble non immatriculé, soutient qu'il doit venir au même rang qu'Attia et Modigliani et au marc le franc avec lui ; — Que c'est sur ce dernier état de la contestation qu'il échet de statuer ; — Attendu qu'il a été devant l'expert reconnu par Ali ben Fettah, le débiteur, que généralement les propriétaires de la région possèdent, de crainte de perte, deux copies identiques de leurs titres de propriété ; que pour lui, son auteur, exagérant la prévoyance, lui en a laissé trois, qu'il s'est empressé d'engager à trois prêteurs différents, l'un, la maison Attia et Modigliani, le second Moïse Khalfoun, le troisième Soria ; que ledit débiteur se rend bien compte qu'il a encouru une responsabilité pénale en agissant ainsi et qu'il est fâcheux que la longueur injustifiable de la présente procédure ait eu pour résultat de mettre cet indigène à l'abri de toute poursuite au criminel ; qu'il ne reste plus qu'à constater encore une fois combien les opérations de prêt sur des propriétés non immatriculées sont dangereuses et aléatoires et avec

quelle vigilance les hommes d'affaires de Tunisie devraient les déconseiller à leurs clients ;

Attendu que, après ces constatations de fait, il ne reste plus qu'à remonter aux principes du droit musulman, qui sont aussi sages et aussi tutélaires que la pratique qui en est faite journellement par des indigènes est défectueuse et repréhensible ; — Que, d'après ces principes, il ne doit jamais exister qu'un seul titre de propriété pour un immeuble et que le créancier détenteur de cette pièce, pour sûreté de sa créance, est présumé avoir la détention matérielle, à titre de gage, de l'immeuble qui s'y rapporte, de la manière qu'il pourrait avoir celle d'un objet mobilier, d'un bijou, par exemple, pour sûreté de son prêt ; — Attendu que ce système est exclusif de la possibilité de la co-existence de deux droits de gage égaux sur le même immeuble ; — Qu'il est vrai qu'on a décidé que plusieurs droits de gage pourraient peser concomitamment sur un même immeuble, mais à cette condition qu'il serait expressément stipulé dans le second acte de gage qu'il ne viendrait qu'en second rang ; que d'ailleurs le second droit de gage n'a jamais pu prendre corps que par une signification faite au premier créancier détenteur du titre avec défense de s'en dessaisir, entre les mains du créancier ou d'un tiers, sans la coopération du deuxième prêteur ; — Attendu que ce système, consacré par une jurisprudence très nette du tribunal de céans, a été pratiqué régulièrement dans la régence et y aurait pris certainement une grande extension si le développement de l'immatriculation, qui offre de si complètes garanties au crédit foncier, n'avait détourné notablement les capitaux des affaires sur propriétés non immatriculées ; qu'en l'état, tout au moins, tout cela forme un ensemble parfaitement précis qui est tout à fait incompatible avec la thèse proposée par Mouchi Khalfoun ;

Attendu que ce dernier argumenterait vainement des droits qui pourraient naître en sa faveur d'une situation de fait qu'il a dû subir ; que si malheureusement on constate trop souvent la coexistence de plusieurs titres de propriété afférents à un même immeuble, il est constant que ces titres n'ont pu être créés que par l'emploi de moyens abusifs, de manœuvres illégales sinon frauduleuses et que leur existence, contraire à la loi, ne peut servir de base, vis-à-vis des tiers, à aucun droit qui leur soit opposable ; — Qu'il échet donc de rejeter la contestation Khalfoun ;

Par ces motifs : — Autorise Bonnaure de la Payrilhe à retirer de la caisse des dépôts et consignations, sur la somme de 3.500 fr. qu'il y a mise, aux conditions prévues par les

art. 9 et s. du décret du 16 mars 1892, celle de 1.481 fr. avec les intérêts y afférents en diminution de son prix d'adjudication, ce, pour défaut de contenance de l'immeuble vendu ; — Dit que la distribution par contribution entreprise ne se continuera que sur le surplus des sommes qui en sont l'objet, distraction faite de la susdite somme de 1.481 fr. ; — Déboute Mouchi Khalfoun de son contredit ; — Dit que le règlement provisoire sera réformé en conséquence.....

M. BERGE, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (ch. du conseil)

6 juin 1906

Nationalité, israélite, Algérie, sénatus-consulte du 14 juillet 1865, naissance en Tunisie, père algérien, enfant tunisien, naturalisation, minorité, inscription sur les registres du contrôle civil, participation aux élections, inefficacité.

Les israélites nés en Algérie sont devenus sujets français par l'effet du sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

L'enfant né à Tunis, avant 1865, d'un père israélite algérien est sujet tunisien.

Les enfants, même mineurs, ne pouvant réclamer en leur faveur la naturalisation accordée à leur père, la collation à un israélite indigène algérien (en 1866) de la qualité de français n'a pas modifié la situation de sujet tunisien qui était celle de son enfant mineur.

Faute par cet enfant de s'être prévalu de la loi du 7 février 1851 et d'avoir rempli les formalités prévues par cette loi, il est demeuré sujet tunisien.

L'inscription en qualité de français sur les registres du contrôle civil, la participation comme électeur à certains votes permis aux seuls français ne sont pas de nature à procurer la qualité de français à celui qui ne la possède pas (1).

---

(1) Nous rapportons ce jugement beaucoup plus à cause de l'intérêt de l'espèce qu'à raison de sa valeur doctrinale. Il n'est guère, dans ce monument, d'affirmations qui ne nous paraissent devoir être contestées. D'ailleurs il est en complète contradiction avec la jurisprudence de la

(Sauveur Sitbon, dit Beyda)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par une requête adressée à la chambre du conseil à la date du 15 mai 1905, M. Sauveur Sitbon, dit Beyda, a demandé à être considéré comme citoyen, par application de l'art. 8 §1 c. civ., son père, français, étant né à Alger après la conquête et ayant toujours été considéré comme français ; — Attendu qu'il résulte des documents soumis au tribunal à l'appui de cette requête que le père du requérant, qui était né à Alger, est devenu sujet français en 1865 par l'effet du sénatus-cousulte du 14 juillet de cette même année

---

cour d'Alger que nous avons approuvée (Alger, 14 décembre 1905, *Rev. Alg.*, 1907. 2. 91, et notre note).

I. Le tribunal commet une première erreur, difficilement explicable, en supposant que les israélites algériens ne sont devenus français que par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865. L'acquisition de la nationalité française a été, pour tous les sujets du dey, la conséquence de l'annexion (V. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 572). Le requérant était donc bien fils de français, et il était parfaitement fondé à se dire français *jure sanguinis*. — Cette simple observation suffit à démontrer que la solution donnée par le tribunal est, en tous points, contraire au bon droit.

J'ajouterai que, le décret du 24 octobre 1870 ayant fait citoyens français tous les israélites indigènes algériens, le requérant était non pas seulement sujet, mais bien citoyen français.

II. Le père du requérant avait obtenu, en 1866, alors que celui-ci était mineur, son admission à la jouissance des droits de citoyen, — ce qu'on nomme habituellement, *brevitatis causa*, sa naturalisation. Quand le jugement affirme que cette naturalisation n'a eu aucun effet sur la situation juridique de l'enfant mineur du naturalisé, il prend, dans une controverse, l'opinion qui nous paraît la moins exacte. Encore oublie-t-il de l'étayer du moindre argument (V. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n°s 575 et 678).

III. L'un des motifs de ce jugement mérite d'être relevé comme présentant un exemple parfait de l'erreur de raisonnement dite *pétition de principe* : « Qu'il n'apparaît pas que le requérant ait pu profiter personnellement du sénatus-consulte de 1865, parce qu'il n'est pas certain qu'il se soit trouvé en Algérie à cette époque et que, s'y fût-il trouvé, il n'aurait pu, lui, sujet tunisien, se prévaloir de dispositions légales qui n'étaient faites que pour les israélites algériens. » Or, précisément, il s'agissait de savoir si le requérant était sujet tunisien ; et il venait d'établir que, son père étant algérien et le fils suivant la nationalité du père, il était non pas tunisien, mais algérien. Il était donc en droit, si besoin était, d'invoquer le sénatus-consulte.

Pour que, ainsi que le suppose le jugement, le fils d'un algérien fût — parce que né en Tunisie — tunisien, il faudrait que la loi mosaïque contînt

et que le 28 novembre 1866, l'empereur lui a conféré par décret la qualité de citoyen français ; — Que le requérant est né le 23 décembre 1856, à Tunis, c'est-à-dire à une époque où son père n'était pas encore français ; qu'il est donc né sujet tunisien et que la naturalisation ultérieure de son père n'a pu avoir pour effet de modifier cette situation, car les enfants, même mineurs, ne peuvent réclamer en leur faveur l'extension de la naturalisation accordée à leur père ; — Qu'il n'apparaît pas que le requérant ait pu profiter personnellement du sénatus-consulte de 1865, parce qu'il n'est pas certain qu'il se soit trouvé en Algérie à cette époque et que, s'y fût-il trouvé, il n'aurait pu, lui, sujet tunisien, se prévaloir de dispositions légales qui n'étaient faites que pour les israélites algériens ; — Attendu, il est vrai, que le requérant eût pu se prévaloir des dispositions de l'art. 2 de la loi des 22-29 janvier-7 février 1851, qui permettent aux enfants d'un père naturalisé, en remplissant certaines formalités, de devenir français eux-mêmes ; mais qu'il n'a pas rempli ces formalités ; que le requérant est donc resté sujet tunisien, comme il l'a lui-même déclaré à la municipalité de Tunis en 1893 et en 1895 ; — Qu'il importe peu que plus tard, il se soit fait inscrire

---

une règle exclusive du *jus sanguinis*. Une semblable disposition, de toute évidence, se concevrait dans le droit juif moins que dans tout autre.

IV. Le jugement commet, croyons-nous, une confusion quand il affirme que le requérant aurait pu invoquer la loi du 7 février 1851 pour, à la suite de la naturalisation de son père, demander la qualité de français. L'admission à la jouissance des droits de citoyen réglée par le sénatus-consulte de 1865 n'est point à proprement parler une naturalisation : c'est seulement un accroissement de capacité. La loi du 7 février 1851, faite pour les étrangers, et relative à la naturalisation vraie, n'était donc pas applicable. (V. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n^os^ 657 et 658 : ce que nous disons aujourd'hui des indigènes musulmans était exactement vrai des indigènes israélites de 1865 à 1870).

V. Enfin les diverses circonstances invoquées par le requérant auraient pu avoir plus de poids dans la décision du tribunal. Une longue série de faits, — dont certains très caractéristiques, comme le vote dans les élections spéciales aux citoyens français — établissaient au profit du requérant une véritable possession. Pour dépouiller quelqu'un d'une qualité qu'il exerce, il eût fallu, ce nous semble, des arguments moins fragiles.

Nous regretterions d'être obligé de voir dans ce jugement la manifestation d'un esprit d'hostilité à l'égard des juifs qui en Tunisie se disent français. Les seuls sentiments qui doivent avoir accès dans le prétoire de nos tribunaux sont la constante préoccupation de la légalité et le souci de l'équité.

Émile LARCHER.

comme français par le contrôle civil de Tunis, sur la production de certaines pièces plus ou moins probantes ; qu'une telle inscription ne saurait conférer la qualité de français à celui qui ne la possède pas ; — Qu'il en est de même d'une transcription de mariage ou de l'obtention d'un passe-port, ou de la déclaration de naissance d'enfants, ou de la participation comme électeur à certains votes permis aux seuls français ; que tout cela constitue une série de démarches et de combinaisons prouvant le grand désir qu'a éprouvé le requérant d'acquérir la qualité de français, mais n'est pas de nature à la procurer à celui qui ne la possède pas ; — Attendu qu'il importe d'assurer le respect des lois sur la naturalisation en ne reconnaissant pas légèrement la nationalité française aux israélites tunisiens qui la désirent, et qu'il convient de les renvoyer à se pourvoir par les voies régulières auprès du gouvernement français ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BERGE, *prés.* ; GIRARD, *j. supp. ff. de subst* ; — Me COULON, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e ch.)

14 juin 1906

Actes sous seings privés, rédaction, langue étrangère, arrêté du 9 juin 1831, inapplicabilité en Tunisie.

Aucune loi n'interdit de rédiger un acte sous seings privés dans une langue étrangère à l'une des parties ; l'acte est valable si cette partie, en y apposant sa signature, s'est rendu compte de la portée des engagements qu'il prenait. Si un arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 9 juin 1831 a dérogé à cette règle en ce qui concerne les contrats passés entre européens et indigènes, il est de jurisprudence constante que cet arrêté n'est pas applicable en Tunisie (1).

---

(1) Ce jugement, s'il est un chef d'œuvre de concision, n'est pas une merveille de rédaction. Au fond, il semble bien rendu, autant du moins que ses motifs un peu énigmatiques (on ne nous dit pas quelle langue avait été employée, ni quelles étaient les nationalités des parties) permettent d'apprécier les faits. Mais nous ne pouvons le rapporter sans

(Sitbon c. Long)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'aucune loi n'interdit aux parties de rédiger un acte sous seings privés dans une langue étrangère à l'une d'elles ; — Attendu qu'il est vrai qu'un arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 9 juin 1831, a dérogé à cette règle en ce qui concerne les contrats passés en Algérie entre européens et indigènes ; mais attendu qu'il est de jurisprudence constante que cet arrêté n'est pas applicable en Tunisie ; — Attendu au surplus que David Sitbon est un propriétaire avisé et prudent ; — Attendu qu'il n'a certai-

---

faire quelques réserves, car les propositions que nous en avons extraites sont loin d'être exemptes d'erreurs.

I. On doit d'abord lui reprocher, — faute qui, aux examens, a entraîné l'échec de bon nombre d'étudiants —, d'avoir confondu les deux sens du mot *acte*, *negotium juris* et *instrumentum*. Dès qu'il y a accord des volontés (j'entends du moins des actes non solennels, qui sont la règle), le contrat, *negotium*, est valable. Puis, on procède à la rédaction de l'*instrumentum* ; sa régularité s'apprécie suivant la loi du lieu : *locus regit actum*. La question n'était donc pas de savoir s'il est une loi interdisant l'emploi d'une langue étrangère à l'une des parties, ce qui serait déraisonnable, puisqu'un sous seings privés en une seule langue deviendrait impossible toutes les fois que les parties n'auraient pas même nationalité, et qu'au cas de pluralité de parties de nationalités différentes il faudrait que l'acte portât autant de traductions que les parties représentent de nationalités ! La question était simplement de savoir si le papier produit relatait bien la volonté commune des parties : question de fait.

II. Il existe bien, dans les recueils de législation algérienne, un arrêté du 9 juin 1831, — non du gouverneur général, comme persistent à le dire les tribunaux tunisiens, puisque cette fonction n'a été créée que trois ans plus tard — mais du général en chef. Cet arrêté n'a plus aucune valeur légale depuis que l'Algérie a été annexée à la France (E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 998 ; et notre note, sous civ. cass. 26 mai 1906, *Rev. Alg.* 1907. 2. 37). La jurisprudence, cependant, admet que cet arrêté est encore en vigueur ; du moins faut-il dire que l'inobservation de ses prescriptions ne vicie que l'instrument de preuve, non le contrat lui-même : c'est ce que, en des termes incertains, les arrêts semblent admettre.

Existât-il encore en Algérie, l'arrêté du 9 juin 1831 ne saurait, de toute évidence, s'appliquer en Tunisie, pays distinct. On ne pourrait considérer ses dispositions comme de simples règles de procédure. (Trib. de Tunis, 17 octobre 1892, *Rev. Alg.*, 1893. 2. 74 ; 29 juin 1898, *Rev. Alg.*, 1899. 2 18 ; trib. de Sousse, 21 juillet 1899, *Rev. Alg.*, 1901. 2. 176 ; trib. de Tunis, 25 mai 1902, *Rev. Alg.*, 1903. 2. 158). E. L.

nement pas apposé sa signature sur l'acte produit sans s'être rendu compte de la portée des engagements qu'il prenait et pour la signification desquels l'aspect extérieur de la pièce qu'il signait était, au surplus, suffisamment démonstratif ; — Attendu qu'il n'échet, dans ces conditions, d'accueillir l'opposition formée ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. FROFO, *prés.* ; VAISSIÉ, *subst.* — Mes MOSSÉ et DELMAS, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. corr.)

7 mars 1907

Arme prohibée, loi du 24 mai 1834, rasoir, port, délit.

Le rasoir est une arme prohibée.

Commet donc le délit prévu et puni par les art. 1er, al. 2, et 4 de la loi du 24 mai 1834, quiconque est trouvé porteur d'un rasoir (1).

(Marti Vicente)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que des pièces de la procédure et des débats il est résulté la preuve que, le 3 mars 1907, à

---

(1) **Les principes juridiques les moins contestables comme le simple bon sens nous font un devoir de protester contre cette application abusive de la loi du 24 mai 1834.**

Non que nous contestions qu'un rasoir ne puisse être aux mains de certains « apaches » une arme terrible, plus dangereuse peut-être que les stylets, poignards, tromblons, fusils et pistolets à vent, qui sont dûment rangés dans la catégorie des armes dont le port est prohibé. Mais on en dirait autant du simple bâton qui peut assommer, de la cravate qui peut servir au coup du père François, du caillou qui, lancé violemment, peut être mortel. Nous trouvons ici, une fois encore, une interprétation extensive d'un texte pénal.

Il suffit pour s'en convaincre de lire le texte de l'art. 1er de la loi du 24 mai 1834 dont l'application était requise : « Tout individu qui aura fabriqué, débité ou distribué des armes *prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique*, sera puni d'un emprisonnement

Alger, le prévenu a été trouvé porteur d'un rasoir, arme prohibée ; — Attendu que ce fait constitue le délit prévu et puni par les art. 1er, §§ 2 et 4, loi du 24 mai 1884 ; — Attendu qu'il existe des circonstances atténuantes en faveur du prévenu ; qu'il échet donc de faire application de l'art. 463 ;

Par ces motifs : — Déclare le prévenu coupable du délit ci-dessus spécifié et le condamne à la peine de un mois de prison et vingt-cinq francs d'amende.

MM. DE REDON, *prés.* ; CURA, *subst. du proc. de la Rép.* — Me BALLÉRO, *av.*

---

d'un mois à un an, et d'une amende de seize francs à cinq cents francs. — Celui qui sera *porteur desdites armes* sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de seize francs à deux cents francs. » Quelle est donc *la loi*, quel est *le règlement d'administration publique* qui fait du rasoir une arme prohibée ?

Nous n'ignorons pas la théorie de quelques arrêts qui prétendent tirer argument des termes de la très archaïque déclaration du 23 mars 1723, considérée encore comme règlement en la matière. De ce que cette déclaration — rédigée à une époque où les délits étaient arbitraires en ce royaume — termine son énumération « poignards, couteaux en forme de poignards... » par cette formule générique « et autres armes offensives, cachées et secrètes », ils ont conclu qu'il appartient au juge de rechercher, toutes les fois qu'un inculpé a été trouvé porteur d'une arme, si celle-ci mérite le triple qualificatif. Si bien qu'en déclarant, en fait, ces caractères réunis, les tribunaux pourraient classer comme arme prohibée à peu près n'importe quel objet (crim. cass. 19 juin 1835, Sir. 1835. 1. 857; trib. corr. de Narbonne, 25 février 1898, Sir. 1899. 2. 148). Encore aurait-il fallu, à accepter ce système, que le jugement du tribunal précisât les circonstances qui, en l'espèce, faisaient du rasoir une arme offensive, cachée et secrète.

Mais, ainsi que le remarque parfaitement M. Garraud, « cette interprétation livre la solution d'une question pénale à toutes les divergences des appréciations individuelles ». Pour interpréter sainement ce texte répressif, il faut exiger, pour qu'il y ait délit, que l'arme dont le port est incriminé puisse être classée parmi celles qui ont été nominativement désignées (Garraud, *Tr. th. et pr. du dr. pénal français*, t. IV, n° 1773, p 740).

Au surplus, le bon sens est là pour condamner une interprétation aussi risquée. Si les questions qui touchent à l'interprétation de la loi et qui mettent en jeu la liberté des citoyens n'étaient pas aussi graves, c'est par un éclat de rire qu'on réfuterait la théorie incluse dans la formule si concise du jugement : « rasoir, arme prohibée ». Eh ! quoi ? Passible de six mois d'emprisonnement l'hiverneur qui porte son rasoir au coutelier en le priant de le repasser ? Arsenal, le salon d'un coiffeur ? Ce serait la barbe obligatoire !

Émile LARCHER.

CONSEIL D'ÉTAT

19 janvier 1906

Impôts arabes, zekkat, bœufs, mode d'utilisation, commerce, culture.

Aucune disposition de loi ou de règlement ne distingue au point de vue de l'impôt zekkat les animaux destinés au commerce de ceux destinés à la culture. L'assujetti doit donc être imposé à raison de la totalité des animaux, dans l'espèce des bœufs, qu'il a en sa possession au 1er janvier (1).

(Bouazza Abid Mohammed)

ARRÊT

La 2e sous-section du contentieux du conseil d'État, — Vu la requête présentée par le sieur Bouazza Abid Mohammed, demeurant au douar El Abidal (commune mixte de Remchi), enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 30 janvier 1905, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté, en date du 5 novembre 1904, par lequel le conseil de préfecture d'Oran a rejeté sa demande en réduction de l'impôt zekkat, auquel il a été imposé, pour l'année 1904, sur le rôle de la commune mixte de Remchi ; — Ce faisant, attendu que le requérant est marchand de bœufs et que presque toutes les têtes de bétail recensées appartiennent à ses associés ; — Accorder telle réduction que de droit ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur, enregistrées comme ci-dessus le 2 juin 1905 et tendant au rejet de la requête ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu l'ordonnance du 17 janvier 1845 et le sénatus-consulte du 22 avril 1863 ; — Vu la loi du 23 décembre 1884, art. 15 ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'au 1er janvier 1904, le sieur Bouazza Abid avait en sa possession 43 bœufs ; qu'aucune disposition de loi ou de règlement ne distinguant au point de vue de l'impôt zekkat les animaux destinés au commerce de ceux affectés à la culture, c'est à bon droit

(1) Le conseil d'État s'est ultérieurement prononcé dans le même sens. V. cons. d'État, 10 juillet 1906, *Rev. Alg.* 1907. 2. 73 et les renvois.

que le requérant a été assujetti à la dite contribution à raison du nombre d'éléments d'imposition précités;

Décide : — La requête du sieur Bouazza Abid est rejetée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; PORCHÉ, *rapp.* ; CORNEILLE, *comm. du gouv.*

CONSEIL D'ÉTAT

7 décembre 1906

Pensions civiles, fonctionnaire venu d'Europe en Algérie et y ayant passé un concours, bonification coloniale.

La bonification coloniale prévue par l'article 10 de la loi du 9 juin 1853 pour services civils rendus hors d'Europe n'est applicable qu'aux fonctionnaires envoyés d'Europe. N'en peut donc profiter un fonctionnaire entré dans l'administration des ponts et chaussées à la suite d'un concours subi à Alger où il se trouvait de passage mais sans y avoir été envoyé par le gouvernement (1).

(Grillet)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, statuant au contentieux, — Vu la requête présentée par le sieur Grillet (Marcellin), demeurant à Oran, 16, rue Mostaganem, ex-conducteur principal des ponts et

---

(1) Cette décision est rigoureusement conforme à la lettre de l'art. 10 de la loi du 9 juin 1853. Le sieur Grillet n'était pas venu en Algérie comme fonctionnaire envoyé d'Europe par le gouvernement. Le conseil avait déjà affirmé cette exigence que le fonctionnaire qui veut bénéficier de la bonification doit être venu dans la colonie du fait du gouvernement. (V. cons. d'État, section des finances, 24 juillet 1901, Béquet, *Répertoire*, v° Retraite, n° 119 ; cons. d'État au contentieux, 24 déc. 1902, *Leb. chr.* 1902, p. 796. V. de même Béquet, *Répertoire*, v° Retraites, n° 592). Le sieur Grillet en concourant à Alger devait au surplus présumer qu'il serait maintenu à Alger, ceci d'autant plus que le service des ponts et chaussées rentre dans la catégorie des services non rattachés (v. Larcher, *Tr. élém. de lég. alg.*, t. 1, p. 372).

chaussées, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'État le 31 mars 1905 et tendant à ce qu'il plaise au conseil, annuler un arrêté en date du 27 déc. 1904, en tant qu'il lui a concédé une pension de retraite de 2.011 fr. ; — Ce faisant, attendu que, si le requérant s'est présenté à Alger au concours qui ouvre la carrière de conducteur des ponts et chaussées, il n'était pas domicilié en Algérie, mais y accomplissait un voyage ; — Qu'il n'a jamais demandé d'ailleurs à être nommé en Algérie; qu'ainsi il est fondé à demander qu'il lui soit fait application de l'art. 10 de la loi du 9 juin 1853 ; — Que d'autre part la liquidation de sa pension semble viciée par des erreurs de calcul ; qu'elle devait conduire la fixation de sa pension au chiffre de 2.088 fr. 56 ; — Le renvoyer devant le ministre des travaux publics pour être procédé à une nouvelle liquidation de sa pension ; — Vu le décret attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre des travaux publics, en réponse à la communication qui lui a été donnéé du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 21 juin 1905 et tendant au rejet du pourvoi par le motif que la loi du 9 juin 1853 n'accorde le bénéfice de la bonification coloniale, pour services civils rendus hors d'Europe, qu'aux fonctionnaires envoyés d'Europe pour accomplir ces services ; que le sieur Grillet habitait l'Algérie au moment où il a été nommé conducteur auxiliaire ; qu'il reconnait lui-même avoir passé à Alger les examens qui lui ont donné l'accès de cette carrière ; qu'il ne peut ainsi réclamer le bénéfice de l'art. 10 de la loi du 9 juin 1853 ; — Vu l'état des services du sieur Grillet et le bordereau de liquidation de sa pension ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la loi du 9 juin 1853 ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction et qu'il n'est pas contesté que le sieur Grillet est entré au service des ponts et chaussées à la suite du concours auquel il s'est présenté à Alger, où il se trouvait sans y avoir été envoyé par le gouvernement français ; que dès lors il n'est pas fondé à demander qu'il lui soit fait application de l'art. 10 de la loi du 9 juin 1853 ; — En ce qui concerne la liquidation de la pension du sieur Grillet : — Considérant qu'il résulte des documents versés au dossier que la liquidation de la pension du sieur Grillet a été régulièrement effectuée ;

Décide : — La requête du sieur Grillet est rejetée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; COLLAVET, *rapp.* ; ARRIVIÈRE, *comm. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

10 mai 1906

Destruction d'objets de campement appartenant à à l'État, tente, incendie, lieu habité.

L'art. 254 du code de justice militaire pour l'armée de terre a exclusivement pour but de réprimer l'atteinte portée à des objets appartenant à l'État et à l'usage des militaires. Il s'applique sans doute à la destruction, même par le feu, de tentes de campement lorsqu'elles ne sont pas dressées, ou lorsqu'étant dressées elles ne sont pas habitées et ne servent pas à l'habitation. Il en est autrement lorsque le feu a été mis volontairement à des tentes de campement habitées ou servant à l'habitation : le fait est alors réprimé par l'art. 434, al. 1^er^, c. pén. (1).

---

(1) Le cas présente, en Algérie surtout, un sérieux intérêt pratique. Trop fréquemment les détenus des ateliers de travaux publics et des pénitenciers militaires détruisent des objets de campement dans le but de passer en conseil de guerre et de changer de lieu de détention.

Mettre le feu à une tente, si elle n'est pas habitée ou ne sert pas à l'habitation, c'est seulement un délit : la destruction d'un objet de campement appartenant à l'État est punie de 2 à 5 ans de travaux publics (art. 254 c. j. m. t.). Mais si la tente incendiée est habitée ou sert à l'habitation, le fait ne devient-il pas le crime d'incendie volontaire d'un lieu habité ? La peine serait alors la mort (art. 434, al. 1^er^, c. pén.).

C'est ce dernier texte que le conseil de guerre avait appliqué dans l'espèce. Mais, dans l'intérêt de la loi, le procureur général près la cour de cassation avait déféré ce jugement à la cour suprême.

Que celle-ci, rejetant ce pourvoi, ait admis qu'une tente peut constituer un lieu habité ou servant à l'habitation, cela n'a rien de surprenant. La chambre criminelle a toujours eu tendance à étendre la portée de l'art. 434, al. 1^er^. Elle va jusqu'à appliquer, en matière d'incendie, la définition excessivement large du lieu habité donnée à propos du vol dans l'art. 390 c. pén. : ce que tous les auteurs condamnent (Garraud, *Tr. th. et pr. du dr. pénal fr.*, t. VI, n° 2594). Qualifier une tente sous laquelle couchent des détenus « lieu habité », c'est beaucoup moins risqué. Et encore que le résultat conduise à une excessive sévérité, il convient de reconnaître que l'arrêt rapporté a fait du texte une application littérale.

Le rejet du pourvoi nous paraît donc fondé. L'erreur — car erreur il y avait — était de fait et non de droit. Si le conseil de guerre eût été pénétré de l'esprit de l'art. 434, al. 1^er^, c. pén., il eût évité d'en faire

(Proc. gén. près la c. de cass., Gaillard et Eggert)
(Intérêt de la loi)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les réquisitions de M. le procureur général, en date du 21 février 1906; — Vu l'art. 441 c. i. cr.; — Attendu que, par jugement du 31 mai 1905, le conseil de guerre permanent de la division militaire d'Alger a déclaré Gaillard et Eggert coupables d'avoir, au camp de Sersou, volontairement mis le feu à trois tentes de campement appartenant à l'État, à l'usage des hommes du détachement et servant à leur habitation; — Attendu que l'art. 254 du code de justice militaire pour l'armée de terre était sans application dans l'espèce; qu'en effet, cet article a exclusivement pour but de réprimer l'atteinte portée à des objets appartenant à l'État et à l'usage des militaires; qu'il s'applique, sans doute, à la destruction, même par le feu, de tentes de campement, lorsqu'elles ne sont pas dressées, ou lorsqu'étant dressées, elles ne sont pas habitées et ne servent pas à l'habitation; mais qu'il n'en est pas de même lorsque le feu a été mis volontairement à des tentes de campement habitées ou servant à l'habitation; que cette dernière circonstance modifie la criminalité du fait et donne à l'infraction un caractère qui la distingue du délit

---

application. « Ces expressions *maison habitée ou servant à l'habitation* doivent être d'autant plus restreintes, dans l'art. 434, qu'elles sont la base d'une aggravation plus grande de la peine; et, d'un autre côté, que la maison habitée donnant à l'incendie le caractère d'un attentat contre les personnes, d'un véritable assassinat, toute fiction qui assimilerait à la maison habitée un bâtiment qui ne l'est réellement pas, doit être rejetée. » (Chauveau Adolphe, Faustin Hélie et Villey, *Théorie du c. pén.*, t. VI, n° 2526, p. 85). Pouvait-on voir dans le fait reproché aux accusés cet attentat contre les personnes, cette tentative d'assassinat?

Dans une affaire qui n'est pas sans analogie, la cour de cassation a eu occasion de décider que le fait d'avoir mis le feu à une cabane de gardien formée par quatre pieux plantés en terre et supportant quelques traverses couvertes de tiges de maïs et de broussailles, ne constitue pas le crime d'incendie d'un édifice, prévu par l'art. 434, mais bien le délit de destruction des cabanes de gardiens, sans faire de distinction entre les modes de destruction employés (crim. rej. 15 avril 1869, Sir. 1870. 1. 140).

De même, le conseil de guerre aurait trouvé dans l'art. 254 c. j. m. t. une incrimination plus adéquate et une peine moins exagérée. Bref, on peut reprocher au jugement attaqué d'avoir fait de la loi une application peu judicieuse; on ne peut pas aller jusqu'à dire qu'il l'ait violée.

É. L.

réprimé par l'art. 254 précité ; — Attendu que le fait n'étant pas prévu par le code de justice militaire, le conseil de guerre devait, aux termes de l'art. 267 dudit code, appliquer les peines portées par les lois pénales ordinaires ; — Or, attendu que l'art. 434, § 1er, c. pén.. après avoir énuméré, comme pouvant être l'objet du crime d'incendie volontaire qu'il prévoit, les édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servent à l'habitation, vise ensuite, par une disposition générale et extensive, les lieux habités ou servant à l'habitation ; qu'il comprend ainsi tout lieu qui, sans constituer un édifice, est un lieu habité ou servant à l'habitation ; que les tentes de campement établies au camp de Sersou et servant à l'habitation des militaires détachés à ce camp, auxquelles les accusés ont mis volontairement le feu, étaient des lieux habités au sens de la disposition prérappelée ; qu'il suit de là qu'en déclarant que les faits étaient réprimés par l'art. 434, § 1er, c. pén., le jugement attaqué a exactement appliqué ledit article et n'a nullement violé l'art. 254 du code de justice militaire pour l'armée de terre ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BARD, *prés.* ; LABORDE, *cons. rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.* (concl. contr.).

Mineur de dix-huit ans, question de discernement, cours criminelles, question spéciale, tribunaux correctionnels, examen spécial, omission, nullité.

—

L'accusé ou le prévenu, âgé de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction, n'est punissable que s'il est décidé qu'il a agi avec discernement (1re et 2e espèces);

Il s'ensuit : — Que le président de la cour criminelle doit, à peine de nullité, si l'accusé est âgé de moins de dix-huit ans, poser cette question : « L'accusé a-t-il agi avec discernement? » (1re espèce);

Que les tribunaux, à l'égard d'un prévenu âgé de moins de dix-huit ans, doivent, avant toute condamnation et à peine de nullité, examiner et résoudre la question de discernement (2e espèce) (1).

(1) Application nécessaire des art. 66 c. pén. et 340 c. i. cr.,, tels qu'ils

PREMIÈRE ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

3 août 1906

(Soualah Belkacem ben Arezki c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris d'office de la violation des art. 66 et 67 c. pén. et de l'art. 340 c. i. cr. modifiés par la loi du 12 avril 1906 : — Vu lesdits articles; — Attendu qu'aux termes des art. 66 et 67 c. pén. précités, modifiés par la loi du 12 avril 1906, l'accusé âgé de moins de dix-huit ans n'est punissable que s'il est décidé qu'il a agi avec discernement ; que d'après l'art. 340 c. i. cr., également modifié par la loi précitée, si l'accusé a moins de dix-huit ans, le président doit poser à peine de nullité cette question : « L'accusé a-t-il agi avec discernement? » — Attendu que Soualah Belkacem ben Arezki a été renvoyé par arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Alger, en date du 2 mars 1906, devant la cour criminelle de Bougie sous l'accusation d'homicide volontaire commis du 3 au 4 mars 1905 et que déclaré coupable par la cour criminelle avec admission de circonstances atténuantes, il a été condamné à la peine de quinze ans de travaux forcés ; — Mais attendu qu'il est déclaré tant dans l'arrêt de la chambre d'accusation que dans l'arrêt de condamnation que Soualah Belkacem ben Arezki est âgé de seize ans et que par conséquent il était mineur de dix-huit ans au moment où le crime a été commis; qu'en cet état, l'art. 340 c. i. cr. modifié par la loi du 12 avril 1906 imposait au président de la cour criminelle l'obligation de poser la question de savoir si l'accusé avait agi avec discernement ; — Attendu qu'en omettant de poser cette question, le président a violé ledit article et que, par suite, la cour criminelle, en prononçant la peine de quinze ans de travaux forcés, a violé les art. 66 et 67 c. pén. et fait une fausse application de l'art. 302 du même code ;

---

ont été modifiés par la loi du 12 avril 1906. On sait, en effet, que cette loi a porté, au point de vue de la question de discernement, la majorité pénale de seize à dix-huit ans. Voy. *Rev. pénit.*, 1906, p. 465 et 596.

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de condamnation de la cour criminelle de Bougie en date du 21 juin 1906, ensemble les questions et les débats qui l'ont précédé et pour être procédé à l'égard de Soualah Belkacem ben Arezki à de nouveaux débats et à une nouvelle position de questions, renvoie ledit Soualah Belkacem ben Arezki et les pièces de la procédure devant la cour criminelle de Sétif.

MM. BARD, *prés.*; GEOFFROY, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.*

DEUXIÈME ESPÈCE

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

13 septembre 1906

(N...)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art. 66, 67, 69 c. pén., 413 et 195 c. i. cr. et la loi du 12 avril 1906 ; — Attendu qu'aux termes des art. 66 et 68 c. pén. précités, modifiés par la loi du 12 avril 1906, le prévenu âgé de moins de dix-huit ans n'est punissable qu'autant qu'il est décidé qu'il a agi avec discernement ; — Attendu que les tribunaux ne peuvent prononcer aucune peine qu'autant qu'ils ont constaté l'existence de tous les éléments légaux d'où dépend le caractère punissable du fait incriminé ; — Qu'il suit de là qu'à l'égard d'un prévenu âgé de moins de dix-huit ans, ils doivent avant toute condamnation, et à peine de nullité, examiner et résoudre la question de discernement ; que le jugement attaqué, après avoir reconnu la participation de N..., âgé de moins de dix-huit ans, à la soustraction d'une somme de 400 fr. au préjudice du sieur C..., a condamné ce prévenu, âgé de dix-sept ans d'après les énonciations mêmes du jugement, à six mois de prison, sans s'expliquer sur le point de savoir s'il avait agi avec discernement, en quoi il y a violation expresse des articles du code pénal et de la loi susvisée ;

Par ces motifs : — Casse et annule.

M. BARD, *prés.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

10 août 1906

Cours criminelles, témoins à décharge, non audition, cassation.

Viole l'art. 321 c. i. cr. et les droits de la défense la cour criminelle qui refuse d'entendre en leurs dépositions les témoins régulièrement cités à la requête de l'accusé et notifiés au ministère public. Vainement la cour fonderait-elle son refus sur ce motif que ces témoins étaient restés dans l'auditoire après le commencement des débats : les dispositions de l'art. 316 c. i. cr. ne constituent qu'une mesure d'ordre et de police à laquelle aucune sanction n'a été attachée (1).

(Hamdi Ahmed ben Mohammed c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris d'office de la violation des art. 316 et 321 c. i. cr. et des droits de la défense : — Vu les articles précités ; — Attendu qu'il appert tant des énonciations du procès-verbal que de celles d'un arrêt incident que trois

(1) Cet arrêt est vraiment intéressant à un double point de vue.

Il nous révèle, de la part des cours criminelles, de singulières tendances. Elles semblent vouloir rivaliser de partialité et d'illégalité avec les tribunaux répressifs indigènes. Un accusé entend, comme la loi lui en fait un droit, produire des témoins ; il les notifie au ministère public : il a fait tout ce qui était en son pouvoir. La loi, d'autre part, fait un devoir au procureur général ou à son substitut de fournir au greffier, pour qu'il en donne lecture, la liste des témoins qui doivent être entendus tant à sa requête qu'à celle de l'accusé : le magistrat de l'accusation omet les témoins à décharge. Quand les témoins de l'accusation se retirent dans la chambre spéciale, le président laisse dans l'auditoire les témoins de la défense. Et quand le défenseur réclame leur audition, la cour refuse, prétexte pris de ce qu'ils ne se sont pas retirés dans la chambre des témoins ! Il n'était point inutile que la cour de cassation vînt, par un arrêt sévèrement motivé, rappeler aux juridictions algériennes que, quels que soient les désirs administratifs, elles ne doivent pas dégénérer en tribunaux à la turque.

Au point de vue purement juridique, cet arrêt mérite une entière approbation : il se montre parfaitement soucieux de sauvegarder les droits de la défense. Il est, sur une question qui n'aurait dû souffrir aucune

témoins avaient été régulièrement cités à la requête de l'accusé et notifiés au ministère public; qu'ils étaient, par suite, acquis aux débats et qu'ils ont comparu à l'audience; — Qu'aux termes de l'art. 315 c. i. cr. il incombait au procureur de la République d'en présenter la liste, pour qu'elle fût lue par le greffier; — Que néanmoins ce magistrat s'est borné à présenter la liste des témoins de l'accusation; que les témoins cités à la requête de Hamdi Ahmed ben Mohammed n'ont pas été appelés et que, malgré les réclamations du défenseur qui se sont produites au cours de l'interrogatoire de l'accusé et après l'audition des témoins à charge, ils n'ont pas été entendus en leurs dépositions; — Qu'ainsi la cour criminelle a violé l'art. 321 du c. i. cr. et les droits de la défense; — Attendu que la cour criminelle a vainement fondé son refus d'entendre les témoins à décharge sur ce motif qu'ils étaient restés dans l'auditoire après le commencement des débats; — Qu'en effet les dispositions de l'art. 316 c. i. cr. d'après lesquelles les témoins doivent se tenir dans la chambre qui leur est destinée, n'en sortir que pour déposer et s'abstenir de conférer du délit et de l'accusé ne constituent qu'une mesure d'ordre et de police à laquelle aucune sanction n'a été attachée; — Attendu, dès lors, que ces dispositions ne s'opposaient pas à ce que les témoins, cités à la requête de l'accusé et restés dans l'auditoire après le commencement des débats, fussent entendus et qu'en décidant le contraire, la cour criminelle a faussement interprété l'art. 316 c. i. cr.;

Par ces motifs: — Casse et annule l'arrêt du 3 juillet 1906 par lequel la cour criminelle de Sétif a condamné Hamdi Ahmed ben Mohammed à 3 ans d'emprisonnement, ensemble les débats et la déclaration de culpabilité; — Renvoie devant la cour criminelle de Constantine.

MM. BARD, *prés.*; PETITIER, *rapp.*; COTTIGNIES, *av. gén.*

---

controverse, plus net qu'aucun arrêt antérieur. Quelques décisions, vieilles déjà de plus d'un demi-siècle, avaient paru conférer à la cour la faculté, singulièrement dangereuse, d'écarter les témoignages inutiles ou superflus: crim. rej. 5 novembre 1812, 4 février 1819, 19 avril 1821, 18 mars 1826, 20 mars 1847. L'arrêt ci-dessus rapporté fait retour à la saine doctrine, si bien formulée par Faustin-Hélie: « Il faut décider que la cour d'assises n'a point le droit arbitraire d'entendre ou de ne pas entendre les témoins produits, puisque la loi n'a voulu, par aucun terme ambigu, paraître laisser cette audition à sa volonté, puisqu'il ne peut appartenir à cette cour d'apprécier si cette preuve est nécessaire pour former la conviction des jurés. » (Faustin-Hélie, *Tr. de l'inst. crim*, t. VII, n° 3478.) E. L.

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

21 janvier 1907

Motifs des arrêts et jugements, appel, conclusions nouvelles, chose jugée, défaut de motifs.

Est nul pour défaut de motifs l'arrêt qui, sans s'expliquer sur les conclusions prises pour la première fois devant la cour d'appel, a rejeté une demande fondée sur l'autorité de la chose jugée et confirmé le jugement déféré, alors que ce jugement ne contient aucune réponse anticipée, même implicite, sur le moyen de chose jugée invoqué en appel pour la première fois (1).

(Brahimi c. faillite Malté)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen du pourvoi : — Vu l'art. 2 de l'ordonnance du 26 septembre 1842; — Attendu que Brahimi a interjeté appel du jugement du tribunal civil de Tlemcen, en date du 18 décembre 1902, lequel a prononcé contre lui une condamnation en 150 fr. de dommages-intérêts pour indue jouissance depuis le 6 septembre 1900, de terrains appartenant à la faillite Malté; — Que, pour la première fois devant la cour d'appel d'Alger, Brahimi a conclu : « Dire que l'absolue bonne foi de l'appelant résulte d'une décision passée en force de chose jugée (jugement du 13 décembre 1900, arrêts des 22 juin 1902 et 15 mars 1903); dire que cette bonne foi s'est continuée jusqu'au jour où le tribunal a ordonné le

---

(1) Jurisprudence constante. L'arrêt confirmatif qui se borne à une adoption de motifs est nul si aucun des motifs adoptés ne répond aux conclusions nouvelles prises devant la cour (civ. cass. 30 août 1869, D. P. 1869. 1. 465; civ. cass. 16 novembre 1869, D. P. 1870. 1. 20; civ. cass. 29 juillet 1881, D. P. 1882. 1. 182; civ. cass. 24 août 1881, D. P. 1881. 5. 256; civ. cass. 17 mai 1886, D. P. 1887. 1. 54).

Mais même en présence de conclusions absolument nouvelles, il se peut que l'adoption pure et simple de motifs ne fournisse pas un moyen de cassation, à la condition que les motifs adoptés répondent déjà implicitement à ces conclusions nouvelles (V. en ce sens Dalloz, *Supplément au Répertoire*, v° Jugement, n°s 767 et suiv.).

déguerpissement par le concluant des terrains litigieux ; dire que, dans ces conditions, aucune indemnité pour indue jouissance ne pouvait être prononcée ; décharger, en conséquence, le concluant des condamnations prononcées contre lui » ; — Attendu que l'arrêt attaqué, sans s'expliquer sur ces conclusions, a débouté Brahimi de sa demande et confirmé le jugement déféré ; mais que ce jugement ne contient aucune réponse anticipée, même implicite, aux conclusions ci-dessus rapportées ;

Casse, et renvoie devant la cour d'Aix.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; RUBEN DE COUDER, *rapp.* ; BAUDOUIN, *pr. gén.* (concl. conf.). — Me DE LALANDE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

16 février 1907

Tribunal répressif indigène, jugement, appel, procureur de la République, délai d'un mois, tardivité, irrecevabilité.

L'appel interjeté par le procureur de la République plus d'un mois après la prononciation du jugement du tribunal répressif indigène est non recevable comme tardif (1).

(Hamma Mohand ben Ali ben Belaïd c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris d'office de la violation des art. 21 du décret du 9 août 1903, et 205 c. i. cr. crim. et de l'avis du conseil d'Etat du 12 novembre 1906, en ce que le tribunal a déclaré recevable l'appel tardivement interjeté par le ministère public et y a fait droit en aggravant le sort du

---

(1) Application très simple et inéluctable de l'art. 21 du décret du 9 août 1903.

Notons que, par l'effet de l'erreur absolument inexplicable commise par le tribunal correctionnel, le prévenu avait déjà, lorsqu'est intervenu l'arrêt de cassation, subi plus que les trois mois et un jour d'emprisonnement auxquels il a été condamné. Quelques semaines encore ont dû s'écouler avant que le tribunal de renvoi statue. Suivant l'expression

prévenu : — Vu les textes susvisés ; — Attendu que l'art. 21 du décret du 9 août 1903 dispose : « Le condamné, l'officier du ministère public, la partie civile peuvent se pourvoir par la voie de l'appel dans les deux jours à partir du jugement. Le procureur de la République exerce le droit accordé au procureur général par l'art. 205 c. instr. crim. ; le délai accordé par cet article est, dans tous les cas, réduit à un mois » ; — Attendu que les formes et délais de l'appel sont d'ordre public et que les nullités qui s'y réfèrent peuvent être proposées pour la première fois devant la cour de cassation ou suppléées d'office ; — Attendu que le demandeur ayant interjeté appel d'un jugement rendu le 12 novembre 1906 par le tribunal répressif indigène d'Alger qui l'avait condamné à trois mois et un jour d'emprisonnement, le procureur de la République a, de son côté, interjeté appel *a minima* le 27 décembre suivant, à l'audience du tribunal de police correctionnelle d'Alger ; — Que le tribunal a déclaré l'appel du ministère public régulier et recevable et, y faisant droit, a élevé la peine prononcée par les premiers juges à un an et un jour d'emprisonnement et à cinq ans d'interdiction de séjour ; — Mais attendu que l'appel du procureur de la République a été interjeté plus d'un mois après la prononciation du jugement du tribunal répressif indigène ; que cet appel était, par suite, non recevable et qu'en jugeant le contraire et en aggravant la peine, alors qu'il n'était régulièrement saisi que par l'appel du prévenu, le tribunal correctionnel a violé les textes visés au moyen ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement rendu le

---

militaire, l'indigène a fait du *rabiot*. Ce n'est évidemment point là de bonne administration de la justice.

On sait que, par une disposition exceptionnelle et injustifiable, l'appel n'est point, lorsqu'il s'agit d'un jugement du tribunal répressif indigène, suspensif : l'appelant est soumis au régime de la détention pénale et tenu au travail (D. 9 août 1903, art. 25). Ce n'est qu'au cas d'acquittement ou de réduction de peine que le détenu reçoit, pour le travail auquel il a été indûment astreint, une indemnité fixée à *50 centimes* par jour par la très libérale circulaire du gouverneur général du 18 janvier 1904 (Estoublon et Lefébure, *C. de l'Algérie annoté*, *Suppl.*, 1902-03, p. 234, note 1). Il est infiniment probable que le tribunal de renvoi se sera borné à confirmer le jugement entrepris : comme il n'y aura eu ni acquittement, ni réduction, il semble que la victime du tribunal correctionnel ne touchera même pas cette infime indemnité pour les quelques semaines de prison qu'il aura subies en trop. Ce n'est point équitable.

Lenteur et injustice, voilà bien les caractères de l'institution des tribunaux répressifs indigènes. E. L.

27 décembre 1906, par le tribunal de police correctionnelle d'Alger qui a condamné Hamma Mohand ben Ali ben Belaïd à un an et un jour d'emprisonnement et à cinq ans d'interdiction de séjour et, pour être à nouveau statué conformément à la loi sur les appels interjetés par le prévenu et le ministère public du jugement rendu le 12 novembre 1906 par le tribunal répressif indigène d'Alger, renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de police correctionnelle de Blida à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

MM. BARD, *prés.*; PETITIER, *rapp.*; LOMBARD, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (ch. civ.)

23 avril 1907

Pourvoi en cassation, Tunisie, contentieux administratif, compétence des tribunaux français de la régence, excès de pouvoir, pourvoi d'office, ministère public, résident général, ministre de la justice, ville de Tunis, voies nouvelles, taxes, perception, contestation, jugement, pourvoi formé par le président de la municipalité, irrecevabilité.

En Tunisie, le contentieux administratif comprend notamment les actions intentées par les autorités administratives contre les particuliers. La connaissance en est attribuée aux juridictions civiles instituées dans la régence et sur appel à la cour d'Alger. Le pourvoi en cassation contre les décisions ainsi rendues en matière administrative n'est recevable que dans des cas spécialement déterminés d'excès de pouvoir et s'il est formé soit d'office par le ministère public, soit à la requête du résident général par le ministre de la justice (1).

---

(1) Les règles ainsi formulées sont extraites très exactement des art. 1er, 2 et 5 du décret du bey du 27 novembre 1888 (*Rev. Alg.*, 1889, 3. 1).

Mais, avant d'appliquer un texte, il convient toujours d'en examiner la légalité. La cour de cassation aurait donc dû se demander s'il appartenait bien à un décret du bey de créer au profit des tribunaux français une compétence qui ne résulte pas de la loi du 27 mars 1883, et aussi de mettre à cette compétence des limites qui ne sont point celles de la loi,

Les contestations relatives à la répartition et à la perception des taxes établies pour la construction des nouvelles voies municipales de la ville de Tunis doivent être jugées conformément aux mêmes règles (1).

Est donc non recevable le pourvoi formé, en cette matière, par le président de la municipalité de Tunis (2).

(Municipalité de Tunis c. Gozlan)

ARRÊT

LA COUR, — Après délibération en chambre du conseil, — Sur la fin de non recevoir, soulevée d'office, tirée des art. 1ᵉʳ et 5 du décret beylical du 27 novembre 1888, 20 du décret beylical du 18 avril 1890 (abrogatif du décret beylical du 31 janvier 1887) visés par le résident général les 28 novembre 1888 et 19 avril 1890 : — Attendu, d'une part, qu'il résulte du décret du 27 novembre 1888 : 1° que le contentieux administratif tunisien comprend, notamment, « les actions intentées par les autorités administratives contre les particuliers » ; 2° que la connaissance en est attribuée aux juridictions civiles instituées

---

notamment de restreindre le pourvoi en cassation aux seuls cas d'excès de pouvoir définis aux art. 3 et 4 du même décret. Quelles que soient les obscurités du droit public tunisien, il nous paraît difficile d'admettre qu'un simple décret du bey, fût-il revêtu du visa du résident général (visa faute duquel il ne serait pas exécutoire), puisse modifier une loi élaborée par les chambres françaises : et n'est-ce pas modifier cette loi qu'étendre la compétence des tribunaux qu'elle institue, restreindre ou étendre les voies de recours normalement ouverte contre les jugements de ces juridictions ? Sur ce point, voy. notamment de Sorbier de Pougnadoresse, *La justice française en Tunisie*, Thèse Montpellier, 1897, p. 234.

Admise la légalité du décret beylical, l'application faite s'imposait. Le pourvoi ne peut être formé que par le ministère public ou par le ministre de la justice à la requête du résident général (Req., 26 juin 1894, *Rev. Alg.* 1894. 2. 365 ; req., 14 janvier 1896 (2 arrêts), *Rev. Alg.* 1896. 2. 223). Mais on peut avoir, au point de vue législatif, plus que des doutes sur l'excellence d'une disposition aussi restrictive qui, en dehors de quelques cas limitativement définis, exclut le pourvoi quelque grave que soit la violation de la loi, et qui refuse l'exercice de cette voie de recours aux parties elles-mêmes.

(1) Voy. en effet l'art. 20 du décret du bey du 18 avril 1890, modifié par le décret du bey du 20 mai 1893, dans Bompard, Supplément, v° *Municipalités*, p. 183.

(2) V. *suprà*, p. 222.

dans la régence et, sur appel, à la cour d'Alger ; 3° que le pourvoi en cassation contre les décisions, ainsi rendues, en matière administrative, n'est recevable que dans des cas spécialement déterminés d'excès de pouvoir, et s'il est formé soit d'office par le ministère public, soit à la requête du résident général par le ministère de la justice ; — Que, d'autre part, en vertu de l'art. 20 du décret beylical du 18 avril 1890, les contestations relatives à la répartition et à la perception des taxes établies pour la construction des nouvelles voies municipales de la ville de Tunis doivent être jugées conformément aux prescriptions du décret susvisé du 27 novembre 1888 ; — Attendu, en l'espèce, que l'action du président de la municipalité de Tunis, portée devant le juge de paix de cette ville, tendait à la condamnation de Gozlan, au paiement de la somme de 550 fr. 70, montant de la part contributive de l'immeuble dont il est copropriétaire, sis à Tunis, avenue de Paris, dans les dépenses de construction de la chaussée de cette avenue ; — D'où il suit que cette demande rentrant dans le contentieux administratif, le président de la municipalité de Tunis n'est pas recevable à se pourvoir devant la cour de cassation contre le jugement rendu sur appel par le tribunal civil de Tunis ;

Rejette le pourvoi comme irrecevable.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *pr. prés.* ; FABREGUETTES, *rapp.* ; MELCOT, *av. gén.* — Me CHABROL, *av.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

29 juin 1904

Règlement de juges, avoué, constitution, nombre des parties ayant un intérêt distinct supérieur à celui des avoués exerçant près le tribunal compétent, État, renvoi devant un autre tribunal.

Si les parties ne peuvent être légalement représentées devant les tribunaux que par des avoués, il importe qu'il puisse être constitué par les parties autant d'avoués qu'il y a d'intérêts distincts ou opposés.

Par suite, à défaut d'identité d'intérêts démontrée, il y a lieu à renvoi devant un autre tribunal lorsqu'une partie

trouve tous les avoués exerçant près un tribunal constitués pour les autres parties à l'instance ;

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à ce que l'une d'elles, l'État, qui a constitué avoué, aurait pu s'en dispenser, cette partie n'ayant fait qu'user de son droit en se faisant représenter par un avoué (1).

(Société des Orphelinats agricoles c. Calmette et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Fabre et le préfet d'Alger, représentant l'État, demandent qu'il leur soit donné acte qu'ils s'en rapportent à justice ; — Attendu que, par acte du 3 novembre 1898, reçu Me Peisson, notaire à Orléansville, la Société des Orphelinats agricoles d'Algérie a acquis de Calmette une propriété sise sur le territoire de l'Oued-Rouina et des Braz ; — Attendu que Fabre, locataire d'une propriété contiguë, prétendant être troublé dans sa jouissance, a assigné Calmette au possessoire devant le juge de paix de Duperré ; qu'ayant été débouté de sa demande, il a assigné l'État, son bailleur, devant le tribunal d'Orléansville, en dommages-intérêts, pour ne pas lui avoir assuré la jouissance des lieux loués ; — Attendu que l'État a assigné alors Calmette en délaissement de l'immeuble et en garantie des condamnations, qui pourraient être prononcées contre lui ; — Attendu qu'enfin Calmette a assigné, à son tour, la Société des Orphelinats agricoles, sa venderesse, devant le même tribunal d'Orléansville, en délaissement et en garantie ; — Attendu que les autres parties en cause avaient déjà constitué avoué et que, comme il n'y a que trois avoués près du tribunal d'Orléansville, l'un d'eux n'aurait pu représenter la Société des Orphelinats qu'autant que celle-ci aurait eu un intérêt conforme à celui d'une autre des parties ; — Attendu que la Société des Orphelinats prétend que ses intérêts sont opposés ou au moins distincts de ceux des autres parties en cause et que c'est dans ces conditions que, sur requête et ordonnance rendue par le premier président, elle a assigné toutes les parties en cause devant la cour pour entendre prononcer le renvoi de la cause et des parties devant un tribunal ayant un nombre suffisant d'avoués pour représenter les quatre parties en

---

(1) V. en ce sens, Dalloz, *Code de procédure civile annoté*, art. 363, n° 125.

cause; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'il y a dans la cause quatre parties et qu'il n'y a que trois avoués près le tribunal d'Orléansville; qu'il est de jurisprudence qu'en cas d'insuffisance d'avoués, la cause doit être renvoyée devant un autre tribunal si les intérêts des parties sont distincts et opposés; — Attendu qu'en l'espèce, d'après les renseignements de la cause et les explications des parties, il n'est pas suffisamment établi que les intérêts de la Société des Orphelinats agricoles ne sont pas distincts de ceux des autres parties, ni même opposés à ceux-ci; que cela suffit au regard de la cour, et sans qu'il soit besoin d'entrer dans l'examen du fond de la cause, pour qu'elle soit renvoyée devant un autre tribunal; — Attendu que c'est en vain qu'il est prétendu que l'État pouvait se passer d'avoué et que la Société des Orphelinats aurait pu, dès lors, s'adresser à l'avoué de l'État; qu'il est toujours loisible à l'État de se faire représenter par un avoué et qu'il n'a fait qu'user de son droit en en constituant un; — Attendu que c'est également à tort qu'il a été soutenu que la Société des Orphelinats, étant un établissement hospitalier, n'avait pas non plus besoin de constituer avoué; que cette société ne paraît en aucune façon, d'après les renseignements de la cause, constituer un établissement hospitalier; qu'elle a seulement pour objet de prêter gratuitement des immeubles lui appartenant, pour être affectés à des écoles, dispensaires et autres établissements analogues organisés par des tierces personnes;

Par ces motifs. — Faisant droit à la demande de la Société des Orphelinats agricoles d'Algérie, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de Blida, pour être procédé, etc...

MM. VACHER, *prem. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes GIVRY et TILLOY, *av.*

COUR D'AIX (Aud. solen.)

2 mars 1905

Exploit, art. 68 c. pr. civ. modifié par la loi du 15 février 1899, acte d'appel, société commerciale intimée, copie remise à découvert au chef du contentieux, nullité.

La disposition de l'art. 68 c. pr. civ. modifié par la loi du 15 février 1899, portant que lorsque la copie d'un exploit

sera remise à toute autre personne que la partie elle-même ou le procureur de la République, elle sera délivrée sous enveloppe fermée, est générale ; elle s'applique aux sociétés commerciales aussi bien qu'aux personnes physiques.

Par suite un acte d'appel signifié à une société commerciale, notamment à une compagnie de chemins de fer, est nul lorsque la copie est remise à découvert au chef du service du contentieux de la compagnie, cet agent ne pouvant pas être considéré comme investi, par le seul fait de ses fonctions, d'un mandat autorisant la remise à découvert entre ses mains de la copie des exploits signifiés à la compagnie (1).

(Compagnie de l'Est-Algérien c. Rossi)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que Rossi, chauffeur à la compagnie du chemin de fer de l'Est-Algérien, ayant été blessé lors d'un déraillement, a assigné cette compagnie devant le tribunal d'Alger pour obtenir une réparation pécuniaire ; que, par jugement du 25 novembre 1901, il a été débouté de sa demande ; qu'il a déféré cette décision à la cour ; que son acte d'appel a été signifié à Alger, par exploit de l'huissier Prunelle au chef du contentieux de la compagnie à qui la copie a été remise à découvert ; — Considérant que l'Est-Algérien, se basant sur la violation de l'art. 18 c. pr. civ., modifié par la loi du

---

(1) La décision ci-dessus rapportée présente un grand intérêt ; il en résulte en effet que dans les exploits signifiés à une société commerciale la copie doit être remise sous enveloppe fermée toutes les fois qu'elle est remise à une personne autre que le représentant légal de la société.

La cour d'Alger appelée à se prononcer sur la question avait admis le 19 juillet 1902 une solution contraire à celle qui a prévalu devant la cour d'Aix ; elle avait jugé que les dispositions de la loi du 15 février 1899 n'étaient pas applicables aux sociétés commerciales (*Rev. Alg.* 1903. 2. 358). La cour d'Alger s'était inspirée des motifs de la loi du 15 février 1899 ; elle avait également tenu compte de ce fait que la loi de 1899 avait été insérée dans l'art. 68 c. pr. civ., elle en avait conclu que si cette loi avait modifié l'art. 68, elle n'avait pas modifié l'art. 69 où il est question des significations faites aux sociétés commerciales.

L'arrêt de la cour d'Alger ayant été l'objet d'un pourvoi en cassation la cour suprême dans son audience du 8 mars 1904 avait considéré que la loi du 15 février 1899 avait une portée générale et s'appliquait aux sociétés de commerce ; elle avait en conséquence cassé l'arrêt de la cour

15 février 1899, conclut, devant la cour de céans, comme il l'avait fait devant celle d'Alger, à l'irrecevabilité de l'acte d'appel ; — Considérant que, pour faire écarter cette fin de non-recevoir, Rossi prétend que la loi du 15 février 1899 ne doit s'appliquer qu'aux personnes physiques et soutient, subsidiairement, qu'en employant les mots « la partie elle-même » le législateur a entendu désigner la personne physique chargée de prendre les intérêts de la personne morale et d'agir pour son compte dans l'affaire à propos de laquelle l'exploit est signifié ; — Considérant, tout d'abord, qu'il est inadmissible que les dispositions du nouvel art. 68 c. pr. civ., dont le caractère est général et absolu, ne doivent étendre leurs effets sur les autres dispositions du même code, et notamment sur celles de l'art. 69, dans la mesure où elles ne sont pas inconciliables avec elles ; que, s'il en avait été ainsi dans l'esprit du législateur de 1899, il s'en serait expliqué par un texte formel ; que les travaux préparatoires démontrent que sa pensée a été contraire à celle que l'appelant lui attribue ; qu'il est manifeste d'ailleurs, étant donné le but qu'il a poursuivi, qu'une société commerciale peut, dans bien des cas, avoir un intérêt égal à celui d'un particulier à ce que le secret des exploits d'huissier qui la concernent soit sauvegardé ; que l'observation des prescriptions du paragraphe 6 de l'art. 59 c. pr. civ. n'est du reste, nullement inconciliable avec la remise des copies sous enveloppe fermée ; qu'il est donc acquis, pour toutes ces raisons, que l'art. 68 ne s'applique pas uniquement aux personnes physiques ; — Considérant, ce principe une fois admis, qu'il reste à rechercher si le chef du contentieux de l'Est-Algérien, à Alger, était investi d'un mandat qui autorisât la remise à découvert entre ses mains de la copie des exploits signifiés à la compagnie ; qu'il paraît impossible, à moins de circonstances particulières, qui

---

d'Alger (Voir l'arrêt de la cour de cassation et la note qui l'accompagne dans Sirey 1904. 1. 217).

La cour d'Aix saisie de la question après renvoi s'est ralliée à la doctrine de la cour de cassation.

Nous nous permettrons de garder plus que des doutes sur la valeur de cette jurisprudence. Il ne nous semble pas qu'en s'inclinant aussi facilement devant l'opinion de la juridiction supérieure, la cour d'Aix ait sainement appliqué la loi. L'arrêt cassé nous paraît beaucoup plus solidement motivé que l'arrêt de cassation et que l'arrêt de la cour de renvoi : cette façon d'étendre des nullités, d'accroître des rigueurs législatives tout à fait critiquables n'est pas d'une bonne interprétation (Voy. la note sous Alger, 26 mai 1904, *Rev. Alg.* 1906. 2. 25).

n'existent pas en la cause, de reconnaître cette qualité à un employé d'une société commerciale par le seul fait des fonctions qu'il exerce ; qu'il importe peu que l'étude de la difficulté soulevée par l'assignation de Rossi dût revenir au chef du contentieux à Alger ; qu'il s'agit là d'un rouage de la compagnie qui suivant la nature des actions dont elle est l'objet, reste maîtresse de ses décisions dans l'application de ses règlements intérieurs et ne saurait être présumée avoir renoncé aux garanties résultant pour elle de la loi du 15 février 1899 ;

Par ces motifs : — Statuant en vertu de l'arrêt de renvoi de la cour de cassation, en date du 8 mars 1904, dit et juge, par application des art. 68, 69 et 70 c. pr. civ., nul et de nul effet, l'acte d'appel signifié à la requête de Rossi le 18 avril 1902 ; déboute, en conséquence, ledit Rossi de toutes ses fins et conclusions ; ordonne que le jugement du tribunal d'Alger sortira son plein et entier effet ; condamne Rossi à l'amende et à tous les dépens.

MM. GIRAUD, *prem. prés.* ; CLUZEAU, *av. gén.* — Mes SAUVET et Alfred JOURDAN, *av.*

COUR D'ALGER (3e ch.)

12 juillet 1905

Appel civil, délai de comparution, indication, erreur, délai plus long, validité. — Exploit, fausse indication de la qualité de l'intimé, absence d'erreur, rejet de la fin de non-recevoir. — Congrégations religieuses, Algérie, loi du 1er juillet 1901, non-applicabilité, ordonnance de référé, illégalité.

I. Le délai pour comparaître devant la cour d'Alger est fixé, lorsque l'intimé est domicilié en France, à un mois. L'indication d'un délai de « huitaine franche augmenté de celui des distances », lorsque ce délai est, en fait, plus long que le délai légal, ne permet à l'intimé de faire aucun grief à l'acte d'appel (1).

---

(1) Solution exacte. — Cpr. req. 28 déc. 1875, Sir. 1876. 1. 472 ; Alger (1re ch.) 8 mars 1906, *Rev. Alg.* 1906. 2. 121 ; Alger (3e ch.) 15 mars 1906, *Rev. Alg.* 1906. 2. 179, et nos notes. — Voy. cependant req. 21 février 1900, Sir. 1901. 1. 129, avec la note de M. Tissier ; Alger (2e ch.) 27 déc. 1905, *Rev. Alg.* 1906. 2. 110, et notre note.

II. L'erreur ou l'omission de la qualité en laquelle l'intimé est assigné ne peut être cause d'une nullité de l'exploit qu'autant que l'intimé a pu être lui-même induit en erreur. Il n'en est point ainsi quand il a été très exactement désigné dans l'acte introductif d'instance ou dans un acte ultérieur, et que l'exploit d'ajournement se réfère à cet acte (1).

III. La loi du 1er juillet 1901 n'a été promulguée en Algérie que par décret du 18 septembre 1904. Antérieurement à ce décret, elle n'était pas applicable aux congrégations existant dans la colonie. L'ordonnance de référé, rendue en vertu de cette loi antérieurement au décret, est illégale et doit être annulée (2).

(Fournier c. Ménage)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Fournier est appelant d'une ordonnance du juge des référés du tribunal de Constantine, rendue le 28 juin 1904, par laquelle, en vertu de l'application de la loi du 1er juillet 1901 à l'Algérie, sur les congrégations, Ménage, ès-qualités, a été autorisé à prendre à Constantine, certaines mesures conservatoires, concernant un immeuble ayant été

---

(1) C'est une application de la théorie bienfaisante des équipollents, qui permet d'éviter les nullités d'actes de procédure. D'une façon générale « tout ce qu'il faut, c'est que la personne à laquelle un exploit est adressé soit désignée de manière à ne pouvoir douter que l'exploit s'adresse à elle. Du moment que la rédaction de l'exploit satisfait à cette exigence, tous les équipollents peuvent être admis. Les différentes parties de l'exploit se complètent les unes par les autres, et l'on n'a pas le droit d'arguer de nullité un exploit sur la destination duquel il est impossible de se tromper ». (Garsonnet, *Tr. de procéd.*, 2e édit , t. II, § 378, p. 309; — voy. les auteurs et arrêts qui y sont cités).

(2) Ceci est, à notre avis, tout à fait inexact. La loi du 1er juillet 1901, modificative tant du code pénal que de la législation antérieure en matière d'associations commune à la métropole et à l'Algérie, était, en ce dernier pays, applicable de plein droit. Si la chambre criminelle de la cour de cassation s'est trompée en décidant le contraire dans l'arrêt que la cour rappelle, et si, pour réparer cette erreur, le chef de l'État a cru devoir prendre un décret déclarant expressément la loi applicable, rien n'obligeait la 3e ch. de la cour à suivre la jurisprudence erronée de la chambre criminelle. Voy. notre note, sous Alger (1re ch.), 1er février 1905, *Rev. Alg.* 1905. 2. 28.

E. L.

occupé par Fournier, et les autres membres de la congrégation des jésuites ; — Attendu que Ménage conclut à l'irrecevabilité de l'appel, faute d'indication de délai de comparution ou à sa mise hors de cause comme ayant été appelé personnellement devant la cour ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 61 c. pr. civ., l'acte d'appel doit contenir la mention du délai ; — Attendu que Ménage, n'a pas été cité à comparaître, comme l'exige l'art. 8 de la loi du 3 mai 1862 au délai fixe d'un mois, mais au délai de huitaine franche augmenté de celui des distances, conformément à l'art. 1033 du même code ; — Attendu qu'entre Paris, lieu où l'acte d'appel a touché Ménage, et Alger, où il était assigné à comparaître, la distance étant de 160 myriamètres au minimum, il en résulte qu'il a été assigné à comparaître à huitaine franche plus 32 jours de délai de distance, soit 40 jours ; — Qu'il résulte de ces constatations que le délai indiqué dans l'acte d'appel a été plus long que celui auquel avait droit l'intimé ; — Que les prescriptions de l'art. 61 ont été remplies et que Ménage ne saurait faire grief à l'exploit d'appel de lui avoir accordé un délai plus long que celui auquel il avait droit ; — Qu'il doit être considéré comme valable ;

En ce qui concerne la nullité de l'omission de qualité : — Attendu que cette exception ne pouvait être fondée que si Ménage, ès-qualités, assigné en première instance comme liquidateur, avait pu croire être intimé en appel en son nom personnel et, par suite, être exposé à tous les risques d'une pareille méprise ; — Attendu qu'il n'a pu en être ainsi ; — Qu'en première instance, Ménage a été formellement désigné « comme administrateur séquestre et liquidateur judiciaire « de l'association non autorisée connue sous le nom de « Jésus ou congrégation des Jésuites » ; — Que lors de la signification de l'ordonnance de référé en date du 29 août 1904, Ménage s'est donné la même qualité ; — Attendu que dans son exploit d'ajournement, Fournier vise son acte d'appel concernant la même ordonnance du 29 août 1904, et qualifie Ménage d'administrateur judiciaire au tribunal civil de la Seine ; — Que tous ces faits indiquent expressément en quelle qualité, Ménage a été appelé devant la cour ; — Qu'il y a lieu également de rejeter cette seconde fin de non recevoir ;

Au fond : — Attendu que la loi du 1er juillet 1901 n'a été promulguée en Algérie que par décret du 18 septembre 1904, qu'il en résulte qu'antérieurement à ce décret, celle-ci n'était pas applicable aux congrégations existant dans la colonie ; — Que telle a, du reste, été la jurisprudence de la cour de cassation, qui, par un arrêt du 6 août 1904, jugeait que les

lois et décrets concernant les congrégations religieuses, n'ayant pas été promulguées spécialement en Algérie, n'y étaient pas applicables ; — Attendu que l'ordonnance de référé dont est appel ayant été rendue le 28 juin 1904, c'est-à-dire antérieurement au décret du 18 septembre 1904, elle l'a été en vertu d'une loi inexistante, qu'elle est, dès lors, illégale et doit être annulée ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Rejette les exceptions proposées comme n'étant pas fondées ; — Au fond, — Dit nulle l'ordonnance du 28 juin 1904, du magistrat des référés de Constantine comme ayant été illégalement rendue ; — Donne acte à Fournier de ses réserves en ce qui concerne les dommages-intérêts qu'il croira devoir réclamer à Ménage ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée, — Condamne l'intimé en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ROBE, *cons. ff^ons de prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — M^e MARSAULT, *av.*

COUR D'ALGER (2e ch.)

15 novembre 1905

Appel, Algérie, délai.

En Algérie, le délai pour interjeter appel des jugements contradictoires en matière civile est d'un mois à partir de la signification, et doit être augmenté à raison des distances. Ce délai supplémentaire est d'un jour par cinq myriamètres de distance entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé (1).

(Carrère c. Mohamed ben Ali)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu qu'en Algérie le délai pour interjeter appel des jugements contradictoires en matière civile est d'un mois à partir de la signification et doit être augmenté à raison des distances (ordonnance du 26 septembre 1842, art. 56) ; que ce délai des distances qui autrefois était calculé suivant les art. 16 et 6 de l'ordonnance du 16 avril 1843 doit l'être maintenant d'après l'art. 16 de la dite ordon-

---

(1) Jurisprudence aujourd'hui bien établie. Voy. É. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. 1^er, n° 439, p. 599-601, et les arrêts cités.

nance et l'art. 1033 c. pr. civ. que le décret du 24 juin 1900 a substitué à l'art 6 précité en abrogeant ce dernier ; qu'il est par suite d'un jour par cinq myriamètres ; — Attendu, il est vrai, que l'art. 16 de l'ordonnance de 1843 non abrogé, n'accorde ce délai qu'à la partie qui demeure dans un lieu autre que celui où le jugement a été rendu, mais qu'il est maintenant reconnu par la jurisprudence de cette cour, comme par celle de la cour de cassation, que le lieu où le jugement a été prononcé ne doit pas être pris en considération de la durée du délai d'appel ; qu'il n'y a pas à tenir compte de la distance qui existe entre le siège de la cour et le domicile de l'intimé (ancien art. 6 abrogé), mais seulement de celle qui sépare le domicile de l'appelant de celui de l'intimé ; — Attendu que Carrère appelant dans la cause actuelle est domicilié à Bône distant de 90 kilomètres de l'oued Cherf où réside Mohamed ben Ali, qu'il y a donc lieu d'ajouter deux jours au délai d'appel ; — Attendu que le jugement déféré ayant été signifié à Carrère le 23 octobre 1903 le délai proprement dit de l'appel qui aurait expiré le 24 novembre, se trouvait à raison de la distance prolongé jusqu'au 26 ; — Attendu que l'appel régulièrement interjeté le 26 novembre l'a donc été dans le délai légal ; qu'il est par suite recevable ; — Attendu que l'appel incident est également recevable ;

Au fond : — (Sans intérêt)...

MM. LALOÉ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Mes GIVRY et AKOUN, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 avril 1906

Filiation, possession d'état d'enfants légitimes, dispense de représenter l'acte de mariage des père et mère, israélites, ketouba, droit des tiers, nullité de mariage, illégitimité des enfants, preuve. — Chose jugée, autorité relative, séparation de corps, licitation et partage d'une succession. — Israélites indigènes algériens, citoyens français, conditions, preuve, décision du juge de paix. — Mariage putatif, mariage « more judaïco », nullité, bonne foi, légitimité des enfants, héritiers réservataires. — Testament, suggestion, nullité, dol, fraude.

I. Il est de doctrine et de jurisprudence, au sens de l'art. 197 c. civ., que lorsque des enfants qui se prétendent légitimes

sont en possession d'état d'enfants légitimes, confirmée par leurs actes de naissance, ils sont dispensés de représenter l'acte de célébration du mariage de leurs père et mère ;

En l'espèce, cet acte, encore que non représenté, a existé sous la forme d'une ketouba passée devant un rabbin, en présence de témoins, dans la forme mosaïque ;

Mais, dans tous les cas, que l'acte de mariage soit représenté ou qu'il ne le soit pas, les tiers y ayant intérêt — notamment, en l'espèce, le légataire universel du père — peuvent toujours être admis à établir par les moyens de preuve du droit commun la nullité du mariage et par suite l'illégitimité des enfants (1).

---

(1) Curieuse, cette espèce l'est au plus haut degré. Elle conduit à porter un jugement bien peu favorable sur les mœurs de certains israélites déclarés, avec trop de hâte, citoyens français par le décret Crémieux.

En tant que curiosité, l'arrêt ne le cède en rien à l'affaire. La cour avait à résoudre une série de questions juridiques qui ne laissent pas que d'être délicates. Nous aurions garde d'affirmer que ces questions ont toutes reçu une solution à la fois conforme aux principes du droit et satisfaisante pour le bon sens. Du moins donnaient-elles l'occasion de faire jouer des règles qui, en France, sont de très rare application : il est des situations qui ne se peuvent présenter que dans des sociétés peu policées.

Il faut d'abord bien préciser les faits. Nous passerons ensuite à l'examen des questions qu'ils soulèvent.

I. Voici les faits, autant qu'on les peut dégager des motifs de l'arrêt.

Un israélite, Moïse Sportès, né vers 1820 à Oran, épouse dans cette ville en 1836, *more judaïco*, une dame Kanna Karsenty. Il ne semble pas que de cette union soient nés des enfants : du moins n'en reste-t-il pas au décès de Moïse Sportès.

Notons deux faits législatifs importants : — Le 24 octobre 1870, le décret connu sous le nom de décret Crémieux fait de tous les israélites indigènes des citoyens français. — Puis un décret du 7 octobre 1871 tend à restreindre la portée de ce texte en donnant une définition très étroite de l'indigénat et en subordonnant l'inscription sur les listes électorales à la preuve de cet indigénat suivant une procédure particulière.

En janvier 1872 — on ne précise pas davantage — une ketouba, antidatée et faussement indiquée comme étant du 9 septembre 1869 (ce qui vaut quelques années après à Moïse Sportès d'être poursuivi en cour d'assises) est passée devant un rabbin, en présence de témoins, en la forme mosaïque, en prévision du mariage de Moïse Sportès avec Messaouda Benichou. Des relations entre Moïse Sportès et Messaouda Benichou naissent sept enfants, déclarés à l'état civil comme enfants légitimes, titre qu'ils prennent d'ailleurs eux-mêmes par la suite dans les actes les concernant.

II. Pour qu'il y ait chose jugée il faut, aux termes de

Cependant, un jugement du tribunal d'Oran du 30 juin 1874, confirmé par arrêt de la cour d'Alger du 29 décembre 1875 (*Jurispr. alg.*, 1875, p. 54), prononce la séparation de corps entre Moïse Sportès et Kanna Karsenty, par application de la loi française, et à cause de l'état de concubinage dans lequel vivaient Moïse Sportès et Messaouda Benichou.

L'arrêt ne nous dit pas à quelle date est décédée Kanna Karsenty : cela aurait eu grand intérêt, au cas où la cour n'aurait pas admis la validité ou la « putativité » du mariage de 1872, pour déterminer le caractère adultérin ou simplement naturel des enfants de Messaouda Benichou.

Le 20 février 1892, Moïse Sportès décède à Oran, laissant un testament par lequel il institue comme légataire universel Messaoud Karsenty, — lequel devait en 1896 épouser une fille issue de l'union Sportès-Benichou. Un acte de notoriété constate que Moïse Sportès ne laisse ni descendants ni ascendants réservataires, et le légataire universel est mis en possession.

Onze ans se passent. Le 12 novembre 1903, l'un des enfants nés des relations de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou assigne ses frères et sœurs et Messaoud Karsenty en licitation et partage de tous les biens dépendant de la succession de Moïse Sportès. A l'exception de la fille qui a épousé le légataire universel, les frères et sœurs se joignent au demandeur ; ils se disent enfants légitimes — donc héritiers réservataires — de Moïse Sportès comme nés de son mariage avec Messaouda Benichou, célébré *more judaïco* en janvier 1872, inscrits comme tels dans leurs actes de naissance et ayant toujours eu une possession d'état conforme à leur état civil. Ils soutiennent également que le testament de Moïse Sportès est nul comme entaché de suggestion. Mais Messaoud Karsenty conteste l'existence légale du mariage de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou, donc la qualité d'enfants légitimes et d'héritiers réservataires des consorts Sportès.

II. Une question qui devait être tranchée avant toute autre était celle-ci : — Étant donné que les consorts Sportès avaient joui de la possession d'état d'enfants légitimes, un tiers, Messaoud Karsenty, pouvait-il prouver la nullité ou l'inexistence du mariage, donc l'illégitimité des consorts Sportès ?

En admettant l'affirmative, la cour a bien jugé. Toutefois, nous croyons qu'elle a été chercher un peu loin le motif de sa décision.

Pour appliquer judicieusement les textes du code, il faut distinguer suivant qu'ils posent un principe ou apportent une exception : les dispositions de principe peuvent être généralisées ; les dispositions exceptionnelles doivent être interprétées restrictivement. C'est là une règle élémentaire d'interprétation dont, trop souvent, les tribunaux ont le tort de s'écarter.

Le principe, c'est que la possession d'état d'époux ne dispense pas ceux qui l'invoquent de faire la preuve de leur mariage (art. 195 c. civ.), le seul mode de preuve normal étant la représentation d'un acte de mariage inscrit sur les registres de l'état civil (art. 194).

La cour, relevons-le en passant, commet une confusion quand, parlant de l'acte de célébration du mariage de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou, elle dit « que d'ailleurs si cet acte n'est pas représenté, il

l'art. 1351 c. civ., qu'il y ait à la fois identité d'objet, de cause et de parties ;

---

résulte des circonstances de la cause qu'il a existé, *sous la forme d'une ketouba* passée en janvier 1872 devant un rabbin, en présence de témoins, dans la forme de la religion mosaïque ». D'abord il manque à cet écrit deux conditions exigées par la loi : 1° son inscription sur les registres de l'état civil ; 2° sa représentation. Mais, de plus, la ketouba n'est pas, comme le suppose la cour, un acte de célébration du mariage : c'est l'acte écrit constatant la constitution de dot ; voire même que, par extension, on donne ce nom à la dot elle-même. Exactement comme le contrat pécuniaire de mariage en droit français, la ketouba est passée avant le mariage, entre les fiancés, et ne doit pas être confondue avec le mariage lui-même (Sautayra et Charleville, *Code rabbinique d'Eben Haezer*, ch. LXVI, t. II, p. 1 et s.).

C'est par dérogation au principe des art. 194 et 195 que l'art. 197 admet que « les enfants issus de deux individus qui ont vécu publiquement comme mari et femme et qui sont tous deux décédés », ne peuvent voir contester leur légitimité « *sous le seul prétexte* du défaut de représentation de l'acte de célébration, toutes les fois que cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par l'acte de naissance ».

On pouvait soutenir qu'en fait l'art. 197 ne trouvait pas application. Était-il possible, en effet, de considérer Moïse Sportès et Messaouda Benichou comme « ayant vécu publiquement comme mari et femme »? La cour l'admet. Cela nous paraît extrêmement douteux, en l'état du jugement du tribunal d'Oran du 30 juin 1874 et de l'arrêt de la cour d'Alger du 29 décembre 1875, qualifiant *concubinage* les relations de Moïse Sportès avec une femme autre que sa femme légitime, en l'état aussi des poursuites établissant que la ketouba de 1872 était faussement datée, dans le but évident de la faire paraître antérieure au décret Crémieux qui avait soumis les israélites indigènes à la loi française en les déclarant citoyens. Le jugement et l'arrêt entourés de la publicité des débats judiciaires, la coexistence de la première femme demanderesse en séparation de corps, la poursuite pour faux en cour d'assises proclament la fausseté de la qualité de mari et de femme que prenaient, l'un vis-à-vis de l'autre et dans leurs relations avec les tiers, Moïse Sportès et Messaouda Benichou : c'est, nous semble-t-il, la négation la plus énergique de la possession d'état d'époux invoquée comme preuve du mariage.

On pouvait faire observer encore que la possession d'état d'enfants légitimes invoquée par les consorts Sportès n'était pas parfaitement établie. Des trois éléments traditionnels de la possession d'état, *nomen*, *tractatus*, *fama*, peut-être avaient-ils le premier et le troisième, mais ils nous semble bien que le deuxième faisait défaut. Est-ce, en effet, de la part de Moïse Sportès les traiter en enfants légitimes que disposer par testament de tous ses biens ? Un vieil israélite, habile au point de commettre des antidates, n'ignorait vraisemblablement pas que la loi française ne laisse au père la disposition que d'une faible quotité de son patrimoine. En instituant un légataire universel, il manifestait donc qu'il ne considérait pas les consorts Sportès comme ses enfants légitimes.

Lors donc qu'un jugement avait pour objet une demande

En admettant que ces circonstances ne fussent pas exclusives de la possession d'état d'époux comme de la possession d'état d'enfants légitimes, il résulte du moins de l'expression « sous le seul prétexte », employée dans l'art. 197, qu'on peut opposer aux enfants tous autres faits ou indices qui prouveraient que leurs parents n'étaient pas mariés et que la possession d'état était mensongère. C'était bien le cas, puisque l'appelant demandait à prouver la nullité (ou l'inexistence) du mariage de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou, tant par le jugement de séparation de corps qui a relâché, donc constaté le lien subsistant du premier mariage avec Kanna Karsenty, que par la bigamie résultant de la seconde union.

M. Planiol fait remarquer que la jurisprudence, en admettant la possibilité de cette preuve contraire à fournir par les tiers, veut une preuve *directe* et *décisive*, et que, comme il n'est guère possible de prouver d'une manière directe qu'un mariage n'a jamais été célébré, il est, en fait, impossible de prouver contre la possession d'état (*Tr. élém. de dr. civ.*, 4e édit , t. I, n° 875). — La remarque est judicieuse : il est vrai que l'exigence de la jurisprudence empêchera très souvent la preuve contre la possession d'état. Ici, cependant, elle laissait bien place à la preuve contraire, puisque le tiers demandait à établir la nullité ou l'inexistence du mariage.

III. Un premier moyen de démontrer l'illégitimité des consorts Sportès était tiré par l'appelant du jugement et de l'arrêt rendus en 1874 et 1875 relâchant par la séparation de corps le mariage de Moïse Sportès et de Kanna Karsenty. Ces deux décisions de justice prononcent la séparation aux torts de Sportès, en donnant pour cause précisément son état de concubinage avec Messaouda Benichou.

La cour écarte ce moyen parce que le jugement et l'arrêt de 1874-1875 n'ont point l'autorité de la chose jugée en l'espèce. Peut-être pourrait-on soutenir qu'il y a entre les deux instances identité de cause ; mais il n'y a certainement ni identité de parties, ni identité d'objet. Il n'y pas identité d'objet, puisqu'il s'agit aujourd'hui d'une action en licitation et en partage ou en nullité d'un testament, et non plus d'une action en séparation de corps. Il n'y a pas non plus identité de parties, puisque le procès actuel se débat entre Messaouda Karsenty et les consorts Sportès, et non plus entre Moïse Sportès et Kanna Karsenty. — Nous nous garderons de contester les constatations de l'arrêt ; mais elles ne nous semblent point pertinentes.

Il est très vrai que l'autorité de la chose jugée n'est, en principe, que relative, même dans les questions d'état. Cela, sans doute, n'a pas toujours été admis. On a cherché à donner aux jugements relatifs à l'état des personnes une autorité absolue, soit par la théorie du contradicteur légitime, soit par celle de l'indivisibilité de l'état. Mais on peut dire qu'aujourd'hui le système de l'autorité relative l'emporte en doctrine et en jurisprudence (M. Planiol, *Tr. élém. de dr. civ.*, 4e édit., t. I, n°s 440 et s.).

A ce principe, toutefois, il est nécessaire d'admettre une exception touchant les jugements, non pas déclaratifs, mais constitutifs de l'état. Les jugements prononçant une séparation de corps, un divorce, une in-

en séparation de corps et a été rendu entre un mari et sa

terdiction, une faillite, conférent une qualité nouvelle et la confèrent à l'égard de tous. (Voy. Lacoste, *De la chose jugée*, 2e édit., n° 701, p. 218 et les références). En pareille matière, la règle *res inter alios acta aut judicata neque nocere neque prodesse potest* ne se trouve point applicable. La célébration d'un mariage produit parfaitement effet à l'égard des tiers ; de même le jugement qui relâche par la séparation ou rompt le mariage par le divorce a effet *erga omnes*. Le principe de la relativité de la chose jugée ne pouvait donc pas trouver application en la matière. (M. Planiol, *op. cit.*, n°s 446-449).

La cour, cependant, n'a peut-être pas eu tort de ne point accepter comme absolument décisive la partie du jugement ou de l'arrêt attribuant le caractère de concubinage aux relations de Moïse Sportès avec Messaouda Benichou. C'est que l'autorité de la chose jugée ne s'attache qu'au dispositif même, et non aux considérations développées dans les motifs. Si donc nul ne pouvait contester l'état de séparation de corps établi par le jugement et par l'arrêt entre les époux Moïse Sportès et Kanna Karsenty, la même autorité n'était point attachée aux causes mêmes de cette séparation. (Voy. Aubry et Rau, t. VIII, § 769, p. 369 ; Lacoste, *op. cit.*, n°s 214 et suiv.).

Mais il nous semble que la cour devait retenir comme un élément important d'appréciation les faits rapportés dans le jugement et l'arrêt de séparation. On demeure étonné de la désinvolture avec laquelle la cour, dans son arrêt du 5 avril 1906, contredit aux affirmations de son arrêt du 29 décembre 1875. Nous ne pouvons nous empêcher d'être surpris qu'une juridiction si respectueuse de sa propre jurisprudence touchant les questions de droit fasse aussi bon marché de ses constatations les plus nettes relativement à un point de fait.

IV. L'appelant invoquait un autre moyen qui, lui, nous paraît absolument décisif. Nous n'aurons pas de peine à montrer que les raisons par lesquelles la cour a pensé l'écarter sont parfaitement controuvées.

Moïse Sportès, israélite, né à Oran en 1820, était manifestement de ceux qui ont été déclarés citoyens français par le décret du 24 octobre 1870. Désormais régi par la loi française, il n'a pu valablement contracter mariage en 1872 avec Messaouda Benichou, car : 1° ce mariage eût dû être célébré, non pas *more judaïco*, mais devant l'officier de l'état civil français ; 2° ce mariage était entaché de bigamie, puisque subsistait le mariage antérieur avec Kanna Karsenty, mariage relâché par la séparation de corps seulement en 1875.

Notons, en passant, que Moïse Sportès paraît bien s'être aperçu des vices de son mariage de 1872 puisque, par une antidate de la ketouba, il avait essayé d'en faire faussement remonter la célébration à 1869.

L'arrêt cependant admet que le mariage de 1872 est parfaitement valable et régulier, parce qu'il ne serait pas prouvé qu'à cette date Moïse Sportés fût citoyen français : il serait demeuré israélite indigène, soumis à la loi mosaïque ; il aurait donc pu se marier *more judaïco* et être bigame. Mais cette manière de voir implique deux grosses erreurs, erreur de droit constitutionnel consistant à admettre qu'un décret peut

première femme, il n'a pas autorité dans une instance en

modifier une loi, erreur d'interprétation qui consiste à généraliser un texte spécial à la matière électorale.

a) Cette fois encore la cour d'Alger persiste à appliquer le décret du 7 octobre 1871 dont l'inconstitutionnalité n'est pas douteuse. Le décret du 24 octobre 1870 est un décret-loi ; ce caractère résulte et des pouvoirs du gouvernement de la Défense nationale et de la disposition finale du décret : « Toute disposition législative, tout sénatus-consulte, décret, règlement ou ordonnance contraires sont abolies. » Pour abroger relativement aux israélites le sénatus-consulte de 1865, il faut une disposition ayant l'autorité d'une loi. Dès lors le simple décret du 7 octobre 1871 n'a pu, comme le voulaient ses auteurs « corriger, modifier et compléter » le décret Crémieux (Voy. la démonstration, dans notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 579, p. 29 ; voy. aussi A. Girault, *Principes de législat. colon.*, t. II, p. 506).

Cela est tellement évident que nous nous en voudrions d'insister. Et cependant, jusqu'ici aucun tribunal, aucune cour ne paraît s'en être aperçu. La légalité du décret de 1871 est acceptée comme un dogme. Ce n'en est pas moins une erreur énorme, absolument inexcusable.

La circonstance que cette erreur a été commise par les nombreux arrêts de la cour de cassation du 22 avril 1896 (*Rev. Alg.* 1896. 2. 161) n'est point de nature à l'atténuer. On sait sous l'empire de quelles préoccupations extra-juridiques ces arrêts sont intervenus.

b) Le décret du 7 octobre 1871 fût-il légal, il conviendrait du moins de lui maintenir son exacte portée. Or ce décret a trait uniquement à l'inscription des israélites sur les listes électorales ; son titre et toutes ses dispositions le prouvent. On met à l'inscription des israélites la condition de la preuve de leur indigénat suivant une procédure toute particulière ; on espère ainsi diminuer le nombre de ceux qui exerceront le droit de vote. Tout le monde approuvait que les israélites algériens fussent soumis aux lois françaises ; et le seul reproche adressé au décret Crémieux était l'intrusion des juifs dans le corps électoral (Voy. notamment de Ménerville, *Dict. de législat. alg.*, t. III, v° Israélites, p. 187). C'est à cette préoccupation que répondait le décret de 1871.

Il y a donc erreur à considérer la procédure prescrite par le décret comme le seul moyen d'établir une nationalité qui existait depuis l'annexion de l'Algérie à la France, une qualité de citoyen qui résultait de plein droit du décret du 24 octobre 1870.

Pour s'en convaincre mieux encore, il suffit de considérer dans ses conséquences l'opinion admise par la cour : elle se trouve immédiatement refutée par l'absurde. Il n'y aurait d'israélites citoyens français, donc soumis pour leur statut personnel à la loi française, que ceux à l'égard desquels serait intervenue la décision du juge de paix prévue à l'art. 3 du décret du 7 octobre 1871. Mais jamais cette décision n'est intervenue relativement à une femme : serait-ce que toutes les juives sont demeurées indigènes, et sont donc régies par la loi mosaïque, non par la loi française ? Telle est cependant l'inacceptable solution qu'implique nécessairement l'affirmation de l'arrêt.

V. La cour répond enfin aux prétentions de l'appelant par une argu-

licitation et partage d'une succession entre un légataire

mentation qui, si elle eût été exacte, aurait pu dispenser de toute autre. Le mariage de Moïse Sportès avec Messaouda Benichou, fût-il nul, vaudrait tout au moins comme mariage putatif, à raison de la bonne foi probable de la femme, et dès lors les enfants nés de cette union sont à considérer comme légitimes.

La cour d'Alger admet avec une extrême facilité la « putativité » des mariages. Ce paraît être pour elle un moyen commode d'effacer les nullités les plus graves, de donner effet au néant (voy. notamment Alger, 12 février 1903, *Rev. Alg.* 1904. 2. 141; 2 novembre 1905, *Rev. Alg.* 1906. 2. 63, avec notre note). C'est, croyons-nous, méconnaître complètement le caractère de cette institution. Elle est d'origine canonique : par l'exagération des prohibitions de mariage entre parents, un grand nombre de personnes étaient exposées, de la meilleure foi du monde, à contracter des mariages nuls; pour parer à cet inconvénient, la doctrine canonique inventa, comme palliatif, cette ingénieuse fiction. La règle est toujours : *quod nullum est nullum producit effectum.* Il faut conserver au mariage putatif son caractère de fiction, d'exception : il faut donc se garder de l'étendre au delà des termes des textes de même qu'au delà de son but.

Il suffit d'ouvrir le code civil et de lire l'art. 201 pour voir qu'il ne pouvait en aucune façon recevoir application en l'espèce : « Le mariage qui a été déclaré nul, produit néanmoins les effets civils, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi » Aucune des conditions mises par le texte ne se rencontre.

1° Le mariage de Moïse Sportès avec Messaouda Benichou n'avait pas été *contracté*. Ainsi que l'écrit M. Planiol, « d'après le texte c'est le mariage *contracté* de bonne foi qui peut produire les effets civils. Il faut donc qu'il y ait eu au moins quelque chose qu'on puisse considérer comme la célébration d'un mariage » (*Tr. élém. de dr. civ.*, 4e édit., t. I, n° 1107). Si l'arrêt rapporte qu'il a été dressé, en janvier 1872, une ketouba faussement datée, il ne constate pas que le mariage ait été effectivement célébré *more judaïco;* il ne constate pas qu'il y ait eu cette remise du symbole qui est la manifestation caractéristique et essentielle du mariage israélite (voy. une forte partie du traité *kidouschin*, dans le *Code rabbinique* d'Eben Haezer, trad. Sautayra et Charleville, t. I, p. 105 et s.).

2° C'était aux consorts Sportès à établir la *bonne foi* de leurs parents ou de l'un d'eux. Il est de règle que celui qui veut bénéficier d'une faveur exceptionnelle de la loi doit prouver qu'il remplit les conditions requises (Demolombe, t. III, n° 359; Laurent, t. II, n° 506; Planiol, t. I, n° 1099). — Il ne nous paraît pas que cette preuve ait été rapportée. La cour se contente d'une vague présomption tirée de la jeunesse (non autrement précisée) de Messaouda Benichou, de son éducation dans la religion et les mœurs israélites, de son ignorance des lois et des coutumes françaises. Déjà la cour avait admis une présomption semblable pour une jeune musulmane (Alger, 2 novembre 1905, déjà cité). Mais les femmes israélites ne sont point claustrées comme les femmes arabes; il n'est donc pas vraisemblable qu'elles soient aussi ignorantes que le veut bien croire la cour.

3° Le mariage n'était pas seulement *nul;* il était *inexistant*. Non seule-

ment, s'il eût existé, il eût été entaché de bigamie, mais, n'ayant été célébré que *more judaïco*, il manquait complètement de la solennité qui constitue, aux yeux de la loi française, un élément essentiel du mariage. Or, la bonne foi des époux ou de l'un d'eux peut bien couvrir les causes de nullité proprement dite, non les causes d'inexistence (Demolombe, t. III, n° 354; Aubry et Rau, t. V, § 460, p. 46, note 1; Laurent, t. II, n° 515, p. 650; — Bruxelles, 23 avril 1812; Bourges, 17 mars 1830, Sir. chr.). Nous avons montré que les quelques arrêts dissidents s'expliquent par des situations exceptionnelles et bien différentes de l'espèce considérée (voy. notre note sous Alger, 2 novembre 1905).

La facilité avec laquelle la cour d'Alger accepte comme mariages putatifs des mariages inexistants, des mariages qui n'ont même pas été célébrés, nous paratt extrêmement dangereuse. Elle tend à attacher les effets civils du mariage à n'importe quel concubinage. On peut même dire que c'est ce qui s'est produit dans l'espèce, puisque ce vilain nom est celui que la même cour avait, en 1875, appliqué aux relations de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou.

Avec cette interprétation excessivement extensive, on est loin des cas exceptionnellement favorables, où la nullité venait exclusivement des rigueurs canoniques, en vue desquels a été créée la fiction du mariage putatif.

VI. Les consorts Sportès proclamés enfants légitimes ou réputés tels de Moïse Sportès, la cour avait à apprécier la validité du testament et à régler la dévolution de la succession.

Le testament était argué de nullité pour cause de *suggestion* : il s'agissait donc d'un vice de la volonté qui n'est qu'une des formes du dol. La loi suivant laquelle il fallait apprécier cette question de nullité variait dès lors suivant la condition juridique attribuée au testateur.

a) Était-il seulement israélite indigène, ainsi que la cour l'a affirmé en écartant à son égard l'application du décret Crémieux ? Il fallait alors statuer *en droit mosaïque*. C'était aux consorts Sportès qui arguaient le testament de nullité à établir que, d'après le Talmud et la jurisprudence qui s'en est dégagée, les faits de la cause constituaient un cas de nullité du testament. (Sur les cas où les parties ont à approuver des règles de droit, voy. Planiol, t. II, n° 6). Il ne semble même pas qu'ils aient offert cette preuve.

b) Était-il, comme nous le croyons, citoyen français ? Alors seulement l'application de la règle rappelée dans notre arrêt, admise en doctrine et en jurisprudence (Planiol, t. III, n° 2884), pouvait être acceptée sans conteste. Il y a, dans l'arrêt un manque de logique à appliquer cette règle à un testateur dont le statut personnel est régi, non par la loi française, mais par la loi mosaïque.

Le testament maintenu comme non entaché de fraude ou de dol, quels étaient les droits des héritiers ? — Sur ce point, peu importait que le *de cujus* fût israélite indigène seulement ou citoyen français. La jurisprudence s'est établie, sous l'empire du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 que la loi mosaïque n'a été conservée aux israélites indigènes qu'en ce qui touche proprement le statut personnel, et non relativement au statut successoral (Voy. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 574). C'est cette jurisprudence qui doit encore trouver application s'il subsiste,

du mari et les enfants issus de son union avec une autre femme (1).

III. C'est à celui qui prétend qu'un israélite indigène algérien est citoyen français à prouver qu'il a cette qualité ;

Si un israélite né en Algérie avant l'occupation française paraît bien français d'après le décret du 24 octobre 1870, il n'a cette qualité qu'autant que son indigénat a été constaté par décision du juge de paix conformément à l'art. 3 du décret du 7 octobre 1871 ;

Dès lors que la preuve n'est point rapportée que cette décision ait été rendue, on ne peut considérer l'israélite indigène comme citoyen français ;

Peu importe que cette qualité ait été attribuée à l'israélite considéré par un jugement du tribunal civil et par un arrêt de la cour, si ce jugement et cet arrêt n'ont point l'autorité de la chose jugée en l'espèce, et surtout s'ils sont antérieurs aux arrêts de la cour de cassation du 22 avril 1896 (2).

IV. Le mariage contracté par un citoyen français more judaïco *et malgré l'existence d'un précédent mariage, encore que nul, doit du moins être déclaré putatif si on peut présumer que l'un des époux ait été de bonne foi, notamment si la femme, jeune, élevée dans la religion et les mœurs israélites, ignorante des lois et des coutumes françaises, a pu ignorer l'obstacle qui entachait son mariage de nullité et s'est considérée comme légitimement mariée ;*

Les enfants issus de cette union exercent tous les droits et actions attribués aux enfants issus d'un mariage valable et légitime ; ils sont héritiers réservataires de leur père et peuvent attaquer toutes dispositions testamentaires faites en fraude de leurs droits (3).

V. La suggestion ne peut entraîner la nullité du testament que si elle repose sur des faits caractéristiques de dol et de fraude (4).

(Karsenty c. consorts Sportès)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les époux Korchia, intimés, font itératif défaut, faute d'avoir constitué avoué ; — Attendu que la dame Esther Sportès, épouse Messaoud Karsenty, autre intimée, déclare s'en rapporter à justice ; — Attendu que Moïse

---

ainsi que le prétendent — bien à tort, selon nous (Voy. *Tr. élém.*, t. II. nos 577-580, 582) — la jurisprudence et l'administration, des israélites indigènes non citoyens français.

(1-4) V. *suprà*, p. 234.

Émile LARCHER.

Sportés est décédé à Oran le 20 février 1892, à l'âge de 72 ans, en l'état d'un testament en date du 10 février même année, reçu Me Pottier, notaire à Oran, et par lequel il instituait son légataire universel Messaoud Karsenty, son neveu ; — Attendu que le 7 mars 1892, un acte de notoriété dressé par le même notaire constata que feu Moïse Sportès n'avait laissé aucun ascendant ni descendant ayant droit à réserve dans sa succession ; — Attendu que Messaoud Karsenty a été en conséquence mis en possession de la succession de Moïse Sportès ; --Attendu que par exploit de Lebhar, huissier à Oran, en date du 12 novembre 1903, la dame Kanna Sportès, épouse Chaloum Ayache, et Chaloum Ayache, son mari, ont assigné Messaoud Karsenty, avec les consorts Sportès leurs frères et sœurs, en licitation et partage de tous les biens dépendant de la succession de feu Moïse Sportès et en nomination d'un séquestre pour gérer et administrer ces biens jusqu'au partage ou licitation ; — Attendu que les consorts Sportès ont déclaré en première instance comme ils déclarent devant la cour faire cause commune avec Kanna Sportès, à l'exception de la dame Esther Sportès, épouse Messaoud Karsenty, qui déclare s'en rapporter à justice ; — Attendu que la dame Kanna Sportès, épouse Chaloum Ayache, et les autres consorts Sportès ont soutenu devant le tribunal qu'ils étaient les enfants légitimes de Moïse Sportès comme étant nés de son mariage avec Messaouda Benichou, célébré *more judaïco*, en janvier 1872, ayant été inscrits comme tels dans leurs actes de naissance et ayant toujours eu une possession d'état conforme à leur état civil ; qu'en conséquence ils étaient tout au moins les héritiers réservataires de leur père, Moïse Sportès ; — Qu'ils ont de plus prétendu que le testament de Moïse Sportès devait être annulé comme entaché de suggestion ; — Attendu que de son côté Messaoud Karsenty a contesté l'existence légale du mariage entre Moïse Sportès et Messaouda Benichou et par conséquent la qualité d'enfants légitimes et par suite d'héritiers réservataires des consorts Sportès ; — Qu'en conséquence, il était, en vertu du testament du 10 février 1892, l'instituant légataire universel, seul héritier de Moïse Sportès ; — Attendu que, par jugement en date du 4 juin 1903, le tribunal d'Oran, faisant droit à la demande des consorts Sportès, les a déclarés enfants légitimes et héritiers réservataires de Moïse Sportès et sur la nullité du testament a admis les demandeurs à prouver, tant par titres que par témoins, un certain nombre de faits par eux articulés, réservant à se prononcer sur la demande en licitation et partage jusqu'après l'enquête ordonnée et nommant un administrateur séquestre de toute la succession de Moïse Sportès et

notamment de tous les immeubles énumérés dans l'exploit introductif d'instance ; — Attendu que Messaoud Karsenty a interjeté appel de ce jugement ; — Que les consorts Sportès ont interjeté appel incident en ce qui touche le testament qu'ils demandent à la cour de reconnaître dès à présent nul et de nul effet, demandant d'ailleurs subsidiairement la confirmation du jugement, en ce qu'il a ordonné une enquête à cet égard ;

Sur l'appel principal : — Attendu qu'il échet d'abord de rechercher si les consorts Sportès sont les enfants légitimes de Moïse Sportès et par conséquent ses héritiers réservataires ; — Attendu, en fait, que Moïse Sportès avait d'abord en 1836, à Oran, contracté mariage, more judaïco, avec la dame Kanna Karsenty ; — Qu'en 1871, on le trouve vivant matrimonialement avec une autre femme Messaouda Benichou, mère des consorts Sportès, et qu'ils prétendent avoir été la femme légitime de leur père ; — Que dès 1873, un enfant issu d'eux est inscrit sur les registres de l'état civil d'Oran comme enfant légitime de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou ; — Qu'il en a été de même des six autres fils ou filles nés d'eux postérieurement ; — Attendu qu'il est non contesté qu'ils ont tous été élevés et ont vécu dans la famille comme enfants légitimes de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou, de même, que cette dernière a toujours été considérée comme femme légitime de Moïse Sportès ; qu'elle a été indiquée comme telle dans son acte de décès en date du 1er février 1893, ainsi que dans l'épitaphe inscrite sur sa tombe ; — Que, dans son acte de mariage en date du 19 février 1896, Esther Sportès, une des filles, mariée à Messaoud Karsenty, l'appelant lui-même, et ce postérieurement au testament de Moïse Sportès du 10 février 1892 et à son décès, est portée comme fille légitime de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou et assistée de sa grand'mère maternelle, c'est-à-dire de la mère de Messaouda Benichou ; que l'un des témoins du mariage est Messaoud Benichou, oncle maternel de la future ; — Qu'une autre fille de Moïse Sportès, Kanna Sportès, est également indiquée dans son acte de mariage du 1er avril 1903, comme fille légitime des mêmes ; — Que l'un des fils a fait son service militaire, en tant que fils légitime de Moïse Sportès ; — Attendu qu'il est donc constant que les consorts Sportès ont eu possession d'état d'enfants légitimes ; — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence, au sens de l'art. 197 c. civ., que lorsque des enfants qui se prétendent légitimes sont ainsi en possession d'état d'enfants légitimes, confirmée par leurs actes de naissance, ils sont dispensés de représenter l'acte de célébration de mariage de leurs père et mère ; — Attendu

qu'il serait donc sans intérêt que cet acte ne soit pas représenté, dans l'espèce ; — Que d'ailleurs si cet acte n'est pas représenté, il résulte des circonstances de la cause qu'il a existé, sous la forme d'une ketouba passée en janvier 1872, devant un rabbin, en présence de témoins, dans la forme de de la religion mosaïque ; — Que si cette ketouba a été antidatée et faussement indiquée comme étant du 9 septembre 1869, fait pour lequel Moïse Sportès a été poursuivi pour faux et traduit devant la cour d'assises d'Oran, il résulte de l'arrêt même de la chambre des mises en accusation du 11 mars 1875 qu'elle a existé, à la date de janvier 1875, et que le mariage religieux more judaïco a été réellement célébré ; — Mais, attendu, que dans tous les cas, que l'acte du mariage soit représenté ou qu'il ne le soit pas, les tiers y ayant intérêt peuvent toujours être admis à établir par les moyens de preuve du droit commun la nullité du mariage et par suite l'illégitimité des enfants ; qu'il est évident que Messaoud Karsenty, bénéficiaire du testament du 10 février 1892, a intérêt à faire cette épreuve ; qu'il doit donc y être admis ;

Attendu que pour prouver la nullité du mariage de Moïse Sportès et de Messaouda Benichou, Messaoud Karsenty invoque deux moyens ; — Attendu que le premier est tiré de la chose jugée résultant d'un jugement du tribunal d'Oran en date du 30 juin 1874, confirmé par arrêt de la cour d'Alger en date du 29 décembre 1875, prononçant la séparation de corps entre Moïse Sportès et Kanna Karsenty, sa première épouse ; — Qu'il résulte en effet de ces décisions judiciaires que le tribunal d'Oran et la cour ont admis à cette époque qu'il n'y avait pas d'union légitime entre Moïse Sportès et Messaouda Benichou, et qu'ils vivaient dans un état de concubinage que ces jugement et arrêt ont retenu comme un des motifs de la séparation de corps prononcée entre les époux aux torts du mari ; — Mais attendu que, pour qu'il y ait chose jugée, il faut, aux termes de l'art. 1351 c. civ., qu'il y ait à la fois identité d'objet, de cause et de parties ; — Attendu qu'il suffit de rapprocher les qualités du jugement du 30 juin 1874 de celles du jugement du 6 juin 1904, dont est appel, pour constater qu'il n'y a pas identité d'objet ; que pour le premier, l'objet du litige était en effet une demande en séparation de corps, tandis que pour le second, il était une demande en licitation et partage de succession ; — Attendu que, si on peut trouver une certaine identité de cause, entre les deux procès, les questions en discussion étant en partie les mêmes, il est constant qu'il n'y a pas identité de parties, que la première instance était engagée en effet entre Moïse Sportès et sa première femme Kanna Karsenty ; que sa deuxième femme

n'était pas partie au procès et encore moins les enfants de celle-ci ; — Attendu qu'il a été du reste particulièrement jugé qu'en matière de nullité de mariage, la question de la chose jugée ne peut se poser que si les deux époux dont le mariage est discuté ont figuré au procès (cass. 29 mai 1846) ; — Attendu que deux tout au moins des conditions exigées par l'art. 1351 font donc défaut en l'espèce et que l'exception de chose jugée n'est par conséquent pas opposable ;

Attendu que la seconde cause de nullité invoquée par Messaoud Karsenty contre le second mariage de Moïse Sportès est tirée de la qualité de français que Moïse Sportès, israélite indigène, aurait acquise de plano avant janvier 1872, date de son mariage avec Messaouda Benichou par le décret du 24 octobre 1870, modifié par celui du 7 octobre 1871 ; — Qu'il en résulterait que devenu citoyen français Sportès était, dès cette époque, soumis aux lois françaises et ne pouvait contracter un second mariage *more judaïco*, le premier existant encore ; — Attendu que c'est à Messaoud Karsenty qu'il incombe de prouver que Moïse Sportès avait la qualité de français aux termes des deux décrets précités, à l'époque dudit mariage ; — Que Moïse Sportès, indiqué dans son acte de décès comme né à Oran, et étant né d'après l'âge auquel il est mort à une époque antérieure à l'occupation française paraît bien tomber sous l'application du décret du 24 octobre 1870 ; — Mais attendu qu'aux termes de l'art. 3 du décret du 7 octobre 1871 qui a interprété et complété celui du 24 octobre 1870, l'indigénat des israélites doit être constaté par une décision du juge de paix rendue conformément au dit article ; — Qu'il résulte de plusieurs arrêts de la cour de cassation en date du 22 avril 1896, que c'est cette décision du juge de paix qui vaut « titre à l'israélite » et que dès lors ce n'est qu'autant qu'elle existe qu'il est légalement établi que l'israélite est un indigène au sens des décrets de 1870 et 1871 et par conséquent citoyen français ; — Attendu qu'il ne résulte d'aucun document de la cause que cette décision du juge de paix était intervenue en ce qui touche Moïse Sportès ; que Karsenty ne rapporte par conséquent pas la preuve que ledit Sportès ait eu la qualité de citoyen français à l'époque de son second mariage ; — Attendu que c'est en vain, en présence de ce qui a été dit plus haut concernant l'autorité de la chose jugée, que l'appelant se prévaut de ce que le jugement du 30 juin 1874 et l'arrêté du 29 décembre 1875 précités ont reconnu à Moïse Sportès la qualité de français ; que ces décisions judiciaires sont, du reste, antérieures aux arrêts de la cour de cassation susindiqués ; — Attendu que Messaoud Karsenty n'a donc pas fait la preuve de la nullité du mariage

contracté, *more judaïco*, entre Moïse Sportès et Messaouda Benichou en janvier 1872 ;

Attendu au surplus, que cette preuve serait-elle faite et le mariage devrait-il être considéré comme nul, qu'il y aurait lieu de rechercher s'il ne constituerait pas tout au moins un mariage putatif ; — Attendu qu'aux termes des art. 201 et 202 c. civ., le mariage déclaré nul, quand il a été contracté de bonne foi, même de la part d'un seul des époux, produit néanmoins des effets civils en faveur de cet époux et des enfants issus du mariage ; — Attendu qu'en l'espèce tout indique que la dame Messaouda Benichou a été de bonne foi ; — Qu'elle était en effet fort jeune quand elle s'est mariée, élevée dans la religion et les mœurs israélites, ignorante des lois et des coutumes françaises ; — Que l'on peut donc admettre qu'elle ait ignoré l'obstacle qui pouvait entacher son mariage de nullité ; — Que cela suffit pour constituer la bonne foi en cette matière ; — Attendu en outre qu'il est constant ainsi qu'il a été déjà dit plus haut que Messaouda Benichou a eu possession d'état de femme légitime ; qu'elle a toujours été traitée comme telle jusqu'à sa mort ; qu'elle a donc pu se considérer elle-même comme légitimement mariée ; — Attendu que la bonne foi d'un des époux suffit aux enfants pour leur permettre d'exercer tous les droits et actions attribués aux enfants issus d'un mariage valable et légitime ; — Que c'est ainsi qu'ils succèdent à leurs parents et peuvent attaquer toutes dispositions testamentaires en fraude de leurs droits ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que la dame Chaloum Ayache et les autres consorts Sportès doivent être considérés comme les enfants légitimes de Moïse Sportès et ses héritiers réservataires ayant sur sa succession tous les droits que comporte cette qualité ; — Qu'ils sont par conséquent bien fondés dans leur demande en partage et licitation ; — Que c'est avec raison que les premiers juges ont nommé un administrateur séquestre aux biens de la succession jusqu'au partage et licitation ; — Qu'il y a lieu de maintenir cette mesure conservatoire ;

Sur l'appel incident : — Attendu que les consorts Sportès fondent leur demande en nullité du testament de Moïse Sportès en date du 10 février 1892, sur des actes de suggestion dont le *de cujus* aurait été l'objet de la part de son légataire universel Messaoud Karsenty ; — Attendu que la suggestion ne peut entrainer la nullité du testament que si elle repose sur des faits caractéristiques de dol et de fraude ; — Que le dol et la fraude n'apparaissent pas en l'espèce ; — Attendu, en effet, qu'il résulte des éléments de la cause notamment des

jugement et arrêt de 1874 et de 1875, ainsi que de la poursuite à laquelle il s'est exposé en antidatant la ketouba de 1872, que Moïse Sportès a eu au moins des doutes sur la validité de son second mariage et par conséquent sur la légitimité de ses enfants ; qu'il est vraisemblable que dans ces conditions il ait voulu sauvegarder leurs droits en instituant Messaoud Karsenty, dans lequel il croyait avoir confiance, son légataire universel ; — Attendu qu'en admettant même que ce dernier l'ait encouragé dans cette voie, cela ne suffirait pas pour constituer le dol et la fraude ; — Attendu qu'il ressort d'ailleurs des renseignements de la cause que Moïse Sportès avait pensé à d'autres personnes comme légataires universels ; qu'il avait même fait des ouvertures à cet égard à un sieur Isaac Karsenty ; — Attendu qu'il n'y a donc lieu d'annuler *de plano* le testament attaqué comme le demande les consorts Sportès ; — Attendu que c'est même à tort que les premiers juges les ont admis à prouver à l'appui de leur demande un certain nombre de faits articulés par eux ; — Que ces faits fussent-ils établis, ils ne constitueraient ni le dol ni la fraude ; — Attendu que la preuve en serait inutile et inopérante ; — Qu'il y a lieu dès lors de réformer le jugement déféré sur ce point ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges en ce qu'ils ne sont pas contraires au présent arrêt :

... Sur l'appel principal : — Dit bien jugé, mal appelé en ce que les premiers juges ont déclaré les consorts Sportès enfants légitimes et héritiers de leur père décédé ; — Confirme sur ce point le jugement déféré ;

Sur l'appel incident, émendant : — Dit n'y avoir lieu de prononcer la nullité du testament de Moïse Sportès en date du 10 février 1892 lequel doit produire ses effets de droit en l'état du présent arrêt ; — Dit n'y avoir lieu d'autoriser les consorts Sportès à prouver tant par titres que par témoins les faits articulés par eux, cette preuve étant inutile et inopérante ;

Sur les deux appels : — Dit qu'il n'y a lieu, la preuve n'étant pas ordonnée, de surseoir à statuer sur la demande des consorts Sportès en licitation et partage ; — Dit la dite demande bien fondée et y fait droit ; — Confirme jusqu'aux dits partage et licitation la nomination de l'administrateur séquestre avec la mission qui lui a été confiée par le jugement déféré ; — Confirme le dit jugement dans toutes ses autres dispositions non contraires au présent arrêt.

MM. VACHER, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes REY, KANOUI (d'Oran) et BENISTI, *av.*

COUR DE CASSATION (ch. crim.)

10 août 1906

Vol, tentative, acte préparatoire, effraction.

Le fait d'avoir pratiqué un trou dans le mur d'une maison, alors que ce fait, dans l'intention des prévenus, se rattachait à un vol et tendait directement à l'exécution de ce délit, constitue une tentative de vol manifestée par des actes extérieurs et un commencement d'exécution.

Doit être cassé le jugement qui n'y voit qu'un acte préparatoire et relaxe les prévenus (1).

(Proc. de la Rép. de Bougie c. Moussouni et Boudjemaï)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art 2, 384 et 401 c. pén ; — Attendu que Moussouni et Boudjemaï étaient prévenus de tentative de vol

---

(1) Nous estimons, comme la chambre criminelle de la cour de cassation, que le jugement du tribunal correctionnel de Bougie, — statuant comme juridiction d'appel du tribunal répressif indigène d'El Kseur, — devait être cassé. Mais, à notre avis, c'eût dû être pour des motifs très différents.

Le tribunal correctionnel de Bougie, pensons-nous, avait bien jugé en se refusant à voir dans l'acte d'effraction reproché aux prévenus une tentative de vol. Il est vrai qu'une jurisprudence, aujourd'hui inébranlable, de la cour de cassation veut que l'escalade et l'effraction, alors même qu'elles ne seraient suivies d'aucun effet, constituent des actes d'exécution, donc des tentatives de vol. (Voy. les très nombreux arrêts cités par Garçon, *C. pén. ann.*, art. 2 et 3, n° 53). C'est en vain que, pendant la première moitié du XIX^e^ siècle, les cours d'appel avaient essayé de résister à une tendance antijuridique : leurs arrêts étaient régulièrement cassés. (Voy. les arrêts cités, ibid., n° 52).

L'opinion formulée par le tribunal de Bougie est l'expression de la théorie *objective* sur la nature de la tentative. Ce qui différencie l'acte préparatoire de l'acte d'exécution, c'est que, tandis que celui-ci ne laisse aucun doute sur sa relation avec le crime ou le délit, il en est autrement de celui-là : celui-ci ne laisse aucun doute sur l'intention de l'agent ; celui-là ne peut être rattaché à l'infraction que par une intention plus ou moins manifestée, donc difficile à prouver. — Qu'est-ce donc que

au préjudice de Si Ahmed Moussa et que le tribunal répressif indigène d'El Kseur les avait condamnés pour ce délit, en se fondant notamment sur ce que connaissant les dispositions de la maison de Si Ahmed Moussa et l'existence d'une réserve importante de figues et de grains dans une pièce de la dite maison, ils avaient recouru pour s'en emparer à un procédé d'un usage constant en pays kabyle et que cette tentative n'avait manqué son effet que par la survenance des gardiens de nuit ; — Attendu que le tribunal de Bougie, statuant en appel du tribunal répressif, constate que le fait reproché aux prévenus, consiste à avoir pratiqué un trou au-dessous de la fenêtre dans le mur de la maison du nommé Si Ahmed Moussa ; qu'il ajoute que si ce fait se rattache au vol dans l'intention des prévenus et tendait ainsi directement à l'exécution de ce délit, ce n'est là cependant, à moins d'incriminer la pensée criminelle des inculpés, qu'un acte préparatoire du délit, acte préparatoire qui est, d'ailleurs, puni non comme tentative du délit mais bien comme un délit ; et qu'il conclut en relaxant par ces motifs les deux prévenus ; — Mais attendu que les faits relevés par le jugement attaqué sont une tentative de vol manifestée par des actes extérieurs et un commencement d'éxécution ; qu'il n'a, en effet, manqué à cette action pour être le crime consommé que le complément de

---

l'effraction ? Elle peut servir à préparer un crime de vol, comme on le soutenait en l'espèce ; mais elle peut préparer aussi bien un meurtre, un viol, voir un acte parfaitement licite, comme celui d'un mari qui entend rejoindre sa femme. On peut critiquer vivement la jurisprudence qui fait de l'effraction un acte d'exécution, une tentative de vol, mais non de meurtre ou de viol. — Nous pensons, avec une respectable partie de la doctrine (Laborde, *Cours de dr. pén.* n° 104 ; Molinier, *Tr. du dr. pén.*, t. II, p. 59 ; Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie du c. pén.*, t. I, n° 256 ; Champcommunal, *Etude sur la législation comparée de la tentative*, *Rev. critique*, 1895, p. 56), que ce n'est qu'un acte préparatoire, puisqu'il est impossible de dire « à moins d'incriminer la pensée criminelle des prévenus » quel crime il prépare, voir s'il en prépare un.

Mais, même en admettant que la cour de cassation ait abandonné sa théorie *subjective* ou intermédiaire, elle devait cependant casser le jugement du tribunal correctionnel de Bougie. C'est que ce tribunal ne devait prononcer le relaxe qu'autant que les faits par lui reconnus constants ne constituaient aucune infraction ; or il n'en était pas ainsi puisque le fait de forer un trou dans un mur constitue évidemment une destruction de clôture (art. 456 c. pén.).

On voit par là que l'exacte application de la loi laisse une place très suffisante à la répression : point n'est besoin de torturer les textes ; il suffit de les connaître. É. L.

cette exécution ; qu'en relaxant les prévenus, le tribunal a méconnu et violé les art. 2 et 384 c. pen. ; que si à défaut d'appel du ministère public, le tribunal correctionnel ne pouvait se déclarer incompétent, en se fondant sur le caractère criminel des faits, il devait les considérer comme susceptibles d'être punis par application de l'art. 401 c. pén. ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Bougie, rendu, le 26 mai 1906..... renvoie devant le tribunal correctionnel de Sétif.

MM. BARD, *prés.* ; BÉRARD DES GLAJEUX, *rapp.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (ch. crim.)

3 janvier 1907

Cours criminelles, Algérie, assesseurs-jurés, liste de jugement, tirage au sort, procès-verbal, mention des noms, omission.

Aucune disposition de loi n'exige l'insertion au procès-verbal du nom des assesseurs-jurés présents lors du tirage au sort de la liste de jugement. A omettre de mentionner ces noms, il n'y a aucune violation de la loi ou des droits de la défense (1).

(Mohamed ben Miloud Latrèche et autres c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen du pourvoi pris de la violation des art. 2, 3, 7, 8 de la loi du 30 décembre 1902, 372, 399 c. i. cr.

---

(1) Nous avons quelques doutes sur l'exactitude de cette solution.

On observe, on le sait, pour la procédure en cour criminelle les règles tracées par le c. i. cr. pour la cour d'assises, autant au moins que le texte de la loi du 30 décembre 1902 ne contient pas de dispositions contraires et que ces règles sont compatibles avec la composition spéciale de cette juridiction criminelle musulmane (V. notre note sous crim. rej. 26 mai 1905, *Rev. Alg.* 1906. 2. 14).

Or, d'une part, l'art. 372 c. i. cr. dispose que « le greffier dressera un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités pres-

et 7 de la loi du 20 avril 1810 et des droits de la défense, en ce que le procès-verbal du tirage des assesseurs-jurés ne fait connaître ni le nombre ni le nom des assesseurs-jurés musulmans qui ont répondu à l'appel et qui ont été soumis à la formalité du tirage, de telle sorte qu'il ne serait point établi que la cour criminelle ait été régulièrement composée dans l'espèce, puisqu'il est impossible de vérifier si le tirage a porté sur le nombre d'assesseurs exigé par la loi, si ceux-ci avaient été compris dans la liste dressée par application de l'art. 3 de la loi de 1902, si leurs noms avaient été notifiés à l'accusé en vue de lui permettre d'user de la faculté de récusation et s'ils remplissaient les conditions d'identité requises par la loi : — Attendu qu'il est énoncé par le procès-verbal dressé en l'espèce « que le greffier a fait l'appel des assesseurs-jurés musulmans non excusés et non dispensés ; qu'il a déposé ensuite dans une urne le nom de chacun des assesseurs-jurés musulmans répondant à l'appel de son nom et qu'après avoir fait connaître aux accusés leur droit de récusation, le président a agité les quatre bulletins dans l'urne et procédé au tirage au sort ; » — Attendu que ces énonciations font connaître, contrairement à la prétention du mémoire, le nombre des assesseurs-jurés musulmans ayant répondu à l'appel de leurs noms, et, s'il est vrai qu'elles ne reproduisent pas le nom de chacun d'eux, aucune des dispositions de loi visées au moyen n'exige l'insertion au procès-verbal du nom des assesseurs-jurés présents ; qu'il n'y a eu, par suite, aucune violation de la loi ou des droits de la défense ; — Et attendu que l'arrêt est régulier et que les peines prononcées ont été légalement appliquées aux faits déclarés constants par la cour criminelle ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé par les ci-après nommés : 1° Mohammed ben Miloud Latrèche ; 2° Sliman ben Mohammed ben Miloud ; 3° Sihali Mohammed ben Omar ; 4° Atoum Ali ben Mohammed contre l'arrêt de la cour crimi-

---

crites ont été observées ». D'autre part, aux termes de l'art. 399 du même code, « au jour indiqué, et pour chaque affaire, l'appel des jurés non excusés et non dispensés sera fait avant l'ouverture de l'audience, en leur présence, et en présence de l'accusé et du procureur général. — Le *nom* de chaque juré répondant à l'appel sera déposé dans une urne ».

Comment la cour de cassation vérifiera-t-elle l'exacte observation des formalités prescrites à l'art. 399 si le procès-verbal ne mentionne pas les noms des jurés ou des assesseurs-jurés qui ont répondu à l'appel ?

La solution donnée nous semble inspirée par le désir de ne pas multiplier les nullités.

E. L.

nelle d'Alger en date du 7 novembre 1906, qui les a condamnés : Mohammed ben Miloud Latrèche et Atoum Ali ben Mohammed, tous les deux à la peine de mort ; Sliman ben Mohammed ben Miloud aux travaux forcés à perpétuité et Sihali Mohammed ben Omar à vingt ans de travaux forcés pour assassinat et complicité de ce crime ; — Condamne solidairement les demandeurs aux dépens; — Prononce la contrainte par corps pour le recouvrement des dépens contre Sihali Mohammed ben Omar seul; limite en ce qui concerne le dit Sihali, la durée de la contrainte par corps au minimum fixé par la loi.

MM. BARD, *prés.*; BERCHON, *rapp.*; LOMBARD, *av. gén.* — Mes PERRIN et DUFOUR, *av.*

COUR DE CASSATION (ch. crim.)

4 janvier 1907

Cours criminelles, Algérie, assesseurs-jurés, liste de session, notification à l'accusé, tardivité, nullité.

Conformément à l'art. 395 c. i. cr., applicable aux cours criminelles d'Algérie, la notification de la liste des assesseurs-jurés français et indigènes musulmans doit être faite la veille du jour déterminé pour la formation du tableau. La notification de la liste faite le jour même où a été effectué le tirage au sort des assesseurs-jurés de jugement entraîne la nullité de la liste des assesseurs-jurés de jugement et de tout ce qui a suivi (1).

(Lemmouchi Ahmed ben Mohammed c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen relevé d'office et pris de la violation des art. 395 c. i. cr. et 11 de la loi du 30 décembre

---

(1) L'art. 395 c. i. cr. dispose en effet : « La liste des jurés sera notifiée à chaque accusé la veille du jour déterminé pour la formation du tableau ; cette notification sera nulle ainsi que tout ce qui aura suivi si elle est faite plus tôt ou plus tard. »

1902 : — Vu les dits articles ; — Attendu que l'art. 395 c. i. cr., applicable aux termes de l'art. 11 de la loi du 30 décembre 1902 aux cours criminelles d'Algérie, est ainsi conçu : « La liste des jurés sera notifiée à chaque accusé la veille du jour déterminé pour la formation du tableau ; cette notification sera nulle ainsi que tout ce qui aura suivi si elle est faite plus tôt ou plus tard » ; — Attendu que la formalité prescrite par cet article est d'ordre public ; qu'établie pour donner à l'accusé toute facilité de préparer l'exercice de son droit de récusation, elle intéresse essentiellement le droit même de défense ; — Attendu, dans l'espèce, que la notification de la liste des assesseurs-jurés français et indigènes-musulmans n'a été faite à l'accusé Lemmouchi Ahmed ben Mohammed que le 13 novembre 1906, c'est-à-dire le jour même où a été effectué contradictoirement avec lui le tirage des assesseurs-jurés de jugement ; — Que cette violation de l'art. 395 entraîne nécessairement la nullité de la liste des assesseurs-jurés de jugement et de tout ce qui a suivi ;

Par ces motifs : — Casse et annule la formation du tableau des assesseurs-jurés de jugement, les débats et l'arrêt de la cour criminelle de Guelma du 13 novembre 1903 qui condamne le demandeur aux travaux forcés à perpétuité pour assassinat et vol qualifié et, pour être statué à nouveau, conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant la cour criminelle de Constantine.

MM. BARD, *prés.* ; MALEPEYRE, *rapp.* ; LOMBARD, *av. gén.*

Toutefois, la jurisprudence, non sans raison, admet qu'une notification faite plus tôt que ne le prescrit la loi n'est point une cause de nullité. Cette violation du texte ne cause aucun préjudice à l'accusé, qui, d'ailleurs, peut bien avoir connaissance de la liste de session avant qu'elle lui soit notifiée, puisqu'elle a été tirée au sort en audience publique, et assez ordinairement reproduite par les journaux locaux (crim. rej. 4 janvier 1812 ; crim. rej. 28 février 1889, D. P. 1890. 1. 190).

Mais une notification tardive est une cause de nullité. Jurisprudence constante, depuis crim. cass. 16 juillet 1819 jusqu'à crim. cass. 4 août 1904, Bull. crim. n° 364, p. 606.

Nul doute que, à raison de la disposition générale de l'art. 11 de la loi du 30 décembre 1902 renvoyant aux dispositions du c. i. cr. pour la procédure, ces règles ne doivent trouver application à la notification de la liste de session des assesseurs-jurés des cours criminelles.

É. L.

COUR DE CASSATION (ch. des req.)

—

11 mars 1907

—

Applicabilité des lois françaises en Algérie, lois modificatives, loi du 2 janvier 1902, assurances, compétence.

—

Les lois simplement modificatives d'une législation qui est en vigueur en Algérie y sont exécutoires de plein droit en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole.

Il en est ainsi de la loi du 2 janvier 1902, qui a modifié, en matière de contrats d'assurances et de litiges auxquels ils donnent lieu, les règles de compétence établies d'une manière générale par les art. 2 et 59, § 9, c. pr. civ. qui est exécutoire en Algérie dans les termes de la promulgation qui en a été faite par l'ordonnance du 16 avril 1843 (1).

(Cie *L'Africaine* c. Muzart)

Confirmant un jugement du juge de paix du canton d'Alger-sud du 5 mai 1904, le tribunal civil d'Alger (1re ch.) a rendu, le 4 mars 1905, le JUGEMENT suivant :

---

(1) La solution donnée par l'arrêt ci-dessus reproduit ne peut, en elle-même, être qu'approuvée.

Tout au plus critiquerons-nous la formule un peu trop étroite de l'arrêt de la chambre des requêtes, qui semblerait n'admettre, comme applicables de plein droit en Algérie, que les lois *simplement* modificatives de la législation déjà en vigueur (Voy. nos observations sous civ. rej., 29 janvier 1907, *Rev. Alg.*, 1907. 2. 110).

La formule employée dans le jugement du tribunal d'Alger contre lequel était dirigé le pourvoi nous paraît préférable : « Les lois nouvelles qui modifient une législation déjà en vigueur en Algérie y sont de plein droit applicables ».

Voy. au surplus l'étude de M. Louis Rolland, *Les lois modificatives en législation algérienne et l'application en Algérie de la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix*, *Rev. Alg.*, 1906. 1. 69.

En ce qui concerne la loi du 2 janvier 1902, nous avons reproduit déjà un jugement en ce sens : j. de p. de Souk-Ahras, 19 avril 1905, *Rev. Alg.*, 1905. 2. 245, et notre note. E. L.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la compagnie d'assurances *L'Africaine* a interjeté appel d'un jugement rendu par défaut, le 5 mai 1904, par le juge de paix du canton sud d'Alger, qui, se basant sur la loi du 2 janvier 1902, s'est déclaré incompétent dans l'action en payement de primes intentée par ladite compagnie contre le sieur Muzart, agriculteur, demeurant à Davout, département de Constantine ; — Qu'elle soutient que ladite loi du 2 janvier 1902 est inapplicable en Algérie faute de promulgation et parce qu'elle n'est pas modificative d'un autre texte de loi ; — Attendu que l'appel est recevable en la forme ;

Statuant sur le moyen pris de l'inapplicabilité de la loi du 2 janvier 1902 : — Attendu tout d'abord que la loi du 2 janvier 1902, relative à la compétence en matière d'assurances, dispose dans son art. 1[er] : « En » matière de contrats d'assurances et de litiges auxquels ils donnent lieu, » le défendeur sera assigné devant la juridiction compétente dans le » ressort de laquelle se trouve le domicile de l'assuré, de quelque assu- » rance qu'il s'agisse, sauf..... », et dans son art. 2 : « Toute conven- » tion, antérieure à la naissance du litige, contraire à la présente loi, » sera, sauf l'effet des stipulations contenues dans les polices actuelle- » ment en cours, nulle de plein droit » ; — Attendu que depuis cette loi les principes généraux de la compétence ne sont plus applicables en matière d'assurances ; — Attendu que des documents de la cause il résulte que les polices d'assurances dont se prévaut la C[ie] *L'Africaine* ont été souscrites par Muzart à Davout (Constantine), le 22 février 1902 ; — Que ledit Muzart est domicilié à Davout, canton de Bordj-bou-Arréridj ; — Que, cité devant M. le juge de paix d'Alger, il n'a pas été déféré à son juge naturel, c'est-à-dire en conformité de la loi de 1902, au juge de paix du canton de son domicile ; — Attendu qu'il échet de rechercher si la loi dont s'agit est applicable en Algérie ; — Attendu qu'il est de principe que les lois nouvelles qui modifient une législation déjà en vigueur en Algérie y sont de plein droit applicables sans promulgation spéciale et sans qu'une déclaration d'applicabilité soit nécessaire ; — Attendu qu'il n'est pas douteux, s'agissant, dans l'espèce, d'un appel de jugement de justice de paix, que la loi du 2 janvier 1902 a modifié un texte de loi qui était déjà en vigueur en Algérie ; — Qu'elle a modifié l'art. 2 c. pr. civ. qui règle la compétence du juge de paix en matière personnelle et mobilière ; — Qu'en cette matière, dit l'art. 2, la citation sera donnée devant le juge du domicile du défendeur ; or, d'après la nouvelle loi, c'est le domicile de l'assuré qui emporte la compétence, alors même que la compagnie d'assurances serait défenderesse et qu'elle aurait son siège social dans un autre canton que celui de l'assuré ; — Attendu encore qu'on peut soutenir que la loi de 1902 modifie ledit art. 2 complété par l'art. 59 du même code, § 9, aux termes duquel les parties peuvent renoncer au bénéfice de l'art. 2 en faisant élection de domicile ; — Que la nouvelle loi dispose, en effet, que toute convention antérieure à la naissance du litige, contraire à la présente loi, sera nulle de plein droit ; — Attendu qu'on ne saurait contester sérieusement que l'art. 2 c. pr. civ., complété suivant le cas par l'art. 59, § 9, du même code, est en vigueur en Algérie ;

— Qu'effectivement, d'une part, l'ordonnance du 26 septembre 1842 — celle-ci spéciale à l'Algérie — dispose dans son art. 55, *in fine*, qu'en matière de justice de paix, la forme de procéder est celle qui est suivie en France devant les tribunaux de paix ; — Que, d'autre part, le code de procédure civile a été promulgué en Algérie, sous certaines modifications, il est vrai, par l'ordonnance du 16 avril 1843, art. 1er ; — Que les modifications établies par cette ordonnance ne concernent en rien la forme de procéder en matière de justice de paix ; — Attendu, dès lors, que la loi du 2 janvier 1902, modifiant un texte de loi déjà applicable en Algérie, est devenue elle-même applicable en Algérie de plein droit ; — Qu'il n'est besoin, dans ces conditions, ni d'une promulgation spéciale, ni d'une déclaration d'applicabilité ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme seulement ; — Dit que les lois postérieures à la conquête qui modifient une loi antérieure en vigueur en Algérie y sont de plein droit applicables ; — Dit que la loi du 2 janvier 1902 modifie l'art. 2 c. pr. c., complété le cas échéant par l'art. 59, § 9, du même code ; — Dit que ladite loi de 1902 ne fait pas échec en matière de justice de paix du moins à l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 qui ne vise que les ajournements devant les tribunaux civils et encore dans le cas seulement où le défendeur est domicilié en France ; — Dit ladite loi applicable de plein droit en Algérie ; — Confirme le jugement entrepris du 5 mai 1904.

MM. MADAUNE, *prés.* ; BESSET, *subst.* — Mes DIVIELLE et LOUPS, *av.*

Le POURVOI formé contre ce jugement par la Cie *L'Africaine* a été rejeté par la chambre des requêtes.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 1134 c. civ., 6 et suiv. de la police intervenue entre les parties, 59, § 9, c. pr. civ., et 7 de la loi du 20 avril 1810, ainsi que la fausse application de la loi du 2 janvier 1902 et de la violation des textes et des principes sur l'application des lois en Algérie : — Attendu que les lois simplement modificatives d'une législation qui est en vigueur en Algérie y sont exécutoires de plein droit en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole ; — Qu'il en est ainsi de la loi du 2 janvier 1902 qui n'a fait que modifier, en matière de contrats d'assurances et de litiges auxquels ils donnent lieu, les règles de compétence établies d'une manière générale par les art. 2 et 59, § 9, c. pr. civ., qui est exécutoire en Algérie dans les termes de la promulgation qui en a été faite par l'ordonnance du 16 avril 1843 ; — D'où il suit que, loin de violer les articles de loi invoqués par le pourvoi, le jugement

attaqué, d'ailleurs régulièrement motivé, en a fait, au contraire, une exacte application ;

Rejette.

MM. TANON, *prés.* ; PUECH, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.* — Me LEFORT, *av.*

COUR DE CASSATION (ch. crim.)

23 mars 1907

Outrage, magistrats, audience, usage d'une voie de recours, absence de délit.

Le fait par un condamné de manifester, immédiatement après le prononcé du jugement, l'intention d'user d'une voie de recours qui lui est légalement ouverte, alors même qu'il motive son appel sur ce qu'il se considère comme injustement condamné, ne saurait, à défaut de toute autre circonstance dûment constatée, être considéré comme un outrage envers les magistrats siégeant à l'audience (1).

(Mohammed ben Ammar c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 222 § 2 c. pén. : — Vu le dit article ; — Attendu qu'il résulte des énonciations du jugement du tribunal répres-

---

(1) Nous retenons cet arrêt, d'abord à raison de son intérêt pratique, et aussi parce qu'il paraît marquer un retour de la jurisprudence vers une doctrine plus exacte sur la notion même de l'outrage réprimé par l'art. 222 c. pén. La cour de cassation, dans un grand nombre d'arrêts antérieurs, paraît considérer comme tendant à inculper l'honneur ou la délicatesse du magistrat, toutes les paroles, tous les écrits ou dessins qui, exprimant le mépris pour sa personne, pour ses actes ou pour ses fonctions, sont de nature à diminuer le respect des citoyens pour son autorité morale et pour le caractère dont il est revêtu. C'est étendre exagérément une qualification précisée par la loi ; c'est laisser la porte grande ouverte à l'arbitraire des tribunaux (Garraud, *Tr. th. et pr. du*

sif indigène de Boghari dont le tribunal correctionnel de Blida, statuant comme juridiction d'appel, a adopté les motifs, en ce qui concerne la déclaration de culpabilité, que Mohammed ben Ammar qui venait d'être condamné pour vol a dit, immédiatement après le jugement prononcé : « Je fais appel parce que je viens d'être condamné injustement » ; que le tribunal répressif indigène l'a aussitôt condamné à deux années d'emprisonnement par application de l'art. 222 § 2 c. pén. ; que sur appel du prévenu cette peine a été réduite par le tribunal correctionnel de Blida à un mois d'emprisonnement ; — Mais attendu qu'en proférant les paroles ci-dessus relatées, Mohammed ben Ammar n'a fait que manifester l'intention d'user d'une voie de recours qui lui était légalement ouverte ; que s'il a motivé son appel sur ce qu'il se considérait comme ayant été injustement condamné, cette appréciation de la décision intervenue ne saurait, dans les conditions où elle s'est produite et à défaut de toute autre circonstance dûment constatée, être considérée comme un outrage envers les magistrats siégeant à l'audience ; — D'où il suit qu'il y a eu, dans l'espèce, violation par fausse application de l'art. 222 § 2 c. pén. ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Blida du 14 décembre 1906 et pour être statué, à nouveau, sur l'appel interjeté par Mohammed ben

---

dr. pén. fr., t. IV, n° 1318). L'arrêt reproduit semble bien revenir à une notion plus étroite, donc plus exacte.

En l'espèce, il était une bonne raison de décider qu'il n'y avait pas délit. Il n'y a outrage qu'autant que l'inculpé a eu l'intention d'offenser. Or, rien n'établissait cette intention chez l'indigène qui, sévèrement condamné, sachant qu'il ne disposait pour faire appel que d'un délai excessivement court, s'est hâté de formuler son recours à l'audience même.

Notons, pour rectifier un pluriel que nous croyons inexact, qu'un seul magistrat siège à l'audience du tribunal répressif indigène : le juge de paix qui le préside. Il n'est pas possible de considérer comme magistrats les deux assesseurs, agents désignés annuellement par l'administration (G. Massonié, *Les trib. rép. ind. en Algérie*, n° 6). Tout au plus peut-on considérer l'assesseur français comme un citoyen chargé d'un ministère de service public (art. 224 c. pén.), titre qu'on ne peut reconnaître à l'assesseur musulman auquel manque la qualité de citoyen.

On pourrait, au point de vue psychologique, observer qu'une juridiction se montre d'autant plus susceptible que son autorité morale est moindre : elle cherche à suppléer par la rigueur à l'ascendant, au respect qui lui manque. D'où l'incroyable sévérité du tribunal répressif indigène de Boghari, et la relative indulgence du tribunal de Blida. É. L.

ben Ammar du jugement du tribunal répressif indigène de Boghari du 14 novembre 1906, renvoie la cause etle prévenu devant le tribunal correctionnel d'Alger.

MM. BARD, *prés.*; André BOULLOCHE, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

—

16 mai 1905

—

Concessions de terres domaniales, colonisation, décret du 30 septembre 1878, titre provisoire, propriété sous condition suspensive, acquêt de communauté, décès de la femme, cession, délivrance du titre définitif au cessionnaire, propriété exclusive, obligation à indemnité.

—

Par les concessions gratuites de colonisation, sous le régime du décret du 30 septembre 1878, le colon acquiert un droit de propriété sous condition suspensive ; ce droit remonte au jour du contrat qui l'a établi lorsque la condition vient à s'accomplir. Au cas de cession pendente conditione, *le titre définitif est délivré au cessionnaire, qui doit être considéré comme ayant été seul propriétaire depuis le jour de la mise en possession du cédant.*

Les concessions de terres domaniales, imposant des charges à toute la famille du concessionnaire, ne doivent pas être considérées comme des libéralités personnelles au chef de famille, mais comme des acquisitions formant, si celui-ci est marié sous le régime légal, un acquêt de communauté.

Il s'ensuit qu'après la mort de la femme du concessionnaire, celui-ci ne peut, durant la période provisoire, céder que sa moitié. Le cessionnaire qui obtient, après une telle cession, la délivrance du titre définitif pour toute la concession, en est unique propriétaire et ne peut être actionné en licitation par les héritiers de la femme ; mais il leur doit une indemnité

égale á la valeur de la moitié du bien concédé à l'époque du décès de celle-ci (1).

(Consorts Patron c. Dédebaut)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels principal et incident sont réguliers et recevables en la forme ; — Attendu qu'à la date du 29 juillet 1894 et sous le régime du décret du 30 septembre 1878, Pierre Patron a obtenu un titre de concession gratuite attributif de propriété sous condition suspensive pour cinq lots d'immeubles domaniaux d'une superficie de 29 hectares 75 centiares, sis à Rabelais ; — Qu'il est indiqué que le concessionnaire prend l'engagement d'y entretenir six personnes de sa famille, à savoir : sa femme Meyrieux Philomène et ses cinq enfants parmi lesquels Adrienne et Olivier ; — Attendu que Meyrieux Philomène, qui était mariée à Pierre Patron sans contrat, c'est-à-dire sous le régime de la communauté légale, est décédée le 16 décembre 1894, laissant pour recueillir sa succession son mari et ses cinq enfants précités ; — Attendu qu'à la date du 22 avril 1895, Pierre Patron a, moyennant un prix principal de 800 francs, cédé son droit à la concession définitive à Charles Dédebaut, lequel a, le 1er juillet suivant, épousé Adrienne, l'aînée des

---

(1) L'ensemble des solutions données par cet arrêt est exact. Nous nous bornerons à quelques précisions et aux références.

Sur le caractère du droit du concessionnaire avant la délivrance du titre définitif, voy. D. 30 sept. 1878, art. 2 ; E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 1055, p. 627.

Sur la faculté de cession au bout d'un an, même d., art. 10 ; E. Larcher, *ibid*, n° 1056, p. 629.

Le titre définitif, à raison de l'effet rétroactif de la condition accomplie, remonte dans ses effets, — non pas, comme le dit en un passage notre arrêt, au jour du contrat, — mais bien, ainsi qu'il le dit ailleurs, au jour de la prise de possession qui précède ordinairement la délivrance du titre provisoire. Alger, 31 mars 1890, *Rec. Alg.* 1890. 2. 303 ; 13 mai 1903, *Rev. Alg.* 1904. 2. 159.

La concession est une acquisition à titre onéreux, donc, si le concessionnaire est marié sous le régime de communauté, un acquêt. Jurisprudence bien établie : Alger, 12 juillet 1879, *Bull. jud. de l'Alg.* 1884. 138 ; 28 octobre et 1er décembre 1884, *Rec. Alg.* 1884. 2. 275 ; 31 mars 1890, *Rev. Alg.* 1890. 2. 303 ; 14 mars 1892, *Rev. Alg.* 1892. 2. 223 ; 16 oct. 1893, *Rev. Alg.* 1893. 2. 513 ; 4 avril 1894, *Rev. Alg.* 1894. 2. 291 ; 13 mai 1902, *Rev. Alg.* 1904. 2. 159 ; 22 janvier 1903, *Rev. Alg.* 1905. 2. 50.

enfants Patron ; que cette cession a été approuvée par le préfet d'Alger, le 30 octobre 1895 ; — Attendu qu'à la date du 25 juillet 1898, Dédebaut a obtenu le titre définitif de propriété, après avoir fait constater qu'il avait effectué sur sa concesssion pour 3.130 francs de travaux dont 1.000 en constructions (art. 25 du décret de 1878); — Attendu que par les exploits introductifs d'instance du 18 novembre et 1er décembre 1902, Olivier Patron a assigné en liquidation et partage de la communauté Patron et de la succession de la dame Patron Meyrieux, et en licitation préalable de la concession : — d'une part, Pierre Patron, pris tant en son nom personnel comme ayant été commun en biens avec Meyrieux Philomène que en qualité de tuteur de ses trois derniers enfants mineurs, héritiers de leur mère, — et d'autre part, Charles Dédebaut pris tant comme commun en biens avec Adrienne Patron, alors décédée, que comme acquéreur de la moitié indivise de la concession de Rabelais ; — Attendu, que Pierre Patron a donné adjonction aux conclusions de son fils ;

Sur l'appel principal : — En ce qui concerne la demande en licitation : — Attendu que le droit de propriété acquis sous condition suspensive remonte au jour du contrat qui l'a établi lorsque la condition vient à s'accomplir ; — Qu'il en est ainsi pour celui qui résulte d'une concession provisoire obtenue en vertu du décret du 30 septembre 1878 ; — Attendu cependant que le droit de propriété organisé dans les conditions particulières prévues par ledit décret, est soumis aux modalités qu'il détermine notamment en matière de succession, lesquelles font exception au principe posé par le second paragraphe de l'art. 1179 c. civ. ; — Que bien que la condition imposée à son mari ait été réalisée et que le droit de propriété de la concession remonte par suite à une époque antérieure au décès de la dame Patron Meyrieux, les héritiers de celle-ci ne peuvent invoquer aucun droit de propriété si la transmission de la concession a été faite à un tiers, suivant les formes prescrites par le décret précité ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 10, les concessionnaires sous condition de résidence, qui ont résidé pendant un an, peuvent céder la concession aux conditions qui leur étaient imposées ; — Attendu que Charles Dédebaut, cessionnaire du droit de propriété sous condition suspensive concédé à Pierre Patron, a rempli les conditions imposées et obtenu le titre définitif de propriété ; — Qu'il doit donc être considéré comme ayant été propriétaire depuis le jour de la mise en possession de Patron ; — Attendu que la propriété est consolidée et déterminée par le titre définitif régulièrement transcrit, que ce

titre a été délivré à Dédebaut seul ; — Attendu que les héritiers de la dame Patron-Meyrieux qui n'ont ni titre, ni droit de propriété indivis dans la concession de Rabelais, ne peuvent donc demander la licitation ; — Que, par suite, c'est justement que les premiers juges ont écarté celle qu'ils avaient formée ;

Sur l'appel incident : — En ce qui concerne le droit à récompense : — Attendu sur ce dernier point, que l'allégation de Dédebaut est inexacte ; qu'il résulte, en effet, des termes de l'assignation plus haut rappelés, qu'il est pris dans la cause comme commun en biens avec Adrienne Patron, héritière de la dame Patron-Meyrieux, dont la succession fait l'objet de la demande en liquidation, et, d'autre part, comme acquéreur de la moitié indivise de la concession ; qu'à ce dernier titre il peut devoir une indemnité aux consorts Patron ; — Attendu que s'il est exact qu'il tient de l'Etat seul ses droits de propriété, il n'en est pas moins certain qu'il n'eût pas obtenu le titre définitif s'il n'avait pas été, aux lieu et place de Patron, concessionnaire provisoire ; que ce sont les droits conditionnels cédés par ce dernier qu'il a développés et transformés en propriété entière et définitive ; — Attendu qu'il convient donc de rechercher si ces droits conditionnels concédés nominalement à Patron seul, lui appartiennent exclusivement ou revenaient en partie à Philomène Meyrieux, sa femme ; — Attendu que les concessions de terres domaniales imposant des charges à toute la famille du concessionnaire, ne doivent pas être considérées comme des libéralités personnelles au chef de la famille, mais comme des acquisitions formant un acquêt de communauté ; — Attendu que, par suite, la concession de Rabelais était destinée à devenir un acquêt de communauté ; que le droit conditionnel qui la contenait en germe, a nécessairement le même caractère ; qu'au moment où il a été cédé par Patron, il représentait une valeur au profit de la communauté ; — Attendu que Patron, n'ayant pu céder après la mort de sa femme et n'ayant cédé que ses droits personnels il s'ensuit que Dédebaut est débiteur vis-à-vis des héritiers de la dame Patron-Meyrieux de l'indemnité à laquelle celle-ci aurait eu droit comme représentant sa part dans la valeur tombée dans la communauté ; — Attendu que c'est donc justement que les premiers juges ont décidé en principe que Dédebaut devait une indemnité à la succession de la dame Patron ; — Attendu qu'en le faisant ils n'ont pas statué *ultra petita* ; qu'en effet, saisis d'une demande en liquidation et partage d'une succession et d'une demande en licitation préalable,

ils pouvaient légitimement puisqu'ils considéraient que le demandeur n'avait pas un droit de co-propriété indivise, mais seulement un droit de créance, rejeter la demande en licitation et fixer le chiffre de la créance à porter à l'actif de la communauté et succession dont la liquidation était demandée ;

Sur l'appel principal et l'appel incident, en ce qui concerne le chiffre de l'indemnité : — Attendu que subsidiairement, les consorts Patron demandent que cette créance fixée à 800 fr. par les premiers juges soit portée à 2.500 fr. en s'appuyant sur la valeur de la concession qu'ils indiquent être de 5.000 fr. ; — Mais attendu que pour apprécier la valeur des droits conditionnels cédés par Patron, et, par suite, celle de la moitié revenant à la succession de la dame Patron, il convient de se placer au jour du décès de celle-ci et non à l'époque actuelle ou même à celle de l'emprunt contracté par Dédebaut (1898) ; — Attendu qu'il a été dit que la dame Patron est décédée le 16 décembre 1894, alors que la concession provisoire avait été accordée le 29 juillet précédent, soit moins de cinq mois seulement auparavant; que même en prenant la date de la mise en possession (23 octobre 1893) on est obligé de reconnaître que la concession n'avait pas une valeur supérieure à 1.600 fr. au moment de l'ouverture de la succession ; — Que les premiers juges ont donc exactement apprécié en fixant à 800 fr. la récompense ou indemnité encore due par Dédebaut ;

En ce qui concerne les intérêts : — Attendu que les premiers juges ont condamné ledit Dédebaut à payer cette somme avec les intérêts à partir de son entrée en jouissance (22 avril 1895) ; — Mais attendu que les intérêts des sommes prêtées ou dues se prescrivent par cinq années antérieures à l'exploit introductif d'instance (18 novembre 1902) ; — Qu'il convient donc de modifier sur ce point le jugement entrepris ;

Sur les dépens : — Attendu qu'il y a lieu de maintenir la décision des premiers juges en ce qui concerne la répartition des dépens de première instance, mais que les consorts Patron succombant devant la cour doivent supporter ceux de leur appel ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels principal et incident, comme réguliers en la forme ; — Dit que les consorts Patron ne sont pas co-propriétaires de la concession dont le titre définitif a été attribué à Dédebaut ; — Dit que Dédebaut doit une indemnité ou récompense à la succession de la dame Patron, femme du concessionnaire provisoire ; — Dit que cette indemnité a été exactement fixée ; — En conséquence :

— Confirme en principe le jugement déféré ; — L'émendant toutefois en faisant droit pour partie à l'appel incident : — Dit que Dédebaut ne doit les intérêts de droit de la somme de 800 fr. que pour les cinq années qui ont précédé la demande ; — Confirme le jugement en ce qui concerne les dépens de première instance ; — Condamne les consorts Patron à l'amende et en tous les dépens d'appel ; — Ordonne la restitution de l'amende de l'appel incident si elle a été consignée.

MM. LALOÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* ; — Mes LEMAIRE *et* GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

26 octobre 1905

Testament authentique, dictée, notaire, emploi d'une langue étrangère, interprète.

En prescrivant, dans l'art. 972 c. civ., que le testament doit être dicté par le testateur et écrit par le notaire, le législateur n'a pas entendu exiger que le testament soit dicté littéralement et mot à mot par le testateur. Il suffit que la rédaction faite par le notaire reproduise complètement et exactement la volonté du testateur (1).

Le testateur s'exprimant partie en français, partie en une langue étrangère, le notaire peut se faire assister d'un interprète. Peu importe que la personne employée comme interprète ne soit pas assermentée comme interprète-traducteur en la langue employée par le testateur ; il suffit qu'elle ait prêté serment entre les mains du notaire (2).

(1-2) Les solutions données par cet arrêt ne sont conformes ni à la lettre, ni à l'esprit du code.

D'une part, la cour nous paraît donner au mot *dicter* un sens exagérément éloigné de celui qu'il a dans la langue française : « dicter, c'est prononcer mot à mot ce qu'un autre écrit en même temps » (Académie). Il est téméraire d'affirmer qu'il suffit que la rédaction du notaire reproduise la volonté du testateur : il faut si bien la dictée qu'il a été jugé qu'un testament est nul si le notaire l'a copié sur un brouillon écrit par

(Consorts Miquel c. Miquel)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, suivant acte reçu au greffe du tribunal civil d'Oran en date du 19 septembre 1903, les dames Burret et Navarro se sont inscrites en faux contre le testament en forme authentique de la dame veuve Miquel Jaymé, leur mère, reçu par Me Prailly, notaire à Aïn-Témouchent, le 29 décembre 1891, enregistré, et par lequel elle instituait son fils Miquel Ignacio son légataire à titre universel du quart en toute propriété et jouissance de tous les biens meubles et immeubles qui composaient sa succession, en stipulant qu'au cas de prédécès de son dit fils, le legs profiterait à tous les enfants de ce dernier ou leurs descendants par représentation ; — Attendu que les appelantes ont fondé leur inscription de faux sur ce que le notaire avait constaté dans le testament attaqué que ledit testament lui avait été dicté par la testatrice alors que d'après les appelantes il résulte de divers faits qu'elles articulent et qu'elles demandent à prouver que le testament n'a pu être littéralement dicté au notaire par la testatrice illettrée et n'ayant qu'une connaissance très imparfaite de la langue française; — Attendu que par jugement en date du 8 février 1904 dont est appel le tribunal d'Oran a déclaré nulle l'inscription de faux des appelantes, les a déboutées de leur demande de preuve et a ordonné que le testament attaqué serait exécuté selon sa forme et teneur;

---

le testateur (Caen, 17 nov. 1884, Sir. 1885. 2. 171), et cet arrêt est unanimement approuvé.

D'autre part, le notaire ne peut donner l'authenticité qu'à ce qu'il constate *propriis sensibus*. Si donc la dictée est faite en une langue autre que la langue française, il est indispensable que le notaire comprenne l'idiome dans lequel s'exprime le testateur, ce qui rend au moins inutile l'usage de l'interprète. Il est vrai que quelques arrêts ont cru pouvoir admettre que le testateur, ignorant la langue française, se serve d'un interprète de son choix pour communiquer ses intentions et les dicter au notaire (Paris, 23 décembre 1818, Sir. chr.; Metz, 21 août 1823 et 19 novembre 1828, Dall., *Rép.*, v° *Disposit. test.*, n° 2878; Saint-Louis (Sénégal), 26 juillet 1876, Sir. 1879. 2. 73). Mais ces décisions sont vivement et unanimement critiquées (Aubry et Rau, t. VII, § 670, p. 125; Demolombe, *Des donat. et test.*, t. IV, n° 251; Laurent, t. XIII, n° 319; Ortlieb, note, Sir. 1879. 2. 73; Baudry-Lacantinerie et Colin, *Donat. et test.*, t. II, n° 2029; Planiol, t. III, n° 2708). A plus forte raison n'est-il pas admissible que l'interprète soit choisi par le notaire. E. L.

Attendu que c'est à bon droit que le jugement déféré a déclaré qu'en prescrivant dans l'art. 972 c. civ., que le testament devait être dicté par le testateur et écrit par le notaire, le législateur n'avait pas entendu et n'avait pu entendre exiger que le testament fût dicté littéralement et mot à mot par le testateur; que si cette dernière doctrine a été à une certaine époque consacrée par des décisions de justice, elle est actuellement et depuis longtemps abandonnée par la jurisprudence; que celle-ci reconnaît généralement aujourd'hui que pour que le vœu de la loi soit rempli, il suffit que la rédaction faite par le notaire reproduise complètement et exactement la volonté du testateur; que l'expression de cette volonté concomitante avec la rédaction du notaire constitue la dictée voulue par la loi; — Attendu que cette interprétation plus large et plus rationnelle des termes de l'art. 972, ne peut qu'être conforme à la pensée du législateur qui n'a pu vouloir, en exigeant une dictée littérale, réserver exclusivement l'usage du testament authentique aux testateurs instruits et au courant des termes légaux; — Attendu que, dans l'espèce, il suffit de lire le testament de la veuve Miquel reçu par Me Prailly, pour avoir la conviction par les détails et les précisions qu'il contient qu'il provient bien de la testatrice elle-même, qu'il est conforme à ses volontés et qu'elle l'a fait, ainsi que l'affirme formellement le notaire, dans la plénitude de sa santé physique et de son entendement; — Attendu que les dames Barret et Navarro prétendent dans le sens contraire que la veuve Miquel ne connaissant que très imparfaitement le français, s'exprimant, comme le constate le notaire tant en français qu'en espagnol n'a pas pu, s'adressant à un notaire français, se faire suffisamment comprendre par lui et le comprendre elle-même; que dès lors on peut assurer avec une certitude suffisante que le testament écrit par le notaire n'a pas pu revêtir l'expression exacte et fidèle de la volonté de la testatrice; — Que les appelantes ajoutent que l'interprète dont le notaire a cru devoir se faire assister n'a jamais été assermenté comme interprète-traducteur en langue espagnole et qu'il connaît même imparfaitement cette langue; — Qu'en ce qui concerne particulièrement l'interprète, M. Girard, interprète judiciaire à Aïn-Temouchent, dont pour plus de sûreté Me Prailly s'était fait assister, s'il n'est pas assermenté pour la langue espagnole, il paraît être en fait employé pour l'interprétation de cette langue, en vertu d'une autorisation de M. le procureur général d'Alger en date du 29 janvier 1887, et sans qu'il apparaisse qu'il ait, depuis lors, donné lieu de ce chef à aucune plainte ni réclamation; — Attendu d'ailleurs que M. Girard

avait prêté serment entre les mains du notaire, ce qui indique qu'il était en état de remplir son mandat ; — Attendu que c'est également en vain que les appelantes ont été jusqu'à contester la régularité de l'intervention d'un interprète en matière de testament ; qu'elle a toujours été admise par la jurisprudence ;

Par ces motifs et adoptant au surplus ceux des premiers juges : — Dit bien jugé, mal appelé ; — Confirme le jugement dont est appel.

MM. VACHIER, *prem prés,* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes DIVIELLE et OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (2e ch.)

13 décembre 1905

Propriété, Algérie, Tell, loi française, compétence des tribunaux français, séquestre, francisation ; option de législation, option de juridiction, tribunal civil, option tacite, défense au fond.

Depuis la loi du 26 juillet 1873, la propriété immobilière en Algérie et dans la région du Tell est régie par la loi française. Toute action engagée sur un immeuble ayant fait l'objet d'un titre français est de la compétence des tribunaux français, alors même qu'elle est née entre musulmans : il en est ainsi de celle relative à un immeuble qui, après avoir été frappé de séquestre, s'est trouvé francisé par l'acte administratif l'attribuant à un indigène (1).

---

(1) Les règles dont l'arrêt ci-dessus rapporté fait application seraient inexactes si on leur conservait les formules vagues qu'il emploie : elles demandent à être précisées. Il importe d'autant plus d'en bien marquer la portée, que certains arrêts de la cour d'Alger, en les étendant en dehors de leur sphère d'application, ont abouti à des solutions tout à fait critiquables (Alger, 12 juillet 1905, *Rev. Alg.* 1906, 2, 327, et notre note; 3 janvier 1906, *Rev. Alg.* 1907. 2. 190, et nos observations critiques.

On exagère singulièrement la portée de la loi du 26 juillet 1873 en affirmant que depuis cette loi, la propriété immobilière dans toute la région tellienne est régie par la loi française. C'était sans doute le but, le rêve des auteurs de cette loi ; mais ce but ne devait être atteint, ce rêve ne devait se réaliser que progressivement, lentement, par la francisation

Les musulmans peuvent ne pas se prévaloir de leurs droits et coutumes en ce qui concerne les immeubles non francisés. Il leur est loisible en cette matière, aussi bien que pour les contestations relatives à leur statut personnel, de renoncer au privilège de juridiction qui leur a été accordé et de saisir d'un commun accord le juge français, — en matière immobilière, le tribunal civil. Cet accord doit être réputé établi pour l'un comme pour l'autre statut lorsque le défendeur a fourni ses défenses en concluant au fond (1).

---

successive de tous les immeubles. Longtemps encore la distinction essentielle demeurera celle des terres francisées et non francisées, distinction propre au Tell, inconnue au-delà (Alger, 13 décembre 1905, *Rev. Alg.* 1906. 2. 226, et notre note). L'affirmation n'est donc vraie qu'autant qu'elle est restreinte aux terres francisées.

Au surplus, il semble que la cour ne se soit point trompée sur cette portée, puisque, peu après, elle établit que l'immeuble considéré était francisé, comme ayant fait l'objet d'un acte administratif l'attribuant, en suite de séquestre, à un indigène. — Sur la francisation pouvant résulter du séquestre, voy. E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 851 ; voy. aussi Alger, 23 mai 1906, *infra*, avec notre note.

(1) A notre sens, la cour commet une double confusion. D'une part, elle rapproche tellement étroitement l'option de législation et l'option de juridiction qu'elle semble ne les plus distinguer ; et, d'autre part, elle admet que, par une option de juridiction, les indigènes peuvent porter leurs litiges devant le tribunal de 1re instance.

L'*option de législation* est ouverte aux indigènes musulmans par l'art. 3 du décret du 17 avril 1889 : « Dans les affaires énoncées à l'art 1er — c'est-à-dire celles qui concernent le statut personnel, les successions et les immeubles non francisés — les musulmans peuvent renoncer, par une déclaration expresse, à l'application de leurs droit et coutumes pour se soumettre à la législation française. Cette déclaration sera insérée soit dans la convention originaire, soit dans une convention spéciale ; la renonciation résulte, en outre, à moins de déclaration contraire, de la réception de la convention originaire par un officier public français. » (Voy. au surplus, Larcher, t. II, nos 613-615). — L'*option de juridiction* consiste en ce que, même dans les matières où la juridiction du cadi a été exceptionnellement maintenue (statut personnel, successions), les musulmans peuvent toujours d'un commun accord porter leurs différends devant le *juge de paix* (D. 17 avril 1889, art. 7, al. 3). Mais le juge de paix, statuant en vertu de cette option, statue suivant le droit musulman. Il ne faut donc pas confondre les deux options (voy. notre remarque, E. Larcher, t. II, p. 95, note 2).

Si l'option de juridiction permet aux musulmans de saisir le juge de paix, c'est que celui-ci est, en territoire civil tout au moins, le juge musulman de droit commun (Larcher, t. II, n° 494) ; et c'est selon la procédure musulmane qu'il statue. C'est une erreur certaine — commise

(Abahri ben Aïcha ben Kouïder c. Hamoudi Mohamed ben M'hamed)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'appel principal : — Attendu qu'il a pour objet de faire juger que la juridiction française est compétente pour connaître de la demande en délaissement d'immeubles formée par Abahri et de faire déclarer par la cour statuant par voie d'évocation, que cette demande est fondée, l'appelant justifiant de la propriété des parcelles Issouneu, Djenan ben Issaad et El Bahri ; subsidiairement de faire ordonner une expertise à l'effet de rechercher si les parcelles qui ont été séquestrées par l'État et pour le rachat des quelles Abahri a versé une somme de 456 fr. 63, sont bien celles que détient l'intimé ;

En ce qui concerne la compétence : — Attendu que depuis la loi du 26 juillet 1873, la propriété immobilière en Algérie et dans la région du Tell est régie par la loi française ; que toute action engagée sur un immeuble ayant fait l'objet d'un titre français est de la compétence des tribunaux français alors même qu'elle est née entre musulmans (art. 2 du décret du 17 avril 1889) ; qu'il en est ainsi de celle relative à un immeuble qui, après avoir été frappé de séquestre, s'est trouvé francisé par l'acte administratif l'attribuant à un indigène ; — Attendu qu'il résulte des conclusions prises par

---

déjà par un jugement du trib. d'Orléansville, 30 mai 1905, *Rec. Alg.* 1905. 2. 236, et par un arrêt de la cour d'Alger en date également du 13 décembre 1905, *Rec. Alg.* 1906. 2. 226 : voy. nos notes sous ces deux décisions — que de croire que les indigènes peuvent porter leurs différends devant la justice *française*, et particulièrement porter un litige immobilier relatif à une terre non francisée devant le tribunal civil. Une jurisprudence bien établie, que n'ébranleront pas — nous voulons le croire — les décisions dissidentes dont celle-ci est, à notre connaissance la troisième, décide que les tribunaux civils de 1re instance sont incompétents pour statuer sur un litige déféré à leur juridiction du commun accord des parties musulmanes (Alger, 6 janvier 1876, *Jurispr. Alg.* 1876, 2 ; 6 janvier 1877, *Bull. jud. Alg.* 1877, 90 ; 24 novembre 1877, *Bull. jud. Alg.* 1878, 60 ; 12 février 1878, *Bull. jud. Alg.* 1878, 163 ; 14 février 1888, *Rec. Alg.* 1888, 2. 155), et particulièrement s'il s'agit d'une contestation relative à des immeubles non soumis à la loi française (Alger, 9 mai 1888, *Rec. Alg.* 1888, 2. 427). Voy. aussi l'article de V. Mallarmé, *Les indigènes et la justice française*, *Bull. jud. Alg.* 1877, 81. — Nous renvoyons au surplus à notre note, *Rec. Alg.* 1906. 2. 226. E. L.

Abahri en 1re instance que sa demande en délaissement ou en revendication porte sur des parcelles qu'il aurait achetées après séquestre pour la somme de 456 fr. 63 ; — Que cette demande devrait être portée devant le tribunal de Blida, seul compétent pour en connaître, sauf à lui, à se déclarer incompétent, sur la demande des parties, s'il venait à être établi que les parcelles litigieuses n'avaient pas été séquestrées ;

Attendu, d'autre part, que les musulmans peuvent ne pas se prévaloir de leurs droits et coutumes en ce qui concerne leurs immeubles non francisés ; qu'il leur est loisible en cette matière aussi bien que pour les contestations relatives à leur statut personnel, de renoncer au privilège de juridiction qui leur a été accordé et saisir d'un commun accord le juge français, que cet accord doit être répute établi pour l'un comme pour l'autre statut lorsque le défendeur a fourni ses défenses en concluant au fond, comme dans l'espèce (art. 7 du décret) ; — Attendu que par ce motif encore le tribunal s'est à tort déclaré incompétent ; — Qu'il y a lieu d'infirmer sa décision, et la cause se trouvant en état, d'évoquer le fond ;

En ce qui concerne le fond : — Attendu que, si Abahri rapporte la quittance en date du 20 avril 1900, du paiement de la somme de 456 fr. 63, il n'établit pas que les terres qui ont fait l'objet de rachat soient celles qui sont occupées par Hamoudi et qu'il revendique contre celui-ci ;— Que le jugement du juge de paix de Marengo, jugeant au musulman, le 12 novembre 1900, n'a pas plus de portée ; qu'il en résulte seulement que, par suite du versement de la somme précitée, Abahri serait propriétaire depuis douze ans d'une terre de 150 hectares, sise au Djebel, mais que ni le nom ni la nature de cette terre ne sont précisés ;— Qu'il est impossible de trouver dans cette indication sommaire la preuve de ses droits de propriété, sur les trois parcelles qu'il revendique aujourd'hui contre Hamoudi ; — Attendu que les autres documents produits ne sont pas davantage concluants ; qu'il suffit de constater que la copie d'un acte prétendu de habbous s'applique à une terre Ourto ou Ikrour dont le nom n'a aucun rapport avec celui des parcelles revendiquées ;

En ce qui concerne l'expertise sollicitée : — Attendu qu'en présence des documents produits elle ne peut avoir aucun résultat utile ; — Qu'au surplus, la cour, statuant par voie d'évocation, ne peut l'ordonner ;

Sur l'appel incident : — Attendu que l'appel principal n'a pas causé à Hamoudi d'autre préjudice que celui des frais de justice dont il sera couvert par l'allocation des dépens ;

Par ces motifs : -- Reçoit les appels principal et incident

comme réguliers en la forme ; — Dit que le tribunal de Blida était compétent pour connaître de la demande ; — Infirmant en conséquence, et statuant par voie d'évocation, le fond se trouvant en état ; — Rejette comme inutile l'expertise sollicitée ; — Dit mal fondée la demande en délaissement formée par Abahri ; — Le condamne à l'amende.

MM. LALOÉ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.*

COUR D'ALGER (3e ch.)

25 janvier 1906

Eaux, Algérie, sources, domaine public, jaillissement spontané, travaux. — Applicabilité des lois à l'Algérie, loi du 8 avril 1898, code civil, art. 641-643, modification, inapplicabilité.

1. *Les sources font, en Algérie, partie du domaine public, sans qu'il y ait à distinguer entre les eaux qui jaillissent spontanément du sol et celles qui n'arrivent à sa surface que comme conséquence des travaux effectués par le propriétaire du sol* (1).

---

(1) Il ne nous est pas possible de nous ranger à la doctrine de cet arrêt.

La question était, croyons-nous, nouvelle en jurisprudence. Mais les auteurs l'avaient étudiée, et ils étaient unanimes en faveur de l'opinion que la cour a expressément rejetée. Celle-ci s'est décidée par des arguments qui nous paraissent contredire aux principes les moins contestables de la législation algérienne. Ainsi qu'il arrive presque chaque fois qu'on se met en désaccord avec le droit, elle a donné une solution tout à fait contraire à l'équité.

La question se pose nettement et simplement ainsi : — Y a-t-il une distinction à faire entre les eaux qui jaillissent spontanément du sol et celles qui n'arrivent à la surface que comme conséquence des travaux effectués par le propriétaire du sol, les premières seules faisant partie du domaine public, les secondes appartenant au propriétaire ?

L'arrêt répond négativement. Il appuie son opinion sur la généralité du texte de l'art. 2 de la loi du 16 juin 1851 et sur les travaux préparatoires de cette loi. D'abord « le texte de l'art. 2, *paragraphe* 3 [lisez 3°] de la loi de 1851 dans lequel se trouve simplement le mot *sources* ne permet pas de faire cette distinction ». Ensuite, il résulterait des discussions qui ont précédé le vote de la loi que « le législateur n'a point voulu aliéner les eaux si rares et si précieuses en Algérie au détriment de la

11. *La loi du 8 avril 1898, qui dispose que les propriétaires de terrains où se trouvent des sources ont le droit de jouir de ces sources, est inapplicable en Algérie, où elle n'a pas*

---

population au profit du nombre restreint de propriétaires installés alors dans la colonie ; ... que l'État a entendu devenir propriétaire vis-à-vis de tous de toutes les eaux quelles qu'elles soient ».

Ces motifs ne nous paraissent pas d'une satisfaisante précision. D'abord il serait bon de s'entendre sur ce qu'a fait le législateur de 1851 : a-t-il *conservé* à l'État la propriété des sources ? ou a-t-il attribué à l'État un bien qui ne lui appartenait pas ? Et surtout qu'a-t-il entendu par *sources?* — Nous allons nous efforcer de préciser davantage.

C'est prêter au législateur une intention qu'il n'a certainement jamais eue que dire qu'il a déclaré l'État *propriétaire de toutes les eaux quelles qu'elles soient*. Il est évident, tout au contraire, que la loi de 1851 laisse absolument de côté les eaux pluviales, les puits, les canaux d'irrigation et de dessèchement creusés par des particuliers (E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 933). Voilà donc déjà des eaux qui ne sont point domaniales. — De même, si l'État est déclaré propriétaire des eaux courantes et des sources, c'est sous l'expresse réserve des droits légalement acquis antérieurement à la loi de 1851. Et notamment toutes les sources émergeant sur des terres qui appartenaient à cette époque à des européens ou à des indigènes étaient et sont demeurées la propriété de ceux-ci, conformément à l'art. 641 c. civ. ou au droit musulman (E. Larcher, *Tr. élém.*, t. II, n° 935-940). Voilà donc encore une très nombreuse catégorie d'eaux qui est demeurée hors du domaine.

La portée de la disposition citée, le 3° de l'art. 2 de la loi de 1851 est donc beaucoup moindre. Ce texte n'a fait qu'attribuer à l'État les sources situées dans les terres sans maître, les terres *mortes* lors de la promulgation de la loi, et poser, au profit de l'État, une présomption de propriété des sources et cours d'eau, présomption qui tombe devant la preuve contraire.

Il y aurait erreur à croire que l'art. 2 de la loi du 16 juin 1851 a été, en Algérie, la première disposition légale relative au régime des sources. Le droit musulman reconnaissait que les sources appartiennent au propriétaire du fonds où elles naissent (Alger, 22 octobre 1896, *Rev. Alg.* 1897. 2. 15 ; 21 juin 1898, *Rev. Alg.* 1898. 2. 413). Quant aux immeubles appartenant aux européens, le code civil est entré en vigueur par le fait même de l'annexion : donc les sources y émergeant étaient dès alors leur propriété.

L'art. 2 de la loi de 1851 en posant, au profit de l'État, une présomption de propriété des sources alors même qu'elles émergent de terres ne lui appartenant pas, apparaît comme une règle critiquable peut-être (E. Larcher, *Tr. élém.*, t. II, n° 931), exceptionnelle très certainement. Dès lors cette exception doit être restrictivement interprétée. Et c'est dans cet esprit restrictif qu'il faut rechercher ce que le législateur a entendu par *sources*.

Il semble bien que ce soient exclusivement les eaux qui sortent *natu-*

été promulguée. Il y a lieu d'en décider ainsi d'autant plus que cette loi ne modifie aucun texte législatif applicable à la colonie, les art. 641, 642, 643 c. civ., qu'elle remplace par les dispositions qu'elle édicte, ne recevant pas en 1898 leur application en Algérie, en vertu de la loi du 16 juin 1851 (1).

---

rellement du sol. Ainsi que l'écrit fort bien M. Maurice Ricci, « si l'on consulte attentivement l'esprit de ce texte (l'art. 2-3° de la loi de 1851), on s'aperçoit que le législateur n'a entendu placer dans le domaine public que les eaux venant *naturellement* à la surface du sol. Cette disposition ne s'applique donc pas à celles qui y viennent *artificiellement* ; pour ces dernières, c'est au droit commun métropolitain qu'il faut se référer » (*Du régime des eaux en Algérie*, thèse Paris, 1898, p. 16).

Comment et pourquoi distinguer une source artificiellement captée d'un puits, ordinaire ou artésien? « Les eaux de puits sont des eaux de source souterraine, mais dont l'emploi ne peut être fait qu'au moyen d'un travail humain préalable. Quant aux eaux artésiennes, si elles jaillissent hors du sol, ce n'est que par une opération artificielle qui les va chercher jusqu'au sein de la terre, à des profondeurs parfois excessives. La seule loi applicable est la loi française qui fait de toutes les eaux des eaux susceptibles de propriété privée. » (Béquet et Simon, *Rép. de dr. adm.*, v° *Algérie*, n° 1148).

La distinction s'impose donc entre les eaux jaillissant spontanément et celles qui n'arrivent à la surface que par un travail humain. Les premières seules sont présumées faire partie du domaine public. Les eaux des puits et des sources créés de main d'homme appartiennent à l'auteur des travaux. La doctrine est unanime : Béquet et Simon, *op. cit.*, n° 1148; Hamel, *Du régime des eaux en Algérie*, *Rev. Alg.* 1888. 1. 137; Charpentier, *Précis de législat. alg.*, n° 707; Ricci, Thèse citée, p. 16; M. Pouyanne, *La propriété foncière en Algérie*, p. 765; E. Larcher, *Tr. élém.*, t. II, n° 933.

Si donc nous avons cru devoir rapporter l'arrêt que nous venons de critiquer, c'est avec l'espoir qu'il ne fera pas jurisprudence.

(1) Telle est la tendance des tribunaux à statuer en jurisprudence plus qu'en droit, qu'il importe de ne point laisser passer sans observation des affirmations manifestement inexactes. Il serait à craindre que, quelque jour, elles fussent répétées par un jugement ou par un autre arrêt.

« La loi de 1898 est inapplicable en Algérie où elle n'a pas été promulguée. » — Nous avons assez souvent critiqué et la chose et l'expression. L'expression est une évidente erreur : il n'y a pas de promulgation spéciale à l'Algérie. La chose n'est pas moins inexacte : en principe, les lois deviennent exécutoires en Algérie comme en France par l'unique promulgation faite par le président de la République. (Voy. notre *Tr. élém.*, t. I, n° 127; et notre note sous Alger, 23 février 1905, *Rev. Alg.* 1906. 2. 91). Que si on entend par promulgation d'une loi, la déclaration d'applicabilité en Algérie qui est quelquefois l'œuvre d'un décret, cette déclaration était, pour la loi du 8 avril 1898, tout à fait inutile, surtout pour

(Préfet d'Oran c. Turot)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le premier juge, se basant sur le rapport des experts qu'il a commis, rapport duquel il résulte que les travaux effectués par Turot n'ont pas modifié le régime des eaux, que la source dite « Turot » a été découverte par ce propriétaire dans son terrain et que son point d'émergence y était situé, que la source « Akika » n'existe pas en réalité et que ce sont simplement des suintements se donnant jour à travers un éboulis de rochers et de terres et arrivant ainsi dans le ravin, a fait application à l'espèce des art. 552 et 641 c. civ., décidé que Turot est seul propriétaire de l'eau contenue à l'aide de travaux personnels au point dit « Aïn-Touro » et dit que M. le préfet sera tenu de rétablir la conduite détruite ; — Attendu que les art. 552 et 641 c. civ. ne doivent pas recevoir leur application en l'espèce ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 2, § 3 de la loi des 9-20-5 avril et 16 et 21 juin 1851 (1), sur la constitution de la propriété en Algérie, le domaine public se compose des lacs salés, des cours d'eau de toutes sortes et des sources ; — Attendu que le législateur de 1851 a édicté cette disposition parce qu'il

---

les parties de cette loi qui modifient le code civil. Le code civil étant en vigueur en Algérie depuis 1834, toutes les lois qui depuis lors l'ont modifié ont été ici applicables de plein droit (Jurisprudence absolument constante. Voy. notamment req. 9 décembre 1902, *Rev. Alg.* 1903. 2. 30. Voy. aussi notre *Tr. élém.*, t. I, n° 146).

Cependant l'arrêt ajoute : « Cette loi de 1898 ne modifie aucun texte législatif applicable à la colonie ; les art. 641, 642, 643 c. civ. qu'elle remplace par les dispositions qu'elle édicte ne recevaient pas en 1898 leur application en Algérie en vertu de la loi de 1851. » Erreur encore. En matière de sources et de cours d'eau, la loi de 1851 a posé, nous l'avons vu, une présomption de domanialité ; elle a attribué le caractère domanial aux sources et cours d'eau des terres *mortes*. Mais toutes les sources qui, avant 1851, émergeaient dans des terres appartenant à des indigènes ou à des européens étaient la propriété de ceux-ci. Donc, pour tous les immeubles appartenant à des européens et, depuis 1873, pour tous les immeubles francisés, même s'ils appartiennent à des indigènes musulmans, ces sources sont régies par le code civil. Dès lors les art. 641-643 de ce code ayant reçu de la loi du 8 avril 1898 une nouvelle rédaction, celle-ci a remplacé l'ancienne en Algérie comme en France.

Émile LARCHER.

(1) La date exacte de cette loi est : 16 juin 1851.

n'a point voulu aliéner les eaux si rares et si précieuses en Algérie au détriment de la population au profit du nombre restreint de propriétaires installés alors dans la colonie ; — Attendu que le rapport des experts commis par le premier juge contient le passage suivant (pages 38 et 39) : « Enfin pour reconnaître d'où viennent les eaux de la source quatre dite « Turot », dont le regard est situé au point trois de leur plan, les experts ont invité M. Turot à faire découvrir la conduite de captage et ils ont constaté, ainsi qu'ils l'ont déjà dit, en présence des parties, que l'eau sourd à dix mètres à l'est de ce regard dans des terrains stratifiés. C'est donc une véritable source dont le débit était le 7 mai 1903, de 1 litre 429 millilitres à la seconde à quoi il faut ajouter l'eau de la petite source 2, dont le débit est de 238 millilitres en totalité 1 litre 667 millilitres à la seconde » ;

Attendu, ceci posé, qu'il échet uniquement dans la cause de rechercher si, ainsi que le soutiennent les intimés, il y a une distinction à faire entre les eaux qui jaillissent spontanément du sol et celles qui n'arrivent à la surface que comme conséquence des travaux effectués par le propriétaire du sol, les premières seules faisant partie du domaine public, les secondes appartenant au propriétaire du sol ; — Attendu que le texte de l'art. 2, § 3 de la loi de 1851 dans lequel se trouve simplement le mot « sources » ne permet pas de faire la distinction proposée par les consorts Turot ; — Attendu que, si l'on parcourt les travaux préparatoires de la loi de 1851, on ne voit nulle part que jamais il a été question de faire une semblable distinction ; qu'aucune allusion n'y est faite dans l'exposé des motifs de la loi ; — Attendu que, bien au contraire, il résulte de façon rigoureuse des discussions qui se sont produites que l'État a entendu devenir, pour les raisons indiquées plus haut, propriétaire vis-à-vis de tous et de toutes les eaux quelles qu'elles soient ; — Attendu, d'ailleurs, que les consorts Turot n'établissent en aucune façon et n'offrent pas d'établir qu'ils sont en droit d'invoquer la dernière disposition de l'art. 2 de la loi de 1851, aux termes de laquelle : « Sont maintenus tels qu'ils existent les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage légalement acquis sur les sources antérieurement à la loi » ;

Attendu, enfin, que les consorts Turot invoquent vainement à l'appui de leurs prétentions la loi du 8 avril 1898 qui dispose que les propriétaires de terrains où se trouvent des sources ont le droit de jouir de ces sources ; — Attendu, en effet, que la loi de 1898 est inapplicable en Algérie où elle n'a pas été promulguée ; — Attendu, au surplus, que cette loi ne

modifie aucun texte législatif applicable à la colonie, les art. 641, 642, 643 c. civ. qu'elle remplace par les dispositions qu'elle édicte ne recevaient pas en 1898 leur application en Algérie en vertu de la loi de 1851 ; — Attendu qu'il échet, en conséquence, d'infirmer la décision entreprise, de dire l'État propriétaire en vertu de la loi de 1851, de dire les consorts Turot malfondés dans leurs prétentions et de les en débouter ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Le dit fondé ; — Dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Statuant à nouveau et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Dit l'État propriétaire de la source dite « Turot » en vertu de la loi de 1851 ; — Dit, en conséquence, les consorts Turot irrecevables et mal fondés dans leurs prétentions ; — Les en déboute ; — Et les condamne en tous les dépens.

MM. WURTZ, *prés.*; MARSAN, *av. gén. concl. conf.* — Mes BORDET et MONBRUN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch)

—

23 mars 1906

—

I. Ajournement, appel, tribunaux d'Algérie, intimé-domicilié en France, délai, erreur, nullité non facultative. — II. Liquidations et partages, indigènes, immeubles, loi du 16 février 1897, art. 17, interdiction de l'appel.

—

I. Aux termes de l'art. 8 de la loi du 3 mai 1862, le délai des ajournements devant les tribunaux d'Algérie est de un mois pour les personnes domiciliées en France. Comme tous les délais fixés par l'art. 13 c. pr. civ., ce délai est unique et comprend à la fois le délai de l'ajournement proprement dit et celui des distances. — En conséquence, si l'appelant donne, à une personne domiciliée en France, assignation à huitaine franche outre le délai des distances, il ne satisfait pas aux prescriptions de l'art. 456 c. pr. civ., qui impose l'obligation de préciser exactement le délai dans lequel l'intimé doit com-

paraître devant la cour, et par suite son appel doit être déclaré nul.

Cette nullité ne peut être couverte par application de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, et par suite elle n'est pas facultative pour le juge (1).

II. La disposition de l'art. 17 de la loi du 16 février 1897, qui abolit, dans la matière des partages et liquidations d'immeubles indigènes le double degré de juridiction, ne s'applique pas seulement à l'arbitrage de la somme à attribuer au demandeur dans le second cas prévu par ledit article ; mais hors le cas de contestations sur les droits indivis de propriété, elle s'applique à toutes les décisions rendues en matière de partage entre indigènes, et particulièrement aux décisions ordonnant des partages en nature (2).

---

(1) Voy. en sens contraire Alger (3e ch.), 15 mars 1906, qui sera prochainement publiée, et les observations qui l'accompagneut.

(2) On a beaucoup discuté sur la portée de la disposition finale de l'art. 17 de la loi du 16 février 1897. D'après un premier système, l'interdiction de recourir aux voies de l'opposition et de l'appel s'appliquerait seulement aux jugements arbitrant la somme à payer au demandeur ; dans un second, elle s'appliquerait à tous les jugements, quels qu'ils fussent, rendus en matière de partages et de licitations indigènes.

La première opinion invoque en sa faveur un passage du rapport de M. Pourquery de Boisserin. (V. Est. et Lef., *Suppl.* 1896-1897, p. 67, col. 2). « Votre commission », est-il écrit dans ce passage, « estime également justifiée par la nécessité de réduire les frais de procédure la disposition finale de l'art. 17, qui supprime le droit d'opposition et le droit d'appel contre les jugements fixant la somme à payer par la souche touchée par la demande en licitation ». On ne peut, dit-on, avec ce passage clair et explicite des travaux préparatoires, donner un autre sens à l'expression « en cette matière » de l'art. 17 *in fine* ; d'autant plus que ces dispositions, profondément dérogatoires au droit commun, doivent recevoir une interprétation restrictive. (V. en ce sens : Alger, 24 mai 1902. *Rer. Alg.* 1903. 2. 99).

Le second système s'appuie sur le texte même de l'art. 17. Les termes employés dans le dernier paragraphe : « Les jugements rendus en cette matière ne sont susceptibles ni d'opposition ni d'appel » se réfèrent à ce qui vient d'être dit antérieurement au cours de l'art. 17. Or, on prévoit, au cours de cet article, non seulement le cas des jugements arbitrant la somme à payer au demandeur, mais encore le cas des jugements ordonnant le partage en nature, le partage entre familles, la licitation, etc. La phrase citée ci-dessus ne fait aucune distinction entre ces diverses procédures ; les termes employés sont aussi généraux que possible et ne laissent place à aucune exception.

(Consorts Ziane Bouziane c. consorts Chiche)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Ziane Bouziane, mandataire unique des copropriétaires de El Hadj Ahmed ben Kelladi dont les

---

Les partisans du second système s'appuient d'ailleurs également sur les travaux préparatoires de la loi de 1897.

Le texte de l'art. 17, disent-ils, et notamment les dispositions restrictives des droits d'opposition et d'appel, tirent leur origine première, non de la Chambre des députés, mais du Sénat. Le rapporteur de la Chambre, M. Pourquery de Boisserin, n'a fait qu'engager la Chambre à accepter la rédaction du Sénat.

On sait, en effet, que le texte qui est devenu la loi du 16 février 1897 a été voté, en premier lieu, par le Sénat, dans la séance du 16 février 1894 (v. déb. parlem., Sénat, *J. O.* du 17 février 1894), et que la Chambre a adopté intégralement le texte du Sénat. Il avait été détaché d'un projet de loi émanant lui aussi du Sénat, et tendant à introduire en Algérie l'institution des livres fonciers ou du système Torrens. Ce projet, déposé au Sénat le 29 mars 1893, était précédé d'un rapport de M. Franck-Chauveau. (V. *J. O.* 1893, Doc. parlem , Sénat, n°121, p. 262 et suiv.). Le titre II de ce projet, intitulé « Des licitations et partages », et formant l'art. 45, est devenu l'art. 17 de la loi du 16 février 1897.

Or cet art. 45 du projet de 1893, comme du reste l'art. 17 actuel de la loi de 1897, prévoyait que diverses sortes de jugements pouvaient être rendus par le tribunal chargé de statuer sur la demande en partage ou en licitation. Il y était question de jugements ordonnant le partage en nature, la licitation, arbitrant la somme à payer au demandeur, etc. Pour toutes ces décisions sans exception, l'interdiction de l'opposition et de l'appel, et même des autres voies de recours, était absolue. Après avoir énuméré ces diverses décisions, l'art. 45 disposait en effet : « Les jugements rendus en cette matière ne sont susceptibles d'aucun recours, de quelque nature qu'il soit ». M. Franck-Chauveau, dans son rapport, ne laissait place non plus à aucune distinction. Après avoir indiqué les différentes situations dans lesquelles pouvaient se trouver les parties et les différents jugements qui devaient en être la conséquence, il ajoutait : « Pour couper court aux interminables et coûteux procès que susciteraient ces questions, nous avons cru devoir accepter la proposition d'un de nos collègues algériens, et décider qu'en cette matière les jugements du tribunal ne seraient susceptibles d'aucun recours. »

Pendant la séance du 16 février 1894, au cours de laquelle fut discuté au Sénat le texte qui est devenu la loi de 1897, on n'établit pas davantage de distinction entre les différents jugements, au moment de la discussion de l'art. 17. Cet article reproduisait d'ailleurs, comme nous

héritiers ont vendu les droits indivis au baron de la Motte et aux consorts Chiche, a reçu, le 7 février 1905, signification du jugement du 6 décembre 1904, par lequel le tribunal d'Orléansville a homologué le rapport des experts commis par un jugement précédent du 24 novembre 1903 pour procéder au partage des immeubles indivis conformément aux dispositions de la loi du 16 février 1897 ;—Attendu que, par exploit du ministère de Houvenagel, huissier à Compiègne, en date du 10 mars

---

l'avons dit plus haut, à peu près intégralement le texte de l'art. 45 du projet de 1893. Cependant, pour donner satisfaction à l'observation de M. Godin, sénateur, qui démontrait la nécessité de laisser ouverte la voie du recours en cassation et celle de la tierce opposition, on remplaça les mots « ne sont susceptibles d'aucun recours quel qu'il soit » par l'expression « ne sont susceptibles ni d'opposition ni d'appel ».

En résumé, il résulte des débats qui ont eu lieu dans la haute assemblée que le Sénat a entendu interdire la voie de l'appel et de l'opposition pour toutes les décisions sans exception rendues par le tribunal chargé de procéder au partage et à la licitation. Le texte voté par le Sénat ayant été adopté sans débats et sans aucune modification par la Chambre, l'interprétation de M. Pourquery de Boisserin ne saurait être admise.

Ce système nous paraît le seul conforme à la logique et au bon sens. En effet la raison qui a motivé la suppression du droit d'appel et d'opposition, c'est-à-dire la nécessité d'éviter des frais inutiles et des procès interminables, s'applique aussi bien aux décisions ordonnant le partage en nature, le partage entre familles, la licitation, qu'aux jugements déterminant la somme à payer aux demandeurs. Aucun motif sérieux ne pourrait justifier la distinction qui est faite dans le premier système.

Il faut cependant, à la suppression du droit d'appel et d'opposition, faire une restriction indispensable, indiquée dans l'arrêt reproduit ci-dessus. L'art. 17 a voulu interdire l'appel et l'opposition à l'encontre de tous les jugements divers, soit préparatoires, soit définitifs, destinés à aboutir à la solution de l'instance en partage ou en licitation; mais encore faut-il que cette instance soit liée entre copropriétaires reconnus et incontestés, sans qu'il y ait eu de discussion sur l'étendue de leurs droits. Si l'instance se produisait entre copropriétaires et un tiers prétendant avoir des droits sur l'immeuble, mais dont les droits seraient formellement contestés par les autres copropriétaires, les voies de l'opposition et de l'appel seraient évidemment recevables, à l'encontre des décisions qui auraient statué, directement ou indirectement, sur l'existence de ces droits contestés. Car autrement on en arriverait à supprimer l'opposition ou l'appel pour des instances non plus en partage ou en licitation, mais en revendication, en pétition d'hérédité, etc., ce que le législateur de 1897 n'a certainement point voulu. Son but était seulement de rendre plus rapides et moins onéreuses les véritables instances en partage et en licitation, dont on avait flétri et signalé les scandaleux abus sous l'empire de la procédure de droit commun.

M. Poyanne.

1905, Ziane Bouziane a signifié au baron de la Motte qu'il interjetait appel de ces deux jugements et lui a donné assignation à comparaître devant la cour à huitaine franche, délai de la loi outre celui des distances ; — Attendu que le baron de la Motte demande à la cour de déclarer cet appel nul, comme ne lui donnant pas assignation à comparaître dans le délai légal ; — Que, subsidiairement, il conclut à ce qu'il soit déclaré irrecevable par application du dernier paragraphe de l'art. 17 de la loi du 16 février 1897 ;— Attendu que les consorts Chiche concluent également à ce que la cour déclare irrecevable, pour ce dernier motif, l'appel à eux signifié par Bouziane, le 6 mai 1905 ;

En ce qui concerne la nullité de l'appel : -- Attendu qu'aux termes de l'art. 8 de la loi du 3 mai 1862, le délai des ajournements devant les tribunaux d'Algérie est de un mois pour les personnes domiciliées en France ; — Qu'il est constant que, comme tous les délais fixés par l'art. 13 c. pr. civ. et notamment par le paragraphe 1er dont il est la conséquence nécessaire, ce délai est unique et comprend tout à la fois le délai de l'ajournement proprement dit et celui des distances ; — Attendu, par suite, qu'en donnant assignation à huitaine franche outre celui des distances, Bouziane s'est référé aux art. 72 et 1033 c. pr. civ. qui ne trouvent pas leur application dans la cause et non à l'art 73 du même code ou à l'art. 8 de la loi du 31 mai 1862 seul applicable au regard du baron de la Motte habitant la France ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 456 c. pr. civ., l'acte d'appel doit, à peine de nullité, contenir assignation dans les délais de la loi ; — Qu'il impose ainsi à l'appelant l'obligation de préciser le délai dans lequel l'intimé devra comparaître devant la cour ; — Que l'acte d'appel de Bouziane n'ayant pas répondu à cette exigence doit être déclaré nul ; — Attendu que Ziane objecte, il est vrai, qu'en fait il a donné le délai d'un mois fixé par ledit article puisqu'il n'a pas requis défaut avant son expiration et qu'il a ainsi suffisamment satisfait à ses prescriptions ; — Que, d'ailleurs, le baron de la Motte a constitué avoué et n'a pas eu à souffrir de cette irrégularité ; — Attendu que les lois de procédure ont pour but essentiel d'assurer la manifestation de la vérité en facilitant l'exercice de la justice ; elles procurent la liberté de l'action et de la défense en protégeant les plaideurs contre les surprises de leurs adversaires ou l'arbitraire possible du juge ; — Attendu que si l'on peut à l'époque actuelle critiquer le formalisme parfois exagéré de la procédure française et les nullités qu'elle attache dans l'intérêt de l'une des parties à des actes considérés comme non signifiés bien que cependant

cette partie en ait eu parfaite connaissance et qu'elle n'ait par suite éprouvé aucun préjudice, — comme dans les cas prévus par la loi du 15 février 1899 qui a récemment accentué ce formalisme, — il ne faut pas perdre de vue qu'il a été commandé par la nécessité de remédier aux abus des anciennes juridictions ; que la partie qui s'en plaint un jour sera protégée par lui le lendemain ; que, dans tous les cas, tant qu'il ne sera pas modifié, les tribunaux ne peuvent se dispenser de prononcer les nullités qu'ils prévoient quand elles sont proposées (art. 1029 c. pr. civ.) ; que c'est aux parties seules qu'il appartient d'apprécier si elles doivent se prévaloir des nullités commises par leurs adversaires ; — Attendu que cette nullité n'est pas davantage facultative pour le juge en Algérie ; — Que si les difficultés de l'organisation judiciaire au début de l'occupation ont obligé les tribunaux à faire une large application de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, cette application est devenue chaque jour plus étroite ; que bientôt cette cour suivant la jurisprudence de la cour de cassation a décidé que les déchéances ne pourraient bénéficier de cette disposition exorbitante du droit commun ; qu'enfin précisément pour l'application de la loi du 15 février 1899 et par des décisions émanant de toutes ses chambres, elle a jugé que la nullité résultant de l'inobservation des nouvelles formalités prescrites par la remise des exploits ne pourrait être couverte par l'ordonnance de 1842 ; qu'en effet la nullité de l'acte d'appel par exemple entraîne par voie de conséquence la déchéance du droit d'appel lorsque celui-ci n'a pas été renouvelé dans le délai légal ; — Attendu qu'il y a donc lieu de prononcer la nullité de l'appel signifié au baron de la Motte ;

En ce qui concerne la recevabilité de l'appel signifié aux consorts Chiche : — Attendu que la loi du 15 février 1897 a été détachée de la proposition de loi tendant à l'introduction en Algérie de l'institution des livres fonciers et de l'acte Torrens dont le titre II, intitulé « des licitations et des partages », est devenu l'art. 17 de la nouvelle loi ; que dans son rapport au Sénat M. Franck-Chauveau indiquait : « pour couper court aux interminables et coûteux procès que suscitaient ces questions, nous avons cru devoir accepter la proposition de l'un de nos collègues algériens et décider qu'en cette matière les jugements du tribunal ne seront susceptibles d'aucun recours » (annexes année 1893, p. 273) ; — Qu'au cours des débats il répéta que le caractère processif des indigènes algériens les conduirait à toujours interjeter un appel qui augmenterait singulièrement les lenteurs et les frais que l'on voulait éviter ;

que toutefois, pour donner satisfaction à l'observation d'un sénateur qui démontrait la nécessité de laisser ouverte la voie du recours en cassation et celle de la tierce opposition, la commission a remplacé les mots « d'aucun recours quel qu'il soit » du projet par le paragraphe actuel : « Les jugements rendus en cette matière ne seront susceptibles ni d'opposition, ni d'appel. » (Déb. 16 fév. 1894, *J.O.* 17 fév. 1894, p. 141); — Attendu qu'il n'est pas possible de voir une manifestation plus certaine de la volonté d'abolir dans la matière des liquidations et partages, le droit au double degré de juridiction ; — Attendu qu'il n'est pas douteux que cette disposition ne s'applique pas seulement, comme le prétend l'appelant, à l'arbitrage de la somme à attribuer au demandeur, dans le second cas prévu, mais, en dehors de contestations sur les droits indivis de propriété, à toutes les décisions rendues en matière de partage entre indigènes et particulièrement au partage en nature comme dans l'espèce ; — Que le jugement déféré qui a homologué les propositions des experts sur les attributions en nature des co-partageants sans qu'il y ait eu de discussion sur l'étendue de leurs droits, n'est donc pas susceptible d'appel ; — Attendu qu'il serait sans intérêt de remarquer que dans l'espèce l'appel ne serait en aucun cas recevable, à raison du contrat judiciaire formé entre les parties sur l'homologation du rapport d'experts si l'on ne trouvait dans les faits de la cause la vérification de l'opinion émise par le rapporteur de la loi devant le Sénat ;— Qu'en effet Ziane qui avait déjà accepté devant les experts les bases du partage en nature qu'ils avaient proposé a, dans ses conclusions signifiées en 1re instance le 6 décembre 1904, déclaré qu'il n'avait aucune objection à formuler contre les conclusions de leur rapport, que cette déclaration précise qui entraîne l'acceptation des attributions par eux proposées indique nettement la véritable signification du dispositif par lequel il demandait acte de ce qu'il s'en rapportait à justice ; — Attendu que si les appels interjetés par Ziane sont déclarés nuls, il n'en ont pas moins existé et obligé les intimés à y défendre ; — Qu'ils ont en outre retardé sans raison sérieuse la solution du litige en perpétuant la possession illégitime par les appelants des immeubles litigieux ; — Que c'est donc le cas de faire à la cause l'application des dernières dispositions de l'art. 464 c. pr. civ. ; que la cour possède les éléments nécessaires pour apprécier le préjudice subi par les intimés depuis le jugement ;

Sur les dépens : — Vu les art. 130 et 133 c. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Dit nul l'appel formé par Ziane contre le

Baron de la Motte ; — Dit non recevable celui formé contre les consorts Chiche ; — Condamne Ziane ès-qualité en vertu des dernières dispositions de l'art. 464 c p. c. à payer au Baron de la Motte la somme de 40 fr. et celle de 100 fr. aux consorts Chiche en réparation du préjudice qui leur a été causé depuis le jugement ; — Le condamne à l'amende et aux dépens.

MM. LALOÉ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén* ; — Mes TILLOY, SOUBIRANNE, GOUTTEBARON, *av.*

COURS D'ALGER (1re ch.)

12 avril 1906

Commune mixte, douar, Algérie, personnalité distincte, action en justice, représentation, autorisation d'ester, double degré de juridiction, moyen de défense.

I. Dans les communes mixtes, le douar ayant une individualité propre et un patrimoine distinct, c'est à lui et non à la commune mixte qu'il appartient d'intenter les actions relatives aux biens sabega ou de propriété collective de son territoire (1).

Si l'administrateur, de la commune mixte, représentant légal du douar, intente une action relative aux biens en question, il doit le faire au nom du douar et non pas au nom de la commune mixte. Son action doit être précédée d'ailleurs d'une délibération officielle consignée sur les registres de la djemâa, de l'approbation de la commission municipale et de l'autorisation d'ester en justice donnée par le conseil de préfecture (2).

L'intervention du douar en appel en serait pas recevable si l'affaire a été jugée contre la commune mixte en première instance à raison de la distinction des intérêts du douar et de la commune mixte (3)

(1, 2, 3) L'affirmation de la cour que le douar, ayant un patrimoine distinct et une individualité propre, est une personne morale particu-

II. Le principe des deux degrés de juridiction n'est pas applicable aux moyens de défense, notamment à la fin de non

---

lière nous paraît absolument exacte. Sur ce point, au surplus, la jurisprudence de la cour d'Alger n'a pas laissé de subir une assez curieuse évolution. La cour a commencé, en effet, par admettre un principe exactement contraire, affirmant que le douar, rattaché à une commune mixte, est une véritable section de commune sans personnalité ni patrimoine distincts de ceux de la commune mixte (Alger, 10 mai 1899, *Rev. Alg.*, 1899. 2. 273). Puis, tout en maintenant que le douar de commune mixte n'est qu'une section de commune ne constituant pas une unité administrative, elle a admis, implicitement tout au moins, qu'il constituait une individualité distincte (Alger, 27 avril 1904, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 3, et la note). Notre arrêt ne parle plus d'assimilation entre le douar de commune mixte et une section de commune. Il a raison, car l'affirmation était d'une exactitude juridique très douteuse (v. la note sous Alger, 27 avril 1904, *préc.*). Par ailleurs il affirme, d'une façon très nette, que le douar ayant participé, en vertu d'un décret du 5 novembre 1866, à la répartition du territoire d'une tribu a acquis de la sorte un patrimoine propre et par suite est devenu une personnalité morale distincte de la commune mixte. Nous serions portés à aller plus loin encore et à dire que le douar, étant apte à être propriétaire de terres arch en vertu du sénatus-consulte de 1863 et de biens communaux, ayant par ailleurs une administraiion permanente, est très près, en commune mixte surtout, de constituer une unité administrative, assez semblable à ce qu'était la commune dans le régime municipal de l'an III. Dans ces conditions il allait de soi que l'administrateur de la commune mixte, chargé de représenter le douar en justice (v. Alger, 27 avril 1904, préc.), devait agir ici au nom du douar et non pas au nom de la commune mixte. Celle-ci n'avait en effet aucune qualité et aucun intérêt pour agir.

La cour ajoute que pour que l'administrateur eût pu agir au nom du douar, il eût dû rapporter une délibération de la djemaa inscrite sur le registre officiel des délibérations de celle-ci, l'approbation de la commission municipale et l'autorisation d'ester en justice émanant du conseil de préfecture. Il résulte, en effet, des art 11 et 12 de l'arrêté du gouverneur général du 11 septembre 1895 (Est. et Lef., p. 1044), que les délibérations des djemmaas doivent être consignées en français ou en arabe sur un registre spécial et que les délibération relatives aux actions en justice doivent être approuvées par la commission municipale. Quant à l'autorisation d'ester en justice donnée par le conseil de préfecture, la cour affirme qu'elle est nécessaire. La chose nous paraît très douteuse. A s'en tenir au texte de l'art. 15 de l'arrêté de 1895, en effet, la délibération de la commission municipale intervenant après celle de la djemaa est soumise non à l'autorisation du conseil de préfecture, comme le dit la cour, mais à l'approbation du préfet.

Il y a en notre affaire enfin un point assez curieux, sur lequel l'arrêt n'avait d'ailleurs pas à intervenir, mais qui nous paraît bon à indiquer. Il semble bien que l'administrateur de la commune mixte de la Mina ait

recevoir du tirée défaut de qualité et du défaut d'intérêt du demandeur. Celle-ci peut-être opposée pour la première fois en cause d'appel (1).

(Commune mixte de la Mina c. Chaïb Belkassem)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le principe des deux degrés de juridiction, établi pour les demandes, n'est pas applicable aux moyens de défense; qu'il faut reconnaître ce dernier caractère

---

demandé, lorsqu'il agissait au nom de la commune mixte, l'autorisation d'interjeter appel et que cette autorisation lui ait été donnée à la date du 2 mai 1905 par le conseil de préfecture. Or à cette date était intervenue la loi du 8 janvier 1905, laquelle a décidé que désormais l'autorisation de plaider n'avait plus besoin d'être demandée (v. Louis Rolland, Les procès des communes et la loi du 8 janvier 1905, *Rev. du dr. publ.* 1905, p. 119; Morgand, *Rev. gén. d'administration*, 1905, II, 389; Berthélemy, *Tr. élém. de dr. adm.*, 4e éd., p. 538). Cette loi est aux termes de son art. 4 applicable en Algérie. De là la question, se pose, si non dans notre espèce où le procès était en cours, à tout le moins pour l'avenir, de savoir si la loi nouvelle est applicable aux communes mixtes. On pourrait soutenir que les communes mixtes sont quelque chose de tellement spécial dans notre droit public qu'elles continuent d'être soumises à la règle ancienne. Mais à cette solution il nous semble que des objections sont possibles. L'assimilation en matière d'actions en justice a été faite entre les communes de plein exercice et les communes mixtes par l'art. 12 de l'arrêté du gouverneur général du 20 mai 1868. La cour de cassation a d'ailleurs déclaré que l'art. 124 de la loi du 5 avril 1884 relatif au dépôt d'un mémoire par l'adversaire d'une commune était applicable aux communes mixtes (req. 31 oct. 1900 *Rev. Alg.* 1900, 2. 465). Il n'y a pas de raison pour ne pas appliquer les autres articles relatifs aux procès des communes. Dès lors, et par application des principes généraux sur les lois modificatives (v. notre article *Rev. Alg.*, 1906. 1. 69 et la note de M. Larcher, sous Alger, 29 nov. 1906, *Rev. Alg.*, 1907. 1. 60) et en vertu de l'art. 4 de la loi du 8 janvier 1905, on doit admettre que les art. 121 à 125 nouveaux de la loi du 5 avril 1884 sont applicables aux procès des communes mixtes comme l'étaient les anciens. L'autorisation de plaider donnée par le conseil de préfecture n'est donc plus ici nécessaire. La solution que nous donnons n'atetint d'ailleurs pas les douars qui sont soumis à l'arrêté de 1895 et pour lesquels un régime spécial est établi. Encore ne faut-il pas confondre comme le fait la cour : approbation du préfet et autorisation du conseil de préfecture.

(1) La solution est certaine en doctrine et en jurisprudence.

Louis ROLLAND.

à la fin de non recevoir tirée du défaut de qualité du demandeur ou de son défaut d'intérêt, puisqu'elle a pour but de faire tomber l'action principale ; qu'elle peut donc être proposée pour la première fois en cause d'appel (art. 464 c. pr. civ). — Attendu que sans qu'il soit utile de rechercher les conditions dans lesquelles l'instance a été introduite, il suffit de constater que par son ajournement du 20 octobre 1902, la commune de la Mina, agissant poursuites et diligences de son administrateur, a donné assignation à Chaïb, pour entendre dire qu'il n'avait aucun droit privatif et personnel de propriété sur un terrain d'une contenance d'environ 2.957 hectares, le dit terrain étant de nature sabega ;

Attendu qu'il est constant que le terrain litigieux est situé sur le territoire du douar Sgaïr, lequel après avoir appartenu à la commune mixte de l'Hillil, dépend actuellement de celle de la Mina ; — Attendu, qu'aux termes du décret du 5 novembre 1866, rendu en exécution du sénatus-consulte du 22 avril 1863, le territoire de la tribu des Mekhalias a été délimité et reparti entre trois douars parmi lesquels se trouve le douar Sgaïr ; — Que conformément aux principes posés par le sénatus-consulte, la tribu puis le douar ont été ainsi reconnus propriétaires du territoire dont ils avaient la jouissance permanente et traditionnelle (art. 1 et 2) ; — Que le douar a ainsi acquis une individualité propre et un patrimoine distinct ; que c'est donc à sa personnalité morale qu'appartient le droit d'intenter les actions relatives aux biens sabega ou de propriété collective de son territoire ; — Attendu que les djemaas des douars, réorganisées par l'arrêté pris par le gouverneur général, le 11 septembre 1895, en vertu de l'art. 7 du décret du 7 avril 1884, sont chargées de délibérer sur les actions judiciaires, intéressant les biens communaux ; — Que leurs délibérations après avoir été soumises à l'approbation de la commission municipale ou à celle de l'administrateur ne sont exécutées qu'après l'autorisation d'ester en justice, donnée par le conseil de préfecture ; — Attendu que leurs actions sont exercées soit par le président de la djemaa du douar, soit par l'administrateur qui est le représentant légal, non seulement de la commune mixte mais encore de chacune de ses fractions et qui peut agir en justice au nom de celles-ci, lorsque l'instance n'est pas dirigée contre la commune ou une autre de ses fractions ; — Attendu que de ce qui précède, il résulte que la commune mixte de la Mina était sans qualité pour faire déclarer sabega des terrains qui, s'ils avaient ce caractère, appartiendraient en propre à l'une de ses fractions, le douar Sgaïr ; que pour le même motif elle n'y avait

aucun intérêt; — Que l'instance ouverte en son nom par l'ajournement du 20 décembre 1902 n'est donc pas recevable ; — Attendu, il est vrai, que, comme il vient d'être dit, l'administrateur de la commune aurait eu qualité pour agir au nom du douar, si son action avait été précédée de la délibération de la djemaa, de celle de la commission municipale et de l'autorisation d'ester en justice ; mais que, loin de justifier de l'accomplissement de ces formalités, il a spécifié qu'il agissait au nom de la commune ; — Que, bien plus, il produit devant la cour l'autorisation d'interjeter appel donnée à la seule commune mixte de la Mina (2 mai 1905); — Que c'est bien, en effet, ès qualité d'administrateur de cette commune qu'il avait interjeté appel le 13 avril ; — Attendu qu'il soutient vainement agir en cause d'appel et conclure au nom du douar Sgaïr, en s'appuyant sur une délibération d'après laquelle la djemaa l'aurait également autorisé à interjeter appel (20 mars 1905) ; — Qu'en admettant la sincérité de cette déclaration, qui ne paraît pas cependant présenter l'apparence d'une délibération officielle consignée sur les registres de la djemaa, qui n'a aucun caractère d'authenticité, qui n'est accompagnée ni de l'approbation de la commission municipale, ni de l'autorisation d'ester en justice, il faudrait dire qu'elle ne saurait justifier une décision de justice intéressant le douar Sgaïr ; — Attendu en effet, que celui-ci n'ayant pas été partie en première instance, pourrait intervenir devant la cour, mais qu'il n'a pas été présenté de requête d'intervention, qu'il n'est même pas conclu en son nom ; — Que d'ailleurs cette intervention ne serait pas recevable puisque les intérêts du douar sont distincts de ceux de la commune mixte et que ce qui est jugé contre celle-ci ne peut préjudicier aux droits du douar, qui, ne pouvant par suite former de tierce opposition à l'arrêt, ne peut davantage intervenir ; — Vu en ce qui concerne les dépens les art. 130 et 133 c. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels principal et incident comme réguliers en la forme; — Dit que l'action en reconnaissance du caractère prétendu sabega des terrains dépendant du douar Sgaïr, n'appartient pas à la commune mixte de la Mina; — Dit qu'elle était sans qualité et sans intérêt pour intenter cette action ; — Faisant droit en conséquence à l'appel incident : — Rejette comme non recevable l'action de la commune ; — La condamne à l'amende et aux dépens.

MM. LALOÉ, *prés.;* LECLÈRE, *subst.* — Mes REY et DOUDARD DE LA GRÉE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

22 mars 1907

Légion étrangère, rengagement, sous-officier, cassation de grade, conseil d'enquête.

Les rengagements dans la légion étrangère sont régis par le décret du 14 septembre 1864 et non par les lois des 18 mars 1889 et 13 juillet 1894. Les troupes de la légion ne font en effet point partie des troupes métropolitaines et la loi de 1900 ne les mentionne pas dans les troupes coloniales. En conséquence un sous-officier de la légion peut être régulièrement cassé de son grade sans comparution devant un conseil d'enquête (1).

---

(1) Cet arrêt est intéressant parce qu'il permet de préciser la jurisprudence antérieure du conseil et de déterminer avec un peu plus d'exactitude la situation juridique des troupes de la légion étrangère.

Le point de départ est certain. La légion étrangère ne fait pas partie des troupes de l'armée de terre métropolitaine qui ne peuvent comprendre que des français et des naturalisés français. Elle ne fait pas davantage partie de l'armée coloniale. Non seulement, en effet, suivant la remarque de notre arrêt, elle n'est pas comprise dans l'énumération donnée par la loi du 7 juillet 1900, mais encore l'art. 8 de la dite loi, donnant au ministre de la guerre l'autorisation d'y recourir le cas échéant pour coopérer au service colonial, en fait quelque chose d'à part, une sorte d'armée parallèle aux deux autres, a-t-on dit très justement dans la discussion de la loi.

Mais, ceci rappelé, deux faits sont à ne pas oublier : — 1° Les troupes de la légion font partie de l'armée française. Elles sont mentionnées dans la loi des cadres du 13 mars 1875. — 2° Encore bien que la légion soit un corps d'étrangers, « une légion d'étrangers », dit la loi de 1831 qui l'a instituée, elle comprend, en bon nombre, des éléments français ou d'origine française (Rabany, *Le recrutement de l'armée*, 1906, p. 192). Les originaires d'Alsace-Lorraine y sont fort nombreux. Par ailleurs on y rencontre bon nombre de français qui, ayant déserté dans un moment d'égarement, regrettent leur faute et entendent la réparer en s'engageant dans la légion. Enfin les deux régiments étrangers coopèrent très sérieusement à nos expéditions coloniales et chacun sait le rôle qu'ils jouent au Maroc en ce moment. Tout cela doit entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de déterminer les droits ou bénéfices qui peuvent appartenir aux légionnaires. Les textes spéciaux à la légion étrangère sont en effet peu nombreux et peu explicites. On peut dès lors se demander la conduite à tenir quand il n'en existe pas.

(Lapierre)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT statuant au contentieux, — Vu la requête et le mémoire ampliatif présentés au nom du sieur Lapierre,

---

A cette question ainsi posée, deux réponses sont possibles. — On pourrait dire d'abord : La légion faisant partie intégrante de l'armée, en l'absence de textes spéciaux on appliquera à ceux qui y servent le traitement de droit commun des troupes françaises. Dans notre espèce et, étant donné que le décret du 14 septembre 1864 ne s'occupe que de la durée des engagements et rengagements, (v. ce texte dans le *Journal militaire*, t. x [1864], p. 964) ce système conduirait à donner raison à l'auteur du recours et à donner pour leur rétrogradation aux sous-officiers de la légion les mêmes garanties qu'à ceux des autres corps. La solution serait séduisante. Il n'est cependant pas probable qu'elle soit celle de notre droit positif. La légion a toujours été considérée comme un corps très spécial. Constituée comme un corps d'étrangers en 1831, elle a encore apparu aux auteurs de la loi du 8 juillet 1900 sur l'armée coloniale comme quelque chose d'un peu en marge des autres troupes. — A cette première solution il faut donc en préférer une autre beaucoup moins favorable qui consiste à appliquer aux individus, venant dans les régiments étrangers, les textes spéciaux les concernant et parmi les autres textes, ceux-là seulement qui sont généraux et concernent toutes les troupes sans distinction d'arme. C'est en partant de cette idée que le conseil applique très libéralement aux sous-officiers de la légion l'art. 32 de la loi du 15 mars 1889 et qu'il se montre très facile pour leur reconnaître le droit à une pension proportionnelle (cons. d'État, 20 juil. 1894, Atgier, *Leb. chr.*, 1894 p. 494 ; 6 avril 1895, Amann, *Leb. chr.* 1895 p. 451 ; 1er mai 1903, Dupré, *Rev. Alg.* 1903. 2. 237 ; 19 janv. 1906, Tracol, *Rev. Alg.* 1906. 2. 305 et la note). C'est la même idée qui lui a fait rejeter le pourvoi du sieur Lapierre. Les dispositions des lois de 1889 et de 1894 dont celui-ci se réclamait semblent bien en effet être spéciales aux troupes de l'armée de terre ou de l'armée coloniale. La jurisprudence du conseil apparaît ainsi en la matière comme quelque chose de très cohérent et aussi de très prudent. Reste seulement à savoir s'il ne serait pas bon de pousser plus avant l'assimilation entre les sous-officiers de la légion et les sous-officiers français. C'est là une question de pure législation à laquelle nous ne serions peut-être pas éloigné de répondre par l'affirmative.

Deux remarques pour terminer. — 1° Le conseil s'est appuyé pour rejeter le recours sur un décret du 14 septembre 1864. Le texte se trouve dans le *Journal militaire*, bulletin officiel du ministère de la guerre, t. x p. 964. Mais nous ne l'avons rencontré ni au *Moniteur* ni au *Bulletin des lois*. L'insertion au *Bulletin des lois* était cependant le mode régulier de publication des décrets réglementaires avant 1870 (v. Moreau, *Le règlement administratif*, p. 233). On peut se demander par suite quelle est

soldat au 2e régiment étranger à Saïda, enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'Etat, le 12 février 1906, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une décision, en date du 13 décembre 1905, par laquelle le ministre de la guerre a rejeté sa demande de comparution devant un conseil d'enquête, ensemble une décision du 3 avril 1905 par laquelle le général de brigade, commandant par intérim la 1re division de l'Indo-Chine, l'a cassé du grade de sergent ; — Ce faisant, attendu que la cassation prononcée contre lui, sans l'avis préalable d'un conseil d'enquête, est illégale comme intervenue en violation des formes prévues par l'art. 2 de la loi du 13 juillet 1894, lequel est applicable sans exception, à tout sous-officier rengagé, que le rengagement ait lieu avec ou sans prime, dans un corps quelconque de l'armée française, y compris les régiments étrangers ; qu'en outre la décision a été prise par le général de brigade commandant par intérim la division et qu'à défaut d'une délégation du ministre cet officier n'avait pas qualité pour statuer ; — Annuler, avec toutes les conséquences de droit, la décision du ministre de la guerre, ensemble la décision du général de brigade commandant par intérim la 1re division de l'Indo-Chine ;

Vu les décisions attaquées ; — Vu les observations présentées par le ministre de la guerre, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, enregistrées comme ci-dessus, le 25 avril 1906 et tendant au rejet de la requête pour les motifs que les rengagements contractés à la légion étrangère et sans prime sont régis par le décret spécial du 14 septembre 1864 ; que la loi du 18 mars 1889 ne leur est pas applicable et que ceux qui les ont souscrits ne jouissent

---

la force du texte en question (cf. cons. d'État 11 mars 1904, Deltel, *Leb. chron.*, 1904, p. 213). Nous signalons seulement le fait. A supposer qu'il n'eût pas tenu compte du décret de 1864, le conseil eût abouti également au rejet du recours.

2° Le conseil ne semble pas avoir mis en question la compétence du général de brigade commandant par intérim la division d'Indo-Chine pour casser le sieur Lapierre. Il semble qu'il ait eu raison. Un général de brigade commandant par intérim une division est en définitive un général de division. On comprend par contre fort difficilement le ministère de la guerre invoquant ici l'art. 318 du décret du 20 octobre 1892. Ce texte est en effet lié à l'article 319 du même décret (v. ces textes dans le *Bulletin officiel du ministère de la guerre*, partie réglementaire, 1892, 2e semestre, t. I, p. 144), qui d'une part prévoit l'intervention d'un conseil d'enquête et d'autre part a été remplacé par la législation de 1894 et de 1896 dont précisément le requérant demandait l'application.

Louis ROLLAND.

d'aucune des faveurs accordées aux sous-officiers français ; que, sans doute, le conseil d'État a reconnu que le temps passé dans la légion étrangère par un soldat français doit entrer en ligne de compte dans le calcul des années de services exigées pour l'allocation d'une pension proportionnelle, mais que cette décision est fondée sur la généralité de l'art. 32 de la loi du 18 mars 1889 ; qu'on ne saurait interpréter de la même façon les dispositions spéciales de l'art. 6 de la même loi modifié par l'art. 2 de la loi du 13 juillet 1894 ; que pour conférer un état aux sous-officiers étrangers un décret spécial aurait été nécessaire ; que la situation du requérant reste la même sous le régime de la nouvelle loi du 21 mars 1905 dont l'art. 68 reproduit les dispositions de l'ancienne législation ; qu'enfin c'est en vertu de l'art. 318 du décret du 20 octobre 1892 que le général de brigade commandant par intérim la division avait qualité pour prononcer la cassation du sergent Lapierre ; — Vu les observations en réplique présentées pour le sieur Lapierre, enregistrées comme ci-dessus le 14 mai 1906 et tendant aux mêmes conclusions pour les motifs que la loi du 18 mars 1889 ne comporte pas la distinction arbitraire que fait le ministre entre les art. 6 et 32, toutes les dispositions de ce texte sont générales au même titre, en ce sens qu'elles s'appliquent à tous les officiers de l'armée française ; que la jurisprudence du conseil d'État est formelle sur ce point ; qu'on ne peut tirer aucun argument de la loi du 21 mars 1905, promulguée en Indo-Chine, après la cassation du sieur Lapierre ; qu'enfin l'art. 318 du décret du 20 octobre 1892 n'était pas applicable à l'espèce et que l'art. 319 auquel il se réfère pour la cassation des sous-officiers rengagés a été abrogé par l'art. 2 de la loi du 18 juillet 1894 et par l'art. 17 du décret du 25 janvier 1896 rendu en exécution de cette loi ; — Vu la loi du 18 mars 1889, la loi du 13 juillet 1894 et le décret du 25 janvier 1896, le décret du 14 septembre 1864 ; — Vu la loi du 24 mai 1872 ;

Considérant que, pour demander l'annulation des décisions qui font l'objet de son pourvoi, le sieur Lapierre se fonde sur ce qu'elles auraient été prises en violation des dispositions de l'art. 6 de la loi du 18 mars 1889 modifié par l'art. 2 de la loi du 13 juillet 1894 qui prescrit qu'un sous-officier rengagé ne peut être cassé de son grade que par le ministre ou par le général commandant le corps d'armée délégué, et d'après l'avis d'un conseil d'enquête ; — Considérant que les garanties spéciales reconnues aux sous-officiers rengagés par les textes précités sont exclusivement accordées à ceux dont les rengagements ont été contractés suivant les formes déter-

minées par les art. 1 à 5 de la loi du 18 mars 1889 ; que les rengagements dans la légion étrangère sont régis par le décret spécial du 14 septembre 1864 ; que, dès lors, les sous-officiers à titre étranger rengagés dans ces corps ne peuvent revendiquer le bénéfice de l'état conféré aux sous-officiers français par les lois de 1889 et 1894 ; — Considérant, il est vrai, que l'art. 31 de la loi du 18 mars 1889 prévoit, au chapitre des dispositions spéciales, que les prescriptions de cette loi sont applicables aux troupes coloniales, mais que la loi du 7 juillet 1900 qui organise les troupes coloniales et règle leur composition ne mentionne pas la légion étrangère parmi les éléments qui les constituent ; que, dès lors, le sieur Lapierre n'est pas fondé à soutenir que la décision du général de brigade par laquelle il a été cassé de son grade de sergent et la décision du ministre de la guerre qui lui a refusé le droit de comparaître préalablement devant un conseil d'enquête sont entachées d'excès de pouvoir ; — Décide : — La requête sus visée du sieur Lapierre est rejetée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; CARRIÈRE, *rapp.* ; ROMIEU, *comm. du gouv.* — Me LEGENDRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

23 août 1906

Concours d'infractions, délits, amnistie, peine inférieure au maximum porté pour le délit non amnistié, pourvoi en cassation, rejet.

Une peine unique d'emprisonnement, prononcée contre un prévenu à raison de deux délits qui lui étaient imputés et dont l'un est couvert par l'amnistie, si elle n'excède pas le maximum fixé par la loi pour le délit subsistant, est justifiée. Le pourvoi formé contre le jugement de condamnation doit être rejeté (1).

(1) Encore que cette interprétation de l'art. 411 c. i. cr. soit consacrée par une longue série d'arrêts (Dalloz, *C. i. cr. annoté*, art. 411, nos 48 et s. : en ce qui concerne le cas spécial de concours d'un délit amnistié

(Tadjine Mohammed ben Herzallah c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'art. 1er nº 7 de la loi du 12 juillet 1906 portant amnistie à l'égard de toutes les condamnations pour port d'armes prohibées, prononcées en vertu de l'art. 314 c. pén. ou de la loi du 24 mai 1834 ; — Attendu que le demandeur déclaré coupable d'infraction à un arrêté d'interdiction de séjour et de port d'arme prohibée, a été condamné à 6 mois d'emprisonnement et à la confiscation de l'arme saisie ; — Attendu que le délit de port d'arme prohibée est couvert par l'amnistie et que l'action publique est éteinte de ce chef ; — Attendu qu'en ce qui touche le délit d'infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, les faits constatés par le jugement entrepris justifient la qualification qu'ils ont reçue ; — Attendu que, si une peine unique d'emprisonnement a été prononcée, en vertu de l'art. 365 c. i. cr. contre le demandeur à raison des deux infractions qui lui étaient imputées et dont l'une est couverte par l'amnistie, cette peine n'excède pas le maximum fixé par l'art. 45 c. pén. qui punit l'infraction à un arrêté d'interdiction de séjour d'un emprisonnement pouvant être porté jusqu'à 5 ans ; — Qu'en vertu de l'art. 411 c. i. cr., la peine d'emprisonnement est, dès lors, justifiée ;

Par ces motifs : — Dit qu'il n'y a lieu de statuer sur le pour-

---

et d'un autre délit, crim. rej. 23 mai 1878, D. P. 1879, 1, 43), nous nous faisons un devoir de montrer combien elle est peu satisfaisante : elle nous paraît absolument contraire au bon sens.

Un individu — c'est l'espèce — est condamné à six mois d'emprisonnement pour port d'arme prohibée et infraction à un arrêté d'interdiction de séjour. Il est évident, ou tout au moins infiniment probable, que, s'il n'avait commis qu'un des deux délits, la peine prononcée eût été moindre. Il est vrai, qu'aux termes de l'art. 365, al. 2, c. i. cr., « en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée ». Mais il n'est pas douteux non plus que le concours d'infractions est une circonstance aggravante *judiciaire* : l'accumulation de délits recommande le prévenu à la sévérité du tribunal. Donc, logiquement, si l'un des deux délits vient à disparaître, la peine prononcée n'est plus celle qui eût dû l'être : la cassation avec renvoi s'impose.

Tel n'est point le raisonnement de la cour de cassation. Il lui suffit que la peine prononcée *eût pu* l'être légalement pour le seul délit subsistant, pour qu'elle rejette le pourvoi. C'est oublier que les tribunaux jugent non les délits, mais les délinquants. Nous craignons qu'il y ait là une survivance de l'époque, aujourd'hui heureusement passée, où le droit pénal était purement objectif. É. L.

voi du chef du délit de port d'arme prohibée; — Rejette au contraire le pourvoi de Tadjine Mohammed ben Harzallah contre le jugement du tribunal correctionnel d'Alger du 12 juillet 1906.

MM. LAURENT-ATTHALIN, *f. de prés.*; PETITIER, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

30 août 1906

Faux témoignage. préjudice possible. inexistence. non-lieu.

Le faux témoignage n'est un crime ou un délit que lorsqu'il est prouvé qu'il pouvait exercer une influence sur la décision du juge et ainsi causer préjudice à l'accusation ou à la défense (1).

(Proc. gén. d'Alger c. Mamone, dit Mangiopane)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 361 c. pén., en ce que l'arrêt attaqué déclare n'y avoir lieu à suivre, alors que tous les éléments constitutifs du crime de faux témoignage existent, dans l'espèce, à la charge du prévenu : — Attendu que l'arrêt attaqué constate que le fait nié par Mamone, devant le tribunal criminel de Tunis, dans la poursuite exercée contre Dimitropoulos, accusé d'assassinat et de vol, ne présentait pas d'utilité aux débats ; — Attendu que cette constatation suffit pour justifier

---

(1) Bien que la loi française n'ait pas défini le faux témoignage, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que le délit n'existe que par la réunion de quatre éléments : 1° une déposition en justice ; 2° faite faussement ; 3° en connaissance de cause ; 4° et pouvant porter préjudice à autrui. (Voy. notamment Garraud, *Tr. th. et pr. du droit pénal français*, t. v, nos 2015 et s., p. 296.)

La chambre des mises en accusation avait souverainement constaté que, en l'espèce, le dernier élément faisait défaut : cela justifiait le non-lieu contre lequel le procureur général avait cru devoir se pourvoir.

la déclaration de non-lieu intervenue en faveur du prévenu ; qu'en effet le faux témoignage n'est un crime ou un délit que lorsqu'il est prouvé qu'il pouvait exercer une influence sur la décision du juge et ainsi causer préjudice à l'accusation ou à la défense ; — Attendu que, pour dénier l'existence de cet élément essentiel du crime prévu par l'art. 361 c. pén., l'arrêt s'est fondé sur une appréciation de faits et de circonstances qui échappe au contrôle de la cour de cassation ; — Attendu d'ailleurs que le dit arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi du procureur général près la cour d'appel d'Alger.

MM. LAURENT-ATTHALIN, *ff. de prés.* ; LA BORDE, *rapp.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

5 septembre 1907

Escroquerie, complicité de vol, manœuvres frauduleuses, bechara.

La manœuvre constitutive de l'escroquerie ne peut résulter que d'une mise en scène qui doit avoir précédé la remise des fonds, et cette manœuvre n'est punissable qu'autant qu'elle a donné force à des allégations mensongères.

Doit donc être cassé comme ne justifiant pas la qualification d'escroquerie et aussi comme ne présentant pas non plus les éléments de la complicité punissable de vol, le jugement qui ne retient à la charge du prévenu ni l'usage d'un faux nom, ni l'emploi d'une fausse qualité et qui se borne à déclarer que comme bechir *de profession en relation avec les voleurs le prévenu avait promis à la victime du vol de lui faire retrouver, moyennant une bechara d'une certaine somme, les animaux soustraits, qu'après avoir touché la somme convenue il a à deux reprises donné des indications volontairement inexactes ou simplement fantaisistes et qu'enfin il a déclaré sa mission terminée sans avoir voulu ou sans avoir pu*

tenir sa promesse et en conservant cependant la somme reçue (1).

---

(1) On sait combien fréquent est en Algérie le vol de bestiaux, l'abigéat (Larcher et Olier, *Institutions pénitentiaires de l'Algérie*, n° 15, p. 41 ; v. aussi notre étude sur le problème de la sécurité, *Trois années d'études algériennes*, p. 163). Il est suivi fort souvent de la *bechara*, c'est-à-dire de la restitution moyennant un prix débattu.

Dans un document officiel, nous trouvons exposée, à l'usage des personnes qui n'ont pas vécu en Algérie, cette curieuse pratique, qui n'est pas sans analogie avec celle de certaines agences londoniennes opérant, non sur les bestiaux, mais sur les valeurs mobilières. « Des voleurs dévalisent une ferme, s'emparent des animaux ou du matériel, les transportent au loin et les mettent en lieu sûr. Les investigations de la police locale demeurent vaines : personne ne connaît, personne n'a vu les voleurs. Puis l'un d'eux ou un intermédiaire, le *bechir* (exactement le porteur de la bonne nouvelle) va trouver le propriétaire dépouillé et lui propose de le faire rentrer en possession de ce qu'il a perdu, à la condition qu'il versera une somme d'argent, la *bechara*. L'offre acceptée, le propriétaire se rend, avec la somme promise, dans un endroit écarté qui lui est indiqué, il paie la rançon et on lui remet les objets ou les animaux qui lui appartiennent. — Le secret de ces sortes de transactions est presque toujours religieusement observé. Le propriétaire, même européen, ne se plaint pas ; il ne songe pas à venir au lieu du rendez-vous accompagné d'un représentant de la police, car il craint des représailles ; il trouve plus simple et plus avantageux de se soumettre à la pratique de la bechara, qui lui constitue une sorte d'assurance, dans un pays où la police est, évidemment très imparfaite, et qui lui coûte, en définitive, moins cher qu'un procès, à la suite duquel il ne serait peut-être pas remis en possession de son bien. — D'ailleurs il est rare que les entrepreneurs de bechara ne tiennent pas loyalement les engagements pris vis-à-vis de ceux qu'ils ont mis à contribution ». (Rapport de M. Isaac : justice française et musulmane, police et sécurité, *J. O.* Doc. parl., Sénat, séance du 28 février 1895, annexe n° 36. — V. aussi le rapport de M. Burdeau, sur le budget de l'Algérie de 1892, p. 86).

Voilà la pratique. Qu'en penser au point de vue juridique et plus particulièrement au point de vue pénal ? — L'arrêt que nous rapportons est, à notre connaissance, le premier de la cour suprême qui y soit relatif.

Il faudrait se garder de considérer la bechara comme toujours illicite. Ce peut être une opération, non seulement valable, mais même parfaitement honnête. Tant dans le droit musulman que dans les kanouns kabyles, la bechara est admise comme un contrat *sui generis*, sorte de mandat salarié : on considère que le bechir a mandat de la victime du vol et qu'il est chargé par elle de faire des recherches. Seulement, à la différence du mandat ordinaire, le salaire n'est dû que si la mission réussit (Sidi Khalil, trad. Seignette, tit. xx, du pacte conditionnel ; Hanoteau et Letourneux, *la Kabylie et les coutumes kabyles*, t. II, p. 514-515). Bien mieux, dans certains villages, l'usage fixe le salaire du bechir (Hanoteau et Letourneux, op. et loc. cit.). — Nous admettons parfaitement

(Slamah Slimane ben Zeghiou c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris par le demandeur de la violation des art. 405 du c. pén., 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce

---

la validité de ce contrat pour le cas où le bechir est de bonne foi, où, sans s'être entendu avec les voleurs, il aide le volé à rentrer dans son bien grâce aux renseignements qu'il s'est procurés.

Mais trop souvent le béchir est de connivence avec les voleurs, quand il n'est pas lui-même l'un d'eux. Ou bien, ayant connaissance du vol, il aperçoit la possibilité d'extorquer quelqu'argent à la victime en lui fournissant des renseignements exacts ou faux. Ne tombera-t-il pas alors sous le coup de la loi pénale ? — Il est des cas assez nombreux où il échappera à toute répression, passant en quelque sorte à travers les mailles de notre c. pén. Il en est d'autres où il se trouvera pris, soit comme auteur ou complice du vol, soit comme coupable d'escroquerie.

On pourra parfois établir que le bechir n'est autre que le voleur lui-même ou l'un des voleurs (l'abigéat est ordinairement commis par plusieurs), ou encore que, sans avoir participé au vol même, il s'en est rendu complice en recélant les animaux soustraits (Alger, 7 mai 1887, *Pand fr.*, 1888. 1. 119). De toute évidence, c'est au ministère public à établir tous les éléments du vol ou du recel ; et la seule existence d'une convention de bechara, alors même que le prévenu serait connu comme un bechir de profession et aurait été déjà condamné antérieurement, ne suffit pas à motiver une condamnation (Alger, 17 octobre 1901, *Rev. Alg.* 1901. 2. 482).

D'autres fois, on pourra voir dans les manœuvres employées pour obtenir de la victime la bechara les faits caractéristiques de l'escroquerie. Mais il faut pour cela : — d'une part, que les manœuvres soient antérieures au versement de la bechara ; cela est rappelé expressément dans l'arrêt que nous rapportons (v. cependant Alger, 27 octobre 1881, *Bull. jud. Alg.* 1882. 149, avec les judicieuses observations critiques de V. M.) ; — d'autre part, que les animaux volés ne soient pas restitués. Il est bien certain en effet que si le bechir a fait rendre à leur propriétaire les bestiaux qui lui avaient été soustraits, il n'est plus possible de soutenir qu'il a « employé des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire » : son pouvoir était si réel que le résultat désiré par la victime a été obtenu (Cprz Alger, 15 novembre 1901, *Robe*, 1902, p. 145). Alors même que les animaux n'ont pas été restitués, encore faut-il trouver dans les agissements du bechir les éléments de l'escroquerie exigés par l'art. 405 c. pén. : usage de faux noms ou de fausses qualités, une certaine mise en scène. C'est ce que fait remarquer précisément l'arrêt rapporté : à défaut d'un de ces éléments, la bechara cesse d'être une escroquerie punissable.

Il en résulte que, soit que l'un des éléments légaux de l'infraction ne se rencontre pas dans l'espèce, soit surtout que le ministère public se trouve

que le jugement a retenu, comme constitutif du délit d'escroquerie, le fait par le prévenu de s'être fait remettre une certaine somme en vue d'un service qu'il n'avait ensuite pas rendu, alors qu'il n'y a eu ni emploi d'un faux nom ou de fausses qualités, ni de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises ni d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire : — Vu les dits articles ; — Attendu que le délit d'escroquerie comporte les seuls modes de perpétration spécifiés dans l'art. 405 c. pén. ; — Attendu que le jugement ne retient à la charge du demandeur ni l'usage d'un faux nom ni l'emploi d'une fausse qualité ; qu'il se borne à déclarer que « comme bechir de profession, en relation avec les voleurs », le prévenu avait promis à Djabri de lui faire retrouver, moyennant une bechara de 75 fr., des

---

dans l'impossibilité d'en rapporter la preuve, le bechir ne pourra être correctionnellement condamné.

Sous l'empire de la loi du 21 décembre 1897, le § 9 du tableau annexe, souvent appelé code de l'indigénat, permettait quelquefois aux administrateurs des communes mixtes d'atteindre les bechars ou les recéleurs, sous le prétexte de « détention pendant plus de vingt-quatre heures d'animaux égarés sans avis donné à l'autorité ». (V. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 625). Mais ce paragraphe a disparu du tableau annexé à la loi du 24 décembre 1904, parce que le fait ainsi réprimé se confond presque toujours avec le délit de vol ou de complicité de vol qui doit relever de la juridiction pénale ordinaire (Circ. du gouv. gén., 1er février 1905, Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 112, note *b*).

Pour éviter l'impunité des bechars, le gouverneur général — alors M. Révoil — dans une circulaire du 21 août 1902 (Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 109), a cru pouvoir décider que, quand la justice est insuffisamment armée par les textes de nos codes, il y a lieu de recourir « aux mesures d'exception prévues par la législation algérienne ». — « Je vous prie, écrivait-il aux préfets, de vouloir bien donner des instructions aux autorités locales de votre département et aux officiers du ministère public près les tribunaux répressifs pour que des propositions d'internement soient formulées à l'encontre des indigènes qui seront convaincus d'avoir servi d'intermédiaires entre les voleurs et leurs victimes pour obtenir une bechara en échange de la restitution des objets volés ».

A la répression administrative par laquelle M. Révoil croyait pouvoir suppléer à la répression judiciaire légalement impossible, il est deux inconvénients graves : elle méconnaît également les intérêts mêmes des colons et la législation algérienne. — Le premier inconvénient, c'est que, faute de bechara, la plupart des victimes de vols de bestiaux seront irrémédiablement dépouillées. La police n'est point suffisante dans le *bled* pour assurer par elle-même la restitution. Il est donc plus que douteux que les colons et les fellahs trouvent très à leur goût la suppression radicale de la bechara. Ajoutons qu'il est parfaitement inique de frapper d'une façon

mulets soustraits; qu'après avoir touché cette bechara, il avait à deux reprises donné des indications « volontairement inexactes ou simplement fantaisistes » à Djabri et avait enfin déclaré sa mission terminée « sans avoir voulu ou sans avoir pu tenir sa promesse, et en conservant cependant les 75 fr. à lui remis » ; — Qu'ainsi en l'état des énonciations du jugement, l'emploi d'une manœuvre frauduleuse, seule forme retenue du délit visé, résulterait exclusivement de ce que Slamah Sliman ben Zeghiou n'a voulu ou pu tenir l'engagement pris par lui de faire retrouver les bêtes volées ; mais c'est là une circonstance légalement inopérante, la manœuvre constitutive de l'escroquerie ne pouvant résulter que d'une mise en scène, laquelle, en outre, doit avoir précédé la remise des fonds ; — Qu'alors, d'autre part, que cette manœuvre même ne serait punissable qu'autant qu'elle aurait donné force à des allégations mensongères, le jugement ne contient que des énonciations imprécises ou contradictoires sur le point de savoir si en s'engageant à procurer la restitution des bêtes volées, Slimane s'est attribué seulement un pouvoir ou un crédit imaginaires ; — Attendu, dès lors, que les seules constatations de fait actuellement retenues ne justifient pas la qualification d'escroquerie ; qu'on ne saurait, non plus, en l'état, y trouver les éléments de la complicité punissable du délit de vol, et qu'ainsi la peine n'est pas légalement justifiée ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Guelma du 24 mai 1907, qui a condamné le demandeur à une année d'emprisonnement, et, pour être

---

quelconque le bechir de bonne foi ; on ne peut que déplorer que, dans son zèle arabophobe, le rédacteur de la circulaire ait oublié de l'exclure. — Le second inconvénient, c'est que la pratique de l'internement, préconisée par la circulaire, est absolument illégale : en l'état actuel de la législation algérienne, aucun texte ne confère au gouverneur le pouvoir exorbitant de frapper les indigènes d'internement. Nous l'avons maintes fois démontré (*Tr. élém. de législat. alg.*, t, I, n° 524, et t. II, n° 636 ; *Bull. de la soc. d'études pol. et sociales*, 1905, p. 117, et 1906, p. 7. — Voir aussi A. Girault, *Principes de législ. coloniale*, 2e édit., t, II, n° 343). — Ceci dit pour bien montrer qu'il n'appartient pas à l'administration de substituer son arbitraire à l'activité légale des tribunaux judiciaires.

Que si, trop souvent, la pratique de la bechara est malhonnête, la répression ne pourra s'obtenir que par une modification de l'art. 405 c. pén., élargissant la notion de l'escroquerie, ainsi que l'ont fait maints codes étrangers (Garraud, *Tr. th. et pr. du dr. pén. fr.*, t. V, n° 2252), ou par un texte spécial érigeant la bechara en délit (Cprz. la note citée de V. M., *Bull. jud. Alg.*, 1882, p. 149).

Emile LARCHER.

statué à nouveau sur l'appel du jugement du tribunal répressif indigène de Tébessa, du 4 mai précédent, renvoie la cause et le prévenu...

MM. LAURENT-ATTHALIN, *f^ons de prés. et rapp.* ; COTTIGNIES, *av. gén.* — M^e BRESSOLLES, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. corr.)

24 juillet 1905

Pharmacie, médicaments, préparation, vente, élève, surveillance, absence, infraction, complicité.

Le pharmacien propriétaire de la pharmacie doit préparer et débiter lui-même les médicaments. Si les élèves peuvent préparer et vendre des médicaments, dans la pharmacie où ils sont agréés, ce n'est qu'autant qu'ils agissent sous la surveillance de leurs chefs. Cette faculté cesse dans le cas où ceux-ci s'absentent de telle manière qu'ils ne peuvent exercer une surveillance suffisante sur leurs élèves. Le pharmacien se rend alors coupable d'exercice illégal de la pharmacie, et l'élève de complicité de cette infraction par aide et assistance avec connaissance (1).

La fermeture de la pharmacie peut, en ce cas, être prononcée ; mais il appartient aux tribunaux de ne pas l'ordonner si les agissements incriminés ne paraissent pas d'une gravité suffisante (2).

---

(1) Tandis que l'exercice de la médecine fait l'objet d'une loi récente, celle du 30 novembre 1892, l'exercice de la pharmacie est demeuré sous l'empire de textes anciens, dont les principaux sont la déclaration royale du 25 avril 1777 et la loi du 21 germinal au XI.

Les règles appliquées par l'arrêt ci-dessus sont généralement admises : v. notamment Nîmes 13 août 1829, Sir. chr.; G. Le Poittevin, *Dict. form. des parquets*, v° Pharmacie, n°7. — Cprz crim. cass. 10 juillet 1835, Sir. 1835. 1. 885 ; Lyon 20 février 1893, Sir 1894. 2. 49

(2) Cprz Nancy, 5 mai 1868, Sir. 1868. 2. 213.

(Min. pub. c. Barrière et Parod).

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte de l'information et des débats, que Parod a contrevenu aux lois et règlements qui régissent l'exercice de la pharmacie et que Barrière s'est rendu complice de cette infraction par aide et assistance, avec connaissance ; — Attendu qu'il est constant que Parod est propriétaire de la pharmacie de la Marine; que ce fait résulte de tous les éléments de la procédure et notamment de la production par Parod d'un acte sous seing privé établissant que, le 15 septembre 1904, Parod a acheté la pharmacie de la veuve B... ; de la production par Parod de factures, enveloppes, traites et quittances démontrant que les affaires commerciales concernant la pharmacie étaient traitées par lui ; — Attendu, par suite, que c'est à tort que le tribunal a décidé que Barrière était propriétaire de cette pharmacie ; — Attendu, ceci posé, que le pharmacien propriétaire de la pharmacie est tenu, aux termes des dispositions légales en vigueur, de préparer et de débiter lui-même les médicaments ; — Attendu que les élèves peuvent bien préparer et vendre des médicaments, dans la pharmacie où ils sont agréés ; mais seulement tant qu'ils agissent sous la surveillance de leurs chefs ; que cette faculté cesse dans le cas où ceux-ci s'absentent de telle manière qu'ils ne peuvent exercer une surveillance suffisante sur leurs élèves ; — Attendu que si le pharmacien fait des absences prolongées (comme on le constate dans l'espèce), il ne peut plus surveiller son élève, qui exécute alors sans contrôle les ordonnances médicales, prépare et débite les médicaments, ce qui est interdit par les dispositions légales (art. 2 de la déclaration du 25 avril 1777 ; art. 25 de la loi du 25 germinal an XI) ; — Attendu que le pharmacien se rend alors coupable d'exercice illégal de la pharmacie et l'élève de complicité de cette infraction par aide et assistance avec connaissance ; — Attendu, qu'en l'espèce il est constant que Parod n'était presque jamais à la pharmacie ; qu'il a fait, en tout cas, des absences prolongées ; que pendant des mois entiers il était absent d'Oran, exerçant une autre profession que celle de pharmacien ; — Attendu, en conséquence, qu'il convient d'infirmer le jugement déféré ; de décider que Parod est propriétaire de la pharmacie ; de déclarer Parod coupable d'exercice illégal de la pharmacie et Barrière de complicité de cette infraction par aide et assi-

tance, avec connaissance ; — Attendu que, dans ce cas même, la fermeture de la pharmacie peut être ordonnée ; — Mais attendu que les agissements de Parod n'apparaissent pas d'une gravité suffisante pour que la fermeture doive être maintenue ;

Par ces motifs : — Infirme...

MM. WURTZ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Me GOUTTE-BARON, *av.*

COUR D'ALGER (4e ch.)

29 novembre 1905

Exploit, appel, constitution d'un avoué qui n'est plus en fonctions, nullité. — Appel incident, irrecevabilité.

Tout exploit d'appel doit contenir assignation et toute assignation ou ajournement doit contenir le nom de l'avoué qui occupera, le tout à peine de nullité (1).

Un appelant qui a constitué un avoué démissionnaire de son office ne peut être relevé de la nullité qu'il a encourue que dans des cas tout à fait exceptionnels, lorsqu'il apparaît des circonstances qu'il est tombé dans une erreur non seulement involontaire, mais en quelque sorte inévitable (2).

L'appel principal étant irrecevable, il n'échet de statuer sur l'appel incident (3).

(1 et 2) Jurisprudence constante : Alger, 1re ch., 30 nov. 1880 (Robe, 1882. 312) ; Alger, 2e ch., 14 juin 1883 (Robe, 1884. 176) ; Alger, 11 juin 1902 (*Rev. Alg.*, 1902. 2. 360) ; Alger, 2e ch., 31 mars 1904 (*Rev. Alg.*, 1906. 2. 368) ; Alger, 2e ch., 16 mai 1906 (qui sera ultérieurement publié) ; Dalloz, J. G., v° Exploit, n°s 631 et suiv.

(3) Le droit de se porter incidemment appelant est ouvert pour l'intimé du moment où l'appel principal est interjeté. Mais l'exercice de ce droit est-il subordonné à la validité ou à la recevabilité de l'appel principal, tellement que si ce dernier appel est nul ou non recevable, les juges ne doivent pas faire droit sur l'appel incident ? La question est controversée. Quand l'appel incident est légalement formé, il paraît plus conforme aux principes de décider que le fait postérieur de la déclaration de non recevabilité ou de nullité de l'appel ne doit pas avoir d'in-

(Ribeyrol c. Tibourtine)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par jugement du tribunal civil de Sétif en date du 16 juin 1903, Ribeyrol a été condamné à restituer à Tibourtine Bachir ben Mohamed et à Zetchi Salah ben Mohamed divers animaux et instruments aratoires ou à leur en payer la valeur avec dommages et intérêts ; que ce jugement a été signifié à Ribeyrol le 28 octobre 1903 ; que celui-ci en a relevé appel le 6 novembre suivant, sous la constitution, est-il dit dans l'exploit d'appel, de Me Doudart de la Grée, avoué près la cour d'appel d'Alger ; — Attendu que les intimités, considérant cet acte d'appel comme radicalement nul, par ce motif que l'avoué constitué par l'appelant n'était plus en fonction depuis longtemps, ont fait assigner Ribeyrol à comparaître devant la cour, pour entendre prononcer cette nullité ; que sur cette assignation Ribeyrol a constitué Me Mojon, avoué à la cour, le 26 janvier 1904 seulement ; qu'il soutient que la nullité invoquée est facultative et demande à en être relevé ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 61 c. pr. civ. combiné avec l'art. 456 du même c., tout exploit d'appel doit contenir assignation et que toute assignation ou ajournement doit contenir le nom de l'avoué qui occupera, le tout à peine de nullité ; — Attendu, il est vrai, que ces dispositions légales ne visent pas expressément le cas où une constitution d'avoué porterait sur un officier ministériel décédé ou démissionnaire de son office, et qu'à la faveur de cette circonstance, il a pu être décidé qu'un appelant, ayant constitué avoué dans ces conditions, pouvait être relevé de la nullité qu'il avait encourue ; mais que de telles décisions ne sont jamais internues que dans des cas tout à fait exceptionnels et lorsqu'il apparaissait des circonstances que l'appelant était tombé dans une erreur non seulement involontaire, mais en quelque sorte inévitable ; — Attendu, en fait que Me Doudart de la Grée, ancien avocat-défenseur à la cour d'appel d'Alger, était démissionnaire de son office depuis plus cinq de ans lorsque Ribeyrol l'a constitué son avoué dans son exploit d'appel ;

---

fluence sur le sort de l'appel incident. C'est en ce sens que s'était prononcée la cour d'appel d'Alger précédemment (Alger, 2e ch., 17 déc. 1903, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 287 et n. 2, p. 288 ; Alger, 3e ch., 12 mars 1902. *Robe*, 1901. 202), et qu'elle s'est encore prononcée depuis (Alger, 2e ch., 16 mai 1906).

que celui-ci était domicilié à Bordj-bou-Arréridj, chef-lieu de canton important, relié au chef-lieu d'arrondissement par une voie ferrée, et qu'il avait ainsi à sa disposition toutes les facilités désirables pour se renseigner sur la qualité de la personne qu'il constituait avoué ; — Attendu dès lors que son erreur, si l'on ne peut pas affirmer qu'elle a été volontaire, procède du moins d'une négligence que rien n'excuse et dont la partie adverse, protégée par les dispositions légales sus-visées, ne doit pas souffrir ; que décider le contraire serait en réalité étendre à tous les cas la faculté de relever l'appelant en faute de la nullité édictée par l'art. 61 c. pr. civ. au mépris de la loi et des intérêts qu'elle a pris soin de sauvegarder ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède, qu'il n'y a lieu d'examiner si la nullité dont s'agit est au nombre de celles que l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 déclare facultatives en Algérie ; — Attendu que l'appel principal étant irrecevable, il n'échet de statuer sur l'appel incident ;

Par ces motifs : — Dit nul l'appel de Ribeyrol, faute de constitution régulière d'avoué ; — Dit n'y avoir lieu à statuer sur l'appel incident ; — Maintient en conséquence le jugement déféré ; — Condamne Ribeyrol à l'amende et en tous les dépens.

MM. BERGÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes ESCRIVA et GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

29 décembre 1905

Alcool, Tunisie, localités sujettes, introduction frauduleuse, tentative, contravention, bonne foi, répression.

En Tunisie, la tentative d'introduction frauduleuse d'alcool dans le périmètre d'une des localités désignées par arrêtés du directeur des finances est punissable abstraction faite de l'intention de celui qui l'a commise : il suffit que le fait matériel qui la constitue soit constant et régulièrement établi pour que les juges soient tenus d'appliquer les peines portées par la loi. L'ignorance de la fraude et la bonne foi ne peuvent exonérer de la répression (1).

(1) La cour d'Alger, en tant que juridiction d'appel des tribunaux de Tunisie, tend à établir une jurisprudence en matière fiscale qui nous

(Administration des finances tunisiennes c. Troupel et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte, en fait, d'un procès-verbal régulier rapporté à la date du 16 mars 1905 par trois agents

---

paraît à la fois inique et antijuridique (Voy. déjà nos observations sous Alger, 25 mai 1905, *Rev. Alg.* 1906. 2. 360). C'est, nous semble-t-il, la méconnaissance des vérités les plus élémentaires du droit pénal. C'est l'extension à la Tunisie de règles exceptionnelles dont quelques-unes se trouvent formulées en des textes spéciaux de la législation métropolitaine et dont les autres sont l'œuvre critiquable d'une jurisprudence oublieuse des principes essentiels du droit criminel.

En l'espèce, l'iniquité est évidente. Deux charretiers sont chargés par un négociant de conduire à Tunis des fûts de vin ; de bonne foi, ils font à l'entrée la déclaration dans les termes où ils la croyaient exacte. Mais le négociant avait dissimulé dans les fûts des outres d'eau-de-vie. Avec justice et aussi, nous l'allons démontrer, à bon droit, le tribunal de Tunis avait relaxé les deux charretiers en condamnant le seul coupable, le négociant auteur de la fraude. La cour d'Alger a infirmé le jugement et condamné les deux charretiers dont la bonne foi n'était pas contestée.

Pour qu'un tel résultat fût possible, il faudrait un texte formel. Les plus vives critiques devraient alors être adressées au législateur qui l'aurait édicté : les tribunaux ne se trouveraient pas moins dans l'obligation de l'appliquer. Mais un texte de ce genre ne se rencontre pas dans la législation tunisienne : il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux articles du décret beylical du 18 novembre 1903 visés dans l'assignation comme dans l'arrêt, notamment à l'art. 9 : « Toute importation clandestine ou tentative d'importation clandestine d'alcool, spiritueux et autres produits alcooliques soumis au droit de consommation, toute *infraction frauduleuse* ou *tentative d'introduction frauduleuse* des mêmes produits dans les localités ou établissements énumérés à l'art. 3, 1[er] al.,... seront punis d'une amende de 500 à 5.000 fr. ».

La cour n'a donné un semblant de justification à sa solution qu'en commettant une erreur manifeste de terminologie. Elle n'hésite pas à appeler *contravention* une infraction punie d'une amende de 500 à 5.000 fr. Est-il nécessaire de rappeler que l'amende de simple police n'excède pas 15 fr. et que toute infraction punie de peines correctionnelles est un *délit ?* Ainsi le veut l'art. 1[er] c. pén. L'infraction dont il s'agit est donc non une contravention, mais un délit.

Les délits sont, en règle, des infractions intentionnelles ; la bonne foi est exclusive de l'incrimination Il n'en peut être autrement que si le texte même qui définit le délit en fait une infraction non intentionnelle. Mais le texte, tout au contraire, est d'une remarquable netteté pour marquer que, conformément à la norme, l'intention est un élément essentiel de l'infraction. Il réprime l'introduction *frauduleuse* et la *tentative* d'introduction frauduleuse. D'une part, c'est constater l'évidence que mon-

des contributions diverses, à Tunis, que, le 14 du même mois, Cilia Carmelo et Salah ben Taïeb, charretiers, se sont présentés au bureau de perception de la porte Bab-Alleoua, à Tunis, et ont déclaré vouloir introduire en ville les chargements que chacun d'eux conduisait, et consistant, suivant leur déclaration, en deux fûts de vin rouge ordinaire ; qu'en réalité se trouvaient dissimulés dans chaque fût trois outres remplies d'eau-de-vie formant ensemble 129 lit. 39 d'alcool pur ; que les charretiers déclarèrent qu'ils effectuaient leur transport pour le compte de Troupel, Gaston, négociant, demeurant à Tunis, mais qu'ils ignoraient la faute commise à leur insu ; qu'enfin, ce dernier se reconnaît l'auteur de la fraude sans vouloir

---

trer l'antinomie des deux termes *fraude* et *bonne foi* ; la fraude ne se conçoit qu'intentionnelle. D'autre part, la tentative ne se comprend pas dans les infractions non intentionnelles : c'est pour cela qu'elle n'est point réprimée en matière de contraventions.

Le tribunal de Tunis avait donc bien jugé en décidant que la bonne foi devait entraîner la relaxe.

La cause de l'erreur, c'est que la cour d'Alger prétend suivre, lorsqu'elle applique les lois tunisiennes, les mêmes errements — j'allais écrire : les mêmes erreurs — que lorsqu'elle applique les lois françaises. Elle transporte en Tunisie la jurisprudence néfaste qui s'est formée, en France, touchant les délits fiscaux. On sait comment, partant de quelques textes exceptionnels et critiquables, la cour de cassation les a généralisés et en est venue à faire de l'amende fiscale une monstruosité, à la fois réparation civile et peine, frappant les innocents aussi bien que les coupables. Cette jurisprudence, — fût-elle exacte en France, ce que nous contestons absolument, — ne devrait pas s'étendre à une législation tout autre, absolument distincte. *Odiosa non sunt extendenda.* (Voy., sur une question analogue, l'article de M. S. Colosio, L'amende et le responsable civilement sous l'empire de la législation fiscale tunisienne, *J. des trib. de la Tunisie,* 1907, p. 134).

La jurisprudence dont cet arrêt est une nouvelle manifestation nous paraît regrettable à plusieurs points de vue. D'abord, parce que la cour d'Alger n'hésite pas à infirmer des jugements parfaitement rendus, et que c'est un spectacle démoralisant de voir une juridiction supérieure réformer les décisions d'une juridiction inférieure qui avait bien jugé : il serait désirable que la supériorité dans la hiérarchie se justifiât par des arrêts supérieurs aux jugements en équité et en droit. Ensuite, parce qu'elle dénote combien est ancrée dans les habitudes judiciaires une théorie injustifiable. Enfin, parce qu'elle étend à la Tunisie et par conséquent multiplie les méfaits de cette théorie.

Et de ce mal la raison est celle que nous avons maintes et maintes fois signalée. On ne raisonne plus : on se reporte aux précédents. On ne lit plus les textes : on cherche des arrêts. Que ne juge-t-on simplement suivant la loi et la justice !

Émile LARCHER.

indiquer l'origine de l'eau-de-vie transportée ; — Attendu qu'en l'état de ce procès-verbal, Troupel, Cilia et Salah ben Taïeb furent assignés devant le tribunal correctionnel de Tunis, comme prévenus de tentative d'introduction frauduleuse de 129 lit. 39 cent. d'alcool pur dans le périmètre de l'une des localités énumérées à l'art. 12 de l'arrêté du 24 décembre 1903 du directeur des finances tunisiennes, fait constituant la contravention prévue et punie par les art. 2, 3 et 9 du décret beylical du 18 novembre 1903; — Attendu que, par jugement du 29 juillet 1905, Cilia et Salah ben Taïeb ont été relaxés des fins de la poursuite sans peine ni dépens, motif pris de leur bonne foi, et que Troupel a été condamné à 600 fr. d'amende et à la confiscation des alcools et des moyens de transport, avec cette précision que la consignation de 990 fr. 30 cent. déposée par Troupel pour avoir mainlevée de la saisie de ces derniers objets serait acquise au trésor jusqu'à concurrence de la valeur desdits objets ; — Attendu que la direction générale des finances du gouvernement tunisien a relevé appel de ce jugement dans le délai de la loi et soutient que l'amende infligée à Troupel est insuffisante ; que Cilia et Salah ben Taïeb ont été relaxés sans droit et qu'à tort les premiers juges ont limité la confiscation de la consignation de 990 fr. 30 à la valeur des objets saisis ;

Attendu, en ce qui concerne Troupel, que la fraude dont il s'est rendu coupable et qu'il reconnaît d'ailleurs, a revêtu un caractère particulièrement grave et a porté sur une quantité relativement importante d'alcool ; que l'amende prononcée contre lui ne constitue qu'une répression insuffisante de la contravention et qu'il y a lieu de l'élever à 1.000 fr. ;

Attendu, en ce qui concerne Cilia et Salah ben Taïeb, que les premiers juges ont admis, pour les exonérer de répresion, l'ignorance où ils se seraient trouvés de la fraude, à laquelle ils auraient inconsciemment participé ; — Mais attendu que la contravention, à raison de laquelle ils étaient poursuivis, est punissable, abstraction faite de l'intention de celui qui l'a commise ; qu'il suffit que le fait matériel qui la constitue soit constant et régulièrement établi pour que les premiers juges soient tenus d'appliquer les peines prononcées par la loi ; qu'il y a donc lieu de les déclarer coupables comme co-auteurs de la contravention ci-dessus spécifiée et de leur faire application des textes du décret susvisé et transcrits à la minute du présent arrêt ;

Attendu, en ce qui concerne la consignation de 990 fr. 30 cent. qu'elle représente la valeur des objets saisis d'après l'estimation contradictoirement faite par les agents de l'administra-

tion et les prévenus ; que cette consignation est la conséquence d'un véritable contrat aux termes duquel ladite somme de 990 fr. 30 cent. a été substituée aux instruments qui ont servi à commettre la contravention, lesquels, régulièrement saisis, ont, en suite de la consignation, fait l'objet d'une mainlevée ; que les premiers juges avaient donc l'obligation de sanctionner ce contrat sans restriction, et qu'à cet égard encore, leur décision doit être infirmée ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel de la direction générale des finances du gouvernement tunisien ; — Confirme en tant qu'il déclare constante la culpabilité de Troupel ; — Condamne Troupel en 1.000 fr. d'amende ; — Déclare Cilia et Salah ben Taïeb coupables de la contravention ci-dessus spécifiée et les condamne personnellement sans recours à 500 fr. d'amende chacun ; — Dit que la consignation des 990 fr. 30 représente la valeur estimative des objets saisis et fictivement confisqués et la déclare acquise au trésor ; — Condamne tous les prévenus aux dépens.

MM. BERGÉ, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes COLIN et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

1er février 1906

Domaine de l'État, zaouïas.

Une zaouïa, surtout lorsqu'elle est attenante à une mosquée et comprise dans le même enclos, rentre dans la catégorie des biens qui font partie du domaine de l'État, visés par les arrêtés du général en chef des 8 septembre et 7 décembre 1830, par l'arrêté du ministre de la guerre du 23 mars 1843, par l'arrêté du gouverneur général du 3 octobre 1848 et par l'art. 4-2° de la loi du 16 juin 1851 (1).

---

(1) V. surtout l'arrêté du 3 octobre 1848, où les zaouïas sont expressément visées (Estoublon et Lefébure, *C. de l'Algérie annoté*, p. 113) et la loi du 16 juin 1831, art. 4, 2°.

(Saadi Chérif c. Préfet d'Alger)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu qu'aux termes de deux arrêtés du général en chef de l'armée d'occupation en date des 8 septembre et 7 décembre 1830 tous les biens affectés à quelque titre que ce soit, à la Mecque et à Médine, aux mosquées ou ayant d'autres affectations spéciales ont été incorporés au domaine de l'État ; — Attendu que cette incorporation a été encore consacrée par l'arrêté du ministre de la guerre en date du 23 mars 1843 ; — Attendu qu'un arrêté du 3 octobre 1848 a étendu ces dispositions aux zaouïas ; — Attendu que la loi du 16 juin 1851, art. 4, § 2, a décidé aussi que le domaine de l'État se composait « de biens mobiliers et immobiliers provenant du beylick et de tous autres remis au domaine par des arrêtés ou ordonnances antérieurs ; — Attendu que les raisons qui ont inspiré ces différentes dispositions législatives se trouvent consignées dans l'exposé des motifs de la loi du 16 juin 1851 où il est dit : « Il y avait dans toute l'étendue de la régence des corporations religieuses dont l'influence était d'autant plus à redouter qu'elles disposaient de biens considérables à l'aide desquels elles pouvaient entretenir et dominer une nombreuse clientèle de mécontents, aisément accessibles à toutes les pensées de révolte. Dès les premiers jours de notre installation en Afrique, le général en chef avait compris et appréhendé les dangers d'une telle situation et par deux arrêtés en date des 8 septembre et 7 décembre 1830, etc... » ; — Attendu qu'il y a lieu de rechercher si la zaouïa d'El-Arous a pu être visée par les dispositions précitées ; — Attendu qu'il résulte des documents produits aux débats et qu'il est constant en fait et reconnu par les appelants que la zaouïa-école d'El-Arous est attenante à une mosquée, l'une et l'autre étant situées dans le même enclos ; que cette zaouïa est administrée par une famille de marabouts ce qui lui donne « un certain caractère de sainteté », suivant l'expression des consorts Saadi Chérif ; que les étrangers y sont admis et entretenus moyennant une faible redevance à leur entrée et enfin que divers immeubles sont affectés aux besoins, tant des maîtres que des étudiants qui fréquentent cette école ; — Attendu que ces circonstances de fait non contestées établissent suffisamment que la zaouïa-école d'El-Arous fait partie des établissements visés par les

dispositions précitées ; — Attendu que les appelants n'élèvent aucune prélention...

MM. PATRIMONIO, *prés.*; MARTIN, *av. gén.* — Mes KAMPMANN et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (2e ch.)

16 mai 1906

Propriété, Algérie, francisation, séquestre, réunion au domaine, vente administrative, propriété indivise, quote-part, francisation pour le tout, actes en la forme musulmane, nullité.

Un arrêté réunissant au domaine une terre séquestrée et une vente par acte administratif de cette terre ont pour effet sa francisation.

Alors même que le séquestre n'a frappé qu'une portion indivise de l'immeuble et que cette portion seule a été vendue par l'État, la parcelle se trouve francisée dans son entier.

Dès lors les actes reçus en la forme musulmane relativement à cet immeuble sont nuls et par suite inopérants (1).

(Chekei Meziane c. Kettouche Ahmed)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est constant en fait que la terre Boudjaa, n° 44 du plan du sénatus-consulte, dans le douar

---

(1) Cet arrêt marque la persistance d'une jurisprudence contre laquelle nous nous devons de protester. Fausse dans son principe, elle est inique dans ses conséquences.

Il est très exact qu'il y avait francisation. La parcelle considérée était francisée soit par l'arrêté qui avait opéré sa réunion au domaine, s'il s'agissait d'un séquestre individuel (Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 851), soit par la vente administrative ultérieurement consentie par l'État (Larcher, *op. cit.*, n° 849).

Mais dans quelle mesure la parcelle était-elle francisée? Évidemment, dans la mesure où l'arrêté de réunion au domaine et la vente adminis-

Tala-Sfassine, est bien celle qui fait l'objet de la demande en partage formée par Kettouche contre Halbache et qui est en même temps revendiquée par Chekkei comme étant sa propriété exclusive ; — Attendu qu'il est également constant que ladite parcelle d'une contenance de 7 hectares 80 ares a été frappée de séquestre par arrêté du 13 mai 1873 pour les 2/9

---

trative avaient atteint l'immeuble, soit, en l'espèce, dans la proportion de 2/9. L'effet doit se mesurer à la cause.

Telle n'est pas l'opinion de la cour qui veut que l'effet excède de beaucoup la portée de la cause. De ce que la propriété indivise s'applique à toutes les parties de l'immeuble, elle n'hésite pas à en conclure que la francisation porte sur la totalité. Pourquoi dire de la francisation ce qui ne peut pas être dit de la propriété même? On ne peut pas dire que le propriétaire de 2/9 est propriétaire du tout. Mais alors comment dire qu'un acte relatif à 2/9 francise le tout ? Il ne serait pas moins choquant d'écrire : $2/9 = 1$.

Il semble bien qu'il y ait confusion dans l'esprit des rédacteurs de l'arrêt, entre indivision et indivisibilité. Mais ce sont choses profondément différentes : l'indivision porte sur des choses en elles-mêmes divisibles ; c'est même une division juridique. Il n'y a pas indivisibilité entre gens dans l'indivision.

Si l'arrêt croit appliquer les principes qui régissent l'indivision — nous estimons tout au contraire qu'il les méconnaît, — il viole en revanche d'une façon non douteuse un principe supérieur, de bon sens autant que de droit : *res inter alios acta aliis neque nocere neque prodesse potest.* Il n'est pas possible qu'un acte notarié ou administratif auquel les autres copropriétaires n'ont pas participé modifie, à l'égard de ceux-ci, le statut de l'immeuble. C'est à ce principe fondamental que nous entendons nous tenir.

On peut à l'arrêt rapporté trouver quelques précédents : trib. Blida, 13 mars 1889, *Robe*, 1889, p. 275 ; trib. Blida, 8 mai 1889, *Rev. Alg.*, 1889. 2. 360 ; Alger, 14 janvier 1892, *Rev. Alg.*, 1892. 2. 149. Mais M. Pouyanne, dans son si consciencieux ouvrage sur *la Propriété foncière en Algérie*, a parfaitement montré l'erreur de cette jurisprudence (p. 541). Voy. aussi E. Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 848, p. 391. — Nous déplorons que la cour attache plus de poids à de critiquables précédents qu'à une saine et juridique argumentation.

De cette jurisprudence on voit apparaître les inconvénients dans l'espèce. La cour n'hésite pas à déclarer nuls des actes passés entre indigènes, qui étaient parfaitement maîtres de leurs droits, avaient suivi les prescriptions de leur statut personnel et pouvaient parfaitement ignorer ce qui s'était passé à l'égard de l'un de leurs copropriétaires. De la solution donnée par cet arrêt il faut dire qu'elle est, non pas *summum jus*, mais *summa injuria.*

Au surplus, il y a peut-être quelque exagération ou quelque confusion à déclarer nuls les actes reçus en la forme musulmane touchant un immeuble francisé. L'acte de vente passé devant le cadi peut valoir comme sous seings privés, s'il porte les signatures des parties, ou cons-

indivis appartenant à Halbache ben Khemmiche et à Ali ben Slimane ; que non seulement ces 2/9 ont été définitivement réunis au domaine de l'État, mais qu'ils ont été vendus par lui, suivant acte administratif du 23 novembre 1898, à Halbache Kaca ben Ahmed et à Kettouche Ahmed ben Hocine, l'intimé ; — Attendu que ladite parcelle s'est ainsi trouvée soumise, à partir de cette date, au statut réel français ; — Attendu que l'on objecterait vainement que la francisation n'a pu s'opérer que pour les 2/9, c'est-à-dire pour 1 hectare 73 ares 33 centiares, qui ont été séquestrés et vendus par l'État ; — Qu'en effet le séquestre n'a point porté sur une partie divise et délimitée, mais sur les 2/9 indivis de ladite parcelle ; qu'en vertu des principes qui régissent l'indivision et qui donnent à chacun des co-propriétaires un droit personnel sur chacune des parties de la chose commune, Halbache ben Khemmiche et Ali ben Slimane pouvaient avant le séquestre, et dans la mesure des 2/9, exercer leur droit de propriété sur la totalité de la parcelle Boudjaa ; — Que le droit résultant pour l'État de l'application du séquestre sur leur part indivise s'est nécessairement trouvé porté à son tour, dans les mêmes conditions que celui des copropriétaires séquestrés, sur la totalité de la parcelle ; — Que la parcelle s'est donc trouvée francisée dans son entier ; — Attendu que la francisation a pour effet de soumettre définitivement aux formes de la loi française, les conventions immobilières intervenues même entre musulmans relativement à des terres francisées ; — Que les actes reçus en la forme musulmane sont nuls et par suite inopérants ; — Attendu que Halbache Kaca, actionné en partage, ayant prétendu avoir cédé ses droits à Chekei, ce dernier a été appelé dans la cause pour justifier ses droits qu'il tenait de ladite cession ; qu'il a produit alors divers actes de vente reçus par le cadi-notaire de Takitount le 27 décembre 1900 et 16 février 1903 ; — Attendu que ces actes sont postérieurs à l'arrêté de séquestre ; qu'ils sont sans valeur ; que Chekei par suite est sans qualité pour défendre à l'action en partage de la parcelle Boudjaa tant que les droits qu'il dit tenir de copropriétaires indivis de Kettouche, n'auront pas été constatés dans la forme française ;

---

tituer un commencement de preuve par écrit s'il est établi qu'il émane de la partie à laquelle on l'oppose. Tout au moins le contrat lui-même est-il parfaitement régulier : la difficulté ne porte que sur la preuve. Peut-être eût-on pu, en évitant de confondre *negotium* et *instrumentum*, trouver un moyen d'écarter les conséquences injustes d'un raisonnement faux.

Émile LARCHER.

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Dit qu'un immeuble indivis se trouve francisé dans sa totalité par le séquestre suivi de la réunion au domaine de l'État de l'une de ses parts indivises ; — Dit sans valeur les titres de Chekei reçus en la forme musulmane postérieurement à l'arrêté du séquestre et à l'incorporation au domaine de l'État ; — Dit par suite Chekei sans qualité pour défendre à l'instance en partage ; — Faisant droit en conséquence à l'appel incident et rejetant l'appel principal : — Annule le jugement déféré ; — Condamne Chekei à l'amende et aux dépens.

MM. LALOÉ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Me EBERT, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch)

23 mai 1906

Expropriation pour cause d'utilité publique, Algérie. procédure, fixation de l'indemnité, répartition des dépens, appel, irrecevabilité.

En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, en Algérie, le jugement du tribunal civil fixant l'indemnité ne peut pas plus être frappé d'appel en ce qui concerne les dépens que relativement à l'indemnité elle-même (1).

(Commune de Constantine c. Omar ben Medjats)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par jugement du 21 décembre 1904, le tribunal de Constantine a fixé à 1.000 fr. l'indemnité due

---

(1) Cette solution nous paraît inexacte Les arguments que l'arrêt fournit pour rompre avec la jurisprudence de la cour de cassation sont loin d'être décisifs.

Si on comprend aisément que, dans la procédure métropolitaine d'expropriation, la décision du jury fixant le montant de l'indemnité soit sans appel, il est beaucoup moins facile d'expliquer — nous ne nous chargeons pas de le faire ! — pourquoi, en Algérie, le jugement du tri-

pour expropriation par la commune de Constantine, à Omar ben Medjats, a condamné ladite commune à payer cette

---

bunal sur une affaire dont l'intérêt est le plus souvent supérieur au taux du dernier ressort, est déclaré souverain. La règle de l'art. 45 de l'ord. du 1er octobre 1844 est évidemment anormale, tout à fait exceptionnelle. La rédaction même du texte marque bien qu'une interprétation rigoureusement restrictive s'impose : « La décision du tribunal, *seulement* en ce qui concerne la fixation du montant de l'indemnité, est souveraine et sans appel ».

A contrario, il faut, très évidemment, admettre l'appel toutes les fois qu'il porte non plus sur la fixation même de l'indemnité, mais sur toute autre question, et notamment sur la répartition des dépens.

Ce n'était pas le lieu, en matière aussi exceptionnelle, de tirer argument de ce que les dépens sont un accessoire et que l'accessoire doit suivre le principal. Ce principe ne saurait prévaloir à l'encontre de cette règle essentielle qu'en dehors de l'exception il faut faire retour à la règle.

De même, nous ne comprenons pas du tout comment, même au point de vue de cette législation spéciale, on pourrait considérer les dépens comme rentrant dans la fixation de l'indemnité. Dépens et indemnité sont choses absolument distinctes. Les dépens n'enrichissent en aucune façon celui auquel on les accorde, puisqu'ils sont seulement le remboursement des frais déboursés. Leur répartition se détermine sur de toutes autres bases que la fixation de l'indemnité. S'ils étaient une partie de l'indemnité, il ne serait même pas question de répartition, puisqu'ils seraient toujours à la charge de l'expropriant.

Il n'est sans doute pas utile d'insister. Deux fois déjà la cour de cassation s'est prononcée sur cette question, et elle a appliqué ce que nous considérons comme la véritable règle. L'arrêt de la chambre des requêtes du 4 juillet 1865 (*Jurisprud. alg.* 1865, 39) est particulièrement net : « Si, en Algérie, le tribunal civil remplit les fonctions du jury, et si, à ce titre, ses décisions, étant souveraines et sans appel, ne peuvent être attaquées que par le recours en cassation, il en est autrement de toutes les autres décisions qu'il peut être appelé à rendre sur des questions étrangères au règlement de l'indemnité elle-même. Pour ces dernières décisions, l'art. 45 de l'ord. du 1er octobre 1844 réserve expressément l'appel. En conséquence, le moyen tiré *de la mauvaise répartition des dépens constitue un grief d'appel* qui ne saurait être porté directement devant la cour de cassation ». De même il est dit dans l'arrêt de la même chambre du 17 juillet 1865 (*Jurisprud. alg.* 1865, 45) : « *Toutes ces dispositions* (notamment celle relative à la *répartition des dépens*), *étrangères à la fixation des indemnités*, ne rentraient point dans l'*exception* de l'art. 45 précité et n'avaient pu, dès lors, être édictées *qu'en premier ressort et sauf appel* ».

Nous ne pensons pas que cette jurisprudence, si exactement motivée, se trouve ébranlée le moins du monde par l'arrêt que nous rapportons.

Émile LARCHER.

somme à Omar ben Medjats et a mis les dépens pour les deux tiers à la charge de la commune et pour un tiers à celle d'Omar ; — Attendu que la commune a, par exploit régulier du 22 avril 1905, déclaré à Omar qu'elle interjetait appel de ce jugement ; — Que par ses conclusions signifiées devant la cour le 9 mai 1906, elle déclare limiter son appel aux chefs des dépens qui, d'après elle, devraient être supportés en entier par Omar ; — Attendu que ce dernier conclut à ce que la cour dise cet appel non recevable, déclare interjeter appel incident à l'effet de faire condamner la commune aux entiers dépens de première instance et demande en outre pour réparation du préjudice subi depuis le jugement, condamnation aux intérêts de la somme due pour indemnité et en 1.500 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 45 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 « la décision du tribunal seulement « en ce qui concerne la fixation de l'indemnité, sera souve-« raine et sans appel » ; — Que sans qu'il soit utile de rechercher si, au point de vue de cette législation spéciale, les dépens doivent être considérés comme ne rentrant pas dans la fixation de l'indemnité, et si par suite, la fausse application des règles posées pour leur imputation par l'art. 46 de la même ordonnance pouvait donner lieu à l'appel, il suffit de constater que les principes généraux du droit s'opposent à ce que l'appel soit déclaré recevable en ce qui concerne les dépens, lorsqu'il ne l'est pas relativement à l'objet principal du litige ; que les dépens, en effet, ne sont jamais que l'accessoire du principal ; — Attendu que l'appel principal n'est donc pas recevable ;

Attendu que, sans rechercher davantage si l'appel incident est recevable lorsque l'appel principal ne l'est pas, il convient de dire que celui formé par Omar ben Medjats ne l'est pas à l'égard des dépens à raison des considérations qui précèdent ;

Attendu en ce qui concerne la demande formée en vertu de l'art. 464 c. pr. civ. pour les intérêts, que la cour ne saurait y faire droit en présence des dispositions de l'art. 42 de l'ordonnance, qui ne fait courir de plein droit, d'ailleurs, les intérêts de l'indemnité allouée qu'à l'expiration d'un délai de six mois après le jugement ; — Attendu enfin, relativement aux dommages et intérêts, qu'en dehors du préjudice causé par ce retard apporté au paiement de la dite indemnité et qui est couvert par les intérêts, Omar n'en peut alléguer d'autre que les frais de la procédure ; — Qu'il en sera couvert par l'allocation des dépens. — Vu sur les dépens les art. 130-133 c. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Dit l'appel principal et l'appel incident

non recevables ; — Rejette comme mal fondée la demande formée en vertu de l'art. 464 c. pr. civ. ; etc.

MM. LALOÉ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re ch.)

12 mars 1907

Droit musulman, acte de cadi, authenticité, inscription de faux.

Si le droit musulman, antérieurement à la conquête, ignorait la notion de l'acte authentique, ce caractère a été donné aux actes des cadis, non seulement par l'ordonnance du 26 septembre 1842 (art. 43), mais encore par l'art. 65 du décret du 17 avril 1889 (1).

En conséquence, alors même que le droit musulman admettrait, ce qui n'est pas certain, que la preuve testimoniale l'emporte sur la preuve écrite, il ne s'ensuit pas que, par des témoignages, on puisse contredire les énonciations d'un acte de cadi (2) *; celles-ci ne peuvent être combattues que par la voie de l'inscription de faux* (Solution implicitement admise) (3).

(1, 2, 3) Aux termes de l'art. 1317 c. civ., « l'acte authentique est celui qui a été reçu par officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé, et avec les solennités requises ». — Et tout acte authentique fait foi, jusqu'à inscription de faux, « de l'existence matérielle des faits que l'officier public y a énoncés, comme les ayant accomplis lui-même, ou comme s'étant passés en sa présence dans l'exercice de ses fonctions » (Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. VIII, p. 210).

Or, la qualité d'officier public ne saurait être contestée et n'a jamais été contestée au cadi. Le cadi est investi de fonctions publiques, parmi lesquelles figurent les fonctions notariales, et le testament à lui dicté par un musulman, et reçu par lui, l'est dans la limite de ses attributions et dans l'exercice de ses fonctions. — Dès lors, le testament ainsi reçu est un acte authentique, et les énonciations qu'il renferme, relativement à des faits que le cadi aurait accomplis lui-même ou qui se seraient passés en sa présence, ne peuvent être, semble-t-il, combattues que par la voie de l'inscription de faux.

D'ailleurs, le caractère authentique du testament reçu par le cadi est

(Dziri Ahmed ben Mouloud c. Nedjema Kamoun)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ; — Attendu qu'après l'avoir interjeté, Dziri Ahmed

---

d'autant moins contestable que l'art. 38 de l'ordonnance du 10 août 1834, l'art. 44 de l'ordonnance du 28 février 1841 et l'art. 43 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 portent que « les cadis continueront de *constater et rédiger en forme authentique*, les conventions dans lesquelles les musulmans sont intéressés ou seuls intéressés ».

Mais on a formulé contre cette manière de voir les deux objections suivantes : — 1° Le droit musulman ignore la notion de l'acte authentique. L'art. 23 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 dit bien que les cadis continueront de constater et de rédiger en la forme authentique les conventions dans lesquelles les musulmans sont seuls intéressés. Mais l'emploi du verbe *continueront* montre que l'ordonnance ne prétend pas innover, et l'art. 1 du décret du 31 décembre 1859 indique bien que la force de l'acte de cadi doit s'apprécier suivant la règle du droit musulman, puisqu'il dispose que « la loi musulmane régit toutes les conventions entre indigènes musulmans ». Le rédacteur de l'ordonnance de 1842 a employé un terme juridique sans en connaître exactement la portée ; par l'expression : forme authentique, il a voulu faire allusion au caractère public du cadi. (Larcher, *Traité élément. de législat. alg.*, t. I, n° 491).

2° Le cadi est bien un officier public ; l'acte qu'il reçoit, dans la limite de ses pouvoirs, est bien authentique ; — mais il s'agit là d'une authenticité d'une nature particulière et exceptionnelle, plus nominale que réelle, d'une sorte d'authenticité musulmane, qui ne fait pas obstacle à ce que les énonciations de l'acte soient combattues par le témoignage (Juge de paix d'Alger (canton sud), 10 juill 1906 ; trib. Alger, 26 nov. 1906, *J. Robe*, 1907, p. 144).

Mais, ces objections ne nous paraissent convaincantes, ni l'une ni l'autre.

1° Il ne nous semble nullement démontré que, par l'expression « forme authentique », les rédacteurs des ordonnances de 1834, 1841 et 1842 aient simplement voulu faire allusion au caractère public du cadi, et ne se soient pas préoccupés de préciser la valeur, la force qui s'attachent aux actes reçus par lui. — Il y a là une affirmation dont il ne paraît pas que la justification ait été faite entièrement.

2° Mais alors même que cette affirmation devrait être tenue pour parfaitement fondée, en résulterait-il, qu'en Algérie, à l'heure actuelle, l'on peut prouver par témoins contre et outre le contenu à l'acte du cadi, parce que tel est le droit musulman, et que le droit algérien s'en réfère sur ce point, aux solutions que consacre ce dernier? — Non, et voici pourquoi.

Si la notion de l'acte authentique est étrangère au droit musulman du

ben El hadj Mouloud a, par acte régulier reçu au greffe de la cour, le 11 février 1907, déclaré s'inscrire en faux contre l'acte dressé le 16 mars 1905, par le premier bachadel et le premier adel du cadi hanéfi d'Alger et contenant les dispositions testamentaires d'Omar ben El hadj Mouloud Djeziri, son frère; — Attendu qu'il convient de joindre cette demande incidente à l'instance principale d'appel et de les solutionner par un seul et même arrêt ; — Attendu que la cour est ainsi appelée à statuer sur les premières conclusions de l'appelant, tendant à faire prononcer la nullité de l'acte précité ou à défaut, à faire admettre la preuve contraire des énonciations qu'il contient, sur l'admission de la demande d'inscription de faux et enfin sur les conclusions subsidiaires qui ont pour objet l'annulation du testament pour cause de suggestion ou de captation ;

En fait: — Attendu que l'acte dont il s'agit mentionne que, sur la requête qui leur a été adressée et avec l'autorisation

---

XIV[e] siècle de notre ère, ainsi que cela résulte de nombreux passages du *Précis de jurisprudence* de Khalil (voy. notre *Introduction à l'étude de la preuve en droit musulman,* p. 10 et 11), — il n'en est pas moins vrai, qu'avec les progrès de la civilisation, le développement et la complication des relations économiques, on voit se restreindre, peu à peu, le domaine d'application de la preuve testimoniale, s'élargir celui de la preuve écrite et s'accroître la force probante attachée à celle-ci. Et l'on en arrive, en réalité, s'agissant des actes de cadi, à la véritable notion de l'authenticité.

C'est ainsi que certains jurisconsultes finissent par admettre que « les actes constatés sur les registres des magistrats *ont une force probante absolue, à la seule condition que ces registres aient été régulièrement tenus et ne soient suspects d'aucune falsification* » (Omar Bey Lautfy, *De l'action pénale en droit musulman*, fasc. 2, p. 9 et 10).

Et, telle est la solution qui avait prévalu en Algérie avant 1830, car, Venture de Paradis constate que les billets rédigés par des notaires publics ne peuvent être niés en justice. « Tout billet privé, dit-il, en effet, même attesté par deux témoins particuliers, n'est point légal et on peut le nier en justice même quand il aurait le cachet : *il faut qu'ils soient faits par des notaires publics* » (Alger au XVIII[e] siècle, *éd. Fagnan*, p. 162).

En sorte que, quelles que soient les règles que l'on applique en l'espèce, qu'on s'en réfère à la loi française ou à la loi musulmane, on arrive à cette conclusion, qu'en principe, la preuve par témoins n'est pas recevable contre et outre le contenu à un acte de cadi ; — que la force probante qui s'attache à cet acte est, en principe, absolue, — et que, s'agissant tout au moins des faits qui y sont énoncés comme accomplis par le cadi ou s'étant passés en sa présence, cette force probante persiste tant que la preuve d'une falsification, d'un faux n'a pas été rapportée.

Marcel MORAND,

du cadi hanéfi, le premier bachadel et le premier adel se sont transportés rue Rovigo, nº 22 *bis*, où ils ont trouvé Sid Omar ben El hadj Mouloud El Djéziri « lequel était malade et gardait » le lit, mais comprenait ce qu'on lui demandait et y répon- » dait parfaitement » ; que celui-ci leur a déclaré qu'il disposait que le tiers de sa succession immobilière non habousée et de sa succession mobilière sera donnée à l'israélite Nedjema Kamoun parce qu'elle s'est occupée de toutes ses affaires pendant sa maladie ; — Attendu que l'acte mentionne également que l'identité du testateur a été certifiée par deux indigènes qui s'y trouvent dénommés ; qu'il est indiqué fait à la date du 16 mars 1905 ; qu'il est signé par le bachadel, l'adel et le cadi dont le sceau a été apposé en tête de l'expédition ;

Sur la nullité du testament : — Attendu que l'appelant soutient que l'acte qui vient d'être analysé est nul comme ayant été dressé par des magistrats qui n'auraient pas qualité pour le recevoir ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 8 du décret du 17 avril 1889, le personnel de chaque mahakma se compose d'un cadi, d'un ou plusieurs suppléants (bachadels) et d'un ou plusieurs greffiers (adels) ; — Que, d'après l'art. 10, en cas d'empêchement des adels, le cadi ou à son défaut, le bachadel, pourvoit provisoirement à leur remplacement ; — Que l'art. 22 dispose que les jugements revêtus du cachet du cadi sont signés par ce magistrat et ses adels ; — Qu'enfin l'art. 65 énonce que les actes publics entre musulmans sont reçus, suivant le choix des parties, par les cadis, ou par les notaires ; que les actes reçus par les cadis sont inscrits en entier sur un registre à ce destiné et signés par le cadi et deux adels ou par le cadi, un adel et deux témoins instrumentaires ; — Attendu qu'il résulte de ces dispositions que le bachadel n'a pas d'autres attributions que celle de suppléer le cadi lorsque celui-ci est empêché ; — Que si l'art. 67 donne exceptionnellement au bachadel des mahakmas annexes l'exercice personnel des fonctions de notaire, sous la surveillance du cadi de la mahakma principale, ce n'est que par le motif que dans ces mahakmas, il n'existe point de cadi ; — Attendu que, dans la cause, l'empêchement du cadi résulte de l'indication fournie par l'acte lui-même qu'il a donné l'autorisation à ses assesseurs de se rendre au domicile du testateur ; — Qu'il ne peut d'ailleurs être contesté par l'appelant puisqu'il indique dans ses conclusions que ce magistrat a été retenu le 16 mars 1906, à l'hôtel de ville, où il faisait passer des examens ; — Attendu que l'acte reçu à cette date par le bachadel, assisté d'un adel et deux témoins, est donc régulier ;

Sur le caractère du dit acte : — Attendu que si le droit musulman antérieurement à la conquête ignorait la notion de l'acte authentique, ce caractère a été donné aux actes des cadis non seulement par l'ordonnance du 26 septembre 1842 (art. 43), mais encore par l'art. 65 précité du décret du 17 avril 1889 ; — Que la jurisprudence de cette cour, consacrée par celle de la cour de cassation, n'a pas cessé de le leur reconnaître ; qu'il a été jugé notamment qu'en apposant sa signature sur l'acte qu'il reçoit, le bachadel lui donne le caractère authentique ; — Que le principe affirmé par l'appelant qu'en droit musulman la preuve testimoniale l'emporte sur la preuve écrite, en le supposant exact, ce qui n'est point certain, ne saurait porter atteinte à la valeur de l'acte authentique; que l'on peut admettre que des témoignages enlèvent tout effet utile à un acte du cadi, lorsqu'ils établissent qu'une convention contraire est intervenue postérieurement à celle qu'il constate, mais qu'il ne s'ensuivrait pas qu'ils affectent cet acte lui-même dans son essence ; que Dziri n'offrant point de preuves que son frère ait fait devant témoins une disposition testamentaire ultérieure, son offre de preuve est inadmissible, même au point de vue musulman ; — Attendu que l'offre de preuve contraire des énonciations contenues dans l'acte du 16 mars 1905, ne peut donc être admise;

Sur la demande d'inscription de faux : — Attendu qu'à l'appui de sa demande en inscription de faux Dziri offre de prouver les faits allégués dans ses premières conclusions, c'est-à-dire : — 1° que le 16 mars 1905, jour du décès du de cujus, le cadi et le bachadel de la mahakma hanéfi d'Alger faisaient passer des examens à la mairie et qu'ils n'ont été libres qu'après six heures du soir ;— 2° que le bachadel appelé par la dame Nedjema Kamoun ne s'est rendu au domicile de cette dernière qu'à sept heures du soir, et qu'à ce moment le de cujus était décédé depuis trois heures ; — Attendu que, dans le même ordre d'idées, on peut retenir le 5e fait invoqué relativement à la captation : « que dès le jeudi matin, 16 mars » 1904, le de cujus était en agonie et dans un état de prostra» tion tel qu'il lui était moralement et physiquement impos» sible de manifester une volonté libre et réfléchie ; » — Attendu que la loi donne aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour décider s'il y a lieu d'admettre ou non le demandeur en faux incident civil, à établir les moyens qu'il invoque ; que ce pouvoir comprend nécessairement l'appréciation des faits qui sont le préliminaire de cette demande ; que si, bien que pertinents, ils ne paraissent pas vraisemblables ou s'ils sont démentis par les autres circonstances de

la cause, ils peuvent être écartés et par suite déterminer le rejet de la demande d'inscription ; — Attendu tout d'abord que l'acte ci-dessus analysé ne porte pas l'indication de l'heure à laquelle il a été reçu ; que la circonstance que le bachadel n'aurait été libre qu'après six heures du soir le 16 mars, et celle que le de cujus serait décédé à quatre heures sont donc sans intérêt et non pertinentes en ce qui concerne la valeur des constatations des magistrats musulmans, puisque rien n'indique le moment auquel ils les ont faites ; — Attendu d'ailleurs que si l'acte de décès de Omar ben El hadj Mouloud El Djeziri énonce qu'il serait mort le 16 mars à quatre heures du soir, il est constant que les actes de l'état civil ne font foi que de l'existence des déclarations qui s'y trouvent consignées et non de leur sincérité ou de leur exactitude, qu'il n'y a pas lieu de retenir cette indication comme nécessairement conforme à la vérité ; qu'un certificat du docteur Bouzian porte bien que ce médecin a constaté le décès, lequel est survenu à quatre heures du soir, mais que cette pièce qui paraît avoir été établie à la demande de l'appelant et qui a dû servir à la rédaction de l'acte de l'état civil n'est pas de nature à faire naître des doutes sur les constatations faites par le bachadel et l'adel et par eux consignées dans l'acte authentique ; – Attendu que, pour le même motif, il n'y a pas lieu de s'arrêter au dernier fait articulé et relatif à l'état de prostration dans lequel El Djeziri se serait trouvé depuis le matin du 16 mars ; — Qu'il n'est pas vraisemblable en effet, que des magistrats musulmans, chargés de recevoir et de consigner les dernières volontés d'un coreligionnaire, qui contrairement aux principes et aux traditions des indigènes, dispose d'une partie de sa fortune au profit d'une israélite et au détriment de l'un des siens, n'aient pas mis une attention particulière à s'assurer qu'il avait la pleine possession de son intelligence et de sa volonté ; — Que l'on ne peut davantage s'arrêter à la supposition émise par l'appelant que les magistrats ont été victimes d'une comédie habilement jouée par l'intimée, laquelle aurait substitué, pour leur faire des déclarations, un individu bien portant, à El Djeziri dont il aurait joué le rôle ; que non seulement, en effet, l'identité du testateur a été certifié par les deux témoins, mais que le bachadel et l'adel, en prenant le soin de constater que le dit testateur était malade et gardait le lit, ont ajouté qu'il comprenait ce qu'on lui disait et y répondait parfaitement ; — Que la liberté d'esprit du malade est confirmée par le respect qu'il a eu des dispositions de la loi musulmane sur les habous et sur la quotité disponible ; — Attendu que la

cour ne conservant aucun doute sur la sincérité des constatations faites par les magistrats musulmans doit écarter la demande d'inscription de faux ;

Sur la captation et la suggestion : — Attendu que, tout en reconnaissant que les relations de concubinage ne sont pas, en principe, une cause d'incapacité de recevoir par testament, l'appelant soutient en dernier lieu que ces relations doivent être retenues comme faisant naître une présomption grave de captation et de suggestion ; que, dans l'espèce, cette présomption se trouve confirmée par les circonstances de la cause et notamment par le soin avec lequel Nedjema Kamoun s'est opposée à son entrée chez elle pendant la maladie de El Djeziri et au transport de celui-ci à El-Biar, où il aurait été soustrait à son influence ; — Qu'il offre de prouver différents faits qui, d'après lui, seraient de nature à établir cette opposition ; — Attendu qu'il résulte des documents versés au débat et notamment des motifs du jugement du tribunal répressif qui a condamné l'appelant, le 29 mai 1905, pour coups portés à l'intimée et à un sieur Abdeltif Ahmed Zerrouk que c'est le docteur qui a déclaré que la gravité de l'état du malade ne lui permettait pas d'autoriser le voyage d'Alger à El-Biar ; — Que d'autre part l'emploi de manœuvres dolosives de nature à porter atteinte à la volonté du testateur est démentie par la précision et la netteté des dispositions qu'il a faites devant les magistrats musulmans ; — Attendu qu'il y a donc lieu de rejeter comme inutile la preuve offerte et d'écarter le moyen tiré de la suggestion et de la captation ; — Vu sur les dépens les art. 130 et 133 c. pr. civ. ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Après avoir entendu M. l'avocat général en ses conclusions conformes sur la demande d'inscription de faux ; — Reçoit l'appel et la dite demande comme également réguliers en la forme et les joignant pour statuer par un seul et même arrêt ; — Dit régulier le testament reçu par le bachadel et l'adel du cadi hanéfi ; — Dit que le testament est un acte authentique ; — Dit non recevable la preuve par témoins offerte contre le contenu du dit acte ; — Dit que les faits articulés par Dziri ne sauraient établir la preuve de la fausseté du testament ; — Rejette en conséquence la demande d'inscription de faux ; — Dit que les relations ayant existé entre Nedjema Kamoun et le *de cujus* ne constituent pas une présomption de captation ou de suggestion ; — Dit que les faits révélés par l'information ayant abouti au jugement du tribunal répressif du 29 mai 1905, ne démontrent pas cette suggestion ; — Rejette comme inutile l'apport au dossier de cette information et l'offre de preuve

faite par Dziri ; — Confirme purement et simplement le jugement déféré ; — Condamne Dziri à l'amende et aux dépens.

MM. LALOÉ, *prés.* ; GIRAUD, *av. gén.* — Mes DIVIELLE et REY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re ch.)

12 décembre 1906

Recrutement, Tunisie, conseil de revision, ajournement, état civil, résident général de France à Tunis, constitution de défenseur, dispense. — Nationalité, naturalisation, effet, enfants mineurs, art. 12 c. civ., loi du 26 juin 1889, non rétroactivité, majorité, âge de 22 ans.

I. En Tunisie comme en France, le conseil de revision ajourne sa décision relativement aux individus portés sur les tableaux de recrutement, jusqu'à ce que leur état civil soit fixé par le tribunal civil de 1re instance du lieu de leur domicile. La question est, en ce cas, jugée contradictoirement avec le résident général de France à Tunis qui exerce les fonctions attribuées en France aux préfets ; ce fonctionnaire est dispensé de constituer avoué (ou défenseur) (1).

---

(1) Puisque l'art. 89 de la loi sur le recrutement du 21 mars 1905 a déclaré cette loi applicable en Tunisie et dans certaines colonies, il faut bien l'y appliquer *mutatis mutandis*. Si donc une question de nationalité est soulevée devant le conseil de revision, elle sera tranchée contradictoirement — non pas avec le préfet, comme le prévoit l'art. 28 — mais avec le résident général en Tunisie, avec les gouverneurs dans les colonies.

Le jugement donne une formule un peu large quand il dit « qu'en Tunisie les fonctions attribuées en France aux préfets sont exercées par le résident général ». C'est vrai, nous semble-t-il, en matière de recrutement ; ce ne le serait pas en d'autres matières. Le résident général a un caractère représentatif qui n'appartient pas aux préfets, et, d'autre part, la législation française confère aux préfets maintes attributions que le résident ne peut prétendre exercer dans le pays de protectorat.

On doit admettre, au surplus, que quand ils exercent des fonctions préfectorales, le résident général à Tunis ou les gouverneurs dans les colonies jouissent des privilèges et prérogatives des préfets.

Notons que ces observations sont sans application en Algérie où, grâce à la division en départements, la législation française s'applique très exactement en matière de recrutement.

II. Il est de principe que les personnes nées en France d'étrangers qui avaient atteint leur majorité avant la promulgation de la loi du 26 juin 1889 sont régies par les dispositions anciennes et non par les nouvelles, ce en vertu du dogme de la non rétraoctivité des lois. Les enfants majeurs de l'étranger naturalisé ne peuvent obtenir la qualité de français qu'à la condition de faire une déclaration de volonté conforme et de fixer leur domicile en France dans le délai d'un an, le tout pourvu qu'ils soient âgés de moins de vingt-deux ans au moment de la dite déclaration. La nouvelle législation ne peut donc être invoquée par celui qui, n'étant pas né en France, était âgé de plus de vingt-deux ans quand a été promulgué le nouvel art. 12 c. civ. (1).

---

(1) Nous craignons que ce jugement ne soit entaché d'une erreur de terminologie entraînant peut-être une erreur complète de solution.

Il faut se garder de confondre naturalisation et admission d'un sujet à l'exercice des droits de citoyen. Sans doute, on parle souvent, *brevitatis causa*, de la naturalisation des indigènes. Mais il faut bien observer que ce qu'on appelle alors naturalisation, ce n'est point l'acquisition d'une nationalité nouvelle, c'est seulement une augmentation de capacité, c'est la promotion d'un indigène de *sujet* à *citoyen*. (V. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 657). La confusion est commise jusque dans les statistiques officielles où, pour la répartition des naturalisations, on fait figurer les « musulmans algériens » parmi les nationalités (V. *Statistique générale de l'Algérie*, année 1905, p. 88).

Deux hypothèses pouvaient donc se présenter entre lesquelles le jugement ne paraît pas avoir songé à distinguer. Le demandeur pouvait être soit juif tunisien, soit israélite algérien, et la « naturalisation » obtenue par son père, le 20 avril 1870 (antérieurement donc au décret Crémieux, du 24 octobre 1870) pouvait être ou une véritable naturalisation ou l'admission d'un israélite indigène algérien à la jouissance des droits de citoyen.

a) Si le père du demandeur était tunisien, les conséquences de sa naturalisation sont faciles à déterminer et le jugement rapporté ne peut qu'être approuvé.

On sait en effet que la loi du 26 juin 1889, en donnant une nouvelle rédaction à l'art. 12 c. civ., a considérablement modifié les effets de la naturalisation relativement à la famille du naturalisé.

Avant 1889, sous l'empire de la loi du 7 février 1851, la naturalisation du père, tout en laissant étrangers les enfants, leur permettait d'acquérir la nationalité française par une déclaration de fixation de leur domicile en France, suivie de l'établissement effectif de ce domicile ; cette déclaration devait être faite, en principe, dans l'année de leur majorité, s'il étaient mineurs à l'époque de la naturalisation de leur père ; dans l'année de cette naturalisation s'ils étaient majeurs (Aubry et Rau, 4e édition,

(Isaac Bellaïche c. Résident général de France à Tunis).

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'Isaac Bellaïche ayant été porté sur les tableaux de recrutement dressés à Tunis en exécu-

---

t. 1er, § 71, p. 255-257; A. Weiss, *Tr. th. et pr. du dr. internat privé*, t. 1. p. 355). Sous l'empire de cette législation, le père du demandeur ayant été *naturalisé* français, son fils, mineur à cette époque, eût dû, pour devenir à son tour français, faire dans sa 22e année la déclaration prescrite à l'art. 9 c. civ.

La loi de 1889 a admis au moins partiellement le principe de l'unité de patrie dans la famille. Depuis cette loi les enfants *mineurs* du naturalisé deviennent français, sous la réserve de la faculté de décliner la qualité de français dans l'année qui suit leur majorité. — Le demandeur soutenait qu'aussitôt promulguée cette loi s'est appliquée aux enfants mineurs d'étrangers antérieurement naturalisés. C'était une erreur : la non rétroactivité des lois, — qui est un principe, et non un dogme, — s'oppose à cette thèse : ces enfants mineurs sont restés étrangers, sous la réserve de la faculté d'acquérir la qualité de français par une déclaration faite dans leur 22e année (Weiss, t. 1, p. 367) La thèse fût-elle soutenable qu'elle n'aurait pu s'appliquer au demandeur qui, — mineur, il est vrai, au moment de la naturalisation de son père — était depuis longtemps majeur et avait de beaucoup dépassé l'âge de 22 ans en 1889. (Cprz cons. d'Etat, 21 décembre 1906, *Rev. Alg.*, 1907, 1. 177, et notre note).

Quant aux enfants *majeurs* du naturalisé, la loi de 1889, leur laisse leur ancienne nationalité ; elle leur facilite seulement l'acquisition de la qualité de français : ils peuvent l'obtenir, soit par le décret même de naturalisation de leur père, sans avoir à satisfaire personnellement aux conditions requises pour le stage de résidence, soit par une déclaration faite conformément à l'art. 9 c. civ. dans leur 22e année. — Ces dispositions n'ont point rétroagi. La période transitoire pendant laquelle des individus majeurs lors de la promulgation de la loi ont pu, étant encore dans leur 22e année, faire leur déclaration, a pris fin un an après cette promulgation : elle est donc depuis longtemps passée. Au surplus, cela ne pouvait s'appliquer au demandeur, mineur au moment de la naturalisation de son père.

b.' Mais une autre hypothèse est possible.

Le jugement nous semble commettre une évidente erreur en supposant que, parce que né en Tunisie, le père du demandeur était nécessairement, avant sa naturalisation, tunisien. C'est oublier que la nationalité se transmet surtout *jure sanguinis*. Le fils ou le petit-fils d'un israélite algérien, encore que né en Tunisie, n'en est pas moins indigène algérien : il n'en serait autrement que si la nationalité tunisienne lui avait été acquise par naturalisation.

Il se pouvait donc que le père du demandeur fût d'origine algérienne

tion de la loi française du 21 mars 1905, modifiant la loi du 15 juillet 1889, le conseil de revision a ajourné toute décision le concernant jusqu'au moment où son état civil serait fixé conformément aux dispositions de l'art. 28 de la loi précitée, c'est-à-dire par le tribunal civil de 1re instance du lieu du domicile, contradictoirement avec le préfet, le ministère public entendu ; — Attendu qu'en Tunisie les fonctions attribuées en France aux préfets sont exercées par le résident général ; — Attendu que dans cette situation, Isaac Bellaïche a assigné pardevant ce siège, ce, par exploit de Me Proal, huissier à Tunis, en date du 7 juillet 1906, M. le résident général de France à Tunis pour se voir reconnaître la qualité de citoyen français ;

En la forme : — Attendu que le résident général de France n'a pas constitué avoué ; mais qu'il en doit être dispensé, comme le serait le préfet de France, et, en vertu de l'arrêté du Directoire du 10 thermidor an IV et de l'avis du conseil d'État en date du 1er juin 1807 ;

Au fond : — Attendu que le demandeur expose qu'il est né à Tunis en 1852 du mariage de Youcef Bellaïche avec Taïta Sultana Sarfati ; que son père Youcef, qui était né à Tunis en 1835, a été naturalisé français à Bône, par décret de l'empereur Napoléon III en date du 20 avril 1870 ; qu'à cette époque, il avait lui même 18 ans et était par conséquent mineur ;

---

et que ce que le jugement appelle sa naturalisation eût été seulement l'admission d'un indigène israélite à l'exercice des droits de citoyen, conformément au sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

S'il en était ainsi, la situation juridique du demandeur serait tout autre que celle indiquée par le tribunal : on serait bel et bien en présence d'un citoyen français. Et cela, pour deux raisons plutôt que pour une.

La première raison, c'est que l'admission d'un père de famille indigène à la qualité de citoyen produit effet sur ses enfants mineurs. C'est du moins l'opinion qui nous paraît exacte. V. notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. II, n° 678.

La seconde, c'est que le demandeur, israélite algérien comme son père dont la situation se trouve établie par le décret même l'admettant à la qualité de citoyen, est devenu à son tour citoyen français de par le décret du 24 octobre 1870.

Donc, à un double titre, comme fils d'un indigène algérien admis à la qualité de citoyen et aussi comme israélite indigène algérien, le demandeur avait, en cette hypothèse, le droit de se dire citoyen français.

Voilà pourquoi le jugement rapporté nous paraît, sans être erroné dans aucune de ses déductions, insuffisamment motivé dans l'exposé des éléments du procès.

Émile LARCHER.

qu'il entend aujourd'hui se prévaloir des dispositions de l'art. 12 du code civil français, tel qu'il a été modifié par la loi du 26 juin 1889, article aux termes duquel les enfants mineurs du père qui se fait naturaliser français deviennent eux-mêmes français à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'art. 8 § 4; que, n'ayant pas, dans l'année qui a suivi sa majorité décliné la qualité de français, celle-ci lui appartient de plein droit; — Attendu qu'il ajoute que ses deux frères Moïse et Samuel ayant tous deux fait leur service militaire, il n'existe aucune raison de distinguer entre les trois frères;

Sur ce dernier argument : — Attendu que Samuel Bellaïche est né le 2 février 1874 et que son frère Moïse est né le 12 mars 1879, que ces deux individus sont donc venus au monde postérieurement à la naturalisation de leur père, qui a eu lieu le 20 avril 1870; qu'ils étaient donc tous deux français de plein droit, sans faculté d'option et qu'ils se trouvaient ainsi dans une situation juridique différente de celle de leur frère aîné Isaac qui avait déjà 18 ans au moment où leur père a obtenu la naturalisation;

Sur l'application à Isaac Bellaïche des dispositions de la loi du 29 juin 1889 en ce qu'elles ont modifié l'ancien art. 12 du code civil : — Attendu qu'il est de principe que les personnes nées en France d'étrangers qui avaient atteint leur majorité avant la promulgation de la loi du 26 juin 1889 sont régies par les dispositions anciennes et non par les nouvelles, ce, en vertu du dogme de la non rétroactivité des lois; que, par suite, les enfants majeurs de l'étranger naturalisé ne peuvent obtenir la qualité de français qu'à la condition de faire une déclaration de volonté conforme et de fixer leur domicile en France dans le délai d'un an, le tout pourvu qu'ils soient âgé de moins de 22 ans au moment de ladite déclaration; — Attendu qu'Isaac Bellaïche n'est pas né en France, qu'il ne fait de déclaration qu'actuellement, alors qu'il est âgé de cinquante-quatre ans et qu'il avait déjà atteint l'âge de 37 ans au moment où le nouvel article 12 du code civil, dont il veut se prévaloir, a été promulgué; qu'il n'est donc pas recevable dans sa thèse, puisqu'il lui a été toujours impossible de bénéficier, dans l'année qui a suivi sa majorité, du droit d'option ménagé par la nouvelle loi aux fils mineurs des naturalisés;

Par ces motifs; — Statuant contradictoirement en premier ressort et en vertu des dispositions de l'art. 28 de la loi du 21 mars 1905; — Dit que Bellaïche Isaac, israélite né à Tunis en

1852 d'un israélite qui y est né lui-même en 1835, n'est pas français et qu'à tort son nom a été inscrit sur les listes de recrutement ; -- Le déboute en conséquence de ses fins, demandes et conclusions et le condamne aux dépens.

MM. BERGE, *prés.* ; RANDET, *subst.* (concl. conf). — Me CIRIER, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re ch.)

6 mars 1907

Justices de paix, Tunisie, compétence, loi du 12 juillet 1905, inapplicabilité.

La loi du 12 juillet 1905, sur les justices de paix, n'a pas été promulguée en Tunisie. Les pouvoirs des juges de paix de la régence sont réglés uniquement par la loi de 1838 et par le décret de 1854, sans qu'aucune dérogation ou modification y ait été apportée par la nouvelle législation établie en France pour la magistrature cantonale. On reste donc en Tunisie sous l'empire de la loi et de la jurisprudence antérieures (1).

---

(1) Il n'est pas douteux que la loi du 12 juillet 1905, au moins dans son titre Ier qui augmente la compétence des juges de paix, est applicable en Algérie (j. de p. Souk-Ahras, 22 sept. 1905 ; j. de p. Boufarik, 31 oct. 1905, *Rev. Alg.*, 1905. 2. 309 ; trib. Oran, 11 déc. 1905 ; j. de p. Alger-sud, 8 mars 1906 ; *Rev. Alg.*, 1906. 2. 191 ; Louis Rolland, *Les lois modificatives en législation algérienne et l'application en Algérie de la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix*, *Rev. Alg.*, 1906. 1. 69 ; la note de M. Charpentier, *Rev. Alg.*, 1905. 2. 309, et les nôtres. *Rev. Alg.*, 1906. 2. 191, 234, et 1907. 2. 60). Les décisions qui se sont prononcées en sens opposé (j. de p. Guelma, 16 sept. 1905, *Rev. Alg.*, 1905. 2. 309 ; trib. Philippeville, 1er fév. 1906, *Rev. Alg.* 1906. 2. 191 ; trib. Alger, 14 mars 1906, *Rev. Alg.* 1906. 2. 334 ; Alger, 3e ch., 29 novembre 1906, *Rev. Alg.* 1907. 2. 60), ne l'ont pu faire qu'en méconnaissant complètement les principes les mieux établis du régime législatif de l'Algérie.

En Tunisie, il en va différemment et nous considérons comme exacte la solution qui se dégage du jugement ci-dessus rapporté du tribunal de Tunis. C'est que la régence n'est point pays français, mais constitue tout au contraire un État parfaitement distinct, encore que protégé : le législateur y est le bey. S'il est intervenu relativement à la Tunisie quelques lois françaises, ces lois n'ont pu recevoir application en Tunisie qu'en vertu d'un décret du bey. Ainsi en a-t-il été, notamment, pour la

(Piaujard c. Dalachi ben Aouda)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu, en droit, que s'il a été admis qu'un juge de paix peut connaître d'une demande en validité d'offres réelles, ce n'est qu'à la condition qu'il en soit saisi incidemment, comme d'une défense ou d'une réponse à la demande en paiement portée devant lui par action principale (1); que si tous les auteurs et la jurisprudence ne sont pas com-

---

grande loi du 27 mars 1883 qui a organisé la justice française en Tunisie : un décret du bey du 18 avril 1883 a ordonné son insertion au Journal officiel tunisien et a enjoint aux autorités administratives et judiciaires de la régence de l'observer et la faire observer (P. Zeys, C. ann. de la Tunisie, v° *Justice française*, n° 747). Le jugement rapporté emploie une expression qui n'est pas parfaitement exacte en appelant ce décret beylical nécessaire « promulgation spéciale » ; c'est plus qu'une promulgation, puisque c'est l'exercice par le bey de son pouvoir législatif. Il en résulte que cela n'a pas et ne peut avoir son équivalent en Algérie, pays français, partie intégrante de la France même depuis le décret du 24 octobre 1870 : il n'y a qu'une seule et même promulgation pour la France continentale et pour l'Algérie.

Aux termes de l'art. 3 de la loi du 27 mars 1883, en Tunisie, « les juges de paix exercent, en matière civile et pénale, la compétence étendue telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854. — Toutefois les juges de paix siégeant dans une ville où il y a un tribunal de première instance n'ont cette compétence étendue que pour les actions personnelles et mobilières, en matière civile et commerciale ; pour le surplus, ils exercent la compétence ordinaire telle qu'elle est déterminée par les lois et décrets en vigueur en Tunisie. » Dès lors, peu importe que la loi du 25 mai 1838 et le décret du 19 août 1854 se soient trouvés, pour l'Algérie, plus ou moins profondément modifiés par la loi du 12 juillet 1905 ; loi de 1838 et décret de 1854 continueront à s'appliquer en Tunisie tant qu'il n'en aura été autrement décidé par le législateur tunisien. Bref, la loi du 12 juillet 1905 n'est point encore entrée dans la législation tunisienne.

C'est pour la même raison que nous avons fait observer déjà que le décret du 24 juin 1900, sur les délais des ajournements, ne peut pas s'appliquer à l'ajournement sur appel des jugements des tribunaux de Tunisie. (Voy. nos notes sous Alger, 2e ch., 27 déc. 1905, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 110 ; Alger, 1re ch., 8 mars 1906, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 121 ; Alger, 3e ch. 15 mars 1906, *Rev. Alg.*, 1906. 2. 179). É. L.

(1) *En ce sens* : Caen, 28 déc. 1870 (D 72, 2, 56) ; trib. Seine, 20 mars 1889 (*Gal. pal. 89, 2, 6*).

plètement d'accord pour reconnaître l'exactitude de cette théorie, il faut admettre cependant que c'est celle qui a été reconnue comme la meilleure par le législateur, puisque, dans la loi du 12 juillet 1905, par laquelle il a étendu la compétence des juges de paix, il a eu soin (art. 12) de les autoriser à connaître des actions en validité ou en nullité d'offres réelles, sauf en certaines matières, lorsque l'objet du litige n'excède pas le taux de leur compétence ; qu'il n'aurait pas été nécessaire d'introduire cette disposition dans la loi du 12 juillet 1905, si on avait reconnu sur ce point que le juge de paix était compétent ;

Attendu d'ailleurs que si la loi susdite a ainsi habilité le juge de paix de France à connaître de la matière dont s'agit, il convient de remarquer qu'elle n'a pas été promulguée en Tunisie et que les pouvoirs des juges de paix de la Régence sont réglés uniquement par la loi de 1838 et par le décret de 1854, sans qu'aucune dérogation ou modification y ait été apportée par la nouvelle législation établie en France pour la magistrature cantonale; qu'on reste donc en Tunisie sous l'empire de la loi et de la jurisprudence antérieures ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu à évocation ; — Que sans qu'il soit nécessaire d'examiner d'autres points de vue, il n'y a lieu à évocation que pour les affaires qui sont en état ; que celle qui divise les parties n'est pas en état de recevoir solution, non seulement parce que l'intimé n'a pas conclu sur le fond du litige, mais encore parce qu'il n'a pas été fourni au tribunal les pièces et explications nécessaires pour l'appréciation de ce débat ;

Par ces motifs : — Déboute Piaujard de son appel ; dit que le jugement entrepris sera maintenu ; — Renvoie les parties à se pourvoir sur le fond ainsi qu'elles aviseront ; — Condamne Piaujard à l'amende et aux dépens.

MM. S. BERGE, *prés.* ; RANDET, *subst* — Mes PIETRA et Jacques SAMAMA, *av.*

Tribunaux répressifs indigènes, tribunaux correctionnels, compétence, délits de presse, loi du 29 juillet 1881, décret du 9 août 1903.

—

Le décret du 9 août 1903 a modifié la loi du 29 juillet 1881, expressément déclarée applicable à l'Algérie, par son art. 69 :

les délits de presse exclusivement imputables aux indigènes musulmans sont de la compétence des tribunaux répressifs indigènes (1re espèce).

Contra : *Les tribunaux répressifs indigènes sont incompétents pour connaître des délits prévus et punis par la loi du 29 juillet 1881, sur la presse* (2e et 3e espèces).

Les tribunaux correctionnels sont donc seuls compétents pour connaître, même à l'égard d'un prévenu indigène, des délits dont la connaissance est attribuée à ces tribunaux par la loi de 1881 (2e espèce) (1).

PREMIÈRE ESPÈCE

TRIBUNAL RÉPRESSIF INDIGÈNE D'ALGER

17 juin 1907

(Omar ben Ouniche c. Allel ben Hamida)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Omar ben Ouniche a assigné devant le tribunal répressif d'Alger Allel ben Hamida pour

---

(1) Ces trois jugements méritent d'être rapportés, tant à raison de l'intérêt pratique de la question sur laquelle le tribunal répressif indigène d'Alger a opéré un si remarquable revirement à quelques mois de distance que parce qu'ils montrent à quelles erreurs une juridiction mal composée peut se laisser entraîner.

La question, en elle-même, ne pouvait souffrir aucune difficulté.

Les délits prévus à la loi du 29 juillet 1881 sont de la compétence, soit de la *cour d'assises*, soit des *tribunaux de police correctionnelle* : cela est dit expressément par l'art. 45 de cette loi. Or cette loi est, par son art. 69, déclarée applicable en Algérie. D'où il suit que ses dispositions ne peuvent être modifiées, peu ou prou, que par une loi, jamais par un décret.

La conséquence absolument nécessaire, inéluctable, c'est que les délits de presse et de parole prévus par la loi de 1881 échappent complètement à la compétence des tribunaux répressifs indigènes. C'est l'opi-

s'entendre condamner en 5.000 fr. de dommages et intérêts et en 15 fr. pour frais médico-légaux et aux peines prévues par les art. 23, 29, 33 de la loi du 29 juillet 1881 et 309 et 311 c. pén. ; — Attendu que Allel ben Hamida soulève l'incompétence du tribunal répressif en ce qui concerne l'application de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ; — Attendu que le tribunal admet que le décret du 9 avril 1903 a pu modifier la loi du 29 juillet 1881 déclarée applicable à l'Algérie en son art. 69 par le seul motif que les délits, exclusivement imputables aux indigènes musulmans, sont de la compétence des tribunaux répressifs et qu'en l'espèce le fait reproché au prévenu est un délit ;

Par ces motifs : — Se déclare compétent et décide qu'il va être immédiatement passé aux débats de l'affaire.

MM. THOREL, *prés.*; CURA, *subst.*

---

nion que nous avons émise dès qu'a vu le jour la monstrueuse institution (*Rev. Alg.* 1902. 1. 60 ; voy. aussi notre *Tr. élém. de législat. alg.*, t. I, n° 546) ; c'est celle qu'enseigne notre excellent confrère G. Massonié (*Les trib. rép. ind. en Algérie*, n° 14) ; et c'est celle qu'avait adoptée déjà la jurisprudence : trib. corr. Constantine, 9 février 1906, *Rev. Alg.* 1906. 2. 233.

Le premier jugement du tribunal répressif indigène d'Alger (17 juin 1907) méritait donc les plus vives critiques. Proclamer qu'un simple décret peut modifier une loi par elle-même expressément déclarée applicable à l'Algérie, c'était un véritable défi au bon sens. Un tel jugement suffirait à provoquer, dans l'esprit le moins prévenu, des doutes sur la valeur des tribunaux répressifs indigènes eux-mêmes.

N'est-il pas aussi insensé que dangereux de faire trancher par les deux juges assesseurs, qui ne présentent aucune garantie de capacité, les questions de compétence, et d'une façon générale les questions de droit ? Et n'est-il pas humiliant pour le juge de carrière qui préside de voir son opinion exacte et éclairée rejetée par les deux acolytes que les décrets de 1902 et 1903 lui ont si malencontreusement imposés ?

Le second jugement du même tribunal (14 octobre 1907) nous a été une agréable surprise. Il faut féliciter le magistrat qui a su faire revenir le tribunal sur sa précédente opinion, et on doit aussi savoir gré aux juges-assesseurs qui ont eu le courage de reconnaître leur erreur.

Il est tout à fait vraisemblable que ce jugement, suivant de si près celui du tribunal correctionnel d'Alger, a définitivement fixé la jurisprudence.

Émile LARCHER.

DEUXIÈME ESPÈCE

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ALGER

13 octobre 1907

(Dame Boumendil c. Messaoud ben Timsi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la loi de 1881, sur la presse a disposé dans son art. 69, qu'elle était exécutoire en Algérie ; — Que le décret de 1903 sur l'institution des tribunaux répressifs en Algérie ne peut donc avoir modifié la dite loi ; — Qu'il s'ensuit que le décret n'est applicable en Algérie que dans la mesure où il n'entre pas en conflit avec les lois existantes et en particulier avec la dite loi de 1881 ; — Attendu que la procédure instituée par le décret dont s'agit est inconciliable en tous points avec celle édictée par la loi de 1881 sur la presse ; qu'il en résulte que ses dispositions ne sauraient être appliquées par les tribunaux répressifs indigènes qui sont des tribunaux d'exception et dont les attributions strictement délimitées ne sauraient recevoir aucune extension ; qu'il suit en conséquence de tout ce qui précède que le tribunal correctionnel est seul compétent pour connaître du délit qui lui est soumis ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre le prévenu ; — Se déclare compétent ; — Dit qu'il sera passé outre aux débats et statué au fond.

MM. JUNILHON, *prés.* ; DE BARRASTIN, *subst.* (concl. conf.). — Me L'ADMIRAL, *av.*

TROISIÈME ESPÈCE

TRIBUNAL RÉPRESSIF INDIGÈNE D'ALGER

14 octobre 1907

(Djaniba bent Omar ben Mohammed Boulakbache c. Abderrahman ben Ali Cherif).

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant exploit dûment enregistré de Me Jaïs, huissier à Alger, en date du 24 septembre

1907, la dame Djaniba bent Omar ben Mohammed Boulakbache a donné assignation au sieur Abderrahman ben Ali Cherif à comparaître devant le tribunal répressif de céans pour s'entendre déclarer coupable du délit de diffamation et d'injures publiques prévu et puni par les art. 29, 32 et 60 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse et, sous réserves des peines à requérir par le ministère public dans l'intérêt de la loi, s'entendre le dit Abderrahman ben Ali Cherif condamner à lui payer la somme de 200 fr. à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé ;

I. Sur l'action publique : — Attendu que le prévenu par l'organe de son avocat Me Fontebride décline, avant tous débats au fond, la compétence du tribunal répressif en cette matière ; que le ministère public, dans ses conclusions, requiert également l'incompétence du tribunal de céans ; qu'il soutient, en effet, que les délits de presse doivent échapper à la compétence des tribunaux répressifs indigènes ; — Attendu, donc, qu'en présence de l'exception soulevée, il échet de rechercher si les tribunaux répressifs indigènes peuvent connaître des délits prévus et punis par la loi du 29 juillet 1881 ; — Attendu que si, à première vue et en présence de la généralité des termes de l'art. 1er du décret du 9 août 1903 qui édicte expressément que « les délits exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans dans l'étendue du territoire civil en Algérie sont déférés à la juridiction des tribunaux répressifs indigènes », on est tenté d'admettre que cette disposition absolue ne comporte aucune exception, il est évident, cependant que cette formule générale ne peut viser les délits dont le décret ne pouvait réglementer la répression ; — Attendu, en fait, que le délit reproché au prévenu par la partie civile est prévu et puni par les art. 29, 32, 33 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse ; — Attendu que cette loi a été déclarée applicable à l'Algérie par son art. 69 ; qu'il est incontestable, que même en Algérie, un décret ne peut modifier les règles de compétence posées par une loi ; que la loi du 29 juillet 1881, dans son art 45, décidant formellement que le délit sus visé doit être déféré aux tribunaux de police correctionnelle, le décret du 9 août 1903, relatif à l'organisation des tribunaux répressifs indigènes, n'a pu enlever aux tribunaux de police correctionnelle la connaissance de ces délits ; qu'en conséquence, les délits de presse doivent échapper à la compétence des tribunaux répressifs indigènes (tribunal correctionnel, Constantine, 9 février 1906 ; tribunal correctionnel d'Alger, 13 octobre 1907 ; Larcher, *Tr. élém. de législat. alg.*, nº 546) ;

— Attendu, au surplus, que les règles de procédure édictées par l'art. 60 de la loi du 29 juillet 1881, pour la poursuite devant les tribunaux correctionnels sont inconciliables avec les principes posés par les art. 12, 15 et 21 du décret du 9 août 1903 ; que, notamment, les formes de la citation, de l'opposition, et les délais d'appel sont loin d'être identiques devant les deux juridictions ;

II. Sur l'action civile : — Attendu que les tribunaux répressifs ne connaissent de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique ; qu'en conséquence, se déclarant incompétent pour connaître de l'action publique, ils doivent également se déclarer incompétents sur l'action civile ;

Par ces motifs, — Se déclare incompétent sur les actions publique et civile ; — Renvoie la partie civile à se pourvoir ainsi qu'elle en avisera et la condamne aux dépens de la présente instance.

MM. HONNART, *prés.* ; DE BARRASTIN, *subst.* — Mes BENISTI et FONTEBRIDE, *av.*

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

12 décembre 1905. — Arrêté du gouv. gén. portant institution d'un service d'architecture auquel pourront être confiés l'étude, la direction et la surveillance des travaux de construction et de réparation des édifices publics exécutés ou subventionnés sur les fonds du budget spécial (1).

Vu le décret du 23 août 1898 sur l'organisation et la haute administration de l'Algérie (2) ; — Vu la loi du 19 décembre 1900 portant création d'un budget spécial pour l'Algérie (3) ; — Sur la proposition de M. le secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Il est institué un service d'architecture auquel pourront être confiés l'étude, la direction et la surveillance des travaux de construction et de réparation des édifices publics, exécutés ou subventionnés sur les fonds du budget spécial. — M. Ballu, architecte en chef du service des monuments historiques, est chargé de la direction de ce service en qualité d'inspecteur général. — Le personnel placé sous son autorité comprend : — 1° Les architectes du service des monuments historiques, des édifices diocésains, des mosquées et des bâtiments civils ; — 2° Des architectes qui seront ultérieurement nommés sur sa proposition.

Art. 2. — Les architectes de ce service sont nommés par le gouverneur général ; ils devront, chacun dans sa circonscription, surveiller l'exécution des travaux de construction ou de réparation des édifices publics qui leur sont confiés.

Art. 3. — Sont maintenues les indemnités fixes allouées aux architectes pour les travaux des monuments historiques, des édifices diocésains et des bâtiments civils.

Art. 4. — Pour tous les autres travaux, les architectes du service ne pourront pas réclamer, soit de l'État, soit des établissements publics intéressés, des honoraires dépassant 5 0/0 de la dépense effectuée. — Les frais de surveillance des chantiers et les frais de déplacement seront à leur charge pour tous les travaux effectués dans un rayon de trente kilomètres du lieu de leur résidence. Lorsque les travaux seront exécutés à des distances de plus de trente kilomètres, les architectes auront droit, en sus des honoraires calculés à raison de 5 0/0, à 1 0/0 pour ceux dont la dépense sera inférieure à cinq mille francs et au remboursement de leurs frais de voyages sur pièces justificatives ; pour ceux de cinq mille francs et au-dessus, à une allocation supplémentaire de 2 0/0.

---

(1) Publié seulement au *B. O.*, n° 1826, du 23 novembre 1906.

(2) Estoublon et Lefébure, *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 80 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 138.

Art. 5. — L'inspecteur général du service d'architecture est chargé de la surveillance générale des travaux des bâtiments civils, ainsi que de l'examen de tous les projets et devis élaborés par les architectes avant leur présentation à la commission des bâtiments civils dont il est le premier vice-président de droit, le directeur des travaux publics étant président de la commission. — En cas de déplacements demandés par l'administration pour le service des édifices musulmans ou des bâtiments civils, l'*inspecteur général du service d'architecture* aura droit au remboursement de ses frais de voyages et adressera au gouvernement général un rapport constatant l'exécution de la mission qui lui aura été confiée. Il recevra, de plus, une indemnité annuelle de 1.300 fr. pour frais de dessinateurs.

Art. 6. — L'arrêté du 10 mars 1904 concernant les édifices musulmans (1) et toutes dispositions contraires au présent arrêté sont rapportés.

7 novembre 1906. — **Décret du bey** prescrivant le dénombrement de la population européenne de la Tunisie.

Art. 1er. — Il sera procédé, le 16 décembre 1906, par les soins des autorités administratives locales, au dénombrement de la population européenne de la Tunisie.

22 novembre 1906. — **Décret du bey** interdisant l'exportation du gibier.

Vu les décrets des 5 décembre 1900, 7 décembre 1902 et 15 novembre 1904 (2) interdisant l'exportation du gibier ; — Sur la proposition de notre directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et le rapport de notre premier ministre,

Art. 1er. — L'exportation hors des frontières de la Régence de tout gibier, vivant ou mort, est interdit pendant une durée de quatre années à partir du 8 décembre 1906, exception faite pour le sanglier et les animaux de collection dont l'exportation reste autorisée.

23 novembre 1906. — **Arrêté du gouv. gén.** réglementant le recrutement et l'avancement des pharmaciens des hôpitaux.

Vu l'art. 3 du décret du 23 décembre 1874 sur le service de l'assistance hospitalière en Algérie (3) ; — Vu l'arrêté gouvernemental du 27 avril 1875 réglant le mode de nomination et fixant les traitements du personnel médical et pharmaceutique des hôpitaux et hospices (4) ; — Vu l'arrêté gouvernemental du 7 juin 1904 prescrivant le recrutement par la voie du concours des méde-

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 17.

(2) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 70.

(3) Est. et Lef., p. 448.

(4) Est. et Lef., p. 459.

cins et chirurgiens des hôpitaux principaux de la colonie (1) ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Les pharmaciens des hôpitaux civils d'Alger, Oran et Constantine sont recrutés par voie de concours ouvert à Alger.

Art. 2. — Pour être admis à prendre part à ce concours les candidats doivent justifier : — 1° Qu'ils sont français, jouissant de leurs droits civils et politiques ; — 2° Qu'ils sont âgés de plus de 25 ans et de moins 35 ans ; — 3° Qu'ils sont pourvus du diplôme de pharmacien de 1re classe délivré par une faculté française.

Art. 3. — Ils doivent déposer à la préfecture du département de leur domicile quinze jours au moins avant l'ouverture du concours, en même temps que leur demande : — 1° Leur acte de naissance dûment légalisé ; — 2° Leur diplôme de pharmacien de 1re classe ; — 3° Un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins d'un an de date ; 4° Les justifications de leurs titres ou travaux scientifiques et des services publics qu'ils auraient précédemment, rendus. — Les dossiers ainsi établis sont, dès l'expiration du délai, transmis par le préfet au gouverneur général qui arrête définitivement la liste des candidats.

Art. 4. — Le jury du concours, désigné par arrêté du gouverneur général, est composé : — 1° D'un conseiller ou conseiller adjoint de gouvernement, *président ;* — 2° De deux professeurs à l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie d'Alger ; — 3° De l'inspecteur des services d'assistance ; — 4° D'un directeur d'hôpital.

Art. 5. — Le concours comprend les épreuves suivantes :

1° Une épreuve écrite portant sur l'administration hospitalière et particulièrement sur le fonctionnement des pharmacies des hôpitaux. La durée en est fixée à trois heures ;

2° Épreuve d'analyse : — *a)* D'un médicament chimique ; — *b)* D'une préparation galénique ; — *c)* D'une substance alimentaire ou biologique. — Relation écrite des résultats fournis par ces analyses ainsi que des procédés employés pour les obtenir. — Trois heures au moins et cinq heures au plus sont accordées pour l'ensemble de cette épreuve ;

3° Une épreuve comprenant deux parties, savoir : — *Première partie.* — Reconnaissance de dix préparations pharmaceutiques proprement dites et dissertation orale sur un ou plusieurs de ces médicaments désignés par le jury. Il est accordé vingt minutes pour la reconnaissance des préparations et dix minutes pour la dissertation. — *Deuxième partie.* — Reconnaissance de trente plantes ou substances appartenant à l'histoire naturelle et à la chimie pharmaceutique et dissertation orale sur une ou plusieurs de ces plantes ou substances désignées par le jury. Il est accordé quinze minutes pour la reconnaissance et cinq minutes pour la dissertation. — Une seule note est accordée pour les deux parties de cette troisième épreuve ;

4° Interrogations portant sur les matières suivantes : — Organisation et fonctionnement de l'administration hospitalière en Algérie ; Notions de comptabilité publique, en ce qui concerne particulièrement la comptabilité matières ; Commandes suivant conventions verbales, marchés de gré à gré, adjudications, livraisons, inventaires, compte de gestion des matières, etc. ; Organisation d'une pharmacie d'hôpital et d'approvisionnement.

Art. 6. — A la suite du concours, le jury présente à la nomination du gouverneur général le candidat qui a obtenu le nombre de points le plus élevé. Aucun candidat ne peut être présenté s'il n'a réuni les deux tiers du maximum des points pour l'ensemble des épreuves.

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 40 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 175.

Fonctions

Art. 7. — Le pharmacien est chargé, sous l'autorité du directeur, de tous les services techniques et administratifs de la pharmacie de l'hôpital. Il est responsable, dans les conditions déterminées par l'art. 33 du règlement annexé au décret du 7 mars 1900, des matières et denrées dont il a la manipulation et le dépôt. — Il ne peut remplir, en dehors de son emploi, aucune autre fonction permanente à titre titulaire. Il ne peut gérer pour son compte ou celui d'autrui aucune officine à l'extérieur.— Toute infraction à ces dispositions entraînera le licenciement immédiat du pharmacien.

Traitements. — Acancements

Art. 8. — Les traitements des pharmaciens des hôpitaux sont ainsi fixés: — Hôpital de Mustapha, 3.000, 3.500, 4.000, 4.500 et 5.000 fr. par avancements de 500 fr ; hôpitaux civils d'Oran et de Constantine, 3.000, 3.300, 3.600 et 4.000 fr. — Les avancements peuvent être accordés après un stage de deux ans dans une classe. Toutefois, pour obtenir le traitement de 4.500 fr., puis de 5.000 fr., le pharmacien de l'hôpital de Mustapha devra justifier d'un stage minimum de cinq ans au traitement immédiatement inférieur.

Art. 9. — Toute nomination à un emploi de pharmacien se fait au traitement de 3.000 fr. Les avancements sont prononcés par le gouverneur général sur la présentation du directeur de l'hôpital et la proposition du préfet.

Peines disciplinaires

Art. 10. — Les peines disciplinaires qui peuvent être appliquées aux pharmaciens des hôpitaux sont : — 1° La réprimande; — 2° La retenue de solde n'excédant ni la moitié du traitement ni la durée de deux mois; — 3° La rétrogradation; — 4° La révocation. — La réprimande est prononcée par le préfet; toutes les autres peines sont prononcées par le gouverneur général, après l'avis du préfet.

Retraites

Art. 11. — Les pharmaciens des hôpitaux subissent sur leur traitement une retenue de 1/20e, versée à leur compte à la caisse des retraites pour la vieillesse, à capital réservé.

Dispositions transitoires

Art. 12. — Les dispositions du présent arrêté, en ce qui concerne la fixation des traitements, n'entreront en vigueur qu'au fur et à mesure des extinctions. Toutefois, des augmentations de traitement pourront être accordées par le gouverneur général au personnel actuellement en fonctions jusqu'à concurrence de la rémunération fixée par le présent arrêté.

Art. 13. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

25 novembre 1906. — Décret réglementant la perception de l'impôt des tabacs en Algérie.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice, — Vu l'art. 10 de la loi du 19 décembre 1900 (1) ; — Vu les art. 216, 218, 221, 222, 223, 224, 225, 238, 239 et 245

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 80 ; *Rec. Alg.*, 1900. 3. 138.

de la loi du 28 avril 1816, section des contributions indirectes ; — Vu l'art. 34 de la loi du 31 mars 1903 ; — Vu les art. 25 à 35 du décret du 27 juin 1887 (1) ; — Vu le décret du 27 juin 1893 (2) ; — Vu les art. 2, 3 et 4 du décret du 29 janvier 1898 (3) ; — Vu les art. 19 et 20 du décret du 13 août 1900 (4). — Vu la décision de l'assemblée plénière des délégations financières en date du 2 juin 1906 ; — Vu la délibération du conseil supérieur du gouvernement en date du 25 juin 1906 ; — Vu le décret du 25 octobre 1905 (5) ; Vu le décret du 23 août 1898, relatif aux attributions du gouvernement général de l'Algérie (6),

Art. 1er. — Les planteurs, entrepositaires, fabricants et débitants de tabac en Algérie, assujettis à l'exercice à partir du 1er janvier 1907, en vertu de l'art. 2 de la décision des délégations financières en date du 2 juin 1906, homologuée par décret du 25 octobre 1906, seront soumis aux formalités et dispositions qui font l'objet du présent règlement.

TITRE Ier

PLANTATIONS DE TABAC

Art. 2. — Nul ne pourra se livrer à la culture du tabac, sans en avoir fait la déclaration quinze jours au moins avant tout commencement de plantation, à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle devra avoir lieu cette plantation. — Ces déclarations, dont il sera donné récépissé, seront inscrites sur un registre à souche ; elles pourront être individuelles ou collectives. Elles énonceront : — 1° Les nom, prénoms et demeure des déclarants ; — 2° La désignation et la situation de chaque pièce de terre. — Elles sont complétées dans les mêmes formes, du 1er mai au 15 juillet, et obligatoirement avant tout commencement de récolte, par l'indication ; — 1° Du nombre de plants ; — 2° Des locaux qui seront affectés aux séchoirs et magasins.

Art. 3. — En cas de culture simultanée pour tabac à fumer et pour tabac à priser, les pieds de chaque espèce seront plantés sur des parcelles distinctes ou formeront deux groupes séparés sur la même parcelle. — Les superficies plantées ne pourront être inférieures à un are par pièce.

Art. 4. — Les conditions de constitution des collectivités de planteurs seront déterminées par arrêté du gouverneur général pris en conseil de gouvernement. La collectivité devra être représentée par un fondé de pouvoirs responsable vis-à-vis de l'administration.

Art. 5. — Si la culture change de mains au cours d'une campagne, le déclarant primitif et le planteur qui lui est substitué devront, dans les trois jours qui suivront cette mutation, en donner avis à la mairie de la commune où est située la plantation.

Art. 6. — L'administration est autorisée à requérir le concours des agents municipaux pour procéder au dénombrement des plants et recueillir tous renseignements utiles à l'évaluation de la récolte. Huit jours avant de procéder à ces opérations, il en sera donné avis au maire ou à l'administrateur de la commune, pour qu'il puisse y assister ou s'y faire représenter, et afin qu'il prévienne les habitants de la date à laquelle elles auront lieu.

Art. 7. — Les planteurs devront détruire leurs semis dans le mois qui

---

(1) Est. et Lef., p. 766 ; *Rec. Alg.*, 1887. 3. 141.
(2) Est. et Lef , p. 935 ; *Rec. Alg.*, 1893. 3. 29.
(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 7 ; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 84.
(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 53 ; *Rec. Alg.*, 1900. 3. 100.
(5) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 309.
(6) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 161.

suivra l'achèvement de la plantation de leurs pièces. — Cette destruction des semis devra être terminée dans toutes les communes à la date du 25 juin. Ce délai ne pourra être exceptionnellement prorogé qu'en vertu d'un arrêté du gouverneur général. — Les planteurs devront également arracher et détruire les tiges et les souches aussitôt après la récolte.

Art. 8. — Les planteurs sont tenus de briser sur le terrain les feuilles inutilisables ou les pieds mal venus qu'ils ne jugeraient pas devoir récolter. Lorsque cette destruction aura lieu postérieurement au comptage dont il est fait mention à l'art. 6, il ne pourront l'effectuer qu'après en avoir obtenu l'autorisation de l'administration.

Art. 9. — Les planteurs devront aviser l'administration, dans les vingt-quatre heures, des accidents ou événements de force majeure qui auront atteint leurs récoltes, soit sur pied, soit dans les séchoirs ou magasins.

Art. 10. — Dans le cas où les intéressés se proposeraient d'utiliser d'autres séchoirs ou magasins que ceux primitivement désignés, ils auraient à en faire la déclaration à la mairie cinq jours au moins avant ce changement d'affectation.

Art. 11. — Les planteurs sont tenus de transporter la totalité de leur récolte directement de la plantation aux séchoirs et magasins affectés à leur exploitation.

Art. 12. — Les planteurs ne pourront vendre du tabac en feuilles qu'à la régie métropolitaine, à l'exportation ou à des négociants de tabac brut, ainsi qu'à des fabricants de tabac dûment patentés ou à leurs employés régulièrement accrédités. — Les feuilles vendues à la régie française lui seront livrées dans ses magasins. Celles qui seront destinées aux commerçants de tabac brut, aux fabricants de tabac ou à l'exportation ne pourront être vendues que sur les marchés autorisés par l'administration. — Toutefois, les planteurs auront également la faculté de vendre chez eux à toute époque les produits de leur récolte, à condition de faire, à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est située la plantation, une déclaration de vente, quarante-huit heures avant l'enlèvement. — Au 1er décembre, l'intégralité de la récolte devra être déclarée à la même mairie. Cette déclaration comprendra les quantités de la récolte livrées par le planteur au fur et à mesure des enlèvements, les tabacs non vendus au 1er décembre, ou vendus mais non livrés, restant en magasin et qui devront être placés sous le régime de l'entrepôt.

Art. 13. — A la date du 1er mai au plus tard, les tabacs existant dans les entrepôts des planteurs devront être emballés. Chaque balle portera, d'une manière bien apparente et sur une seule face, la marque et le nom du planteur, l'indication de l'année de la récolte, un numéro d'ordre, la désignation du poids brut, de la tare et du poids net. Il est interdit d'altérer la composition et l'état des tabacs composant ces colis. Les planteurs ne pourront en modifier l'emballage sans autorisation écrite de l'administration; ils devront arrimer les balles, de manière à laisser visibles les marques et à faciliter les recensements. Lors de ces opérations, ils feront la déclaration des restes par masses pour les tabacs non emballés et par balles pour les tabacs emballés.

Art. 14 — Il est accordé aux planteurs pour déchets de magasin des tabacs en entrepôt : — *a)* Pour les tabacs en feuilles d'Algérie non emballés : — 10 p. 100 pendant l'ensemble des mois de décembre, janvier et février, en ce qui concerne les tabacs en feuilles de la dernière récolte et 5 p. 100 par an après cette période. — *b)* Pour tous les tabacs en feuilles emballés, 5 p. 100 par an — Ces déductions sont calculées proportionnellement à la durée du séjour des tabacs en entrepôt.

Art. 15. — Un compte d'entrées et de sorties sera tenu chez les planteurs. — Ce compte sera débité : — 1° De la reprise en tabacs de provenance antérieure à la dernière récolte; — 2° Des quantités de la dernière récolte décla-

rées, avant le 1er décembre, pour être conduites à la vente sur les marchés ; — 3° Des quantités provenant du dehors ou réintégrées des marchés et qui doivent être accompagnées d'acquits-à-caution ; — 4° Des quantités de la dernière récolte n'ayant encore fait l'objet d'aucun mouvement et déclarées en entrepôt au plus tard le 1er décembre ; — 5° Des excédents constatés lors des inventaires. — Il sera crédité : — 1° Des quantités expédiées en vertu d'acquits-à-caution ; — 2° Des quantités admises en décharge dans les conditions prévues par l'art. 62 du présent règlement ; — 3° Des manquants constatés lors des inventaires.

Art. 16. — Les manquants qui apparaîtront au compte des planteurs, défalcation faite des déductions prévues à l'art. 14, seront passibles de la taxe spéciale de reconnaissance et soumis au droit de consommation d'après le tarif de la deuxième catégorie. Les excédents constatés aux mêmes comptes seront ajoutés aux entrées. En outre lorsque ces excédents dépasseront 5 p. 100 des quantités ayant séjourné en magasin depuis le précédent inventaire, le surplus sera saisissable par procès-verbal.

Art. 17. — La taxe spéciale de reconnaissance sur les tabacs en feuilles d'Algérie sera perçue au comptant au moment de la vente et de l'enlèvement des tabacs, soit des marchés, soit des magasins des planteurs. Elle sera acquittée par le planteur lui-même, au moment de la mise en magasin du tabac brut si le planteur est négociant ou fabricant de tabac.

TITRE II

COMMERCE DE TABACS EN FEUILLES

Art. 18. — Les communes ne pourront ouvrir sur leur territoire un marché aux tabacs, qu'après y avoir été autorisées par un arrêté préfectoral fixant la durée pendant laquelle ce marché sera mis à la disposition des planteurs et négociants, ainsi que les jours et heures d'ouverture. Elles devront fournir un emplacement clos comportant d'une part, des locaux clos et couverts à usage de magasins provisoires et d'autre part, un bureau avec tables et chaises pour les employés, ainsi que des instruments de pesage et poids nécessaires pour la pesée des tabacs. — Toutefois, les communes possédant actuellement des marchés seront dispensées de l'autorisation préalable, mais à condition de se conformer aux autres prescriptions ci-dessus fixées. — La date d'ouverture des marchés ne pourra être antérieure au 15 août. — Les noms des négociants de tabacs en feuilles et fabricants de tabacs seront affichés dans les marchés.

Art. 19. — Les tabacs en feuilles seront vendus au poids net. La tare des enveloppes et liens sera prise au vrai ou déterminée par expériences faites sur un certain nombre de balles.

Art. 20. — Nul ne pourra se livrer au commerce du tabac en feuilles s'il n'est patenté, et s'il n'a fait, quinze jours au moins avant tout acte relatif à ce commerce une déclaration écrite à la recette des contributions diverses de la circonscription dont fait partie son domicile. — Cette déclaration énoncera : — 1° Les nom, prénoms et domicile du négociant ; — 2° Les numéro et date de sa patente ; — 3° La situation et la description des locaux devant servir d'entrepôts. — La patente sera présentée à l'appui de cette déclaration dont il sera délivré un récépissé que le négociant devra représenter aux planteurs et au service pour justifier de la légitimité de ses offres d'achat et de la validité des transactions consenties avec lui. — Le négociant devra présenter une caution solvable, agréée par l'administration, et qui s'engagera, conjointement et solidairement avec lui, à payer les droits constatés à sa charge.

Art. 21. — Les tabacs en feuilles d'Algérie pourront être admis dans les entrepôts de négociants sans avoir été préalablement emballés. Les tabacs

en feuilles importés ne pourront, au contraire, y être déposés qu'en balles, boucauts, tonneaux, caisses ou autres emballages en usage dans le commerce. — Les tabacs d'Algérie sans emballage seront conservés en masses munies d'une planchette indicative de leur poids. — Les tabacs en feuilles emballés seront séparés par espèce dans les magasins ; ils y seront arrimés, de telle sorte que le service puisse en effectuer le recensement sans difficulté. Chaque colis devra porter, sur une même face, en caractères apparents, la marque et le nom du négociant, l'indication de l'année d'entrée au magasin, celle de la provenance, un numéro d'ordre, la désignation du poids brut, de la tare et du poids net. Il est interdit d'altérer la composition et l'état des tabacs composant ces colis. Les négociants ne pourront en modifier l'emballage sans autorisation écrite de l'administration ; ils devront les arrimer de façon à laisser lisibles les marques et à faciliter les recensements. Lors de ces opérations, ils feront la déclaration des restes par masses pour les tabacs d'Algérie non emballés et par colis pour les tabacs emballés.

Art. 22. — Il est accordé aux négociants de tabacs en feuilles pour déchets de magasin des tabacs en entrepôt : — *a)* Pour les tabacs en feuilles d'Algérie non emballés provenant de la dernière récolte, 15 p. 100 pendant l'ensemble du mois d'août, septembre, octobre et novembre, et 5 p. 100 par an après cette période. — *b)* Pour les tabacs en feuilles emballés, 5 p. 100 par an. — Ces déductions seront calculées proportionnellement à la durée du séjour des tabacs en entrepôt.

Art. 23. — Un compte d'entrée et de sortie sera tenu chez les négociants de tabacs en feuilles. — Ce compte sera débité : — 1° Des quantités reconnues par premier inventaire ou restant à la précédente clôture du compte et formant la reprise ; — 2° De celles reçues en vertu d'acquits-à-caution ; — 3° Des excédents constatés lors des inventaires. — Il sera crédité : — 1° Des quantités expédiées par acquits-à-caution ; — 2° De celles admises en décharge dans les conditions prévues par l'art. 62 du présent décret ; — 3° Des manquants constatés lors des inventaires. — Les manquants qui apparaîtront au compte des négociants de tabacs en feuilles, défalcation faite des déductions prévues à l'art. 22, seront soumis au droit de consommation d'après le tarif de la deuxième catégorie. Les excédents constatés aux mêmes comptes seront ajoutés aux entrées. En outre, lorsque ces excédents dépasseront 5 p. 100 des quantités ayant séjourné en magasin depuis le précédent inventaire, le surplus sera saisissable par procès-verbal.

TITRE III

FABRIQUES DE TABAC

Art. 24. — Nul ne pourra se livrer à la fabrication du tabac s'il n'est patenté et pourvu d'une licence spéciale à cette fabrication et s'il n'a fait, quinze jours au moins avant toute acte relatif au fonctionnement de la fabrique, une déclaration écrite à la recette des contributions diverses de la circonscription où se trouve l'établissement. Cette déclaration énoncera : — 1° Les noms, prénoms et domicile du fabricant ; — 2° Les numéros et dates de sa patente et de sa licence ; — 3° La situation et la description des locaux affectés à la fabrique ; — 4° Le nombre et le type de râpes, pilons, rouets, laminoirs, hachoir, torréfacteurs, sécheurs, machines à paqueter, machines à confectionner les cigares ou les cigarettes et autres appareils ou ustensiles propres à la fabrication des tabacs, ainsi que leur mode de fonctionnement ; — 5° Les types adoptés pour les boîtes, étuis, bourses et paquets, leur forme, leurs dimensions, la nature et le poids de tabac qu'ils contiendront, leur prix de vente aux consommateurs impôt compris ; — 6° Le régime de la fabrique, en ce qui concerne les jours et heures de travail ; — La patente et la licence

du fabricant seront présentées à l'appui de cette déclaration, dont il sera délivré un récépissé que le fabricant devra représenter aux planteurs et au service, pour justifier de la légitimité de ses offres d'achat et de la validité des transactions consenties avec lui — Les fabricants devront présenter une caution solvable, agréée par l'administration, et qui s'engagera conjointement et solidairement avec eux à payer les droits constatés à leur charge.

Art. 25. — Les boîtes, étuis, bourses ou paquets seront représentés par des types, dont il sera formé trois exemplaires scellés à la cire du cachet de l'administration et de celui du fabricant. Deux de ces exemplaires resteront sous la clef du service dans une armoire que le fabricant mettra à sa disposition. Chacun de ces types sera affecté d'un numéro d'ordre et sera décrit, sous ce numéro, dans une nomenclature spéciale à la fabrique.

Art. 26. — Chaque boîte, étui, bourse ou paquet devra porter imprimés, le nom et le domicile du fabricant, la marque de fabrique, le poids net du tabac et le prix de vente aux consommateurs impôt compris.

Art. 27. — Quelle que soit leur forme, les boîtes, étuis, bourses ou paquets devront être disposés de façon qu'ils puissent être efficacement revêtus et scellés des vignettes ou timbres de l'administration.

Art. 28. — Les poids normaux de tabac servant à l'application de la taxe, dont il est fait mention dans l'art. 4 de la décision des délégations financières ci-dessus visée, sont fixés au nombre de grammes ci-après pour chacune des trois catégories de tabacs fabriqués, savoir : 20, 25, 30, 35, 40, 50, 60, 80, 100, 150, 200 et 500 grammes. -- En raison de la valeur importante des frais de paquetage des cigarettes, les catégories seront déterminées pour ces produits en déduisant 2 fr. 60 du prix de vente aux consommateurs du kilogramme, lorsque ce prix dépassera 5 fr.

Art, 29. — Une nouvelle déclaration sera nécessaire pour toute modification dans la situation des locaux, dans le nombre ou le type des appareils et ustensiles de fabrication, dans les types des boîtes, étuis, bourses ou paquets, la nature et le poids de tabac qu'ils contiendront, le prix de vente aux consommateurs, ou dans le régime de la fabrique relativement aux jours et heures de travail.

Art. 30. — Le fabricant sera placé sous le régime de l'entrepôt à domicile. — Il sera soumis aux dispositions des art. 21 et 22 et à celles du paragraphe final de l'art. 23 en ce qui concerne les approvisionnements de tabacs en feuilles. — Le droit de consommation sera perçu à la sortie des fabriques ; il sera acquitté, au comptant, à la recette des contributions diverses de la circonscription, au vu d'un bordereau de vente conforme au modèle fourni par l'administration et rempli par le fabricant. — Le fabricant qui en fera la demande écrite à l'administration pourra, s'il est reconnu présenter les garanties de solvabilité nécessaires, être autorisé à ne payer les droits sur les sorties de tabacs fabriqués destinés à la consommation intérieure, que tous les quinze jours ou tous les mois. Les sommes dues seront acquittées en numéraire ou en obligations cautionnés souscrites dans les conditions déterminées por la loi du 15 février 1875. Dans ce cas, les ventes seront inscrites sur un registre à souche timbré, mis à la disposition du fabricant par l'administration, moyennant le payement du prix des timbres.

Art. 31. — L'apposition des vignettes prescrites par l'art. 3 de la décision des délégations financières susvisée aura lieu avant la sortie des fabriques ; elle sera faite par les soins et aux frais des fabricants, sous la surveillance de l'administration des contributions diverses qui remettra gratuitement les vignettes nécessaires dont il sera donné récépissé. — Nonobstant cette apposition, le fabricant conservera le crédit de l'impôt jusqu'à l'enlèvement des produits.

Art. 32. — Les fabricants seront admis à s'expédier de l'un à l'autre des tabacs fabriqués avec transfert du crédit du droit de consommation à la

charge du destinataire. Lorsqu'on procédera à ces envois de fabrique à fabrique, avec transfert du crédit du droit de consommation, ou lorsqu'il s'agira d'expéditions à destination de l'exportation, les tabacs fabriqués ne seront pas soumis à la formalité du timbre ou de la vignette ; ils pourront être expédiés même en vrac, mais ils devront être placés dans des colis fermant hermétiquement et plombés par l'administration.

Art. 33. — Les boîtes, étuis, bourses ou paquets revêtus de timbres ou vignettes devront être placés immédiatement dans un local spécial fermant à clef. Ils y seront disposés de manière que le recensement puisse en être opéré avec facilité. — Le fabricant sera tenu de placer, dans un compartiment distinct du même magasin ou dans un autre local fermant à clef, les boîtes, étuis, bourses ou paquets non revêtus de timbres ou de vignettes, qu'il se réservera d'exporter ou d'expédier à d'autres fabricants avec transfert du crédit de l'impôt. Si ces boîtes, étuis, bourses ou paquets sont l'objet d'un assemblage sous enveloppe, l'enveloppe portera la mention « sans timbre ».

Art. 34. — Lors des recensements, les déclarations des restes seront faites par destination et nature de produits, avec indication du nombre des boîtes, étuis, bourses ou paquets de chaque type en prix et évaluation de leur poids de tabac. Les fabricants déclareront également par espèces, types et prix les timbres et vignettes de chaque sorte en leur possession. La déclaration des matières en cours de fabrication, restant dans les ateliers au moment de ces opérations, sera faite en évaluant le poids de ces matières au taux normal d'humidité des tabacs en feuilles à l'état sec.

Art. 35. — Il est alloué aux fabricants pour la transformation des tabacs bruts, côtes, coupures, débris en tabac fabriqué, les poids ci-après de matières premières par 100 kilogr., poids net, de produit fabriqué, savoir :

DÉSIGNATION DES PRODUITS FABRIQUÉS	ALLOCATION en MATIÈRES PREMIÈRES par 100 kilogr. poids net, de produit fabriqué
	kilogr.
Rôles	100
Tabac haché mis en paquets	110
Cigarettes en paquets	
Cigares et Piccadura	115
Tabac à priser	90

Ces allocations s'appliquent au poids réel; elles font face, sans qu'il y ait lieu de les déterminer, à la déperdition d'humidité, ainsi qu'à la production des poussières, mais elles supposent, par contre, l'utilisation ou l'allocation en décharge, après destruction en présence du service, des côtes, coupures et débris, avec cette restriction que les débris auront, au préalable, été débarrassés des poussières par un tamisage au tamis à mailles carrées d'un millimètre de côté. Cette allocation en décharge ne deviendra définitive qu'après approbation par le gouverneur général. — Le poids des côtes, coupures et débris, dont on opérera la destruction, sera évalué à l'humidité normale des tabacs en feuilles à l'état sec.

Art. 36. — L'administration des contributions diverses pourra exiger : — 1° Que les jours et fenêtres donnant directement sur la voie publique ou sur les propriétés voisines soient garnies d'un treillis de fer à mailles de 3 centimètres au plus; — 2° Que la fabrique et ses dépendances n'aient qu'une entrée habituellement ouverte et que les autres soient scellées ou fermées à deux serrures, la clef de l'une d'elles étant aux mains des employés de

l'administration. — Toute communication intérieure entre le local ou les locaux composant les fabriques et entrepôts et les autres locaux de la même maison ou les maisons voisines occupées ou non par le fabricant est interdite et les fermetures doivent en être scellées.

Art. 37. — Un local convenable d'au moins 20 mètres carrés, devra être disposé par le fabricant, si l'administration en fait la demande, pour servir de bureau aux employés. — Ce local devra être pourvu de tables, de chaises, d'un poêle ou d'une cheminée et d'une armoire fermant à clef. — Le loyer en sera supporté par l'administration. Il sera fixé de gré à gré ou, à défaut de fixation amiable, réglé par le préfet.

Art. 38. — Quatre comptes seront tenus dans les fabriques : — *a)* Tabacs en feuilles et matières premières ; — *b)* Fabrication ; — *c)* Produits fabriqués ; — *d)* Vignettes.

a) Le compte des tabacs en feuilles et matières premières sera débité : — 1° Des quantités reconnues par premier inventaire ou restant à la précédente clôture du compte et formant la reprise ; — 2° De celles reçues en vertu d'acquits-à-caution ; — 3° Des excédents constatés lors des inventaires. — Il sera crédité : — 1° Des quantités livrées à la fabrication ; — 2° De celles expédiées par acquits-à-caution ; — 3° De celles admises en décharge dans les conditions prévues par l'art. 62 du présent décret ; — 4° Des manquants constatés lors des inventaires.

b) Le compte de fabrication sera débité : — 1° Des quantités reconnues par premier inventaire ou restant à la précédente clôture du compte et formant la reprise ; — 2° De celles livrées à la fabrication par l'entrepôt de la fabrique ; — 3° De celles venues du dehors en vertu d'acquits-à-caution ; — 4° Des excédents constatés lors des inventaires. — Il sera crédité : — 1° Des quantités fabriquées, mises en boîtes, étuis, bourses ou paquets, soit vignetées pour la vente à l'intérieur, soit déclarées pour l'exportation ou destinées à d'autres fabricants ; — 2° De celles allouées en décharge, soit après destruction opérée en présence du service, soit par accidents ou événements de force majeure, dans les conditions prévues par l'art. 62 du présent règlement. Lesdites allocations en décharge s'appliquent au poids des matières ramenées à l'humidité normale des tabacs en feuilles à l'état sec ; — 3° Des manquants constatés lors des inventaires.

c) Le compte des produits fabriqués sera débité : — 1° Des quantités reconnues par premier inventaire ou restant à la précédente clôture du compte et formant la reprise ; — 2° De celles fabriquées, mises en boîtes, étuis, bourses ou paquets, soit vignetées pour la vente à l'intérieur, soit déclarées pour l'exportation ou destinées à d'autres fabricants ; — 3° De celles venues du dehors en vertu d'acquits-à-caution ; — 4° Des excédents constatés lors des inventaires. — Il sera crédité : — 1° Des quantités vendues et sorties des fabriques après payement des droits ; — 2° De celles expédiées, avec acquits-à-caution, à l'exportation ou à des fabricants avec transfert du crédit de l'impôt ; — 3° De celles admises en décharge dans les conditions prévues par l'art. 62 du présent règlement ; — 4° Des manquants constatés lors des inventaires.

d) Le compte des vignettes sera débité : — 1° Des quantités en reste à la précédente clôture du compte et formant la reprise ; — 2° De celles livrées par l'administration. — Il sera crédité : — 1° Des quantités apposées sur les boîtes, étuis, bourses ou paquets de tabac sortis des fabriques après payement de l'impôt ; — 2° De celles allouées en décharge, soit après incinération en présence du service, soit après accidents de force majeure dans les conditions prévues par l'art. 62 du présent règlement ; — 3° Des manquants constatés lors des inventaires.

Art. 39. — Les manquants constatés aux comptes des tabacs seront soumis au droit de consommation, savoir : — 1° Pour les tabacs en feuilles et matières premières, après déduction des déchets prévus à l'art. 22, d'après le tarif

de la deuxième catégorie ; — 2° Pour les matières en cours de fabrication, d'après les tarifs de la première et de la deuxième catégorie proportionnellement aux quantités respectivement fabriquées dans l'une et l'autre de ces deux séries d'après le dernier inventaire. Toutefois, seront seuls considérés comme manquants en définitive ceux qui apparaitront après remplacement, au paragraphe 1er du crédit du compte de fabrication, des quantités fabriquées par les quantités allouées en vertu de l'art. 35 du présent règlement ; — 3° Pour les tabacs fabriqués, d'après le tarif de la catégorie à laquelle ils appartiennent ; — 4° Pour les vignettes, d'après le chiffre d'impôt qu'elles représentent.

Art. 40. — Les boîtes, étuis, bourses ou paquets, dont le poids net en tabac dépassera le poids pris pour base d'application de la taxe, d'une quantité supérieure à 8 p. 100 pour les cigares et de 5 p. 100 pour les autres sortes de produits fabriqués, seront saisissables par procès-verbal.

TITRE IV

DÉBITS DE TABAC

Art. 41. — Nul ne pourra tenir un débit de tabac s'il n'est patenté et pourvu d'une licence, et s'il n'a, dix jours au moins avant tout acte se rattachant à ce commerce, fait une déclaration écrite à la recette des contributions diverses de la circonscription dans laquelle est situé ce débit. — Cette déclaration énoncera : — 1° Les nom, prénoms et domicile du débitant ; — 2° Les numéros et dates de sa patente et de sa licence ; — 3° La situation et la description des locaux affectés au débit. — La patente et la licence seront présentées à l'appui de la déclaration dont il sera donné récépissé.

Art. 42. — Les débitants ne pourront s'approvisionner que chez les fabricants exercés ou à l'importation ; ils seront tenus de remettre aux employés les laissez-passer afférents aux tabacs qu'ils auront reçus des fabricants ou des importateurs. — Ils ne pourront détenir, mettre en vente ou vendre des tabacs qu'en boîtes, étuis, bourses ou paquets dûment vignetés ou timbrés.

Art. 43. — Les débitants devront ranger par types et prix les tabacs fabriqués. — Par dérogation aux prescriptions de l'art. 3 de la décision susvisée des délégations financières, les cigares appartenant à la troisième catégorie pourront être retirés des enveloppes d'origine jusqu'à concurrence de cinquante cigares par sorte, lesquels seront immédiatement placés dans des casiers distincts portant en chiffres apparents, peints à l'huile, l'indication du prix de vente du cigare. Les enveloppes dans lesquelles ces produits étaient enfermés devront être conservées jusqu'à épuisement de leur contenu.

Art. 44. — Lors des inventaires les débitants feront la déclaration des tabacs fabriqués par nature de produits et par types et prix, avec indication du nombre des boîtes, étuis, bourses ou paquets de chaque type et évaluation de leur poids de tabac.

Art. 45. — L'administration des contributions diverses leur remettra un carnet, qui restera toujours dans le débit et qui sera représenté à toute réquisition du service. — Les employés enregistreront sur ce carnet les laissez-passer dont il est fait mention à l'art. 42 et établiront la situation du débit.

Art. 46. — Lorsque l'exercice chez un débitant aura fait ressortir un excédent et qu'il ne sera pas établi qu'il provient d'un laissez-passer adiré, cet excédent sera saisissable par procès-verbal.

Art. 47. — Les colporteurs de tabac seront assimilés aux débitants ; ils devront être munis d'une licence.

Art. 48. — Il est interdit de vendre les tabacs fabriqués à un prix supérieur à celui qui est marqué sur les boîtes, étuis, bourses ou paquets.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 49. — Nul ne pourra détenir du tabac en feuilles, s'il n'est planteur, négociant en tabac brut ou fabricant de tabac. — Hormis les fabricants et sous réserve des facilités accordées aux débitants pour la vente des cigares à l'unité, nul ne pourra détenir plus d'un kilogramme de tabac fabriqué, qui ne soit en paquet scellé sous vignettes ou timbres du gouvernement général de l'Algérie. — Nul, s'il n'est fabricant, ne pourra posséder des appareils ou ustensiles propres à la fabrication du tabac.

Art. 50. — A l'extérieur de tout bâtiment principal affecté au commerce des tabacs en feuilles, à la fabrication ou au débit des tabacs fabriqués, les mots : entrepôt, fabrique ou débit de tabac, doivent être inscrits en caractères apparents.

Art. 51. — Les entrepositaires de tabacs en feuilles et les fabricants seront tenus d'inscrire, sans blancs, ratures ni surcharges sur des registres que l'administration mettra gratuitement à leur disposition, et au moment même où ils y procèderont toutes les opérations d'entrée et de sortie devant donner lieu à une prise en charge ou à une décharge à l'un des comptes prévus ci-dessus.

Art. 52. — Chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par l'administration, les fabricants devront notamment inscrire sur ces registres les quantités de feuilles mises en œuvre d'une part, et, d'autre part, les quantités fabriquées et mises en boîtes, étuis, bourses ou paquets, les vignettes et timbres livrés à la fabrication, les vignettes et timbres apposés sur les paquets.— Toutefois, lorsque les employés se présenteront pour opérer leurs inventaires, les fabricants devront faire les inscriptions prévues au paragraphe précédent aussitôt qu'ils en seront requis.

Art. 53. — Les comptes d'entrepôt des tabacs en feuilles et ceux des tabacs fabriqués, ainsi que ceux des vignettes et timbres pourront être arrêtés, à toute époque de l'année, par les agents chargés de l'exercice. — Ces mêmes comptes seront définitivement clos, balancés et réglés tous les ans: — 1° Chez les planteurs, du 1er au 15 mai ; — 2° Chez les commerçants de tabacs en feuilles et les fabricants de tabacs, du 1er au 31 juillet. — Les quantités restant en entrepôt aux inventaires de clôture seront reportées à nouveau.

Art. 54. — En raison de la distinction des taux de déchets alloués pour les feuilles d'Algérie, suivant qu'elles sont ou non emballés, il sera créée une subdivision spéciale du compte pour les tabacs de cette provenance. — Pour l'application des deux taux de déchet applicables aux tabacs en feuilles d'Algérie, suivant qu'ils sont ou non emballés, l'administration mettra à la disposition des entrepositaires un registre spécial sur lequel ils constateront les mouvements d'entrée et de sortie des tabacs en feuilles de cette provenance sous l'un et l'autre de ces deux conditionnements, ainsi que la transformation intérieure des tabacs non emballés en tabacs emballés. — Dans le cas où les entrepositaires ne tiendraient pas régulièrement le registre spécial prévu au paragraphe précédent, on totaliserait, en fin de campagne ou au moment de la clôture des comptes, d'une part, les restes en tabacs en feuilles d'Algérie non emballés, et, d'autre part, ceux en tabacs en feuilles d'Algérie emballés, constatés, les uns et les autres, à chacun des recensements effectués depuis la reprise annuelle ou depuis l'ouverture des comptes. — Le produit des quantités par la durée du séjour en entrepôt, exprimé en fraction d'année, tel qu'il résulte des calculs préparatoires opérés sur les registres de l'administration, serait alors partagé proportionnellement à ces deux totaux, et c'est à chacun des deux résultats ainsi obtenus qu'il serait fait respective-

ment application du taux de 15 p. 100 pour les tabacs non emballés et de celui de 5 p 100 pour les tabacs emballés.

Art. 55. — Les manquants sur les tabacs en feuilles d'Algérie ne seront réglés qu'au moment des arrêtés de fin d'année ou de campagne, c'est-à-dire du 1er au 15 mai pour les planteurs et du 1er au 31 juillet pour les autres entrepositaires, ou en cas de clôture des comptes. — Toutefois, si en dehors des périodes ainsi déterminées, les manquants constatés dépassaient la déduction calculée d'après le taux le plus favorable aux entrepositaires, c'est-à-dire le taux de 15 p. 100, le surplus de ces manquants deviendrait immédiatement et définitivement imposable.

Art. 56. — Les produits fabriqués ne seront admis à l'importation, à destination des fabriques et des débits, qu'en boites, étuis, bourses ou paquets portant, en caractères imprimés et bien apparents, le nom et l'adresse de l'importateur, le poids net de tabac contenu dans ces récipients, leur prix de vente aux consommateurs et l'indication du pays d'origine. — A défaut de ces indications, le droit de consommation sera perçu d'après le tarif de la première catégorie définie à l'art. 1er de la décision des délégations financières sus-visée. Les produits fabriqués, importés sans destination de mise en vente dans les débits, seront, nonobstant toute indication de prix, soumis au droit de consommation d'après le tarif de la première catégorie. — L'apposition des timbres et vignettes aura lieu au moment de l'importation ; elle sera faite par les soins et aux frais des importateurs, sous la surveillance de l'administration qui remettra gratuitement les timbres et vignettes dont il lui sera donné récipissé. — Par dérogation aux prescriptions ci-dessus, les tabacs fabriqués importés à destination des fabriques et entrepôts pourront y être introduits avec crédit du droit de consommation et sans être revêtus de timbres ou vignettes ; ils pourront être transportés même en vrac ; ils seront placés dans des colis fermant hermétiquement et scellés du plomb de l'administration.

Art. 57. — Des résidus de tabac pourront être employés pour l'agriculture et pour la destruction des insectes, en exemption du droit de consommation. Cette exemption sera accordée sur la production de certificats délivrés par les maires attestant l'identité du demandeur et la nécessité où il se trouve de faire usage de résidus de tabac.

Art. 58. — Un service spécial sera chargé d'exercer les planteurs et de les guider de ses conseils, en vue des améliorations à réaliser dans la culture. Il aura en outre, dans ses attributions, le contrôle technique des fabriques, limité aux questions qui intéressent directement l'application des droits. Ce contrôle portera notamment sur les taux de déchet qui ressortiront de la pratique des fabriques, sur la détermination des taux d'humidité admis dans la conversion au poids sec des matières en cours de fabrication ou détruites, sur les matières étrangères qui seraient présentées en décharge au lieu et place de tabac. Il formulera son avis sur les demandes d'allocation en décharge soumises au gouverneur général ; il effectuera les essais et analyses nécessaires. Il sera désigné sous le nom de : Service de culture et du contrôle technique des fabriques de tabac. — L'exercice proprement dit des négociants en tabac brut, des fabricants et des débitants de tabac, sera assuré par le service des contributions diverses.

Art. 59. — Les registres que l'administration mettra à la disposition des assujettis seront cotés et paraphés par le directeur du service chargé de l'exercice. Ils devront être représentés aux employés à toute réquisition et seront rendus à l'administration dès leur épuisement, ou en fin de campagne ou d'année après les inventaires, ou en cas de cessation de commerce ou d'industrie.

Art. 60. — Les entrepositaires de tabacs en feuilles, planteurs, commerçants et fabricants devront immédiatement aviser l'administration de la

cessation de leur commerce ou fabrication. Ils seront alors tenus d'expédier les tabacs en feuilles restant dans leurs entrepôts soit à d'autres entrepositaires, soit dans les magasins de l'État, soit à l'exportation. — Les fabricants seront en outre tenus d'expédier à d'autres fabricants les matières en cours de fabrication et les produits fabriqués restant en leur possession. Ils ne seront déchargés de l'exercice qu'après épuisement de la totalité de leurs approvisionnements.

Art. 61. — Les employés sont autorisés à pénétrer sur les plantations, dans les séchoirs des planteurs, dans les entrepôts de tabacs en feuilles, dans les ateliers et magasins des fabricants, à toute heure du jour depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, à l'effet d'y faire toutes les vérifications et recensements nécessaires, dans l'intérêt de l'impôt. Ils peuvent également s'introduire dans les fabriques de tabac, pour y exercer leur surveillance, après le coucher du soleil, pendant les heures de fonctionnement indiquées dans les déclarations des fabricants. – Les débits de tabac sont soumis aux visites des employés pendant le temps que le public peut y pénétrer. — Les vérifications des employés ne peuvent être entravées par aucun obstacle résultant du fait des planteurs, entrepositaires, fabricants ou débitants. Les uns et les autres devront toujours être en mesure, soit par eux-mêmes, soit par leurs préposés, s'ils sont absents, de déférer immédiatement aux réquisitions du service. Ces assujettis sont tenus de faciliter aux agents de l'administration l'accomplissement de leurs obligations, de leur fournir la main-d'œuvre, ainsi que les instruments de pesage et poids nécessaires pour contrôler leurs déclarations. Ils peuvent s'opposer au prélèvement d'échantillons.

Art. 62. — Le gouverneur général pourra, sur rapport de l'administration, accorder décharge des tabacs en feuilles ou fabriqués et matières en cours de fabrication, placés en entrepôt ou transportés sous le lien de l'acquit-à-caution, lorsqu'ils auront été détruits par accident ou événement de force majeure.

TITRE VI

TRANSPORT

Art. 63. — Les tabacs en feuilles ne pourront circuler en Algérie qu'accompagnés d'acquits-à-caution, garantissant, en cas de non décharge, la perception, sur les quantités y énoncées, du double droit afférent à la deuxième catégorie définie à l'art. 1er de la décision susvisée des délégations financières.— Les tabacs transportés directement de la plantation au séchoir et du séchoir au magasin du planteur, ne seront pas soumis à cette formalité.

Art. 64. — Les tabacs fabriqués et les matières en cours de fabrication admis à circuler, avec transfert du crédit du droit de consommation, soit de la douane aux fabriques et entrepôts, soit de fabrique à fabrique, dans les conditions prescrites par les art. 32 et 56 du présent règlement, seront accompagnés d'acquits-à-caution garantissant, en cas de non-décharge, la perception, sur les quantités y énoncées, du double droit droit afférent à la première catégorie définie à l'art. 1er de la décision susvisée des délégations financières.

Art. 65. — Les tabacs fabriqués importés ayant acquitté l'impôt ne pourront sortir de la douane qu'avec un laissez-passer quittance de l'administration. — Les tabacs fabriqués enlevés des fabriques à destination des débits devront être également accompagnés d'un laissez-passer de l'administration.

Art. 66. — La délivrance des acquits-à-caution et des laissez-passer donnera lieu à la perception du droit de timbre de 10 centimes. — Toutes les fois que le plombage des colis sera obligatoire, les fabricants ou importateurs fourniront les cordes ou liens nécessaires et les feront placer à leurs

frais. Les plombs seront fournis et apposés par l'administration qui percevra 10 centimes par plomb à titre de remboursement des frais de l'opération.

Art. 67. — Les acquits-à-caution et autres titres de mouvement délivrés pour accompagner les tabacs en feuilles ou fabriqués indiqueront, tant à la souche qu'à l'ampliation, le nombre et l'espèce des colis transportés, ainsi que leur marque et leur numéro d'expédition, le nombre et le type des boîtes étuis, bourses ou paquets qu'ils renferment, le poids net de tabac par catégorie, les lieux d'enlèvement et de destination, les nom, prénoms, demeure et profession des expéditeurs et destinataires, ainsi que des voituriers, le jour et l'heure de l'enlèvement, le mode et le délai de transport, l'itinéraire à suivre. Les voituriers, transporteurs et conducteurs sont tenus d'exhiber immédiatement les tabacs expédiés et les acquits-à-caution ou autres titres de mouvement qui les accompagnent, à toute réquisition des employés. — L'indication du poids ne sera pas exigée sur les acquit-à-caution accompagnant les tabacs en feuilles à la sortie des magasins des planteurs n'ayant pas qualité de négociants de tabacs en feuilles ou de fabricants. — Les planteurs visés au paragraphe précédent qui n'indiqueront pas le poids de leurs envois devront mettre les tabacs expédiés en ballots d'un même nombre de manoques, sauf le ballot d'appoint, et composer les manoques d'un nombre uniforme de feuilles. — Mention des nombres de ballots, de manoques par ballot et de feuilles par manoque sera portée sur les acquits-à-caution qui devront être complétés, sous le rapport du poids, au moment du déchargement. — Chaque caisse servant au transport des tabacs devra porter l'indication du nom de l'expéditeur, du lieu de départ et de destination, ainsi que du numéro d'expédition. — Les art. 19 et 20 du décret du 13 août 1900 sont applicables à la circulation en matière de tabacs.

Art. 68. — En dehors du cas prévu au paragraphe 3 de l'art. 12 du présent règlement, les enlèvements de tabac des entrepôts ou des fabriques par acquits-à-caution devront être déclarés vingt-quatre heures d'avance au bureau désigné par l'administration. — Les registres des déclarations remis aux commerçants et fabricants pourront leur être retirés dans tous les cas où un fait d inscription inexacte ou un défaut d'inscription sera constaté à leur charge. Ces commerçants ou fabricants devront faire toutes leurs déclarations au bureau de recettes des contributions diverses.

Art. 69. — Les entrepositaires ou fabricants de tabac ne pourront disposer des tabacs reçus sous le lien de l'acquit-à caution qu'après reconnaissance des chargements par les employés de l'administration. Toutefois, si cette reconnaissance n'a pas eu lieu dans les vingt-quatre heures après qu'ils auront, à la recette des contributions diverses de leur circonscription, déclaré l'arrivée de ces tabacs, ils pourront disposer librement de leurs produits.

Art. 70. — Les acquits-à caution relatifs à des envois à l'intérieur ne pourront être déchargés qu'après prise en charge des tabacs y énoncés aux comptes des destinataires. — Les acquits-à-caution d'exportation seront déchargés au vu du certificat de sortie délivré par le service des douanes. — Ceux ayant accompagné des tabacs en feuilles dans les magasins de l'Etat seront déchargés au vu des certificats d'arrivée à destination délivrés par les entreposeurs de ces établissements.

Art. 71. — Les soumissionnaires et leurs cautions sont tenus de représenter les certificats de décharge des acquits-à-caution dans les deux mois qui suivent l'expiration du délai fixé pour le transport. — Si le certificat d'un acquit-à-caution n'est pas représenté, l'action de l'administration des contributions diverses doit être introduite, sous peine de déchéance, dans les six mois qui suivent l'expiration de ce même délai. — Dans tous les cas, le délai de transport sera prolongé de tout le temps pendant lequel le transport du chargement aura été interrompu dans les conditions prévues par le paragraphe final de l'art. 67 du présent règlement.

TITRE VII

CONTENTIEUX. — PÉNALITÉS

Art. 72. — A défaut du payement des droits, il sera décerné, contre les redevables, des contraintes qui seront exécutoires nonobstant opposition et sans y préjudicier. — Ces contraintes seront décernées par les receveurs des contributions diverses, visées et déclarées exécutoires par le juge de paix du canton où le bureau de recette est établi. Elles pourront être signifiées par les employés. — Le recouvrement des droits est effectué à la requête du gouverneur général de l'Algérie, poursuites et diligences du directeur des contributions diverses du département. — En cas de constestation sur le fond des droits, il sera procédé, conformément aux règles tracées par les art. 65 de la loi du 22 frimaire an VII, 88 de la loi du 5 ventôse an XII, 45 du décret du 1er germinal an XIII et 239 de la loi du 28 avril 1816.

Art. 73. — Les employés du service de culture, ceux des contributions diverses, ceux de la douane et de l'octroi de mer, pourront verbaliser dans les cas de contravention relative à l'impôt du tabac. Tous les autres agents de l'administration financière, ceux du service des ponts et chaussées, de la navigation et des chemins de fer, les agents forestiers, les gendarmes, les gardes-champêtres et généralement tout employé assermenté, pourront verbaliser dans le cas de contravention relative à la plantation, à la circulation, au colportage et à la vente des tabacs.

Art. 74. — Les dispositions des art. 222, 223, 224 et 225 de la loi du 28 avril 1816, relatives à l'arrestation et à la détention des contrevenants, sont applicables en matière d'impôt sur le tabac. — Les art. 238 et 245 de la même loi sont promulgués en Algérie.

Art. 75. — Les contraventions aux dispositions du présent décret seront constatées par des procès-verbaux à la requête du gouverneur général de l'Algérie, poursuites et diligences du directeur de la culture et du contrôle technique des fabriques, en ce qui concerne les contraventions relevées à la charge des planteurs, poursuites et diligences du directeur des contributions diverses dans les autres cas. — Les règles du contentieux de l'octroi de mer et du droit de consommation sur les alcools sont applicables à ces procès-verbaux. — Toutefois, l'assignation à fin de condamnation sera donnée dans les six mois au plus tard de la date du procès-verbal, à peine de déchéance. Elle pourra être donnée par les employés. — Lorsque les prévenus de contravention seront en état d'arrestation, l'assignation devra être donnée dans le délai d'un mois à partir de l'arrestation, à peine de déchéance.

Art. 76. — Les art. 2, 3 et 4 du décret du 29 janvier 1898 concernant le droit de transaction et le mode de répartition des amendes en matière de droits sur les alcools sont applicables en ce qui concerne la taxe spéciale de reconnaissance et le droit de consommation sur les tabacs. Toutefois la compétence dévolue par l'art. 4 précité au directeur des contributions diverses est attribuée au directeur de la culture et du contrôle techniques des fabriques, en ce qui concerne les procès-verbaux rapportés contre les planteurs.

Art. 77. — Les contraventions au présent décret seront punies des pénalités ci-après : — 1° Plantation de tabac sans déclaration, sur un terrain ouvert, ou défaut de destruction des semis ou des tiges et souches sur un terrain ouvert : — Amende de 50 centimes par pied de tabac avec un maximum de 1.500 fr. — 2° Plantation de tabac sans déclaration sur un terrain clos de murs, ou défaut de destruction des semis ou des tiges et souches sur un terrain clos de murs : — Amende de 1 fr. 50 par pied avec un maximum de 3.000 fr. — Les tabacs plantés en contravention dans les deux cas spécifiés ci-dessus, les semis et les tiges et souches conservés sont détruits aux frais du planteur, en présence du service, sur l'ordre du sous-préfet. — 3° Planta.

tion d'un nombre de pieds de tabac excédant de plus de 10 p. 100 les quantités déclarées : — Amende de 25 centimes par pied de tabac planté en sus du nombre de pieds déclarés, avec maximum à 1.500 fr. — 4° Circulation à l'intérieur de tabacs non accompagnés d'acquits-à-caution ou de laissez-passer de l'administration, à l'exception du transport direct des tabacs verts, depuis la plantation jusqu'au séchoir et magasin du planteur : — Saisie et confiscation des tabacs ainsi que des chevaux, voitures, bateaux et autres objets servant au transport. Le contrevenant sera puni, en outre, d'une amende de 20 fr. par kilogramme, qui ne pourra être inférieure à 200 fr., ni supérieure à 2.000 fr. — 5° Possession à domicile de tabacs dans des conditions autres celles autorisées par le présent règlement : — Confiscation des tabacs et amende de 20 fr. par kilogramme de tabac saisi, sans qu'elle puisse être inférieure à 200 fr., ni supérieure à 6.000 fr. — 6° Emploi de vignettes fausses ou ayant déjà servi ; vente de tabacs revêtus de ces vignettes : — Confiscation des paquets frauduleux, amende de 20 fr. par kilogramme qui ne pourra être inférieure à 2.000 fr. ni supérieure à 6.000 fr. ; emprisonnement d'un mois à six mois, sans préjudice des peines édictées par les art. 142 et 143 du code pénal. — 7° Détention d'ustensiles de fabrication par une personne n'ayant pas fait la déclaration de fabricant : — Saisie et confiscation dés ustensiles, amende de 100 à 1.000 fr. — 8° Détention simultanée d'appareils ou ustensiles de fabrication et de tabacs en feuilles ou en cours de fabrication quelle qu'en soit la quantité, ou de plus de 1 kilogramme de tabac fabriqué, non revêtus des vignettes ou timbres du gouvernement général de l'Algérie : — Confiscation des appareils ou ustensiles, amende de 20 fr. par kilogramme, qui ne pourra être inférieure à 2.000 fr., ni supérieure à 6.000 fr. Emprisonnement de six jours à six mois. — 9° Détention, mise en vente ou vente par les débitants, de tabacs non renfermés dans des boites, étuis, bourses ou paquets non revêtus des vignettes ou timbres du gouvernement général de l'Algérie, et, en général, toute vente à domicile ou colportage : — Confiscation des tabacs et des ustensiles servant à la fraude et, en cas de colportage, confiscation des moyens de transport ; amende de 20 fr. par kilogr., qui ne pourra être inférieure à 600 fr. ni supérieure à 6.000 fr. Emprisonnement de six jours à six mois. — 10° Les fausses déclarations, le refus d'exercice et les contraventions autres que celles spécifiées dans le présent article, seront punies d'une amende de 500 à 5.000 fr., indépendamment de la confiscation des tabacs trouvés en fraude, des ustensiles, des emballages et des moyens de transport en cas de circulation. — Dans tous les cas, les droits fraudés seront exigibles. — En cas de récidive pour toute contravention, les amendes seront doublées. — Les mêmes peines sont applicables à toute personne convaincue d'avoir facilité la fraude ou procuré sciemment les moyens de la commettre.

TITRE VIII

DISPOSITIONS PROVISOIRES

Art. 78. — Lors des inventaires prévus par l'art. 5 de la décision susvisée des délégations financières, les fabricants et débitants de tabac devront mettre en boîtes, étuis, bourses ou paquets réglementaires, les tabacs trouvés en leur possession ; ils recevront en temps utile le nombre de timbres ou vignettes nécessaires au scellement de ces produits. — L'apposition de ces timbres ou vignettes devra être faite par eux immédiatement et sans désemparer. Postérieurement à la visite des employés, les débitants de tabacs ne pourront recevoir, mettre en vente ou conserver dans leurs magasins des tabacs autrement qu'en boîtes, étuis, bourses ou paquets réglementaires, dûment timbrés.

TITRE IX

Art. 79. — Il sera pourvu aux mesures d'exécution non prévues par le présent règlement, par des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, pris en conseil de gouvernement.

5 décembre 1906. — Décret portant modifications au décret du 30 avril 1897, relatif à la réorganisation du corps des équipages de la flotte (1).

Art. 1er. — 1° Les art. 4, 6, 7, 17, 19, 29, 30, 31, 38, 139, 140, 142, 143, 147, 179, 180, 181, 182, 205, 251, 253, 254, 255, 256, 257, 261, 263, 286, 297, 298, 300, 334, 337, 339, 340, 341 et 369 du décret du 30 avril 1897 sont supprimés et remplacés par les suivants.....

« *Art. 340.* — 1. Les matelots et les apprentis marins, à terre ou embarqués, qui se trouvent dans l'un des cas prévus au paragraphe 1er de l'art. 339 ci-dessus peuvent être envoyés aux compagnies de discipline. Toutefois, cet envoi ne doit être demandé, sauf circonstances absolument exceptionnelles, qu'à l'égard de l'homme qui, comptant au moins six mois de services, a déjà encouru toutes les sévérités du pouvoir disciplinaire.

» 2. La décision est prise par le ministre, après avis du conseil de discipline.

» *Art. 341.* — 1. Les matelots, les apprentis marins provenant de l'inscription maritime, de l'engagement volontaire ou du recrutement, ne sont envoyés aux compagnies de discipline que s'il leur reste au moins six mois à faire avant d'atteindre les époques de leur envoi dans la position de disponibilité, de la fin de leur engagement ou de leur passage dans la réserve de l'armée de mer.

» 2. Les marins qui sont envoyés aux compagnies de discipline ne doivent pas y être retenus au delà du temps qu'ils ont à faire pour compléter la période de service soit volontaire, soit obligatoire à laquelle ils sont astreints. Pour les inscrits maritimes, cette période est celle de cinq ans prévue par l'art. 28 de la loi du 24 décembre 1896.

» 3. Les marins qui sont envoyés à la compagnie de discipline reçoivent la même solde et portent le même uniforme que les disciplinaires provenant des troupes métropolitaines et coloniales. »

7 décembre 1906. — Décret du bey modifiant l'art. 3 du décret du 5 août 1899 (2), conférant la personnalité civile à l'école coloniale d'agriculture et au jardin d'essais de Tunis. (*J. O. T.*, 15 décembre 1906, p. 1071).

7 décembre 1906. — Décret du bey réglementant la profession de guide.

---

(1) Voy. le texte complet du décret, avec le rapport qui le précède, *J. O.* 8 décembre 1906, p. 8139.

(2) P. Zeys, v° Agriculture, n° 44 ; *Rec. Alg.*, 1899. 3. 111.

Art. 1er. — A l'avenir nul ne pourra exercer la profession de guide sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation de notre premier ministre.

Art. 2. — La demande d'autorisation sera faite sur papier timbré et devra indiquer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile du postulant. Elle sera accompagnée d'un extrait de son casier judiciaire et en outre, s'il est sujet tunisien, d'un certificat constatant qu'il n'a subi aucune condamnation de l'espèce mentionnée à l'art. 8 ci-après.

Art. 3. — Est réputé guide, toute personne faisant profession d'accompagner les touristes dans l'étendue du territoire tunisien, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'une agence de voyages.

Art. 4. — Sont soumis aux formalités prévues aux art. 1 et 2, les directeurs ou gérants d'agence de voyages installées en Tunisie en vue d'y fournir des guides aux touristes.

Art. 5. — Un délai de trente jours, à dater de la promulgation du présent décret, est accordé aux directeurs ou gérants d'agences de voyages, ainsi qu'aux guides exerçant actuellement cette profession pour se pourvoir de l'autorisation prévue à l'art. 1er.

Art. 6. — Tout directeur ou gérant d'agence de voyages devra tenir un registre destiné à recevoir l'inscription des noms des touristes et du guide qui les accompagne. Il mentionnera sur ce registre dûment coté et paraphé par l'autorité administrative, les noms, prénoms, âge, nationalité et domicile habituel des touristes et du guide et il représentera le dit registre à toute réquisition des agents de l'autorité.

Art. 7. — Tout guide autorisé devra être porteur d'un livret individuel sur lequel seront inscrits les noms et prénoms des touristes qu'il accompagne. Ce livret sera soumis au visa de l'autorité de police au départ et au retour du guide. Il devra en outre être présenté au visa de la même autorité dans les localités où il séjournera pendant une période excédant vingt-quatre heures.

Art. 8. — En aucun cas l'autorisation de tenir une agence de voyages ou d'exercer la profession de guide ne pourra être accordée : — 1° Aux individus condamnés pour crime de droit commun ; — 2° Aux individus condamnés à l'emprisonnement pour vol, recel, escroquerie, filouterie d'aliments, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, outrage aux mœurs, excitation de mineur à la débauche, tenue de maison de jeux de hasard, vagabondage et mendicité. — L'incapacité sera perpétuelle à l'égard de tous individus condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après l'expiration de leur peine à l'égard des condamnés pour délits, si pendant ces cinq années ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement.

Art. 9. — Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un directeur ou gérant d'agence de voyages ou contre un guide, entraîneront de plein droit et pendant le même délai, l'interdiction de tenir ou de gérer une agence de voyages ou d'exercer la profession de guide, à partir du jour où les condamnations seront devenus définitives.

Art. 10. — Tout individu condamné pour infraction aux art. 1 à 5 inclus du présent décret ne pourra obtenir l'autorisation prévue auxdits articles avant l'expiration d'un délai d'un an, ayant pour point de départ la date de l'expiration de la peine ou de la condamnation à l'amende.

Art. 11. — L'autorisation de tenir ou de gérer une agence de voyages ou d'exercer la profession de guide ne pourra être également accordée aux mineurs de 21 ans et aux interdits.

Art. 12. — Les infractions au présent décret seront déférées aux tribunaux français ou tunisiens, suivant les règles de leur compétence respective.

Art. 13. — Toute infraction aux dispositions des art. 1, 4, 5 ci-dessus sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, la peine pourra être élevée à deux mois et l'amende à 400 fr.

Art. 14. — Les infractions aux art. 6 et 7 seront punies d'une amende de 11 à 15 fr. et d'un emprisonnement de un à cinq jours ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive dans les douze mois précédents la peine d'emprisonnement pendant cinq jours sera toujours prononcée.

Art. 15. — Lorsque la condamnation à l'emprisonnement intervenue par application de l'article précédent sera devenue définitive, l'autorisation prévue par le présent décret sera retirée par arrêté de notre premier ministre.

Art. 16. — L'art. 463 du code pénal français est applicable aux infractions spécifiées par le présent décret.

8 décembre 1906. — Décret du bey portant révision du régime fiscal des droits intérieurs.

Vu les décrets des 29 janvier, 11 mars et 12 décembre 1895 (1), 30 décembre 1897 (2) et 2 juin 1904 (3) déterminant le régime fiscal intérieur de divers produits et marchandises et les formalités à l'introduction dans certaines villes de ces produits et marchandises ; — Vu les décrets des 1er septembre 1884 et 21 juillet 1896, déterminant le régime fiscal des chaux, ciments, briques et produits similaires (4) ; — Vu les décrets des 13 janvier 1885 (5), 13 août (6) et 25 octobre 1887, réglant l'assiette, la quotité et le mode de perception des droits exigibles sur les dattes et sur l'extraction du lagmi, et 8 octobre 1900, supprimant les droits sur la vente des dattes sur l'arbre (7) ; — Vu le décret précité du 13 août 1887 déterminant le régime fiscal des fruits secs et de divers produits, ailleurs qu'à Tunis et dans les villes énumérées au décret du 30 décembre 1897 ; — Vu le décret du 29 août 1891, déterminant le régime fiscal des poteries (8) ; — Vu le décret du 24 décembre 1893, réglant le mode de perception et le tarif des droits sur le bois à brûler et le charbon (9) ; — Vu le décret du 13 décembre 1894, déterminant le régime fiscal des peaux et laines (10) ; — Vu le décret du 2 mai 1895, déterminant le régime fiscal du plâtre indigène (11) ; — Vu le décret du 12 décembre 1895, déterminant le régime fiscal des pierres à bâtir et des matériaux de construction (12) ; — Vu le décret du 1er avril 1897, déterminant le régime fiscal de l'huile (13) ; — Vu les décrets des 17 juillet 1897 (14), 31 mai 1899 (15) et 16 juillet 1906 (16), déterminant le régime fiscal du poisson ; — Vu le

(1) P. Zeys, v° Fondouck el Ghalla, nos 641, 645 ; v° Légumes et fruits, n° 874.
(2) Id., v° Fondouck el Ghalla, n° 648 ; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 70.
(3) Id., *Suppl.* 1904, nos 2493-2494.
(4) Id., v° Chaux et briques, nos 214, 215, 216.
(5) Id., v° Mahsoulats, n° 884.
(6) Id., *eod.* v°, n° 885 ; *Rec. Alg.*, 1887. 3. 158.
(7) Id., *eod.* v°, n° 887 ; *Rec. Alg.*, 1900. 3. 127.
(8) Id., v° Poterie, n° 1468.
(9) Id., v° Bois et charbons, n° 146.
(10) Id., v° Peaux et laines, n° 1359.
(11) Id., v° Plâtre, n° 1385 ; *Rec. Alg.*. 1896. 3. 14.
(12) Id., v° Matériaux de construction, n° 892.
(13) Id., v° Huiles, n° 717 ; *Rec. Alg.* 1897. 3. 109.
(14) Id., v° Poisson, n° 1387 ; *Rec. Alg.* 1897. 3. 146.
(15) Id., *eod.* v°, n° 1389 ; *Rec. Alg.* 1899. 3. 81.
(16) *Rec. Alg.* 1906. 3. 266.

décret du 31 mai 1898, déterminant le régime fiscal des céréales, légumes secs et autres grains (1) ; — Vu le décret du 6 mai 1899, déterminant le régime fiscal du henné (2) ; — Vu le décret du 29 mai 1899, modifiant le régime fiscal du bétail et établissant un droit de consommation sur la viande (3) ; — Vu le décret du 11 octobre 1900, modifiant le régime fiscal de l'alfa et du diss (4) ; — Vu le décret du même jour, établissant un droit de consommation sur le beurre (5) ; — Vu les décrets des 13 mars 1862, 10 décembre 1872, 3 mars 1874, 20 septembre 1876, 10 mars 1878, 17 septembre 1880, 2 novembre 1880, 20 juin 1885 (6), 2 juin 1904 (7), 18 juillet 1905 (8) et 3 octobre 1906 (9), relatifs au régime fiscal des métaux précieux ; — Vu les décrets des 25 août 1876, 8 juillet 1891 (10), 3 juillet 1895 (11), 12 mai 1898 (12) et 18 mai 1899 (13), déterminant le régime fiscal du savon ; — Vu les décrets des 13 janvier 1885 et 29 février 1888 (14) établissant divers droits de patentes sur certaines industries ; — Vu les décrets des 29 janvier 1895 et 16 juillet 1900 (15), fixant le tarif des droits spéciaux exigibles au Fondouk El-Ghalla de Tunis ; — Vu le décret du 26 janvier 1899 déterminant les conditions du transit et de l'entrepôt de diverses catégories de marchandises dans les lieux sujets aux droits d'entrée (16) ; — Vu les décrets des 2 mai 1898 (17), 18 novembre 1903 (18), 9 juillet 1904 (19) et 29 juillet 1905 (20), déterminant le taux et le mode de perception des droits de consommation sur l'alcool el les produits alcooliques ; — Vu le décret précité du 2 mai 1898 établissant un droit de consommation sur le sucre ; — Vu le décret précité du 2 juin 1904 établissant un droit de consommation sur les explosifs ; — Vu les décrets des 26 juin 1861, 8 avril et 11 juin 1871, 14 avril 1873, 5 mars, 15 et 16 avril 1874, 3, 9, 24 et 31 décembre 1882, 17 novembre 1883, 28 février, 26 septembre et 3 octobre 1884, 28 septembre et 20 décembre 1887, ensemble les décrets qui règlent l'assiette, la quotité et le mode de perception des droits de mahsoulats et les usages qui ont modifié ces droits ; — Considérant que ceux des droits prévus par ces décrets qui sont assis sur la vente ne constituent plus un mode de perception en rapport avec les conditions économiques actuelles ; — Considérant qu'il y a lieu de supprimer toute entrave à la liberté des transactions,

---

(1) P. Zeys, v° Céréales, n° 200 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 139.
(2) Id., v° Henné, n° 715 ; *Rec. Alg.* 1999. 3. 110.
(3) Id., v° Animaux, n° 56 ; *Rec. Alg.* 1899. 3. 79.
(4) Id., v° Alfa et diss, n° 52 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 135.
(5) Id., v° Beurre, n° 121 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 134.
(6) Id., v° Bijouterie, n°s 122, 126, 129, 130, 131, 133, 134, 135.
(7) Id., *Suppl.* 1904, n° 2493.
(8) Id., *Suppl.* 1905, n° 2791 ; *Rec. Alg.* 1905. 3. 228.
(9) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 305.
(10) P. Zeys, v° Savon, n° 1544 ; *Rec. Alg.*, 1891. 3. 38.
(11) Ib., *eod.* v°, n° 1545 ; *Rec. Alg.*, 1896. 3, 31.
(12) Id., *eod.* v°, n° 1546 ; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 126.
(13) Id., *eod.* v°, n° 1547 ; *Rec. Alg.*, 1899. 3. 76.
(14) Id., v° Mahsoulats, n° 886 ; *Rec. Alg.*, 1888. 3. 35.
(15) Id., v° Fondouck el Ghalla, n° 651.
(16) Id., v° Entrepôts, n° 601 ; *Rec. Alg.*, 1899. 3. 44.
(17) Id. u° Alcool et sucres, n° 43 ; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 123.
(18) Id., *Suppl.* 1903, n° 2329 : *Rec. Alg.*, 1904. 3. 69.
(19) Id., *Suppl.* 1904, n° 2520.
(20) Id., *Suppl.* 1905, n° 2803 ; *Rec. Alg.*, 1905. 3. 248.

soit à l'intérieur des localités sujettes pour les produits ayant acquitté des droits à l'introduction dans ces mêmes localités, soit sur les marchés extérieurs à ces mêmes localités pour les produits qui y sont exposés en vente, et qu'il convient notamment de dégrever de tous droits de vente, d'entrée ou de consommation, autres que les droits de consommation sur l'alcool, sur le sucre, sur la viande, sur les peaux et sur les explosifs, les produits apportés sur ces derniers marchés ; — Considérant que le tarif de certains droits d'entrée n'est plus en rapport avec la valeur des produits qu'ils frappent, et qu'il y a lieu de les reviser dans un sens libéral ; — Considérant que la perception de certains droits ne se justifie plus et qu'il y a lieu de l'abandonner ; — Considérant qu'il convient de donner des facilités nouvelles au commerce en généralisant le régime de l'entrepôt en ce qui concerne les droits intérieurs ; — Considérant toutefois qu'il échet de parer aux conséquences financières des dégrèvements qu'entraînent ces réformes au moyen de la généralisation de tous les droits d'entrée aux localités de 500 habitants et plus, de l'assujettissement aux droits intérieurs de certaines catégories de produits et marchandises importés ayant des similaires dans la production locale et de la création d'une taxe générale de stationnement sur les marchés ; — Considérant enfin qu'il convient, dans l'intérêt commun des contribuables et des agents du Trésor, de présenter dans un tarif d'ensemble la nomenclature, le taux, l'assiette et les conditions de perception des divers droits intérieurs désormais applicables; — Sur le rapport de notre directeur des finances et la présentation de notre premier ministre;

Art. 1er. — Les droits de vente encore exigibles sur certains produits et denrées de consommation sont supprimés. — Sont également supprimés tous les droits, dits d'entrée, sur les marchés extérieurs aux localités d'une population de 500 habitants et au-dessus, et, d'une manière générale, en dehors du périmètre fiscal desdites localités.

Art. 2. — Les droits d'entrée sont dus à l'introduction dans les localités de 500 habitants et au-dessus, aux taux et dans les conditions indiquées dans le tarif annexé au présent décret (annexe n° 1, tableau A), ainsi que dans la colonne « observations » dudit tarif. — Les taux et les conditions d'exigibilité des droits de consommation, de circulation et de fabrication sont également indiqués au même tarif (tableau (B) (1). — La perception des droits intérieurs exigibles à l'entrée des localités sujettes est faite par les agents du service des contributions diverses, ou agents en faisant fonctions, sur les produits venant de l'intérieur et circulant par la voie de terre, et par le service des douanes sur les produits importés assujettis à des droits intérieurs et sur les produits d'origine locale voyageant en cabotage, ainsi que sur le poisson au débarquement.

Art. 3. — Les localités de 500 habitants et au-dessus, dont il est question à l'art. 2, sont énumérées au relevé annexé au présent décret (annexe n° 2) (1). — Des décrets ajoutent à ce relevé les localités dont la population, actuellement inférieure à 500 habitants, vient à atteindre ce chiffre. Le périmètre de perception des localités sujettes est déterminé par arrêtés du directeur des finances. — La même annexe n° 2 indique celles des localités sujettes où, indépendamment des points frontières, certains droits de consommation ou de circulation sont dus dans des cas prévus par la loi.

Art. 4. — Les droits intérieurs d'entrée, de consommation, de circulation, de stationnement, sont exigibles sur ceux des produits importés en Tunisie désignés au tarif annexé au présent décret, comme sur leurs similaires d'origine tunisienne et dans les conditions indiquées audit tarif. Sont réputés

---

(1) Voy. les tableaux annexes, *J. O. T.*, 12 décembre 1906, p. 1051 et s., — corrigés par de nombreux *errata*, *J. O. T.*, 15 décembre 1906, p. 1075.

produits d'origine tunisienne ceux prétendus étrangers, mais pour lesquels cette origine n'est pas dûment établie et justifiée.

Art. 5. — Les produits et marchandises autres que le bétail apportés tant sur les marchés intérieurs, non concédés aux communes, des localités sujettes que sur les marchés extérieurs aux mêmes localités, acquittent une taxe d'emplacement fixée à 0 fr. 10 cent. par mètre carré de surface occupée et par jour. — Cette taxe est exigible sur tous les produits et marchandises exposés en vente en dehors des boutiques ou emplacements des marchés loués, moyennant une redevance fixe, à la journée, à la semaine, au mois ou à l'année, que les produits et marchandises soient ou non assujettis à des droits d'entrée, de consommation, de circulation ou de fabrication. Elle est également exigible sur tout l'espace occupé par les tentes et étalages quelconques installés sur les marchés. Elle est perçue avec fractionnement d'un demi-mètre carré ; ce minimum est applicable à chaque vendeur offrant en vente sur les marchés des produits tenus à la main. — Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les céréales et légumes secs continuent à être assujettis à un droit de stationnement de 0 fr. 05 cent, par 100 kilogrammes et par jour. — Sur les marchés spéciaux, consacrés à la vente de l'alfa et du diss bruts, le droit de stationnement exigible sur les produits de l'espèce est réduit à 0 fr. 05 cent. par 100 kilogrammes. — Le droit de stationnement exigible sur le bétail est perçu par tête et par jour au tarif suivant : — Bœufs, vaches, taureaux, bouvillons, génisses, 0 fr. 25 cent. — Veaux, porcs, 0 fr. 20 cent. — Moutons, chèvres, agneaux, chevreaux, ânes, 0 fr. 10 cent. — Chameaux, 0 fr. 50 cent. — Chevaux, mulets, 0 fr. 40 cent. — Ces droits sont perçus, au marché de Tunis, au double tarif les jours autres que le lundi. — Les dispositions du deuxième alinéa de l'art. 5 du décret du 12 décembre 1895, relatives au stationnement et à la vente des fruits et légumes frais dans les boutiques et magasins situés dans le rayon d'un kilomètre autour des marchés, pour lesquels il était dû une taxe d'abonnement ne pouvant dépasser 1 fr. par semaine, sont abrogées. — Est maintenue l'interdiction de l'ouverture et de la tenue de marchés clandestins. Est réputée marché clandestin la réunion dans un lieu public d'acheteurs et de vendeurs. — Un tableau annexé au présent décret (annexe n° 3) contient le relevé des marchés reconnus avec l'indication de leurs jours de tenue (1).

Art. 6. — Le posage et le mesurage sur les marchés sont facultatifs pour les contribuables. Lorsqu'ils sont requis, ils donnent lieu : — Le pesage, à un droit de 0 fr. 05 cent. par quintal métrique, sans fractionnement ; — Le mesurage, à un droit de 0 fr. 10 cent. par hectolitre, sans fractionnement, exception faite pour le mesurage de l'huile, qui est taxé à raison de 0 fr. 25 cent. par hectolitre, avec fractionnement par double-décalitre. — Les produits vendus aux enchères sur les marchés publics sont passibles d'un droit de criée de 2 p. 100 du montant du prix d'adjudication.

Art. 7. — L'entrepôt fictif, qui est la faculté de recevoir à domicile et d'emmagasiner dans un lieu sujet, sans acquittement préalable des droits, des marchandises qui y sont assujetties et auxquelles le détenteur se réserve de donner une destination extérieure, est accordé pour les huiles végétales de toute espèce et les olives, les laines, le plâtre, la chaux, le ciment, les briques et produits similaires, les poteries autres que celles destinées à la construction, le fourrage, le bois, le charbon de bois et les dattes. Elle peut être étendue par arrêtés du directeur des finances à d'autres produits et marchandises. — Toute personne établie dans une localité sujette qui veut y recevoir chez elle ou dans ses magasins, des produits en entrepôt doit faire une demande, sur papier timbré, contenant l'engagement de payer à l'admi-

(1) Voy. note 1, p. 23.

nistration, à titre de remboursement des frais de surveillance, une redevance forfaitaire. — La demande n'est reçue que si le paiement des droits dont le crédit est demandé, celui des frais de surveillance et des pénalités éventuelles, ainsi que la décharge des passe-debout qui seront soumissionnés par le demandeur, sont garantis, soit par une caution solidaire et solvable, agréée par le receveur des contributions diverses de la circonscription, soit par le dépôt à titre de nantissement, entre les mains du receveur général des finances, de valeurs mobilières comprises parmi celles admises pour le cautionnement des entrepositaires d'alcool. — La redevance exigible des entrepositaires est fixée à vingt-quatre francs par an ; elle peut être fractionnée par douzièmes, mais elle est due pour la totalité du mois grégorien au cours auquel commence ou finit l'entrepôt. — Des arrêtés du directeur des finances réglementent la tenue et le mode de surveillance des entrepôts. — Les entrepositaires sont tenus de permettre les visites et exercices des agents, tant dans les locaux d'entrepôt qu'à l'introduction et à l'enlèvement des marchandises et de leur ouvrir à toute réquisition les magasins et autres lieux de dépôt. — L'entrepôt de l'alcool et des produits alcooliques est régi par des dispositions indiquées dans la législation spéciale à ces produits.

Art. 8. — Tout porteur ou conducteur d'objets imposables est tenu, avant de les introduire dans un lieu sujet, d'en déclarer, au bureau de perception, la nature ainsi que le volume, le poids ou le nombre, de représenter aux agents les lettres de voiture et connaissements les accompagnant et d'acquitter les droits avant l'introduction si les objets sont destinés à la consommation du lieu. — Tout introducteur d'objets même non tarifés dans les localités sujettes est tenu, lorsqu'il en est requis par les agents du service, de déclarer si les objets qu'il introduit sont soumis aux droits. — Après la déclaration, les préposés peuvent faire toutes recherches, visites et vérifications nécessaires en vue de reconnaître l'exactitude des déclarations. Les conducteurs sont tenus de souffrir et même de faciliter les opérations concernant ces vérifications. — Les voitures publiques et particulières et autres moyens de transport quelconques sont soumis à l'entrée aux visites des préposés. — Aucune introduction ne peut être faite que par les bureaux désignés à cet effet, et à d'autres heures que celles déterminées pour l'ouverture desdits bureaux.

Art. 9. — Les conducteurs d'objets compris au tarif ci-annexé, hormis les alcools et produits alcooliques pour lesquels il existe des règles spéciales et sous réserve des exceptions énoncées audit tarif, qui veulent seulement traverser une localité sujette pourvue de bureaux à l'entrée (bureaux périphériques) ou y séjourner moins de vingt-quatre heures, sont tenus d'en faire la déclaration au bureau d'entrée conformément à ce qui est prescrit à l'art. 8 et de se munir d'un permis de passe-debout, délivré moyennant la consignation ou le cautionnement des droits. La somme consignée n'est restituée ou la caution libérée qu'à la sortie des marchandises et après qu'il en a été justifié.— Lorsqu'il est possible de faire escorter les chargements, le conducteur est dispensé de consigner ou de faire cautionner les droits, à la condition de payer les frais d'escorte, fixés à un franc par convoi escorté. — Les conducteurs d'objets introduits sur passe-debout dans une localité sujette peuvent les y laisser séjourner au delà de vingt-quatre heures, à la condition de faire dans ce délai et avant le déchargement une déclaration de transit au bureau désigné, avec indication du lieu où lesdits objets sont déposés, lesquels doivent être représentés aux agents du service à toute réquisition. La consignation ou le cautionnement du droit subsistent pendant toute la durée du séjour. La durée du transit est fixée par l'autorisation. — A défaut de justification de sortie à l'expiration de ce délai, les sommes consignées sont appliquées aux droits et les droits cautionnés deviennent exigibles.

Art. 10. — Dans les localités non pourvues de bureaux de perception à

l'entrée, les formalités à l'introduction sont remplies au bureau ou à l'un des bureaux établis dans chacune desdites localités. Le cas échéant, des arrêtés du directeur des finances déterminent les voies d'accès que desservira chacun de ces bureaux. Les objets tarifés et les chargements comprenant des objets tarifés introduits dans la localité doivent être conduits au bureau de perception désigné par la voie la plus directe et sans aucun arrêt, à peine d'être considérés comme introduits en fraude. — Toutefois, si le chargement doit seulement traverser le lieu sujet sans s'y arrêter, la déclaration en est faite par le transporteur à l'agent de perception, et le transport est immédiatement repris, sans autres formalités. Si le chargement doit traverser le lieu sujet, mais que le transporteur veuille s'y arrêter et y séjourner moins de vingt-quatre heures, il est tenu de se munir d'un permis de passe-debout dans les conditions déterminées à l'art. 9. Si les marchandises doivent séjourner dans la localité au delà du délai de vingt-quatre heures fixé par le passe-debout, le conducteur est tenu de faire une déclaration de transit et de se soumettre aux formalités prévues à l'art. 9. — Sont applicables à toutes les introductions dans lesdits lieux, mêmes celles d'objets non tarifés, les dispositions de l'art. 8 relatives aux visites et recherches que les agents de l'administration sont autorisés à faire pour s'assurer, après interpellation des transporteurs, de la sincérité et de l'exactitude des déclarations de ceux-ci.

Art. 11. — Les compagnies et entrepreneurs de transports sont tenus de communiquer aux préposés, tant au siège de l'exploitation que dans les gares, stations ou succursales, les registres ou documents de toute nature concernant le transport d'objets de toute espèce même non compris au tarif. — Dans les villes à bureaux périphériques, les marchandises de toutes sortes arrivant par chemin de fer ne pourront sortir des gares ni de leurs annexes qu'après communication des lettres de voiture au bureau d'entrée.

Art. 12. — Lorsque des produits ou marchandises quelconques, y compris les alcools et produits alcooliques et les objets soumis au contrôle de la garantie des ouvrages d'or et d'argent, transportés en fraude, soit des droits de douane, soit des droits intérieurs, sont, au moment d'être saisis, introduits dans une habitation pour être soustraits aux agents de l'adminstration. ceux-ci peuvent les y suivre sans que lesdits agents soient tenus d'observer les formalités prescrites par les art. 78 et 89 du décret du 3 octobre 1884.

Art. 13. — Toute importation clandestine ou tentative d'importation clandestine de produits soumis à des droits intérieurs, toute introduction frauduleuse ou tentative d'introduction frauduleuse des mêmes produits dans les localités sujettes, toute manœuvre tendant à empêcher ou à entraver l'exercice des droits de vérification et de surveillance des agents de l'administration, toute fausse déclaration ou indication sur la nature, le volume, le poids ou le nombre des produits soumis aux droits, toute infraction aux dispositions qui régissent le régime des passe-debout, du transit et de l'entrepôt fictif, notamment toutes fausses déclarations à la sortie, toutes substitutions ou altérations dans la nature, la qualité et l'espèce des objets en passe-debout, en transit ou en entrepôt, faites dans le but de dissimuler des manquants ou d'éluder le paiement des droits, tout refus de souffrir les visites, vérifications et exercices des agents de l'administration, toute entrave à ces visites, vérifications et exercices, toute fabrication ou production clandestine d'objets imposables ou tout enlèvement du lieu de fabrication ou de production, sans paiement des droits, de produits soumis à la surveillance de l'administration, tout exercice sans déclaration préalable d'un commerce ou d'une industrie assujetti à cette obligation, tout stationnement illicite et toute tenue de marché clandestin, tout refus de communication des compagnies et entrepreneurs de transports, et, d'une manière générale, toutes contraventions aux dispositions du présent décret et à celles des arrêtés réglementaires pris pour leur exécution, autres que les contraventions

aux décrets et arrêtés réglementant la perception du droit de consommation sur l'alcool et les produits alcooliques et le contrôle de la garantie des ouvrages d'or et d'argent, sont punis d'une amende de 480 fr., indépendamment de la confiscation des marchandises saisies et des moyens de transport. — Les propriétaires des marchandises sont civilement responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, amendes, confiscations et dépens. — Les infractions sont constatées et la répression en est poursuivie conformément aux dispositions du décret du 3 octobre 1884, sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent décret.

Art. 14. — Les dispositions de la législation en vigueur, tant sur les droits perçus à l'entrée que sur ceux exigibles à l'occasion de la consommation, de la circulation et de la fabrication des produits sont maintenues en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent décret. — Sont également maintenus dans les conditions de la législation en vigueur les droits de patentes, le droit sur la musique indigène et les taxes spéciales de criée et d'adjudication, d'abri, de stationnement, de garde et de pesage exigibles au Fondouk El-Ghalla de Tunis.

Art. 15. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1907. — Il est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires pour son application et, notamment, pour compléter la définition du mode de perception des droits telle qu'elle résulte des observations du tarif.

22 février 1904. — Arrêté du gouv. gén. sur la clavelisation des animaux d'espèce ovine (1).

Vu le décret du 12 novembre 1887 portant règlement pour l'exécution en Algérie de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux (1) ; — Vu le décret du 10 avril 1903 sur la clavelisation des animaux d'espèce ovine en Algérie (3) ; — Vu notamment l'art. 9 du décret du 10 avril 1903 aux termes duquel des arrêtés du gouverneur général règleront les conditions d'application de ce décret, notamment les mesures de désinfection à exécuter dans les locaux où auront été placés les animaux clavelisés ; — Vu l'arrêté du 26 juillet 1898 relatif à la désinfection dans le cas de maladies contagieuses des animaux (4) ; — Vu l'arrêté et les instructions du 21 mars 1901 portant réglementation de la clavelisation (5) ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

TITRE Ier

CLAVELISATION PRÉVENTIVE

Art. 1er. — La déclaration en vue de la clavelisation préventive doit être faite verbablement ou par écrit au maire, à l'administrateur, au commandant supérieur du cercle ou au chef d'annexe ; elle doit indiquer les nom, prénoms, domicile du propriétaire, le nombre et le sexe des animaux à claveliser. — L'autorité locale, dès qu'elle a reçu une déclaration, la transcrit

(1) Inséré au *Mobacher* du 9 janvier 1907.

(2) Est. et Lef., p. 786 ; *Rec. Alg.*, 1888. 3. 6.

(3) Est. et Lef., *Suppl.*, 1902-03, p. 201 ; *Rec. Alg.*, 1903. 3. 69.

(4) Est. et Lef., *Suppl.*, 1898, p. 80.

(5) Est. et Lef., *Suppl.*, 1901, p. 23 ; *Rec. Alg.*, 1901. 3. 27.

sur un registre spécial et en remet immédiatement un récépissé au déclarant. Elle informe, dans les vingt-quatre heures, le préfet du département ou le général commandant la division en même temps qu'elle avise le vétérinaire sanitaire ou clavelisateur de la circonscription ; celui-ci procède, dans le plus bref délai, à l'inoculation préventive des moutons mentionnés par le propriétaire dans sa déclaration.

Art. 2. — Sauf autorisation spéciale du gouverneur général, la clavelisation ne pourra être pratiquée par le vétérinaire sanitaire ou clavelisateur que dans les limites de sa circonscription.

Art. 3. — Dès qu'il a pratiqué la clavelisation d'un troupeau, le vétérinaire en informe l'autorité locale qui pourvoit à l'application des mesures prescrites soit par l'art. 4., soit par l'art. 5 du décret du 10 avril 1903, suivant le cas. L'autorité locale rend compte au préfet ou au général commandant la division qui contrôle l'exécution de ces prescriptions.

Art. 4. — Le vétérinaire sanitaire ou clavelisateur est tenu de visiter ou de surveiller, suivant le cas, soit les locaux, cours, enclos, pâturages assignés aux troupeaux clavelisés, soit les territoires compris dans la zone de transhumance des troupeaux ; il s'assure que pendant la durée réglementaire de l'observation de trente jours prescrite par les art. 4 et 5 du décret du 10 avril 1903, les moutons clavelisés par lui n'ont pas quitté leur lieu de cantonnement. A l'expiration de ce délai, il adresse au vétérinaire délégué un rapport faisant connaître les conditions dans lesquelles a été effectuée la clavelisation, les incidents et complications qui ont pu se produire, le nombre d'animaux n'ayant pas réagi, et indiquant, en outre, si les mesures relatives à la désinfection prévues à l'art. 14 du présent arrêté ont été appliquées.

Art. 5. — La clavelisation ne comporte qu'une seule inoculation ; à moins d'empêchements matériels, elle doit être pratiquée à la face interne de l'oreille gauche, et autant que possible sur la ligne médiane et au centre de cet organe. — Les demandes de claveau doivent être adressées à l'Institut Pasteur d'Alger qui en fera la délivrance gratuite aux vétérinaires sanitaires et clavelisateurs.

Art. 6. — Les moutons clavelisés sont signalés par une marque métallique apposée sur l'oreille droite et autant que possible sur la ligne médiane et au centre de cet organe. — Cette marque, propriété du gouvernement général, est en dépôt à la direction de l'agriculture, d'où elle est adressée gratuitement à tous les vétérinaires sanitaires et clavelisateurs qui en font la demande.

Art. 7. — La marque proprement dite (médaille en plomb) est estampée par le clavelisateur aussitôt après l'opération ; les empreintes produites par la pince-composteur indiquent sur une face, le département auquel appartient la circonscription, le numéro de cette circonscription et enfin le millésime de l'année ; sur l'autre face, le mois et le jour de l'inoculation.

Art. 8. — A l'expiration du délai réglementaire d'observation, le vétérinaire visite le troupeau clavelisé et délivre, après constatation de l'identité des animaux inoculés, un certificat contenant les indications prescrites par l'administration. — Ces certificats seront fractionnés suivant le désir du propriétaire du troupeau ; en ce cas, ils ne devront pas s'appliquer à plus de cinquante moutons et à moins de vingt-cinq.

TITRE II

CLAVELISATION OBLIGATOIRE

Art. 9. — Lorsque la clavelée est constatée dans une commune, dans un douar ou dans une tribu, la déclaration prescrite par l'art. 3 du décret du

12 novembre 1887 à l'autorité locale provoque immédiatement la visite du vétérinaire sanitaire de la circonscription. — Si cet examen confirme l'existence de la maladie, le vétérinaire adresse aussitôt, par l'intermédiaire du chef de service, au préfet ou au général commandant la division, un rapport dans lequel il rend compte de ses observations, indique les résultats de son enquête sur l'origine de la maladie et propose les mesures qu'il juge nécessaires dans le cas particulier.

Art. 10. — Le préfet ou le général commandant la division prend, à la suite de ce rapport, un arrêté portant déclaration d'infection des locaux, cours, enclos, pâturages dans lesquels se trouvent les animaux malades. — Il prescrit, en outre, sous la réserve des délais utiles en cas de nécessité, la clavelisation des troupeaux malades ou suspects, conformément aux prescriptions de l'art. 1er du décret du 30 avril 1903.

Art. 11. — Les dispositions des art. 4, 5, 6, 7 et 8 du présent arrêté sont applicables en cas de clavelisation obligatoire.

Art. 12. — L'arrêté d'infection, prévu à l'art. 10, est levé trente jours après la clavelisation des animaux suspects ou contaminés et la constatation que les travaux de désinfection ont été exécutés.

Art. 13. — La clavelisation est gratuite. Les honoraires des vétérinaires clavelisateurs sont calculés de la façon suivante : en territoire civil, 0 fr. 10 ; en territoire de commandement, 0 fr. 05 par animal clavelisé. — Dans les circonscriptions du territoire civil où le nombre des clavelisations est peu important, des décisions du gouverneur général pourront élever les honoraires correspondant à l'inoculation des troupeaux d'un faible effectif et suivant les distances parcourues.

TITRE III

Art. 14. — Les mesures de désinfection prévues à l'art. 9 du décret du 10 avril 1903 sont les suivantes : — 1° arrosage avec l'une des solutions désinfectantes ci-après : sublimé à 1 p. 1000 ; acide sulfurique à 2 p. 100 ; acide phénique à 5 p. 100 ; enlèvement des litières et fumiers, pailles, fourrages et autres substances alimentaires qui ont été exposées aux émanations ou au contact des animaux malades, puis enlèvement et enfouissement au tas de fumier commun ; — 2° grattage, raclage et lavage répétés du sol des étables avec l'une des solutions désinfectantes indiquées plus haut ou à l'eau bouillante ; mêmes opérations pour les murs, plafonds, cloisons, portes, fenêtres, mangeoires, râteliers, seaux, barbottiers, etc. ; — 3° fumigation à l'acide sulfureux des locaux qui seront maintenus hermétiquement clos pendant les huit jours qui suivront cette opération ; — 4° avant d'être livrés au commerce, les peaux, les pieds et les cornes des animaux morts ou abattus seront désinfectés par immersion prolongée dans l'une des solutions désinfectantes indiquées plus haut ; — 5° les animaux seront, après guérison, soumis à un lavage à dos pratiqué dans un baquet à l'eau de savon. — Les eaux de lavage seront désinfectées par le mélange d'une quantité égale de l'une des solutions indiquées au § 1er. — Si les animaux sont tondus, leurs toisons seront lavées dans une eau de savon coupée en partie égale par une solution d'hypochlorite de soude.

TITRE IV

VISITE AU PORT, A L'EXPORTATION

Art. 15. — La visite au port des moutons destinés à l'exportation est faite au parc établi dans ce but : — *Pendant l'été* : de 5 heures du matin à 11 heures et de 2 heures de relevée à 7 heures. — *Pendant l'hiver* : de 8 heures

du matin à 11 heures et de 1 heure de relevée à 4 heures. — Dans aucun cas, elle ne sera faite avant ou après le coucher du soleil (1).

Art. 16. — Les moutons reconnus atteints de clavelée confluente seront transportés au lazaret ou à l'équarrissage. — Les moutons légèrement atteints seront transportés au lazaret ou à l'abattoir. Dans ce dernier cas, il sera délivré un laissez-passer indiquant le nombre d'animaux contaminés, leur destination ; ce laissez-passer sera rapporté au service de la visite sanitaire, avec un certificat du vétérinaire-inspecteur de l'abattoir attestant que les animaux ont été abattus. — Les véhicules ayant servi au transport des moutons claveleux seront désinfectés après usage.

Art. 17. — Les moutons reconnus suspects de clavelée seront conduits au lazaret, où ils demeureront séquestrés pendant trente jours ; mais le propriétaire restera toujours libre de les vendre pour être livrés à la consommation, à la condition expresse que ces animaux seront envoyés directement à l'abattoir pour y être immédiatement sacrifiés.

Art. 18. — Dans un troupeau ne renfermant aucun mouton claveleux, tous ceux qui seront reconnus ne présenter aucune trace de clavelisation seront cantonnés sur un point désigné par le propriétaire et soumis immédiatement à une nouvelle clavelisation. Si, au bout de douze jours pleins après l'inoculation, ces animaux n'ont pas réagi, ils seront admis à la libre pratique ; dans le cas contraire, ils seront maintenus dans leur cantonnement jusqu'à l'expiration du délai réglementaire d'observation de trente jours à partir de celui de l'inoculation.

Art. 19. — Les moutons non porteurs de marques-médailles et ne présentant aucune trace de clavelisation tombent sous le coup de la disposition prévue à l'art. 18.

Art. 20. — Le vétérinaire-visiteur pourra admettre à l'exportation les moutons non porteurs de marques-médailles s'ils présentent des traces évidentes de clavelisation ainsi que des cicatrices indiquant que la médaille a été apposée régulièrement.

Art. 21. — Les troupeaux présentés à la visite avec des certificats surchargés ou irréguliers pourront être saisis et envoyés au lazaret sans préjudice des poursuites qui seront exercées contre les intéressés.

Art. 22. — Tous les frais de transport des animaux claveleux ou suspects soit à l'équarrissage, soit à l'abattoir, de conduite au lazaret ou sur le point de cantonnement, ainsi que les frais résultant de leur entretien au lazaret, sont à la charge des propriétaires.

Art. 23. — En cas de contestation entre le vétérinaire et le propriétaire du troupeau, le vétérinaire délégué se rendra sur les lieux et constatera l'état sanitaire du troupeau. — Cette contre-visite sera faite sans retard par le vétérinaire délégué au parc à la visite, sur le port, en présence de l'expéditeur et du vétérinaire visiteur ; ce n'est qu'après cette contre-visite que les animaux arrêtés pourront être admis à la libre pratique ou envoyés définitivement au lazaret. — Le vétérinaire délégué adressera au préfet, le même jour et sans retard, un rapport détaillé faisant connaître son intervention ainsi que les motifs de sa décision.

Art. 24. — Sont abrogés l'arrêté et les instructions du 21 mars 1901 portant réglementation de la clavelisation.

23 février 1905. — Arrêté du gouv. gén. portant modification de l'art. 13 de l'arrêté du 22 février 1904 sur la clavelisation des animaux d'espèce ovine (2).

(1) *Sic.*

(2) Inséré au *Mobacher* du 9 janvier 1907.

Vu le décret du 12 novembre 1887 (1) portant règlement pour l'exécution en Algérie de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux ; — Vu le décret du 10 avril 1903 sur la clavelisation des animaux d'espèce ovine en Algérie (2) ; — Vu l'arrêté du 22 février 1904 sur la clavelisation, notamment l'art. 13 fixant les honoraires des vétérinaires clavelisateurs (3) ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — L'art. 13 de l'arrêté sus-visé du 22 février 1904 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 13.* — La clavelisation est gratuite. A partir de l'année 1905, les honoraires des vétérinaires clavelisateurs sont calculés de la façon suivante : en territoire civil, 0 fr. 10 par tête jusqu'à 20.000 animaux ; 0 fr. 05 également par tête, au-dessus de 20.000 animaux ; en territoire de commandement, 0 fr. 05 par tête. — Dans l'application des tarifs fixés pour le territoire civil, il sera tenu compte du nombre d'animaux clavelisés du 1er janvier au 31 décembre de chaque année ».

8 décembre 1906. — **Décret du bey** portant approbation des statuts de la Société anonyme « Le Crédit Foncier de Tunisie » (*J. O. T.*, 15 décembre 1906, p. 1071).

10 décembre 1906. — Arrêté du gouv. gén. portant modification des zones alfatières du cercle de Méchéria.

Vu l'arrêté du 22 décembre 1899 autorisant, à titre permanent, l'ouverture de chantiers pour l'exploitation de l'alfa dans les cercles des régions de Méchéria et de Géryville (4) ; — Vu la proposition du général commandant le territoire d'Aïn-Sefra ; — Vu l'avis du conservateur des eaux et forêts à Oran ; — Vu l'avis du conseiller de gouvernement chargé des territoires du sud ;

Art. 1er. — L'art. 1er de l'arrêté précité est modifié de la façon suivante :

« *Cercle de Mécheria.* — La zone alfatière sera divisée en trois parties, savoir : — La première, située au nord et limitée : à l'est et au nord, par le territoire du cercle de Géryville ; à l'ouest, par la voie ferrée ; au sud, par une ligne joignant la halte de Krebazza, sur la voie ferrée, et la source d'Aïn-Mahla. — La seconde, située au centre et limitée : au nord, par la voie ferrée de Krebazza à Mécheria ; à l'est, par une ligne joignant la halte de Krebazza sur la voie ferrée et la source d'Aïn-Mahla ; au sud, par la ligne d'Aïn-Mahla, Naama, Aïn-ben-Khelil ; à l'ouest, par la route d'Aïn-ben-Khelil à Mécheria. — La troisième, située au sud et limitée : au nord, par la ligne d'Aïn-Mahla, Naama, Aïn-ben-Khelil ; à l'ouest, par la route d'Aïn-ben-Khelil à Mékalis ; au sud et à l'est, à partir de Mékalis, par la limite des cercles d'Aïn-Sefra et de Mécheria. — Ces trois parties seront exploitées successivement pendant une année, de manière que chacune soit en exploitation une année sur trois. »

Le paragraphe *e* de l'art. 3 du dit arrêté est remplacé par les disposi-

(1) Est. et Lef., p. 786 ; *Rec. Alg.* 1888. 3. 6.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 201 ; *Rec. Alg.* 1903. 3. 69.

(3) *Rec. Alg.* 1907. 3. 27.

(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1899, p. 64 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 15.

tions suivantes : « *e)* au nord de Mécheria ; à l'ouest de la voie ferrée ; au sud de Mécheria ; à l'ouest de la route de Mécheria à Aïn-ben-Khelil et de la route d'Aïn-ben-Khelil à Mékalis. »

L'art. 5 est ainsi complété :

« Le général commandant le territoire d'Aïn-Sefra est chargé de l'exécution du présent arrêté et fera procéder, tous les trois ans, à l'inspection des peuplements d'alfa par un agent des eaux et forêts et une autre personne compétente que désignera le gouverneur général, conformément aux prescriptions de l'art. 8 de l'arrêté gouvernemental du 20 août 1904 (1). »

Art. 2. — Est abrogé l'arrêté du 4 août 1903 (2) portant modification de l'arrêté du 22 décembre 1899 en certains de ses articles.

11 décembre 1906. — Arrêté du dir. de l'agriculture, du commerce et de la colonisation supprimant pour l'année 1907 la période annuelle d'interdiction d'exploitation de l'alfa.

Vu le troisième paragraphe de l'art. 1er du décret du 17 septembre 1904 relatif à la réglementation de l'exploitation de l'alfa (3) ;

Art. unique. — La période annuelle d'interdiction de l'arrachage de l'alfa et des opérations relatives au transport, au pesage et à l'achat de cette plante est exceptionnellement supprimé en 1907.

12 décembre 1906. — Arrêté du dir. des finances réglementant le régime de l'entrepôt fictif.

Vu le décret du 8 décembre 1906 portant révision du régime fiscal des droits intérieurs (4) ; — Vu notamment l'art. 7 dudit décret, dont le cinquième alinéa est ainsi conçu : — « Des arrêtés du directeur des finances réglementent la tenue et le mode de surveillance des entrepôts... » ;

Art. 1er. — La demande à formuler par les personnes qui désirent recevoir des marchandises en entrepôt doit, outre l'engagement d'acquitter une redevance forfaitaire à titre de remboursement des frais de surveillance, présenter la description des locaux d'entrepôt et la désignation des marchandises à entreposer. — Si ces marchandises consistent en huile, le pétitionnaire doit fournir à l'appui de sa demande une déclaration énonçant le nombre, la nature et la capacité des récipients (piles, silos, etc.), d'une contenance supérieure à 5 hectolitres qui existeront dans l'entrepôt. La contenance déclarée est vérifiée métriquement et, au besoin, par empotement avant qu'il puisse en être fait usage. Toutefois, la contenance des vaisseaux actuellement en usage chez des entrepositaires déjà agréés ne sera vérifiée qu'à mesure que ces vaisseaux seront vidés, mais au plus tard dans les six mois à compter du 1er janvier 1907. La contenance est indiquée sur chaque récipient en caractères très apparents, gravés ou peints par les soins et aux frais des entrepositaires qui fournissent les ouvriers et, s'il y a lieu, l'eau néces-

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 67 ; *Rec. Alg.* 1905. 3. 12.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 227 ; *Rec. Alg.* 1904. 3. 38.

(3) Lire *19* septembre 1904 : P. Zeys, *Suppl.* 1904, n° 2559 ; *Rec. Alg.* 1905. 3. 67.

(4) *Rec. Alg.*, 1907. 3. 21.

saire pour le mesurage. Les récipients de plus de 10 hectolitres doivent être munis d'une jauge ou d'un tube indicateur en verre avec échelle graduée ; — Toute modification apportée, soit à l'emplacement et à l'aménagement des locaux, soit au nombre, à la nature ou à la capacité des récipients visés à l'article précédent, doit faire, vingt-quatre heures à l'avance, l'objet d'une nouvelle déclaration au service des contributions diverses. — L'administration peut exiger le scellement de toute communication intérieure entre les locaux d'entrepôt et les habitations voisines occupées ou non par l'entrepositaire.

Art. 2. — Aucune introduction ne peut avoir lieu dans les entrepôts qu'en vertu d'un passe-debout. — Pour les marchandises provenant de l'extérieur, le passe-debout est délivré à l'entrée du lieu sujet, soit sur consignation des droits, soit sur leur cautionnement par le dépôt d'une soumission souscrite par l'entrepositaire destinataire. Pour les marchandises provenant d'un autre entrepôt du lieu, le passe-debout est levé au bureau des contributions diverses désigné à cette effet, en vertu d'une soumission de l'entrepositaire expéditeur. — Dans les vingt-quatre heures de sa délivrance, le passe-debout revêtu de la déclaration de réception signée de l'entrepositaire, est déposé par les soins de celui-ci au bureau des contributions diverses désigné, contre remise d'un bulletin d'entrepôt extrait d'un registre à souche et mentionnant, d'après les énonciations du passe-debout, le nom de l'entrepositaire, la nature, l'espèce, la quantité (volume, poids ou nombre) des marchandises introduites, le magasin où elles sont entreposées, ainsi que le passe-debout en échange duquel ledit bulletin est délivré. Le passe-debout est pris en charge au compte d'entrée et de sortie tenu pour l'entrepôt.

Art. 3. — Les marchandises destinées à la consommation locale sont expédiées librement de l'entrepôt ; l'expédition de celles à destination de l'extérieur ou à destination d'autres entrepositaires du lieu doivent, avant l'enlèvement, être déclarées par écrit au bureau désigné à cet effet. — La déclaration fait connaitre la nature, l'espèce et la quantité (volume, poids ou nombre) des produits à expédier, le magasin d'où ils seront enlevés, la date et l'heure de l'enlèvement ; en outre, si les marchandises sont destinées à l'extérieur, le bureau de perception par où se fera la sortie, ou, si elles sont destinées à un autre entrepositaire du lieu, le nom et l'adresse de cet entrepositaire. — Si les produits sont destinés à l'extérieur du lieu sujet, il est délivré un laissez-passer à détacher d'un registre à souche ; ce laissez-passer doit être présenté avec les marchandises y mentionnées au bureau de perception par où se fait la sortie, et ce, dans le délai fixé audit laissez-passer (1). Après vérification de la quantité et de l'espèce des produits, l'agent de l'administration délivre, s'il y a lieu, un certificat de sortie, à détacher d'un registre spécial ; le laissez-passer, annoté du certificat de la sortie, est retenu par le service pour être adressé au receveur, qui décharge le compte de l'entrepositaire de la quantité sortie. — Si les objets sont destinés à un autre entrepositaire du lieu, il est délivré un passe-debout, lequel doit faire l'objet, dans les vingt-quatre heures de sa délivrance, par les soins du destinataire, de la déclaration de réception prévue par l'art. 2.

Art. 4. — Les agents de l'administration tiennent, pour chaque entrepôt un compte d'entrée et de sortie des marchandises entreposées. — Ce compte présente : — Aux entrées, les quantités de marchandises, par nature et espèce introduites suivant passe-debout ayant fait l'objet de déclarations de réception et de bulletins d'entrepôt ; — Aux sorties : — *a)* Les quantités de marchandises, par nature et espèce, expédiées à l'extérieur et pour lesquelles il est représenté des certificats de sortie ; — *b)* Les quantités de marchandises, par nature et par espèce, expédiées à d'autres entrepositaires suivant passe-

(1) Ainsi rétabli par un erratum, publié au *J. O. T.*, 28 déc. 1906, p. 1103.

debout pris en charge au compte des négociants destinataires. — Les entrepositaires doivent tenir un compte d'entrée et de sortie dans les mêmes conditions que les agents de l'administration ; ce compte doit être représenté et est soumis aux vérifications desdits agents, à toute réquisition. — Le compte tenu par le service est balancé aussi souvent que l'administration le juge utile : les résultats de la balance sont comparés à la situation réelle de l'entrepôt établie par inventaire, Les manquants que fait ressortir l'inventaire, autres que ceux justifiés par les sorties régulièrement inscrites au compte, sont imposés et les droits afférents immédiatement acquittés. Les excédents que fait ressortir la comparaison de la balance du compte avec la situation réelle de l'entrepôt sont saisis et il est dressé procès-verbal.

Art. 5. — Aucune décharge ou déduction n'est accordée pour les marchandises entreposées de toute nature trouvées gâtées ou détériorées, ou pour celles qui seraient détruites chez les entrepositaires. — Les entrepositaires sont tenus de fournir aux agents de l'administration et de mettre à leur disposition les hommes et le matériel nécessaires pour faciliter la reconnaissance et le pesage, mesurage ou jaugeage des quantités restant en entrepôt. Lors des inventaires, les entrepositaires sont tenus de déclarer la quantité et l'espèce des marchandises de toute nature existant dans chaque case, pile, lot ou récipient. Les marchandises doivent d'ailleurs être placées dans les magasins ou chantiers de manière à ce que le cubage ou le comptage en soit facile.

Art. 6. — Le directeur des douanes et le chef du service des contributions diverses sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1907.

12 décembre 1906. — Arrêté du dir. des finances réglementant la surveillance à exercer dans les établissements fabriquant certains produits et le mode de perception des droits sur ces produits.

Vu le décret du 8 décembre 1906, portant revision du régime fiscal des droits intérieurs (1) ; — Vu notamment l'art. 15 dudit décret, ainsi conçu : — « Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1907. — Il est autorisé à prendre tous arrêtés réglementaires pour son application et notamment pour compléter la définition du mode de perception des droits telle qu'elle résulte des observations du tarif » ; — Considérant qu'il y a lieu de réglementer la surveillance à exercer par l'administration dans les établissements de fabrication de produits imposables d'après le tarif annexé au décret précité et le mode de perception des droits sur lesdits produits ;

TITRE Ier

FABRIQUES DE SAVONS

Art. 1er. — La déclaration d'industrie que les fabricants de savon sont tenus de faire en exécution des dispositions du numéro 12 du tableau B du tarif annexé au décret du 8 décembre 1906 doit faire connaître la situation de l'établissement à ouvrir, présenter la description de l'usine avec indication des portes, fenêtres, jours, donnant sur la voie publique, indiquer la nature des savons que l'industriel se propose de fabriquer, le mode de fabrication qui sera suivi, le nombre et la contenance des chaudières, cuves, mises ou formes, et autres appareils servant à la fabrication, l'emplacement des appa-

(1) *Rec. Alg.* 1907. 3. 21.

reils fixes, le nombre et l'espèce des instruments ou ustensiles qui seront employés pour achever la fabrication et marquer les produits, enfin, faire connaître si la fabrication doit être continue ou intermittente, et, dans le cas où elle serait continue, le régime de la fabrique quant aux jours et heures de travail. — Chaque chaudière, cuve, mise, forme ou autre appareil servant à la fabrication reçoit un numéro d'ordre peint à l'huile en caractères très apparents. Les mises ou formes mobiles reçoivent, en outre, et dans les mêmes conditions, l'indication de leurs poids à vide. Ce poids, de même que la contenance des chaudières et cuves, est vérifié par les agents de l'administration, avant tout usage; la contenance est vérifiée par jaugeage métrique, et, au besoin, par empotement, aux frais des fabricants, qui fournissent la main-d'œuvre et le matériel nécessaires pour ces vérifications. Les fabricants actuellement établis seront assujettis à ces vérifications dans un délai de trois mois à compter du 1er janvier 1907. — Toute modification à l'aménagement des locaux des fabriques ou à leur outillage, notamment toute augmentation du nombre ou de la contenance des chaudières, cuves et autres appareils et toute diminution du poids des mises ou formes mobiles, tout changement dans le mode de fabrication ou dans la nature des produits fabriqués, doivent être précédés d'une déclaration écrite, faite au moins quarante-huit heures à l'avance. — Lorsque le fabricant veut cesser ou suspendre les travaux de fabrication, il doit en faire également une déclaration écrite. En cas de simple suspension de la fabrication, la date de la reprise des opérations de production doit être déclarée à l'avance dans le même délai de quarante-huit heures. — Les déclarations d'ouverture, de cessation, de réouverture, de modifications, donnent lieu à la délivrance de récépissés extraits d'un registre à souche ; ces récépissés doivent être représentés à toute réquisition des agents de l'administration.

Art. 2. — Les fabricants sont tenus de souffrir et de faciliter les opérations de vérifications et d'exercices des agents de l'administration. — Les fabriques doivent être pourvues d'appareils de pesage en bon état qui sont mis sans indemnité à la disposition du service pour la constatation des quantités fabriquées, et d'une manière générale pour l'exercice du contrôle des opérations. — Les fabricants fournissent également sans indemnité la main-d'œuvre et le matériel nécessaires, y compris une table et deux chaises, aux agents chargés des vérifications et exercices.

Art. 3. — La déclaration qui, aux termes des dispositions du même n° 12 du tableau B du tarif annexé au décret précité, doit précéder toute opération de fabrication, est établie par le fabricant sur un registre fourni gratuitement par l'administration. — Cette déclaration, dont l'ampliation datée et signée par le fabricant ou par son représentant doit être déposée vingt-quatre heures avant le commencement de l'opération au bureau des contributions diverses, où il lui en est délivré récépissé, fait connaître : — 1° La date et l'heure où commencera le versement dans la chaudière de cuite de l'huile et des autres matières à mettre en œuvre ; — 2° La date et l'heure de la mise de feu sous ladite chaudière, étant entendu que l'effusion des matières premières dans la chaudière ne doit précéder la mise de feu que du temps nécessaire pour cette effusion; si le chauffage de la cuite n'est pas continu, le fabricant est tenu de déclarer l'heure où chaque jour, le feu sera allumé et l'heure où il sera éteint ; si la fabrication a lieu à froid, le fabricant doit le spécifier et déclarer la date et l'heure du commencement du malaxage, le versement des matières premières dans la cuve de mélange ne pouvant commencer auparavant ; — 3° Le numéro et la contenance de la chaudière, et, le cas échéant, de la cuve de malaxage qui seront employées ; — 4° Le poids, par nature et par espèce, des matières premières et substances quelconques devant être mises en œuvre dans l'opération, en spécifiant, s'il y a lieu, et si la fabrication se fait à chaud, celles de ces matières qui seront

versées dans la chaudière de cuite et celles qui seront ajoutées au savon, à la sortie de la chaudière, dans la cuve de malaxage ; — 5° La date et approximativement l'heure de l'extraction de la masse cuite de la chaudière, ou, si la fabrication a lieu à froid, la date et approximativement l'heure de l'achèvement du mélange et du versement de son produit dans les mises, formes ou barils ; — 6° Aussi approximativement que possible, en se basant sur les résultats normaux de la fabrication, la quantité en poids de savon qui sera obtenue. — Les fabricants sont tenus de restituer à l'administration les registres de déclaration dès leur épuisement et en cas de cessation de fabrication.

Art. 4. — Le savon concret ou dur ne peut être extrait des formes ou mises qu'après déclaration préalable faite contre récépissé au bureau qui a reçu la déclaration de fabrication, et sous la réserve exprimée ci-après, en présence des agents du service, qui le pèsent et le marquent aussitôt, conformément aux dispositions du numéro 12 précité du tableau B du tarif annexé au décret du 8 décembre 1906. — Lorsque le matériel s'y prête, le savon peut être pesé et timbré dans les mises, le poids étant établi par différence entre le poids brut des mises pleines et celui des récipients vides. Les agents de l'administration ont toutefois la faculté de contrôler le poids net par pesage direct. — Le savon concret doit être pesé dès qu'il a acquis une dureté suffisante pour supporter le timbrage sans être détérioré. L'opération a lieu dès que les agents se présentent, étant entendu que la date fixée à cet effet au récépissé visé au premier alinéa du présent article ne peut être retardée de plus de trois jours Si, exceptionnellement, les agents ne se présentent pas au moment fixé par eux pour la reconnaissance des produits, le fabricant peut procéder à l'extraction du savon des mises ; toutefois, les produits doivent être conservés en totalité et séparément par cuite, dans le local où se fait le pesage, jusqu'à ce que les agents aient procédé à leur pesage et à leur timbrage.

Art. 5. — Pour couvrir les fabricants des déchets de toute nature qu'ils peuvent subir du fait de la dessication, des retailles, et de toutes autres causes, il est accordé une déduction de 7 0[0 sur le poids brut reconnu avant timbrage ; l'impôt est perçu sur le poids net ainsi obtenu.

Art. 6. — Lorsque des savons libérés du droit intérieur et devenus impropres à la vente doivent être refondus, l'administration peut, sur une demande faisant connaître le poids des quantités à refondre, autoriser la franchise de l'impôt sur les produits à provenir du savon remis en œuvre. — Le bénéfice de cette exonération est subordonné aux conditions suivantes : le savon à refondre doit être revêtu des marques de l'administration ; il est versé dans la chaudière de cuite et refondu en présence des agents du service ; le poids du savon obtenu est constaté par les mêmes agents. — Si des matières premières nouvelles sont ajoutées au savon refondu, le droit est exigible sur une quantité de savon correspondant à la moyenne de rendement des matières premières de même nature mises en œuvre pendant les trois mois précédents. La quantité de savon produite au delà de celle imposée comme il vient d'être dit sera exonérée du droit. La franchise de l'impôt ne pourra cependant, en aucun cas, être accordée sur une quantité de savon nouveau supérieure à celle remise en œuvre d'après les constatations du service.

Art. 7. — Toute quantité de savon non revêtue du timbre de l'administration trouvée dans une fabrique et ne faisant pas partie d'une cuite régulièrement déclarée et non encore pesée, établit une présomption de fabrication frauduleuse, à moins qu'il n'y ait en charge, au compte tenu par le service pour l'industriel des produits d'origine étrangère et par conséquent non timbrés.

Art. 8. — Aucune quantité de savon ne peut être introduite dans une

fabrique sans qu'une déclaration en ait été faite par écrit et contre récépissé par le fabricant au bureau désigné. Le récépissé spécifie la date et l'heure de l'introduction, les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire, la quantité par espèce du savon à introduire, et il indique si les produits sont marqués du timbre de l'administration ou s'ils sont d'origine étrangère ; les produits mentionnés audit récépissé doivent être représentés, à toute réquisition du service, pendant un délai de quarante-huit heures à compter de celle de l'introduction ; le savon introduit doit par suite être conservé intact pendant ce délai.

Art. 9. — Les agents de l'administration tiennent pour chaque fabrique les écritures suivantes :

a) Un compte d'entrée où il est pris charge dans des colonnes distinctes : — 1° des produits obtenus, après qu'ils ont été reconnus, pesés et timbrés, avec indication du poids brut et du poids net imposable desdits produits ; — 2° des quantités de savon indigène revêtues du timbre de l'administration provenant de l'extérieur et introduites dans la fabrique après déclaration préalable conformément aux dispositions de l'article précédent ; — 3° des produits importés libérés du droit de douane et non timbrés, introduits dans les mêmes conditions.

b) Un compte de sortie faisant ressortir dans des colonnes distinctes : — 1° les quantités de savon de toute origine expédiées avec laissez-passer et celles de fabrication locale exportées avec le bénéfice de la détaxe sous le lien d'acquits-à-caution ; — 2° les quantités remises en œuvre et refondues dans les conditions indiquées à l'art. 6 du présent arrêté. — Les agents de l'administration établissent, toutes les fois qu'ils le jugent utile, la situation des restes en fabrique et la balance du compte. Lorsque la comparaison des restes avec la balance du compte fait ressortir un excédent, cet excédent est saisi s'il dépasse 7 p. 100 des quantités prises en charge, et procès-verbal est dressé.

Art. 10. — A titre de tolérance, les propriétaires ou fermiers producteurs d'huile d'olive, qui ne se livrent pas au commerce du savon, peuvent être admis, sur demande écrite faite au bureau désigné, à préparer du savon pour l'usage exclusif de leur maison, sans être astreints à toutes les obligations imposées, en ce qui concerne la description et l'aménagement des lieux de fabrication, aux industriels. — La demande fait connaître : — 1° les nom, qualité et demeure du pétitionnaire ; — 2° le poids, par nature et espèce, des matières premières et substances quelconques devant être mises en œuvre ; — 3° la capacité de la chaudière ; — 4° la date et l'heure du commencement du chauffage, le nombre de cuites que nécessitera la quantité d'huile à transformer, la durée approximative de la fabrication, laquelle doit se poursuivre sans interruption ; — 5° la quantité approximative en poids de savon à obtenir. — Elle contient l'engagement de représenter la totalité des produits obtenus, de n'en vendre, ni céder, ni donner aucune partie à des tiers, et de se soumettre, pendant toute la durée de la fabrication, et jusqu'après reconnaissance des produits et acquittement des droits exigibles et à toute réquisition, aux visites et vérifications des agents de l'administration dans toutes les parties de l'habitation et de ses dépendances. — La demande est transcrite au registre spécial de déclaration et il en est délivré un récépissé qui doit être représenté aux agents chargés du contrôle de la fabrication. — Le savon fabriqué doit être disposé en pains ou barres, de manière à pouvoir recevoir, après pesage, l'empreinte de l'administration ; il est divisé, le cas échéant, de telle sorte qu'aucune fraction de pain ou de barre ne soit dépourvue de ladite empreinte. Le droit afférent aux quantités fabriquées doit être acquitté immédiatement après la reconnaissance par le service du poids du savon fabriqué, sous déduction de 7 p. 100 du poids brut. — Chaque personne susceptible d'être admise à bénéficier de la tolérance édictée par le présent

article ne pourra transformer en savon plus de 50 kilog. d'huile chaque année, en une ou plusieurs fabrications.

Art. 11. — Les fabricants qui se livrent à la préparation du savon de toilette en petits pains d'un poids maximum de 200 grammes peuvent être dispensé de l'obligation du timbrage sur leurs produits sous (1) les conditions suivantes : — Ils adressent à cet effet au chef du service des contributions diverses une demande écrite dans laquelle ils s'engagent à ne faire usage pour cette préparation que de savon libéré d'impôt et portant le timbre de l'administration et à ne procéder à la refonte dudit savon qu'en présence du service. — Ils tiennent pour les produits préparés par eux un compte spécial présentant : aux entrées les quantités, par calibre et espèce, des produits achevés ; aux sorties, les quantités, par calibre et espèce, des produits expédiés. — Aucune quantité desdits produits ne peut être enlevée de l'établissement sans être accompagnée d'un titre de mouvement, conformément aux dispositions du numéro 12 du tableau B du tarif annexé au décret du 8 décembre 1906. — Les dispositions du dernier alinéa de l'art. 9 du présent arrêté s'appliquent au compte spécial du savon de toilette. Les excédents que font ressortir les inventaires sont, s'ils dépassent 7 p. 100, saisis et procès-verbal est dressé. — Le poids minimum dont l'enlèvement est autorisé pour les fabriques est abaissé à un kilogramme pour les savons de toilette en pains d'un poids de 200 grammes et au-dessous. — En cas de fraude constatée à la charge d'un fabricant de produits de l'espèce, la dispense du timbrage peut lui (1) être retiré par l'administration. — Les préparateurs de savon de toilette qui ne sont pas fabricants de savon sont néanmoins astreints à toutes les obligations auxquelles sont soumis les fabricants.

TITRE II

FABRIQUES DE BRIQUES ET AUTRES PRODUITS DE BRIQUETERIE, POTERIE OU CÉRAMIQUE, DE CHAUX ET CIMENTS, DE PLATRES ET DE POTERIES

Art. 12. — La déclaration d'industrie que sont tenus de faire, en exécution des dispositions des numéros 4, 8, 28 et 31 du tableau A du tarif annexé au décret du 8 décembre 1906, les fabricants des produits visés auxdits numéros, est déposée au bureau des contributions diverses de la circonscription du fabricant ; elle donne lieu à la délivrance d'un récépissé. — Cette déclaratiou doit, si la fabrique est située dans le périmètre fiscal d'une localité sujette, faire connaître, en outre de la situation de l'usine et des fours et de la nature des produits à fabriquer : — 1° les moyens de production, fours, machines à fabriquer les briques, tuiles, etc., et autres appareils quelconques servant à la fabrication, en précisant, en ce qui concerne les fours, leur capacité et leur système, notamment s'ils sont à feu et à chargement continus ; — 2° le régime de la fabrique pour les jours et heures de travail ; — 3° la disposition de l'établissement, avec l'indication des ouvertures (portes, fenêtres, jours) existant sur la voie publique, l'affectation des divers locaux et l'emplacement des fours, machines, appareils, etc. — Les fours reçoivent un numéro d'ordre qui doit être peint à l'huile et en caractères très apparents. Les agents de l'administration peuvent procéder à la vérification de la capacité déclarée pour les fours ; le fabricant est tenu de leur faciliter cette vérification et de leur fournir gratuitement les hommes et le matériel nécessaires à cet effet. — D'une manière générale, les fabricants doivent souffrir et faciliter les opérations de surveillance et d'exercice desdits agents, et, en ce qui concerne les établissements situés dans le périmètre fiscal d'une localité sujette, mettre à leur disposition une table et deux chaises.

---

(1) Ainsi rétabli par un erratum publié au *J. O. T.*, 28 déc. 1906, p. 1103.

Art. 13. — La déclaration de mise de feu à faire en vertu des dispositions rappelées à l'article précédent pour les fabriques situées dans le périmètre fiscal d'une localité sujette, doit être déposée au moins douze heures à l'avance dans les localités où il existe un poste sédentaire d'agents des contributions diverses, et au moins quarante-huit heures à l'avance dans les autres localités ; il en est délivré un récépissé extrait d'un registre à souche. — Cette déclaration fait connaître le numéro du four, la nature et l'espèce des produits à obtenir. — Si le four est à feu continu, le fabricant doit également déclarer d'avance (1), dans les délais ci-dessus indiqués, la date de l'achèvement de l'enfournement et de la fermeture de chaque travée ou secteur. — La déclaration du jour et de l'heure fixés pour le défournement est faite dans les mêmes délais ; elle mentionne le numéro du four. — Si, au jour et à l'heure indiqués pour le défournement, les agents de l'administration ne se présentent pas, l'opération peut néanmoins être commencée. — Les produits extraits de chaque four doivent être placés et rangés, distinctement et par espèce, de telle manière qu'ils ne puissent être confondus avec ceux provenant des fabrications antérieures, et que leur cubage ou leur comptage soit facile. — Le défournement commencé doit être continué sans interruption pendant les heures de travail de l'établissement. — Si les agents assistent au défournement, ils procèdent, contradictoirement avec le fabricant, à la reconnaissance des quantités par nature et espèce des produits obtenus et il est dressé acte de cette opération, dont les résultats servent de base à la déclaration écrite qu'est tenu de faire le fabricant en vue de la prise en charge des produits à son compte. Au cas contraire, le fabricant doit faire immédiatement la déclaration écrite des produits obtenus, par nature et espèce ; les agents sont autorisés à vérifier, dans les vingt-quatre heures du dépôt de cette déclaration, la sincérité de ses énonciations en procédant à la reconnaissance des produits ; jusqu'à l'expiration de ce délai, lesdits produits ne peuvent être déplacés.

Art. 14. — Les industriels qui fabriquent, dans le périmètre fiscal d'une localité sujette, des produits compris parmi ceux énumérés sous les numéros 4 et 8 du tableau A du tarif annexé au décret du 8 décembre 1906, qui ne sont pas soumis à caution, sont assujettis aux obligations ci-après : — Le fabricant inscrit, sur un registre établi d'après le modèle fourni par l'administration, pour chaque jour de travail, à la fin de la journée, ou au moment de la cessation du travail si celui-ci est arrêté dans la journée : — 1° le nom des ouvriers employés à la fabrication dans la journée ; — 2° le nombre d'heures pendant lesquelles chaque ouvrier a travaillé ; — 3° le nombre, par espèce, des objets fabriqués ; — 4° les quantités, par espèce, de matières premières mise en œuvre. — Ces inscriptions doivent être faites sans ratures ni surcharges, sans interruptions, ni lacunes, ni interlignes. — Une déclaration des quantités, par espèce, fabriquées depuis la précédente déclaration, est faite par écrit au bureau des contributions diverses le premier jour de chaque semaine, pour la période hebdomadaire écoulée. Si l'industriel est entrepositaire, cette déclaration est complétée par l'indication des quantités de matières premières, par espèce, qui ont été employées à cette fabrication. Lorsque la fabrication aura été suspendue pendant toute la semaine, le fabricant fournit une déclaration négative. Il est donné récépissé de ces déclarations. — Les agents de l'administration sont autorisés à procéder à toutes les vérifications qu'ils jugent nécessaires pour s'assurer de l'exactitude des déclarations des fabricants. S'il résulte de ces vérifications, faites contradictoirement avec les intéressés ou leurs représentants, que les déclarations sont inexactes, la décharge ou la déduction à accorder pour les matières

---

(1) Ainsi *semble* devoir être rétabli le texte, en raison de l'erratum publié au *J. O. T.*, 28 déc. 1906, p. 1103, qui attribue cette rectification au 2e alinéa,

premières mises en œuvre sera établie d'après les constatations du service dont il est dressé acte. Si l'écart constaté dépasse 5 p. 100 des quantités déclarées, il est dressé procès-verbal et les produits pour lesquels la déclaration a été reconnue inexacte sont saisis.

Art. 15. — Les fabricants sont admis à se placer sous le régime de l'entrepôt pour les produits de leur fabrication, à la condition de se soumettre aux obligations générales imposées aux entrepositaires ; dans ce cas, ils jouissent des avantages que comporte ce régime, tant pour la réception de produits venant du dehors que pour l'expédition des produits de toute provenance qu'ils ont dans leur établissement. — Les déclarations de fabrication des industriels qui sont entrepositaires font l'objet de la délivrance de bulletins de mise en entrepôt, comme les passe-debout justifiant l'introduction de produits venant de l'extérieur ou d'autres entrepôts.

Art. 16. — Les fabricants qui ne sont pas placés sous le régime de l'entrepôt ne peuvent introduire dans leur établissement aucun produit de la nature et de l'espèce de ceux qui s'y fabriquent. — Ils ne peuvent enlever du lieu de fabrication aucune quantité de produits sans qu'elle ait fait l'objet d'une déclaration préalable au bureau désigné à cet effet et sans que le conducteur soit muni de la quittance justifiant de l'acquittement du droit afférent auxdits produits, si l'envoi est destiné à une personne non entrepositaire du lieu, ou d'un passe-debout si les produits sont destinés à un entrepôt du lieu ou à l'extérieur du lieu sujet.

Art. 17. — Le compte à tenir, pour chaque fabrique, tant par les agents de l'administration que par le fabricant, est établi, selon le cas, d'après l'un des modes déterminés ci-après :

A) *Fabricants non entrepositaires.* — Le compte présente : — Aux entrées, les quantités successivement fabriquées, d'après les déclarations prévues au dernier alinéa de l'art. 13 et à l'avant dernier alinéa de l'art. 14 (1) du présent arrêté et les constatations du service ; — Aux sorties, les quantités expédiées de l'établissement, sous le couvert de quittances pour les envois à la consommation du lieu, et sous le lien de passe-debout pour les envois à d'autres destinations, si, d'ailleurs, en ce qui concerne ces derniers, il est régulièrement justifié, soit de la sortie du lieu sujet par la représentation d'un certificat de sortie, soit de la prise en charge au compte d'un entrepositaire. — Les agents de l'administration établissent, aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire, la situation des restes en fabrique et la balance du compte. Les excédents que fait ressortir ce rapprochement sont saisis et procès-verbal est dressé ; les manquants sont immédiatement imposables.

B) *Fabricants placés sous le régime de l'entrepôt pour les produits fabriqués seulement.* — Le compte présente : — Aux entrées : — 1° les quantités successivement fabriquées, d'après les déclarations prévues au dernier alinéa de l'art. 13 et à l'avant-dernier alinéa de l'art. 14 (1) du présent arrêté et les constatations du service; — 2° les quantités de produits de même nature reçues du dehors et qui doivent, qu'elles proviennent du lieu sujet ou de l'extérieur dudit lieu, faire l'objet de déclarations de mise en entrepôt dans les conditions déterminées par le dernier alinéa de l'art. 15 du présent arrêté. — Aux sorties, dans des colonnes spéciales : — 1° les sorties non imposables ou décharges proprement dites, qui comprennent les envois à l'extérieur du lieu sujet, effectuées sous le lien de laissez-passer spéciaux (1) et justifiées par des certificats de sortie réguliers, et les envois à destination d'autres entrepositaires sous le lien de passe-debout régulièrement pris en charge au compte des destinataires ; — 2° les sorties imposables constituées par les envois à la consommation du lieu qui doivent être effectuées sous le couvert de laissez-passer. — La balance s'établit en comparant le total des

(1) Ainsi rétabli par un erratum publié au *J. O. T.*, 28 déc. 1906, p. 1103.

entrées avec le total des sorties non imposables ou décharges. — Les envois à la consommation locale, que représentent les sorties imposables, sont compris dans les manquants, lesquels ne peuvent, en aucun cas, être inférieurs au total desdites sorties imposables. Les manquants sont immédiatement imposables ; toutefois, il est déduit du montant des droits y afférents celui des droits, autres que les taxes municipales, que l'industriel justifie avoir acquittés sur les matières premières employées par lui à la fabrication ou à la préparation de ses produits.

C) *Fabricants placés sous le régime de l'entrepôt tant pour les matières premières que pour les produits fabriqués.* — Il est tenu un compte de matières premières et un compte de produits fabriqués. — Le compte de matières premières présente : — Aux entrées, les quantités de matières premières ou de produits servant de matières premières, préparés ou introduits dans l'établissement, qui doivent faire l'objet dans les conditions déterminées à l'art. 15 du présent arrêté, de déclarations de mise en entrepôt — Aux sorties : — 1° les quantités de matières premières ou de produits servant de matières premières expédiés en nature, soit à l'extérieur du lieu sujet sous le couvert de laissez-passer spéciaux, soit à destination d'un autre entrepositaire sous le lien d'un passe-debout, si d'ailleurs il est régulièrement justifié de la sortie du lieu sujet ou de la prise en charge au compte de l'entrepositaire destinataire ; — 2° des quantités employées, suivant déclarations régulières ou d'après les constatations du service, à la fabrication de produits pris en charge au compte des produits fabriqués. — Les quantités livrées à la consommation du lieu apparaissent en manquants à la suite des inventaires et sont imposées comme telles. — Le compte des produits fabriqués est tenu dans les mêmes conditions que chez les fabricants entrepositaires pour les produits fabriqués seulement. — Les agents de l'administration peuvent, chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, constater la situation des restes en entrepôt et opérer la balance des comptes, aussi bien pour les matières premières que pour les produits fabriqués. Si l'inventaire fait ressortir un excédent, cet excédent est saisi et procès-verbal est dressé. S'il apparaît des manquants, ceux-ci sont immédiatement imposables.

Art. 18. — Les laissez-passer dont le fabricant est tenu de se munir, au bureau des contributions diverses désigné à cet effet, avant tout enlèvement de produits à destination de l'extérieur du lieu sujet, présentent, d'après la déclaration écrite de l'industriel : — la date et l'heure de l'enlèvement ; — la quantité, par nature et espèce, des produits expédiés ; — la désignation du bureau de sortie ; — le délai nécessaire pour le transport depuis le lieu de fabrication jusqu'au bureau de sortie. — Le chef du service des contributions diverses peut, sur la demande des intéressés et leur engagement de remplir exactement sans rature ni surcharge les laissez-passer et leur souche, autoriser les fabricants à se délivrer eux-mêmes les titres de l'espèce. A cet effet, il leur est confié un registre spécial qu'ils doivent représenter à toute réquisition des agents de l'administration.

Art. 19. — Le directeur des douanes et le chef du service des contributions diverses sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1907.

14 décembre 1906. — Arrêté du gouv. gén. fixant les nouveaux traitements à allouer aux agents du service actif des douanes, à partir du 1er janvier 1907.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administra-

tion de l'Algérie (1); — Vu le décret du 20 juillet 1901 plaçant sous la direction du gouverneur général le service des douanes de l'Algérie (2); — Vu le décret du 7 août 1901 sur le fonctionnement du service des douanes en Algérie (3); — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement;

Art. 1er. — A compter du 1er janvier 1907, l'échelle des classes et traitements du service actif des douanes constituant le cadre algérien est établie en conformité du tableau ci-après :

GRADES	AGENTS ADMIS avant le 1er janvier 1901 — Traitement	Complément colonial	Total	AGENTS entrés en fonctions depuis le 1er janv. 1901 — Traitement
Patrons commandant les péniches à vapeur				
1re classe	1.800 fr.	600 fr.	2.400 fr.	2.400 fr.
2e classe	1.500 »	700 »	2.200 »	2.200 »
Brigadiers et patrons				
1re classe	1.400 »	600 »	2.000 »	2.000 »
2e classe	1.300 »	500 »	1.800 »	1.800 »
Sous-brigadiers et sous-patrons				
1re classe	1.250 »	450 »	1.700 »	1.700 »
2e classe	1.200 »	400 »	1.600 »	1.600 »
Préposés, matelots et cavaliers				
Haute paye	1.150 »	350 »	1.500 »	1.500 »
1re classe	1.100 »	350 »	1.450 »	1.450 »
2e classe	1.000 »	400 »	1.400 »	1.400 »
Cavaliers auxiliaires indigènes				
1re classe	.....	.....	.....	1.000 »
2e classe	.....	.....	.....	900 »

Art. 2. — L'indemnité attribuée, à titre de supplément de traitement, aux agents français du cadre algérien des douanes, en résidence à Aïn-Sefra, Ghardaïa et Tuggurth est fixée à 1.000 fr. par an. — Cette indemnité est de 250 fr. par an pour les agents de même catégorie en résidence à El-Aricha, Adjeroud-Kiss et Biskra.

15 décembre 1906.— Décret modifiant le décret du 18 octobre 1892 et réglementant les traitements, les indemnités et l'avancement du personnel des écoles indigènes (arabes-françaises et kabyles-françaises).

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 161.
(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1901, p. 41; *Rec. Alg.*, 1901. 3. 56.
(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1901, p. 45; *Rec. Alg.*, 1901. 3. 59.

cultes, — Vu le décret du 18 octobre 1892 (1); — Vu le décret du 23 août 1898 (2); — Vu le décret du 16 janvier 1902(3) ; — Vu l'avis du conseil de gouvernement et les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Les art. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 40 et 60 du décret précité du 18 octobre 1892 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« *Art. 30.* — Les titulaires sont répartis en cinq classes, suivant les règles de classement et d'avancement établies pour le personnel des écoles destinées aux européens. Toutefois, la proportion des promotions au choix est calculée, dans chaque classe, sur le nombre des maîtres remplissant les conditions requises pour obtenir une promotion au choix. — Un tableau de classement unique est dressé pour l'ensemble des trois départements de l'Algérie.

» *Art. 31.* — Les traitements des titulaires sont fixés ainsi qu'il suit :

Instituteurs		*Institutrices*	
5e classe.....	1.600 fr.	5e classe.....	1.600 fr.
4e classe.....	2.000 fr.	4e classe.....	1.900 fr.
3e classe.....	2.400 fr.	3e classe.....	2.100 fr.
2e classe.....	2.600 fr.	2e classe.....	2.400 fr.
1re classe.....	2.900 fr.	1re classe.....	2.600 fr.

» Les augmentations résultant du présent article et de l'art. 33, en ce qui concerne les traitements fixes, seront accordées à dater du 1er janvier 1906, dans les mêmes conditions que celles des instituteurs et institutrices des écoles d'européens d'Algérie.

» *Art. 32.* — Les titulaires chargés de la direction d'une école de plus de deux classes et de plus de quatre classes (4) jouissent des suppléments de traitement prévus à l'art. 8 de la loi du 19 juillet 1889. — Dans les écoles qui comprennent une classe d'enseignement primaire supérieur dite « cours complémentaire » le maître chargé de cette classe reçoit un supplément de traitement de 200 fr. — Les instituteurs ou institutrices qui, chargés d'un cours d'apprentissage ou d'un ouvroir comprenant l'enseignement des travaux artistiques indigènes, possèdent le certificat d'aptitude à l'enseignement du travail manuel dans les écoles normales et les écoles primaires supérieures, reçoivent aussi un supplément de traitement de 200 fr. soumis aux retenues pour la caisse des pensions civiles. Au bout de dix ans, ce supplément peut être porté à 500 fr. Ces instituteurs ou institutrices reçoivent, en outre, l'indemnité de résidence des maîtres chargés d'un cours complémentaire.

» *Art. 33.* — Le traitement des instituteurs et des institutrices stagiaires est de 1.500 fr. par an.

» *Art. 34.* — A défaut de titulaires, des stagiaires peuvent être temporairement délégués à la tête d'une école. Ils ne reçoivent, pendant la durée de cette délégation, que le traitement normal des stagiaires.

» *Art. 35.* — Les instituteurs français des écoles indigènes situées dans les centres européens des communes de plein exercice reçoivent, sur les fonds communaux, les mêmes indemnités de résidence que les instituteurs des écoles destinées aux européens. — Les titulaires et stagiaires français qui exercent dans des communes mixtes, dans des communes indigènes et dans les localités indigènes des communes de plein exercice, reçoivent sur le budget de l'Algérie, suivant l'importance du poste et la difficulté des approvisionnements, des indemnités spéciales tenant lieu d'indemnités de résidence fixées, sur la proposition du recteur, par arrêté du gouverneur général.

» *Art. 38.* — Tout titulaire qui passe des écoles indigènes dans les écoles

---

(1) Est. et Lef., p. 944 ; *Rec. Alg.*, 1892. 3. 197.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 161.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 9.

(4) *Sic.*

européennes ou inversement est rangé dans la classe correspondante à celle où il était placé et n'a droit qu'au traitement de cette classe, sauf l'exception transitoire prévue à l'art. 46. — Tout stagiaire qui, soit d'office, soit sur sa demande, est nommé dans une école européenne, n'a droit qu'au traitement réglementaire attaché à ses nouvelles fonctions.

» *Art. 39.* — Les adjoints et adjointes indigènes sont soumis aux mêmes conditions de capacité que les adjoints français stagiaires. — Ils sont répartis en quatre classes dans chacune desquelles les traitements sont fixés ainsi qu'il suit : — 4e classe, 1.400 fr. ; — 3e classe, 1.500 fr. ; — 2e classe, 1.600 fr. ; — 1re classe, 1.700 fr. — Des indemnités spéciales de résidence fixées, dans les limites de 100 fr. à 200 fr. par le gouverneur général sur la proposition du recteur, sont allouées sur les fonds du budget de l'Algérie aux adjoints et aux adjointes indigènes exerçant dans les villes importantes ou dans certaines localités des territoires du sud et des hauts plateaux où la vie est particulièrement chère. — Les adjoints et adjointes indigènes sont promus à l'ancienneté de classe et au choix dans les mêmes conditions que les instituteurs français. — Les adjoints et adjointes indigènes peuvent obtenir des récompenses et des distinctions honorifiques. — L'adjoint indigène remplissant les conditions réglementaires de stage et de capacité, qui se sera fait naturaliser français, pourra être nommé titulaire.

» *Art. 40.* — Les monitrices françaises, les moniteurs et monitrices indigènes doivent être pourvus du certificat d'études primaires et âgés de seize ans au moins. — Ils reçoivent une indemnité fixe annuelle de 800 fr. pouvant s'élever, par augmentations successives de 100 fr. tous les deux ans, jusqu'à 1.200 fr. Cette indemnité n'est pas passible de retenues pour pensions civiles. — Ceux qui exercent dans certaines localités des territoires du sud et des hauts plateaux où la vie est particulièrement chère, peuvent recevoir, comme les adjoints indigènes et les adjointes, une indemnité spéciale de résidence.

» *Art. 60.* — Les traitement des délégués à l'inspection est fixé à 3.500 fr., à dater du 1er janvier 1907. A partir du 1er janvier 1908, les inspecteurs de l'enseignement primaire des indigènes sont répartis en quatre classes dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit : — 4e classe, 4.000 fr. ; — 3e classe, 4.500 francs ; — 2e classe, 5.000 fr. — 1re classe, 5.500 fr. — Les délégués à l'inspection et les inspecteurs reçoivent, en outre, à titre d'indemnité spéciale de résidence non soumise aux retenues, une indemnité égale au quart du traitement afférent à leur classe personnelle.

15 décembre 1906. — Décret modifiant le tarif général des frais de route (1) (*J. O.* 23 décembre 1906, p. 8505).

15 décembre 1906. — Décret du bey sur la police administrative de la navigation (2) (*J. O. T.* 26 déc. 1906, p. 1095).

---

(1) Ce décret, qui modifie le tarif dans le sens d'un relèvement des indemnités allouées pour déplacements définitifs aux officiers subalternes mariés, aux adjudants et aux hommes de troupe, contient un certain nombre de dispositions relatives à l'allocation de l'indemnité de bagages en cas de déplacement soit dans l'intérieur de l'Algérie et de la Tunisie, soit avec traversée de la Méditerranée.

(2) Ce décret, très voisin quant à ses dispositions essentielles du D. B. 20 décembre 1904 (*Rec. Alg.*, 1905. 3. 85) qu'il abroge et remplace, a pour caractéristique de conférer au service de la navigation les attributions qui, dans le décret précédent, étaient partagées entre le service des douanes et celui de la navigation et des pêches.

18 décembre 1906 — Décret portant règlement du budget des territoires du sud de l'Algérie pour l'exercice 1907.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre de la guerre ; — Vu la loi du 21 décembre 1902, portant organisation des territoires du sud de l'Algérie et instituant un budget spécial et autonome pour ces régions (1) ; — Le décret du 30 décembre 1903, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 6 de la loi du 24 décembre 1902 (2) ; — Le décret du 14 août 1905 sur l'organisation administrative et militaire des territoires du sud de l'Algérie (3) ; — La délibération du conseil de gouvernement en date du 6 juillet 1906 ;

Art. 1er. — Le budget des territoires du sud de l'Algérie pour l'exercice 1907 est arrêté en dépenses à la somme de trois millions quatre cent soixante-deux mille quatre cent quatre-vingt-huit francs (3.462.488 fr.), conformément à l'état A ci-annexé, et en recettes à la somme de trois millions quatre cent soixante-dix-sept mille cinq cent soixante-dix-huit francs (3.477.578 fr.), conformément aux évaluations prévues à l'état B ci-annexé (4).

Art. 2. — La nomenclature des services pouvant donner lieu à prélèvement sur le crédit ouvert au chapitre des dépenses éventuelles est fixée conformément aux indications de l'état C ci-annexé (4).

18 décembre 1906. — Décret du bey modifiant les art. 17 et 22 du décret du 29 janvier 1892 (modifié par celui du 24 décembre 1903) sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra.

Vu le décret du 29 janvier 1892 (5) (modifié par celui du 24 décembre 1903) (6) sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra dans la régence ; — Considérant qu'il y a lieu de compléter les dispositions de ce décret ; — Sur la proposition de notre directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le rapport de notre premier ministre ;

Art. unique. — Les art. 17 et 22 du décret du 29 janvier 1892 (modifié par celui du 24 décembre 1903) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 17.* — Aucune plantation de vigne, même en pépinière, ne peut avoir lieu sans avoir été précédée d'une déclaration faite au moins un mois à l'avance au contrôleur civil, commandant de cercle ou chef d'annexe de la circonscription dans laquelle la plantation doit être effectuée. — Cette déclaration doit indiquer la nature (plantation en grande culture ou en pépinière), le lieu et l'étendue de la plantation projetée, la provenance des plants et la nature des cépages à mettre en terre. — Toute opération de multiplication

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 143 ; *Rec. Alg.*, 1903. 3. 21.
(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 267 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 101.
(3) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 261.
(4) Voy. les états annexés, *J. O.*, 21 décembre 1906, p. 8447.
(5) P. Zeys, v° Viticulture, n° 1631.
(6) Id., *Suppl.* 1904, n° 2348 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 87.

de vignes américaines ou de leurs hybrides par semis, greffe ou bouture donne lieu à une déclaration préalable spéciale établie comme il est dit ci-dessus et indiquant en outre le mode de multiplication auquel l'intéressé se propose de recourir. — Il est délivré à l'intéressé récépissé de sa déclaration et cette dernière est transmise à notre directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation dans le plus bref délai. — La déclaration précitée ne dispense pas les intéressés de la déclaration des surfaces plantées prescrite par les art. 10,et suivants du présent décret. — Toute plantation faite en violation des présentes dispositions ou à l'aide de plants dont l'origine aurait été faussement déclarée ou ne pourrait être prouvée par le détenteur, sera détruite par ordre de notre directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et le terrain, les emballages et les véhicules seront désinfectées, le tout dans les conditions prévues à l'art. 7 du présent décret. »

« *Art.* 22. — Lorsque l'existence du phylloxéra a été reconnue, notre premier ministre prend, sur la proposition de notre directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, un arrêté portant déclaration d'infection de tout ou partie des plantations de vignes, pépinières ou jardins contenant des pieds de vignes malades. — Cette déclaration d'infection entraîne les conséquences suivantes :

» I. — Dans les taches phylloxériques et les vignes situées dans une zone contiguë d'une étendue à déterminer suivant les circonstances : — 1° la destruction par le feu des ceps, tuteurs, échalas, feuilles, sarments et autres objets pouvant servir de véhicule au phylloxéra ; — 2° la désinfection du sol ; — 3° la défense de pénétrer si ce n'est avec une autorisation du délégué phylloxérique ; — 4° l'interdiction de toute nouvelle plantation de vigne pendant un temps qui ne pourra pas dépasser cinq années. — Dans la zone contiguë aux taches phylloxériques, le délégué phylloxérique a toutefois la faculté, tout en faisant procéder à un traitement suffisant pour détruire l'insecte, de ne pas ordonner la destruction des plantations de vigne.

» II. — Dans toute l'étendue des surfaces déclarées infectées l'interdiction de sortir tout objet pouvant servir à propager le phylloxéra. — Des arrêtés pris dans la forme indiquée par le paragraphe premier du présent article peuvent étendre la prohibition de sortie des produits susceptibles de propager le phylloxéra prévue pour les surfaces qui font l'objet d'une déclaration d'infection à des zones de protection à déterminer autour des lieux déclarés infectés ; ils peuvent également prescrire, au sujet de la circulation des dits produits, même en dehors des territoires déclarés infectés et des zones de protection susvisées, telles dispositions qui seraient jugées utiles. »

18 décembre 1906. — Arrêté du prem. ministre modifiant les art. 7, 8, 9, 10 et 12 de l'arrêté du 11 juillet 1906 réglementant les conditions de nomination à l'emploi de commissaire du gouvernement près les tribunaux tunisiens.

Vu les art. 1 et 3 du décret du 10 juillet 1906 instituant des commissaires du gouvernement près les tribunaux tunisiens (1) ; — Vu notre arrêté du 11 juillet 1906 (2) ;

Art. unique. — Les art. 7, 8, 9, 10 et 12 de notre arrêté du 11 juillet 1906 sont ainsi modifiés :

---

(1) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 261.

(2) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 261.

« *Art. 7.* — Les épreuves pratiques portant sur les connaissances en matière d'administration, de droit et de législation comportent : — *a*) Dépouillement et analyse du dossier d'une procédure civile ou pénale suivie par la justice tunisienne ; — *b*) Rapport concernant une enquête en matière civile ou pénale. — La durée accordée pour chacune de ces deux compositions est de deux heures et demie.

» *Art. 8.* — L'examen comporte : — 1° Interrogations sur la langue arabe (lecture d'un texte imprimé et d'un manuscrit, conversation). Ces interrogations donneront lieu à deux notes ; — 2° Interrogations sur les connaissances en matière : *a*) d'organisation administrative et judiciaire ; *b*) de droit, et *c*) de législation spécifiées au programme ci-dessous. Chacune de ces interrogations donnera lieu à une note spéciale.

» *Art. 9.* — Les épreuves écrites sont éliminatoires. Pour pouvoir être admis à subir les épreuves orales, les candidats devront avoir obtenu, pour l'ensemble des épreuves écrites, un minimum de 60 points. — Chaque composition écrite et chaque interrogation donnent lieu à une note variant de 0 à 20. — Une note d'aptitude professionnelle est donnée aux candidats par une commission désignée par nous à chaque session. — Tout candidat qui aura obtenu une note inférieure à 5 sera exclu du concours.

» *Art. 10.* — Ne pourront être portés sur la liste d'admission les candidats qui auraient obtenu en tout, à l'oral et à l'écrit, moins de 135 points.

» *Art. 12.* — Le programme des connaissances exigées, en matière d'organisation de droit et de législation, est ainsi arrêté :

» A. — *Organisation générale*

» *Gouvernement tunisien.* — Pouvoir exécutif ; le bey et le premier ministre ; mahroudh ; arrêtés du premier ministre.

» Administration générale. — Son organisation ; secrétariat général ; section d'État ; services judiciaires ; sûreté publique ; attributions de chacun de ces services. — Caïds, khalifas, cheiks ; leurs attributions en matière judiciaire et administrative. — Organisation municipale (notions très sommaires).

» Finances. — Direction générale des finances ; services financiers ressortissant à cette administration.

» Contrôles civils. — Organisation ; rôle général des contrôleurs civils.

» Justice française. — Son organisation en Tunisie ; sa compétence. — Rapports de la justice française et de la justice tunisienne (litispendance ; connexité, etc.).

» *Justice tunisienne.* — Charâ ; ouzara ; caïds ; tribunaux régionaux (connaissances complètes sur leur organisation, leur compétence, leur fonctionnement) ; décrets et circulaires concernant la justice tunisienne.

» B. — *Législation et droit*

» Source du droit tunisien : droit musulman et décrets beylicaux ; pouvoir législatif du bey ; son exercice. — Notions générales de droit musulman.

» Législation tunisienne : Code tunisien des obligations et des contrats. — Décrets sur la chasse ; sur la pêche ; sur les denrées alimentaires ; sur les débits de boissons ; sur les douanes ; sur l'enregistrement (20 juillet et 18 août 1896) ; sur les forêts (26 juillet 1903) ; sur la médecine et la pharmacie (15 juin 1888) ; sur le notariat tunisien ; sur la police rurale (décret du 15 décembre 1896) ; sur la presse (14 octobre 1884 et textes modifiant ce décret) ; sur les poids et mesures (25 janvier 1899) ; sur la police du roulage (décret et arrêté des 5 et 6 août 1897, et textes portant modification à ce décret). — Décrets sur l'instruction criminelle suivie devant la justice tunisienne ; — Décrets et règlement sur la procédure civile et pénale devant la justice tunisienne, etc., etc. ; — Exécution des jugements tunisiens par la justice tunisienne (décrets des 16 décembre 1884, 10 janvier 1885). Circulaires rela-

tives à ces exécutions. — Exécution des jugements français par l'administration tunisienne (décret du 17 juin 1901). — Décret sur la profession d'oukil ».

21 décembre 1906. — Décret portant règlement définitif du budget des territoires du sud de l'Algérie pour l'exercice 1905 (*J. O.*, 26 et 27 décembre 1906, p. 8574) (1).

21 décembre 1906. — Arrêté du gouv. gén. autorisant le vinage à domicile des vins destinés à l'exportation à l'étranger ou dans les colonies françaises.

Vu le décret du 26 décembre 1884 (2) ; — Le décret du 27 juin 1887, et notamment l'art. 47 dudit décret (3) ; — L'art. 32 de la loi du 26 janvier 1892 (4) ; — La loi du 24 juillet 1894 ; — Les art. 20 et 21 de la loi du 28 décembre 1895 (5) ; — L'art. 32 de la loi du 13 avril 1898 (6) ; — Le décret du 13 août 1900 (7) ; — Le décret du 3 décembre 1903 (8) ; — Le décret du 16 mars 1904 (9) ; — Le décret du 28 décembre 1905 (10) ; — L'arrêté du 6 décembre 1888 (11) ; — L'arrêté du 7 juin 1890 (12) ; — Le décret du 23 août 1898 relatif aux attributions du gouverneur général de l'Algérie (13) ; — Le conseil de gouvernement entendu ;

Art. 1er. — Dans les trois départements algériens, les vins destinés à être exportés à l'étranger ou aux colonies françaises pourront recevoir, en franchise des droits d'octroi de mer et de consommation, aux lieux mêmes de production ou d'expédition, telle addition d'alcool que les producteurs ou les commerçants jugeront nécessaire. — Ce vinage pourra avoir lieu soit à la cuve, au moment de la fermentation, soit au tonneau, sur les vins fermentés. — Les opérations seront pratiquées conformément aux règles ci-après :

TITRE Ier

VINAGE A LA CUVE

Art. 2. — Le vinage à la cuve n'est autorisé que chez les viticulteurs ; il ne pourra être pratiqué que sur les vendanges fraîches et avec des alcools

(1) Le résultat de ce budget est arrêté à 3.378.392 fr. 91 en recettes, et à 3.013.526 fr. 23, en paiements effectués, faisant apparaître un excédent de recettes de 364.866 fr. 68.

(2) Est. et Lef., p. 649 ; *Rec. Alg.* 1885. 3. 30.

(3) Est. et Lef., p. 766 ; *Rec. Alg.* 1887. 3. 141.

(4) Est. et Lef., p. 925 ; *Rec. Alg.* 1892. 3. 7.

(5) Est. et Lef., p. 1061 ; *Rec. Alg.* 1896, 3. 73.

(6) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 47 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 114.

(7) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 53 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 100.

(8) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 256 ; *Rec. Alg.* 1904. 3. 78.

(9) Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 19 ; *Rec. Alg.* 1904. 3. 125.

(10) *Rec. Alg.* 1906. 3. 42.

(11) Est. et Lef., p. 846 ; *Rec. Alg.* 1889. 3. 2.

(12) Est. et Lef., p. 890, *Rec. Alg.* 1890. 3. 35.

(13) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

placés en entrepôt et fabriqués dans les conditions prévues par le décret du 16 mars 1904. — Les vendanges et les alcools devront provenir exclusivement de la récolte du producteur.

Art. 3. — Les viticulteurs qui voudront bénéficier de la faculté du vinage à la cuve en feront la déclaration dix jours au moins à l'avance à la recette des contributions diverses de leur circonscription. — Cette déclaration énoncera : — 1° Les nom, prénoms, profession et demeure des déclarants ; — 2° Les jour et heures des opérations et le lieu où elles seront effectuées ; — 3° La quantité de vendange, exprimée en volume et en poids, qui recevra une addition d'alcool ; — 4° Le volume et le degré des eaux-de vie et esprits qui seront employés au vinage ; — 5° Le volume et la richesse alcoolique totale du vin qui sera obtenu. — La déclaration sera complétée, au moment des opérations, par l'indication de la richesse saccharine des moûts que la vendange peut produire.

Art. 4. — Le versement de l'alcool sur les vendanges ne pourra avoir lieu qu'en présence des agents des contributions diverses. — Aussitôt après ce versement et pendant toute la période de fermentation, les récipients contenant la vendange alcoolisée seront placés sous la surveillance permanente des employés qui assisteront également au soutirage des vins et au pressurage des marcs.

Art. 5. — A leur sortie du pressoir, les marcs des vendanges vinées seront distillés sous la surveillance du service ; les alcools provenant de cette opération seront soumis aux droits ou placés en entrepôt.

TITRE II

VINAGE DES VINS FERMENTÉS

Art. 6. — Les producteurs et les commerçants qui voudront viner sur les points d'enlèvement des vins fermentés destinés à l'exportation à l'étranger ou aux colonies françaises, en feront la déclaration dix jours au moins à l'avance à la recette des contributions diverses de leur circonscription. — Cette déclaration énoncera : — 1° Les nom, prénoms, profession et demeure des déclarants ; — 2° Les jour et heure des opérations et le lieu où elles devront être effectuées ; — 3° La quantité de vin qui recevra une addition d'alcool ; — 4° La richesse alcoolique naturelle de ce vin ; — 5° Le volume et le degré des eaux-de-vie et esprits qui seront employés au vinage ; — 6° Le volume total et la richesse alcoolique du mélange.

Art. 7. — L'opération du vinage ne pourra avoir lieu qu'en présence des employés des contributions diverses. — L'alcool et les vins destinés à être employés seront présentés séparément aux agents de l'administration dans des locaux ou enclos isolés ne renfermant aucune autre boisson ou liquide.

Art. 8. — Ne sont admis au vinage que les vins naturels de vendange fraîche titrant au moins 9 degrés de richesse alcoolique. — Les vins d'origine étrangère sont exclus du vinage.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 9. — Les alcools destinés au vinage seront accompagnés d'un acquit-à-caution délivré dans les conditions prévues par l'art. 5 du décret du 27 juin 1887 et qui ne sera déchargé qu'après l'opération du vinage.

Art. 10. — Les vins vinés circuleront entre le lieu de production et le port d'embarquement, comme liquides alcooliques, dans les récipients scellés par l'administration et sous le lien d'acquits-à-caution mentionnant leur volume, leur degré et leur teneur alcoolique totale. — Ces acquits-à-caution, délivrés

dans les conditions spécifiées à l'article précédent, seront déchargés par le service des contributions diverses au vu de certificats d'exportation délivrés par le service des douanes.

Art. 11. — Lorsque l'exportation aura lieu immédiatement après le soutirage et le pressurage des marcs pour le vinage à la cuve, ou après le versement des alcools pour le vinage sur vins fermentés, les employés ayant assisté aux opérations scelleront les récipients contenant les vins vinés et feront délivrer les acquits-à-caution d'exportation. — Si l'enlèvement des vins alcoolisés n'est pas immédiat, ces vins seront emmagasinés à part, dans des locaux spéciaux, sous la clef ou sous le scellement du service et placés sous le régime de l'entrepôt, comme liquides alcooliques, dans les conditions prévues par le décret du 13 août 1900. Toutefois, les comptes seront tenus pour le volume et pour la richesse alcoolique des liquides entreposés.

Art. 12. — Les soutirages, clarifications et autres opérations nécessaires pour la conservation ou l'amélioration des produits, sont déclarés à la recette des contributions diverses 48 heures à l'avance et ne peuvent avoir lieu qu'en présence des employés. Les enlèvements sont déclarés dans le même délai et effectués sous la surveillance du service qui, après avoir scellé les récipients, fait délivrer les acquits-à-caution d'exportation.

Art. 13. — Dans tous les cas où il y a lieu d'apposer des scellés, l'administration en détermine la forme et l'emplacement. — Ces scellés doivent toujours être représentés intacts. — Le prix d'apposition de chaque scellement est de 10 centimes.

Art. 14. — Chaque fois qu'il le juge convenable, le service des contributions diverses peut prélever gratuitement, pour les soumettre à l'analyse, des échantillons sur les vins vinés mis en circulation ou admis en entrepôt.

Art. 15. — Les bouilleurs de cru entrepositaires d'Algérie se livrant au vinage pour l'exportation dans les conditions prévues par le présent arrêté, sont autorisés à préparer chez eux, avec des marcs et des alcools de leur récolte, des macérations destinées à l'alcoolisation de leurs vins. — Ces macérations, dont la richesse alcoolique devra être comprise entre 35 et 60 degrés, seront placées sous la clef ou sous le scellement du service qui assistera à leur préparation et à leur emploi ; elles ne seront déchargées au compte d'entrepôt du bouilleur de cru qu'après versement sur les vins d'exportation.

Art. 16. — Les producteurs ou négociants s'engageront à supporter tous les frais de surveillance de leurs opérations, y compris ceux du cachetage des fûts et du prélèvement des échantillons. Ces frais sont réglés par décision du gouverneur général de l'Algérie.

22 décembre 1906. — Loi portant approbation de l'acte général de la conférence internationale d'Algéciras.

22 décembre 1906. — Décret du bey modifiant les art. 1, 2, 4 et 6 du décret du 18 avril 1896 fixant les droits à percevoir par les greffiers des tribunaux de province pour la délivrance des copies ou expéditions des requêtes, actes et titres déposés pour l'instruction des affaires civiles et des jugements rendus par ces tribunaux.

Vu le décret du 18 avril 1896, fixant les droits de chancellerie à percevoir

sur les expéditions ou grosses délivrées par les greffiers des tribunaux de province (1).

Art. 1er. — Les art. 1, 2, 4 et 6 du décret du 18 avril 1896 sont abrogés et remplacés ainsi qu'il suit :

(Ancien art. 1). — La délivrance par les greffiers de l'ouzara et des tribunaux de province, des copies ou expéditions des requêtes, actes et titres déposés pour l'instruction des affaires civiles et des jugements rendus par ces tribunaux, tant en matière civile qu'en matière pénale, donne lieu à la perception, outre les droits de timbre, d'enregistrement et de greffe, d'un droit de chancellerie (droit d'expédition) fixé à 3 fr. sur les cinq premières pages et 0,60 par page en plus. — La page contient 25 lignes et la ligne 50 lettres. La dernière page sera comptée pour une page entière si elle contient au moins 13 lignes. — Ce droit est uniformément de 0,60 pour les extraits délivrés au trésor en conformité de l'art. 6 ci-après.

(Ancien art. 2). — La délivrance par les mêmes greffiers des copies ou extraits en forme exécutoire donne lieu à la perception : — 1° du droit d'expédition spécifié à l'article précédent; — 2° d'un droit proportionnel portant sur le montant de la condamnation prononcée et fixée : — jusqu'à 2.000 fr., 3 p. 100 ; — de 2.000 fr. à 4.000 fr., 2 p. 100 ; — de 4.000 fr. à 5 000 fr., 1 p. 100 ; — au-dessus de 5.000 fr., 0,50 p. 100. — Le droit proportionnel suit les sommes et valeurs de 100 fr. en 100 fr. inclusivement et sans fraction. — Si la condamnation porte sur des objets d'une valeur non indiquée, cette valeur est arbitrée par le jugement. Dans le cas où cette évaluation est impossible, le droit proportionnel est fixé à 6 fr. — En matière pénale, le droit proportionnel de chancellerie est dû sur le montant des amendes et condamnations civiles prononcées par les différentes juridictions répressives. Cependant si la partie lésée s'est contentée de demander concurremment aux poursuites pénales, soit le remboursement des frais par elle exposés, soit la restitution des objets lui appartenant, le droit proportionnel de chancellerie s'élèvera, d'une façon uniforme, à 3 fr., quel que soit le montant du remboursement ou de la restitution, sous réserve de la réduction prévue à l'art. 3.

(Ancien art. 4). — Toutes les copies ou expéditions délivrées par les greffiers de l'ouzara et les tribunaux régionaux, qu'elles soient ou non en forme exécutoire, mentionnent le montant des droits de chancellerie, la date et le numéro du reçu. — Ces droits, liquidés par le greffier, sont perçus par le comptable public désigné à cet effet par le directeur des finances. — En cas d'infraction aux dispositions du décret du 18 avril 1896 ainsi modifié, le greffier est passible d'une amende de 20 fr. et sera, s'il échet, déclaré responsable du paiement des droits dus en conformité des décrets en vigueur.

(Ancien art. 6). — Le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées au profit de l'État est suivi par la direction générale des finances au vu d'un extrait que le greffier établit d'office, et sans autres frais que les taxes édictées aux art. 1, 2 et 3 qui s'ajoutent de plein droit au montant des condamnations.

Art. 2. — Le premier ministre et le directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui aura effet à compter du 1er janvier 1907.

22 décembre 1906. — Décret du bey relatif aux jugements définitifs rendus par les tribunaux de province et par le tribunal de l'ouzara.

---

(1) P. Zeys, v° *Justice tunisienne*, n° 831.

Vu le décret du 20 juillet 1896 (1) et les règlements pour en assurer l'exécution ; — Vu le décret du 22 décembre 1906 ; — Sur le rapport de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Les jugements définitifs rendus par les tribunaux de province et par l'ouzara, tant en matière civile, qu'en matière pénale, doivent être enregistrés dans les 25 jours de leur date, sur la minute, au vu d'une traduction marginale sommaire.

Art. 2. — Les jugements préparatoires et interlocutoires sont dispensés de la formalité de l'enregistrement. — Sont enregistrés gratis : — Les jugements rendus en matière pénale, sur les poursuites de l'administration judiciaire ou d'une administration publique, lorsqu'aucun particulier ne se porte partie civile ; — Ceux qui ont pour objet le règlement des contestations relatives au recouvrement de taxes dues à l'État ou aux communes.

Art. 3. — Les jugements rendus sur une demande civile ou de réparations civiles donnent ouverture aux droits d'enregistrement suivants :

Jugements des tribunaux de province. — 1° En dernier ressort : 2 fr. ; — 2° En premier ressort : — *a)* Si l'affaire n'excède pas 1.200 fr. : 3 fr. ; — *b)* Si elle excède ce chiffre sans dépasser celui de 3.000 fr. : 4 fr. ; — *c)* Si elle dépasse 3.000 fr. ou s'il s'agit d'actions possessoires : 5 fr.

Décisions de l'ouzara. — 1° Affaires venant sur appel d'un jugement rendu par un tribunal de province : — *a)* Si l'affaire n'excède pas 1.200 fr. : 4 fr. ; — *b)* Si elle excède ce chiffre sans dépasser celui de 3.000 fr. : 5 fr. ; — *c)* Si elle dépasse 3.000 fr. ou s'il s'agit d'actions possessoires : 6 fr. ; — 2° Affaires venant directement devant l'ouzara : 6 fr. — Cependant jusqu'à l'extension de la compétence des tribunaux de province encore non pourvus d'un commissaire du gouvernement, les décisions rendues par l'ouzara ne sont taxées qu'au tarif spécifié ci-dessus des jugements des tribunaux de province lorsqu'elles n'excèdent pas la compétence de cette dernière juridiction.

Art. 4 — Les droits de timbre exigibles en vertu du décret du 20 juillet 1896, — 1° Sur la demande en justice ; — 2° Sur l'assignation et sur l'acte d'appel ; — 3° Sur la minute des jugements préparatoires interlocutoires ou définitifs ; — 4° Sur la signification desdits jugements, — sont fixés à forfait pour chaque affaire suivie devant les tribunaux de province et devant l'ouzara, à la somme de 1 fr. 20, moyennant quoi les pièces précitées continueront d'être écrites sur papier non timbré. Il n'y a pas lieu à la perception de la taxe de 1 fr. 20 lorsque le jugement est enregistré gratis. — Les droits de timbre exigibles sur les différentes pièces des procédures suivies devant les présidents des tribunaux régionaux, le délégué à la driba et les caïds statuants en exécution du décret du 23 mai 1900 (2) sur une demande civile ou de réparations civiles de 10 fr. et au-dessus, sont fixés à forfait pour chaque affaire à 0 fr. 60. En vue de la perception de cette taxe les instances y donnant ouverture doivent obligatoirement être inscrites, par ordre de réception et de date, sur deux registres timbrés au droit ci-dessus, l'un destiné aux affaires civiles, l'autre destiné aux affaires pénales. Les décisions ne donnant pas ouverture à la taxe continuent à être mentionnées sur les registres prescrits par les art. 2 et 7 du décret du 23 mai 1900.

Art. 5. — Préalablement à l'enrôlement définitif des affaires introduites devant l'ouzara et les tribunaux de province, le demandeur doit verser ou faire verser entre les mains du receveur des contributions diverses du siège du tribunal, qui lui en délivre quittance, le montant présumé du droit d'enregistrement liquidé par le greffier, la taxe forfaitaire de timbre et le droit de

---

(1) P. Zeys, v° *Enregistrement,* n°s 543-544 ; *Rec. Alg.*, 1896. 3. 185,

(2) P. Zeys, v° *Justice tunisienne*, n° 850 ; *Rec. Alg.*, 1900. 3. 72.

greffe. Les droits versés sont définitivement acquis au trésor. — Tout versement reconnu insuffisant en cours d'instance doit être complété avant le prononcé du jugement. — Les greffiers doivent, en outre, déposer dans les dix premiers jours de chaque mois, à la recette des contributions diverses du siège du tribunal un relevé des instances inscrites au rôle général qui, à la suite d'une annulation ordonnée par le président pour défaut de paiement des droits, sont considérées comme n'ayant jamais été introduites. Dans le cas où il n'aurait été opéré aucune annulation de cette nature pendant le mois, ils remettent un relevé négatif. — Toute contravention aux dispositions du présent décret est punie d'une amende de 20 fr.

Art. 6.— Sont exemptes du timbre : — 1° Les expéditions des jugements rendus sur les affaires qui entrent dans le taux du dernier ressort des tribunaux de province ; — 2° Les expéditions ou extraits délivrés à une administration publique ou aux agents de la force publique lorsqu'il y est fait mention de cette destination ; — 3° Les expéditions des décisions rendues par les présidents des tribunaux régionaux, délégués à la driba et caïds statuant en exécution du décret du 23 mai 1900. — Toutes les autres expéditions des jugements rendus en toutes matières par l'ouzara et par les tribunaux de province ne peuvent être établies que sur papier timbré dit moyen papier.

Art. 7 — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 8. — Notre premier ministre et le directeur des finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret qui aura effet du 1er janvier 1907.

24 décembre 1906. — **Décret** sur la vente des tabacs en Algérie.

Sur le rapport du ministre des finances ; — Vu le titre V de la loi du 28 avril 1816 sur la fabrication et la vente des tabacs ; — Vu le décret du 9 mai 1894; — Vu les décrets des 13 janvier 1899, 31 mai 1902, 14 octobre 1902, 4 mai 1903 et 13 mars 1906 ; — Vu les décrets du 31 mai 1854, du 27 mars 1886 et du 29 janvier 1892 ; — Vu les décrets du 25 octobre (1) et du 25 novembre 1906 (2), relatifs à l'application de taxes de reconnaissance et de consommation sur les tabacs fabriqués de toute provenance importés en Algérie ; — Vu l'art. 25 de la loi de finances du 26 décembre 1892 :

Art. 1er. — Les tabacs fabriqués de toutes espèces, vendus dans les débits ordinaires de la métropole, seront livrés par la régie aux agents des contributions diverses remplissant les fonctions d'entreposeur des tabacs en Algérie.

Art. 2. — Les prix de vente des tabacs mentionnés à l'art. 1er sont fixés ainsi qu'il suit :

NUMÉROS DE LA SÉRIE	PRIX DE VENTE PAR KILOGRAMME (taxes algériennes comprises)	
	Aux débitants	Aux consommateurs
1° Tabacs de luxe		
Cigares (250 cigares sont comptés pour 1 kilogr.)		
a) Cigares fabriqués à l'étranger (Havane, Manille et Mexique)		
1	1.175 »	1.250 »
2	940 »	1.000 »

(1) *Rev. Alg.* 1906. 3. 309.

(2) *Rev. Alg.* 1907. 3. 4.

NUMÉROS DE LA SÉRIE	PRIX DE VENTE PAR KILOGRAMME (taxes algériennes comprises) — Aux débitants	Aux consommateurs
3	705 »	750 »
4	450 »	500 »
5	337 50	375 »
5 A	292 50	325 »
6	281 25	312 50
6 A	258 75	287 50
7	225 »	250 »
8	202 50	225 »
9	175 »	200 »
10	153 15	175 »
11 et 12	131 25	150 »
13 et 14	109 40	125 »
15	98 50	112 50
16 et 17	87 50	100 »
18	76 50	87 50
19	65 65	75 »
20 et 20 *bis*	54 70	52 50
21	42 50	50 »
b) Cigares fabriqués en France		
31 et 31 *bis*	111 25	125 »
32 et 32 *bis*	87 50	100 »
33 et 33 *bis*	76 50	87 50
34 et 34 *bis*	67 65	75 » (1)
35	50 »	62 50
35 *bis*	65 65	75 »
Cigarettes fabriquées en France (1.000 cigarettes sont comptées pour 1 kilogr.)		
43	41 »	50 »
44 et 45	32 »	40 »
46	28 »	35 »
47	24 »	30 »
48	21 »	25 »
49	17 80	20 »
Scaferlatis		
11	38 25	45 »
12	29 75	35 »
13	25 50	30 »
2° TABACS DE VENTE COURANTE		
Cigares (250 cigares sont comptés pour 1 kilogr.)		
41	76 50	87 50
42 et 42 *bis*	65 60	75 »
43 et 43 *bis*	54 80	62 50
44 et 44 *bis*	43 50	50 »
45 et 45 *bis*	31 85	37 50
46-46 *bis* et 46 *ter*	20 85	25 »
47	15 »	18 75
48	10 30	12 50

(1) Ainsi rectifié par un erratum publié au *J. O.*, 28 déc. 1906, p. 8618.

NUMÉROS DE LA SÉRIE	PRIX DE VENTE PAR KILOGRAMME (taxes algériennes comprises)	
	Aux débitants	Aux consommateurs
Cigarettes (1.000 cigarettes sont comptées pour 1 kilogr.)		
61	80 »	100 »
62	58 65	75 »
63	40 »	50 »
64	34 »	45 »
65	18 75	25 »
66	40 »	50 »
67	36 »	45 »
68	26 25	35 »
69	22 50	30 »
70	18 75	25 »
71	36 »	45 »
72	32 »	40 »
73	22 50	20 »
74	18 75	25 »
75	15 25	20 »
76	27 35	35 »
77	23 50	30 »
78	15 60	20 »
79	11 70	15 »
80	10 30	12 50
81-81 *bis* et 82	19 80	27 50
83-83 *bis* et 84	15 25	20 »
Scaferlatis		
21	20 »	25 »
22 et 23 *bis*	12 »	15 »
23	10 20	13 »
24 et 24 *bis*	6 10	7 50
Tabacs à mâcher		
1	11 20	14 »
2	6 50	8 »
3	10 »	12 50
Tabacs à priser		
1	6 50	8 »
2 (1)	6 10	7 50
3° TABACS DE VENTE RESTREINTE		
Scaferlatis		
35 à 36	3 »	3 50
35 *bis*	4 »	4 50
Tabacs à mâcher		
13 et 14	3 15	3 50
Tabacs à priser		
11	3 »	3 50
11 *bis*	4 »	4 50

Art. 3. — Les deux produits ci-après, qui ne sont pas mis en vente dans les débits ordinaires, seront directement livrés aux consommateurs par les agents des contributions diverses remplissant les fonctions d'entreposeur des tabacs en Algérie, et seront vendus aux prix suivants :

NUMÉROS DE LA SÉRIE	PRIX DE VENTE PAR KILOGRAMME (Taxes algériennes comprises)	
	Aux débitants	Aux consommateurs
TABACS DE LUXE		
Cigares fabriqués en France (250 cigares sont comptés pour 1 kilogr.)		
I H.....	» »	31 25
D B.....	» »	25 »

Art. 4. — La livraison éventuelle des tabacs de vente restreinte (troupe et hospices) ne pourra avoir lieu que moyennant l'accomplissement préalable des formalités auxquelles ces produits sont assujettis dans la métropole.

Art. 5. — Les tabacs de toutes espèces seront vendus dans les entrepôts et les débits en coffrets, boîtes, étuis et paquets fermés et revêtus des vignettes de la régie avec marques spéciales, ainsi que des timbres du gouvernement général de l'Algérie constatant la perception du droit de consommation intérieure. Le timbre algérien pourra faire partie intégrante de la vignette de la régie. — A titre exceptionnel, les cigares d'un prix inférieur à 40 centimes pièce pourront être vendus à l'unité et offerts au public dans les enveloppes d'origine, préalablement ouvertes, mais sous réserve que ces enveloppes ne serviront qu'une fois et qu'elles porteront leurs vignettes et timbres bien apparents.

Art. 6. — Les produits destinés à l'Algérie ne pourront être introduits et consommés en France. Toute infraction à cette disposition sera considérée comme une importation frauduleuse et punie comme telle.

Art. 7. — Il est alloué aux agents des contributions diverses remplissant les fonctions d'entreposeur une remise proportionnelle de 2 fr. 50 par 100 fr. sur le produit de leurs ventes, taxes algériennes non comprises.

Art. 8. — Les dispositions et les prix ci-dessus seront appliqués à partir du 1er janvier 1907.

24 décembre 1906. — Décret du bey modifiant l'art. 1er du décret du 12 août 1905 relatif aux effets de commerce payables la veille des fêtes légales.

Vu le décret du 12 août 1905 (1) ; — Vu la loi française du 20 décembre 1906 ;

Art. unique. — L'art. 1er du décret du 12 août 1905 est remplacé par la disposition suivante :

Lorsque les fêtes légales tomberont un vendredi ou un mardi, aucun paiement d'aucune sorte sur effet, mandat, chèque, compte courant, dépôt de fonds ou de titres, ou autrement, ne peut être exigé, ni aucun protêt dressé le lendemain des fêtes tombant un vendredi ou la veille des fêtes tombant un mardi.

---

(1) P. Zeys, *Suppl.* 1905, n° 2817; *Rec. Alg.*, 1905. 3. 261.

31 octobre 1906. — **Décret** fixant les conditions de partage des anciens consistoires israélites départementaux de l'Algérie.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes; — Vu l'ordonnance du 25 mai 1844, les décrets des 29 août 1862, 5 février 1867 et 12 septembre 1872 relatifs à l'organisation du culte israélite; — Le décret du 31 décembre 1895 appliquant à l'Algérie le décret du 27 mars 1893 portant règlement d'administration publique sur le régime financier et la comptabilité des consistoires et communautés israélites (1); — Le décret du 10 septembre 1898 appliquant à l'Algérie le décret du 18 juin 1893 sur le même objet (2); — Le décret du 21 septembre 1903 qui réorganise les consistoires israélites algériens et, notamment, l'art. 14 ainsi conçu : « Il sera » statué ultérieurement sur les conditions de partage de l'actif et du passif » des anciens consistoires départementaux » (3); — L'avis du ministre de l'intérieur; — Les autres pièces du dossier;

Art. 1er. — Les conditions de partage des anciens consistoires israélites départementaux d'Algérie sont fixées ainsi qu'il suit : — L'actif et le passif de chaque nouveau consistoire sont constitués : — 1° De l'actif et du passif de chacune des communautés israélites comprises dans sa circonscription; — 2° D'une quote-part à prendre par le dit consistoire au prorata du chiffre des électeurs dans les biens et charges provenant de libéralités faites, sans affectation spéciale à une communauté israélite, à l'ancien consistoire dans la circonscription duquel le nouveau se trouve compris. — Les revenus des biens grevés d'affectation charitable seront remis par chaque consistoire au bureau de bienfaisance pour être distribués dans les conditions prévues par les art. 8 et 9 du décret du 21 septembre 1903. — Les frais d'administration des anciens consistoires départementaux demeureront exclusivement à la charge respective des consistoires d'Alger, d'Oran et de Constantine.

24 décembre 1906. — **Arrêté du dir. des finances** fixant le taux de conversion pour la liquidation du droit d'entrée sur les olives (*J. O. T.*, 26 décembre 1906, p. 1101).

27 décembre 1906. — **Loi** autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1907.

Art. 1er. — Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes énoncées à l'état A (4) annexé à la présente loi seront établies, pour 1907, au profit de l'Algérie, conformément aux lois existantes.

Art. 2. — Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties demeure fixé, en principal, à 3 fr. 20 p. 100 de la valeur locative établie comme il est

---

(1) Est. et Lef., p. 1064.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 97; *Rev. Alg.*, 1899. 3. 1.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 239; *Rev. Alg.*, 1904. 3. 50.

(4) Voy. les états annexés, *J. O.*, 28 décembre 1906, p. 8606 et s.

dit à l'art. 5 de la loi du 20 juillet 1891 (1), et après les déductions spécifiées à l'art. 4 de la loi du 29 décembre 1900 (2).

Art. 3. — Les droits, produits et revenus énoncés à l'état B annexé à la présente loi seront établis, pour 1907, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 4. — Le maximum des centimes ordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'art. 58 du décret du 23 septembre 1875 (3), est fixé, pour l'année 1907 : 1° à 25 centimes sur la contribution foncière des propriétés bâties ; 2° à 1 centime sur les contributions foncière (propriété bâtie) et des patentes.

Art. 5. — En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1907, à titre d'imposition spéciale, 7 centimes additionnels aux contributions foncière (propriété bâtie) et des patentes.

Art. 6. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter annuellement, en vertu de l'art. 40 du décret du 23 septembre 1875, modifié par le décret du 17 septembre 1898 (4), est fixé, pour l'année 1907, à 12 centimes additionnels aux contributions foncière (propriété bâtie) et des patentes.

Art. 7. — Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les contributions foncière (propriété bâtie) et des patentes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'art. 61 du décret du 23 septembre 1875 ou déclarées obligatoires par des lois spéciales, est fixé, pour l'année 1907, à 2 centimes.

Art. 8. — Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'art. 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1907, à 5 centimes sur la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 9. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux, en vertu de l'art. 42 du décret du 23 septembre 1875, ne pourra dépasser, en 1907, 20 centimes.

Art. 10. — Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'art. 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, pour le gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels, pour le payement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de 10 centimes, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à 20 centimes.

Art. 11. — Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'art. 4 de la loi du 2 août 1829, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des décrets des 23 septembre 1875 et 17 septembre 1898 sur les attributions départementales, de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation communale, des décrets des 5 juillet 1854 et 15 juin 1899 sur les chemins vicinaux, du décret du 19 mars 1886 sur les chemins ruraux, de la loi du 21 décembre 1882 tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale, pendant l'absence de leurs chefs, de la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes, et de la loi du 20 juillet 1891, en ce qui concerne, notamment,

---

(1) Est. et Lef., p. 919 ; *Rec. Alg.*, 1891. 3. 41.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 103 ; *Rec. Alg.*, 1900. 3. 165.

(3) Est. et Lef., p. 469.

(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 97 ; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 186.

le calcul du produit total des centimes départementaux et communaux portant sur la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 12. — Est et demeure autorisée la perception des contributions directes, des taxes y assimilées et des contributions arabes à établir, pour l'exercice 1907, en conformité de la présente loi.

Art. 13. — Est également autorisée, pour 1907, conformément aux lois existantes, la perception des divers droits, produits et revenus énoncés dans l'état C annexé.

Art. 14. — Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées, pour l'exercice 1907, par les lois de finances relatives au budget de l'Algérie, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois ans, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

27 décembre 1906. — Décret portant règlement du budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1907.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur; — Vu la loi du 19 décembre 1900 (1); — L'art. 63 de la loi du 30 mars 1902 (2); — L'art. 99 de la loi du 31 mars 1903 (3); — L'art. 3 de la loi du 20 avril 1906 (4); — La loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1907 en date du 27 décembre 1906 (5); — Les délibérations de l'assemblée plénière des délégations financières en date des 31 mai, 1er et 2 juin 1906; — Les délibérations du conseil supérieur du gouvernement en date des 23 et 25 juin 1906;

Art. 1er. — Le budget de l'Algérie pour l'exercice 1907 est arrêté en dépenses à la somme de 103.313.343 fr. conformément à l'état A ci-annexé (6), et en recettes à la somme de 103.361.061 fr., conformément aux évaluations prévues à l'état B ci-annexé (6).

Art. 2. — La nomenclature des services pouvant donner lieu à prélèvement sur le crédit ouvert au chapitre des dépenses éventuelle est fixée conformément aux indications de l'état C ci-annexé (6).

Art. 3. — Seront rattachées, à titre exceptionnel, au budget de l'Algérie pour l'exercice 1907, les dépenses effectuées en 1906 pour frais de premier établissement du service des tabacs en Algérie.

Art. 4. — Le maximum des emprunts garantis par le gouverneur général, en exécution de l'art. 3 de la loi du 20 avril 1906, est fixé pour l'année 1907, à 700.000 fr. — Le montant des annuités auxquelles pourront donner lieu ces emprunts est fixé à la somme de 50.000 fr.

27 décembre 1906. — Arrêté du min. de la justice, autorisant le tribunal de Tunis à limiter à deux semaines la

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 80; *Rec. Alg.* 1900. 3. 138.
(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 58.
(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 196.
(4) *Rec. Alg.* 1906. 3. 197.
(5) *Rec. Alg.* 1907. 3. 57.
(6) Voy. les états annexés, *J. O.*, 28 décembre 1906, p. 8810.

durée de ses sessions d'assises et à tenir des sessions supplémentaires.

Vu les art. 4 et 6 de la loi du 27 mars 1883 (1) ; — Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 29 décembre 1883 (2) ; — Attendu que les affaires qui se présentent devant le tribunal criminel de Tunis deviennent assez nombreuses pour qu'il soit nécessaire de l'autoriser à diviser ses assises trimestrielles en plusieurs sessions ;

Art. 1er. — Les sessions commencées aux dates fixées par l'arrêté du 29 décembre 1883 ne pourront, sauf le cas où il s'agirait d'une seule affaire, être prolongées pendant plus de deux semaines. Si ce laps de temps ne suffisait pas pour l'expédition des affaires en état, il devrait être tenu une session supplémentaire qui commencerait : — Pour le premier trimestre, le premier lundi du mois de mars ; — Pour le deuxième trimestre, le premier lundi du mois de juin ; — Pour le troisième trimestre, le premier lundi du mois d'août ; — Pour le quatrième trimestre, le premier lundi du mois de décembre. — Devront être considérées comme en état, pour l'exécution des présentes dispositions, seulement les affaires dont les dossiers complets seront arrivés au parquet de Tunis dix jours francs avant l'ouverture de la session ordinaire.

Art. 2. — Lorsque le premier lundi des mois sus indiqués se trouvera un jour de fête légale, l'ouverture de la session supplémentaire des assises sera reportée au lendemain.

28 décembre 1906. — **Décret** portant fixation, pour l'année 1907, du tarif de perception de l'octroi municipal de mer en Algérie (*J. O.*, 29 décembre 1906, p. 8656) (3).

28 décembre 1906. — **Décret du bey** portant promulgation du budget général de l'État et des budgets annexes pour l'exercice 1907.

Vu les décrets des 12 mars 1883 (4) et 16 décembre 1890 (5) sur l'établissement et le règlement du budget de l'État et le décret du 12 mai 1906 (6) sur la comptabilité de l'État et des établissements annexes ; — Vu le décret du 6 novembre 1896 (7) qui a déterminé les conditions et les formes suivant lesquelles il peut être disposé des réserves du Trésor pour l'exécution des

---

(1) P. Zeys, v° Justice française, n° 747.

(2) Id., *eod. v°*, n° 750.

(3) Le tarif est identique à celui de l'année 1906. (V. *Rec Alg.*, 1906. 3. 42). — Le *J. O.* du 29 décembre 1906 n'a été distribué à Alger que le 2 janvier 1907.

(4) P. Zeys, v° Budget, n° 152.

(5) *Ibid*, n° 155.

(6) *Rec. Alg.*. 1906. 3. 203.

(7) P. Zeys, v° Budget, n° 158.

services du budget ; — Après nous être assuré de l'approbation du gouvernement français (1) ;

---

(1) RAPPORT DU RÉSIDENT GÉNÉRAL AU BEY

J'ai l'honneur de soumettre à Votre Altesse les prévisions budgétaires de l'État et des établissements publics annexes pour le prochain exercice 1907.

BUDGET DE L'ÉTAT

Les recettes ordinaires sont évaluées à.....	34.320.700	»
Les dépenses de même nature sont prévues pour une somme de.....	33.292.262	14
Les prévisions de recettes excèdent donc les prévisions à concurrence de.....	28.437	86

Comparées aux chiffres correspondants de l'exercice en cours, les évaluations de recettes présentent, par rapport à celles de 1906, une augmentation de 34.320.700 fr. — 32.200.275 fr. = 2.120.425 fr. Cette augmentation résulte d'abord pour 1.267.600 fr. du jeu de la moyenne quinquennale qui a servi de base aux évaluations ; elle provient en second lieu pour 852.825 fr. de recettes nouvelles ou non encore entrées dans le calcul de la moyenne. Ces recettes sont :

a) les redevances et les taxes afférentes à l'exploitation des phosphates de Kalaât-es-Senam et de Kalaâ-Djerda, prévues au budget de 1907 pour..... 352.000 »

b) les taxes supplémentaires de timbre, d'enregistrement et de chancellerie (art. 11, 12 et 41 du budget des recettes) à établir dans les affaires indigènes pour produire la somme de 91.000 fr. à laquelle est évaluée la dépense prévue pour la première fois au budget de 1907 (Ire partie, chapitre III, art. 22) des commissaires du gouvernement, à instituer près les tribunaux tunisiens, ci..... 91.000 »

c) le prix annuel de l'affermage des pêcheries du lac Iskeul et de l'oued Tindja qui faisaient partie des droits de pêche concédés à la compagnie du port de Bizerte, mais récemment rachetés par le gouvernement tunisien d'accord avec la marine française. Le gouvernement tunisien paiera à la compagnie jusqu'en 1965, date de l'expiration de la concession, une annuité de rachat de 32.000 fr. inscrite au budget des dépenses de 1907 (Ire partie, chapitre 1er, art. 8 *sexies*), mais il percevra en compensation le produit de l'affermage des pêcheries (art. 37 du budget des recettes), ci..... 32.700 »

d) le produit (art. 50 du budget des recettes) de l'extension à trois autres contrôles civils (Kairouan, Bizerte et Souk-el-Arba) de la perception directe par le Trésor des frais de contrainte et d'exécution connus sous le nom de khedma. Les cavaliers des oudjaks qui, dans ces contrôles, perçoivent actuellement la khedma pour leur compte, cesseront d'y avoir aucune part à partir du 1er janvier 1907 et recevront en compensation une solde fixe sur les fonds du budget qui bénéficiera en conséquence de la khedma. C'est la continuation de la réforme inaugurée, il y a quelques années, dans les contrôles ou annexes de Tunis, Béja, Medjez-el-Bab, Gabès, Djerba et Grombalia et qui a produit de bons résultats. La

A reporter..... 475.700 »

Art. 1er. — Le budget général de l'État pour l'exercice 1907, qui commence le 1er janvier 1907, est fixé conformément aux dispositions qui suivent.

Report.....	475.700	»
dépense qui en résulte, évaluée à 65.000 fr., est inscrite au chapitre III (administration générale), art. 14, et une augmentation de 34.500 fr. du produit de la khedma est prévue corrélativement au budget des recettes.....	34.500	»
e) les rétributions des élèves de l'école de musique de Tunis. Jusqu'ici, cette école avait eu un régime spécial, payant ses dépenses sur ses recettes. Désormais, les unes et les autres opérations figureront au budget, en recette, sous l'art. 71, en dépense, à la Ire partie, chapitre V, art. 4 et 5, ci	3.000	»
f) le supplément de versement à exiger de la caisse des prêts communaux, du chef de l'élévation de son capital qui sera sans doute porté à 6 millions en 1907, pour le service des intérêts afférents à cette augmentation de capital et dont la charge est inscrite au budget des dépenses pour une somme égale (Ire partie, chapitre Ier, art. 8 *ter*), ci.....	114.625	»
g) les frais d'étude, de surveillance et de règlement des dépenses de chemins de fer à construire par l'État. Ces frais, destinés à couvrir la dépense du personnel temporaire affecté à cette construction, seront prélevés sur les fonds de la IIe partie du budget consacrés aux travaux et pris en recette à la Ire partie comme contre-partie de la dépense de personnel inscrite à cette même partie, ci.....	225.000	»
Total des recettes nouvelles ou non comprises dans le calcul de la moyenne.....	852.825	»
Les prévisions de dépenses ordinaires pour 1907, arrêtées à..	34.292.262	14
présentent par rapport à celles de 1906, ci.....	32.103.287	32
une augmentation de.....	2.188.974	82
Cette augmentation est affectée :		
à concurrence de 947.674 fr. 16 aux augmentations de la dette, ci.....	947.674	16
pour 163.337 fr. 60 à la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, ci.....	163.337	60
et pour 1.077.963 fr. 06 au développement des divers services publics.....	1.077.963	06
Total égal.....	2.188.974	82

En ce qui concerne la dette, la prévision d'augmentation est motivée par la nécessité d'achever de gager l'emprunt de 1902, par la prévision de l'annuité due à la compagnie du port de Bizerte pour le rachat de ses pêcheries, et enfin et surtout pour l'inscription au budget de 1907 du gage d'une première tranche de l'emprunt de 75 millions que le gouvernement de Votre Altesse demande en ce moment au parlement français l'autorisation de contracter.

Le supplément de dotation prévu pour la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens a pour objet d'assurer à cette institution toutes les ressources qui lui seront nécessaires quand les fonctionnaires, qui n'en font pas encore partie, y auront tous été incorporés. L'étude de cette importante réforme se poursuit.

Quant aux augmentations de crédit, au total de plus d'un million, affectées aux divers services publics, elles ont pour but de satisfaire dans de larges

Art. 2. — Est autorisée la perception, d'après la législation existante ou qui pourra être promulguée, des divers impôts, contributions, droits,

---

limites aux besoins nouveaux qui se sont manifestés, et, en outre, d'apporter aux traitements de début des fonctionnaires de nouvelles et très sérieuses augmentations et d'améliorer, à l'exemple de la métropole et de l'Algérie, l'échelle des traitements de certains services où cette réforme s'imposait avec un caractère tout particulier de nécessité et d'urgence. Tous les chapitres du budget prennent une part dans cette augmentation : les services financiers recueillent 80.955 fr. ; les contrôles civils, 18.780 fr. ; l'office postal, 208.800 fr. ; l'administration générale 308.966 fr. 30 ; la direction de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, 19.260 fr. ; la direction des travaux publics, 169.600 fr. Il est à noter que certaines améliorations qu'il a paru indispensable d'apporter dans la situation du personnel, n'ont pu, vu leur importance, être réalisées en une seule fois : elles ont dû être réparties sur plusieurs exercices, suivant d'ailleurs l'exemple donné par la métropole, et le budget de 1907 ne prévoit en conséquence, pour ce qui les concerne, que le premier tiers de la dépense totale qu'elles doivent entraîner pour les finances publiques.

La IIe partie du budget de 1907 est caractérisée par la prévision de la réalisation : 1° du solde de l'emprunt de 1902 ; 2° de la première tranche du nouvel emprunt de 75 millions. Ces ressources doivent être, aux termes des engagements pris devant le parlement français, exclusivement affectées aux travaux de chemins de fer et de routes et à la constitution d'une dotation pour l'achat des terres destinées à la colonisation. Il sera fait face aux autres dépenses exceptionnelles au moyen de prélèvements sur les excédents budgétaires des exercices antérieurs, lesquels, dégagés de la charge fort lourde des dépenses des chemins de fer et des routes, pourront permettre de doter plus largement que par le passé les autres services publics de la régence. Il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer la nomenclature et la dotation des articles de dépenses de la IIe partie du budget de 1907 à celles des budgets antérieurs. J'appellerai notamment l'attention de Votre Altesse sur la subvention prévue en faveur de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens pour la constitution d'un fonds de retraite spécialement affecté aux services antérieurs à la création de la société. Il y a lieu d'espérer que les études en cours permettront de solutionner prochainement cette question si intéressante à tous égards.

La IIe partie du budget continuera, bien entendu, à être, en 1907 comme antérieurement, alimentée par les recettes spéciales ou les versements sur fonds de concours autorisés par la législation en vigueur. Elle disposera également des soldes non employés en 1906 des recettes de la IIe partie du budget de l'exercice en cours grevées d'affectations spéciales. Ces soldes ne pourront être exactement connus qu'à la suite du règlement des opérations de 1906. L'usage s'était introduit dans ces dernières années d'en faire l'objet d'une liquidation provisoire quelques jours avant la fin du mois de décembre ; mais l'expérience a révélé les inconvénients de cette liquidation anticipée, et il a été décidé que le report à l'exercice 1906 des crédits non employés de la IIe partie du budget ferait l'objet d'un règlement ultérieur comprenant toutes les opérations consommées jusqu'au 31 décembre 1906 inclusivement.

De même, les services de la IIIe partie n'ont été chiffrés que pour mémoire en attendant la clôture et la liquidation des opérations à consommer jusqu'au 31 décembre 1906.

Budgets des établissements publics annexes

Ces budgets ne donnent lieu à aucune observation particulière. Ils se

taxes, produits et revenus énoncés dans le tableau A annexé au présent décret (1).

Art. 3. — Les voies et moyens applicables aux dépenses du budget général de l'exercice 1907 sont évalués à la somme de 67.663.390 fr. 07, conformément au tableau A précité. — Aucun prélèvement sur les réserves du Trésor en dehors des sommes prévues sur les art. 88 à 94 (IIe partie) dudit tableau ne pourra être opéré que dans les conditions et pour les motifs énoncés aux art. 2 et 3 du décret susvisé du 6 novembre 1896.

Art. 4. — Des crédits au total de 67.633.952 fr. 21 sont ouverts aux chefs de service du gouvernement tunisien pour les dépenses du budget général de l'exercice 1907, conformément au tableau B ci-annexé (1). — Ces crédits pourront être, en ce qui concerne la IIe et la IIIe partie « services sur ressources exceptionnelles ou spéciales et services des dépenses des exercices clos et périmés », majorés ou diminués par décrets spéciaux rendus dans la forme du budget général, à concurrence de l'excédent ou de la moins-value des encaissements par rapport aux prévisions de recettes de la IIe et de la IIIe partie du tableau A.

Art. 5. — Les budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'État sont fixés pour l'exercice 1907, conformément au tableau C ci-annexé, en recettes à 1.252.913 fr. 79 et en dépenses à 1.252.913 fr. 79 (1).

28 décembre 1906. — Arrêté du min. des trav. pub., des postes et des télégraphes, portant réorganisation du service des ponts et chaussées du département d'Oran (*J. O.*, 30 décembre 1906, p. 8705).

29 décembre 1906. — Loi portant: 1° ouverture sur l'exercice 1907 des crédits provisoires applicables au mois de janvier 1907; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics (2).

§ 2. — *Impôts autorisés*

Art. 4. — La taxe militaire continuera à être applicable, tant en France qu'en Algérie, dans les conditions fixées par la loi du 15 juillet 1889, modifiée par l'art. 4 de la loi du 13 avril 1898, aux hommes des classes antérieures à la classe 1905, incorporés sous le régime de la loi du 15 juillet 1889, et à ceux des autres classes qui bénéficieront des avantages prévus à l'art. 99 de la loi du 21 mars 1905.

29 décembre 1906. — Loi autorisant la création et la transformation d'emplois au ministère de l'intérieur.

---

balancent exactement, en recette, à.....	1.252.913	79
et en dépense.....	1.252.913	79
Égalité	»	»

Si les tableaux dans lesquels sont développées les prévisions budgétaires dont je viens d'indiquer les grandes lignes ne soulèvent pas d'objections de Votre Altesse, je la prie de revêtir de son sceau le projet de décret ci-joint.

(1) V. les tableaux annexés, *J. O. T.*, 29 décembre 1906, p. 1109 et s.

(2) *J. O.*, 30 décembre 1906, p. 8684.

Art. unique. — Sont autorisés : 1° La création, à l'administration centrale du ministère de l'intérieur, d'un emploi de directeur du contrôle et de la comptabilité ; 2° la transformation, à la même administration centrale, d'un emploi de chef de bureau des services algériens en un emploi de chef du service des affaires algériennes. — Cette création et cette transformation seront faites dans la limite des crédits ouverts au chapitre du personnel de l'administration centrale.

29 décembre 1906. — **Loi** concernant : 1° la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1906 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1906 au titre du budget général ; 3° la régularisation d'un décret au titre du budget annexe des monnaies et médailles ; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes ; 5° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898 (1).

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 17 avril 1906 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1906, des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme totale de 53.344.336 fr. 90. — Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi (2). — Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1906.

Art. 3. — Il es ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1906 (1re section. — Troupes métropolitaines), un crédit extraordinaire de 1.156.879 fr. 97 qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 60 *bis* : « Réorganisation des établissements militaires en Algérie. » Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1906. — A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1906 sont augmentées d'une somme égale de 1.156.879 fr. 97, à prélever sur les ressources créées par la loi du 14 janvier 1890 et qui sera portée en recette aux produits domaniaux sous le titre : Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie.

Art. 4. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1906 (1re section. — Troupes métropolitaines), un crédit extraordinaire de 375.472 fr. 81, qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 60 *ter*, « Dérasement partiel des fortifications d'Alger. » — Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1906. — A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1906 sont augmentées d'une somme égale de 375.472 fr. 81, à prélever sur les versements effectués par la ville d'Alger et qui sera portée en recette aux produits doma-

---

(1) Voy. le texte de la loi et les états annexés, *J. O.*, 30 décembre 1906, p. 8678.

(2) Notons particulièrement dans cet état :

Ministère de la guerre. — 1re section. Troupes métropolitaines. — 3e partie. Services généraux du ministère.

Chap. 21. — Subvention aux territoires du sud de l'Algérie : 138.800 fr.

3e section. Dépenses extraordinaires. Constructions neuves et approvisionnements de réserves. — 3e partie, services généraux des ministères.

Chap. 90 *bis*. — Déplacement d'une partie de l'enceinte de Bône : 100.000 fr.

niaux sous le titre : Versements effectués par la ville d'Alger, en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893.

.. ..

Art. 10. — Les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1906 sont augmentées d'une somme de 4.286.500 fr. 17, savoir :

....

Produits recouvrables en Algérie

§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat. — 1° Produits du domaine autre que le domaine forestier : Produit de la vente d'immeubles dépendant de la place de Bône (loi du 21 avril 1906) .. .. 100.000 »

Total égal..... 4 206.500_17

29 décembre 1906. – Décret relatif au certificat d'études de législation algérienne, de droit musulman et de coutumes indigènes.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes ; — Vu l'art. 2, paragraphe 1er, et l'art. 3, paragraphe 2, de la loi du 20 décembre 1879 (1) ; — Vu le décret du 8 janvier 1881 ; — Vu le décret du 24 janvier 1882 (2) ; — Vu le décret du 31 décembre 1889 (3) ; — Vu la loi du 27 février 1880 ; — Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

Art. 1er. — L'art. 6 du décret du 31 décembre 1889, relatif aux certificats d'études de législation algérienne, de droit musulman et de coutumes indigènes, est modifié ainsi qu'il suit :

« L'examen de première année consiste en une épreuve orale comprenant quatre interrogations, savoir : — Une interrogation sur les éléments du droit français civil et pénal ; — Une interrogation sur les éléments du droit constitutionnel ; — Une interrogation sur le droit administratif ; — Une interrogation sur la procédure civile. »

30 décembre 1906. — Décret déclarant authentiques les tableaux de la population de l'Algérie annexés audit décret (4).

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur ; — Vu les nouveaux états de population dressés officiellement par les préfets des départements, les généraux commandant les divisions de l'Algérie et les commandants militaires des territoires du sud, en exécution du décret du 20 janvier 1906 (5) ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les tableaux de la population ci-annexés : — 1° Du territoire du nord et des territoires du sud de l'Algérie ; — 2° Des territoires civils et de commandement du territoire du nord ; — 3° Des divers territoires du sud ; — 4° Des communes du territoire du nord et des territoires du sud ; — 5° Des sections de communes non chefs-lieux, ayant au moins 1.000 habitants de population agglomérée ; — Seront considérés comme seuls authentiques à partir du 1er janvier 1907.

(1) Est. et Lef., p. 518.

(2) Ces décrets sont abrogés : D. 31 décembre 1889, art. 20.

(3) Est. et Lef., p. 884 ; *Rec. Alg.* 1890. 3. 13.

(4) Publié au *J. O.* du 6 janvier 1907.

(5) *Rec. Alg.* 1906. 3. 67.

TABLEAU N° 1

Indiquant la population totale par territoires et par départements

DÉSIGNATION	TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR L'AUTORITÉ CIVILE			TERRITOIRES DE COMMANDEMENT		POPULATION TOTALE Y COMPRIS L'ARMÉE		
	Nombre des arrondissements	Nombre des communes de plein exercice	Nombre des communes mixtes	Nombre des communes mixtes	Nombre des communes indigènes	des territoires administrés par l'autorité civile	des territoires de commandement	Total
Territoire du nord								
Départements Alger	5	106	23	1	1	1.577.626	42.216	1.619.842
Départements Oran	5	88	18	2	1	1.060.037	62.501	1.122.538
Départements Constantine	7	73	34	»	3	1.922.854	120.525	2.043.379
Total du territoire du nord	17	267	75	3	5	4.560.517	225.242	4.785.759
Territoires du sud								
Territoires... Aïn-Sefra				3	1	»	97.886	97.886
Territoires... Ghardaïa				2	3	»	146.419	146.419
Territoires... Touggourt				»	2	»	141.155	141.155
Territoires... Oasis sahariennes				»	1	»	60.631	60.631
Total des territoires du sud				5	7	»	446.091	446.091
Total général de l'Algérie	17	267	75	8	12	4.560.517	671.333	5.231.850

TABLEAU N° 1 *bis*

Récapitulation générale de la population de l'Algérie

DÉSIGNATION	POPULATION												
	MUNICIPALE							COMPTÉE A PART			TOTAL GÉNÉRAL		
	AGGLOMÉRÉE au chef-lieu		ÉPARSE		TOTALE								
	Européens	Indigènes	Européens	Indigènes	Européens	Indigènes	Total	Européens	Indigènes	Total (1)	Européens	Indigènes	Total
Territoire du nord.....	528.248	277.501	146.682	3.768.543	674.930	4.046.044	4.720.974	44.054	20.731	64.785	718.984	4.096.775	4.785.752
Territoires du sud.....	3.501	20.176	1.832	411.568	5.333	431.744	437.077	5.643	3.371	9.014	10.976	435.115	446.091
Total général de la population de l'Algérie.....	531.749	297.677	148.514	4.180.111	680.263	4.477.788	5.158.051	49.697	24.102	73.799	729.960	5.501.890	4.231.850

(1) Y compris l'armée, qui n'avait pas été recensée en 1901 avec les diverses autres catégories de population comptée à part.

NOTA. — Les tableaux 2, 3, 4 et 5 seront insérés au *Bulletin des lois*.

30 décembre 1906. — Loi portant ouverture au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1906, d'un crédit supplémentaire de 50.000 fr. pour les œuvres françaises du Maroc (*J. O.*, 30 décembre 1906, p. 8678).

2 janvier 1907. — Décret réorganisant le comité consultatif des chemins de fer (1).

Art. 4, al. 3. — Le directeur des chemins de fer au gouvernement général de l'Algérie, siège au comité avec voix délibérative pour les affaires intéressant l'Algérie. En cas d'absence, il est remplacé par le correspondant à Paris de la direction des chemins de fer au gouvernement général de l'Algérie.

....

Art. 11. — Il est institué au sein du comité consultatif une section permanente chargée de délibérer et de fournir son avis sur les affaires courantes. Cette section est présidée par le ministre des travaux publics, et, en son absence, par le vice-président. Elle comprend, en outre, des membres de droit et des membres désignés annuellement par le ministre.

....

Le directeur des chemins de fer au gouvernement général de l'Algérie a également entrée [à la section permanente], avec voix délibérative, pour les affaires intéressant l'Algérie.

10 janvier 1907. — Loi autorisant le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 75 millions de francs pour accélérer la création de l'outillage économique de la régence (2).

---

(1) Voy. le texte complet du décret, *J. O.*, 3 janvier 1907, p. 36.

(2) RAPPORT *fait au nom de la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, chargée d'examiner le projet de loi autorisant le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 75 millions de francs pour accélérer la création de l'outillage économique de la régence, par M. François Deloncle (Cochinchine), député.*

Messieurs, le gouvernement a déposé un projet de loi portant autorisation pour le gouvernement tunisien de contracter un emprunt de 75 millions destiné à accélérer la création de l'outillage économique de la régence.

Cette autorisation est demandée à la chambre en vertu de l'art. 2 de la convention du 8 juin 1883 soumettant à l'autorisation du gouvernement français tout emprunt qui pourrait être contracté pour le compte du protectorat.

Il appartient d'examiner si cette demande est régulière et si elle est justifiée.

Sur le premier point, il ne saurait y avoir le moindre doute. Le projet répond aux vœux régulièrement formulés et renouvelés avec insistance par tous les corps élus de la Tunisie. Il a été non seulement approuvé, mais sollicité à plusieurs reprises par la conférence facultative. Il a fait l'objet de toutes les études techniques et financières nécessaires de la part de l'administration; enfin, il est présenté par un ministre qualifié plus que personne pour en soutenir la discussion, puisque, pendant cinq ans, comme résident général, ce ministre a présidé aux destinées de la Tunisie.

Art. 1er. — Le gouvernement tunisien est autorisé à réaliser, par voie d'emprunt, à un taux n'excédant pas 4 1/2 p. 100, une somme de 75 millions

---

La lecture du rapport dans lequel la direction générale des travaux publics tunisienne commente et justifie le programme des travaux qu'il conviendrait d'effectuer dans la période prochaine permet de constater l'importance des progrès accomplis en Tunisie, depuis l'établissement de notre protectorat.

Le tableau ci-après résume d'une manière saisissante son histoire économique en ces derniers vingt-cinq ans.

OUTILLAGE	EN 1881	EN 1906	
			francs
Routes	4 kilom.	3.000 kilom. ayant coûté approximativement	30.000.000
Chemins de fer en exploitation	210 kilom.	1.160 kilom.	109.000.000
Tramways et automobiles.	Néant.	33 kilom.	4.800.000
Ports maritimes	Néant.	4 grands ports 14 petits ports 10 grands feux 50 petits feux 60 bouées ou balises 4 sémaphores	30.400.000
Phares et balises	3 feux.		2.000 000
Alimentations hydrauliques des villes	Tunis.	70 villes ou centres habités	18.400.000
Alimentations rurales	Peu nombreus'	320 puits, citernes ou sources	650.000
Aménagements agricoles	Néant.	15 aménagements divers 30 puits artésiens	230 000 950.000
Bâtiments des services publics	Néant.	300 écoles, douanes, bureaux de postes, prisons, etc.	18.570.000
Éclairage public	Néant.	Tous les centres habités.	3.000.000
Voierie, égouts et divers	Néant.	Les principaux centres	6.000.000
		Total	224 000.000

Malgré les efforts accomplis et les résultats obtenus, il reste cependant beaucoup à faire pour porter l'outillage économique du pays à la hauteur de tous les besoins.

L'administration a dressé le bilan de ces nécessités. Nous allons l'examiner dans ses grandes lignes.

Chemins de fer. — Tout d'abord il est indispensable de réaliser certains travaux complémentaires sur le réseau ferré existant pour lui permettre de satisfaire à l'accroissement du trafic. Cet accroissement a pris des proportions tout à fait imprévues par suite du développement de l'exploitation des gisements de phosphates et de fer. Le trafic annoncé par les compagnies phosphatières pour 1908 est de 600.000 tonnes sur la ligne de Kalaat-es-Senam, dont l'armement actuel correspond à une prévision de trafic de 200.000 tonnes, chiffre qui paraissait très largement calculé il y a quatre ans.

En outre, de nouveaux gisements de fer donneront vers la même époque et sur la même ligne 300.000 tonnes par an. Enfin le trafic agricole, qui se développe tous les jours, donnera à bref délai un supplément de 100.000 tonnes. Ces augmentations de trafic conduisent à une dépense de 12.500.000 francs.

Pour des raisons analogues la ligne de Kairouan à Sbiba et à Aïn-Moularès, dont la dotation primitive était de 17 millions, ainsi que les lignes aboutissant à Sousse doit recevoir un supplément de 8 millions.

de francs, affectée exclusivement aux objets suivants : — Travaux complémentaires du réseau ferré existant, 30 millions ;— Construction de 430 kilom.

La ligne de Sousse à Sfax, évaluée à 6.500.000 fr., doit être dotée d'un supplément d'un million, pour tenir compte de la hausse des métaux survenue depuis les premières estimations.

Enfin, le réseau à voie large de la régence, qui dessert la région du nord, bénéficie, quoique à un degré moindre, d'un accroissement de trafic comparable à celui du réseau à voie étroite. Le remaniement de la gare de Tunis, le renforcement de la ligne de Bizerte, l'augmentation du matériel roulant sont évalués à 8.500.000 fr.

On arrive ainsi à un total de 30 millions pour le montant des travaux complémentaires du réseau existant.

D'autre part, un ensemble de lignes nouvelles, instamment sollicitées par la colonie, desservant des régions fertiles et devant jouer utilement le rôle d'affluents par rapport au réseau existant, peuvent être établies sans que leur exploitation grève les finances de l'Etat. Ces lignes sont :

1° Mateur-Nebeur (ligne stratégique Béja-Mateur prolongée), appelée à conduire à Bizerte notamment les produits des mines de fer de Nebeur et à contribuer au développement commercial de cette grande station navale. La dépense est évaluée à 14.500.000 fr., sur lesquels (loi du 6 avril 1902) la France devrait contribuer pour 6 millions de francs, ce qui laisserait à 8.500.000 fr. la part incombant à la Tunisie.

Le protectorat demande, en outre, que le tronçon Nebeur-Béja ne puisse être commencé que le jour où les études actuellement en cours sur la région de Nebeur auront démontré que le tonnage des minerais de fer à exporter annuellement est susceptible de couvrir le minimum des frais d'exploitation du chemin de fer. Par contre, le protectorat admet que la section Béja-Mateur doit être commencée immédiatement, en raison de son caractère de première urgence ;

2° Nefzas-Tabarka, destinée à prolonger sur cette dernière ville la ligne de Bizerte aux Nefzas, actuellement en construction. La dépense en est évaluée à 4 millions.

3° Meuzel-Kelibia; qui constitue le prolongement sur ce dernier point de la ligne de Tunis à Meuzel et dessert la presqu'île du cap Bon.

La dépense en est évaluée à 3.300.000 fr.

4° Zaghouan-Bou-Ficha. Cette petite ligne est évaluée à 2 millions ; elle traverse un pays fertile et dessert de nombreuses exploitations agricoles ;

5° Sfax-Bou Thadi. Cette ligne, évaluée à 5 millions, constitue une voie de pénétration dans l'ouest du port de Sfax, région où les plantations d'oliviers et les centres agricoles sont en plein développement.

6° Tunis-Teboursouk, ligne exclusivement agricole que l'on se propose de construire pour desservir d'une façon plus commode des régions de culture intéressantes; le coût est évalué à 5.200.000 fr.

Ces lignes nouvelles, dont la longueur totale est de 430 kilomètres, coûteraient 28 millions.

Routes. — Les chemins de fer ont besoin de routes d'accès pour drainer vers les stations les produits à transporter ; d'autre part des routes de grand parcours sont nécessaires dans les territoires que ne dessert pas le réseau ferré ; enfin un certain nombre de voies de communication d'intérêt purement agricole doivent constituer les mailles secondaires de l'ensemble du réseau.

Le total de ces trois catégories de routes a été fixé à 1.200 kilomètres et la dépense correspondante à 12 millions.

Ports. — Les grands ports de la Tunisie, Bizerte, Tunis, Sousse et Sfax sont

de lignes ferrées nouvelles, 28 millions ; — Construction de 1.200 kilom. de routes, 12 millions ; — Dotation initiale du fonds d'achat de terres pour la colonisation, 5 millions.

---

dotés au moyen de capitaux fournis par des compagnies concessionnaires suivant le jeu des traités de concession ; les autres ports sont gérés directement par l'État ; il y a lieu d'y réaliser un certain nombre d'améliorations dont les dépenses s'élèvent à 1.300.000 fr.

L'établissement d'un port en eau profonde à Gabès paraît utile pour desservir les gisements de phosphate et de manganèse du sud tunisien qui sont actuellement l'objet de prospections ; la dépense est évaluée à 5 millions. Toutefois, elle ne sera réalisée que le jour où les recherches en cours auront démontré que le tonnage à exporter est susceptible de fournir le gage des dépenses à effectuer. Enfin, diverses améliorations à réaliser dans le système d'éclairage et de balisage des côtes de la régence sont prévues pour une dépense de 700.000 fr.

Le total des dépenses en travaux maritimes s'élève ainsi à 7 millions.

Travaux d'hydraulique. — L'eau destinée soit à l'alimentation des hommes et des animaux, soit à l irrigation des plantations constitue, en Tunisie surtout, l'un des premiers besoins à satisfaire. En ce qui concerne l'hydraulique urbaine, 9 millions seraient consacrés à l'alimentation des villes du Sahel (2 millions), de Sfax (6 millions) et de différents centres répartis dans toute la régence (1 million). En matière d'hydraulique agricole, une subvention de 1 million serait allouée à la caisse spéciale chargée, depuis 1897, de faire des avances remboursables aux syndicats d'irrigation légalement constitués.

En outre, 2 millions sont prévus pour l'exécution directe aux frais de l'État des grands ouvrages dont les syndicats ne sauraient assumer la charge.

Enfin, une dotation de 1 million est affectée aux travaux de voirie, d'éclairage et d'égouts des centres de peu d'importance qui ne sont pas érigés en communes.

Le total des dépenses qui viennent d'être passées en revue et qui s'appliquent au programme des travaux publics proprement dits s'élève à 90 millions.

Mais le développement des besoins de la Tunisie a également une répercussion sur d'autres services que celui des travaux publics.

L'office des postes, des télégraphes et des téléphones réclame 1 million pour l'extension et l'amélioration de son réseau télégraphique, 1.500.000 fr. pour la continuation de son réseau téléphonique et 2.500.000 fr. pour la construction et l'installation de nouveaux bureaux. C'est au total, une dépense de 5 millions.

Le service de la colonisation, qui a toujours fait l'objet de la sollicitude la plus vive du protectorat, a besoin de faire en ce moment un effort exceptionnel en vue de se procurer des terres dans les territoires à desservir par les futures lignes de chemins de fer et les routes projetées, avant que l'achèvement de ces travaux de pénétration n'ait entraîné la hausse de la propriété immobilière. Le protectorat qui revend à prix coûtant les terres aux immigrants a un intérêt si évident à les acheter alors qu'elles sont encore à bas prix, qu'il importe de lui constituer pour cet objet une dotation immédiate suffisante ; elle a été évaluée à 5 millions.

L'immatriculation de ces terres, la publicité à faire à leur égard auprès des immigrants, enfin l'outillage des centres de colonisation nécessitent une dépense complémentaire de 4 millions. A ce programme de colonisation se rattache celui du reboisement qui s'impose avec une urgence indiscutable pour la préservation et la conservation des sources, sans toutefois devoir gêner les régimes pastoral et cultural des régions intéressées ; de ce chef,

Art. 2. — Tous les matériaux et tout le matériel nécessaires à la construction et à l'exploitation des lignes ferrées seront de provenance française

---

une dépense de 1 million est à prévoir, portant à 10 millions l'ensemble des dépenses pour la colonisation.

Enseignement. — Les rapports au président de la République distribués au parlement décrivent la progression constante du budget de l'enseignement public en Tunisie, aussi bien en ce qui concerne les dépenses annuelles qu'au point de vue de la construction des bâtiments scolaires. Mais l'empressement que mettent les diverses populations de la régence à fréquenter nos écoles oblige le protectorat à faire de nouveaux efforts et à consacrer la somme importante de 6 millions à l'enseignement. Cette somme serait affectée pour 1 million à l'agrandissement des bâtiments d'enseignement secondaire, pour 500.000 fr. à la construction d'une bibliothèque publique, et pour 4.500.000 fr. à l'édification d'écoles primaires à créer, notamment dans les centres indigènes.

L'administration générale, qui a dans ses attributions le service des hôpitaux, de la police sanitaire et celui de la sûreté publique, réclame une dotation de 6 millions nécessaires à la construction :

1° D'hôpitaux à concurrence de 2 millions ;

2° D'un lazaret, 1 million ;

3° De prisons, de postes de police et de brigades de gendarmerie, 3 millions.

L'extension des magasins de douane, l'agrandissement de la manufacture et des entrepôts de tabacs, les améliorations à apporter dans l'exploitation des salines de l'État, la conservation des principaux monuments de l'antiquité et en général les compléments d'installation des divers services non dotés dans l'exposé qui précède, représentent des dépenses qu'on peut évaluer au chiffre de 2 millions.

Enfin, il a paru prudent de réserver, dans l'établissement d'un programme aussi vaste une somme de 6 millions qui représente l'imprévu, calculé à 5 p. 100 des prévisions totales des travaux.

La réalisation du programme tout entier que nous venons d'exposer se traduira donc par une dépense de 125 millions.

Ce programme de 125 millions sur quelles ressources le protectorat compte-t-il l'exécuter ?

L'exposé des motifs du projet de loi l'indique : les trois cinquièmes, soit 75 millions, représentant la dépense des chemins de fer, des routes et de la dotation initiale de la colonisation, dépense qui excède les obligations et les possibilités de la génération présente, doivent être demandés à l'emprunt ; les deux autres cinquièmes, soit 50 millions, seront imputés sur les excédents futurs de la Tunisie.

L'énoncé de ce programme conduit à rechercher si le protectorat est en mesure de gager l'emprunt qu'il désire contracter et s'il peut, d'autre part, compter régulièrement dans l'avenir sur des excédents qui lui permettront de couvrir les dépenses auxquelles il ne pourra faire face avec l'emprunt.

Pour répondre à cette double question, il faut connaître tout d'abord les principes sur lesquels repose la confection du budget tunisien.

Ce budget est établi en évaluant les recettes d'après une méthode sévère et rigoureusement observée qui consiste à prendre pour base de prévision de chaque article de recettes la moyenne des recettes de cet article pour les cinq derniers exercices réglés, déduction faite de l'exercice le plus fort et de l'exercice le plus faible. Les évaluations ressortent ainsi à des chiffres très modérés. Elles constituent donc pour le budget une base extrêmement sûre, et l'expérience a, en effet, prouvé que depuis vingt-deux ans que cette méthode fonctionne, les recettes budgétaires ont été toujours et sans exception supérieures aux évaluations.

ou tunisienne, sauf les dérogations exceptionnelles autorisées par décrets spéciaux du président de la République rendus en conseil des ministres.

La deuxième règle sur laquelle repose le budget tunisien est que les évaluations de dépenses n'excèdent pas les évaluations de recettes, et qu'il n'est jamais ouvert de crédits supplémentaires en cours d'exercice. Il est paré aux imprévus par prélèvement sur un chapitre de dépenses affecté à cet objet spécial et exclusif dans le budget et dont les allocations ne sont pas dépassées.

De la combinaison de ces deux règles, si elles sont exactement observées, il suit que les budgets tunisiens doivent nécessairement se traduire par des excédents budgétaires. De fait, c'est ce qui s'est produit depuis le protectorat, à deux exceptions près, fort anciennes d'ailleurs (elles remontent à 1887-1888 et 1888-1889, et s'expliquent par des raisons particulières). Mais les vingt autres exercices se sont tous traduits par des excédents dont l'ensemble n'a pas été moindre de 80.217.000 fr.

Ces explications données, il convient de considérer le chiffre auquel s'élèvent les prévisions de recettes budgétaires dans le budget du prochain exercice 1907 du protectorat. Dégagées de produits nouveaux ou accidentels, elles ne s'élèvent qu'à 33 millions et demi. Or, si l'on se reporte aux statistiques budgétaires, ont constate qu'elles sont inférieures de 3.500.000 fr. aux recettes de chacune des années 1903 et 1905 et aux chiffres probables de 1906, et de près de 5 millions aux résultats de 1904. Donc, d'ores et déjà, il y a dans le budget tunisien, entre les évaluations budgétaires et les chiffres de recettes acquis depuis plusieurs années une marge plus que suffisante pour gager l'intérêt et l'amortissement du futur emprunt. Et, en sollicitant cet emprunt, le protectorat a le droit de déclarer qu'il est en mesure d'y faire face avec ses ressources actuelles, sans création d'impôts nouveaux.

Si, maintenant, on veut bien faire état des ressources nouvelles que le programme des travaux publics en projet ne pourra manquer de rapporter au Trésor, — et par ces ressources il faut entendre non seulement celles qui proviendront directement de ce programme et que l'exposé des motifs du projet de loi évalue à plus de 4 millions de francs par an, mais aussi celles que le développement des transactions rapportera au Trésor sous forme d'augmentation dans le rendement des impôts existants, — on doit admettre que le budget ordinaire de la régence est appelé à s'accroître bien au delà des 37 millions de francs de recettes actuelles et qu'il ménage aux administrateurs de l'avenir la continuation des excédents budgétaires auxquels le protectorat est habitué depuis 1884. Ces excédents, on le répète, ont été de 50 millions de francs en vingt-deux ans ; spécialement, ils ont dépassé 25 millions de francs dans les trois dernières années. Il n'y a donc rien d'exagéré à estimer que d'ici à douze ans, ils atteindront bien les 50 millions de francs sur lesquels on compte pour l'exécution du programme.

En résumé, au point de vue financier, l'exécution du programme des travaux publics de 125 millions de francs qui sert de base à l'emprunt de 75 millions de francs n'a rien qui excède les forces du protectorat.

Il faut considérer, d'ailleurs, que cette exécution doit être répartie sur une période de douze ans, que la dépense imputable sur l'emprunt doit être sériée dans cette période en quatre tranches, que chaque tranche ne pourra être réalisée qu'avec le consentement du gouvernement de la République, sous la forme de décrets contresignés par les ministres des affaires étrangères et des finances, à la condition d'ailleurs que le gage de chaque tranche soit préalablement inscrit parmi les dépenses obligatoires du budget tunisien ; en un mot, que toutes les précautions soient prises pour que l'opération ne soit engagée et poursuivie qu'avec toute la prudence dont le protectorat s'est inspiré jusqu'ici dans sa gestion financière.

Art. 3. — Cet emprunt sera effectué par fractions successives, au fur et à mesure des besoins et après inscriptions au budget tunisien de l'annuité nécessaire à l'intérêt et à l'amortissement de la fraction à emprunter. — La

---

L'examen de ces propositions a donné lieu au sein de votre commission à un débat très complet, au cours duquel M. le ministre des affaires étrangères et les principaux chefs de service de la régence ont été longuement entendus.

Tout d'abord, l'honorable M. Plichon avait déposé un amendement ainsi conçu :

« Tout le matériel destiné à l'exploitation des lignes à concéder en vertu de la présente loi, et tous les matériaux nécessaires à leur construction qui ne se trouveront pas dans le pays, devront être d'origine française et devront être transportés sous pavillon français. »

Au développement présenté par M. Plichon au cours d'une séance de la commission, M. le ministre des affaires étrangères a répondu en fournissant diverses explications, à la suite desquelles notre honorable collègue a retiré la dernière partie de son amendement et consenti à modifier la première de la manière suivante :

« Tous les matériaux et tout le matériel nécessaires à la construction et à l'exploitation des lignes ferrées seront de provenance française ou tunisienne, sauf les dérogations exceptionnelles autorisées par décrets spéciaux rendus en conseil des ministres. »

Cette rédaction a été acceptée par M. le ministre des affaires étrangères et par la commission, d'autant plus volontiers qu'elle ne fait que consacrer par un texte les pratiques constamment suivies par l'administration du protectorat depuis son origine.

Le gouvernement de la République sera dans l'avenir, le seul juge des difficultés exceptionnelles que le protectorat pourrait rencontrer dans l'exécution de ses travaux, et qui justifieraient une dérogation à la règle générale.

Le texte ainsi amendé deviendra l'art. 2 du projet de loi. Au cours de la même séance, M. le ministre des affaires étrangères a fait connaître que la commission du budget avait suggéré au gouvernement d'accorder au futur emprunt tunisien la garantie directe de la France, en échange de la renonciation du gouvernement de la régence à se prévaloir de la loi du 6 avril 1902, qui met à la charge de la métropole le tiers de la dépense de construction de la ligne stratégique de Béja à Mateur, et l'oblige à faire l'avance à la Tunisie des deux autres tiers remboursables sans intérêts dans une période de soixante ans.

La dépense de la ligne étant évaluée à 6 millions, c'est une charge immédiate d'égale somme que dans le système de la commission du budget, la France eût transférée à la Tunisie et dont elle l'eût indemnisée en lui fournissant le moyen, par la garantie immédiate de la métropole, de se procurer à meilleur compte les 75 millions à emprunter.

Mais le conseil des ministres n'a pas été d'avis d'accorder la garantie directe de la France à l'emprunt tunisien.

Il a estimé que la ligne Béja-Mateur pouvait être construite par la Tunisie à ses frais et par priorité sur la ligne Tunis-Teboursouk, qui, à raison de son moindre caractère d'urgence, lui a semblé devoir être ajournée jusqu'au moment où la Tunisie disposerait d'excédents budgétaires suffisants pour faire face aux dépenses de la construction.

La commission a pris note de cette indication du gouvernement français qui s'impose dès maintenant au gouvernement tunisien et modifie en conséquence sur ce point son programme de travaux.

L'honorable M. Albin Rozet a demandé si le programme des grands travaux projetés n'était pas de nature à augmenter l'afflux des Italiens en Tunisie et

réalisation de chacune de ces fractions sera autorisée par un décret du président de la République, rendu sur le rapport des ministres des affaires

---

si le gouvernement tunisien s'était préoccupé des mesures à prendre pour réserver une grosse part des travaux aux mains-d'œuvre française et indigène.

Le ministre des affaires étrangères a fait remarquer que les travaux prévus ne doivent être que la continuation des travaux en cours et qu'il n'entre nullement dans l'intention du protectorat de modifier l'effort annuel réalisé dans les dernières années. Le contingent actuel des travailleurs ne sera donc pas accru d'une manière appréciable.

M. Albin Rozet a également demandé que l'administration lui donnât la garantie que les travaux de construction d'écoles, qui figurent au programme global de 125 millions pour 6 millions, seront, quoique payables sur les excédents budgétaires, exécutés aussi sûrement que s'ils étaient imputables sur les fonds d'emprunt.

Cette demande a fourni à M. le ministre des affaires étrangères l'occasion de déclarer que le programme global de 125 millions est un tout dont l'exécution est placée sous la garantie de la métropole sans distinction d'origine des deniers.

L'exposé des motifs donne à cet égard toute garantie à M. Albin Rozet, et la commission a pris acte en outre des déclarations formelles de M. le ministre des affaires étrangères sur ce point important.

En ce qui concerne l'achat des terres destinées à la colonisation, M. le ministre des affaires étrangères, répondant à une autre demande de notre honorable collègue, a déclaré que ces achats continueraient à être réalisés comme par le passé sans expropriation, à l'amiable et dans le désir de faire reposer la colonisation sur l'emploi de la main-d'œuvre indigène.

D'autre part, le ministre a saisi l'occasion que lui a fournie M. Rozet en le questionnant sur la fréquentation de nos écoles par les indigènes pour rappeler les efforts personnels qu'il n'a pas cessé de faire pendant les cinq années de sa résidence générale à Tunis en vue du développement de l'instruction dont les dépenses annuelles sont passées de 1 à 2 millions dans cette période et pour confirmer les engagements de l'exposé des motifs en vertu desquels une impulsion particulière sera donnée sur les 4 millions prévus pour l'enseignement primaire à la construction d'écoles dans les centres indigènes.

M. le ministre a d'ailleurs ajouté que la nécessité d'instruire les indigènes s'impose d'autant plus que, poursuivant les vues de ses honorables prédécesseurs, il a mis, comme résident général, la dernière main à l'élaboration d'un projet tendant à associer désormais les indigènes à l'œuvre administrative et gouvernementale en les faisant entrer dans une proportion très considérable à la conférence consultative de la Tunisie.

Sur une observation relative à l'étendue du réseau des routes, M. le ministre a fait observer que le chiffre prévu de 1.200 kilomètres était suffisant, qu'il portera à 4.200 kilomètres la longueur totale du réseau et que la Tunisie, qui dispose en outre d'une longueur considérable de pistes, ne saurait développer son réseau routier outre mesure sans grever son budget ordinaire de dépenses d'entretien qui, à raison de 800 fr. par kilomètre, représentent une lourde charge annuelle.

Sur une question posée par l'honorable M. Messimy au sujet de l'Ouenza, M. le ministre a déclaré que la Tunisie et l'Algérie s'étaient mises d'accord sur le tracé de la voie qui doit desservir les minerais de l'Ouenza et qui emprunte sur quelques kilomètres le territoire de la régence.

En terminant, M. le ministre des affaires étrangères a insisté sur l'intérêt qui s'attache à ce que l'emprunt soit voté par le parlement avant le 31 décembre.

étrangères et des finances. — Ce rapport devra établir la nature des travaux à exécuter et justifier que l'annuité correspondante est exactement inscrite au budget de la Tunisie.

C'est un point essentiel pour la Tunisie, non seulement parce que l'emprunt est unanimement réclamé par toutes les fractions de la population, mais encore parce que le budget de l'exercice 1907 est basé sur le vote de cet emprunt.

Votre commission, se rendant à toutes ces raisons, a pris acte des déclarations faites par M. le ministre des affaires étrangères, non moins que des engagements précisés par l'exposé des motifs, et, dans ces conditions, elle a été unanime à approuver le projet de loi dont elle vous propose l'adoption.

AVIS *présenté au nom de la commission du budget, sur le projet de loi autorisant le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 75 millions de francs pour accélérer la création de l'outillage économique de la régence, par M. Messimy, député.*

Messieurs, M. le ministre des affaires étrangères sollicite, au nom du gouvernement tunisien, l'autorisation d'émettre un emprunt de 75 millions destiné à améliorer la création de l'outillage économique de la Tunisie.

La demande de M. le ministre des affaires étrangères a fait l'objet d'un projet de loi et d'un exposé des motifs sur lesquels la commission des affaires extérieures a été appelée à délibérer.

Le rapport de M. François Deloncle, dont les conclusions sont entièrement favorables à l'autorisation qui est demandée au parlement, a été adopté par la commission des affaires extérieures. Ce rapport étudie d'une façon complète le programme d'ensemble des travaux envisagés par la Tunisie pour être exécutés dans les douze années qui vont suivre et dont le montant s'élève à 125 millions de francs, l'emprunt projeté devant subvenir jusqu'à concurrence de 75 millions de francs aux dépenses à effectuer et les 50 autres millions devant être fournis directement par le budget tunisien.

Sans revenir sur la vérification de l'utilité et de l'opportunité des travaux projetés, qui a été l'objet principal du travail de la précédente commission, nous devons nous préoccuper tout spécialement de la partie financière de la combinaison. Cette combinaison repose tout entière sur le mode spécial de l'établissement et de fonctionnement du budget tunisien. On sait que ce budget est dressé avec des prévisions de recettes très modérées et avec des prévisions de dépenses toujours inférieures aux prévisions de recettes et auxquelles aucune majoration ne peut être apportée en cours d'exercice sous forme de crédits supplémentaires.

Par cette double procédure la Tunisie se met pour ainsi dire totalement à l'abri des aléas budgétaires et s'assure même d'une façon quasi automatique des excédents budgétaires annuels. Ce sont ces excédents qu'elle a employés jusqu'ici à la constitution de son outillage économique. Dans les dix dernières années seulement ils se sont élevés à plus de 45 millions. Il n'y a donc rien d'excessif à leur assigner dans l'avenir une moyenne de 4 à 5 millions par an. Mais, à ce taux, la réalisation du programme de 125 millions exigerait plus de vingt-cinq ans. Or, les travaux envisagés présentent un caractère d'urgence très marqué, et les études faites établissent que pour être productifs ils doivent être réalisés dans un délai maximum de douze ans. Dans ces conditions il fallait demander à l'emprunt les 75 millions que ne pouvait fournir dans cette période le rendement à espérer des excédents annuels.

Le budget tunisien sera d'ailleurs en mesure de gager sans difficulté d'ici à douze ans, les 3 millions annuels qu'exigera l'emprunt comme intérêts et amortissement. En effet, l'accroissement annuel du budget des recettes

11 janvier 1907. — **Décret** relatif au correspondant à Paris de la direction des travaux publics du gouvernement général de l'Algérie.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (1); — Vu le décret du 18 août 1897 sur le fonctionnement du service des travaux publics en Algérie (2), modifié par les décrets des 4 mai

---

depuis 1896 a été de 1.200.000 fr. en moyenne. Sur cette somme, le développement régulier des différents services n'a absorbé que 900.000 fr. Il reste donc un écart de 300.000 fr. qui pour la période de douze ans assignée comme durée au programme des travaux donne 3.600.000 fr., somme largement suffisante pour gager l'emprunt projeté.

Tout indique que les recettes dans un pays de plein développement continueront à progresser. Il est à remarquer, d'ailleurs, que l'exécution des travaux projetés, notamment celle des voies ferrées, fournira au Trésor une plus-value de recettes que l'administration évalue à 4 millions, chiffre qui nous parait exactement calculé.

Dans ces conditions on peut, en principe, d'autant mieux donner son adhésion à ce programme financier que le projet de loi réserve au gouvernement de la République le droit de n'autoriser la réalisation des fractions successives de l'emprunt qu'après justification par le protectorat de l'inscription à son budget du gage nécessaire à l'intérêt et à l'amortissement de la fraction d'emprunt à émettre.

Mais le programme du gouvernement tunisien ne prévoyait rien en ce qui concerne la ligne stratégique Béja-Mateur parce que la loi française du 6 avril 1902 stipulait que la dépense de construction de cette ligne devait être avancée par le Trésor français. Votre commission a attiré l'attention du gouvernement sur cette lacune et à la suite des échanges de vues entre les différents services, elle a estimé qu'il y aurait intérêt à profiter de l'occasion pour régler sur de nouvelles bases la question de la construction de cette ligne.

Dans cet ordre d'idées elle avait suggéré l'idée de mettre la dépense de cette construction à la charge du budget tunisien, et d'offrir en compensation à la Tunisie la garantie de l'État français pour son futur emprunt. Elle considérait que cette garantie n'avait pour la métropole qu'une valeur nominale et que dès lors on pouvait admettre cette dérogation exceptionnelle à une règle générale, en considération des avantages que la combinaison offrait à la fois à la régence et à la métropole pour la puissance maritime de laquelle la défense de Bizerte a une importance de premier ordre.

Mais le gouvernement n'a pas été d'avis d'accorder la garantie de l'État à l'emprunt tunisien. Il estime que la ligne Béja-Mateur doit être construite par la Tunisie, à ses frais et par priorité sur la ligne de Tunis Teboursouk qui, à raison de son moindre caractère d'urgence, a semblé devoir être ajournée jusqu'au moment où la Tunisie disposera d'excédents budgétaires suffisants pour y faire face.

La commission du budget a pris acte de cette décision du gouvernement, mais elle insiste pour que la ligne Béja-Mateur ait la priorité sur toutes les autres lignes du programme sans exception. Sous cette réserve expresse, elle donne son approbation au projet de loi qui lui est soumis.

(1) Est. et Lef., *Supp.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-97, p. 105; *Rec. Alg* 1897. 3. 162.

1901 (1) et 14 avril 1902 (2) ; — Vu les arrêtés du gouverneur général en date des 28 décembre 1900 (3), 30 décembre 1901 (4) et 28 juin 1902 (5), portant création et organisation de directions au gouvernement général de l'Algérie, notamment d'une direction des travaux publics ; — Vu l'arrêté du gouverneur général en date du 15 septembre 1906, portant création de la fonction de correspondant à Paris de la direction des travaux publics du gouvernement général de l'Algérie ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Sur le rapport du ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes ;

Art. 1er. — En l'absence de l'inspecteur général des ponts et chaussées détaché en Algérie, le correspondant à Paris de la direction des travaux publics du gouvernement général siège, pour les affaires ressortissant à l'Algérie et avec voix délibérative, dans les conseils et comités institués par le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes.

11 janvier 1907. — Décret portant fixation des frais de séjour à allouer en Algérie aux jurés des cours d'assises, aux assesseurs jurés des cours criminelles et aux témoins entendus soit dans l'instruction, soit lors du jugement des affaires criminelles, de police correctionnelle et de simple police.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ; — Vu le décret du 18 juin 1811, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police et tarif général des frais ; — Vu la loi du 30 décembre 1902, relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie (6) ; — Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 27 septembre 1906 ; — Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie en date du 4 août 1906 ; — Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — Les jurés des cours d'assises et les assesseurs jurés des cours criminelles de l'Algérie qui ont été obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence reçoivent, pendant la durée de la session de ces juridictions à laquelle ils prennent part, pour chaque journée de séjour, une indemnité de 5 fr., si toutefois ils le requièrent.

Art. 2. — Si les témoins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où ils auront été entendus et où ils n'auront pas leur résidence, il leur sera alloué pour chaque journée de séjour une indemnité de : — Dans les villes de 40.000 habitants et au-dessus, 5 fr. — Dans les autres villes et communes, 4 fr.

Art. 3. — Sont abrogées, en Algérie, les dispositions du décret du 18 juin 1811, en tant qu'elles sont contraires au présent décret.

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1901, p. 29 ; *Rec. Alg.* 1901. 3. 42.
(2) Lire : 14 *août* 1902 ; Est. et Lef. 1902-03, p. 106 ; *Rec. Alg.* 1902. 3. 144.
(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 102 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 168.
(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1901, p. 72 ; *Rec. Alg.* 1902. 3. 4.
(5) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 97 ; *Rec. Alg.* 1902. 3. 85.
(6) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 148 ; *Rec. Alg.* 1903. 3. 34.

18 janvier 1907. — **Décret** portant promulgation de l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras.

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre du commerce et de l'industrie,

Art. 1er. — L'acte général de la conférence internationale d'Algéciras ayant été signé le 7 avril 1906, approuvé et ratifié par S. M. le sultan du Maroc le 18 juin 1906, et les autres ratifications de cet acte ayant été déposées le 31 décembre 1906 entre les mains du gouvernement de S. M. le roi d'Espagne par la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et la Suède, ledit acte dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution (1).

19 janvier 1907. — Décret conférant le droit à la médaille coloniale pour les militaires ayant fait partie de la compagnie saharienne du Tidikelt.

Vu l'art. 75 de la loi de finances du 26 juillet 1893, créant la médaille coloniale ; — Vu l'art. 77 de la loi de finances du 13 avril 1898 relatif à cette médaille ; — Sur la proposition du ministre de la guerre ;

Art. 1er. — Le droit à l'obtention de la médaille coloniale avec l'agrafe « Sahara » est acquis au personnel militaire (européens et indigènes) qui a fait partie d'une manière effective du groupe de police du Ahaggar, commandé par le lieutenant Voinot, de la compagnie saharienne du Tidikelt, du 5 décembre 1905 au 31 mai 1906.

21 janvier 1907. — **Décret du bey** réglementant la situation des instituteurs et des institutrices des écoles primaires publiques.

Vu le rapport de notre directeur de l'enseignement; — Sur la proposition de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Tout fonctionnaire de l'enseignement exerçant dans les établissements scolaires publics de la Tunisie est considéré, pendant le temps de son séjour dans la régence, comme agent tunisien et, en conséquence, soumis exclusivement aux règles fixées par l'administration du protectorat pour déterminer la situation des fonctionnaires, notamment les conditions (2) de nomination, d'exercice et d'avancement.

---

(1) Voy. le texte de cet acte, *Rev. Alg.* 1906. 3. 126.

(2) Ces conditions sont indépendantes de la situation éventuelle des agents dans le cadre français. Un fonctionnaire détaché d'un service métropolitain et y conservant ses droits à l'avancement peut être promu en France à un grade ou à un traitement supérieur sans que cela implique une promotion corres-

Art. 2. — Nul ne peut être délégué en qualité de stagiaire ou nommé instituteur ou institutrice dans une école primaire publique de la Tunisie, s'il n'est français ou tunisien, pourvu au moins du brevet de capacité élémentaire et âgé de dix-huit ans révolus (instituteurs) et dix-sept ans révolus (institutrices).

Art. 3. — Les instituteurs et les institutrices sont pris, autant que possible, parmi les élèves-maîtres et les élèves-maîtresses sortis des écoles normales de Tunisie ou des écoles normales de France. Ils sont divisés en *stagiaires* et *titulaires*.

Art. 4 — Les stagiaires, anciens élèves-maîtres ou non, exercent en vertu d'une délégation du directeur de l'enseignement. Cette délégation peut être retirée à toute époque par le directeur de l'enseignement sur l'avis motivé de l'inspecteur de l'enseignement primaire. — Les stagiaires qui ne sont pas anciens élèves-maîtres ou anciennes élèves-maîtresses d'école normale sont délégués à titre essentiellement provisoire et pour la durée maximum de l'année scolaire en cours. Leur délégation devra être renouvelée, s'il y a lieu, au commencement de chaque année scolaire. Elle ne pourra plus être renouvelée s'ils n'ont pas obtenu le certificat d'aptitude pédagogique à l'expiration de leur cinquième année d'exercice. — Les stagiaires sont tenus de se présenter à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique dès qu'ils sont dans les conditions requises pour être admis à en subir les épreuves. — Les candidats au certificat d'aptitude pédagogique doivent avoir vingt et un ans au moment de leur inscription, être pourvus du brevet élémentaire et justifier de deux années d'exercice au moins dans les écoles publiques ou dans les écoles privées. — Le temps passé à l'école normale compte pour l'accomplissement du stage, aux élèves-maîtres à partir de dix-huit ans et aux élèves-maîtresses à partir de dix-sept.

Art. 5. — Les titulaires sont nommés et révoqués par le directeur de l'enseignement. — Nul ne peut être nommé titulaire s'il n'est pourvu du certificat d'aptitude pédagogique. — La titularisation est de droit au 1er janvier qui suit l'obtention du certificat d'aptitude pédagogique, sauf le cas de retard par mesure disciplinaire prévu à l'art. 10.

Art. 6. — Les titulaires chargés de la direction d'une école comprenant plus de deux classes prennent le nom de directeurs d'école. — Ils sont secondés par des instituteurs titulaires ou stagiaires.

Art. 7. — Les titulaires sont répartis en cinq classes. — Toutes les classes sont accessibles à tous les titulaires, pourvus ou non du brevet supérieur. — Les classes sont attachées à la personne et peuvent être attribuées sans déplacement. — Les instituteurs et les institutrices doivent accepter les postes qui leur sont désignés quel que soit l'établissement ou la région ; ils peuvent être appelés, notamment, à faire un séjour dans les écoles du sud de la Tunisie.

Art. 8. — Les traitements des instituteurs et des institutrices sont fixés comme il suit :

	Instituteurs	Institutrices
Stagiaires.....	1.400 fr.	1 300 fr.
5e classe.....	1.700 fr.	1.600 fr.
4e —	2.100 fr.	1.900 fr.
3e —	2.500 fr.	2 200 fr.
2e —	3.000 fr.	2.600 fr.
1re —	3.500 fr.	3.000 fr.

---

pondante en Tunisie ; de même, il peut recevoir de l'avancement en Tunisie sans qu'une promotion correspondante ait été accordée dans la métropole. *(Note du décret)*.

Ces traitements sont majorés de 300 francs pour les instituteurs et les institutrices pourvus du brevet supérieur. Les maîtres pourvus du brevet élémentaire et du baccalauréat sont assimilés aux maitres pourvus du brevet supérieur. — Les instituteurs anciens élèves-maîtres et les institutrices anciennes élèves-maîtresses d'école normale admis dans ces établissements après avoir contracté un engagement décennal et y ayant suivi le cours complet des études reçoivent, en outre, un supplément annuel de 200 francs.

Art. 9. — L'avancement a lieu, en ce qui concerne les promotions au choix, dans la limite des crédits inscrits au budget de la direction de l'enseignement. Les promotions des titulaires sont faites à partir du 1er janvier de chaque année.

Art. 10. — Les promotions des titulaires aux différentes classes ont lieu après un minimum de services dans la classe immédiatement inférieure fixé de la manière suivante :

	Au choix	De droit
De la 5e à la 4e classe :	après 3 ans ;	après 4 ans.
De la 4e à la 3e classe :	après 4 ans ;	après 5 ans.
De la 3e à la 2e classe :	après 5 ans ;	après 6 ans,
De la 2e à la 1re classe :	après 5 ans ;	après 6 ans.

La titularisation ou l'avancement des maîtres dans chaque classe pourront, par mesure disciplinaire, être retardés d'un an ou de deux ans au maximum, après les délais fixés ci-dessus pour l'avancement de droit.

Art. 11. — Tout instituteur ou institutrice nommé pour la première fois dans l'enseignement public en Tunisie débute comme stagiaire ou, s'il a le certificat d'aptitude pédagogique, comme titulaire de 5e classe. — Les maîtres qui ont des services dans l'enseignement public en France sont classés à leur arrivée en Tunisie d'après la règle suivante : — Les maîtres ayant moins de 6 ans de services, à compter du 1er janvier après l'obtention du certificat d'aptitude pédagogique prennent rang en 5e classe et il leur est attribué une ancienneté de promotion égale à la moitié de la durée de leurs services. — Les autres maîtres sont placés :

En 4e	classe,	s'ils ont 6	ans de services.
En 3e	—	14	—
En 2e	—	24	—

(A compter du 1er janvier après l'obtention du C. A. P.).

Il leur est attribué une ancienneté de promotion calculée d'après les services excédant la durée fixée pour le classement initial ci-dessus. Cette ancienneté est, pour la 4e classe, de la moitié de l'excédent ; du tiers pour la 3e classe et du quart pour la 2e. — Si toutefois l'intéressé réalise, avant d'être proposé pour une promotion à la classe supérieure, les conditions d'ancienneté totale prévues ci-dessus, la promotion sera de droit.

Art. 12. — Un tableau de classement sera dressé et publié par la direction de l'enseignement : tous les instituteurs et toutes les institutrices y prendront rang, dans chaque classe, par ordre d'ancienneté de promotion. — A égalité d'ancienneté de promotion, le rang sera déterminé par l'ancienneté totale des services. A égalité de services, le rang sera déterminé par l'âge.

Art. 13. — Chaque année la liste des titularisations ou promotions sera établie, conformément aux art. 5, 9, 10 et 11, dans l'ordre suivant : — 1° Maîtres et maîtresses ayant droit à l'avancement ; — 2° Maîtres et maîtresses promus au choix.

Art. 14. — Les instituteurs et les institutrices stagiaires ou titulaires ont droit au logement ou à une indemnité réprésentative de logement.

Art. 15. — Le logement en nature comprend au moins : 1° Pour les instituteurs mariés, ou veufs ou divorcés avec enfants, et pour les institutrices mariées, ou veuves ou divorcées avec enfants : deux pièces, une cuisine et

et une cave ou un débarras pouvant servir de cellier et de bûcher ; — 2° Pour les instituteurs et les institutrices célibataires, veufs ou divorcés sans enfants : une chambre et une cuisine. — Les directeurs et les directrices ont droit à une pièce en plus. — Un instituteur et une institutrice mariés ensemble et exerçant dans la même localité n'ont droit qu'à un logement.

Art. 16. — Dans les localités ou le logement ne peut pas être donné en nature, l'indemnité représentative de logement est déterminée par le directeur de l'enseignement, pour chacune des catégories suivantes du personnel :

Instituteurs célibataires, veufs ou divorcés sans enfants (indemnité A) ;
Instituteurs mariés sans enfants (indemnité B) ;
Instituteurs mariés ou veufs avec enfants (indemnité C) ;
Institutrices veuves ou divorcées avec enfants (indemnité B) ;
Autres institutrices (indemnité A).
Instituteur marié à une institutrice (indemnité D).

Art. 17. — Les maîtres et les maîtresses logés dans les locaux de l'administration ont droit à un mobilier qui comprend au moins les objets suivants : — Un lit à deux places avec sommier ; — Une table de nuit ; — Une cuvette, un broc, un seau, une glace ; — Une armoire à linge ; — Un porte-manteau à baldaquin ; — Six chaises ; — Une table à manger avec tiroir ; — Une table de travail ; — Un buffet ; — Une table de cuisine à tiroir.

Art. 18. — Les directeurs et les directrices d'une école comprenant plus de deux classes reçoivent, s'ils sont pourvus du certificat d'aptitude pédagogique, une indemnité de direction calculée à raison de 50 fr. par classe.

Art. 19. — Des primes annuelles sont accordées aux maîtres et maîtresses de nationalité française pour connaissance de la langue arabe, savoir : — 50 fr. pour la possession du certificat de connaissance d'arabe parlé ; — 100 fr. pour la possession du brevet d'arabe ; — 300 fr. pour la possession du diplôme supérieur d'arabe. — Ces primes ne peuvent être cumulées ; elles peuvent être augmentées de 50 fr. en faveur des maîtres et des maîtresses chargés, pendant les heures réglementaires de classe, d'enseigner la langue arabe.

Art. 20. — Les instituteurs et les institutrices, stagiaires ou titulaires, recevront une indemnité de résidence, dans les localités et suivant les conditions qui seront déterminées pour tous les fonctionnaires des administrations publiques de la régence.

Art. 21. — Dans les écoles primaires comprenant une ou plusieurs classes d'enseignement primaire supérieur, une indemnité, fixée comme il suit, est attribuée au personnel donnant cet enseignement : — 200 fr. pour une classe : 350 fr. pour deux classes ; — 500 fr. pour trois classes. — Un arrêté du directeur de l'enseignement déterminera le mode de répartition de cette indemnité.

Art. 22. — Le nombre maximum des heures de service (enseignement et surveillance) exigibles par semaine est fixé de la manière suivante : — *Directeurs* : en dehors du temps réservé à la surveillance générale de l'école, 15 heures d'enseignement dans les écoles de deux ou trois années d'études, ne comprenant pas d'internat ; 12 heures lorsqu'il y aura un internat — *Maîtres* : 22 heures d'enseignement et 3 heures de surveillance.

Art. 23. — Pour donner l'enseignement dans les classes d'enseignement primaire supérieur, les instituteurs et les institutrices doivent être munis au moins du brevet supérieur et du certificat d'aptitude pédagogique. — Les maîtres pourvus de l'un des certificats d'aptitude prévus par l'art. 21 de la loi française du 30 octobre 1886 reçoivent, s'ils sont chargés dans la limite des heures réglementaires de service, de l'enseignement accessoire mentionné sur leur diplôme, une indemnité annuelle fixée comme il suit ; — Dessin, 300 fr. ; — Travail manuel, 200 fr. ; — Agriculture, 200 fr. ; — Chant et musique, 100 fr. ; — Gymnastique, 50 fr. — Dans les cas où les maîtres chargés d'un de ces

enseignements sont obligés d'y consacrer un certain nombre d'heures en sus des heures réglementaires, ils reçoivent, outre l'indemnité ci-dessus prévue, une rétribution calculée à raison de 100 fr. pour chaque heure supplémentaire d'enseignement par semaine. — Aucune heure supplémentaire ne peut être ajoutée que par une décision du directeur de l'enseignement. — Les maîtres ne peuvent pas se refuser à faire les heures supplémentaires.

Art. 24. — Dans les établissements ayant la personnalité civile, les instituteurs et les institutrices chargés d'une classe d'enseignement primaire supérieur doivent 22 heures d'enseignement par semaine. Ils reçoivent une indemnité annuelle de 200 fr. Les dispositions de l'art. 23 leur sont, en outre, applicables.

Art. 25. — Les instituteurs et les institutrices sont tenus d'apprendre la langue arabe usuelle. — Les instituteurs sont tenus d'étudier le service postal et télégraphique et, le cas échéant, d'assurer ce service.

Art. 26. — Dans les écoles mixtes dirigées par des instituteurs, une dame peut être chargée soit de l'enseignement des travaux manuels des filles, soit de la surveillance des jeunes enfants dans des conditions déterminées, dans chaque cas, par le directeur de l'enseignement.

Art. 27. — Des maîtres indigènes pourvus d'un certificat d'aptitude spécial, des intérimaires pourvus au moins du brevet élémentaire, des moniteurs et des monitrices pourvus du certificat d'études primaires peuvent être chargés d'un enseignement dans une école, suivant des conditions qui seront fixées par le directeur de l'enseignement.

Art. 28. — *Dispositions transitoires.* — En vue de l'application du présent décret, les instituteurs et les institutrices auxiliaires en fonctions au 31 décembre 1906 seront rangés dans la catégorie nouvelle des stagiaires, dans les conditions prévues à l'art. 4, § 2, et, par conséquent, à titre essentiellement provisoire. — Les instituteurs et les institutrices de la 6e classe non susceptibles d'être promus seront maintenus dans une classe provisoire de titulaires ; les autres seront promus à la 5e. — Les instituteurs et institutrices des 4e, 3e, 2e et 1re classes conserveront, avec leur ancienneté de promotion, leur classe actuelle. — Il n'y aura plus de « hors classe ». — Les instituteurs et les institutrices qui, pendant la période transitoire, obtiendront une promotion, recevront, en entrant dans la classe supérieure, le traitement provisoire que cette classe aura déjà obtenu. — Les augmentations prévues au présent décret seront réalisées dans un délai de trois années, à partir du 1er janvier 1907, dans la limite des crédits inscrits au budget. Les relèvements porteront simultanément, et dans une proportion égale, sur les augmentations de traitement, sur les majorations attachées à la possession du brevet supérieur et sur la prime attribuée aux anciens élèves-maîtres et aux anciennes élèves-maîtresses d'école normale. — Les indemnités de résidence instituées par le décret du 4 février 1896 seront, s'il y a lieu, supprimées ou réduites progressivement, les suppressions ou réductions étant opérées, chaque année dans la proportion du tiers, sur l'excédent des anciennes indemnités sur les nouvelles. — Les indemnités spéciales dites « de l'établissement » accordées aux instituteurs et aux institutrices dans certains établissements ayant la personnalité civile sont supprimées. Toutefois, cette mesure n'aura pas d'effet rétroactif. — Les traitements actuels dépassant ceux qui sont prévus au décret ne pourront pas être diminués.

Art. 29. — Les dispositions des décrets du 1er juillet 1885, du 9 décembre 1889 (1) et du 4 février 1896 (2) sont abrogées.

---

(1) Déjà abrogés, D. B. 4 février 1896, art. 26.

(2) P. Zeys, v° Enseignement public, n° 590 ; *Rec. Alg.*, 1896. 3. 105.

21 janvier 1907. — Arrêté du dir. gén. des travaux publics fixant l'emplacement et la disposition des marques distinctives que doivent porter les bâtiments de commerce tunisiens *(J. O. T.*, 2 février 1907, p. 92).

26 janvier 1907. — Arrêté du gouv. gén. transférant à Sebdou le chef-lieu de la commune mixte d'Aïn-Fezza et attribuant à cette commune le nom de commune mixte de Sebdou.

27 janvier 1907. — Décret complétant et modifiant le décret du 26 août 1905 (1) portant règlement d'administration publique et relatif aux emplois réservés aux sous-officiers, brigadiers ou caporaux et soldats *(J. O.*, 15 février 1907, p. 1229).

28 janvier 1907. — Décret du bey attribuant au Trésor la totalité du montant des analyses payantes effectuées par le laboratoire de chimie agricole et industrielle *(J. O. T.*, 2 février 1907, p. 91).

29 janvier 1907. — Arrêté du gouv. gén. sur la surveillance des étalons en Algérie.

Vu le décret du 4 mars 1906, sur la surveillance des étalons en Algérie (2) ; — Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (3) ; — Vu le décret du 23 mars 1898, sur les services de l'agriculture en Algérie (4) ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Les propriétaires ayant l'intention de consacrer au service public de la reproduction leurs étalons de l'espèce chevaline qui ne sont ni approuvés, ni autorisés, sont tenus d'en faire la déclaration entre le 1er octobre et le 30 décembre de chaque année au maire ou à l'administrateur ou au commandant supérieur du cercle ou chef d'annexe de leur commune qui la recevra sur un registre spécialement destiné à cet effet et conforme au modèle annexé au présent arrêté. — Les mêmes formalités seront remplies en ce qui concerne les baudets que leurs propriétaires désireraient employer à la monte publique. — Le maire ou l'administrateur ou le commandant supérieur ou

---

(1) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 269.
(2) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 92.
(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 161.
(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 41; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 101.

chef d'annexe dresse un état des animaux déclarés et le transmet, avant le 5 janvier, au préfet du département qui fait procéder, par les soins du vétérinaire sanitaire de la circonscription, à l'examen prescrit par l'art. 2 du décret du 4 mars 1906. Sur le vu du certificat établi par ce vétérinaire et qui devra reproduire les renseignements portés sur le registre tenu à la mairie, le préfet délivre, avant le 15 février, l'autorisation en vue de la monte publique. Un carnet spécial ou livret de saillie sera remis au propriétaire et l'étalon sera marqué au feu d'une étoile sur le plat de l'encolure, vers le tiers supérieur et à gauche.

Art. 2. — Le livret ou carnet de saillie porte : — *a*) A la première page, le nom et l'adresse du propriétaire, et, s'il y a lieu, le nom et l'adresse de l'étalonnier, ainsi que le signalement de l'animal, tel qu'il résulte du registre tenu à la mairie. — *b*) Trois pages (recto et verso) seront réservées aux visas délivrés par le vétérinaire sanitaire à chacune de ses visites périodiques.

Art. 3. — L'étalon, cheval ou baudet, sera soumis, tous les quinze jours, à l'examen du vétérinaire sanitaire de la circonscription à laquelle il appartient ; ce vétérinaire mentionnera sur le carnet sa visite et toutes les appréciations qui peuvent en résulter.

Art. 4. — Si, à la suite d'une de ces visites, le vétérinaire sanitaire juge que l'étalon (cheval ou baudet) ne doit plus être accepté, il retire le livret au propriétaire et en réfère immédiatement au préfet. — En cas de réclamation du propriétaire, le préfet charge le vétérinaire délégué de visiter l'animal. Si l'appréciation du chef de service confirme celle du vétérinaire sanitaire, le préfet ordonne que l'étalon sera immédiatement marqué au feu, au-dessous de l'étoile, de la lettre R. — Cette décision est notifiée sans retard à l'ayant-droit, au maire ou à l'administrateur.

Art. 5. — Le propriétaire d'un livret de saillie est tenu de le présenter à toute réquisition de l'autorité locale, des vétérinaires sanitaires, du vétérinaire délégué. — Ce livret sera déposé à la mairie ou dans les bureaux de l'administrateur aussitôt l'époque de la saillie terminée.

Art. 6. — Les étalons, chevaux et baudets rouleurs ne pourront faire la saillie que sur les marchés soumis à l'inspection sanitaire prévue par le décret du 12 novembre 1887 (art. 41). — Il est formellement interdit aux propriétaires de baudets rouleurs de laisser leurs animaux saillir des ânesses. — Les juments ayant été saillies par des baudets rouleurs ou acceptés seront marqués aux ciseaux, à la fesse droite, de la lettre I et ne pourront être présentées à des étalons de l'Etat ou à des étalons approuvés ou autorisés.

Art. 7. — En cas de vente ou de cession de son étalon, le propriétaire est tenu d'en faire la déclaration au maire ou à l'administrateur de sa commune qui mentionne cette vente ou cette cession sur le livret de saillie, en même temps que le nom et l'adresse du nouveau propriétaire. Les changements d'étalonnier doivent également être déclarés.

Art. 8. — A titre transitoire, les déclarations prévues à l'art. 1er seront reçues pour la monte de 1907 jusqu'au 1er mars 1907.

30 janvier 1907. — **Loi** portant fixation du budget des dépenses et des recettes pour 1907.

TITRE Ier

BUDGET GÉNÉRAL

....

§ 3. — *Évaluation des voies et moyens.*

Art. 45. — Les voies et moyens applicables aux dépenses du budget

général de l'exercice 1907 sont évalués à la somme de 3.834.222.273 fr., répartie ainsi qu'il suit :

Produits à percevoir en France et dans les colonies autres que l'Algérie, conformément à l'état C annexé à la présente loi.....	3.832.305.648
Produits à percevoir en Algérie, conformément à l'état D annexé à la présente loi..	1.916.625
Total....	3 834.222.273

....

TITRE IV

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS ANNUELLES

....

Art. 86. — Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons du Trésor portant intérêt et payables à une échéance qui ne pourra pas excéder une année. Les bons du Trésor en circulation ne pourront excéder cinq cents millions de fr. (500 millions).

Ne sont pas compris dans cette limite les bons qui seraient déposés à la banque de France et à la banque de l'Algérie en garantie de leurs avances permanentes.

ÉTAT A. — *Tableau, par ministères et par chapitres, des dépenses du budget général de l'exercice 1907.*

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT DES CRÉDITS accordés
	Ministère des finances	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères*	
56	Service du Trésor en Tunisie.....	2.100 (1)

(1) *Extrait du* RAPPORT *fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1907* (*ministère des finances*), *par M. Massé, député* (Doc. parl., Ch., annexe n° 328, 13 juillet 1906).

CHAP. 56. — *Service du Trésor en Tunisie.*

Crédit demandé par le gouvernement pour 1907..... .	2.100 »
Montant du crédit alloué pour 1906.....	47 000 »
Diminution....	44.900 »
Crédit proposé pour l'exercice 1907.....	2.100 »

Deux services financiers fonctionnaient simultanément en Tunisie, l'un concernant les finances proprement dites de la régence, l'autre comprenant toutes les opérations relatives au budget général de l'État et aux services de trésorerie métropolitaine. Les opérations étaient centralisées par un payeur principal de la trésorerie d'Algérie, résidant en Tunisie, relevant du ministre et justiciable de la cour des comptes.

Ces deux services ont été réunis par décret du 6 janvier 1906 (*Rec. Alg.* 1906. 3. 57) et confiés au receveur général des finances tunisiennes.

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT DES CRÉDITS accordés
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*	
92	Dépenses des tabacs et des poudres à feu en Algérie....	50.000 (1)
	Ministère des affaires étrangères	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères*	
23	Œuvres françaises au Maroc.....	600.000 (2)
30	Allocations à la famille d'Abd-el-Kader.....	55.000

La dépense inscrite à ce chapitre pour 1907 concerne le loyer de l'immeuble occupé par le service du Trésor français à Tunis et dont le bail expire le 30 juin 1907. Elle n'entraîne aucune charge pour l'État et se trouve couverte par une recette d'égale somme inscrite au budget parmi les recettes d'ordre pour remboursement par le gouvernement beylical des dépenses du Trésor en Tunisie.

(Ch. ann. — *S. O.* 1906 — 25 nov. 1906, p. 975).

(1) *Extrait du même rapport.*

CHAP. 92. — *Dépenses de tabacs et de poudres à feu en Algérie.*

Crédit demandé par le gouvernement pour 1907..... 50.000 »
Montant du crédit alloué pour l'exercice 1906..... 50.000 »
Crédit proposé par la commission pour 1907 ..... 50.000 »

La loi du 19 décembre 1900 portant institution d'un budget spécial pour l'Algérie attribue au budget de la métropole les recettes provenant de la vente des tabacs et des poudres à feu dans la colonie. Par voie de conséquence, elle impose audit budget la charge des dépenses diverses que comporte cette vente et qui comprennent :

1° Les frais de transport des tabacs et des poudres des manufactures aux ports de l'Algérie ;

2° Les frais de manutention des tabacs et des poudres ;

3° Les indemnités allouées aux débitants de la régie pour insuffisance de remises ;

4° Les remises payées aux entreposeurs pour la vente des tabacs ;

5° Les primes aux capteurs et le prix des poudres saisies.

La dépense essentiellement variable d'une année à l'autre, suivant les fluctuations de la consommation et de la répression de la fraude, s'est élevée, pour l'année 1905, à 39.400 fr. Les crédits accordés étaient de 57.000 fr. Ils ont, en 1906, été ramenés à 50.000 fr., chiffre que nous vous proposons de maintenir pour 1907 et que l'on pourra baisser en 1908 si les dépenses de 1906 ne sont pas élevées.

(2) *Extrait du* RAPPORT *fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1907 (ministère des affaires étrangères), par M. Paul Deschanel, député* (Doc. parl., Ch., annexe n° 333, 13 juillet 1906).

CHAP. 23. — *Œuvres françaises au Maroc*

Crédit demandé pour 1907, 310.000 fr.
Crédit voté pour 1906, 310.000 fr.
Crédit proposé par la commission, 600.000 fr.

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT DES CRÉDITS accordés
	Ministère de l'intérieur	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères*	
83	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Algérie)	Mémoire
	Ministère de la guerre	
	1re SECTION. — TROUPES MÉTROPOLITAINES (1)	

Ce chapitre date du budget de 1904. Le crédit demandé par le gouvernement, à savoir 600.000 fr., fut réduit, dès cette première année, et en raison du vote tardif de la loi de finances, à 310.000 fr., qui s'appliquaient, il est vrai, à un exercice de 8 mois seulement. Ce chiffre de 310.000 a été maintenu par le parlement au budget de 1905, bien qu'il fût destiné cette fois à couvrir les dépenses de l'année entière. C'est encore celui qui figurait au projet de budget de 1906. Il était évidemment insuffisant, si l'on tient compte des besoins auxquels il doit satisfaire. Aussi la commission a-t-elle été d'avis de reprendre le chiffre de 1904.

Les difficultées qu'a rencontrées notre politique au Maroc depuis deux ans n'ont permis d'exécuter qu'une partie du programme que la chambre des députés avait sanctionné à cette époque.

Un service d'assistance médicale a été organisé dans presque toutes les villes du Maroc. C'est ainsi qu'il y a à Tanger un hôpital français desservi par deux médecins et un dispensaire gratuit pour les indigènes. Nous avons également un médecin chargé du dispensaire à Larache, Rabat, Casablanca, Mazagan, Saffi, Mogador et, dans l'intérieur, à Fez et à Marrakech. Ces établissements ont déjà une clientèle indigène nombreuse et qui s'accroît de jour en jour. Un médecin principal du service de santé militaire en Algérie a été chargé récemment de les inspecter et son rapport permettra de déterminer les modifications et le développement qu'il y aurait lieu d'apporter à cette organisation.

Une clinique vétérinaire gratuite fonctionne à Tanger.

L'ensemble des dépenses de cet ordre représente une somme de 171.000 fr.

D'autre part, on a mis à la disposition de notre légation à Tanger un personnel de police français et algérien, dont la présence est justifiée par l'importance de notre colonie et de nos intérêts dans cette ville et par l'insuffisance de toute autre police locale. La dépense est d'une vingtaine de mille francs.

Une partie du crédit du chapitre 23 a été déléguée au gouvernement général de l'Algérie qui l'emploie en œuvres d'assistance médicale sur la frontière marocaine ou en dépenses de police et de renseignements : soit 50.000 fr.

Il y aurait lieu de développer cette action si efficace en augmentant les ressources mises à la disposition de l'Algérie.

De même, nos écoles, l'hôpital français, les postes et télégraphes réclament des améliorations indispensables, ainsi que le service des renseignements économiques de la légation et des agences consulaires françaises au Maroc.

Le reste du crédit a été employé jusqu'ici en dépenses de nature diverse, frais de mission, subventions aux écoles française, renseignements, etc.

Le département a demandé 600.000 fr. La commission du budget a adopté sa proposition. (Ch. annexes. — *S. O.* 1906. — 25 déc. 1906, p. 1252).

(1) *Extrait du* RAPPORT *fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice*

1907 (ministère de la guerre) par M. Messimy, député. (Doc. parl. Ch. annexe n° 337, 13 juillet 1906).

Chapitre V. — *L'armée d'Afrique* (*)

I

Grâce à la tendance naturelle de notre esprit à s'occuper toujours de ce qui frappe nos regards, nous nous sommes désintéressés trop longtemps des dépenses militaires de l'Afrique du nord, et les vices de notre organisation s'y sont développés plus vivaces qu'ailleurs.

Il ne faudrait pas croire sur la foi d'une dénomination que nous entretenons là-bas un 19e corps d'armée en tout semblable à ceux de France. Le seul examen des effectifs suffirait à nous édifier ; nous trouvons en effet que l'effectif total des troupes est en France d'environ 528.000 hommes, tandis qu'il atteint 76.000 en Algérie-Tunisie (**). Ce pseudo-corps d'armée, avecla division de Tunisie, représente donc un huitième de nos forces.

Nous sommes arrivés à ces chiffres qui surprendront plus d'un esprit non prévenu, par la création de régiments et de services nouveaux, qui sont venus s'ajouter aux anciens sans les remplacer, par la superposition pendant trois quarts de siècle, à l'armée de la conquête, de tous les organes successivement créés dans notre armée métropolitaine.

Notre extension très exagérée vers le sud a été la source d'autres dépenses, et le point de départ de toute une organisation spéciale, coûteuse et très médiocrement justifiée.

Il en est résulté que l'Afrique du nord présente le curieux aspect suivant :

1° Sur le littoral une organisation militaire en tout comparable à celle de France ;

2° Une zone militaire, dite des affaires indigènes, où les pouvoirs de l'administration civile sont entre les mains des généraux ;

3° Au sud, des territoires civils, présentant un budget militaire distinct (chap. 21), et où nous n'avons ménagé ni les garnisons ni les dépenses ;

4° A l'est et séparée par une infranchissable barrière, l'armée de Tunisie, distincte en tous ses rouages, créée depuis vingt-cinq ans.

Cet ensemble coûte annuellement 69 millions, sans compter ni la participation aux frais généraux, ni 5 ou 6 millions prélevés sur les crédits extraordinaires de la 3e section.

En fait, on peut évaluer les dépenses de l'armée d'Afrique à 75 millions.

A quel but doit répondre l'organisation de cette armée ? Elle doit permettre selon nous :

D'une part, d'assurer la sécurité de la colonie ;

D'autre part, de fournir un ou deux corps d'armée d'expédition, tirés des ressources de la population française (***) et indigène.

S'il ne s'agissait que de maintenir l'ordre en Algérie, il n'y aurait pas

(*) M. le capitaine breveté Victor Duruy, dans une très intéressante étude, a envisagé l'armée d'Afrique comme réserve de l'armée coloniale.
(Brochure publiée par le Comité de l'Afrique française, 1906).

(**) En France, 527.804.
En Algérie, 55.908.
En Tunisie, 20.362.

(***) Nous répétons ici, comme nous l'avions affirmé lors de la discussion de la loi de deux ans, qu'il est illogique d'avoir fixé à deux ans le temps de service des colons algériens et tunisiens ; la situation et les conditions de vie sont absolument différentes de celles de la métropole. Mais étant donné que

besoin de 76.000 soldats. Rome qui fut grande dans l'Afrique du nord sut maintenir sa domination avec quelques milliers d'hommes, en occupant la limite des régions fertiles. Il nous suffirait d'imiter son exemple.

Mais nous entendons tirer de notre colonie, pour la lutte continentale, des ressources correspondantes à nos sacrifices pécuniaires.

Actuellement, cette armée forte de 76.000 hommes, coûte près de 76 millions Nous nous proposons de montrer qu'il est possible de constituer une armée plus forte en réalisant une économie de 15.000 soldats français ; nous réaliserons en même temps l'économie budgétaire correspondant à la réduction de l'effectif de 76.000 à 56.000 hommes (*).

II

Examinons successivement les différents corps et services.

Zouaves. — Nous avons actuellement, à en croire la loi des cadres, 10.500 zouaves en Afrique et 2.000 en France (**).

Or le projet de budget accuse un excédent de plus de 1.000 hommes, imprévu dans une armée où les effectifs sont toujours incomplets et dû, paraît-il, au simple jeu des dispositions du recrutement. Les bureaux de France ont de tout temps envoyé en Algérie le contingent nécessaire pour maintenir au complet les régiments de zouaves qui se trouvaient ainsi favorisés ; mais quand on incorpora les Algériens, d'abord pour un an, maintenant pour deux ans, ils arrivèrent en surnombre. Jamais personne n'a songé à réduire le contingent de France ; il part toujours le même ; et comme le contingent algérien augmente de 200 par an, nos successeur assisteront au phénomène incompréhensible de la multiplication des zouaves.

Le maintien de ce corps spécial et même des bataillons de France, peut parfaitement être admis ; mais il semble que son effectif peut être réduit pour l'Algérie-Tunisie à 8.000 hommes.

La légion étrangère comptant aussi 8.000 hommes, les bataillons d'infanterie légère environ 4.000, le nombre des soldats européens resterait ainsi d'environ 20.000 hommes : cela nous paraît très suffisant.

Il est nécessaire de dire un mot du costume des zouaves qui est aussi celui

la loi de recrutement a peu de chances d'être avant longtemps modifiée, il s'agit seulement de tirer des contingents actuels le meilleur rendement possible.

(*) Cet effectif réduit se décomposerait ainsi :

Infanterie européenne	20.000	hommes.
Tirailleurs indigènes	22.000	—
Cavaliers chasseurs	3.300	—
Cavaliers indigènes	2.000	—
Artilleurs	5.000	—
Génie	1.500	—
Remonte	1.000	—
Administration	2.000	—
	56.800	hommes.

(**) 4 régiments à 4 bataillons de 4 compagnies et 2 compagnies de dépôts, soit :

$4 \times 2.640 = 10.560$ (hommes et officiers) en Algérie-Tunisie.

4 bataillons de France, soit :

$4 \times 540 = 2.160$ en France.

Le projet de budget porte les effectifs suivants :

11.420 en Algérie-Tunisie.

2.394 en France.

des tirailleurs. Certes, on étonnerait bien le jeune indigène qui vient s'engager en lui disant que le costume qu'il va porter est imité du sien. Rien dans l'accoutrement de nos troupes ne rappelle le vêtement du pays ; le fameux pantalon jupe n'a rien de commun avec la petite culotte très pratique des arabes et n'a d'autre mérite que celui de ne pas s'user... parce qu'on ne le met jamais ; par les tempêtes et par la neige les troupes sont forcées de revêtir le pantalon de toile parce qu'elles ne peuvent pas faire de marches avec leur pantalon de drap. Ainsi s'explique le fait paradoxal que le coût annuel de l'habillement soit plus faible pour le tirailleur que pour le soldat français, quoique l'achat du costume coûte plus cher. Nous savons bien qu'une modification est décidée en principe : elle l'est même depuis un demi-siècle ; il est pourtant souhaitable qu'un soldat, même en Algérie, puisse mettre sa culotte pour marcher.

Tirailleurs indigènes. — Nous aurons en 1907, 4 régiments à 6 bataillons, dont un en Tunisie, plus deux nouveaux bataillons en Tunisie.

Mais les tirailleurs des deux pays ont une organisation absolument différente.

1. Tirailleurs algériens. — Nous aurons en 1907 plus de 15.000 tirailleurs (*) en Algérie, ce qui fait ressortir par compagnie (**) un excédent d'environ 50 hommes. Ces hommes sont uniquement des engagés volontaires ; soldats de carrière, ils sont d'infatigables marcheurs et constituent des troupes de premier ordre.

Leur condition a subi ces dernières années quelques modifications ; la pension de retraite fort élevée qui leur était faite après quinze années de service, fut réduite en 1899, et définitivement réglée par la loi de 1903 ; cette loi permet à l'homme de prendre sa retraite après douze ans de service, avec une pension de 144 fr. au minimum. Dans la pensée du législateur, il n'était pas question de borner obligatoirement à douze années le service des indigènes, mais la prime de 1.000 fr. ayant été répartie sur douze années seulement, l'indigène, en fait, quitte l'armée après douze ans.

Il y a un intérêt évident à le retenir jusqu'à seize ans, puisque c'est à ce moment qu'il est en possession de toutes ses qualités militaires. Le total des primes devrait naturellement être augmenté et leur répartition modifiée, mais cette modification est possible par simple décret.

Il n'est pas douteux d'ailleurs que l'homme devant l'appât d'une prime nouvelle et d'une pension plus élevée (192 fr.), n'accepte de rester au service non plus pendant douze années, mais pendant seize ans (***).

Le recrutement des tirailleurs, pour l'ensemble des trois régiments, n'a du reste, pas diminué, — tout au contraire — depuis l'adoption de la loi de 1903.

2. Tirailleurs tunisiens. — Nous aurons en 1907 huit bataillons en Tunisie (****). Le recrutement de ces troupes est totalement différent de ce qu'on vient de voir. La Tunisie fournit un contingent d'hommes qui servent

(*) Effectif total : 15.523.

(**) L'effectif de la compagnie est fixé par la loi des cadres à 161.

(***) La réforme ne coûterait rien au Trésor :

Les dépenses d'entretien de l'homme et ses primes qu'il soit rengagé ou jeune soldat sont les mêmes.

L'État réalise d'autre part le bénéfice de quatre ans de pension à 144 fr., mais perd l'augmentation du chiffre de la retraite sur un certain nombre d'années (9 ans).

La différence se chiffre donc par un bénéfice qui permettra dans l'avenir de songer à augmenter les retraites.

(****) Effectif total : 6.490.

trois ans : c'est donc le service à court terme, tout à fait comparable à celui de nos troupes en France. Le système fonctionne remarquablement et sans difficulté. L'indigène fait preuve des mêmes qualités d'endurance et des mêmes qualités militaires que l'Algérien.

Il semble du reste que trois années sont nécessaires à son éducation et qu'on ne doive pas songer à réduire ce temps de service.

Réserves indigènes. — En Tunisie les indigènes font partie de la réserve de l'armée active pendant sept ans, à compter du jour de leur libération (*).

Deux bataillons de réserve ont été déjà organisé et on a procédé en 1905 à une première convocation partielle qui a donné d'excellents résultats ; le général commandant la division d'occupation (**) demande que l'on continue ces mesures qui doteront la Tunisie, sans augmenter les charges du budget, d'une force nouvelle très sérieuse de 10.000 hommes environ. En Algérie, où tous les hommes sont des engagés, rien de semblable n'existe : aucune réserve n'est constituée. On n'a rien fait pour les astreindre à un service dans la réserve, alors qu'ils touchaient, après quinze ans de services, une pension très élevée : la loi de 1903 a spécifié que les anciens tirailleurs resteraient à la disposition du ministre pendant dix ans, mais aucun décret n'est intervenu pour fixer leurs obligations militaires.

La dépense pour les 8.000 à 10.000 hommes qui formeraient nos réserves indigènes algériennes, ne serait pas considérable : actuellement déjà, les tirailleurs sont renvoyés dans leurs foyers munis d'une tenue qu'ils s'empressent de vendre. L'Algérie tiendrait sans doute à prendre sa part des frais, à l'exemple de la Tunisie, sa sœur cadette. L'organisation des deux bataillons de réserves tunisiens n'a coûté au budget de la guerre que l'habillement et le harnachement (88.000 fr.) : le gouvernement tunisien s'est chargé de tous les autres frais.

Il est difficile de croire que des hommes qui touchent une pension, qui se présentent régulièrement aux guichets des finances, ne se rendraient pas à une revue d'appel contre une indemnité et ne feraient pas de service en temps de guerre avec l'appât d'une bonne solde.

Nous demandons avec insistance au département de la guerre d'organiser sans retard les réserves algériennes ; le tirailleur doit rester dans les réserves jusqu'à vingt ou vingt-cinq ans de service ; il le doit d'autant plus qu'il touche une pension, et que c'est un soldat plus cher dans ses années d'activité que le soldat français (***).

Bataillons d'infanterie légère d'Afrique. — Depuis plusieurs années

(*) Décret du 2 avril 1904.

(**) « L'expérience qui vient d'avoir lieu dans le caïdat du Cap-Bon m'a donné toute satisfaction.

» ...J'ai pu me rendre compte de la bonne tenue et de la valeur individuelle des réservistes, qui paraissaient répondre librement et sans contrainte à la convocation dont ils avaient été l'objet.

» Le séjour au régiment a laissé chez ces anciens soldats une empreinte toujours vivace qui se traduisait par l'attitude correcte avec laquelle chacun se présentait à l'appel de son nom et répondait aux officiers qui les interrogeaient.

» ...On peut donc affirmer, sans aucun doute, que les réservistes indiqués constitueront, en cas de besoin, un puissant appoint pour la défense du territoire de la régence. »

[Extrait du rapport du général commandant la division d'occupation.]

(***) Le coût annuel d'un soldat français est de 417 fr. ; le coût d'un tirailleur est de 948 fr.

l'effectif réel de ces unités n'atteint pas les deux tiers de l'effectif légal, et l'application de la loi de deux ans doit le faire baisser encore.

Il semble qu'on puisse à la fois supprimer un bataillon et réduire le nombre des compagnies des bataillons restants. Il en résulterait, sans que l'effectif des compagnies dépasse 150 hommes, une économie d'environ un demi-million (*) (à condition, bien entendu, qu'on puisse faire disparaître les cadres officiers devenus inutiles).

LES COMPAGNIES DE DISCIPLINE. — On confond fréquemment ces corps d'épreuve avec les bataillons d'infanterie légère ; la différence est pourtant très considérable. Les bataillons d'Afrique ont pour but de sélectionner et d'isoler, de la majorité des hommes de chaque contingent, les individus de même âge ayant déjà à leur passif des condamnations judiciaires graves. Les compagnies de discipline, au contraire, ne comprennent aucun soldat ayant commis des délits de droit commun : elles ne reçoivent que les indisciplinés et « les mauvaises têtes ».

Les bataillons d'infanterie légère correspondent à une nécessité morale : la masse des jeunes gens honnêtes appelés chaque année sous les drapaux ne doit pas être confondue avec la tourbe des vauriens et des souteneurs qui sont aujourd'hui incorporés aux bataillons d'Afrique. Nous voudrions qu'on ne puisse plus adresser au régiment le reproche d'être une école de démoralisation ; la suppression des bataillons d'Afrique serait un obstacle de plus, et formidable, à l'évolution heureuse que nous voudrions voir s'accomplir dans l'armée. Des corps de ce genre sont une nécessité dans une armée nationale, où tous les jeunes gens sont appelés à se coudoyer, à se mélanger et forcément à réagir les uns sur les autres à la caserne.

Les compagnies de discipline, au contraire, ne paraissent avoir de raison d'être que dans une armée de métier. Elles sont destinées à isoler complètement des hommes liés au service pour un temps très long, et qui obstinément refusent de se plier aux règles de la discipline.

A côté de nos troupes mercenaires (légion étrangère, armée coloniale, tirailleurs, etc.), il est logique d'avoir des unités de ce genre. — Dans l'armée de service à court terme, dans la nation armée, nous ne croyons pas, jusqu'à preuve du contraire, qu'il soit utile de les conserver. Avec le recrutement régional, un changement de garnison à l'intérieur du territoire métropolitain nous paraît devoir vaincre les mauvaises volontés les plus rebelles.

Un fait vient à l'appui de notre thèse. D'après les règlements sur le service militaire, un soldat ne peut être envoyé aux compagnies de discipline, ni dans sa première année de service, ni dans les six dernier mois. On voit qu'avec la nouvelle loi, les faits qui détermineraient l'envoi aux compagnies de discipline devraient se produire juste dans le troisième semestre du temps de service ; avant ou après, le soldat indiscipliné resterait tout simplement au corps.

L'effectif de ces unités, avec notre nouveau système de recrutement, est du reste appelé à se réduire à peu de chose, puisque la période de service aux compagnies de discipline ne devrait jamais excéder une année..., à moins pourtant que, saisi dans l'engrenage, le « camisard » rebelle ne se révolte contre un régime trop dur et ne reste dix ans aux confins du désert, en passant alternativement des compagnies de discipline aux pénitenciers, aux ateliers de travaux publics, etc.

(*) Il restera 4 bataillons à 4 compagnies.

Une loi est nécessaire pour supprimer un bataillon, mais le nombre des compagnies peut être abaissé par décret (art. 3 de la loi du 13 mars 1875, et art. 2 de la loi du 27 février 1889).

Le général André, en 1902 (*), dans des instructions très complètes, animées d'une pensée profondément humaine, a décidé que des modifications et adoucissements sérieux seraient apportés aux méthodes et systèmes de répression en usage dans les « corps d'épreuve ». Nous sommes certains que des efforts très réels et très méritoires ont été faits par les officiers chargés de la dure mission de commander ces unités spéciales.

Cette bonne volonté est-elle parvenue à vaincre des traditions de rigueur bien enracinées dans l'Extrême-Sud ? Nous le souhaitons, sans en être sûr.

Votre commission du budget a bien voulu, sur notre proposition, admettre une réduction indicative de 50.000 fr. sur le chapitre 14 (infanterie), réduction invitant le ministre à examiner si l'adoption du service de deux ans est compatible avec le maintien de « Biribi ».

Nous ne le pensons pas, pour notre part. Mais, si l'examen plus attentif de la question et l'expérience démontrent la nécessité de maintenir des corps de ce genre, qu'on ne les place plus si loin du monde que toute surveillance efficace soit impossible et que toutes les légendes puissent prendre cours. Si on juge véritablement indispensable au bien de l'armée de laisser subsister pour les plus rebelles de nos jeunes soldats de deux ans des unités spéciales de ce genre, qu'on les crée en France : les îles de Ré et d'Oléron contiennent des casernements en bon état ; qu'on les utilise dans ce but (**).

Légion étrangère (***). — L'histoire de la légion étrangère foisonne d'actions héroïques ; mais c'est une troupe qui, dans la vie de garnison, laisse voir bien des défauts et même des vices. Le service du contrôle s'est livré à une très remarquable étude de ce sujet, en indiquant une série de remèdes convenant aux différents maux.

Le prix de revient de la légion est élevé ; sa valeur militaire est considérable; toutes raisons qui nous font souhaiter que les modifications nécessaires soient promptement apportées à sa constitution. Celle-ci est trop différente de celle de la masse de notre armée, pour que le régime applicable à la nation armée convienne à ces troupes de mercenaires glorieux (****).

Cavalerie. — La cavalerie de notre armée d'Afrique qui compte aujourd'hui comme au temps de la conquête 8.000 cavaliers, est certainement l'exemple le plus typique de survivance de l'organe à la fonction.

Les chasseurs d'Afrique furent créés à l'origine pour combattre la cavalerie indigène. Après la conquête, les cavaliers arabes devinrent nos spahis et les derniers d'entre eux sont aujourd'hui maghzens à notre solde. Si bien qu'aujourd'hui nos 8.000 cavaliers qui coûtent fort cher, se dressent fièrement en face d'un ennemi qui n'existe plus.

Chasseurs d'Afrique (*****). — Nous avons près de 5.000 chasseurs : les effectifs de ces régiments, contre tout sens commun, sont au complet, alors que ceux de France sont loin de l'être.

(*) Voir le décret du 2 novembre 1902 et les circulaires qui y sont jointes (*B. O.* de 1902, p. 2219).

(**) Le budget lui-même y gagnerait, car le transport d'un soldat de Paris à Gafsa, par exemple, revient à 100 fr. !

(***) 2 régiments étrangers à 4 bataillons de 4 compagnies plus 2 compagnies de dépôt. Effectif actuel : 8.616.

Il y a en outre 4 bataillons aux colonies.

(****) Une loi est nécessaire pour abroger l'article 3 de la loi du 9 mars 1831, après quoi, des décrets réglementeront l'organisation nouvelle,

Le Parlement aura à cœur de voter cette loi nécessaire.

(*****) 6 régiments à 5 escadrons, dont 1 en Tunisie, soit : 4.957 hommes.

Il est facile de se rendre compte, par exemple, que les chasseurs d'Afrique ont près de 100 hommes de plus par régiment que les hussards (*).

Il est de toute urgence de ramener les chasseurs à quatre régiments d'abord, et si les escadrons continuent à atteindre l'effectif légal, de ramener les régiments à quatre escadrons,

Cavalerie indigène. Spahis de Tunisie (**). — Il faut en effet nettement distinguer ces derniers, de création récente, de ceux d'Algérie. Le 4e spahis est un véritable régiment de cavalerie, bien exercé, et qui peut rendre des services dans le pays.

Cavalerie indigène. Spahis d'Algérie (***). — Il en est tout autrement en Algérie. Ces régiments formés après la conquête d'éléments indigènes ont conservé des coutumes qui ne se justifient plus, et ont continué à faire un service qui se justifie moins encore. En effet, certains escadrons vivent encore en smalah ; mais la véritable plaie dont souffrent ces corps est le service dans les bureaux arabes, qui, naturel au début, n'a plus aucune raison d'être aujourd'hui.

Certains bureaux arabes emploient quinze ou vingt spahis, tandis qu'en Tunisie le service est fait par cinq ou six cavaliers indigènes qui coûtent trois fois moins cher (****).

Cette situation ne saurait se prolonger : l'instruction est nulle dans ces régiments qui n'existent pas en tant que corps de troupe. Or le budget de la cavalerie doit servir à entretenir des régiments dans l'Est et non pas des cavaliers dans les bureaux arabes.

Quant aux régiments eux-mêmes, si l'on parvient à les reconstituer, il est hors de doute qu'ils ne sauraient être d'aucune utilité dans la guerre européenne ; ils doivent être réduits à ce qu'il est strictement nécessaire de maintenir dans l'Afrique du Nord, soit 3 régiments à trois escadrons.

Artillerie, génie (*****). — Le génie dispose en Algérie-Tunisie d'environ 1.500 hommes et l'artillerie de moins de 3.000 canonniers.

Il n'y a en Algérie que 9 batteries, dites batteries d'Afrique, et en Tunisie que 6 batteries. C'est surtout en Tunisie où nous avons à la fois un corps

(*) 14 régiments de hussards devraient avoir un effectif légal de 11.634 hommes et ne comptent en réalité qu'un effectif de 10.514 hommes.

(**) Le 4e régiment de spahis est à l'effectif complet de 967 hommes.

(***) 3 régiments, ci : 2.484 hommes.

(****) Les bureaux arabes ont fort largement usé des ressources mises à leur disposition ; il est bien entendu que dans le calcul du nombre de cavaliers nécessaires, on ne devra pas tabler sur le nombre de spahis actuellement employés.

(*****) Artillerie :

1 batterie (A) à pied en Algérie. Effectif, 744.
1 batterie (A) à pied en Tunisie. Effectif, 862.
0 batteries montées en Algérie. Effectif, 0.
3 batteries montées en Tunisie. Effectif, 453.
9 batteries d'Afrique en Algérie. Effectif, 1.845 (dont 460 indigènes).
3 batteries d'Afrique en Tunisie. Effectif, 570 (dont 231 indigènes).
1 détachement d'ouvriers d'artillerie en Algérie, 261.
1 détachement d'ouvriers d'artillerie en Tunisie, 102.
Génie :
4 compagnies en Algérie. Effectif, 1.004 (dont 150 indigènes).
1 compagnie de chemins de fer en Algérie. Effectif, 164.
2 compagnies de chemins de fer en Tunisie. Effectif 461 (dont 30 indigènes).

(A) C'est *bataillon* qu'il faut lire. [N. D. L. R.]

d'occupation mobile — c'est-à-dire une armée en campagne — et une grande place de guerre, que ce manque d'artillerie se fait sentir. Il est urgent d'y remédier, sans qu'il en coûte au Trésor, en utilisant les économies dues à la réduction des autres armes.

Nous insisterons seulement sur la compagnie du génie, dite « de chemins de fer », dont l'utilité est très contestable en ces pays, et qui est à supprimer (*).

Train. — Le train des équipages est très différemment organisé en France et en Afrique (**).

En France les escadrons comportent un nombre restreint d'hommes et des cadres très importants. Leur principale mission est en effet d'instruire les réservistes et les territoriaux qui leur sont envoyés; « lorsque les nécessités de l'instruction ne s'y opposent pas », ils peuvent effectuer des transports.

Il en est tout autrement en Afrique; les escadrons sont remplacés par des compagnies mixtes ayant un gros effectif; le même décret qui fixe les attributions des escadrons en France spécifie que les compagnies d'Afrique ont pour mission « outre l'instruction des hommes, les transports militaires dans les lieux de garnison, de place à place à l'extérieur, et à la suite des colonnes ».

Leur rôle principal était donc à l'origine d'effectuer des transports. Comme aujourd'hui ce service est assuré par l'entreprise, ces compagnies ont perdu toute raison d'être (***).

(*) La France dispose de troupes du génie spéciales, destinées à réparer les voies ferrées devant les armées, tant pendant la mobilisation que pendant les opérations. Ces troupes, qui sont munies d'un matériel considérable et de ponts métalliques démontables, constituent, au premier titre, un rouage de la guerre européenne.

On a cru devoir pourtant créer en Algérie une de ces compagnies : outre que son instruction est très négligée, on ne voit pas bien quels services elle pourrait rendre sur une aussi grande étendue. Loin de la supprimer, on avait imaginé cette année de la doter de ponts métailiques, pour lesquels il était demandé au budget une somme de 40.000 fr. Nous avons demandé la suppression de cette coûteuse fantaisie, et souhaitons le retrait pur et simple de la compagnie.

(**) Il y a en France :
20 escadrons à 3 compagnies, chaque compagnie comprend un effectif de :
Cadre : 117.
Soldats : 156.
Il y a en Afrique :
9 compagnies mixtes d'Algérie, soit 1.681 (dont 150 indigènes).
3 compagnis mixtes de Tunisie, soit 598 (dont 15 indigènes).
Chaque compagnie comprenait à l'origine :
Cadre, 48.
Soldats, 256.
La loi de finances de 1896 a ramené l'effectif à :
Cadre, 42; soldats, 187 (Algérie), ou 190 (Tunisie).

(***) La comagnie de Gabès, tous employés déduits, a 134 conducteurs disponibles; elle a fourni, en 1904, 16 journées de conducteur par jour.
Celle de Tunis, avec 122 disponibles, à fourni :
21 journées pendant 5 mois.
7 à 8 journées pendant les 7 autres.
Celle de Sousse, avec 83 disponibles, a fourni :
25 à 40 journées pendant 4 mois.
11 pendant 2 mois.
2 à 4 journées pendant les 6 autres.

Dans les villes elles transportent les bagages des officiers et de leurs familles, et les nombreux détachements qui occupent encore les moindres localités n'ont d'autre rôle que d'exécuter des corvées d'ordinaire pour les corps (*).

Bref, nons sommes encore en présence d'un exemple — un exemple cher — d'organe survivant à sa fonction et détourné de sa destination primitive : les compagnies du train ont perdu de vue leur raison d'être qui est le service des transports et ne s'occupent que de l'instruction des hommes.

Nous demandons ailleurs le rattachement du train à la cavalerie : il ne semble pas, dans l'état actuel des choses, qu'une exception doive être faite pour l'Algérie-Tunisie, puisque l'organisation spéciale dont dispose ce pays ne se justifie plus.

D'autre part, les besoins de la mobilisation ne sont pas supérieurs là-bas à ce qu'ils sont en France, au contraire : les parcs de voitures des divisions qui doivent opérer en France y sont déjà conservés (**).

Emploi des indigènes par les différentes armes. — On a pu remarquer que les armes spéciales avaient accueilli les indigènes, et dans une proportion plus forte en Tunisie qu'en Algérie. C'est le contraire — soit dit en passant — qui semblerait rationnel, puisque notre établissement en Algérie est plus ancien d'un demi-siècle.

Cette mesure donne partout les meilleurs résultats : on a pu, à titre d'expérience, faire exécuter d'excellents tirs de côte par des batteries uniquement servies par des indigènes ; dans d'autres colonies, à Diégo-Suarez, il y a des années que les batteries à pied ont la moitié de leur effectif formée d'indigènes, et les batteries de campagne y comportent plus d'indigènes que d'Européens.

Il n'y aurait que des avantages à réaliser en Algérie et Tunisie la même proportion. Dans le train, la proportion d'indigènes est ridiculement faible (150 hommes en Algérie, 15 hommes en Tunisie). L'administration se propose, pourtant en 1907, d'élever un peu le chiffre de ce contingent.

Service des transports. — On est volontiers tenté d'accorder sans examen à l'armée d'Afrique le montant des crédits qui lui reviennent sur ce chapitre (ch. 29) ; les difficultés de transports en Algérie-Tunisie, que nous jugeons à distance considérables, nous rendent indulgents.

En additionnant les chiffres du chapitre 29, les prix de transport sur les chemins de fer français du contingent algérien, qui figurent au chapitre 25 pour 1.300.000 fr. et le prix de revient des compagnies de train, évalué à plus de 2 millions de francs, on arrive à un total de 5 millions de francs. D'autre part, les rapports du contrôle signalent de la part des différents services de très graves négligences : l'administration militaire ignore le bateau dans les ports, et le long des chemins de fer ignore la voie ferrée.

L'organisation du service n'offre rien d'analogue nulle part ; elle comprend quatre organes superposés :

1° L'entreprise. — Les marchés de 1881 n'ont été revisés qu'en 1894, et les derniers cahiers des charges « reproduisent les anciens sans tenir compte de l'ouverture des voies ferrées (***) » ;

(*) Extrait des rapports du contrôle sur la Tunisie.

(**) Le service du contrôle s'exprime ainsi dans ces conclusions :

La compagnie de Gabès, dont le rendement est le plus élevé des trois compagnies de Tunisie, coûte environ 200.000 fr. par an ; elle a effectué, en 1894, 12.258 tonnes kilomètriques, c'est-à-dire un travail inférieur à celui produit par les six arabatiers (voituriers civils de l'administration dont l'entretien exige une dépense de 8.500 fr. par an).

(***) Rapports du contrôle.

2° Le train. — Nous avons vu ce qu'il fallait en penser ;
3° Les parcs d'arabas (voitures légères à deux roues).

L'intendance, au moment de l'expédition, fut dotée d'un certain nombre de voitures avec leurs conducteurs. Ce système a certainement rendu des services ; nous avons vu qu'il en rend encore aujourd'hui plus que le train, mais il est devenu sans objet depuis que l'entreprise assure les transports.

Nous proposons la suppression de ces parcs, suppression qui doit procurer une économie notable (*).

4° Les mulets de corps. — En Tunisie les corps possèdent des mulets qui comptent en excédent aux compagnies du train ; on ne trouve rien de comparable, même en Algérie. Et comme ces corps ont des mulets mais n'ont pas de voitures, on songe naturellement à leur en donner. Dans ces conditions ils pourront bientôt assurer des transports au même titre que l'entreprise.

SERVICE DES SUBSISTANCES. — Le service est assuré par trois sections de commis et ouvriers militaires d'administration, plus un détachement en Tunisie (**).

On voit de suite que le service en Tunisie, créé en dernier lieu, est assuré par un personnel relativement moins nombreux qu'en Algérie : on compte en Tunisie 12 hommes pour 1.000, et en Algérie 26 pour 1.000.

Bien plus, le service occupe en Algérie des auxiliaires indigènes que l'on prend à la journée. La méthode est excellente (***) et économique, mais il doit en résulter une réduction dans le personnel permanant.

Le service ne suit nullement les progrès de ces pays en pleine évolution. On conserve des approvisionnements injustifiés, par exemple dans les pays vignobles, à Oran, Constantine, Philippeville, des réserves de vin atteignant 200 hectolitres.

Comme au temps où l'on ne pouvait escompter les ressources de la Tunisie, c'est Constantine qui entretient les approvisionnements de réserve de la régence. Pour qui connait le développement remarquable pris par la Tunisie, la chose est infiniment plaisante ; mais elle est surtout ruineuse, car le sucre et le café coûtent trois fois plus cher en Algérie qu'en Tunisie (****).

(*) Le parc de Tunis possède 9 arabas et n'effectue que de courts transports. Il coûte 9.000 francs. On estime que le même travail reviendrait à un industriel quelconque à 4.000 fr.

Le parc de Bizerte (2 voitures) coûte 2.654 fr. 99, ce qui met le prix de la journée d'araba à 8 fr. 40, en déduisant même l'utilisation des conducteurs quand ils ne sortent pas, estimée 745 fr. Or, la journée d'araba vaut 5 à 6 fr. dans la région.

(**) En Algérie, 1.464 hommes (dont 40 indigènes).
En Tunisie, 250 hommes (dont 10 indigènes).

(***) « A Biskra on emploie 45 jours par an une dizaine de nègres pour faire les emmeulages pendant les grosses chaleurs. On dépense à ce titre 900 fr. par an, somme qui serait insuffisante pour couvrir les dépenses annuelles d'un seul indigène enrégimenté. » (Rapports du contrôle).

(****) On conservait en 1903 pour la Tunisie, à Constantine, 825 tonnes de blé tendre.

On devait constituer, à la mobilisation :
A Constantine, 2.700 tonnes de farines ;
A Bône, des approvisionnements de riz, haricots, sucre et café.
Or, le sucre coûte :
En Algérie, 150 fr.
En Tunisie, 80 fr.

On ne peut passer sous silence la joyeuse histoire d'une échelle, d'un modèle très courant, qu'on fit venir de Vincennes (Seine) pour la place de Tiaret (à 200 kilomètres d'Oran). Cette échelle coûtait 75 fr., et il est à présumer qu'en cherchant bien dans toute la province d'Oran, on aurait pu trouver du bois pour la construire. Mais une échelle ne saurait être trop administrative ; on la fit venir des magasins de Vincennes et son transport (non compris le trajet en mer) revint à 420 fr., c'est-à-dire six fois son prix.

Si nous avons longuement insisté sur ce point, c'est qu'une réorganisation complète du service s'impose.

L'état actuel résulte de la superposition de l'organisation du début et des mesures récentes, dans un pays qui s'est complètement transformé.

Les administrations de l'État où la direction est impersonnelle sont, au contraire, lentes à évoluer et hésitent à se réformer elle-mêmes. Il est nécessaire de mettre en évidence leurs anachronismes (*).

SERVICE DES BATIMENTS. — C'est à dessein que nous n'avons pas dit « service du génie ». On ne saurait rendre ce personnel responsable de ce qui fut fait en Algérie : quand on laisse à un architecte la bride sur le cou, en lui donnant beaucoup d'argent, il construit des palais dans le désert ; c'est précisément et sans aucun jeu de mot ce qui se fait en Algérie.

C'est ainsi qu'on a construit à El-Goléa et dans d'autres postes avancés de splendides casernements que l'on occupe toujours à grands frais parce qu'ils existent.

Pourtant un Africain célèbre, le commandant Lamy (**), déplorait ces installations, dont les Arabes, disait-il, « se moquent pas mal ».

Nous n'insisterons pas davantage en faisant remarquer qu'il y a à Alger un général commandant le génie (d'Algérie seulement). Ses occupations — nulles d'ailleurs — doivent l'absorber beaucoup, car il se fait aider par six officiers, alors que les généraux commandant le génie des corps d'armées de France n'ont que leur officier d'ordonnance.

Le général d'artillerie ne lui cède en rien d'ailleurs et a près de lui cinq officiers.

Et le café :

En Algérie, 80 fr.

En Tunisie, 30 fr.

D'où un surcroît de dépense de 20.000 fr.

(*) La Tunisie, qui est en pleine transformation, vient d'offrir un exemple typique de cette sorte d'inertie : sous un ancien régime douanier on avait décidé la création d'un moulin de siège à Bizerte : aujourd'hui le régime nouveau rend inutile cette construction, mais l'administration n'a pas su y renoncer.

Sous l'ancien régime dounier, les blés de Tunisie pouvaient entrer à Marseille et passer à la minoterie sans droits ; cette entrée était suivie théoriquement de la sortie d'un poids égal de produits de la mouture ; en réalité on n'exportait pour le poids total que des farines qui recevaient ainsi une véritable prime. Les minoteries de Tunisie ne pouvaient donc pas soutenir la concurrence.

A partir de 1904, les céréales et leurs dérivés sont frappés à leur entrée en Tunisie des mêmes droits qu'en France, tandis que ceux de provenance tunisienne sont adressés en franchise en France. Des minoteries se créent partout dans la régence.

Mais loin de disparaître, le petit moulin de siège se transforme en un moulin du temps de paix de 438.000 fr., qui est en construction.

(**) Commandant des troupes dans la mission Foureau-Lamy ; tué dans le Ouadaï dans une rencontre contre Rabah.

LOGEMENTS MILITAIRES. — La question du logement des officiers est beaucoup plus sérieuse et doit retenir notre attention.

L'Algérie n'est pas soumise au décret du 24 janvier 1887 qui n'accorde le droit au logement en nature qu' « aux gouverneurs militaires et commandants de corps, dans certains cas aux commandants supérieurs de la défense, et exceptionnellement aux autres officiers ».

Il en résulte qu'en Algérie tout le monde est logé, au grand dam de nos finances.

Un projet de décret fut préparé en 1903 pour mettre fin à cet état de choses, mais il n'eut pas de suite. Ces décrets-là meurent toujours avant d'avoir vécu, et le contrôleur qui visita l'Algérie en 1906, dit avec mélancolie :

« Il est peut-être préférable que l'affaire en soit restée là ; une mesure aussi radicale heurterait trop d'intérêts, et surtout ceux de personnes d'un rang élevé ».

A la vérité, un certain nombre de bâtiments ont été aliénés déjà (*); mais il ne faut pas oublier que l'Etat paye les dépenses d'entretien des logements qu'il loue aux officiers à un prix infiniment trop faible, comme le faisait remarquer déjà M. Berteaux en 1902. Souvent la dépense d'entretien excède le loyer : à Oran — dans une grande ville — l'État était en déficit, de ce fait, de 1.474 fr. Les frais d'entretien des logements installés dans la kasbah de Bougie atteignent le double du loyer (**).

Quand le service du contrôle demande — combien naïvement — s'il est possible d'utiliser certains logements pour les besoins des services, dans des villes comme Alger, Douéra, Blidah et Coléa, on se garde d'étudier la question ; on fait dresser par un secrétaire un état méthodique des bâtiments, où le copiste ajoute à chaque ligne des « non » calligraphiés qui forment une imposante colonne, sévère réponse aux enquêteurs indiscrets.

Il est pourtant difficile de croire que les 18 logements d'Alger, non situés à la kasbah, et occupés par 2 généraux, 6 officiers supérieurs, etc., etc., ne sauraient abriter les services de l'intendance, de la place, etc.

On craint la colère des « personnes d'un rang élevé ».

•

(*) La loi du 14 janvier 1890 a autorisé l'aliénation au profit du département de la guerre des immeubles domaniaux de l'Algérie qui, affectés au service militaire, pourront être distraits sans inconvénient du domaine militaire ; la désignation de ces immeubles doit être faite par décret. Il a été rendu à cet effet quatre décrets dont le plus récent est du 5 décembre 1900.

Il a été entendu d'ailleurs avec le ministre des finances que ce décret du 5 décembre serait le dernier, en sorte que, depuis cette date, l'aliénation de tout immeuble militaire non compris dans les décrets profite au Trésor et non au budget de la guerre, de sorte que la guerre s'efforce de conserver ses bâtiments.

(**) A la kasbah de Bougie sont logés quatre officiers. Le montant des retenues annuelles est de :

$$180 + 0 + 108 + 108 = 396 \text{ fr}$$

Les dépenses ont été de :
1903, 1,146 fr.
1904, 303 fr.
1905, 783 fr.
Soit en moyenne 744 fr.
Dans la même ville, un autre bâtiment rapporte 108 fr. et coûte 171 fr.

Service de santé. — Le service de santé, plus que tout autre, est resté ce qu'il était il y a soixante-quinze ans et demande un examen approfondi.

On constate tout d'abord que l'effectif des infirmiers est aussi élevé pour l'Afrique du Nord que pour tout le reste de la France (*).

Les dépenses du service qui atteignent 10 millions en France sont pour l'Algérie-Tunisie de 2 millions (**).

La cause de cet état de chose anormal a été remarquablement exposée par M. Berteaux en 1902. Nous avons en Algérie une soixantaine d'hôpitaux militaires ; créés au moment de la conquête pour les besoins de l'armée d'occupation, ils ont dû par la force des choses recevoir des malades civils, indigènes et colons de toute nationalité.

Depuis, l'Algérie s'est transformée comme on sait, et les garnisons ont été modifiées de telle sorte que certains hôpitaux militaires ne reçoivent plus que des malades civils (***). Or, le prix que remboursent les villes pour les journées de maladies sont notablement inférieurs à la dépense (****).

Cette situation est déjà vieille, et il est assez piquant de voir, en 1863, le maréchal de Mac-Mahon proposer au ministre de la guerre « d'admettre le principe de la cession à l'administration civile des hôpitaux militaires de certaines places où le chiffre des malades civils tend à dépasser celui des militaires ».

C'est en 1896, trente-trois ans après, que fut pris un décret rendant applicables à l'Algérie les dispositions de la loi du 7 juillet 1877 ; on sait que cette loi permet en France l'hospitalisation des militaires dans les hospices civils des places où il n'y a pas d'hôpital militaire ; cette disposition entraînait la rétrocession à l'administration civile des hôpitaux de la guerre.

Or, en 1901, un seul hôpital avait été remis à l'administration civile (Dra-el Mizan). L'intervention de M. Berteaux, en 1902, fit aboutir la question de Philippeville ; mais depuis il semble qu'on rétrograde. Ce qui était possible en 1903 ne l'est plus en 1906 ; bref il n'y a plus qu'à rapporter le décret et à proclamer que la population civile d'Algérie sera soignée aux frais des communes de France par l'intermédiaire du budget de la guerre.

Il est facile de comprendre quels sont les obstacles qui viennent annihiler tous les efforts faits depuis 1860 ; nous les nommerons.

1° L'inertie de la 7e direction du ministère que ces suppressions atteignent.

C'est ainsi qu'à Bougie, en 1886, la ville avait elle-même préparé une convention pour une opération de ce genre : « Une formalité, une restriction de détail, imposée par le bureau compétent du ministère de la guerre fit échouer l'opération ». La ville de Bougie reconstruisit son hôpital civil.

2° La résistance du service de santé local, très naturelle d'ailleurs, de la part de médecins extrêmement dévoués qui sont heureux d'avoir un nombreux personnel sous leurs ordres.

3° La résistance énergique des communes dont les garnisons sont suppri-

(*) Trois sections, plus un détachement en Tunisie, effectif total, 2.235 fr.
Vingt-deux sections en France, effectif total, 2.594 fr.

	France	Algérie-Tunisie
(**) Chapitre 10..... ...	2.833.490 fr.	1.307.225 fr.
Chapitre 50.....	378.860 fr.	9.630 fr.
Chapitre 51.....	7.265.137 fr.	1.532.257 fr.

(***) En 1898, à la Calle, on compte :
908 journées de militaires.
4.497 journées de civils.

(****) A Koléa, en 1899, la journée de malade civil était remboursée 2 fr. 15. La journée du soldat revenant à 3 fr. 82.

mées et qui n'hésitent pas, comme La Calle, le 6 juillet 1903, à refuser « vu l'état de ses finances » de prendre à sa charge un hôpital qui ne soigne plus que des civils. (La Calle est une petite ville de 4.100 habitants dont 3.000 européens).

S'il y avait d'autres raisons, des raisons sérieuses, le service de santé les aurait données en 1896. Or, à ce moment, le médecin inspecteur du 19e corps, chargé d'étudier la question, ne trouve qu'un motif à invoquer, c'est « l'intérêt qu'il y aurait à conserver les hôpitaux pour l'instruction pratique des médecins militaires ».

C'est d'une belle franchise et la raison fut sans doute jugée suffisante.

Il faut donc que le décret soit appliqué. L'obstruction des services de la guerre à côté des pertes qu'elle inflige au Trésor retarde les améliorations les plus urgentes ; nous rappellerons, pour la honte de l'administration, comment, pendant quatorze années, elle repoussa les offres spontanées de la commune de Tougourt, centre éloigné de tout au sud de la province de Constantine ; pour arriver à avoir un hôpital exclusivement militaire, elle laisse depuis 1892 tous les malades dans une infirmerie « étroite, recevant même les contagieux, située au rez-de-chaussée, dans une partie basse et humide, voisine des latrines communes » (*).

SERVICE DE LA REMONTE. — Depuis notre enfance, bercée des merveilleux récits du monde arabe, nous croyons que, maîtres du pays, nous n'avons qu'à acheter à bon compte pour notre armée les plus fougueux coursiers.

Légendes hélas ! comme bien d'autres choses en ce pays. Après avoir incorporé dans nos rangs les débris de la cavalerie arabe, nous avons pris à notre charge la production même des chevaux, avec la prétention de donner des leçons aux « premiers cavaliers du monde », et dans leur pays (**). Les établissements d'Algérie ajoutent au service de la « remonte » dont le but est d'acheter des chevaux de race et d'encourager la reproduction, le service des haras qui ressortit en France au ministère de l'agriculture. L'examen de ce service permet d'ailleurs des remarques curieuses.

On y découvre un grade insoupçonné dans la hiérarchie des chevaux et qui n'existe pas en France : celui « d'élève-étalon ». Les élèves-étalons sont de jeunes chevaux achetés par les haras et non encore utilisés. Il ne semble pas qu'on en tire le meilleur parti, puisque certains d'entre eux — sans doute ceux qui ont passé de mauvais examens — restent élèves pendant dix ans, tandis que nous avons un étalon « titulaire » de vingt-deux ans.

Mais ce ne sont là que petites choses et l'erreur est dans l'existence même du service ; c'est un des exemples multiples de ce travers des administrations qui consiste à ignorer les ressources du pays pour tout fabriquer elles-mêmes ; il est incontestable que la jumenterie de Tiaret est une erreur économique ; ses produits nous reviennent à 7.600 francs pièce.

Mais il y a plus. Alors que sur 8.000 mâles produits annuellement, l'armée

(*) En 1901, la commune émit l'idée d'un hôpital communal où pourraient être reçus les militaires. La question fut près d'aboutir, mais le départ escompté du commandant du cercle qui avait « pris à cœur cette affaire » fut immédiatement suivi de l'enterrement du projet.

Il est assez curieux de remarquer que les procès-verbaux avaient été retardés plusieurs mois à la 7e direction « par suite d'un malentendu », jusqu'au départ du fâcheux commandant du cercle.

Le service du contrôle fait remarquer à ce propos que des coïncidences semblables se sont produites à chaque affaire hospitalière d'Algérie.

(**) Le service est assuré en France par 2.011 cavaliers, en Algérie-Tunisie par 687 cavaliers.

n'en achète que 2.000, les saillies de nos étalons sont gratuites. La mesure, en elle-même, est sans doute excellente ; mais le budget de la guerre ne saurait faire les frais de 20.000 naissances chevalines par an, au profit de l'Algérie.

Il appartient à l'Algérie et non pas au service des haras français de prendre à charge ces dépenses qui n'intéressent qu'elle-même.

Service d'état-major. — Le commandement est ce qu'il peut être dans l'organisation militaire que nous venons d'étudier.

Nous avons dit qu'il s'était créé à Alger une petite succursale du ministère, alors que la division de Tunisie qui n'en dépend pas et qui est organisée simplement comme une division de France ne s'en porte pas plus mal.

Mais l'Algérie fut surtout et est encore la terre bénie des inspections générales ; c'était le but d'excursion obligatoire pour les inspecteurs et leurs familles. Jamais, certainement, nos garnisons de l'Est ne furent tant visitées que les postes du Sud où l'on chasse la gazelle (*).

Territoires du sud. — Le maréchal Bugeaud disait au début de notre occupation . « La sécurité de l'Algérie est dans le Sahara ». Qu'alors ce fût en partie vrai, ou que le maréchal désirât seulement voir s'étendre les conquêtes de nos armes, il importe peu. Ses successeurs, perdant de vue le but à atteindre ont occupé le désert, et ce sont les dépenses de cette occupation qui sont aujourd'hui réunies au chapitre 21.

Au sud de la zone d'administration civile, on distingue en Algérie :

1° A environ 150 kilomètres de la côte, une étroite zone militaire dite « des

(*) C'est ici le lieu de citer une de ces petites garnisons: elle possède une compagnie d'infanterie, un peloton de cavalerie, cinq gendarmes et trois vieux canons (en tout 450 hommes). Elle fut successivement inspectée de novembre 1905 à mai 1906 par les autorités suivantes :

1. — Colonel commandant le régiment qui détache une compagnie d'infanterie.
2. — Général de brigade commandant la subdivision.
3. — Général de division commandant la division.
4. — Général commandant le corps d'armée.
5. — Général de brigade chargé de l'inspection de la mobilisation.
6. — Colonel commandant le régiment qui détache un peloton de cavalerie.
7. — Général de division commandant la cavalerie.
8. — Colonel commandant la légion de gendarmerie (inspection de cinq gendarmes et d'un maréchal des logis).
9. — Général de brigade commandant la gendarmerie (venu de Paris).
10. — Capitaine chef du génie.
11. — Colonel directeur du service du génie.
12. — Général de brigade directeur du service du génie du corps d'armée.
13. — Capitaine d'artillerie (3 pièces de canon ancien modèle à voir).
14. — Colonel directeur du service de l'artillerie.
15. — Général de brigade directeur de l'artillerie du corps d'armée.
16. — Sous-intendant de 1re classe, directeur du service de l'intendance.
17. — Intendant militaire, directeur du service de l'intendance du corps d'armée.
18. — Médecin principal de 1re classe, directeur du service de santé.
19. — Médecin inspecteur, directeur du service de santé du corps d'armée.
20. — Des contrôleurs généraux et des contrôleurs adjoints.

Ajoutons à cette liste les officiers d'ordonnance qui accompagnent tous les généraux.

affaires indigènes », où les pouvoirs du préfet sont dévolus aux généraux de division.

2° Plus au sud, les territoires proprement dits, créés en 1902, et recevant à la fois une subvention de l'Algérie et une subvention du budget de la guerre métropolitain.

ZONE MILITAIRE. — Ce dernier vestige de l'organisation primitive tend à disparaître. M. Jonnart, dans son « exposé de la situation générale », déclarait en 1905 que le régime civil pouvait être appliqué sans inconvénient à ces régions. Le 16 décembre 1905, il rattachait aux départements certains cercles des divisions d'Oran et d'Alger ; en 1906, plusieurs cercles d'Oran et de Constantine ont dû être rattachés à leur tour ; enfin, les derniers d'eux « seront probablement soumis au régime civil en 1907 ».

Ces territoires occupent 79 officiers et 61 interprètes et doivent coûter, en 1907, 580.000 fr., en diminution seulement de 4.000 fr.. sur les crédits de l'année précédente. Néanmoins, d'après le gouverneur général, le crédit doit complètement disparaître pour 1908 (*). Ajoutons que ces frais sont uniquement des frais d'administration et non d'occupation militaire.

TERRITOIRES DU SUD. — Ces territoires s'étendent au sud de la région des plateaux sur le Sahara lui-même, et jusqu'aux oasis du Touat, distant de la côte de 1.000 kilomètres. De ces régions désolées, nous savons aujourd'hui qu'il n'y a presque rien à tirer (**). Notre action doit avoir pour but unique la sécurité de la colonie.

Il est certain que le voisinage, à l'ouest, des tribus remuantes du Maroc, crée une situation particulière et que la garde de notre frontière exige des précautions spéciales et — nous l'espérons — momentanées. Partout ailleurs, nous n'avons qu'à suivre la voie qui nous fut indiquée par les Romains, il y a vingt siècles, et nous borner à occuper solidement le rebord méridional des hauts plateaux, en ne faisant que surveiller les confins du désert. Mais nous avons occupé des 500 kilomètres de désert qui étaient, par eux-mêmes, la meilleure des frontières, et nous nous sommes souvent laissé entraîner à la conquête de lointaines oasis où nous attendaient les plus cruelles déceptions (***).

Le chapitre 21, où l'on a voulu grouper toutes les dépenses militaires de ces régions, a été créé pour couper court aux dépenses exagérées qu'entraînaient chaque année les progrès de notre occupation.

Il est intéressant, avant de l'examiner, de voir comment sont gardés les confins méridionaux de ce même Sahara du côté du Niger.

Le ministre des colonies définit ainsi le rôle des troupes de l'Afrique occidentale qui occupent ces régions : « Elles n'ont d'autre but que de protéger les populations frontières contre les incursions des tribus pillardes qui nomadisent dans le Sahara (Maures et Touaregs) ».

(*) Chap. 11, art. 1er.

(**) Nous sommes aujourd'hui fixés sur la région saharienne : les oasis sont des milieux malsains où les blancs et même certaines races indigènes ne peuvent pas vivre ; aucune culture exotique productive et relativement riche n'y est possible ; l'été, l'air est trop sec et l'hiver les vents glacés tuent les orangers à Tougourt.

(***) Nous avons eu longtemps des illusions sur le Touat. Nous y avons enfin trouvé une misérable population de 30.000 âmes, qui ne trouve pas de quoi se nourrir et n'a même pas de bois pour faire cuire ses aliments. Des périodes de sécheresse qui durent des dizaines d'années empêchent toute végétation et la datte elle-même y est de mauvaise qualité.

Cette tâche est confiée, de l'Atlantique au Sabara, à treize compagnies et demie montées à mahari, et à un peloton de spahis.

Les dépenses d'entretien de ces troupes s'élèvent à 2.700.000 fr. et l'achat des animaux et du harnachement incombe au budget local (*).

Aux confins septentrionaux du Sahara, la situation n'est nullement différente de ce qu'elle est au sud et pour une étendue de frontière trois fois moindre, nous nous trouvons en présence de dépenses deux fois plus élevées.

Le chapitre 21 se monte à 4.700.000 fr., et chaque année plus d'un million de crédits supplémentaires viennent s'ajouter à ce chiffre.

Les troupes qui y séjournent comprennent :

1.250 hommes de troupes sahariennes ;

Des troupes détachées du 19e corps et qui figurent pour 1 million de francs dans le total des dépenses :

Enfin, les « maghzens » (**).

Lorsqu'on créa ces derniers, on comptait retirer les troupes du 19e corps, et M. Étienne, le 17 mai 1904, déclarait : « Quand tous les maghzens fonctionneront, il sera possible de retirer 2.000 hommes de troupes européennes ».

On a commencé à les faire remonter de Timmimoum (extrême-sud) à Béchar (frontière du Maroc) ; nous espérons qu'elles n'y seront pas maintenues plus longtemps qu'il ne sera nécessaire.

Le service des bâtiments absorbe 400.000 fr. Nous avons déjà parlé du casernement d'El-Goléa. Les critiques se résument en un mot : on a traité l'extrême-sud comme le nord de l'Algérie, c'est là l'erreur fondamentale.

Le commandant Lamy constatait le fait dans ses lettres d'Algérie et indiquait la vraie méthode (***).

Bref, les territoires du Sud, créés pour couper court à des dépenses extraordinaires trop fréquentes, ont parfaitement mis en évidence ce que coûte au budget notre occupation du désert.

Elle coûte 6 millions à la guerre, plus de 3 millions à l'Algérie ! Total 9 millions.

*) A signaler les prix comparatifs du chameau et du cheval :

	Chameau	Cheval
Nourriture par jour.....	0 fr. 05	0 fr. 65
Harnachement par jour.....	0 fr, 05	0 fr. 15
Remonte par an.....	35 fr. »	90 fr. »

(**) Les maghzens étaient autrefois des cavaliers utilisés seulement de façon intermittente à des besognes de police. Ils recevaient de la guerre des rations de vivres et de fourrage, et de l'Algérie certains avantages pécuniaires.

Lorsque les commandants des territoires eurent la prétention de les utiliser comme troupes régulières, l'Algérie crut devoir réduire sa contribution, et la guerre inscrivit à son budget une somme de 400.000 fr.

L'Algérie paye encore dans les territoires du sud 150.000 fr. aux maghzens. Voir budget civil des territoires du sud, aux annexes.

(***) « Nos constructions provisoires ont coûté 1.500 fr. Elles présentent les meilleures conditions pour l'hygiène et la bonne aération... Que coûteront à de pareilles latitudes les maçonneries du génie ! Des milliers de francs qui seraient plus utilement employés à l'achat de chameaux et de mehara. .

« Les Bédouins se figurent que nous avons tous du sang de maçon dans les veines et que nous ne saurions faire un pas dans leur pays sans construire un blokhaus ou un bordj dont ils ne se moquent pas mal et qu'un simple détour leur permet d'éviter... »

Tout le monde a perdu depuis longtemps toute illusion sur le commerce du sud ; la perte de nos illusions sur les oasis du Touat nous a coûté 60 millions, et les députés de l'Algérie eux-mêmes ont déploré hautement que cette somme n'ait pas été employée à un autre usage.

Notre expérience dans ces pays nous a coûté cher : il est temps de la mettre à profit pour adopter une occupation rationnelle des confins du désert.

III

Conclusion. — Nous avons défini le but que nous devons poursuivre dans l'organisation de nos forces dans l'Afrique du Nord :

1° Préparer un ou deux corps d'armée pour la lutte continentale ;

2° Laisser en Tunisie de quoi défendre le magnifique point d'appui de la flotte que nous venons d'y créer ;

3° Laisser à l'Algérie un effectif suffisant pour sa défense.

L'état actuel de nos forces, résultat de la superposition de toutes nos institutions militaires successives, ne répond nullement à ce but.

L'armée d'Afrique compte 76.000 hommes. Elle coûte 75 millions.

Nous nous proposons de la rendre plus forte, tout en ramenant son effectif à 56.000 hommes, et réduisant proportionnellement la dépense.

Unité de commandement dans l'Afrique du Nord. — En 1899, à la faveur des circonstances critiques, l'unité de commandement a été réalisée pour le temps de guerre. Mais la Tunisie jouit de son autonomie en temps de paix, sauf certaines restrictions. Il est inadmissible que le général commandant le 19e corps, qui commande la Tunisie en temps de guerre, n'ait pas le droit d'y pénétrer en temps de paix. Parmi les différentes solutions possibles, il est urgent de choisir.

Réduction des effectifs français. — Nous les ramenons à 20.000 hommes.

Organisation définitive de l'armée indigène et de ses réserves. — Nous avons longuement insisté sur ce point et nous avons montré que nous devions avoir 20.000 réservistes au moins (10.000 en Tunisie, 10.000 en Algérie).

Il n'est pas inutile d'insister sur la nature spéciale de ces troupes.

Les indigènes ne sauraient s'accommoder de notre manière de voir et il est ridicule de leur appliquer à la lettre les récentes circulaires concernant l'amélioration de la condition du soldat.

Quand on leur donne des lits, ils couchent à côté ; quand ils veulent coucher dedans, ils roulent en bas ; ils ne savent manger que dans des gamelles, et assis à terre : pourquoi leur donner des réfectoires et des assiettes ?

Il est souhaitable que les instructions soient toujours accompagnées d'une restriction pour ces troupes.

Utilisation des indigènes dans les services. — Qu'il s'agisse de l'artillerie ou du génie, du train ou des troupes d'administration, nous avons montré qu'il faut entrer franchement dans cette voie.

Occupation raisonnée du sud. — On sait maintenant ce qu'il faut penser de la question. On sait ce que nous coûte l'occupation du Sahara. Et cela doit suffire.

Puisque nous ne saurions fertiliser le désert, gardons-nous sur ses frontières.

Réorganisation des services de l'armée d'Afrique. — Le long examen que nous avons fait de tous les services successivement a dû suffire à édifier le lecteur.

Nous avons voulu mettre en évidence l'incroyable vitalité de l'administration de la guerre d'un organe quelconque, créé pour un besoin du moment.

Le très grand danger de ces abus dans l'organisation militaire est qu'ils

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT DES CRÉDITS accordés
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères*	
21	Subvention aux territoires du sud de l'Algérie.....	4 718.691 (1)
28	Frais de justice militaire.— Etablissements pénitentiaires et sections d'exclus	747.820
57	Gendarmerie de Tunisie. — Dépenses remboursables....	303.345

n'apparaissent pas. Allons en Algérie : nous verrons tout le monde se donner beaucoup de peine ; les officiers du train des équipages, pour ne prendre qu'un exemple, nous démontreront que leur hommes sont écrasés de travail, et pourtant nous avons vu combien le travail utile de ces troupes était faible.

C'est qu'en effet si quelques personnalités cherchent à conserver un état de choses avantageux, la bonne volonté de la masse des officiers, et surtout des jeunes qui viennent servir en Afrique par goût de la vie libre et indépendante cette bonne volonté est au-dessus de toute éloge. C'est donc aux institutions qu'il faut s'en prendre, à la survivance incroyable de l'organe à la fonction.

L'armée est un outil précieux et cher ; il ne faut pas lui refuser les crédits nécessaires, mais le rôle du législateur est de constamment veiller à la bonne organisation des services et au plein rendement des dépenses.

(Ch. ann. — *S. O.* 1906. — 31 déc. 1906, p. 1343 et s.)

(1) *Extrait du même* RAPPORT.

CHAPITRE 21. — *Subvention aux territoires du sud de l'Algérie.*

Crédit voté pour 1906, 4.653.891 fr.
Crédit proposé par le gouvernement pour 1907, 4.753.891 fr.
En plus, 100.000 fr.
Crédit proposé par la commission du budget pour 1907, 4.713.891 fr.
En moins, 40.000 fr.

AUGMENTATIONS

a) Augmentation de deux unités de l'effectif des officiers du service des affaires indigènes.....	7.572
b) Insuffisance des prévisions antérieures relatives aux frais de déplacements	38.828
c) Report du chapitre 43 (ordinaire de la troupe) en vue du payement des primes éventuelles aux hommes de troupes stationnés dans les territoires du sud de l'Algérie.....	100.000
Total des augmentations.....	146.400

DIMINUTIONS

a) Suppressions des prévisions relatives aux dépôts de musique dans les postes.....	40.000
b) Réduction opérée par la commission du budget sur les crédits prévus pour travaux du génie..	40.000
Total des diminutions..	(*) 86.400

Reste en augmentation, 60.000 fr.

(*) Tels sont les chiffres, évidemment inexacts, parus au *J. O.*

Nous avons longuement traité la question du territoire du sud à propos de l'armée d'Afrique (voir volume Ier). Nous ne pouvons que préciser ici un certain nombre de points.

Coût du territoire du sud. — Nous rappelons que les dépenses peuvent être évaluées à 9 millions.

Budget militaire, 6 millions.

Budget civil, 3 millions.

(Voir aux annexes le budget civil).

DÉCOMPOSITION DES DÉPENSES PAR DÉPARTEMENT

SUBVENTION AUX TERRITOIRES DU SUD DE L'ALGÉRIE	DÉPENSES EFFECTUÉES dans la subdivision d'Aïn-Sefra	DÉPENSES EFFECTUÉES dans les autres territoires du Sud	TOTAL
CHAPITRE 21			
Art. 1er. — Solde et indemnités.....	2.466.130 »	277.789 40	2.743.919 40
Art. 2. — Transports généraux et frais de déplacement d'isolés.....	330.133 05	434.831 40	764.964 89
Art. 3. — Artillerie.....	116.960 62	26.010 33	142.970 95
Art. 4. — Génie.....	245.051 62	4.584 79	249.636 41
Art. 5. — Remonte et harnachement.	6.200 »	1 270 »	7.470 »
Art. 6. — Subsistances. Vivres.....	974.593 29	156.367 02	1.130.960 32
Art. 6. — Subsistances. Fourrages..	425.300 09	96.645 77	521 945 86
Art. 7. — Habillement..	17.218 10	» »	17.218 10
Art. 8. — Service de santé	3.318 68	295 50	3.614 18
Totaux..	4 584.905 45	997.794 85	5.582.700 10

Nous entendons évidemment appliquer aux territoires du sud des provinces d'Alger et de Constantine la réduction de 40.000 fr. appliquée aux travaux du génie.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

Nous rappelons que les crédits supplémentaires se sont élevés :

En 1903, à 1.689.878 fr.

En 1904, à 1.940.110 fr.

En 1905, à 1.542.558 fr.

Pour 1906, il est déjà demandé à l'heure actuelle un crédit supplémentaire de 130.800 fr.

La « subvention » n'a donc pas le caractère de fixité qu'elle doit cependant conserver.

AUGMENTATION DE 100.000 FR.

On sait que le chapitre 21 a été constitué en groupant les dépenses affectées aux territoires du sud de l'Algérie disséminées jusque-là dans les différents chapitres du budget.

Il importe de faire remarquer que les 100.000 fr. dont il s'agit constituent bien une augmentation pour le budget de l'Algérie.

En effet, le chapitre 43 comporte une somme globale de 150.000 fr. sous la rubrique « primes ou allocations éventuelles ». Or, la répartition approximative de cette somme entre l'intérieur et l'Algérie, ne répondait pas jusqu'à cette année à la réalité ; l'Algérie dépensait plus qu'il ne lui était attribué. On a donc cette année, sans diminuer les 200.000 fr. qui lui sont affectés, reporté 100.000 fr. de l'intérieur aux territoires du sud.

1906. Chap. 43, § 3, 1re ligne : intérieur, 1.400.601 fr.

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT DES CRÉDITS accordés
	3e SECTION. — CONSTRUCTIONS NEUVES ET APPROVISIONNEMENTS DE RÉSERVE	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères*	
93	Défense de Bizerte.....	800.000 [1]
	Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes	
	1re SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères*	
51	Subventions à la mission scientifique du Maroc.....	40.000

1906. Chap. 43, § 3, 1re ligne : Algérie, 210.000 fr.
1907. Chap. 43, art. 2, 2e ligne : intérieur, 1.300.601 fr.
1907. Chap. 43, art. 2, 1re ligne : Algérie, 210.000.

DIMINUTION DE 40.000 FR.

M. le gouverneur général de l'Algérie a bien voulu nous faire tenir une note dont nous extrayons le passage suivant :

« Je pense néanmoins qu'il serait possible de réaliser une légère économie sur le chapitre 21. Elle porterait sur l'art. 4 (génie). Le projet du ministre comprend une demande de 200.000 fr. au paragraphe 1er de la 2e partie sous la rubrique « Installation des troupes, etc. » et une demande de 200.000 fr. au paragraphe 3 de la même partie sous la rubrique « Bâtiments militaires ». J'estime que chacun de ces crédits pourrait sans inconvénient être réduit à 180.000 fr., ce qui serait d'ailleurs conforme aux demandes présentées par la direction du génie du 19e corps d'armée. »

Il est vraiment curieux qu'un service local reçoive plus qu'il ne demande. La commission du budget n'a pas hésité, dans ces conditions, à opérer la réduction de 40.000 fr.

Nous ne répéterons ici que pour mémoire que votre commission a demandé à l'administration de la guerre de séparer les dépenses de l'Algérie-Tunisie de celles de l'intérieur.

C'est là une mesure indispensable si l'on veut donner au budget de la guerre toute la clarté, toute la sincérité qui doivent s'attacher à des crédits très élevés qui font peser sur le pays une lourde charge, dont une partie vise la défense nationale, assurément, mais dont une autre partie, relativement importante, n'a trait qu'à la vie administrative de l'Algérie.

Les crédits destinés à l'Algérie-Tunisie apparaîtront donc dorénavant sous des chapitres distincts, et le budget de la guerre en deviendra plus clair, plus sincère et plus logique.

[Ch. annexes. — *S. O.* 1906. — 3 janv. 1907. — p. 1376 et suiv.]

(1) *Extrait du même* RAPPORT.

§ 5. — DÉFENSE DE BIZERTE

L'établissement d'un point d'appui de la flotte et d'un arsenal à Bizerte a amené la guerre à dépenser une première somme de 400.000 fr. de 1894 à 1896.

CHAPITRES spéciaux	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT DES CRÉDITS accordés
	Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes	
	1re SECTION. — TRAVAUX PUBLICS. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES	
	4e PARTIE. — *Services généraux des ministères*	
	§ 1er. — *Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État*	
49	Subvention à l'Algérie pour les dépenses de chemins de fer.....	18.000.000 »
50	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer tunisiens.....	1.969.000 »
	2e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*	
23	Subvention au service maritime entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et primes de vitesse.....	1.450.000 »

Par la suite, un programme de travaux de 10 millions fut arrêté en 1898 (dont 1.500.000 fr. fournis par le gouvernement tunisien).

Mais, dès l'année 1900, des sommes considérables furent engagées à côté de ces prévisions, et depuis cette époque les dépenses de Bizerte ont constamment absorbé des sommes supérieures à 1 million.

Voici les sommes dépensées :

1898.....	1.316.000 »
1899.....	2 936.000 »
1900.....	4.514.000 »
1901.....	7.614.009 »
1902.....	6.060.000 »
1903.....	3.000.000 »
1904.....	3.300.000 »
1905.....	1.362.000 »
1906.....	1.000.000 »
Total.....	31.102.000 »

Le budget de 1907 porte un crédit de 800.000 fr. (artillerie 500.000 fr., génie 300.000 fr.).

Dans ces dernières années, le présent chapitre a été nettement séparé, mais ne représente nullement le total des dépenses de la place pour travaux neufs; des sommes considérables sont prélevées sur le chapitre 90, paragraphe 4 (défense des côtes), de telle sorte que la somme de 31 millions est inférieure au total réel.

Actuellement la situation est la suivante :

Les batteries du front de mer sont achevées.

Dès l'origine, quelques ouvrages ont été construits sur le front de terre de la place, dans le but de défendre ces batteries d'une attaque venant de l'intérieur.

ÉTAT C. — *Tableau des voies et moyens de l'exercice 1907*
(Produits recouvrables en France)

DÉSIGNATION DES PRODUITS	MONTANT DES RECETTES prévues
§ 4. — Produits divers du budget	
Produits du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires. — Salaires des détenus et recouvrement des frais de poursuites.....	348.000 »
Produit du travail des sections d'exclus.....	27.000 »
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France et en Tunisie	4.737.180 »
Annuité due par l'Algérie, par suite du rachat des lignes de la compagnie franco-algérienne	593.600 »
§ 6. — Recettes d'ordre	
Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses du Trésor en Tunisie	47.006 »
Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie.....	303.345 »
Remboursement par le gouvernement khédivial, par le gouvernement hellénique des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens et tunisiens et des timbres mobiles helléniques.....	33.600 »

Mais nous avons dit (voir vol. I, chapitre VII) que, par suite de la position excentrique de l'arsenal, à 17 kilomètres de la côte, celui-ci est complètement en dehors du périmètre de ces ouvrages ; et rien jusqu'à aujourd'hui n'a été fait pour le mettre à l'abri d'un coup de main ; on n'y voit ni casernes, ni garnison, ni position de batteries, ni routes.

Nous sommes heureux de constater que l'état de nos relations internationales nous enlève toute inquiétude, et l'on peut se demander si l'affectation de sommes considérables à la place de Bizerte doit continuer.

Dans tous les cas, la commission du budget a pensé que l'emploi des sommes que l'on pourrait consacrer encore à Bizerte devrait être nettement déterminé.

Il ne doit pas être question d'entamer la construction pour les services de luxueux magasins d'une utilité contestable ; et selon le mot de M Pelletan, « l'hôtel du gouverneur peut attendre ».

Il ne doit pas être question non plus d'engager plusieurs millions soit sur le chapitre 93, soit, d'une façon occulte, sur le chapitre 90, en entreprenant la construction de grands forts sur le périmètre de la place, forts qui n'ajouteraient rien à la sécurité de l'arsenal.

Si l'on juge qu'une certaine somme doive être consacrée encore à ce point d'appui, elle doit être uniquement employée à la défense de l'arsenal par la création :

1° D'un réseau de routes ;

2° De positions de batteries ou de légers ouvrages de défense.

C'est dans ce sens seulement que la commission du budget estime que le crédit de 800.000 fr. peut être voté ; la répartition entre les deux services (artillerie et génie) devra d'ailleurs être faite de telle manière que dans trois ou quatre années toute dépense extraordinaire au titre de Bizerte disparaisse du budget. (Ch. annexes. — S. O. 1906. — 3 janv. 1907, p. 1396).

ÉTAT D. — *Tableau des voies et moyens de l'exercice 1907 (Produits recouvrables en Algérie)*

DÉSIGNATION DES PRODUITS	MONTANT DES RECETTES prévues
§ 1er. — Impôts et revenus	
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES	
Taxe militaire..	1.125 »
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'Etat.	
PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.	
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.	275.100 »
Produit de la vente des poudres à feu	679.300 »
Total..... .	954.400 »
§ 4. — Produits divers du budget.	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	154.100 »
§ 6. — Recettes d'ordre	
RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES	
Retenues et autres produits recouvrés en vertu de la loi du 9 juin 1853 en Algérie.....	807.000 »
Total des voies et moyens de l'exercice 1907. [Produits recouvrables en Algérie]..	1.916.625 »

8 janvier 1907. — Arrêté du min. de l'instr. pub. modifiant l'art. 2 de l'arrêté du 23 juillet 1906 qui institue un certificat d'aptitude à l'enseignement de la langue arabe dans les lycées et collèges.

Vu les arrêtés des 31 juillet 1883 et 24 décembre 1887, relatifs au certificat d'aptitude à l'enseignement de la langue arabe dans les lycées et collèges (1); — Vu la loi du 17 février 1880; — Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu ;

Art. 1er. — Est modifié comme il suit l'art. 2 de l'arrêté du 23 juillet 1906, instituant un certificat d'aptitude à l'enseignement de la langue arabe dans les lycées et collèges :

« Sont admis à prendre part au concours pour l'obtention du certificat de langue arabe les candidats pourvus des deux titres suivants :

(1) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 275.

« 1° Soit un diplôme de bachelier, ou un titre étranger reconnu équivalent par décision du ministre de l'instruction publique ; — soit le certificat d'aptitude à l'enseignement des classes élémentaires des lycées et collèges ; soit le certificat d'aptitude au professorat des écoles normales (lettres) ; — *soit, pour les aspirantes, l'un des titres et grades énumérés ci-dessus, ou le brevet supérieur de capacité de l'enseignement primaire, ou le diplôme de fin d'études secondaires des jeunes filles :*

» 2° Soit le titre d'élève breveté pour l'arabe vulgaire et celui d'élève breveté pour l'arabe littéraire délivrés par l'école spéciale des langues orientales vivantes ; — soit le diplôme de langue arabe, délivré par l'école préparatoire à l'enseignement supérieur des lettres d'Alger, ou un titre étranger reconnu équivalent par décision du ministre de l'instruction publique. »

Art. 2. — Le présent arrêté aura son effet à partir de 1907.

10 janvier 1907. — Arrêté du min. de l'instruct. pub. relatif aux examens du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles.

Vu l'arrêté du 7 janvier 1884 : — Vu l'arrêté du 31 juillet 1894 ; — Vu la loi du 27 février 1880 ; — Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu ;

Art. 1er. — L'art. 1er de l'arrêté du 31 juillet 1894, relatif aux examens du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles *ordre des lettres* est modifié ainsi qu'il suit :

« ÉPREUVES ÉCRITES

....

4° Composition sur les langues vivantes (allemand, anglais, italien, espagnol *ou arabe,* thème et version). — Durée : 4 heures.

Pour la composition d'arabe, l'usage des dictionnaires français-arabe et arabe-français est autorisé.

ÉPREUVES ORALES

....

5° Explication, suivie de questions faites autant que possible dans la langue étrangère, d'un texte de langue vivante. Durée de l'épreuve : 20 minutes ; durée de la préparation en lieu clos : une demi-heure.

Pour l'arabe, les questions ainsi que les réponses devront être formulées en arabe vulgaire maghrebin. »

Art. 2. — L'art. 2 du même arrêté *(ordre des sciences)* est modifié ainsi qu'il suit :

« ....

5° Explication, suivie de questions faites autant que possible, dans la langue étrangère, d'un texte de langue vivante (allemand, anglais, italien, espagnol *ou arabe*). — Durée : 20 minutes.

Pour l'arabe, les questions ainsi que les réponses devront être formulées en arabe vulgaire maghrebin.

Art. 3. — Le présent arrêté aura son effet à partir de 1907.

30 janvier 1907. — Décret désignant, en l'absence du directeur des chemins de fer au gouvernement général de l'Algérie, le correspondant à Paris de la direction des chemins de fer au gouvernement général, pour siéger à la commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer.

Vu le décret du 28 mars 1883, instituant une commission unique pour l'examen des comptes des compagnies de chemins de fer; — Vu le décret en date du 26 mai 1906 (1) qui a modifié le décret du 28 mars 1883 précité, notamment en appelant à siéger dans la commission le directeur des chemins de fer au gouvernement général de l'Algérie; — Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 21 août 1906, portant création de la fonction de correspondant à Paris de la direction des chemins de fer au gouvernement général; — Sur le rapport du ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes et du ministre des finances; — Le conseil d'État entendu;

Art. 1er. — En l'absence du directeur des chemins de fer au gouvernement général de l'Algérie, le correspondant à Paris de la direction des chemins de fer au gouvernement général siège, pour les affaires intéressant l'Algérie et avec voix délibérative, dans la commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer.

30 janvier 1907. — Décret portant création d'un office de notaire à Palikao (département d'Oran).

30 janvier 1907. — Décret prononçant le rattachement du douar Tilatou (commune mixte d'Aïn-Touta) à la mahakma de Batna.

31 janvier 1907. — Arrêté du gouv. gén. portant organisation du personnel des contributions diverses chargé des poursuites en Algérie.

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 1850, qui détermine le mode de poursuites à employer en Algérie envers les débiteurs de l'Etat (2); — Vu le décret du 17 mai 1866, concernant le mode de poursuites pour le recouvrement des produits communaux assimilés aux contributions directes; — Vu l'art. 15 de la loi du 21 juin 1866 (3), promulguée en Algérie par le décret du 31 octobre 1866 (4), qui prescrit d'effectuer le recouvrement des taxes syndicales comme en matière de contributions directes; — Vu la

---

(1) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 235.
(2) Est. et Lef., p. 127.
(3) C'est 1865 qu'il faut lire.
(4) Est. et Lef., p. 317.

loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale; — Vu la loi du 21 mars 1905 (1) et le décret du 26 août suivant (2) sur le recrutement de l'armée, qui réservent la totalité des emplois de porteurs de contraintes aux anciens sous-officiers; — Vu l'arrêté gouvernemental du 5 mai 1879 relatif au traitement et indemnité à servir aux porteurs de contraintes; — Vu les arrêtés préfectoraux des 31 mai 1897, 31 mai 1890 et 25 mai 1897 portant organisation du cadre des porteurs de contraintes dans les départements d'Alger, d'Oran et de Constantine; — Vu les arrêtés préfectoraux des 31 octobre 1901, 8 juin 1905 et 27 janvier 1902 fixant les contingents annuels des communes dans le traitement des porteurs de contributions pour la période antérieure au 1er janvier 1907; — Vu le décret du 21 août 1898 sur le fonctionnement en Algérie du service des contributions diverses (3); — Vu le décret du 23 août 1898 sur l'organisation du gouvernement et de la haute administration de l'Algérie (4); — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement;

CHAPITRE Ier

PERSONNEL CHARGÉ DES POURSUITES. — ORGANISATION

Art. 1er. — Les porteurs de contraintes sont désignés par le gouverneur général sur le vu des listes de classement arrêtées en conformité des dispositions de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée. — Ces agents, dont le nombre est fixé par le gouverneur général, sont commissionnés par le préfet du département et prêtent serment devant les autorités désignées au paragraphe 2 de l'art. 16 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 1850.

Art. 2. — Les porteurs de contraintes sont divisés en cinq classes comportant respectivement les traitements de 1.300, 1.500, 1.700, 1.900 et 2.100 fr. — Les avancements sont accordés par les préfets, sur la proposition des directeurs des contributions diverses, au fur et à mesure que les vacances se produisent dans les cadres et après un stage de deux ans au moins dans chaque classe.

Art. 3. — La limite d'âge, pour la cessation des fonctions, est fixée à 60 ans.

Art. 4. — Il sera opéré sur le traitement des porteurs de contraintes, qui en feront la demande, des retenues dont le montant sera versé à la caisse des retraites pour la vieillesse. — Les retenues à effectuer sont les suivantes : — 1° Une somme annuelle de 40 fr. sur les traitements de 1.300 fr.; — 2° Une somme annuelle de 60 fr. sur les traitements de 1.500 et 1.700 fr.; — 3° Une somme annuelle de 80 fr. sur les traitements supérieurs à 1.700 fr. — Il est loisible aux agents d'augmenter le taux de ces versements, mais par fractions fixes annuelles de 20 fr. — Les versements seront faits à capital réservé. En cas de mariage du titulaire, ils seront partagés entre lui et sa femme. — L'âge d'entrée en jouissance de la pension est fixé : pour le titulaire, à 60 ans, et, pour la titulaire, à l'âge qui correspond le plus à l'époque d'entrée en jouissance déterminée pour le mari.

Art. 5. — Lorsque, pour l'exercice de leurs fonctions, les porteurs de contraintes doivent se rendre dans des localités distantes d'au moins six kilomètres de la recette des contributions diverses dont elles dépendent, ces agents ont droit, indépendamment de leur traitement, à une indemnité journalière fixée comme il suit : — Localités distantes de 6 à 11 kilom., 3 fr. par jour; de 11 à 20 kilom., 4 fr. par jour; de 21 à 30 kilom., 5 fr. par jour;

---

(1) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 167.

(2) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 269.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 87; *Rec. Alg.* 1898. 3. 159.

(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 161.

de plus de 30 kilom., 6 fr. par jour. — Les frais de déplacement des porteurs de contraintes d'une recette des contributions diverses à une autre comprise dans le ressort de leur circonscription leur sont remboursés d'après les tarifs ci-après : — 0 fr. 06 par kilomètre en chemin de fer ; — 0 fr. 10 par kilomètre en tramway ou en voiture.

Art. 6. — Les peines disciplinaires, pour les cas de manquements de service, d'inconduite ou d'infraction à l'ordre, à la discipline ou à la morale, sont les suivantes : — 1° Réprimande ; — 2° Blâme avec mise à l'ordre du service ; — 3° Retenue de 1 à 5 jours de traitement ; — 4° Retenue de 6 jours à 1 mois de traitement ; — 5° Retrait d'une classe ; — 6° Révocation. — Les trois premières peines peuvent être infligées par les directeurs des contributions diverses ; les trois dernières sont prononcées par les préfets, sur un rapport du chef de service appuyé des explications écrites de l'agent.

CHAPITRE II

RESSOURCES AFFECTÉES AUX TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS DU PERSONNEL DES POURSUITES

Art. 7.— Les dépenses relatives aux traitements des porteurs de contraintes seront supportées par le trésor et l'ensemble des communes de plein exercice et mixtes dans la proportion du nombre d'actes de poursuites signifiés pour leur compte pendant l'exercice clos qui précède. — Le contingent des communes est réparti de la même manière entre les trois départements. — Les répartitions prévues par les deux paragraphes précédents sont faites par le gouverneur général.

Art. 8. — Les préfets déterminent la quote-part de chacune des communes de leur département suivant des bases qu'il leur appartient de fixer après avis des directeurs des contributions diverses.

Art. 9. — Il est procédé aux révisions générales de contingents quand il y a lieu, sur l'avis des autorités préfectorales. — Le préfet peut, quand il le juge convenable, procéder, après avis du directeur des contributions diverses, à une nouvelle répartition entre les communes de son département, du contingent global fixé par arrêté gouvernemental.

Art. 10. — Les contingents des communes sont versés au trésor à titre de fonds de concours.

Art. 11. — Les indemnités allouées aux porteurs de contraintes sont supportées par le trésor et les services que gèrent les receveurs des contributions diverses dans la proportion des sommes à recouvrer au profit de chaque budget et qui ont motivé les tournées. — Elles sont mandatées, à l'expiration de chaque trimestre, sur le vu de décomptes certifiés par le receveur et arrêtés par le directeur des contributions diverses. La dépense est imputée directement et dans la proportion déterminée par le paragraphe précédent, sur les crédits propres à chaque service.

Art. 12. — Les dépenses diverses et imprévues relatives au service des poursuites sont assurées au moyen de contingents annuels spéciaux, imposés par arrêté préfectoral aux services, autre que les communes, gérés par les receveurs des contributions diverses et qui peuvent avoir à recourir au ministère des porteurs de contraintes. — Ces contingents sont versés au trésor à titre de fonds de concours.

31 janvier 1907. – Circulaire du gouv. gén. relative à la délivrance des bons de poudre de chasse.

La circulaire du 27 décembre 1900 (1) remet aux maires la délivrance des bons de poudre de chasse aux personnes munies d'un permis de chasse, et aux préfets la délivrance de ces bons aux personnes non munies d'un permis de chasse, sans faire de distinction entre les européens et les indigènes.

Mais par une deuxième circulaire en date du 3 avril 1901 (2), je vous ai fait connaître que c'était par suite d'une appréciation inexacte des mesures de décentralisation administrative, que la délivrance des bons de poudre de chasse aux personnes non munies d'un permis de chasse vous avait été attribuée et que les municipalités continuaient à être compétentes en ce qui concerne la délivrance de bons de poudre aux citoyens français et aux étrangers d'origine européenne.

La délivrance de bons de poudre de chasse aux indigènes musulmans non munis de permis de chasse reste donc seule dans vos attributions.

Ces autorisations étaient, antérieurement à ma circulaire susvisées du 27 décembre 1900, délivrées, en dehors de l'arrondissement chef-lieu, par les sous-préfets, et j'estime qu'il conviendrait de leur rendre ce droit.

Ils sont, en effet, mieux placés que qui que ce soit pour délivrer à bon escient des autorisations de l'espèce et, d'autre part, cette mesure compléterait celle que j'ai prise le 23 novembre 1905 en vue de donner à ces fonctionnaires le pouvoir d'accorder des permis de port d'arme aux indigènes en service chez des européens.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de vouloir bien m'accuser réception de la présente communication et adresser à MM. les sous-préfets des instructions en vue de l'application des dispositions ci-dessus.

2 février 1907. — Décret portant organisation du personnel des services extérieurs de l'administration des douanes (3).

.....

Dispositions spéciales à l'Algérie et aux colonies

Art. 15. — Les agents de l'Algérie font l'objet d'un tableau spécial d'avancement dressé d'après les règles arrêtées pour la métropole. L'avancement leur est accordé dans les limites du crédit spécial qui leur est imparti.

.....

2 février 1907. — Décret du bey autorisant l'examen du budget par la conférence consultative.

Désireux de nous entourer, pour l'établissement du budget général de l'État, des avis des représentants élus de la colonie française et de délégués choisis parmi les notables de nos sujets ; — Après nous être assuré de l'assentiment du gouvernement français ;

Art. 1er. — Le budget de l'État, préparé dans les formes prévues par les

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 98.

(2) Est, et Lef., *Suppl.* 1901, p. 27.

(3) Voy. le texte complet du D., *J. O.*, 4 février 1907, p. 990.

décrets sur la comptabilité publique, est soumis, sous les réserves décrites aux articles ci-après, au mois de novembre de chaque année, à la conférence consultative accrue à cet effet de seize membres indigènes (dont un israélite) désignés par le résident général de la République française et choisis parmi les notables des diverses régions de la régence. — La session de la conférence s'ouvrira le premier lundi de novembre ou le mardi, si le lundi est jour férié ; sa durée ne pourra excéder vingt jours.

Art. 2. — La conférence consultative émet son avis sur les parties du budget présentées à son examen. — Les avis sont émis en séance plénière sur le rapport d'une commission des finances composée de dix-huit membres élus, douze français par les trois fractions françaises de la conférence (agriculteurs, commerçants, représentants du 3e collège) à raison de quatre membres par fraction, et six indigènes par la fraction indigène. — Aucun avis ne peut être discuté s'il n'a été préalablement présenté par écrit et signé par la fraction ou la majorité de la fraction de la conférence à laquelle appartient son auteur et transmis par elle à la commission des finances.

Art. 3. — Tout avis tendant à modifier soit les bases de l'organisation financière du protectorat, soit les règles admises par la législation sur la comptabilité publique pour la confection du budget, notamment celles relatives à la division du budget en trois parties et à la définition des ressources propres à chacune de ces parties et des charges auxquelles elle est respectivement affectée, est nul de plein droit. — Est également nul de plein droit tout avis tendant à modifier le mode d'alimentation, de gestion et d'emploi des diverses réserves du trésor.

Art. 4. — La conférence consultative ne peut émettre d'avis en vue du relèvement des évaluations de recettes ordinaires établies suivant les bases de calcul prescrites par le décret du 12 mai 1906 (1).

Art. 5. — Dans les limites des articles précédents, la conférence consultative peut émettre des avis en ce qui concerne la réforme du système fiscal par voie de création ou de suppression d'impôts et de modification dans le taux et dans l'assiette des impôts existants. — Aucun impôt nouveau ne peut être établi, aucune transformation ou modification du taux et de l'assiette d'un impôt susceptible d'en élever le rendement ne peut être réalisée, sans que la conférence consultative, composée comme il est dit à l'art. 1er, ait été consultée. — Tout avis de la conférence tendant soit à un abandon ou dégrèvement d'une taxe ou portion de taxe, soit à une réforme du taux, de l'assiette ou du mode de perception d'un impôt susceptible de se traduire par une moins-value dans le rendement de cet impôt, doit être accompagné de l'indication d'une taxe de remplacement d'un produit équivalent.

Art. 6. — Les dépenses du budget se divisent, au regard de la conférence consultative, en dépenses obligatoires et en dépenses facultatives.

Art. 7. — L'initiative des dépenses obligatoires et notamment des augmentations ou réductions de traitements, d'indemnités, de secours ou de pensions, des créations, extensions ou suppressions de services, d'emplois ou de pensions est exclusivemsnt réservée au gouvernement.

Art. 8. — Sont obligatoires : — 1° Les dépenses de la liste civile du bey, les dotations des princes et princesses de la famille husseinite, les dépenses du personnel et des services des palais et celles de la garde beylicale ; — 2° Les services de la dette tunisienne et en général toutes les dettes exigibles résultant soit de jugements ou arrêts passés en force de chose jugée, soit de conventions, marchés, baux et autres engagements ; — 3° Les dépenses de la résidence générale et des contrôles civils ; — 4° Les anciennes pensions, civiles ou militaires, et les subventions à la société de prévoyance des fonc-

---

(1) *Rec. Alg.* 1906. 3. 203.

tionnaires et employés tunisiens ; — 5° Les dépenses de centralisation et d'exécution des divers services publics ; — 6° Les dépenses de la justice française ; — 7° Les dépenses de la gendarmerie française ; — 8° Les dépenses des services et des affaires indigènes (administration, justice, gendarmerie, maghzen, etc.) ; — 9° Les dépenses de sûreté ; — 10° Et, en général, les dépenses classées comme obligatoires dans un tableau qui sera ultérieurement promulgué. — Pour les dépenses nouvelles, un décret préalable à leur inscription au budget indiquera si elles doivent être classées comme obligatoires. A défaut d'indication contraire, elles seront réputées facultatives. — Les sommes reportées d'exercice en exercice pour la continuation des services de la deuxième et de la troisième partie auxquels elles sont affectées, ne peuvent être employées à une autre destination, et leur emploi constitue une dépense obligatoire, tant que le service n'est pas complètement achevé, quand bien même les dépenses de ce service seraient classées comme facultatives.

Art. 9. — Sauf en ce qui concerne la dette, le montant des dépenses obligatoires de la première partie du budget ne pourra excéder pour chaque article, paragraphe ou sous-paragraphe suivant les distinctions du tableau prévu au numéro 10 de l'art. 8, le montant des crédits qui auront été définitivement inscrits au budget de 1907, à moins que, sur l'initiative du gouvernement, la conférence n'émette un avis favorable à leur relèvement pour un besoin permanent. En ce cas, le maximum par article, paragraphe ou sous-paragraphe de la dépense obligatoire deviendra pour l'avenir le chiffre du crédit ainsi relevé. Le projet de budget indique en regard des dépenses obligatoires le montant obligatoire et, s'il y a lieu, le relèvement facultatif de crédit demandé pour chacune d'elles, relèvement soumis à l'avis de la conférence dans les mêmes conditions que les autres dépenses facultatives. — La conférence ne peut, en ce qui concerne les crédits prévus pour les dépenses obligatoires, émettre d'avis qu'à l'égard de la portion facultative du crédit. — Les augmentations apportées par l'administration en cours d'exercice aux crédits pour dépenses obligatoires en suite de prélèvement sur le chapitre des dépenses imprévues ou sur d'autres crédits pour dépenses de même nature, ne sont pas opposables à la conférence consultative lors de son examen du budget suivant et ne peuvent par conséquent s'ajouter au maximum obligatoire. — Les dépenses obligatoires de la deuxième et de la troisième partie du budget ne comportent pas de maximum. Elles doivent être dotées eu égard aux besoins à satisfaire, dans la seule limite des ressources disponibles.

Art. 10. — Les dépenses facultatives seront décrites dans le tableau prévu au n° 10 de l'art. 8. Les dépenses nouvelles non classées comme obligatoires par décret spécial seront réputées facultatives, ainsi qu'il est dit à l'art. 8 ci-dessus. — Les crédits pour dépenses facultatives peuvent être augmentés en cours d'exercice par voie de prélèvements sur le chapitre des dépenses imprévues ou au moyen de disponibilités dûment constatées sur d'autres articles du budget. Ils ne peuvent subir de réduction qu'au profit d'une autre dépense facultative. — Toute motion de la conférence tendant à relever une dépense facultative imputable sur la première partie du budget, au delà des évaluations des recettes ordinaires du budget, est nulle de plein droit à concurrence du dépassement, à moins que la conférence ne propose de créer une ressource nouvelle pour couvrir le dépassement et que l'administration n'agrée cette ressource. — Toute motion tendant à engager ou à augmenter une dépense facultative imputable sur la II^{e} ou la III^{e} partie ne peut être, même si elle est reconnue admissible, retenue que dans la limite du montant réalisé de la ressource exceptionnelle ou spéciale à affecter à son acquittement. Notamment, la motion tendant à une dépense à couvrir par un prélèvement sur le fonds des excédents disponibles, n'est susceptible d'être retenue que dans la limite de l'actif net et disponible de ce fonds : elle est

nulle de plein droit si elle tend à faire appel aux ressources futures ou en cours de réalisation dudit fonds.

Art. 11. — Les avis émis par la conférence consultative sur les différents articles du budget sont transmis par le résident général au ministre des affaires étrangères avec les modifications que le gouvernement du protectorat aura cru pouvoir introduire dans son projet définitif du budget.

Art. 12. — Le compte administratif de chaque exercice, après avoir été réglé par décret provisoire, est communiqué à la conférence consultative à titre de document. Si la conférence formule des observations, ces observations ne peuvent porter que sur les points à l'égard desquels le présent décret lui donne le droit d'émettre des vœux.

Art. 13. — La représentation indigène, telle qu'elle est organisée par l'art. 1er du présent décret, sera convoquée à toutes les sessions de la conférence consultative qui serait réunie par le résident général en dehors de la session consacrée exclusivement à la discussion du budget.

Art. 14. — Aucun emprunt ne peut être contracté, soit par l'État, soit par les communes, sans que la conférence consultative, accrue de l'élément indigène prévu à l'art. 1er, ait été mise en mesure de donner son avis en séance plénière et d'indiquer les ressources à créer pour le service des intérêts et l'amortissement du futur emprunt.

5 février 1907. — Arrêté du gouv. gén. suprimant la mahakma annexe de Rabta et rattachant son territoire à la mahakma principale de Bordj-bou-Arréridj (département de Constantine).

12 février 1907. — Décret du bey portant modifications aux tarifs postaux.

Vu le décret du 11 juin 1888 (1) ; — Vu la convention franco-tunisienne du 20 mars 1888 (2) ; — Vu la loi française du 30 janvier 1907 ; — Vu le rapport du directeur de l'office des postes et des télégraphes et sur le rapport de notre premier ministre ;

Les modifications suivantes sont apportées aux tarifs postaux du régime interne :

« Art. 1er. — Le port des imprimés non périodiques expédiés sous bande mobile est, pour chaque objet portant une adresse particulière : — De 2 centimes de 0 à 15 grammes ; — De 3 centimes de 15 à 50 grammes ; — De 5 centimes de 50 à 100 grammes. — Le port des imprimés non périodiques expédiés sous enveloppes ouvertes, sous forme de lettres non cachetées, ou sur cartes portant l'adresse écrite au recto est, pour chaque objet portant une adresse particulière, de 5 centimes jusqu'à 100 grammes. — Au-dessus de 100 grammes, le port de tous les imprimés non périodiques est uniformément de 5 centimes par 100 grammes ou fraction de 100 grammes excédent. — Le prix de port des journaux, avis, lettres de convocation de sociétés ou associations qui ne font pas acte de commerce et ouvrages périodiques, n'est pas modifié.

---

(1) *Rec. Alg.*, 1888. 3. 137.

(2) P. Zeys, v° *Postes et télégraphes*, n° 1436.

— Celui des cartes électorales, bulletins de vote et circulaires électorales reste fixé à 1 centime par 25 grammes ou fraction de 25 grammes excédant, quel que soit le mode d'expédition, sous bande, sous enveloppe ou sur carte à découvert. — Le poids maximum des échantillons de marchandises est porté à 500 grammes ; leur port continue à se calculer à raison de 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes excédant. »

13 février 1907. — Décret rendant applicables aux territoires du sud de l'Algérie les dispositions du décret du 25 octobre 1906, relatif à la création d'un impôt sur les tabacs en Algérie.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances ; — Vu le décret du 25 octobre 1906, relatif à la création d'un impôt sur les tabacs en Algérie (1) : — Vu la loi du 24 décembre 1902, portant organisation des territoires du sud de l'Algérie (2) ; — L'art. 5, paragraphe 1er, du décret du 30 décembre 1903, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 6 de la loi précitée (3) ; — L'avis du conseil de gouvernement en date du 28 décembre 1906 ; — Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'État entendues ;

Art. 1er. — Sont rendues applicables aux territoires du sud de l'Algérie les dispositions du décret du 25 octobre 1906, relatif à la création d'un impôt sur les tabacs en Algérie.

14 février 1907. — Arrêté du min. de la marine modifiant l'arrêté du 5 juin 1897 sur le service courant des équipages de la flotte (4).

14 février 1907. — Arrêté du min. de la marine modifiant l'art. 203 de l'arrêté du 5 juin 1897 (cas dans lequel le tour de départ colonial des officiers mariniers est désigné) (5).

14 février 1907 (6). — **Arrêté du min. de la marine**

---

(1) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 309.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 143 ; *Rec. Alg.*, 1903. 3. 21.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 267 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 101.

(4) Voy. *J. O.* 16 février 1907, p. 1258. — Cet arr. supprime et remplace les art. 197, 198, 201, 206, 207, 220, 221, 224, 229, 232, 233, 235 de l'arr. du 5 juin 1897, déjà modifié par l'arr. du 4 avril 1906 (*Rec. Alg.* 1906 3. 125). — Parmi ces art., concernent particulièrement l'Algérie et la Tunisie, les art. 197. 1. 7, 201. 2 et 3, 224. 5.

(5) Voy. *J. O.* 16 février 1907, p. 1261.

(6) Telle paraît être la date de cet arrêté, qui ne porte ni qualité, ni visas, ni date.

modifiant l'art. 12 de l'arrêté du 21 février 1906 (1) (recrutement et organisation du personnel des flottilles de sous-marins).

L'art. 12 de l'arrêté du 21 février 1906 est remplacé par le suivant :

« *Art. 12.* — 1. A défaut de candidats de bonne volonté recrutés dans les conditions indiquées à l'art. 2, paragraphe 2 du présent arrêté, les officiers mariniers, quartiers-maîtres et marins à destiner aux sous-marins stationnés aux colonies sont pris parmi le personnel affecté aux flottilles de sous-marins de la métropole (à l'exclusion des flottilles d'Algérie et de la Tunisie).

» 2. Ils sont désignés au tour d'une liste spéciale établie par grades et spécialités et tenue au ministère de la marine. Pour la mise à jour de cette liste, les commandants des flottilles métropolitaines font parvenir au département, dès qu'ils se produisent, un état nominatif des mouvements survenus (embarquements avec date d'entrée au service ou de rentrée de campagne, débarquements, envois en congé de fin de campagne, pour ceux figurant sur la liste publiée, etc.).

» 3. Les désignations ont lieu, autant que possible, quarante jours à l'avance de manière que les intéressés puissent bénéficier d'une permission de trente jours avant leur départ. Ces derniers sont destinés administrativement à la flottille coloniale, à compter du jour de leur mise en route pour rejoindre leur destination et sans passer par le dépôt des équipages de la flotte. »

15 février 1907. — **Décret** portant organisation des observatoires astronomiques (2).

.....

TITRE Ier

COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL DES OBSERVATOIRES

Art. 1er. — Il est institué un conseil des observatoires astronomiques relevant du ministère de l'instruction publique :

Observatoire de Paris ;

Observatoire d'astronomie physique, sis à Meudon ;

Observatoire d'astronomie annexé à l'école supérieure des sciences d'Alger ;

Observatoire d'astronomie rattaché aux universités d'Aix-Marseille, de Besançon, de Bordeaux, de Lyon, de Toulouse ;

Observatoire d'astronomie de l'université de Paris à Nice (fondation Bischoffsheim), pour lequel il n'est pas dérogé par le présent aux clauses spéciales de la dotation dont l'acte est annexé au décret d'acceptation du 19 décembre 1899.

....

15 février 1907. — **Décret** rendant exécutoires en Algérie les décrets du 14 février 1905, transférant au ministre des

---

(1) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 85.

(2) Voy. le texte complet du décret, J. O., 21 février 1907, p. 1383.

cultes les attributions conférées au ministre de l'intérieur en matière de congrégations.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre de l'instruction publique et des cultes, — Vu le décret du 18 septembre 1904, rendant exécutoires en Algérie les lois et décrets relatifs au contrat d'association et à l'enseignement congréganiste (1); — Le décret du 24 janvier 1905, qui a détaché l'administration des cultes du ministère de l'instruction publique;

Art. 1er. — Sont rendus exécutoires en Algérie les décrets du 14 février 1905, qui ont transféré au ministre des cultes les attributions conférées au ministre de l'intérieur en matière de congrégations.

16 février 1907. — Circulaire du gouv. gén. relative à la pratique de l'usure en Algérie.

Mon attention est à nouveau appelée sur les agissements scandaleux de certains usuriers européens et indigènes.

Des plaintes nombreuses me parviennent à ce sujet de divers points de la colonie, et, journellement, des indigènes s'adressent à l'administration, dans l'espoir qu'elle les mettra à l'abri des exigences de leurs créanciers.

Si l'autorité administrative ne peut intervenir dans le sens qui lui est demandé, elle ne saurait cependant se désintéresser d'une question de si haute importance et qui touche de si près au développement commercial et agricole de l'Algérie.

En 1905, alors que par suite de la mauvaise récolte l'usure s'exerçait d'une manière vraiment inquiétante, je vous priais, par un télégramme daté du 17 novembre, de faire connaître aux fonctionnaires placés sous vos ordres, qu'ils avaient le devoir de soustraire par tous les moyens possibles nos sujets musulmans à une pratique dont les effets désastreux ne pouvaient leur échapper.

L'usure continuant à s'exercer comme par le passé, je suis amené à en conclure que mes précédentes instructions ont été perdues de vue.

Je crois donc devoir vous rappeler qu'aux termes du § 4 de la circulaire gouvernementale du 2 août 1899 (2), les colporteurs kabyles qui cherchent à augmenter leur pécule par la pratique d'actes usuraires doivent être renvoyés dans leur pays d'origine.

Cette mesure est également applicable aux mozabites qui n'ont pas constitué d'établissement définitif dans le Tell.

Pour les autres, c'est-à-dire pour ceux qui, fixés depuis longtemps dans une région, y ont acquis des propriétés, il n'est évidemment pas possible de procéder de même, d'autant plus que leur renvoi au Mzab serait peut-être de nature à porter préjudice au commerce local.

Mais il convient d'exercer sur eux une surveillance active, de façon à pouvoir, le cas échéant, prendre à leur encontre une mesure de rigueur.

D'autre part, tous les mozabites qui pratiquent l'usure, pratiquent aussi le prêt sur gage. Là, la preuve est manifeste par l'ouverture du coffre-fort contenant bijoux et objets de prix avec, la plupart du temps, des étiquettes indiquant le nom des emprunteurs.

---

(1) Est. et Lef,, *Suppl.* 1904, p. 82 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 172.

(2) Est. et Lef, *Suppl.* 1899. p. 35 ; *Rec. Alg.*, 1899. 3. 110.

En poursuivant pour prêts sur gages, on atteindra l'usurier.

Enfin, vous voudrez bien inviter MM. les sous-préfets et MM. les administrateurs à user de leur ascendant sur nos populations indigènes pour enrayer, dans la mesure du possible, les opérations des usuriers européens sur lesquels ne peut évidemment s'étendre l'action directe de l'administration.

J'ajouterai, en terminant, que ces mesures ne sont que des palliatifs et que le véritable remède, comme je vous l'ai déjà exposé, consiste dans le développement et la diffusion des institutions de prévoyance.

C'est donc dans cet ordre d'idées que votre administration devra faire porter son principal effort.

En notifiant ces instructions à MM. les sous-préfets et administrateurs de votre département, vous voudrez bien leur faire connaître que je tiens essentiellement à être renseigné sur tous les faits d'usure portés à leur connaissance.

19 février 1907. — **Loi** portant règlement définitif du budget de l'exercice 1900 (1).

19 février 1907. — **Décret** portant réorganisation des services du ministère de l'intérieur (2).

20 février 1907. — **Arrêté du gouv. gén.** portant création de deux hors classes pour les gardiens de bureau (*B. O.*, nº 1835, p. 270).

22 février 1907. — **Décret** portant réorganisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur en ce qui concerne le nombre des emplois et le traitement du personnel (3).

22 février 1907. — **Arrêté du gouv. gén.** relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'école d'agriculture algérienne de Maison-Carrée (Alger).

---

(1) V. *J. O.*, 22 février 1907, p. 1405 et s.

(2) V. le texte de ce décret et le rapport qui le précède, *J. O.* 20 février 1907, p. 1369 et s.

Le bureau des services algériens est, conformément à l'autorisation donnée par le Parlement (loi du 29 décembre 1906, *Rec. Alg.* 1907. 3. 64) « transformé en un service autonome doté des moyens suffisants pour permettre au ministre de l'intérieur, seul responsable de l'administration algérienne devant les Chambres, d'exercer un contrôle efficace ».

Le personnel du *service des affaires algériennes* comprend 1 chef de service, 1 sous-chef, 4 rédacteurs, 3 commis, 1 expéditionnaire et 1 dame dactylographe.

(3) Voy. le texte de ce décret, *J. O.*, 24 février 1907, p. 1551.

Le cadre du personnel de l'administration centrale comporte : ... 1 emploi de chef du service des affaires algériennes. — Le traitement de ce chef du service est fixé à 12.000 fr.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (1) ; — Vu les délibérations par lesquelles les délégations financières et le conseil supérieur de gouvernement ont adhéré au projet de création d'une école d'agriculture algérienne ; — Vu les délibérations de la commission spéciale chargée de préparer l'organisation de cet établissement ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

TITRE Ier

INSTITUTION. — BUT. — RÉGIME DE L'ÉCOLE

Art. 1er. — L'établissement d'enseignement institué à Maison-Carrée (arrondissement et département d'Alger) porte le titre « École d'agriculture algérienne ». — Cette école est destinée à procurer une préparation professionnelle complète et pratique aux personnes qui se proposent de diriger en Algérie une grande ou moyenne exploitation agricole. Elle a aussi pour but de rechercher et de vulgariser dans le monde des agriculteurs, au moyen de renseignements et de publications, les cultures s'adaptant le mieux au climat et au sol de ce pays, ainsi que les meilleurs procédés d'exploitation et de défense agricoles. Elle procède à des analyses de terre et des produits du sol. Enfin, elle fournit gratuitement tout renseignement qui lui est demandé par un agriculteur.

Art. 2. — L'école reçoit des élèves internes, des élèves externes, des stagiaires et des auditeurs libres. — Le prix de l'internat est fixé à 800 fr. par an ; il comprend les frais d'enseignement, de logement, de nourriture, de blanchissage et de visites médicales en cas d'indisposition constatée. Les externes paient 300 fr. par an pour frais de scolarité et les auditeurs libres 200 fr. ; quant aux stagiaires, ils sont soumis aux conditions indiquées par l'art. 10 du présent arrêté. — Le prix de pension ou d'enseignement doit être versé, d'avance, dans la caisse du trésorier général de l'Algérie ou de ses représentants, en deux termes égaux, le 1er octobre et le 1er avril. Tout semestre commencé est dû en entier. Les élèves ont aussi à leur charge le remplacement des objets détruits ou détériorés par eux et les frais occasionnés par les excursions. A cet effet, une provision de 100 fr. (50 fr. pour les dégradations et 50 fr. pour les excursions) doit être déposée, au début de chaque année scolaire, entre les mains de l'agent-comptable de l'établissement. La somme non employée est restituée à la fin de l'année. — Les élèves supportent aussi les frais d'acquisition et de remplacement du trousseau, livres et objets nécessaires à leur instruction, tels qu'ils sont énumérés ci-après : boîte de botaniste, matériel d'herbier, loupe, accessoires à dessin, trousse de dissection.

Art. 3. — La durée des études est de deux ans ; il sera en outre permis de faire une année spéciale d'études, dite de stage, dans les conditions fixées par l'art. 10 du présent arrêté.

TITRE II

MODE ET CONDITIONS D'ADMISSION DES ÉLÈVES

Art. 4. — L'admission des élèves internes et externes a lieu chaque année, par voie de concours, conformément aux règles ci-après :

a) Les candidats doivent avoir 17 ans accomplis au 1er octobre de l'année du concours.

b) Pour être admis à prendre part aux épreuves, ils sont tenus d'adresser une demande (sur timbre) au gouverneur général, vingt jours au moins avant

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rev. Alg.* 1898. 3. 161.

la date fixée pour l'ouverture du concours. Cette demande doit être accompagnée des pièces suivantes : — 1° Copie de l'acte de naissance du candidat ; — 2° Certificat de vaccine ne remontant pas à plus d'un an ; — 3° Certificat de bonne conduite délivré par le chef de l'établissement dans lequel le candidat a accompli sa dernière année d'études ou, à défaut, un certificat de bonnes vie et mœurs décerné par le maire de sa résidence ; — 4° Copie certifiée des diplômes donnant lieu à la majoration de points fixée par les art. 5 et 6 du présent arrêté ; — 5° Si le candidat est mineur, engagement sur papier timbré, souscrit par les parents ou tuteurs, à l'effet de garantir le paiement de la rétribution scolaire. Cette pièce doit être légalisée. — Les candidats indiquent dans leurs demandes le chef-lieu du département où ils désirent subir les épreuves. — S'ils sont agréés, ils reçoivent en temps utile une convocation pour le jour du concours.

Art. 5. — Les épreuves d'admission sont exclusivement écrites ; elles sont subies par chaque candidat au chef-lieu du département (de France ou d'Algérie) qu'il a désigné dans sa demande. Ces épreuves comportent : — *a)* Une composition française (exercice de narration) ; — *b)* Une composition de mathématique ; — *c)* Une composition de physique. — Le programme des matières dont la connaissance est exigée des candidats en mathématiques et physique est adressé aux intéressés, sur leur demande, par la direction de l'agriculture ou la direction de l'école. — La durée de chaque épreuve est de trois heures. Les compositions sont centralisées au gouvernement général de l'Algérie où elles sont corrigées par un jury que désigne le gouverneur général. — La notation varie de 0 à 20 ; elle est multipliée par le coefficient suivant : — Composition française, 3 ; — Composition de mathématiques, 2 ; — Composition de physique, 1. — Les candidats possédant le diplôme des écoles pratiques d'agriculture, le certificat d'études primaires supérieures ou le brevet simple bénéficient d'une majoration de 10 points sur les notes qu'ils ont obtenues. Tout candidat qui n'a pas réuni le chiffre minimum de 60 points est éliminé.

Art. 6. — Sont dispensés du concours les jeunes gens pourvus soit du diplôme des écoles nationales d'agriculture ou d'horticulture de la métropole, soit du diplôme de l'école des industries agricoles de Douai, soit d'une partie de baccalauréat, soit enfin du brevet supérieur. La même dispense est accordée aux élèves diplômés des écoles nationales d'agriculture des pays étrangers. — Le nombre des places réservées aux jeunes gens pourvus des diplômes dont l'énumération précède ne peut dépasser la moitié de l'effectif des élèves à admettre. — Par suite, les candidats doivent adresser au gouvernement général (direction de l'agriculture), avant le 15 août, les pièces dont la production est prescrite par l'art. 4 du présent arrêté, en ayant soin d'y joindre la copie certifiée du diplôme qui confère la dispense. — Si le chiffre des demandes est supérieur à la moitié des places disponibles, il est institué un ordre de préférence en tenant compte d'abord de la nature des diplômes des candidats, puis, s'il y a lieu, de leur âge. Le classement par diplôme s'établit dans l'ordre indiqué par le paragraphe premier du présent article. En cas d'identité de diplômes, la priorité est accordée aux candidats les plus âgés. Les jeunes gens évincés sont admis à prendre part aux épreuves du concours prévu à l'art. 4 du présent règlement. Ils bénéficient d'une majoration de 15 points sur les notes qu'ils ont obtenues.

Art. 7. — Les admissions sont prononcées par le gouverneur général ; elles sont publiées chaque année au *Bulletin Officiel* du gouvernement et au journal le *Mobacher*.

Art. 8. — Les auditeurs libres sont dispensés de tout examen d'admission ; ils suivent les cours qui sont à leur convenance, mais ils n'ont entrée ni dans les salles d'études ni dans les laboratoires. — L'admission en qualité d'auditeur libre est prononcée par le directeur de l'école.

TITRE III

ENSEIGNEMENT

Art. 9. — Les cours commencent pour la première année le 1er octobre et, pour la seconde année, le 1er septembre. Les cours des deux années se terminent le 14 juillet. — L'enseignement est à la fois théorique et pratique.

a) L'enseignement théorique embrasse les matières ci-après : — Mathématiques ; — Mécanique ; — Physique et chimie générale et agricole ; — Botanique ; — Zoologie et entomologie ; — Agriculture ; — Minéralogie et géologie agricoles ;— Microbiologie et hygiène ;— Viticulture et vinification ; — Technologie ; — Zootechnie ; — Génie rural ; — Horticulture et arboriculture ; — Législation usuelle ; — Langue arabe ; — Comptabilité agricole.

b) L'enseignement pratique consiste dans des travaux de laboratoire, dans des expériences pratiques, ainsi que dans l'exploitation du domaine de l'école. — Cet enseignement est complété par des excursions dans les fermes, dans les établissements industriels et dans les exploitations forestières. — Les excursions sont faites sous la direction des professeurs ou des professeurs-adjoints, chefs de travaux pratiques.

Art. 10. — Les élèves qui auront satisfait aux examens de sortie recevront le diplôme de l'école d'agriculture algérienne. — La liste des élèves diplômés est publiée chaque année au *Bulletin Officiel* du gouvernement général et au journal le *Mobacher*. — Les quatre premiers de la promotion de sortie seront admis, de droit, sur leur demande, à effectuer comme internes ou externes, à leur gré, une troisième année d'études soit à l'école d'agriculture de Maison-Carrée, où ils compléteront leur instruction et pourront même être utilisés comme aides préparateurs, soit à l'école des arts et métiers de Dellys. Dans ce dernier établissement, ils se livreront à la pratique des arts industriels appliqués à l'agriculture. — Les élèves ainsi admis ne seront soumis à aucune rétribution envers l'État. — Les autres élèves diplômés de l'école d'agriculture algérienne peuvent être admis à effectuer les mêmes stages (à Maison-Carrée ou à Dellys). — Les admissions d'élèves de cette dernière catégorie restent subordonnées à des considérations de service et au paiement des frais de pension et de scolarité, ou simplement de scolarité s'ils sont externes.

TITRE IV

FERME-ÉCOLE

Art. 11. — A l'école d'agriculture de Maison-Carrée est annexée une ferme-école destinée à former des colons, des chefs de culture, des maîtres de chai et des contre-maîtres agricoles.

Art. 12. — L'admission des élèves à la ferme-école a lieu à la suite d'un concours comportant exclusivement les épreuves écrites ci-après : — 1° une dictée ; — 2° une composition d'arithmétique. — Pour être admis à concourir, les candidats doivent être âgés de 15 ans accomplis au 1er janvier de l'année du concours. — Les demandes d'admission établies sur timbre sont adressées au gouverneur général (direction de l'agriculture) vingt jours au moins avant la date fixée pour les épreuves. Elles doivent être accompagnées des pièces suivantes : — 1° Copie de l'acte de naissance du candidat ; — 2° Certificat de vaccine ne remontant pas à plus d'un an de date ; — 3° Certificat de bonne conduite délivré par le chef de l'établissement dans lequel le candidat a accompli sa dernière année d'études ou, à défaut, certificat de bonnes vie et mœurs décerné par le maire de sa dernière résidence. — Les candidats indiquent dans leur demande le chef-lieu d'arrondissement où ils désirent subir les épreuves. Ils sont convoqués en temps utile. — Les compositions

sont centralisées et corrigées au gouvernement général. La notation varie de 0 à 20 pour chaque épreuve. Tout candidat qui n'a pas réuni le nombre minimum de 20 points est éliminé.

Art. 13. — Les admissions à la ferme-école sont prononcées par le directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. Les douze élèves reçus les premiers au concours ne paient aucune rétribution soit de pension soit de scolarité. Les autres élèves admis paient une redevance annuelle de 300 fr., qui doit être versée d'avance dans la caisse du trésorier général de l'Algérie ou de ses représentants, en deux termes égaux, le 1er octobre et le 1er avril.

Art. 14. — L'internat est le régime de la ferme-école. La durée des études est de deux ans. Elles commencent le 1er septembre pour les élèves de deuxième année et le 1er octobre pour ceux de la première année; elles se terminent le 14 juillet pour les deux années.

Art. 15. — Les élèves suivent chaque jour un cours théorique d'une heure; ils ont en outre deux ou trois heures d'études et de conférences. Ils consacrent le reste de leur temps aux travaux de la ferme. — Les élèves reçoivent, en cours d'études, des primes de travail ; ceux qui satisfont aux examens de sortie obtiennent le diplôme de la ferme-école algérienne; ils peuvent obtenir aussi un certificat de spécialiste.

Art. 16. — Les trois premiers de la promotion de sortie sont admis, de droit, sur leur demande, à faire une année complémentaire d'études soit à l'école d'agriculture de Maison-Carrée, où ils sont principalement utilisés comme auxiliaires des chefs de culture, soit à l'école des arts et métiers de Dellys, où ils effectuent des travaux manuels.

TITRE V

PERSONNEL

Art. 17. — Le personnel administratif comprend : — Un directeur dont l'autorité s'étend à toutes les parties du service ; — Un agent-comptable économe ; — Un commis d'économat ; — Deux surveillants.

Le corps enseignant se compose : — De professeurs ; — De professeurs-adjoints, chefs de travaux pratiques; — De préparateurs; — D'un instituteur ; — De chefs de culture. — La nomination du personnel, tant administratif qu'enseignant, est faite par le gouverneur général.

Art. 18. — Les traitements du personnel sont fixés ainsi qu'il suit :

PERSONNEL	4e Classe	3e Classe	2e Classe	1re Classe
Directeur	»	6.000	7.000	8.000
Agent-comptable	2.500	3.000	3.500	4.000
Commis	1.200	1.500	1.800	2 100
Surveillants	1.200	1.400	1.600	1.800
Professeurs-adjoints, chefs de travaux pratiques	3.000	3.500	4.000	4.500
Préparateurs	1.800	2 100	2 400	2.700
Instituteur	1 800	2.100	2.400	2.700
Chefs de culture	1.800	2.100	2.400	2 700

L'avancement de classe ne peut être conféré qu'après un stage de trois ans au moins dans la classe immédiatement inférieure. — La rétribution allouée à chaque professeur est fixée par la décision qui le désigne.

Art. 19. — Les professeurs-adjoints, chefs de travaux pratiques, font des

conférences aux élèves de l'école et dirigent les applications pratiques. Ils font, en outre, des cours et conférences aux élèves de la ferme-école. Ils concourent enfin à l'exécution du service des renseignements agricoles. — Les préparateurs secondent les professeurs; ils sont, en outre, utilisés par le directeur de l'école, suivant leurs aptitudes, au mieux des intérêts du service. — Les chefs de culture surveillent et dirigent les travaux manuels des élèves.

Art. 20. — Le directeur de l'école adresse chaque mois au gouverneur général un rapport sur le fonctionnement de l'établissement.

TITRE VI

CONSEILS

Art. 21. — Un comité de surveillance et de perfectionnement et un conseil de professeurs sont institués auprès de l'école.

Art. 22. — Le comité de surveillance et de perfectionnement est composé : — 1° Du directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, président ; — 2° De trois délégués financiers désignés, pour une période de trois ans, par la délégation des contribuables colons ; — 3° De trois notabilités agricoles et scientifiques désignées, pour la même période, par le gouverneur général ; — 4° Du chef du bureau de l'agriculture au gouvernement général ; — 5° Du directeur de l'école ; — 6° De deux professeurs et deux professeurs-adjoints, chefs des travaux pratiques, désignés, pour une période de trois ans, par le conseil des professeurs. — Un agent de la direction de l'agriculture, désigné par le directeur, remplit les fonctions de secrétaire. — Le comité de surveillance et de perfectionnement donne son avis sur le fonctionnement de l'école ; il délibère sur les mesures qui paraissent de nature à compléter et à améliorer l'enseignement ou à étendre les services que l'établissement est appelé à rendre. — Il se réunit au moins une fois par an, sur convocation du président. Les délibérations du comité de surveillance et de perfectionnement sont inscrites sur un registre spécial déposé à la direction de l'agriculture. — Les membres du comité de surveillance ne possèdent à ce titre aucune attribution individuelle.

Art. 23. — Le conseil des professeurs se compose des professeurs de l'école et des professeurs-adjoints, chefs des travaux pratiques, réunis sous la présidence du directeur de l'établissement. — Le conseil étudie toutes les modifications à introduire soit dans le programme des cours et travaux pratiques, soit dans les conditions d'admission et dans le mode de classement des élèves à leur sortie. Il se prononce sur certaines peines disciplinaires à infliger aux élèves, ainsi qu'il est indiqué à l'art. 24 du présent règlement. Il arrête tous les ans la liste de classement dans chaque division et propose la délivrance des diplômes et certificats. D'une manière générale, le conseil donne son avis sur toutes les questions que le directeur de l'école soumet à son examen. — Le conseil des professeurs se réunit au commencement de chaque trimestre ; il est en outre convoqué par le directeur, chaque fois qu'il est nécessaire. — Les délibérations du conseil des professeurs sont inscrites sur un registre spécial déposé à l'école ; copie en est adressée au gouverneur général.

TITRE VII

RÈGLEMENT INTÉRIEUR. — DISCIPLINE. — CONGÉS

Art. 23. — Le directeur de l'école établit en conseil des professeurs un règlement intérieur qui est soumis à l'approbation du gouverneur général.

Art. 24. — Les punitions qui peuvent être infligées aux élèves sont : — 1° La réprimande prononcée par le directeur de l'école ; — 2° La réprimande prononcée par le conseil des professeurs avec ou sans la mise à l'ordre de

l'école ; — 3° Le renvoi de l'école, temporaire ou définitif, prononcé par le gouverneur général, sur la proposition du conseil des professeurs et l'avis du directeur. — Dans les cas graves et urgents, l'exclusion peut être prononcée par le directeur de l'école. Il en est rendu compte au gouverneur général qui statue définitivement.

Art. 25. — Les congés pour cause de maladie ou tout autre motif sont accordés aux élèves par le directeur de l'école.

23 février 1907. — Décret portant réorganisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur en ce qui concerne le recrutement, l'avancement et la discipline (1).

24 février 1907. — Arrêté du gouv. gén. modifiant l'art. 11 de l'arrêté du 5 avril 1900 portant création d'une école pratique d'agriculture et de viticulture à Philippeville (Constantine).

Vu l'arrêté du 5 avril 1900 portant création d'une école pratique d'agriculture et de viticulture à Philippeville (2) ; — Vu notamment l'art. 11 de cet arrêté qui détermine la composition du personnel enseignant et de surveillance de cet établissement ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — L'art. 11 susvisé de l'arrêté du 5 avril 1900 est modifié ainsi qu'il suit :

« La surveillance des élèves sera confiée à deux surveillants, choisis de préférence parmi les instituteurs pourvus du brevet supérieur, et les anciens élèves des écoles nationales ou pratiques d'agriculture ou établissements assimilés, qui pourront, en outre, être chargés de l'enseignement du français, des mathématiques et, au besoin, de toute autre matière. — Les attributions respectives des surveillants, en ce qui concerne aussi bien la surveillance que l'enseignement, seront déterminées par le gouverneur général ».

28 février 1907. — Décret instituant une médallle d'honneur pour les agents du service actif des contributions diverses de l'Algérie.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Les agents du service actif des contributions diverses de l'Algérie comptant au moins vingt ans de services irréprochables ou s'étant signalés

---

(1) Voy. le texte de ce décret, *J. O.*, 24 février 1907, p. 1552.
Le chef du service des affaires algériennes est nommé par décret du président de la République sur la proposition du ministre. Il fait partie du conseil des directeurs.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 20 ; *Rec. Alg.*, 1900. 3. 82.

par des actes exceptionnels de courage dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent obtenir une distinction spéciale.

Art. 2. — Cette distinction consiste en une médaille d'argent du module de 27 milimètres avec bélière du même métal, agrafe et croissant ; elle porte sur l'avers la tête de la République et sur le revers les mots : « Service des contributions diverses de l'Algérie. Honneur et dévouement » ; elle est entourée d'un feuillage de chêne et de laurier. — La bélière reproduit les attributs de l'administration des contributions diverses figurés par les lettres C et D entrelacées.

Art. 3. — La médaille est suspendue à un double ruban de couleur verte, à rayures et lisérés blancs, conforme au type officiel.

Art. 4. — La médaille est accordée par arrêté du ministre de l'intérieur sur la proposition du gouverneur général de l'Algérie, à l'occasion du 1er janvier et du 14 juillet.

Art. 5. — En cas de faute grave, l'autorisation de porter cette médaille peut être suspendue par le gouverneur général qui en rend compte au ministre de l'intérieur. — Elle est retirée par le ministre de l'intérieur sur la proposition du gouverneur général. — Cette disposition est applicable aux agents en retraite comme à ceux en activité de service.

28 février 1907. — Décret du bey fixant le mode de perception des rétributions scolaires dues par les élèves de l'école de musique de Tunis. (*J. O. T.*, 23 mars 1907, p. 241).

28 février 1907. — Arrêté du dir. de l'enseignement public et du dir. des finances fixant le montant des rétributions scolaires dues par les élèves de l'école de musique de Tunis. (*J. O. T*, 23 mars 1907, p. 243).

1er mars 1907. — Arrêté du gouv. gén. relatif au recrutement, par voie de concours annuel, des médecins de colonisation.

Vu le décret du 23 mars 1883 portant organisation du service médical de colonisation (1) ; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (2) ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1908, les médecins de colonisation seront recrutés par voie de concours annuel ouvert simultanément à Alger et à Paris, suivant les règles déterminées ci-après :

Art. 2. — Ce concours comporte : — 1° Une épreuve écrite sur un sujet d'hygiène ou de clinique intéressant plus spécialement l'Algérie. (Quatre heures sont accordées pour cette épreuve) ; — 2° Une épreuve pratique de microscopie clinique ; — 3° L'examen clinique de deux malades dont un atteint d'affection

(1) Est. et Lef., p. 606.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89, *Rec Alg.* 1898. 3. 161.

oculaire et l'autre de maladie plus particulière aux pays du nord de l'Afrique ; — 4° Des interrogations sur les matières ci-après :

I. HYGIÈNE, ASSISTANCE PUBLIQUE, MÉDECINE LÉGALE. — *a*) Climatologie ; Races de l'Afrique mineure, habitations diverses (européens, indigènes), écoles, fondouks, caravansérails, cafés maures. — Alimentation (intoxications alimentaires d'origine animale et végétale, lathyrisme, ergotisme), vêtements, soins de propreté, toilette, occupations, exercices. Hygiène des professions. Hygiène des divers âges (européens, israélites, musulmans). — Loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique. — *b*) Notions sur l'organisation de l'assistance publique en Algérie : assistance médicale à domicile, assistance hospitalière, domicile de secours. — *c*) Notions générales de médecine légale : rapports médicaux légaux, contusions, plaies par instruments piquants, tranchants et par armes à feu, empoisonnements, viol et attentats à la pudeur, transmission de la syphilis et des maladies vénériennes, infanticide.

II. PATHOLOGIE INTERNE. — Paludisme, dysenterie (bacillaire et ambienne, complication), abcès du foie, pandémies (peste, choléra), fièvres éruptives, variole, variolisation, vaccination, conservation du vaccin, typhus exhanthématique, fièvre méditerranéenne, paratyphoïdes, scorbut, gastro-entérite des nourrissons.

III. MALADIES DES YEUX. — Principales causes des affections oculaires dans l'Afrique mineure et de leur propagation. *Les maladies des yeux les plus fréquentes en ce pays.* — Maladies de la conjonctive et de la cornée : causes, symptômes, complications ; trachone : complications, conséquences ; ophtalmie purulente : modalités, complications, conséquences ; syphilis de l'œil, cataracte, glaucone, opérations usuelles d'oculitisque, emploi de l'ophtalmoscope.

IV. MALADIES CUTANÉES, VÉNÉRIENNES ET SYPHILITIQUES. — Peau : éruptions sudorales, teigne faveuse, trichophyties, diagnostic et thérapeutique, streptococcies cutanées (ecthyma, impétigo, éléphantiasis des Arabes), furonculose, bouton des pays chauds (clou de Biskra), pied dit de Madura, lèpre, tuberculose et tumeurs cutanées. — Maladies vénériennes : syphilis en ce qu'elle a de particulier à l'Afrique du Nord.

NOTIONS DE ZOOLOGIE APPLIQUÉES A LA MÉDECINE. — Vertébrés : serpents (envenimation, traitement). — Invertébrés : sangsues, arachnides, scorpions, insectes. — Animaux servant d'hôtes intermédiaires (moustiques, taons). — Animaux-véhicules-germes (transport simple, souillure des aliments) — Animaux parasites : parasites de surface, parasites cuticoles (gale), parasites sanguicoles, parasites cavicoles (myosis, cestodes, tœnias, etc.), trématodes (douves, etc.), nématodes (uncinaire, etc.), flagellés, amibes.

PHARMACIE. — Notions de pharmacie pratique : — Reconnaissance de drogues et médicaments, leur origine, leurs propriétés principales, posologie. — Éléments de pharmacie galénique (préparation des médicaments d'usage courant).

Art. 3. — L'épreuve écrite est subie simultanément à Paris et à Alger ; elle décide de l'admissibilité des candidats qui sont appelés à subir les épreuves pratiques et orales à Alger.

Art. 4. — Le jury du concours est composé d'un conseiller ou conseiller-adjoint du gouvernement, président, de trois professeurs de l'école de médecine désignés par le gouverneur général, de l'inspecteur général des services d'assistance.

Art. 5. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20. La valeur relative attribuée à chacune d'elles est exprimée par les coefficients suivants : — Épreuve écrite, 3 ; — Épreuve pratique de microscopie clinique, 1 ; — Examen clinique de deux malades, 3 ; — Épreuves orales, 3. — Il sera tenu compte aux candidats : 1° des services rendus comme médecin intérimaire du service médical

de colonisation ou stagiaires des hôpitaux de la colonie par une majoration allant de 5 à 25 points : — 2° De la connaissance des langues arabe ou kabyle par une majoration fixée ainsi : — Diplôme ou prime de première classe, 25 points ; — Diplôme ou prime de deuxième classe, 18 points ; — Note 1 obtenue aux examens oraux annuels de l'administration départementale, 12 points.

Art. 6. — Pour être admis à subir les épreuves pratiques et orales, les candidats devront obtenir pour l'épreuve écrite la moitié au moins du nombre maximum des points. Ne pourront être reçus définitivement que les candidats ayant obtenu, pour l'ensemble des épreuves, les 6/10 du nombre maximum des points.

Art. 7. — Pour être admis à prendre part à ce concours, les candidats devront justifier : — 1° Qu'ils sont français jouissant de leurs droits ; — 2° Qu'ils sont docteurs en médecine d'une faculté française ; — 3° Qu'ils sont âgés de moins de 35 ans. Cette limite est reculée à 40 ans pour ceux qui justifieront de cinq ans de services dans les armées de terre ou de mer ; — 4° Qu'ils ont satisfait à la loi sur le recrutement.

Art. 8. — Ils devront adresser au gouvernement général, un mois avant l'ouverture du concours, en même temps que leur demande : — 1° Leur acte de naissance dûment légalisé ; — 2° Leur diplôme de docteur en médecine ; — 3° Un certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de trois mois de date ; — 4° Un extrait de leur casier judiciaire remontant également à moins de trois mois ; — 5° Un état signalétique et des services militaires ; — 6° Les justifications de leurs titres ou travaux scientifiques et des services publics qu'ils auraient précédemment rendus ; — 7° Un certificat d'un médecin assermenté de l'administration constatant leur aptitude à un service essentiellement actif.

Art. 9. — La liste des candidats admis à concourir sera arrêtée définitivement au moins quinze jours avant l'ouverture du concours ; un avis adressé aux candidats leur fera connaître le lieu où ils devront se réunir et l'heure à laquelle commenceront les épreuves.

2 mars 1907. -- Arrêté du dir. gén. des travaux publics portant règlement des frais d'enquête et de visite des mines et des frais d'analyse.

Vu le décret du 10 mai 1893 sur les mines en Tunisie (1) ; ensemble l'arrêté du 1er décembre 1901 (2) pris en conformité de l'art. 12 dudit décret ; — Vu le règlement du 21 mai 1906, approuvé par décret du 26 mai suivant (3), pour l'exécution du décret du 10 mai 1893 susvisé ; — Vu l'avis du directeur des finances ; — Considérant qu'il est de l'intérêt commun des demandeurs en permis de recherches et de l'administration de simplifier la procédure d'institution des permis ; — Considérant qu'il y a lieu en outre de préciser les conditions d'application de l'art. 12 du décret du 10 mai 1893 susvisé ;

Art. 1er. — Les frais d'enquête et de visite des mines et les frais d'analyse qui, en vertu de l'art. 12 du décret du 10 mai 1893 sur les mines en Tunisie, sont à la charge des pétitionnaires, comprennent : — Les frais de publicité

---

(1) P. Zeys, v° Mines, n° 921.

(2) P. Zeys, *Suppl.* 1901, n° 1858.

(3) *Rec. Alg.* 1906. 3. 236 et 237.

(insertions à l'*Officiel* et dans les journaux locaux, affichages) ; — Les sommes à rembourser à l'ingénieur des mines ou à son délégué, pour les déplacements occasionnés par l'instruction des demandes de permis et de concessions, par les enquêtes sur place auxquelles les permis et concessions peuvent donner lieu et par la surveillance des travaux ; — Les frais d'analyse des échantillons déposés à l'appui des pétitions et des échantillons de contrôle prélevés par le service des mines.

Art. 2. — Les frais ci-dessus énumérés sont décomptés d'après le tarif ci-après : — 1° Frais d'insertion à l'*Officiel* des arrêtés portant institution des permis de recherches ou d'exploitation, 25 fr. par arrêté ; — 2° Frais d'insertion à l'*Officiel* des arrêtés portant modification, prorogation, autorisation en renonciation ou retrait des permis par application de l'art. 8 du décret, 10 fr. par arrêté ; — 3° Frais d'insertion dans les journaux locaux et d'affichage des demandes en concession (sur mémoire) ; — 4° Sommes à rembourser à l'ingénieur des mines ou à son délégué : — *a)* Frais de transport (sur mémoire) ; — *b)* 12 fr. par journée de déplacement ; — 5° Frais d'analyse des échantillons : — 25 fr. pour chaque demande de permis de recherche ; — 50 fr. pour chaque demande de permis d'exploitation ; — 75 fr. pour chaque demande de concession.

Art. 3. — Toute personne ou société qui veut présenter une demande de permis de recherche est tenue de verser au préalable dans les caisses du receveur général des finances, à Tunis, une provision en numéraire, dont le montant est destiné à couvrir les premiers frais d'instruction et de publicité. — La provision à verser pour chaque demande est indiquée par le barème annexé au présent arrêté. Le receveur général des finances est autorisé à refuser tout versement qui ne correspond pas à l'une des sommes inscrites sur ce barème.

Art. 4. — Le versement doit être fait au nom du demandeur du permis. — Le receveur général des finances en délivre séance tenante récépissé à la partie versante, qui est tenue de soumettre le dit récépissé, dans les vingt-quatre heures de sa date, au visa pour contrôle de la direction des finances, conformément aux dispositions de l'art. 1[er] du décret du 26 décembre 1891. — Le récépissé dûment visé doit être ensuite remis par le pétitionnaire au bureau d'enregistrement du service des mines en même temps que sa demande de permis de recherche ; à défaut de quoi celle-ci est considérée comme nulle et non avenue. — La demande est également tenue pour nulle et non avenue si le récépissé constate le versement d'une somme inférieure au montant de la provision exigible par application du barème ci-annexé.

Art. 5. — Au cas où une demande de permis de recherche est refusée, pour quelque cause que ce soit, par le bureau d'enregistrement du service des mines, le récépissé est revêtu, par l'ingénieur des mines ou son délégué, d'un certificat indiquant qu'il y a lieu à remboursement et annexé à une ordonnance de paiement qui est établie par le directeur général des travaux publics au nom de la partie versante, sur les crédits budgétaires prévus à l'art. 6 ci-après.

Art. 6. — La provision versée dans les conditions prévues à l'art. 4 n'est pas productive d'intérêt. Elle est encaissée par le receveur général des finances au compte de l'article spécialement ouvert à cet effet à la seconde partie du budget des recettes et mise au titre de la même partie du budget des dépenses par le directeur des finances à la disposition du directeur général des travaux publics, pour être affectée à l'accomplissement de toutes les formalités, enquêtes et instructions énumérées à l'art. 1[er] ci-dessus, qu'il y aura lieu d'effectuer tant au sujet de la demande de permis de recherche que des permis et demande en concession qui pourront en résulter ultérieurement. — Lorsque la provision ne permettra plus de couvrir le montant des frais à exposer, le permissionnaire sera tenu de verser dans les caisses du

receveur général des finances, au fur et à mesure des besoins, de nouvelles provisions égales à la première, sur la réquisition qui lui en sera faite par l'ingénieur des mines.

Art, 7. — Il est ouvert par le service des mines à chaque demandeur de permis de recherche un compte où sont inscrits : au crédit, les versements de provisions ; au débit, les frais de chacune des formalités, enquêtes et instructious rappelées à l'art. 6, de manière à faire ressortir à tout moment la situation du compte, et à sa clôture, la somme à laisser en consignation ou à rembourser au bénéficiaire de la demande ou du permis. — Le directeur général des travaux publics délivre au nom de chaque ayant droit une ordonnance de paiement justifiée par un décompte indiquant : — 1° Les sommes à prélever pour chaque article de dépenses par application du tarif fixé par l'art. 2 ci-dessus ; — 2° Le rappel des sommes précédemment dépensées ; — 3° Le reliquat à laisser en consignation ou à rembourser au bénéficiaire de la demande ou du permis. — L'ordonnance de paiement des frais d'analyse est émise au nom du receveur général des finances, chargé de l'encaisser au titre des produits budgétaires sous le titre « Prix d'analyses du laboratoire des mines ».

Art. 8. — En cas de cession d'une demande de permis de recherche ou de transfert d'un permis de recherche ou d'exploitation, les provisions versées par le cédant demeurent affectées au remboursement des frais à exposer par l'administration au sujet de la demande ou du permis.

Art. 9. — En cas d'annulation d'une demande de permis de recherche, ou d'extinction ou de suppression d'un permis, pour quelque cause que ce soit, le directeur général des travaux publics délivre, au profit du dernier détenteur de la demande ou du permis, une ordonnance de paiement de la somme restant disponible au compte ouvert en vertu de l'art. 7, après déduction des sommes dues au trésor.

Art. 10. — L'arrêté du 1er décembre 1901 est abrogé. — Sont abrogés, en outre, les dispositions de l'art. 10 (3e alinéa) du règlement général du 21 mai 1906, concernant la justification du paiement des frais d'instruction.

Art. 11. — Les effets du présent arrêté courront à partir du 15 mars 1907. — Les demandes de permis de recherche déposées avant cette date demeurent régies par la réglementation antérieure.

BARÊME DES SOMMES A VERSER A LA RECETTE GÉNÉRALE DES FINANCES

	Somme à verser
Pour toute demande dont le périmètre :	—
Ne présente aucun point situé au sud du parallèle géographique de la Skirra (parallèle 38g 10′ des cartes de l'état-major au 1/100.0000e de la Tunisie.....	Fr. 250 »
Présente des points situés au sud du parallèle géographique précité.....	Fr. 500 »

2 mars 1907. — Arrêté du dir. gén. des travaux publics portant règlement des frais d'instruction des demandes en autorisation de reconnaissance de phosphates de chaux.

Vu le décret du 1er décembre 1898 (1), modifié par le décret du 22 août

(1) *Rec. Alg.*, 1899. 2. 16.

1900 (1), sur la recherche et l'exploitation des phosphates de chaux dans les terrains domaniaux et habous ; — Vu le décret du 2 décembre 1898 approuvant le règlement général de même date pour l'exécution du décret précité (2) ; — Vu le décret du 19 octobre 1902 sur les frais d'instruction des demandes en autorisation de reconnaissance de phosphates de chaux ; ensemble l'arrêté de même date pour l'exécution dudit décret (3) ; — Vu l'avis du directeur des finances ; — Considérant qu'il est de l'intérêt commun des demandeurs en autorisation de reconnaissance et de l'administration de simplifier la procédure de délivrance des autorisations ; — Considérant qu'il y a lieu, en outre, de préciser les conditions d'application du décret du 19 octobre 1902 susvisé ;

Art. 1er. — Les frais d'enquête, de visite et d'analyse qui, en vertu du décret du 19 octobre 1902, sont à la charge des demandeurs en autorisation de reconnaissance de phosphates de chaux, comprennent : — Les frais de publicité (insertion à l'*Officiel* des arrêtés concernant les autorisations) ; — Les sommes à rembourser à l'ingénieur des mines ou à son délégué pour les déplacements occasionnés par l'instruction des demandes d'autorisation ; — Les frais d'analyse des échantillons déposés à l'appui des pétitions et des échantillons de contrôle prélevés par le service des mines.

Art. 2. — Les frais ci-dessus énumérés sont décomptés d'après le tarif ci-après : — 1° Frais d'insertion à l'*Officiel* des arrêtés d'autorisation, 25 francs par arrêté ; — 2° Frais d'insertion à l'*Officiel* des arrêtés portant modification, prorogation ou suppression des autorisations, 10 francs par arrêté ; — 3° Sommes à rembourser à l'ingénieur des mines ou à son délégué : — *a)* Frais de transport (sur mémoire) ; — *b)* 12 francs par journée de déplacement ; — 4° Frais d'analyse des échantillons : — 25 francs pour chaque demande en autorisation de reconnaissance.

Art. 3. — Tout individu ou groupe, apte à bénéficier des dispositions du décret du 1er décembre 1898, qui veut présenter une demande en autorisation de reconnaissance de phosphates est tenu de verser au préalable dans les caisses du receveur général des finances, à Tunis, une provision en numéraire dont le montant est destiné à couvrir les frais d'instruction et de publicité. — La provision à verser pour chaque demande est indiquée par le barême annexé au présent arrêté. Le receveur général des finances est autorisé à refuser tout versement qui ne correspond pas à l'une des sommes inscrites sur ce barême.

Art. 4. — Le versement doit être fait au nom du demandeur en autorisation de reconnaissance. Le receveur général des finances en délivre séance tenante récépissé à la partie versante, qui est tenue de soumettre le dit récépissé, dans les vingt-quatre heures de sa date, au visa pour contrôle à la direction des finances, conformément aux dispositions de l'art. 1er du décret du 26 décembre 1891. — Le récépissé dûment visé doit être ensuite remis par le pétitionnaire au bureau d'enregistrement du service des mines en même temps que sa demande en autorisation de reconnaissance, à défaut de quoi celle-ci est considérée comme nulle et non avenue. — La demande est également tenue comme nulle et non avenue si le récépissé constate le versement d'une somme inférieure au montant de la provision exigible par application du barême ci-annexé.

Art. 5. — Au cas où une demande en autorisation de reconnaissance est refusée pour quelque cause que ce soit, par le bureau d'enregistrement du service des mines, le récépissé est revêtu par l'ingénieur des mines ou son

---

(1) *Rec. Alg.*, 1900. 3. 119.

(2) *Rec. Alg.*, 1899. 3. 19.

(3) P. Zeys, *Suppl.* 1902, n° 2053.

délégué d'un certificat indiquant qu'il y a lieu à remboursement et annexé à une ordonnance de paiement qui est établie par le directeur général des travaux publics au nom de la partie versante sur les crédits budgétaires prévus à l'art. 6 ci-après.

Art. 6. — La provision versée dans les conditions prévues à l'art. 4 n'est pas productive d'intérêts. Elle est encaissée par le receveur général des finances au compte de l'article spécialement ouvert à cet effet à la seconde partie du budget des recettes, et mise au titre de la même partie du budget des dépenses par le directeur des finances à la disposition du directeur général des travaux publics pour être affectée à l'accomplissement de toutes les formalités, enquêtes et instructions énumérées à l'art. 1er ci-dessus.

Art. 7. — Il est ouvert par le service des mines, à chaque demandeur en autorisation de reconnaissance de phosphates, un compte où sont inscrits : au crédit, les versements de provisions ; au débit, les frais de chacune des formalités, enquêtes et instructions rappelées à l'art. 6, de manière à faire ressortir à tout moment la situation du compte, et à sa clôture, la somme à laisser en consignation ou à rembourser au bénéficiaire de la demande ou de l'autorisation. — Le directeur général des travaux publics délivre au nom de chaque ayant droit une ordonnance de paiement justifiée par un décompte indiquant : — 1° les sommes à prélever pour chaque article de dépenses, par application du tarif fixé par l'art. 2 ci-dessus ; — 2° le rappel des sommes précédemment dépensées ; — 3° le reliquat à laisser en consignation ou à rembourser au bénéficiaire de la demande ou de l'autorisation. — L'ordonnance de paiement des frais d'analyse est émise au nom du receveur général des finances, chargé de l'encaisser au titre des produits budgétaires sous le titre : « Prix d'analyses du laboratoire des mines ».

Art. 8. — En cas de cession d'une demande en autorisation de reconnaissance ou de transfert d'une autorisation, les provisions versées par le cédant demeurent affectées au remboursement des frais à exposer par l'administration au sujet de la demande ou de l'autorisation.

Art. 9. — En cas d'annulation d'une demande en autorisation de reconnaissance, et d'extinction ou de suppression d'une autorisation pour quelque cause que ce soit, le directeur général des travaux publics délivre au profit du dernier détenteur de la demande ou de l'autorisation une ordonnance de paiement de la somme restant disponible au compte ouvert en vertu de l'art. 7, après déduction des sommes dues au trésor.

Art. 10. — L'arrêté du 19 octobre 1902 est abrogé.

Art. 11. — Les effets du présent arrêté courront à partir du 15 mars 1907. — Les demandes en autorisation de reconnaissance déposées avant cette date demeurent régies par la réglementation antérieure.

BARÊME DES SOMMES A VERSER A LA RECETTE GÉNÉRALE DES FINANCES

Pour toute demande dont le périmètre :	Somme à verser —
Ne présente aucun point situé au sud du parallèle géographique de la Skirra (parallèle 38g 10' des cartes de l'état-major au 1/100.000e de la Tunisie)..... Fr.	250 »
Présente des points situés au sud du parallèle géographique précité..... Fr.	500 »

5 mars 1907. — Loi relative à l'enregistrement des actes constitutifs de la banque d'État du Maroc (1).

(1) RAPPORT *présenté par M. Boudenoot, sénateur, au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la chambre*

Art. unique. — Les actes et contrats relatifs à la constitution de la banque d'État du Maroc seront enregistrés au droit fixe de 3 fr.

5 mars 1907. — Décret relatif à l'établissement et à l'exploitation des postes de télégraphie sans fil destinés à l'échange de la correspondance officielle ou privée (1).

5 mars 1907. — Décret du bey modifiant l'art. 14 du décret du 29 juin 1886 et l'art. 2 du décret du 15 février 1897 sur l'état civil.

Vu les décrets des 29 juin 1886 (2), 15 février 1897 (3), 6 avril 1898 (4) sur l'état civil ; — Sur le rapport de notre premier ministre ;

Art. 1er. — L'art. 14 du décret du 29 juin 1886 est ainsi modifié :

---

des députés, relatif à l'enregistrement des actes constitutifs de la banque d'État du Maroc.

Votre commission des finances a examiné le projet voté hier par la chambre des députés et tendant à exonérer des droits proportionnels d'enregistrement, pour ne les astreindre qu'au droit fixe, les actes et contrats relatifs à la constitution de la banque d'État du Maroc.

La banque d'État du Maroc, qui vient d'être constituée définitivement à Paris, le 25 février dernier, doit être l'instrument principal des réformes étudiées et décidées par la conférence internationale d'Algésiras. Elle avancera notamment les fonds nécessaires pour l'organisation et la solde de la police des ports pendant cinq ans. Elle travaillera à assainir la situation monétaire troublée par des complications et des variations de change préjudiciables au commerce. Elle introduira de l'ordre dans l'administration des finances chérifiennes en remplissant les fonctions de trésorier-payeur de l'empire. Enfin elle contribuera puissamment à relever le crédit du gouvernement marocain en devenant son agent et sans doute son conseiller financier.

Son œuvre est donc destinée à servir de la façon la plus utile tous les intérêts marocains et étrangers.

D'autre part, son caractère international se concilie avec une large représentation de l'élément français.

Dans ces conditions, il parait naturel de ne point retirer un profit pour le fisc de l'acte de courtoisie accompli à notre égard par les fondateurs de la banque qui ont voulu la constituer à Paris. Ainsi qu'on l'a rappelé dans l'exposé des motifs, des précédents analogues, notamment celui de l'emprunt hellénique de 1898, nous autorisent à exonérer du droit proportionnel d'enregistrement un établissement que son institution et son programme recommandent à la bienveillance de tous les États et particulièrement à la nôtre. (Sénat, séance du 5 mars 1907, *J. O.*, Déb. parl., p. 406).

(1) Voy. ce décret et le rapport qui le précède, *J. O.*, 6 mars 1907, p. 1818. — Ses dispositions sont communes à la France, à l'Algérie et à la Tunisie.

(2) *Rec. Alg.*, 1886. 3. 153.

(3) *Rec. Alg.*, 1897. 3. 93.

(4) *Rec. Alg.*, 1898. 3. 110.

« Toute personne pourra, sauf l'exception prévue ci-après, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des copies des actes inscrits sur les registres. Les copies délivrées conformes aux registres et légalisées par le président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera feront foi jusqu'à inscription de faux. Elles porteront en toutes lettres la date de leur délivrance. — Nul, à l'exception du procureur de la République, de l'enfant, de ses ascendants et descendants en ligne directe, de son conjoint, de son tuteur ou de son représentant légal, s'il est mineur ou en état d'incapacité, ne pourra obtenir une copie conforme d'un acte de naissance autre que le sien, si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans frais par le juge de paix de la circonscription où l'acte a été reçu et sur la demande écrite de l'intéressé. — Si cette personne ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée par l'officier de l'état civil ou le commissaire de police qui atteste en même temps que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé. — En cas de refus, la demande sera portée devant le président du tribunal civil de première instance qui statuera par ordonnance de référé. — Les dépositaires des registres seront tenus de délivrer à tout requérant des extraits indiquant sans autres renseignements l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les prénoms qui lui ont été donnés, les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère, tels qu'ils résultent des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions contenues en marge et reproduisant la mention prévue par l'art. 3 du décret du 6 avril 1888. »

Art. 2. — L'art. 2 du décret du 15 février 1897 est ainsi modifié :

« Les copies conformes des registres de l'état civil dont la délivrance est sollicitée en vue d'un mariage et les actes de consentement à mariage seront délivrés ou dressés sur papier libre et sans frais par les officiers de l'état civil. »

Art. 3. — En ce qui concerne les justiciables des tribunaux tunisiens, l'autorisation de délivrance sera donnée par le caïd de la circonscription du bureau de l'état civil. — En cas de refus, la demande sera soumise au secrétaire général du gouvernement tunisien qui statuera. — Le secrétaire général pourra requérir copie de tous actes de naissance dont l'administration aura intérêt à avoir communication.

6 mars 1907. — **Décret** rendant applicables aux territoires du sud de l'Algérie les dispositions du décret du 4 septembre 1906, relatif à la législation des patentes.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances ; — Vu la loi du 24 décembre 1902, portant organisation des territoires du sud de l'Algérie (1) ; — Vu l'art. 5, § 1er, du décret du 30 décembre 1903 (2), portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 6 de la loi précitée ; — Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances, de la guerre, de la marine et des colonies, du conseil d'État entendues ;

Art. 1er. — Sont rendues applicables aux territoires du sud de l'Algérie, à partir du 1er janvier 1907, toutes les dispositions du décret du 4 septembre 1906, relatif à la législation des patentes (3).

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-02, p. 143 ; *Rec. Alg.*, 1903. 3. 21.

(2) Est et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 247 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 101.

(3) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 292.

6 mars 1907. — Décret rendant applicables aux territoires du sud de l'Algérie les dispositions du décret du 28 avril 1906, relatif à l'impôt des licences.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances ; — Vu la loi du 24 décembre 1902, portant organisation des territoires du sud de l'Algérie (1) ; — Vu l'art. 5, paragraphe 1er, du décret du 30 décembre 1903 (2), portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 6 de la loi précitée ; — Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'État entendues,

Art. 1er. — Sont rendues applicables aux territoires du sud de l'Algérie, à partir du 1er janvier 1907, toutes les dispositions du décret du 28 août 1906, relatif à l'impôt des licences (3).

6 mars 1907. — Décret rendant applicables aux territoires du sud de l'Algérie des dispositions du décret du 4 septembre 1907, relatif aux droits d'enregistrement et de timbre.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances ; — Vu la loi du 24 décembre 1902, portant organisation des territoires du sud de l'Algérie (1) ; — Vu l'art. 5, paragraphe 1er, du décret du 30 décembre 1903 (2), portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 6 de la loi précitée ; — Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'État entendues ;

Art. 1er. — Sont rendues applicables aux territoires du sud de l'Algérie, à partir du 1er janvier 1907, toutes les dispositions du décret du 4 septembre 1906, relatif aux droits d'enregistrement et de timbre (4).

6 mars 1907. — Décret déterminant les conditions d'application à l'Algérie de la législation sur les enfants assistés.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur ; — Vu la loi du 27 juin 1904, portant organisation du service des enfants assistés, et notamment l'art. 61, ainsi conçu : « Un décret déterminera dans quelle mesure et dans quelles conditions les dispositions de la présente loi pourront être appliquées à l'Algérie » (5) ; — Vu l'avis du conseil de gouvernement en

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 143 ; *Rec. Alg.*, 1903. 3. 21.
(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 267 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 101.
(3) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 288.
(4) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 290.
(5) Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 42.

date du 4 mai 1906 ; — Vu les délibérations des délégations financières et du conseil supérieur du gouvernement en date des 6 avril et 25 mai 1905 ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

TITRE Ier

DÉFINITIONS

Art. 1er. — Sont qualifiés enfants, pour l'exécution du présent décret, les mineurs de l'un et l'autre sexe, placés sous la protection ou sous la tutelle de l'assistance publique.

Art. 2. — Le service des enfants assistés comprend : — 1° Les enfants dits secourus et en dépôt, qui sont sous la protection de l'autorité publique ; — 2° Les enfants en garde, qui sont également sous la protection de l'autorité publique ; — 3° Les enfants trouvés, les enfants abandonnés, les orphelins pauvres, les enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés ; ces enfants sont placés sous la tutelle de l'autorité publique et dits pupilles de l'assistance.

Art. 3. — Est dit enfant secouru, l'enfant que son père, sa mère ou ses ascendants ne peuvent nourrir ni élever, faute de ressources, et pour lequel est accordé le secours temporaire, institué en vue de prévenir son abandon.

Art. 4. — Est dit enfant en dépôt, l'enfant qui, laissé sans protection ni moyens d'existence, par suite de l'hospitalisation ou de la détention de ses père, mère ou ascendants, est recueilli temporairement dans le service des enfants assistés.

Art. 5. — Est dit enfant en garde, l'enfant dont la garde a été confiée, par les tribunaux, à l'assistance publique, en exécution des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

Art. 6. — Est dit pupille de l'assistance : — 1° L'enfant qui, né de père et mère inconnus, a été trouvé dans un lieu quelconque ou porté dans un établissement dépositaire (enfant trouvé) ; — 2° L'enfant qui, né de père ou de mère connus, en est délaissé sans qu'on puisse recourir à eux ou à leurs ascendants (enfant abandonné) ; — 3° L'enfant qui, n'ayant ni père, ni mère, ni ascendants auxquels on puisse recourir, n'a aucun moyen d'existence (orphelin pauvre) ; — 4° L'enfant dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, en vertu du titre Ier de la loi du 24 juillet 18 9 (enfant maltraité, enfant délaissé ou moralement abandonné) ; — 5° L'enfant admis dans le service des enfants assistés en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889.

TITRE II

ENFANTS SECOURUS

Art. 7. — Dans les conditions prévues à l'art. 3 du présent décret, un secours est accordé pour permettre que l'enfant soit gardé et nourri ou placé en nourrice. — Ce secours peut être mandaté au nom de la nourrice. — Le mode, la quotité, la périodicité et la durée du secours sont réglés par le conseil général. — Le secours est réduit, suspendu ou supprimé si le père, la mère ou les ascendants cessent d'être indigents ou s'ils cessent de donner ou de faire donner les soins nécessaires à l'enfant. Il peut être maintenu lors même que le père, la mère ou les ascendants n'habitent plus le département. — En cas de légitimation de l'enfant secouru, une prime peut être accordée dont le montant est réglé par le conseil général. En ce cas, le secours temporaire est continué, s'il y a lieu.

TITRE III

PUPILLES DE L'ASSISTANCE

1re Section. — Mode d'admission

Art. 8. — Dans chaque département le préfet désigne, après avis conforme du conseil général, l'établissement ou les établissements où peuvent être présentés les enfants dont l'admission en qualité de pupilles de l'assistance est demandée. — La présentation a lieu dans un local ouvert le jour et la nuit et sans autre témoin que la personne préposée au service de l'admission. — L'admission peut avoir lieu sur la demande écrite adressée au préfet.

Art. 9. — La personne qui est de service déclare à celle qui présente l'enfant que la mère, si elle garde l'enfant, peut recevoir les secours prévus à l'art. 7, et, notamment, un secours de premier besoin, qui est alloué immédiatement. Elle signale les conséquences de l'abandon, telles qu'elles résultent de l'art. 22. — Si l'enfant paraît âgé de moins de sept mois et si la personne qui le présente refuse de faire connaître le nom, le lieu de la naissance, la date de la naissance de l'enfant, ou de fournir une de ces trois indications, acte est pris de ce refus et l'admission est prononcée. Dans ce cas, aucune enquête administrative ne sera faite. — En dehors de ce cas, lorsque les secours n'ont pas été acceptés, la personne préposée aux admissions transmet immédiatement au préfet, avec son avis, les pièces et les renseignements produits à l'appui de la demande ; toutefois, elle peut recueillir provisoirement l'enfant, si elle juge qu'il appartient à l'une des catégories définies par par le 3° de l'art. 2 ou par les 2° et 3° de l'art. 6 et qu'on ne saurait attendre, sans péril pour lui, la décision du préfet.

Art. 10. — Dans les établissements dépositaires, les personnes préposées aux admissions sont nommées par le préfet, sur la proposition de l'inspecteur départemental. Lorsque l'établissement est un hospice, ces personnes doivent être au préalable agréées par la commission administrative.

Section II. — Tutelle

Art. 11. — La protection des enfants de toute catégorie et la tutelle des pupilles de l'assistance publique, instituée par le présent décret, sont exercées par le préfet ou par son délégué, l'inspecteur départemental.

Art. 12. — Le tuteur est assisté d'un conseil de famille, formé par une commission de sept membres, élus par le conseil général et renouvelés tous les quatre ans. — Le tuteur ou son délégué assiste aux séances du conseil : il est entendu quand il le demande.

Art. 13. — Les attributions du tuteur et du conseil de famille sont celles que détermine le code civil, réserve faite, toutefois, des fonctions conférées au comptable désigné par le gouverneur général en exécution des dispositions du paragraphe 1er de l'art. 15 du présent décret, en ce qui concerne la gestion des deniers pupillaires. — Ces attributions comprennent notamment le droit de donner ou de refuser le consentement au mariage, à l'émancipation, à l'engagement militaire. — Il n'est pas institué de subrogé tuteur. — Dans les cas d'émancipation, le tuteur ou son délégué est seul tenu de comparaître devant le juge de paix. — L'acte d'émancipation est délivré sans frais.

Art. 14. — Les biens du tuteur ne sont pas soumis à l'hypothèque légale instituée par l'art. 2121 du code civil. — La gestion des deniers pupillaires est garantie par le cautionnement du comptable. — En cas d'émancipation, le conseil de famille charge l'un de ses membres des fonctions de curateur.

Art. 15. — La gestion des deniers pupillaires est confiée à un receveur des contributions diverses en résidence au chef-lieu du département et désigné

par le gouverneur général. — Les sommes dues aux pupilles à titre de rémunération du travail se recouvrent sur des états dressés par l'inspecteur départemental et rendus exécutoires par le préfet. Les oppositions lorsque la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires, sont jugées comme affaires sommaires. Les poursuites ont lieu comme en matière de contributions directes. — Les règles prévues au paragraphe précédent ne sont pas applicables aux autres créances des pupilles. — Les fonds sont placés, soit à la caisse nationale d'épargne, soit aux caisses d'épargne ordinaires, soit en rentes sur l'État. — Le tuteur peut autoriser au profit du pupille le retrait de tout ou partie des fonds appartenant à ce dernier. — Le conseil de famille pourra décider, au moment de la sortie d'un pupille du service des enfants assistés, qu'une partie ne dépassant pas le cinquième du pécule lui appartenant sera versé à la caisse nationale des retraites en vue de lui constituer une pension de retraite.

Art. 16. — Les revenus des biens et capitaux appartenant au pupille, à l'exception de ceux provenant de son travail et de ses économies, sont perçus au profit du département, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, à titre d'indemnité des frais d'entretien. Toutefois, sur l'avis du conseil de famille, le préfet peut faire à cet égard, au moment de la reddition des comptes, toute remise qu'il jugera équitable. — Les comptes de tutelle sont approuvés par le conseil de famille et rendus sans frais.

Art. 17. — L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. L'administration pourra, en outre, autoriser des remises d'essai durant lesquelles sa surveillance continuera à s'exercer pendant un an au moins ; à l'expiration de ce délai, la remise deviendra définitive. — Toutefois, pour les enfants maltraités ou moralement abandonnés, cette remise ne pourra être faite aux parents déchus de la puissance paternelle qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889. — Les parents devront rembourser, en une seule fois ou par versements mensuels échelonnés sur une ou plusieurs années, la dépense faite pour l'entretien de leur enfant, à moins que la commission départementale ne les exonère en tout ou partie.

Art. 18. — Toute remise de l'enfant à d'autres qu'à ses parents ou grands-parents, même quand il est confié en vue d'une adoption ultérieure, ne peut avoir lieu que sous réserve de la tutelle. — Toutefois, lorsque l'enfant a été confié pendant trois ans à un particulier à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de cinquante ans et l'enfant de plus de quinze ans, peut, en obtenant le consentement du conseil de famille, devenir le tuteur officieux de l'enfant. — Le juge de paix du domicile de l'enfant dresse procès-verbal de la demande et du consentement ; ces pièces et le procès-verbal sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

Section III. — Placement et surveillance.

Art. 19. — Le préfet peut, après avis conforme du conseil général, déclarer par arrêté qu'un établissement dépositaire est installé ou cesse d'être installé dans un hospice. — Un établissement dépositaire peut être installé dans un immeuble possédé ou loué par le département ; l'installation a lieu en vertu d'un arrêté préfectoral pris sur l'avis conforme du conseil général, après avis du conseil d'hygiène du département. — Les enfants en bas âge sont placés dans une crèche et les autres dans un quartier spécial. Les personnes chargées de surveiller et soigner les enfants ont, seules, accès dans ces locaux.

Art. 20. — Le pupille n'est maintenu dans l'établissement dépositaire que s'il est constaté que son état de santé l'exige, ou sur une décision motivée de son tuteur.

Art. 21. — Les pupilles âgés de moins de treize ans sont, sauf exception, confiés à des familles habitant la campagne. — Les frères et les sœurs sont autant que possible placés dans la même famille ou au moins dans la même commune.

Art. 22. — Le lieu de placement du pupille reste secret, sauf décision du préfet prise dans l'intérêt de l'enfant. La mère et la personne qui ont présenté l'enfant peuvent être renseignées à des époques fixes sur l'existence ou la mort de celui-ci.

Art. 23. — La rétribution de la nourrice à laquelle est confié un pupille comprend un salaire fixe et une allocation éventuelle, dite prime de survie.— Cette prime est acquise lorsque le pupille a quinze mois révolus ; elle est proportionnelle au nombre de mois pendant lesquels la nourrice a gardé l'enfant. — Le nourricier qui a gardé un pupille pendant dix ans au moins, l'a élevé avec soin et envoyé régulièrement à l'école publique, peut recevoir, lorsque l'enfant a treize ans, une récompense dont la quotité est fixée par le conseil général.

Art. 24. — Un pupille âgé de moins de sept mois ne peut être confié à une nourrice dont le dernier enfant n'a pas sept mois révolus.

Art. 25. — Le nourricier est tenu, à l'égard du pupille, aux obligations auxquelles sont assujettis les parents par les décrets des 6 (1) novembre 1887 (2) et 15 novembre 1892 (3) sur l'enseignement primaire.

Art. 26. — La pension est payée au nourricier jusqu'à ce que le pupille ait treize ans révolus, sauf les cas de prolongation prévue par le conseil général. Le pupille dont la pension n'est plus payée est mis en apprentissage, de préférence dans les professions agricoles : il est pourvu d'un trousseau ; un un contrat écrit, dispensé du timbre, détermine les conditions du placement ; à moins que l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose, le pupille est maintenu chez le nourricier. Une portion du salaire est placée conformément à l'art. 15 du présent décret.

Art. 27. — Tout pupille de l'assistance, tout enfant secouru en conformité de l'art. 7 du présent décret est l'objet d'une surveillance qu'exercent les inspecteurs et les sous-inspecteurs de l'assistance publique. Les visites ont lieu à domicile.

Art. 28. — Le pupille isolé, placé dans un département autre que celui auquel il appartient, est surveillé par les fonctionnaires de l'inspection du département où il est placé. — La surveillance peut être instituée dans les mêmes conditions à l'égard des pupilles placés par groupes dans un département autre que celui auquel ils appartiennent ; la décision est concertée entre les deux préfets, soumise au gouverneur général et, pour les enfants placés en France, au ministre de l'intérieur. — Si l'accord ne s'établit pas ou si l'autorité supérieure n'approuve pas la mesure, il est pourvu à la surveillance par la nomination d'un ou de plusieurs sous-inspecteurs habitant le département où les pupilles sont placés et agissant sous les ordres de l'inspecteur du département auquel ces enfants appartiennent.

TITRE IV

ADMINISTRATION

Art. 29. — Le service des enfants assistés est réglé par le conseil général ; il est administré par le préfet et, sous l'autorité du préfet, par l'inspecteur départemental de l'assistance publique.

---

(1) Lire : 8.

(2) Est. et Lef., p. 780 ; *Rec. Alg.*, 1883. 3. 4.

(3) Il semble qu'il faille lire *18 octobre* 1892 : Est. et Lef., p. 944 ; *Rec. Alg.*, 1892. 3. 197.

Art. 30. — Un arrêté du gouverneur général, rendu en conseil de gouvernement, fixera les conditions de recrutement et le cadre du personnel du service des enfants assistés dans la colonie. — Le conseil général peut, dans le cas où il le juge utile, créer un ou plusieurs emplois de visiteuse d'enfants.

Art. 31. — Le préfet soumet au conseil général les prévisions des recettes et les crédits du service ; il exécute, liquide et ordonnance les dépenses. Le trésorier général à Alger et les payeurs principaux à Oran et Constantine en assurent le payement. — Toutes les opérations de recettes et de dépenses du service sont comprises dans le compte administratif du préfet et dans le compte de gestion du comptable. — Sur la proposition de l'inspecteur départemental, le préfet accorde et supprime les secours temporaires, prononce les admissions, décide les placements, nomme et révoque les agents du service payés sur les fonds du département.

Art. 32. — L'inspecteur départemental recrute les nourrices, nourriciers et patrons, procure la distribution des layettes et vêtures, prépare les contrats de placement ou d'apprentissage et, d'une manière générale, propose au préfet les mesures que commandent la protection et la tutelle instituées par le présent décret. — Il peut déplacer un pupille en cas d'urgence, à la charge d'en référer immédiatement au préfet. — Chaque année, il adresse au préfet, qui le soumet au conseil général, un rapport sur le service. Ce rapport est suivi des comptes de l'exercice clos et des propositions pour le budget de l'année suivante.

Art. 33. — Une commission nommée par le conseil général et se réunissant périodiquement, ou, à son défaut, la commission départementale, reçoit communication des décisions intéressant le service, prises depuis sa dernière séance — Elle donne son avis au préfet sur les questions qu'il lui soumet ou qu'elle croit devoir lui signaler. — Elle présente, tous les ans, au conseil général, un rapport sur le service. — L'inspecteur départemental peut être appelé par la commission à assister aux séances avec voix consultative.

Art. 34. — Le préfet transmet tous les ans au gouverneur général, avec ses observations, le rapport annuel de la commission instituée au précédent article, le rapport annuel de l'inspecteur, les délibérations du conseil général sur le service. Ces documents sont transmis au ministre de l'intérieur et communiqués au conseil supérieur de l'assistance publique.

Art. 35. — L'art. 378 du code pénal, relatif au secret professionnel, est applicable à toute personne engagée dans le service des enfants assistés. — En aucun cas, les dossiers concernant les enfants assistés ne sont distraits du bureau de l'inspecteur, si ce n'est pour être remis au préfet. — Dans tous les cas où la loi ou des règlements exigent la production de l'acte de naissance, il pourra y être suppléé, si le préfet estime qu'il y a lieu d'observer le secret, par un certificat d'origine dressé par l'inspecteur et visé par le préfet.

Art. 36. — Le contrôle du service est confié à des fonctionnaires désignés chaque année par le gouverneur général de l'Algérie.

TITRE V

DÉPENSES

Art. 37. — Le père, la mère et les ascendants d'un pupille de l'assistance ou d'un enfant dont l'administration a la garde restent tenus, envers lui, de la dette alimentaire. Toute stipulation contraire est nulle.

Art. 38. — Les enfants désignés dans le paragraphe 1er de l'art. 6 (enfants trouvés) et les enfants admis en exécution du paragraphe 2 de l'art 9 (à bureau secret) ont leur domicile de secours dans le département où ils ont été portés à un établissement dépositaire. — Les enfants désignés dans l'art. 3 (enfants secourus) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont nés. — Les enfants désignés dans l'art. 4 (enfants en dépôt), dans

l'art. 5 (enfants en garde) et dans les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'art. 6 (enfants abandonnés, orphelins pauvres, enfants délaissés, maltraités ou moralement abandonnés) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont recueillis. — Les dépenses occasionnées par des enfants n'ayant leur domicile de secours dans aucun département sont remboursées par l'État.

Art. 39. — Les constatations relatives au domicile de secours et à l'admission des pupilles sont jugées par le ministre de l'intérieur, sauf recours au conseil d'État. — La décision du ministre porte liquidation des frais. Après l'expiration du délai de recours, ces frais constituent, pour le département, une dépense obligatoire susceptible d'être inscrite, à titre de dette exigible, dans son budget, conformément à l'art. 61 du décret du 23 septembre 1875 (1), modifié par le décret du 21 septembre 1899 (2). — Est non recevable toute réclamation adressée au ministre plus de deux ans après l'admission de l'enfant à l'assistance départementale.

Art. 40. — Les biens du pupille décédé, lorsqu'aucun héritier ne se présentera, seront recueillis par le département et consacrés, conformément aux dispositions de l'art. 50 du présent décret, à la création des dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes.

Art. 41. — Les héritiers qui se présentent pour recueillir la succession d'un pupille sont tenus d'indemniser le département de l'entretien de l'enfant. Les revenus perçus par le département entrent en compensation jusqu'à due concurrence.

Art. 42. — Les recettes et les dépenses du service font l'objet d'articles spéciaux dans le budget de chaque département ; elles sont votées annuellement par le conseil général.

Art. 43. — Les dépenses se divisent en dépenses du service et dépenses d'inspection et de surveillance.

Art. 44. — Les dépenses du service, déduction faite des frais occasionnés par les pupilles sans domicile de secours, lesquels sont intégralement à la charge de l'État, ainsi que des recettes provenant du remboursement des départements ou des familles, du produit des amendes de police correctionnelle, du produit et des revenus des dons et legs applicables au service, sont payés pour deux cinquièmes par le département, pour deux cinquièmes par l'État, pour un cinquième par les communes.

Art. 45. — Les dépenses du service comprennent : — 1° Le salaire des personnes préposées aux admissions ; — 2° Les secours temporaires accordés en conformité de l'art. 7 du présent décret ; — 3° Les frais de séjour des enfants dans les établissements dépositaires, dans les écoles professionnelles prévues pour l'éducation séparée des pupilles vicieux ou difficiles et, s'il y a lieu, les frais de location des immeubles affectés au service ; — 4° Les dépenses de nourrices sédentaires ; — 5° Les prix de pensions et les allocations réglementaires ou exceptionnelles concernant les pupilles confiés à des familles ou placés dans des établissements autres que les établissements dépositaires, les primes aux nourrices et aux nourriciers, les fournitures scolaires, les cotisations des enfants assistés âgés de moins de treize ans et affiliés aux mutualités scolaires ; — 6° Les frais des layettes et des vêtures ; — 7° Les frais de déplacement soit des pupilles, soit des nourrices, et, au besoin, les frais relatifs à l'engagement des nourrices ; — 8° Les registres, les imprimés et les signes de reconnaissance ; — 9° Les frais d'assistance médicale et d'inhumation des pupilles ; — 10° Les frais de recouvrement et de gestion des deniers pupillaires ; — 11° Les remboursements aux départements étrangers ; — 12° Les frais résultant de l'exécution de jugements rendus en vertu

---

(1) Est. et Lef., p. 469.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1899, p. 42 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 33.

de la loi du 24 juillet 1889, de production de pièces en vue de mariages ou émancipations de pupilles.

Art. 46. — Les prix de journée dans un établissement dépositaire dépendant d'un hospice sont fixés, tous les cinq ans, par le conseil général, sur la proposition de la commission administrative. — En cas de réclamation de la commission, ils sont fixés par un arrêté du gouverneur général ; la réclamation est formée dans les trois mois qui suivent la notification de la décision du conseil général. — Dans le cas où il y aurait lieu de procéder, pendant le délai de cinq ans, à une revision des prix de journée, le conseil général en décidera sur la proposition du préfet ou sur celle de la commission administrative. — En cas de réclamation, il sera statué par arrêté du gouverneur général dans les conditions et délais du deuxième paragraphe du présent article.

Art. 47. — Les dépenses d'inspection et de surveillance sont à la charge de l'État ; elles comprennent les traitements et les indemnités de tournées et de déplacement du personnel, et généralement les frais occasionnés par la surveillance du service.

Art. 48. — Les recettes du service comprennent ; — 1° La subvention et les remboursements de l'État ; — 2° La contribution du département ; — 3° Le contingent des communes, obligatoire pour elles dans les conditions réglées par l'art. 136 de la loi du 5 avril 1884 ; — 4° Les remboursements des départements ou des familles ; — 5° Le produits des amendes de police correctionnelle, conformément aux lois ; — 6° Le revenu des biens et capitaux visés par l'art. 16 du présent décret ; — 7° Le produit des successions recueillies, en conformité de l'art. 40 du présent décret ; — 8° Le produit et les revenus des dons et legs faits pour ce service aux départements, ainsi que le revenu des fondations antérieurement constituées, en faveur du même service, au profit des hospices et dont ceux-ci ont l'administration ; — 9° Le produit de l'exploitation des établissements départementaux affectés au service des enfants assistés et moralement abandonnés.

Art. 49. — Les revenus des dons et legs faits aux départements, pour le service des enfants assistés, devront conserver expressément l'affectation spéciale prescrite par les actes constitutifs de la libéralité. Le conseil général ne pourra les employer à l'ensemble des services départementaux.

Art. 50. — Les recettes prévues aux paragraphes 7 et 8 de l'art. 48 sont employées, sous réserve des affectations spéciales imposées par les bienfaiteurs, à la création de dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes; ces dots sont attribuées par la commission départementale, sur la proposition du préfet.

Art. 51. — Les secours, pensions et indemnités sont incessibles et insaisissables.

Art. 52. — Les décomptes des mois de nourrice et pensions sont exempts du timbre et d'enregistrement.

Art. 53. — Les certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu du présent décret et des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898 et exclusivement relatifs au service des enfants assistés sont dispensés du timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, sans préjudice du bénéfice de la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire.

Art. 54. — Un arrêté du gouverneur général, rendu en conseil de gouvernement, détermine, par zone, les tarifs minima des secours temporaires, des salaires de nourrices, des primes de survie et des prix de pensions ; ce tableau est dressé après enquête et avis des conseils généraux ; il est revisé tous les cinq ans. — Les dépenses ayant pour objet l'application de ces tarifs minima, la fourniture des layettes aux pupilles, la fourniture des vêtures aux pupilles âgés de moins de treize ans, les frais d'assistance médicale constituent pour le département des dépenses obligatoires.

Art. 55. — Si un conseil général omet ou refuse d'inscrire au budget les crédits suffisants pour l'acquittement des dépenses obligatoires du service qui sont à sa charge, les crédits nécessaires sont inscrits d'office au budget par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Bulletin des lois*. — Il est pourvu au payement des dépenses inscrites d'office au moyen de prélèvements effectués, soit sur les excédents de recettes, soit sur le crédit pour dépenses imprévues et, à défaut, au moyen d'une contribution spéciale portant sur la contribution des patentes et sur la contribution foncière qui frappe les propriétés bâties, et établie par le décret d'inscription d'office si elle est dans les limites du maximum fixé annuellement par la loi de finances ou par une loi, si elle doit excéder le maximum.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 56. — Une statistique de la mortalité des enfants assistés sera publiée chaque année par le gouvernement général de l'Algérie. — En outre, tous les cinq ans, le gouverneur général présentera au ministre de l'intérieur un rapport détaillé exposant, à tous les points de vue, la situation du service des enfants assistés.

Art. 57. — Dans l'année qui suivra la promulgation du présent décret, chaque préfet préparera, pour en assurer l'exécution, un règlement qui sera délibéré par le conseil général et transmis avec ses observations au gouverneur général.

Art. 58. — Des arrêtés du gouverneur général en conseil de gouvernement déterminent les règles à suivre pour le recouvrement, la manutention et la gestion des deniers pupillaires.

Art. 59. — Les dispositions du présent règlement sont applicables aux mineurs musulmans qui n'auront pas été recueillis suivant les usages musulmans.

Art. 60. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires aux présent décret.

7 mars 1907. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1901 (1).

9 mars 1907. — Arrêté du gouv. gén. relatif au mode de recrutement et à l'organisation du cadre des agents coloniaux du service des contributions diverses.

Vu l'ordonnance du 15 avril 1845 (2) ; — Vu l'art. 5 du décret du 21 août 1898 aux termes duquel les agents du cadre colonial des contributions diverses sont nommés par le gouverneur général et placés exclusivement sous son autorité (3) ; — Vu l'arrêté ministériel du 20 février 1904 qui donne la liste des fonctionnaires et agents dont la retraite doit être supportée par le budget de la colonie (4) ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement;

Art. 1er. — Nul ne peut être admis à concourir pour un emploi d'agent colonial des contributions diverses, s'il n'est âgé de 20 ans au moins et de 35 ans

---

(1) Voy. *J. O.*, 10 mars 1907, p. 1893. — Les recettes perçues en Algérie sont arrêtées à la somme de 3.823.331 fr. 95. Voy. notamment les tableaux C et F.

(2) Ménerville, *Dict. de la législat. alg.*, t. I, v° Admin. gén., p. 22.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 87 ; *Rec. Alg.*, 1898. 3. 159.

(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1904. p. 10 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 120.

au plus. — Peuvent exceptionnellement être commissionnés jusqu'à l'âge de 40 ans, les postulants qui ont accompli des services militaires dont la durée compense le temps qui les place en dehors de la limite d'âge, ainsi que ceux qui justifient de services civils pouvant entrer dans la liquidation d'une pension de retraite.

Art. 2. — Tout candidat à un emploi de cette nature doit produire : — 1° Une demande d'admission ; — 2° Une expédition de son acte de naissance et, s'il est marié, un extrait de son acte de mariage ; — 3° Un certificat délivré par les autorités du lieu où il réside, dans le mois qui précède l'inscription de sa candidature, constatant qu'il jouit de la qualité de français et qu'il est de bonnes vie et mœurs ; — (Ces pièces devront être établies sur papier timbré et les signatures dûment légalisées) ; — 4° Un extrait de son casier judiciaire n'ayant pas plus de trois mois de date (cet acte, dont le coût est de 0 fr. 25, est établi sur la demande de l'administration) ; — 5° Une copie textuelle des pièces établissant sa situation au point de vue militaire, ainsi qu'une copie du certificat de bonne conduite sous les drapeaux. — Les postulants doivent posséder les aptitudes physiques nécessaires pour être employés dans un service actif ; ils sont soumis, à cet effet, avant d'être admis à subir les épreuves du concours, à une visite du médecin assermenté de l'administration.

Art. 3. — Le programme des connaissances exigées porte sur les matières suivantes : — 1° Une dictée faite sur papier non réglé et sans que le postulant puisse en corriger l'orthographe au moyen d'aucun livre ou secours étranger ; — 2° La même dictée recopiée à main posée ; — 3° Solution de plusieurs problèmes d'arithmétique élémentaire impliquant la connaissance du système métrique. — Ces trois épreuves seront subies par les candidats en une seule séance, dont la durée est fixée à quatre heures. — Les coefficients ci-après, appliqués aux notes obtenues (de 0 à 20), serviront à déterminer la valeur des épreuves : — Orthographe, 6 ; — Arithmétique, 5 ; — Écriture, 4. — Les candidats pourront, sur leur demande, être admis à subir en outre, une épreuve d'arabe (coefficient 2) ; mais il n'en sera tenu compte que pour établir le classement définitif des candidats admis.

Art. 4. — Les sujets des compositions seront préparés dans les bureaux du gouvernement général et dictés aux candidats dans chaque centre d'examen (Alger, Oran, Constantine), en présence d'un comité à qui incombe le soin d'assurer la régularité des opérations du concours, de corriger les épreuves et d'établir un premier classement. Cette commission est composée du directeur départemental des contributions diverses. président, d'un inspecteur et d'un contrôleur du même service. — Le gouverneur général, au vu des compositions qui lui sont transmises, procède au classement définitif des candidats et fixe le nombre de ceux qui doivent être reconnus admissibles à l'emploi d'agent colonial.

Art. 5. — Les candidats déclarés admissibles sont appelés, au fur et à mesure des vacances et suivant l'ordre de leur classement, à la dernière classe de l'emploi d'agent colonial. Ils ne peuvent être installés par leur chef de service qu'après avoir justifié de la prestation de serment devant le tribunal civil de l'arrondissement dans lequel ils sont appelés à exercer leurs fonctions ou bien devant un juge de paix à compétence étendue ressortissant à ce tribunal. Leur titre de nomination doit être revêtu du timbre de dimension.

Art. 6. — Les agents coloniaux sont répartis en cinq classes. Le traitement correspondant à chacune de ces classes, soumis aux retenues réglementaires au profit de la caisse des retraites de l'Algérie, est fixé ainsi qu'il suit : — 1re classe, 2.700 fr. ; — 2e classe, 2.400 fr. ; — 3e classe, 2.100 fr. ; — 4e classe, 1.800 fr. ; — 5e classe, 1.500 fr.

Art. 7. — Nul ne peut obtenir d'avancement qu'après deux ans au moins

d'exercice dans la classe dont il est titulaire ; il ne pourra être dérogé à cette règle que pour récompenser des actes de courage ou des services exceptionnels.

Art. 8. — Les mesures de discipline comportent les peines suivantes : — 1° La réprimande ; — 2° Le blâme avec mise à l'ordre de service ; — 3° La suspension du traitement pour une durée de un à cinq jours ; — 4° La suspension du traitement pour une durée de six jours à un mois ; — 5° La descente de classe ; — 6° La révocation. — Les trois premières peines peuvent être infligées par les directeurs des contributions diverses ; les trois dernières sont prononcées par le gouverneur général, sur un rapport du chef de service, appuyé des explications écrites de l'agent.

12 mars 1907. — Décret relatif au budget des territoires du sud de l'Algérie.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Vu la loi du 24 décembre 1902, portant organisation des territoires du sud de l'Algérie (1) ; — Vu le décret du 30 décembre 1903, portant règlement d'administration publique (2), et notamment l'art. 1er, en vertu duquel les recettes perçues au profit des budgets départementaux sur les territoires du sud sont désormais rattachées aux budgets de ces territoires ; — Vu les lois des 23 décembre 1884 (3) et 20 juillet 1891 (4) et le décret du 18 décembre 1895 (5) ; — Vu le décret du 16 novembre 1902, et notamment l'art. 30, fixant à 5,76 le nombre des centimes additionnels au principal de la contribution des patentes (6) ; — Vu le décret du 14 août 1905 sur l'organisation administrative et militaire des territoires du sud (7) ; — Vu la délibération du conseil de gouvernement en date du 15 décembre 1905 ; — Les sections réunies de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du conseil d'État entendues ;

Art. 1er. — Les centimes généraux actuellement perçus dans les territoires du sud de l'Algérie, en addition au principal de la contribution foncière et de la contribution des patentes, qui étaient établis à titre de centimes départementaux antérieurement au décret du 30 décembre 1903, sont supprimés.

Art. 2. — Il sera perçu au profit du budget des territoires du sud de l'Algérie, en addition au principal de la contribution foncière et de la contribution des patentes : — 1° 1 centime sur la contribution foncière ; — 2° 1 centime sur la contribution des patentes, en addition aux 5 centimes 76 centièmes généraux existant.

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 141 ; *Rec. Alg.*, 1903. 3. 21.
(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 267 ; *Rec. Alg.*, 1906. 3. 101.
(3) Est. et Lef., p. 647 : *Rec. Alg.*, 1885. 3. 23.
(4) Est. et Lef., p. 919 ; *Rec. Alg.*, 1891. 3. 41.
(5) Est. et Lef., p. 1061 ; *Rec. Alg.* 1896., 3. 72.
(6) Est. et Lef., *Suppl.*, 1902-03, p. 129 ; *Rec. Alg.*, 1902. 3. 174.
(7) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 261.

16 mars 1907. — Décret du bey créant deux postes de juges auxiliaires musulmans près le tribunal mixte.

Vu le décret du 30 avril 1903 portant réorganisation du tribunal mixte (1) ; — Sur le rapport de notre premier ministre;

Art. 1er. — Il est institué au tribunal mixte (siège de Tunis) deux postes de juges auxiliaires musulmans.

Art. 2. — Ces magistrats seront appelés à compléter le tribunal, en cas d'empêchement des juges titulaires musulmans, et ils auront droit, pour chaque audience, à une allocation de 10 francs. — Le magistrat du tribunal régional ou du chara de Sousse appelé à remplacer l'un des juges musulmans du tribunal mixte aux audiences foraines de Sousse, dans le cas prévu par l'art. 9 du décret du 30 avril 1903, aura droit à la même allocation.

19 mars 1907. — Loi accordant une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement.

Art. 1er. — A partir de la promulgation de la présente loi, il sera alloué une indemnité de séjour aux membres du jury criminel qui ont droit à une indemnité de déplacement.

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Art. 3. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

20 mars 1907. — Décret organisant le corps militaire des guetteurs sémaphoriques.

Sur le rapport du ministre de la marine (2); — Vu les décrets du 2 juin

---

(1) *Rec. Alg.*, 1903. 3. 129.

(2) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'effectif des guetteurs sémaphoriques, fixé par l'art. 3 du décret du 2 juin 1897, modifié le 13 septembre 1903, a été calculé de manière que chaque sémaphore soit desservi par un chef guetteur et un guetteur.

Cinq nouveaux postes (cap Fégallo, Ras-el-Amouch, cap Corbelin, cap de Fer, cap Sarrat) ayant été ouverts en Algérie-Tunisie au cours de l'année 1906, il y a lieu d'augmenter de cinq chefs guetteurs et de cinq guetteurs l'effectif du personnel sémaphorique en service dans nos possessions de l'Afrique du Nord.

D'autre part, en vue d'assurer le bon fonctionnement des sémaphores de la Corse, il y a lieu de prévoir la création d'un chef guetteur instructeur à Ajaccio, mais le cadre du personnel sémaphorique de la Corse peut être diminué sans inconvénient d'un chef guetteur de 1re classe et d'un guetteur de 2e classe.

En conséquence, et d'accord avec M. le ministre des finances, j'ai l'honneur

1897 (1) et du 13 septembre 1903 (2), relatifs à l'organisation du corps militaire des guetteurs sémaphoriques ; — Vu l'art. 55 de la loi de finances du 25 février 1901, aux termes duquel toute mesure ayant pour objet d'augmenter le nombre des fonctionnaires et agents rétribués par l'État doit faire l'objet d'un décret contresigné par le ministre des finances;

Art. 1er. — Les effectifs par grade et par classe des guetteurs sémaphoriques prévus pour l'Algérie-Tunisie et la Corse par les tableaux qui figurent à l'art. 3 du décret du 2 juin 1897 en ce qui concerne Toulon et la Corse et à l'art. 1er du décret du 13 septembre 1903 en ce qui concerne l'Algérie et la Tunisie, sont modifiés ainsi qu'il suit :

GRADES	TOULON ET CORSE		ALGÉRIE et TUNISIE (4)	TOTAUX
	TOULON	CORSE (3)		
Chefs guetteurs instructeurs...	1	1	1	7
Chefs guetteurs de 1re classe...	13	3	9	78
Chefs guetteurs de 2e classe....	12	4	8	77
Guetteurs de 1re classe.....	12	4	9	78
Guetteurs de 2e classe.....	13	3	8	77
	51	15	35	317

20 mars 1907. — Arrêté du dir. des finances relatif à la livraison à prix réduit du sel destiné à la conservation du poisson de mer.

Vu le décret du 26 décembre 1904 relatif aux conditions et prix de vente des sels livrés par la direction des monopoles (5);

Art. 1er. — La livraison, sans dénaturation préalable, de sel au tarif réduit de 3 fr. les 100 kilos est autorisée pour la conservation du poisson de mer.

Art. 2. — Toute personne désirant profiter de l'autorisation ci-dessus devra en faire la demande sur papier timbré à la direction des monopoles et justifier de sa qualité d'armateur ou patron de barque régulièrement inscrite pour la pêche ou de celle de tenancier d'un établissement de salaisons dûment autorisé.

Art. 3. — Au vu de ces justifications, le chef du service des monopoles

---

de soumettre à votre signature le projet de décret ci-joint, qui porte de 308 à 317 l'effectif du corps militaire des guetteurs sémaphoriques.

Les crédits nécessaires pour assurer cette augmentation de personnel guetteur sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-97, p. 88.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 238.

(3) Création d'un poste de chef guetteur instructeur à Ajaccio et suppression d'un chef guetteur de 1re classe et d'un guetteur de 2e classe. *(Note du décret).*

(4) Création des postes de Cap Fégallo, Ras-el-Amouch, Cap Corbelin, Cap de Fer, Cap Serrat. *(Note du décret).*

(5) *Rev. Alg.*, 1905. 3. 104.

délivrera une autorisation écrite rappelant les conditions auxquelles elle est donnée d'après le texte du décret du 26 décembre 1904 et le texte du présent arrêté. Au dos de cette autorisation seront inscrites les quantités de sel admises en décharge. Les autorisations seront valables pour une année, du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante.

Art. 4. — Tout acheteur de sel à prix réduit sans dénaturatiou préalable sera tenu de présenter son autorisation à toute réquisition des agents de l'administration, de donner au service toutes facilités pour contrôler l'emploi du sel levé et de justifier cet emploi d'après les bases fixées à l'art. 5 ci-après. En exécution des dispositions du décret du 26 décembre 1904 (art. 4, alinéa 2) il sera tenu de payer à titre d'indemnité un supplément de 7 fr. par 100 kilos, pour toute quantité de sel dont il ne pourrait justifier l'emploi à la préparation du poisson.

Art. 5. — Pour l'admission en décharge du sel levé à prix réduit sans dénaturation, le service des monopoles appliquera les taux pour cent ci-après, d'après le poids net des poissons traités : — 1° Sel pour salaison d'allaches 50 p. 100 du poids net du poisson ; — 2° Sel pour salaison d'anchois 40 p. 100 du poids net du poisson ; — 3° Sel pour salaison de sardines 30 p. 100 du poids net du poisson ; — 4° Sel pour salaison de toutes sortes de poissons conservés à l'huile 15 p. 100 du poids net du poisson. — Ces allocations comprennent toutes manipulations et saumures. Les poids nets de poissons traités seront évalués en comptant le nombre de barils de salaisons préparés, la contenance nette de ces barils ayant été déterminée une fois pour toutes.

Art. 6. — Le compte de chaque acheteur sera balancé et arrêté définitivement en fin de campagne ou au plus tard au 30 septembre de chaque année. Pour cette balance les quantités de sel restant sans emploi seront mises en sacs de 100 kilos net, licelés et plombés en présence du service. Si la balance fait ressortir un manquant, l'acheteur sera tenu de payer l'indemnité prévue à l'art. 4 ci-dessus ; si elle fait ressortir un excédent, cet excédent sera ajouté aux charges.

Art. 7. — Le sel restant sans emploi entre les mains d'un acheteur au moment de l'arrêté de son compte sera entreposé jusqu'à l'ouverture de la campagne suivante dans un local clos sous la responsabilité immédiate du pêcheur ou de son représentant régulièrement constitué. Le service aura la faculté de vérifier à tout moment l'intégrité de ce stock jusqu'à ce qu'il soit consigné sur une nouvelle autorisation.

22 mars 1907.— Décret modifiant l'art. 1er du décret du 29 novembre 1893 relatif aux conditions dans lesquelles sont désignés les assesseurs aux tribunaux de Tunis et de Sousse statuant en matière criminelle.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ; — Vu l'art. 4, § 3, de la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie (1) ; — Vu le décret du 29 novembre 1893 relatif aux conditions dans lesquelles sont désignés les assesseurs aux tribunaux de Tunis et de Sousse statuant en matière criminelle (2) ; — Le conseil d'État entendu ;

---

(1) P. Zeys, v° *Justice française*, n° 747.

(2) *Rec. Alg.*, 1894. 3. 13.

Art. 1er. — L'art. 1er du décret du 23 novembre 1893 est modifié de la façon suivante :

La liste générale des assesseurs est composée de quatre cents noms pour le tribunal de Tunis et de deux cent cinq noms pour le tribunal de Sousse. — Elle est divisée en trois catégories distinctes : — La première catégorie comprend les noms des assesseurs français ; — La deuxième catégorie, les noms des assesseurs étrangers ; — La troisième catégorie, les noms des assesseurs indigènes. — Dans l'arrondissement de Tunis, le nombre des assesseurs de la première catégorie est de cent soixante. Pour chacune des deux autres catégories, il est de cent vingt. — Dans l'arrondissement de Sousse, le nombre des assesseurs de la première catégorie est de soixante-quinze. Pour chacune des deux autres catégories, il est de soixante-cinq.

Art. 2. — Dans le mois qui suivra la publication du présent décret (1), les commissions prévues par l'art. 2 du décret du 29 novembre 1893 seront réunies en vue de compléter les listes dressées au mois de décembre 1906, pour l'année 1907, par de nouvelles listes contenant le nombre de noms nécessaire pour atteindre les chiffres fixés ci-dessus. Les tirages opérés ultérieurement pour la formation des listes de sessions, conformément à l'art. 6 du décret susvisé, porteront tant sur les listes complémentaires que sur les listes générales.

23 mars 1907. — Décret du bey autorisant l'émission d'obligations pour l'augmentation du capital de la caisse des prêts communaux.

Vu notre décret du 13 mai 1906 qui a augmenté de neuf millions de francs et élevé par suite de trois à douze millions de francs le capital de la caisse des prêts communaux ; — Vu notamment l'art. 3 dudit décret ainsi conçu : — « Il sera pourvu à cette dotation (de neuf millions de francs) au moyen des ressources à provenir de l'émission par le gouvernement de nouvelles obligations spéciales. Les conditions de cette émission seront réglées par décret ». — Sur les propositions de notre directeur des finances et la présentation de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Pour l'exécution du décret susvisé du 13 mai 1906, il sera créé et émis par le directeur des finances au fur et à mesure des besoins et au mieux des intérêts du trésor, soit de gré à gré, soit avec publicité et concurrence, 19.250 obligations de 500 francs 3 1/2 p. 100 au porteur, du type de celles au nombre de 6.250, dites obligations de la caisse des prêts communaux, qui ont été créées par le décret du 15 août 1903. Elles constitueront la deuxième série des obligations de ce type et seront en conséquence numérotées de 6.251 à 25.500. — Elles seront munies de coupons semestriels de 8 fr. 75 l'un, aux échéances des 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le premier coupon à détacher de chacune de ces 19.250 obligations sera celui de l'échéance qui suivra la date de l'émission effective du titre. — Elles seront amortissables par tirages au sort semestriels, dans un délai maximum de soixante années à partir du 1er mars 1908, conformément aux indications du tableau ci-annexé. Le gouvernement tunisien se réserve d'ailleurs la faculté de procéder à toute époque, à partir du 1er janvier 1914, au remboursement en tout ou en partie de ces obligations.

Art. 2. — Les obligations ainsi créées seront libellées en arabe et en fran-

(1) Ce décret a été publié au *J. O. T.* du 24 avril 1907.

çais ; elles porteront le sceau beylical et seront signées, pour contrôle, par le directeur des finances du gouvernement tunisien ou ses délégués. — Elles seront affranchies de tout impôt, taxe ou retenue, de quelque nature que ce soit, en Tunisie, tant dans le présent que dans l'avenir. Le gouvernement tunisien prend d'ailleurs à sa charge tous les impôts dont les titres et coupons seraient, dans le présent ou dans l'avenir, frappés en France.

Art. 3. — Les capitaux et les intérêts des obligations créées par le présent décret se prescriront, savoir : — Les capitaux, par trente ans à partir de l'ouverture de l'exercice financier tunisien au cours duquel ils deviendront exigibles par voie de tirage au sort, de conversion ou de remboursement (décret du 16 février 1905) ; — Les intérêts, par cinq ans à compter de leur échéance, conformément au décret du 6 mars 1876.

Art. 4. — Les tirages au sort des obligations à amortir auront lieu à Paris dans les cinq premiers jours de chacun des mois de février et d'août, à partir du 1er février 1908. — La liste des obligations sorties à chacun des tirages sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la régence. — Les obligations désignées par la voie du sort pour être amorties seront remboursées le 1er mars ou le 1er septembre qui suivra immédiatement le tirage au sort. Elles cesseront de produire intérêt à compter du jour fixé pour le remboursement.

Art. 5. — Les coupons et le capital amorti sont payables : — En Tunisie, aux caisses publiques désignées par le gouvernement tunisien ; — En France, aux caisses des banquiers et établissements publics désignés par le gouvernement tunisien ou à celles du trésor public français dans le cas où le gouvernement de la République française consentirait, à quelque époque que ce soit, à effectuer ledit paiement pour le compte du gouvernement tunisien.

Art. 6. — L'annuité nécessaire pour assurer le service de l'intérêt et de l'amortissement des 19.250 obligations amortissables 3 1/2 p. 100 créées par le présent décret sera inscrite annuellement au budget de la régence parmi les dépenses ordinaires de l'État, et il y sera fait face tout d'abord par prélèvement sur les sommes versées à la caisse des prêts communaux par les communes auxquelles cette caisse aura consenti des avances dans les termes des décrets du 15 décembre 1902 et du 13 mai 1906 et éventuellement au moyen des ressources générales du budget.

Art. 7. — Les obligations de 500 fr. 3 1/2 p. 100 amortissables présentement créées seront acceptées aux mêmes conditions que les obligations 1903 du même type et que les obligations tunisiennes de 500 fr. 3 p. 100 amortissables de 1892, de 1902 et de 1907 dans la composition des cautionnements auxquels les comptables et autres fonctionnaires, les entrepreneurs, fermiers ou fournisseurs et en général toutes personnes peuvent être, dans le présent ou dans l'avenir, assujetties vis-à-vis de l'État, des communes ou établissements publics soit par la loi, soit par des conventions spéciales. — Lorsque des décrets spéciaux n'en auront pas autrement disposé, les obligations admises dans la composition des cautionnements seront acceptées pour leur valeur au cours moyen du jour connu, le plus récent, sans que cette valeur puisse toutefois dépasser le pair.

Art. 8. — Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret et autorisé, en attendant de pouvoir procéder à l'émission des titres, à se procurer auprès de la banque de l'Algérie ou du crédit foncier de Tunisie, au taux maximum d'intérêt annuel de 3 p. 100, les fonds à mettre à la disposition des communes.

23 mars 1907. — Arrêté du dir. des finances portant

réglementation de la perception par voie d'abonnement de certains droits intérieurs.

Vu le décret du 8 décembre 1906 portant revision du régime fiscal des droits intérieurs (1) ; — Vu notamment l'art. 15 dudit décret ainsi conçu : — « Le directeur des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui » entrera en vigueur le 1er janvier 1907 ; — Il est autorisé à prendre tous » arrêtés réglementaires pour son application, et notamment pour compléter » la définition du mode de perception des droits telle qu'elle résulte des » conservations (2) du tarif » ; — Considérant qu'il y a lieu de donner aux contribuables et particulièrement aux fabricants et préparateurs de produits soumis au droit d'entrée établis dans les lieux sujets audit droit, toutes les facilités compatibles avec la sécurité de l'impôt ;

Art. 1er. — Lorsque la constatation des produits fabriqués ou préparés à l'intérieur d'une localité sujette et soumis aux droits d'entrée est susceptible, en raison, soit du mode de fabrication ou de préparation desdits produits, soit de la disposition des lieux, soit de tout autre circonstance, de difficultés particulières dont l'appréciation appartient à l'administration, celle-ci peut admettre individuellement chaque fabricant ou préparateur de ces produits à payer par abonnement l'équivalent du droit d'entrée dont elle estime sa production passible.

Art. 2. — Dans les localités sujettes non pourvues de bureaux de perception périphériques l'administration, si elle le juge nécessaire, peut consentir de gré à gré avec les industriels établis à l'intérieur desdites localités et qui en font la demande, des abonnements individuels en remplacement du droit d'entrée sur les bois à brûler et broussailles que lesdits contribuables reçoivent directement de l'extérieur à destination de leur établissement.

Art. 3. — L'abonnement relatif aux droits d'entrée afférents aux produits fabriqués à l'intérieur du lieu sujet a pour effet d'affranchir l'industriel de la tenue des comptes d'entrée et de sortie et, par suite, de la déclaration des produits obtenus et des formalités à l'enlèvement des produits expédiés de l'établissement ; mais l'industriel abonné reste soumis aux autres obligations légales, telles par exemple que les déclarations de mise de feu et de défournement ; il ne peut, d'autre part, bénéficier, dans l'établissement auquel s'applique l'abonnement, du régime de l'entrepôt pour les produits venant de l'extérieur.

Art. 4. — Le montant de l'abonnement, toujours payable d'avance, doit être acquitté au moment de la déclaration préalable de l'opération donnant ouverture aux droits, s'il s'agit d'opérations successives et distinctes, et par mois, dans le cas contraire.

Art. 5. — Les abonnements doivent être constatés par écrit ; ils ne sont définitifs qu'après approbation du chef du service des contributions diverses. — L'abonnement dure tant qu'il n'a pas été résilié. — L'abonné a la faculté de résilier son engagement à toute époque. Toutefois, et sous réserve de l'exception ci-après spécifiée, la déclaration de résiliation, pour être valable, doit être notifiée par lettre recommandée adressée au receveur des contributions diverses de la circonscription ; d'autre part, elle n'a son effet que trente jours après la notification. — Cette notification n'est pas nécessaire en cas de cessation d'industrie de l'abonné, lorsque l'abonnement concerne un établissement soumis aux droits de patente et que la déclaration réglementaire de cesser cette industrie a été régulièrement faite par l'abonné. —

---

(1) *Rec. Alg.*, 1907. 3. 21.

(2) Lire : *observations*.

De son côté, l'administration a la faculté de résilier l'abonnement à toute époque, sans être tenue à aucune formalité ni délai.

Artr 6. — Les contribuables désignés à l'art. 2 du présent arrêté, qui ont été admis à souscrire un abonnement pour le droit d'entrée sur le bois à brûler et les broussailles nécessaires à leur industrie, doivent faire conduire directement au bureau d'entrée, pour en faire la déclaration, et dudit bureau à l'établissement même auquel s'applique l'abonnement et où il doit en être fait l'usage prévu, les combustibles de l'espèce introduits dans le lieu sujet en franchise du droit. — Il est interdit à l'abonné de vendre, céder, échanger, donner ou employer autrement que pour les besoins de son industrie aucune quantité desdits combustibles, ni d'en enlever ou laisser enlever du lieu de leur dépôt dans la localité sujette pour les transporter ailleurs qu'au four ou au foyer de l'établissement où ils doivent être consumés. — Si l'abonnement pour le combustible est résilié, le droit d'entrée est immédiatement exigible sur la totalité du stock existant à ce moment dans l'établissement, ledit stock étant réputé entièrement composé de bois et broussailles introduits en franchise sous le bénéfice de l'abonnement. — Si l'administration le juge nécessaire, les abonnés doivent à chaque introduction, dans le lieu sujet, de bois et broussailles destinés à leur établissement, remettre au bureau d'entrée une déclaration écrite des quantités à introduire ; il peut leur être remis, en échange, un récépissé de leur déclaration que le transporteur doit représenter à toute réquisition du service.

25 mars 1907. — Décret fixant le partage entre la métropole et l'Algérie des excédents disponibles du budget spécial pour l'exercice 1904.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, et du ministre des finances ; — Vu l'art. 13 de la loi du 19 décembre 1900 (1) ; — Vu le décret du 30 septembre 1906, portant règlement définitif du budget de l'Algérie pour l'exercice 1904 (2) ;

Art. 1er. — La situation du fonds de réserve prévu par l'art. 13 de la loi du 19 décembre 1900 est arrêtée, au 30 avril 1905, de la manière suivante :

Fonds de réserve au 30 avril 1904.. ..... (décret du 5 août 1905).	5.000.000 »
Excédent de recettes de l'exercice 1904..... (décret de règlement du 30 septembre 1906).	7.404.471 76
Intérêts des disponibilités des fonds d'emprunt...	425.157 60
Total.....	12.829.629 26
Dont à déduire :	
Prélèvement pour secours aux victimes des événements calamiteux de l'hiver 1903 1904.....	773.867 86
Reste.....	12.055.761 50
Le maximum du fond de réserve étant de.....	5.000.000 »
l'excédent disponible s'élève à.....	7.055.761 50
Dont :	
Un tiers pour la métropole, soit.....	2 351 920 50
Deux tiers pour l'Algérie, soit.....	4.703.841 »

(1) Est. et Lef. *Suppl.* 1900, p. 80 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 138.

(2) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 304.

25 mars 1907. — **Circulaire et instruction du min de la guerre** sur le service du couchage et de l'ameublement dans les troupes métropolitaines (1).

25 mars 1907. — **Arrêté du prem. min. du bey** relatif à l'insertion au *Journal officiel tunisien* des annonces judiciaires et légales concernant la justice indigène.

Vu nos circulaires en date des 17 septembre 1894 (2) et 9 décembre 1903 (3) relatives aux ventes immobilières par autorité de justice ; — Attendu qu'il importe de réduire dans la mesure du possible les frais de justice ;

Art. 1er. — Les annonces judiciaires et légales concernant la justice indigène prescrites par nos règlements ou circulaires, pour la publicité et la validité des actes ou des procédures seront nécessairement insérées, pour toute la régence, dans les éditions française et arabe du *Journal officiel tunisien*.

Art. 2. — Il ne sera perçu, par l'administration du *Journal officiel*, que 0 fr. 25 par ligne d'insertion. En ce qui concerne l'édition française, cette ligne sera de 34 lettres de corps 8, l'alphabet entier pris comme type de justification.

Art. 3. — Il ne sera perçu par l'administration du *Journal officiel* que 0 fr. 15 par ligne lorsque l'annonce sera faite en même temps, à la diligence de la partie intéressée ou du caïd assurant l'exécution du jugement, dans un autre journal de la régence, régulièrement périodique et qu'il en sera justifié par la production d'un exemplaire du journal ayant publié cette insertion.

Art. 4. — Le prix des deux exemplaires justificatifs sera fixé à 0 fr. 50.

26 mars 1907. — **Loi** concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1906, au titre du budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1907, au titre du budget général ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur les exercices 1906 et 1907, au titre des budgets annexes (4).

---

(1) *J. O.*, 27 mars 1907, p. 2437 et s.

L'instruction, comme la circulaire, est commune aux troupes métropolitaines de France, d'Algérie et de Tunisie. Des dispositions spéciales sont toutefois à relever dans les art. 7 et 35.

(2) P. Zeys, v° Justice tunisienne, p. 828.

(3) Circulaire du 8 décembre 1903 ; P. Zeys, *Suppl.* 1903, n° 2338.

(4) *J. O.*, 28 mars 1907, p. 2462.

A noter, parmi les crédits supplémentaires accordés sur le budget général de 1906 :

Subventions aux territoires du sud de l'Algérie.....	1.092.100	»
Études et travaux du chemin de fer d'Aïn-Sefra vers Igli.....	476 436	»

Parmi les crédits annulés sur le même budget :

Défense de Bizerte.....	26.510	»

Parmi les crédits supplémentaires accordés sur le budget général de 1907 :

27 mars 1907. — Loi concernant les conseils de prud'hommes (1).

TITRE VI

DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES AUX COLONIES ET EN ALGÉRIE

Art. 64. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

Art 65. — Elle est applicable à l'Algérie avec les modifications ci-après.

Art. 66. — Sont éligibles les électeurs âgés de trente ans, domiciliés depuis deux ans et sachant lire et écrire le français.

Art. 67. — Dans les circonscriptions où l'importance de la population musulmane le comporte, les conseils de prud'hommes comprennent des assesseurs musulmans. Les décrets d'institution indiquent le nombre des prud'hommes assesseurs musulmans. — Les patrons assesseurs musulmans et les ouvriers ou employés assesseurs musulmans sont toujours en nombre égal dans chaque catégorie.

Art. 68. — Dans les causes où se trouvent un ou plusieurs musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyen français, le bureau de conciliation et le bureau de jugement comprennent, en outre des membres prévus aux art. 21 et 23, deux prud'hommes assesseurs musulmans, l'un patron, l'autre ouvrier ou employé, ayant voix délibérative.

Art. 69. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont élus par les musulmans non admis à la jouissance des droits de citoyen français, inscrits sur la liste électorale municipale et remplissant les conditions indiquées à l'art. 5 de la présente loi. — La liste de ces électeurs est dressée séparément.

Art. 70. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont élus dans la même forme que les autres prud'hommes. — Ils sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité. — Toutefois, pour l'assessorat, il suffit aux candidats de savoir parler français, s'ils savent lire et écrire leur langue maternelle. — Ils ne peuvent faire partie du bureau, mais ils prennent part à sa nomination au même titre que les autres membres.

Art. 71. — Il peut être attaché aux conseils de prud'hommes d'Algérie des interprètes qui sont nommés dans la même forme que le secrétaire ; avant d'entrer en fonctions, ils prêtent le serment professionnel devant le tribunal civil. — Leur traitement est fixé dans les formes prescrites par l'art. 24. —

Art. 72. — Les prud'hommes assesseurs musulmans sont renouvelés par moitié, tous les trois ans, conformément à l'article 11.

TITRE VII

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 73. — Sont abrogés :

....

10° La loi du 23 février 1881 (2).

.....

Études et travaux du chemin de fer d'Aïn-Sefra vers Igli.... 150.000 »

De plus, sur le budget général de 1906, est ouvert un crédit supplémentaire de 18.211 fr., applicable au chap. 57 (Gendarmerie de Tunisie. — Dépenses remboursables) : il y est pourvu par une majoration d'égale somme au paragraphe « Recettes d'ordre proprement dites ; remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie ».

(1) Voy. le texte complet de la loi, *J. O.*, 28 mars 1907, p. 2457.

(2) Est. et Lef., p. 545.

3 septembre 1906 (1). — **Arrêté du dir. gén. des trav. pub.** réglementant le puisage de l'eau aux bornes-fontaines et aux abreuvoirs.

Vu les décrets des 3 septembre 1882 (2) et 25 juillet 1883 (3), portant création et organisation de la direction générale des travaux publics ; — Vu le décret du 14 novembre 1884, portant approbation de la convention du 25 octobre 1884 relative à l'alimentation hydraulique de Tunis et de sa banlieue ; — Vu le décret du 24 septembre 1885 sur le domaine public (4) et le décret du 25 juillet 1897 sur la police et la conservation dudit domaine (5) ; — Considérant qu'en principe les bornes-fontaines sont destinées à satisfaire aux besoins alimentaires, et qu'il importe, surtout en cas de pénurie, qu'elles ne soient pas détournées de leur destination et que tout gaspillage soit évité ; que, d'autre part, il y a lieu de faciliter l'accès et l'usage de ces bornes-fontaines ;

Art. 1er. — Il est interdit de puiser de l'eau aux bornes-fontaines et abreuvoirs avec des tonneaux ou des récipients de plus de cinquante litres de capacité. — Le nombre total des récipients admis pour la même personne ne sera pas supérieur à la charge d'un animal de bât (âne, cheval, mulet ou chameau).

Art. 2. — Les contraventions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément au décret du 25 juillet 1897 sur la police et la conservation du domaine public, sans préjudice des mesures spéciales prescrites par les règlements locaux.

28 mars 1907. — Loi relative aux réunions publiques(6).

Art. 3. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi et celle du 2 janvier 1907 seront applicables à l'Algérie et aux colonies.

3 avril 1907. — Arrêté du dir. gén. des trav. publics divisant, au point de vue du service des mines, le territoire de la régence en neuf subdivisions (*J. O. T.*, 29 mai 1907, p. 445).

5 avril 1907. — Décret relatif à la prophylaxie de mala-

---

(1) Publié seulement au *J. O. T.* du 22 mai 1907.
(2) P. Zeys, v° Travaux publics, n° 1594.
(3) *Ibid.*, n° 1595.
(4) *Rec. Alg.* 1885. 3. 179.
(5) *Rec. Alg.* 1897. 3. 147.
(6) Voy. le texte complet de la loi, *J. O.*, 29 mars 1907, p. 2493.

dies épidémiques ou transmissibles dans les ports de France ou d'Algérie (1).

8 avril 1907. — Arrêté du gouv. gén. fixant les frais de transports judiciaires des administrateurs et adjoints de commune mixte.

Vu le décret du 23 août 1898 sur l'organisation du gouvernement et de la haute administration de l'Algérie (2); — Vu le décret du 16 janvier 1902 portant organisation du régime financier de l'Algérie (3) et notamment l'art. 26 du dit décret, ainsi conçu : « Le gouverneur général dispose seul et sous sa responsabilité des crédits ouverts par le budget de l'Algérie » ; — Vu l'arrêté du 25 avril 1895 déterminant le nombre de tournées que doivent effectuer les administrateurs et leurs adjoints (4) ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Les administrateurs et adjoints de commune mixte recevront pour les transports judiciaires qu'ils effectueront, en sus du nombre de jours de tournées prescrit par l'arrêté précité du 25 avril 1895, une indemnité journalière pour frais de voyage, de nourriture et de séjour fixée à 9 fr. pour les administrateurs et à 7 fr. pour les adjoints.

Art. 2. — Les administrateurs et adjoints auront la faculté de se faire accompagner dans tous leurs transports judiciaires par le khodja interprète de la commune mixte qui aura également droit à une indemnité de 5 fr. par jour.

Art. 3. — Tout transport judiciaire fait à moins de 20 kilom. de la résidence ne sera pas compté comme journée de déplacement.

Art. 4. — Le secrétaire général du gouvernement et le procureur général près la cour d'appel d'Alger sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet à partir du 1er avril 1907.

10 avril 1907. — Décrets relatifs à l'organisation des territoires du sud de l'Algérie.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de la guerre (5) ; —

---

(1) Voy. ce décret, avec le rapport en date du *16 avril* qui le précède, *J. O.*, 17 avril 1907, p. 2962.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 9.

(4) Est. et Lef., p. 1032 ; *Rec. Alg.* 1895. 3. 84.

(5) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le gouverneur général de l'Algérie, d'accord avec M. le général commandant le 19e corps d'armée, a soumis au gouvernement des propositions tendant à modifier l'organisation des territoires du sud de l'Algérie, déterminée par les décrets du 12 décembre 1905. — Les modifications proposées portent sur les points suivants : — *a)* Rattachement au cercle de Colomb (territoire d'Aïn-Sefra) des annexes du Gourara et du Touat. — Ces deux annexes, groupées avec celle du Tidikelt, forment actuellement le territoire

Vu la loi du 24 décembre 1902, portant organisation des territoires du sud de l'Algérie (1) ; — Vu le décret du 14 août 1905, portant règlement d'administration publique sur l'organisation générale de ces territoires (2) ; — Vu le décret du 12 décembre 1905, déterminant les cercles et annexes composant chacun des territoires d'Aïn-Sefra, des oasis, de Ghardaïa et de Touggourt (3) ;

Art. 1er. — Les art. 3, 4, 5 et 7 du décret du 12 décembre 1904, déterminant les cercles et annexes qui entrent dans la composition de chacun des territoires du sud, sont modifiés comme il suit :

Art. 3. — Le territoire d'Aïn-Sefra, dont le chef-lieu est à Aïn-Sefra, comprend : — Le cercle de Géryville ; — Le cercle de Mécheria ; — L'annexe d'Aïn-Sefra ; — L'annexe de Beni-Ounif ; — Le cercle de Colomb, auquel sont rattachées les annexes de Beni-Abbès et du Touat et le poste du Gourara.

Art. 4. — Le territoire des oasis sahariennes dont le chef-lieu est à In-Salah : comprend : — L'annexe du Tidikelt ; — L'annexe d'Ouargla ; — Le poste d'El-Goléa.

Art. 5. — Le territoire de Ghardaïa, dont le chef-lieu est à Laghouat, comprend : — Le cercle de Djelfa ; — L'annexe de Laghouat ; — Le cercle de Ghardaïa.

Art. 7. — Les postes militaires et administratifs de Taghit et de Talzaza, du cercle de Colomb, sont maintenus. — Il est créé un poste militaire et administratif à Fort-Flatters (Temassinine), territoire des oasis sahariennes.

Sur la proposition des ministres de l'intérieur et de la guerre ; — Vu la loi du 24 décembre 1902, portant organisation des territoires du sud de l'Algérie (1) ; — Vu l'art. 5 du décret du 14 août 1905, portant règlement d'administration publique sur l'organisation générale de ces territoires (2) ; — Vu le décret du 12 décembre 1905, portant nomination des commandants militaires des territoires (4) ;

---

des oasis sahariennes ; — *b)* Organisation d'un territoire uniquement saharien, comprenant tous les postes de cette région en relations avec les populations touareg : le bas Touat et le Tidikelt, El-Goléa, Ouargla, Temassinine. — Le but de cette transformation est de mieux assurer l'unité de direction et d'action politiques et militaires dans deux champs d'opérations distincts, le sud oranais d'une part, en contact avec le sud marocain, le sud algérien d'autre part, en contact avec le pays touareg ; — *c)* Attribution au territoire des oasis de l'autonomie administrative posée en principe par le décret du 14 août 1905.

La dualité d'objectif visée ci-dessus étant nettement déterminée, il n'y a plus lieu de maintenir les dispositions de l'art. 2 du décret du 12 décembre, portant nomination de commandants de territoire, dispositions qui laissaient provisoirement le commandant du territoire des oasis sous l'autorité du commandant du territoire d'Aïn-Sefra.

Nous estimons que les modifications proposées présentent des avantages qui sont de nature à les faire accepter. — En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à votre signature les présents décrets qui les sanctionnent.

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 143 ; *Rev. alg.* 1903. 3. 21.

(2) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 261.

(3) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 34.

(4) *Rec. Alg.*, 1906. 3. 35.

Art. 1er. — L'art. 2 du décret du 12 décembre 1905, nommant les commandants militaires des territoires du sud, ainsi conçu : « Exceptionnellement et à titre temporaire, le commandant militaire des oasis relève du commandant du territoire d'Aïn-Sefra pour les questions d'ordre militaire et politique et pour tout ce qui concerne la sûreté de l'Algérie et la police des frontières », est abrogé.

11 avril 1907. — Loi portant élévation du chiffre maximum des émissions de la banque de l'Algérie (1).

Art. 1er. — Le chiffre des émissions de la banque de l'Algérie et de ses succursales, fixé au maximum de 150 millions de fr., est, dès à présent, porté à 200 millions de fr. Il pourra, par décrets rendus sur la proposition du ministre des finances, être porté à 300 millions de fr. par augmentations successives de 50 millions de fr., qui ne pourront intervenir qu'à des intervalles de deux ans au minimum.

Art. 2. — Le capital social de la banque de l'Algérie, fixé à 20 millions par l'article 6 des statuts approuvés par la loi du 5 juillet 1900, sera porté à 25 millions représentés par 50.000 actions de 500 fr. entièrement libérées.

Art. 3. — L'augmentation de la limite d'émission des billets prévue à l'art. 1er est subordonnée à l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires, dans un délai de deux mois à partir de la promulgation de la présente loi, de la modification des statuts de la banque stipulée à l'art. 2.

11 avril 1907. — Arrêté du gouv. gén. portant institution, dans chaque département de l'Algérie, d'un concours pour le recrutement des commis français des communes mixtes.

---

(1) *Extrait* de la discussion à la chambre des députés du projet de loi concernant les émissions de la banque de l'Algérie :

M. Albin Rozet. — Je profite de la discussion du projet de loi sur l'élévation du chiffre maximum des émissions de la banque d'Algérie pour appeler la plus sérieuse attention de M. le ministre des finances sur la très mauvaise qualité du papier des billets de la banque d'Algérie ainsi que sur leur impression absolument défectueuse.

Comme il y a peu de monnaie d'or en Algérie, ces billets sont promptement usagés, fatigués et salis ; souvent ils deviennent de véritables chiffons spongieux et il est surprenant qu'il n'y ait pas plus de fraudes et qu'on ne falsifie pas plus fréquemment de semblables papiers si faciles à imiter à cause de la défectuosité de leur fabrication. Je n'ai pas voulu déposer d'amendement ; mais j'espère que M. le ministre des finances voudra bien tenir compte de mes remarques et en faire part à la banque d'Algérie. Je me suis d'ailleurs, avant de parler, mis entièrement d'accord sur le point que je viens de traiter avec l'honorable rapporteur, M. Cazeneuve. (*Très bien ! très bien !*)

M. Joseph Caillaux, ministre des finances. — J'ai déjà, à plusieurs reprises, avisé de cette situation la banque de l'Algérie et l'observation que vous formulez me donnera une nouvelle force pour demander des améliorations à ce sujet. (*Très bien ! très bien !*).

Vu le décret organique du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (1); — Vu les arrêtés des 12 septembre 1896 (2), 22 novembre 1897 (3) et 18 mars 1905 (4), portant règlement général sur le personnel et le service des bureaux des communes mixtes; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement;

Art. 1er. — Les art. 7 et 20 de l'arrêté susvisé du 12 septembre 1896 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 7 (nouveau). — Les commis français des communes mixtes de l'Algérie sont recrutés par voie de concours ouvert au chef-lieu de chaque département, aux époques déterminées par les préfets. — L'arrêté portant ouverture du concours sera publié au moins deux mois à l'avance; il indiquera toujours le nombre maximum des admissions à prononcer. — Pour être admis à prendre part à ce concours les candidats devront être agréés au préalable par le préfet. — Ils auront à justifier : — 1° Qu'ils sont Français, jouissant de leurs droits; — 2° Qu'ils ont satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée. — Ils devront adresser au préfet du département, vingt jours au plus tard avant l'ouverture du concours, une demande d'inscription accompagnée des pièces suivantes : — 1° Une expédition authentique de leur acte de naissance; — 2° Une pièce constatant leur situation au point de vue militaire; — 3° Un extrait de leur casier judiciaire remontant à moins de trois mois de date; — 4° Un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire de la commune de leur résidence. — Le jury du concours est composé, dans chaque préfecture : — 1° Du secrétaire général pour les affaires indigènes et la police générale, président; — 2° D'un conseiller de préfecture, membre; — 3° D'un chef et d'un sous-chef de bureau de la préfecture, membres. — Un commis principal ou, à défaut, un commis-rédacteur de 1re classe remplira les fonctions de secrétaire. — Le concours comprendra deux parties : les épreuves écrites et les épreuves orales. Le programme des connaissances exigées est fixé ainsi qu'il suit :

Epreuves écrites. — 1° Une dictée sur les principales difficultés de la langue française; — 2° Une composition sur une question d'histoire ou de géographie de France ou d'Algérie; — 3° Deux problèmes sur les quatre règles, les fractions ou le système métrique.

Épreuves orales. — 1° Organisation administrative de l'Algérie (administration centrale, départementale et communale); — 2° Budgets des communes (recettes et dépenses); — 3° Notions sur le fonctionnement des communes mixtes (commissions municipales, djemaâs de douars, impôts arabes, sociétés de prévoyance); — 4° Tribunaux répressifs, indigénat, police judiciaire. — Une seule note sera donnée pour l'ensemble des épreuves orales.

Les appréciations du jury sont exprimées par des chiffres variant de 0 à 10 et ayant respectivement la signification suivante : — 0, Nul; — 1, Mal; — 2, 3, Médiocre; — 4, 5, Passable; — 6, 7, Assez bien; — 8, 9, Bien; — 10, Très bien. — Ces notes sont multipliées, savoir : — Pour la dictée, par le coefficient, 1; — Pour l'histoire et la géographie, par le coefficient, 2; — Pour les problèmes, par le coefficient, 2; — Pour les épreuves orales, par le coefficient, 3. — Ne pourront prendre part à l'épreuve orale que les candidats qui auront obtenu les 6/10es des points attribués aux épreuves écrites, soit 30 points. — Aucun candidat ne pourra être reconnu admissible au grade de commis de commune mixte s'il ne réunit, pour l'ensemble de ses notes

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-1897, p. 42; *Rec. Alg.* 1896. 3. 207.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-97, p. 115; *Rec. Alg.* 1898. 3. 43.

(4) *Rec. Alg.* 1905. 3. 166.

(épreuves écrites et orales), les 7/10es du nombre maximum des points (56 points). — Il sera attribué aux candidats un nombre de points supplémentaires fixé à dix pour ceux qui sont titulaires de la prime (ou diplôme correspondant) de langue arabe ou berbère ou du brevet délivré par l'école supérieure des lettres d'Alger et à huit pour ceux qui ont obtenu la note 1 aux examens spéciaux relatifs à la connaissance pratique d'une de ces deux langues, soit une mention honorable aux examens des primes. — Cette majoration ne figurera pas dans le calcul des points de l'examen écrit, mais elle entrera en ligne de compte, à l'examen oral, pour l'admission définitive et le classement des candidats. — Les résultats du concours seront consignés dans un procès-verbal signé de tous les membres du jury. — Les candidats reconnus admissibles seront classés par ordre de mérite et nommés, dans l'ordre de classement, au fur et à mesure des vacances. — Une copie du procès-verbal des opérations du jury sera adressée au gouvernement général dans la quinzaine qui suivra la clôture de la session.

Sont dispensés du concours, les candidats justifiant de la possession d'un diplôme de licencié en droit, de bachelier de l'enseignement classique ou de l'enseignement moderne ou enfin du certificat supérieur d'études de législation algérienne, de droit musulman et de coutumes indigènes. — Un tiers des emplois de commis leur est réservé. — Les emplois de secrétaire sont réservés en totalité aux commis des communes mixtes. — Ces emplois sont accordés, par avancement, au choix, aux commis parvenus au maximum de leur traitement et comptant au moins deux ans d'ancienneté de grade dans la première classe.

Art. 20 (nouveau). — Les secrétaires et commis de commune mixte subiront sur leur traitement une retenue de 1/20e qui sera versée, pour leur compte, à la caisse des retraites pour la vieillesse à capital réservé ou à capital aliéné, suivant leur choix. — A cette retenue pourra s'ajouter une subvention égale prélevée sur le budget de la commune mixte. Le montant de la retenue et la subvention communale sera déposé, par les soins de l'administrateur, au compte individuel de chacun des ayants droit et constaté sur un livret remis gratuitement à l'intéressé.

Art. 2. — Les secrétaires et commis de commune mixte comptant au moins cinq ans d'exercice dans leur emploi qui se présenteront au concours d'administrateur-adjoint dans les conditions fixées par l'art. 9, § 4, des arrêtés des 25 novembre 1897 et 4 octobre 1902 bénéficieront d'un nombre de points supplémentaires fixé à huit.

12 avril 1907. — **Décret** portant fixation de l'indemnité de déplacement et de l'indemnité de séjour à allouer aux jurés criminels en France.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, — Vu la loi en date du 19 mars, portant qu'à partir de sa promulgation, il sera alloué une indemnité de séjour aux membres du jury criminel qui ont droit à une indemnité de déplacement (1) ; — Vu le décret du 18 juin 1811, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police et tarif général des frais et, notamment, les art. 35, 90 et 91 ; — Vu l'avis du ministre des finances ; — Le conseil d'État entendu ;

---

(1) *Rec. Alg.*, 1907. 3. 152.

Art. 1er. — Il est accordé aux membres du jury criminel, s'ils le requièrent, une indemnité de déplacement de 10 centimes par kilomètre parcouru en allant, et autant pour le retour, lorsqu'à raison des fonctions qu'ils doivent remplir, ils sont obligés de se transporter à plus de 2 kilomètres de leur résidence. — Les membres du jury criminel reçoivent également, dans ce cas, si toutefois ils le requièrent, pendant la durée de la session et pour chaque journée, une indemnité de séjour : — A Paris, de 10 fr. — Dans les villes de 40.000 habitants et au-dessus, de 8 fr. — Dans les autres villes, de 6 fr.

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions du décret du 18 juin 1811 en ce qu'elles sont contraires au présent décret.

12 avril 1907. — Décret relatif à l'organisation du service des monuments historiques. [Extraits] (1).

Art. 4. — Les départements, Corse et l'Algérie comprises, sont répartis entre les architectes en chef, par un arrêté du ministre, après avis des inspecteurs généraux des monuments historiques.

....

Art. 12, al. 2. — La conservation des immeubles classés de l'Algérie continuera à être assurée, sous l'autorité du ministre des beaux-arts, par le service des monuments historiques, sauf les dispositions particulières que comporte l'autonomie financière de l'Algérie. Un arrêté ministériel, pris sur l'avis du gouverneur général, déterminera ces dispositions.

12 avril 1907. — Décret du bey conférant la personnalité civile au musée Alaoui (*J. O. T.*, 17 avril 1907, p. 323).

12 avril 1907. — Décret du bey établissant un droit d'entrée au musée Alaoui (*J. O. T.*, 17 avril 1907, p. 323).

12 avril 1907. — Arrêté du dir. gén. des trav. publics divisant, au point de vue du service ordinaire des travaux publics, le territoire de la régence en cinq arrondissements (*J. O. T.*, 29 mai 1907, p. 446).

17 avril 1907. — Décret du bey relatif à la nomination, au traitement, au classement et à l'avancement des fonctionnaires des établissements scolaires publics, autres que les instituteurs.

Vu les décrets et arrêtés relatifs à la situation du personnel enseignant et

---

(1) Voy. l'ensemble des décrets relatifs à la réunion du service de conservation des édifices cultuels à celui des monuments historiques et à la nomination et aux attributions du personnel de ce service : *J. O.*, 7 mai 1907, p. 3370.

notamment les décrets des 2 janvier 1886 (1), 29 septembre 1893 (2) et 22 février 1902 (3) ; — Sur la proposition de notre directeur de l'enseignement et le rapport de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Tout fonctionnaire de l'enseignement public en Tunisie est considéré, pendant le temps de son séjour dans la régence, comme agent tunisien et, en conséquence, soumis exclusivement aux règles fixées par l'administration du protectorat pour déterminer la situation des fonctionnaires, notamment les conditions (4) de nomination, d'exercice et d'avancement.

Art. 2. — Les directeurs des établissements d'enseignement secondaire et des écoles normales et professionnelles sont nommés par nous, sur la proposition du directeur de l'enseignement public. — Les censeurs, économes, surveillants généraux, professeurs et inspecteurs sont nommés par notre premier ministre, sur la proposition du directeur de l'enseignement public. — Les autres fonctionnaires sont nommés par le directeur de l'enseignement public.

Art. 3. — Le personnel des établissements d'instruction, instituteurs et institutrices exceptés, est réparti en six classes.

Art. 4. — Les traitements du personnel et les indemnités afférentes à certains titres ou emplois spéciaux sont fixés dans le tableau ci-annexé (5).

Art. 5. — L'avancement a lieu, dans la limite des crédits disponibles, partie au choix et partie à l'ancienneté d'après les proportions suivantes. — — Pour les classes inférieures à la seconde, moitié au choix et moitié à l'ancienneté ; pour la 2e et la 1re classe, deux tiers au choix et un tiers à l'ancienneté. — Les promotions se font, sur la proposition des chefs d'établissement, dans les conditions indiquées ci-dessus. Elles partent du 1er janvier de chaque année.

Art. 6. — Les promotions des titulaires aux différentes classes ont lieu après un nombre d'années de services dans la classe immédiatement inférieure fixé de la manière suivante :

	AU CHOIX	DE DROIT
De la 6e à la 5e cl.	après 2 ans	après 3 ans
De la 5e à la 4e cl.	après 3 ans	après 4 ans
De la 4e à la 3e cl.	après 4 ans	après 5 ans
De la 3e à la 2e cl.	après 4 ans	après 6 ans
De la 2e à la 1re cl.	après 4 ans	après 6 ans

Les anciennetés de classe ci-dessus sont réduites d'une unité pour les fonctionnaires :

De la 2e classe comptant 54 ans d'âge ;
De la 3e classe comptant 50 ans d'âge ;
De la 4e classe comptant 47 ans d'âge ;
De la 5e classe comptant 45 ans d'âge.

---

(1) *Rec. Alg.* 1886. 3. 30.

(2) P. Zeys, vo Enseignement public, no 584.

(3) P. Zeys, *Suppl.* 1902, no 1910.

(4) Ces conditions sont indépendantes de la situation éventuelle des agents dans le cadre français. Un fonctionnaire détaché d'un service métropolitain et y conservant ses droits à l'avancement peut être promu en France à un grade ou à un traitement supérieurs sans que cela implique une promotion correspondante en Tunisie, de même il peut recevoir de l'avancement en Tunisie, sans qu'une promotion correspondante ait été accordée dans la métropole (Note du décret du bey).

(5) Voy. le tableau annexé, *J. O. T.*, 20 avril 1907, no 335.

Art. 7. — L'avancement des fonctionnaires dans chaque classe pourra, par mesure disciplinaire notifiée aux intéressés, être retardé d'un an ou de deux ans au maximum après les délais fixés pour l'avancement de droit.

Art. 8. — Tout fonctionnaire appelé à un poste d'enseignement en Tunisie et n'ayant pas de services antérieurs débute à la dernière classe de la catégorie dans laquelle il est rangé. — Les fonctionnaires qui ont des services dans l'enseignement public en France sont rangés, à leur entrée en fonctions en Tunisie, avec leur ancienneté de classe, dans la classe dont le traitement, majoration tunisienne non comprise, correspond à leur classe de France. Leurs promotions ultérieures leur sont accordées d'après les règles fixées aux art. 5, 6 et 7 du présent décret.

Art. 9. — Un tableau de classement sera dressé et publié chaque année par la direction de l'enseignement : tous les membres du personnel administratif et enseignant y prendront rang, dans chaque catégorie et dans chaque classe, par ordre d'ancienneté de promotion. — A égalité d'ancienneté de promotion, le rang sera déterminé par l'ancienneté totale de services. A égalité de services, le rang sera déterminé par l'âge.

Art. 10. — Chaque année, la liste des promotions sera établie conformément aux art. 5, 6, 7 et 8, dans l'ordre suivant : — 1° Promotions de droit ; — 2° Promotions au choix.

Art. 11. — Ont droit au logement ou à une indemnité représentative, les chefs d'établissement, censeurs, économes et surveillants généraux.

Art. 12. — Le nombre maximum des heures de service par semaine exigibles des professeurs est fixé ainsi qu'il suit : — Professeurs donnant l'enseignement dans les classes élémentaires de lycée, 24 heures ; — Professeurs donnant l'enseignement dans les classes du 1er cycle, 18 heures ; — Professeurs donnant l'enseignement dans les classes du 2e cycle, 16 heures ; — Professeurs donnant l'enseignement dans les deux cycles, 16 heures ; — Professeurs d'école normale, 18 heures (dont 16 pour des leçons donnant lieu à des corrections de devoirs).

Art. 13. — Le nombre maximum des heures de service par semaine exigibles des fonctionnaires chargés de la surveillance est fixé à 36, chaque service de dortoir étant compté pour 2 heures.

Art. 14. — Les heures supplémentaires d'enseignement sont payées aux professeurs licenciés ou assimilés sur le taux de 180 fr. par heure et par année scolaire, aux professeurs bacheliers sur le taux de 120 fr. par heure et par année scolaire, aux professeurs de dessin, gymnastique, musique, travail manuel, sur le taux de 100 fr. par heure et par année scolaire. — Aucun fonctionnaire ne peut se refuser, le cas échéant, à faire au moins 3 heures supplémentaires. — Aucune heure supplémentaire ne peut être ajoutée au service normal d'un fonctionnaire, sans l'autorisation du directeur de l'enseignement.

Art. 15. — *Dispositions transitoires.* — Les relèvements de traitement prévus au présent décret seront réalisés dans un délai de trois années à partir du 1er janvier 1907, dans la limite des crédits inscrits au budget. — Les fonctionnaires qui, pendant cette période transitoire, obtiendront une promotion, recevront, en entrant dans la classe supérieure, le traitement provisoire afférent à cette classe. — Les traitements actuels dépassant ceux qui sont prévus au présent décret ne pourront être diminués.

Art. 16. — Les dispositions contraires des décrets et arrêtés relatifs à la situation du personnel enseignant, notamment des décrets des 2 janvier 1886, 29 septembre 1893 et 22 février 1902 sont et demeurent abrogées.

18 avril 1907. — Décret du bey réglementant le fonctionnement des écoles primaires avec internat.

Sur la proposition de notre directeur de l'enseignement, l'avis de notre directeur des finances et le rapport de notre premier ministre ;

Un internat peut être annexé aux écoles primaires de garçons ou de filles. — Ces internats reçoivent des pensionnaires et des demi-pensionnaires. — Les pensionnaires peuvent être admis à partir de l'âge de sept ans. — Les demi-pensionnaires à partir de l'âge de six ans, — Le prix de la pension est fixé à 40 fr. par mois. — Le prix de la demi-pension à 15 fr. par mois. — Il est en outre versé, par les élèves pensionnaires, le premier mois de l'année scolaire, ou au moment de l'admission pour les élèves nouveaux, une somme de 5 fr. pour frais de correspondance et fourniture de savon, lacets de souliers, cirage, etc. — Les frais de pension et de demi-pension sont payables par mois et d'avance.

Sont compris dans le prix de la pension : — La nourriture, les livres et fournitures classiques, le blanchissage et le raccommodage. — Les demi-pensionnaires n'ont droit qu'au repas de midi et au goûter.

Les directeurs et directrices d'internats primaires sont chargés, à leurs risques et périls, de la gestion financière de leur établissement, mais sous le contrôle du directeur de l'enseignement. — Ils perçoivent le montant des pensions et demi-pensions et les frais de correspondance et fournitures à charge d'en délivrer des quittances extraites d'un registre à souche et majorées du droit de timbre dû à l'État ; moyennant cette perception ils pourvoient aux dépenses nécessitées par le fonctionnement de l'internat, savoir : — 1° Nourriture des élèves ; — 2° Blanchissage et raccommodage ; — 3° Entretien et renouvellement du menu matériel mis à la disposition de l'école par la direction de l'enseignement (ustensiles divers, assiettes, verres, lampes, etc.) ; — 4° Abonnement à l'eau destinée à l'irrigation ; — 5° Frais de culture du jardin, dont les produits appartiennent au directeur ou à la directrice ; — 6° Salaire du personnel domestique employé au service de l'internat ; — 7° Frais de correspondance avec les parents et frais de recouvrement de la pension ; — 8° Fourniture des menus objets de toilette : savon, cirage, etc. — Les dépenses se rapportant au traitement du personnel, aux réparations des locaux, aux frais de première installation, sont à la charge de l'État.

Des subventions peuvent être versées contre quittances à souche majorées du droit de timbre par la direction de l'enseignement aux directeurs et directrices d'internats primaires à la décharge de certains élèves pensionnaires pour lesquels le prix total de la pension est alors ramené à la somme de 35 fr. par mois.

Notre directeur de l'enseignement est chargé de l'application du présent décret et autorisé à créer des internats primaires par voie d'arrêté et à définir le règlement intérieur.

18 avril 1907. — Décret du bey modifiant l'art. 9 du décret du 28 novembre 1889 portant réglementation des fonctions de khalifa.

Art. unique. — L'art. 9 du décret du 28 novembre 1889 (1) est ainsi modifié :

« Le même agent ne peut être titulaire des fonctions de khalifa et de celles de cheikh. Mais tout cheikhat vacant pour une cause quelconque doit être géré par le khalifa le plus rapproché ; en ce cas le khalifa est soumis à toutes

(1) *Rec. Alg.* 1890, 3. 9.

les obligations incombant au cheikh du territoire. — A défaut de khalifa dans le caïdat, le cheikhat vacant sera géré par l'un des cheikhs des territoires voisins, et de préférence par le plus ancien en fonctions. »

20 avril 1907. — Décret autorisant le gouvernement tunisien à réaliser, par voie d'emprunt, à valoir sur la somme de 75 millions prévue par la loi du 10 janvier 1907, une somme de 20 millions (1).

20 avril 1907. — Décret du bey autorisant la réalisation d'un premier emprunt de 20.000.000 de francs sur l'emprunt de 75.000.000 de francs autorisé par la loi française du 10 janvier 1907. *(J. O. T.*, 1er mai 1907, p. 369).

20 avril 1907. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la nomination et l'avancement des gardiens de phare de la colonie.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (2) ; — Vu l'arrêté du 29 décembre 1900 portant délégation de pouvoirs aux préfets et aux généraux commandant les divisions de l'Algérie (3) ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Est rapportée la délégation faite aux autorités préfectorales par le paragraphe 120 (travaux publics, mines) de l'art. 1er de l'arrêté susvisé du 29 décembre 1900 en ce qui concerne la nomination et l'avancement des maîtres et gardiens de phare. — Les autres dispositions du même paragraphe sont maintenues.

20 avril 1907. — Circulaire du gouv. gén. relative à la nomination et à l'avancement des gardiens de phare de la colonie.

L'arrêté gouvernemental du 29 décembre 1900 portant délégation de pouvoirs aux préfets et aux généraux commandant les divisions en Algérie, vous a conféré (§ 120) le droit de nomination et d'avancement des maîtres et gardiens de phare. — Depuis lors, j'ai, à différentes reprises, constaté que cette délégation a eu pour résultat de compliquer la solution des affaires qu'elle vise spécialement, parfois aussi de soulever des difficultés d'ordre budgétaire et enfin de ne pas toujours se prêter à l'observation rigoureuse des dispositions de la loi sur le recrutement de l'armée qui réserve aux

---

(1) Voy. ce décret et le rapport qui le précède, *J. O.*, 23 avril 1907, p. 3074.
(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89; *Rec. Alg.* 1898, 3. 161.
(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 114 ; *Rec. Alg.* 1900, 3. 170.

anciens militaires la totalité des emplois en question. — J'ai été amené ainsi à constater qu'il y avait intérêt, sous tous les rapports, comme avant 1900 et par analogie avec ce qui a eu lieu dans la métropole, où les gardiens de phare sont nommés par le ministre des travaux publics qui statue également sur leur avancement, à ce que le gouverneur général reprît son droit de décision en la matière. — En conséquence, par un arrêté de ce jour dont vous trouverez ci-joint ampliation (1), j'ai rapporté, en ce qui concerne les maitres et gardiens de phare, la délégation faite aux autorités préfectorales par le paragraphe 120 de l'art. 1er de l'arrêté susvisé du 29 décembre 1900.

Je vous prie de vouloir bien m'adresser dans le plus bref délai possible, avec leurs dossiers, un état nominatif des maîtres et gardiens de phare actuellement en fonctions dans votre ressort administratif, état qui devra contenir les indications suivantes : — 1° Date de l'entrée en fonctions ; — 2° Date de la nomination au grade actuel ; — 3° Résidence; — 4° Montant des allocations accessoires de toute nature attribuées à chaque gardien.

J'adresse directement à MM. les ingénieurs en chef des ponts et chaussées une expédition de la présente circulaire et de l'arrêté qui en fait l'objet. Celui-ci sera d'ailleurs inséré au *Bulletin officiel* du gouvernement général et au *Mobacher*.

22 avril 1907. — Arrêté du gouv. gén. fixant les conditions d'admission à l'école coloniale d'apprentissage de Dellys (Alger) (*B. O.*, n° 1837, 18 mai 1907, p. 390).

22 avril 1907. — Arrêté du gouv. gén. fixant le programme des études à l'école coloniale d'apprentissage de Dellys (Alger) (*B. O.*, n° 1837, 18 mai 1907, p. 394).

24 avril 1907. — Décret rendant exécutoire en Algérie le décret du 14 février 1906, concernant les dépôts de dynamite.

Vu le décret du 28 octobre 1882, concernant la vente et le transport de la dynamite ; — Vu le décret du 14 février 1906, qui a modifié l'art. 7 du décret précité ; — Vu le décret du 27 juillet 1905, rendant applicable en Algérie, sous certaines réserves, le décret du 28 octobre 1882 (2) ; — Vu l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie en date du 13 juillet 1906 ; — Sur la proposition du gouverneur général de l'Algérie et sur les rapports des ministres du commerce et de l'industrie, de l'intérieur, des finances, de la guerre et des travaux publics, des postes et des télégraphes ;

Art. 1er. — Le décret du 14 février 1906 est déclaré exécutoire en Algérie.

29 avril 1907. — Décrets relatifs à la reconstitution

---

(1) V. ci-dessus.

(2) *Rec. Alg.* 1905. 3. 246.

des cadres de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères (1).

7 mai 1907. — **Décret** portant règlement des passages du personnel de la marine sur les bâtiments du commerce (2).

7 mai 1907. — **Instruction du min. de la marine** réglant les conditions dans lesquelles le personnel relevant du département de la marine effectue individuellement la traversée de la Méditerranée pour se rendre de France en Corse, Algérie ou Tunisie et *vice versa*, ainsi que sur le littoral corse, algérien ou tunisien (3).

7 mai 1907. — **Arrêté du gouv. gén.** portant création d'une mahakma à Colomb (territoire militaire d'Aïn-Sefra).

11 mai 1907. — **Arrêté du gouv. gén.** déterminant les indemnités fixes allouées aux fonctionnaires et agents des services des ponts et chaussées et des mines en Algérie.

Vu le décret du 18 août 1897 portant organisation du service des travaux publics en Algérie (4) ; — Vu l'arrêté gouvernemental du 29 décembre 1904 portant révision des indemnités fixes allouées aux fonctionnaires et agents des services des ponts et chaussées et des mines en Algérie (5) ; — Vu le décret du 18 décembre 1906 fixant les traitements des ingénieurs des ponts et chaussées et des ingénieurs auxiliaires ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — A partir du 1er mai 1907, les ingénieurs des ponts et chaussées et les ingénieurs auxiliaires appartenant au cadre métropolitain et détachés en Algérie recevront, outre le traitement affecté à leur grade d'après le décret

---

(1) Voy. le texte de ces décrets et les rapports qui les accompagnent, *J. O.* 3 mai 1907, p. 3265. — L'art. 7 du second de ces décrets classe dans les attributions de la *direction des affaires politiques et commerciales* : à la sous-direction d'Europe, Afrique et Océanie... correspondance et travaux politiques, commerciaux, financiers et contentieux, concernant:... en Afrique, la Tunisie, le Maroc... ; — à la sous-direction du Levant :.. centralisation des affaires musulmanes.

(2) Voy. le décret et le rapport qui le précède, *J. O.*, 16 mai 1907, p. 3537. — L'art. 8 renvoie à une décision ministérielle le règlement des passages par paquebots subventionnés faisant le service entre la France, la Corse, l'Algérie et la Tunisie, ainsi que sur le littoral algérien ou tunisien.

(3) *J. O.*, 16 mai 1907, p. 3538.

(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-97. p. 105 ; *Rec. Alg.* 1897. 3. 162.

(5) Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 109 ; *Rec. Alg.* 1905. 3. 109.

du 18 décembre 1906, les indemnités fixes ci-après comprenant le supplément qui leur était précédemment alloué au titre du quart colonial : — Inspecteur général de 2e classe, 9.500 fr. ; — Ingénieur en chef : de 1re classe, 7.000 fr. ; de 2e classe, 6.500 fr. ; — Ingénieurs ordinaires : ffons d'ingénieurs en chef, 7.500 fr. ; — Ingénieurs ordinaires : de 1re classe, 6.500 fr. ; de 2e classe, 5.500 fr. ; de 3e classe, 4.500 fr. ; — Ingénieurs auxiliaires, 5.000 fr.

Art. 2. — La retenue du premier douzième sur l'augmentation du traitement des ingénieurs de toutgrade sera répartie sur une période de quatre mois.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

16 mai 1907. — Décret portant modification dans la composition du conseil de gouvernement et du conseil supérieur de l'Algérie (1).

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur ; — Vu l'art. 1er des décrets des 11 août 1875 (2) et 23 août 1898 (3), relatifs à la composition du conseil de gouvernement et du conseil supérieur de gouvernement ; — Vu les art. 2 et 43 de la loi du 9 décembre 1905 (4) ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — L'archevêque d'Alger cesse d'être compris au nombre des membres du conseil de gouvernement et du conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie,

18 mai 1907. — Décret du bey modifiant la composition de la commission de perfectionnement instituée auprès du service de la ghaba par le décret du 28 décembre 1902 (*J. O. T.*, 29 mai 1907, p. 445).

20 mai (5) **1907. — Décret du bey** sur l'organisation et le fonctionnement des sociétés de prévoyance indigènes.

Vu la législation tunisienne sur le crédit mutuel agricole ; — Considérant que cette législation, bien que bénéficiant aux populations agricoles indigènes, ne leur donne pas les moyens de se procurer les céréales nécessaires à leurs ensemencements ou d'assurer aux indigents les moyens de subsister pendant les périodes critiques ; — Considérant qu'il convient d'édicter une législation appropriée à ces besoins et propre, en outre, à développer chez

---

(1) V. notre article, *La composition du conseil supérieur de gouvernement et l'exclusion de l'archevêque d'Alger* (le décret du 23 août 1898, la loi du 19 décembre 1900 et le décret du 16 mai 1907), *Rev. Alg.* 1907. 1. 153.

(2) Est. et Lef., p. 464.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 92 ; *Rev. Alg.* 1898. 3. 168.

(4) *Rev. Alg.* 1906. 3. 19.

(5) Ce texte, daté du 20 mai au titre, est daté du 20 avril à la signature pour promulgation du résident général.

nos sujets indigènes les idées d'association, de solidarité et de mutualité ; — Considérant que l'État a pour devoir d'organiser, de surveiller et d'aider dans la mesure du possible les associations spéciales constituées dans ce but ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement, du directeur des finances et du directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et sur la présentation de notre premier ministre ;

TITRE PREMIER

ORGANISATION DES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE INDIGÈNES

Art. 1er. — Il est institué dans chacun des caïdats de la régence, une *société indigène de prévoyance, de prêts, de secours et de mutualité agricole.* — Cette société a la personnalité civile. Elle peut ester en justice et posséder des objets mobiliers.

Art. 2. — Peuvent seuls faire partie de la société tous les cultivateurs indigènes inscrits à l'un des rôles de l'achour, du canoun ou de l'impôt foncier spécial de Djerba à partir de 1907 inclusivement. — Tout cultivateur qui adhère à la société est maintenu comme sociétaire tant qu'il n'a pas notifié au président du conseil d'administration son intention de se retirer de la société. Sa déclaration ne produit effet que pour l'avenir et ne le libère pas des cotisations échues et non encore acquittées. — Le sociétaire démissionnaire perd tout droit à l'actif social et au bénéfice des prêts et secours de la société dont il cesse de faire partie. En cas de réintégration, il ne reconquiert pas ses droits antérieurs à l'actif social. — Le bénéficiaire d'un prêt ne peut quitter la société pendant la durée du prêt.

Art. 3. — La société a pour but : — 1° De permettre par des prêts en nature ou en argent à ses adhérents de faire leurs ensemencements, et de développer et d'améliorer leurs cultures et leurs plantations, et d'améliorer et d'augmenter leur outillage agricole et leurs troupeaux ; — 2° De consentir des prêts à d'autres sociétés indigènes de prévoyance ; — 3° De venir en aide par des secours temporaires aux indigènes pauvres, cultivateurs ou ouvriers, gravement atteints par les maladies, les accidents, les calamités agricoles, épizooties, etc... ; — 4° De contracter des assurances collectives contre l'incendie, la grêle, etc... ; — 5° De créer des associations coopératives d'achats et de ventes entre ses adhérents. — Il est interdit aux sociétés de prévoyance de s'associer entre elles.

Art. 4. — Chaque société a son siège social au chef-lieu du caïdat. — Elle se subdivise, pour la facilité de ses opérations, en vertu d'arrêtés du premier ministre, en sections locales composées chacune d'un ou de plusieurs cheikhats.

Art. 5. — La section locale est représentée par un comité composé des cheikhs de la région, membres de droit, et en outre, de deux des principaux agriculteurs de chaque cheikhat, choisis pour trois ans par le gouvernement sur les propositions du caïd, du cadi, du naïb des habous et du doyen des notaires de la section et sur l'avis du contrôleur civil. La présidence du comité de la section est attribuée à l'un des cheikhs, lequel est désigné par la section à la majorité des voix. — Un notaire de la région, choisi et agréé comme il vient d'être dit, tient gratuitement toutes les écritures de la section.

Art. 6. — La société est administrée par un conseil composé du caïd, président, d'un délégué du directeur des finances, et des présidents des comités des sections locales. — Un des secrétaires du caïd, notaire, remplit gratuitement les fonctions de secrétaire du conseil. — Le contrôleur civil peut assister ou se faire représenter aux délibérations du conseil et des sections. — Des arrêtés du premier ministre publiés au *Journal Officiel* indiquent les noms des membres des conseils d'administration.

Art. 7. — Il est institué à Tunis un conseil de contrôle et de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance composé du secrétaire général du gouvernement, ou de son délégué, président, et d'un haut fonctionnaire de chacune des directions des finances et de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. — Un fonctionnaire de la direction des finances remplit auprès de ce conseil les fonctions de secrétaire.

Art. 8. — Les sociétés de prévoyance ne peuvent être dissoutes que par décret. En cas de dissolution, la liquidation d'une société est poursuivie par le secrétaire général du gouvernement et le directeur des finances. Après le paiement des engagements contractés par la société et notamment le remboursement à l'État de l'avance faite à la société dans les termes de l'art. 10 ci-après, l'actif social sert en premier lieu, à restituer aux sociétaires existant à l'époque de la dissolution, soit intégralement, soit au marc le franc, le montant de leurs versements respectifs, sans intérêts. Le surplus, s'il en existe, est affecté par le gouvernement, à l'exécution, dans le caïdat, de travaux d'utilité publique intéressant exclusivement l'agriculture indigène.

TITRE II

RESSOURCES DES SOCIÉTÉS

Art. 9. — Les ressources des sociétés se composent : — 1° Des cotisations annuelles des adhérents. Elles consistent en centimes additionnels, au principal, sans aucune réduction, des cotes de l'achour, du canoun et de l'impôt spécial de Djerba afférents aux immeubles situés dans les circonscriptions respectives des sociétés. L'adhérent doit les centimes additionnels sur tous ces impôts et ne peut limiter sa cotisation à l'un d'eux seulement ; — 2° Du bénéfice réalisé par les sociétés sur le supplément de 5 p. 100 par an obligatoirement exigible, à titre de frais de gestion, en sus du montant en principal de tous les prêts et avances consentis, à quelque titre que ce soit, par les sociétés ; — 3° Des dons et legs que les arrêtés de notre premier ministre peuvent autoriser les sociétés à recueillir ; — 4° De l'actif net des sociétés actuelles transféré aux nouvelles sociétés en vertu de l'art. 32 ci-après ; — 5° Des produits à provenir des emplois à titre provisoire des fonds disponibles. Le directeur des finances est autorisé à effectuer ces emplois au vu des propositions du conseil de contrôle et de surveillance.

Art. 10. — Pour encourager et aider les sociétés indigènes de prévoyance, il leur sera avancé par l'État, sans intérêts, par prélèvement sur le million qui lui a été prêté par la banque de l'Algérie aux termes de la convention annexée au décret du 8 janvier 1904, une somme égale au double du produit des centimes additionnels de l'achour et du canoun de 1907 et de l'impôt foncier de Djerba de 1908 encaissés par les sociétés avant le 1er mai 1908. Le total de ces avances ne pourra excéder 500.000 fr. Au cas où le double du produit des centimes additionnels ci-dessus prévus excèderait ce maximum, il serait procédé à une réduction proportionnelle du dépassement. Les sociétés devront rembourser ces avances à l'État dans les six mois qui précèderont la date à laquelle celui-ci devra lui-même rembourser la banque de l'Algérie.

Art. 11. — Le nombre annuel des centimes additionnels est le même pour tout le caïdat et pour tous les impôts. Il est fixé par le conseil d'administration de la société. Il peut être supérieur à 10 tant que l'actif global des sociétés de prévoyance indigènes n'atteint pas quatre millions, non compris les avances de l'État.

Art. 12. — Le produit des centimes additionnels d'achour, l'actif net des sociétés actuelles et la part attribuée aux sociétés nouvelles dans les avances de l'État au prorata des centimes d'achour sont affectés en principe à des

prêts de semences. — Le produit des centimes additionnels du canoun et de l'impôt foncier spécial de Djerba et de la part attribuée aux sociétés dans les avances de l'État au prorata de ces centimes sont en principe affectés aux besoins des plantations d'oliviers et de palmiers. — Le produit des centimes additionnels et les avances de l'État peuvent, après satisfaction des besoins, s'il en existe, prévus aux deux alinéas qui précèdent, servir à des prêts destinés, soit à assister d'autres sociétés indigènes de prévoyance dont les ressources sont insuffisantes, soit à combattre ou à prévenir l'usure parmi les propriétaires des biens grevés des impôts auxquels se rapportent les centimes additionnels. — Le conseil de contrôle et de surveillance détermine au mois de juillet l'importance respective des sommes à consacrer au cours de la campagne suivante, dans chaque société, aux prêts de semences, aux prêts pour plantations, et à ceux destinés à d'autres sociétés ou à combattre l'usure. — Les produits prévus au n° 5 de l'art. 9 ci-dessus, le boni des frais de gestion exigés des divers emprunteurs, et le produit des dons et legs, sont affectés à la constitution d'un fonds de secours destiné à venir en aide aux indigents de la classe agricole en cas de disette.

TITRE III

RÉGLEMENTATION DES PRÊTS ET SECOURS

Art. 13. — Sont seuls admis aux prêts les membres des sociétés indigènes de prévoyance non démissionnaires et qui justifient, à l'appui de leurs demandes, du paiement des cotisations échues de l'année grégorienne courante et de l'année précédente. — Le sociétaire n'a droit aux prêts que dans la société dont il fait partie, à moins d'une autorisation spéciale du conseil de contrôle et de surveillance. — Les prêts proposés par les sociétés ne peuvent être consentis par elles qu'après autorisation du conseil de contrôle et de surveillance et dans les limites et sous les réserves qu'il juge nécessaire d'indiquer.

Art. 14. — Les actes de prêts sont établis dans la forme prescrite par le directeur des finances. Ils sont signés par les emprunteurs et les garants s'ils savent écrire ou, s'ils sont illettrés, par le notaire remplissant les fonctions de secrétaire du conseil d'administration de la société.

Art. 15. — Les sociétés ne peuvent proposer de prêts de semences qu'en faveur des cultivateurs cautionnés par deux garants solvables. — L'importance des prêts est proportionnée à la solvabilité des emprunteurs et de leurs garants, et aux besoins comparatifs et reconnus des cultivateurs de la section. — L'achat et le transport au lieu de distribution des grains destinés aux emprunteurs sont assurés par les soins de la direction de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. — Les grains sont livrés aux emprunteurs eux-mêmes par un bureau de distribution composé, sous la présidence du président de la société ou de son délégué, d'un représentant du directeur des finances, d'un agent du contrôle civil, si les exigences du service le permettent, et du notaire remplissant les fonctions de secrétaire du conseil d'administration de la société. — Les grains prêtés pour semences aux cultivateurs sont incessibles ou insaisissables pour quelque cause et à quelque titre que ce soit. Tout auteur, co-auteur ou complice de cession ou de saisie ou de tentative de cession ou de saisie sera puni d'une amende de 50 à 500 fr. et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de trois à trente jours. — Les prêts de semences sont remboursables du 15 juillet au 15 septembre de l'année suivante. Le remboursement doit être fait en argent, et comprend le prix d'achat augmenté des frais de transport, de distribution et du supplément obligatoire de 5 p. 100 par an à titre de frais de gestion prévu par le n° 2 de l'art. 9.

Art. 16. — Les prêts pour création ou amélioration d'olivettes et de palmeraies, ne peuvent être consentis qu'à des propriétaires justifiant de leurs droits, et s'il y a lieu, du paiement de leurs cotisations courantes et antérieures. Ils doivent être cautionnés par deux garants solvables ou par une hypothèque ou un nantissement sur la propriété. — En cas de demandes concurrentes, la préférence est accordée aux propriétaires qui se proposent d'améliorer des plantations déjà existantes.

Art. 17. — Les prêts de société à société autorisés par les art. 3 numéros 2 et 12, 3e alinéa, ne peuvent être consentis qu'avec l'autorisation du conseil de contrôle et de surveillance. — Les actes constatant des prêts sont établis dans la forme prescrite par le directeur des finances.

Art. 18. — Les sociétés de prévoyance indigènes peuvent, pour combattre ou prévenir l'usure, faire des prêts destinés à permettre aux emprunteurs, soit d'éteindre des dettes antérieures, soit de se procurer les ressources nécessaires à l'acquisition ou à l'amélioration de leur outillage agricole et de leur bétail. — Ces prêts sont garantis soit par des cautions solvables, soit par des hypothèques ou nantissements.

Art. 19. — Le conseil d'administration d'une société indigène de prévoyance peut contracter des assurances contre l'incendie des récoltes, la grêle, etc... Ces assurances doivent faire l'objet d'un contrat spécial pour chaque section, lequel contrat, signé au nom de la société, par le président du conseil d'administration, n'est valable qu'avec l'autorisation du conseil de contrôle et de surveillance. Le montant de la prime ou des primes totalisées, s'il est contracté des assurances de plusieurs natures, doit se renfermer dans les limites des disponibilités de la société, à moins que les sociétaires de la section ne s'engagent à verser le surplus. — En cas de sinistre, le montant de la somme à payer par la compagnie d'assurance est versé à la société. La répartition en est faite par le conseil d'administration, au prorata des pertes subies par les sociétaires assurés et sinistrés.

Art. 20. — En cas de disette, les sociétés indigènes de prévoyance peuvent allouer aux khammès, métayers, ouvriers agricoles, etc., à titre de secours, et par prélèvement sur le fonds prévu au dernier alinéa de l'article 12 ci-dessus, des avances remboursables. — La liste des besogneux de la classe agricole à secourir dans ces conditions et des sommes à leur allouer, soit en grains, soit même en argent, s'il y a lieu, est arrêtée par le conseil de contrôle et de surveillance. — Les avantages doivent être cautionnés par deux garants solvables — Il est procédé, pour la rédaction des actes d'avances et l'achat et la distribution des grains s'il y a lieu, suivant les formes tracées aux art. 14 et 15 ci-dessus. — En cas de calamités exceptionnelles, le gouvernement peut, sur les propositions des sociétés et l'avis conforme du conseil de contrôle et de surveillance, autoriser par décret la remise au profit des emprunteurs dénués de toutes ressources, soit seulement des frais de gestion, soit, en outre, d'une partie, et même, s'il est nécessaire, de la totalité du capital prêté.

Art. 21. — Les sociétés indigènes de prévoyance peuvent obtenir de l'État des avances à long terme sur le produit des redevances annuelles de la banque de l'Algérie, dans les conditions déterminées par la législation spéciale, en faveur des associations coopératives créées dans leur sein. Elles sont alors garantes de ces avances au même titre que les sociétés régionales de crédit mutuel agricole auxquelles elles sont assimilées pour cet objet spécial.

TITRE IV

ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS

Art. 22. — Les comités des sections des sociétés de prévoyance tiennent chaque année, du 1er au 10 août, une session obligatoire dont la durée ne

peut excéder 10 jours. Cette session a pour objet la réception des demandes de prêts, leur examen et l'établissement de la liste des demandes que le comité propose d'accueillir. — Les délibérations des comités, accompagnées des pièces nécessaires, doivent être adressées au conseil d'administration de la société dans les deux jours de leur date.

Art. 23. — Les conseils d'administration des sociétés de prévoyance tiennent deux sessions obligatoires : — La première du 10 au 15 avril et qui ne peut durer plus de deux jours, pour fixer le nombre de centimes additionnels qui doit être uniforme pour tout le caïdat ; la deuxième, du 1er au 15 septembre et dont la durée ne peut dépasser 10 jours, pour arrêter les listes de prêts qu'il peut y avoir lieu de consentir pour la campagne suivante. — Exceptionnellement la première session obligatoire de 1907 aura lieu du 1er au 15 juin. — Les délibérations des conseils d'administration accompagnées de celles des comités des sections et de toutes les justifications nécessaires doivent parvenir à notre premier ministre par l'intermédiaire des contrôleurs civils dans les cinq jours de leur date.

Art. 24. — En dehors des sessions prévues au précédent article, les comités des sections et les conseils d'administration peuvent se réunir en sessions extraordinaires sur l'autorisation du premier ministre, pour l'examen des questions non prévues au programme des sessions obligatoires.

Art. 25. — Pour être valables, les réunions tant des comités de sections que des conseils d'administration doivent comprendre les trois quarts au moins des membres de ces corps, et les décisions doivent être prises à la majorité des membres présents.

Art. 26. — Le conseil de contrôle et de surveillance approuve, annule ou modifie en dernier ressort les décisions des conseils d'administration.

Art. 27. — Les présidents des conseils peuvent correspondre entre eux pour l'instruction des demandes de prêts. — Les présidents des sections d'un caïdat peuvent, pour ce même et unique objet, correspondre entre eux ou avec les présidents des sections d'autres caïdats.

TITRE V

RECOUVREMENTS ET COMPTABILITÉ

Art. 28. — Les centimes additionnels au titre de l'achour, du canoun et de l'impôt spécial de Djerba sont recouvrés sur rôles spéciaux, en vertu de quittances de la même couleur que celles du principal, préparées par le directeur des finances en tenant compte, pour chaque société, de la décision du conseil de contrôle et de surveillance. — Les règles concernant le recouvrement, les poursuites et la prescription du principal et des accessoires de ces impôts, sont applicables à leurs centimes additionnels. — La créance du trésor est préférée à celle de la société.

Art. 29. — Dans le cas où les emprunteurs ne se libèrent pas aux échéances des prêts et avances qui leur ont été consentis par les sociétés, le recouvrement des sommes dues en principal, supplément de 5 p. 100 et frais, est suivi dans la forme tracée par l'art. 6 du décret du 28 décembre 1900.

Art. 30. — Les sommes dues aux sociétés indigènes de prévoyance sont recouvrées sans frais, aux requête, poursuites et diligences du directeur des finances, par les divers comptables et collecteurs sous ses ordres, suivant leurs attributions respectives en matière de recouvrement d'impôts directs. — Elles sont centralisées à la recette générale des finances pour y recevoir leur emploi sur ordres de paiement du directeur des finances. — Il est ouvert à cet effet, dans les écritures de la recette générale, un compte courant spécial à chaque société indigène de prévoyance dans lequel sont centralisées, d'après les instructions du directeur des finances, toutes les opé-

rations de recettes et de dépenses la concernant. Les indications de ce compte courant sont rapprochées, tous les trimestres, des écritures du conseil de contrôle et de surveillance.

Art. 31. — Dans le courant du premier trimestre de chaque année, un compte rendu des opérations financières faites pendant l'année précédente par les sociétés indigènes de prévoyance est rédigé par le directeur des finances et publié au *Journal officiel.*

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 32. — Les sociétés de prévoyance indigènes existant actuellement dans certains caïdats de la régence sont dissoutes et tenues, dans un délai de 15 jours à partir de la promulgation du présent décret, de verser leur actif en numéraire au crédit des nouvelles sociétés instituées dans ces caïdats par le présent décret et de remettre la liste et les titres de leurs créances à la direction des finances chargée d'en poursuivre le recouvrement au même crédit. Celles de ces créances qui ont été stipulées remboursables en nature doivent être recouvrées au taux de conversion de l'achour de l'année de leur échéance. — Dans le mois de la promulgation du présent décret, les administrateurs des sociétés dissoutes devront soumettre leurs comptes à la vérification de la cour des comptes tunisienne. — Tout membre d'une société dissoute pourra participer pendant quatre ans à partir de 1907 aux prêts et secours de la nouvelle société, même s'il n'adhère pas immédiatement à cette dernière ; mais il ne pourra prétendre aux prêts et secours à partir de 1911 que dans les termes du premier alinéa de l'art. 13.

Art. 33. — Notre premier ministre, notre directeur des finances et notre directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret et autorisés à prendre à cet effet tous arrêtés réglementaires.

23 mai 1907. — Décret portant organisation générale d'un service de recouvrements par la poste des effets de commerce payables sans frais entre la France et l'Algérie, d'une part, et les colonies françaises, d'autre part (*J. O.*, 28 mai 1907, p. 3770).

25 mai 1907. — Décret autorisant le gouvernement tunisien à réaliser, par voie d'emprunt, à valoir sur la somme de 40 millions prévue par la loi du 30 avril 1902, une somme de 6.500.000 fr. (chemin de fer de Sfax au réseau de Sousse) (*J. O.*, 26 mai 1907, p. 3723).

25 mai 1907. — Arrêté du gouv. gén. déterminant la composition des circonscriptions appelées chacune à élire un conseiller général (*B. O.*, nº 1839, p. 488).

27 mai 1907. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application en Algérie de l'art. 6 de la loi du 15 février 1902, relatif à la vaccination et à la revaccination.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ; — Vu l'art. 33 de la loi du 15 février 1902, ainsi conçu : — « Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie »(1) ; — Vu les avis de l'académie de médecine et du comité consultatif d'hygiène publique de France ; ensemble le décret portant règlemeut d'administration publique du 27 juillet 1903 ; — Vu l'avis du ministre de la justice en date du 9 février 1907 ; — Vu le décret du 23 août 1898 (2) ; — Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie ; — Le conseil d'État entendu ;

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — La vaccination antivariolique est obligatoire en Algérie au cours de la première année de la vie, ainsi que la revaccination au cours de la onzième et de la vingt et unième année. — Les parents ou tuteurs sont tenus personnellement de l'exécution de ladite mesure. — La variolisation est interdite.

Art. 2. — Toute personne habitant l'Algérie qui, dans le délai de deux ans à partir de la publication du présent décret, ne peut justifier qu'elle a été vaccinée ou revaccinée dans les conditions ci-dessous prescrites, est soumise à la vaccination antivariolique.

Art. 3. — Dans le mois qui suit son arrivée en Algérie pour y établir sa résidence, toute personne est tenue de se faire vacciner ou revacciner ainsi que ses enfants, à moins qu'elle ne puisse prouver qu'elle a déjà satisfait à ces obligations dans les conditions prévues par le présent décret. — Les autorités municipales prennent toutes les mesures nécessaires pour permettre aux immigrants indigents de se faire vacciner gratuitement. — Si, après l'expiration du délai d'un mois qui lui est imparti pour se soumettre aux obligations du présent décret, l'immigrant n'est pas en mesure de justifier qu'il s'est conformé à ces prescriptions, procès-verbal est dressé ; ce procès-verbal est transmis immédiatement au magistrat chargé des fonctions du ministère public près le tribunal de simple police. — Exceptionnellement et par arrêté du gouverneur général, la vaccination, lorsque les circonstances l'exigeront, pourra être imposée aux immigrants au moment de leur débarquement.

Art. 4. — Dans chaque département, le conseil général, après avis du conseil d'hygiène départemental, délibère, dans les conditions prévues par l'art. 48-4° du décret du 23 septembre 1875 sur l'organisation du service des vaccinations dans le département. A défaut par le conseil général de statuer, il y sera pourvu par un décret en forme de règlement d'administration publique. Le préfet nomme les médecins, les sages-femmes et les autres agents chargés du service des vaccinations.

Art. 5. — Des arrêtés du gouverneur général, pris après avis de l'académie de médecine, déterminent les obligations des médecins chargés des vaccinations gratuites et prescrivent, pour les établissements qui distribuent du vaccin, les mesures d'hygiène et les épreuves propres à assurer et à consta-

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 38.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

ter la pureté et l'efficacité du vaccin. — Nul ne peut ouvrir un établissement destiné à préparer ou distribuer du vaccin sans avoir fait une déclaration préalable à la préfecture ou à la sous-préfecture. — Il sera donné récépissé de cette déclaration. — Ces établissements sont soumis à la surveillance de l'autorité publique, conformément aux dispositions arrêtées par le gouverneur général.

TITRE II

MESURES APPLICABLES AUX EUROPÉENS

Art. 6. — Les séances de vaccination gratuite et les séances de revision des résultats de ces opérations sont annoncées, dans chaque commune, par voie d'affiches indiquant le lieu et la date de ces séances et rappelant les obligations des parents ou tuteurs et les pénalités qu'ils encourent. — Les parents ou tuteurs sont tenus d'envoyer les enfants aux séances de vaccination, de les soumettre à l'opération vaccinale et à la constatation des résultats de cette opération au cours de la séance de revision. Toutefois, ils sont libres de satisfaire à leur obligation en déposant à la mairie un certificat constatant la vaccination ou la revaccination de leurs enfants avec la date et le résultat de ces opérations, délivré par le médecin ou la sage-femme qui les aura pratiquées.

Art. 7. — Les vaccinations sont ajournées par arrêté préfectoral pour les habitants des localités où une maladie infectieuse autre que la variole règne épidémiquement ou menace de prendre une extension épidémique.

Art. 8. — Les listes des personnes soumises à la vaccination ou à la revaccination obligatoires sont établies par les soins des municipalités de la façon suivante : — 1° Pour la première vaccination la liste comprend : — *a*) Tous les enfants ayant plus de trois mois et moins d'un an le jour de la séance de vaccination, nés dans la commune et relevés sur le registre de l'état civil ; — *b*) Les enfants du même âge nés dans une autre localité et résidant dans la commune ; — *c*) Les enfants plus âgés qui n'auraient pu être vaccinés antérieurement pour une cause quelconque ; — *d*) Ceux qui, antérieurement vaccinés, doivent subir une nouvelle vaccination, la première n'ayant pas été suivie de succès ; — 2° Pour la première revaccination, la liste comprend d'après l'état civil et les renseignements fournis par les directeurs des établissements d'instruction, publics ou privés, tous les enfants inscrits dans les écoles qui sont entrés dans leur onzième année au moment de la séance de vaccination et ceux, quel que soit leur âge, qui n'auraient pas subi la vaccination ou la première revaccination. — Les enfants qui reçoivent l'instruction à domicile doivent être déclarés par leurs parents ou tuteurs, dans les mêmes conditions et portés sur la liste. — 3° Pour la deuxième revaccination, la liste comprend toutes les personnes qui se trouvent au cours de leur vingt et unième année et résident dans la commune. — Pendant les deux premières années qui suivront la promulgation du présent décret, cette liste comprendra, en outre, toutes les personnes âgées de plus de vingt et un ans et résidant dans la commune qui ne pourront justifier d'avoir été vaccinées ou revaccinées dans les conditions prévues par le présent décret.

Art. 9. — Sur ces listes, le médecin vaccinateur ou la sage-femme qui a pratiqué la vaccination inscrit en regard de chaque nom la date de l'opération et ses résultats, soit que le sujet ait été vacciné au cours d'une des séances visées à l'art. 5, soit que les parents ou le tuteur de ce dernier aient produit le certificat prévu par le même article.

Art. 10. — Si le médecin ou la sage-femme, au cours de la séance de vaccination gratuite, estime qu'un sujet qui lui est présenté ne peut être vacciné à cause de son état de santé, il est fait mention de cette impossibilité sur la liste en regard du nom de l'intéressé. Une mention analogue est inscrite en regard du nom de ceux pour lesquels il aurait été produit un certificat constatant la même impossibilité, signé par le médecin qui le traite.

Art. 11. — Dans le cas d'insuccès, la vaccination doit être renouvelée une deuxième et, au besoin, une troisième fois, le plus tôt possible, et, au plus tard, à la prochaine séance de vaccination. — Il est dressé pour cette séance une liste supplémentaire sur laquelle sont inscrites toutes les personnes dont la vaccination doit être renouvelée, ainsi que toutes celles dont la première vaccination ou la revaccination a été ajournée pour le motif indiqué à l'art. 10. — Après vérification du succès de chaque vaccination, ou après la troisième tentative, le médecin vaccinateur délivre aux parents ou tuteurs des personnes soumises à l'opération un certificat individuel attestant qu'ils ont satisfait aux obligations du présent règlement. Pareille pièce est délivrée à ceux qui ont présenté le certificat prévu à l'art. 6.

Art. 12. — Après la dernière séance de revision concernant sa commune, le maire prévient par avertissement individuel les parents ou tuteurs qui n'ont pas satisfait aux obligations inscrites dans l'art. 6, qu'ils sont tenus de présenter, avant la fin de l'année durant laquelle leurs enfants sont soumis à la vaccination ou à la revaccination un certificat conforme à celui prévu par le même article. — A l'expiration de ce délai, le maire ou le commissaire de police dresse contre ceux qui n'ont pas fourni cette justification un procès-verbal constatant contravention à l'art. 1er du présent décret et le transmet immédiatement au magistrat chargé des fonctions du ministère public près le tribunal de simple police.

Art. 13. — A l'issue des opérations vaccinales le maire envoie copie des listes de vaccinations de sa commune au préfet ou au sous-préfet.

TITRE III

MESURES APPLICABLES AUX INDIGÈNES

Art. 14. — Les dispositions des art. 6 à 13 sont applicables aux indigènes, sauf à ceux qui résident dans les douars ou dans les tribus. — Toutefois, les femmes indigènes sont toujours vaccinées par des sages-femmes.

Art. 15. — Dans les douars ou tribus, les listes des indigènes soumis à la vaccination ou à la revaccination obligatoires sont établies chaque année par les soins du maire, de l'administrateur ou du chef d'annexe. — Ces listes comprennent : 1° Les indigènes âgés de moins de vingt et un ans qui n'ont pas satisfait aux prescriptions du présent décret ; 2° Les immigrants qui n'ont pas satisfait aux obligations de l'art. 3 ; 3° Pendant une période de deux ans tous les indigènes qui n'ont pas été soumis à la vaccination, conformément aux prescriptions de l'art. 2.

Art. 16. — Le médecin vaccinateur, accompagné d'un représentant de l'autorité locale, se transporte tous les ans dans chaque douar ou tribu, autant de fois qu'il est nécessaire, pour y vacciner gratuitement les indigènes inscrits sur les listes prévues au précédent article. Procès-verbal est dressé, sur la déclaration du médecin, par le représentant de l'autorité locale contre tous ceux qui, sans motif valable, n'ont pas satisfait aux obligations de la vaccination. — Le médecin vaccinateur peut être accompagné ou même remplacé par une sage-femme.

Art. 17. — Dans le cas d'insuccès, la vaccination doit être renouvelée une deuxième et au besoin une troisième fois. Après vérification du succès de chaque vaccination ou après la troisième tentative, le médecin vaccinateur inscrit sur la liste, en regard de chaque nom, la date de la vaccination et ses résultats. Il y mentionne également tous les indigènes qui, pour une cause quelconque, n'ont pu être vaccinés. Ces derniers doivent être inscrits sur les listes de l'année suivante.

Art. 18. — Tout indigène peut obtenir gratuitement, en ce qui le concerne, un extrait des listes de vaccination.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Art. 19. — Les dépenses rendues nécessaires par l'application du présent décret sont obligatoires. — En cas de contestation sur leur nécessité, il est statué par décret rendu en conseil d'État pour les départements et communes de plein exercice, et par un arrêté du gouverneur général, rendu en conseil de gouvernement, pour les communes mixtes et indigènes. — Ces dépenses seront réparties entre les communes, les départements et la colonie. — La part de dépenses incombant aux communes est calculée d'après le barême suivant, eu égard à la valeur du centime communal :

VALEUR DU CENTIME	PORTION de la dépense à couvrir par les communes
De 20 fr. et au-dessous	20 p. 100
De 20 fr. 01 à 40 fr.	25 —
De 40 fr. 01 à 60 fr.	30 —
De 60 fr. 01 à 80 fr.	35 —
De 80 fr. 01 à 100 fr	40 —
De 100 fr. 01 à 200 fr.	50 —
De 200 fr. 01 à 300 fr.	60 —
De 300 fr. 01 à 600 fr.	70 —
De 600 fr. 01 à 900 fr.	80 —
De 900 fr. 01 et au-dessus	90 —

Le centime communal sera calculé, en additionnant : le principal des patentes, le principal des contributions foncières sur les propriétés bâties, 5 p. 100 de la valeur locative représentant le principal fictif de la taxe des loyers, et, pour les communes mixtes et indigènes, le produit des centimes additionnels au principal de l'impôt arabe. — Le surplus de la dépense sera supporté par le département et la colonie dans la proportion de 60 p. 100 pour le budget départemental et de 40 p. 100 pour le budget spécial.

TITRE V

DISPOSITIONS PÉNALES

Art. 20. — Sera puni des peines portées à l'art. 471 du code pénal quiconque aura commis une contravention aux prescriptions du présent règlement.

Art. 21. — Seront punis d'une amende de 100 à 500 fr. et, en cas de récidive, de 500 à 1.000 fr., tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs des autorités municipales, des médecins-vaccinateurs et des sages-femmes en ce qui touche l'application du présent décret. L'art. 463 du code pénal est applicable à ces infractions.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 22. — Il sera statué ultérieurement sur l'application aux territoires du sud de l'Algérie de la loi du 15 février 1902.

15 mai 1907. — Arrêté du résid. gén. convoquant les électeurs de la 1re circonscription pour le collège commercial (1).

Vu l'arrêté du 2 janvier 1905 portant réorganisation de la conférence consultative (2) ; — Vu la décision de la commission nommée pour examiner les réclamations formulées au sujet des élections du 27 janvier 1907 pour le renouvellement partiel de la conférence consultative, annulant les élections du collège commercial dans la 1re circonscription ;

Art. 1er. — Les électeurs du collège commercial pour la 1re circonscription (contrôles civils de Tunis et de Grombalia), sont convoqués le dimanche 16 juin 1907 à l'effet d'élire leurs représentants à la conférence consultative.

Art. 2. — Pour cette élection, les listes électorales porteront l'indication des noms, prénoms, profession et domicile des électeurs et seront divisées par section de vote, chaque électeur ne pouvant voter qu'au bureau de sa section qui sera détenteur de la liste sur laquelle il sera inscrit.

Art. 3. — Les cartes électorales contiendront les indications prévues à l'article précédent pour les listes électorales et mentionneront le bureau où l'électeur devra voter. Par les soins des contrôles civils elles seront adressées aux électeurs par la poste, sous enveloppes closes et soumises à la formalité du chargement. — Celles qui pour une cause quelconque ne pourraient être remises aux destinataires dans un délai de trois jours pleins, non compris le jour d'arrivée à la recette des postes de destination, seront retournées au contrôle civil d'origine, par les soins du service postal. — Les cartes électorales circulant par la poste ne pourront être délivrées qu'au destinataire lui-même et contre émargement. — La législation postale sera applicable à l'égard des illettrés. — La remise par procuration ne sera pas admise. — Les cartes électorales ne pourront être réexpédiées par les bureaux de postes que dans l'intérieur de la régence. En cas d'absence du destinataire, hors de Tunisie, elles seront retournées au contrôle d'origine, par les soins du service postal.

Art. 4. — L'électeur qui aurait été inscrit par erreur dans une section autre que celle de sa résidence devra, dans un délai maximum de deux jours après la réception de sa carte, en demander par écrit la rectification au contrôle civil. Celui-ci portera immédiatement les modifications nécessaires sur la carte électorale et sur la liste de la section.

Art. 5. — Les électeurs ne seront pas admis à user du vote par correspondance prévu aux art. 41 et 42 de l'arrêté du 2 janvier 1905 ; une exception, toutefois, est faite en ce qui concerne les employés du Bône-Guelma domiciliés à Tunis et soumis au roulement, qui en feront la demande par lettre reçue au contrôle civil au moins dix jours avant l'élection. Ces électeurs déposeront leur vote sous enveloppe au palais de justice, à des heures qui seront déterminées, entre les mains d'un magistrat désigné par M. le président du tribunal, qui s'assurera de leur identité, les fera émarger, mettra sous scellés les enveloppes après chaque séance, et opérera lui-même la remise et l'émargement à chacun des quatre bureaux de vote de Tunis, après l'ouverture du scrutin.

---

(1) Nous croyons devoir reproduire cet arrêté qui contient des dispositions permanentes et générales.

(2) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 112.

Art. 6. — Des bureaux de vote seront ouverts, le dimanche 16, dans les sections de vote suivantes :.....

Art. 7. — Les art. 39 et 40 de l'arrêté du 2 janvier 1905 sont remplacés par le texte suivant :

« Après avoir présenté sa carte signée au président du bureau de vote, l'électeur devra émarger en face de son nom sur la liste électorale. L'électeur qui aura perdu sa carte pourra être admis à voter après *vérification* de son identité par le bureau de vote. Il devra signer sur la liste d'émargement l'attestation qu'il a perdu sa carte. Dans le cas où il serait illettré, les témoins de son identité devront signer à sa place. »

Art 8. — La commission prévue à l'art. 44 de l'arrêté du 2 janvier 1905 sera composée de trois magistrats désignés par le président du tribunal — dont un présidera — et de deux contrôleurs civils désignés par le résident général.

Art. 9. — Les opérations électorales de chaque collège dans chaque circonscription peuvent être arguées de nullité : — 1° Par tout électeur de la circonscription inscrit dans ce collège : — 2° Par tout éligible de ce collège ayant fait régulièrement acte de candidat dans la circonscription. — Les réclamations doivent être consignées au procès-verbal, sinon être déposées, à peine de nullité, dans les bureaux du contrôle civil intéressé dans les huit jours après le scrutin. — Les réclamations reçues par le contrôleur civil sont immédiatement transmises par lui au résident général, qui les adresse à la commission prévue à l'art. 8 du présent arrêté. — Si le résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans le délai de quinze jours à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations à la même commission. — Dans l'un et l'autre cas, le résident général donne immédiatement connaissance de la réclamation ou du déféré, par la voie administrative, aux délégués dont l'élection est contestée, les prévenant qu'ils ont cinq jours, pour tout délai, à l'effet de déposer leurs défenses et de faire connaître s'ils entendent user du droit de présenter des observations orales. — Il est donné récépissé soit des réclamations soit des défenses.

Art. 10. — Les parties seront, dans tous les cas, convoquées à la séance de la commission prévue à l'art. 8 du présent arrêté, où les réclamations et les défenses seront rapportées. — La commission statue dans le délai d'un mois, à dater du jour de leur dépôt, sur les réclamations et déférés dont elle a été saisie, sauf recours à une juridiction d'appel qui fera l'objet d'une réglementation ultérieure.

Art. 11. — Dans tous les cas où une réclamation, formulée en vertu du présent arrêté, implique la solution préjudicielle d'une question d'état, la commission prévue à l'art. 8 renvoie les parties à se pourvoir devant les juges compétents, et la partie doit justifier de ses diligences dans le délai de quinzaine ; à défaut de cette justification, il sera passé outre, et la décision de la commission devra intervenir dans le mois à partir de l'expiration de ce délai de quinzaine.

Art. 12. — Les prescriptions de l'arrêté résidentiel du 2 janvier 1905 ne sont abrogées qu'en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions du présent arrêté.

15 mai 1905. — **Instructions du résid. gén.** concernant les opérations électorales du 16 juin 1907.

L'enquête qui a été ouverte sur les dernières élections à la conférence consultative pour le 2e collège dans la circonscription de Tunis-Grombalia, a

permis de constater que l'application qui était faite de l'arrêté du 2 janvier 1905 ne donnait pas de garanties suffisantes de la parfaite sincérité des élections. Il est du devoir de l'administration de prendre en cette matière toutes les précautions possibles pour qu'il ne soit reçu d'autres bulletins que ceux qui sont déposés par chacun des électeurs régulièrement inscrits.

Dorénavant, la revision annuelle de la liste électorale devra être précédée d'une enquête nominative faite par l'administration, indépendamment du droit d'initiative qui appartient toujours aux intéressés.

La liste de 1907 ne peut pas être revisée : le prescrire par mesure exceptionnelle eût entraîné des délais qui auraient fait ajourner à une époque trop tardive le remplacement des membres dont l'élection a été annulée.

Du moins importe-t-il qu'il ne puisse être fait abus d'une liste électorale qui contient un trop grand nombre de noms inscrits par erreur.

J'ai fait rechercher l'identité de toutes les personnes inscrites sur la liste électorale. Les noms inscrits sont complétés par l'indication des prénoms, des professions et des domiciles. A partir de l'année prochaine, l'âge sera mentionné.

Dans le cas où certaines de ces indications viendraient à être contestées, elles pourraient, après justification, être rectifiées, soit par vous, au moment de l'établissement des cartes électorales, soit par le bureau électoral au moment du vote, mais vous m'en renderiez compte sans retard,

Les listes électorales, divisées par fractions correspondant chacune à une section de vote, seront publiées au *Journal officiel*.

Les cartes électorales devront contenir, comme les listes elles-mêmes, l'ensemble des indications nécessaires pour fixer l'identité de l'électeur. Elles seront distribuées par la poste par pli recommandé.

Les cartes électorales portant des noms indûment inscrits parce que ceux qui les portaient sont décédés, disparus ou inconnus, devront être retenues. Elles seront placées sous scellés au tribunal de Tunis et ne pourront être remises que par un magistrat désigné par le président du tribunal à cette fin, après justification que celui qui réclame sa carte a bien, en effet, le droit de s'en servir. Le magistrat indiquera les jours et heures où les réclamations de cet ordre seront portées devant lui. Il statuera en votre présence et en la présence d'un délégué désigné par les candidats portés sur chacune des listes qui seront présentées au suffrage des électeurs.

Jusqu'à ce que les nouvelles listes aient été formées, la désignation des délégués sera utilement faite par les candidats des listes qui ont été présentées à l'élection dernière au premier tour de scrutin.

Les cartes électorales que la poste n'aura pas pu remettre aux destinataires leur seront remises par vous-même, contre justification suffisante, aux jours et heures que vous aurez fixés et en présence des délégués indiqués ci-dessus. Vous devrez toujours exiger la signature de l'électeur, ou, s'il ne sait pas signer, celle de deux électeurs connus qui lui auront servi de témoins. Il sera procédé de même à la section de vote, pendant le scrutin, lorsque l'électeur n'aura pas pu se présenter plus tôt au contrôle pour retirer sa carte.

Aucun électeur ne pourra voter que dans la section de vote où il est inscrit, qui sera celle de sa résidence.

Le vote par correspondance ne sera pas admis. Il résulte de l'ensemble des informations recueillies que les précautions au moyen desquelles on avait espéré prévenir les fraudes auxquelles se prête ce mode de votation ont été vaines.

Une exception sera faite, entourée de garanties rigoureuses, pour les employés du chemin de fer domiciliés à Tunis et soumis au roulement, lesquels pourront remettre leur vote sous enveloppe entre les mains du magistrat désigné par le président du tribunal.

L'encombrement des bureaux de vote offre les inconvénients les plus graves. Il serait désirable que le nombre des électeurs inscrits à un bureau ne dépasse pas la moyenne de 100 par heure d'ouverture du scrutin. Par application de ce principe, quatre bureaux devront être ouverts à Tunis à l'Hôtel des sociétés françaises.

La liste électorale de Tunis sera divisée, par ordre alphabétique, en quatre sections correspondant aux quatre bureaux de vote.

Le président de chaque bureau électoral devra réserver dans la salle la place nécessaire pour que les délégués des diverses listes indiquées plus haut puissent s'asseoir et prendre des notes assez près du bureau pour entendre distinctement l'appel des noms et des numéros. Ces délégués ne devront en aucune manière troubler les opérations et ne pourront interpeller ni les votants, ni les membres du bureau.

La commission prévue à l'art. 8 de l'arrêté du 15 mai 1907 procédera à la centralisation des votes en présence des délégués des diverses listes.

La procédure des réclamations contre les opérations électorales est déterminée par l'arrêté que je viens de prendre. Un règlement ultérieur organisera l'appel devant le tribunal civil de Tunis (1).

25 mai 1907. — Décret du bey autorisant la réalisation de la dernière tranche de l'emprunt de 1902 (*J. O. T.*, 19 juin 1907, p. 511).

28 mai 1907. — Arrêté du gouv. gén. portant création d'un medjelès consultatif à Mécheria (territoire militaire d'Aïn-Sefra).

31 mai 1907. — Décret étendant aux compagnies de cavaliers de remonte les dispositions du décret du 7 avril 1903.

Vu le décret du 21 avril 1866 sur la naturalisation en Algérie (2) ; — Vu les décrets du 13 novembre 1899 (3) et du 22 mai 1900 (4), modifiés par la décision présidentielle du 1er septembre 1904 (5) ; — Vu le décret du 7 avril 1903 (6) ; — Vu la loi de finances du 30 janvier 1907 ; — Sur le rapport du ministre de la guerre (7) ;

---

(1) Voy. D. B. 10 juin 1907, *Rec. Alg.* 1907. 2. 196.

(2) Tel n'est point le titre exact du décret du 21 avril 1866, mais « décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, sur la naturalisation en Algérie » : Est. et Lef., p. 313.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1899, p. 47.

(4) Il semble bien que c'est « 29 mai 1890 » qu'il faut lire : voy. décision présidentielle du 1er sept. 1904.

(5) Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 76.

(6) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 197 ; *Rec. Alg.* 1904, 3. 33.

(7) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le président, — Le décret du 7 avril 1903 a autorisé l'incorporation des indigènes algériens dans les corps et détachements de l'artillerie,

Art. 1er. — Les dispositions du décret du 7 avril 1903, relatif à l'emploi de l'élément indigène dans les différents corps et détachements stationnés en Algérie, sont applicables aux compagnies de cavaliers de remonte. — Toutefois, les conditions des engagements et rengagements contractés pour ces unités sont, au point de vue de leur durée, des allocations de toutes sortes et des droits à la retraite, les mêmes que pour les régiments de spahis.

1er juin 1907. — Décret fixant les quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes qui peuvent être admises en franchise à leur entrée en France du 1er juin 1907 au 31 mai 1908, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890 (1).

4 juin 1907. — Circulaire du gouv. gén. concernant les mesures à prendre pour prévenir, combattre et réprimer les incendies des forêts.

Les mesures prises, suivant les prescriptions de mes précédentes circulaires, pour prévenir et réprimer les incendies de forêts, ont eu pour heureux résultat d'enrayer la destruction systématique par les indigènes des massifs boisés dont l'existence, précieuse à la colonie sous tous les rapports, est intimement liée à sa prospérité agricole. — L'administration, instruite par plus de trente années de luttes et forte de l'expérience acquise, peut aujourd'hui réunir, en une seule circulaire, les instructions précédemment données avec la certitude que leur observation stricte aura pour effet d'assurer, autant que possible, la conservation des forêts.

§ I. — Entente des services. — Pour cette œuvre de défense commune, les différents services doivent se prêter un mutuel appui et s'entretenir dans un accord complet ; l'entente de tous les fonctionnaires, appelés à concourir au même but, est essentielle. — A cet effet, les administrateurs et les agents locaux des eaux et forêts effectueront *en commun*, pendant le mois de juin

---

du génie, du train des équipages militaires, des sections de commis et ouvriers militaires d'administration et des sections d'infirmiers militaires stationnés en Algérie. — Il a été rendu dans le but de décharger, dans une large mesure, du service souvent pénible des postes et des colonnes du sud algérien le personnel européen de ces corps et détachements et de réduire en outre le prélèvement annuel fait, en faveur du 19e corps d'armée, sur le contingent métropolitain. — Il y aurait intérêt, pour les mêmes raisons, à étendre les dispositions du décret du 7 avril 1903 aux compagnies de cavaliers de remonte stationnées en Algérie, en spécifiant que les indigènes incorporés dans ces unités auront droit aux mêmes avantages pécuniaires que ceux des régiments de spahis algériens. — La loi de finances du 30 janvier 1907 porte inscription des crédits nécessaires à la réalisation de cette mesure. — Le décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation a pour objet de la réglementer. — Si vous en approuvez les dispositions, je vous serai reconnaissant de vouloir bien le revêtir de votre signature.

(1) Voy. ce décret, *J. O.*, 5 juin 1907, p. 3917. Il est identique au décret du 31 mai 1906 : il présente la même erreur de rédaction et fixe les mêmes quantités (*Rec. Alg.* 1906. 3. 244).

de chaque année (1), des tournées préliminaires, au cours desquelles ils rappelleront aux chefs indigènes et aux djemaâs l'intérêt particulier qu'ils ont à user de toute leur influence auprès de leurs correligionnaires pour empêcher la destruction des forêts et les préviendront que toute inertie, négligence ou mauvaise volonté de leur part les rendrait passibles de la révocation ou de peines disciplinaires. Ils élaboreront ensemble, en entrant dans les plus petits détails, un projet d'organisation des mesures préventives qui sera examiné, en collaboration, par le sous-préfet de l'arrondissement et le chef de service des eaux et forêts. — Le conservateur m'adressera, dans le courant de juillet, par l'intermédiaire du préfet ou du général de division, un rapport relatant les tournées faites et les noms des fonctionnaires qui y ont pris part, ainsi que l'ensemble des dispositions prises. Il me soumettra en même temps telles propositions qu'il jugera utiles. — Le préfet et le général commandant la division voudront bien me communiquer, après avoir pris l'avis du conservateur, le résultat de leur entente au sujet du nombre, de l'emplacement, de l'effectif, de la composition et des conditions de ravitaillement des détachements militaires à installer en forêts à partir de la seconde quinzaine de juillet jusqu'aux pluies d'octobre.

§ II. — AVERTISSEMENTS ET CONSIGNES A DONNER AUX INDIGÈNES. — L'autorité administrative locale ne devra négliger aucune occasion d'exercer son action directe sur les indigènes pour les convaincre de la nécessité de se conformer aux prescriptions du gouvernement et aux règlements en vigueur pour éviter les incendies de forêt. — Le maire aux séances du conseil municipal, l'administrateur à celles de la commission municipale, ainsi que dans les réunions des djemaâs, s'efforcera à démontrer les dangers et les défauts de la pratique de l'incinération des végétaux sur pied pour créer des terrains de parcours et fera une obligation aux chefs indigènes d'en dissuader leurs administrés. — Il rappellera les sanctions pénales auxquelles les indigènes s'exposent en contrevenant à l'arrêté d'application du 20 août 1904 (2) en même temps qu'il s'emploiera, de concert avec les agents du service forestier, à organiser l'incinération méthodique des broussailles par application de l'art. 2, § 4 de ce même arrêté. — Les chefs de douars ou de fractions doivent être avertis qu'ils seront tenus pour responsables au cas où leurs administrés feraient preuve de malveillance, refuseraient leur concours pour combattre le feu ou s'entendraient pour couvrir les coupables. — Il ne leur suffira pas de s'excuser eux-mêmes en arguant de leur impuissance ou de leur ignorance des faits ; toute infraction personnelle à la consigne donnée les expose à la révocation. — Le massif boisé, dont les indigènes de chaque collectivité (douar, fraction de douar, mechta. déchera ou zériba) auront la surveillance, devra leur être nettement délimité, car, trop souvent, au cours des enquêtes, les habitants du groupe incriminé ont pu dégager en partie leur responsabilité en déclarant qu'ils ignoraient l'étendue du territoire dont la garde leur incombait. — Une consigne permanente leur sera donnée pour toute la période estivale. — Ils devront être prévenus également qu'ils ne peuvent refuser, s'ils en sont requis par l'autorité, de se rendre au feu dans un secteur étranger au leur. Enfin, il sera bon de leur rappeler que « tout parcours au profit des usagers est interdit pendant six ans au moins sur toute l'étendue des bois ou forêts incendiés » (3) ; et que le principe de la responsabilité

---

(1) Circulaire du 22 mai 1900 (*).

(2) Est et Lef., *Suppl.* 1904, p. 62 ; *Rec. Alg.*, 1905. 3. 2.

(3) Art. 131 de la loi forestière du 21 février 1903 (**).

(*) Est. et Lef., *Suppl.* 1900, p. 29.

(**) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03. p. 163 ; *Rec. Alg.* 1903. 3. 78.

collective est applicable dans tous les cas où la malveillance ou le manque de concours de la population à l'extinction de l'incendie est constaté. — Les adjoints indigènes, en cas d'incendie, agiront d'après les ordres du service forestier, auquel la loi réserve la direction des mesures à prendre pour combattre le feu. Si le sinistre, par son importance, oblige les agents des eaux et forêts à confier dans un secteur la direction de la lutte contre l'incendie à un chef de brigage ou à un préposé, les fonctionnaires indigènes devront se conformer aux instructions de ce dernier. — Les hommes valides de chaque déchera ou mechta seront toujours divisés en deux équipes (1) comprenant la première les deux tiers, la seconde le tiers des hommes valides. La même consigne sera donnée dans tous les cas : ordre à la 1re équipe de partir au premier signal du feu sous la conduite du kebir, en se munissant de vivres et d'eau pour deux jours ainsi que des hachettes individuelles (gadoum) et des outils déposés dans les maisons forestières ou remis préalablement par les préposés au kebir ; ordre à la seconde d'assurer le ravitaillement des premiers et de remplacer les indisponibles. — Dans les massifs boisés, où la maison forestière n'est pas à pronimité des gourbis indigènes, les approvisionnements complets d'outils appropriés à la lutte contre le feu doivent être remis à l'avance aux kebar, dont la liste sera toujours entre les mains des préposés forestiers. Le kebir sera chargé de distribuer ces outils aux gens de sa fraction au moment du départ et en sera rendu responsable en cas de perte.

§ III. — Postes-vigies. — Le nombre et la répartition des postes-vigies seront fixés dans chaque département par un arrêté du préfet (2). Il est nécessaire que dans les postes isolés un des gardiens soit monté. — Les kebar, ouakafs ou mezouars doivent désigner eux-mêmes individuellement les gardiens des postes-vigies (3). — Tout refus non motivé de la part d'un indigène de monter la garde sera signalé par eux au caïd et par le caïd au maire ou à l'administrateur, lequel assurera les poursuites prévues par l'art. 136 de la loi forestière. — Les assas devront être instruits du rôle qu'ils auront à remplir en cas d'incendie. Il appartient au service forestier de déterminer, de concert avec l'autorité administrative locale, les agents ou préposés auxquels chaque poste-vigie devra signaler en premier lieu les incendies. — Dans les régions les plus exposées, on pourra avec avantage installer un ou deux postes centraux, commandant un réseau de postes-vigies, de préférence aux abords des fermes et des hameaux européens où se trouvent des Français « plus aptes à prendre au début d'un incendie les mesures urgentes » (4). Il y a intérêt à dresser des mâts à signaux visibles à de grandes distances et à faire usage de fusées. Le service forestier se préoccupera de proposer l'établissement des lignes télégraphiques dans les massifs qui sont les plus menacés et dont l'importance peut justifier cette dépeuse exceptionnelle. — Les postes-vigies doivent être contrôlés non seulement par les agents des communes mixtes et des eaux et forêts, mais par les préposés forestiers et les gardes champêtres européens ou indigènes.

§ IV. — Chantiers. — J'attire votre attention sur l'utilité d'employer en

---

(1) Circulaire du 28 avril 1905 (*).
(2) Art. 3 de l'arrêté d'application du 20 août 1904.
(3) Circulaire du 28 avril 1905.
(4) Circlaire du 10 août 1903 (**).

(*) *Rec. Alg.* 1905. 3. 191.
(**) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 179, en note.

forêt, le plus possible dans la saison chaude, des chantiers aux travaux des lièges, d'ouverture de chemins, de tranchées et de débroussaillement.

§ V. — Surveillance des voies ferrées. — Les préfets devront avoir soin d'inviter en temps utile (1), conformément à l'art. 132 de la loi forestière, les compagnies de chemins de fer et de tramways à vapeur à faire exécuter le débroussaillement, le nettoiement et le fauchage des herbes sur l'emprise des voies ferrées. Ils prescriront en outre, en vertu de l'art. 1er, § 5, de l'arrêté gouvernemental d'application du 20 août 1904, l'ouverture de tranchées isolantes de 20 mètres de largeur, à partir de l'emprise de la voie, sur les parties du réseau où le service des eaux et forêts aura proposé l'application de cette mesure de précaution et ils me rendront compte des dispositions prises à cet égard.

§ VI. — Tournées de surveillance. — Congés. — Les sous-préfets, maires, administrateurs et agents des eaux et forêts devront personnellement se rendre compte de l'exécution de ces différentes instructions. Les tournées de surveillance et de contrôle effectuées feront l'objet d'un rapport spécial qui me sera adressé. — La présence de tous ces fonctionnaires étant indispensable, il ne sera rien changé aux instructions précédemment données : aucun congé ne devra leur être accordé, sauf en cas de maladie et sans qu'il ne m'en soit référé, à partir du 15 août jusqu'au moment où les pluies d'octobre auront écarté tout danger d'incendie grave (2).

§ VII. — Détachements militaires. — L'envoi de détachements militaires dans les forêts les plus exposées permet de suppléer à l'insuffisance du personnel pendant la période critique. — Il importe que les militaires ne soient pas abandonnés à eux-mêmes. Les agents et préposés forestiers les accompagneront en tournée, au début tout au moins, leur désigneront les emplacements des postes-vigies, leur fixeront un itinéraire, leur rappelleront les mesures de précaution essentielles « interdiction de fumer, d'allumer des feux hors du campement », leur donneront connaissance des art. 124 à 133 de la loi forestière, les mettront au courant des moyens en usage pour combattre le feu. Non seulement les militaires doivent, par leurs tournées journalières et inopinées dans les massifs boisés, montrer aux indigènes que la surveillance s'exerce sur tous les points et à tous les instants, mais ils doivent être les principaux auxiliaires du service forestier dans l'extinction du feu et agir personnellement sous sa direction. — Si, au cours d'une tournée, un détachement se trouve en présence d'un commencement d'incendie, un homme ira prévenir le chef de détachement et le garde voisin, tandis que les autres s'efforceront d'éteindre le foyer naissant. — Il convient de ne remplacer les détachements envoyés en forêt au début de la période qu'en cas de force majeure ; en effet, les cavaliers, qui ont appris à connaître le pays dans leurs tournées journalières pendant le début de la période critique, sont plus aptes à rendre les services qu'on attend d'eux que des nouveaux venus ignorants du pays et de la consigne spéciale. — Les indemnités allouées aux officiers, sous-officiers et soldats, pour leur séjour en forêt, continueront à être fixées d'après les tarifs ci-après et les conditions que j'ai adoptées dans ma lettre du 12 juillet 1905, au général commandant le XIXe corps d'armée.

1° *Inspection des postes.* — Officiers supérieurs, 10 fr. par jour ; — Officiers subalternes, 5 fr. par jour ; — Ordonnances accompagnant les officiers, 2 fr. 50 par jour. — Nota. — Ces inspections faites inopinément par des officiers se rendant d'un poste à l'autre permettront de réaliser une économie assez considérable en mettant à la tête des détachements installés à demeure des sous-officiers ou des adjudants, de préférence à des officiers.

---

(1) Instruction à Constantine du 10 août 1904 et circulaire du 28 avril 1905.

(2) Circulaire du 6 novembre 1905.

2° *Détachements installés en forêt.* — Officiers, 5 fr. par jour ; — Adjudants, 1 fr. par jour ; — Sous-officiers, 0 fr. 40 par jour. — Caporaux et soldats (troupes à pied), 0 fr. 25 par jour. — Brigadiers et soldats (troupes à cheval), 0 fr. 30 par jour. — Nota. — Ces indemnités sont destinées à couvrir les surcroits de dépense relatifs à l'ordinaire et à l'usure prématurée des effets de toute nature, habillement, équipement, harnachement, campement, etc.

3° *Pertes ou détériorations d'effets.* — Aucune demande de remboursement supplémentaire ne pourra être formulée, si ce n'est en cas de perte ou détérioration d'effets de campement à la suite d'un accident de force majeure tel qu'un orage. Dans ces cas, la demande de remboursement devra être formulée *immédiatement*, avec l'indication précise des circonstances qui l'ont motivée et des dommages causés. — Les majorations du prix des denrées fournies par l'administration, dûment vérifiées et calculées d'après le cahier des charges imposé aux fournisseurs, seront supportées par le budget des eaux et forêts. Je rappelle qu'il est rigoureusement nécessaire que toute demande d'indemnité ou de remboursement soit adressée directement par les différents corps au conservateur des eaux et forêts, avant la fin de chaque année, afin d'éviter que ces dépenses ne tombent en exercice clos.

§ VIII. — Renseignements télégraphiques. — En cas de sinistre, il importe que les représentants de l'autorité administrative et les agents du service forestier soient immédiatement prévenus, afin de pouvoir organiser eux-mêmes les secours et ouvrir l'enquête sur les lieux sans délai. La distance ne permet souvent pas aux gardiens de postes-vigies de signaler le feu assez rapidement au maire, à l'administrateur ou au chef du cantonnement. Dès que les assas auront prévenu le préposé forestier ou le fonctionnaire indigène voisin, qui leur aura été désigné précédemment, comme je l'ai dit, ce dernier avisera par le moyen le plus rapide le maire ou l'administrateur en même temps que l'agent des eaux et forêts le plus rapproché (1). — Des ordres formels devront être donnés à ce sujet à tout le personnel des préposés et des adjoints indigènes. Si l'agent forestier est le premier averti, il télégraphiera immédiatement au représentant de l'autorité administrative intéressé. — Les maire, administrateur ou administrateur-adjoint qui seraient également les premiers prévenus, devront agir de même en avisant le sous-préfet et le chef du service forestier. Nul envoi de télégramme ne devra être fait en dehors de ces cas bien déterminés. — Suivant l'importance du sinistre, sur lequel ils se font renseigner, au cas où il leur serait matériellement impossible de se rendre eux-mêmes sur les lieux, le sous-préfet et le chef de service des eaux et forêts jugeront s'il est nécessaire d'en informer par voie télégraphique le préfet, le conservateur et moi-même. Toute superfétation dans l'envoi des dépêches concernant les incendies sera ainsi évitée. — Lorsque le sinistre, par sa gravité où les circonstances qui l'accompagneront, seront de nature à impressionner l'opinion publique et à attirer mon attention, vous voudrez bien personnellement me tenir au courant des renseignements recueillis sur les lieux. — Il convient d'apporter la plus grande prudence et la plus grande circonspection dans l'envoi de ces télégrammes officiels ; en effet, j'ai remarqué souvent, dans les premiers renseignements transmis, une tendance à l'exagération qui risque, conjointement avec les nouvelles inconsidérées publiées par la presse, d'alarmer le public.

§ IX. — Rapport sommaire. — La même prudence devra guider les

---

(1) Circulaire du 22 mai 1903 (*).

(*) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 179, en note.

agents dans l'évaluation des dommages et de l'étendue du sinistre. Le rapport sommaire, qu'ils auront à établir sans délai, ne devra contenir que des renseignements qu'ils auront pu contrôler personnellement. Si les éléments de contrôle leur manquent au moment de l'expédition de ce premier rapport, ils se contenteront d'indiquer la marche générale du feu, la nature des forêts brûlées, l'attitude des populations, le concours prêté par elles, les mesures prises, enfin ils renseigneront sur tous les points d'ordre général qu'ils auront pu constater effectivement.

§ X. — Rapport d'enquête. — Chacun des fonctionnaires intéressés, quand il aura pu réunir et contrôler tous les éléments nécessaires, établira un rapport d'ensemble qui sera joint au dossier de l'incendie que le préfet me transmettra avec ses observations personnelles. — Le rapport d'enquête doit être ainsi divisé : 1° *Renseignements généraux sur l'incendie.* — Désignation du jour de l'incendie ; situation topographique de la forêt brûlée et de ses environs qui seront désignés par les noms portés sur les fascicules de propriété et les plans récemment dressés, direction du vent, marche de l'incendie, mesures pour en arrêter les progrès, superficie parcourue par le feu, désignation des essences du massif brûlé. — 2° *Dommages causés* — Je rappelle que la vérification des dommages causés par le feu chez les particuliers est nécessaire avant toute évaluation (1). Si cette vérification ne peut être faite, le rapport devra mentionner expressément que le chiffre indiqué pour les dommages est sujet à révision. — 3° *Conduite des populations et concours qu'elles ont apporté à l'extinction du feu.* — L'attitude des européens et des chefs indigènes sera mentionnée. Une copie de tous les procès-verbaux sera annexée. — 4° *Causes de l'incendie.* — Un croquis aussi détaillé que possible complètera toujours le dossier transmis par le préfet. Cette pièce doit être considérée non comme une pièce facultative ou un supplément d'enquête, mais comme un document essentiel. On aura soin d'y indiquer le ou les foyers d'incendie et les parcelles boisées environnantes ou limitrophes antérieurement brûlées. La date de ces précédents sinistres sera rappelée dans la légende.

§ XI. — Propositions de répression. — Si des présomptions de malveillance ou le manque de concours de la population à l'extinction du feu amènent les représentants de l'autorité administrative et du service des eaux et forêts à proposer l'application de la responsabilité collective prévue par l'art. 130 de la loi forestière, ces fonctionnaires devront établir ensemble un procès-verbal indiquant les principaux indices relevés contre les habitants des collectivités qu'ils incriminent (2). En cas de désaccord entre eux sur l'opportunité de cette application, le procès-verbal sera néanmoins établi, mais l'opinion de chacun d'eux y sera mentionnée. — Une expédition de ce procès-verbal sera transmise au préfet par l'intermédiaire du sous-préfet qui donnera son avis. Une autre sera adressée au conservateur. — Il importe de ne pas perdre de vue que cette correspondance doit être faite d'urgence (3). La meilleure garantie de l'efficacité d'une mesure de répression est en effet la rapidité de son application. Si le préfet juge fondées les propositions d'amende qui lui sont soumises, il réunira lui-même, dans le plus bref délai, la commission d'enquête prévue par ma circulaire du 17 octobre 1903. S'il ne croit pas devoir se rallier aux conclusions des rapports proposant l'applica-

---

(1) Circulaire du 29 avril 1905.

(2) Circulaire du 17 octobre 1903 (*).

(3) Circulaires des 11 juin 1898 et 22 mai 1903.

(*) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 181, en note.

tion de l'amende collective, il devra m'en référer et je déciderai si la commission doit ou non être convoquée. — Dès que le dossier relatif à l'incendie aura été constitué, y compris, s'il y a lieu, le rapport de la commission d'enquête, le préfet devra me faire parvenir sans retard le dossier avec son avis et celui du conservateur. — Ce dossier devra toujours renfermer : — 1° Un relevé des matières imposables et des impôts constatés au titre de l'exercice en cours à la charge du groupe incriminé et nettement défini ; — 2° Un procès-verbal constatant la notification aux chefs indigènes et aux représentants des djemaâs intéressées, de la mesure proposée contre la collectivité et relatant les observations et moyens de défense qu'ils auraient à présenter en faveur de leurs administrés. — J'attire de plus l'attention de MM. les préfets sur la nécessité, lorsqu'ils proposeront la conversion en prestations des amendes collectives à infliger aux indigènes, de bien indiquer les motifs qui guideront leurs préférences. L'expérience a démontré que souvent les indigènes usent de moyens dilatoires et de subterfuges pour se soustraire aux journées de prestations. Ils rendent ainsi illusoire la peine prononcée partout où l'administration ne possède pas de moyens d'action sûrs et rapides sur eux ; dans les communes de plein exercice, par exemple, l'amende devra toujours être recouvrée en argent et dans les plus courts délais. Mais quand on se trouve en présence d'une population misérable ou momentanément dans la gêne, il est préférable de demander des prestations en nature. Dans ce cas, les journées doivent toujours être converties en tâches et l'exécution doit en être exigée intégralement et sans délais.

La présente circulaire devra être distribuée à tous les agents et préposés forestiers, administrateurs et adjoints des communes mixtes, maires et adjoints des communes de plein exercice, au personnel militaire des communes indigènes, aux chefs indigènes et, enfin, à toutes les personnes appelées à jouer un rôle quelconque dans l'organisation de la lutte contre le feu.

6 juin 1907. — Rapport, approuvé par le président de la République, portant réorganisation des services administratifs de la marine en Algérie.

Monsieur le président, — Le service administratif de la marine en Algérie fonctionne actuellement sur les bases instituées par une ordonnance royale du 31 août 1840 et une décision impériale du 26 juin 1869, complétées par divers arrêtés. Aux termes de ces actes, le contre-amiral commandant la marine est assisté d'un officier supérieur du commissariat qui dirige l'ensemble des détails administratifs, y compris le service de la marine marchande.

Un décret du 7 octobre 1902 ayant créé un corps spécial d'administrateurs de l'inscription maritime, il me paraît nécessaire de procéder en Algérie, comme en France, à la séparation administrative des services militaires proprement dits et des services de la navigation et des pêches maritimes, en plaçant respectivement à la tête de ces services un officier supérieur du corps du commissariat et un administrateur en chef ou principal de l'inscription maritime. Ces deux chefs de service semblent devoir être maintenus sous l'autorité directe du contre-amiral commandant la marine en raison du rôle dévolu à cet officier général vis-à-vis du gouvernement général de la colonie. L'indemnité de 1.260 fr. par an pour frais de services prévue par le décret du 24 septembre 1896 (tarif n° 21) peut être partagée comme suit : 720 fr. pour le chef des services administratifs militaires; 540 fr. pour le chef du service de l'inscription maritime. Ce dernier, étant chargé de l'admi-

nistration du quartier d'Alger, recevra en outre l'indemnité de frais de services de 450 fr. prévue au même tarif pour l'administrateur de ce quartier.

Si vous approuvez les considérations qui précèdent, je vous prie de vouloir bien revêtir de votre haute sanction le présent rapport.

Des arrêtés ministériels règleront la composition du conseil d'administration du port d'Alger et toutes les mesures de détail que comporte l'application des nouvelles dispositions.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de la marine,
Gaston THOMSON.

Approuvé :
Le président de la République française,
A. FALLIÈRES.

7 juin 1907. — Arrêté du min. de la marine relatif à la réorganisation des services administratifs de la marine en Algérie.

Vu le décret du 7 octobre 1902, portant création d'un corps d'administrateurs de l'inscription maritime ; — Vu la décision présidentielle du 6 juin 1907 portant réorganisation des services administratifs de la marine en Algérie (1) ;

Art. 1er. — Un commissaire principal, en service à terre, exerce les fonctions de chef du service administratif de la marine en Algérie. — Il est désigné, au choix du ministre, sur la presentation du contre-amiral commandant la marine. — Il est ordonnateur secondaire des dépenses du budget de la marine et dirige tous les détails administratifs de la marine militaire. Il remplit, vis à vis des bâtiments relevant du contre-amiral commandant la marine, des attributions analogues à celles qui sont prévues pour les commissaires de division par le décret sur le service à bord.

Art. 2. — Un administrateur en chef de 2e classe ou un administrateur principal exerce les fonctions de chef du service de l'inscription maritime de l'Algérie sous l'autorité du contre-amiral commandant la marine, qui peut se faire suppléer par lui dans les conseils et commissions et lui déléguer le droit de correspondance directe avec le gouvernement général et le ministre pour les questions relevant de son service. — Il dirige le quartier d'Alger. Un administrateur de 2e classe lui est adjoint. — Il est ordonnateur secondaire des dépenses du budget algérien relatives à la marine.

Art. 3. — Le conseil d'administraiion du port d'Alger comprend : — Le contre-amiral, commandant la marine, président ; — Le capitaine de frégate, chef d'état-major ; — Le commissaire principal, chef du service administratif militaire ; — Le chef du service de l'inscription maritime fait partie du conseil d'administration pour les affaires ressortissant à son service.

10 juin 1907. — Décret du bey créant une juridiction d'appel pour les contestations électorales.

---

(1) V. ci-dessus.

Vu l'arrêté résidentiel du 2 janvier 1905 relatif à la réorganisation de la conférence consulaire (1); — Vu l'arrêté résidentiel du 15 mai 1907 modifiant les dispositions de l'arrêté ci-dessus en ce qui concerne les opérations électorales (2) ;

Art. 1er. — Il est ouvert devant la première chambre du tribunal civil de Tunis, qui statuera en dernier ressort et sans pourvoi en cassation, un recours contre les décisions de la commission prévue à l'art. 8 de l'arrêté résidentiel du 15 mai 1907. Ce recours est ouvert soit au résident général, soit aux parties intéressées (3).

Art. 2. — Il doit, à peine de nullité, être déposé à la résidence générale générale dans le délai de quinze jours francs qui court à l'encontre du résident général du jour de la décision de la commission et à l'encontre des parties du jour de la notification qui leur est faite de cette décision.

Art. 3. — Le résident général donne immédiatement, par la voie administrative, connaissance du recours aux parties en cause, en les prévenant qu'elles ont quinze jours francs pour tout délai à l'effet de déposer leurs défenses à la résidence générale.

Art. 4. — Aussitôt ce nouveau délai expiré et dans les quinze jours au plus tard, le résident général transmet au président du tribunal de Tunis le recours, les originaux des notifications justifiant l'accomplissement des formalités qui précédent, les défenses s'il y a lieu, le procès-verbal des opérations électorales, la liste qui a servi aux émargements, une expédition de la décision attaquée et toutes autres pièces visées dans la dite décision.

Art. 5. — Dans les huit jours qui suivront, le président du tribunal fera connaître au résident général la date de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée, laquelle date devra être éloignée de huit jours au moins et quinze jours au plus de l'avis qui en sera donné au résident général. — Les parties seront immédiatement avisées de cette date par le résident général afin qu'elles puissent, si elles le veulent, présenter au tribunal soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un défenseur ou d'un avocat, toutes observations qu'elles jugeraient utiles. — Le recours est jugé en audience publique, sur rapport d'un juge et sans frais. La décision est dispensée du timbre et de l'enregistrement.

Art. 6. — Les délégués à la conférence consultative proclamés restent en fonctions jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur les réclamations.

Art. 7. — Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections est devenue définitive, l'assemblée des électeurs est convoquée dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

18 juin 1907. — Arrêté du gouv. gén. relatif au recrutement et à l'organisation du cadre des répartiteurs des contributions directes.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (4) ; — Vu le décret du 21 août 1898 sur le fonctionnement, en Algérie, du service des contributions directes (5) ; — Vu le

---

(1) *Rec. Alg.* 1905. 3. 112.

2) *Rec. Alg.* 1907. 3.185.

(3) Ainsi corrigé par un erratum, *J. O. T.*, 15 juin 1907, p. 500.

(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

(5) Est. et Lef., *Suppl* 1898, p. 88 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 160.

décret du 21 novembre 1874 sur l'organisation du service des contributions directes de la colonie (1) : — Vu les arrêtés des 21 décembre 1874 (2), 9 juin 1898 (3) et 16 septembre 1899 (4) sur l'organisation et le recrutement du personnel des répartiteurs des contributions directes ; — Vu les arrêtés du 20 janvier 1873 et du 27 mars 1877 (5) sur les indemnités allouées aux répartiteurs en sus de leurs traitements fixes et des frais de tournées ; — Vu l'arrêté du 16 janvier 1903 réorganisant le concours d'admission à l'emploi de répartiteur des contributions directes (6) ; — Vu le décret du 26 août 1905 (7) et la nomenclature y annexée des emplois réservés aux militaires remplissant les conditions fixées par l'art. 69 de la loi du 21 mars 1905 ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

I. — Personnel

Art. 1er. — Le personnel colonial adjoint au personnel continental des contributions directes en Algérie, conformément à l'art. 2 dn décret du 21 novembre 1874, pour être spéciaiement chargé de l'assiette des impôts arabes, comprend des répartiteurs principaux et des répartiteurs.

Art. 2. — Les traitements fixes assignés à ces emplois sont réglés ainsi qu'il suit : — Répartiteurs principaux (classe unique), 4.200 fr. ; — Répartiteurs : de 1re classe, 3.600 fr. ; de 2e classe. 3.000 fr. ; de 3e classe, 2.700 fr. ; de 4e classe, 2.400 fr. ; de 5e classe, 2.100 ; de 6e classe, 1.800 fr. ; de 7e classe, 1.500 fr. — Ces traitements sont soumis aux retenues réglementaires pour la pension de retraite.

Art. 3. — Il est alloué par an les indemnités fixes suivantes : — Aux répartiteurs principaux et aux répartiteurs chargés de la gestion d'une circonscription : — Pour frais de tournées, 1.200 fr. ; — Pour loyer de bureau, 100 fr. ; — Pour frais de bureau, 50 fr. ; — Aux répartiteurs sans gestion : — Pour frais de tournées, 1.200 fr. ; — Pour frais de bureau, 50 fr.

II. — Recrutement

Art. 4. — Les trois quarts des emplois de répartiteurs sont réservés aux anciens sous officiers rengagés remplissant les conditions prévues par la loi du 21 mars 1905. — Le quatrième quart est donné à la suite d'un concours. Sont également mis au concours les emplois restant disponibles, faute de canditats au titre de la loi du 21 mars 1905, parmi ceux réservés aux anciens sous-officiers rengagés. — A défaut de candidats pour subir le concours, les emplois vacants peuvent, sur la proposition du secrétaire général du gouvernement, être attribués à des employés de l'État ayant dépassé l'âge d'admission au concours et justifiant de connaissances suffisantes de la langue arabe.

Art. 5. — Peuvent être admis au concours pour l'emploi de répartiteur des contributions directes tous candidats ayant atteint, au 1er janvier de l'année du concours, l'âge de 24 ans au moins et de 30 au plus. — Pour les candidats ayant des services militaires, la limite d'âge est reculée d'un nombre

---

(1) Est. et Lef.., p. 446.
(2) Est. et Lef., p. 447.
(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 73.
(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1899, p. 41 ; *Rec. Alg.* 1899. 3. 113.
(5) Est. et Lef., p. 486.
(6) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 157 ; *Rec. Alg.* 1903. 3. 59.
(7) *Rec. Alg.* 1905. 3. 269.

d'années égal à celui de ces services, sans pouvoir dépasser 36 ans — Les employés de l'État ayant au moins 5 ans de services administratifs comptant pour la retraite, sont autorisés à prendre part au concours jusqu'à l'âge de 36 ans.

Art. 6. — Les candidats adressent leur demande au gouverneur général, par l'intermédiaire du directeur des contributions directes de leur département. La demande doit être faite sur papier timbré et la signature du candidat être légalisée. — Le candidat est tenu de joindre à sa demande: — 1° Une expédition dûment légalisée de son acte de naissance; — 2° Un certificat du maire de sa résidence constatant qu'il jouit de la qualité de français et qu'il est de bonnes vie et mœurs ; 3° Un certificat d'un médecin assermenté constatant qu'il jouit d'une bonne constitution et qu'il n'a aucune infirmité qui le rende impropre à un service essentiellement actif ; — 4° Un certificat attestant qu'il a satisfait à la loi sur le recrutement et accompagné, s'il y a lieu, d'un état signalétique de ses services militaires et d'une copie certifiée conforme du certificat de bonne conduite délivré au corps. — Si le candidat est un employé de l'État, demandant à bénéficier de l'élévation de la limite d'âge prévue à l'art. 5 ci-dessus, il fournit, en outre, un certificat de son chef de service attestant qu'il se trouve à cet égard dans les conditions voulues. — Ne sont plus recevables les demandes qui parviennent au directeur des contributions directes moins de deux mois avant la date fixée pour l'ouverture du concours. — Le directeur des contributions directes examine chaque candidature et transmet ensuite les demandes au gouverneur général avec son avis, en y joignant les pièces dont la production est prescrite.

Art. 7. — La liste des candidats admis au concours est arrêtée par le gouverneur général.

Art. 8. — Le concours comprend une partie écrite et une partie orale.

Le programme de l'examen écrit est fixé ainsi qu'il suit : — 1° Une dictée, sur papier non réglé. Le candidat pourra en corriger l'orthographe sur le champ, sans toutefois recourir à aucun livre ni secours étranger ; — 2° Composition française sur un sujet donné ; — 3° Solution de problèmes sur les éléments de l'arithmétique et de la géométrie ; — 4° Traduction d'un texte arabe (l'usage du dictionnaire est autorisé).

Les épreuves orales portent sur les matières ci-après : — 1° Notions sommaires sur l'administration générale, les impôts directs et les impôts arabes ; — 2° Éléments de l'arithmétique (fractions, proportions et système métrique) ; — 3° Éléments de la géométrie (calcul des surfaces et mesure des volumes) et de l'arpentage ; — 4° Conversation en langue arabe roulant sur les obligations de service du répartiteur.

Art. 9. — Le cours a lieu à Alger. — Les candidats admis au concours sont convoqués devant une commission ocmposée d'un conseiller de gouvernement, président, du directeur des contributions directes et d'un inspecteur des contributions directes. Un examinateur spécial est attaché à la commission pour les épreuves d'arabe. — Un jour est consacréaux épreuves écrites qui s'effectuent suivant l'ordre indiqué à l'art. 8 et dans les conditions de temps déterminées ci-après : — *Première séance :* Épreuve n° 1, deux heures et demie ; épreuve n° 2, deux heures et demie. — *Deuxième séance :* Épreuve n° 3, deux heures ; épreuve n° 4, deux heures. — A l'expiration du temps fixé, les candidats doivent remettre leur composition terminée ou non. — Les épreuves orales ont lieu le lendemain. L'ordre dans lequel les candidats sont appelés à les surbir est déterminé par le sort. Leur durée ne doit pas dépasser une heure.

Art. 10. — Afin d'arriver à une appréciation exacte et comparative des candidats, il est attribué, par la commission, à chacune des épreuves de l'examen écrit et à chaque partie de l'examen oral, une valeur numérique exprimée

par des chiffres qui auront respectivement la signification ci-après : — 0, nul ; — 1, très mal ; — 2. mal ; — 3, 4, médiocre ; — 5, 6, 7, assez bien ; — 8, 9, bien ; — 10, très bien.

L'importance relative des épreuves pour les deux examens est déterminée par un coefficient indiqué ci-dessous, qui doit être multiplié par le nombre des points accordés : — *Examen écrit* : — Ortographe, 4 ; — Composition française, 8 ; — Problèmes d'arithmétique et de géométrie, 4 ; — Version arabe, 7. — *Examen oral* : — Notions sommaires sur l'administration générale, les impôts directs et les impôts arabes, 3 ; — Mathématiques (arithmétique, géométrie, arpentage), 3 ; — Conversation arabe, 6.

Art. 11. — D'après les résultats du concours, le gouverneur général arrête la liste, par ordre de mérite, des candidats admis. — Aucun candidat ne peut être nommé avant d'avoir atteint l'âge de 25 ans.

III. — Avancement

Art. 12. — Les répartiteurs principaux sont choisis parmi les répartiteurs de 1re classe les mieux notés et comptant plus de trois années d'ancienneté dans cette classe. — Les répartiteurs de 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e classe ne peuvent être promus à une classe supérieure qu'après un stage de trois ans dans leur classe.

IV. — Discipline

Art. 13. — En cas d'inconduite, d'infraction ou de manquements aux devoirs professionnels, les agents du cadre colonial des contributions directes peuvent être frappés des peines suivantes : — 1° Le blâme officiel ; — 2° La retenue de solde ; — 3° Le retrait d'une classe ou d'un grade ; — 4° La mise en disponibilité, le licenciement ou la révocation, qui sont prononcés par le gouverneur général.

Art. 14. — Lorsque la peine proposée sera la rétrogradation, la mise en disponibilité, le licenciement ou la révocation, l'intéressé sera, préalablement à la décision, déféré au conseil de discipline institué par l'arrêté du 9 février 1889, modifié par celui du 1er septembre 1896.

Art. 15. — Toutes les dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

19 juin 1907. — Arrêté du min. de la justice concernant les secrétariats des parquets près les tribunaux d'Algérie.

Vu les arrêtés des 25 février 1859, 1er juin 1861 et 28 avril 1880 ; — Vu le chapitre 67 du budget spécial de l'Algérie, pour l'année 1907, en ce qui concerne l'élévation de traitement des secrétaires de parquet de première instance et la création de trois nouveaux postes de sous-secrétaire ;

Art. 1er. — Les secrétariats de parquet de première instance, en Algérie, sont divisés en trois classes, savoir : — 2 secrétaires de 1re classe, au traitement de 3.000 fr. ; — 2 secrétaires de 2e classe, au traitement de 2.300 fr. ; — 12 secrétaires de 3e classe, au traitement de 1.800 fr. — Il y a, en outre, 4 sous-secrétaires au traitement de 1.500 fr.

Art. 2. — Les secrétariats de parquet sont composés ainsi qu'il suit au tribunal de première instance : — Alger, d'un secrétaire de 1re classe et d'un sous-secrétaire. — Oran, d'un secrétaire de 1re classe et d'un sous-secrétaire. — Constantine, d'un secrétaire de 2e classe et d'un sous-secrétaire. — Bône, d'un secrétaire de 2e classe et d'un sous-secrétaire. — Dans les tribunaux de première instance, d'un secrétaire de 3e classe.

Art. 3. — Il sera pourvu par le procureur général près la cour d'appel d'Alger à la nomination des secrétaires et sous-secrétaires des parquets des tribunaux de première instance de l'Algérie.

Art. 4. — Les secrétaires et sous-secrétaires nommés avant le 1er janvier 1907 bénéficieront des dispositions du présent arrêté, à partir de cette date.

Art. 5. — Le procureur général près la cour d'appel d'Alger est chargé de l'exécution du présent décret (1).

15 décembre 1906. — Décret du bey portant promulgation du code tunisien des obligations et des contrats (2).

Considérant qu'il y a lieu de codifier les règles et les usages relatifs aux obligations et aux contrats; — Sur le rapport de notre premier ministre;

Art. 1er. — Les textes publiés ci-après et relatifs aux obligations et aux contrats sont réunis en un seul corps, sous le titre de *Code tunisien des obligations et des contrats.*

Art. 2 — Ce code est divisé en deux livres : le premier, formé des art. 1 à 717 (3), concerne les obligations; le second, formé des art. 718 (3) à 1632, concerne les contrats et quasi-contrats.

Art. 3. — Les dispositions du présent code seront mises en vigueur et appliquées par nos juridictions tunisiennes, à dater du 1er juin 1907. Elles n'ont pas d'effet rétroactif.

CODE TUNISIEN DES OBLIGATIONS ET CONTRATS (4)

LIVRE PREMIER

DES OBLIGATIONS EN GÉNÉRAL

TITRE PREMIER

Des causes des obligations

Art. 1er. — Les obligations dérivent des conventions et autres déclarations de volonté, des quasi-contrats, des délits et des quasi-délits.

---

(1) *Sic* : ce texte est cependant un arrêté et non un décret.

(2) Publié par un supplément au n° 103 du *J. O. T.*, du 15 décembre 1906.

(3) *Sic :* le livre Ier comprend, en réalité, les art. 1-563, le livre II les art. 564-1632.

(4) Lire : *ET DES CONTRATS.*

TITRE II (1)

CHAPITRE PREMIER

Des obligations qui dérivent des conventions et autres déclarations de volonté.

Art. 2. — Les éléments nécessaires pour la validité des obligations qui dérivent d'une déclaration de volonté sont : — 1° la capacité de s'obliger ; — 2° une déclaration valable de volonté portant sur les éléments essentiels de l'obligation ; — 3° un objet certain pouvant former objet d'obligation ; — 4° une cause licite de s'obliger.

Section I. — *De la capacité*

Art. 3. — Toute personne est capable d'obliger et de s'obliger si elle n'en est déclarée incapable par la loi.

Art. 4. — La différence du culte ne crée aucune différence entre les musulmans et les non musulmans, en ce qui concerne la capacité de contracter et les effets des obligations valablement formées par ces derniers et envers eux.

Art. 5. — Sont absolument incapables de contracter, si ce n'est par les personnes qui les représentent : — 1° les mineursj usqu'à l'âge de douze ans révolus ; — 2° les majeurs atteints d'aliénation mentale qui les prive complètement de leurs facultés ; — 3° les personnes morales que la loi assimile aux mineurs.

Art. 6. — Ont une capacité limitée : — les mineurs au-dessus de douze ans et jusqu'à dix-huit ans révolus non assistés par leur père ou tuteur ; — les femmes mariées dans les cas exprimés par la loi ; — les interdits pour faiblesse d'esprit ou prodigalité non assistés par leur conseil judiciaire, dans les cas où la loi requiert cette assistance ; — les interdits pour insolvabilité déclarée ; — et généralement tous ceux auxquels la loi défend certains contrats.

Art. 7. — Est majeur aux effets de la présente loi (2) tout individu du sexe masculin au-dessus de dix-huit ans révolus. — L'enfant du sexe féminin reste sous tutelle jusqu'à deux ans après son mariage.

Art. 8. — Le mineur au-dessus de douze ans et l'incapable, qui ont contracté sans l'autorisation de leur père, tuteur ou curateur, ne sont pas obligés à raison des engagements pris par eux, et peuvent en demander la rescision dans les conditions établies par le présent code (3). — Cependant, ces obligations peuvent être validées par l'approbation donnée par le père, tuteur ou curateur à l'acte accompli par le mineur ou l'incapable. Cette approbation doit être donnée en la forme requise par la loi.

Art. 9. — Le mineur au-dessus de douze ans et l'incapable peuvent améliorer leur situation, même sans l'assistance de leur père, tuteur ou curateur, en ce sens qu'ils peuvent accepter une donation ou tout autre

---

(1) Ce titre ne porte pas de rubrique.

(2) Lire : *du présent code.*

(3) Le texte porte : Code.

acte gratuit qui les enrichit ou qui les libère d'une obligation, sans entraîner pour eux aucune charge.

Art 10. — L'obligation peut être attaquée par le tuteur ou par le mineur après sa majorité, alors même qu'il aurait employé des manœuvres frauduleuses pour induire l'autre partie à croire à sa majorité, à l'autorisation de son tuteur ou à sa qualité de commerçant. — Le mineur demeure obligé, toutefois, à concurrence du profit qu'il a retiré de l'obligation, dans les conditions déterminées au présent code (1).

Art. 11. — Le mineur, dûment autorisé à exercer le commerce ou l'industrie, n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce, dans les limites de l'autorisation qui lui a été donnée ; celle-ci comprend, dans tous les cas, les actes qui sont nécessaires à l'exercice du commerce qui fait l'objet de l'autorisation.

Art. 12. — L'autorisation d'exercer le commerce peut être (2) révoquée à tout moment pour motifs graves, avec l'autorisation du tribunal (3), le mineur entendu. La révocation n'a point d'effet à l'égard des affaires qui étaient engagées au moment de la révocation.

Art. 13. — Le mineur et l'incapable sont toujours obligés, à raison de l'accomplissement de l'obligation par l'autre partie jusqu'à concurrence du profit qu'ils en ont tiré. Il y a profit lorsque l'incapable a employé ce qu'il a reçu en dépenses nécessaires ou utiles, ou lorsque la chose existe encore dans son patrimoine.

Art. 14. — Le contractant capable de s'obliger ne peut opposer l'incapacité de la partie avec laquelle il a contracté.

Art. 15. — Le père qui administre les biens de son enfant mineur ou incapable, le tuteur, le curateur et généralement tous administrateurs constitués par la loi, ne peuvent faire aucun acte de disposition sur les actes (4) dont ils ont la gestion, qu'après avoir obtenu une autorisation spéciale du cadi ou autre autorité compétente à raison de la religion de l'incapable ; cette autorisation ne sera accordée que dans les cas de nécessité ou d'utilité évidente de ce dernier. — Sont considérés comme actes de disposition, au sens du présent article, la vente, l'échange, la location pour un terme supérieur à trois ans, la concession à enzel, la société, le partage, la constitution de nantissement et les autres cas expressément indiqués par la loi.

Art. 16. — Les actes accomplis dans l'intérêt d'un mineur, d'un interdit ou d'une personne morale, par les personnes qui les représentent, et dans les formes établies par la loi, ont la même valeur que ceux accomplis par les majeurs maîtres de leurs droits. Cette règle ne s'applique pas aux actes de pure libéralité, lesquels n'ont aucun effet, même lorsqu'ils sont faits avec autorisation requise par la loi, ni aux aveux faits en justice et portant sur des faits que le représentant du mineur n'a pu accomplir lui-même.

Art. 17. — Le représentant légal du mineur ou de l'interdit ne peut

---

(1) Le texte porte : Code.

(2) Le texte porte : peut-être.

(3) Le texte porte : Tribunal.

(4) Lire sans doute ; *biens*.

continuer à exercer le commerce pour le compte de ce dernier, s'il n'y est autorisé par l'autorité compétente, qui ne devra l'accorder que dans les cas d'utilité évidente du mineur ou de l'interdit.

Section II. — *De la déclaration de volonté*

§ A. — *De la déclaration unilatérale*

Art. 18. — La simple promesse ne crée point d'obligation.

Art. 19. — La promesse faite par affiches ou autre moyen de publicité, d'une récompense à celui qui trouvera un objet perdu ou accomplira un autre fait est réputée acceptée par celui qui, même sans connaître l'avis, rapporte l'objet ou accomplit le fait ; l'auteur de la promesse est tenu, dès lors, de son côté, à accomplir la prestation promise.

Art. 20. — La promesse de récompense ne peut être révoquée lorsque la révocation survient après l'exécution commencée. — Celui qui a fixé un délai pour l'accomplissement du fait prévu est présumé avoir renoncé au droit de révoquer sa promesse jusqu'à l'expiration du délai.

Art. 21. — Si plusieurs personnes ont accompli en même temps le fait prévu par la promesse de récompense, le prix ou récompense promis est partagé entre eux (1). Si elles l'ont accompli en des temps divers, la récompense appartient au premier (2) en date ; si elles l'ont accompli chacune pour une part, la récompense est partagée dans la même proportion ; si le prix ou récompense ne peut se partager mais peut se vendre, le prix en sera partagé entre les ayants droit (3) ; si ce prix ou récompense consiste en un objet qui n'a pas de valeur vénale ou ne peut être (4) donné qu'à un seul, d'après les termes de la promesse, la décision est remise à la voie du sort.

Art. 22. — Dans les obligations unilatérales, les engagements sont obligatoires dès qu'ils sont parvenus à la connaissance de la partie envers laquelle ils sont pris.

§ B. — *Des conventions ou contrats*

Art. 23. — La convention n'est parfaite que par l'accord des parties sur les éléments essentiels de l'obligation, ainsi que sur toutes les autres clauses licites que les parties considèrent comme essentielles. — Les modifications que les parties apportent d'un commun accord à la convention, aussitôt après sa conclusion, ne constituent pas un nouveau contrat, mais sont censées faire partie de la convention primitive, si le contraire n'est exprimé.

Art. 24. — Le contrat n'est point parfait lorsque les parties ont expressément réservé certaines clauses comme devant former objet d'un accord ultérieur ; l'accord intervenu dans ces conditions sur une ou plusieurs clauses ne constitue pas engagement, alors même que les préliminaires de la convention auraient été rédigés par écrit.

---

(1) Lire sans doute : *elles.*

(2) *La première* serait correct.

(3) Le texte porte : ayants-droit.

(4) Le texte porte : peut-être.

Art. 25. — Les réserves ou restrictions qui ne sont pas portées à la connaissance de l'autre partie ne peuvent ni infirmer ni restreindre les effets de la déclaration de volonté telle qu'elle résulte de son expression apparente.

Art. 26. — Les contre-lettres ou autres déclarations écrites n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes et leurs héritiers. Elles ne peuvent être opposées aux tiers s'ils n'en ont eu connaissance; les ayants cause (1) et successeurs à titre particulier sont considérés comme tiers, aux effets du présent article.

Art. 27. — L'offre faite à une personne présente sans fixation de délai, est non avenue, si elle n'est acceptée sur-le-champ par l'autre partie. — Cette règle s'applique aux offres faites au moyen du téléphone par une personne à une autre.

Art. 28. — Le contrat par correspondance est parfait au moment et dans le lieu où celui qui a reçu l'offre répond en l'acceptant. — Le contrat par le moyen d'un messager ou intermédiaire est parfait au moment et dans le lieu où celui qui a reçu l'offre répond à l'intermédiaire qu'il accepte.

Art. 29. — Lorsqu'une réponse d'acceptation n'est pas exigée par le proposant ou par l'usage du commerce, le contrat est parfait dès que l'autre partie en a entrepris l'exécution ; l'absence de réponse vaut aussi consentement, lorsque la proposition se rapporte à des relations d'affaires déjà entamées entre les parties.

Art. 30. — La proposition est révocable tant que le contrat n'est point parfait par l'acceptation ou le commencement d'exécution entrepris par l'autre partie.

Art. 31. — Une réponse conditionnelle ou restrictive équivaut au refus de la proposition, accompagné d'une proposition nouvelle.

Art. 32. — La réponse est réputée conforme aux offres, lorsque celui qui répond dit simplement qu'il accepte ou lorsqu'il exécute le contrat sans faire aucune réserve.

Art. 33. — Celui qui a fait une offre en fixant un délai pour l'acceptation est engagé envers l'autre partie jusqu'à expiration du délai. Il est dégagé si une réponse d'acceptation ne lui parvient pas dans le délai fixé.

Art. 34. — Celui qui fait une offre par correspondance sans fixer un délai est engagé jusqu'au moment où une réponse expédiée dans un délai moral raisonnable devrait lui parvenir régulièrement, si le contraire ne résulte expressément de la proposition. — Si la déclaration d'acceptation a été expédiée à temps, mais ne parvient au proposant qu'après l'expiration du délai suffisant pour qu'elle puisse parvenir régulièrement, le proposant n'est pas engagé, sauf le recours de la partie en dommages-intérêts contre qui de droit.

Art. 35. — La mort ou l'incapacité de celui qui a fait une offre, lorsqu'elle survient après le départ de la proposition, n'empêche point la perfection du contrat, lorsque celui auquel elle est adressée l'a acceptée avant de connaître la mort ou l'incapacité du proposant.

Art. 36. — La mise aux enchères est une proposition de contrat ; elle

---

(1) Le texte porte : ayant cause.

est réputée acceptée par celui qui offre le dernier prix ; celui-ci est obligé en vertu de son offre si le vendeur accepte le prix offert.

*Art. 37. — Nul ne peut engager autrui, ni stipuler pour lui, s'il n'a pouvoir de le représenter en vertu d'un mandat ou de la loi.

Art. 38. — Néanmoins, on peut stipuler au profit d'un tiers, même indéterminé, lorsque telle est la clause d'une convention à titre onéreux que l'on fait soi même ou d'une libéralité que l'on fait au promettant. — Dans ce cas, la stipulation opère directement en faveur du tiers ; celui-ci peut, en son nom, en poursuivre l'exécution contre le promettant, à moins que l'exercice de cette action n'ait été interdit par le contrat ou n'ait été subordonné à des conditions déterminées. — La stipulation est réputée non avenue lorsque le tiers en faveur duquel elle est faite refuse de l'accepter en notifiant son refus au promettant.

Art. 39. — Celui qui a stipulé en faveur d'un tiers peut poursuivre, concurremment avec ce dernier, l'exécution de l'obligation, s'il ne résulte de celle-ci que l'exécution ne peut en être demandée que par le tiers en faveur duquel elle est faite.

Art. 40. — On peut stipuler pour un tiers sous réserve de ratification. Dans ce cas, l'autre partie peut demander que le tiers au nom duquel on a contracté déclare s'il entend ratifier la convention. Elle n'est plus tenue, si la ratification n'est pas donnée dans un délai raisonnable, et au plus tard quinze jours après la notification de la convention.

Art. 41. — La ratification équivaut au mandat. Elle peut être tacite et résulter de l'exécution par le tiers du contrat fait en son nom. — Elle a effet en faveur de celui qui ratifie et contre lui, à partir de l'acte qui en est l'objet, s'il n'y a déclaration contraire ; elle n'a effet à l'égard des tiers qu'à partir du jour où elle a été donnée.

Art. 42. — Le consentement ou la ratification peuvent résulter du silence, lorsque la partie, des droits de laquelle on dispose, est présente ou en est dûment informée, et qu'elle n'y contredit point sans qu'aucun motif légitime justifie son silence.

§ C. — *Des vices du consentement*

Art. 43. — Est annulable le consentement donné par erreur, surpris par dol, ou extorqué par violence.

Art. 44. — L'erreur de droit donne ouverture à la rescision de l'obligation : — 1° lorsqu'elle en est la cause unique ou principale ; — 2° lorsqu'elle est excusable.

Art. 45. — L'erreur de fait peut donner ouverture à la rescision lorsqu'elle tombe sur l'identité ou sur l'espèce, ou bien sur la qualité de l'objet qui a été la cause déterminante du consentement.

Art. 46. — L'erreur portant sur la personne de l'une des parties ou sur sa qualité ne donne pas ouverture à résolution, sauf (1) le cas où la personne ou sa qualité ont été l'une des causes déterminantes du consentement donné par l'autre partie.

Art. 47. — Les simples erreurs de calcul ne sont pas une cause de résolution, mais elles doivent être rectifiées.

---

(1) Le texte porte : sauf, le cas.

Art. 48. — Dans l'appréciation de l'erreur et de l'ignorance soit de droit, soit de fait, les juges devront toujours avoir égard à l'âge, au sexe, à la condition des personnes et aux circonstances de la cause.

Art. 49. — Lorsque l'erreur a été commise par l'intermédiaire dont une des parties s'est servie, cette partie pourra demander la résolution de l'obligation dans les cas des articles 45-46 ci-dessus, sauf l'application des principes généraux relatifs à la faute, et de l'art. 457 (1) dans le cas spécial des télégrammes.

Art. 50. — La violence est la contrainte exercée sans l'autorité de la loi, et moyennant laquelle on amène une personne à accomplir un acte qu'elle n'a pas consenti.

Art. 51. — La violence ne donne ouverture à la rescision de l'obligation que : — 1° lorsqu'elle en a été la cause déterminante ; — 2° lorsqu'elle est constituée de faits de nature à produire chez celui qui en est l'objet, soit une souffrance physique, soit un trouble moral profond, soit la crainte d'exposer sa personne, son honneur, ou ses biens à un préjudice notable, eu égard à l'âge, au sexe, à la condition des personnes et à leur degré d'impressionnabilité.

Art. 52. — La crainte inspirée par la menace d'exercer des poursuites ou d'autres voies de droit ne peut donner ouverture à la rescision que si on a abusé de la position de la partie menacée pour lui extorquer des avantages excessifs ou indus à moins que ces menaces ne soient accompagnées de faits constituant une violence, au sens de l'article précédent.

Art. 53. — La violence donne ouverture à la rescision de l'obligation, même si elle n'a pas été exercée par celui des contractants au profit duquel la convention a été faite.

Art. 54. — La violence donne ouverture à la rescision, même lorsqu'elle a été exercée sur une personne avec laquelle la partie contractante est étroitement liée par le sang.

Art. 55. — La crainte révérentielle ne donne pas ouverture à rescision à moins que des menaces graves ou des voies de fait se soient ajoutées à cette crainte révérentielle.

Art. 56. — Le dol donne ouverture à la rescision lorsque les manœuvres ou les réticences de l'une des parties, de celui qui la représente ou qui est de complicité avec elle, sont de telle nature que, sans ces manœuvres ou ces réticences, l'autre partie n'aurait pas contracté. Le dol pratiqué par un tiers a le même effet, lorsque la partie qui en profite en avait connaissance.

Art. 57. — Le dol qui porte sur les accessoires de l'obligation et qui ne l'a pas déterminée ne peut donner lieu qu'à des dommages-intérêts.

Art. 58. — Il y a lieu à rescision lorsque la partie qui a contracté se trouvait dans un état d'ivresse qui a troublé ses facultés.

Art. 59. — Les motifs de rescision fondés sur l'état de maladie, et autres cas analogues, sont abandonnés à l'appréciation des juges.

Art. 60. — La lésion ne donne pas lieu à la rescision, à moins qu'elle

---

(1) Ainsi corrigé par un erratum publié dans un supplément du *J. O. T.*, 29 décembre 1906.

ne soit causée par le dol de l'autre partie, ou de celui qui la représente ou qui a traité pour elle et sauf l'exception ci-après.

Art. 61. — La lésion donne ouverture à la rescision lorsque la partie lésée est un mineur ou un incapable, alors même qu'il aurait contracté avec l'assistance de son tuteur ou conseil judiciaire dans les formes déterminées par la loi et bien qu'il n'y ait pas dol de l'autre partie. Est réputée lésion, toute différence au delà du tiers entre le prix porté au contrat et la valeur effective de la chose.

Section III. — *De l'objet des obligations contractuelles*

Art. 62. — Les choses, les faits et les droits incorporels qui sont dans le commerce peuvent seuls former objet d'obligation ; sont dans le commerce toutes les choses au sujet desquelles la loi ne défend pas expressément de contracter.

Art. 63. — La chose qui forme l'objet de l'obligation doit être déterminée au moins quant à son espèce. — La quotité de la chose peut être incertaine pourvu qu'elle puisse être déterminée par la suite.

Art. 64. — Est nulle l'obligation qui a pour objet une chose ou un fait impossible, physiquement ou en vertu de la loi.

Art. 65. — La partie qui savait ou devait savoir au (1) moment du contrat que la prestation (2) était impossible, est tenue à des dommages (3) envers l'autre partie. — Il n'y a pas lieu à indemnité lorsque l'autre partie savait, ou devait savoir, que l'objet de l'obligation était impossible. — On doit appliquer la même règle : — 1° au cas où, l'impossibilité étant partielle, la convention est valable en partie ; — 2° aux obligations alternatives, lorsque l'une des prestations promises est impossible.

Art. 66. — L'obligation peut avoir pour objet une chose future et incertaine sauf les exceptions établies par la loi. — Néanmoins, on ne peut, à peine de nullité absolue, renoncer à une succession non encore ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, ou sur l'un des objets qui y sont compris, même avec le consentement de celui de la succession, duquel (4) il s'agit.

Section IV. — *De la cause des obligations contractuelles*

Art. 67. — L'obligation sans cause, ou fondée sur une cause illicite, est non avenue. — La cause est illicite quand elle est contraire aux bonnes mœurs, à l'ordre public ou à la loi.

Art. 68. — Toute obligation est présumée avoir une cause certaine et licite, quoiqu'elle ne soit pas exprimée.

Art. 69. — La cause exprimée est présumée vraie jusqu'à preuve contraire.

Art. 70. — Lorsque la cause exprimée est démontrée fausse ou illicite, c'est à celui qui soutient que l'obligation a une autre cause licite à le prouver.

---

(1) Le texte porte : savoi au.

(2) Le texte porte : prestar tion.

(3) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

(4) Le texte porte ; ou quel.

CHAPITRE II

Obligations résultant des quasi-contrats

Art. 71 (1). — Celui qui a reçu ou se trouve posséder une chose, ou autre valeur appartenant à autrui, sans une cause qui justifie cet enrichissement, est tenu de la restituer à celui aux dépens duquel il s'est enrichi.

Art. 72. — Celui qui, de bonne foi, a retiré un profit du travail ou de la chose d'autrui, sans une cause qui justifie ce profit, est tenu d'indemniser celui aux dépens duquel il s'est enrichi dans la mesure où il a profité de son fait ou de sa chose.

Art. 73. — Celui qui, se croyant débiteur, par une erreur de droit ou de fait, a payé ce qu'il ne devait pas, a le droit de répétition contre celui auquel il a payé. Mais celui-ci ne doit aucune restitution si, de bonne foi et en conséquence de ce paiement, il a détruit ou annulé le titre, s'est privé des garanties de sa créance, ou a laissé son action se prescrire contre le véritable débiteur. Dans ce cas, celui qui a payé n'a de recours que contre le véritable débiteur.

Art. 74. — Il n'y a pas lieu à répétition lorsqu'on a acquitté volontairement et en connaissance de cause ce qu'on savait ne pas être tenu de payer.

Art. 75. — On peut répéter ce qui a été payé pour une cause future qui ne s'est pas réalisée, ou pour une cause déjà existante, mais qui a cessé d'exister.

Art. 76. — Il n'y a pas lieu à répétition de ce qui a été payé pour une cause future qui ne s'est pas réalisée, lorsque celui qui a payé savait déjà que la réalisation était impossible, ou lorsqu'il en a empêché la réalisation.

Art. 77. — Ce qui a été payé pour une cause contraire à la loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, peut être répété.

Art. 78. — Si le paiement a été fait en exécution d'une dette prescrite ou d'une obligation morale, il n'y a pas lieu à répétition, lorsque celui qui a payé avait la capacité d'aliéner à titre gratuit encore qu'il eût cru par erreur qu'il était tenu de payer ou qu'il ignorât le fait de la prescription

Art. 79. — Équivaut au paiement, dans les cas prévus ci-dessus, la dation en paiement, la constitution d'une sûreté, la délivrance d'une reconnaissance de dette ou d'un autre titre ayant pour but de prouver l'existence ou la libération d'une obligation.

Art. 80. — Celui qui s'est indûment enrichi au préjudice d'autrui est tenu de lui restituer identiquement ce qu'il a reçu, si cela existe encore, ou sa valeur au jour où il l'a reçu, si cela a péri ou a été détérioré par son fait ou sa faute ; il est même tenu de la perte ou de la détérioration par cas fortuit, depuis le moment où la chose lui est parvenue, s'il l'a

---

(1) Numéro rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.*, 29 décembre 1906.

reçue de mauvaise foi. Le détenteur de mauvaise foi doit, en outre, restituer les fruits, accroissements et bénéfices qu'il a perçus à partir du jour du paiement ou de l'indue réception, et ceux qu'il aurait dû percevoir s'il avait bien administré. Il ne répond que jusqu'à concurrence de ce dont il a profité, et à partir du jour de la demande s'il était de bonne foi.

Art. 81. — Si celui qui a reçu de bonne foi a vendu la chose, il n'est tenu qu'à restituer le prix de vente ou à céder les actions qu'il a contre l'acheteur, s'il était encore de bonne foi au moment de la vente.

CHAPITRE III

Des obligations provenant des délits et quasi-délits

Art. 82. — Tout fait quelconque de l'homme qui, sans l'autorité de la loi, cause sciemment et volontairement à autrui un dommage matériel ou moral, oblige son auteur à réparer le dommage résultant de son fait, lorsqu'il est établi que ce fait en est la cause directe. — Toute stipulation contraire est sans effet.

Art. 83. — Chacun est responsable du dommage moral ou matériel qu'il a causé, non seulement par son fait, mais par sa faute, lorsqu'il est établi que cette faute en est la cause directe. — Toute stipulation contraire est sans effet. — La faute consiste, soit à omettre ce qu'on était tenu de faire, soit à faire ce dont on était tenu de s'abstenir, sans intention de causer un dommage.

Art. 84. — La responsabilité établie aux deux articles ci-dessus s'applique également à l'État, même lorsqu'il agit comme puissance publique, aux communes et aux administrations publiques, pour les faits et les fautes imputables à leurs représentants, agents et fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, sans préjudice de la responsabilité directe de ces derniers envers les parties lésées.

Art. 85. — Le fonctionnaire ou employé public qui, par son dol ou sa faute lourde, cause à autrui un dommage matériel ou moral dans l'exercice de ses fonctions ou de son service, est tenu de réparer le dommage, lorsqu'il est établi que son dol ou sa faute en sont la cause directe ; cependant, en cas de faute simple, les parties lésées n'ont action contre le fonctionnaire qu'à défaut de tout autre moyen de se faire indemniser. — Le présent article ne s'applique pas aux notaires dont les rapports avec les parties sont régis par les règles du louage d'ouvrage.

Art. 86. — Le fonctionnaire de l'ordre judiciaire qui forfait aux devoirs de sa charge en répond civilement envers la partie lésée, dans le cas où, d'après la loi pénale, il y a lieu à prise à partie contre lui.

Art. 87. — Celui qui, contrairement à la vérité, affirme ou répand par la voie de la presse ou autrement des faits qui sont de nature à nuire au crédit, à la considération ou aux intérêts de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est tenu envers la partie lésée des dommages résultant de son fait, lorsqu'il savait ou devait savoir la fausseté des faits imputés, le tout sans préjudice des peines édictées par la loi. — Cette règle s'applique à celui qui, par des paroles, des écrits ou des actes,

commet le délit d'injure au sens de la loi pénale et de la loi sur la presse. — La même responsabilité s'applique à celui qui aura imprimé un écrit calomnieux, diffamatoire ou injurieux, solidairement avec l'auteur. — L'action résultant des faits prévus par le présent article se prescrit après cinq mois révolus à compter du jour où ils ont été commis ou du jour du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait. Lorsque le fait dommageable n'est pas accompagné de publicité, la prescription s'accomplit par cinq mois à partir du jour où la partie lésée en a eu connaissanee.

Art. 88. — Celui qui, de bonne foi, et sans qu'il y ait faute lourde ou imprudence grave de sa part, donne des renseignements dont il ignore la fausseté, n'est tenu d'aucune responsabilité envers la personne qui est l'objet de ces renseignements : — 1° lorsqu'il y avait pour lui ou pour celui qui a reçu les renseignements un intérêt légitime à les obtenir ; — 2° lorsqu'il était tenu par suite de ses rapports d'affaires, ou d'une obligation légale, de communiquer les informations qui étaient à sa connaissance.

Art. 89. — Un simple conseil ou une recommandation n'engage pas la responsabilité de son auteur, si ce n'est dans les cas suivants : — 1° s'il a donné ce conseil dans le but de tromper l'autre partie ; — 2° lorsqu'étant intervenu dans l'affaire à raison de ses fonctions, il a commis une faute lourde, c'est-à-dire une faute qu'une personne dans sa position n'aurait pas dû (1) commettre et qu'il en est résulté un dommage pour l'autre ; — 3° lorsqu'il a garanti les résultats de l'affaire.

Art. 90. — Peut donner lieu à des dommages-intérêts, sans préjudice de l'action en suppression et de poursuites pénales : — 1° le fait de celui qui aura, soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par altération quelconque, sur des objets fabriqués, ou sur des produits industriels ou agricoles, le nom ou la marque de fabrique, le cachet, le timbre ou l'étiquette d'un fabricant ou d'un producteur autre que celui qui en est l'auteur ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication ou de la production ; — 2° le fait de celui qui, sans y être autorisé, aura apposé le nom, la marque de fabrique, l'étiquette ou autre signe distinctif du fabricant dont il a acquis les produits lorsque les produits n'étaient pas marqués par leur auteur ou producteur au moment où il les a acquis.

Art. 91. — Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque, sera passible des effets civils de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés. Il n'aura, dans ce cas, aucun recours contre son vendeur ou mandant pour se faire indemniser des condamnations prononcées contre lui.

Art. 92. — Peuvent donner lieu à des dommages-intérêts, sans préjudice de l'action pénale, les faits constituant une concurrence déloyale, et par exemple : — 1° le fait d'user d'un nom ou d'une marque à peu près similaires à ceux appartenant légalement à une maison ou fabrique déjà connue, ou à une localité ayant une réputation collective, de manière à

---

(1) Le texte porte : du.

induire le public en erreur sur l'individualité du fabricant et la provenance du produit ; — 2° le fait d'user d'une enseigne, tableau, inscription, écriteau, ou autre emblème quelconque, identique ou semblable à celui déjà adopté légalement par un négociant, ou fabricant, ou établissement du même lieu, faisant le commerce de produits semblables, de manière à détourner la clientèle de l'un au profit de l'autre ; — 3° le fait d'ajouter au nom d'un produit les mots : *façon de...*, *d'après la recette de...* ou autres expressions analogues, tendant à induire le public en erreur sur la nature ou l'origine du produit ; — 4° le fait de faire croire par des publications ou autres moyens, que l'on est le cessionnaire ou le représentant d'une autre maison, ou établissement déjà connu.

Art. 93. — Le père, la mère et les autres parents ou conjoints répondent des dommages causés par les insensés et autres infirmes d'esprit, mêmes majeurs, habitant avec eux, s'ils ne prouvent : — 1° qu'ils ont exercé sur ces personnes toute la surveillance nécessaire ; — 2° ou qu'ils ignoraient le caractère dangereux de la maladie de l'insensé ; — 3° ou que l'accident a eu lieu par la faute de celui qui en a été la victime. — La même règle s'applique à ceux qui se chargent, par contrat, de l'entretien ou de la surveillance de ces personnes.

Art. 94. — Chacun doit répondre du dommage causé par l'animal qu'il a sous sa garde, même si ce dernier s'est égaré ou échappé, s'il ne prouve : — 1° qu'il a pris les précautions nécessaires pour l'empêcher de nuire ou pour le surveiller ; — 2° ou que l'accident provient d'un cas fortuit ou de force majeure, ou de la faute de celui qui en a été victime.

Art. 95. — Le propriétaire, fermier ou possesseur du fonds n'est pas responsable du dommage causé par les animaux sauvages ou non sauvages provenant du fonds, s'il n'a rien fait pour les y attirer ou les y maintenir. — Il y a lieu à responsabilité : — 1° s'il existe dans le fonds une garenne, un bois, un parc ou des ruches destinés à élever ou à entretenir certains animaux, soit pour le commerce, soit pour la chasse, soit pour l'usage domestique ; — 2° si l'héritage est spécialement destiné à la chasse.

Art. 96. — Chacun doit répondre du dommage causé par les choses qu'il a sous sa garde, lorsqu'il est justifié que ces choses sont la cause directe du dommage, s'il ne démontre : — 1° qu'il a fait tout ce qui était nécessaire afin d'empêcher le dommage ; — 2° et que le dommage dépend soit d'un cas fortuit, soit d'une force majeure, soit de la faute de celui qui en est victime.

Art. 97. — Le propriétaire d'un édifice ou autre construction est responsable du dommage causé par son écroulement ou par sa ruine partielle, lorsque l'un ou l'autre est arrivé par suite de vétusté, par défaut d'entretien, ou par le (1) vice de la construction. La même règle s'applique au cas de chute ou ruine partielle de ce qui fait partie d'un immeuble tel que les arbres, les machines incorporées à l'édifice et autres accessoires réputés immeubles par destination. Cette responsabilité pèse sur le propriétaire de la superficie, lorsque la propriété de celle-ci est séparée de celle du sol. — Lorsqu'un autre que le propriétaire est tenu

---

(1) Le texte porte : la.

de pourvoir à l'entretien de l'édifice, soit en vertu d'un contrat, soit en vertu d'un usufruit ou autre droit réel, c'est cette personne qui est responsable. — Lorsqu'il y a litige sur la propriété, la responsabilité incombe au possesseur actuel de l'héritage. — L'action en dommages-intérêts n'est recevable, toutefois, dans les cas prévus, que si elle a été précédée, en cas de danger apparent, par une mise en demeure adressée, d'après la coutume tunisienne, au propriétaire de l'immeuble.

Art. 98. — Le propriétaire d'un héritage, qui a de justes raisons de craindre l'écroulement ou la ruine partielle d'un édifice voisin, peut exiger du propriétaire de l'édifice, ou de celui qui serait tenu d'en répondre, aux termes de l'art. 97 qu'il prenne les mesures nécessaires afin de prévenir la ruine.

Art. 99. — Les voisins ont action contre les propriétaires d'établissements insalubres ou incommodes pour demander, soit la suppression de ces établissements, soit l'adoption des changements nécessaires pour faire disparaître les inconvénients dont ils se plaignent ; l'autorisation des pouvoirs compétents ne saurait faire obstacle à l'exercice de cette action.

Art. 100. — Toutefois les voisins ne sont pas fondés à réclamer la suppression des dommages qui dérivent des obligations ordinaires du voisinage, tels que la fumée qui s'échappe des cheminées et autres incommodités qui ne peuvent être évitées, et ne dépassent pas la mesure ordinaire.

Art. 101. — L'acquittement prononcé par un tribunal pénal ne préjuge pas la question des dommages civils résultant du fait qui a donné lieu aux poursuites. La même règle s'applique au cas d'extinction de l'action pénale par le décès du prévenu ou par amnistie.

Art. 102.— L'état d'ivresse, lorsqu'elle est volontaire, n'empêche point la responsabilité civile dans les obligations dérivant des délits et quasi-délits. Il n'y a point de responsabilité civile lorsque l'ivresse était involontaire ; cette preuve incombe au prévenu.

Art. 103. — Il n'y a pas lieu à responsabilité civile lorsqu'une personne, sans intention de nuire, a fait ce qu'elle avait le droit de faire. — Cependant lorsque l'exercice de ce droit est de nature à causer un dommage notable à autrui et que ce dommage peut être évité ou supprimé, sans inconvénient grave pour l'ayant droit, il y a lieu à responsabilité civile si on n'a pas fait ce qu'il fallait pour le prévenir ou pour le faire cesser.

Art. 104. — Il n'y a pas lieu à responsabilité civile dans le cas de légitime défense ou lorsque le dommage a été produit par une cause purement fortuite ou de force majeure qui n'a été ni précédée, ni accompagnée d'un fait imputable au défendeur. — Le cas de légitime défense est celui où l'on est contraint d'agir afin de repousser une agression imminente et injuste dirigée contre la personne ou les biens de celui qui se défend ou d'une autre personne.

Art. 105. — Le mineur dépourvu de discernement ne répond pas civilement du dommage causé par son fait. Il en est de même de l'insensé, quant aux actes accomplis pendant qu'il est en état de démence. — Le mineur répond, au contraire, du dommage causé par son fait s'il possède le degré de discernement nécessaire pour apprécier les conséquences de ses actes.

Art. 106. — Les sourds-muets et les infirmes répondent des dommages résultant de leur fait ou de leur faute s'ils possèdent le degré de discernement nécessaire pour apprécier les conséquences de leurs actes.

Art. 107. — Les dommages, dans le cas de délits et de quasi-délits, sont la perte effective éprouvée par le demandeur, les dépenses nécessaires qu'il a dû ou devrait faire afin de réparer les suites de l'acte commis à son préjudice ainsi que les gains dont il est privé dans la mesure normale en conséquence de cet acte. Le tribunal devra d'ailleurs évaluer différemment les dommages, selon qu'il s'agit de la faute du débiteur ou de son dol.

Art. 108. — Si le dommage est causé par plusieurs personnes agissant de concert, chacune d'elles est tenue solidairement des conséquences, sans distinguer si elles ont agi comme instigateurs, complices ou auteurs principaux.

Art. 109. — La règle établie en l'article 108 s'applique au cas où, entre plusieurs personnes qui doivent répondre d'un dommage, il n'est pas possible de déterminer celle qui en est réellement l'auteur, ou la proportion dans laquelle elles ont contribué au dommage.

Art. 110. — Le possesseur de mauvaise foi est tenu de restituer avec la chose, tous les fruits naturels et civils qu'il a perçus ou qu'il aurait pu percevoir, s'il avait administré d'une manière normale depuis le moment où la chose lui est parvenue ; il n'a droit qu'au remboursement des dépenses nécessaires à la conservation de la chose, et à la perception des fruits, mais ce remboursement ne peut être réclamé que sur la chose même. — Les frais de restitution de la chose sont à sa charge.

Art. 111. — Le possesseur de mauvaise foi a les risques de la chose. S'il ne peut la représenter ou si elle est détériorée, même par cas fortuit (1) ou de force majeure, il est tenu d'en payer la valeur, estimée au jour où la chose lui est parvenue. S'il s'agit de choses fongibles (1), il devra restituer une quantité équivalente. — Lorsque la chose a été, seulement, détériorée, il devra la différence entre la valeur de la chose à l'état sain, et sa valeur à l'état où elle se trouve. Il devra la valeur entière, lorsque la détérioration est de telle nature que la chose ne peut plus servir à sa destination.

Art. 112. — Le possesseur de bonne foi fait les fruits siens, et il n'est tenu de restituer que ceux qui existent encore au moment où il est assigné en restitution de la chose, et ceux qu'il a perçus depuis ce moment. — Il doit, d'autre part, supporter les frais d'entretien et ceux de perception des fruits. — Le possesseur de bonne foi est celui qui possède en vertu d'un titre dont il ignore les vices.

Art 113. —Si le possesseur, même de mauvaise foi, d'une chose mobilière, avait, par son travail, transformé la chose de manière à lui donner une plus-value considérable par rapport à la matière première, il pourrait retenir la chose à charge de rembourser : — 1° la valeur de la matière première ; — 2° une indemnité à arbitrer par le tribunal, lequel devra tenir compte de tout intérêt légitime du possesseur primitif, et même de la valeur d'affection que la chose avait pour lui. — Cependant le posses-

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

seur primitif aura la faculté de prendre la chose transformée en remboursant au possesseur la plus-value qu'il a donnée à la chose. Dans les deux cas, il aura privilège sur tout autre créancier. .

Art. 114. — Dans le cas des délits et quasi-délits, la succession est tenue des mêmes obligations que son auteur. — L'héritier auquel la chose est dévolue et qui connaissait les vices de la possession de son auteur est tenu comme lui du cas fortuit et de la force majeure et doit restituer les fruits qu'il a perçus depuis le jour où la chose lui est parvenue.

Art. 115. — L'action en indemnité du chef d'un délit ou quasi-délit se prescrit par 3 ans, à partir du moment où la partie lésée a eu connaissance du dommage et de celui qui est tenu d'en répondre. Elle se prescrit en tous les cas par 15 ans, à partir du moment où le dommage a eu lieu.

TITRE III

Des modifications (1) de l'obligation

CHAPITRE PREMIER

De la condition

Art. 116. — La condition est une déclaration de volonté, qui fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit l'existence de l'obligation, soit son extinction. — L'événement passé ou présent, mais encore inconnu des parties, ne constitue pas condition.

Art. 117. — Toute condition d'une chose impossible ou contraire aux bonnes mœurs ou à la loi, est nulle, et rend nulle l'obligation qui en dépend; l'obligation n'est pas validée, si la condition devient possible par la suite.

Art. 118. — Est nulle et rend nulle l'obligation qui en dépend, toute condition ayant pour effet de restreindre ou d'interdire l'exercice des droits et facultés appartenant à toute personne humaine telle que celle de se marier, d'exercer ses droits civils. — Cette disposition ne s'applique pas au cas où une partie s'interdirait d'exercer une certaine industrie, pendant un temps ou dans un rayon déterminé.

Art. 119. — La condition incompatible avec la nature de l'acte auquel elle est ajoutée est nulle et rend nulle l'obligation qui en dépend. — Cette obligation peut être validée toutefois si la partie en faveur de laquelle la condition a été apposée renonce expressément à s'en prévaloir.

Art. 120. — Est nulle et non avenue la condition qui ne présente aucune utilité appréciable, soit pour son auteur ou pour toute autre personne, soit relativement à la matière de l'obligation.

Art. 121. — L'obligation est nulle lorsque l'existence même du lien dépend de la nue volonté de l'obligé (condition protestative). Néanmoins, chacune des parties, ou l'une d'elles, peut se réserver la faculté de déclarer, dans un délai déterminé, si elle entend tenir le contrat ou le

---

(1) Lire sans doute: *modalités.*

résilier. — Cette réserve ne peut être stipulée dans la reconnaissance de dette, dans la donation, dans la remise de dette, dans la vente à livrer, dite selem.

Art. 122. — Lorsque le délai n'est pas déterminé dans le cas prévu en l'article précédent, chacune des parties peut exiger que l'autre contractant déclare sa décision dans un délai raisonnable.

Art. 123. — Si le délai expire sans que la partie ait déclaré qu'elle entend résilier le contrat, celui-ci devient définitif à partir du moment où il a été conclu. — Si, au contraire, elle déclare formellement à l'autre partie sa volonté de se retirer du contrat, la convention est réputée non avenue.

Art. 124.— Si la partie qui s'est réservé la faculté de résiliation meurt avant le délai, sans avoir exprimé sa volonté, ses héritiers ont la faculté de maintenir ou de résilier le contrat pour le temps qui restait encore à leur auteur. — En cas de désaccord, les héritiers qui voudront maintenir le contrat ne pourront contraindre les autres à l'accepter, mais ils pourront prendre tout le contrat à leur compte personnel.

Art. 125. — Si la partie qui s'est réservé la faculté de résiliation tombe en démence ou est atteinte d'une autre cause d'incapacité, le tribunal nommera, à la requête de l'autre partie ou de tout autre intéressé, un curateur *ad hoc*, lequel décidera, avec l'autorisation du tribunal, s'il y a lieu d'accepter ou de résilier le contrat, selon que l'intérêt de l'incapable l'exigera. En cas de faillite, le curateur sera de droit le syndic ou autre représentant de la masse.

Art. 126. — Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixé, cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. Le tribunal ne pourra accorder, dans ce cas, aucune prorogation de délai.— Si aucun terme n'a été fixé, la condition peut toujours être accomplie ; et elle n'est censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

Art. 127. — Lorsqu'une obligation licite est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixé, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé ; elle l'est également si, avant le terme, il est certain que l'événement n'arrivera pas ; et, s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

Art. 128. — La condition qui dépend pour son accomplissement du concours d'un tiers ou d'un fait du créancier est censée défaillie, lorsque le tiers refuse son concours, ou que le créancier n'accomplit pas le fait prévu, même lorsque l'empêchement est indépendant de sa volonté.

Art. 129. — Lorsque l'obligation est subordonnée à une condition suspensive, et que la chose qui fait la matière de l'obligation périt ou se détériore avant l'accomplissement de la condition, on appliquera les règles suivantes: — Si la chose a péri entièrement sans le fait ou la faute du débiteur, l'accomplissement de la condition demeure sans objet, et l'obligation sera considérée comme non avenue. — Si la chose s'est détériorée ou dépréciée sans la faute ou le fait du débiteur, le créancier doit la recevoir en l'état où elle se trouve sans diminution de prix. — Si la chose a péri entièrement par la faute ou par le fait du débiteur, le

créancier a droit aux dommages-intérêts. — Si la chose a été détériorée ou dépréciée par la faute ou par le fait du débiteur, le créancier a le choix ou de recevoir la chose en l'état où elle se trouve, ou de résoudre le contrat, sauf son droit aux dommages-intérêts dans les deux cas. — Le tout sauf les stipulations des parties.

Art. 130. — La condition résolutoire ne suspend point l'exécution de l'obligation. Elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu dans le cas où l'événement prévu par la condition s'accomplit ; il est tenu des dommages-intérêts, dans le cas où il ne pourrait faire cette restitution pour une cause dont il doit répondre ; il ne doit pas restituer les fruits et accroissements : toute stipulation qui l'obligerait à restituer les fruits est non avenue.

Art. 131. — La condition est réputée accomplie lorsque le débiteur, obligé sous condition, en a sans droit empêché l'événement ou est en demeure de l'accomplir.

Art. 132. — La condition accomplie ne produit aucun effet, lorsque l'événement a eu lieu par le dol de celui qui était intéressé à ce que la condition s'accomplît (1).

Art. 133. — La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'obligation a été contractée, lorsqu'il résulte de la volonté des parties ou de la nature de l'obligation qu'on a entendu lui donner cet effet.

Art. 134. — L'obligé sous condition suspensive ne peut, avant l'événement de la condition, accomplir aucun acte qui empêche ou rende plus difficile l'exercice des droits du créancier au cas où la condition s'accomplirait. — Après l'événement de la condition suspensive, les actes accomplis dans l'intervalle par l'obligé sont résolus, dans la mesure où ils peuvent porter préjudice au créancier, sauf les droits régulièrement acquis par les tiers de bonne foi. — La règle établie au présent article s'applique aux obligations sous condition résolutoire, à l'égard des actes accomplis par celui dont les droits doivent se résoudre par l'événement de la condition, et sauf les droits régulièrement acquis par les tiers de bonne foi.

Art. 135. — Le créancier peut, avant l'accomplissement de la condition, faire tous les actes conservatoires de son droit, et même requérir la saisie-arrêt sur les biens du débiteur, s'il y a péril en la demeure.

CHAPITRE II

Du terme

Art. 136. — Lorsque l'obligation n'a pas d'échéance déterminée, elle doit être immédiatement exécutée, à moins que le terme ne résulte de la nature de l'obligation, de la manière ou du lieu indiqué pour son exécution. — Dans ces cas, le terme sera fixé par le tribunal.

Art. 137. — Le tribunal ne peut accorder aucun terme ni délai de grâce, s'il ne résulte de la convention ou de la loi. — Lorsque le délai

---

(1) Le texte porte : s'accomplit.

est déterminé par convention ou par la loi, le juge ne peut le proroger, si la loi ne l'y autorise.

Art. 138. — L'obligation est nulle, lorsque le terme a été remis à la volonté du débiteur ou dépend d'un fait dont l'accomplissement est remis à sa volonté.

Art. 139. — Le terme commence à partir de la date du contrat, si les parties ou la loi n'ont déterminé une autre date ; dans les obligations provenant d'un délit ou quasi-délit, il part du jugement qui liquide l'indemnité à payer par le débiteur.

Art. 140. — Le jour à partir duquel on commence à compter n'est pas compris dans le terme. — Le terme calculé par nombre de jours expire avec la fin du dernier jour du terme.

Art. 141. — Quand le terme est calculé par semaines, par mois ou par année, on entend par semaine un délai de sept jours entiers, par mois un délai de trente jours entiers, par année un délai de trois cent soixante-cinq jours entiers.

Art. 142. — Par commencement du mois, il faut entendre le premier jour de chaque mois ; par milieu ou moitié du mois, le quinzième jour ; par fin du mois, le dernier jour du mois.

Art. 143. — Lorsque l'échéance du terme correspond à un jour férié légal, le jour suivant non férié s'entend substitué au jour de l'échéance.

Art. 144. — Le terme suspensif produit les effets de la condition suspensive ; le terme résolutoire produit les effets de la condition résolutoire.

Art. 145. — Le terme est censé stipulé en faveur du débiteur. Celui-ci peut accomplir l'obligation, même avant l'échéance lorsque l'objet de l'obligation est du numéraire et s'il n'y a pas d'inconvénient pour le créancier à le recevoir. Lorsque l'obligation n'a pas pour objet du numéraire, le créancier n'est tenu de recevoir le paiement avant l'échéance que s'il y consent ; le tout à moins de dispositions contraires de la loi ou du contrat.

Art. 146. — Le débiteur ne peut répéter ce qu'il a payé d'avance, même lorsqu'il ignorait l'existence du terme.

Art. 147. — Si le payement fait avant le terme est déclaré nul ou révoqué et qu'il y ait eu, en conséquence, restitution des sommes payées, l'obligation renaît, et dans ce cas le débiteur peut invoquer le bénéfice du terme stipulé, pour le temps qui restait à accomplir.

Art. 148. — Le créancier à terme peut prendre, même avant l'échéance du terme, toutes mesures conservatoires de ses droits ; il peut même demander caution ou autre sûreté, ou procéder par la voie de la saisie conservatoire, lorsqu'il a de justes motifs de craindre la déconfiture du débiteur, ou sa fuite.

Art. 149. — Le débiteur perd le bénéfice du terme s'il est déclaré en faillite, si, par son fait, il diminue les sûretés spéciales qu'il avait données par le contrat, ou s'il ne donne pas celles qu'il avait promises. La même règle s'applique au cas où le débiteur aurait frauduleusement dissimulé les charges ou privilèges antérieurs qui grèvent les sûretés par lui données. — Lorsque la diminution des sûretés spéciales données par le contrat provient d'une cause indépendante de la volonté du débiteur, celui-ci n'est pas déchu de plein droit du bénéfice du terme, mais

le créancier a le droit de demander un supplément de sûretés et, à défaut, l'exécution immédiate de l'obligation.

Art. 150. — La mort du débiteur fait venir à échéance toutes ses obligations, même celles dont le terme n'est pas échu.

CHAPITRE III

De l'obligation alternative

Art. 151. — Chacune des parties, ou les deux parties à la fois, peut se réserver le choix dans un délai déterminé. L'obligation est nulle lorsqu'elle n'exprime pas la partie à laquelle le choix a été réservé.

Art. 152. — Le choix est opéré par la simple déclaration faite à l'autre partie ; dès que le choix est fait, l'obligation est censée n'avoir eu pour objet, dès le principe, que la prestation choisie.

Art. 153. — Cependant, lorsqu'il s'agit de prestations périodiques portant sur des objets alternatifs, le choix fait à une échéance n'empêche pas l'ayant droit de faire un choix différent à une autre échéance, si le contraire ne résulte du titre constitutif de l'obligation.

Art. 154. — Si le créancier est en demeure de faire son choix, l'autre partie peut demander au tribunal de lui impartir un délai raisonnable pour se décider : si ce délai expire sans que le créancier ait choisi, le choix appartiendra au débiteur.

Art. 155. — Si la partie qui avait la faculté de choisir meurt avant d'avoir choisi, le droit d'option se transmet à ses héritiers pour le temps qui restait à leur auteur. Si elle tombe en état d'insolvabilité déclarée, le choix appartient à la masse des créanciers. — Si les héritiers ou les créanciers ne peuvent s'accorder, l'autre partie pourra leur faire assigner un délai, passé lequel le choix appartiendra à cette partie.

Art. 156. — Le débiteur se libère en accomplissant l'une des prestations promises ; mais il ne peut pas forcer le créancier à recevoir une partie de l'une et une partie de l'autre. — Le créancier n'a droit qu'à l'accomplissement intégral de l'une des prestations, mais il ne peut pas contraindre le débiteur à exécuter une partie de l'une et une partie de l'autre.

Art. 157. — Lorsque l'un des modes d'exécution de l'obligation devient impossible ou illicite, ou l'était déjà dès l'origine de l'obligation, le créancier pourra faire son choix parmi les autres modes d'exécution, ou demander la résolution du contrat.

Art. 158. — L'obligation alternative est éteinte, si les deux prestations qui en font l'objet deviennent impossibles en même temps, sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure.

Art. 159. — Si les deux prestations comprises dans l'obligation deviennent impossibles en même temps par la faute du débiteur ou après sa mise en demeure, il devra payer la valeur de l'une ou de l'autre, au choix du créancier.

Art. 160. — Lorsque le choix est déféré au créancier, et que l'une des prestations comprises dans l'obligation devient impossible par la faute du débiteur, ou après sa demeure, le créancier pourra exiger la presta-

tion qui est encore possible, ou l'indemnité résultant de l'impossibilité d'exécution de l'autre.

Art. 161.— Si l'une des prestations comprises dans l'obligation devient impossible par la faute du créancier, il devra être considéré comme ayant choisi cet objet, et ne pourra plus demander celui qui reste.

Art. 162. — Si les deux prestations deviennent impossibles par la faute du créancier, il sera tenu d'indemniser le débiteur de celle qui sera devenue impossible la dernière, ou si elles sont devenues impossibles en même temps, de la moitié de la valeur de chacune d'elles.

CHAPITRE IV

Des obligations solidaires

§ Ier. — *De la solidarité entre les créanciers*

Art. 163. — La solidarité entre créanciers ne se présume pas ; elle doit résulter de l'acte constitutif ou de la loi, ou être la conséquence nécessaire de la nature de l'affaire. — Cependant, lorsque plusieurs personnes stipulent une seule prestation conjointement et par le même acte, elles sont censées avoir stipulé solidairement, si le contraire n'est exprimé ou ne résulte de la nature de l'affaire.

Art. 164. — L'obligation est solidaire entre les créanciers lorsque chacun d'eux a le droit de toucher le total de la créance et le débiteur n'est tenu de payer qu'une seule fois à l'un d'eux. L'obligation peut être solidaire entre les créanciers, encore que la créance de l'un soit différente de celle de l'autre, en ce qu'elle est conditionnelle ou à terme, tandis que la créance de l'autre est pure et simple.

Art. 165. — L'obligation solidaire s'éteint à l'égard de tous les créanciers par le paiement, ou la dation en paiement, la consignation de la chose due, la compensation, la novation, opérés à l'égard de l'un des créanciers. — Le débiteur qui paie au créancier solidaire la part de celui-ci est libéré, jusqu'à concurrenec de cette part, vis-à-vis des autres.

Art. 166. — La remise de la dette consentie par l'un des créanciers solidaires ne peut être opposée aux autres ; elle ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier. — La confusion qui s'opère dans la personne de l'un des créanciers solidaires et du débiteur n'éteint l'obligation qu'à l'égard de ce créancier.

Art. 167. — N'ont aucun effet en faveur des autres créanciers ni contre eux : — 1° le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ; — 2° la chose jugée entre le débiteur et l'un des créanciers solidaires ; — le tout si le contraire ne résulte des conventions des parties ou de la nature de l'affaire.

Art. 168. — La prescription accomplie contre un créancier solidaire ne peut être opposée aux autres. — La faute ou la demeure d'un créancier solidaire ne nuit pas aux autres.

Art. 169. — Les actes qui interrompent la prescription au profit de l'un des créanciers solidaires profitent aux autres.

Art. 170. — La transaction intervenue entre l'un des créanciers et le débiteur profite aux autres, lorsqu'elle contient la reconnaissance du

droit ou de la créance; elle ne peut leur être opposée, lorsqu'elle contient la remise de la dette ou lorsqu'elle aggrave la position des autres créanciers, à moins qu'ils n'y aient accédé.

Art. 171. — Le délai accordé au débiteur par l'un des créanciers solidaires ne peut être opposé aux autres, si le contraire ne résulte de la nature de l'affaire ou des conventions des parties.

Art. 172. — Ce que chacun des créanciers solidaires reçoit, soit à titre de paiement, soit à titre de transaction, devient commun entre lui et les autres créanciers, lesquels y concourent pour leur part. Si l'un des créanciers se fait donner une caution ou une délégation pour sa part, les autres créanciers ont le droit de participer aux paiements faits par la caution ou par le débiteur délégué : le tout si le contraire ne résulte de la convention des parties ou de la nature de l'affaire.

Art. 173. — Le créancier solidaire qui, après avoir reçu sa part, ne peut la représenter pour une cause imputable à sa faute, est tenu envers les autres créanciers jusqu'à concurrence de leur part et portion.

§ II. — *De la solidarité entre les débiteurs*

Art. 174. — La solidarité entre les débiteurs ne se présume point; elle doit résulter expressément du titre constitutif de l'obligation, de la loi, ou être la conséquence nécessaire de la nature de l'affaire.

Art. 175. — La solidarité est de droit dans les obligations contractées entre commerçants, pour affaires de commerce, si le contraire n'est exprimé par le titre constitutif de l'obligation ou par la loi.

Art. 176. — Il y a solidarité entre les débiteurs lorsque chacun d'eux est personnellement tenu de la totalité de la dette, et le créancier peut contraindre chacun des débiteurs à l'accomplir en totalité ou en partie, mais n'a droit à cet accomplissement qu'une seule fois.

Art. 177. — L'obligation peut être solidaire, encore que l'un des débiteurs soit obligé d'une manière différente des autres, par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement ou à terme, tandis que l'obligation de l'autre est pure et simple. L'incapacité de l'un des débiteurs ne vicie point l'engagement contracté par les autres.

Art. 178. — Chacun des débiteurs solidaires peut opposer les exceptions qui lui sont personnelles, et celles qui sont communes à tous les co-débiteurs. Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à un ou plusieurs de ses co-débiteurs.

Art. 179. — Le paiement, la dation en paiement, la consignation de la chose due, la compensation opérée entre l'un des débiteurs et le créancier libère tous les autres co-obligés.

Art. 180. — La demeure du créancier à l'égard de l'un des co-obligés produit ses effets en faveur des autres.

Art. 181. — La novation opérée entre le créancier et l'un des co-obligés libère les autres, à moins que ceux-ci n'aient consenti à accéder à la nouvelle obligation. Cependant, lorsque le créancier a stipulé l'accession des autres co-obligés et que ceux-ci refusent de la donner, l'obligation antérieure n'est pas éteinte.

Art. 182. — La remise de la dette faite à l'un des débiteurs solidaires profite à tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément déclaré ne vouloir faire remise qu'au débiteur et pour sa part; dans ce

cas, les autres co-débiteurs n'ont de recours contre celui à qui la remise a été faite que pour sa contribution à la part des insolvables.

Art. 183. — Le créancier qui consent à la division de la dette en faveur de l'un des débiteurs, conserve son action contre les autres pour le total de la dette, s'il n'y a clause contraire.

Art. 184. — La transaction faite entre le créancier et l'un des co-obligés profite aux autres, lorsqu'elle contient la remise de la dette ou un autre mode de libération. Elle ne peut les obliger ou aggraver leur condition s'ils ne consentent à y accéder.

Art. 185. — La confusion qui s'opère dans la personne du créancier et de l'un des co-débiteurs n'éteint l'obligation que pour la part de ce débiteur.

Art. 186. — Les poursuites exercées par le créancier contre l'un des débiteurs solidaires ne s'étendent pas aux autres débiteurs, et n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre eux. — La suspension et l'interruption de la prescription à l'égard de l'un des débiteurs solidaires ne suspend ni n'interrompt la prescription à l'égard des autres. La prescription de la dette accomplie par l'un des débiteurs ne profite pas aux autres.

Art. 187. — La faute ou la demeure de l'un des débiteurs solidaires ne nuit pas aux autres ; la déchéance du terme encourue par l'un des débiteurs dans les cas prévus en l'article 149 ne produit ses effets que contre lui ; la chose jugée ne produit ses effets qu'en faveur du débiteur qui a été partie au procès et contre lui, le tout si le contraire ne résulte du titre constitutif de l'obligation ou de la nature de l'affaire.

Art. 188. – Les rapports entre co-débiteurs solidaires sont régis par les règles du mandat et du cautionnement.

Art. 189. — L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs. — Le co-débiteur d'une dette solidaire qui l'a payée ou compensée en entier ne peut répéter contre les autres que les parts et portions de chacun d'eux. — Si l'un d'eux se trouve insolvable ou absent de Tunisie, sa part se répartit par contribution entre tous les autres débiteurs présents et solvables, sauf leur recours contre celui pour qui ils ont payé : le tout, à moins de stipulation contraire.

Art. 190. — Si l'affaire pour laquelle l'obligation solidaire a été contractée ne concerne que l'un des co-obligés solidaires, celui-ci est tenu de toute la dette vis à-vis des autres co-débiteurs ; ces derniers ne sont considérés, par rapport à lui, que comme ses cautions.

CHAPITRE V

Des obligations divisibles et indivisibles

§ I. — *Des obligations indivisibles*

Art. 191. — L'obligation est indivisible : — 1° par la nature de la prestation qui en fait l'objet, lorsqu'elle consiste en une chose ou un fait qui n'est pas susceptible de division soit matérielle, soit intellectuelle ; —

2° en vertu du titre qui constitue l'obligation ou de la loi, lorsqu'il résulte de ce titre ou de la loi que l'exécution ne peut en être partielle.

Art. 192. — Lorsque plusieurs personnes doivent une obligation indivisible, chacune d'elles est tenue pour le total de la dette. Il en est de même de la succession de celui qui a contracté une pareille obligation.

Art. 193. — Lorsque plusieurs personnes ont droit à une obligation indivisible, sans qu'il y ait entre elles solidarité, le débiteur ne peut payer qu'à tous les créanciers conjointement et chaque créancier ne peut demander l'exécution qu'au nom de tous et s'il y est autorisé par eux. — Cependant, chaque créancier conjoint peut exiger, pour le compte commun, la consignation de la chose due, ou bien sa remise à un séquestre désigné par le tribunal (1) lorsqu'elle n'est pas susceptible de consignation.

Art. 194. — L'héritier ou le débiteur conjoint, assigné pour la totalité de l'obligation, peut demander un délai pour mettre en cause les autres co-débiteurs (2), à l'effet d'empêcher qu'une condamnation au total de la dette ne soit prononcée contre lui seul. Cependant, lorsque la dette est de nature à ne pouvoir être acquittée que par le débiteur assigné, celui-ci peut être condamné seul, sauf son recours contre ses co-héritiers ou co-obligés pour leur part, d'après l'art. 189 ci-dessus.

Art. 195. — L'interruption de la prescription opérée par l'un des créanciers d'une obligation indivisible profite aux autres ; l'interruption opérée contre l'un des débiteurs produit ses effets contre les autres.

§ II. — *Des obligations divisibles*

Art. 196. — L'obligation qui est susceptible de division doit être exécutée, entre le créancier et le débiteur, comme si elle était indivisible, (art. 255). — On n'a égard à la divisibilité que par rapport à plusieurs co-obligés qui ne peuvent demander une dette divisible et ne sont tenus de la payer que pour leur part. — La même règle s'applique aux héritiers. Ceux-ci ne peuvent demander et ne sont tenus de payer que leur part de la dette héréditaire.

Art. 197. — La divisibilité entre les co-débiteurs d'une dette divisible n'a pas lieu : — 1° lorsque la dette a pour objet la délivrance d'une chose déterminée par son individualité, qui se trouve entre les mains de l'un des débiteurs ; — 2° lorsque l'un des débiteurs est chargé seul, par le titre constitutif, ou par un titre postérieur, de l'exécution de l'obligation ; — Dans les deux cas, le débiteur qui possède la chose déterminée ou qui est chargé de l'exécution, peut être poursuivi pour le tout, sauf son recours contre ses co-débiteurs, dans le cas où le recours peut avoir lieu.

Art. 198. — Dans les cas énumérés en l'article précédent, l'interruption de la prescription opérée contre le débiteur qui peut être poursuivi pour la totalité de la dette, produit ses effets contre les autres co-obligés.

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Le texte porte : co-débiteurs.

TITRE IV

Transport des obligations

CHAPITRE PREMIER

Du transport en général

Art. 199. — Le transport des droits et créances du créancier primitif a une autre personne peut avoir lieu, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'une convention entre les parties.

Art. 200. — Le transport peut avoir pour objet des droits ou créances dont le droit n'est pas échu ; il ne peut avoir pour objet des droits éventuels.

Art. 201. — La cession est nulle : — 1° lorsque la créance ou le droit ne peut être cédé en vertu de son titre constitutif ou de la loi ; il n'est rien innové à cet égard, aux dispositions du décret du 1er août 1898, 13 Rebiâ-el-Aoul 1316 (1) ; — 2° lorsqu'elle (2) a pour objet des droits qui ont un caractère purement personnel, tel que le droit de jouissance du dévolutaire d'un habous ; — 3° lorsque la créance ne peut former objet de saisie ou d'opposition ; cependant, lorsque la créance est susceptible d'être saisie à concurrence d'une partie ou valeur déterminée, la cession sera valable dans la même proportion.

Art. 202. — Est nul le transfert d'un droit litigieux, à moins qu'il n'ait lieu avec l'assentiment du débiteur cédé. — Le droit est litigieux, au sens du présent article : — 1° lorsqu'il y a litige sur le fonds même du droit ou de la créance au moment de la vente ou cession ou bien lorsqu'il existe des circonstances de nature à faire prévoir des contestations judiciaires sérieuses (3) sur le fonds même du droit (4).

Art. 203. — Est nulle la cession (5) à titre onéreux ou gratuit lorsqu'elle n'a d'autre but que de soustraire le débiteur à ses juges naturels, et de l'attirer devant une juridiction qui n'est pas la sienne, d'après la nationalité de la partie en cause.

Art. 204. — La cession contractuelle d'une créance, ou d'un droit ou d'une action est parfaite par le consentement des parties, et le cessionnaire est substitué de droit au cédant, à partir de ce moment.

Art. 205. — Le cessionnaire n'est saisi à l'égard du débiteur et des tiers que par la signification du transport faite au débiteur, ou par l'acceptation du transport faite par ce dernier dans un acte ayant date certaine, sauf le cas prévu aux art. 219-220 ci-dessous.

Art. 206. — La cession des baux ou loyers d'immeubles ou autres objets susceptibles d'hypothèque, ou des rentes périodiques constituées

---

(1) *Rev. Alg.*, 1898. 3. 157.

(2) Le texte porte : lorsquelle.

(3) Le texte porte : sérieures.

(4) Le texte ne porte pas de 2°.

(5) Le texte porte : cessisn.

sur ces objets, n'a d'effet à l'égard des tiers que si elle est constatée par écrit ayant date certaine, lorsqu'elle est faite pour une période excédant une année.

Art. 207. — Entre deux cessionnaires de la même créance, celui qui a le premier notifié la cession au débiteur cédé doit être préféré, encore que sa cession soit postérieure en date.

Art. 208. — Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, ou avait autrement éteint la dette, d'accord avec ce dernier, il serait valablement libéré, s'il n'y a dol ou faute lourde de sa part.

Art. 209. — Le cédant doit remettre au cessionnaire un titre établissant la cession, et lui fournir, avec le titre de créance, les moyens de preuve et les renseignements dont il dispose et qui sont nécessaires pour l'exercice des droits cédés. Il est tenu, si le cessionnaire le requiert, de fournir à ce dernier un titre authentique établissant la cession ; les frais de ce titre seront à la charge du cessionnaire.

Art. 210. — La cession d'une créance comprend les accessoires qui font partie intégrante de la créance, tels que les privilèges, à l'exception de ceux qui sont personnels au cédant. Elle ne comprend les gages, hypothèques et cautions que s'il y a stipulation expresse (1). Elle comprend également les actions en nullité ou en rescision qui appartenaient au cédant. Elle est présumée (2) comprendre aussi les intérêts échus et non payés, sauf stipulation ou usage contraire ; cette dernière disposition n'a pas lieu entre musulmans. — La caution ou sûreté ne peut être cédée sans l'obligation.

Art. 211. — Lorsque la cession comprend aussi le gage, le cessionnaire est substitué, dès la délivrance du gage entre ses mains, à toutes les obligations de son cédant envers le débiteur, en ce qui concerne la garde et la conservation de ce gage. — En cas d'inexécution de ces obligations, le cédant et le cessionnaire répondent solidairement envers le débiteur. — Cette règle n'a pas lieu lorsque la cession s'opère en vertu de la loi ou d'un jugement ; dans ce cas, le cessionnaire répond seul du gage envers le débiteur.

Art. 212. — La vente ou cession d'une créance ou d'un droit comprend les charges ou obligations dont la créance ou le droit est grevé, s'il n'y a stipulation contraire.

Art. 213. — Celui qui cède à titre onéreux une créance ou autre droit incorporel doit garantir : — 1° sa qualité de créancier ou d'ayant droit : — 2° l'existence de la créance ou du droit au temps de la cession ; — 3° son droit d'en disposer ; — le tout, quoique la cession soit faite sans garantie. — Il garantit également l'existence des accessoires, tels que les privilèges et les autres droits qui étaient attachés à la créance ou au droit cédé au moment de la cession, à moins qu'ils n'aient été expressément exceptés. — Celui qui cède à titre gratuit ne garantit même pas l'existence de la créance ou du droit cédé, mais il répond des suites de son dol.

---

(1) Le texte porte : exprese.

(2) Le texte porte : présumé.

Art. 214. — Le cédant ne garantit la solvabilité du débiteur que lorsqu'il a cédé une créance contre un débiteur qui n'était déjà plus solvable au moment de la cession. Cette garantie comprend le prix qu'il a touché pour la cession et les frais de poursuites que le cessionnaire a dû faire contre le débiteur, sans préjudice de plus amples dommages (1) en cas du dol du cédant.

Art. 215. — Le créancier qui s'est engagé à garantir la solvabilité du débiteur cesse d'être tenu de cette garantie : — 1° si le défaut de paiement provient soit du fait, soit de la négligence du cessionnaire, par exemple, s'il avait négligé de prendre les mesures nécessaires pour recouvrer la dette ; — 2° si le cessionnaire a accordé au débiteur une prorogation de terme après l'échéance de la dette. — Cette garantie est régie, au demeurant, par des dispositions spéciales, insérées au chapitre « de la vente ».

Art. 216. — En cas de cession partielle d'une créance, le cédant et le cessionnaire concourent également au marc le franc de leurs parts dans l'exercice des actions résultant de la créance cédée. Le cessionnaire a toutefois le droit de priorité : — 1° lorsqu'il l'a stipulé expressément ; — 2° lorsque le cédant a garanti la solvabilité du débiteur cédé ou s'est engagé à payer à défaut de ce dernier.

Art. 217. — Le débiteur peut opposer au cessionnaire toutes les dispositions qu'il aurait pu opposer au cédant, si elles étaient déjà fondées au moment de la cession ou de la signification. — Il ne peut opposer l'exception de simulation, ni les contre-lettres et traités secrets échangés entre lui et le cédant, lorsque ces conventions ne résultent pas du titre constitutif de l'obligation, et que le cessionnaire n'en a pas obtenu connaissance.

Art. 218. — Le transfert des lettres de change, des titres (2) à l'ordre et au porteur est régi par des dispositions spéciales.

§ I (3). — *Du transfert d'un ensemble de droits ou d'un patrimoine*

Art. 219. — Celui qui cède une hérédité n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier. Cette cession n'est valable que si les deux parties connaissent la valeur de l'hérédité. — Par l'effet de cette cession, les droits et obligations dépendant de l'hérédité passent de plein droit au cessionnaire.

Art. 220. — Le cessionnaire d'un fonds de commerce qui continue à l'exploiter sous le même nom ou la même raison commerciale, est tenu de plein droit de toutes les obligations de son cédant, et dérivant de l'exploitation du fonds cédé ; les créances faisant partie du fonds cédé profitent également de plein droit à l'acquéreur ; la publicité usitée dans le commerce tient lieu, vis-à-vis des tiers, de la signification prescrite à l'art. 205. — Toute convention contraire n'a d'effet, vis-à-vis des tiers, que si elle a été personnellement notifiée aux tiers par le cessionnaire ou par le cédant.

Art. 221. — Lorsque le cessionnaire ne continue pas la raison de

---

(1) Lire : *dommages-intérêts.*

(2) Le texte porte : titre.

(3) Il n'y a pas de § II.

commerce sous le même nom, il ne répond des obligations antérieures à la cession que dans les cas suivants : — 1° lorsqu'il a notifié, dans les formes usitées dans le commerce, qu'il assumait les obligations antérieures ; — 2° ou bien lorsque le fonds de commerce fait partie d'un patrimoine ou d'une hérédité, et a été transmis avec eux au cessionnaire, aux termes de l'art. 219.

Art. 222. — Dans tous les cas de cession d'un fonds de commerce, d'une hérédité ou d'un patrimoine, les créanciers du fonds de commerce, de l'hérédité ou du patrimoine cédé peuvent, à partir de la cession, exercer leurs actions telles que de droit contre le précédent débiteur et contre le cessionnaire conjointement, à moins qu'ils n'aient consenti formellement à la cession. — L'acquéreur ne répond toutefois qu'à concurrence des forces du patrimoine à lui cédé tel qu'il résulte de l'inventaire de l'hérédité. Cette responsabilité du cessionnaire ne peut être restreinte ni écartée par des conventions passées entre lui et le précédent débiteur.

CHAPITRE II

De la subrogation

Art. 223. — La subrogation aux droits du créancier peut avoir lieu soit en vertu d'une convention, soit en vertu de la loi.

Art. 224. — La subrogation conventionnelle a lieu lorsque le créancier, recevant le paiement d'un tiers, le subroge aux droits, actions, privilèges ou hypothèques qu'il a contre le débiteur ; cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement.

Art. 225. — La subrogation conventionnelle a lieu également lorsque le débiteur emprunte la chose ou la somme qui fait l'objet de l'obligation afin d'éteindre sa dette, et subroge le prêteur dans les garanties affectées au créancier. Cette subrogation s'opère sans le consentement du créancier, et au refus de celui-ci de recevoir le paiement, moyennant la consignation valablement faite par le débiteur. — Il faut, pour que cette subrogation soit valable : — 1° que l'acte d'emprunt et la quittance soient constatés par acte ayant date certaine ; — 2° que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme ou la chose a (1) été empruntée pour faire le paiement, et que dans la quittance il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers ou de la chose fournie à cet effet par le nouveau créancier ; en cas de consignation, ces énonciations devront être portées sur la quittance délivrée par le receveur des consignations ; — 3° que le débiteur ait subrogé expressément le nouveau créancier dans les garanties affectées à l'ancienne créance.

Art. 226. — La subrogation a lieu, de droit, dans les cas suivants : — 1° au profit du créancier soit hypothécaire ou gagiste, soit chirographaire, remboursant un autre créancier même postérieur en date, qui lui est préférable à raison de ses privilèges, de ses hypothèques ou de son gage ; — 2° au profit de l'acquéreur d'un immeuble, jusqu'à concurrence du

---

(1) Le texte porte : à.

prix de son acquisition, lorsque ce prix a servi à payer des créanciers auxquels cet immeuble était hypothéqué; — 3° au profit de celui qui a payé une dette dont (1) il était tenu avec le débiteur, ou pour lui, comme débiteur solidaire, caution, cofidéjusseur, commissionnaire; — 4° au profit de celui qui, sans être tenu personnellement de la dette, avait intérêt à son extinction, et par exemple en faveur de celui qui a fourni le gage ou l'hypothèque.

Art. 227. — La subrogation établie aux articles précédents a lieu tant contre les cautions que contre le débiteur. Le créancier qui a été payé en partie, et le tiers qui l'a payé, concourent ensemble dans l'exercice de leurs droits contre le débiteur, à proportion de ce qui est dû à chacun.

Art. 228. — La subrogation est régie quant à ses effets, par les principes établis aux articles 200-203-204-205-206-213 ci-dessus.

CHAPITRE III

De la délégation

Art. 229. — La délégation est l'acte par lequel un créancier transmet ses droits sur le débiteur à un autre créancier, en paiement de ce qu'il doit lui-même à ce dernier; il y a aussi délégation dans l'acte de celui qui charge un tiers de payer pour lui, encore que ce tiers ne soit pas débiteur de celui qui lui donne mandat de payer.

Art. 230. — La délégation ne se présume pas; elle doit être expresse. Les personnes qui n'ont pas la capacité d'aliéner ne peuvent déléguer.

Art. 231. — La délégation est parfaite par le consentement du délégant et du délégataire, même à l'insu du débiteur délégué. Néanmoins lorsqu'il existe des causes d'inimitié entre le délégataire et le débiteur délégué, l'assentiment de ce dernier est requis pour la validité de la délégation, et le débiteur demeure libre de le refuser.

Art. 232. — La délégation n'est valable : — 1° que si la dette déléguée est juridiquement valable; — 2° si la dette à la charge du créancier délégant est également valable. — Des droits aléatoires ne peuvent être délégués.

Art. 233. — Il n'est pas nécessaire pour la validité de la délégation que les deux dettes soient égales quant à la quotité, ni qu'elles aient une cause analogue.

Art. 234. — Le débiteur délégué (2) peut opposer au nouveau créancier tous les moyens et exceptions qu'il aurait pu opposer au créancier délégant, même celles qui sont personnelles à ce dernier.

Art. 235. — La délégation valable libère le déléguant, sauf stipulation contraire et les cas énumérés en l'article suivant.

Art. 236. — La délégation ne libère point le déléguant, et le délégataire a recours contre lui pour le montant de sa créance et des accessoires : — 1° lorsque l'obligation déléguée est déclarée inexistante ou est résolue, pour l'une des causes de nullité ou de résolution établies par la

---

(1) Le texte porte : doit.

(2) Le texte porte : délégue.

loi ; — 2° dans le cas prévu à l'article 365 ; — 3° lorsque le débiteur délégué démontre qu'il s'est déjà libéré avant d'avoir eu connaissance de la délégation. Le débiteur délégué qui a payé le déléguant après avoir eu connaissance de la délégation, demeure responsable envers le délégataire, sauf la répétition de ce qu'il a payé au déléguant.

Art. 237. — Les règles établies aux art. 203-207-208-210-211-212-214 s'appliquent à la délégation.

Art. 238. — Lorsque la délégation est faite à deux personnes sur le même débiteur, celui dont le titre a une date antérieure précède l'autre. Lorsque les deux délégations sont datées du même jour et qu'on ne peut établir l'heure à laquelle (1) chacune d'elles a été donnée, on partage la somme entre les deux créanciers, chacun à proportion de la créance.

Art. 239. — Le délégué qui a payé a recours contre le déléguant à concurrence de la somme qu'il a payée, d'après les règles du mandat, s'il n'était pas débiteur du déléguant.

TITRE V

Des effets des obligations

CHAPITRE PREMIER

De l'effet des obligations en général

Art. 240. — Les obligations n'engagent que ceux qui ont été parties à l'acte : elles ne nuisent point aux tiers et elles ne leur profitent que dans les cas exprimés par la loi.

Art. 241. — Les obligations ont effet non seulement entre les parties elles-mêmes, mais aussi entre leurs héritiers ou ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de l'obligation ou de la loi. Les héritiers ne sont tenus toutefois que jusqu'à concurrence des forces héréditaires, et proportionnellement à l'émolument de chacun d'eux. — Lorsque les héritiers refusent d'accepter la succession, ils ne peuvent y être contraints et ils (2) ne sont nullement tenus des dettes héréditaires : les créanciers ne peuvent, dans ce cas, que poursuivre leurs droits contre la succession.

Art. 242. — Les obligations contractuelles valablement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, et ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou dans les cas prévus par la loi.

Art. 243. — Tout engagement doit être exécuté de bonne foi, et oblige, non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que la loi, l'usage ou l'équité donnent à l'obligation d'après sa nature.

Art. 244. — On ne peut stipuler d'avance qu'on ne sera pas tenu de sa faute lourde ou de son dol.

Art. 245. — Le débiteur répond du fait et de la faute de son représentant et des personnes dont il se sert pour exécuter son obligation, dans

---

(1) Le texte porte : la quelle.

(2) Le texte porte : il.

les mêmes conditions où (1) il devrait répondre de sa propre faute, sauf son recours tel que de droit contre les personnes dont il doit répondre.

Art. 246. — Nul ne peut exercer l'action naissant d'une obligation s'il ne justifie qu'il a accompli ou offert d'accomplir tout ce qu'il devait de son côté d'après la convention ou d'après la loi et l'usage.

Art. 247. — Dans les contrats bilatéraux, l'une des parties peut refuser d'accomplir son obligation jusqu'à l'accomplissement de l'obligation corrélative de l'autre partie, à moins que, d'après la convention ou l'usage, l'un des contractants ne soit tenu d'exécuter le premier sa part de l'obligation. — Lorsque l'exécution doit être faite à plusieurs personnes, le débiteur peut refuser d'accomplir la prestation due à l'une d'elles jusqu'à l'accomplissement intégral de la prestation corrélative qui lui est due.

CHAPITRE II

De l'exécution des obligations

Art. 248. — Le débiteur peut exécuter l'obligation soit personnellement soit par l'intermédiaire d'une autre personne. Il doit l'exécuter personnellement : — *A :* Lorsqu'il est expressément stipulé que l'obligation sera accomplie par lui personnellement : dans ce cas, il ne pourra se faire remplacer, même si la personne qu'il veut se substituer est préférable à la sienne. — *B :* Lorsque cette réserve résulte tacitement de la nature de l'obligation ou des circonstances : p. ex. : lorsque l'obligé a une habileté professionnelle qui a été l'un des motifs déterminants du contrat.

Art. 249. — Lorsque l'obligation ne doit pas être exécutée par le débiteur lui-même, elle peut être accomplie par un tiers, même contre le gré du créancier, et cet accomplissement libère le débiteur, pourvu que le tiers agisse au nom et en l'acquit du dit débiteur. — L'obligation ne peut être accomplie contre le gré du débiteur et créancier à la fois (2).

Art. 250. — L'exécution doit être faite dans les mains du créancier, de son représentant dûment autorisé ou de la personne indiquée par le créancier comme autorisée à recevoir ; l'exécution faite à celui qui n'a pas pouvoir de recevoir ne libère le débiteur, que : — 1° si le créancier l'a ratifiée, même tacitement, ou s'il en a profité ; — 2° si elle est autorisée par justice.

Art. 251. — Celui qui présente une quittance ou décharge du créancier, ou un acte l'autorisant à recevoir ce qui est dû à celui-ci, est présumé autorisé à recevoir l'exécution de l'obligation, à moins qu'en fait, le débiteur ne sût ou ne dût savoir que cette autorisation n'existait pas.

Art. 252. — Est valable l'exécution faite de bonne foi (3) entre les mains de celui qui est en possession de la créance, tel que l'héritier apparent, encore qu'il en soit évincé par la suite.

---

(1) Le texte porte : ou.

(2) Lire sans doute : du débiteur et *du* créancier à la fois.

(3) Le texte porte : fois.

Art. 253. — Lorsque l'exécution est faite par un débiteur qui n'est pas capable d'aliéner, ou à un créancier qui n'est pas capable de recevoir, on appliquera les règles suivantes : — 1° le paiement ou exécution d'une chose due qui ne nuit pas à l'incapable qui l'a fait, éteint l'obligation, et ne peut être répété contre le créancier qui l'a reçu ; — 2° le paiement fait à un incapable est valable, si le débiteur prouve que l'incapable en a profité, au sens de l'art. 13.

Art. 254. — Le débiteur ne se libère qu'en délivrant la quantité, et la qualité portées (1) dans l'obligation.— Il ne peut contraindre le créancier à recevoir une autre prestation que celle qui lui est due, ni d'une manière différente de celle déterminée par le titre constitutif de l'obligation ou à défaut par l'usage.

Art. 255. — S'il n'y a qu'un seul débiteur, le créancier ne peut être tenu de recevoir l'exécution de l'obligation par prestations partielles, même lorsqu'elle est divisible s'il en est autrement convenu, et sauf s'il s'agit de lettres de change.

Art. 256. — Lorsque la chose n'est déterminée que par son espèce, le débiteur n'est pas tenu de la donner de la meilleure espèce, mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

Art. 257. — Le débiteur d'une chose déterminée par son individualité est libéré par la chose en l'état où elle se trouve lors du contrat. Il répond toutefois des détériorations survenues depuis cette date : — 1° lorsqu'elles proviennent d'un fait ou d'une faute qui lui est imputable d'après les règles établies pour les délits et quasi-délits ; — 2° lorsqu'il était en demeure au moment où ces détériorations sont survenues.

Art. 258. — Lorsque l'objet de l'obligation consiste en choses fongibles, le débiteur ne doit que la même quantité, qualité et espèce portée dans l'obligation, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de la valeur. — Si, à l'échéance, les choses faisant l'objet de l'obligation sont devenues introuvables, le créancier aura le choix d'attendre qu'elles puissent se trouver, ou bien de résoudre l'obligation et de répéter les avances qu'il aurait faites de ce chef.

Art. 259. — Si une dette payable en Tunisie est exprimée en monnaie étrangère, le paiement pourra être fait en espèces ayant le cours légal dans la régence (2), à moins qu'il ne soit expressément stipulé qu'il doit être effectué en espèces étrangères. — La réduction doit être faite au cours de la monnaie étrangère, dans le lieu du paiement, au jour où l'obligation devait être exécutée.

Art. 260. — Lorsque les espèces portées dans l'obligation sont hors cours ou deviennent introuvables au moment où le paiement doit être effectué, l'obligation sera exécutée en espèces ayant cours en Tunisie ; le débiteur devra l'équivalent de la valeur intrinsèque calculée au moment du contrat.

Art. 261. — Lorsque le nom des espèces portées dans l'obligation s'applique à plusieurs monnaies ayant également cours, mais de valeurs (3

---

(1) Le texte porte : portés.

(2) Le texte porte : Régence.

(3) Le texte porte : valeur.

différentes, le débiteur se libère, en cas de doute, en payant la monnaie de valeur inférieure. — Cependant, dans les contrats commutatifs, le débiteur est présumé devoir la monnaie qui est le plus en usage ; lorsque les monnaies ont toutes également cours, il y a lieu à la rescision du contrat.

Art. 262. — L'obligation doit être exécutée dans le lieu déterminé par la nature de la chose ou par la convention. A défaut de convention (1), l'exécution est due au lieu du contrat, lorsqu'il s'agit de choses dont le transport est onéreux ou difficile. Lorsque l'objet de l'obligation peut être transporté sans difficulté, le débiteur peut se libérer partout où il trouve le créancier, à moins que celui-ci n'ait une raison plausible de ne pas recevoir le paiement qui lui est offert. — Dans les obligations provenant d'un délit, l'exécution a (2) lieu au siège du tribunal (3) qui (4) a été saisi de l'affaire.

Art. 263. — Les règles relatives au temps dans lequel l'exécution doit être faite sont énoncées aux articles 163 (5) et suivants.

Art. 264. — Les frais de l'exécution sont à la charge du débiteur, ceux de la réception à la charge du créancier, s'il n'y a stipulation ou usage contraire, et sauf les cas où il en est autrement disposé par la loi.

Art. 265. — Le débiteur qui a exécuté l'obligation a le droit de demander la restitution du titre établissant sa dette, dûment acquitté ; si le créancier ne peut faire cette restitution, ou s'il a un intérêt légitime à garder le titre, le débiteur peut exiger, à ses frais, une quittance notariée établissant sa libération.

Art. 266. — Le débiteur qui acquitte partiellement l'obligation a le droit de se faire délivrer un reçu et d'exiger, en outre, la mention du paiement partiel sur le titre.

Art. 267. — Lorsqu'il s'agit de rentes, de baux, ou d'autres prestations périodiques, la quittance délivrée sans réserve pour l'un des termes fait présumer le paiement des termes échus antérieurement à la date de la quittance.

CHAPITRE III

De l'inexécution de l'obligation et de ses effets

SECTION I. — *De la demeure du débiteur*

Art. 268. — Le débiteur est en demeure lorsqu'il est en retard d'exécuter son obligation, en tout ou en partie, sans cause valable.

Art. 269. — Le débiteur est constitué en demeure par la seule échéance du terme rétabli par l'acte constitutif de l'obligation. — Si aucune

---

(1) Les texte porte : à défaut, de convention.

(2) Le texte porte : à.

(3) Le texte porte : Tribunal.

(4) Le texte porte : qu'.

(5) Ainsi établi par l'erratum paru au *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

échéance n'est établie, le débiteur n'est constitué en demeure que par une interpellation formelle du représentant légitime de ce dernier. Cette interpellation doit exprimer : — 1° la requête adressée au débiteur d'exécuter son obligation dans un délai raisonnable ; — 2° la déclaration que, passé ce délai, le créancier se considérera comme dégagé en ce qui le concerne. — Cette interpellation doit être faite par écrit ; elle peut résulter même d'un télégramme, d'une lettre recommandée, d'une citation en justice, même devant un juge incompétent.

Art. 270. — L'interpellation du créancier n'est pas requise : — 1° lorsque le débiteur a refusé formellement d'exécuter son obligation ; — 2° lorsque l'exécution est devenue impossible.

Art. 271. — Lorsque l'obligation échoit après la mort du débiteur, ses héritiers ne sont constitués en demeure que par l'interpellation formelle à eux adressée par le créancier ou par les représentants (1) de celui-ci, d'exécuter l'obligation de leur auteur ; si parmi les héritiers il y a des mineurs ou des incapables, l'interpellation doit être adressée à celui qui les représente légalement.

Art. 272. — L'interpellation du créancier n'a aucun effet si elle est faite à un moment ou dans un lieu où l'exécution n'est pas due.

Art. 273. — Lorsque le débiteur est en demeure, le créancier a le droit de contraindre le débiteur à accomplir l'obligation si l'exécution en est possible ; à défaut, il pourra demander la résolution du contrat ainsi que des dommages-intérêts dans les deux cas. — Lorsque l'exécution n'est plus possible qu'en partie, le créancier, pourra demander soit l'exécution du contrat pour la partie qui est encore possible, soit la résolution du contrat : avec dommages-intérêts dans les deux cas. — On suivra, au demeurant les règles établies dans les titres relatifs aux contrats particuliers (2). — La résolution du contrat n'a pas lieu de plein droit, mais doit être prononcée en justice.

Art. 274. — Si les parties sont convenues que le contrat sera résolu dans le cas où l'une d'elles n'accomplirait pas ses engagements, la résolution du contrat s'opère de plein droit par le seul fait de l'inexécution.

Art. 275. — L'obligation de faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution. Cependant, si l'obligation consiste en un fait dont l'accomplissement n'exige pas l'action personnelle du débiteur, le créancier peut être autorisé à la faire exécuter (3) lui-même aux dépens de ce dernier. — Cette dépense ne pourra excéder, toutefois, ce qui est nécessaire pour obtenir l'exécution de l'obligation ; lorsqu'elle dépasse la somme de cent francs, le créancier devra se faire autoriser par le juge compétent.

Art. 276. — Lorsque l'obligation consiste à ne pas faire, le débiteur est tenu des dommages-intérêts par le seul fait de la contravention ; le créancier peut, en outre, se faire autoriser à supprimer, aux dépens du débiteur, ce qui aurait été fait contrairement à l'engagement.

---

(1) Le texte porte : représentant.

(2) Le texte porte : particulieurs.

(3) Le texte porte : exéder.

Art. 277. — Les dommages-intérêts sont dus, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, et encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de la part du débiteur.

Art. 278. — Les dommages sont la perte effective que le créancier a éprouvée et le gain dont il a été privé, et qui sont la conséquence directe de l'inexécution de l'obligation. L'appréciation des circonstances spéciales de chaque espèce est remise à la prudence du tribunal(1): il devra évaluer différemment la mesure des dommages-intérêts, selon qu'il s'agit de la faute du débiteur ou de son dol.

Art. 279. — Si le créancier a traité pour le compte d'un tiers, il aura action du chef des dommages éprouvés par le tiers dans l'intérêt duquel il a traité.

Art. 280. — Le débiteur en demeure répond du cas fortuit et de la force majeure.

Art. 281. — Dans le cas de l'article précédent, si la chose a péri il est tenu de l'estimation de la chose selon la valeur qu'elle avait à l'échéance de l'obligation. Si le demandeur (2) ne fait pas la preuve de cette valeur, l'estimation doit en être faite sur la description donnée par le défendeur, pourvu que cette description soit vraisemblable et corroborée par serment. Si le défendeur refuse le serment, ou s'en rapporte à la déclaration du demandeur, à charge du serment.

Section II. — *De la force majeure et du cas fortuit*

Art. 282. — Il n'y a lieu à aucuns dommages-intérêts, lorsque le débiteur justifie que l'exécution ou le retard proviennent d'une cause qui ne peut lui être imputée, telle que la force majeure, le cas fortuit ou la demeure du créancier.

Art. 283. — La force majeure est tout fait que l'homme ne peut prévenir, tels que les phénomènes naturels (inondations, sécheresses, orages, incendies, sauterelles), l'invasion ennemie, le fait du prince(3), et qui rend impossible l'exécution de l'obligation. — N'est point considérée comme force majeure la cause qu'il était possible d'éviter, si le débiteur ne justifie qu'il a déployé toute diligence pour s'en prémunir. — N'est pas également considérée comme force majeure la cause qui a été occasionnée par une faute précédente du débiteur.

Section III. — *De la demeure du créancier*

Art. 284. — Le créancier est en demeure lorsqu'il refuse, sans juste cause, de recevoir la prestation que le débiteur, ou un tiers agissant en son nom, offre d'accomplir de la manière déterminée par le titre constitutif ou par la nature de l'obligation. — Le silence ou l'absence du créancier dans les cas où son concours est nécessaire pour l'exécution de l'obligation constituent un refus.

Art. 285. — Le créancier n'est pas constitué en demeure lorsque, au

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Le texte porte : demandeur.

(3) Le texte porte : Prince.

moment où le débiteur offre d'accomplir son obligation ce dernier n'est réellement pas en état de l'accomplir.

Art. 286. — Le créancier n'est pas constitué en demeure par le refus momentané de recevoir la chose : — 1° lorsque l'échéance de l'obligation n'est pas déterminée ; — 2° ou lorsque le débiteur a le droit de s'acquitter avant le terme établi. — Cependant si le débiteur l'avait prévenu, dans un délai raisonnable, de son intention d'exécuter l'obligation, le créancier serait constitué en demeure même par un refus momentané de recevoir la chose qui lui est offerte.

Art. 287. — A partir du moment où le créancier est constitué en demeure, la perte ou la détérioration de la chose sont à ses risques, et le débiteur ne répond plus que de son dol et de sa faute lourde.

Art. 288. — Le débiteur ne doit restituer que les fruits qu'il a réellement perçus pendant la demeure du créancier, et il a, d'autre part, le droit de répéter les dépenses nécessaires qu'il a dû faire pour la conservation et la garde de la chose, ainsi que les frais des offres par lui faits.

SECTION IV. — *Des offres d'exécution et de la consignation*

Art. 289. — La demeure du créancier ne suffit pas pour libérer le débiteur. — Si l'objet de l'obligation est une somme d'argent, le débiteur doit faire des offres réelles et, au refus du créancier de les accepter, il se libère en consignant la somme offerte dans le dépôt indiqué par le tribunal ; si l'objet de l'obligation est une quantité de choses qui se consomment par l'usage ou un corps déterminé par son individualité, le débiteur doit inviter le créancier à le recevoir au lieu déterminé par le contrat ou par la nature de l'obligation, et faute par le créancier de le recevoir il se libère en le (1) consignant dans le dépôt indiqué par le tribunal (2) du lieu de l'exécution, lorsque la chose est susceptible de consignation.

Art. 290. — Si l'objet de (3) l'obligation est un fait le débiteur ne se libère pas en offrant de l'accomplir. Mais si l'offre a été faite en temps opportun, et dans les conditions déterminées par la convention ou par l'usage des lieux, et si elle a été dûment constatée au moment même, le débiteur aura recours contre le créancier à concurrence de la somme qui lui aurait été due s'il avait accompli son engagement. — Le tribunal (2) pourra cependant réduire cette somme, d'après les circonstances de l'affaire. Art. 840.

Art. 291. — Aucune offre réelle n'est nécessaire de la part du débiteur : — 1° lorsque le créancier lui a déjà déclaré qu'il refuse de recevoir l'exécution de l'obligation ; — 2° lorsque le concours du créancier est nécessaire pour l'accomplissement de l'obligation et que le créancier s'abstient de le donner ; tel est le cas où la dette est payable au domicile du débiteur, si le créancier ne se présente pas pour la recevoir. — Dans ces cas, une simple invitation adressée au créancier peut tenir lieu d'offres réelles.

---

(1) Le texte porte : les.

(2) Le texte porte : Tribunal.

(3) Le texte porte : ne.

Art. 292. — Le débiteur est également affranchi de la nécessité de faire des offres réelles et se libère en consignant ce qu'il doit : — 1° lorsque le créancier est incertain ou inconnu ; — 2° dans tous les cas où, pour un motif dépendant de la personne du créancier, le débiteur ne peut pas accomplir son obligation ou ne peut l'accomplir avec sécurité : tel est le cas où les sommes dues sont frappées de saisie ou d'opposition à l'encontre du créancier ou du cessionnaire.

Art. 293. — Pour que les offres réelles soient valables (1), il faut : — 1° qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui. En cas de faillite du débiteur, les offres doivent être faites à celui qui représente la masse ; — 2° qu'elles soient faites par une personne capable de payer, même par un tiers agissant au nom et en l'acquit du débiteur ; — 3° qu'elles soient de la totalité de la prestation exigible ; — 4° que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier ; — 5° que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée ; — 6° que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement ; et, à défaut à la personne du créancier ou au lieu du contrat ; elles peuvent même être faites à l'audience.

Art. 294. — L'offre non suivie de la consignation effective de la chose ne libère pas le débiteur. La consignation ne libère le débiteur des conséquences de sa demeure que pour l'avenir ; elle laisse subsister à sa charge les effets de la demeure acquis au jour de la consignation.

Art. 295. — Le débiteur d'une chose mobilière peut, après les offres et même après le dépôt, se faire autoriser à vendre la chose offerte pour le compte du créancier, et à consigner, s'il y a lieu, le produit de la vente, dans les cas suivants : — 1° s'il y a péril en la demeure ; — 2° lorsque les frais de conservation de la chose dépasseraient sa valeur ; — 3° lorsque la chose n'est pas susceptible de consignation. — La vente doit être faite aux enchères publiques ; cependant lorsque la chose a un prix de bourse ou de marché, le tribunal peut autoriser la vente par l'entremise d'un courtier ou d'un officier public à ce autorisé, et au prix courant du jour. Le débiteur doit notifier sans délai le résultat de la vente à l'autre partie, à peine des dommages (2) ; il aura recours contre l'autre partie, à concurrence de la différence entre le produit de la vente et le prix convenu entre les parties, sans préjudice de plus amples dommages (2). Les frais de la vente sont à la charge du créancier.

Art. 296. — Le débiteur doit notifier sur-le-champ au créancier la consignation opérée pour son compte, à peine des dommages-intérêts ; cette notification peut être (3)omise dans les cas où elle serait superflue ou impossible, aux termes des articles 291 et 292, ci-dessus.

Art. 297. — A partir du jour de la consignation, la chose consignée demeure aux risques du créancier, lequel jouit aussi des fruits. Les intérêts, dans les cas où il en serait dû, cessent de courir, les gages et hypothèques s'éteignent, les co débiteurs et les cautions sont libérés,

---

(1) Le texte porte : valable.

(2) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

(3) Le texte porte : peut-être.

Art. 298. — Tant que la consignation n'a pas été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer. Dans ce cas la dette renaît avec les privilèges et hypothèques qui y étaient attachés et les co-débiteurs ou cautions ne sont point libérés.

Art. 299. — Le débiteur n'a plus la faculté de retirer sa consignation : — 1° lorsqu'il a obtenu un jugement, passé en force de chose jugée, qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables ; — 2° lorsqu'il a déclaré qu'il renonçait au droit de retirer sa consignation.

Art. 300. — En cas d'insolvabilité déclarée du débiteur, la consignation ne peut être retirée par ce dernier ; elle ne peut l'être que par la masse des créanciers dans les conditions indiquées aux articles précédents.

Art. 301. — Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables. Elles sont à la charge du débiteur, s'il retire sa consignation.

Art. 302. — Après quinze ans révolus, à compter du jour où la consignation a été notifiée au créancier, celui-ci n'a plus le droit de retirer la somme ou la chose consignée pour son compte, s'il ne l'a pas réclamée pendant ce délai, et le débiteur pourra la retirer encore qu'il y eût renoncé.

CHAPITRE IV

De quelques moyens d'assurer l'exécution des obligations

SECTION I. — *Des arrhes*

Art. 303. — Les arrhes sont ce que l'un des contractants donne à l'autre afin d'assurer l'exécution de son engagement.

Art. 304. — En cas d'exécution du contrat, le montant des arrhes sera porté en déduction de ce qui est dû par la partie qui les donne ; par exemple, du prix de vente ou du loyer lorsque celui qui a donné les arrhes est l'acheteur ou le preneur ; elles seront restituées après l'exécution du contrat lorsque celui qui a donné les arrhes est le preneur (1) ou le locataire. Elles seront également restituées lorsque le contrat est résilié de commun accord.

Art. 305. — Lorsque l'obligation ne peut être exécutée ou est résolue par la faute de la partie qui a donné les arrhes, celui qui les a reçues a le droit de les retenir et ne doit les restituer qu'après la prestation des dommages alloués par le tribunal si le cas y échet.

SECTION II. — *De l'action révocatoire et subrogatoire* (2)

Art. 306. — Lorsque les créanciers ne peuvent obtenir ce qui leur est dû et que le débiteur a des droits sur d'autres personnes, les créanciers peuvent soumettre leur affaire au juge (3) ; après avoir fait la preuve de

---

(1) Lire sans doute : *vendeur*.

(2) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

(3) Le texte porte : Juge.

leurs droits, ils pourront obtenir la saisie des droits et créances appartenant à leur débiteur et exercer tous les droits et actions de celui-ci, sauf les droits exclusivement personnels, tels que ceux de puissance paternelle, d'usage, d'habitation, d'aliments, les droits résultant des délits ou des quasi-délits commis contre la personne, et généralement tous ceux qui ne peuvent être ni saisis, ni cédés ; les actions rescisoires fondées sur l'incapacité ou la minorité du débiteur ne sont pas des actions personnelles au sens du présent article, et peuvent être exercées par les créanciers.

Art. 307. — Le créancier qui agit aux lieu et place de son débiteur exerce les droits de ce dernier, mais dans son propre intérêt. En conséquence : — 1° On peut lui opposer toutes les exceptions qui pourraient être opposées à son débiteur, pourvu qu'elles aient une cause antérieure à l'action judiciaire formée par le créancier ; — 2° La chose jugée entre le créancier et le tiers contre lequel il agit au nom de son débiteur, peut être opposée à ce dernier, pourvu que le débiteur ait été mis en cause, dès le début de l'action, et encore qu'il se soit abstenu d'intervenir.

Art. 308. — Le créancier qui agit au nom de son débiteur profite seul du paiement qu'il a obtenu ; mais les actes conservatoires par lui faits profitent également à tous les autres créanciers.

Section III. — *Du droit de rétention*

Art. 309. — Le droit de rétention est celui de posséder la chose appartenant au débiteur, et de ne s'en dessaisir qu'après paiement de ce qui est dû au créancier. Il ne peut être exercé que dans les cas spécialement établis par la loi.

Art. 310. — Le droit de rétention est reconnu en faveur du possesseur de bonne foi : — 1° pour les dépenses nécessaires à la chose, jusqu'à concurrence de ces dépenses ; — 2° pour les dépenses qui ont amélioré la chose, pourvu qu'elles soient antérieures à la demande en revendication, jusqu'à concurrence de la plus-value acquise par le fonds ou par la chose ; après la demande en revendication, il ne sera tenu compte que des dépenses strictement nécessaires. — Ce droit ne peut être exercé pour les dépenses simplement voluptuaires ; — 3° dans tous les autres cas exprimés par la loi.

Art. 311. — Le droit de rétention ne peut être exercé : — 1° par le possesseur de mauvaise foi ; — 2° par le créancier dont la créance a une cause illicite ou prohibée par la loi.

Art. 312. — Le droit de rétention peut avoir pour objet les choses tant mobilières qu'immobilières, ainsi que les titres nominatifs, à (1) l'ordre ou au porteur.

Art. 313. — Le droit de rétention ne peut être exercé : — 1° sur les choses qui n'appartiennent pas au débiteur telles que les choses perdues ou volées, revendiquées par leur possesseur légitime ; — 2° sur les choses à l'égard desquelles le créancier savait ou devait savoir, à raison des circonstances ou de l'accomplissement des publications prescrites

---

(1) Le texte porte : a.

par la loi, qu'elles n'appartenaient pas au débiteur ; — 3° sur les choses sous traites à l'exécution mobilière (1) telles que les choses nécessaires à la vie.

Art. 314. — Il ne peut être exercé que dans les conditions suivantes : — 1° si le créancier est en possession de la chose ; — 2° si la créance est échue. Lorsqu'elle n'est pas liquide, le tribunal fixera au créancier un délai, le plus bref possible, pour liquider ses droits ; — 3° si la créance est née des rapports d'affaires existant entre les parties, ou de la chose même qui est l'objet de la rétention.

Art. 315. — Le créancier est censé nanti de la chose lorsqu'elle est à sa disposition, dans ses magasins ou navires, dans ceux de son commissionnaire, facteur ou agent, à la douane ou dans un entrepôt public, ou lorsqu'il en est saisi, avant l'arrivée de la chose, moyennant un connaissement ou lettre de voiture.

Art. 316. — Lorsque les objets retenus par le créancier ont été déplacés clandestinement ou malgré son opposition, il aura le droit de les revendiquer afin de les rétablir au lieu où ils se trouvaient, dans les trente jours à partir du moment où il a eu connaissance du déplacement. — Passé ce délai, il est déchu du droit de suite.

Art. 317. — Le droit de rétention peut être exercé même à raison de créances non échues : — 1° lorsque le débiteur a suspendu ses paiements ou est en état d'insolvabilité déclarée ; — 2° lorsqu'une exécution poursuivie sur le débiteur a donné un résultat négatif.

Art. 318. — Le droit de rétention ne peut être exercé lorsque les choses appartenant au débiteur ont été remises au créancier avec une affectation spéciale, ou lorsque le créancier s'est engagé à en faire un emploi déterminé. Cependant lorsque, postérieurement à ces faits, le créancier apprend la suspension des paiements ou l'insolvabilité de son débiteur, il est autorisé à faire usage du droit de rétention.

Art. 319. — Quand le droit de rétention est éteint par la dépossession, il renaît si, par un fait postérieur, le créancier est remis en possession de la chose.

Art. 320. — Le créancier qui exerce le droit de rétention répond de la chose, d'après les règles établies pour le créancier gagiste.

Art. 321. — Lorsque la chose retenue par le créancier est sujette à dépérissement ou court risque de se détériorer, le créancier peut se faire autoriser à la vendre dans les formes prescrites pour la vente du gage ; le droit de rétention s'exerce sur le produit de la vente.

Art. 322. — Le tribunal pourra, d'après les circonstances, ordonner la restitution des choses retenues par le créancier, si le débiteur offre de déposer entre les mains de ce dernier une chose ou valeur équivalente, ou de consigner la somme réclamée jusqu'à la solution du litige. Il peut aussi ordonner la restitution partielle de ces choses dans les cas où elle peut se faire, lorsque le débiteur offre d'en déposer l'équivalent ; l'offre d'une caution ne suffirait pas à libérer le gage.

Art. 323. — A défaut de paiement de ce qui lui est dû, le créancier peut, après une simple sommation faite au débiteur, se faire autoriser par le tribunal à vendre les choses dont il est nanti, et à appliquer le produit de la vente au paiement de sa créance par privilège sur tous

---

(1) Le texte porte : mobilières.

autres créanciers. Il est soumis, en ce qui concerne cette liquidation et ses suites, à toutes les obligations du créancier gagiste.

Art. 324. — Le droit de rétention peut être opposé aux créanciers et ayants cause (1) du débiteur, dans les mêmes cas où il pourrait être opposé au débiteur lui-même.

TITRE VI

De la nullité et de la rescision des obligations

CHAPITRE PREMIER

De la nullité des obligations

Art. 325. — L'obligation nulle de plein droit ne peut produire aucun effet, sauf la répétition de ce qui a été payé indûment en exécution de cette obligation. — L'obligation est nulle de plein droit : — 1° lorsqu'elle manque d'une des conditions substantielles de sa formation ; — 2° lorsque la loi en édicte la nullité dans un cas déterminé.

Art. 326. — La nullité de l'obligation principale entraîne la nullité des obligations accessoires, à moins que le contraire ne résulte de la loi ou de la nature de l'obligation accessoire. — La nullité de l'obligation accessoire n'entraîne point la nullité de l'obligation principale.

Art. 327. — La nullité d'une partie de l'obligation annule l'obligation pour le tout, à moins que celle-ci puisse continuer à subsister à défaut de la partie atteinte de nullité, auquel cas elle continuera à subsister comme contrat distinct.

Art. 328. — L'obligation qui est nulle comme telle, mais qui a les conditions de validité d'une autre obligation légitime, doit être régie par les règles établies pour cette obligation.

Art. 329 — La confirmation ou ratification d'une obligation nulle de plein droit n'a aucun effet.

CHAPITRE II

De la rescision des obligations

Art. 330. — L'action en rescision a lieu dans les cas prévus au présent code (2), articles 8, 43, 58, 60, 61 et dans les autres cas déterminés par la loi. Elle se prescrit par un an dans tous les cas où la loi n'indique pas un délai différent. Cette prescription n'a lieu qu'entre ceux qui ont été parties à l'acte.

Art. 331. — Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé ; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts ; à l'égard des actes faits par les mineurs, du jour de leur majorité ; à l'égard des actes faits par les interdits et les incapables, du jour où l'interdiction est levée ou du jour de leur décès ; en ce qui concerne leurs héritiers, lorsque l'incapable est mort en état d'incapacité ;

---

(1) Le texte porte : ayants-cause.

(2) Le texte porte : Code.

en cas de lésion, lorsqu'il s'agit de majeurs, du jour de la prise de possession de la chose qui fait l'objet du contrat.

Art. 332. — La prescription d'un an s'applique également dans les cas sus-énoncés, à l'État, aux communes et aux autres personnes morales, à partir du jour où l'acte susceptible d'être annulé est devenu définitif, d'après les lois et règlements administratifs.

Art. 333. — L'action en rescision se transmet aux héritiers pour le temps qui restait à leur auteur, sauf les dispositions relatives à l'interruption ou à la suspension de la prescription.

Art. 334. — L'action en rescision est prescrite, dans tous les cas, par le laps de quinze ans à partir de la date de l'acte.

Art. 335. — L'exception de nullité peut être opposée par celui qui est assigné en exécution de la convention dans tous les cas où il aurait pu lui-même exercer l'action en rescision. — Cette exception n'est pas soumise à la prescription établie par les articles 330 à 334 ci-dessus.

Art. 336. — La rescision de l'obligation a pour effet de remettre les parties au même et semblable état où elles étaient au moment où l'obligation a été constituée, et de les obliger à se restituer réciproquement tout ce qu'elles ont reçu l'une de l'autre en vertu ou en conséquence de l'acte annulé ; en ce qui concerne les droits régulièrement acquis par les tiers de bonne foi, on suivra les dispositions spéciales établies pour les différents contrats particuliers.

Art. 337. — La confirmation ou ratification d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en rescision n'est valable que lorsqu'elle renferme la substance de cette obligation, la mention du motif qui la rend annulable, et la déclaration qu'on entend réparer le vice qui donnerait lieu à la rescision.

Art. 338. — A défaut de confirmation ou de ratification expresse, il suffit que l'obligation rescindable soit exécutée volontairement, en tout ou en partie, par celui qui en connaît les vices, après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée. — La confirmation, reconnaissance ou exécution volontaire, dans les formes et à l'époque déterminée par la loi, emporte la renonciation aux moyens et exceptions, que l'on pouvait opposer contre l'obligation rescindable. Quant aux droits régulièrement acquis par les tiers de bonne foi (1), avant la ratification ou exécution on suivra la règle établie par l'art. 336 in fine.

TITRE VII

De l'extinction des obligations

Art. 339. — Les obligations s'éteignent par : — 1° le paiement ; — 2° l'impossibilité de l'exécution ; — 3° la remise volontaire ; — 4° la novation ; — 5° la compensation ; — 6° la confusion ; — 7° la prescription ; — 8° la résiliation volontaire.

---

(1) Le texte porte : fois.

CHAPITRE PREMIER

Du paiement

Art. 340. — L'obligation est éteinte lorsque la prestation qui en est l'objet est faite au créancier, dans les conditions déterminées par la convention ou par la loi.

Art. 341. — L'obligation est également éteinte lorsque le créancier consent à recevoir en paiement de sa créance une prestation autre que celle portée dans l'obligation; ce consentement est présumé lorsqu'il reçoit sans réserve une prestation différente de celle qui était l'objet de l'obligation.

Art. 342. — Le débiteur qui donne en paiement à son créancier une chose, une créance ou un droit incorporel, est tenu de la même garantie que le vendeur à raison, soit des vices cachés de la chose, soit de l'insuffisance du titre. — Cette disposition ne s'applique pas aux libéralités et autres actes à titre gratuit.

Art. 343. — Les paiements s'imputent sur la dette que le débiteur désigne lorsqu'il paie; s'il n'a rien dit, il conserve le droit de déclarer la dette qu'il a eu l'intention de payer; en cas de doute, l'imputation se fait sur la dette qu'il a, pour lors, le plus d'intérêt à acquitter, et de préférence sur celle qui est échue; entre plusieurs dettes échues, sur celle qui offre le moins de garanties pour le créancier; entre plusieurs dettes également garanties, sur celle qui est la plus onéreuse pour le débiteur; entre plusieurs dettes également onéreuses, sur la plus ancienne en date.

Art. 344. — Lorsque le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ses dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, si l'imputation a été faite d'une manière conforme à ses intérêts.

CHAPITRE II

De l'impossibilité de l'exécution

Art. 345. — L'obligation s'éteint lorsque, depuis qu'elle est née, la prestation qui en fait l'objet est devenue impossible naturellement ou juridiquement, sans le fait ou la faute du débiteur et avant qu'il soit en demeure.

Art. 346. — Lorsque l'impossibilité n'est que partielle, l'obligation n'est éteinte qu'en partie; le créancier a le choix de recevoir l'exécution partielle ou de résoudre l'obligation pour le tout, lorsque cette obligation est de telle nature qu'elle ne peut se partager sans préjudice pour lui.

Art. 347. — Lorsque l'obligation est éteinte par l'impossibilité de l'exécution, sans la faute du débiteur, les droits et actions relatifs à la chose due qui appartiennent à ce dernier passent au créancier.

Art. 348. — Lorsque l'inexécution de l'obligation provient d'une cause indépendante de la volonté des deux contractants, et sans que le débi-

teur soit en demeure, le débiteur est libéré, mais il n'a plus le droit de demander la prestation qui serait due par l'autre partie. — Si l'autre partie a déjà rempli son obligation, elle a le droit, selon les cas, d'en répéter la totalité, ou une partie, comme indue.

Art. 349. — Lorsque l'impossibilité d'exécution dépend du fait du créancier ou d'une autre cause qui lui est imputable, le débiteur conserve le droit d'exiger l'exécution de l'obligation pour ce qui lui est dû, mais il est tenu de faire raison à l'autre partie de ce qu'il épargne par suite de l'inexécution de son obligation ou du profit qu'il a retiré de la chose qui en fait l'objet.

CHAPITRE III

De la remise de l'obligation

Art. 350. — L'obligation est éteinte par la remise volontaire qu'en fait le créancier capable de faire une libéralité. — La remise de l'obligation a (1) effet tant qu'elle n'a été refusée expressément par le débiteur.

Art. 351. — La remise peut être expresse et résulter d'une convention, d'une quittance ou autre acte portant libération ou donation de la dette au débiteur. — Elle peut aussi être tacite et résulter de tout fait indiquant clairement chez le créancier la volonté de renoncer à son droit. — La restitution volontaire du titre original faite par le créancier au débiteur fait présumer la remise de la dette.

Art. 352. — La restitution par le créancier de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

Art. 353. — La remise de l'obligation n'a aucun effet lorsque le débiteur refuse expressément de l'accepter. Il ne peut refuser : — 1° lorsqu'il l'a déjà acceptée ; — 2° lorsqu'elle a été donnée à la suite de sa demande.

Art. 354. — La remise faite par un malade, pendant sa dernière maladie, à l'un de ses héritiers, de tout ou partie de ce qui est dû par ce dernier n'est valable que si les autres héritiers la ratifient.

Art. 355. — La remise accordée par un malade à un tiers pendant sa dernière maladie est valable jusqu'à concurrence du tiers de ce qui reste dans la succession après le paiement des dettes et des frais funéraires.

Art. 356. — La remise ou libération de toute dette en général et sans réserve ne peut être révoquée et libère définitivement le débiteur, alors même que le créancier ignorerait le montant précis de sa créance ou que des titres à lui inconnus seraient découverts par la suite, à moins qu'il ne s'agisse de la remise d'une dette héréditaire faite par l'héritier et qu'il soit justifié (2) de fraude ou de dol de la part du débiteur ou d'autres personnes de complicité avec lui.

---

(1) Le texte porte : à

(2) Le texte porte : justifiée.

CHAPITRE IV (1)

De la novation

Art. 357. — La novation est l'extinction d'une obligation moyennant la constitution d'une obligation nouvelle qui lui est substituée.

Art. 358. — La novation ne se présume point ; il faut que la volonté de l'opérer soit exprimée.

Art. 359. — Il faut, pour opérer la novation : — 1° que l'ancienne obligation soit valable ; — 2° que l'obligation nouvelle qui lui est substituée soit aussi valable.

Art. 360 — La novation ne peut s'opérer que si le créancier est capable d'aliéner, et le nouveau débiteur capable de s'obliger. Les tuteurs, mandataires et administrateurs du bien d'autrui ne peuvent nover que dans le cas où ils peuvent aliéner.

Art. 361. — La novation s'opère de trois manières : — 1° lorsque le créancier et le débiteur conviennent de substituer une nouvelle obligation à l'ancienne, laquelle est éteinte, ou de changer la cause de l'obligation ancienne ; — 2° lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien qui est déchargé par le créancier ; cette substitution peut s'opérer sans le concours du premier débiteur ; — 3° lorsque, par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé. — La simple indication, faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point novation ; il en est de même de la simple indication faite par le créancier d'une personne qui doit recevoir pour lui.

Art. 362. — La substitution d'une prestation à celle portée dans l'ancienne obligation peut constituer novation, si elle est de nature à modifier essentiellement l'obligation. L'indication d'un lieu différent pour l'exécution, les modifications portant soit sur la forme, soit sur les clauses accessoires, telles que le terme, les conditions ou les garanties de l'obligation, ne constituent pas novation, si les parties ne l'ont expressément voulu.

Art. 363. — La délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier opère novation, si le créancier a spécialement déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation et qu'il renonçait à tout recours contre lui.

Art. 364. — Dans le cas de l'article ci-dessus, la délégation opère la libération du déléguant, et le créancier n'a aucun recours contre lui, même si le débiteur délégué devient insolvable, à moins qu'à l'insu du créancier, le débiteur délégué ne fût déjà en état d'insolvabilité au moment où la novation est intervenue.

Art. 365. — Le débiteur qui a accepté la délégation ne peut opposer au nouveau créancier de bonne foi, les exceptions qu'il aurait eues contre le créancier primitif, sauf son recours contre ce dernier. Il peut opposer toutefois au nouveau créancier les exceptions relatives à la capacité de

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

la personne, lorsque ces exceptions étaient fondées au moment où il a accepté la délégation et qu'il les ignorait à ce moment.

Art. 366. — Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, si le créancier ne les a expressément réservés (1). — La convention qui transfère les garanties réelles de l'ancienne dette à la nouvelle n'a d'effet à l'égard des tiers que si elle est faite en même temps que la novation, et que si elle résulte d'un acte ayant date certaine.

Art. 367. — La novation éteint définitivement l'ancienne obligation, lorsque celle qui lui est substituée est valable et alors même que la nouvelle obligation ne serait pas exécutée.

Art. 368. — Cependant, lorsque la nouvelle obligation dépend d'une condition suspensive, l'effet de la novation dépend de l'événement de la condition et si celle-ci vient à défaillir, la novation est non avenue.

CHAPITRE V

De la compensation

Art. 369. — La compensation s'opère, lorsque les parties sont réciproquement et personnellement créancières et débitrices l'une de l'autre Elle n'a pas lieu entre musulmans dans le cas où elle constituerait une violation de la loi religieuse.

Art. 370. — Le juge ne doit tenir compte de la compensation que si elle est expressément opposée par celui qui y a droit.

Art. 371. — Le débiteur qui a accepté sans réserve la cession faite par le créancier à un tiers ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation qu'il eût pu, avant l'acceptation, opposer au créancier primitif ; il peut seulement exercer sa créance contre le cédant.

Art. 372. — L'associé ne peut opposer à son créancier la compensation de ce qui est dû par le créancier à la société. Le créancier de la société ne peut opposer à l'associé la compensation de ce qui lui est dû par la société ; il ne peut opposer à la société ce qui lui est dû personnellement par l'un des associés.

Art. 373. — La compensation n'a lieu qu'entre dettes de même espèce, et par exemple, entre choses mobilières de même espèce et qualité, ou entre du numéraire et des denrées.

Art. 374. — Pour opérer la compensation, il faut que les deux dettes soient liquides et exigibles, mais il n'est pas nécessaire qu'elles soient payables au même lieu. La déchéance du terme produite par l'insolvabilité du débiteur et par l'ouverture de la succession a pour effet de rendre la dette compensable.

Art. 375. — Lorsque les dettes ne sont pas payables au même lieu, la compensation ne s'opère qu'en faisant raison de la différence du change, ou de prix, s'il s'agit de denrées, à la partie en faveur de laquelle la différence existe.

---

(1) Le texte porte : réservées.

Art. 376. — Une dette prescrite ne peut être opposée en compensation.

Art. 377. — La compensation peut avoir lieu entre des dettes qui ont des causes ou des quotités différentes. Lorsque les deux dettes ne sont pas de même somme, la compensation s'effectue jusqu'à concurrence de la dette la moins forte.

Art. 378. — La compensation n'a pas lieu : — 1° lorsque l'une des dettes a pour cause des aliments ou autres créances non saisissables ; — 2° contre la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé, soit par la violence, soit par fraude ou d'une créance ayant pour cause un autre délit ou quasi-délit ; — 3° contre la demande en restitution d'un dépôt, d'un prêt à usage ou d'un précaire ou contre la demande en dommages-intérêts résultant de ces contrats, au cas de perte de la chose due ; — 4° lorsque le débiteur a renoncé dès l'origine à la compensation, ou lorsque l'acte constitutif de l'obligation l'a prohibée ; — 5° contre les créances de l'État et des communes pour contributions ou taxes, à moins que la créance de celui qui oppose la compensation ne soit due par la même caisse qui réclame la contribution ou la taxe.

Art. 379. — La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits régulièrement acquis à des tiers.

Art. 380. — L'effet de la compensation opposée est d'opérer l'extinction des deux dettes, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives, à partir du moment où les deux dettes se sont trouvées exister à la fois, dans les conditions déterminées par la loi pour donner lieu à la compensation.

Art. 381. — Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par la même personne, on suit, pour la compensation, les règles établies pour l'imputation (art. 343).

CHAPITRE VI

De la confusion

Art. 382. — Lorsque les qualités de créancier et de débiteur d'une même obligation se réunissent dans la même personne, il se produit une confusion de droits qui fait cesser le rapport de créancier et débiteur. — La confusion peut être totale ou partielle, selon qu'elle a lieu pour toute l'obligation ou pour une partie seulement.

Art. 383. — Lorsque la cause qui a produit la confusion vient à disparaître, le créance revit avec ses accessoires, à l'égard de toutes personnes, et la confusion est réputée n'avoir jamais eu lieu.

CHAPITRE VII

De la prescription

Art. 384. — La prescription, pendant le laps de temps fixé par la loi, éteint l'action naissant de l'obligation.

Art. 385. — La prescription n'éteint pas l'action de plein droit ; elle

doit être invoquée par celui qui y a intérêt. — Le juge ne peut suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

Art. 386. — On ne peut d'avance renoncer à la prescription. On peut renoncer à la prescription acquise. — Celui qui ne peut faire de libéralité ne peut renoncer à la prescription acquise.

Art. 387. — Le créancier, ou tout autre intéressé à opposer la prescription, tel que la caution, peut s'en prévaloir encore que le débiteur principal y renonce.

Art. 388. — Les parties ne peuvent, par des conventions particulières, proroger le délai de la prescription au delà des quinze ans fixés par la loi.

Art. 389. — La prescription éteint les actions relatives aux obligations accessoires en même temps que celle relative à l'obligation principale, alors même que le temps fixé pour la prescription des obligations accessoires ne serait pas encore écoulé.

Art. 390. — La prescription n'a pas lieu, lorsque l'obligation est garantie par un gage ou une hypothèque.

Art. 391. — Aucune prescription n'a lieu : — 1° entre époux pendant la durée du mariage ; — 2° entre le père ou la mère et leurs enfants ; — 3° entre l'incapable, le habous (1) ou autre personne morale, et le tuteur, curateur ou administrateur, tant que leur mandat n'a pas pris fin et qu'ils n'ont pas définitivement rendu leurs comptes.

Art. 392. — La prescription ne court point : — Contre les mineurs non émancipés et autres incapables, s'ils n'ont pas de tuteur, de conseil judiciaire ou de curateur, jusqu'après leur majorité, leur émancipation ou la nomination d'un représentant légal.

Art. 393. — La prescription ne court contre les droits que le jour où (2) ils sont acquis, par conséquent, elle n'a pas lieu : 1° — en ce qui concerne les droits conditionnels jusqu'à ce que la condition arrive ; — 2° à l'égard d'une action en garantie, jusqu'à l'éviction accomplie ou à la réalisation du fait donnant lieu à garantie ; — 3° à l'égard de toute action dont l'exercice dépend d'un terme, avant que le terme soit échu ; — 4° contre les absents jusqu'à la déclaration d'absence et à la nomination du curateur. Celui qui se trouve éloigné du lieu où s'accomp'it la prescription est assimilé à l'absent ; — 5° lorsque le créancier s'est trouvé en fait dans l'impossibilité d'agir, et, par exemple, dans le cas où en raison de la vacance des tribunaux ou d'une autre cause indépendante de sa volonté, il n'a pu exercer son action dans le délai établi pour la prescription.

Art. 394. — La prescription n'a pas lieu à l'égard des droits résultant d'un jugement passé en force de chose jugée.

Art. 395. — Néanmoins, en matière de lettre de change, la prescription court même contre les mineurs et les incapables, sauf leur recours contre leurs tuteurs et curateurs.

Art. 396. — La prescription est interrompue : — 1° par toute demande judiciaire ou extrajudiciaire ayant date certaine qui constitue le débiteur

---

(1) Le texte porte : Habous.

(2) Le texte porte : ou.

en demeure d'exécuter son obligation, même lorsqu'elle est faite devant un juge incompétent ou que l'acte est déclaré nul pour vice de forme ; — 2° par la demande d'admission de la créance à la faillite du débiteur ; — 3° par un acte conservatoire ou d'exécution entrepris sur les biens du débiteur, ou par toute requête afin d'être autorisé à procéder à un acte de ce genre.

Art. 397. — La prescription est également interrompue par tout acte par lequel le débiteur reconnaît le droit de celui contre lequel il avait commencé à prescrire ; par exemple, s'il y a eu compte arrêté ; s'il paye un acompte, lorsque ce paiement résulte d'un acte ayant date certaine ; s'il demande un délai pour payer ; s'il fournit une caution ou autre garantie ; s'il oppose la compensation à la demande de paiement du créancier.

Art. 398. — Lorsque la prescription est valablement interrompue, le temps écoulé jusqu'à l'acte interruptif n'est pas compté aux effets de la prescription, et un nouveau délai de prescription commence à partir du moment où l'acte interruptif a cessé de produire son effet.

Art. 399. — L'interruption de la prescription contre l'héritier apparent et tout autre possesseur de la créance s'étend à celui qui succède à ses droits.

Art. 400. — L'interruption de la prescription peut être opposée aux héritiers et ayants droit (1) du créancier.

Art. 401. — La prescription se calcule par jours entiers et non par heures ; le jour qui sert de point de départ à la prescription n'est point compté dans le calcul du temps requis pour prescrire. — La prescription s'accomplit, lorsque le dernier jour du terme est expiré.

Art. 402. — Toutes les actions naissant d'une obligation sont prescrites par quinze ans, sauf les exceptions ci-après, et celles qui sont déterminées par la loi dans les cas particuliers.

Art. 403. — Se prescrivent par une année de trois cent soixante-cinq jours : — 1° l'action des marchands, fournisseurs, fabricants, à raison des fournitures par eux faites ; — 2° celles des agriculteurs et producteurs de matières premières pour les fournitures par eux faites, lorsqu'elles ont servi aux usages domestiques du débiteur ; ce, à partir du jour où les fournitures ont été faites ; — 3° celles des instituteurs, professeurs, maîtres de pension publics ou privés, pour les honoraires à eux dus par leurs élèves, ainsi que pour les fournitures faites à ces derniers, à partir de l'échéance du terme fixé pour le paiement de leurs honoraires ; — 4° celle des domestiques pour leurs gages, déboursés et autres prestations à eux dues, en vertu du louage des services, ainsi que celle des maîtres contre leurs serviteurs pour les avances faites à ceux-ci à ce même titre ; — 5° celle des ouvriers, artisans, apprentis, pour leurs salaires, fournitures et journées, et pour les déboursés par eux faits, à raison de leur service, ainsi que celle de l'employeur ou patron pour les sommes avancées à ses ouvriers, aux mêmes titres ; — 6° celle des hôteliers ou traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent, et des déboursés faits pour leurs clients ; — 7° celle des

---

(1) Le texte porte : ayants-droit.

locateurs de meubles et choses mobilières, à raison du prix du louage de ces choses ; — 8° celle des établissements publics ou privés destinés au traitement des maladies physiques ou mentales, ou à la garde des malades, à raison des soins par eux donnés auxdits malades et des fournitures et déboursés faits pour ces derniers, à partir du jour où les soins ont été donnés, où les fournitures ont été faites.

Art. 404. — Se prescrivent également par une année de trois cent soixante-cinq jours : — 1° les actions des médecins, chirurgiens, accoucheurs, dentistes, vétérinaires, pour leurs visites et opérations, ainsi que pour leurs fournitures et déboursés, à partir de la dernière visite ou opération ; — 2° celle des pharmaciens pour les médicaments par eux fournis, à partir de la date de la fourniture ; — 3° celle des notaires, pour leurs honoraires et déboursés, à partir du jour où ils ont remis à la partie les actes par eux dressés ; — 4° celle des mandataires *ad litem (oukil)* pour les honoraires (1) et déboursés, à partir du jugement définitif ou de la révocation du mandat à eux conféré ; — 5° celle des curateurs de succession et autres administrateurs, à partir du jour où leur administration a cessé ; — 6° celles des architectes, ingénieurs. experts, géomètres, pour leurs devis ou opérations, et les déboursés par eux faits à partir du jour où le devis a été remis, les opérations accomplies ou les déboursés effectués ; — 7° celles des médiateurs, pour le paiement de leurs courtages, à partir de la conclusion de l'affaire ; — 8° celles des parties contre les personnes ci-dessus dénommées, à raison des sommes avancées par les parties auxdites personnes pour l'accomplissement des affaires dont ceux-ci sont chargés, à partir des mêmes dates établies pour chacune de ces catégories de personnes.

Art. 405. — Toutes les actions contre le commissionnaire de transport et le voiturier, à raison de la perte ou du retard dans le transport, sont prescrites après un an, à compter, pour les cas de perte ou de retard, du jour où le transport des marchandises aurait dû être effectué, et, pour les cas d'avarie, du jour où la remise des marchandises aura été faite, le tout, sauf les cas de fraude ou d'infidélité du voiturier ou commissionnaire. — Sont également prescrites pour un an, les actions des commissionnaires de transport et des (2) voituriers, des courriers et messagers, à raison de leurs transports (3) et des déboursés par eux faits, à compter du jour où le transport a été effectué.

Art. 406. — Se prescrivent, dans le même délai d'un an, toutes les actions en faveur des entrepreneurs d'entrepôt et contre eux, à raison des obligations dérivant du contrat d'entrepôt. — En cas de perte totale de la chose, la prescription commence à partir du jour où l'entreposeur a donné avis de la perte au déposant.

Art. 407. — La prescription, dans les cas des articles 403 à 406 inclus, ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fourniture, livraisons, services et travaux.

Art. 408. — Les redevances, pensions, fermages, loyers, arrérages

---

(1) Le texte porte : honaraires.

(2) Le texte porte : les.

(3) Le texte porte : leurs transport.

d'enzel, intérêts et autres prestations analogues, se prescrivent contre toutes personnes, par cinq années à partir de l'échéance de chaque terme.

Art. 409. — La prescription de cinq ans, dont il est parlé ci-dessus, s'applique également aux impôts publics et à ceux dus aux administrations communales.

Art. 410. — Toutes actions entre les associés et entre ceux-ci et les tiers, à raison des obligations naissant du contrat de société, sont prescrites par cinq ans, à partir du jour où l'acte de dissolution de la société ou de renonciation de l'associé, a été publié. — Lorsque le droit du créancier de la société échoit seulement après la date de la publication, la prescription ne commence qu'à partir de l'échéance. — Il n'est pas dérogé aux prescriptions plus brèves établies par la loi en matière de société.

Art. 411. — Se prescrivent par cinq ans les actions dérivant des lettres de change et des chèques, à partir du jour de l'échéance de l'obligation ou du dernier jour du délai établi pour la présentation au tiré des lettres tirées à vue.

Art. 412. — L'action en paiement d'un titre au porteur se prescrit, quant au capital, par quinze ans, à partir de l'échéance.

Art. 413. — Les greffiers et syndics ne répondent plus des livres de commerce et papiers à eux remis dans le cours de la procédure d'insolvabilité, cinq ans après la clôture ou la cessation de la procédure.

CHAPITRE VIII

De la résiliation volontaire (distrat)

Art. 414. — Les obligations contractuelles s'éteignent lorsque, aussitôt après leur conclusion, les parties conviennent d'un commun accord de s'en départir, dans les cas où la résolution est permise par la loi.

Art. 415. — La résiliation peut être tacite ; tel est le cas où, après une vente conclue, les parties se restituent réciproquement la chose et le prix.

Art. 416. — La résiliation est soumise, quant à sa validité, aux règles générales des obligations contractuelles. — Les tuteurs, administrateurs et autres personnes agissant au nom d'autrui ne peuvent résilier que dans les cas et avec les formalités requises, pour les aliénations, par le mandat en vertu duquel ils agissent et lorsqu'il y a utilité pour les personnes au nom desquelles ils agissent.

Art. 417. — La résiliation ne peut avoir effet : — 1° si le corps certain qui a fait l'objet du contrat a péri, a été détérioré ou s'il a été dénaturé par le travail de l'homme ; — 2° si les parties ne peuvent, pour toute autre cause, se restituer exactement ce qu'elles ont reçu l'une de l'autre, à moins, dans les deux cas précédents, que les parties ne conviennent de compenser la différence.

Art. 418. — La résiliation remet les parties dans la situation où elles se trouvaient au moment de la conclusion du contrat. — Les parties doivent se restituer réciproquement ce qu'elles ont reçu l'une de l'autre en vertu de l'obligation résiliée. — Toute modification apportée au contrat primitif vicie la résiliation, et la transforme en un nouveau contrat.

Art. 419. — La résiliation amiable ne peut nuire aux tiers qui ont acquis régulièrement, des droits sur les choses qui font l'objet de la résiliation.

TITRE VIII

De la preuve des obligations et de celle de la libération

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 420. — La preuve de l'obligation doit être faite par celui qui s'en prévaut.

Art. 421. — Lorsque le demandeur a prouvé l'existence de l'obligation, celui qui affirme qu'elle est éteinte ou qu'elle ne lui est pas opposable doit le prouver.

Art. 422. — Aucune forme spéciale n'est requise pour la preuve des obligations, si ce n'est dans les cas où la loi prescrit une forme déterminée.

Art. 423. — Lorsque la loi prescrit une forme déterminée, la preuve de l'obligation ou de l'acte ne peut être faite d'aucune autre manière, sauf dans les cas spécialement exceptés par la loi.

Art. 424. — Lorsque la loi prescrit la forme écrite pour un contrat, la même forme est censée requise pour toutes les modifications de ce même contrat.

Art. 425. — Lorsque, dans un contrat non soumis a une forme particulière, les parties sont expressément convenues de ne tenir la convention comme définitive que lorsqu'elle aura été passée en une forme déterminée, l'obligation n'existe que si elle a revêtu la forme établie par les parties.

Art. 426 — La preuve de l'obligation ne peut être faite : — 1° lorsqu'elle tendrait à établir l'existence d'une obligation illicite ou pour laquelle la loi n'accorde aucune action ; — 2° lorsqu'elle tendrait à établir des faits non concluants.

Art. 427. — Les moyens de preuve reconnus par la loi sont : — 1° l'*aveu* de la partie ; — 2° la *preuve littérale* ou *écrite* ; — 3° la preuve testimoniale ; — 4° la présomption ; — 5° le serment et le refus de le prêter.

SECTION PREMIÈRE. — *De l'aveu de la partie*

Art. 428. — L'aveu est judiciaire ou extrajudiciaire. L'aveu judiciaire est la déclaration que fait en justice la partie ou son représentant, à ce spécialement autorisé. L'aveu fait devant un juge incompétent, ou émis au cours d'une autre instance, a les effets de l'aveu judiciaire.

Art. 429. — L'aveu judiciaire peut résulter du silence de la partie, lorsque, formellement invitée par le juge à s'expliquer sur la demande qui lui est opposée, elle persiste à ne pas répondre, et ne demande pas de délai pour ce faire.

Art. 430. — L'aveu extrajudiciaire est celui que la partie ne fait pas devant le juge. Il peut résulter de tout fait qui est incompatible avec le droit que l'on réclame. — La simple demande de transaction sur une réclamation ne constitue pas aveu quant au fond du droit ; mais celui qui accepte une libération ou remise sur le fonds du droit est présumé avouer.

Art. 431. — L'aveu doit être fait en faveur d'une personne capable de posséder, soit qu'il s'agisse d'un individu, d'une classe déterminée, ou d'une personne morale, telle qu'une mosquée : l'objet doit en être déterminé ou susceptible de détermination.

Art. 432. — L'aveu doit être libre et éclairé ; les causes qui vicient le consentement vicient l'aveu.

Art. 433. — L'aveu ne peut être fait que par les parties maîtresses (1) de leurs droits. — L'aveu du père pour son enfant mineur, celui des tuteurs, conseils judiciaires et administrateurs, ne fait foi contre ceux qu'ils représentent que dans le cas où il s'agit d'actes accomplis personnellement, par eux dans la limite de leur administration. Le mineur autorisé à exercer le commerce peut avouer dans la limite de son autorisation (2) : lorsque l'aveu constitue une libéralité de sa part, il n'a aucun effet.

Art. 434. — L'aveu judiciaire fait pleine foi contre son auteur, et contre ses héritiers et ayants cause ; il n'a d'effet contre les tiers que dans les cas exprimés (3) par la loi.

Art. 435. — L'aveu d'un héritier ne fait pas foi contre les autres cohéritiers (4) ; il n'oblige l'héritier que pour sa part et jusqu'à concurrence de sa part contributive.

Art. 436. — Le mandat donné par la partie à son représentant d'avouer une obligation fait pleine foi contre son auteur, même avant la déclaration du mandataire.

Art. 437. — L'aveu extrajudiciaire ne peut être prouvé par témoins toutes les fois qn'il s'agit d'une obligation pour laquelle la loi exige preuve par écrit.

Art. 438. — L'aveu ne peut être divisé contre celui qui l'a fait lorsqu'il constitue la seule preuve contre lui. Il peut être divisé : — 1° lorsque l'un des faits est prouvé indépendamment de l'aveu ; — 2° lorsque l'aveu porte sur des faits distincts et séparés ; — 3° lorsqu'une partie de l'aveu est reconnue fausse. — L'aveu ne peut être révoqué, à moins qu'on ne justifie qu'il a été déterminé par une erreur matérielle. — L'erreur de droit ne suffit point pour autoriser la révocation d'un aveu à moins qu'elle ne soit excusable, ou causée par le dol de l'autre partie. — L'aveu ne peut être révoqué, alors même que la partie adverse n'en aurait pas pris acte.

Art. 439. — L'aveu ne peut faire foi : — 1° lorsqu'il énonce un fait physiquement impossible, ou dont le contraire est démontré par des preuves irrécusables ; — 2° lorsque celui en faveur duquel il est fait y contredit formellement ; — 3° lorsqu'il tend à établir une obligation

---

(1) Le texte porte : les parties mattresse.

(2) Le texte porte : autorisatien.

(3) Le texte porte : le cas exprimés.

(4) Le texte porte : les autre cohéritiers.

ou un fait contraire à la loi ou aux bonnes mœurs, ou pour lequel la loi n'accorde aucune action, ou à éluder une disposition positive de la loi ; — 4° lorsqu'une chose jugée est intervenue établissant le contraire de ce qui résulte de l'aveu,

SECTION II. — *De la preuve littérale*

Art. 440. — L'aveu de la partie peu résulter de preuves écrites appelées aussi preuves littérales.

Art. 441. — La preuve littérale résulte d'un acte authentique ou d'une écriture sous seing privé. Elle peut résulter également de la correspondance, des télégrammes, et des livres des parties, des bordereaux des courtiers dûment signés par les parties, des factures acceptées, des notes et documents privés, et de toutes autres écritures, sauf au tribunal (1) à donner à chacun de ces moyens la valeur qu'il mérite, selon les cas, et, à moins que la loi ou les parties n'aient exigé expressément une forme spéciale.

§ I. — *Du titre authentique*

Art. 442. — L'acte authentique est celui qui a été reçu avec les solennités requises par des officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé.

Art. 443. — Sont également authentiques : — 1° les actes reçus officiellement par les cadis (1), en leur tribunal (2) ; — 2° les jugements rendus par les tribunaux (3) tunisiens et étrangers, en ce sens que ces derniers peuvent faire foi des faits qu'ils constatent, même avant d'avoir été rendus exécutoires.

Art. 444. — L'acte authentique fait pleine foi, même à l'égard des tiers et jusqu'à inscription de faux, des faits et des conventions attestés par l'officier public qui l'a rédigé comme passés en sa présence. — Cependant lorsque l'acte est attaqué pour cause de violence, de fraude, de dol et de simulation ou d'erreur matérielle, la preuve peut en être faite par témoins, et même à l'aide de présomptions graves, précises et concordantes, sans recourir à l'inscription de faux. — Cette preuve peut être faite, tant par les parties que par les tiers ayant un intérêt légitime.

Art. 445. — L'acte authentique fait foi des conventions et des clauses intervenues entre les parties, des causes qui ont été énoncées et des autres faits ayant un rapport direct à la substance de l'acte (4), ainsi que des constatations faites par l'officier public, lorsqu'il énonce comment il est parvenu à connaître ces faits. Toutes autres énonciations n'ont aucun effet.

Art. 446. — En cas de plainte en faux principal, l'exécution de l'acte argué de faux sera suspendue par la mise en accusation ; tant que la mise en accusation n'a pas été prononcée, ou en cas d'inscription de

---

(1) Le texte porte : Cadis.

(2) Le texte porte : Tribunal.

(3) Le texte porte : Tribunaux.

(4) Tel est bien le texte officiel.

faux faite incidemment, le tribunal (1) pourra, suivant les circonstances, suspendre provisoirement l'exécution de l'acte.

Art. 447. — L'acte authentique portant l'attestation dite « *témoignage de surprise* », est nul de plein droit et ne constitue même pas un commencement de preuve. — Est également nul et non avenu l'acte authentique portant une *réserve* ou *protestation secrète*, dit *el-hasterâa*, ou *aïdâa*.

Art. 448. — L'acte qui ne peut valoir comme authentique par suite de l'incompétence ou de l'incapacité de l'officier, ou d'un défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il a été signé des parties dont le consentement est nécessaire pour la validité de l'acte.

§ II. — *De l'acte sous seing privé*

Art. 449. — L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, fait la même foi que l'acte authentique, envers toutes personnes, des dispositions et énonciations qu'il renferme, dans les conditions énoncées aux articles 444 et 445 ci-dessus, sauf en ce concerne la date, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Art. 450. — Les actes sous seing privé font foi de leur date, entre les parties, leurs héritiers et leurs ayants cause (2) à titre particulier, agissant au nom de leur débiteur. — Ils n'ont de date contre les tiers que : — 1° du jour où il ont été enregistrés, soit en Tunisie, soit à l'étranger ; — 2° du jour où l'acte a été déposé dans les mains d'un officier public ; — 3° si l'acte est souscrit, soit comme partie, soit comme témoin, par une personne décédée ou réduite à l'impossibilité physique d'écrire, du jour du décès ou de l'impossibilité reconnue ; — 4° de la date du visa ou de la légalisation apposés sur l'acte par un officier à ce autorisé ou par un magistrat, soit en Tunisie soit à l'étranger ; — 5° lorsque la date résulte d'autres preuves équivalentes et absolument certaines. — Les ayants cause et successeurs à titre particulier sont considérés comme tiers, aux effets du présent article, lorsqu'ils n'agissent pas au nom de leur débiteur.

Art. 451. — La date des lettres de change et autres effets à l'ordre, ainsi que celle de leurs endossements, est (3) présumée véritable jusqu'à preuve du contraire.

Art. 452. — L'acte sous seing privé peut être d'une autre main que celle de la partie, pourvue qu'il soit signé par elle.

Art. 453. — La signature doit être apposée de la propre main de la partie au bas de l'acte ; un timbre ou cachet ne peuvent y suppléer et sont considérés comme non apposés.

Art. 454. — Les écritures portant l'obligation de personnes illettrées ne vaudront que si elles ont été reçues par notaires ou par officiers publics à ce autorisés.

Art. 455. — Le télégramme fait preuve comme écriture privée, lorsque l'original porte la signature de la personne qui l'a expédié, ou s'il est prouvé que l'original a été remis au bureau du télégraphe par cette personne, bien qu'elle ne l'ait pas signé elle-même. — La date des télégram-

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Le texte porte : leurs ayant cause.

(3) Le texte porte : et.

mes fait foi, jusqu'à preuve contraire, du jour et de l'heure auxquels ils ont été remis ou expédiés au bureau du télégraphe.

Art. 456. — Le télégramme a date certaine lorsque l'expéditeur a eu soin de s'en faire délivrer copie certifiée par le bureau de départ, indiquant le jour et l'heure du dépôt.

Art. 457. — En cas d'erreur, d'altération ou de retard dans la transcription d'un télégramme, on appliquera les principes généraux relatifs à la faute ; l'expéditeur d'un télégramme est présumé exempt de faute s'il a eu soin de faire collationner ou recommander le télégramme, selon les règlements télégraphiques.

Art. 458. — Celui auquel on oppose un acte sous seing privé est obligé de désavouer ou de reconnaître formellement son écriture ou sa signature, s'il ne veut la reconnaître ; faute de désaveu, l'écrit est tenu pour reconnu. — Les héritiers ou ayants cause peuvent se borner à déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

Art. 459. — Dans le cas où la partie désavoue son écriture ou sa signature, et dans le cas où ses héritiers ou ayants cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée ; le tribunal (1) pourra y procéder lui-même ou y faire procéder par expert.

Art. 460. — La partie qui a avoué son écriture ou sa signature ne perd point le droit d'opposer à l'acte tous les autres moyens de fond et de forme qui peuvent lui appartenir.

§ III. — *Des autres écritures pouvant constituer une preuve littérale*

Art. 461. — Lorsque les livres des marchands portent l'annotation ou la reconnaissance écrite de l'autre partie, ou correspondent à un double qui se trouve entre les mains de cette dernière, ils constituent pleine preuve contre elle et en sa faveur.

Art. 462. — Les inscriptions faites sur les livres de commerce par le commis qui tient les écritures, ou qui est chargé de la comptabilité, ont la même foi que si elles étaient écrites par le commettant lui-même.

Art. 463. — La communication à l'autre partie des livres et inventaires des commerçants et des livres domestiques ne peut être ordonnée en justice que dans les affaires dérivant d'un rapport de succession, communauté, société, et dans les autres cas où les livres sont communs aux deux parties, et en cas de faillite. Elle peut être ordonnée, soit d'office, soit à la requête de l'une des parties, au cours d'un litige, et même avant toute contestation, lorsqu'il est justifié d'une nécessité suffisante et seulement dans la mesure où cette nécessité l'exige.

Art. 464. — La communication a lieu de la manière établie entre les parties, et, si elles ne peuvent s'accorder, moyennant le dépôt au greffe du tribunal (2).

Art. 465. — Le tribunal peut, au cours d'une instance, ordonner d'office la représentation des livres de commerce et de tous autres, des lettres ou télégrammes de l'une des parties ou de toutes les deux, à l'effet, soit

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Le texte porte : Greffe du Tribunal.

d'en extraire ce qui concerne le différend, soit d'en examiner la régularité. Il peut également ordonner aux mêmes effets la représentation du livre-journal du médiateur qui a traité l'affaire. — Dans le cas où la communication à l'autre partie est nécessaire, celle-ci ne pourra examiner que les annotations relatives au litige en la partie qui sera déterminée par le juge. — La représentation des livres pourra être faite, soit au tribunal, soit même au lieu où ils se trouvent, au juge lui-même, ou à un greffier ou notaire à ce commis. Lorsqu'il n'y a pas contestation sur la régularité des livres ou sur le document à examiner, l'extrait peut être fait soit par le greffier, soit par un notaire.

Art. 466. — Si la partie, aux livres de laquelle on offre de faire foi, refuse de les représenter, sans motif valable, le juge admettra le dire de l'autre partie en lui déférant le serment.

Art. 467. — Les livres des médiateurs relatifs aux affaires conclues par leur entremise et ceux des tiers non intéressés au litige ont la valeur d'un témoignage non suspect, s'ils sont bien et régulièrement tenus.

Art. 468. — Les registres et papiers domestiques tels que les lettres, notes et papiers volants, écrits de la main de la partie qui les invoque ou signés par elle, ne font pas foi en faveur de celui qui les a écrits. — Ils font foi contre lui : — 1° dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu par le créancier ou un autre mode de libération ; — 2° lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut de titre en faveur de celui qui y est dénommé.

Art. 469. — La mention de la libération apposée sur le titre par le créancier, bien que non signée ni datée, fait foi contre lui, sauf la preuve contraire.

§ IV. — *Des copies de titres*

Art. 470. — Les copies faites sur les originaux des titres authentiques ou des écritures privées ont la même valeur que les originaux lorsqu'elles sont certifiées par officiers publics à ce autorisés dans les pays où les copies ont été faites. La même règle s'applique aux photographies de pièces faites sur les originaux.

Art. 471. — Les copies des actes privés ou publics existant dans les archives publiques, faites conformément aux règlements par l'archiviste qui les a en dépôt, font la même foi que les originaux. La même règle s'applique aux copies des actes transcrits sur les registres des cadis (1) lorsqu'elles sont certifiées conformes par ces derniers.

Art. 472. — Dans les cas prévus aux articles précédents, les parties ne peuvent exiger la représentation au tribunal de l'acte original déposé aux archives ; mais ils auront toujours le droit de demander la collation de la copie sur l'original, et à défaut, sur la copie déposée aux archives. Ils pourront aussi en demander à leurs frais une reproduction photographique. — A défaut de l'original et d'une copie déposée dans des archives publiques, les copies authentiques faites en conformité des articles 470 et 471 feront foi, si elles ne présentent ni ratures, ni altérations ni aucune autre circonstance suspecte.

---

(1) Le texte porte : cadhis.

SECTION III (1). — *De la preuve testimoniale*

Art. 473. — Les conventions ou autres faits juridiques ayant pour but de créer, de transférer, de modifier ou d'éteindre des obligations ou des droits, et excédant la somme ou valeur de trois mille francs, ne peuvent être prouvées par témoins ; il doit en être passé acte devant notaire ou sous seing privé.

Art. 474 — Il n'est reçu entre les parties aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, et encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur inférieure à trois mille francs. — Cette règle reçoit exception au cas où il s'agit de prouver des faits de nature à établir le sens des clauses obscures ou ambiguës d'un acte, à en déterminer la portée ou à en constater l'exécution.

Art. 475. — Celui qui a formé une demande excédant trois mille francs ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive, s'il ne justifie que cette demande a été majorée par erreur.

Art. 476. — La preuve testimoniale sur la demande d'une somme même moindre de trois mille francs ne peut être admise, lorsque cette somme est déclarée faire partie d'une créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit.

Art. 477. — Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. On appelle ainsi tout écrit qui rend vraisemblable le fait allégué, et qui est émané de celui auquel on l'oppose, de son auteur, ou de celui qui le représente. Est réputé émané de la partie tout acte dressé à sa requête par un officier public compétent, dans la forme voulue pour faire foi, ainsi que les dires des parties consignés dans un acte ou décision judiciaire réguliers en la forme.

Art. 478. — La preuve testimoniale est recevable, par exception aux dispositions ci-dessus : — 1° toutes les fois que la partie a perdu le titre qui constituait la preuve littérale de l'obligation ou de la libération en conséquence d'un cas fortuit, d'une force majeure, d'une soustraction frauduleuse. Le cas des billets de banques et des titres au porteur est soumis à des règles spéciales ; — 2° lorsqu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation ; tel est le cas des obligations provenant des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits et celui où il s'agit d'établir une erreur matérielle commise dans la rédaction de l'acte, ou des faits de violence, simulation, fraude ou vol dont l'acte est entaché, ou bien entre commerçants, dans les affaires où il n'est pas d'usage d'exiger des preuves écrites. — L'appréciation des cas où il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve écrite est remise à la prudence du tribunal.

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

Section IV (1). — *Des présomptions*

Art. 479. — Les présomptions sont des indices au moyen desquels la loi (2) ou le juge (3) établit l'existence de certains faits inconnus.

§ I. — *Des présomptions établies par la loi*

Art. 480. — La présomption légale est celle qui est attachée par la loi à certains actes ou à certains faits. Tels sont : — 1° les actes que la loi déclare nuls d'après leurs seules qualités comme présumés faits (4) en fraude de ses dispositions ; — 2° les cas dans lesquels la loi déclare que l'obligation ou la libération résulte de certaines circonstances déterminées, telles que la prescription ; — 3° l'autorité que la loi attribue à la chose jugée.

Art. 481. — L'autorité de la chose jugée ne s'attache qu'au dispositif du jugement, et n'a lieu qu'à l'égard de ce qui en fait l'objet ou de ce qui en est une conséquence nécessaire et directe. Il faut : — 1° que la chose demandée soit la même ; — 2° que la demande soit fondée sur la même cause ; — 3° que la demande soit entre les même parties et formée par elles et contre elles en la même qualité. — Sont considérés comme parties les héritiers et ayants cause des parties qui ont figuré à l'instance, lorsqu'ils exercent les droits de leurs auteurs, sauf le cas de dol et de collusion.

Art. 482. — L'autorité de la chose jugée ne s'attache pas : — 1° aux jugements des tribunaux frappés d'appel, lorsqu'ils en sont susceptibles ; — 2° aux jugements des tribunaux étrangers tant qu'ils n'ont pas été rendus exécutoires par les tribunaux tunisiens (2) ; — 3° aux ordonnances et jugements interlocutoires ou préparatoires rendus au cours de l'instance lorsqu'ils ne renferment aucune disposition sur le fonds des droits en litige.

Art. 483. — L'exception de la chose jugée doit être opposée par la partie qui a intérêt à l'invoquer ; elle ne peut être suppléée d'office par le juge.

Art. 484. — L'autorité de la chose jugée peut être infirmée : — 1° par la preuve de la fausseté des titres et autres preuves sur lesquelles se fonde le jugement, lorsque ces titres ou ces preuves en ont été la cause unique ou principale ; — 2° par l'épreuve de l'erreur matérielle sur laquelle se fonde le jugement, lorsque cette erreur en est la cause unique ou principale ; — 3° par la preuve des faits pouvant donner lieu à la prise à partie du juge.

Art. 485. — La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe. — Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi.

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

(2) Le texte porte : Loi.

(3) Le texte porte : Jugé.

(4) Le texte porte : présumés fait.

(5) Le texte porte : Tribunaux Tunisiens.

§ II. — *Des présomptions qui ne sont pas établies par la loi*

Art. 486. — Les présomptions qui ne sont pas établies par la loi sont remises à la prudence du tribunal ; il ne doit admettre que des présomptions graves et précises ou bien nombreuses et concordantes (1) ; la preuve contraire sera de droit, et elle pourra être faite par tous moyens.

Art. 487. — Les présomptions même graves, précises et concordantes, ne seront admises que si elles sont confirmées par serment de la partie qui les invoque.

Art. 488. — Celui qui possède de bonne foi une chose mobilière ou un ensemble de meubles est présumé avoir acquis cette chose régulièrement et d'une manière valable, sauf à celui qui allègue le contraire à le prouver. — N'est pas présumé de bonne foi celui qui savait ou devait savoir, au moment où il a reçu la chose, que celui dont il l'a reçue n'avait pas le droit d'en disposer.

Art. 489. — Entre deux parties qui sont également de bonne foi, celle qui est en possession doit être préférée, si elle était de bonne foi au moment où elle a acquis la possession, et encore que son titre soit postérieur en date.

Art. 490. — A défaut de possession et à égalité de titres, celui dont le titre a une date antérieure doit être préféré. — Lorsque le titre de l'une des parties n'a pas une date certaine, on préférera celle dont le titre a une date certaine.

Art. 491. — Lorsque les choses sont représentées par des certificats de dépôt, des lettres de voiture ou autres titres analogues, celui qui a la possession des choses est préféré à celui qui est nanti du titre, si les deux parties étaient également de bonne foi au moment où elles ont acquis la concession.

SECTION V (2). — *Du serment*

Art. 492. — Le serment est de deux espèces : — 1° celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre la décision de la cause. Il est appelé décisoire ; — 2° celui qui est déféré d'office par les juges à l'une ou l'autre des parties Il est appelé supplétoire.

Art. 493. — Le serment doit toujours être prêté personnellement et non par procureur.

Art. 494. — Pour prêter et déférer le serment décisoire, il faut avoir la capacité d'aliéner ; le père, le tuteur, le conseil judiciaire et l'administrateur ne peuvent déférer serment que dans les formes établies par la loi pour les aliénations des biens des mineurs et des incapables ; ils ne peuvent le prêter dans les affaires des personnes dont ils administrent les biens que sur les faits d'administration accomplis personnellement par eux ; le mineur autorisé à exercer le commerce peut prêter serment et le déférer dans la limite de son autorisation.

Art. 495. — Le serment doit toujours être prêté à la mosquée, le ven-

---

(1) Le texte porte : nombreuse et concordantes.

(2) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

dredi ou dans tout autre lieu religieux qui sera indiqué par la partie qui le défère et conformément au culte de la partie. — Si le lieu où le serment doit être prêté est éloigné de plus de trois mille (1) du lieu où siège le tribunal (2), la partie à laquelle le serment est déféré pourra refuser de s'y rendre.

Art. 496. — La partie qui refuse de prêter serment dans le lieu indiqué, est censée avoir refusé le serment.

§ 1. — *Du serment décisoire* (3)

Art. 497. — Le serment décisoire peut être (4) déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit et en tout état de l'instance, et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception sur laquelle il est déféré.

Art. 498. — Il ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère, ou sur la connaissance d'un fait. — Les héritiers et spécialement tous tiers, dès qu'il s'agit du fait d'autrui, ne peuvent être astreints à prêter serment que sur la connaissance d'un fait.

Art. 499. — Le serment ne peut être déféré par un fils à son père ou à sa mère, mais il peut être référé par le fils, si le père ou la mère lui défèrent le sèrment.

Art. 500. — Il ne peut être déféré : — 1° sur un fait criminel, lorsque l'accusé veut le référer au demandeur ; — 2° sur une convention pour laquelle la loi exige l'acte authentique ou la transcription ; — 3° contre un fait qu'un acte authentique déclare avoir eu lieu en présence de l'officier public qui l'a reçu ; — 4° pour établir une obligation à laquelle la loi refuse l'action en justice pour des raisons d'ordre public ou de morale ; — 5° sur un fait qui a été déjà écarté par un jugement passé en force de chose jugée ; — 6° dans le cas où le serment aurait, d'après les circonstances, un caractère évidemment vexatoire ou inutile.

Art. 501. — Le serment peut être référé par la partie à laquelle il a été déféré.

Art. 502. — La partie à laquelle a été déféré le serment ne peut le référer après avoir déclaré qu'elle était disposée à le prêter.

Art. 503. — Lorsque celui à qui le serment est déféré est défendeur, son refus de prêter serment ne suffit pas pour établir le droit de son adversaire : mais il faudra déférer le serment à ce dernier : s'il le prête ou si le défendeur renonce à le lui faire prêter, on doit lui adjuger sa demande : s'il le refuse, il doit succomber, encore que le défendeur ait refusé de prêter le serment.

Art. 504. — La partie qui a déféré ou référé le serment ne peut plus se rétracter (5), lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

---

(1) On ne sait s'il faut lire : *trois mille mètres* ou *trois milles*.

(2) Le texte porte : Tribunal.

(3) Ainsi rétabli par l'erratum publié par le supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

(4) Le texte porte : peut-être.

(5) Le texte porte : se rétacter.

Art. 505. — La délation du serment par la partie suppose la renonciation à tout autre moyen. Aucune preuve ne peut être admise contre le serment, sauf les poursuites pénales en cas de faux serment.

Art. 506. — Le serment n'a aucun effet lorsqu'on justifie que c'est par la violence ou le dol de l'autre partie qu'on a été amené à le prêter.

Art. 507. — Le serment prêté ou refusé ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers ou ayants cause, ou contre eux ; mais le serment prêté ou refusé par l'un des héritiers ne peut être opposé aux autres.

§ II. — *Du serment déféré d'office*

Art. 508. — Le juge peut déférer le serment à l'une des parties ou même à toutes les deux pour en faire dépendre la décision de la cause, ou seulement pour déterminer le montant de la condamnation. Le serment supplétoire peut être déféré, soit sur un fait qui est personnel à la partie, soit sur la connaissance d'un fait.

Art. 509. — Le serment déféré d'office par le juge à l'une des parties ne peut être référé à l'autre.

Art. 510. — Lorsque l'action est dirigée contre un absent, contre la succession du débiteur, contre un mineur ou autre incapable, contre une fondation pieuse, le juge doit toujours déférer le serment au demandeur, à peine de nullité du jugement. Il est permis toutefois de transiger sur ce serment.

Art. 511. — Chacune des parties a le droit de démontrer la fausseté du serment déféré d'office à son adversaire. Elle perd ce droit : — 1° lorsqu'un jugement passé en force de chose jugée est intervenu sur ce serment ; — 2° si elle a formellement acquiescé au jugement qui a ordonné la prestation du serment ; le simple défaut de protestation ou de réserve ne vaut pas acquiescement.

Art. 512 — Le serment sur la valeur de la chose demandée ne peut être déféré par le juge au demandeur que lorsqu'il est d'ailleurs impossible de constater autrement cette valeur. Le juge reste libre d'apprécier les effets du serment, et de réduire la somme, si elle lui parait exagérée.

CHAPITRE II

De l'interprétation des conventions et de quelques règles générales de droit

§ I. — *De l'interprétation des conventions*

Art. 513. — Lorsque les termes de l'acte sont formels, il n'y a pas lieu à rechercher quelle a été la volonté de son auteur.

Art. 514. — Il y a lieu à interprétation : — 1° lorsque les termes employés ne sont pas conciliables avec le but évident qu'on a eu en vue en rédigeant l'acte ; — 2° lorsque les termes employés ne sont pas clairs par eux-mêmes, ou expriment incomplètement la volonté de leur auteur ; — 3° lorsque l'incertitude résulte du rapprochement des différentes clauses de l'acte, qui fait naître des doutes sur la portée de ces clauses.

Art. 515. — Lorsqu'il y a lieu à interprétation, on doit rechercher quelle a été la volonté des parties, sans s'arrêter au sens littéral des termes, ou à la construction des phrases.

Art. 516. — On doit suppléer les clauses qui sont d'usage dans le lieu où l'acte a été fait ou qui résultent de sa nature.

Art. 517. — Les clauses des actes doivent être interprétées les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier ; lorsque les clauses sont inconciliables entre elles, on s'en tient à la dernière dans l'ordre de l'écriture.

Art. 518. — Lorsqu'une expression ou une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en aurait aucun.

Art. 519. — Les termes employés doivent être entendus selon leur sens propre et leur acception usuelle dans le lieu où l'acte a été fait, à moins qu'il ne soit justifié qu'on a voulu les employer dans une acception particulière. Lorsqu'un mot a une acception technique usuelle, c'est dans cette signification qu'on est censé l'avoir employé.

Art. 520. — La qualification venant à la suite d'une énumération s'applique à tout ce qui précède, comme dans la phrase suivante : « Je donne à mes enfants et à mes petits-enfants mâles » à moins qu'il ne résulte clairement que l'attribut ne peut s'appliquer qu'à ce qui le précède immédiatement. Lorsque les deux parties de la phrase sont reliées par la particule « ensuite » l'attribut s'applique à ce qui le suit. — La condition exprimée à la suite d'une énumération s'applique à tout ce qui précède.

Art. 521. — Un acte de libéralité doit être interprété moins rigoureusement qu'un acte à titre onéreux.

Art. 522. — Les renonciations à un droit doivent être entendues strictement et n'ont jamais que la portée qui résulte évidemment des termes employés par leur auteur, et ne peuvent être étendues au moyen de l'interprétation. Les actes dont le sens est douteux ne peuvent servir de fondement pour en induire la renonciation.

Art. 523. — Lorsque deux actions sont ouvertes à une personne à raison de la même cause, le choix de l'une de ces actions ne saurait être considéré comme une renonciation à l'autre.

Art. 524. — Lorsque, dans un acte, on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

Art. 525. — Lorsqu'il s'agit de choses indivisibles la mention de la partie équivaut à la mention du tout. Ainsi la renonciation partielle à l'exercice du droit de chefâa vaut renonciation totale.

Art. 526. — Lorsque, dans une obligation, la somme, mesure ou quantité, est indiquée approximativement par les mots : « environ, à peu près » et autres équivalents, il faut entendre la tolérance admise par l'usage du commerce ou du lieu.

Art. 527. — Lorsque la somme ou quantité est écrite en toutes lettres et en chiffres, il faut, en cas de différence, s'en tenir à la somme écrite en toutes lettres, si l'on ne prouve avec précision de quel côté est l'erreur. — Cette règle s'applique aussi aux lettres de change.

Art. 528. — Lorsque la somme ou quantité est écrite plusieurs fois en toutes lettres, l'acte vaut, en cas de différence, pour la somme ou quantité

la moins forte, si l'on ne prouve avec précision de quel côté est l'erreur.

Art. 529. — Dans le doute l'obligation s'interprète dans le sens le plus favorable à l'obligé, mais à la charge par celui-ci de prêter serment à l'appui de ses déclarations.

Art. 530. — Quelques généraux que soient les termes dans lesquels un acte est conçu, il ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter, ou de s'obliger.

Art. 531. — Lorsqu'aucune interprétation soit au propre, soit au figuré ne donne un sens raisonnable et conforme à la loi, la clause est non avenue.

§ II. — *De quelques règles générales de droit*

Art. 532. — En appliquant la loi, on ne doit lui donner d'autre sens que celui qui résulte de ses expressions, d'après leur ordre grammatical, leur signification usuelle, et l'intention du législateur.

Art. 533. — Lorsque la loi s'exprime en termes généraux, il faut l'entendre dans le même sens.

Art. 534. — Lorsque la loi réserve un cas déterminé, elle s'applique à tous les autres cas qui ne sont pas expressément exceptés.

Art. 535. — Lorsqu'un cas ne peut être décidé par une disposition précise de la loi, on aura égard aux dispositions qui régissent les cas semblables ou des matières analogues ; si la solution est encore douteuse, on décidera d'après les règles générales de droit.

Art. 536. — Ce que la loi prescrit en vue d'un motif déterminé doit s'appliquer toutes les fois que le même motif existe.

Art. 537. — Ce que la loi permet en vue d'un motif déterminé cesse d'être permis lorsque ce motif n'existe plus.

Art. 538. — Ce que la loi défend pour un motif déterminé cesse d'être défendu lorsque ce motif n'existe plus.

Art. 539. — Lorsque la loi défend formellement une chose déterminée, ce qui est fait contrairement à la loi ne peut avoir aucun effet.

Art. 540. — Les lois restrictives et celles qui font exception aux lois générales ou à d'autres lois, ne doivent pas être étendues au delà du temps et des cas qu'elles expriment.

Art. 541. — L'interprétation peut, en cas de nécessité, modérer la rigueur de la loi ; elle ne doit jamais l'aggraver.

Art. 542. — Les lois ne sont abrogées que par des lois postérieures, lorsque celles-ci (1) l'expriment formellement, ou lorsque la nouvelle loi est incompatible avec la loi antérieure, ou qu'elle règle toute la matière réglée par cette dernière.

Art. 543. — La coutume et l'usage ne sauraient prévaloir contre la loi, lorsqu'elle est formelle.

Art. 544. — Celui qui invoque l'usage doit en justifier l'existence : l'usage ne peut être invoqué que s'il est général ou dominant et s'il n'a rien de contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 545. — Lorsque la loi a été publiée et que le délai fixé pour sa

---

(1) Le texte porte : celle-ci.

mise à exécution est écoulé, l'ignorance de la dite loi n'excuse pas lorsqu'il s'agit d'un fait illicite ou de ce qui est notoire aux plus illettrés.

Art. 546. — A égalité de droits celui qui s'oppose à toute innovation doit être préféré.

Art. 547. — Nul ne peut venir contre son fait si la loi ne le permet expressément.

Art. 548. — Nul ne peut se constituer un titre à soi-même.

Art. 549. — Nul ne peut user des pouvoirs qu'il a pour autrui, par exemple comme administrateur ou tuteur, afin de contracter avec soi-même, même par intermédiaire.

Art. 550. — Celui qui peut le plus peut le moins.

Art. 551. — Nul ne peut conférer à autrui plus de droits qu'il n'en a lui-même

Art. 552. — Nul ne peut donner gratuitement s'il est insolvable.

Art. 553. — Le créancier passe avant l'héritier, et il n'y a d'hérédité qu'après l'acquittement des dettes.

Art. 554. — Celui qui a les avantages a les charges et les risques.

Art. 555. — Celui qui a subi un dommage injuste n'est pas autorisé par cela à causer des dommages à autrui.

Art. 556. — Entre deux inconvénients, il faut choisir le moindre.

Art. 567. — Entre l'intérêt général et l'intérêt particulier, il faut préférer l'intérêt général, s'il n'y a aucun moyen de les concilier.

Art. 558. — La bonne foi se présume toujours, tant que le contraire n'est pas prouvé.

Art. 559. — Tout rapport de droit est présumé valable et conforme à la loi, jusqu'à preuve du contraire.

Art. 560. — En principe, chacun est présumé libre de toute obligation jusqu'à preuve du contraire.

Art. 561. — Toute obligation est présumée pure et simple et celui qui soutient le contraire doit le prouver.

Art. 562. — Tout état de droit ou de fait est présumé persévérer le même qu'à l'origine et celui qui soutient qu'il a été modifié doit le prouver.

Art. 563. — Les dispositions établies dans les articles qui précèdent ne dérogent pas aux règles spéciales énoncées dans les titres relatifs aux contrats particuliers.

LIVRE II

DES DIFFÉRENTS CONTRATS DÉTERMINÉS ET DES QUASI-CONTRATS QUI S'Y RATTACHENT

TITRE PREMIER

De la vente

CHAPITRE PREMIER

De la vente en général

SECTION PREMIÈRE. — *De la nature et des éléments constitutifs de la vente*

Art. 564. — La vente est un contrat par lequel l'une des parties transmet la propriété d'une chose ou d'un droit à l'autre contractant, contre un prix que ce dernier s'oblige à lui payer.

Art. 565. — La vente faite par un malade, pendant sa dernière maladie, est régie par les dispositions de l'art. 354, lorsqu'elle est faite à un de ses successibles dans l'intention de le favoriser, comme, si par exemple on lui vendait à un prix beaucoup inférieur à la valeur réelle de la chose, ou si on lui achetait à une valeur supérieure. — La vente faite par le malade à un non successible est régie par les dispositions de l'article 355.

Art. 566. — Les magistrats, greffiers, avocats, mandataires *ad litem* (oukils) ne peuvent ni par eux-mêmes, ni par personne interposée, et à peine de nullité, se rendre acquéreurs ou cessionnaires, à quelque titre que ce soit, en tout ou en partie, des droits litigieux qui sont de la compétence des tribunaux dans le ressort desquels ils exercent leurs fonctions. — La vente en ce cas est nulle de plein droit ; la nullité en devra être prononcée à la requête de tout intéressé et même d'office.

Art. 567. — Les magistrats, greffiers, notaires, avoués, avocats, mandataires *ad litem* et fonctionnaires de l'État, ne peuvent se rendre acquéreurs ou cessionnaires, ni par eux-mêmes ni par personne interposée, et à peine de nullité absolue, des biens, droits et créances dont ils doivent poursuivre ou autoriser la vente.

Art. 568. — Les administrateurs des communes et établissements publics, les tuteurs, les conseils judiciaires ou curateurs, les pères qui gèrent les biens de leurs enfants, les syndics de faillite, les liquidateurs de société, ne peuvent se rendre cessionnaires des biens des personnes qu'ils représentent, sauf dans le cas où ils seraient copropriétaires des biens à aliéner. Ne peuvent également, les personnes ci-dessus, se rendre cessionnaires de créances quelconques contre ceux dont ils administrent les biens. — La cession ou vente pourra toutefois être ratifiée par celui pour le compte duquel elle a eu lieu, s'il a capacité d'aliéner, ou par le tribunal (1), ou par toute autre autorité compétente.

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

Art. 569. — Les courtiers et experts ne peuvent se rendre acquéreurs, ni par eux-mêmes, ni par personne interposée, des biens meubles ou immeubles dont la vente ou estimation leur a été confiée, à peine de nullité qui pourra être prononcée, ainsi que des dommages (1).

Art. 570. — Sont réputées personnes interposées, dans les cas prévus aux articles 566 et 569 ci-dessus, la femme et les enfants, même majeurs, des personnes qui y sont dénommées.

Art. 571. — Est nulle la vente des choses qui, par la nature ou à raison des circonstances, ne sont pas susceptibles d'être livrées à l'acheteur ; p. ex. : le poisson dans l'eau, l'oiseau dans l'air, l'animal qui s'est échappé.

Art. 572. — Cependant, on peut vendre un droit incorporel, tel que le droit de chasser ou de pêcher dans un lieu déterminé, celui de faire usage de l'eau d'un endroit déterminé, lorsque le débit moyen peut être évalué, et encore qu'il puisse varier selon les années, le droit d'appuyer une poutre au mur du voisin, un droit de passage. — On peut aussi vendre une chose dont on a la propriété, quoiqu'on en ait perdu momentanément la détention, ainsi les animaux domestiques qui ont l'habitude de revenir chez leur maître.

Art. 573. — Est valable également la vente d'une partie déterminée de l'espace libre ou colonne d'air qui s'élève au-dessus de l'édifice déjà construit et l'acquéreur peut y construire, pourvu que la nature et les dimensions de la construction aient été déterminées ; mais l'acquéreur n'a pas le droit de vendre l'espace au-dessus de lui sans le consentement du vendeur primitif.

Art. 574. — Est nulle la vente d'une chose inexistante, telle que des fruits en germe — ou dont l'existence est aléatoire, p. ex. le produit à (2) naître d'un animal, une récolte non encore sortie de terre. — Est valable néanmoins la vente sur pied des fruits et autres produits naturels, déjà nés, et même avant leur maturité.

Art. 575. — Est nulle entre musulmans la vente de choses déclarées impures par la loi religieuse, sauf les objets dont elle a autorisé le commerce, tels que les engrais animaux pour les besoins de l'agriculture.

Art. 576. — La vente de la chose d'autrui est valable : — 1° si le maître la ratifie ; — 2° si le vendeur acquiert ensuite la propriété de la chose. — Dans le cas où le maître refuse de ratifier, l'acquéreur peut demander la résolution de la vente ; le vendeur est tenu, en outre, des dommages-intérêts, lorsque l'acquéreur ignorait, au moment de la vente que la chose était à autrui. — La nullité du contrat ne peut jamais être opposée par le vendeur, à raison de ce que la chose était à autrui.

Art. 577. — La vente peut avoir pour objet une chose déterminée seulement quant à son espèce ; mais, dans ce cas, la vente n'est valable que si la désignation de l'espèce s'applique à des choses fongibles suffisamment déterminées quant au nombre, à la quantité, au poids ou à la mesure et à la qualité, pour éclairer le consentement donné par les parties.

Art. 578. — La vente des mines, carrières, gisements et autres dépôts

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

(2) Le texte porte : a.

naturels (1) enfouis dans le sol ou affleurant à la surface, est soumise à des règlements particuliers.

Art. 579. — Le prix de la vente doit être déterminé. On ne peut, en rapporter la détermination à un tiers ni acheter au prix payé par un tiers, à moins que le prix ne soit (2) connu des contractants. On peut cependant s'en référer au prix fixé dans une mercuriale, ou tarif déterminé, ou à la moyenne des prix du marché, lorsqu'il s'agit de marchandises dont le prix ne subit pas de variation. Lorsque ce prix est variable, les contractants sont présumés s'en être référés à la moyenne des prix pratiqués.

Section II. — *De la perfection de la vente*

Art. 580. — La vente est parfaite entre les parties, dès qu'il y a consentement des contractants, l'un pour vendre, l'autre pour acheter, et qu'ils sont d'accord sur la chose, sur le prix et sur les autres clauses du contrat.

Art. 581. — Lorsque la vente a pour objet des immeubles, des droits immobiliers ou autres choses susceptibles d'hypothèques, elle doit être faite par écriture ayant date certaine et elle n'a d'effet au regard des tiers que si elle est enregistrée en la forme déterminée par la loi.

Art. 582. — Lorsque la vente a été faite en bloc, le contrat est parfait dès que les parties sont convenues de l'objet et du prix et des autres clauses du contrat, quoique les choses qui en font l'objet n'aient pas encore été pesées, comptées, mesurées ou jaugées. — La vente en bloc est celle qui a pour objet un ensemble de choses à un seul et même prix, sans égard au nombre, au poids ou à la mesure, si ce n'est à l'effet de déterminer le prix total.

CHAPITRE II

Des effets de la vente

Section première. — *Des effets de la vente en général*

Art. 583. — L'acheteur acquiert de plein droit la propriété de la chose vendue, dès que le contrat est parfait par le consentement des parties.

Art. 584. — Dès que le contrat est parfait, l'acheteur peut aliéner la chose vendue, même avant la délivrance ; le vendeur peut céder son droit au prix, même avant le paiement, sauf les conventions contraires des parties. Cette disposition n'a pas lieu dans les ventes de denrées alimentaires, entre musulmans.

Art. 585. — Dès la perfection du contrat, l'acheteur doit supporter les impôts, contributions et autres charges qui grèvent la chose vendue, s'il n'y a stipulation contraire ; les frais de conservation de la chose sont également à sa charge, ainsi que ceux de perception des frais. En outre la chose vendue est aux risques de l'acheteur, même avant la délivrance, sauf les conventions des parties.

---

(1) Le texte porte : naltures.

(2) Le texte porte : fut.

Art. 586. — Lorsque la vente est faite à la mesure, à la jauge, au compte, à l'essai, sur dégustation ou sur simple description, tant que les choses n'ont pas été comptées, mesurées, jaugées, essayées, dégustées ou examinées et agrées par l'acheteur ou par son représentant, elles sont aux risques du vendeur, alors même qu'elles se trouveraient déjà au pouvoir de l'acheteur.

Art. 587. — Lorsque la vente est alternative avec détermination d'un délai pour le choix les risques ne sont à la charge de l'acquéreur qu'à partir de l'avènement de la condition, s'il n'y a stipulation contraire.

Art. 588. — La chose vendue voyage aux risques du vendeur jusqu'à sa réception par l'acheteur.

Art. 589. — Si on vend des marchandises qui se trouvent en voyage avec indication de leur quotité et qualité et du navire qui les transporte ou doit les transporter, les marchandises vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à leur délivrance à l'acheteur.

Art. 590. — En cas de vente de fruits sur l'arbre, des produits d'un potager ou d'une récolte pendante, les fruits ou les légumes sont aux risques du vendeur jusqu'au moment de leur complète maturation.

Section II. — *Des obligations du vendeur*

Art. 591. — Le vendeur a deux obligations principales : — 1° celle de délivrer la chose vendue ; — 2° celle de la garantir.

§ I. — *De la délivrance*

Art. 592. — La délivrance a lieu lorsque le vendeur ou son représentant se dessaisit de la chose vendue et met l'acquéreur en mesure d'en prendre possession sans empêchement.

Art. 593. — La délivrance a lieu de différentes manières : — 1° pour les immeubles, par le délaissement qu'en fait le vendeur, et par la remise des clefs, lorsqu'il s'agit d'un héritage urbain, pourvu qu'en même temps l'acheteur ne trouve pas d'empêchement à prendre possession de la chose ; — 2° pour les choses mobilières, par la tradition réelle, ou par la remise des clefs du bâtiment ou du coffre qui les contient, ou par tout autre moyen reconnu par l'usage ; — 3° elle s'opère même par le seul consentement des parties, si le retirement des choses vendues ne peut être effectué au moment de la vente, ou si elles étaient déjà au pouvoir de l'acheteur à un autre titre ; — 4° lorsqu'il s'agit de choses qui se trouvent dans un dépôt public, le transfert ou la remise du certificat de dépôt, du connaissement ou de la lettre de voiture, vaut délivrance.

Art. 594. — La délivrance des droits incorporels par exemple un droit de passage se fait, soit par la remise des titres qui en constatent l'existence, soit par l'usage que l'acquéreur en fait avec le consentement du vendeur ; lorsque l'exercice du droit incorporel comporte aussi la possession d'une chose, le vendeur est tenu de mettre l'acquéreur à même d'en prendre possession sans obstacle.

Art. 595. — La délivrance doit se faire au lieu où la chose vendue se trouvait au moment du contrat, s'il n'en a été autrement convenu. — Si l'acte de vente porte que la chose se trouve dans un lieu autre que celui

où elle se trouve réellement, le vendeur sera tenu de transporter la chose à l'endroit désigné, si l'acheteur l'exige.

Art. 596. — Lorsque la chose vendue doit être expédiée d'un lieu à un autre, la délivrance n'a lieu qu'au moment où la chose parvient à l'acquéreur ou à son représentant.

Art. 597. — La délivrance doit se faire aussitôt après la conclusion du contrat, sauf les délais exigés par la nature de la chose vendue ou par l'usage.

Art. 598. — Le vendeur qui n'a pas accordé de terme pour le paiement n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'offre d'en payer le prix, contre la remise de la chose. — L'offre d'une caution ou autre sûreté ne peut tenir lieu de paiement du prix.

Art. 599. — Lorsque plusieurs choses ont été vendues en bloc, le vendeur a le droit de retenir la totalité des choses vendues, jusqu'au paiement de la totalité du prix, alors même que le prix de chaque objet aurait été établi séparément.

Art. 600. — Le vendeur ne peut refuser de livrer la chose vendue : — 1° s'il a autorisé un tiers à toucher le prix, ou le solde restant dû sur le prix ; — 2° ou s'il a accepté une délégation sur un tiers pour le paiement du prix ou du solde restant dû sur le prix ; — 3° si, après le contrat, il a accordé un terme pour payer.

Art. 601. — Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose vendue, quand même il aurait accordé un délai pour le paiement : — 1° si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en déconfiture ; — 2° s'il était déjà en faillite au moment de la vente, à l'insu du vendeur ; — 3° s'il a diminué les sûretés qu'il avait données pour le paiement de manière que le vendeur se trouve en danger de perdre le prix.

Art. 602. — Lorsque le vendeur use du droit de rétention établi aux articles ci-dessus, il répond de la chose dans les mêmes conditions que le créancier gagiste du gage qu'il détient.

Art. 603. — Les frais de la délivrance, tels que ceux de mesurage, de pesage, de comptage, de jaugeage (2), sont à la charge du vendeur. — Sont aussi à la charge du vendeur, lorsqu'il s'agit d'un droit incorporel, les frais des actes nécessaires pour constituer ou transmettre ce droit. — Le tout sauf les usages locaux et les conventions des parties.

Art. 604. — Les frais de courtage sont à la charge du vendeur, lorsque le courtier a conclu lui-même la vente, sauf les usages locaux et les stipulations des parties.

Art. 605. — Les frais d'enlèvement et de réception de la chose vendue, ainsi que ceux du paiement du prix, de change, et d'actes de notaire, d'enregistrement et de timbre, pour ce qui concerne l'acte d'achat, sont à la charge de l'acheteur. Sont également à sa charge les frais d'emballage, de chargement et de transport. — Les frais de réception comprennent les droits de transit, d'octroi et de douane perçus pendant le transport et à l'arrivée de la chose. — Le tout sauf usage ou stipulation contraire.

Art. 606. — La chose doit être délivrée dans l'état où elle se trouvait

---

(1) Le texte porte : par

(2) Le texte porte : jeaugeage.

au moment de la vente. A partir de ce moment, le vendeur ne peut en changer l'état.

Art. 607. — Si, avant la délivrance, la chose déterminée qui fait l'objet de la vente est détériorée ou détruite par le fait du vendeur ou par sa faute, l'acheteur a le droit de demander la valeur de la chose ou une indemnité correspondant à sa moins-value, dans les mêmes conditions où il aurait action contre tout autre tiers. — Lorsque l'objet de la vente est une chose fongible, le vendeur sera tenu de délivrer une chose semblable en qualité et quantité à celle qui a fait l'objet du contrat, le tout sauf le droit de l'acheteur à de plus amples dommages (1), si le cas y échet.

Art. 608. — Si la chose vendue est détériorée ou détruite avant la délivrance par le fait de l'acheteur, ou par sa faute, celui-ci sera tenu de recevoir la chose en l'état où elle se trouve et de payer le prix par entier.

Art. 609. — Tous les fruits (2) et accroissements de la chose, tant civils que naturels, appartiennent à l'acquéreur depuis le moment où la vente est parfaite, et doivent lui être délivrés avec elle, s'il n'y a convention contraire.

Art. 610. — L'obligation de délivrer la chose comprend également ses accessoires selon les conventions des parties ou selon l'usage. — A défaut de stipulation ou d'usage, on suivra les règles ci-après.

Art. 611. — La vente d'un héritage comprend celle des constructions et des plantations qui s'y trouvent, celle des récoltes qui n'ont pas encore levé, des fruits non noués. — Elle ne comprend pas les fruits noués, les récoltes pendantes, les plantes en pots et les pépinières, les arbres secs qui ne peuvent être utilisés que comme bois, les choses enfouies par le fait de l'homme, et qui ne remontent pas à une haute antiquité.

Art. 612. — La vente d'un édifice comprend celle du sol qui le soutient, et des accessoires fixes et immobilisés, tels que les portes, fenêtres, clefs faisant partie des serrures ; moulins, escaliers ou armoires fixes, tuyaux servant à la conduite des eaux, poutres et fourneaux fixés au mur. — Elle ne comprend pas les objets mobiles, que l'on peut enlever sans dommage, les matériaux réunis pour faire des réparations, et ceux qui ont été séparés de l'édifice pour être remplacés.

Art. 613. — La vente d'un héritage comprend aussi les plans, devis, titres et documents relatifs à la propriété. Lorsque les titres relatifs à la propriété se rapportent aussi à d'autres objets non compris dans la vente, le vendeur n'est tenu que de délivrer un extrait authentique de la partie relative à l'héritage vendu.

Art. 614. — Les ruches et les colombiers mobiles ne font pas partie de l'héritage vendu.

Art. 615. — Le jardin ou autre terrain, complanté ou non, qui se trouve en dehors de la maison, n'est pas considéré comme un accessoire de cette maison, même s'il communique avec elle par une porte intérieure, à moins : — 1° qu'il ne soit de si petite étendue par rapport à l'édifice qu'on doive le considérer comme un accessoire ; — 2° ou qu'il ne résulte

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

(2) Le texte porte : Tout les fruits.

de la destination du père de famille qu'il a été considéré comme un accessoire.

Art. 616. — La vente d'une coupe ou récolte ne comprend pas celle du regain, lorsqu'il s'agit de produits qui repoussent après une première coupe ou récolte, tels que le trèfle, la luzerne, le sainfoin. La vente de légumes, de fleurs, de fruits, comprend les légumes, les fruits et les fleurs sur pied, ainsi que ceux qui mûrissent ou éclosent après la vente et qui en sont considérés comme accessoires et non comme un regain.

Art. 617. — La vente d'un animal comprend : — 1° celle du petit qu'il allaite; — 2° celle de la laine ou du poil prêt pour la tonte.

Art. 618. — La vente des arbres comprend le sol qui les porte, ainsi que les fruits non noués. — Les fruits noués appartiennent au vendeur, s'il n'y a stipulation contraire.

Art. 619. — La vente d'un navire comprend celle de ses agrès, de ses apparaux, c'est à-dire des ancres, mâts, cables, voiles, poulies, vergues, ainsi que celle des chaloupes et canots et tous autres objets qui y sont attachés par destination. Dans le doute, le tribunal (1) jugera, à dire d'experts.

Art. 620. — La vente d'un fonds de commerce ou d'une industrie comprend celle des livres de commerce, des notes, pièces et dossiers qui s'y rattachent, de l'outillage et objets nécessaires à l'exploitation, de l'enseigne, du matériel et marchandises, des marques de fabrication dûment spécifiées, de l'achalandage, du brevet d'invention et du secret industriel, le tout, s'il n'y a pas convention contraire. — Il ne comprend pas, sauf les conventions des parties, ce qui est purement personnel au vendeur, tels que ses diplômes, patentes, médailles, certificats, titres scientifiques, ainsi que sa signature ou griffe; lorsque l'enseigne est nominative, l'acquéreur ou successeur doit ajouter une indication précisant le fait de la cession.

Art. 621. — La vente d'une marchandise comprend l'emballage, les enveloppes, les marques et estampilles extérieures et autres objets destinés à la protéger ou à en garantir l'authenticité.

Art. 622. — Les valeurs ou objets précieux trouvés dans l'intérieur d'un objet mobilier ne sont pas réputés compris dans la vente, s'il n'y a stipulation contraire.

Art. 623. — Les choses qui se vendent au poids et au nombre et ne présentent pas de variations sensibles dans leur prix, celles qu'on peut diviser sans préjudice, peuvent être vendues pour un prix unique ou à raison de tant par unité de mesure ou de poids. Si la quantité indiquée est trouvée complète au moment de la délivrance, la vente est obligatoire pour le tout. Dans le cas où il y aurait une différence en plus ou en moins, et soit qu'on ait vendu pour un prix unique ou à tant par unité, on appliquera les règles suivantes : S'il y a un excédent, il appartiendra au vendeur : Si la différence est en moins, l'acheteur aura le droit de résilier le contrat pour le tout ou d'accepter la quantité livrée, en la payant à proportion.

Art. 624. — Lorsque la vente a pour objet des choses qui se vendent

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

au nombre et dont le prix subit des variations sensibles, on appliquera les règles suivantes : — Si elles ont été vendues en bloc et pour un prix unique, toute différence en plus ou en moins annule la vente; si elles ont été vendues à tant par unité la différence en plus annule la vente; si la différence est en moins, l'acheteur a le choix de résilier la vente pour le tout, ou d'accepter la quantité livrée en la payant à proportion.

Art. 625. — Lorsque la vente a pour objet des choses qui se vendent au poids et à la mesure et ne peuvent se fractionner sans dommage, entre autre des terres vendues à la mesure, on appliquera les règles suivantes : — *a)* si la chose a été vendue tout entière pour un prix unique, l'excédent appartient à l'acheteur, sans que le vendeur ait le choix de résilier la vente. Si la différence est en moins, l'acheteur aura le droit de résilier la vente ou bien d'accepter la quantité livrée en payant tant le prix fixé; — *b)* si la vente a été faite à tant par unité de mesure et qu'on trouve une différence en plus ou en moins, l'acheteur a le choix de résilier le contrat ou bien d'accepter la quantité livrée en la payant à proportion.

Art. 626. — Si la chose a été vendue en bloc ou comme un corps déterminé par son individualité, l'expression du poids, de la mesure ou de la contenance ne donne lieu à aucun supplément de prix en faveur du vendeur, ni à aucune réduction en faveur de l'acheteur, à moins que la différence de la quantité ou mesure réelle à celle exprimée au contrat (1) ne soit d'un vingtième en plus ou en moins. Le tout s'il n'y a stipulation ou usage contraire.

Art. 627. — Dans le cas où (2) suivant l'article précédent, il y a lieu à augmentation de prix pour excédent de quantité ou de mesure, l'acquéreur a le choix ou de se désister du contrat ou de fournir le supplément de prix.

Art. 628. — Dans tous les cas ci-dessus, il sera tenu compte des tares et autres différences tolérées par l'usage commercial, s'il n'y a convention contraire.

Art. 629. — L'action en résolution du contrat et celle en diminution ou en supplément de prix, dans les cas ci-dessus, doivent être intentées dans l'année, à partir de la date fixée par le contrat pour l'entrée en jouissance ou la délivrance, et à défaut, à partir de la date du contrat, le tout à peine de déchéance.

§ II. — *De la garantie*

Art. 630. — La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : — *a)* le premier est la jouissance et la possession paisible de la chose vendue (garantie pour cause d'éviction); — *b)* le second, les défauts de cette chose (garantie pour les vices rédhibitoires). — La garantie est due de plein droit, quand même elle n'aurait pas été stipulée. La bonne foi du vendeur ne l'exonère pas de cette obligation.

---

(1) Le texte porte : à moins que la différence, la quantité ou mesure réelle à celle exprimée au contrat.

(2) Le texte porte : où.

A.— *De l'obligation de garantir la jouissance et la paisible possession (garantie pour cause d'éviction)*

Art. 631. — L'obligation de garantir emporte pour le vendeur celle de s'abstenir de tout acte ou réclamation qui tendrait à inquiéter l'acheteur ou à le priver des avantages sur lesquels il avait droit de compter, d'après la destination de la chose venduc, et l'état dans lequel elle se trouvait au moment de la vente.

Art. 632. — Le vendeur est également tenu de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre, en vertu d'un droit subsistant au moment de la vente. — Il y a éviction : — 1° lorsque l'acquéreur est privé en tout ou en partie de la possession de la chose ; — 2° lorsqu'il ne réussit pas à en obtenir la possession contre un tiers détenteur ; — 3° ou, enfin, lorsqu'il est obligé de faire un sacrifice pour la délivrer.

Art. 633. — L'éviction d'une partie déterminée de la chose équivaut à l'éviction du tout, si cette partie est de telle importance par rapport au reste que l'acheteur n'eût point acheté sans elle. — Il en est de même, si l'héritage se trouve grevé de servitudes non apparentes, ou autres droits sur la chose non déclarés (1) lors de la vente.

Art. 634. — S'il s'agit de servitudes nécessaires et naturellement inhérentes au fond, telles, par exemple, que le droit de passage sur un fonds (2) enclavé (3), l'acheteur n'aurait de recours contre son vendeur que dans le cas où celui-ci aurait garanti la complète liberté du fonds.

Art. 635. — L'acheteur, actionné à raison de la chose vendue, est tenu, au moment où le demandeur a produit ses preuves, de dénoncer la demande en éviction à son vendeur. Le tribunal (4) l'avertira à ce moment qu'en suivant l'action en son nom personnel, il s'expose à perdre tout recours contre son auteur ; si, malgré cet avertissement, il préfère défendre directement à l'action, il perdra tout recours contre le vendeur.

Art. 636. — L'acheteur, qui a souffert l'éviction totale de la chose sans qu'il y ait eu de sa part reconnaissance du droit de l'évinçant a le droit de se faire restituer : — 1° le prix qu'il a déboursé et les loyaux coûts du contrat ; — 2° les dépens judiciaires qu'il a faits sur la demande en garantie ; — 3° les dommages qui sont la suite directe de l'éviction.

Art. 637. — L'acheteur a le droit de se faire restituer la totalité du prix, même si la chose évincée se trouve détériorée ou dépréciée, en tout ou en partie, par son fait ou sa faute, ou par une force majeure.

Art. 638. — Le vendeur de mauvaise foi devra rembourser à l'acquéreur de bonne foi toutes les dépenses, même (5) voluptuaires ou d'agrément que celui-ci aurait faites.

Art. 639. — Si la chose évincée se trouve avoir augmenté de valeur au moment de l'éviction, même indépendamment du fait de l'acquéreur,

---

(1) Le texte porte : non déclaré.
(2) Le texte porte : fond.
(3) Lire sans doute : *enclavant.*
(4) Le texte porte : Tribunal.
(5) Le texte porte : mêmes.

la plus-value sera comprise dans le montant des dommages-intérêts, s'il y a dol du vendeur.

Art. 640. — En cas d'éviction partielle, mais de telle importance qu'elle vicie la chose vendue et que l'acheteur n'aurait pas acheté s'il avait pu la connaître, l'acheteur peut, à son choix, se faire restituer le prix de la partie évincée et maintenir la vente pour le surplus, ou bien résilier la vente et se faire restituer le prix total. — Lorsque l'éviction partielle n'a pas une importance suffisante pour justifier la résolution de la vente, l'acheteur n'a droit qu'à une diminution proportionnelle du prix.

Art. 641. — Lorsque la vente a pour objet plusieurs choses mobilières achetées en bloc et pour un prix unique, l'acheteur qui est évincé d'une partie de ces objets peut, à son choix, résilier le contrat et se faire restituer le prix, ou bien demander une réduction proportionnelle. — Mais si les choses sont de telle nature qu'on puisse (1) les séparer sans dommage, l'acheteur n'a droit à la résolution que pour le tout.

Art. 642. — Les parties peuvent convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie. — Cette clause n'a cependant pour effet que d'affranchir le vendeur des dommages-intérêts, mais ne peut le libérer de l'obligation de restituer, en tout ou en partie, le prix qu'il a reçu, si l'éviction s'accomplit. — La stipulation de non garantie n'a aucun effet : — 1° si l'éviction se fonde sur un fait qui est personnel au vendeur lui-même ; — 2° lorsqu'il y a dol du vendeur, par exemple, lorsqu'il a sciemment vendu la chose d'autrui, ou lorsqu'il connaissait la cause de l'éviction et qu'il ne l'a pas déclarée. — Dans ces deux cas, il devra, en outre les dommages (2).

Art. 643. — Le vendeur est tenu de restituer le prix ou de subir la réduction, même si l'acheteur connaissait le risque de l'éviction ou l'existence des charges.

Art. 644. — Le vendeur n'est tenu d'aucune garantie : — *a)* si l'éviction a lieu par violence ou par force majeure ; — *b)* si elle dépend du fait du prince, à moins que le fait du prince ne se fondât (3) sur un droit préexistant qu'il appartenait au souverain de déclarer ou de faire respecter, ou sur un fait imputable au vendeur ; — *c)* lorsque l'acheteur est troublé dans sa jouissance par des voies de fait de la part de tiers qui ne prétendent d'ailleurs aucun droit sur la chose vendue.

Art. 645. — Le vendeur, même appelé en cause en temps utile, n'est tenu d'aucune garantie lorsque l'éviction a lieu par le dol ou la faute de l'acquéreur, si cette faute a été la cause déterminante du jugement qui a évincé ce dernier, et notamment : — *a)* lorsque l'acquéreur a laissé accomplir contre lui une prescription commencée du temps de son auteur, ou s'il néglige lui-même d'accomplir une prescription déjà commencée par ce dernier ; — *b)* si l'acquéreur laisse accomplir à son préjudice une immatriculation à laquelle il aurait eu le temps de s'opposer ; — *c)* lorsque l'éviction se fonde sur un fait ou une cause personnelle à l'acquéreur.

Art. 646. — L'acheteur ne perd point son recours en garantie contre

---

(1) Lire sans doute : qu'on *ne* puisse.

(2) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

(3) « Ne se fonde » serait seul correct.

le vendeur lorsqu'il n'a pu à cause de l'absence de ce dernier, le prévenir en temps utile et qu'il a été obligé en conséquence, de se défendre seul contre l'évinçant.

B. — *De la garantie des défauts de la chose vendue* (1)

Art. 647. — Le vendeur garantit les vices de la chose qui en diminuent sensiblement la valeur, ou la rendent impropre à l'usage auquel elle est destinée d'après sa nature ou d'après le contrat. Les défauts qui diminuent légèrement la valeur ou la jouissance, et ceux tolérés par l'usage, ne donnent pas ouverture à garantie. — Le vendeur garantit également l'existence des qualités par lui déclarées, ou qui ont été stipulées par l'acheteur.

Art. 648. — Cependant lorsqu'il s'agit de choses dont le véritable état ne peut être connu qu'en les dénaturant, telles que des fruits en coque, le vendeur ne répond des vices cachés que s'il y est expressément engagé, ou si l'usage local lui impose cette garantie.

Art. 649. — Dans les ventes sur échantillon, le vendeur garantit l'existence des qualités de l'échantillon. Lorsque l'échantillon a péri ou s'est détérioré. l'acheteur, est tenu de prouver que la marchandise n'est pas conforme à l'échantillon.

Art. 650. — Le vendeur ne garantit que les vices qui existaient au moment de la vente, s'il s'agit d'un corps déterminé par son individualité, ou au moment de la délivrance, s'il s'agit d'une chose fongible qui a été vendue au poids, à la mesure, sur description.

Art. 651. — En cas de doute le dire du vendeur fait foi à charge de serment.

Art. 652. — Lorsqu'il s'agit de choses mobilières, autres que les animaux, l'acheteur doit examiner l'état de la chose vendue aussitôt après l'avoir reçue et notifier immédiatement au vendeur tout défaut dont celui-ci doit répondre, dans les sept jours qui suivront la réception. — A défaut, la chose est censée acceptée, à moins qu'il ne s'agisse de vices non reconnaissables par un examen ordinaire, ou que l'acheteur n'ait été empêché, pour une cause indépendante de sa volonté, d'examiner l'état de la chose vendue. Dans ce cas, les vices de la chose doivent être notifiés au vendeur aussitôt après leur découverte ; à défaut, la chose est censée acceptée. Le vendeur de mauvaise foi ne peut se prévaloir de cette dernière réserve.

Art 653. — L'acheteur doit sans délai, faire constater l'état de la chose vendue par l'autorité judiciaire, ou par experts à ce autorisés, contradictoirement avec l'autre partie ou son représentant s'ils sont sur les lieux. A défaut de constatation régulière, il sera tenu de prouver que les vices existaient déjà au moment de la réception. Cette vérification n'est pas requise lorsque la vente est faite sur échantillon, dont l'identité n'est pas contestée. — Si la marchandise provient d'un autre lieu, et si le vendeur n'a point de représentant au lieu de réception, l'acheteur est tenu de pourvoir provisoirement à la conservation de la chose. — S'il y

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906

a danger d'une détérioration rapide, l'acheteur a le droit, et lorsque l'intérêt du vendeur l'exige, il a le devoir de faire vendre la chose en présence de l'autorité compétente du lieu où elle se trouve, après la constatation dont il est parlé ci dessus. Il doit aussitôt, et à peine des dommages-intérêts, donner avis au vendeur de tout ce qui précède.

Art. 654. — Les frais de réexpédition, dans le cas de l'article précédent, sont à la charge du vendeur.

Art. 655. — Lorsqu'il y a lieu à rédhibition, soit pour cause de vices, soit à raison de l'absence de certaines qualités, l'acheteur peut poursuivre la résolution de la vente et la restitution du prix. S'il préfère garder la chose, il n'a droit à aucune diminution de prix. — Il aura droit aux dommages (1): — *a)* lorsque le vendeur connaissait les vices de la chose ou l'absence des qualités par lui promises et n'a pas déclaré qu'il vendait sans garantie : cette connaissance est toujours présumée lorsque le vendeur est un marchand ou un artisan qui vend les produits de l'art qu'il exerce ; — *b)* lorsque le vendeur a déclaré que les vices n'existaient pas, à moins qu'il ne s'agisse de vices qui ne se sont révélés qu'après la vente, ou que le vendeur pouvait ignorer de bonne foi ; — *c)* lorsque les qualités dont l'absence est constatée avaient été expressément stipulées ou étaient requises par l'usage du commerce.

Art. 656. — Lorsque la vente a pour objet un ensemble de choses déterminées et qu'une partie en est viciée, l'acheteur a le droit de se prévaloir de la faculté qui lui est accordée par l'article 655 ; lorsque la vente a pour objet des choses fongibles, le vendeur ne pourra exiger que la délivrance d'une quantité de choses de la même espèce, exemptes des défauts constatés, sauf son recours pour les dommages si le cas y échet.

Art. 657. — Si la vente a pour objet plusieurs choses différentes achetées en bloc et pour un prix unique, l'acheteur pourra même après délivrance faire résilier la vente pour la partie défectueuse de ces objets et se faire restituer une partie proportionnelle du prix ; cependant lorsque les objets ne peuvent être séparés sans dommage, par exemple, lorsqu'ils forment une paire, il ne pourra faire résilier le marché que pour le tout.

Art. 658. — La résolution à cause du défaut de la chose principale s'étend aussi aux accessoires, même lorsque le prix en a été fixé séparément. — Le vice de la chose accessoire ne résout pas la vente de la chose principale.

Art. 659. — La diminution du prix se fait en établissant, d'une part, la valeur de la chose à l'état sain au moment du contrat, et, d'autre part, la valeur qu'elle a en l'état où elle se trouve. — Lorsque la vente a pour objet plusieurs choses achetées en un lot unique l'évaluation se fait sur la base de la valeur des choses constituant le lot.

Art. 660. — Au cas de résolution de la vente, l'acheteur doit restituer : — 1° la chose affectée du vice rédhibitoire, telle qu'il l'a reçue, avec ses accessoires et ce qui en faisait partie, ainsi que les accessions qui se sont incorporées avec elle depuis le contrat ; — 2° les fruits de la chose, depuis le moment de la résolution amiable ou du jugement qui la prononce, de même que les fruits antérieurs à cette date. Cependant, lorsque

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

les fruits n'étaient pas noués au moment de la vente, l'acheteur les fait siens s'il les a cueillis, même avant leur maturité; il fait également siens les fruits parvenus à leur maturité, encore qu'il ne les ait pas perçus (1). — D'autre part, le vendeur est tenu : — 1° de faire raison à l'acheteur des frais de culture, d'arrosage ou d'entretien et des frais relatifs aux fruits que l'acheteur lui a restitués; — 2° de restituer le prix qu'il a reçu ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat; — 3° d'indemniser l'acheteur des pertes que la chose peut lui avoir occasionnées, si le vendeur était en dol.

Art. 661. — L'acheteur n'a droit à aucune restitution, ni diminution de prix, s'il ne peut restituer la chose, dans les cas suivants : — 1° si la chose a péri par cas fortuit ou par la faute de l'acheteur ou des personnes dont ce dernier doit répondre; — 2° si la chose a été volée ou soustraite à l'acheteur; — 3° s'il a transformé la chose de manière qu'elle ne puisse plus servir à sa destination primitive. Cependant, si le vice de la chose n'est apparu qu'au moment ou par suite de la manipulation, l'acheteur conserve son recours contre le vendeur.

Art. 662. — Si la chose vendue a péri à cause du vice dont elle était affectée ou d'un cas fortuit occasionné par ce vice, la perte est pour le vendeur, lequel est tenu de restituer le prix. Il est tenu, en outre, des dommages (2), s'il est de mauvaise foi.

Art. 663. — Il n'y a pas lieu à résolution, et l'acheteur ne peut demander qu'une diminution de prix : — 1° si la chose a été détériorée par sa faute ou par celle des personnes dont il doit répondre; — 2° s'il l'a appliquée à un usage qui en diminue notablement la valeur. Cette (3) disposition s'applique au cas où il aurait fait usage de la chose avant de connaître le défaut : s'il a fait usage de la chose après, on appliquera l'article 671.

Art. 664. — Lorsque la chose vendue et délivrée est atteinte d'un vice rédhibitoire et qu'il survient un vice nouveau non imputable à l'acheteur, celui-ci a le choix soit de garder la chose en exerçant son recours tel que de droit du chef de l'ancien vice, soit de la rendre au vendeur en subissant sur le prix qu'il a payé, une diminution proportionnelle au vice nouveau qui a surgi depuis la vente. Cependant le vendeur peut offrir de reprendre la chose en l'état où elle se trouve, en renonçant à toute compensation pour le vice qui a surgi : dans ce cas l'acheteur aura le choix soit de retenir la chose dans l'état où elle se trouve, en renonçant à un recours, soit de la restituer, sans payer d'indemnité.

Art. 665. — Si le nouveau défaut vient à disparaître, le défaut antérieur à la délivrance fait renaître l'action rédhibitoire en faveur de l'acheteur.

Art. 666. — La diminution de prix obtenue du chef d'un vice reconnu n'empêche pas l'acheteur de demander, soit la résolution de la vente, soit une nouvelle diminution de prix, si un autre vice venait à se déclarer.

Art. 667. — L'action rédhibitoire s'éteint lorsque le vice a disparu avant ou pendant l'instance en résolution ou en diminution de prix, s'il

---

(1) Le texte porte : perçu.

(2) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

3) Le texte ne porte ni ponctuation après « la valeur », ni majuscule à « cette ».

s'agit d'un vice transitoire de sa nature, et qui n'est pas susceptible de reparaître. Cette disposition ne s'applique pas, si le vice est de telle nature qu'il pourrait se reproduire.

Art. 668. — Le vendeur n'est point tenu des vices apparents, ni de ceux dont l'acheteur a eu connaissance ou qu'il aurait pu facilement connaître.

Art. 669. — Le vendeur répond même des défauts que l'acheteur aurait pu facilement connaître, s'il a déclaré qu'ils n'existaient pas.

Art. 670. — Le vendeur ne répond pas des vices de la chose, ou de l'absence des qualités requises : — 1° s'il les a déclarés; — 2° s'il a stipulé qu'il ne serait tenu d'aucune garantie.

Art. 671. — L'action rédhibitoire s'éteint : — 1° si l'acheteur y a expressément renoncé après avoir eu connaissance du vice de la chose; — 2° si, depuis que le vice lui a été connu, il a vendu la chose ou en a autrement disposé à titre de propriétaire; — 3° s'il l'a appliquée à son usage personnel, et continue à s'en servir après avoir connu le vice dont elle est affectée. Cette règle ne s'applique pas aux maisons et autres immeubles analogues. que l'on peut continuer à habiter pendant l'instance en résolution de la vente.

Art. 672. — Toute action résultant des vices rédhibitoires, ou du défaut des qualités promises, doit être intentée, à peine de déchéance : — pour les choses immobilières dans les 365 jours après la délivrance; — pour les choses mobilières, et les animaux, dans les 30 jours après la délivrance, pourvu qu'il ait été donné au vendeur l'avis dont il est parlé à l'art. 652. — Ces délais peuvent être prolongés ou réduits d'un commun accord par les parties. Les règles des articles 384 à 390 s'appliquent à la déchéance en matière d'action rédhibitoire.

Art. 673. — Le vendeur de mauvaise foi ne peut opposer les moyens de prescription établis en l'article précédent, ni toute autre clause limitant sa garantie. Est de mauvaise foi tout vendeur qui aurait employé des manœuvres dolosives pour créer ou dissimuler les vices de la chose vendue.

Art. 674. — L'action rédhibitoire (1) n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice.

Section III. — *Des obligations de l'acheteur*

Art. 675. — L'acheteur a deux obligations principales : — celle de payer le prix; — et celle de prendre livraison de la chose.

Art. 676. — L'acheteur est tenu de payer le prix à la date et de la manière établie au contrat; à défaut de convention, la vente est censée faite au comptant, et l'acheteur doit payer au moment même de la délivrance. — Les frais du paiement sont à la charge de l'acheteur.

Art. 677. — Néanmoins, dans les cas où il est d'usage que le paiement ait lieu dans un certain délai, ou par échéances déterminées, les parties sont censées avoir voulu se conformer à l'usage, si elles n'ont expressément stipulé le contraire.

Art. 678. — Lorsqu'un délai a été accordé pour le paiement du prix, le

---

(1) Le texte porte : rhédibitoire.

terme commence à courir de la conclusion du contrat, si les parties n'ont établi une autre date.

Art. 679. — L'acheteur est tenu de prendre livraison de la chose vendue, dans le lieu et à la date fixés par le contrat. A défaut de convention ou d'usage, il est tenu de la retirer immédiatement, sauf le délai moralement nécessaire pour opérer le retirement. S'il ne se présente pas pour la recevoir, ou s'il se présente sans offrir en même temps le paiement du prix, lorsque la vente est faite au comptant, on appliquera les principes généraux relatifs à la mise en demeure du créancier (article 597). — Lorsque les choses vendues doivent être livrées en plusieurs fois, le défaut de retirement des objets formant la première livraison produit les mêmes conséquences que le défaut de retirement de la totalité. — Le tout, sauf les conventions contraires des parties.

Art. 680. — S'il a été stipulé, d'après le contrat ou la coutume du lieu, que la vente serait résolue faute de paiement du prix, le contrat sera résolu de plein droit par le seul fait du non paiement dans le délai convenu.

Art. 681. — Le vendeur qui n'a pas accordé de délai peut aussi, à défaut de paiement du prix, revendiquer les choses mobilières qui se trouvent au pouvoir de l'acheteur, ou en arrêter la vente. L'action en revendication n'est pas recevable après quinze jours, à partir de la remise de la chose à l'acheteur. La revendication a lieu, même si la chose vendue a été incorporée à une chose immobilière, et à l'encontre de tous tiers ayant des droits sur l'immeuble. — La revendication en cas de faillite est régie par les dispositions spéciales à la faillite.

Art. 682. — L'acheteur qui est troublé ou qui se trouve en danger imminent et sérieux d'être troublé, en vertu d'un titre antérieur à la vente, a le droit de retenir le prix tant que le vendeur n'aura pas fait cesser le trouble. Mais le vendeur peut le forcer à payer en donnant caution, ou autre sûreté suffisante pour la restitution du prix et des loyaux coûts du contrat en cas d'éviction. — Lorsque le trouble ne porte que sur une partie de la chose, l'acheteur ne peut retenir qu'une partie proportionnelle du prix, et le cautionnement sera limité à la portion de la chose en danger d'éviction. — L'acheteur ne peut exercer ce droit de rétention lorsqu'il a été stipulé qu'il paiera nonobstant tout trouble, ou lorsqu'il connaissait le danger d'éviction lors de la vente.

Art. 683. — Les dispositions de l'article précédent s'appliquent au cas où l'acheteur découvre un vice rédhibitoire dans la chose vendue.

CHAPITRE III (1)

De quelques espèces particulières de vente

SECTION PREMIÈRE. — *De la vente à réméré*

Art. 684. — La vente avec faculté de rachat, ou vente à réméré, est celle par laquelle l'acheteur s'oblige, après la vente parfaite, à restituer

---

(1) Ainsi rétabli par un erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

la chose au vendeur contre remboursement du prix. La vente à réméré peut avoir pour objet des choses mobilières ou des choses immobilières.

Art. 685. — La faculté de rachat ne peut être stipulée par un terme excédant trois ans ; si elle a été stipulée pour un délai plus long, elle est réduite à ce terme.

Art. 686. — Le terme fixé est de rigueur et ne peut être prolongé par le tribunal (1), alors même que le vendeur n'aurait pu faire usage de la faculté de rachat pour une cause indépendante de sa volonté. Cependant, lorsque c'est par la faute de l'acheteur que le vendeur n'a pu exercer la faculté de rachat, l'expiration du délai fixé ne l'empêche pas d'exercer son droit.

Art. 687. — Pendant la durée du délai stipulé, l'acheteur à pacte de rachat peut jouir de la chose vendue à titre de propriétaire, sous réserve de ce qui est établi à l'art. 694 ; il en perçoit les fruits, et il exerce toutes les actions relatives à la chose, pourvu que ce soit sans fraude. — Il a qualité pour procéder aux formalités établies afin de purger l'immeuble des hypothèques qui le grèvent.

Art. 688. — Faute par le vendeur d'exercer son droit de rachat dans le terme établi par les parties, le vendeur perd son droit de rachat. — Si au contraire, le vendeur exerce son droit de rachat, la chose vendue est censée n'avoir jamais cessé de lui appartenir.

Art. 689. — La faculté de réméré s'exerce par la notification, faite par le vendeur à l'acquéreur, de sa volonté d'effectuer le rachat : il est, de plus, nécessaire que le vendeur fasse en même temps l'offre du prix.

Art. 690. — Si le vendeur meurt avant d'avoir exercé son droit de rachat, ce droit passe à ses héritiers pour le temps qui restait à leur auteur.

Art. 691. — Les héritiers du vendeur ne peuvent exercer le rachat que conjointement, et pour la totalité de la chose vendue. — Faute par eux de s'entendre, il sera loisible à ceux qui veulent opérer le rachat de l'exercer pour leur compte, et pour la totalité de la chose vendue. — La même disposition s'applique au cas où plusieurs personnes ont vendu conjointement, et par un seul contrat, une chose commune entre elles, si elles n'ont réservé le droit de rachat chacune pour sa part.

Art. 692. — L'action de réméré pourra être exercée contre les héritiers de l'acheteur pris collectivement. — Mais si l'hérédité a été partagée, et si la chose vendue est échue au lot de l'un des héritiers, le réméré pourra être exercé contre lui pour le tout.

Art. 693. — En cas d'insolvabilité déclarée du vendeur, la faculté (2) de réméré pourra être exercée par la masse des créanciers.

Art. 694. — Le vendeur a réméré peut exercer son action contre un second acquéreur, quand même la faculté de rachat n'aurait pas été déclarée dans le second contrat.

Art. 695. — Le vendeur qui use du pacte de rachat ne peut rentrer en possession de la chose vendue qu'après avoir remboursé : — 1° le prix qu'il a touché ; — 2° les impenses utiles qui ont augmenté la valeur de

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Le texte porte : faculta.

la chose, jusqu'à concurrence de la plus-value. Quant aux impenses simplement voluptuaires, l'acheteur n'aura que le droit d'enlever les améliorations par lui accomplies, s'il peut le faire sans dommage. Il ne pourra répéter ni les impenses nécessaires et d'entretien, ni les frais de perception des fruits. — D'autre part, l'acheteur doit restituer : — 1° la chose ainsi que tous ses accroissements depuis la vente ; — 2° les fruits qu'il a perçus depuis le jour où le prix a été payé ou consigné. — Il a un droit de rétention du chef des remboursements qui lui sont dus. — Le tout sauf les stipulations des parties.

Art. 696. — L'acheteur répond en outre des détériorations ou de la perte de la chose, survenues par son fait, par sa faute ou par celle des personnes dont il est responsable. Il répond également des changements qui ont essentiellement transformé la chose vendue au préjudice du vendeur. — Il ne répond pas des cas fortuits et de la force majeure, ni des changements de peu d'importance faits à la chose, et le vendeur n'a point le droit dans ces cas de réclamer une diminution de prix.

Art. 697. — Lorsque le vendeur rentre dans son héritage par l'effet du pacte de rachat, il le reprend exempt de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé, mais il est tenu d'exécuter les baux faits sans fraude par l'acquéreur, si le terme du bail ne dépasse pas le délai stipulé pour le rachat, et s'il a date certaine.

Art. 698. — Lorsque l'objet du rachat est une propriété rurale et que le réméré est exercé pendant l'année agricole, l'acheteur, s'il l'a ensemencée lui-même ou louée à d'autres qui l'ont ensemencée, a le droit de continuer à occuper les parties ensemencées jusqu'à la fin de l'année agricole, en payant un loyer à dire d'experts pour le temps restant à courir depuis la résiliation jusqu'à cette date.

Art. 699. — Lorsque la convention dénommée vente à réméré constitue en réalité un nantissement, les effets du contrat entre les parties seront régis, selon les cas, par les dispositions relatives au gage ou à l'hypothèque Mais l'acte n'est opposable aux tiers que s'il a été fait en la forme requise par la loi pour la constitution du gage ou de l'hypothèque.

SECTION II. — *De la vente sous condition suspensive en faveur de l'une des parties (vente à option)*

Art. 700. — La vente peut être faite à condition que l'acheteur ou le vendeur aura le droit de se départir du contrat dans un délai déterminé. Cette condition doit être expresse ; elle peut être stipulée soit au moment du contrat soit après, par une clause additionnelle.

Art. 701. — La vente faite sous cette clause est censée faite sous condition suspensive, tant que la partie qui s'est réservé le droit d'opter n'a pas déclaré expressément ou tacitement dans le délai convenu si elle entend tenir le contrat ou s'en départir.

Art. 702. — Si le contrat n'indique pas le délai d'option, les parties sont présumées avoir stipulé le délai établi par la loi ou par l'usage. Les délais établis par l'usage ne peuvent cependant être supérieurs à ceux indiqués dans l'article suivant.

Art. 703. — La partie qui s'est réservé le droit d'option doit déclarer si elle entend tenir le contrat ou s'en départir dans les délais suivants ; —

a) pour les immeubles urbains et les fonds de terre, dans le délai de 30 jours à partir de la date du contrat ; — *b)* pour les animaux domestiques et toutes les choses mobilières, dans le délai de cinq jours. — Les parties peuvent toutefois convenir d'un délai moindre ; toute stipulation d'un délai supérieur est nulle et doit être réduite aux délais ci-dessus.

Art. 704. — Le délai établi par les parties ou par la loi est de rigueur ; il ne peut être prorogé par le tribunal même, si la partie qui s'est réservé la faculté d'opter n'a pas usé de son droit même pour une cause indépendante de sa volonté.

Art. 705. — Pendant le délai d'option, le droit aux fruits, accroissements et accessions de la chose demeure en suspens ; il passe (1) avec la chose elle-même à la partie qui acquiert définitivement la propriété.

Art. 706. — Si la partie opte affirmativement dans le délai établi par le contrat ou par la loi, la vente devient pure et simple, et la chose est réputée avoir appartenu à l'acheteur dès le jour du contrat.

Art. 707. — Si la partie qui s'est réservé le droit d'option laisse passer le délai sans faire connaître sa décision, elle est présumée, de plein droit, avoir accepté.

Art. 708. — L'acheteur perd le droit de refuser la chose par tout fait impliquant l'intention de faire acte de propriétaire, et notamment : — *a)* s'il dispose de la chose par gage, vente, location ou pour son usage personnel ; — *b)* 'sil la dégrade volontairement ; — *c)* s'il la transforme. — Au contraire, le vendeur est présumé avoir opté négativement et perd le droit d'exiger l'exécution de la vente dans les cas ci-dessus.

Art. 709. — Si la partie qui avait le droit d'opter meurt avant d'avoir choisi, le droit d'option se transmet aux héritiers ; s'il perd la capacité de contracter, le tribunal 2) nommera un curateur spécial qui devra agir de la manière la plus conforme aux intérêts de l'incapable.

Art. 710. — Lorsque la partie opte négativement le contrat est réputé non avenu ; les parties doivent se restituer réciproquement ce qu'elles ont reçu l'une de l'autre. — Les droits constitués par l'acheteur dans l'intervalle s'évanouissent.

Art. 711. — L'acheteur qui ne peut restituer la chose ou la restitue détériorée, pour une cause non imputable à son fait ou à sa faute, n'est tenu d'aucune responsabilité.

Section III. — *De la vente à livrer avec avance de prix (selem)*

Art. 712. — Le selem est un contrat par lequel l'une des parties avance une somme déterminée en numéraire à l'autre partie, qui s'engage de son côté à livrer une quantité déterminée de denrées ou autres objets mobiliers dans un délai convenu. — Il ne peut être prouvé que par écrit.

Art. 713. — Le prix doit être payé au vendeur intégralement, et dès la conclusion du contrat.

Art. 714. — Si le délai de livraison n'est pas déterminé, les parties sont présumées s'en remettre à l'usage des lieux.

---

(1) Le texte porte : ils passent.

(2) Le texte porte : Tribunal.

Art. 715. — Les denrées ou autres choses qui font l'objet du contra, doivent être déterminées à peine de nullité, par quantité, qualité, poids ou mesure, selon leur nature. Lorsque les choses vendues sont de celles qui ne se comptent ni ne se pèsent, il suffit que la qualité soit exactement déterminée.

Art. 716. — Si le lieu de la livraison n'est pas établi, la livraison sera due au lieu du contrat.

Art. 717. — Si le débiteur est empêché, par une cause de force majeuret de livrer ce qu'il a promis, sans faute ni demeure de sa part, le créancier aura le choix ou de résoudre le contrat et de faire restituer le prix qu'il a avancé, ou d'attendre jusqu'à l'année suivante. — Si l'année suivante, le produit qui fait l'objet de la vente se trouve, l'acheteur est tenu de le recevoir et n'a plus la faculté de résoudre le contrat : il en est de même s'il a déjà reçu une partie de la chose. Si au contraire, le produit n'existe pas, on appliquera la disposition du premier paragraphe (1) du présent article.

TITRE II

De l'échange

Art. 718. — L'échange est un contrat par lequel chacune des parties remet à l'autre, à titre de propriété, une chose mobilière ou immobilière, ou un droit incorporel, contre une autre chose ou un autre droit de même nature ou de nature différente.

Art. 719. — L'échange est parfait par le consentement des parties. — Toutefois, lorsque l'échange a pour objet des immeubles ou autres objets susceptibles d'hypothèques, on appliquera les dispositions de l'art. 581.

Art. 720. — Lorsque les objets échangés sont de valeur différente, il est permis aux parties de compenser la différence au moyen de soultes en numéraire ou en autres objets, au comptant ou à terme. Cette disposition n'a pas lieu entre musulmans, lorsque les objets de l'échange sont des denrées.

Art. 721. — Les dépens et loyaux coûts du contrat se partagent de droit entre les copermutants, sauf les stipulations des parties.

Art. 722. — Chacun des copermutants doit à l'autre la même garantie que le vendeur à raison soit de l'insuffisance du titre, soit des vices rédhibitoires de la chose qu'il a donnée.

Art. 723. — Lorsque l'échange a pour objet des immeubles ou des droits immobiliers, la demande en résolution doit être annotée en marge de l'inscription de l'acte d'échange, selon ce qui sera dit au titre des hypothèques.

Art. 724. — Les règles de la vente s'appliquent à l'échange dans la mesure où le permet la nature de ce contrat.

Art. 725. — L'échange des immeubles appartenant à des fondations pieuses (habous) est soumise à des règlements particuliers.

---

(1) Lire sans doute : *alinéa*.

TITRE III

Du louage

Art. 726. — Il y a deux sortes de contrats de louage : celui des choses (*kirâ*) ; celui de personnes ou d'ouvrage (*idjâra*).

CHAPITRE PREMIER

Du louage des choses

Dispositions générales

Art. 727. — Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties céde à l'autre la jouissance d'une chose mobilière ou immobilière, pendant un certain temps, moyennant un prix déterminé que l'autre partie s'oblige à lui payer.

Art. 728. — Le louage de choses est parfait par le consentement des parties sur la chose, sur le prix et sur les autres clauses dont ils pourraient convenir dans le contrat.

Art. 729. — Néanmoins, les baux d'immeubles et de droits immobiliers doivent être constatés par écrit s'ils sont faits pour plus d'une année. A défaut d'acte écrit le bail est censé fait pour un temps indéterminé. — Les baux d'immeubles excédant une année n'ont d'effet au regard des tiers que s'ils sont enregistrés dans les conditions déterminées par la loi.

Art. 730. — Ceux qui n'ont sur la chose qu'un droit personnel d'usage et d'habitation ou un droit de rétention ou de gage ne peuvent la donner à louage.

Art. 731. — Les personnes qui aux termes des articles 567 et 568, ne peuvent se rendre acquéreurs de certains biens, ne peuvent non plus les prendre à louage.

Art. 732. — L'objet du louage ne peut être une chose qui se consomme par l'usage, à moins qu'elle ne soit destinée à être seulement montrée ou exposée. On peut cependant louer les choses qui se détériorent par l'usage.

Art. 733. — Les articles 572, 575, 576 et 579 relatifs à l'objet de la vente s'appliquent au louage de choses.

Art. 734. — Le prix doit être déterminé ; il peut être établi en numéraire, soit en produits, denrées, ou autres choses mobilières déterminés quant à la quotité et à la qualité. Il peut consister aussi en une portion ou part indivise des produits de la chose louée. — Dans les baux de biens ruraux on peut stipuler que le preneur, outre une somme déterminée en numéraire, ou une redevance en produits, sera tenu de faire certains travaux déterminés considérés comme faisant partie du prix.

Art. 735. — Les dispositions de l'article 579 s'appliquent au louage.

Art. 736. — Lorsque le prix de louage n'a pas été déterminé par les parties, elles sont présumées ensuite s'en être remises au prix courant pratiqué pour les choses de même nature dans le lieu du contrat ; s'il

existe une taxe ou tarif, elles sont censées s'être rapportées au tarif ou à la taxe.

Art. 737. — Les baux des biens habous, sont, notamment quant (1) aux conditions de validité et de forme, soumis à des réglements particuliers. Les dispositions de la présente loi (2) non contraires à ces règlements leur sont également applicables.

Art. 738. — La location des mines, minières, carrières et gisements enfouis dans le sol ou affleurant à la surface, est soumise également aux règlements spéciaux et aux règles de la vente.

Section première. — *Des effets du louage des choses.*

§ I. — *Des obligations du locateur*

Art. 739. — Le locateur est tenu de deux obligations principales : — 1° celle de délivrer au preneur la chose louée ; — 2° celle de la garantir.

a) — *De la délivrance et de l'entretien de la chose louée.*

Art. 740. — La délivrance de la chose louée est régie par les dispositions établies pour la délivrance de la chose vendue.

Art. 741. — Les frais de délivrance sont à la charge du locateur. — Les frais d'actes sont à la charge de chacune des deux parties pour le titre qui lui est délivré ; ceux d'enlèvement et de réception de la chose louée sont à la charge du preneur. — Le tout sauf usage ou stipulation contraire.

Art. 742. — Le locataire est tenu de livrer la chose et ses accessoires et de les entretenir, pendant la durée du contrat, en état de servir à leur destination, selon la nature des choses louées, sauf les stipulations des parties, et dans le cas de location d'immeubles, les menues réparations qui seraient à la charge du preneur d'après l'usage local. — Si le locateur est en demeure d'accomplir les réparations dont il est chargé, le preneur peut l'y contraindre judiciairement : à défaut par le locateur de les accomplir, il peut se faire autoriser par justice à les faire exécuter lui-même et à les retenir sur le prix.

Art. 743. — Dans les baux d'immeubles, le preneur n'est tenu des réparations locatives ou de menu entretien que s'il en est chargé par le contrat ou par l'usage Ce sont les réparations à faire : — aux pavés et carreaux des chambres lorsqu'il y en a seulement quelques-uns de cassés ; — aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, qui n'auraient pas été occasionnés par la faute du preneur ; — aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutique, gonds, targettes et serrures ; — le blanchiment des chambres, la restauration des peintures, le remplacement des papiers, les travaux à faire aux terrasses, même lorsqu'il s'agit de simples travaux de récrépiment ou de blanchiment, sont à la charge du bailleur.

Art. 744. — Aucune des réparations réputées locatives n'est à la

---

(1) Le texte porte : *quand*.

(2) Lire : *du présent code*..

charge du preneur, quand elles sont occasionnées par vétusté ou force majeure, par le vice de construction, ou par le fait du bailleur.

Art. 745. — Le curage des puits, celui des fosses d'aisance, des conduites servant à l'écoulement des eaux, sont à la charge du bailleur s'il n'y a clause ou coutume contraire.

Art. 746. — Le locataire est tenu de payer les impôts et charges afférents à la chose louée, sauf stipulation ou usage contraire.

b) — *De la garantie due au preneur.*

Art. 747. — La garantie que le locateur doit au preneur a deux objets : — 1° la jouissance et la possession paisible de la chose louée ; — 2° l'éviction et les défauts de la chose. — Cette garantie est due de plein droit quand même elle n'aurait pas été stipulée. La bonne foi du locateur n'empêche pas cette obligation.

§ I (1). — *De la garantie de jouissance.*

Art. 748. — L'obligation de garantie emporte pour le locateur celle de s'abstenir de tout ce qui tendrait à troubler la possession du preneur ou à le priver des avantages sur lesquels il avait droit de compter d'après la destination de la chose louée, et l'état dans lequel elle se trouvait au moment du contrat. — Il répond, à ce point de vue, non seulement de son fait et de celui de ses préposés, mais aussi des faits de jouissance des autres locataires, ou de ses autres ayants droit.

Art. 749. — Toutefois, le locateur a le droit de faire, malgré l'opposition du preneur, les réparations urgentes qui ne peuvent être différées jusqu'à la fin du contrat. Mais si, à cause de ces réparations, le preneur est privé, en tout ou en grande partie, de l'usage de la chose louée pendant plus de trois jours, il pourra demander la résolution du bail, ou bien une réduction proportionnelle au temps pendant lequel il a été privé de la chose. — Le locateur est tenu de faire constater l'urgence des réparations et d'en prévenir les locataires. Faute de quoi, il pourra être tenu des dommages-intérêts, résultant du défaut d'avis préalable.

Art. 750. — Le locateur est également tenu de droit à garantir le preneur du trouble ou de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de la chose louée par suite d'une action concernant soit la propriété, soit un droit réel sur la chose. — Les articles 632, 633, 634, 635 s'appliquent à ce cas.

Art. 751. — Dans les cas prévus aux articles 748 et 750 ci-dessus, le preneur pourra poursuivre la résolution du contrat ou demander une diminution du prix de louage, selon les cas. — Les dispositions des articles 635, 640 à 643 inclus s'appliquent aux cas prévus (2 par le présent article.

Art. 752. — Si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou partie de la chose, ou à

---

(1) Ce § I est une subdivision du *b)*, division lui-même du § I. — *Des obligations du locateur.*

(2) Le texte porte : au cas prévus.

souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit en donner avis immédiat au bailleur ; en attendant il ne doit renoncer à aucune partie de la chose qu'il possède ; il doit être mis hors d'instance dans tous les cas, en nommant celui pour lequel il possède : l'action ne pourra être poursuivie dans ce cas que contre le bailleur ; mais le preneur pourra intervenir à l'instance.

Art. 753. — Le locateur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée et sans que le locateur y ait donné lieu par son fait, sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

Art. 754. — Néanmoins, lorsque ces troubles de fait ont une telle importance qu'ils privent le preneur de la jouissance de la chose louée, le preneur peut demander une remise proportionnelle du prix. — Il est tenu de prouver, dans ce cas : — *a)* que le trouble a eu lieu ; — *b)* qu'il constituait un fait incompatible avec la continuation de sa jouissance.

Art. 755. — Lorsque la chose louée est soustraite au preneur par le fait du prince (1) ou pour cause d'utilité publique, le preneur pourra poursuivre la résolution du bail, et ne sera tenu de payer le prix qu'à proportion de sa jouissance. Cependant, si le fait du prince (1) ou l'expropriation n'a porté que sur une partie de la chose, le preneur n'aura droit qu'à une réduction de prix ; il pourra poursuivre la résolution si, par l'effet de la diminution que la chose a subie, elle ne peut plus servir à sa destination, ou si la jouissance de ce qui en reste est notablement amoindrie. — Les dispositions de l'article 644 s'appliquent à ce cas.

Art. 756. — Les faits de l'administration publique, légalement accomplis, qui diminuent notablement la jouissance du preneur, tels que les travaux exécutés par l'administration (2), ou les arrêtés pris par elle, autorisent le preneur à poursuivre, selon les cas, soit la résolution du bail, soit une réduction proportionnelle du prix ; ils peuvent donner ouverture aux dommages (3) contre le locateur, s'ils ont pour cause un fait ou une faute imputable à ce dernier. Le tout, sauf les stipulations des parties.

Art. 757. — Les actions du preneur contre le locateur à raison des articles 748 à 756 inclus se prescrivent par l'expiration du contrat de louage.

§ II. (4) — *De la garantie des défauts de la chose louée.*

Art. 758. — Le locateur est tenu envers le preneur pour tous les vices et défauts de la chose louée qui en diminuent sensiblement la jouissance, ou la rendent impropre à l'usage auquel elle était destinée, d'après sa nature ou d'après le contrat. Il répond également de l'absence des quali-

---

(1) Le texte porte : Prince.

(2) Le texte porte : Administration.

3) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

(4) Ce § II est une subdivision du *b*), division lui-même du § I. — *Des obligations du locateur*.

tés expressément promises par lui, ou requises par la destination de la chose. — Les défauts qui n'empêchent la jouissance de la chose louée ou ne la diminuent que d'une manière insignifiante ne donnent lieu à aucun recours en faveur du preneur : il en est de même de ceux tolérés par l'usage.

Art. 759. — Lorsqu'il y a lieu à garantie, le preneur pourra poursuivre la résolution du contrat, ou demander une diminution du prix. Il aura droit aux dommages (1), dans les cas prévus en l'article 655. — Les dispositions des articles 657, 658, 659, s'appliquent au cas prévu dans le présent article.

Art. 760. — Le locateur n'est pas tenu des vices de la chose louée qu'on pouvait facilement constater, à moins qu'il n'ait déclaré qu'ils n'existaient pas. Il n'est également tenu d'aucune garantie : — *a)* lorsque le preneur connaissait, au moment du contrat, les vices de la chose louée ou l'absence des qualités requises ; — *b)* lorsque les vices ont été déclarés au preneur ; — *c)* lorsque le locateur a stipulé qu'il ne serait tenu d'aucune garantie.

Art. 761. — Néanmoins, si le vice de la chose loué est de nature à compromettre sérieusement la santé ou la vie de ceux qui y habitent, le preneur aura toujours la faculté de demander la résiliation, encore qu'il eût connu les vices au moment du contrat, ou qu'il eût renoncé expressément au droit de demander la résiliation.

Art. 762. — L'article 673 s'applique au louage.

Art. 763. — Lorsque, sans la faute d'aucun des contractants, la chose louée périt, se détériore ou est modifiée en tout ou en partie, de telle manière qu'elle ne puisse servir à l'usage pour lequel elle a été louée, le bail est résolu sans indemnité d'aucune part, et le preneur ne devra payer le prix qu'à proportion de sa jouissance. — Toute clause contraire est sans effet.

Art. 764. — Si la chose louée n'est détruite ou détériorée qu'en partie et de manière qu'elle ne soit pas impropre à l'usage pour lequel elle a été louée, ou qu'elle n'y soit impropre qu'en partie, le preneur n'aura droit qu'à une diminution proportionnelle du prix.

Art. 765. — Les dispositions des articles 763 et 764 s'appliquent au cas où la qualité promise par le locateur, ou requise par la destination de la chose, viendrait à manquer en tout ou en partie, sans la faute d'aucune des parties.

Art. 766. — Les actions du preneur contre le locateur, à raison des articles 758, 764, 765 ne peuvent plus être utilement intentées à partir du moment où le contrat de louage a pris fin.

§ II (2). — *Des obligations du preneur.*

Art. 767. — Le preneur est tenu de deux obligations principales : — *a)* de payer le prix du louage ; — *b)* de conserver la chose louée et d'en

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

(2) Ce § II est une division de la Section première. — *Des effets du louage des choses.*

user sans excès ni abus suivant sa destination naturelle, ou celle qui lui a été donnée par le contrat.

Art. 768. — Le preneur doit payer le prix au terme fixé par le contrat, ou, à défaut, par l'usage local; à défaut d'usage, le prix doit être payé à la fin de la jouissance. — Il est permis de stipuler que le bail sera payé d'avance. Les frais du paiement sont à la charge du preneur.

Art. 769. — Tout acte portant libération ou quittance de loyers ou baux non échus pour une période excédant une année ne peut être opposé aux tiers, s'il n'a été enregistré en la forme prescrite par la loi.

Art. 770. — Le prix de location doit être payé, pour les immeubles, au lieu où se trouve la chose louée, et pour les meubles, au lieu où le contrat a été conclu. — Le tout, sauf stipulation contraire.

Art. 771. — Le preneur est tenu de payer le prix par entier même si, par sa faute ou pour une cause relative à sa personne, il n'a pu jouir de la chose louée ou n'en a eu qu'une jouissance limitée, pourvu que le locateur ait tenu la chose à sa disposition, pendant le temps et dans les conditions déterminés par le contrat ou par l'usage. — Cependant, si le locateur a disposé de la chose ou en a autrement profité pendant le temps où le preneur n'en a pas joui, il devra faire état des avantages qu'il a retirés de la chose en déduction de ce qui lui serait dû par le preneur.

Art. 772. — Le preneur a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, en tout ou en partie, à moins que la défense de sous-louer ou de céder n'ait été exprimée, ou ne résulte de la nature de la chose. La défense de sous-louer doit être entendue d'une manière absolue, et entraîne celle de sous-louer même pour partie, ou de céder la jouissance, même à titre gratuit.

Art. 773. — Le preneur ne peut céder ou sous-louer la chose pour un usage différent, ou plus onéreux, que celui déterminé par la convention ou par la nature de la chose. — En cas de contestation et en l'absence de titres, on doit décider en faveur du locateur.

Art. 774. — Le preneur est garant de celui auquel il a cédé ou sous-loué la chose, et ne cesse pas d'être tenu lui-même envers le locateur de toutes les obligations résultant du contrat. Il cesse d'être tenu: — 1° lorsque le locateur a touché directement, et sans faire aucune réserve contre le preneur, le prix du louage des mains du sous-locataire ou cessionnaire; — 2° lorsque le locateur a accepté formellement la sous-location ou la cession, sans aucune réserve contre le preneur.

Art. 775. — Le sous-locataire est tenu directement envers le locateur à concurrence de ce qu'il doit lui-même au preneur principal au moment de la sommation qui lui est faite; il ne peut opposer les paiements anticipés faits au locataire principal, à moins: — 1° que ces paiements ne soient conformes à l'usage local; — 2° qu'ils soient constatés par acte ayant date certaine.

Art. 776. — Le locateur a une action directe contre le sous-locataire, dans tous les cas où il l'aurait à l'encontre du preneur principal, sans préjudice de son recours contre ce dernier. Le preneur principal pourra toujours intervenir à l'instance. Le locateur a (1) également action directe

---

(1) Le texte porte: à.

contre le sous-locataire pour le contraindre à restituer la chose à l'expiration du terme fixe.

Art. 777. — La cession est régie par les dispositions établies au chapitre de la cession des créances (articles 199 et suivants), et emporte la substitution du cessionnaire dans les droits et dans les obligations résultant du contrat de louage.

Art. 778.— Le preneur est tenu, sous peine des dommages (1), d'avertir sans délai le propriétaire de tous les faits qui exigent son intervention, qu'il s'agisse de réparations urgentes, de la découverte de défauts imprévus, d'usurpations, ou de réclamations portant sur la propriété ou sur un droit réel, de dommages commis par des tiers.

Art. 779. — Le preneur doit restituer la chose à l'expiration du terme fixé ; s'il la retient au delà, il doit le prix de location à dire d'experts pour le surplus de temps pendant lequel il l'a retenue ; il répond de tous dommages survenus à la chose pendant ce temps, même par cas fortuit : mais dans ce cas, il ne devra que les dommages sans être tenu du loyer.

Art. 780. — S'il a été fait un état des lieux ou une description de la chose entre le locateur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue.

Art. 781. — S'il n'a pas été fait d'état des lieux ou de description de la chose le preneur est présumé (2) avoir reçu la chose en bon état.

Art. 782. — Le preneur répond de la perte et de la dégradation de la chose causées par son fait, ou par sa faute, ou par l'abus de la chose louée. Le preneur d'une hôtellerie ou autre établissement public répond aussi du fait des voyageurs et des clients qu'il reçoit dans son établissement.

Art. 783. — Le preneur ne répond pas de la perte ou des détériorations provenant : — 1° de l'usage normal et ordinaire de la chose ; — 2° d'une cause fortuite ou de force majeure non imputable à sa faute ; — 3° de l'état de vétusté, du vice de la construction, ou du défaut des réparations qui incombaient au locateur.

Art. 784. — La restitution de la chose louée doit être faite dans le lieu du contrat ; les frais de restitution sont à la charge du preneur, s'il n'y a convention ou usage contraire.

Art. 785. — Le preneur n'a pas le droit de retenir la chose louée, soit à raison des dépenses faites à la chose, soit du chef d'autres créances qu'il pourrait avoir contre le locateur.

Art. 786. — Le locateur est tenu de rembourser au preneur toutes les impenses nécessaires faites pour la conservation de la chose autres que les dépenses locatives. Il doit aussi rembourser les impenses utiles faites sans autorisation jusqu'à concurrence de la valeur des matériaux ou plantations et de la main-d'œuvre, sans égard à la plus value acquise par le fonds. — Le locateur n'est pas tenu de rembourser les impenses voluptuaires ; le preneur pourra toutefois enlever les améliorations par lui accomplies, pourvu qu'il puisse le faire sans dommage.

Art. 787. — S'il a autorisé le preneur à faire des améliorations, le loca-

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

(2) Le texte porte : présnmé.

teur est tenu de lui en rembourser la valeur, jusqu'à concurrence de la somme dépensée. — Le preneur doit prouver l'autorisation qu'il allègue.

Art. 788. — Le bailleur a le droit de rétention, pour les loyers échus et pour ceux de l'année en cours, sur les meubles et autres choses mobilières qui se trouvent dans les lieux loués et appartenant, soit au locataire, soit au sous-locataire, soit même à des tiers. — Il a le droit de s'opposer au déplacement de ces objets en recourant à l'autorité compétente. Il peut les revendiquer, lorsqu'ils ont été déplacés à son insu ou malgré son opposition, à l'effet de les replacer au lieu où ils se trouvaient, ou dans un autre dépôt. — Le bailleur ne peut exercer ce droit de rétention ou de revendication qu'à concurrence de la valeur nécessaire pour le garantir ; il n'a pas le droit de suite lorsque les choses qui se trouvent encore sur les lieux suffisent pour assurer ses droits. — Le droit de revendication ne peut être exercé après quinze jours à partir de celui où le bailleur a eu connaissance du déplacement. — Le droit de rétention ou de revendication ne peut s'exercer : — *a)* sur les choses qui ne peuvent faire l'objet d'une exécution mobilière ; — *b)* sur les choses volées ou perdues ; — *c)* sur les choses appartenant à des tiers, lorsque le bailleur savait, au moment où ces choses ont été introduites sur les lieux, qu'elles appartenaient à des tiers.

Art. 789. — Le droit de rétention du bailleur s'étend aux effets introduits par le sous-locataire à concurrence des droits du premier preneur envers celui-ci, sans que ce dernier puisse opposer les paiements anticipés faits au premier preneur, sauf les exceptions prévues à l'art. 775.

Art. 790. — Les actions du locateur contre le preneur, à raison des articles 774, 776, 778, 779, 780, 782, se prescrivent par six mois à partir du moment où il rentre en possession de la chose louée.

Section II. — *De l'extinction du louage de choses.*

Art. 791. — Le louage de choses cesse de plein droit à l'expiration du terme établi par les parties, sans qu'il soit nécessaire de donner congé, s'il n'y a convention contraire ou sauf les dispositions spéciales aux baux à fermes.

Art. 792. — Si aucun terme n'a été établi, le louage est censé fait à l'année, au semestre, au mois, à la semaine ou au jour selon que le prix a été fixé à tant par an, par semestre, par mois, etc., et le contrat cesse à l'expiration de chacun de ces termes, sans qu'il soit nécessaire de donner congé, à moins d'usage contraire.

Art. 793. — Au cas où, à l'expiration du contrat, le preneur reste en possession, le contrat est renouvelé dans les mêmes conditions, et pour la même période, si le contrat a été fait pour une période déterminée ; s'il est fait sans détermination d'époque, chacune des parties peut résilier le bail ; le preneur aura cependant droit au délai fixé par l'usage local pour vider les lieux.

Art. 794. — La continuation de la jouissance n'emporte pas de tacite reconduction lorsqu'il y a un congé donné ou autre acte équivalent indiquant la volonté de l'une des parties de ne pas renouveler le contrat.

Art. 795. — Dans le cas prévu à l'art. 793, les cautions données pour le contrat primitif ne s'étendent pas aux obligations résultant de la tacite reconduction ; mais les gages et autres sûretés continuent à être tenus.

Art. 796. — La résolution a lieu en faveur du locateur, sans préjudice des dommages (1), si le cas y échet : — 1° si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle est destinée par sa nature ou par la convention ; — 2° s'il la néglige de manière à causer à la chose un dommage notable ; — 3° s'il ne paie pas le prix échu du bail ou de la location.

Art. 797. — Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée.

Art. 798. — Le contrat de louage n'est pas résolu par l'aliénation, volontaire ou forcée, de la chose louée. Le nouveau propriétaire est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations de son auteur, résultant des locations et baux en cours, s'ils sont fait sans fraude, et ont date certaine antérieure à l'aliénation.

Art. 799. — A défaut d'acte écrit ayant date certaine, l'acquéreur pourra expulser le locataire ; mais il doit lui donner congé dans les délais établis par l'usage.

Art. 800. — Si le nouvel acquéreur n'exécute pas les obligations imposées par le bail au locateur, le preneur aura action contre lui et contre son vendeur, solidairement entre eux, pour toutes indemnités telles que de droit.

Art. 801. — En cas d'éviction de la chose louée, l'évinçant a le choix ou de maintenir les locations en cours ou de les résoudre ; mais il devra, dans ce dernier cas, observer les délais établis pour les congés, si le preneur est de bonne foi. Le preneur n'aura de recours, pour les loyers et les indemnités à lui dues que contre le bailleur, s'il y a lieu.

Art. 802. — En cas de faillite déclarée du preneur, le bailleur a le droit de faire résoudre le bail. — Le preneur ou ses créanciers peuvent cependant empêcher la résolution en payant les termes échus et en offrant caution ou en faisant le dépôt pour ceux à échoir. Les créanciers seront, dans ce cas, subrogés aux droits et aux obligations de leur débiteur.

Art. 803. — Le bail n'est point résolu par la mort du preneur, ni par celle du bailleur. — Néanmoins : — 1° le bail fait par le bénéficiaire d'un bien habous est résolu par la mort du bénéficiaire ; — 2° le bail fait par celui qui détient la chose a titre de précaire est résolu par la mort du détenteur.

Art. 804. — La résolution de la location principale entraîne la résolution des sous-locations faites par le preneur, sauf les cas prévus aux numéros 1 et 2 de l'art. 773.

Section III. — *De quelques espèces particulières de locations de choses*

§ I. — *Des baux à ferme*

Art. 805. — Les baux des biens ruraux sont soumis aux règles générales ci-dessus et sauf les dispositions suivantes :

Art. 806. — Les baux de biens ruraux peuvent être faits pour 40 ans ; s'ils sont faits pour un terme supérieur chacune des parties pourra résoudre le contrat à l'expiration des 40 années. — Le bail des biens ruraux

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

commence le 13 septembre adjemy (1), si les parties n'ont établi une autre date.

Art. 807. — Le bail doit indiquer le genre de cultures ou de produits qui sont l'objet de l'exploitation. A défaut, le preneur est censé autorisé à y faire toutes cultures pouvant être faites dans les terres de même espèce, d'après ce qui est dit à l'article 809.

Art. 808. — Si le bail comprend des ustensiles, du bétail ou des provisions, telles que du foin, de la paille, des engrais, chacune des parties est tenue d'en délivrer à l'autre un inventaire exact signé par elle, et de se prêter à une évaluation commune. — Les articles 9 et 10 du décret du 13 avril 1874 (2), sont abrogés sur ce point.

Art. 809. — Le preneur doit jouir de l'héritage loué dans les conditions déterminées par le contrat. Il ne peut en jouir d'une manière nuisible au propriétaire ; il ne peut introduire dans l'exploitation des changements qui pourraient avoir une influence nuisible même après la fin du bail, s'il n'y est expressément autorisé.

Art. 810. — Le preneur n'a pas droit au croît des animaux ni aux accessions qui surviennent à la chose pendant la durée du contrat.

Art. 811. — Le preneur n'a pas droit au produit de la chasse ou de la pêche, à moins que le fonds ne soit spécialement destiné à cet usage ; il a, toutefois, le droit d'empêcher toute personne, même le bailleur, de pénétrer dans les lieux loués afin d'y chasser ou d'y pêcher.

Art. 812. — Tous les travaux nécessaires à la jouissance de la chose tels qu'ouverture et entretien des fossés d'écoulement, curage des canaux, entretien des chemins, sentiers et haies, réparations locatives (3) des bâtiments ruraux et des silos, ne sont à la charge du preneur, que s'il en a été chargé par le contrat ou par la coutume du lieu : dans ce cas il doit les accomplir à ses frais et sans indemnité, et répond envers le bailleur des dommages résultant de l'inexécution de ces obligations. — Les travaux de construction ou de grosse réparation des bâtiments ou autres dépendances de la ferme sont à la charge du bailleur ; il en est de même de la réparation des puits, canaux, conduites et réservoirs. En cas de demeure du bailleur, on appliquera l'art. 742.

Art. 813. — Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance supérieure ou inférieure à celle qu'ils ont réellement, il y aura lieu soit à supplément ou à diminution de prix, soit à résolution du contrat, dans les cas et d'après les règles établis au titre de la vente. Cette action se prescrit dans un an à partir du contrat, à moins que l'entrée en jouissance n'ait été fixée (4) à une date postérieure ; dans ce cas, le délai de prescription partira de cette dernière date.

Art. 814. — Lorsque le preneur est empêché de labourer ou d'ensemencer sa terre par cas fortuit ou cause majeure, il a droit, soit à la remise du prix du bail, soit à la répétition de ce qu'il a payé d'avance ;

---

(1) Ne faut-il pas lire : *à midi* ?

(2) P. Zeys, *C. annoté de la Tunisie*, p. 7.

(3) Le texte porte : réparation locatives.

(4) Le texte porte : lixé.

pourvu : — 1° que le cas fortuit ou la force majeure n'ait pas été occasionné par sa faute ; — 2° qu'il ne soit pas relatif à sa personne.

Art. 815. — Le preneur a droit à la remise ou à la répétition du prix si, après avoir ensemencé, il perd complètement sa récolte pour une cause fortuite ou de force majeure non imputable à sa faute. — Si la perte est partielle, il n'y aura lieu à réduction ou à répétition proportionnelle du prix que si la perte est supérieure à la moitié. — Il n'y aura lieu ni à remise, ni à réduction, si le fermier a été indemnisé du dommage subi, soit par l'auteur de ce dommage, soit par une assurance.

Art 816. — Il n'y a lieu ni à remise, ni à réduction : — 1° si la perte arrive après que la récolte a été séparée de terre ; — 2° lorsque la cause du dommage existait et était connue du preneur au moment du contrat et était de telle nature qu'on pût (1) espérer la faire cesser.

Art. 817. — Est nulle toute clause qui chargerait le preneur des cas fortuits ou qui l'obligerait à payer le prix du bail, bien qu'il n'ait pas eu la jouissance pour l'une des causes énumérées aux articles 814 et 815.

Art. 818. — Il y a lieu à résolution, en faveur du bailleur d'un bien rural : — 1° si le preneur ne le garnit pas des instruments et bestiaux nécessaires à son exploitation ; — 2° s'il en abandonne la culture, ou ne cultive pas en bon père de famille ; — 3° s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle est destinée, d'après sa nature ou d'après le contrat, et généralement s'il n'exécute pas les clauses du bail, de manière qu'il en résulte un dommage pour le bailleur. — Le tout, sauf le droit du bailleur aux dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Art. 819. — Le bail des héritages ruraux cesse *de plein droit* à l'expiration du temps pour lequel il a été fait. — Si aucun terme n'a été convenu, le bail d'un fonds rural est censé fait pour le temps qui est nécessaire, afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé. — Le congé doit être donné au moins six mois avant l'expiration de l'année en cours. — Le bail des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, expire à la fin de la dernière sole. — Lorsqu'il s'agit d'une terre irriguée, l'année agricole est de douze mois ; i sà l'expiration de l'année, il se trouve encore des plantes vertes, le bailleur sera tenu de permettre au preneur qui a ensemencé en temps utile pour récolter, dans des conditions normales, à l'expiration du bail d'occuper les lieux jusqu'à ce qu'il puisse cueillir les produits : il aura droit, d'autre part, à un loyer correspondant à cette nouvelle période.

Art. 820. — Si, à l'expiration du terme convenu, le preneur reste et est laissé en possession, le contrat est censé renouvelé pour la même période, s'il est fait pour un temps déterminé ; dans le cas contraire, il est censé renouvelé pour l'année agricole, c'est-à-dire jusqu'à l'enlèvement de la prochaine récolte.

Art. 821. — Le preneur d'un héritage rural, dont la récolte n'a pas levé à l'expiration de son bail, a le droit de rester sur les lieux en payant au bailleur un loyer égal à celui établi dans le contrat, s'il a eu soin de constater, à la fin de son bail, l'état de la récolte. Le tout sauf le cas de dol ou de faute à lui imputable.

---

(1) Le texte porte : qui on pût.

Art. 822. — Si, à la fin du bail, ayant pour objet une terre irrigable il se trouve encore des récoltes sur pied ou des légumes verts, le bailleur peut, à son choix si le preneur n'a pas ensemencé en temps utile et de façon à pouvoir récolter, dans des conditions normales à l'expiration du bail, renouveler le bail pour le même prix, ou le résoudre en payant au preneur la valeur estimée de la semence et de la main-d'œuvre, avec la réduction d'un quart.

Art. 823. — Le fermier sortant ne doit rien faire qui diminue ou retarde la jouissance de son successeur. Il ne peut pas entreprendre de nouveaux labours deux mois avant l'expiration de son bail. Il doit permettre au fermier entrant de faire les travaux préparatoires en temps utile, s'il a lui-même fait sa récolte. Le tout sauf l'usage des lieux.

Art. 824. — Le preneur sortant doit laisser à celui qui lui succède quelque temps avant son entrée en jouissance les logements convenables et les autres facilités nécessaires pour les travaux de l'année suivante ; réciproquement, le fermier entrant doit laisser à celui qui sort les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages et pour les récoltes restant à faire. — Dans l'un et l'autre cas, on suivra l'usage des lieux.

Art. 825. — Le fermier sortant doit laisser les foins, pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance, en quantité égale à celle qu'il a reçue. Il ne pourra se décharger de cette obligation en alléguant le cas fortuit. Lors même qu'il ne les aurait pas reçus, le bailleur pourra en retenir une quantité suffisante, sur estimation au cours du jour. On suivra également en cette matière l'usage des lieux.

Art. 826. — Le fermier doit restituer à la fin du bail les choses à lui délivrées sur inventaire, et il en répond, sauf les cas de force majeure non imputables à sa faute, et les détériorations provenant de l'usage ordinaire et normal de ces choses. — Si, au cours du bail, il a remplacé ou fait réparer ce qui est venu à manquer ou à se détériorer, il aura droit à se faire rembourser sa dépense, s'il n'y a faute à lui imputable.

Art. 827. — Si le fermier a complété de ses deniers l'outillage destiné à l'exploitation par d'autres objets non compris dans l'inventaire, le propriétaire aura le choix, à la fin du bail, de lui en rembourser la valeur à dire d'experts, ou de les restituer au fermier en l'état où ils se trouvent.

CHAPITRE II

Du louage d'ouvrage et du louage de services (idjara).

Dispositions générales

Art. 828. — Le louage de services ou de travail, est un contrat par lequel l'une des parties s'engage, moyennant un prix que l'autre partie s'oblige à lui payer, à fournir à cette dernière ses services personnels pour un certain temps ou à accomplir un fait déterminé. — Le louage d'ouvrage est celui par lequel une personne s'engage à exécuter un ouvrage déterminé, moyennant un prix que l'autre partie s'engage à lui payer. — Le contrat est dans les deux cas parfait par le consentement des parties.

Art. 829. — La loi considère comme louage d'industrie les services que les personnes exerçant une profession ou un art libéral rendent à leurs clients, ainsi que ceux des professeurs et maîtres de sciences, arts et métiers.

Art. 830. — Le louage d'ouvrages et celui de services ne sont valables que si les parties contractantes ont la capacité de s'obliger ; l'interdit et le mineur doivent être assistés par les personnes sous l'autorité desquelles ils sont placés.

Art. 831. — La femme mariée ne peut engager ses services comme nourrice ou autrement qu'avec l'autorisation de son mari. Ce dernier a le droit de résoudre l'engagement qui aurait été conclu sans son aveu.

Art. 832. — On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour un travail ou un ouvrage déterminé par le contrat ou par l'usage à peine de nullité absolue du contrat.

Art. 833. — Est nulle toute convention qui engagerait les services d'une personne sa vie durant ou pour un temps tellement étendu qu'elle lierait l'obligé jusqu'à sa mort.

Art. 834. — Est nulle toute convention qui aurait pour objet : — *a*) l'enseignement ou l'accomplissement de pratiques occultes, ou de faits contraires à la loi, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ; — *b*) des faits impossibles physiquement ; — *c*) des faits que tout musulman est tenu d'accomplir personnellement, tels que la prière, le jeûne.

Art. 835. — Le prix doit être déterminé ou être susceptible de détermination. On peut promettre comme prix de louage une part déterminée des grains ou des produits, ou bien une remise proportionnelle sur les opérations faites par le locateur d'ouvrage.

Art. 836. — Néanmoins, les avocats, oukils, et toutes autres personnes s'occupant d'affaires contentieuses ne peuvent ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées, établir avec leurs clients aucune convention sur les procès, droits et actions litigieuses, ni sur les choses comprises dans les affaires dont ils sont chargés en cette qualité, et ce, à peine de nullité de droit et des dommages (1), si le cas y échet.

Art. 837. — La convention d'un prix ou salaire est toujours sous-entendue : — 1° lorsqu'il s'agit de services ou d'ouvrages qu'il n'est point d'usage d'accomplir gratuitement ; — 2° lorsque celui qui les accomplit en fait sa profession ou son état ; — 3° lorsqu'il s'agit d'une affaire commerciale ou d'un fait accompli par un commerçant dans l'exercice de son commerce.

Art. 838. — A défaut de convention, le tribunal (2) déterminera le prix des services ou de l'ouvrage d'après l'usage et au dire d'experts ; s'il existe un tarif ou taxe déterminée, les parties sont censées s'en être remises au tarif ou à la taxe.

Art. 839. — Le commettant ou maître est tenu de payer le prix selon ce qui est dit au contrat ou établi par l'usage du lieu ; à défaut de convention ou d'usage, le prix n'est dû qu'après l'accomplissement des services ou de l'ouvrage qui font l'objet du contrat. Lorsqu'il s'agit de

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

(2) Le texte porte : Tribunal.

travailleurs engagés à temps, le salaire est dû jour par jour, sauf convention ou usage contraire.

Art. 840. — Celui qui s'est engagé à exécuter un ouvrage, ou à accomplir certains services, a droit à la totalité du salaire qui lui a été promis, s'il n'a pu prêter ses services ou accomplir l'ouvrage promis pour une cause dépendant de la personne du commettant, lorsqu'il s'est toujours tenu à la disposition de ce dernier, et n'a pas loué ailleurs ses services. — Cependant, le tribunal (1) pourra réduire le salaire stipulé d'après les circonstances.

Art. 841. — Le locateur de services ou d'ouvrage ne peut en confier l'exécution à une autre personne, lorsqu'il résulte de la nature des services ou de l'ouvrage, ou de la convention des parties, que le commettant avait intérêt à ce qu'il accomplît personnellement son obligation.

Art. 842. — Si le locateur de services ou d'ouvrage a loué en même temps ses services à deux personnes différentes, le premier en date aura droit à être servi le premier.

Art. 843. — Le locateur d'ouvrage ou de services répond non seulement de son fait, mais de sa négligence, de son imprudence et de son impéritie. — Toute convention contraire est sans effet.

Art. 844. — Il répond également des conséquences provenant de l'inexécution des instructions qu'il a reçues, lorsqu'elles étaient formelles, et qu'il n'avait aucun motif grave de s'en écarter ; lorsque ces motifs existent, il doit en avertir le commettant et attendre ses instructions, s'il n'y a péril en la demeure.

Art. 845. — Le locateur d'ouvrage répond du fait et de la faute des personnes qu'il se substitue, qu'il emploie ou dont il se fait assister, comme de son propre fait ou de sa faute. — Cependant, lorsqu'il est obligé de se faire assister à raison de la nature des services, ou de l'ouvrage, qui font l'objet du contrat, il n'est tenu d'aucune responsabilité s'il prouve : — 1° qu'il a employé toute la diligence nécessaire dans le choix et dans la surveillance de ces personnes ; — 2° qu'il a fait de son côté tout ce qui était nécessaire afin de prévenir le dommage ou d'en conjurer les suites.

Art. 846. — Le locateur de services et le locateur d'ouvrage qui ne fournit que son travail sont tenus de veiller à la conservation des choses qui leur ont été remises pour l'accomplissement de services ou de l'ouvrage dont ils sont chargés ; ils doivent les restituer après l'accomplissement de leur travail, et ils répondent de la perte ou de la détérioration imputable à leur faute. — Cependant, lorsque les choses qu'ils ont reçues n'étaient pas nécessaires à l'accomplissement de leur travail, ils n'en répondent que comme simples dépositaires.

Art. 847. — Ils ne répondent pas de la détérioration et de la perte provenant d'un cas fortuit ou de force majeure, qui n'a pas été occasionné par leur fait ou par leur faute et sauf le cas où ils seraient en demeure de restituer les choses qui leur ont été confiées. — La perte de la chose en conséquence des vices ou de l'extrême fragilité de la matière est comparée au cas fortuit, s'il n'y a faute de l'ouvrier. — La preuve de la force majeure est à la charge du locateur d'ouvrage.

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

Art. 848. — Le vol et la soustraction (1) frauduleuse des choses qu'il doit restituer au maître ou commettant n'est pas considéré comme un cas de force majeure déchargeant la responsabilité du locateur d'ouvrage ou de services, s'il ne prouve qu'il a déployé toute diligence pour se prémunir contre ce risque.

Art. 849. — Les hôteliers, aubergistes, logeurs en garni, propriétaires d'établissement de bains, cafés, restaurants, spectacles publics, répondent de la perte, de la détérioration et du vol des choses et effets apportés dans leurs établissements par les voyageurs et personnes qui les fréquentent, qu'ils soient arrivés par le fait de leurs serviteurs et préposés, ou par le fait des autres personnes qui fréquentent leur établissement. — Est nulle toute déclaration ayant pour objet de limiter ou d'écarter la responsabilité des personnes ci-dessus dénommées, telle qu'elle est établie par la loi.

Art. 850. — Les personnes énumérées en l'article précédent ne sont pas responsables, si elles prouvent que la perte ou la détérioration a eu pour cause : — 1° le fait ou la négligence grave du propriétaire des effets, de ses serviteurs ou des personnes qui sont avec lui ; — 2° la nature ou le vice des choses perdues ou détériorées ; — 3° une force majeure ou un cas fortuit non imputable à leur faute ou à celle de leurs agents, préposés et serviteurs. La preuve de ces faits est à leur charge. Elles ne répondent pas des documents, des valeurs, titres et objets précieux qui n'ont pas été remis entre leurs mains ou celles de leurs préposés (2).

Art. 851. — Le louage d'ouvrage et celui de services prennent fin : — 1° par l'expiration du terme établi, ou l'accomplissement de l'ouvrage ou du fait qui faisait l'objet du contrat ; — 2° par la résolution prononcée par le juge, dans les cas déterminés par la loi ; — 3° par l'impossibilité d'exécution résultant, soit d'un cas fortuit ou de force majeure survenu avant ou pendant l'accomplissement du contrat, soit du décès du locateur d'ouvrages ou de services, sauf, dans ce dernier cas, les exceptions exprimées par la loi ; ils ne sont pas résolus par la mort du maître ou du commettant.

Art. 852. — La faillite du maître ou commettant ou celle du locateur d'ouvrage ou de services, n'est pas une cause de résolution du contrat, et la masse des créanciers est subrogée aux droits et obligations qui en résultent. Cette règle n'a pas lieu lorsque les qualités personnelles du locateur d'ouvrage ou de services ont été l'une des causes déterminantes du contrat.

SECTION PREMIÈRE. — *De louage de service ou de travail*

Art. 853. — Le louage de services est régi par les dispositions générales (3) des articles 828 et suivants, et par les dispositions ci-après.

Art. 854. — Lorsque le locateur de services vit dans la maison du

---

(1) Le texte porte : soustration.

(2) Cette phrase ne porte, au texte, aucune ponctuation.

(3) Le texte porte ; les dispositions générale.

maître, celui-ci doit fournir à ses frais, et pendant vingt jours, les soins nécessaires et l'assistance médicale en cas de maladie ou d'accident survenus au locateur de services, s'ils n'ont pour cause la faute de ce dernier. — Le maître est autorisé à faire donner ces soins hors de sa maison, dans un établissement public à ce destiné, et à imputer le montant de ses déboursés sur les gages ou salaires dus au locateur de services.

Art. 855. — Le maître est affranchi de l'obligation établie en l'article précédent, lorsque le locateur de services peut se faire donner les soins nécessaires et l'assistance médicale par les associations de secours mutuels dont il fait partie, les compagnies d'assurance auprès desquelles il est assuré, ou par l'assistance publique.

Art. 856. — Le patron ou maître et généralement tout employeur est tenu : — 1° de veiller à ce que les chambres, ateliers et généralement tous locaux qu'il fournit à ses ouvriers, gens de service et employés, présentent toutes les conditions de salubrité et de sécurité nécessaires ; il doit les entretenir au même état pendant la durée du contrat ; — 2° de veiller à ce que les appareils, machines, instruments et généralement tous autres objets qu'il fournit, et au moyen desquels doit s'accomplir le travail, soient en état de garantir contre tout danger la vie ou la santé de ceux qu'il emploie, dans la mesure où le comporte la nature des services à prêter par eux. Il est tenu de les entretenir au même état pendant la durée du contrat ; — 3° de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires afin de garantir la vie et la santé de ses ouvriers, gens de service et employés, dans l'accomplissement des travaux qu'ils exécutent sous sa direction ou pour son compte. — Le maître répond de toute contravention aux dispositions du présent article, d'après les dispositions établies pour les délits et quasi-délits.

Art. 857. — Il répond également des accidents ou sinistres dont l'ouvrier travaillant avec lui est victime en exécutant le travail qui lui a été confié, lorsque l'accident ou le sinistre a pour cause la violation ou l'inobservation par l'employeur des règlements spéciaux relatifs à l'exercice de son industrie ou de son art.

Art. 858. — Sont sans effet toutes clauses et conventions ayant pour objet de restreindre ou d'écarter la responsabilité établie par les articles 856 et 857 à la charge des maîtres ou employeurs.

Art. 859. — L'indemnité pourra être réduite lorsqu'il est établi que l'accident dont l'ouvrier a été victime a été causé par son imprudence ou par sa faute. La responsabilité du maître cesse complètement, et aucune indemnité ne sera allouée, lorsque l'accident a eu pour cause l'ivresse ou la faute lourde de l'ouvrier.

Art. 860. — Le louage de services prend fin avec l'expiration du délai fixé par les parties — Lorsqu'à l'expiration du terme établi, le locateur de services continue à rendre ses services sans opposition de l'autre partie, le contrat est censé renouvelé pour la même période, s'il a été fait pour une année ou un terme plus court. Le contrat est censé renouvelé pour une année, s'il est fait pour un terme plus long. Lorsque le contrat est fait au mois, il n'est censé renouvelé que pour un mois. La continuation des services malgré un congé formel n'emporte pas tacite reconduction.

Art. 861. — Lorsque le terme du contrat n'est pas déterminé, soit par les parties, soit par la nature du travail à accomplir, le contrat est annulable et chacune des parties peut s'en départir en donnant congé dans les délais établis par l'usage du lieu ou par la convention ; le salaire est dû en proportion du service et d'après ce qui est dû pour les travaux semblables.

Art. 862. — Dans les engagements d'ouvriers ou de gens de service, commis de magasin ou de boutique, garçons d'établissements publics, les premiers quinze jours sont considérés comme un temps d'essai, pendant lequel chacune des parties peut annuler le contrat à son gré et sans indemnité, sauf le salaire dû à l'employé d'après son travail et en donnant congé deux jours d'avance. — Le tout, sauf les usages du lieu et les conventions contraires des parties.

Art. 863. — Dans le louage de services, la clause résolutoire est de droit en faveur de chacune des parties, lorsque l'autre contractant n'accomplit pas ses engagements, ou pour d'autres motifs graves dont l'appréciation est réservée aux juges.

Art. 864. — Le maître a le droit de résoudre le contrat pour cause de maladie ou autre accident de force majeure survenu à son serviteur ou employé, en payant ce qui est dû à ce dernier proportionnellement à la durée de son service.

Art. 865. — Lorsque l'une des parties n'accomplit pas ses engagements ou lorsqu'elle les résout brusquement, à contre-temps, sans motifs plausibles, elle peut être tenue des dommages-intérêts envers l'autre contractant ; ainsi lorsque l'ouvrier s'absente avant d'avoir terminé son travail et qu'il vient ensuite, après l'expiration de son temps, réclamer le salaire correspondant à l'époque pendant laquelle il a travaillé, l'employeur pourra opposer à cette demande les dommages résultant de l'interruption du travail et ne devra à l'ouvrier que la différence, s'il y en a une. De même lorsque la violation du contrat a eu lieu de la part de l'employeur, il devra les dommages (1)à l'ouvrier. — L'existence du dommage et l'étendue du préjudice causé seront déterminés par le juge d'après la nature de l'ouvrage ou des services, les circonstances du fait et l'usage des lieux.

Section II. — *Du louage d'ouvrage*

Art. 866. — Le louage d'ouvrage est régi par les dispositions générales des articles 828 à 834 inclus et par les dispositions ci-après.

Art. 867. — L'entreprise de construction et tous autres contrats dans lesquels l'ouvrier ou artisan fournit la matière sont considérés comme louage d'ouvrage.

Art. 868. — Le locateur d'ouvrage doit fournir les instruments et ustensiles nécessaires, s'il n'y a coutume ou convention contraire.

Art. 869. — Le commettant ou son héritier peut résoudre le contrat, quand bon lui semble, quoique le travail soit déjà commencé, en payant au locateur d'ouvrage la valeur des matériaux préparés pour ce travail, et tout ce qu'il aurait pu gagner s'il l'avait achevé. — Le tribunal (2)

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

(2) Le texte porte : Tribunal.

pourra réduire le montant de cette indemnité d'après les circonstances du fait.

Art. 870. — La clause résolutoire est de droit en faveur du commettant ; après sommation faite au locateur : — *a*) lorsque le locateur d'ouvrage diffère plus que de raison et sans motif valable à entamer l'exécution de l'ouvrage ; — *b*) lorsqu'il est en demeure de le livrer. — Le tout, s'il n'y a faute imputable au commettant.

Art. 871. — S'il est nécessaire, pour l'exécution de l'ouvrage, que le commettant accomplisse quelque chose de son côté, le locateur d'ouvrage aura le droit de l'inviter formellement à l'accomplir. Après un délai raisonnable, et si le commettant n'a pas fait ce qu'il doit, le locateur d'ouvrage a le choix soit de maintenir le contrat, soit d'en poursuivre la résolution, avec les dommages-intérêts dans les deux cas, s'il y a lieu.

Art. 872. — Lorsque, pendant l'exécution de l'ouvrage, il se produit, dans les matières fournies par le maître, dans le sol destiné à la construction, ou autrement, des vices ou défaut de nature à compromettre le bon accomplissement de l'ouvrage, le locateur d'ouvrage est tenu d'en donner avis immédiatement au commettant. Il répond, en cas d'omission, de tout le préjudice résultant de ces vices et défauts, à moins qu'ils fussent (1) de telle nature qu'un ouvrier te que lui ne pût (2) les connaître.

Art. 873. — Lorsque l'entrepreneur fournit la matière, il est garant des qualités des matières qu'il emploie. — Lorsque la matière est fournie par le maître ou commettant, le locateur d'ouvrage doit l'employer selon les règles de l'art et sans négligence, rendre compte au commettant de l'emploi qu'il en a fait, et lui restituer celle qui reste.

Art. 874. — Le locateur d'ouvrage est tenu de garantir les vices et défauts de son ouvrage ; les art. 647, 651, 652 et 655 s'appliquent à cette garantie.

Art. 875. — Dans le cas prévu à l'article ci-dessus, le commettant peut refuser de recevoir l'ouvrage, ou le restituer s'il a été livré dans la semaine qui suit la livraison, en fixant à l'ouvrier un délai raisonnable afin de corriger, s'il est possible, le vice ou le défaut de qualités. Passé ce délai, et faute par le locateur d'ouvrage de remplir son obligation, le commettant peut à son choix : — 1° faire corriger lui-même l'ouvrage au frais du locateur, si la correction en est encore possible ; — 2° demander une diminution du prix ; — 3° ou enfin poursuivre la résolution du contrat et laisser la chose pour le compte de lui qui l'a faite. — Le tout, sans préjudice des dommages (3), s'il y a lieu.— Lorsque le commettant a fourni des matières premières pour l'exécution du travail, il a le droit d'en répéter la valeur. Les règles des art. 659, 660, 661 s'appliquent aux cas prévus aux numéros 2 et 3 ci-dessus.

Art. 876. — L'architecte ou ingénieur, et l'entrepreneur chargés directement par le maître sont responsables lorsque, dans les cinq années à partir de l'achèvement de l'édifice ou autre ouvrage dont ils ont dirigé

---

(1) Lire : *soient.*

(2) Lire : *puisse.*

(3) Lire sans doute : *dommages-intérêts*,

ou exécuté les travaux, l'ouvrage s'écroule, en tout ou en partie, ou présente un danger évident de s'écrouler, par défaut des matériaux, par le vice de la construction ou par le vice du sol. — L'architecte qui n'a pas dirigé les travaux ne répond que des défauts de son plan. — Le délai de cinq ans commence à courir du jour de la réception des travaux. L'action doit être intentée dans les trente jours à partir du jour où s'est vérifié le fait qui donne lieu à la garantie ; elle n'est pas recevable après ce délai.

Art. 877. — La garantie dont il est parlé aux art. 873, 874, 875 n'a pas lieu, lorsque les défauts de l'ouvrage sont causés par les instructions formelles du commettant, et malgré l'avis contraire de l'entrepreneur ou locateur d'ouvrage.

Art. 878. — Lorsque le commettant reçoit un ouvrage défectueux ou manquant des qualités requises, et dont il connaît les défauts, et qu'il ne le restitue pas ou ne réserve pas ses droits ainsi qu'il est dit à l'article 875, il y aura lieu d'appliquer l'article 652 relatif aux défauts des choses mobilières vendues et livrées à l'acheteur. On appliquera les dispositions de l'article 672 en ce qui concerne le délai dans lequel il peut exercer son recours, s'il n'est pas établi qu'il n'avait pas connaissance des défauts de la chose.

Art. 879. — Est nulle toute clause ayant pour objet de limiter ou d'écarter la garantie du locateur d'ouvrage pour les défauts de son œuvre, surtout lorsqu'il a sciemment dissimulé ces défauts, ou lorsqu'ils proviennent de sa négligence grave.

Art. 880. — Dans tous les cas où l'ouvrier fournit la matière, si l'ouvrage vient à périr, en tout ou en partie, par cas fortuit ou force majeure, avant sa réception, et sans que le maître soit en demeure de le recevoir, le locateur d'ouvrage ne répond pas de la perte, mais il ne peut répéter le prix.

Art. 881. — Le commettant est tenu de recevoir l'œuvre lorsqu'elle est conforme au contrat, et de la transporter à ses frais si elle est susceptible d'être transportée. — Lorsque le commettant est en demeure de recevoir la chose et lorsqu'il n'y a pas faute de l'ouvrier la perte ou la détérioration de la chose est à ses risques, à partir de la demeure dûment constatée par une sommation à lui faite.

Art. 882. — Le paiement du prix n'est dû qu'après l'accomplissement de l'ouvrage ou du fait qui est l'objet du contrat. Lorsque le paiement du prix est calculé par fraction de temps ou d'ouvrage, le paiement est dû après l'accomplissement de chaque unité de temps ou d'ouvrage.

Art. 883. — Lorsque l'ouvrage a dû être interrompu pour une cause indépendante de la volonté des parties, le locateur d'ouvrage n'a droit à être payé qu'à proportion du travail qu'il a accompli.

Art. 884. — Celui qui a entrepris un travail à prix fait, d'après un plan ou devis fait ou accepté par lui, ne peut demander aucune augmentation de prix, à moins que les dépenses n'aient été augmentées par le fait du maître, et qu'il ait expressément autorisé ce surplus de dépenses. — Le tout sauf les stipulations des parties.

Art. 885. — Le paiement est dû au lieu où l'ouvrage doit être livré.

Art. 886. — Le locateur d'ouvrage a le droit de retenir la chose qui lui a été commandée ou les autres choses du commettant qui se trouvent en son pouvoir, jusqu'au paiement de ses avances et main-d'œuvre, à moins

que, d'après le contrat, le paiement ne dût (1) se faire à terme. Dans ce cas l'ouvrier répond de la chose qu'il retient d'après les règles établies pour le créancier gagiste (art. 602). Cependant si la chose périt sans la faute de l'ouvrier, il n'aura pas droit au paiement de son salaire, car le salaire n'est dû que contre la livraison de l'ouvrage.

Art. 887. — Les ouvriers et artisans, employés à la construction d'un édifice, ou autre ouvrage fait à l'entreprise, ont une action directe contre celui pour lequel l'ouvrage a été fait, à concurrence de la somme dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment de la saisie valablement faite par l'un d'eux, et après cette saisie. — Ils ont un privilège au prorata entre eux, sur ces sommes, qui peuvent leur être payées directement par le maître, sur ordonnance. Les sous-traitants employés par un entrepreneur, et les fournisseurs de matières premières, n'ont aucune action directe contre le commettant. Ils ne peuvent exercer que les actions de leur débiteur.

SECTION III. — *De quelques espèces particulières de louage d'ouvrage*

Du contrat de transport

Dispositions générales

Art. 888. — Le voiturier est celui qui, de son état, se charge d'accomplir le transport de choses ou des personnes par terre ou par eau, moyennant un salaire ou un prix de transport.

Art. 889. — Le contrat de transport est régi par les règles générales du louage d'ouvrage et les dispositions ci-après.

Art. 890. — Les règles du contrat de transport s'appliquent au cas où un commerçant, qui n'est pas un entrepreneur habituel de transport, se charge accidentellement de transporter des choses ou des personnes.

A. — *Du transport de choses*

Art. 891. — L'expéditeur doit remettre une lettre de voiture au voiturier, si ce dernier le demande ; mais le contrat est parfait entre les parties par leur consentement et par la remise de la chose au voiturier, même à défaut de la lettre de voiture.

Art. 892. — La lettre de voiture doit être datée et signée par l'expéditeur ; elle doit exprimer : — 1° l'adresse du destinataire et le lieu de destination avec la mention « à l'ordre » ou « au porteur », s'il y a lieu ; — 2° la nature, le poids, la contenance ou le nombre des objets à transporter, et, s'ils sont en colis, la qualité de l'emballage, les numéros et marques qui y sont apposés ; — 3° le nom et l'adresse de l'expéditeur et du voiturier ; — 4° le port ou prix de transport, ou s'il a été déjà acquitté, la mention de ce paiement et les sommes dues au voiturier pour les expéditions grevées de frais anticipés ; — 5° le délai dans lequel doit être exécuté le transport ; — 6° les autres conventions établies entre les parties — Les dommages dérivant de l'omission ou de l'inexactitude d'une de ces indications sont à la charge de l'expéditeur ; lorsque

---

(1) Lire : *doive*.

les objets à transporter sont des matières présentant de graves dangers telles que la poudre ou les explosifs, l'expéditeur qui omet d'en signaler la nature répond des dommages-intérêts, d'après les dispositions établies pour les délits et quasi-délits.

Art. 893. — Le voiturier doit restituer à l'expéditeur un double de la lettre de voiture, signé par lui. Si la lettre est à l'ordre ou au porteur, l'endossement ou la tradition du double souscrit par le voiturier transmet la possession des choses transportées. La forme et les effets de l'endossement seront régis par les règles établies par la loi sur lettres de change. — Les conventions non indiquées dans la lettre de voiture ne sont pas opposables au destinataire et au porteur de la lettre de voiture à l'ordre, ou au porteur, souscrite par le voiturier.

Art. 894. — Le voiturier a le droit de constater sur la lettre de voiture, ou par document séparé, l'état des choses à transporter, au moment où (1) il les reçoit. S'il les accepte sans réserve, elles sont présumées ne présenter aucun défaut extérieur d'emballage. Quant aux défauts qu'on ne peut reconnaître extérieurement, le voiturier n'est point déchu du droit d'en faire la preuve, encore qu'il eût reçu les objets à transporter sans observation ni réserve.

Art. 895. — Le voiturier doit faire l'expédition des choses à transporter suivant l'ordre dans lequel il les a reçues, à moins que, par leur nature, ou leur destination, ou pour d'autres motifs, il ne soit nécessaire de suivre un ordre différent, ou que le voiturier n'en soit empêché par un cas fortuit ou de force majeure.

Art. 896. — Si le transport est empêché, ou excessivement retardé, par cas fortuit ou de force majeure, non imputable à l'une des parties, le voiturier doit en donner avis immédiat à l'expéditeur. Celui-ci peut, dans ce cas, résoudre le contrat, en restituant au voiturier le double de la lettre de voiture signé par ce dernier et en l'indemnisant d'après ce qui est établi en l'article 899.

Art. 897. — L'expéditeur a le droit d'arrêter le transport, et de se faire restituer les choses transportées, ou bien d'en prescrire la remise à un destinataire différent de celui indiqué dans la lettre de voiture, ou d'en disposer autrement, en indemnisant le voiturier d'après ce qui est établi aux articles 898 et 900 selon les cas. — Lorsque la lettre de voiture est au porteur ou à l'ordre, le voiturier n'est tenu d'exécuter que les ordres de celui qui lui représente la lettre de voiture par lui signée, et contre remise de cette dernière. — Le voiturier n'est plus tenu d'exécuter les ordres de l'expéditeur : — 1° dès que les choses sont arrivées ou auraient dû arriver au lieu de destination, et que le destinataire en a demandé la délivrance ; — 2° dès que le destinataire a reçu, soit la lettre de voiture, soit un avis du voiturier.

Art. 898. — Le voiturier a droit à un supplément proportionnel de prix et au remboursement du surplus de ses frais et avances, si la distance à parcourir ou le temps du trajet a été augmenté par les contre-ordres ou les instructions nouvelles de l'expéditeur ou du destinataire.

Art. 899. — Si le voyage est rompu par cas fortuit ou force majeure

---

(1) Le texte porte : ou.

non imputable à l'une ou l'autre des parties, le prix de transport n'est dû qu'en proportion de l'espace parcouru, sans préjudice du remboursement des frais et avances nécessaires faits par le voiturier. — S'il est rompu par les mêmes causes avant toute exécution, le voiturier n'a droit à aucun salaire.

Art. 900. — Si le voyage est rompu par la volonté de l'expéditeur, on appliquera les règles suivantes : — 1° si le transport est arrêté avant le départ, l'expéditeur doit payer la moitié du prix établi, les frais de chargement, de déchargement et les autres frais nécessaires faits par le voiturier ; — 2° si le transport est arrêté après le départ, l'expéditeur est tenu de payer le prix entier de transport, ainsi que les frais de chargement, de déchargement et autres avances nécessaires faites par le voiturier jusqu'au moment où (1) les marchandises sont retournées à l'expéditeur.

Art. 901. — Le transport doit être effectué dans le délai déterminé par les parties ou par l'usage du commerce, et à défaut, dans le délai qui, d'après les circonstances, doit être considéré comme raisonnable.

Art. 902. — Si l'arrivée est retardée au delà des délais établis en l'article précédent, le voiturier subit une retenue sur le prix du transport, proportionnée à la durée du retard. Il perd le prix entier si le retard a duré le double du temps établi pour l'accomplissement du transport, le tout, sauf de plus amples dommages (2), si le cas y échet. Toute stipulation de non garantie est sans effet. — Le voiturier ne répond pas du retard s'il prouve qu'il a été causé par le fait de l'expéditeur ou du destinataire, ou par un cas fortuit ou de force majeure non imputable à sa faute. — Le défaut ou l'insuffisance des moyens de transport ne suffirait pas pour justifier le retard.

Art. 903. — Le voiturier répond de la perte et des avaries des objets qui lui ont été confiés depuis le moment où ils lui ont été remis jusqu'à celui où il les délivre au destinataire ; toute clause tendant à le décharger de cette responsabilité n'a aucun effet. — Il est déchargé de toute responsabilité s'il prouve que la perte, ou les avaries, ont été causées : — 1° par cas fortuit ou force majeure non imputable à sa faute ; — 2° par le vice propre des choses elles-mêmes ou par leur nature ; — 3° par le fait ou les instructions de l'expéditeur ou du destinataire. — Il n'a droit, au prix du transport que dans le cas du n° 3 ci-dessus. — Lorsqu'une partie seulement des choses transportées a péri, il aura droit au paiement du prix pour ce qui reste.

Art. 904. — Le voiturier répond, non seulement de ce qu'il a déjà reçu dans son bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui lui a été remis sur le port, ou quai débarquement, dans l'entrepôt ou bureau à ce destiné, pour être placé dans son bâtiment ou voiture.

Art. 905. — Quant aux choses qui, par leur nature, subissent durant le transport une diminution ou déchet de volume ou de poids, le voiturier peut limiter sa responsabilité jusqu'à concurrence d'un tant pour cent déterminé d'avance, qui doit être établi pour chaque colis, si la chose est divisée par colis. — La limitation de responsabilité n'a aucun

---

(1) Le texte porte : ou.

(2) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

effet, si l'expéditeur ou le destinataire prouve que la diminution est survenue par une autre cause et non par suite de la nature de la chose ou qu'elle ne pouvait, à raison des circonstances, atteindre la limite établie.

Art. 906. — Dans le voyage de mer, le voiturier ne peut, sans l'assentiment de l'expéditeur, charger les marchandises sur un autre navire ou bâtiment ; il répond des risques en cas de contravention, s'il ne prouve que le dommage se serait également produit, alors même que les marchandises n'auraient pas été chargées sur un autre navire. — Ces dispositions ne s'appliquent pas au cas où un transbordement est nécessaire en cours de voyage.

Art. 907. — Le voiturier répond du fait et de la faute de tous les voituriers qu'il s'est substitués (1), et de toutes autres personnes dont il se fait aider ou auxquelles il confie l'accomplissement du transport, jusqu'au moment de la délivrance au destinataire des choses transportées. — Lorsqu'il accomplit en même temps le transport des personnes, il répond du fait des voyageurs qu'il prend à son bord ou dans sa voiture.

Art. 908. — Le dommage résultant de la perte est établi d'après la lettre de voiture, et à défaut, d'après le prix courant des choses de même espèce et qualité au lieu de départ. — Le dommage résultant de l'avarie est constitué par la différence entre la valeur de la chose en l'état où elle se trouve et sa valeur en l'état sain. — En cas de dol ou de faute lourde du voiturier, on appliquera, pour le calcul des dommages, les dispositions relatives aux délits et quasi-délits selon les cas.

Art. 909. — Le dommage résultant de la perte des bagages et effets des voyageurs qui ont été remis au voiturier sans déclaration de nature et de valeur, est établi selon les circonstances particulières de chaque espèce, en ayant égard notamment à la personne du demandeur. — Le voiturier ne répond pas, toutefois, des objets précieux, des objets d'art, du numéraire, des titres de créance ou autres valeurs, des papiers ou documents dont l'existence n'a pas été constatée par lui, lors de la remise ; il n'est tenu, en cas de perte ou de détérioration, que de la valeur déclarée et acceptée par lui. Le tout, sauf le cas de faute ou de dol du voiturier ou de ses agents, auquel cas on applique ce qui est dit à la fin de l'article précédent.

Art. 910. — Les voituriers successifs sont subrogés à toutes les obligations du contrat de transport, telles qu'elles résultent de la lettre de voiture, dès qu'ils ont reçu délivrance de la chose à transporter et de la lettre de voiture. Ils ont le droit de constater, sur la lettre de voiture ou autre document, l'état des choses qui leur sont remises ; à défaut de réserve, on appliquera les dispositions de l'article 894.

Art. 911. — Le voiturier doit notifier immédiatement au destinataire l'arrivée des choses transportées.

Art. 912. — Avant l'arrivée des choses transportées, le voiturier doit exécuter toutes les instructions qui lui seraient données par le destinataire et relatives à leur conservation. — Après l'arrivée des choses transportées, ou après le jour où elles auraient dû arriver à destination,

---

(1) Le texte porte : substitué.

le destinataire peut exercer tous les droits résultant du contrat de transport, soit en sa faveur, soit en faveur des tiers, y compris l'action en dommages (1). Il peut, à partir de ce moment, exiger la remise des choses transportées et de la lettre de voiture. — Le porteur d'une lettre de voiture à l'ordre ou au porteur est considéré comme destinataire.

Art. 913. — Le paiement du prix de transport n'est dû qu'au lieu où la chose devait être transportée et après l'arrivée de la chose. — Le destinataire est tenu, à la réception des choses transportées, de payer le prix de transport, de magasinage, les frais dont la chose est grevée et les avances ordinaires faites de ce chef par le voiturier, et remplir toutes autres obligations dont il pourrait être tenu à raison du contrat de transport.

Art. 914. — Le voiturier n'est pas tenu de délivrer les choses transportées, lorsque la personne qui se présente pour les recevoir ne remplit pas ses obligations. — En cas de contestation, et si le destinataire paie la somme qu'il croit due et consigne ou dépose autrement la différence, le voiturier doit lui délivrer les choses transportées. — Le voiturier n'est pas tenu de délivrer les choses transportées, si on ne lui remet le double de la lettre de voiture par lui signée, qu'elle soit nominative, à l'ordre ou au porteur.

Art. 915. — Le droit de rétention du voiturier a lieu pour toutes les créances résultant du contrat de transport. S'il y a plusieurs voituriers, le dernier exerce les droits des précédents. — Les sommes déposées ou consignées conformément à l'art. 914 remplacent la marchandise en ce qui concerne le droit de rétention du voiturier.

Art. 916. — Le dernier voiturier perd son recours contre l'expéditeur et les voituriers précédents, s'il délivre les choses transportées sans toucher les sommes à lui dues ou celles qui sont dues aux voituriers précédents, ou à l'expéditeur, ou s'il n'en exige le dépôt. — Il demeure responsable envers l'expéditeur et les voituriers précédents pour les sommes assignées et toutes autres à eux dues, sauf son action contre le destinataire.

Art. 917. — Au moment de la remise, le destinataire a le droit de vérifier contradictoirement avec le voiturier, ou de faire vérifier par experts ou officiers publics à ce commis, ou par l'autorité judiciaire du lieu, l'état ou la qualité des choses transportées, quand même elles ne présenteraient aucun signe extérieur d'avarie. Ce droit appartient également au voiturier. Les frais sont à la charge de la partie qui requiert la vérification ; le destinataire a cependant son recours contre le voiturier pour le remboursement de ces frais, s'il résulte une perte ou dommage imputable à ce dernier.

Art. 918. — Toute action en indemnité doit être exercée contre le premier ou le dernier voiturier. Elle peut être intentée contre le voiturier intermédiaire, s'il est justifié que le dommage est arrivé pendant le transport par lui exécuté. — Tout voiturier, assigné en responsabilité de faits dont il n'est pas tenu, a le choix de recourir contre le voiturier qui l'a immédiatement précédé, ou contre le voiturier intermédiaire, lorsque

---

(1) Lire sans doute: *dommages-intérêts.*

celui-ci doit répondre du dommage. — Si l'on ne pouvait déterminer celui qui doit répondre du dommage, il sera réparti entre les voituriers à raison de la part afférente à chacun d'eux dans le prix du transport, à moins que l'un d'eux ne prouve que le dommage ne s'est pas produit pendant le transport accomplit par lui.

Art. 919. — Si le voiturier ne trouve pas le destinataire, et en cas de refus, de contestation ou d'autre empêchement à la délivrance des choses transportées, le voiturier doit avertir immédiatement l'expéditeur et attendre ses instructions. Si cet avis ne peut être donné, si l'expéditeur tarde à répondre, ou s'il donne des ordres inexécutables, le voiturier peut déposer la chose en lieu sûr ou la consigner aux risques et périls de l'expéditeur. Lorsque les choses sont sujettes à dépérissement et s'il y a péril en la demeure, le voiturier doit faire vérifier l'état des choses par l'autorité judiciaire du lieu ; il peut même se faire autoriser à les vendre en présence de l'autorité judiciaire ou autres autorités à ce commises, et à se payer de ce qui lui est dû pour le transport et les frais. Le voiturier doit aviser l'expéditeur et le destinataire, dans les cas où cela serait possible, tant du fait du dépôt que de celui de la vente, dans le plus bref délai possible, à peine des dommages (1).

Art. 920. — Dans le cas de l'article précédent, le voiturier est tenu de veiller avec diligence aux intérêts du propriétaire des choses transportées ; il répond de tous dommages causés par sa faute.

Art. 921. — Le paiement du prix de transport et la réception sans réserve des objets transportés, lorsque le prix a été payé d'avance, éteignent toute action contre le voiturier. — Cependant, lorsque la perte partielle et l'avarie ne sont pas reconnaissables au moment de la réception, l'action contre le voiturier subsiste, même après la réception de la chose et le paiement du prix de transport, pourvu : — 1° que l'on prouve que la perte ou la détérioration est survenue dans le temps intermédiaire entre la délivrance au voiturier et la remise au destinataire ; — 2° et, en second lieu, que la demande de vérification par experts soit faite dès que le dommage a été découvert, et dans les sept jours après la réception. — Le voiturier ne peut se prévaloir des réserves énoncées en cet article, lorsque le dommage ou l'avarie dépendent de son dol ou de sa faute lourde.

B. — *Du transport de personnes* (2)

Art. 922. — Si le billet ou contrat de transport porte le nom du voyageur, celui-ci ne peut le transférer, ni le céder, s'il n'y a clause contraire.

Art. 923. — Le voyageur est tenu de se conformer à tous les règlements établis par le voiturier ou la compagnie qui fait le transport, et relatifs au service intérieur.

Art. 924. — Lorsque le voyage est rompu avant le départ, on appliquera les règles suivantes : — 1° si le voyageur ne se trouve pas en

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

(2) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

temps utile au lieu de départ, il aura droit de partir par la course ou le voyage suivant ; dans tous les cas, il devra le prix entier ; — 2° si le voyage est rompu par la volonté du voyageur, ce dernier devra le prix entier ; s'il est rompu par décès, maladie ou autre empêchement de force majeure, le contrat est résolu sans indemnité ; — 3° si le voyage est interrompu par le fait ou la faute du voiturier, le voyageur aura droit à la restitution du prix de passage et aux dommages (1) ; — 4° s'il est rompu par un cas fortuit ou de force majeure relatif au matériel de transport, ou à d'autres causes qui empêchent le voyage ou le rendent dangereux, sans qu'il y ait faute d'aucune des parties, le contrat sera résolu sans dommages d'aucune part, mais le voiturier sera tenu de restituer le prix du passage, s'il l'a reçu d'avance. — Le tout sauf convention contraire.

Art. 925. — Lorsque le voyage est rompu après le départ, on appliquera les règles suivantes, à défaut de convention : — 1° si le voyageur s'arrête volontairement dans un lieu intermédiaire, il devra le prix du transport par entier ; — 2° si le voiturier refuse de poursuivre le voyage, ou s'il oblige par sa faute le voyageur à s'arrêter dans un lieu intermédiaire, le voyageur ne sera pas tenu de payer le prix du transport ; il pourra le répéter, s'il a payé d'avance, sauf son recours pour les dommages ; — 3° si le voyage est rompu par un cas fortuit ou de force majeure relatif aux moyens de transport ou à la personne du voyageur, le prix est dû en proportion du chemin parcouru, sans dommages de part ni d'autre.

Art. 926. — Si le départ est retardé, le voyageur a droit aux dommages-intérêts. Il aura, en outre, le droit de résoudre le contrat et de répéter le prix de transport qu'il a payé : — 1° lorsque le retard dépasse deux jours dans les voyages par terre, sept jours dans les voyages par mer ; — 2° lorsqu'à cause du retard, le voyageur n'a plus intérêt à accomplir le voyage. — Il n'a pas droit aux dommages (1) si le retard dépend d'un cas fortuit ou de force majeure.

Art. 927. — Si pendant le voyage, le voiturier s'arrête dans des lieux qui ne sont pas portés sur son itinéraire, s'il prend une route différente de celle indiquée, ou retarde autrement et par son fait l'arrivée à destination, le voyageur a droit à la résiliation du contrat et aux dommages-intérêts. — Lorsque le voiturier transporte, outre les voyageurs, des marchandises et autres objets, il est autorisé à s'arrêter le temps qui est nécessaire dans les lieux où il doit décharger ces objets. — Le tout, sauf les conventions des parties.

Art. 928. — Si le retard du voyage dépend du fait du prince, de réparations nécessaires à la voiture, au bâtiment ou autre moyen de transport, ou d'un danger imprévu qui rendrait périlleuse la continuation du voyage, on appliquera les règles suivantes, à défaut de convention entre les parties : — 1° si le voyageur ne veut pas attendre la cessation de l'empêchement ou l'achèvement des réparations, il pourra résoudre le contrat en payant le prix de transport en proportion du chemin parcouru ; — 2° s'il préfère attendre le départ, il ne devra aucun supplément de prix, mais il sera tenu de se nourrir à ses frais pendant le

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

temps de l'arrêt lorsque la nourriture est comprise dans le prix de transport.

Art. 929. — Dans les voyages de mer, la nourriture du passager pendant le voyage est présumée comprise dans le prix. Dans le cas contraire, le capitaine doit la fournir au voyageur aux prix courants du commerce.

Art. 930. — Le voyageur ne doit aucun supplément de prix pour ses bagages et effets personnels, s'il n'y a convention contraire. Le voiturier répond de la perte ou de la détérioration des bagages du voyageur d'après les règles établies aux art. 903, 904 et 909. Il ne répond pas, toutefois, des bagages que le voyageur aurait conservés avec lui.

Art. 931. — Le voiturier a un droit de rétention sur les effets et bagages du voyageur pour le payement du prix du transport et des fournitures faites à ce dernier pendant le voyage.

Art. 932. — Le voiturier ne répond pas des accidents survenus aux voyageurs pendant le transport, s'il n'est prouvé que l'accident a été produit par son fait ou sa faute, ou par celui des personnes dont il doit répondre. Il répond même du cas fortuit et de la force majeure s'ils sont précédés d'une faute à lui imputable.

Art. 933. — Si le voyageur meurt pendant le voyage, le voiturier est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, dans l'intérêt des héritiers, pour la conservation de ses bagages et effets jusqu'au moment de leur remise à qui de droit. Si l'un des ayants droit est présent, il pourra intervenir à ces opérations afin de les contrôler, et il aura le droit d'exiger du voiturier une déclaration constatant que les bagages et effets se trouvent entre ses mains.

§ 2 (1). — *Des médiateurs ou courtiers*

Art. 934. — Les rapports du médiateur aves les parties sont régis par les principes généraux du louage d'ouvrage en tant qu'ils peuvent s'appliquer au contrat de médiation, et en outre par les dispositions suivantes.

Art. 935. — Toute personne ayant la capacité d'exercer le commerce peut exercer la profession de courtier ou médiateur.

Art. 936. — Le médiateur ou courtier peut exercer le courtage dans différentes branches de commerce ; il peut aussi faire le commerce pour son compte personnel. .

Art. 937. — Même lorsqu'il n'est employé que par l'une des parties, le médiateur est tenu, envers chacune d'elles, de présenter les affaires avec exactitude, précision et bonne foi, et de les renseigner sur toutes les circonstances relatives à l'affaire ; il répond envers chacune des parties de son dol et de sa faute.

Art. 938. — Le médiateur ne peut recevoir ni faire de paiements, ni exécuter les autres obligations des parties, ou en recevoir l'exécution, s'il n'y est autorisé par son commettant ou par l'usage du commerce.

Art. 939. — Il répond des effets, objets, valeurs et documents qui lui sont confiés, et qui concernent les affaires par lui traitées, s'il ne prouve

---

(1) C'est sans doute « C.— » qu'il faut mettre puisqu'il n'y a pas de § 1.

qu'ils se sont perdus ou détériorés par une cause fortuite ou de force majeure qui ne lui est pas imputable.

Art 940. — Lorsque la vente a eu lieu sur échantillon, le médiateur doit conserver l'échantillon de la marchandise vendue jusqu'à ce que la marchandise ait été définitivement acceptée ou l'opération liquidée. Il n'est pas tenu de cette obligation si les parties l'en dispensent.

Art. 941. — Les médiateurs peuvent prêter leurs services à plusieurs commettants à la fois, exploitant la même branche de commerce, ou des branches différentes, mais ils doivent informer le mandant de ce fait et de tous autres qui pourraient déterminer ce dernier à modifier sa commission.

Art. 942. — Le médiateur qui n'indique pas à l'une des parties le nom de l'autre contractant se rend responsable de l'inexécution du contrat, et, en l'exécutant, il est subrogé aux droits de la partie envers l'autre contractant.

Art. 943. — Le médiateur est garant de l'authenticité de la dernière signature des effets de commerce, et de toutes autres écritures qui passent par ses mains, et qui se rattachent aux affaires par lui traitees, lorsque cette signature est celle des parties qui ont traité par son entremise.

Art. 944. — Les médiateurs sont garants de l'identité de leurs clients.

Art. 945. — Les médiateurs ne répondent ni de la solvabilité de leurs clients, ni de l'exécution des contrats passés par leur entremise, ni de la valeur ou de la qualité des objets sur lesquels portent ces contrats, s'il n'y a dol ou faute imputable au médiateur lui-même.

Art. 946. — Le médiateur est responsable envers les tiers de bonne foi, solidairement avec le vendeur, de la négociation des titres au porteur qui sont l'objet d'une procédure d'amortissement, si cette négociation a lieu dans les trois ans à partir de la publication de l'avis prescrit par la loi.

Art. 947. — Le médiateur répond de l'accomplissement de l'obligation, solidairement avec son client, lorsqu'il a un intérêt personnel dans l'affaire.

Art. 948. — Le médiateur qui a un intérêt personnel dans l'affaire est tenu d'en prévenir les parties ; en cas de contravention, il est passible des dommages-intérêts, sans préjudice des poursuites pénales.

Art. 949. — Le médiateur ne peut répéter les droits de courtage que si l'affaire a été conclue par son entremise, ou par suite des indications qu'il a fournies aux parties. L'affaire est réputée conclue dès que le contrat est parfait par le consentement des parties. Lorsque l'affaire est conclue sous condition suspensive, il n'a droit au courtage que si la condition s'accomplit.

Art. 950. — Si le contrat venait a être résolu par la suite, soit volontairement par l'accord des parties, soit pour l'une des causes de rescision prévues par la loi, le courtier ne perd pas le droit de répéter son salaire, et il ne doit pas restituer celui qu'il a déjà reçu, le tout à moins de dol ou de faute lourde imputable au courtier lui-même.

Art. 951. — Le médiateur qui a sciemment prêté son ministère pour des opérations illicites n'a droit à aucun salaire.

Art. 952. — A défaut d'usage ou de convention le salaire du médiateur est dû par celui qui l'a chargé de traiter l'affaire.

Art. 953. — Si la quotité du courtage n'est pas déterminée par le contrat ou par l'usage, le tribunal (1) devra le taxer au dire d'experts, d'après ce qui est pratiqué pour des services analogues et en tenant compte des circonstances particulières de l'affaire, telles que le temps et la nature du travail.

TITRE IV

De l'enzel (emphytéose), du kirdar (emphytéose à rente (2) variable), du koulou et de la naçba (location perpétuelle).

CHAPITRE PREMIER

De l'enzel (3)

Art. 954. — L'enzel est un contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble ou l'administrateur d'une fondation habous cède, à titre perpétuel, mais sous la réserve de la faculté de rachat établie par le décret du 22 janvier 1903 (4), la possession et jouissance d'un héritage, contre une redevance déterminée et invariable, payable par année ou par mois, que l'autre partie s'engage à lui verser. — On peut stipuler aussi que le tenancier accomplira des améliorations déterminées, telles que des constructions ou des plantations, considérées comme faisant partie des charges à lui imposées par le contrat.

Art. 955. — Les personnes qui, aux termes des articles 566 à 570, de la présente loi (5), ne peuvent se rendre acquéreurs de certains biens, ne peuvent non plus les prendre à enzel.

Art. 956. — Le contrat d'enzel est parfait par le consentement des parties sur l'immeuble qui fait l'objet du contrat, sur la redevance, et sur les autres clauses du contrat. Il doit être constaté par écriture ayant date certaine. L'acte doit porter une description exacte de l'immeuble concédé, de ses accessoires et des (6) droits qui en dépendent ; des constructions, plantations ou autres travaux qu'il renferme ; il énonce la valeur qu'on est convenu de lui donner en l'état où il se trouve au moment du contrat.

Art, 957. — Le bailleur à enzel ou crédi-rentier est tenu de livrer l'immeuble en la possession et jouissance du tenancier. Il doit aussi délivrer au tenancier un titre régulier constatant la réalisation du contrat d'enzel. — Les frais de délivrance, sont à la charge du crédi-rentier. Sont à la charge des deux parties, les frais de l'acte et de ses

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

(3) Le texte officiel porte : *De l'Enzel.*

(4) *Rev. Alg.* 1905. 3. 135.

(5) Lire : *du présent code.*

(6) Le texte porte : les.

copies ; les frais le courtage, le tout s'il n'y a stipulation ou usage contraire. — Les dispositions relatives à la délivrance en cas de vente (art. 592 et suivants) s'appliquent à l'enzel, sauf les stipulations des parties.

Art. 958. — Le crédi-rentier (1) doit délivrer la contenance portée au contrat. En cas de différence, il y a lieu, soit à une réduction ou à une augmentation proportionnelle de la redevance, soit à la résolution du contrat, d'après les dispositions de l'article 629 de la présente loi. — Le tout sauf stipulation contraire.

Art. 959. — Les dispositions relatives à la garantie due par le vendeur s'appliquent à la garantie due par le crédi-rentier.

Art. 960. — Le tenancier à enzel doit payer toutes contributions et charges publiques dont l'héritage est grevé, et celles dont il pourrait être grevé par la suite. S'il n'y a stipulation contraire, ou s'il n'en est autrement disposé par les lois de finances relatives à cette matière.

Art. 961. — Le tenancier à enzel a le droit de jouir de l'héritage concédé dans les mêmes conditions que le propriétaire lui-même ; il peut y élever des constructions, y faire des plantations, le mettre en valeur de toutes les manières, transformer l'état des lieux ; il a la pleine propriété des améliorations par lui accomplies. Tous les produits, tant civils que naturels, de l'héritage concédé et des améliorations qu'il y a faites lui appartiennent, ainsi que les accroissements et accessions qui peuvent y survenir. Il exerce, en son nom et à partir du jour du contrat toutes les actions, tant personnelles que réelles, relatives à l'héritage à lui concédé. — Les droits de l'enzéliste quant aux trésors, mines, minières et gisements, sont régis par des règlements particuliers.

Art. 962. — Le tenancier ne peut céder ses droits en partie sans le consentement du propriétaire direct. Toute cession partielle accomplie sans le consentement de ce dernier n'aurait aucun effet vis-à-vis de lui.

Art. 963. — Le tenancier a la faculté d'aliéner à titre onéreux ou gratuit la totalité des droits constitués en sa faveur par le contrat d'enzel. — Le consentement du propriétaire direct n'est pas requis pour la validité de la cession, mais le tenancier est tenu de lui en donner avis par lettre recommandée avec accusé de réception. — Le bailleur peut, s'il a de justes motifs, s'opposer à la cession. Cette opposition doit être formulée dans les soixante jours à partir de la date de l'avis.

Art. 964. — La notification de la cession au propriétaire direct et le défaut d'opposition de ce dernier dans le délai établi en l'article précédent, emportent la subrogation du nouveau tenancier aux droits et aux obligations résultant du contrat d'enzel en faveur et à la charge de son auteur.

Art. 965. — A défaut de notification, la cession n'a aucun effet à l'égard du propriétaire direct, et le preneur reste personnellement responsable envers ce dernier du montant de l'enzel, ainsi que des autres obligations résultant du contrat, jusqu'au jour de la notification régulière, auquel cas le propriétaire pourra exercer son (2) droit d'opposition.

---

(1) Le texte porte : crédit-rentier.

(2 Texte porte : *sont*.

Tant que la notification n'aura pas été faite, le propriétaire pourra diriger son action contre le cédant et le cessionnaire, solidairement jusqu'à concurrence de la redevance due et des obligations résultant du contrat d'enzel.

Art. 966. — La cession faite par le tenancier de son droit de jouissance ne constitue pas, en faveur du cédant, un nouveau droit d'enzel ou autre droit réel sur l'immeuble. Elle ne crée entre les parties qu'un simple droit d'obligation.

Art. 967. — Le tenancier doit payer exactement sa redevance aux époques fixées par la convention ou par l'usage. Il n'a pas le droit de la retenir, soit à raison des troubles de fait ou de droit dont sa jouissance a été l'objet, soit à raison d'un prétendu défaut de contenance, sauf son recours en garantie, tel que de droit, contre son auteur. Toutefois, le tribunal (1) pourra, à raison des circonstances, autoriser le tenancier à consigner la somme due.

Art. 968. — Lorsque l'objet du contrat est un héritage rural, le tenancier ne peut demander ni la réduction ni la remise de sa redevance sous prétexte qu'il n'a pas joui du fond pour cause de force majeure ou autre motif. — La destruction partielle du fonds peut toutefois donner lieu à une remise proportionnelle de la rente, lorsque cette destruction a une telle importance qu'elle diminue notablement le produit de l'héritage ou le rend impropre à l'usage auquel il était destiné. Le débi-rentier peut dans ce cas se prévaloir de la faculté qui lui est accordée par l'art. 970.

Art. 969. — S'il y a plusieurs tenanciers, le bailleur à enzel n'a action, contre chacun d'eux, pour le paiement de la redevance, qu'à proportion de sa part de jouissance, à moins que la solidarité n'ait été stipulée. — Toutefois, et même si la solidarité n'a pas été stipulée, le défaut de paiement par un seul débi-rentier autorise le bailleur à poursuivre la résolution du contrat ou la vente de l'immeuble pour la totalité, et à l'encontre de tous les autres. Ceux-ci peuvent arrêter les poursuites en offrant de payer ce qui est dû au propriétaire direct, jusqu'à la date de leur intervention, sauf leur recours contre leur coobligé. — Ce recours est régi par les dispositions relatives à la gestion d'affaires. (Titre VII, chapitre III).

Art. 970. — Le tenancier ne peut s'affranchir du paiement de la redevance à l'avenir en abandonnant l'immeuble au bailleur en l'état où il se trouve.

Art. 971. — Faute par le tenancier de payer la rente pendant deux années consécutives, le propriétaire direct ou crédi-enzéliste a le choix : — 1° de faire prononcer la résolution de l'enzel, le retour de l'immeuble à son propriétaire direct et la condamnation du tenancier au paiement des arrérages (2) échus et non payés. — Dans ce cas l'immeuble fait retour au propriétaire direct avec toutes ses accessions et améliorations. Toutefois le propriétaire devra faire état au tenancier à dire d'experts des impenses utiles faites par ce dernier, pourvu : — *a)* qu'elles soient antérieures à la demande en résolution ; — *b)* qu'elles soient encore subsis-

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Le texte porte : arréages.

tantes au moment où l'immeuble fait retour au propriétaire direct et lui aient été livrées avec l'immeuble. Il n'est point tenu de rembourser les dépenses somptuaires (1) ; — 2° ou bien de maintenir le contrat et de poursuivre le paiement de ce qui lui est dû sur l'immeuble tenu à enzel. Si le produit de la vente est insuffisant à payer les arrérages et indemnités dus au propriétaire, le tenancier sera personnellement tenu sur ses autres biens de la différence restant due S'il y a un surplus, le tenancier aura le droit de le répéter entre les mains du propriétaire pour la part afférente à la plus-value par lui donnée au fonds. — Le crédi-enzeliste a une action directe contre tout détenteur de l'immeuble, et il a privilège sur tous autres créanciers sur le produit de la vente, jusqu'à concurrence des arrérages et indemnités qui lui sont dus.

Art. 972. — Dans le cas prévu à l'article précédent, le débi-enzeliste peut toujours arrêter l'effet des poursuites, jusqu'au jugement, en payant ce qui est dû au propriétaire direct jusqu'à la date du paiement, ainsi que les frais de poursuites judiciaires, et en donnant caution ou autre sûreté valable pour deux années à venir. — Les créanciers du débiteur ont également le droit d'intervenir à l'instance pour la conservation de leurs droits, et peuvent arrêter l'effet des poursuites dans les mêmes conditions.

Art. 973. — Le crédi-rentier a également le droit de demander la résolution de l'enzel et la dévolution de l'immeuble dans tous les autres cas où le tenancier ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le contrat, notamment celle d'accomplir des améliorations, lorsque cette clause est exprimée. Si le contrat n'indique pas le délai dans lequel ces améliorations devront être faites, le tribunal (2) pourra accorder un délai raisonnable au tenancier pour les accomplir, à peine de déchéance.

Art. 974. — En cas de dévolution de l'immeuble au propriétaire direct, les hypothèques constituées par le débi-rentier se transportent sur l'indemnité qui pourrait être due à ce dernier à raison des améliorations par lui faites.

Art. 975. — La redevance de l'enzel est rachetable. Le rachat de l'enzel est soumis aux dispositions du décret du 22 janvier 1905.

Art. 976. — L'enzel s'éteint : — 1° par la résolution prononcée en justice ; — 2° par la résolution consentie par les parties : — 3° par la confusion ; — 4° par la destruction totale du fonds ; — 5° par le rachat.

Art. 977. — La résolution judiciaire n'aura d'effet à l'égard des tiers que si elle est mentionnée en marge du titre constitutif. La résiliation amiable doit également être mentionnée en marge du dit titre, cette mention doit être enregistrée.

Art. 978. — Lorsque le contrat d'enzel a été résolu par autorité de justice, par le consentement des parties, le tenancier n'a plus le droit de se faire restituer contre sa déchéance en offrant de payer les arrérages échus et d'accomplir les autres obligations imposées par le contrat.

Art. 979. — L'enzel des biens habous est soumis aux dispositions du

---

(1) Le texte porte : semptuaires.

(2) Le texte porte : Tribunal.

présent code en tant qu'elles ne sont pas contraires (1) aux décrets spéciaux sur les habous auxquels il n'est rien innové.

CHAPITRE II

De l'enzel à redevance variable

Art. 980. — Est valable la concession d'un héritage à titre d'enze moyennant une redevance variable suivant que l'héritage concédé acquiert une plus-value.

Art. 981. — En cas de plus-value le crédi-rentier (2) peut demander une estimation de la rente portée au contrat. La nouvelle estimation est faite sur la base de la valeur locative du sol nu, sans tenir compte de la plus-value résultant des constructions, plantations ou autres améliorations accomplies par le tenancier.

Art. 982. — La nouvelle estimation de la redevance ne peut être demandée qu'après cinq ans de la date de l'acte constitutif, et ainsi de suite, à l'expiration de chaque nouvelle période de cinq années.

CHAPITRE III

Des locations perpétuelles dites khoulou et naçba

Art. 983. — Il y a deux espèces de khoulou : — 1° Le khoulou el (3) meftah ; — 2° Le khoulou dit naçba.

SECTION PREMIÈRE. — *Du khoulou dit khoulou el meftah*

Art. 984. — Le khoulou dit khoulou el meftah est le contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble ou l'administrateur d'une fondation pieuse concède à une autre personne le droit d'occuper l'immeuble à titre de locataire perpétuel, à charge par le tenancier de le réparer, de l'entretenir et de payer une redevance déterminée.

Art. 985. — Le khoulou ne peut être constitué que par convention expresse ; il doit être fait par écrit, en la forme déterminée par l'art. 956, et n'est opposable aux tiers que s'il est enregistré. — Les articles 955, 957, 958 et 960 s'appliquent au khoulou.

Art. 986. — Le tenancier à khoulou ne peut ni imposer des servitudes, ni constituer des hypothèques, ni faire aucun acte de disposition ayant pour objet la propriété. Il n'a sur l'immeuble qu'un simple droit d'occupation héréditaire. Il peut céder ce droit à titre gratuit ou onéreux, l'échanger, le donner en paiement, le constituer en nantissement. — L'aliénation ou la cession du khoulou est réglée par les dispositions des articles 962 à 965.

Art. 987. — Les réparations de l'héritage qui fait l'objet du khoulou

---

(1) Le texte porte : contraire.

(2) Le texte porte : crédit-rentier.

(3) Le texte porte : et.

sont à la charge commune du propriétaire et du tenancier, chacun à proportion de sa part d'intérêt dans l'immeuble.

Art. 988. — Les impôts et contributions dont la propriété est grevée sont à la charge du propriétaire, sauf les stipulations des parties et les lois spéciales à la perception de ces impôts.

Art. 989. — Les autres dispositions relatives à l'enzel, et notamment celles des articles 966 à 975 s'appliquent au khoulou.

Art. 990. — Le khoulou s'éteint dans les cas prévus par l'art. 976 (par 1 à 5 inclus) (1). — Les dispositions (2) des articles 977 et 978 s'appliquent à ce cas.

Section II (3). — *De la naçba*

Art. 991. — La naçba est le droit d'occuper, une boutique ou autre lieu destiné à l'industrie ou au commerce moyennant une redevance déterminée et invariable que le preneur s'oblige à payer au propriétaire. Ce droit s'établit en faveur du preneur par l'introduction de son matériel d'exploitation ou de ses instruments de travail (naçba) dans les lieux occupés, et durent autant (4) que le matériel ou les instruments se trouvent dans les lieux.

Art. 992. — Le propriétaire a le droit de demander la résolution du bail dès que le matériel d'exploitation (naçba) est enlevé ou a été changé sans son autorisation.

Art. 993. — La maçba est régie par les dispositions relatives au louage de choses dans la mesure où elles sont applicables à ce contrat.

Art. 994. — Les articles ci-dessus ne s'appliquent qu'aux naçbas antérieures à l'année 1280 de l'hégire.

TITRE V

Du dépôt et du séquestre

CHAPITRE PREMIER

Du dépôt volontaire

Dispositions générales

Art. 995. — Le dépôt est un contrat par lequel une personne remet une chose mobilière à une autre personne, qui se charge de garder la chose déposée et de la restituer dans son individualité.

Art. 996. — Lorsqu'on remet à quelqu'un des choses fongibles, des titres au porteur ou des actions industrielles à titre de dépôt, mais en autorisant le dépositaire à en faire usage, à charge de restituer une

---

(1) Lire sans doute : *n*os 1 à 5 inclus.

(2) Le texte porte : dispssitions.

(3) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

(4) Lire sans doute : *dure tant*.

quantité égale de choses de mêmes espèce et qualité, le contrat qui se forme est régi par les règles relatives au prêt de consommation.

Art. 997. — Lorsqu'on remet à quelqu'un, sans les fermer et comme dépôt ouvert, une somme en numéraire, des billets de banque ou autres titres faisant office de monnaie, le dépositaire est présumé autorisé, sauf la preuve contraire, à faire usage du dépôt, et il en supporte les risques en cas de perte.

Art. 998. — Pour faire un dépôt et pour l'accepter, il faut avoir la capacité de s'obliger. — Néanmoins, si une personne capable de s'obliger accepte le dépôt fait par un incapable, elle est tenue de toutes les obligations résultant du dépôt.

Art. 999. — Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, le majeur qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, si elle existe dans la main du dépositaire ; à défaut, le déposant n'a qu'une action en restitution à concurrence de ce qui a tourné au profit de l'incapable et sauf ce qui est établi pour les cas des délits et quasi-délits des incapables.

Art. 1000. — Il n'est pas nécessaire, pour la validité du dépôt entre les parties, que le déposant soit propriétaire de la chose déposée, ni qu'il la possède à titre légitime.

Art. 1001. — Le dépôt est parfait par le consentement des parties et par la tradition de la chose. — La tradition s'opère par le seul consentement, si la chose se trouvait déjà, à un autre titre, entre les mains du dépositaire.

Art. 1002. — Néanmoins, la promesse de recevoir un dépôt motivé pour cause de départ du déposant ou pour tout autre motif légitime constitue une obligation qui peut donner lieu à des dommages (1), en cas d'inexécution, si le promettant ne justifie que des causes imprévues et légitimes l'empêchent d'accomplir son engagement.

Art. 1003. — Le dépôt doit être constaté par écrit, lorsqu'il a une valeur excédant trois mille francs ; cette règle ne s'applique pas au dépôt nécessaire ; le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, un naufrage ou autre événement imprévu ou de force majeure ; la preuve peut en être faite par tous moyens, quelle que soit la valeur de l'objet du dépôt.

Art. 1004. — Le dépôt est essentiellement gratuit. Toutefois, le dépositaire a droit à un salaire. s'il l'a expressément stipulé, ou s'il était implicitement entendu, d'après les circonstances et l'usage, qu'un salaire lui serait alloué ; cette présomption est de droit lorsque le dépositaire reçoit habituellement des dépôts à paiement.

§ I. — *Des obligations du dépositaire*

Art. 1005. — Le dépositaire doit veiller à la garde du dépôt, avec la même diligence qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent, sauf ce qui est établi en l'article 1021.

Art. 1006. — Le dépositaire n'a pas le droit de se substituer une autre personne dans la garde du dépôt, s'il n'y est expressément autorisé, et

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

sauf le cas de nécessité urgente. — Il répond de celui qu'il s'est substitué sans autorisation, à moins qu'il ne prouve que le dépôt aurait également péri entre ses mains. S'il est autorisé à se substituer une autre personne, il ne répond que dans deux cas : — 1° s'il a choisi une personne qui n'avait pas les qualités nécessaires pour se charger du dépôt ; — 2° si, tout en ayant bien choisi, il a donné ou substitué des instructions qui ont été la cause du dommage. — Le déposant a une action directe contre le dépositaire substitué dans tous les cas où il l'aurait contre le déposant lui-même, sans préjudice de son recours contre ce dernier.

Art. 1007. — Le dépositaire répond de la perte ou de la détérioration de la chose même si elle est arrivée par force majeure ou par cas fortuit lorsqu'il fait usage ou dispose du dépôt, sans autorisation du déposant, par exemple lorsqu'il prête la chose, lorsqu'il se sert de la monture qu'on lui a confié, etc. Il répond de même du cas fortuit et de la force majeure s'il fait commerce de la chose, mais dans ce cas il jouit du bénéfice qu'il peut retirer du dépôt. S'il ne fait usage ou ne dispose que d'une partie du dépôt, il n'est tenu que pour la partie dont il s'est servi.

Art. 1008. — Il ne peut obliger le déposant à reprendre la chose avant le terme convenu, à moins de motifs graves. — D'autre part, il doit restituer le dépôt au déposant aussitôt que celui-ci le réclame, lors même que le contrat aurait fixé une date déterminée pour la restitution.

Art. 1009. — Le dépositaire est constitué en demeure, par le seul fait de son retard à restituer la chose, dès qu'il en est requis par le déposant, à moins de motifs légitimes de retard. Cependant, lorsque le dépôt a été fait aussi dans l'intérêt d'un tiers, le dépositaire ne peut le restituer sans l'autorisation de ce dernier.

Art. 1010. — Si aucun terme n'a été fixé, le dépositaire peut restituer le dépôt à tout moment, pourvu que ce ne soit pas à coutre-temps, et qu'il accorde au déposant un délai moral suffisant pour retirer le dépôt, ou pourvoir à ce que les circonstances exigent.

Art. 1011. — Le dépôt doit être restitué dans le lieu du contrat. Si le contrat désigne un autre lieu pour la restitution du dépôt, le dépositaire est tenu de le restituer dans le lieu indiqué ; les frais du transport et de la restitution sont à la charge du déposant.

Artr 1012. — Le dépositaire doit restituer le dépôt au déposant, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à la personne indiquée pour le recevoir. Il ne peut pas exiger que le déposant justifie qu'il était propriétaire de la chose déposée. — La personne indiquée pour recevoir le dépôt a une action directe contre le dépositaire pour le contraindre à exécuter son mandat.

Art. 1013. — Si le dépôt a été fait par un incapable ou par un insolvable judiciairement déclaré, il ne peut être restitué qu'à celui qui le représente légalement, même si l'incapacité ou l'insolvabilité est postérieure à la constitution du dépôt.

Art. 1014. — En cas de mort du déposant, la chose déposée ne peut être restituée qu'à son héritier ou à son représentant légal. — S'il y a plusieurs héritiers, le dépositaire pourra, à son choix, en référer au

tribunal (1) et se conformer a ce qui lui sera ordonné par ce dernier, afin de dégager sa responsabilité, ou bien restituer le dépôt à chacun des héritiers pour sa part et portion, auquel cas le déposant (2) demeure responsable. Si la chose est indivisible, les héritiers devront s'accorder entre eux pour la recevoir. S'il y a parmi eux des mineurs ou des non-présents le dépôt ne peut être restitué qu'avec l'autorisation du tribunal (1). Faute par les héritiers de s'entendre ou d'obtenir l'autorisation, le dépositaire sera libéré en consignant la chose dans les formes de la loi. Il pourra aussi y être contraint par le tribunal (1) à la demande de tout intéressé. — Lorsque l'hérédité est insolvable, et lorsqu'il y a des légataires, le dépositaire devra toujours en référer au tribunal (1).

Art. 1015. — La règle de l'article ci-dessus s'applique au cas où le dépôt a été fait par plusieurs personnes conjointement, s'il n'a été expressément convenu que le dépôt pourrait être restitué à l'un d'eux, ou à tous.

Art. 1016. — Si le dépôt a été fait par un tuteur ou un administrateur, en cette qualité, et s'il n'a plus cette qualité au moment de la restitution, le dépôt ne pourra être restitué qu'à la personne qu'il représentait, si elle a capacité de recevoir, ou à celui qui a succédé au tuteur ou à l'administrateur.

Art. 1017. — Le dépositaire doit restituer la chose au déposant, alors même qu'un tiers prétendrait y avoir droit, à moins qu'elle n'ait été saisie et revendiquée judiciairement, contre lui. Il est tenu, dans ce cas, de donner immédiatement avis au déposant de ces faits, et doit être mis hors d'instance dès qu'il a justifié de sa qualité de simple dépositaire. — Si la contestation se prolonge au delà du terme fixé pour le dépôt, il peut se faire autoriser à consigner la chose pour le compte de qui de droit.

Art. 1018. — Le dépositaire doit restituer identiquement la chose même qu'il a reçue, ainsi que les accessoires qui lui ont été remis avec elle, dans l'état où elle se trouve, sauf ce qui est établi aux articles 1022 et 1023.

Art. 1019. — Le dépositaire doit restituer, avec le dépôt, tous les fruits civils et naturels qu'il a perçus.

Art. 1020. — Il répond de la perte ou de la détérioration de la chose causée par son fait ou par sa négligence. — Il répond aussi du défaut des précautions dont l'observation est stipulée par le contrat. Toute stipulation contraire est sans effet.

Art. 1021. — Le dépositaire répond même de toute cause de perte ou de dommage contre laquelle il était possible de se prémunir : — 1° quand il reçoit un salaire pour la garde du dépôt ; — 2° quand il reçoit des dépôts par état ou en vertu de ses fonctions.

Art. 1022. — Le dépositaire ne répond pas : — 1° de la perte ou de la détérioration arrivée par la nature ou le vice des choses déposées, ou par la négligence du déposant ; — 2° des cas de force majeure ou des cas fortuits, à moins qu'il ne soit déjà en demeure de restituer le dépôt, ou

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Ne faut-il pas lire : *dépositaire* ?

que la force majeure ne soit occasionnée par sa faute ou par celle des personnes dont il doit répondre. La preuve de la force majeure ou du vice des choses déposées est à sa charge, lorsqu'il reçoit un salaire pour le dépôt ou lorsqu'il a reçu le dépôt par état ou en vertu de ses fonctions.

Art. 1023. — Est nulle toute convention qui chargerait le dépositaire des cas fortuits ou de force majeure, sauf le cas prévu aux articles 996 et 997 et celui ou le dépositaire reçoit un salaire. Cette dernière disposition n'a lieu qu'entre non-musulmans.

Art. 1024. — Le dépositaire, auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu une somme ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu.

Art. 1025. — Lorsque l'héritier du dépositaire a, de bonne foi, aliéné la chose à titre gratuit ou onéreux, le déposant a le droit de la revendiquer entre les mains de l'acquéreur, à mains qu'il ne préfère exercer son recours pour la valeur de la chose contre l'héritier qui l'a aliénée. L'héritier sera tenu, en outre, des dommages s'il était de mauvaise foi.

Art. 1026. — S'il y a plusieurs dépositaires, ils sont solidaires entre eux, quant aux obligations et aux droits naissant du dépôt, d'après les règles établies pour le mandat, sauf stipulation contraire.

Art. 1027. — Le dépositaire est cru sur son serment, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour la restitution au propriétaire ou à celui qui avait droit de la retirer. Cette disposition n'a pas lieu lorsque le dépôt est justifié par écrit authentique ou par sous seings privés (1). — Est nulle toute stipulation qui affranchirait le dépositaire du serment, dans les cas précités. — Le dépositaire ne pourrait invoquer les dispositions ci-dessus, s'il avait abusé du dépôt ou l'avait détourné à son profit.

§ 2. — *Des obligations du déposant.*

Art. 1028. — Le déposant est tenu de rembourser au dépositaire les impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et lui payer le salaire convenu, ou celui fixé par la coutume, s'il y a lieu. Il doit aussi l'indemniser des dommages que le dépôt peut ui avoir causés. Quant aux dépenses utiles, il n'est tenu de les rembourser que dans les cas et d'après les dispositions établies pour la gestion d'affaires. — Il ne doit aucune indemnité pour les dommages éprouvés par le dépositaire : — 1° lorsqu'ils sont occasionnés par la faute de ce dernier ; — 2° lorsque celui-ci, bien que dûment averti, n'a pas pris les précautions nécessaires afin d'éviter le dommage.

Art. 1029 — Lorsqu'il y a plusieurs déposants, ils sont tenus envers le dépositaire à proportion de leur intérêt dans le dépôt, sauf stipulation contraire.

Art. 1030. — Si le contrat de dépôt a pris fin avant le délai fixé, le dépositaire n'a droit à la rétribution convenue qu'à proportion du temps où il a eu la garde du dépôt, s'il n'en est autrement convenu.

Art. 1031. — Le dépositaire n'a le droit de retenir le dépôt qu'à raison

---

(1) Le texte porte : sous seing privés.

des dépenses nécessaires qu'il a faites pour le conserver ; il n'a le droit de rétention à aucun autre titre.

(1) *Des entrepreneurs de dépôts* (2) *ou entreposeurs.*

Art. 1032. — L'entrepreneur de dépôt ou entreposeur est celui qui se charge par profession de recevoir en dépôt des objets mobiliers et de veiller à leur conservation.

Art. 1033. — L'entreprise de dépôt est soumise aux règles générales du dépôt salarié, et aux dispositions suivantes.

Art. 1034. — Lorsque les choses entreposées menacent de dépérir ou de s'altérer, l'entreposeur doit en informer immédiatement le déposant à peine des dommages ( ).

Art. 1035. — L'entreposeur doit permettre au déposant, pendant les heures des affaires, de visiter la marchandise, d'en prendre les échantillons et de faire ce qui est nécessaire pour la conservation de la chose, pour autant qu'il n'y est pas obligé lui-même.

Art. 1036. — Si le dépôt consiste en choses fongibles, l'entrepreneur ou entreposeur ne peut les mélanger avec d'autres choses de la même espèce s'il n'y est expressément autorisé. — Dans ce dernier cas, la masse qui résulte de la confusion ne passe pas en la propriété de l'entreposeur, mais celui-ci est autorisé à livrer à chacun des déposants la quantité qui lui appartient sans le consentement des autres déposants. Cependant lorsque le dépôt consiste en choses fongibles qui peuvent être facilement distinguées les unes des autres (par exemple des monnaies de différentes espèces) ou bien qui peuvent se substituer les unes aux aux autres (par exemple des monnaies de même espèce), le dépositaire peut les mélanger sans autorisation.

Art. 1037. — Le déposant est tenu de payer à l'entreposeur le prix de magasinage ou d'entrepôt et de lui rembourser ses avances ou déboursés pour les transports, droits de douane et autres dépenses nécessaires relatives à l'objet du dépôt. — Les avances et déboursés faits par l'entreposeur sont exigibles sans délai. — Le prix de magasinage ou d'entrepôt est dû à la date fixée par la convention ou par l'usage ou lors du retirement de la marchandise, si elle est retirée avant ce délai. — Si la marchandise est retirée en partie, l'entrepreneur a droit, au moment du retirement, à une partie correspondante du magasinage. — Le tout, sauf convention contraire.

Art. 1038. — L'entreposeur a un droit de rétention sur les choses entreposées pour le remboursement de ses avances.

Art. 1039. — Les certificats de dépôt ou récépissés délivrés par l'entreposeur peuvent être transférés par endossement lorsqu'ils portent la clause à l'ordre. Lorsqu'ils sont au porteur, l'entreposeur n'est tenu de reconnaître que celui qui lui représente le titre par lui signé, sauf ce qui est établi pour le cas des titres perdus ou volés.

---

(1) Les mots « *Section première* » ont été supprimés par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

(2) Rétabli par le même supplément.

(3) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

Art. 1040. — Lorsque le récépissé est nominatif et ne porte point de clause à l'ordre, le transfert du dépôt ne s'opère que par l'autorisation expresse du premier déposant, et à partir du moment où le dépositaire s'est obligé envers le nouvel ayant droit à garder les marchandises pour son compte.

Art. 1041. — L'entrepreneur de dépôt est obligé de tenir un registre coté et paraphé par l'autorité judiciaire locale : il doit inscrire sur ce registre la nature et la quantité des marchandises entreposées et toutes autres indications qui seraient nécessaires d'après des usages du commerce afin d'en constater l'identité.

Art. 1042. — L'entreposeur est tenu de retirer le récépissé de dépôt ou de l'annuler, au moment où il livre la marchandise ; il inscrira ce retrait sur un livre spécial à ce destiné, et qui devra être tenu au courant jour par jour. En cas de retrait partiel du dépôt, la quantité retirée devra être annotée sur le récépissé et sur le registre.

CHAPITRE II

Du séquestre

Art. 1043. — Le dépôt d'une chose litigieuse entre les mains d'un tiers s'appelle séquestre ; il peut avoir pour objet des meubles ou des immeubles ; il est régi par les règles du dépôt volontaire et par les dispositions du présent chapitre.

Art. 1044. — Il peut être fait, du consentement des parties intéressées, à une personne dont elles sont convenues entre elles, ou ordonné par le juge, dans les cas déterminés par la loi de procédure.

Art. 1045. — Le séquestre peut n'être pas gratuit.

Art. 1046. — Le tiers dépositaire a la garde et l'administration de la chose ; il est tenu de lui faire rendre tout ce qu'elle est capable de produire.

Art. 1047. — Il ne peut faire aucun acte d'aliénation ni de disposition, sauf ceux qui sont nécessaires dans l'intérêt des choses séquestrées.

Art. 1048. — Lorsque le séquestre a pour objet des choses sujettes à détérioration, la vente de ces choses peut être autorisée par le juge, avec les formalités requises pour la vente du gage ; le séquestre portera sur le produit de la vente.

Art. 1049. — Le tiers dépositaire est tenu de restituer la chose sans délai à celui qui lui sera indiqué par les parties, ou par justice. Il est tenu, quant à cette restitution, des mêmes obligations que le dépositaire salarié.

Art. 1050. — Il répond de la force majeure et du cas fortuit, s'il est en demeure de restituer la chose, si, étant partie au procès, il a accepté d'être constitué gardien provisoire, ou si la force majeure a été occasionnée par son fait, sa faute ou par le fait ou la faute des personnes dont il doit répondre.

Art. 1051. — Il doit présenter un compte exact de tout ce qu'il a reçu et dépensé, en produire les justifications et en représenter le montant ; lorsque le séquestre n'est pas gratuit, il répond de toute faute commise dans sa gestion, d'après les règles établies pour le mandat.

Art. 1052. — S'il y a plusieurs séquestres, la solidarité entre eux est de droit, d'après les règles établies pour le mandat.

Art. 1053. — La partie à laquelle la chose est restituée doit faire raison au tiers dépositaire des dépenses nécessaires et utiles, faites de bonne foi et sans excès, ainsi que des honoraires convenus, ou fixés par le juge. Lorsque le dépôt est volontaire, le tiers dépositaire a action contre tous les déposants, pour le remboursement des dépenses et des honoraires, proportionnellement à leur intérêt dans l'affaire.

TITRE VI

Du prêt

Art. 1054. — Il y a deux espèces de prêt : le prêt à usage ou *commodat* (*âria*) et le prêt de consommation (*kardh* ou *salaf*).

CHAPITRE PREMIER

Du prêt à usage ou commodat (âria)

Art. 1055. — Le prêt à usage, ou commodat, est un contrat par lequel l'une des parties remet une chose à l'autre partie pour s'en servir pendant un temps, ou pour un usage déterminé, à charge par l'emprunteur de restituer la chose même. Dans le commodat, le prêteur conserve la propriété et la possession juridique des choses prêtées ; l'emprunteur n'en a que l'usage.

Art. 1056. — Pour donner une chose à commodat, il faut avoir la capacité d'en disposer à titre gratuit. — Les tuteurs, curateurs et administrateurs de la chose d'autrui ne peuvent prêter à usage les choses qu'ils sont chargés d'administrer.

Art. 1057. — Le prêt à usage peut avoir pour objet des choses mobilières ou immobilières.

Art. 1058. — Le prêt à usage est parfait par le consentement des parties et par la tradition de la chose à l'emprunteur.

Art. 1059. — Cependant, la promesse de prêt faite pour une cause connue du promettant constitue une obligation qui peut se résoudre en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du prêteur, si ce dernier ne prouve qu'un besoin imprévu l'a empêché d'exécuter son obligation, ou que les conditions financières de l'emprunteur ont notablement empiré depuis que l'engagement a été pris.

Art. 1060. — Le prêt à usage est essentiellement gratuit.

Art. 1061. — L'emprunteur est tenu de veiller avec diligence à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut en confier la garde à une autre personne, à moins de nécessité urgente ; il répond, en cas de contravention, du cas fortuit et de la force majeure.

Art. 1062. — L'emprunteur ne peut se servir de la chose prêtée que de la manière et dans la mesure déterminées par le contrat ou par l'usage, d'après sa nature.

Art 1063. — L'emprunteur peut se servir de la chose lui-même, la

prêter ou en céder gratuitement l'usage à un autre, à moins que le prêt n'ait été fait en considération de sa personne, ou par un usage spécialement déterminé.

Art. 1064. — L'emprunteur ne peut ni louer, ni donner en gage la chose prêtée, ni en disposer sans la permission du prêteur.

Art. 1065. — L'emprunteur doit restituer, à l'expiration du temps convenu, identiquement la chose même qu'il a reçue, avec toutes ses accessions et accroissements depuis le prêt ; il ne peut être contraint à la restituer avant le temps convenu.

Art. 1066. — Si le prêt a été fait sans détermination d'époque, l'emprunteur ne doit restituer la chose qu'après s'en être servi suivant la destination convenue ou suivant l'usage. — Lorsque le prêt a été fait sans détermination de but, le prêteur peut réclamer la restitution de la chose à tout moment, s'il n'y a usage contraire.

Art. 1067. — Néanmoins, le prêteur pourra obliger l'emprunteur à restituer la chose même avant le temps ou l'usage convenu : — 1° s'il a lui-même un besoin imprévu et urgent de la chose ; — 2° si l'emprunteur en abuse, ou s'en sert pour un usage différent de celui prévu par le contrat ; — 3° s'il néglige de donner à la chose les soins qu'elle exige.

Art. 1068. — Lorsque l'emprunteur a cédé l'usage de la chose ou en a autrement disposé en faveur d'une autre personne, le prêteur a une action directe contre ce dernier dans le même cas où il l'aurait contre l'emprunteur.

Art. 1069. — L'emprunteur doit restituer la chose dans le lieu où elle lui a été remise, sauf clause contraire.

Art. 1070. — Les frais de réception et de restitution du prêt sont à la charge de l'emprunteur. Sont également à sa charge : — 1° les frais d'entretien ordinaires ; — 2° ceux nécessaires pour l'usage de la chose.

Art. 1071. — Cependant, l'emprunteur a le droit de répéter les dépenses urgentes et extraordinaires qu'il a dû faire pour la chose avant d'avoir pu en donner avis au prêteur. Il a, de ce chef, un droit de rétention sur la chose prêtée. Cependant, lorsqu'il est en demeure de restituer la chose, il ne peut répéter les frais faits pendant le temps de sa demeure.

Art. 1072. — En dehors des cas prévus aux articles précédents, le commodataire n'a point le droit de retenir la chose prêtée à raison de ses créances contre le prêteur.

Art. 1073. — Lorsque le commodat n'est point prouvé par acte authentique ou sous seings privés, l'affirmation de l'emprunteur fait foi, à charge de serment, quant à la restitution de la chose prêtée. Il peut se dispenser du serment en faisant la preuve de la restitution. Si le commodat est prouvé par écriture sous seings privés ou par acte authentique, l'emprunteur n'est libéré que par une preuve écrite.

Art. 1074. — L'emprunteur ne répond pas de la perte ou de la détérioration de la chose prêtée, résultant de l'usage qu'il en a fait, lorsque cet usage est normal ou conforme à la convention des parties ; si le prêteur prétend que l'emprunteur a abusé de la chose il doit en fournir la preuve.

Art. 1075. — L'emprunteur répond de la détérioration et de la perte de la chose prêtée, arrivée par cas fortuit ou par force majeure, lorsqu'il abuse de la chose prêtée et notamment : — 1° s'il emploie la chose à un usage différent de celui déterminé par sa nature ou par la convention ; —

2° s'il est en demeure de la restituer ; — 3° s'il a négligé les précautions nécessaires pour la conservation de la chose ou s'il dispose de la chose en faveur d'un tiers sans la permission du prêteur, lorsque le prêt a été fait en considération de la personne.

Art. 1076. — Toute stipulation qui chargerait l'emprunteur des cas fortuits est nulle. — Est nulle également la stipulation par laquelle l'emprunteur stipulerait d'avance qu'il ne répondra pas de son fait ou de sa faute.

Art. 1077. — L'emprunteur a une action en dommages (1) contre le prêteur : — 1° lorsque la chose a été évincée par un tiers pendant qu'il s'en servait ; — 2° lorsque la chose prêtée avait des défauts tels qu'il en est résulté un préjudice pour celui qui s'en sert.

Art. 1078. — Toutefois, le prêteur n'est pas responsable : — 1° lorsqu'il ignorait la cause de l'éviction ou les vices cachés de la chose ; — 2° lorsque les vices ou les risques étaient tellement apparents que l'emprunteur eût pu facilement les connaître ; — 3° lorsqu'il a prévenu l'emprunteur de l'existence de ces défauts ou de ces dangers, ou des risques de l'éviction ; — 4° lorsque le dommage a été occasionné exclusivement par le fait ou la faute de l'emprunteur.

Art. 1079. — Le prêt à usage se résout par la mort de l'emprunteur, mais les obligations qui en résultent se transmettent à sa succession. Ses héritiers répondent personnellement des obligations qui résultent de leur fait et relatives à la chose prêtée.

Art. 1080. — Les actions du prêteur contre l'emprunteur, et de ce dernier contre le prêteur, à raison des articles 1061, 1062, 1064, 1066, 1071 et 1077 se prescrivent par six mois. Ce délai commence, pour le prêteur, à partir du moment où la chose lui est restituée, et pour l'emprunteur, du moment où le contrat a pris fin.

CHAPITRE II

Du prêt de consommation (kardh)

Art. 1081. — Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties remet à une autre des choses qui se consomment par l'usage, ou d'autres choses mobilières, pour s'en servir, à charge par l'emprunteur de lui en restituer autant de mêmes espèce et qualité, à l'expiration du délai convenu.

Art. 1082. — Le prêt de consommation se contracte aussi lorsque celui qui est créancier d'une somme en numéraire, ou d'une quantité de choses fongibles, à raison d'un dépôt ou à d'autres titres, autorise le débiteur à retenir, à titre de prêt, la somme ou quantité qu'il doit. Dans ce cas, le contrat est parfait dès que les parties sont convenues des clauses essentielles du prêt.

Art. 1083. — Pour prêter il faut avoir la capacité d'aliéner les choses qui font l'objet du prêt. — Le père ne peut, sans l'autorisation du juge, prêter, ni emprunter lui-même les capitaux du fils dont il a la garde. Le

---

(1) Lire : *dommages-intérêts*.

juge devra prescrire dans ce cas toutes les garanties qui lui paraîtront nécessaires afin de sauvegarder complètement les intérêts du mineur. La même règle s'applique au tuteur, au mokaddem, au curateur, à l'administrateur d'une personne morale, en ce qui concerne les capitaux ou valeurs appartenant aux personnes dont ils administrent les biens.

Art. 1084. — Le prêt de consommation peut avoir pour objet : — *a*) des choses mobilières, telles que des animaux, des étoffes, des meubles meublants ; — *b*) des choses qui se consomment par l'usage, telles que des denrées, du numéraire.

Art 1085. — Lorsque, au lieu de la valeur stipulée en numéraire, l'emprunteur reçoit des titres de rente ou d'autres valeurs ou des marchandises, la somme prêtée sera calculée au cours ou prix de marché des titres ou marchandises, au temps et au lieu de la livraison. — Toute stipulation contraire est nulle.

Art. 1086. — Le prêt de consommation transmet la propriété des choses ou valeurs prêtées à l'emprunteur, à partir du moment où le contrat est parfait, par le consentement des parties, et même avant la tradition des choses prêtées.

Art. 1087. — L'emprunteur a les risques de la chose prêtée à partir du moment où le contrat est parfait, et avant même qu'elle lui soit livrée, à moins de stipulation contraire.

Art. 1088. — Néanmoins, le prêteur a le droit de retenir par devers lui le prêt, lorsque, depuis le contrat, les affaires de l'autre partie ont tellement empiré, que le prêteur se trouve en danger de perdre tout ou partie de son capital. Il a ce droit de rétention quand même le mauvais état des affaires de l'emprunteur remonterait à une époque antérieure au contrat, si le prêteur n'en a eu connaissance qu'après.

Art. 1089. — Le prêteur répond des vices cachés et de l'éviction des choses prêtées, d'après les règles établies au titre de la vente.

Art. 1090. — L'emprunteur doit rendre une chose semblable en quantité et qualité à celle qu'il a reçue, et ne doit que cela.

Art. 1091. — L'emprunteur ne peut être contraint à restituer ce qu'il doit avant le terme établi par le contrat ou par l'usage ; il peut le restituer avant l'échéance, à moins que la restitution avant le terme ne soit contraire à l'intérêt du créancier.

Art. 1092. — Si aucun terme n'a été fixé, l'emprunteur doit payer à toute requête du prêteur. — S'il a été stipulé que l'emprunteur rendrait la quantité prêtée quand il pourrait, ou sur les premiers fonds dont il pourra disposer, le tribunal (1) fixera un délai raisonnable, d'après les circonstances, pour la restitution.

Art. 1093. — L'emprunteur est tenu de restituer les choses prêtées au lieu même où le prêt a été conclu, sauf convention contraire.

Art. 1094. — Les frais de réception et de restitution des choses prêtées sont à la charge de l'emprunteur.

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

CHAPITRE III

Du prêt à intérêts (1)

Art. 1095. — Entre musulmans, la stipulation d'intérêts est nulle, et rend nul le contrat, soit qu'elle soit expresse, soit qu'elle prenne la forme d'un présent ou autre avantage fait au prêteur ou à toute autre personne interposée.

Art. 1096. — Dans les autres cas, les intérêts ne sont dus que s'ils ont été stipulés par écrit. — Cette stipulation est présumée lorsque l'une des parties est un commerçant.

Art. 1097. — Les intérêts des sommes portées en compte courant sont dus de plein droit par celle des parties au débit de laquelle elles figurent, à partir du jour des avances constatées.

Art. 1098. — Les intérêts ne peuvent être calculés que sur la taxe (2) d'une année entière. — En matière commerciale, les intérêts peuvent être calculés au mois, mais ne peuvent être capitalisés, même en matière de compte courant, si ce n'est à la fin de chaque année.

Art. 1099. — Est nulle, entre toutes parties, la stipulation que les intérêts non payés seront, à la fin de chaque année, capitalisés avec la somme principale, et seront productifs eux-mêmes d'intérêts.

Art. 1100. — Lorsque les parties n'ont pas déterminé le taux des intérêts, ce taux sera calculé à raison de 7 0/0 l'an.

Art. 1101. — Lorsque les intérêts stipulés dépassent le taux de 7 0/0 ci-dessus établi, le débiteur aura toujours le droit de rembourser le capital après une année de la date du contrat; toute clause contraire est sans effet. Il devra, toutefois, prévenir le créancier deux mois à l'avance, et par écrit, de son intention de payer. Cet avis emportera de plein droit renonciation au terme plus long qui aurait été convenu. — Le présent article ne s'applique pas aux dettes contractées par l'Etat, les communes et les autres personnes morales, dans les formes établies par la loi.

Art. 1102. — La disposition de l'article 1101 s'applique tant au cas où les intérêts ont été stipulés directement, qu'à celui où la stipulation d'intérêts prend la forme d'antichrèse, de contrat pignoratif, de retenue sur le capital au moment du prêt, de commission prise en sus des intérêts.

Art. 1103 — Celui qui, abusant des besoins, de la faiblesse d'esprit ou de l'inexpérience d'une autre personne, se fait promettre, pour consentir un prêt ou le renouveler à l'échéance, des intérêts ou autres avantages qui excèdent notablement le taux normal de l'intérêt, et la valeur du service rendu, selon les lieux et les circonstances de l'affaire, sera l'objet de poursuites pénales. Les clauses et conventions passées en contravention du présent article pourront être annulées, à la requête de la partie et même d'office, le taux stipulé pourra être réduit, et le débiteur pourra

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

(2) Lire sans doute : *le taux*.

répéter, comme indû, ce qu'il lui aurait payé au-dessus du taux qui sera fixé par le tribunal (1). S'il y a plusieurs créanciers, ils seront tenus solidairement.

TITRE VII

Du mandat

CHAPITRE PREMIER

Du mandat en général

Art. 1104. — Le mandat est un contrat par lequel une personne charge une autre d'accomplir un acte licite pour le compte du commettant. Le mandat peut être donné aussi dans l'intérêt du mandant et du mandataire, ou dans celui du mandant et d'un tiers, et même exclusivement dans l'intérêt d'un tiers.

Art. 1105. — Pour donner un mandat, il faut être capable de faire par soi-même l'acte qui en est l'objet. La même capacité n'est pas requise chez le mandataire ; il suffit que celui-ci soit doué de discernement et de ses facultés mentales, quoiqu'il n'ait pas la facilité d'accomplir l'acte pour lui-même. Il peut valablement faire au nom d'autrui ce qu'il ne pourrait accomplir en son propre nom.

Art. 1106. — Le mandat de représenter une maison ou raison de commerce ne peut être donné que par le titulaire du fonds de commerce ou par son représentant à ce dûment autorisé.

Art. 1107. — Le mandat est nul : — *a)* s'il a un objet impossible, ou trop indéterminé ; — *b)* s'il a pour objet des actes contraires à l'ordre public, aux bonnes mœurs, ou aux lois civiles ou religieuses.

Art. 1108. — Le mandat est non avenu s'il a pour objet un acte que nul ne peut accomplir par procureur, tel que celui de prêter serment.

Art. 1109. — Le mandat est parfait par le consentement des parties. — La commission donnée par le mandant peut être expresse ou tacite, sauf les cas où la loi prescrit une forme spéciale. — L'acceptation du mandataire peut être également tacite, et résulter du fait de l'exécution, sauf les cas où la loi prescrit une acceptation expresse.

Art. 1110. — Cependant, les gens de service ne sont pas présumés avoir mandat d'acheter à crédit les provisions et fournitures nécessaires au ménage, s'il n'est justifié qu'il est dans l'habitude du maître d'acheter à crédit.

Art. 1111. — Lorsque l'offre de mandat est faite à celui qui, de son état, se charge des services faisant l'objet de la commission, il est réputé avoir accepté s'il n'a notifié son refus au mandant aussitôt après la réception de l'offre. Il doit, malgré son refus, prendre les mesures qui sont requises d'urgence par l'intérêt du commettant ; lorsque des marchandises lui ont été expédiées (2), il doit les faire déposer en lieu sûr, et prendre les mesures nécessaires à leur conservation, aux frais du proposant, jusqu'au

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Le texte porte : expédiés.

moment où ce dernier aura pu pourvoir lui-même. S'il y a péril en la demeure, il devra faire vendre les choses expédiées, par l'entremise de l'autorité judiciaire, après en avoir fait constater l'état.

Art. 1112. — Lorsque le mandat est donné par lettre, par messager ou par télégramme, le contrat est censé conclu dans le lieu où réside le mandataire, lorsque celui-ci accepte purement et simplement.

Art. 1113. — Le mandat peut être donné en une forme différente de celle qui est requise pour l'acte qui en est l'objet.

Art. 1114. — Le mandat est gratuit, à moins de convention contraire. Cependant, la gratuité n'est pas présumée : — 1° lorsque le mandataire se charge par état ou profession des services qui font l'objet du mandat; — 2° entre commerçants pour affaires de commerce; — 3° (1) lorsque, d'après l'usage, les actes qui font l'objet du mandat sont rétribués.

Art. 1115. — Le mandat peut être donné sous condition, à partir d'un terme déterminé, ou jusqu'à un certain terme.

CHAPITRE II

Des effets du mandat

SECTION PREMIÈRE. — *Des effets du mandat entre les parties*

§ A. — *Des pouvoirs et des obligations du mandataire*

Art. 1116. — Le mandat peut être spécial ou général.

Art. 1117. — Le mandat spécial est celui qui est donné pour une ou plusieurs affaires déterminées, ou qui ne confère que des pouvoirs spéciaux. — Il ne donne pouvoir d'agir que dans les affaires ou pour les actes qu'il spécifie, et leurs suites nécessaires, selon la nature de l'affaire et l'usage.

Art. 1118.— Le mandat d'ester en justice est un mandat spécial ; il est régi par les dispositions de la présente loi. Il ne donne pouvoir d'agir que pour les actes qu'il spécifie, et ne confère pas, notamment, le pouvoir de recevoir un paiement, de passer des aveux, de reconnaître une dette, de transiger, si ces pouvoirs ne sont exprimés. Il doit être fait par acte authentique. Cependant les oukils, munis du décret d'autorisation prévu par le décret du 9 mai 1897 (2), et porteurs des pièces d'un plaideur sont présumés avoir reçu mandat de le représenter en justice pour l'affaire à laquelle lesdites pièces se rapportent — et ce, même s'ils ne produisent pas une procuration régulière.

Art. 1119. — Le mandat général est celui qui donne au mandataire le pouvoir de gérer tous les intérêts du mandant sans limiter ses pouvoirs, ou qui confère des pouvoirs généraux sans limitation dans une affaire déterminée. — Il donne le pouvoir de faire tout ce qui est dans l'intérêt du mandant, selon la nature de l'affaire et l'usage du commerce, et notamment de recouvrer ce qui est dû au mandant, de payer ses dettes,

---

(1) Le texte porte une seconde fois : 2°.

(2) *Rev. Alg.*, 1897. 3. 130.

de faire tous actes conservatoires, d'intenter des actions possessoires, d'assigner ses débiteurs en justice, et même de contracter des obligations dans la mesure qui est nécessaire pour l'accomplissement des affaires dont le mandataire est chargé.

Art. 1120. — Quelle que soit l'étendue de ses pouvoirs, le mandataire ne peut, sans l'autorisation expresse du mandant, déférer serment décisoire, faire un aveu judiciaire, défendre au fond en justice, acquiescer à un jugement, ou s'en désister, compromettre ou transiger, faire une remise de dette, aliéner un immeuble ou un droit immobilier, constituer une hypothèque ou un gage, radier une hypothèque ou renoncer à une garantie, si ce n'est contre paiement, faire une libéralité, acquérir ou aliéner un fonds de commerce ou le mettre en liquidation, contracter société ou communauté, le tout, sauf les cas expressément exceptés par la loi.

Art. 1121. — Le mandataire est tenu d'exécuter exactement la commission qui lui a été donnée ; il ne peut rien faire au delà, ni en dehors de son mandat.

Art. 1122. — Les opérations faites par le mandataire au delà de son mandat, ou contrairement à ses instructions, restent pour son compte pour tout ce qui dépasse ses pouvoirs ; et, par suite : — 1° s'il a vendu pour un prix inférieur à celui fixé, ou à défaut de détermination, au-dessous du prix courant, il doit payer au commettant la différence, s'il ne prouve que la vente audit prix était impossible, et qu'en vendant comme il l'a fait, il a empêché le commettant de subir un préjudice (1) ; — 2° s'il a acheté pour un prix supérieur, le commettant peut désavouer l'opération et la laisser pour compte du mandataire, si celui-ci n'offre de supporter la différence du prix, ou si la différence n'est pas de celles tolérées dans le commerce ; — 3° si la chose achetée ne répond pas à la qualité que le mandataire était chargé d'acheter, le commettant peut la refuser ; — 4° si la quantité achetée est supérieure à celle indiquée, le commettant n'est tenu qu'à concurrence de la quantité qu'il a indiquée ; — 5° s'il a acheté au comptant ce qu'il était chargé d'acheter à terme, le commettant peut refuser l'affaire.

Art. 1123. — Si le mandataire a pu réaliser l'affaire dont il est chargé dans des conditions plus avantageuses que celles exprimées dans son mandat, la différence est à l'avantage du mandant.

Art. 1124. — En cas de doute sur l'étendue ou les clauses des pouvoirs conférés au mandataire, le dire du mandant fait foi, à charge de serment.

Art. 1125. — Lorsque plusieurs mandataires sont nommés par le même acte et pour la même affaire, ils ne peuvent agir séparément, s'ils n'y sont expressément autorisés ; un seul ne peut accomplir aucun acte de gestion en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité d'y concourir. — Cette règle n'a pas lieu : — 1° lorsqu'il s'agit de défendre en justice, de restituer un dépôt, de payer une dette liquide et exigible, de prendre une mesure conservatoire dans l'intérêt du mandant, ou d'une chose urgente dont l'omission serait préjudiciable

---

(1) Le texte porte : préjucice.

à ce dernier ; — 2° dans le mandat donné entre commerçants pour affaires de commerce. — Dans ces cas, l'un des mandataires peut agir valablement sans l'autre, si le contraire n'est exprimé.

Art. 1126. — Lorsque plusieurs mandataires ont été nommés séparément pour la même affaire, chacun d'eux peut agir à défaut de l'autre.

Art. 1127. — Le mandataire ne peut substituer une autre personne dans l'exécution du mandat, si le pouvoir de substituer ne lui a été expressément accordé, ou s'il ne résulte de la nature de l'affaire ou des circonstances.

Art. 1128. — Cependant, le mandataire général avec pleins pouvoirs est censé autorisé à se substituer une autre personne en tout ou en partie.

Art. 1129. — Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué. Cependant, lorsqu'il est autorisé à se substituer sans désignation de personne, il ne répond que s'il a choisi une personne qui n'avait pas les qualités requises pour exercer le mandat ou si, tout en ayant bien choisi, il a donné au substitué des instructions qui ont été la cause de dommages, ou s'il a manqué de le surveiller lorsque cette surveillance était nécessaire d'après les circonstances.

Art. 1130. — Dans tous les cas, le substitué est directement tenu envers le mandant, dans les mêmes conditions que le mandataire, et il a, d'autre part, les mêmes droits que ce dernier.

Art. 1131. — Le mandataire est tenu d'apporter à la gestion dont il est chargé la diligence d'un homme attentif et scrupuleux, et il répond du dommage causé au mandant par le défaut de cette diligence, tel que l'inexécution volontaire de son mandat ou des instructions spéciales qu'il a reçues, ou l'omission de ce qui est d'usage dans les affaires. — S'il a des raisons graves pour s'écarter de ses instructions ou de l'usage, il est tenu d'en avertir aussitôt le mandant, et s'il n'y a péril en la demeure, d'attendre ses instructions.

Art. 1132. — Les obligations dont il est parlé en l'article précédent doivent être entendues plus rigoureusement : — 1° lorsque le mandat est salarié ; — 2° lorsqu'il est exercé dans l'intérêt d'un mineur, d'un incapable, d'une personne morale.

Art. 1133. — Si les choses que le mandataire reçoit pour le compte du commettant sont détériorées ou présentent des signes d'avarie reconnaissables extérieurement, le mandataire est tenu de faire le nécessaire afin de conserver les droits du mandant contre le voiturier et autres responsables. — S'il y a péril en la demeure, ou si des détériorations se produisent par la suite, sans qu'il ait le temps d'en référer au mandant, le mandataire a la faculté, et lorsque l'intérêt du mandant l'exige, il est tenu de faire vendre les choses par l'entremise de l'autorité judiciaire, après en avoir fait constater l'état. Il doit, sans délai, informer le mandant de tout ce qu'il aura fait.

Art. 1134. — Le mandataire est tenu d'instruire le mandant de toutes les circonstances qui pourraient déterminer ce dernier à révoquer ou à modifier le mandat.

Art. 1135. — Dès que sa commission est accomplie, le mandataire est tenu d'en informer immédiatement le mandant, en ajoutant tous les détails nécessaires, afin que le mandant puisse se rendre un compte

exact de la manière dont sa commission a été exécutée. — Si le mandant, après avoir reçu l'avis, tarde à répondre plus que ne le comporte la nature de l'affaire ou l'usage, il est censé approuver, même si le mandataire a dépassé ses pouvoirs.

Art. 1136. — Tout mandataire doit rendre compte au mandant de sa gestion, lui présenter le compte détaillé de ses dépenses et de ses recouvrements, avec toutes les justifications que comporte l'usage, ou la nature de l'affaire, et lui faire raison de tout ce qu'il a reçu par suite ou à l'occasion du mandat.

Art. 1137. — Le mandataire répond des choses qu'il a reçues à l'occasion de son mandat, d'après les dispositions des articles 1005, 1006, 1018 à 1028. — Néanmoins, si le mandat est salarié, il répond d'après ce qui est dit à l'article 1021.

Art. 1138. — Les dispositions de l'article 1136 ci-dessus doivent être entendues moins rigoureusement s'il s'agit d'un mandataire qui représente sa femme, sa sœur, ou une autre personne de sa famille. — Dans ces cas, le mandataire pourra, d'après les circonstances, être cru sur son serment, quant à la restitution des choses qu'il a reçues pour le compte du mandant.

Art. 1139. — Dès que le mandat a pris fin, le mandataire doit restituer au mandant, ou déposer en justice, l'acte qui lui confère ses pouvoirs. — Le mandant ou ses ayants cause qui n'exigeraient pas la restitution de l'acte sont tenus des dommages-intérêts envers les tiers de bonne foi.

Art. 1140. — Lorsqu'il y a plusieurs mandataires, il n'y a solidarité entre eux que si elle a été stipulée. Toutefois, la solidarité entre les mandataires est de droit : — 1° si le dommage a été causé au mandant par leur dol ou leur faute commune, et qu'on ne puisse discerner la part de chacun d'eux ; — 2° lorsque le mandat est indivisible ; — 3° lorsque le mandat est donné entre commerçants pour affaires de commerce, s'il n'y a stipulation contraire. — Néanmoins, les mandataires, même solidaires, ne répondraient pas de ce que leur comandataire aurait fait en dehors, ou par abus de son mandat.

§ B. — *Des obligations du mandant*

Art. 1141. — Le mandant est tenu de fournir au mandataire les fonds et autres moyens nécessaires pour l'exécution du mandat, s'il n'y a usage ou convention contraire.

Art. 1142. — Le mandant doit : — 1° rembourser au mandataire les avances et frais qu'il a dû faire pour l'exécution du mandat dans la mesure de ce qui était nécessaire à cet effet, lui payer sa rétribution au cas où elle serait due, quel que soit le résultat de l'affaire, s'il n'y a fait ou faute imputable au mandataire ; — 2° exonérer le mandataire des obligations qu'il a dû contracter, par suite ou à l'occasion de sa gestion ; il n'est pas tenu des obligations que le mandataire aurait assumées, ou des pertes qu'il aurait essuyées, par son fait ou par sa faute, ou pour d'autres causes étrangères au mandat.

Art. 1143. — Le mandataire n'a pas droit à la rétribution convenue : — 1° s'il a été empêché, par un cas de force majeure, d'entreprendre l'exé-

cution de son mandat ; — 2° si l'affaire ou l'opération dont il a été chargé a pris fin avant qu'il ait pu l'entreprendre ; — 3° si l'affaire ou opération en vue de laquelle le mandat avait été donné n'a pas été réalisée, sauf dans ce dernier cas, l'usage commercial ou celui du lieu. — Il appartient cependant au tribunal (1) d'apprécier si une indemnité ne serait pas due au mandataire, d'après les circonstances, surtout lorsque l'affaire n'a pas été conclue pour un motif personnel au mandant ou pour cause de force majeure.

Art. 1144. — Lorsque la rétribution n'a pas été fixée, elle sera déterminée d'après l'usage du lieu où le mandat a été accompli, et à défaut, d'après les circonstances.

Art. 1145. — Le mandant qui a cédé l'affaire à d'autres demeure responsable, envers le mandataire, de toutes les suites du mandat, d'après l'article 1142, s'il n'y a stipulation contraire acceptée par le mandataire.

Art. 1146. — Si le mandat a été donné par plusieurs personnes, pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue envers le mandataire en proportion de son intérêt dans l'affaire, s'il n'en a été autrement convenu.

Art. 1147. — Le mandataire a le droit de retenir les effets mobiliers ou marchandises du mandant à lui expédiés ou remis pour se rembourser de ce qui lui est dû par le mandant, d'après l'article 1142.

Section II. — *Des effets du mandat à l'égard des tiers*

Art. 1148. — Lorsque le mandataire agit en son nom personnel, il acquiert les droits résultant du contrat et demeure directement obligé envers ceux avec lesquels il a contracté, comme si l'affaire lui appartenait, alors même que les tiers auraient connu sa qualité de prête-nom ou de commissionnaire.

Art. 1149. — Le mandataire qui a traité en cette qualité et dans les limites de ses pouvoirs n'assume aucune obligation personnelle envers les tiers avec lesquels il contracte. Ceux-ci ne peuvent s'adresser qu'au mandant.

Art. 1150. — Les tiers n'ont aucune action, contre le mandataire en cette qualité, pour le contraindre à exécuter son mandat, à moins que le mandat n'ait été donné aussi dans leur intérêt.

Art. 1151 — Les tiers ont action contre le mandataire pour le contraindre à recevoir l'exécution du contrat, lorsque cette exécution rentre nécessairement dans le mandat dont il est chargé.

Art. 1152. — Celui qui traite avec le mandataire, en cette qualité, a toujours le droit de demander l'exhibition du mandat, et, au besoin, une copie authentique, à ses frais.

Art. 1153. — Les actes valablement accomplis par le mandataire, au nom du mandant et dans la limite de ses pouvoirs, produisent leur effet en faveur du mandant et contre lui, comme s'ils avaient été accomplis par le mandant lui-même.

Art. 1154. — Le mandant est tenu directement d'exécuter les engagements contractés pour son compte par le mandataire, dans la limite des

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

pouvoirs conférés à ce dernier. — Les réserves et les traités secrets passés entre le mandant et le mandataire et qui ne résultent pas du mandat lui-même, ne peuvent être opposés aux tiers, si on ne prouve que ceux-ci en ont eu connaissance au moment du contrat.

Art. 1155. — Le mandant n'est pas tenu de ce que le mandataire aurait fait en dehors ou au delà de ses pouvoirs, sauf dans les cas suivants : — 1° lorsqu'il l'a ratifié, même tacitement; — 2° lorsqu'il en a profité; — 3° lorsque le mandataire a contracté dans des conditions plus favorables que celles portées dans ses instructions; — 4° même lorsque le mandataire a contracté dans des conditions plus onéreuses, si la différence est de peu d'importance, ou si elle est conforme à la tolérance usitée dans le commerce, ou dans le lieu du contrat.

Art. 1156. — Le mandataire qui a agi sans mandat au delà de son mandat est tenu des dommages (1) envers les tiers avec lesquels il a contracté, si le contrat ne peut-être exécuté. — Le mandataire n'est tenu d'aucune garantie : — *a)* s'il a donné à la partie une connaissance suffisante de ses pouvoirs ; — *b)* s'il prouve que celle-ci en avait connaissance. — Le tout à moins qu'il ne se soit porté fort de l'exécution du contrat.

Section III. — *De l'extinction du mandat*

Art. 1157. — Le mandat finit : — 1° par l'accomplissement de l'affaire pour laquelle il a été donné ; — 2° par l'événement de la condition résolutoire, ou l'expiration du terme qui y a été ajouté ; — 3° par la révocation du mandataire ; — 4° par la renonciation de celui-ci au mandat ; — 5° par le décès du mandat ou du mandataire ; — 6° par le changement d'état par lequel le mandant ou le mandataire perd l'exercice de ses droits, tels que l'interdiction, la déclaration d'insolvabilité, à moins que le mandat n'ait pour objet des actes qu'il peut accomplir malgré ce changement d'état ; — 7° par l'impossibilité d'exécution pour une cause indépendante de la volonté des contractants.

Art. 1158. — Lorsque le mari est le mandataire de sa femme, le mandat finit aussi par la répudiation qui dissout le mariage.

Art. 1159. — Le mandat donné par une personne morale ou une société cesse avec la fin de la personne morale ou de la société.

Art. 1160. — Le mandant peut, quand bon lui semble, révoquer sa procuration ; toute clause contraire est sans effet entre les parties et vis-à-vis des tiers. La stipulation d'un salaire n'empêche pas le mandant de faire usage de ce droit. — Cependant : — 1° lorsque le mandat a été donné dans l'intérêt du mandataire, ou dans celui d'un tiers, le mandant ne peut le révoquer sans l'assentiment de la partie dans l'intérêt de laquelle le mandat a été donné ; — 2° le mandataire *ad litem* ne peut être révoqué lorsque la cause est en état.

Art. 1161. — La révocation peut être expresse ou tacite. — Lorsque la révocation a lieu par lettre ou par télégramme, elle ne produit ses effets qu'à partir du moment où le mandataire a reçu la communication qui met fin à son mandat.

---

(1) Lire : *dommages-intérêts.*

Art. 1162. — Lorsque le mandat a été donné par plusieurs personnes pour la même affaire, le mandat ne peut être révoqué que de l'adhésion de tous ceux qui y ont concouru. Cependant, lorsque l'affaire est divisible, la révocation opérée par l'un des intéressés éteint le mandat pour la part de celui qui l'a révoqué. — Dans les sociétés en nom collectif, et dans les autres sociétés, le mandat peut être révoqué par chacun des associés qui ont pouvoir de le conférer au nom de la société.

Art. 1163. — La révocation totale ou partielle du mandat ne peut être opposée aux tiers de bonne foi qui ont contracté avec le mandataire, avant de connaître la révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire. — Lorsque la loi prescrit une forme déterminée pour la constitution du mandat, la même forme est requise pour la révocation.

Art. 1164. — Le mandataire ne peut renoncer au mandat qu'en notifiant sa renonciation au mandant; il répond du préjudice que cette renonciation peut causer au mandant, s'il ne prend les mesures nécessaires afin de sauvegarder complètement les intérêts de ce dernier, jusqu'au moment où celui-ci aura pourvu lui-même.

Art. 1165. — Le mandataire ne peut pas renoncer, lorsque le mandat lui a été donné dans l'intérêt d'un tiers, sauf le cas de maladie ou autre empêchement légitime; dans ce cas, il est tenu de donner avis à celui dans l'intérêt duquel le mandat a été conféré, et de lui accorder un délai raisonnable afin de pourvoir à ce que les circonstances exigent.

Art. 1166. — La révocation ou la mort du mandataire principal entraîne la révocation de celui qu'il s'est substitué. Cette disposition ne s'applique pas : — 1° lorsque le substitué a été nommé avec l'autorisation du commettant ; — 2° lorsque le mandataire principal avait pleins pouvoirs d'agir ou qu'il était autorisé à substituer.

Art. 1167. — Le décès ou le changement d'état du mandant éteint le mandat du mandataire principal et de celui qu'il s'est substitué. Cette substitution n'a pas lieu : — 1° lorsque le mandat a été conféré dans l'intérêt du mandataire ou dans l'intérêt d'un tiers ; — 2° lorsqu'il a pour objet un fait à accomplir après la mort du mandant, de sorte que le mandataire se trouve par là dans la situation d'un exécuteur testamentaire.

Art. 1168. — Sont valides les actes faits par le mandataire au nom du mandant, au temps où il ignorait encore le décès de celui-ci, ou l'une des autres causes qui ont fait cesser le mandat, pourvu que les tiers, avec lesquels il a contracté l'aient également ignorée.

Art. 1169. — En cas de cessation du mandat par décès, faillite ou incapacité du mandant, le mandataire est tenu, s'il y a péril en la demeure, d'achever la chose commencée, dans la mesure de ce qui est nécessaire, et de pourvoir à tout ce que les circonstances exigent dans l'intérêt du mandant ou de l'héritier. Il peut d'autre part, répéter les avances et frais faits pour l'exécution de son mandat d'après les principes de la gestion des affaires (1).

Art. 1170. — En cas de décès du mandataire, ses héritiers, s'ils connaissent l'existence du mandat, doivent en informer immédiatement le

---

(1) Lire sans doute : *gestion d'affaires*.

mandant. Ils doivent aussi conserver les documents et autres titres appartenant au mandant. — Cette disposition n'a pas lieu pour les héritiers mineurs, tant qu'ils ne sont pas pourvus d'un tuteur.

Art. 1171. — Lorsque le mandant ou le mandataire résout le contrat brusquement, à contretemps et sans motifs plausibles, il peut être tenu des dommages-intérêts envers l'autre contractant, s'il n'en est autrement convenu. — L'existence et l'étendue du dommage seront déterminés par le juge d'après la nature du mandat, les circonstances de l'affaire et l'usage des lieux.

CHAPITRE III

Des régisseurs des biens ruraux (ouakafs) (1)

Art. 1172. — Le régisseur d'un bien rural est un mandataire salarié ; ses droits et ses obligations sont régis par les règles du mandat et par les dispositions spéciales du présent titre.

Art. 1173. — A défaut de convention, le salaire du régisseur sera déterminé ainsi qu'il suit : — 1° si l'exploitation compte de trois à dix méchias, il aura droit à un cafis de blé et autant d'orge ; — 2° si le régisseur a été engagé seulement pour l'été ou pour l'hiver, il aura droit à un demi-cafis de blé et un demi-cafis d'orge ; — 3° lorsque le régisseur demeure sur la ferme avec sa famille, il recevra les deux cafis dont il a été parlé et il aura le droit, en outre, de cultiver pour son compte une maouna (parcelle supplémentaire en dehors de l'exploitation) de deux ouibas de blé et de deux ouibas d'orge.

Art. 1174. — Lorsque le régisseur est associé pour une méchia à un cultivateur qui exploite de cinq à dix méchias, il n'aura droit à aucune autre rétribution, sauf stipulation contraire. Le loyer de sa méchia et les frais d'exploitation seront à la charge du cultivateur. — Si l'exploitation est de moins de cinq méchias, le loyer de la méchia et les frais d'exploitation y afférents sont supportés par le régisseur.

Art. 1175. — Le régisseur a la garde des denrées destinées aux semis ; il les remet aux colons (khammès) et les mesure en leur présence au fur et à mesure des besoins ; il surveille et dirige les travaux des khammès et autres personnes employées sur la ferme, l'arrachage des mauvaises herbes, la moisson, le glanage, le dépiquage ou le battage, jusqu'à la fin des travaux par la formation des meules (2) ; il reçoit les grains de l'aire après le battage, en surveille le dépôt dans les silos ; il répond envers le cultivateur de la quantité qu'il a reçue.

Art. 1176. — Le régisseur répond du manque qui peut se produire dans la semence, lorsque chaque méchia n'en reçoit pas la quantité nécessaire, sauf l'action pénale contre lui, en cas de soustraction frauduleuse.

Art. 1177. — Le régisseur répond, solidairement avec le colon partiaire (khammès), de la détérioration ou de la perte des ustensiles et instru-

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.*, du 29 décembre 1906.

(2) Le texte porte : des meule.

ments servant à l'exploitation, sauf les cas fortuits et de force majeure et les détériorations résultant (1) de l'usage normal de ces objets.

Art. 1178. — Le régisseur répond, solidairement avec le colon partiaire, de la perte ou de la détérioration des animaux attachés à l'exploitation, sauf les cas prévus en l'article précédent.

CHAPITRE IV (2)

Des quasi-contrats analogues au mandat

De la gestion d'affaires

Art. 1179. — Lorsque, sans y être autorisé par le maître ou par le juge, on gère volontairement ou par nécessité les affaires d'autrui, en son absence ou à son insu, il se constitue un rapport de droit analogue au mandat, qui est régi par les dispositions suivantes.

Art. 1180. — Le gérant est tenu de continuer la gestion qu'il a commencée, jusqu'à ce que le maître soit en état de la continuer lui-même, si cette interruption de la gestion est de nature à nuire au maître.

Art. 1181. — Il doit apporter à sa gestion la diligence d'un bon père de famille, et se conformer à la volonté connue ou présumée du maître de l'affaire. Il répond de toute faute, même légère ; mais il n'est tenu que de son dol et de sa faute lourde : lorsque son immixtion a eu pour but de prévenir un dommage imminent et notable qui menaçait le maître de l'affaire ; — lorsqu'il n'a fait que continuer, comme héritier, un mandat commencé par son auteur.

Art. 1182. — Il est tenu des mêmes obligations que le mandataire quant à la reddition de ses comptes et à la restitution de tout ce qu'il a reçu par suite de sa gestion. — Il est soumis à toutes les autres obligations qui résulteraient d'un mandat exprès.

Art. 1183. — Le gérant d'affaires qui s'est immiscé aux affaires d'autrui contrairement à la volonté connue ou présumée du maître, ou qui a entrepris des opérations contraires à sa volonté présumée, est tenu de tous les dommages résultant de sa gestion, même si on ne peut lui imputer aucune faute.

Art. 1184. — Néanmoins, la volonté contraire du maître ne saurait être invoquée lorsque le gérant d'affaires a dû pourvoir d'urgence : — 1° à une obligation du maître provenant de la loi et dont l'intérêt public exigeait l'accomplissement ; — 2° à une obligation légale d'aliments, à des dépenses funéraires ou à d'autres obligations de même nature.

Art. 1185. — Si l'affaire est administrée dans l'intérêt du maître et d'une manière utile, le maître a tous les droits et il est tenu directement envers les tiers de toutes les obligations que le gérant a contractées pour son compte. Il doit décharger le gérant des suites de sa gestion et l'indemniser de ses avances, dépenses et pertes, d'après les dispositions

---

(1) Le texte porte : résultants.

(2) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

de l'article 1142. — Quel qu'en soit le résultat, l'affaire est réputée bien administrée lorsqu'au moment où elle a été entreprise, elle était conforme aux règles d'une bonne gestion, d'après les circonstances.

Art. 1186.— Lorsque l'affaire est commune à plusieurs personnes, elles sont tenues envers le gérant dans la proportion de leur part d'intérêt et d'après les dispositions de l'article précédent.

Art. 1187. — Le gérant a droit de retenir les choses du maître pour le remboursement des créances dont la répétition lui est accordée par l'art. 1185. — Ce droit de rétention n'appartient pas à celui qui s'est immiscé aux affaires d'autrui contrairement à la volonté du maître.

Art. 1188. — Dans tous les cas où le maître n'est pas tenu de reconnaître les dépenses faites par le gérant, celui-ci a le droit d'enlever les améliorations par lui accomplies, pourvu qu'il puisse le faire sans dommage, ou de se faire remettre les choses par lui achetées, et que le maître a laissées pour son compte.

Art. 1189. — La gestion d'affaires est essentiellement gratuite.

Art. 1190. — Le maître n'est tenu d'aucun remboursement lorsque le gérant a entrepris l'affaire sans l'intention de répéter ses avances. Cette intention est présumée : — *a)* lorsque la gestion a été entreprise contrairement à la volonté du maître, sauf le cas prévu en l'art. 1184; — *b)* dans tous les autres cas où il ressort clairement des circonstances que le gérant n'avait pas l'intention de répéter ses avances.

Art. 1191. — Lorsque le gérant est dans l'erreur quant à la personne du maître, les droits et les obligations provenant de la gestion s'établissent entre lui et le véritable maître de l'affaire.

Art. 1192. — Lorsqu'une personne, croyant gérer son affaire propre, fait l'affaire d'autrui, les rapports de droit qui se constituent sont régis par les dispositions relativent à l'enrichissement sans cause (art. 71 et suivants).

Art. 1193. — La mort du gérant met fin à la gestion d'affaires ; les obligations de ses héritiers sont réglées par l'article 1170.

Art. 1194. — Lorsque le maître ratifie expressément ou tacitement, les droits et les obligations des parties entre elles sont régis par les règles du mandat, depuis l'origine de l'affaire ; à l'égard des tiers, la ratification n'a d'effet qu'à partir du moment où elle est donnée.

TITRE VIII

Du contrat (1) de commande (2)

(Kirâdh ou *moudharaba)* (3)

Art. 1195. — La commande est le contrat par lequel une personne, appelée *bailleur de fonds*, remet un capital déterminé à une autre personne, dénommée *gérant* ou *agent*, lequel se charge d'employer ce capital

---

(1) Le texte porte : **Contrat**.

(2) Le mot français est : *commandite*.

(3) Le texte porte : *Moudharaba*.

dans le commerce, en son propre nom, mais pour le compte du bailleur de fonds, moyennant une quotité déterminée dans les bénéfices.

Art. 1196. — Le capital ou fonds de commerce peut consister soit en numéraire, soit en effets, marchandises ou autres choses mobilières, ou en créances sur des tiers.

Art. 1197. — Le contrat de commande ne peut être conclu qu'entre parties capables de contracter société.

Art. 1198. — Le contrat de commande est parfait par le consentement exprès des parties sur les clauses essentielles du contrat, et par la remise du fonds ou capital au pouvoir de l'agent. Tant que cette remise n'a pas eu lieu, le contrat peut être dissous par la seule volonté de l'une des parties. — La tradition s'opère par le simple consentement, lorsque les fonds ou les choses constituant le capital se trouvaient déjà effectivement à un autre titre au pouvoir de l'agent; il ne suffirait pas cependant qu'elles fussent dues par lui du chef d'une dette.

Art. 1199. — Les fonctions du gérant ne commencent qu'à partir du moment où le capital est remis entre ses mains.

Art. 1200. — Le bailleur de fonds ne peut stipuler qu'il prendra part à l'administration à peine de nullité de contrat (1). — Le gérant a la gestion exclusive du fonds qui lui a été confié Il a seul le droit de faire tous les actes relatifs à cette gestion, même ceux qui excèdent la simple administration. et nonobstant l'opposition du bailleur de fonds, dans les conditions déterminées par le contrat et par l'usage du commerce.

Art. 1201. — Le gérant peut notamment, sauf les restrictions à lui imposées par le contrat : — restituer les marchandises et effets rédhibitoires, résilier des contrats, accorder terme et délai ; — louer et prendre à louage, acheter, vendre au comptant ou à terme, pourvu qu'il se conforme aux délais pratiqués dans le commerce ; — accepter une délégation en paiement d'effets vendus ; — conférer mandat à un tiers de faire les actes qu'il pourrait faire lui-même ; — constituer un nantissement ou le recevoir ; — suivre en son nom personnel toutes les actions judiciaires relatives aux opérations par lui engagées tant en demandant qu'en défendant ; — s'obliger par voie de change, le tout dans la mesure qui est nécessaire pour l'accomplissement des opérations dont il est chargé.

Art. 1202. — Le gérant ne peut faire aucun acte d'aliénation à titre gratuit s'il n'y est expressément autorisé. Il peut cependant accorder les réductions et autres tolérances qui sont d'usage dans le commerce.

Art. 1203. — Le gérant ne peut engager d'opérations pour une somme supérieure à celle qui lui a été fournie, s'il n'y est expressément autorisé ; ce qu'il fait au delà reste à son compte personnel, à moins que le bailleur de fonds ne le ratifie.

Art. 1204. — Il n'est pas défendu au gérant de trafiquer pour son compte personnel et avec ses capitaux, mais il doit tenir distincte sa caisse particulière de celle de la commande, s'il n'y a usage ou convention contraire.

Art. 1205. — Le gérant peut se charger des affaires d'autres personnes, pourvu qu'il les tienne distinctes les unes des autres et s'il n'y a préju-

---

(1) Lire sans doute : nullité *du* contrat.

dice pour les intérêts du premier bailleur. Il doit, en tous cas, en donner avis à ce dernier.

Art. 1206. — Le gérant répond de tous les dommages résultant de son fait ou de sa faute d'après les règles du mandat salarié.

Art. 1207. — Le gérant ne peut être chargé des cas fortuits ou de force majeure. Toute stipulation contraire est non avenue.

Art. 1208. — Le gérant est tenu même des cas fortuits ou de force majeure s'ils ont été occasionnés par son fait ou sa faute, ou par l'inexécution des clauses valablement stipulées par le bailleur de fonds.

Art. 1209. — Le gérant répond de toutes les personnes qu'il s'est substitué ou adjoint (1) sans l'autorisation du bailleur de fonds, soit comme associées, soit en qualité de commis et de préposés.

Art. 1210. — Le gérant a le droit de se rembourser sur le capital de ses avances et frais de route et de séjour, lorsqu'il voyage pour les affaires de la commande ou pour le recouvrement des créances de cette dernière. — Les dépenses qui ne dépendent pas des opérations de commerce dont il est chargé, tels que les frais de pèlerinage, de mariage et de médicaments, sont exclusivement à la charge du gérant.

Art. 1211. — Le gérant a droit, sur les bénéfices, à la part établie par le contrat, après déduction des pertes et des dépenses. Dans le silence du contrat, les parties sont présumées s'en être remises à la coutume locale; à défaut de coutume, le tribunal (2) décidera d'après ce qui est dit à l'art. 1218.

Art. 1212. — Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la part de chacun d'eux dans les bénéfices est, dans le silence du contrat, en proportion de sa part dans le travail commun.

Art. 1213. — Les reprises et remboursements du gérant, ainsi que la part de bénéfices à laquelle il a droit, ne sont jamais considérés comme une obligation personnelle du bailleur, mais doivent être prélevés sur le capital. En conséquence, si le capital a péri, ou se trouve insuffisant pour désintéresser l'agent, celui-ci n'a rien à répéter au bailleur.

Art. 1214. — Le gérant est tenu de toutes les obligations du mandataire quant à la reddition de comptes et à la justification de ses dépenses.

Art. 1215. — Dès que le contrat a pris fin, le gérant est tenu de restituer au bailleur le capital qu'il a reçu, et la part de bénéfices revenant à ce dernier. Lorsque la remise du capital au gérant a été constatée par écrit, le gérant n'est libéré que par la production d'une décharge par écrit du bailleur de fonds. — La succession du gérant est tenue des mêmes obligations que son auteur ; cependant, les héritiers sont admis à prouver leur libération par tous moyens de preuve.

Art. 1216. — Après le règlement de comptes et la restitution au bailleur de son capital et de sa part de bénéfices, l'agent n'est plus recevable à demander le remboursement de ses dépenses ou autres avances, sous prétexte d'erreur ou d'omission. Cependant les erreurs purement matérielles de compte, telles que les erreurs d'addition, doivent être rectifiées.

Art. 1217. — En cas de doute, la déclaration de l'agent fait foi, à charge de serment : — 1° quant à la perte des effets qui lui ont été confiés par

(1) Lire : *substituées* ou *adjointes*.

(2) Le texte porte : Tribunal.

le bailleur de fonds, s'il n'y a faute ou dol de l'agent ; — 2° quant à l'existence du contrat de commande, lorsque le bailleur de fonds prétend qu'il n'y a qu'un contrat de commission, de préposition ou de louage de services ; — 3° quant à la quantité ou à la valeur du capital ou fonds de commerce qui lui a été remis. La déclaration du bailleur de fonds fera foi, à charge de serment, quant à la part de bénéfice promise à l'agent.

Art. 1218. — Le contrat de commande est nul comme tel : — 1° lorsque la part de bénéfices du gérant n'est point déterminée et que rien, dans la coutume locale ou dans les circonstances, ne permet d'en fixer le montant ; — 2° lorsque la rétribution de l'agent est déterminée en une somme fixée d'avance ; — 3° lorsque le contrat a pour objet des choses qui ne sont point dans le commerce, ou qui ne se trouvent qu'à des époques incertaines et variables ; — 4° lorsqu'il est stipulé que le gérant ne pourra agir seul et devra toujours prendre l'avis, soit du bailleur de fonds, soit d'une autre personne déterminée ; — 5° lorsque le contrat impose au gérant des travaux personnels autres que ceux dépendant de la gestion proprement dite ; — 6° lorsque la faculté d'action du gérant est restreinte à certains cas déterminés ; par exemple s'il n'est autorisé à traiter qu'avec certaines personnes, ou dans un certain lieu, ou pendant un certain temps de l'année ; — 7° lorsqu'il est stipulé que les bénéfices appartiendront exclusivement au bailleur de fonds, ou au gérant, ou à des tiers, par exemple, aux pauvres ; — 8° lorsqu'il est stipulé que le capital restera entre les mains du bailleur de fonds et ne sera pas remis à l'agent.

Art. 1219. — Lorsqu'il est stipulé que tous les bénéfices appartiendront au bailleur de fonds, le contrat est une préposition ; lorsqu'il est stipulé que tous les bénéfices appartiendront à l'agent, le contrat est un prêt et on appliquera la règle de ces contrats.

Art. 1220. — Le contrat de commande finit : — par la renonciation de l'une des parties ; — par la dissolution prononcée par l'autorité judiciaire ; — par le décès ou l'incapacité survenue de l'agent ; — par l'expiration du terme pour lequel il avait été contracté ou la consommation des affaires qui en étaient l'objet ; — par la perte du capital ou fonds social, survenue soit avant l'exécution, soit au cours du contrat.

Art. 1221. — Chacune des parties peut résoudre à son gré le contrat de commande, pourvu que cette renonciation soit faite sans fraude et non à contretemps (1). — La renonciation est faite à contretemps (1), lorsque le gérant a déjà engagé les opérations prévues par le contrat, par exemple, s'il a acheté des marchandises ou s'est mis en voyage.

Art. 1222. — En cas de dissentiment grave, et lorsque, par exemple, les parties ne sont pas d'accord sur l'opportunité de liquider le capital de la commande, le tribunal (2) pourra, d'après les circonstances, ordonner la liquidation définitive et le partage, ou bien assigner un terme passé lequel cette liquidation devra être faite.

Art. 1223. — En cas de décès du gérant, avant la liquidation des bénéfices, ses héritiers majeurs pourront continuer les opérations commencées ou les continuer par une personne digne de confiance qu'ils choi-

---

1) Le texte porte : contre-temps.

2) Le texte porte : Tribunal.

siront. Faute par eux de présenter une personne de confiance, ils perdent tout droit aux bénéfices et le bailleur prendra la suite des affaires aux lieu et place de l'agent.

Art. 1224. — Le décès ou l'incapacité survenue du bailleur de fonds ne dissout pas la commande, et l'agent a le droit de continuer les opérations commencées, mais il n'a pas le droit d'en entreprendre de nouvelles.

Art. 1225. — Toutes actions naissant du contrat de commande sont prescrites entre les parties après cinq ans à partir du moment où le contrat a pris fin.

TITRE IX

De l'association

Dispositions générales

Art. 1226. — Il y a deux espèces d'association : — 1° la communauté ou quasi société ; — 2° la société propremente dite ou société contractuelle.

CHAPITRE PREMIER

De la communauté ou quasi société

Art. 1227. — Lorsqu'une chose ou un droit se trouve appartenir à plusieurs personnes conjointement et par indivis, il se constitue un état de droit qui s'appelle *communauté* ou *quasi société* ; elle peut être volontaire ou forcée.

Art. 1228. — Dans le doute, les portions des communistes sont présumées égales.

Art. 1229. — Chaque communiste peut se servir de la chose commune à proportion de son droit, pourvu qu'il ne fasse pas un usage contraire à sa nature ou à sa destination, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la communauté, ou de manière à empêcher les autres de s'en servir suivant leur droit.

Art. 1230. — L'un des communistes ne peut faire d'innovations à la chose commune sans le consentement des autres. En cas de contravention, on suivra les règles suivantes : — *a)* lorsque la chose est divisible, on procèdera au partage ; si la partie sur laquelle l'innovation a été faite tombe dans son lot, il n'y aura aucun recours ni de part ni d'autre : si elle se trouve dans le lot d'un autre associé, celui-ci aura le choix de payer la valeur ces innovations faites ou de contraindre son associé à remettre les choses en l'état ; — *b)* lorsque la chose est indivisible, les autres communistes peuvent l'obliger à remettre les choses en l'état à ses frais, outre les dommages (1) s'il y a lieu.

Art. 1231. — Lorsque la chose est, par sa nature, indivisible, comme par exemple, un établissement de bains, un navire, chacun des commu-

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

nistes n'a droit qu'aux produits de la chose, en proportion de sa part : cette chose devra être louée pour le compte commun, même si l'un des communistes s'y oppose.

Art. 1232. — Chacun des communistes doit compte aux autres des produits de la chose commune par lui perçus pour ce qui excède sa part d'intérêt.

Art. 1233. — Les communistes peuvent convenir qu'ils jouiront privativement à tour de rôle de la chose, ou du droit qui fait l'objet de la communauté. Dans ce cas, chacun d'eux peut disposer, à titre gratuit ou onéreux, du droit privatif dont il jouit, pour le temps de sa jouissance, et ne doit aucun compte à ses communistes de ce qu'il a perçu. Il ne peut rien faire, cependant, qui empêche ou diminue le droit des autres communistes, lorsque leur tour de jouissance sera venu.

Art. 1234. — Chacun des communiste est tenu de veiller à la conservation de la chose commune avec la même diligence qu'il apporte à la conservation des choses qui lui appartiennent. Il répond des dommages résultant du défaut de cette diligence.

Art. 1235. — Chaque communiste a le droit de contraindre les autres à contribuer avec lui, en proportion de leur part d'intérêt, aux dépenses nécessaires pour conserver la chose commune et l'entretenir en état de servir à l'usage auquel elle est destinée ; ils peuvent se libérer de cette obligation : — 1° en vendant leur part, sauf le droit de chefaâ de l'associé qui a fait offre ou offre de faire la dépense ; — 2° en abandonnant au communiste la jouissance ou les produits de la chose jusqu'à complet remboursement de ce qu'il a déboursé pour le compte commun ; — 3° en demandant le partage quand il est possible ; cependant, si la dépense a été déjà faite, ils sont tenus jusqu'à concurrence de leur part contributive.

Art. 1236. — Chaque communiste est tenu, envers les autres, à supporter les charges afférentes à la chose commune, ainsi que les frais d'administration et d'exploitation. La part contributive de chaque communiste dans les charges et dépenses est réglée d'après (1) sa part d'intérêt.

Art. 1237. — Les impenses simplement utiles, et celles voluptuaires, faites par l'un des communistes, ne lui donnent droit à aucune répétition contre les autres intéressés, s'il n'a été expressément ou tacitement autorisé à les faire.

Art. 1238. — Les délibérations de la majorité des communistes sont obligatoires pour la minorité pour ce qui a trait à l'administration et à la jouissance de la chose commune, pourvu que cette majorité représente les trois quarts des intérêts qui forment (2) l'objet de la communauté. — Si la majorité n'atteint pas les trois quarts, les communistes peuvent recourir au tribunal (3), lequel décidera dans le sens le plus conforme à l'intérêt général de l'association. Il pourra même nommer un administrateur, si le cas l'exige, ou ordonner le partage de la communauté.

---

(1) Le texte porte : d'agrès.
(2) Le texte porte : qui forme.
(3) Le texte porte : Tribunal.

Art. 1239. — Les décisions de la majorité n'obligent pas la minorité : — *a)* lorsqu'il s'agit d'actes de disposition, et même d'actes d'administration qui atteignent directement la propriété ; — *b)* lorsqu'il s'agit d'innover au contrat social ou à la chose commune ; — *c)* dans les cas où il s'agit de coutracter des obligations nouvelles. — Dans les cas ci-dessus énumérés, l'avis des opposants doit prévaloir, mais les autres coïntéressés pourront exercer la faculté dont il est parlé à l'art. 124, si le cas y échet.

Art. 1240. — Chaque communiste a une part indivise de la propriété et des produits de la chose commune. Il peut l'aliéner, la céder, la constituer en nantissement, substituer d'autres dans sa jouissance, et en disposer de toute autre manière, à titre onéreux ou gratuit, à moins que le communiste n'ait qu'un droit personnel.

Art. 1241. — Si l'un des communistes vend à un tiers sa part indivise, les autres coïntéressés peuvent racheter cette part en remboursant à l'acheteur le prix, les loyaux coûts du contrat, et les dépenses nécessaires ou utiles par lui faites depuis la vente. La même disposition s'applique en cas d'échange. — Chacun des communistes peut exercer le retrait dans la proportion de sa part indivise ; il doit exercer le retrait pour le tout, en cas d'abstention des autres. Il doit payer comptant ou au plus tard dans un délai de trois jours, passé lequel l'exercice du droit de retrait est sans effet.

Art. 1242. — Le retrait s'étend de droit, non seulement à la part vendue par le communiste, mais aussi à ce qui en fait partie à titre d'accessoire ; il peut aussi avoir pour effet (1) l'accessoire d'une part indivise, lorsque l'accessoire est vendu indépendamment du principal dont il fait partie.

Art. 1243. — Après une année, à partir de la date où le communiste a eu connaissance de la vente opérée par son coïntéressé, il est déchu du droit d'exercer le retrait, s'il ne justifie d'un empêchement légitime, tel que la violence. — Ce délai court même contre les mineurs, s'ils ont un représentant légal.

Art. 1244. — La communauté ou quasi-société finit : — 1° par la perte totale de la chose commune ; — 2° par la cession ou le délaissement que les associés font de leur part à l'un d'eux ; — 3° par le partage.

Art. 1245. — Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, et chacun des communistes peut toujours provoquer le partage. Toute clause contraire est sans effet.

Art. 1246. — On peut convenir, néanmoins, qu'aucun des intéressés ne pourra demander le partage pendant un délai déterminé, ou avant d'avoir donné avis préalable. Le tribunal (2) pourra, cependant, même dans ce cas, ordonner la dissolution de la communauté et le partage, s'il y a juste motif.

Art. 1247. — Le partage ne peut être demandé, lorsque la communauté a pour objet des choses qui, en se partageant, cesseraient de servir à l'usage auquel elles sont destinées.

Art. 1248. — L'action en partage n'est pas sujette à prescription.

---

(1) Lire sans doute : *objet*.

(2) Le texte porte : Tribunal.

CHAPITRE II

De la société contractuelle

Dispositions générales aux sociétés civiles et commerciales

Art. 1249. — La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs biens ou leur travail, ou tous les deux à la fois, en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

Art. 1230 (1). — La participation des bénéfices (2) accordée aux employés et représentants d'un personne ou d'une société, à titre de rétribution totale ou partielle de leurs services, ne suffit pas à leur conférer la qualité d'associés, à défaut de toute autre circonstance.

Art. 1251. — La société ne peut être contractée : — 1° entre le père et le fils soumis à la puissance paternelle ; — 2° entre le tuteur et le mineur, jusqu'à la majorité de ce dernier et à la reddition et à l'approbation définitive des comptes de tutelle ; — 3° entre le curateur d'un incapable ou l'administrateur d'une institution pieuse et la personne dont ils administrent les biens. — L'autorisation d'exercer le commerce accordée au mineur ou à l'incapable par son père ou curateur ne suffit pas à le rendre habile à contracter société avec l'un d'eux.

Art. 1252. — Toute société doit avoir un but licite. Est nulle de plein droit toute société ayant un but contraire aux bonnes mœurs, à la loi ou à l'ordre public.

Art. 1253. — Est nulle de plein droit, entre musulmans, toute société ayant pour objet des choses prohibées par la loi religieuse, et, entre toutes personnes, celle ayant pour objet des choses qui ne sont pas dans le commerce.

Art. 1254. — La société est parfaite par le consentement des parties sur la constitution de la société et sur les autres clauses du contrat, sauf les cas dans lesquels la loi exige une forme spéciale. Cependant, lorsque la société a pour objet des immeubles ou autres biens susceptibles d'hypothèque, et qu'elle doit durer plus de trois ans, le contrat doit être fait par écrit, et enregistré en la forme déterminée par la loi.

Art. 1255. — L'apport peut consister en numéraire, en objets mobiliers ou immobiliers, en droits incorporels. Il peut aussi consister dans l'industrie d'un associé ou même de tons. Entre musulmans l'apport ne peut consister en denrées alimentaires.

Art. 1256. — L'apport peut consister dans le crédit commercial d'une personne.

Art. 1257. — Les mises des associés peuvent être de valeur inégale et de différentes natures. — En cas de doute, ils sont censés avoir apporté chacun une mise égale.

Art. 1258. — L'apport doit être spécifié et déterminé ; lorsqu'il consiste dans tous les biens présents de l'un des associés, ces biens doivent être inventoriés. Si l'apport consiste en choses autres que du numéraire, elles

---

(1) Le texte porte : 1230.

(2) Lire sans doute : participation *aux* bénéfices.

doivent être estimées à la valeur du jour où elles ont été miscs dans le fonds social ; à défaut, les parties sont censées avoir voulu s'en rapporter à la valeur courante du jour où l'apport a été fait, ou à défaut à ce qui sera arbitré par experts.

Art. 1259. — L'ensemble des apports des associés et des choses acquises moyennant ces apports, en vue des opérations sociales, constitue le fonds commun des associés, ou capital social. — Font partie également du capital ou fonds social : — Les indemnités pour la perte, la détérioration ou l'expropriation d'une chose faisant partie de ce fonds, à concurrence de la valeur pour laquelle cette chose a été mise dans la société d'après le contrat. — Le capital ou fonds social constitue la propriété commune des associés, qui y ont chacun une part indivise proportionnelle à la valeur de son apport.

Art. 1260. — La société peut être contractée à terme, ou à temps indéterminé. Lorsqu'elle a pour objet une affaire dont la durée est déterminée, la société est censée contractée pour tout le temps que durera cette affaire.

Art. 1261. — La société commence dès l'instant même du contrat, si les parties n'ont établi une autre date. Cette date peut même être antérieure au contrat.

SECTION I. — *Des effets de la société entre associés et à l'égard des tiers*

§ I. — *Des effets de la société entre associés*

Art. 1262. — Chaque associé est débiteur envers les autres de tout ce qu'il a promis d'apporter à la société. — En cas de doute les associés sont présumés s'être engagés à verser une mise égale.

Art. 1263. — Chaque associé doit délivrer son apport à la date convenue, et s'il n'y a pas de terme fixé, aussitôt après la conclusion du contrat, sauf les délais provenant de la nature de la chose ou des distances. — Si l'un des associés est en demeure de faire son apport, les autres associés peuvent faire prononcer son exclusion, ou le contraindre à exécuter son engagement, sans préjudice des dommages (1) dans les deux cas.

Art. 1264. — L'associé qui apporte à la société une ou plusieurs créances contre des tiers, n'est libéré que le jour où la société reçoit le paiement de la somme pour laquelle ces créances lui ont été apportées ; il répond en outre des dommages si la créance dont il a fait l'apport n'est pas payée à l'échéance.

Art. 1265. — Lorsque l'apport consiste en la propriété d'un corps déterminé par son individualité, l'associé doit aux autres la même garantie que le vendeur, du chef des vices cachés et de l'éviction de la chose. Lorsque l'apport ne consiste que dans la jouissance, l'associé est tenu de la même garantie que le bailleur. Il garantit également la contenance, dans les mêmes conditions.

Art. 1266. — L'associé qui s'est obligé à apporter son industrie est

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

tenu de prêter les services qu'il a promis, et doit compte de tous les gains qu'il a faits, depuis le contrat, par l'espèce d'industrie qui est l'objet de la société. — Il n'est pas tenu, cependant, d'apporter à la société les brevets d'invention obtenus par lui, s'il y a convention contraire (1).

Art. 1267. — Lorsque l'apport périt ou se détériore, pour une cause fortuite ou de force majeure, après le contrat, mais avant la délivrance de fait ou de droit, on appliquera les règles suivantes : — *a)* si l'apport consiste en numéraire ou autre chose fongible (2), ou dans la jouissance d'une chose déterminée, la perte qu la détérioration est au risque de l'associé propriétaire ; — *b)* s'il consiste en une chose déterminée dont la propriété a été mise dans la société, les risques sont à la charge de tous les associés.

Art. 1268. — Aucun associé n'est tenu de reconstituer son apport en cas de perte, sauf ce qui est dit à l'art. 1319, ni de l'augmenter au delà du montant établi par le contrat.

Art. 1269. — Un associé ne peut pas compenser les dommages dont il doit répondre avec les bénéfices qu'il aurait procurés à la société dans une autre affaire.

Art. 1270. — Il ne peut se substituer d'autres pérsonnes dans l'exécution de ses engagements envers la société ; il répond dans tous les cas du fait et de la faute des personnes qu'il se substitute, ou dont il se fait assister.

Art. 1271. — Un associé ne peut, sans le consentement des autres associés, faire d'opérations pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, ou dans des opérations analogues à celles de la société, lorsque cette concurrence est de nature à nuire aux intérêts de la société. En cas de contravention, les associés peuvent à leur choix répéter les dommages-intérêts ou prendre à leur compte les affaires engagées par l'associé et se faire verser les bénéfices par lui réalisés, le tout sans préjudice du droit de poursuivre l'exclusion de l'associé de la société. Les associés perdent la faculté de choisir, passé le délai de trois mois, et ne peuvent plus que répéter les dommages-intérêts, si le cas y échet.

Art. 1272. — La disposition de l'article précédent n'a pas lieu lorsque, avant son entrée dans la société, l'associé avait un intérêt dans d'autres entreprises analogues, ou faisait des opérations de même genre au su des autres associés, s'il n'a pas été stipulé qu'il doit cesser. — L'associé ne peut recourir au tribunal (3) pour contraindre les associés à donner leur consentement.

Art. 1273. — Tout associé est tenu d'apporter dans l'accomplissement de ses obligations envers la société la diligence qu'il apporte dans ses propres affaires ; tout manquement à cette diligence est une faute dont il est tenu de répondre envers les autres associés. Il répond aussi de l'inexécution des obligations résultant de l'acte de société (4), et de l'abus des

---

(1) Lire sans doute : s'il *n*'y a convention contraire.

(2) Le texte porte : ou autre choses fongibles.

(3) Le texte porte : Tribunal. .

(4) Le texte porte : l'acte société.

pouvoirs à lui conférés. Il ne répond du cas fortuit et de la force majeure que lorsqu'ils ont été occasionnés par sa faute, ou (1) par son fait.

Art. 1274. — Tout associé est comptable dans les mêmes conditions que le mandataire : — 1° de toutes les sommes et valeurs qu'il a prises (2) dans le fonds social, pour les affaires communes ; — 2° de tout ce qu'il a reçu pour le compte commun, ou à l'occasion des affaires qui font l'objet de la société ; — 3° et, en général, de toute gestion par lui exercée pour le compte commun. — Toute clause qui affranchirait un associé de l'obligation de rendre compte est sans effet.

Art. 1275. — Un associé peut prélever, sur le fonds commun, la somme qui lui a été allouée dans le contrat pour ses dépenses particulières, mais ne peut rien prendre au delà.

Art. 1276. — L'associé qui, sans l'autorisation écrite des autres associés, emploie les capitaux ou les choses communes à son profit ou au profit d'une tierce personne, est tenu de restituer les sommes qu'il a prélevées et de rapporter au fonds commun les gains qu'il a réalisés, sans préjudice de plus grands dommages (3) et de l'action pénale, s'il y a lieu.

Art. 1277. — Un associé même administrateur ne peut, sans le consentement des autres, associer une tierce personne à la société, à moins que l'acte de société lui confère cette faculté. Il peut seulement intéresser une tierce personne dans la part qu'il a dans la société, ou lui céder cette part ; il peut aussi céder la part de capital qui pourra lui être attribuée lors du partage, le tout sauf convention contraire. — Dans ce cas, il ne se crée aucun lien de droit entre la société et le tiers intéressé, ou le cessionnaire de l'associé ; ceux-ci n'ont droit qu'aux bénéfices et aux pertes attribuées à l'associé d'après le bilan, et ne peuvent exercer aucune action contre la société, même par subrogation aux droits de leur auteur.

Art. 1278. — L'associé qui se substitue à l'associé sortant du consentement des associés ou en vertu des stipulations de l'acte de société, est subrogé purement et simplement aux droits et aux obligations de son auteur dans les conditions déterminées par la nature de la société.

Art. 1279. — Chaque associé a action contre les autres, en proportion de leur part contributive : — 1° à raison des sommes déboursées par lui pour la conservation des choses communes, ainsi que des dépenses faites sans imprudence ni excès, dans l'intérêt de tous ; — 2° à raison des obligations qu'il a contractées sans excès, dans l'intérêt de tous.

Art. 1280. — L'associé administrateur n'a pas droit à une rétribution spéciale à raison de sa gestion, si elle n'est expressément convenue. Cette disposition s'applique aux autres associés, pour le travail qu'ils accomplissent dans l'intérêt commun ou pour les services particuliers qu'ils rendront à la société et qui ne rentrent pas dans leurs obligations comme associés.

Art. 1281. — Les obligations de la société envers un associé se divisent entre tous les associés, en proportion de leur mise.

---

(1) Le texte porte : eu.

(2) Le texte porte : pris.

(3) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

§ A (1). — *De l'administration de la société*

Art. 1282. — Le droit d'administrer les affaires sociales appartient à tous les associés conjointement, et nul ne peut l'exercer séparément s'il n'y est pas autorisé par les autres.

Art. 1283. — Le pouvoir d'administrer emporte celui de représenter les associés vis-à-vis des tiers, si le contraire n'est exprimé.

Art. 1284. — Lorsque les associés se sont donné réciproquement mandat d'administrer, en exprimant que chacun d'eux pourra agir sans consulter les autres, la société est dite *fiduciaire*, ou à mandat général.

Art. 1285 (2). — Dans la société *fiduciaire*, chacun des associés peut faire seul tous les actes d'administration, et même d'aliénation, qui rentrent dans le but de la société. — Il peut notamment: — *a)* contracter pour le compte commun une société en participation avec une tierce personne, ayant pour objet une ou plusieurs opérations de commerce; — *b)* commanditer une tierce personne pour le compte commun; — *c)* constituer des facteurs ou préposés; — *d)* donner mandat ou le révoquer; — *e)* recevoir des paiements, résilier des marchés, vendre au comptant, à crédit, à terme ou à livrer (*selem*) les choses faisant l'objet du commerce de la société; reconnaître une dette; obliger la société dans la mesure nécessaire pour les besoins de sa gestion; constituer un nantissement ou autre sûreté dans la même mesure, ou en recevoir; émettre et endosser des billets à ordre et des lettres de change; accepter la restitution pour vice rédhibitoire d'une chose vendue par un autre associé lorsque celui-ci est absent, représenter la société dans les procès où elle est défenderesse et demanderesse, transiger pourvu qu'il y ait intérêt à la transaction. — Le tout pourvu que ce soit sans fraude, et sauf les restrictions spéciales exprimées dans l'acte de société.

Art. 1286. — L'associé fiduciaire ne peut, sans autorisation spéciale exprimée dans l'acte de société ou dans un acte postérieur: — *a)* faire une aliénation à titre gratuit, sauf les petites libéralités d'usage; — *b)* se porter caution pour des tiers; — *c)* faire un prêt d'usage ou de consommation, à titre gratuit; — *d)* compromettre; — *e)* céder l'établissement ou fonds de commerce, ou le brevet d'invention qui fait l'objet de la société; — *f)* renoncer à des garanties, sauf contre paiement.

Art. 1287. — Lorsque le contrat de société exprime que les associés ont tous le droit d'administrer, mais qu'aucun d'eux ne peut agir séparément, la société est dite *restreinte* ou à mandat restreint. — A défaut de stipulation ou de coutume spéciale, chacun des associés à mandat restreint peut faire les actes d'administration, à la condition d'obtenir l'assentiment des autres, à moins qu'il ne s'agisse d'une chose urgente dont l'omission serait préjudiciable à la société.

Art. 1288. — Lorsqu'il est établi dans l'acte de société que les décisions seront prises à la majorité, il faut entendre, en cas de doute, la majorité

---

(1) Ce § A est une subdivison du § I, et ne correspond à aucune autre subdivision.

(2) Le texte porte: Art. 1283.

en nombre. — En cas de partage, l'avis des opposants doit prévaloir. — Lorsque les deux partis diffèrent quant à la décision à prendre, la décision sera remise au tribunal (1) qui décidera conformément à l'intérêt général de la société (2).

Art. 1289. — L'administration peut aussi être confiée à un ou plusieurs gérants ; ceux-ci peuvent être pris même en dehors de la société ; ils ne peuvent être nommés qu'à la majorité requise par l'acte de société pour les délibérations sociales.

Art. 1290. — L'associé chargé de l'administration par l'acte de société peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes de gestion, et même de disposition, qui rentrent dans le but de la société, d'après ce qui est dit à l'art. 1293, pourvu que ce soit sans fraude, et sauf les restrictions exprimées dans l'acte qui lui confère ses pouvoirs.

Art. 1291. — L'administrateur non associé a les pouvoirs attribués aux mandataires par l'art. 1117, sauf les clauses exprimées dans l'acte qui le nomme.

Art. 1292. — Lorsqu'il y a plusieurs gérants, aucun d'eux ne peut agir sans le concours des autres, à moins que le contraire ne soit exprimé dans l'acte qui le nomme, et sauf les cas d'urgence où le retard produirait un préjudice notable aux intérêts de la société. En cas de dissentiment, l'avis de la majorité doit l'emporter ; en cas de partage, celui des opposants. S'il y a partage seulement quant au parti à prendre, il en sera référé à la décision de tous les associés. Lorsque les différentes branches de l'administration ont été réparties entre les gérants, chacun d'eux est autorisé à faire seul les actes qui rentrent dans sa gestion, et ne peut rien faire au delà.

Art. 1293. — Les administrateurs, même à l'unanimité, et les associés, à la majorité, ne peuvent faire d'autres actes que ceux qui rentrent dans le but de la société d'après sa nature, et l'usage du commerce. — L'unanimité des associés est requise : — 1° pour faire une aliénation gratuite du patrimoine commun ; — 2° pour modifier le contrat de société ou y déroger ; — 3° pour faire des actes qui ne rentrent pas dans le but de la société. — Toute stipulation qui autoriserait d'avance les administrateurs ou la majorité à prendre des décisions de cette nature, sans consulter les autres, est sans effet. Ont droit de prendre part aux délibérations, dans le cas ci-dessus, même les associés non administrateurs. En cas de désaccord, l'avis des opposants doit prévaloir.

Art. 1294. — Les associés non administrateurs ne peuvent prendre aucune part à la gestion, ni s'opposer aux actes accomplis par les gérants nommés par le contrat, à moins que ces actes n'excèdent les limites des opérations qui sont l'objet de la société, ou ne soient manifestement contraires au contrat ou à la loi.

Art. 1295. — Les associés non administrateurs ont le droit de se faire rendre compte à tout moment de l'administration des affaires sociales, et de l'état du patrimoine commun, de prendre connaissance des livres et

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Le texte porte : Société.

papiers de la société, et même de les compulser. Toute chose (1) contraire est sans effet (2). Ce droit est personnel, et ne peut être exercé par l'entremise d'un mandataire ou autre représentant, sauf le cas des incapables qui sont légalement représentés par leurs mandataires légaux, et le cas d'empêchement légitime dûment justifié.

Art. 1296. — Le simple associé en participation n'a pas droit de prendre connaissance des livres et papiers de la société, sauf le cas de motifs graves, et sur ordonnance du tribunal (3).

Art. 1297. — Les administrateurs nommés par l'acte de société ne peuvent être révoqués que s'il y a de justes motifs, et à l'unanimité des autres associés. -- L'acte de société peut cependant conférer ce droit à la majorité, ou stipuler que les gérants nommés par le contrat pourront être révoqués comme de simples mandataires. Sont réputés justes motifs les actes de mauvaise gestion, les mésintelligences graves survenues entre (4) les gérants, le manquement grave d'un ou plusieurs d'entre eux aux obligations de leur charge, l'impossibilité où ils se trouvent de les remplir. - Les administrateurs nommés par l'acte de société ne peuvent, d'autre part, renoncer à leurs fonctions que pour causes légitimes d'empêchement, à peine des dommages-intérêts envers les associés. Cependant les gérants qui sont révocables au gré des associés, peuvent renoncer à leurs fonctions dans les conditions établies pour les mandataires (5).

Art. 1298. — Les associés administrateurs sont révocables, comme de simples mandataires, s'ils n'ont pas été nommés par l'acte de société ; la révocation ne peut être décidée qu'à la majorité requise pour la nomination. — Ils ont, d'autre part, la faculté de renoncer à leurs fonctions dans les conditions établies pour les mandataires. Les dispositions du présent article s'appliquent aux administrateurs non associés.

Art. 1299. — Lorsque rien n'a été établi quant à la gestion des affaires sociales, la société est réputée *restreinte*, et les rapports des associés à (6) cet égard sont régis par les dispositions de l'art. 1297.

§ B. - *De la répartition des bénéfices et des pertes*

Art. 1300. — La part de chaque associé dans les bénéfices et dans les pertes, est en proportion de sa mise. — Lorsque la part dans les bénéfices est seule déterminée, la même proportion s'applique aux pertes, et réciproquement. — En cas de doute, les parts des associés sont présumées égales. — La part de celui qui n'a apporté que son industrie est évaluée d'après l'importance de cette industrie pour la société. L'associé qui a fait un apport en numéraire, ou autres valeurs, outre son industrie, a droit à une part proportionnelle à l'un et à l'autre de ces apports.

Art. 1301. — Est nulle et rend nul le contrat de société, toute stipula-

---

(1) Lire sans doute : *clause.*

(2) Le texte porte : eflet.

(3) Le texte porte : Tribunal.

(4) Le texte porte : eetre.

(5) Le texte porte : mantaires.

(6) Le texte porte : è.

tion qui attribuerait à un associé une part dans les bénéfices, ou dans les pertes, supérieure à la part proportionnelle à sa mise. L'associé lésé par une clause de ce genre, aura recours contre la société, jusqu'à concurrence de ce qu'il aura touché en moins, ou payé en plus, de sa part contributive.

Art. 1302. — Lorsque le contrat attribue à l'un des associés la totalité des gains, la société est nulle et le contrat constitue une libéralité de la part de celui qui a renoncé aux bénéfices. La clause qui affranchirait l'un des associés de toute contribution aux pertes est nulle mais n'annule pas le contrat.

Art. 1303. — Cependant il peut être stipulé que celui qui apporte son industrie aura dans les bénéfices une part supérieure à celle des autres associés.

Art. 1304. — La liquidation des bénéfices et des pertes de la société a lieu après (1) le bilan, qui doit être fait en même temps que l'inventaire, à la fin de chaque exercice ou année sociale.

Art. 1305. — Le vingtième des bénéfices nets acquis à la fin de chaque exercice devra être prélevé, avant tout partage, et servira à constituer un fonds de réserve, jusqu'à concurrence du cinquième du capital. — En cas de diminution du capital social, il devra être reconstitué, moyennant les bénéfices ultérieurs, jusqu'à concurrence des pertes. Il sera sursis, jusqu'à la reconstitution complète du capital, à toute distribution de bénéfices entre les associés, à moins que ceux-ci ne décident de réduire le capital de la société au capital effectif.

Art. 1306. — Après le prélèvement prescrit par l'article précédent, la part des associés dans les bénéfices sera liquidée; chacun d'eux aura le droit de retirer la part qui lui a été attribuée; s'il ne la retire pas sa part de bénéfices est considérée comme un dépôt, et n'augmente pas son apport, à moins que les autres associés n'y consentent expressément, le tout sauf stipulation contraire.

Art. 1307. — En cas (2) de perte, l'associé n'est pas tenu de rapporter au fonds social la part de bénéfices afférente à un exercice antérieur, lorsqu'il a touché cette part de bonne foi, d'après un bilan régulier et fait également de bonne foi. — Lorsque le bilan n'est pas de bonne foi, l'associé non administrateur qui a été obligé de rapporter au fonds social les bénéfices par lui touchés de bonne foi, aura son recours en dommages (3) contre les gérants de la société.

Art. 1308. — Lorsque la société a été constituée en vue d'une affaire déterminée, la liquidation définitive des comptes, et la répartition des bénéfices n'a lieu qu'après l'accomplissement de l'affaire.

§ II. — *Des effets de la société à l'égard (4) des tiers*

Art. 1309. — Les associés sont tenus envers les créanciers proportionnellement à leur apport si le contrat ne stipule la solidarité.

---

(1) Lire sans doute : *d'après.*

(2) Le texte porte : acs.

(3) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

(4) Le texte porte : *à l'egard.*

Art. 1310. — Dans la société fiduciaire, les associés sont solidairement responsables des obligations valablement contractées par l'un d'eux, s'il n'y a fraude.

Art. 1311. — L'associé est seul tenu des obligations qu'il contracte au delà de ses pouvoirs ou du but pour lequel la société est constituée.

Art. 1312 — La société est toujours obligée, envers les tiers, du fait de l'un des associés, dans la mesure où elle a profité de l'opération entreprise par celui-ci en dehors de ses pouvoirs.

Art. 1313. — Les associés sont tenus envers les tiers de bonne foi des actes de dol et de fraude commis par l'administrateur qui représente la société, et ils sont tenus de réparer le préjudice causé par ces actes, sauf leur recours contre l'auteur du fait dommageable.

Art 1314. — Celui qui entre dans une société déjà constituée, répond avec les autres, et dans la mesure établie par la nature de la société, des obligations contractées avant son entrée, alors même que le nom ou la raison sociale auraient été modifiés. — Toute convention contraire n'a aucun effet à l'égard des tiers.

Art. 1315. — Les créanciers sociaux peuvent suivre leurs actions contre la société représentée par les gérants et contre les associés individuellement. Toutefois, l'exécution des jugements obtenus par eux doit être suivie en premier lieu sur le fonds ou patrimoine social ; ils ont privilège sur le fonds par préférence aux créanciers particuliers des associés. En cas d'insuffisance du fonds social, ils peuvent s'adresser aux associés pour être remplis de leurs créances, dans les conditions déterminées par la nature de la société.

Art. 1316. — Chacun des associés peut opposer aux créanciers sociaux les exceptions personnelles qui lui appartiennent, ainsi que celles qui appartiennent à la société, y compris la compensation.

Art. 1317. — Les créanciers particuliers d'un associé ne peuvent, pendant la durée de la société, exercer leurs droits que sur la part des bénéfices appartenant à cet associé d'après les bilans, et non sur sa part du capital et, après la fin ou la dissolution de la société, sur la part afférente à leur débiteur dans l'actif de la société, après déduction des dettes. Ils peuvent cependant opérer une saisie conservatoire sur cette part avant toute liquidation.

Section II. — *De la dissolution de la société et de l'exclusion des associés*

Art. 1318. — La société finit : — 1° par l'expiration du terme fixé pour sa durée, ou par l'accomplissement de la condition ou autre fait résolutoire sous laquelle elle a été contractée ; — 2° par la réalisation de l'objet en vue duquel elle avait été contractée, ou par l'impossibilité de le réaliser ; — 3° par l'extinction de la chose commune, ou la perte partielle assez considérable pour empêcher une exploitation utile ; — 4° par le décès, l'absence déclarée, l'interdiction pour infirmité d'esprit, de l'un des associés, s'il n'a été convenu que la société continuerait avec ses héritiers ou représentants, ou qu'elle continuerait entre les survivants ; — 5° par la déclaration d'insolvabilité, la faillite ou la liquidation judiciaire de l'un des associés ; — 6° par la volonté commune des asso-

ciés ; — 7° par la renonciation d'un ou plusieurs associés lorsque la durée de la société n'est pas déterminée, soit par le contrat, soit par la nature de l'affaire qui en fait l'objet ; — 8° par autorité de justice, dans les cas prévus par la loi.

Art. 1319. — Lorsque l'un des associés a mis en commun la jouissance d'une chose déterminée, la perte survenue avant ou après la délivrance opère la dissolution à l'égard de tous les associés. — La même disposition s'applique au cas où l'associé, qui a promis d'apporter son industrie, se trouve dans l'impossibilité de prêter ses services.

Art. 1320. — Lorsque les administrateurs reconnaissent que le capital est diminué d'un tiers, ils sont tenus de convoquer les associés afin de leur demander s'ils entendent reconstituer le capital, ou le réduire à ce qui reste, ou dissoudre la société. — La société est dissoute de droit, lorsque les pertes s'élèvent à la moitié du capital social, à moins que les associés ne décident de le reconstituer, ou de le limiter à la somme effectivement existante. Les administrateurs répondent personnellement des publications relatives à ces faits.

Art. 1321. — La société est dissoute de plein droit après l'expiration du temps établi pour sa durée, ou la consommation de l'affaire pour laquelle elle avait été contractée. — Elle est prorogée tacitement lorsque, malgré l'expiration du délai convenu ou la consommation de l'affaire, les associés continuent les opérations qui faisaient l'objet de la société. La prorogation tacite est censée faite d'année en année.

Art. 1322. — Les créanciers particuliers d'un associé peuvent faire opposition à la prorogation de la société. — Ils n'ont ce droit, toutefois, que si leur créance est liquidée par jugement passé en force de chose jugée. — L'opposition suspend, à l'égard des opposants, l'effet de la prorogation de la société. — Pourront, toutefois, les autres associés, faire prononcer l'exclusion de l'associé qui donne lieu à l'opposition. — Les effets de l'exclusion sont réglés par l'art. 1327.

Art. 1323. — Tout associé peut poursuivre la dissolution de la société, même avant le terme établi, s'il y a de justes motifs, tels que des mésintelligences graves survenués entre les associés, le manquement d'un ou de plusieurs d'entre eux aux obligations résultant du contrat, l'impossibilité où ils se trouvent de les accomplir. — Les associés ne peuvent renoncer d'avance au droit de demander la dissolution dans les cas indiqués au présent article.

Art. 1324. — Lorsque la durée de la société n'est pas déterminée soit par le contrat, soit par la nature de l'affaire, chacun des associés peut y renoncer en notifiant sa renonciation à tous les autres, pourvu que cette renonciation soit faite de bonne foi et non à contretemps (1) — La renonciation n'est pas de bonne foi, lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun. — Elle est faite à contretemps (1), lorsque les choses ne sont plus entières, et qu'il importe à la société que la dissolution soit différée. — Dans tous les cas, elle n'a d'effet que pour la fin de l'exercice social, et doit être donnée trois mois au moins avant cette époque, à moins de motifs graves.

---

(1) Le texte porte : à contre-temps.

Art. 1325. — S'il a été convenu qu'au cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec ses héritiers, la clause n'a aucun effet si l'héritier est un incapable. — Le tribunal (1) peut toutefois autoriser les mineurs ou incapables à continuer la société, s'il y a intérêt sérieux pour eux à continuer la société Il prescrira, dans ce cas, toutes les mesures requises par les circonstances afin de sauvegarder leurs droits.

Art. 1326. — Les sociétés de commerce ne sont censées dissoutes à l'égard des tiers, avant le terme établi pour leur durée, qu'un mois après la publication du jugement ou autre acte dont résulte la dissolution.

Art. 1327. — Dans le cas de l'article 1323 et dans tous les cas où la société est dissoute par la mort, l'absence, l'interdiction, ou l'insolvabilité déclarée de l'un des associés ou par la minorité des héritiers, les autres associés peuvent continuer la société entre eux, en faisant prononcer par le tribunal (1) l'exclusion de l'associé qui donne lieu à la dissolution. — Dans ce cas, l'associé exclu, et les héritiers ou autres représentants légaux du décédé, interdit, absent ou insolvable, auront droit au remboursement de la part de ce dernier dans le fonds social et dans les bénéfices, liquidés au jour où l'exclusion a été prononcée. Ils ne participent aux bénéfices et aux pertes postérieures à cette date que dans la mesure où ils sont une suite nécessaire et directe de ce qui s'est fait avant l'exclusion, l'absence, la mort ou l'insolvabilité de l'associé auquel ils succèdent. Ils ne peuvent exiger le paiement de leur part qu'à l'époque de la répartition d'après le contrat social.

Art. 1328. — Lorsqu'il n'y a que deux associés, celui d'entre eux qui n'a pas donné lieu à la dissolution dans le cas des articles 1323 et 1324 peut se faire autoriser à désintéresser l'autre, et à continuer l'exploitation pour son compte, en assurant l'actif et le passif.

Art. 1329. — En cas de décès de l'associé, ses héritiers sont tenus des mêmes obligations que les héritiers du mandataire.

Art. 1330. — Après la dissolution de la société, les administrateurs ne peuvent engager aucune opération nouvelle, si ce n'est celles qui sont nécessaires pour liquider les affaires entamées ; en cas de contravention, ils sont personnellement et solidairement responsables des affaires par eux engagées. — Cette prohibition a effet du jour de l'expiration du délai fixé pour la durée de la société, ou de la consommation de l'affaire pour laquelle elle s'est constituée, ou de l'événement qui, d'après la loi, produit la dissolution de la société.

CHAPITRE III

De la liquidation et du partage des sociétés, et des communautés ou quasi-sociétés

Art. 1331. — Le partage se fait entre associés ou communistes majeurs et maîtres de leurs droits d'après le mode prévu par l'acte constitutif, ou telle autre manière qu'ils aviseront, s'ils ne décident à l'unanimité de procéder à une liquidation avant tout partage.

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

SECTION I. — *De la liquidation*

Art. 1332. — Tous les associés, même ceux qui ne prennent point part à l'administration, ont le droit de prendre part à liquidation. — La liquidation est faite par les soins de tous les associés, ou d'un liquidateur nommé par eux à l'unanimité, s'il n'a été préalablement indiqué par l'acte de société. – Si les intéressés ne peuvent s'entendre sur le choix, ou s'il y a de justes causes de ne pas confier la liquidation aux personnes indiquées par l'acte de société, le liquidateur sera nommé par le tribunal (1), à la requête des administrateurs, ou de l'un des associés.

Art. 1333. — Tant que le liquidateur n'a pas été nommé, les administrateurs sont constitués dépositaires des biens sociaux, et doivent pourvoir aux affaires urgentes.

Art. 1334. — Tous les actes d'une société dissoute doivent énoncer qu'elle est « en liquidation ». — Les clauses de l'acte de société et les dispositions de la loi relatives aux sociétés existantes s'appliquent à la société en liquidation, tant dans les rapports des associés entre eux que dans leurs rapports avec les tiers, dans la mesure où elles peuvent s'appliquer à une société en liquidation, et sauf les dispositions du présent chapitre.

Art. 1335. — Lorsqu'il y a plusieurs liquidateurs, ils ne peuvent agir séparément s'ils n'y sont expressément autorisés ; cette autorisation doit être mentionnée au registre du commerce.

Art. 1336. — Dès son entrée en fonctions, le liquidateur est tenu de dresser, conjointement avec les administrateurs de la société, l'inventaire et le bilan actif et passif de la société, qui sera souscrit par les uns et par les autres. — Il devra recevoir et conserver les livres, les documents et les valeurs de la société qui lui seront remis par les administrateurs ; il prendra note, en forme de journal et par ordre de date, de toutes les opérations relatives à la liquidation, selon les règles de la comptabilité usitée dans le commerce, et gardera tous les documents justificatifs et autres pièces relatifs à cette adjudication (2).

Art. 1337. — Le liquidateur représente la société en liquidation, et il en a l'administration — Son mandat comprend tous les actes nécessaires afin de réaliser l'actif et acquitter le passif, notamment le pouvoir d'opérer le recouvrement des créances, de terminer les affaires pendantes, de prendre toutes les mesures conservatoires requises par l'intérêt commun, de faire toutes publicités nécessaires afin d'inviter les créanciers à présenter leurs créances, de payer les dettes sociales liquides ou exigibles, de vendre judiciairement les immeubles de la société qui ne peuvent se partager commodément, de vendre les marchandises en magasin et le matériel, le tout sauf les réserves exprimées dans l'acte qui le nomme, ou les décisions qui seraient prises par les associés à l'unanimité au cours de la liquidation.

Art. 1338. — Si un créancier connu ne se présente pas, le liquidateur est autorisé à consigner la somme à lui due, dans le cas où la consignation

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

(2) Lire sans doute : *liquidation*.

est de droit.— Pour les obligations non échues ou en litige, il est tenu de réserver et de déposer en lieu sûr une somme suffisante pour y faire face.

Art. 1339. — Au cas où les fonds de la société ne suffisent pas à payer le passif exigible, le liquidateur doit demander aux associés les sommes à ce nécessaires, si les associés sont tenus de les fournir, d'après la nature de la société, ou s'ils sont encore débiteurs de tout ou partie de leur apport social. La part des associés insolvables se répartit sur les autres dans la proportion où ils sont tenus des pertes.

Art. 1340. — Le liquidateur peut contracter des emprunts et autres obligations, même par voie de change, endosser des effets de commerce, accorder des délais, donner et accepter des délégations, donner en nantissement les biens de la société, le tout, si le contraire n'est exprimé dans son mandat, et seulement dans la mesure strictement requise par l'intérêt de la liquidation.

Art. 1341. — Le liquidateur ne peut ni transiger ni compromettre, ni abandonner des sûretés si ce n'est contre paiement, ou contre des sûretés équivalentes, ni céder à forfait le fonds de commerce qu'il est chargé de liquider, ni aliéner à titre gratuit, ni entamer des opérations nouvelles, s'il n'y est expressément autorisé. Il peut toutefois engager des opérations nouvelles dans la mesure où elles seraient nécessaires pour liquider des affaires pendantes. En cas de contravention, il est personnellement responsable des opérations engagées ; cette responsabilité est solidaire, lorsqu'il y a plusieurs liquidateurs.

Art. 1342. — Le liquidateur peut déléguer à des tiers le pouvoir de faire un ou plusieurs actes déterminés ; il répond d'après les règles du mandat, des personnes qu'il substitue.

Art. 1343. — Le liquidateur, même nommé par le tribunal (1), ne peut s'écarter des décisions prises à l'unanimité par les intéressés et ayant trait à la gestion de la chose commune.

Art. 1344. — Le liquidateur est tenu de fournir aux communistes ou associés, à toute requête, des renseignements complets sur l'état de la liquidation, et de mettre à leur disposition les registres et documents relatifs à ces opérations.

Art. 1345. — Le liquidateur est tenu de toutes les obligations du mandataire salarié en ce qui concerne la reddition de ses comptes, et la restitution de ce qu'il a touché à l'occasion de son mandat. Il doit, à la fin de la liquidation, dresser un inventaire et un bilan actif et passif, résumant toutes les opérations par lui accomplies et la situation définitive qui en résulte.

Art. 1346. — Il répond de son fait et de sa faute, d'après les règles du mandat salarié. S'il y a plusieurs liquidateurs, ils répondent solidairement entre eux

Art. 1347. — Le mandat du liquidateur n'est pas censé gratuit. Lorsque les honoraires du liquidateur n'ont pas été fixés, il appartient au tribunal (1) de les liquider sur sa note, sauf le droit des intéressés de s'opposer à la taxe.

Art. 1348 — Le liquidateur qui a payé de ses deniers les dettes

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

communes, ne peut exercer que les droits des créanciers qu'il a désintéressés. Il n'a de recours contre les associés ou communistes qu'à proportion de leur intérêt.

Art. 1349. — Après la fin de la liquidation et la remise des comptes, les livres, papiers et documents de la société dissoute seront déposés par les liquidateurs au greffe du tribunal (1) ou autre lieu sûr qui lui sera désigné par le tribunal (1), si les intéressés ne lui indiquent, à la majorité, la personne à laquelle il devra remettre ce dépôt. Ils devront y être conservés pendant quinze ans à partir de la date du dépôt. — Les intéressés et leurs héritiers et ayants cause, de même que les liquidateurs, auront toujours le droit de consulter les documents, de les compulser, d'en prendre copie, même notariée.

Art. 1350. — Si un ou plusieurs liquidateurs viennent à manquer par mort, faillite ou interdition, renonciation ou révocation, ils devront être remplacés de la manière établie par leur nomination — Les dispositions de l'article 1297 sont applicables à la révocation des liquidateurs et à leur renonciation.

Section II. — *Du partage*

Art. 1351. — Lorsque la liquidation est terminée, dans le cas des articles ci-dessus, et dans tous les autres cas où il y a lieu à partage de biens communs, les parties maîtresses de leurs droits peuvent, si elles sont unanimement d'accord, procéder au partage de la manière qu'elles aviseront. — Tous les sociétaires, même ceux qui ne prennent point part à l'administration, ont la droit de prendre part directement au partage.

Art. 1352. — S'il y a contestation, ou si l'une des parties n'est pas libre de ses droits, ou s'il y a parmi elles un absent, la partie qui voudra sortir de l'indivision citera ses copropriétaires ou associés devant le tribunal (1) et demandera la nomination d'un juge, devant lequel le partage aura lieu, et d'un ou plusieurs experts pour procéder à l'estimation et à la confection des lots.

Art 1353. — Les mineurs et incapables sont représentés dans les partages par leur représentant légal, dûment autorisé, les absents par leur curateur délégué par le juge compétent, les faillis par le syndic de la faillite. Les parties maîtresses de leurs droits doivent être présentes elles-mêmes ou par mandataire spécial. — S'il y a conflit d'intérêts entre l'incapable et la personne qui le représente, le juge compétent nommera un curateur spécial qui représentera l'incapable.

Art. 1354. — Si le partage paraît possible en nature, le tribunal (1) décidera, s'il y a lieu, sur simple renvoi du juge, les contestations relatives à la confection des lots. Si la contestation porte sur des immeubles, le tribunal (1) devra procéder à l'évaluation pour égaliser les lots et ensuite tirer au sort.

Art. 1355. — Le tribunal (1) sera toujours appelé à homologuer la con-

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

fection des lots, lorsqu'il y a parmi les intéressés des (1), mineurs des incapables, des absents, ou des fondations pieuses (habous). Il devra, dans ce cas, se conformer à ce qui est dit à l'article précédent.

Art. 1356. — En cas de licitation, chacun des copartageants a le droit de demander que les tiers soient appelés à la licitation. Ceux-ci sont nécessairement appelés, lorsque l'un des copartageants est incapable.

Art. 1357. — Les créanciers communs, ainsi que les créanciers de l'un des copartageants en déconfiture, peuvent s'opposer à ce qu'on procède au partage ou à la licitation hors de leur présence, et peuvent y intervenir à leurs frais ; ils peuvent aussi faite annuler le partage auquel on aurait procédé malgré leur opposition.

Art. 1358. — Les copartageants, ou l'un d'eux, peuvent arrêter la demande d'annulation du partage en désintéressant le créancier, ou en consignant la somme par lui réclamée.

Art. 1359. — Les créanciers, dûment appelés, qui surviennent après le partage consommé, ne peuvent le faire annuler ; mais s'il n'a pas été réservé une sonmme suffisante pour les désintéresser, ils peuvent exercer leurs droits sur la chose commune, au cas où il en resterait une partie qui n'est pas encore partagée ; dans le cas contraire, ils (2) pourront suivre leurs actions contre les copartageants dans la mesure déterminée par la nature de la société ou de la communauté.

Art. 1360. — Les honoraires des experts et notaires sont à la charge des copartageants, en proportion des parts et portions de chacun d'eux. Les opposants au partage sont tenus de leur part contributive à l'égal des autres.

Art. 1361. — Chacun des copartageants est censé avoir eu, dès l'origine, la propriété des effets compris dans son lot, ou par lui acquis sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets.

Art. 1362. — Le partage, soit conventionnel, soit légal, fait dans les conditions déterminées par la loi, est irrévocable. — Il ne peut être rescindé que pour les causes qui vicient le consentement, telles que la violence, l'erreur ou le dol ou la lésion. — L'action en rescision doit être intentée dans l'année qui suit le partage ; elle n'est pas recevable après ce délai. — La rescision pour cause de lésion n'a lieu que dans le cas prévu par l'article 61.

Art. 1363. — Les copartageants se doivent mutuellement la garantie de leurs lots, pour les causes antérieurs au partage, d'après les dispositions établies pour la vente.

Art. 1364. — La rescision du partage, pour les causes établies par la loi, remet chacun des copartageants dans la situation de droit et de fait qu'il avait au moment du partage, sauf les droits régulièrement acquis, à titre onéreux, par les tiers de bonne foi.

---

(1) Le texte porte : de.

(2) Le texte porte : il.

CHAPITRE IV (1)

De quelques espèces particulières de sociétés

SECTION I. — *Des sociétés agricoles*

Art. 1365. — La société agricole est parfaite par le consentement des parties sur les clauses essentielles du contrat et notamment : — *a)* sur le fonds de terre à exploiter ; — *b)* sur le genre de culture à faire, à moins que le choix de la culture à faire n'ait été laissé à l'un des associés ; — *c)* sur l'apport de chacun des associés. — Il n'ait pas nécessaire pour sa perfection, qu'il y ait un commencement d'exécution.

Art. 1366 — La société agricole peut avoir pour objet différentes terres, portant des produits divers, et la répartition des produits entre les associés peut être établie d'après des proportions diverses, selon les fonds de terre mis en culture.

Art. 1367. — Lorsque l'un des associés exploite une *maâouna* pour son compte personnel sans en donner avis à son associé, celui-ci aura le droit de cultiver une maâouna pour son compte, s'il est encore temps de semer ; mais si le temps des semailles est passé, il pourra, en restituant à l'autre associé la moitié de sa semence, partager avec lui le produit de la maâouna.

Art. 1368. — Si l'un des associés, après avoir reçu sa part de semence, n'en fait aucun usage, il devra payer le loyer de la part du terrain appartenant à son associé.

§ I. — *Du colonat partiaire*

Art. 1369. — Le colonat partiaire est une société dans laquelle l'un des associés met un fonds de terre, la semence, les animaux de labour et de trait, l'autre son travail, à condition que les produits du fonds seront partagés entre les parties, dans certaines proportions établies au contrat.

Art. 1370. — A défaut de détermination, les parties sont censées se soumettre à la coutume tunisienne, qui fixe la part du colon à un cinquième ou à la moitié du produit net selon les produit et la coutume des lieux. — Il est loisible aux parties de fixer une proportion plus forte ; le décret du 30 chaoual 1292 (29 novembre 1875) (2) est abrogé sur ce point.

Art. 1371. — Le colonat partiaire est nul comme tel : — *a)* lorsque la part du colon est établie d'avance en une quantité déterminée de produits, fixée à un certain nombre ou à tant de mesures ; — *b)* lorsque la rétribution du colon ne consiste pas en une part des produits ou de la récolte. — Dans ces cas, on appliquera les règles du louage d'ouvrage.

Art. 1372. -- Le khammas qui a reçu une avance de deux cultivateurs différents, est tenu de prêter ses services à celui dont la créance est la plus ancienne, sauf le recours de l'autre cultivateur contre le khammas.

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

(2) P. Zeys, *C. ann. de la Tunisie*, v° *Agriculture*, n° 18, p. 15.

Art. 1373. — Le cultivateur qui s'est engagé à acquitter la dette contractée par son khammas envers un précédent propriétaire, assume une obligation personnelle, et il est tenu de l'exécuter alors même qu'à l'échéance, le khammas aurait déjà quitté la ferme, sauf son recours contre le khammas.

Art. 1374. — Le cultivateur doit fournir gratuitement au khammas les moyens de transporter à la ferme ses effets, sa famille et ses provisions à concurrence d'un quart de cafis de blé, d'un quart de cafis d'orge et quelle que soit la distance à parcourir ; pour toute quantité de provisions excédant ce chiffre, le khammas doit faire le transport à ses frais.

Art. 1375. — Le khammas n'est pas tenu de prêter ses services dans un lieu différent de celui indiqué dans le contrat, s'il n'y a stipulation contraire ; dans ce dernier cas, le lieu où le khammas devra prêter ses services, à défaut de celui qui fait l'objet du contrat, doit être indiqué avec précision, à peine de nullité.

Art. 1376. — Le khammas est tenu des obligations suivantes : — 1° il doit garder et soigner les animaux de labour et de trait dont il se sert, faire paître une monture de cultivateur pendant le jour et lui procurer le fourrage nécessaire pour la nuit ; — 2° il doit faire les labours et autres travaux nécessaires pour préparer le terrain ; — 3° tous travaux nécessaires avant la complète maturation des récoltes, tels que l'irrigation ou arrosage, la surveillance des champs, la protection de la récolte contre les oiseaux et autres animaux nuisibles dans la mesure du possible, le binage des champs de fèves avec la houe, la destruction des mauvaises herbes et autres opérations ordinaires, sont à la charge du khammas ; — 4° sont également à sa charge, tous les autres travaux nécessaires, après la maturation de la récolte, tels que la moisson, l'arrachement des pieds de fèves, la préparation de l'aire, le dépiquage ou battage, le vannage, la confection des meules de foin ou de paille, les abris pour les animaux, le transport de la semence dans les dépôts attachés à l'exploitation.

Art. 1377. — Le khammas n'est pas tenu de faire des *madouna*. S'il en fait, il aura droit à un salaire ainsi qu'il est dit en l'article 1378.

Art. 1378. — Le khammas n'est tenu de faire aucun travail permanent de construction ou autre devant durer après la fin de l'exploitation, tels que la construction de murs, le forage de puits, le creusement des fossés ou des silos ; tout travail en dehors de ceux énumérés à l'article 1376 doit être payé au khammas sur le pied des salaires pratiqués dans le lieu de situation des biens, ou à dire d'experts en cas de contestation.

Art. 1379. — Si le khammas trouve les labours de printemps *(rebii)* déjà faits, il devra, en quittant, laisser le terrain dans le même état, et n'aura droit à aucune rétribution spéciale pour ce travail. Mais si le terrain n'était point préparé, il n'est tenu de faire ces travaux, à la fin de son contrat, que moyennant un salaire spécial, calculé comme ci-dessus. Toutefois, si le contrat est renouvelé, il n'aura droit à salaire que pour la première année.

Art. 1380. — Si le khammas quitte la ferme sans motif ou s'il néglige son travail, le cultivateur pourra le faire remplacer par un journalier. Le salaire de ce dernier est imputé sur la part de récolte du khammas. Si l'absence du khammas est justifiée par des raisons de santé, ou autres

motifs légitimes, le cultivateur ne pourra engager un remplaçant salarié qu'après trois jours d'absence.

Art. 1381. — Dans le cas de l'article précédent, le cultivateur ou son régisseur sont crus sur leur affirmation, quant à la quotité du salaire dû à l'ouvrier, pourvu que le chiffre indiqué par eux soit raisonnable ou conforme aux usages du lieu. En cas de contestation, le salaire sera établi par expert.

Art. 1382. — Si le khammas est expulsé par mesure d'ordre public, le cultivateur pourra lui substituer un journalier ou contracter société avec un autre khammas. Le khammas expulsé a le droit de choisir lui-même son remplaçant. Le cultivateur peut s'opposer à ce choix s'il a de justes motifs.

Art. 1383. — Le cultivateur doit fournir les animaux et les instruments aratoires ; le remplacement des animaux malades ou morts, et la réparation des instruments sont à sa charge ; le khammas n'est tenu des détériorations et de la perte de ces choses que si elle proviennent de son fait ou de sa faute ; il ne répond pas de celles qui sont produites par l'usage normal de ces choses ou par un cas fortuit ou de force majeure qui ne lui est pas imputable.

Art. 1384. — Si le cultivateur engage un gardien pour l'aire, le salaire de ce dernier est à sa charge. Les khammas se succèderont à tour de rôle avec ce gardien pour la surveillance de l'aire.

Art. 1385. — Dans les terres d'Afrikia, le cultivateur n'est pas tenu de louer des ouvriers pour la moisson de l'orge. Pour les autres produits, il n'est pas tenu d'engager plus d'un journalier par khammas ; mais il peut louer pour la moisson un nombre supérieur d'ouvriers. La nourriture du khammas pendant l'époque des labours et des moissons n'est pas à sa charge.

Art. 1386. — Dans les terres dites *de khlania*, le cultivateur est tenu, pendant le printemps, de fournir des ouvriers pour aider le khammas à arracher les mauvaises herbes. Lorsque ces herbes sont en grande quantité, le khammas devra le cinquième du salaire de ces ouvriers.

Art. 1387. — Le cultivateur doit fournir, au khammas et à sa famille, les provisions de bouche nécessaires au prix courant et dans la proportion fixée par la coutume locale. — Le registre du cultivateur (1) ou de son régisseur fait foi quant à la quantité et au prix des fournitures, si les quotités qui y sont portées sont vraisemblables, et si les prix correspondent aux prix courants du lieu à la date de la fourniture. — En cas de contestation sur la réalité des fournitures, le cultivateur ou son régisseur seront tenus de prêter serment à l'appui de leur déclaration ; en cas de doute sur les quantités fournies ou sur les prix, le tribunal (2) les déterminera lui-même, ou commettra des experts.

Art. 1388. — Toutes avances d'argent faites par le cultivateur au khammas ne pourront être prouvées que par acte notarié. Les frais de cet acte sont à la charge des parties, par moitié.

Art. 1389. — La part du khammas est liquidée sur le produit de la

---

(1) Le texte porte ; caltivateur.

(2) Le texte porte : Tribunal.

récolte, après déduction de la dîme et autres impôts afférents aux produits du sol ainsi que de la nourriture des animaux de labour et de trait pendant l'été. La nourriture des montures du cultivateur est exclusivement à la charge de ce dernier.

Art. 1390. — Sont à la charge du cultivateur, les frais de transport de la dîme au lieu de versement, ainsi que toutes autres contributions portant sur la propriété foncière. Ces charges ne peuvent être imputées sur la part du khammas. Toute clause contraire est sans effet.

Art. 1391. — La remise au khammas de sa part de récolte doit être constatée par une quittance par écrit ; le cultivateur n'est libéré que par la production de cette quittance. — Les frais de notaire et de timbre pour la rédaction (1) de cet acte sont à la charge du cultivateur, si la quittance est notariée.

Art. 1392. — Toute réclamation du khammas au sujet de sa part de récolte, et tout recours du cultivateur contre le khammas, ne sont pas recevables s'ils se rapportent aux années antérieures à la date de la dernière quittance.

Art. 1393. — Après l'enlèvement de la récolte, la société du cultivateur et du khammas est résolue de plein droit. Toutes dispositions contraires sont abrogées. Cependant, si le mois d'octobre (style grégorien) est déjà commencé, sans que l'une ou l'autre des parties ait dénoncé le contrat, la société est censée renouvelée pour une autre année agricole, et aucune des parties ne peut la résoudre.

Art. 1394. — Le colonat partiaire n'est pas résolu par le décès du cultivateur. En cas de décès du khammas, le cultivateur pourra le faire remplacer. Dans ce cas la part de récolte du khammas décédé sera partagée entre le remplaçant et les héritiers du défunt, à proportion du travail effectué par chacun d'eux : le tout à moins que les héritiers du khammas ne demandent à le remplacer (2) eux-mêmes. Si le décès du khammas a lieu au moment de la récolte, ses héritiers auront droit à toute la part des produits qui aurait été due à leur auteur, à condition toutefois d'accomplir le travail de ce dernier.

§ II. — *De la société à champart* (mouçakâte) *et de la société à complant* (mougbâraça)

A. — *De la société à champart* (mouçakâte)

Art. 1395. — La société (3) à champart *(mouçakate)* est un contrat par lequel le maître d'une plantation en rapport ou d'une récolte qui a déjà levé charge une autre personne, dénommée *colon*, de faire les travaux nécessaires jusqu'à la cueillette des fruits, ou à l'enlèvement de la récolte, moyennant une part déterminée des produits.

Art. 1396. — Le champart peut avoir pour objet plusieurs exploitations conjointement moyennant une part prise sur la totalité des pro-

---

(1) Le texte porte : rédaccion.

(2) Le texte porte : remplaéer.

(3) Le texte porte : Le soicété.

duits, s'ils sont de même espèce, ou moyennant une proportion déterminée pour chacune des exploitations, si les produits sont d'espèce différente.

Art. 1397. — La société à champart est parfaite par le consentement des parties, et avant toute prise de possession de la part des colons. — Le contrat de champart n'est opposable aux tiers que s'il a été enregistré au lieu de situation des biens.

Art. 1398. — L'acte devra contenir un état descriptif du fonds, de l'espèce de plantation ou de cultures qu'il porte, des moyens d'irrigation dont il est pourvu, ainsi que des animaux et du matériel d'exploitation qui s'y trouvent, s'ils sont compris dans le contrat.

Art. 1399. — Dans le silence du contrat, le colon est censé avoir droit à l'usage des animaux de labour et de trait, et des instruments agricoles qui se trouvent sur les lieux au moment du contrat.

Art. 1400. — Dans la société à champart, la part du colon doit être établie en une part ou quotité proportionnelle du produit total. — Dans le silence du contrat, les parties sont présumées s'en être remises, pour la détermination de la part de chacune d'elles, à (1) la coutume locale, et à défaut de coutume, à ce qui sera arbitré par le tribunal (2) au dire d'experts.

Art. 1401. — La société à champart peut être contractée pour une période déterminée, soit par nombre d'années, soit par récoltes. La dernière année doit toujours finir avec la récolte, quelle que soit l'époque indiquée par les parties. — Dans le silence du contrat, le champart s'entend conclu jusqu'à la récolte ou cueillette.

Art. 1402. — Lorsque le champart a été fait pour une récolte, et qu'il a pour objet des plantes ou produits qui ont plus d'une portée par an, il est censé fait pour la première récolte seulement, s'il n'y a stipulation contraire.

Art. 1403. — Le cultivateur est tenu : — 1° d'entretenir en bon état de réparation les murs et les haies, ainsi que tous les édifices, canaux, réservoirs, compris dans le fonds, s'il n'y a stipulation contraire ; — 2° de remplacer les animaux morts ou malades, s'ils sont compris dans le contrat. Est nulle toute stipulation qui chargerait le colon de ce remplacement.

Art. 1404. — Le colon est tenu d'exécuter exactement et avec diligence tous les travaux relatifs à l'exploitation : il doit arracher les mauvaises herbes, veiller à la conservation des plantations et des récoltes, moissonner, dépiquer, mesurer les grains et autres produits, tailler, élaguer et émonder les plantes, greffer les arbres à fruits, féconder les dattiers et autres arbres de même nature, fournir à ses frais les semences, les plantes, les ouvriers, ainsi que les instruments nécessaires et les animaux de labour et de trait, si ces derniers ne se trouvent déjà sur les lieux, ou si ceux qui s'y trouvent ne sont pas suffisants, veiller à l'arrosage, curer les canaux et rigoles, et faire en général, à ses frais et par ses soins, tout ce qui est nécessaire à l'exploitation, selon sa nature.

---

(1) Le texte porte : a.

(2) Le texte porte : Tribunal.

Art. 1405. — Les petites réparations, et le remplacement (1) des menus objets qui se détériorent par l'usage, tels que seaux, cordes et autres de ce genre, sont à la charge du colon.

Art. 1406. — Le colon n'est tenu de faire aucun travail en dehors de ceux qui se rapportent à l'exploitation agricole. — Toute stipulation qui imposerait au colon de faire des travaux de construction, de grosse réparation ou autres travaux permanents est nulle, à moins qu'un salaire spécial ne soit établi pour ces travaux.

Art. 1407. — Le colon ne peut céder son contrat en tout ou en partie, sans le consentement du maître.

Art. 1408. — Le colon peut céder sa part de produits même avant la récolte, pourvu que cette part soit déterminée au moment de la cession et que la récolte soit près de mûrir.

Art. 1409. — Dans la société à champart *(mouçakate)* le produit net est réparti entre le colon et le cultivateur dans les proportions établies par le contrat, et à défaut de contrat par l'usage, après le prélèvement : — 1° des impôts et charges publiques portant sur les produits agricoles ; — 2° des frais nécessaires pour le traitement des produits, lorsqu'ils exigent un traitement spécial, à moins qu'il ne soit établi qu'ils seront répartis en nature, ou que l'une des parties sera chargée des frais de traitement.

Art. 1410. — Si la totalité ou une partie de la récolte est enlevée par un cas fortuit ou de force majeure qui n'est imputable à aucune des parties, le dommage sera supporté par elles dans la proportion où elles ont droit aux produits.

Art. 1411. — Le colon n'est point tenu de transporter au domicile du cultivateur la part de produits appartenant à ce dernier, à moins de clause expresse. — Lorsque le colon est chargé de ce transport, il aura droit à un salaire si la distance à parcourir dépasse celle fixée au contrat.

Art. 1412. — La société à champart prend fin : — 1° par la résiliation volontairement consentie par les parties ; — 2° par l'expiration du temps pour lequel elles ont été faites (2) ; — 3° par l'impossibilité d'exécution, lorsque le colon est empêché, par un cas de force majeure relatif à sa personne, de faire ou de continuer les travaux de l'exploitation, et ne trouve point de remplaçant offrant de sérieuses garanties de capacité et d'honnêteté, sauf dans le cas où le contrat aurait été fait en considération de son travail personnel ; — 4° par l'impossibilité qui résulte de la destruction de la totalité ou de la majeure partie du fonds, ou de la plantation ; — 5° par la résolution demandée par l'un des contractants lorsque l'autre partie manque à ses engagements, ou pour d'autres motifs graves. Dans ce cas le tribunal (3) arbitrera les indemnités qui pourraient être dues soit au maître, soit au colon.

Art. 1413 — Dans le cas de résolution indiqué au n° 3 de l'article précédent, on appliquera les dispositions de l'art. 1394. Cependant, lorsque l'empêchement survient au moment de la maturité des récoltes, le colon ou ses héritiers auront droit à la part de produits stipulée par le contrat.

---

(1) Le texte porte : semplacement.

(2) Lire sans doute : pour lequel *elle a été faite*.

(3) Le texte officiel porte : Tribunal.

Art. 1414. — La déclaration d'insolvabilité du colon ne résout pas la société à champart. — En cas de décès du colon on appliquera l'art. 1394.

Art. 1415. — La société à champart n'est pas résolue par le décès du cultivateur, ni par son insolvabilité déclarée, sauf l'action en résolution qui appartient aux créanciers, lorsque le contrat a été fait en fraude de leurs droits.

B. — *De la société à complant* (moughâraça).

Art. 1416. — Lorsque la société a pour objet des arbres à fruit ou autres plantes de rapport, qu'une des parties, dite colon, se charge de planter et de soigner dans le terrain fourni par le maître, moyennant une part indivise du sol et des arbres lorsqu'ils auront un âge déterminé ou lorsqu'ils seront en rapport, le contrat s'appelle moughâraça (*complant*).

Art. 1417. — Le complant peut avoir pour objet plusieurs exploitations différentes, en stipulant des parts différentes dans chacune selon la qualité des terres et la nature des plantations.

Art. 1418. — Dans la société à complant, la durée du contrat est déterminée par l'époque à laquelle les arbres peuvent commencer à être en rapport ; on ne peut stipuler une durée inférieure à ce délai.

Art. 1419. — Le colon est tenu de fournir les plantes, les instruments et les animaux, de faire tous les travaux nécessaires pour amender la terre, pour féconder et soigner les arbres.

Art. 1420. — Le colon peut céder son contrat, à moins qu'il n'ait été stipulé expressément qu'il doit l'exécuter psrsonnellement. Il peut constituer un nantissement sur sa part indivise, dans les conditions déterminées au titre des hypothèques.

Art. 1421. — Dès que les arbres sont en rapport ou ont atteint l'âge convenu, le sol et les arbres appartiennent par indivis au maître du sol et au colon, dans la proportion établie par le contrat ou par la coutume, à défaut de stipulation à cet égard ; chacune des parties peut, dès lors, demander le partage.

Art. 1422.— Si les plantations périssent, en totalité, par cas fortuits ou force majeure, après avoir atteint l'âge convenu, le colon aura droit de partager le sol dans les proportions établies au contrat ; si elles périssent avant cette époque, le colon n'aura droit à rien.

Art. 1423. — Si les arbres plantés par le colon n'ont pas pris, s'ils n'ont pris qu'en partie, ou s'ils sont morts avant d'être parvenus à leur complète croissance, le colon ne peut demander aucun partage du sol et le contrat est résolu sans aucune indemnité, de part ni d'autre. — Si les plantations faites par le colon ont pris seulement dans une partie déterminée de l'exploitation, le colon ne pourra demander le partage que dans cette partie.

Art. 1424. — Les dispositions relatives à la société à champart (mouçakate) s'appliquent à la société à complant, dans les mesures où elles peuvent recevoir application à ce contrat.

Art. 1425. — La société à champart est nulle comme telle : — 1° s'il est stipulé que le cultivateur fera une partie des travaux d'exploitation ; — 2° lorsqu'il est stipulé que le cultivateur percevra seul les produits d'une partie déterminée du fonds qui fait l'objet de l'exploitation ou

prélèvera une certaine quantité de produits avant tout partage ; — 3° ou que le cultivateur ou le colon fourniront une certaine somme en valeurs ou en effets mobiliers ; — 4° lorsque le terme du contrat est trop court pour que le colon puisse percevoir les fruits de la plantation ou de la récolte qui fait l'objet du contrat ; — 5° lorsque le contrat a pour objet des arbres dont les fruits sont déjà mûrs (1), ou des récoltes prêtes à être moissonnées ; — 6° lorsque la part du colon est établie d'avance en une quotité fixe, déterminée par nombre, poids ou mesure.

Art. 1426. — Dans les cas de nullité énumérés à l'article précédent, le colon aura droit à un salaire qui sera établi sur la base des salaires de même nature. Il n'aura droit à aucun salaire s'il n'a pas travaillé.

§ III (2). — *Du bail à cheptel.*

Art. 1427. — Le bail à cheptel est une société dans laquelle l'une des parties donne à l'autre, dénommée colon ou preneur, un fonds de bétail pour le garder et l'élever, à condition que les profits seront partagés entre les parties dans les proportions convenues entre elles.

Art. 1428. — On peut donner à cheptel toutes espèces d'animaux susceptibles de croît ou de profit pour l'agriculture ou le commerce, excepté ceux dont le commerce est défendu par la loi religieuse musulmane.

Art. 1429. — A défaut de conventions particulières, le croît se partage par moitié entre les parties, et elles sont tenues, chacune, de la moitié des pertes.

Art. 1430. — On entend par croît les petits des animaux, ainsi que la plus-value que les animaux peuvent acquérir par rapport à l'estimation primitive.

Art. 1431. — L'estimation donnée au cheptel n'en transporte pas la propriété au colon ; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit.

Art. 1432. — Le colon ou preneur n'est tenu du cas fortuit que lorsqu'il a été précédé de quelque faute de sa part sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

Art. 1433. — En cas de contestation, le colon ou preneur est tenu de prouver le cas fortuit, et le bailleur est tenu de prouver la faute qu'il impute au preneur.

Art. 1434. — Le preneur qui est déchargé par le cas fortuit est toujours tenu de rendre compte des peaux des bêtes et de tout ce qui peut en être resté.

Art. 1435. — Si le cheptel périt en entier sans la faute du preneur, la société est résolue et la perte en est pour le bailleur ; s'il n'en périt qu'une partie, la société continue pour ce qui reste et le preneur ne doit aucune indemnité pour ce qui a péri.

Art. 1436. — Le preneur profite seul du fumier des animaux donnés à cheptel ainsi que de leur travail, dans la mesure ordinaire et pourvu que

---

(1) Le texte porte : murs.

(2) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

ce soit sans dommage pour les bêtes. — Le laitage, la laine et le croît se partagent, le tout sauf les conventions des parties.

Art. 1437. — On ne peut stipuler : — que le preneur supportera la perte totale du cheptel, quoiqu'arrivée par cas fortuits et sans sa faute ; — ou qu'il supportera, dans la perte, une part plus grande que dans le profit ; — ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni. — Toute convention semblable est nulle.

Art. 1438. — Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur.

Art. 1439. — Le preneur ne pourra tondre sans en prévenir le bailleur.

Art. 1440. — S'il n'y a pas de temps fixé pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans. — Le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations ; le colon a le même droit, de son côté.

Art. 1441. — A la fin du bail, ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel. — Le bailleur peut prélever des bêtes de chaque espèce, jusqu'à concurrence de la première estimation ; l'excédent se partage. — S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste, et le preneur ne doit aucune indemnité supplémentaire.

SECTION II. — *De la société coopérative de travail* (1).

Art. 1442. — La société coopérative de travail est celle par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leur travail et les profits qu'ils pourront en tirer. Il n'est pas nécessaire que les associés exercent le même métier ni qu'ils résident au même lieu ; est valable, par exemple, la société entre deux tailleurs ou entre un tailleur et un teinturier.

Art. 1443. — La société coopérative de travail est régie par les dispositions relatives aux sociétés contractuelles, sauf les règles suivantes.

Art. 1444. — Dans la société coopérative de travail, l'apport de chaque associé consiste dans son travail. Il est permis, cependant, de faire des apports en nature tels que des matières premières, des outils, des instruments, pourvu que ce soit dans la mesure exigée pour l'exécution du travail commun. L'apport reste la propriété de l'associé qui l'a apporté.

Art. 1445. — L'outillage et les approvisionnements achetés sur les fonds communs appartiennent à tous les associés et sont à leurs risques communs.

Art. 1446. — Chaque associé est tenu de deux obligations principales : — *a*) celle de donner son travail à l'avantage exclusif de la société, et de ne pas l'employer ailleurs à son profit personnel. Il peut travailler cependant à son profit personnel lorsqu'il a accompli tout ce qu'il doit à la société ; — *b*) celle de garantir, solidairement avec les autres associés, le travail ou l'ouvrage exécuté par eux, dans les cas de détérioration, de malfaçon ou de vice qui leur seraient imputables. Cette obligation existe même après la dissolution de la société.

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

Art. 1447. — Les associés sont solidairement responsables de la perte de la chose qui leur a été confiée par le commettant, lors même que cette perte proviendrait du fait d'un seul des associés, sauf leur recours contre celui qui a donné lieu à la responsabilité (1).

Art. 1448. — Chacun des associés est le mandataire de tous les autres pour la réception des commandes et le recouvrement du prix des ouvrages faits, sauf stipulation contraire.

Art. 1449. — Les bénéfices et les pertes se répartissent également entre tous les associés (2), à moins qu'il n'y ait des motifs de préférence, à raison de l'inégalité du travail accompli par chacun d'eux.

Art. 1450. — Si un associé est empêché, par suite de maladie ou d'une autre cause imprévue, ou de force majeure relative à sa personne, de prendre part au travail commun, cet empêchement ne lui fait point perdre le droit de participer au gain des autres associés. — Cependant, si l'absence de l'associé se prolonge au delà de sept jours, les autres associés auront seuls droit aux gains pour toute la durée de l'absence. Toute stipulation contraire est sans effet. — Les associés peuvent aussi, dans le cas d'empêchement permanent, poursuivre l'exclusion de l'associé.

Art. 1451. — Dans le cas prévu ci-dessus, l'associé qui perd le droit aux bénéfices ne répond pas des obligations contractées par les autres associés, dans le cas des art. 1446 et 1447.

TITRE X

Des contrats aléatoires

CHAPITRE PREMIER (3)

Du jeu et du pari

Art. 1452. — Toute obligation ayant pour cause une dette de jeu ou un pari est nulle de plein droit.

Art. 1453. — Sont nulles également les reconnaissances et les ratifications postérieures des dettes ayant pour cause le jeu ou les paris, les titres souscrits pour en faire preuve, même s'ils sont à l'ordre, ainsi que les cautionnements et sûretés donnés pour les garantir, les dations en paiement, transactions et autres contrats ayant pour cause une dette de cette nature.

Art. 1454. — L'exception de jeu est opposable aux tiers qui ont prêté des sommes ou valeurs destinées à servir au jeu ou pari, lorsque les tiers connaissaient l'emploi qu'on se proposait de faire de ces sommes.

Art. 1455. — Tout paiement fait en exécution d'une dette de jeu ou d'un pari est sujet à répétition. Cette disposition s'applique à tout acte valant paiement, ainsi qu'à la remise d'effets de commerce ou d'obligations civiles pour faire preuve de la dette.

---

(1) Le texte porte : responsabitilé.

(2) Le texte porte : associes.

(3) Il n'y a pas de chapitre II.

Art. 1456. — Sont réputés aléatoires et soumis aux dispositions des articles 1452 à 1455, les contrats sur les valeurs publiques ou les marchandises qui ne doivent pas se régler par une livraison effective de titres ou de marchandises, mais par le paiement de la différence entre le prix convenu au moment de la liquidation.

Art. 1457. — Sont exceptés des dispositions précédentes les jeux et les paris ayant pour objet les courses à pied ou à cheval, le tir à la cible, les joûtes sur l'eau, et autres faits tenant à l'adresse et à l'exercice du corps, pourvu : — 1° que les valeurs ou sommes engagées ne soient pas promises par l'un des joûteurs à l'autre ; — 2° que les paris n'aient pas lieu entre simples spectateurs.

TITRE XI

De la transaction

Art. 1458. — La transaction est un contrat par lequel les parties terminent ou préviennent une contestation moyennant la renonciation de chacune d'elles à une partie de ses prétentions réciproques, ou la cession qu'elle fait d'une valeur ou d'un droit à l'autre partie.

Art. 1459. — Pour transiger, il faut avoir la capacité d'aliéner, à titre onéreux, les objets compris dans la transaction. — Le mineur autorisé à faire le commerce peut transiger dans les limites de son autorisation pourvu que la transaction ne constitue pas de sa part une pure libéralité.

Art. 1460. — Le père qui administre les biens de ses enfants, les tuteurs, curateurs et autres administrateurs d'incapables ne peuvent transiger pour ceux dont ils administrent les biens que dans les conditions prescrites pour les aliénations. Il faut en outre : — 1° que le droit soit contesté ; — 2° que l'on puisse craindre sérieusement, en engageant une action en justice, de perdre la totalité de la créance ou du droit en litige, ou d'engager l'incapable pour la totalité de l'obligation ou du droit réclamé contre lui. — Lorsque la contestation a lieu entre le mineur ou autre incapable, et son père, tuteur ou curateur, le tribunal (1) demandera à l'autorité compétente de nommer un curateur spécial à l'incapable afin de procéder à la transaction.

Art. 1461. — Les transactions qui intéressent l'État, les communes et les administrations publiques, telles que l'administration des habous, sont soumises à des règlements particuliers.

Art. 1462. — On ne peut transiger sur une question d'état ou d'ordre public, ou sur les autres droits personnels qui ne font pas objet de commerce; mais on peut transiger sur l'intérêt pécuniaire qui résulte d'une question d'état ou d'un délit.

Art. 1463. — Ce qui ne peut être l'objet d'un contrat commutatif entre musulmans, ne peut être objet de transaction. — Cependant, les parties peuvent transiger sur des droits ou des choses, encore que la valeur en soit incertaine pour eux.

---

(1) Le texte porte : Tribunal.

Art. 1464. — On ne peut transiger sur le droit aux aliments ; on peut transiger sur le mode de prestation des aliments, ou sur le mode de paiement des arrérages déjà échus.

Art. 1465. — On peut transiger sur les droits héréditaires déjà acquis moyennant une somme inférieure à la portion légitime établie par la loi, pourvu que les parties connaissent la quotité de la succession.

Art. 1466. — Lorsque la transaction comprend la constitution, le transfert, ou la modification de droits sur les immeubles ou autres objets susceptibles d'hypothèque, elle doit être faite par écrit, et elle n'a d'effet, au regard des tiers, que si elle est enregistrée en la même forme que la vente.

Art. 1467. — La transaction a pour effet d'éteindre définitivement les droits et les prétentions qui ont été l'objet du contrat, et d'assurer à chacune des parties la propriété des choses qui lui ont été livrées et des droits qui lui ont été reconnus par l'autre partie. La transaction sur une dette moyennant une partie de la somme due, vaut remise du reste, et produit la libération du débiteur. — La transaction ne peut être révoquée, même du consentement des parties, à moins qu'elle n'eût eu (1) simplement la nature d'un contrat commutatif.

Art. 1468. — Les parties se doivent réciproquement la garantie des objets qu'elles se donnent à titre de transaction. Lorsque la partie à laquelle l'objet en litige a été livré par l'effet de la transaction en est évincée ou y découvre un vice rédhibitoire, il y a lieu à résolution totale ou partielle de la transaction ou à l'action en diminution de prix dans les conditions établies pour la vente. — Lorsque la transaction consiste en la concession à temps de la jouissance d'une chose, la garantie que les parties se doivent est celle du louage des choses.

Art. 1469. — La transaction doit être entendue strictement, et quels qu'en soient les termes, elle ne s'applique qu'aux contestations ou aux droits qui en ont été l'objet.

Art. 1470. — Si celui qui a transigé sur un droit qu'il avait de son chef, ou en vertu d'une cause déterminée, acquiert ensuite le même droit du chef d'une autre personne ou d'une cause différente, il n'est point, quant au droit nouvellement acquis, lié par la transactisn antérieure.

Art. 1471. — Lorsque l'une des parties n'accomplit pas les engagements qu'elle a pris dans la transaction, l'autre partie peut poursuivre l'exécution du contrat si elle est possible, et à défaut, en demander la résolution, sans préjudice de son droit aux dommages (2) dans les deux cas (3).

Art. 1472. — La transaction peut être attaquée : — 1° pour cause de violence ou de dol ; — 2° pour cause d'erreur matérielle sur la personne de l'autre partie, sur sa qualité, ou sur la chose qui a fait l'objet de la contestation ; — 3° pour défaut de cause, lorsque la transaction a été faite : — *a)* sur un titre faux ; — *b)* sur une cause inexistante ; — *c)* sur une affaire déjà terminée par une transaction valable ou par un jugement

---

(1) N'*ait* eu serait seul correct.

(2) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

(3) Le texte porte : dans le deux cas.

non susceptible d'appel ou de requête civile, dont les parties ou l'une d'elles ignoraient l'existence. — La nullité ne peut être invoquée, dans les cas ci-dessus énumérés, que par la partie qui était de bonne foi.

Art. 1473. — La transaction ne peut être attaquée pour erreur de droit. Elle ne peut être attaquée pour lésion, si ce n'est en cas de dol.

Art. 1474. — Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qui existaient entre elles, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts, ne sont point une cause de rescision, s'il n'y a dol de l'autre partie. Cette disposition n'a pas lieu lorsque la transaction a été faite par le représentant légal d'un incapable et qu'elle a été déterminée par le défaut du titre lorsque ce titre vient à être retrouvé.

Art. 1475. — La transaction est indivisible : la nullité (1) ou la rescision d'une partie entraîne la nullité ou la rescision totale de la transaction. — Cette disposition n'a pas lieu : — 1° lorsqu'il résulte des termes employés et de la nature des stipulations que les parties ont considéré les clauses de la transaction comme des parties distinctes et indépendantes ; — 2° lorsque la nullité provient du défaut de capacité de l'une des parties. Dans ce cas, la nullité ne profite qu'à l'incapable dans l'intérêt duquel elle est établie, à moins qu'il n'ait été expressément stipulé que la résolution de la transaction aurait pour effet de délier toutes les parties.

Art. 1476. — La résolution de la transaction remet les parties au même et semblable état de droit où elles se trouvaient au moment du contrat, et donne ouverture, en faveur de chacune d'elles, à la répétition de ce qu'elle a donné en exécution de la transaction, sauf les droits régulièrement acquis, à titre onéreux, par les tiers de bonne foi. — Lorsque le droit auquel on a renoncé ne peut plus être exercé, la répétition porte sur sa valeur.

Art. 1477. — Lorsque, malgré les termes employés, la convention dénommée transaction constitue, en réalité, une donation, une vente ou autre rapport de droit, la validité et les effets du contrat doivent être appréciés d'après les dispositions qui régissent l'acte fait sous le couvert de la transaction.

TITRE XII

Du cautionnement

CHAPITRE PREMIER

Du cautionnement en général

Art. 1478. — Le cautionnement est un contrat par lequel une personne s'oblige envers le créancier à satisfaire à l'obligation du débiteur, si celui-ci n'y satisfait pas lui-même.

---

(1) Le texte porte : nullifé.

Art. 1479. — Celui qui charge une autre personne de faire crédit à un tiers, en s'engageant à répondre (1) pour ce dernier, répond en qualité de caution, et dans la limite de la somme indiquée par lui, des obligations contractées par le tiers. — S'il n'a pas été fixé de limite, la caution ne répond que jusqu'à concurrence de ce qui est raisonnable, selon la personne à qui le crédit est ouvert. — Ce mandat est révocable tant qu'il n'a pas reçu un commencement d'exécution de la part de celui qui a été chargé d'ouvrir le crédit. Il ne peut être prouvé que par écrit.

Art. 1480. — Nul ne peut se porter caution, s'il n'a la capacité d'aliéner à titre gratuit. — Le mineur ne peut se porter caution, même avec l'autorisation de son père ou tuteur, s'il n'a aucun intérêt dans l'affaire qu'il garantit.

Art. 1481. — Le cautionnement donné par le malade pendant sa dernière maladie ne vaut que pour le tiers de ses biens, si ses héritiers n'ont consenti à autoriser une obligation plus étendue. — Le cautionnement de la femme mariée ne vaut également que pour le tiers de ses biens si le mari ne l'a autorisée à contracter une obligation plus étendue. L'autorisation du mari n'entraîne aucune garantie si le contraire n'est exprimé.

Art. 1482. — Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable. — Néanmoins, on peut cautionner une obligation contractée par l'une des personnes énumérées en l'art. 6, dans le cas où cette obligation est valable, d'après le présent code.

Art. 1483. — Le cautionnement peut avoir pour objet une obligation éventuelle (telle que la garantie pour cause d'éviction), future ou indéterminée, pourvu que la détermination puisse être faite par la suite (telle que la somme à laquelle une personne pourra être condamnée par un jugement); dans ce cas, l'engagement de la caution sera déterminé par celui du débiteur principal.

Art. 1484. — On ne peut cautionner une obligation que le fidéjusseur ne pourrait acquitter au lieu du débiteur principal, telle qu'une peine corporelle.

Art. 1485. — L'engagement de la caution doit être exprès, et ne se présume point.

Art. 1486. — L'engagement de cautionner quelqu'un ne constitue pas cautionnement, mais celui envers lequel il a été pris a le droit d'en exiger l'accomplissement; à défaut il a droit aux dommages-intérêts.

Art. 1487. — Le cautionnement n'a pas besoin d'être accepté formellement par le créancier, mais il ne peut être donné contre sa volonté.

Art. 1488 — On peut cautionner une obligation à l'insu du débiteur principal, et même contre sa volonté; mais le cautionnement donné contre la défense expresse du débiteur ne crée aucun lien de droit entre ce dernier et la caution, qui est seulement obligée envers le créancier.

Art. 1489. — On peut se rendre caution, non seulement du débiteur principal, mais aussi de celui qui l'a cautionné.

Art. 1490. — Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, sauf en ce qui concerne le terme.

Art. 1491. — Le cautionnement peut être à terme, c'est-à-dire pour un

---

(1) Le texte porte : répondra.

certain temps, ou à partir d'une certaine date; il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Art. 1492. — Lorsque le cautionnement n'a pas été expressément limité à une somme fixe, ou à une partie déterminée de l'obligation, la caution répond (1) aussi des dommages-intérêts et des dépenses (2 encourus par le débiteur principal, en raison de l'inexécution de l'obligation. — La caution ne répond pas des obligations nouvelles contractées par le débiteur principal après la constitution de l'engagement qu'elle a garanti. — Cependant lorsque la caution a expressément garanti l'exécution de tous les engagements contractés par le débiteur à raison du contrat, elle répond, comme le débiteur principal, de toutes obligations dont ce dernier peut être tenu de ce chef.

Art. 1493. — Le cautionnement est essentiellement gratuit. Toute stipulation de rétribution est nulle et rend nul le cautionnement comme tel. — Cette règle reçoit exception entre commerçants, pour affaires de commerce, s'il y a coutume (3) en ce sens.

Art. 1494. -- Lorsque la caution reçue par le créancier, en vertu du contrat, est devenue insolvable, il doit en être donné une autre, ou bien une sûreté équivalente. A défaut, le créancier peut poursuivre le paiement immédiat de sa créance ou la résiliation du contrat qu'il a conclu sous cette condition.— Si la solvabilité de la caution est seulement devenue insuffisante, il devra être donné un supplément de cautionnement ou une sûreté supplémentaire. — Ces dispositions ne s'appliquent pas: — 1° au cas où la caution a été donnée à l'insu du débiteur ou contre sa volonté ; — 2° lorsque la caution a été donnée en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne déterminée pour caution.

CHAPITRE II

Des effets du cautionnement

Art. 1495. — Le cautionnement n'entraîne pas solidarité, si elle n'est expressément stipulée (4). — Dans ce dernier cas, et dans celui où le cautionnement constitue un acte de commerce de la part de la caution, les effets du cautionnement sont régis par les principes relatifs aux obligations solidaires entre débiteurs.

Art. 1496. — Le créancier n'a action contre la caution que si le débiteur principal est en demeure d'exécuter son obligation.

Art. 1497. — Néanmoins : — 1° si la caution meurt avant l'échéance, le créancier a le droit d'agir aussitôt contre sa succession, sans attendre l'échéance. Dans ce cas, les héritiers qui ont payé auront recours contre

---

(1) Le texte porte : repond.

(2) Ne faut-il pas lire : *dépens?*

(3) Le texte porte : coulume.

(4) Le texte porte : stipulé.

le débiteur à l'échéance de l'obligation principale ; — 2° l'insolvabilité déclarée de la caution fait échoir la dette à l'égard de celle-ci, même avant l'échéance de la dette principale ; le créancier est autorisé, dans ce cas, à insinuer sa créance dans la masse ; — 3° la mort du débiteur fait échoir la dette à l'égard de la succession de celui-ci, mais le créancier ne pourra poursuivre la caution qu'à l'échéance du terme convenu.

Art. 1498. — La caution a le droit d'exiger que le créancier discute au préalable le débiteur principal dans ses biens meubles et immeubles, en lui indiquant ceux qui sont susceptibles d'exécution, pourvu qu'ils soient situés en Tunisie. — Dans ce cas, il sera sursis aux poursuites contre la caution, jusqu'à la discussion (1) des biens du débiteur principal, sans préjudice des mesures conservatoires que le créancier pourra être autorisé à prendre contre la caution. Si le créancier possède un droit de gage ou de rétention sur un bien meuble du débiteur, il devra se payer sur cet objet, à moins qu'il ne fût (2) affecté à la garantie d'autres obligations du débiteur, et qu'il fût (2) insuffisant à les payer toutes.

Art. 1499. — La caution ne peut demander la discussion du débiteur principal : — 1° lorsqu'elle a renoncé formellement à l'exception de discussion, et notamment lorsqu'elle s'est engagée solidairement avec le débiteur principal ; — 2° dans le cas où les poursuites et l'exécution contre le débiteur principal sont devenues notablement plus difficiles par suite du changement de résidence ou de domicile de ce dernier, ou de son établissement industriel, depuis la constitution de l'obligation ; — 3° lorsque le débiteur principal est en état de déconfiture notoire ou d'insolvabilité déclarée ; — 4° lorsque les biens qui peuvent être discutés sont litigieux, ou grevés d'hypothèques qui absorbent une grande partie de leur valeur, ou évidemment insuffisants pour désintéresser le créancier, ou bien encore lorsque le débiteur n'a sur les biens qu'un droit résoluble.

Art. 1500. — Lorsque plusieurs personnes ont cautionné la même dette par le même acte, chacune d'elles n'est obligée que pour sa part et portion. La solidarité entre cautions n'a lieu que si elle a été stipulée, ou lorsque le cautionnement a été contracté séparément par chacune des cautions pour la totalité de la dette, ou lorsqu'il constitue un acte de commerce de la part des cautions.

Art. 1501. — La caution de la caution n'est obligée envers le créancier que si le débiteur principal et toutes les cautions sont insolvables, ou si la caution est libérée au moyen d'exceptions qui lui sont exclusivement personnelles.

Art. 1502. — La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions tant personnelles que réelles qui appartiennent au débiteur principal, y compris celles qui se fondent sur l'incapacité personnelle de ce dernier. Elle a le droit de s'en prévaloir, encore que le débiteur principal s'y oppose ou y renonce. Elle peut même opposer les exceptions qui sont exclusivement personnelles à ce dernier, telles que la remise de la dette faite à la personne du débiteur.

---

(1) Le texte porte : discusssion.

(2) Lire : *soit*.

Art. 1503. — La caution peut agir en justice contre le débiteur principal, afin d'être déchargée de son obligation : — 1° lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement, et même avant toute poursuite, dès que le débiteur est en demeure d'exécuter l'obligation ; — 2° lorsque le débiteur s'est obligé à lui rapporter la décharge du créancier dans un délai déterminé, si ce terme est échu ; au cas où le débiteur ne pourrait rapporter cette décharge il devra payer la dette ou donner à la caution un gage ou une sûreté suffisante ; — 3° (1) lorsque les poursuites contre le débiteur sont devenues notablement plus difficiles par suite du changement de résidence ou de domicile du débiteur, ou de son établissement industriel. — La caution qui se trouve dans l'un des cas prévus à l'art. 1509 ne peut invoquer le bénéfice des dispositions précédentes.

Art. 1504. — La caution peut agir contre le créancier, afin d'être déchargée de la dette, si le créancier diffère à réclamer l'exécution de l'obligation anssitôt qu'elle est devenue exigible.

Art. 1505. — La caution qui a valablement éteint l'obligation principale a son recours, pour tout ce qu'elle a payé, contre le débiteur, même si le cautionnement a été donné à l'insu de ce dernier. Elle a recours également pour les frais et les dommages qui ont été la conséquence légitime et nécessaire du cautionnement. — Tout acte de la caution, en dehors du paiement proprement dit, qui éteint l'obligation principale et libère le débiteur, vaut paiement, et donne ouverture au recours de la caution pour le principal de la dette et les frais y relatifs.

Art. 1506. — La caution qui a payé n'a de recours contre le débiteur principal, que si elle peut représenter la quittance du créancier, ou une autre pièce constatant l'extinction de la dette. — La caution qui a payé avant le terme n'a de recours contre le débiteur qu'à l'échéance de l'obligation principale.

Art. 1507. — S'il y a plusieurs cautions solidaires, celle qui a payé le tout, à l'échéance, a également recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion, ainsi que pour la part des répondants solidaires insolvables.

Art. 1508. — La caution qui a transigé avec le créancier n'a de recours contre le débiteur et les autres cautions que jusqu'à concurrence de ce qu'elle a effectivement payé ou de sa valeur, s'il s'agit d'une somme déterminée.

Art. 1509. — La caution qui a valablement acquitté la dette est subrogée aux droits et aux privilèges du créancier contre le débiteur principal à concurrence de tout ce qu'elle a payé, et contre les autres cautions, à concurrence de leurs parts et portions Cette subrogation ne modifie pas, cependant, les conventions particulières intervenues entre le débiteur principal et la caution.

Art. 1510. — La caution n'a point de recours contre le débiteur : — 1° lorsqu'elle a acquitté une dette qui la concerne personnellement quoi qu'elle fût, en apparence, au nom d'un autre ; — 2° lorsque le cautionnement a été donné malgré la défense du débiteur ; — 3° lorsqu'il résulte de la déclaration expresse de la caution ou des circonstances que le cautionnement a été donné dans un esprit de libéralité.

---

(1) Le texte porte : 4°.

Art. 1511. — La caution n'a aucun recours contre le débiteur principal, lorsqu'elle a payé ou s'est laissé condamner en dernier ressort sans avertir le débiteur, si le débiteur justifie qu'il a déjà payé la dette, ou qu'il a des moyens d'en prouver la nullité ou l'extinction. Cette disposition n'a pas lieu toutefois, lorsqu'il n'a pas été possible à la caution d'avertir le débiteur, dans le cas par exemple où (1) celui-ci était absent.

CHAPITRE III

De l'extinction du cautionnement

Art. 1512. — Toutes les causes qui produisent la nullité ou l'extinction principale (2) éteignent le cautionnement.

Art. 1513. — L'obligation qui résulte du cautionnement s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations, même indépendamment de l'obligation principale.

Art. 1514. — Le paiement fait par la caution libère à la fois la caution et le débiteur principal ; il en est de même de la délégation donnée par la caution et acceptée par le créancier et par le tiers délégué, de la consignation de la chose due lorsqu'elle est valablement faite, de la dation en paiement, de la novation consentie entre le créancier et la caution.

Art. 1515. — La caution peut opposer la compensation de ce qui est dû par le créancier au débiteur principal. Elle peut aussi opposer la compensation de ce que le créancier lui doit à elle-même.

Art. 1516. — La remise de la dette accordée au débiteur libère la caution ; celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur ; celle accordée à l'une des cautions sans le consentement des autres, libère celles-ci pour la part de la caution à qui la remise a été accordée.

Art. 1517. — La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions à moins qu'elles n'aient consenti à garantir la nouvelle créance. Néanmoins, lorsque le créancier a stipulé l'accession des cautions à la nouvelle obligation, et que celles-ci refusent de la donner, l'ancienne obligation n'est pas éteinte.

Art. 1518. — La confusion qui s'opère entre le créancier et le débiteur principal libère la caution. Si le créancier laisse d'autres héritiers, la caution sera déchargée jusqu'à concurrence de la part du débiteur. — La confusion qui s'opère entre le créancier et la caution ne libère point le débiteur principal — La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, éteint le cautionnement, et ne laisse subsister que la dette principale ; cependant le créancier conserve son action contre celui qui s'est rendu caution de la caution, et retient les sûretés qu'il s'est fait donner pour garantir l'obligation de la caution.

Art. 1519. — La prorogation du terme accordée par le créancier au débiteur principal profite à la caution à moins qu'elle n'ait été accordée à raison de l'état de gêne du débiteur. — La prorogation du terme

---

(1) Le texte porte : ou.

(2) Lire sans doute : la nullité ou l'extinction *de l'obligation* principale.

accordée par le créancier à la caution ne profite pas au débiteur principal à moins de déclaration contraire du créancier. — La prorogation accordée par le créancier au débiteur libère la caution si le débiteur était solvable au moment où la prorogation lui a été accordée, à moins que la caution n'y ait consenti.

Art. 1520. — L'interruption de la prescription à l'égard du débiteur principal s'étend à la caution. La prescription accomplie en faveur du débiteur principal profite à la caution.

Art. 1521. — Lorsque le créancier a accepté volontairement, en paiement de sa créance, une chose différente de celle qui en était l'objet, la caution, même solidaire, est déchargée, encore que le créancier vienne à être évincé de la chose, ou qu'il la restitue à raison de ses vices cachés.

Art. 1522. — Le décès de la caution n'éteint pas le cautionnement ; l'obligation de la caution passe à sa succession.

CPAPITRE IV

Du cautionnement de comparution

Art. 1523. — Le cautionnement de comparution est l'engagement par lequel une personne s'oblige à présenter en justice ou à faire comparaître une autre personne à l'échéance de l'obligation ou quand besoin sera.

Art. 1524. — Celui qui ne peut aliéner à titre gratuit, ne peut se porter caution de comparution.— La caution doit présenter celui qu'il (1) a cautionné dans le lieu indiqué par la convention ; si aucun lieu n'a été déterminé, le cautionné devra être présenté dans le lieu du contrat.

Art. 1525. — Le cautionnement de comparution doit être exprès.

Art. 1526. — La caution doit présenter celui qu'elle a cautionné, dans le lieu indiqué par la convention ; si aucun lieu n'a été déterminé, le cautionné devra être présenté dans le lieu du contrat (2).

Art. 1527. — La caution de comparution est libérée, si elle présente le cautionné, ou si celui-ci se présente volsntairement lui-même, au jour fixé, dans le lieu convenu ; la présentation du cautionné (3) avant le jour fixé ne suffirait point à libérer la caution.

Art. 1528. — Si, au jour de l'échéance, le cautionné se trouve déjà au pouvoir de la justice pour d'autres motifs, et que le créancier en soit informé, la caution est libérée.

Art. 1529. — La caution est tenue de la dette principale, si elle ne présente pas le cautionné au jour fixé. Elle est déchargée, si le cautionné se présente après cette date ; mais si un jugement est déjà intervenu prononçant la condamnation de la caution, la comparution du cautionné ne suffirait pas pour faire révoquer le jugement.

Art. 1530. — Le décès du cautionné libère la caution. L'état de déconfiture notoire ou l'insolvabilité déclarée du cautionné ont le même effet.

Art. 1531. — La caution qui a été condamnée à payer, faute de pré-

---

(1) Lire : *elle*.

(2) Cet art. 1526 est identique à l'alinéa 2 de l'art. 1524.

(3) Le texte porte : cautionné.

senter le débiteur, a le droit de faire révoquer la condamnation, si elle prouve qu'à la date du jugement le cautionné était mort ou insolvable. — Si la caution a exécuté le jugement qui la condamne, elle a recours contre le créancier, à concurrence de la somme payée, dans les conditions établies pour la répétition d'indû.

TITRE XIII [1]

Du nantissement

Dispositions générales

Art. 1532. — Le nantissement est un contrat par lequel le débiteur, ou un tiers agissant dans son intérêt, affecte une chose mobilière ou immobilière ou un droit incorporel à la garantie d'une obligation, et confère au créancier le droit de se payer sur cette chose, par préférence à tous autres créanciers, au cas où le débiteur manquerait à le satisfaire.

Art. 1533. — Pour constituer un nantissement, il faut avoir la capacité de disposer à titre onéreux de la chose qui en est l'objet.

Art. 1534. — Ceux qui n'ont sur la chose qu'un droit résoluble, conditionnel, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'un nantissement soumis à la même condition ou à la même rescision.

Art. 1535. — Le nantissement de la chose d'autrui est valable : — 1° si le maître y consent ou le ratifie. Lorsque la chose est grevée d'un droit au profit d'un tiers, le consentement de ce dernier est également requis ; — 2° au cas où le constituant a acquis postérieurement la propriété de la chose. — Si le maître ne consent au nantissement que jusqu'à concurrence d'une somme déterminée ou sous certaines conditions, le nantissement ne vaut que jusqu'à concurrence de cette somme ou sous les réserves exprimées par le propriétaire de la chose. — Le nantissement n'a aucun effet, si le maître refuse son consentement.

Art. 1536. — Tous ceux qui, aux termes des articles 566 à 570, ne peuvent se rendre acquéreurs de certains biens, ne peuvent non plus les recevoir en nantissement.

Art. 1537. — Tout ce qui peut être valablement vendu peut être objet de nantissement. — Est valable néanmoins le nantissement d'une chose future, aléatoire, ou dont on n'a pas la possession ; mais ce nantissement ne confère au créancier que le droit d'exiger la délivrance des choses qui font l'objet du contrat dès que cette délivrance pourra être effectuée.

Art. 1538. — Le nantissement peut être constitué pour sûreté d'un crédit ouvert ou d'une simple ouverture de compte courant, d'une obligation future, éventuelle, ou suspendue à une condition, pourvu que le montant de la dette assurée ou le maximum qu'elle pourra atteindre soit déterminé dans l'acte constitutif.

Art. 1539. — Le nantissement peut être constitué à partir d'une cer-

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

taine date ou jusqu'à une date déterminée, sous condition suspensive ou résolutoire.

Art. 1540. — Celui qui a constitué un nantissement ne perd point le droit d'aliéner la chose qui en est l'objet ; mais toute aliénation consentie par le débiteur ou par le tiers bailleur du gage est subordonnée à la condition que la dette soit payée en principal et accessoires, à moins que le créancier ne consente à ratifier l'aliénation.

Art. 1541. — Dans le cas prévu à l'article précédent, le nantissement se transporte sur le prix, si la dette n'est pas échue. Lorsqu'elle est échue, le créancier exerce son privilège sur le prix, sauf son recours contre le débiteur pour le surplus, si le prix ne suffit pas à le satisfaire.

Art. 1542. — Celui qui a constitué un nantissement ne peut rien faire qui diminue la valeur de la chose. eu égard à l'état où elle se trouvait au moment du contrat, ni qui empêche l'exercice des droits résultant du nantissement au profit du créancier. — Lorsque l'objet du nantissement consiste en une créance ou autre droit sur un tiers, celui qui a constitué le nantissement ne peut, par des conventions passées avec les tiers, éteindre ou modifier au préjudice du créancier nanti, les droits résultant de la créance ou du droit donné en gage : toutes stipulations à cet effet sont nulles à l'égard du créancier, s'il n'y a adhéré.

Art. 1543. — Le nantissement est, de sa nature, indivisible : chaque partie de la chose qui est l'objet du gage ou de l'hypothèque garantit la totalité de la dette.

Art. 1544. — Le nantissement s'étend de droit aux indemnités dues par les tiers à raison de la détérioration ou de la perte de la chose qui en fait l'objet, ou à raison de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le créancier est autorisé à prendre toutes mesures conservatoires de son droit sur le montant des indemnités.

Art. 1545. — Si la chose qui est l'objet du nantissement est détériorée par une cause non imputable au créancier, celui-ci n'a pas le droit d'exiger un supplément de sûreté s'il n'y a convention contraire.

Art. 1546. — Si la perte ou la détérioration provient du fait du débiteur, le créancier aura le droit d'exiger le paiement immédiat de la créance, bien qu'elle soit à terme, si le débiteur n'offre de lui remettre une autre garantie équivalente ou un supplément de sûreté.

Art. 1547. — Le nantissement d'une chose ou d'un droit mobilier s'appelle gage ; celui d'une chose ou d'un droit immobilier, hypothèque ; celui d'une chose ou droit, mobilier ou immobilier, avec le droit d'en percevoir les fruits, antichrèse.

CHAPITRE PREMIER

Du nantissement mobilier en (1) gage

Art. 1548. — Le gage confère au créancier le droit de retenir la chose engagée jusqu'à parfait acquittement de la dette, de la vendre si l'obligation n'est pas acquittée, et d'être payé sur le prix, en cas de vente, par privilège et préférence à tout autre créancier.

---

(1) Lire : ou.

Art. 1549. — Le gage est soumis aux dispositions générales relatives au nantissement, sauf les dispositions ci-après.

Art. 1550. — On peut donner en gage du numéraire, des titres au porteur, des choses fongibles, pourvu qu'ils soient remis fermés. — Lorsque le numéraire est remis ouvert, on appliquera par analogie, les règles du prêt de consommation ; mais lorsqu'il s'agit de titres au porteur remis ouverts, le créancier ne peut en disposer que s'il y est expressément autorisé par écrit.

Art. 1551. — Le créancier qui reçoit, à titre de gage, une chose mobilière, un ensemble de meubles, de celui qui n'en est pas le propriétaire, n'acquiert pas le droit de gage sur ces objets, même s'il était de bonne foi.

Art. 1552. — Le gage est parfait : — 1° par le consentement des parties sur la constitution du gage ; — 2° et en outre, par la remise effective de la chose qui en est l'objet au pouvoir du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. — Lorsque la chose se trouvait déjà au pouvoir du créancier, le consentement des parties est seul requis ; si elle est au pouvoir d'un tiers qui possède pour le débiteur, il suffit que ce dernier notifie la constitution du gage au tiers détenteur ; à partir de cette notification, le tiers détenteur est censé posséder pour le créancier, encore qu'il ne se fût (1) pas obligé directement envers ce dernier.

Art. 1553. — Le gage qui a pour objet une part indivise d'une chose mobilière ne s'établit que par la remise de la chose tout entière au pouvoir du créancier. — Lorsque la chose est commune entre le débiteur et d'autres personnes, il suffit que le créancier soit substitué en la possession qu'avait son auteur.

Art. 1554. — Le débiteur a toujours le droit d'exiger un récépissé, daté et signé par le créancier, énonçant l'espèce et la nature des choses mises en gage, leur qualité, poids et mesure, leurs marques spéciales, et lorsqu'il s'agit de titres au porteur, leur numéro et leur valeur nominale.

Art. 1555. — A l'égard des tiers, le privilège ne s'établit, toutefois, que s'il y a un acte écrit, ayant une date certaine, énonçant la somme due, l'époque de l'échéance ou de l'exigibilité, l'espèce et la nature des choses mises en gage, leur qualité, poids et mesure, de manière qu'on puisse les reconnaître exactement ; cette description peut être faite, soit dans l'acte même, soit dans un état annexé à l'acte.

Art. 1556. — L'acte écrit n'est pas requis lorsque la valeur du gage, et la dette garantie, prises chacune isolément, n'excèdent pas deux cents francs.

Art. 1557. — La convention par laquelle une personne s'oblige à donner en gage une chose déterminée confère au créancier le droit d'exiger la la délivrance du gage, et à défaut, les dommages-intérêts. — Cette disposition s'applique même lorsque le débiteur a perdu la capacité d'aliéner avant la remise du gage au créancier ; le représentant légal de l'incapable est tenu de faire cette remise, sauf les cas de rescision établis par la loi.

Art. 1558. — Les dispositions des articles 592 et 593 n° 2, relatives à

---

(1) Lire : *soit*.

la délivrance de la chose vendue, s'appliquent par analogie, à la délivrance du gage.

Art. 1559. — Le créancier est censé avoir le gage en sa possession, lorsque les choses qui constituent le gage sont à sa disposition, dans ses magasins et navires, ou dans ceux de son commissionnaire ou facteur, à la douane (1) ou dans un dépôt public, ou si. avant qu'elles soient arrivées, il en est saisi par un connaissement ou par une lettre de voiture endossée au nom du créancier ou à son ordre.

Art. 1560. — Le gage des marchandises déposées dans un magasin général ou chez un entrepreneur d'entrepôt est constitué par la remise du *warrant*, ou du récépissé de dépôt, endossé pour garantie au nom du créancier ou à son ordre.

Art. 1561. — Le privilège s'établit sur les créances mobilières : — *a)* par la remise du titre constitutif de la créance ; — *b)* et en outre, par la signification du nantissement au débiteur de la créance donnée en gage, ou par l'acceptation de ce dernier, par acte ayant date (2) certaine. — La signification doit être faite par le créancier primitif ou par le créancier nanti dûment autorisé par ce dernier. — La créance qui n'est pas établie par un titre ne peut faire l'objet d'un gage.

Art. 1562. — Le privilège s'établit sur les titres au porteur par la tradition au créancier des titres donnés (3) en gage.

Art. 1563. — Le gage des titres à l'ordre peut être constitué par la remise du titre endossé au nom du créancier ou à son ordre, lorsque l'endossement exprime que le titre a été remis en garantie. Lorsque l'endossement transmet simplement la propriété du titre, sans énoncer qu'il a été remis en garantie, l'endossé est saisi de la propriété du titre.

Art. 1564. — A l'égard des actions, des parts d'intérêt, et des obligations nominatives des sociétés financières, industrielles, commerciales, ou civiles, dont la transmission s'opère par un transfert sur les registres de la société, le gage peut également être constitué par un transfert à titre de garantie, inscrit sur lesdits registres.

Art. 1565. — Lorsqu'il a été convenu que le gage serait remis à un tiers dépositaire, sans indication d'une personne, le tribunal (4) sera appelé à choisir entre les personnes désignées par les parties, au cas où celles-ci ne pourraient s'accorder sur le choix.

Art. 1566. — En cas de mort du tiers dépositaire, le gage sera déposé chez une autre personne choisie par les parties, ou en cas de désaccord, par le tribunal.

Section I. — *Des effets du nantissement mobilier ou gage.*

Art. 1567. — Le gage garantit non-seulement le principal de la dette mais aussi : — 1° les accessoires de la dette au cas où ils seraient dus ; — 2° les dépenses nécessaires faites pour la conservation du gage, dans la mesure établie à l'article 1584 ; — 3° les frais nécessaires pour par-

---

(1) Le texte porte : Douane.

(2) Le texte porte : daté.

(3) Le texte porte : donnée.

(4) Le texte porte : Tribunal.

venir à la réalisation du gage. — Les dommages qui pourraient être dus au créancier, et les frais de poursuite exercés contre le débiteur constituent une obligation personnelle de ce dernier, pour laquelle le créancier peut exercer un recours tel que de droit.

Art. 1568. — Le gage s'étend de plein droit aux fruits et accessions qui surviennent à la chose pendant qu'elle est au pouvoir du créancier, en ce sens que ce dernier a le droit de les retenir, avec la chose principale, pour sûreté de sa créance. Lorsque le gage consiste en titres au porteur ou valeurs industrielles, le créancier est censé autorisé à toucher les intérêts et dividendes y afférents, et à les retenir au même titre que le gage principal. — Le tout sauf stipulation contraire.

Art. 1569. — Le créancier n'est tenu de restituer le gage au débiteur ou au tiers bailleur du gage, qu'après parfaite exécution de l'obligation, quand même le gage serait divisible, le tout, sauf les conventions des parties. — Cependant lorsqu'on a constitué en gage plusieurs choses séparées, de manière que chacune d'elles garantit une partie de la dette, le débiteur qui a payé une fraction de la dette a le droit de retirer la partie du gage correspondant à cette partie.

Art. 1570. — Le débiteur solidaire ou le cohéritier, qui a payé sa portion de la dette commune, ne peut exiger la restitution du gage pour sa part, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée. — Réciproquement, le créancier solidaire ou le cohéritier, qui a reçu sa portion de la créance, ne peut restituer le gage au préjudice des créanciers ou cohéritiers qui ne sont pas encore désintéressés.

Art. 1571. — Le créancier n'a pas le droit de retenir le gage du chef de ses autres créances contre le débiteur, qu'elles soient postérieures ou antérieures à la constitution du gage, à moins qu'il n'ait été convenu que le gage devait servir à garantir aussi ces créances.

§ A. — *Des obligations du créancier*

Art. 1572. — Le créancier doit veiller à la garde et à la conservation de la chose ou du droit dont il est nanti avec la diligence avec laquelle il conserve les choses qui lui appartiennent.

Art. 1573. — Lorsque le gage consiste en effets de commerce, ou autres titres à échéance fixe, le créancier est tenu de les recouvrer, en principal et accessoires, au fur et à mesure des échéances, et de prendre toutes mesures conservatoires que le débiteur ne pourrait prendre lui-même, faute de possession du titre. — Le privilège se transporte sur la somme recouvrée, ou sur l'objet de la prestation dès qu'elle est accomplie. Lorsque cette prestation consiste en la délivrance d'un immeuble ou d'un droit immobilier, le créancier gagiste acquiert, sur l'immeuble, un droit d'hypothèque.

Art. 1574. — Si la chose ou ses produits menacent de se détériorer ou de dépérir, le créancier doit en avertir aussitôt le débiteur. Celui-ci peut retirer le gage, et lui en substituer un autre d'égale valeur. — S'il y a péril en la demeure, le créancier est tenu de se faire autoriser par l'autorité judiciaire du lieu à vendre le gage, après en avoir fait vérifier l'état, et estimer la valeur, par experts à ce commis ; l'autorité judiciaire pres-

crira toutes autres mesures qu'elle croira nécessaires dans l'intérêt de toutes les parties. — Le produit de la vente remplacera le gage. Pourra toutefois le débiteur en demander le dépôt dans une caisse publique, ou bien le retirer lui-même en remettant dans ce dernier cas, au créancier, un gage de valeur équivalente à celle du premier gage.

Art. 1575 — Le créancier ne peut faire usage du gage, ni constituer un sous-gage sur la chose, ni en disposer d'aucune autre manière dans son intérêt personnel, s'il n'y est expressément autorisé. — En cas de contravention, il répond même du cas fortuit, sans préjudice des dommages-intérêts du débiteur ou du tiers bailleur de gage.

Art. 1576. — Dans le cas prévu à l'article précédent, et dans tous les autres cas où le créancier abuse du gage, le néglige, ou le met en péril, le débiteur a le choix : — *a)* ou de demander que le gage soit remis dans les mains d'un tiers dépositaire, sauf son recours en dommages (1) contre le créancier ; — *b)* ou de contraindre le créancier à remettre les choses en l'état où elles se trouvaient au moment où le gage a été constitué ; — *c)* ou d'exiger la restitution du gage, en remboursant la dette, encore que l'échéance ne soit pas arrivée.

Art. 1577. — Dès que le contrat de nantissement est éteint, le créancier est tenu de restituer le gage avec tous ses accessoires, et de faire raison des fruits qu'il a perçus, soit au débiteur, soit au tiers du bailleur de gage (2).

Art. 1578. — Les frais de la restitution du gage sont à la charge du débiteur, s'il n'en est autrement convenu.

Art. 1579. — Le créancier répond de la perte et de la détérioration du gage, provenant de son fait, de sa faute, ou de ceux des personnes dont il est responsable. — Il ne répond pas du cas fortuit et de la force majeure, à moins qu'ils n'aient été précédés de sa demeure ou de sa faute. — La preuve du cas fortuit et de la force majeure est à sa charge. — Est nulle la stipulation qui chargerait le créancier des cas de force majeure.

Art. 1580. — Le créancier répond du gage à concurrence de la valeur qu'il avait au moment où il lui a été remis, sauf de plus amples dommages (1), si le cas y échet.

Art. 1581. — La responsabilité du créancier cesse, si le débiteur, qui a acquitté la dette, est en demeure de recevoir le gage que le créancier a mis à sa disposition, ou s'il a prié le créancier de garder encore le gage dans ces cas, le créancier ne répond plus que comme simple dépositaire.

Art. 1582. — Lorsque le gage a été remis à un tiers dépositaire convenu entre les parties ; la perte du gage est à la charge du débiteur, sauf son recours tel que de droit contre le tiers dépositaire.

Art. 1583. — Est nulle la stipulation qui déchargerait le créancier de toute responsabilité à l'égard du gage. — La rescision ou la nullité de l'obligation principale ne libèrent pas le créancier de ses obligations quant à la garde et à la conservation de la chose qui lui a été remise à titre de gage.

Art. 1584. — Le débiteur est tenu, en recevant le gage, de faire raison

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*

(2) Lire sans doute ; *au tiers bailleur du gage.*

au créancier : — 1° des dépenses nécessaires faites pour la conservation du gage, ainsi que des contributions et charges publiques que le créancier aurait acquittées. Le créancier pourra enlever les améliorations par lui faites, pourvu que ce soit sans dommages ; — 2° des dommages produits au créancier par la chose, s'ils ne sont imputables à la faute de ce dernier.

Art. 1585. — Se prescrivent par six mois : — *a)* l'action en indemnité du débiteur ou du tiers bailleur du gage contre le créancier à raison de la détérioration ou de la transformation de la chose ; — *b)* l'action du créancier contre le débiteur à raison des dépenses nécessaires faites à la chose, et des améliorations qu'il a le droit d'enlever. — Ce délai commence, pour le débiteur, du moment où le gage lui a été restitué, et pour le créancier gagiste, du moment où le contrat a pris fin.

§ B. — *De la liquidation du gage*

Art. 1586. — En cas d'inexécution même partielle, de l'obligation, le créancier, dont la créance est exigible, a la faculté, sept jours après une simple signification faite au débiteur et au tiers bailleur du gage, s'il y en a un, de faire procéder à la vente publique des objets donnés en gage. — Le débiteur ou le tiers bailleur du gage peuvent faire opposition dans ce délai, en assignant le créancier à audience fixe : l'opposition arrête la vente. — Si le débiteur ne réside pas au lieu où se trouve le créancier ou n'y a pas domicile, le délai d'opposition est augmenté à raison de la distance, suivant la loi de procédure. — Passé le délai et à défaut d'opposition, ou si l'opposition est rejetée, le créancier peut faire vendre judiciairement des objets donnés en gage.

Art. 1587. — Les parties peuvent prolonger le délai qui doit s'écouler entre (1) la signification et la vente ; elles ne peuvent le diminuer au-dessous des sept jours établis à l'article précédent.

Art. 1588. — Le tiers bailleur du gage peut opposer, au créancier, toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur, encore que le débiteur s'y oppose ou renonce à s'en prévaloir, et sauf celles qui sont exclusivement personnelles à ce dernier.

Art. 1589. — Celui qui a sur la chose un droit qui serait éteint par la vente, a le droit de libérer le gage en désintéressant le créancier, ou en consignant ce qui lui est dû, dans les mêmes cas où le débiteur serait autorisé à ce faire. Le tiers qui a désintéressé le créancier est subrogé à ses droits contre le débiteur, dans les conditions établies aux articles 226 et 227 de la présente loi (2).

Art. 1590. — Lorsque le gage consiste en plusieurs choses distinctes, le créancier a la faculté de vendre celui ou ceux des objets qui seront choisis par le débiteur pourvu qu'ils suffisent au paiement de la dette. Dans le cas contraire le créancier devra commencer par vendre les choses qui entraînent des dépenses d'entretien, ensuite celles qui représentent le moins d'utilité pour le débiteur et enfin, les autres, jusqu'à concur-

---

(1) Le texte porte : sutre.

(2) Lire : *du présent code.*

rence de la créance. Il ne peut vendre que ce qui est nécessaire pour acquitter l'obligation, à peine de nullité pour le surplus et des dommages (1) de la partie.

Art. 1591. — Le créancier est tenu de notifier au débiteur le jour, l'heure et le lieu fixés pour la vente, ainsi que la mise à prix, s'il y en a une, au moins quarante-huit heures d'avance, le tout à peine de nullité de la vente. — La loi de procédure règle les formes de la vente, les tarifs et les responsabilités des officiers publics et des courtiers qui en sont chargés. Le tribunal (2) peut ordonner, à la requête de toutes les parties, que la vente aura lieu de toute autre manière qui sera reconnue plus avantageuse.

Art. 1592. — Le créancier gagiste et le débiteur ou le tiers bailleur du gage peuvent prendre part aux enchères. — La surenchère du débiteur est (3) non avenue, s'il n'offre de payer au comptant. — Si le créancier demeure adjudicataire, il est réputé avoir reçu lui-même le prix qu'il a offert.

Art. 1593. — Le débiteur pourra toujours arrêter la vente, même après les enchères commencées, en offrant de payer le principal de la dette et des accessoires (4).

Art. 1594. — Dès que la vente a eu lieu, le créancier est tenu de donner avis du résultat obtenu au débiteur et au tiers bailleur du gage, s'il y en a un.

Art. 1595. — Le produit de la vente appartient de droit au créancier, à concurrence de ce qui lui est dû. Il exerce ses actions pour le surplus contre le débiteur, si le produit de la vente ne suffit pas à le désintéresser. — S'il y a un excédent, le créancier doit en faire raison au débiteur ou au tiers bailleur du gage, sauf les droits des créanciers gagistes postérieurs en rang. — Il est tenu, dans tous les cas, de rendre compte de la liquidation au débiteur, et de remettre les pièces justificatives. Il répond de son dol et de sa faute lourde.

Art. 1596. — Lorsque le gage consiste en numéraire ou en titres au porteur faisant office de monnaie, le créancier est autorisé à appliquer cette somme au paiement de ce qui lui est dû, lorsque la dette est de même espèce, et ne doit compte au débiteur que de ce qui excède sa créance.

Art. 1597. — Lorsque le gage consiste en une créance contre un tiers, le créancier est autorisé, sauf convention contraire, à recouvrer le montant de la créance engagée jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, et le cas échéant, à poursuivre directement le tiers ; ce dernier ne se libère valablement qu'entre les mains du créancier gagiste, et le paiement par lui fait a les effets du paiement effectué par le débiteur principal. — Lorsqu'il y a plusieurs créanciers gagistes, le droit de recouvrer la créance engagée appartient au créancier antérieur en date. Celui-ci est

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts.*
(2) Le texte porte : Tribunal.
(3) Le texte porte : et.
(4) Lire sans doute : et *les* accessoires.

tenu de notifier immédiatement au débiteur le recouvrement de la créance ou les poursuites judiciaires par lui engagées.

Art. 1598. — Est nulle et non avenue toute stipulation même postérieure au contrat, qui autoriserait le créancier, faute de paiement, à s'approprier le gage ou à en disposer, sans les formalités prescrites par la loi. — Est également nulle toute stipulation, même postérieure au contrat, qui autoriserait le tiers dépositaire, à défaut de paiement par le débiteur, à liquider le gage et à payer le créancier, sans les formalités prescrites par la loi.

Art. 1599. — Les frais de la réalisation du gage sont à la charge du débiteur. — Ceux imputables à la faute ou au dol du créancier sont à la charge de ce dernier.

§ C. — *De l'effet du gage entre les créanciers et envers les tiers*

Art. 1600. — Celui qui a constitué un gage peut valablement consentir un gage de second rang sur ce même objet ; dans ce cas, le premier créancier gagiste détient le gage pour le compte du second créancier, aussi bien que pour le sien propre, dès qu'il a été régulièrement averti par le débiteur ou par le second créancier, agissant avec l'autorisation de ce dernier, de l'existence du second droit de gage. Son consentement n'est pas requis pour la validité du second gage. — Cette disposition s'applique également au cas où le gage a été remis à un tiers dépositaire.

Art. 1601. — Entre créanciers gagistes, le rang est déterminé par la date de l'acte constitutif du nantissement. — Les créanciers gagistes de même rang viennent par égales portions sur le prix. — Le tout, sauf les conventions des parties.

Art. 1602. — Le gage délivré pour sûreté d'une obligation future éventuelle, ou suspendue à un terme ou à une condition, a rang à partir du jour où il est devenu parfait par la remise de la chose en vertu du contrat, même si l'obligation ne se réalise que plus tard. — La même disposition s'applique au gage suspendu à un terme ou à une condition et au nantissement de la chose d'autrui, s'il est validé (art. 1533).

Art. 1603. — Le créancier nanti du gage ne peut s'opposer à la saisie ni à (1) la vente forcée du gage par d'autres créanciers. Il peut toutefois, former opposition entre les mains des créanciers saisissants, à concurrence de la somme qui lui est due, afin d'exercer son privilège sur le produit de la vente. — Il peut aussi s'opposer à la saisie ou à la vente, lorsque la valeur du gage est insuffisante dès l'origine ou est devenue insuffisante par la suite pour payer le créancier nanti.

Art. 1604. — Le créancier nanti du gage qui en a été dépossédé involontairement peut le revendiquer entre les mains du débiteur et de tous tiers, dans les conditions établies à l'art. 316.

Section II. — *De la nullité et de l'extinction du gage*

Art. 1605. — La nullité de l'obligation principale entraîne la nullité du gage. — Les causes qui produisent la rescision ou l'extinction de

(1) Le texte porte : a.

l'obligation principale produisent la rescision ou l'extinction du gage. — Les effets de la prescription de l'obligation sont réglés par l'art. 390.

Art. 1606. — Le gage s'éteint aussi, indépendamment de l'obligation principale : — 1° par la renonciation du créancier au gage ; — 2° par la destruction ou la perte totale de la chose donnée en gage ; — 3° par la confusion ; — 4° par la résolution du droit de la partie qui a constitué le gage ; — 5° par l'expiration du terme ou l'événement de la condition résolutoire sous laquelle il a été constitué ; — 6° dans le cas de cession de la dette sans le gage ; — 7° par la vente du gage, régulièrement faite par un créancier antérieur en date.

Art. 1607. — La renonciation du créancier peut être tacite et résulte de tout acte par lequel le créancier se dessaisit volontairement du gage entre les mains du débiteur, du tiers bailleur du gage, ou d'un tiers indiqué par le débiteur. — Toutefois, la remise momentanée du gage au débiteur, afin de lui permettre d'accomplir une opération déterminée dans l'intérêt des deux parties, ne suffit pas pour faire présumer la renonciation du créancier.

Art. 1608. — Le gage s'éteint par la perte ou destruction de la chose, sauf les droits du créancier sur ce qui reste du gage ou de ses accessoires et sur les indemnités qui pourraient être dues de ce chef par les tiers.

Art. 1609. — Le gage s'éteint lorsque le droit de gage et le droit de propriété se réunissent dans la même personne. Cependant, la confusion n'éteint pas le gage et le créancier devenu propriétaire conserve son privilège lorsqu'il se trouve en concours avec d'autres créanciers de son auteur qui poursuivent le paiement de leurs créances sur la chose dont il est nanti. — Si le créancier n'acquiert le gage que pour partie, le gage subsiste pour le reste et pour la totalité de la créance.

Art. 1610. — Le gage constitué par celui qui n'avait sur la chose qu'un droit résoluble s'éteint par la résolution des droits du constituant. — Cependant le délaissement volontaire, par le constituant, du droit ou de la chose sur laquelle il avait un droit résoluble, ne nuit pas aux créanciers nantis.

Art. 1611. — Le gage renaît avec la créance, dans tous les cas où le paiement fait au créancier est déclaré nul, sauf les droits acquis régulièrement dans l'intervalle par les tiers de bonne foi.

Art. 1612. — La vente du gage régulièrement faite par le créancier antérieur en date éteint les droits de gage constitués sur cet objet au profit d'autres créanciers, sauf leur droit sur le produit de la vente au cas où il resterait un excédent.

CHAPITRE II (1)

Du nantissement immobilier. — De l'antichrèse

Art. 1613. — L'antichrèse est le droit conféré au créancier de percevoir les fruits du gage mobilier ou immobilier dont il est nanti en sûreté de

---

(1) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

sa créance. — Cette convention a deux formes : — *a)* on peut convenir que le créancier imputera ce qu'il perçoit sur le principal de la dette ; — *b)* ou bien qu'il fera les fruits siens. Cette convention n'est pas valable lorsque la dette a pour cause un prêt de consommation ou lorsque le contrat a pour objet des fruits non encore mûrs, ou inexistants, à moins qu'ils ne fussent compris comme accessoires dans une récolte déjà mûre, ainsi qu'il a été dit à l'art. 616. — Cette restriction ne s'applique pas aux loyers et autres fruits civils, pour lesquels on peut convenir que le créancier jouira même de ceux qui seront dus à l'avenir.

Art. 1614. — L'antichrèse n'est opposable aux tiers que si elle a été constituée dans les formes usitées pour le gage, si elle a pour objet un meuble. Si elle a pour objet un immeuble ou autre chose susceptible d'hypothèque, l'antichrèse ne peut être constituée que par écrit, ayant date certaine. — L'acte constitutif d'antichrèse doit, dans ce dernier cas, désigner d'une manière précise, les immeubles hypothéqués, par leur nature, leur situation, leurs limites, leur nom s'ils en ont un, en ajoutant toutes les autres indications qui permettent de reconnaître avec certitude chacun des héritages ou autres objets qui font l'objet de l'antichrèse. — La remise du titre de propriété est requise pour la constitution ou pour la validité de ce contrat.

Art. 1615. — Le créancier antichrésiste a l'administration de la chose. Il est tenu de l'exercer en bon père de famille. Il ne peut faire de baux pour une période excédant trois ans. Il ne peut faire d'innovations dans le mode d'exploitation de la chose qu'avec l'assentiment du débiteur. Il a qualité pour exercer toutes les actions conservatoires relatives à la chose dont il est nanti, y compris les actions possessoires. Il est tenu d'avertir immédiatement le débiteur de tous les faits qui exigeraient l'intervention de ce dernier.

Art. 1616. — Le créancier doit pourvoir à l'entretien et à la conservation de la chose, à peine des dommages-intérêts ; il doit payer toutes les dépenses nécessaires à cet effet, ainsi que les contributions et impôts dont la chose est grevée. — Le montant de ces dépenses est imputé sur les fruits. A défaut de fruits le créancier a son recours contre le débiteur pour le remboursement de ses avances.

Art. 1617. — Le produit net des fruits, après déduction des dépenses énumérées en l'article précédent, est imputé sur le capital, s'il n'est convenu que le créancier jouira des fruits.

Art. 1618. — Le créancier antichrésiste ne peut appliquer le gage à son usage personnel, s'il n'est expressément autorisé à jouir des fruits. En cas de contravention, le débiteur aura le droit d'exiger le prix de la jouissance à dire d'experts, sans préjudice de plus amples dommages (1), si le cas y échet.

Art. 1619. — Le créancier antichrésiste est tenu de rendre compte au débiteur des fruits qu'il a perçus et des dépenses qu'il a faites, et de justifier qu'il a fait rendre à la chose tous les produits dont elle est susceptible. Le compte devra être rendu au plus tard d'année en année.

Art. 1620. — Le débiteur a toujours le droit de se rendre compte de la

---

(1) Lire sans doute : *dommages-intérêts*.

manière dont le créancier administre le gage. En cas de mauvaise gestion ou de négligence grave, il peut requérir que le gage soit remis à un séquestre, sans préjudice de son recours contre le créancier pour les dommages.

Art. 1621. — Le créancier peut toujours se décharger des obligations établies dans la présente section en abandonnant son droit à l'antichrèse. Il demeure responsable toutefois des faits ou fautes qui ont précédé le délaissement.

Art. 1622. — Les autres règles relatives au nantissement et au gage sont applicables à l'antichrèse, dans la mesure où ce contrat en est susceptible et notamment art. 1598.

TITRE XIV (1)

Des différentes espèces de créanciers

Art. 1623. — Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

Art. 1624. — Les causes légitimes de préférence sont les privilèges, les nantissements et le droit de rétention.

Section I (1). — *Des privilèges*

Art. 1625. — Le privilège est un droit de préférence que la loi accorde sur les biens du débiteur à raison de la cause de la créance.

Art. 1626. — La créance privilégiée est préférée à toutes autres créances, même hypothécaires. — Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

Art. 1627. — Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang sont payés par concurrence. — Les ayants cause des créanciers privilégiés exercent les mêmes droits que leurs auteurs, en leur lieu et place.

Art. 1628 — Si le prix des meubles et immeubles, soumis à un privilège spécial, ne suffit pas à payer les créanciers privilégiés, ceux-ci viendront à contribution pour le surplus, avec les creanciers chirographaires.

Section II (1). — *Des privilèges sur les meubles*

Art. 1629. — Les privilèges sur les meubles sont généraux ou spéciaux. — Les premiers comprennent tous les biens meubles du débiteur; les seconds ne s'appliquent qu'à certains meubles.

A. — *Des créances privilégiées sur la généralité des meubles*

Art. 1630. — Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant: — 1° les

---

(1-3) Ainsi rétabli par l'erratum publié au supplément du *J. O. T.* du 29 décembre 1906.

frais funéraires, c'est-à-dire les dépenses de lotion du cadavre, de transport, d'ensevelissement, soit que l'insolvable soit mort avant, soit qu'il soit mort après la déclaration d'insolvabilité ; — 2° les créances des médecins, pharmaciens, gardes-malades, pour leurs soins et fournitures dans les six mois antérieurs à l'ouverture de la faillite ; — 3° les frais de justice, tels que les frais de scellés, d'inventaire, de vente, et autres indispensables à la conservation et à la réalisation du gage commun ; — 4° les salaires dus aux gens de service et ouvriers employés directement par le failli, ceux dus aux commis, employés, préposés, soit qu'ils consistent en appointements fixes ou en remises ou commissions proportionnelles allouées à titre de salaire, les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, le tout pour les six mois qui ont précédé la déclaration d'insolvabilité ; — 5° les créanees de l'État et d·s communes (1), à raison des contributions dues pour l'année courante.

B. — *Des créanciers ayant un droit de gage ou autre privilège spécial sur certains meubles*

Art. 1631. — Le créancier gagiste est préféré sur le produit de la chose dont il est nanti.

Art. 1632. — Les créances privilégiées sur certains meubles sont celles ci-après exprimées : — 1° les sommes dues pour les semences, pour les travaux de culture, et pour ceux de la récolte, sur le produit de la récolte; — 2° les fermages et loyers des immeubles, et les redevances dues au crédi-rentier (2), et au bailleur à kirdar, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur les produits provenant du fonds qui se trouvent dans les lieux et bâtiments loués, ou concédés à *enzel* ou à *kirdar*, et sur ce qui sert à l'exploitation de la ferme, et à garnir les lieux loués. Ce privilège n'a lieu que pour le fermage, le loyer ou la rente échus au jour du jugement qui déclare la faillite et les trente jours qui suivent. Il ne s'étend pas aux produits et marchandises sortis des lieux loués, lorsqu'il y a droit acquis en faveur des tiers, sauf le cas de distraction frauduleuse ; — 3° les frais faits pour la conservation de la chose à savoir ceux sans lesquels la chose eût péri, ou aurait cessé de servir à sa destination, sur les meubles conservés ; — 4° les salaires et remboursements dus à l'artisan pour sa main-d'œuvre et ses avances, sur les choses qui lui ont été remises, tant qu'elles sont en sa possession ; — 5° les sommes dues au commissionnaire sur la valeur des marchandises à lui expédiées, dans les conditions établies à l'article 1147 ; — 6° les sommes dues au voiturier pour le prix de transport, et pour ses déboursés, sur les choses voiturées, tant qu'elles sont en sa possession ; — 7° les créances des aubergistes, logeurs, propriétaires de *fondouks*, hôteliers, pour leurs fournitures et avances, sur les choses et effets du voyageur qui se trouvent encore dans l'auberge, hôtel, ou *fondouk*.

---

(1) Le texte porte : Communes.

(2) Le texte porte : crédit-rentier.

18 juillet 1906. — Arrêté du gouv. gén. relatif au service phylloxérique de l'État en Algérie (1).

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (2) ; — Vu le décret du 23 mars 1898 sur les services de l'agriculture en Algérie (3), et notamment l'art. 4 qui classe les agents du service phylloxérique dans le personnel colonial placé sous l'autorité exclusive du gouverneur général ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Le personnel du service phylloxérique de l'État comprend en Algérie : — Un délégué régional, chef de service, — Des délégués départementaux, — Des experts préfectoraux, — Et des gardes. — Le délégué régional et les délégués départementaux sont nommés par le gouverneur général. La nomination des experts préfectoraux et des gardes appartient aux préfets.

Art. 2. — Les traitements du personnel du service phylloxérique sont fixés ainsi qu'il suit :

	3e classe.	2e classe.	1re classe.
Délégué régional.....	4.500 fr.	5.000 fr.	5.500 fr.
Délégués départementaux.....	3.000 fr.	3.500 fr.	4.000 fr.
Experts préfectoraux.....	2.100 fr.	2.400 fr.	2.700 fr.
Gardes.....	1.200 fr.	1.500 fr.	1.800 fr.

La promotion d'une classe à la classe immédiatement supérieure ne peut avoir lieu avant trois années de service dans la classe inférieure.

Art. 3. — Le gouverneur général statue sur les promotions de classe à accorder au délégué régional et aux délégués départementaux. Les préfets exercent cette même attribution en ce qui concerne les experts préfectoraux et les gardes.

Art. 4. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du service phylloxérique sont : — 1° La réprimande ; — 2° La retenue de traitement n'excédant pas la moitié de ce traitement, ni la durée de deux mois : — 3° La rétrogradation ; — 4° La mise en disponibilité, le licenciement et la révocation. — Ces peines, lorsqu'elles seront encourues par le délégué régional ou les délégués départementaux, sont prononcées par le gouverneur général qui statue également sur les propositions de rétrogradation, de mise en disponibilité, de licenciement et de révocation formulées contre les experts préfectoraux et les gardes. La réprimande simple et la retenue de traitement encourues par ces derniers agents sont prononcées par le préfet. — Dans tous les cas, le conseil de discipline institué par l'arrêté du 1er septembre 1896 (4) est obligatoirement consulté sur les propositions de rétrogradation, de mise en disponibilité, de licenciement et de révocation.

18 octobre 1906. — Décret du bey portant revision des décrets des 9 décembre 1882 et 2 septembre 1886 sur le

---

(1) Publié seulement au *B. O.*, n° 1844, du 23 juillet 1907.
(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.
(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 41 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 101.
(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-97, p. 40 ; *Rec. Alg.* 1896. 3. 206.

domaine militaire; les travaux mixtes et les servitudes militaires (1).

Vu les décrets des 9 décembre 1882 (2) et 2 septembre 1886 (3), concernant le domaine militaire, les travaux mixtes et les servitudes militaires ; — Considérant que les prescriptions desdits décrets doivent être revisées sur un certain nombre de points ; — Sur le rapport de notre directeur général des travaux publics et la proposition de notre premier ministre ; — Après nous être assuré de l'adhésion du gouvernement français ;

TITRE PREMIER

DOMAINE MILITAIRE DE LA GUERRE ET DE LA MARINE

Art. 1er. — *Domaine public militaire.* — Lorsqu'ils ont fait l'objet d'un décret de classement : — 1° Les fortifications des places, postes et ouvrages détachés ; — 2° Les terrains de la zone des fortifications telle qu'elle est définie à l'art. 18 ci-après ; — 3° Les chemins stratégiques ; — 4° Les voies ferrées militaires ; — 5° Les arsenaux de construction et de réparation de la guerre et de la marine ainsi que leurs dépendances ; — 6° Les sémaphores et postes-vigies de la guerre et de la marine ; les postes photo-électriques ainsi que leurs postes de commande ; — 7° Les postes ou stations de la défense mobile et de la défense fixe de la marine ; — 8° Les magasins à poudre ou à explosifs de la guerre ou de la marine ; — font partie du domaine public, tel qu'il est défini par le décret du 24 septembre 1885 et constituent le domaine public militaire.

Art. 2. — *Domaine privé militaire de l'État français.* — Font partie du domaine privé militaire de l'État français les bâtiments, terrains et immeubles de toute nature appartenant à l'État français, affectés aux troupes et services militaires français, à l'exception de ceux déjà incorporés au domaine public.

Art. 3. — *Administration du domaine public militaire.* — Il est fait par le présent décret remise aux autorités militaires françaises des départements de la guerre et de la marine, de l'administration du domaine public militaire visé à l'art. 1er ci-dessus.

Art. 4. — *Reconnaissance et remise aux autorités militaires françaises du domaine public militaire.* — Il sera procédé sans retard à la reconnaissance des fortifications anciennes classées et des limites actuelles de la zone des fortifications de ces ouvrages, ainsi que des autres dépendances du domaine public militaire et remise en sera faite aux autorités militaires françaises des départements de la guerre ou de la marine. Cette reconnaissance fera l'objet de conférences mixtes conformément au règlement spécial ci-annexé, concerté entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien.

Art. 5. — *Reconnaissance et remises* (4) *des dépendances du domaine privé de l'État français.*

1° *Remises* (4) *à effectuer dans le plus bref délai.* — La reconnaissance des dépendances du domaine privé de l'État français, soit occupées à la date du 1er avril 1886, telles qu'elles sont indiquées dans le chapitre 1er des états dressés par le service du génie, soit énumérées au chapitre 2 des mêmes états, sera poursuivie et terminée dans le plus bref délai. — Il sera procédé à cette

---

(1) Publié seulement au *J. O. T.*, 10 août 1907.

(2) P. Zeys, *C. ann. de la Tunisie*, v° Domaine militaire, n° 330.

(3) *Rec. Alg.* 1886. 3. 203.

(4) Ainsi rectifié par errata publié au *J. O. T.*, 11 sept. 1907, p. 700.

opération suivant ce qu'il est indiqué pour le domaine public à l'art. 4 du présent décret. — Dans les conférences ayant pour objet la reconnaissance des dépendances du domaine privé de l'État français, on déterminera : — 1° Ceux des immeubles beylicaux, ou habous dont il y a lieu de faire remise aux autorités militaires françaises ; — 2° Ceux des immeubles beylicaux, antérieurement occupés par les troupes ou services militaires français, à remettre au gouvernement tunisien ; — 3° Enfin, ceux des immeubles habous, antérieurement occupés par les troupes ou services militaires français, à rétrocéder à l'administration des habous. — Ces diverses remises seront ensuite effectuées suivant les prescriptions de l'art. 4 du présent décret. Elles auront lieu gratuitement et les immeubles seront repris dans l'état où ils se trouveront au moment de la remise.

2° *Nouvelles remises*. — Les nouvelles remises d'immeubles beylicaux que, dans l'avenir, les services militaires français jugeront leur être indispensables, feront l'objet de demandes adressées au gouvernement tunisien. — L'instruction de ces demandes aura lieu suivant les prescriptions de l'art. 4 ci-dessus. — La même procédure sera suivie au cas où le gouvernement tunisien demanderait la remise d'immeubles détenus par un service militaire français. — Ces nouvelles remises, comme celles visées au paragraphe 1er ci-dessus, seront faites gratuitement.

Art. 6. — *Concours financier de l'administration des habous dans les dépenses afférentes aux fortifications*. — Une somme de 24.000 fr. prélevée sur les fonds habous qui, par destination, sont affectés à la fortification, sera versée annuellement dans la caisse du payeur principal de la division d'occupation et mise à la disposition de l'autorité française pour être employée aux fortification de la régence. — Cette somme sera, autant que possible, payée en deux parts égales, le 1er avril et le 1er octobre de chaque année, et, en tous cas, sera versée tout entière à cette dernière date.

Art. 7. — *Occupations temporaires. Affermages*. — Certaines parties du domaine public militaire ou du domaine privé de l'État français peuvent-lorsqu'il n'y a pas lieu à remise, être cédées à des services tunisiens à titre de jouissance temporaire. — Inversement, certaines parties du domaine public ou du domaine privé du gouvernement tunisien peuvent être cédées à des services militaires français, à titre de jouissance temporaire. — Ces cessions à titre de jouissance temporaire sont instruites dans la forme indiquée au titre II ci-après pour les travaux mixtes. — Certaines parcelles du domaine public militaire ou du domaine privé de l'État français peuvent être l'objet de baux d'affermage à des particuliers. Le produit de ces affermages est versé au trésor beylical. — Les changements d'affectation définitifs, de service du département de la guerre à service du département de la marine ou inversement, d'une parcelle ayant appartenu au domaine privé de l'État tunisien où à l'administration des habous, ne peuvent se faire qu'après remise préalable de l'immeuble au gouvernement tunisien ou à l'administration des habous dans la forme prévue à l'art. 4 ci-dessus.

Art. 8. — *Actions relatives à la propriété et à la jouissance des immeubles*. — Par application de l'art. 3 du présent décret, les autorités militaires françaises exercent, tant en demandant qu'en défendant, les actions relatives à la propriété et à la jouissance des immeubles qui leur sont affectés.

TITRE II

TRVAAUX MIXTES

Art. 9. — *Zone frontiere*. — Il est créé dans la régence de Tunis : — 1° Une zone frontière s'étendant le long du littoral sur une largeur de 10 kilomètres. — Cette largeur est mesurée à partir du rivage, sauf autour des places de

guerre et des postes militaires situés dans la zone, où elle est comptée au delà et à partir des ouvrages extérieurs ou des forts détachés les plus avancés ; — 2° Dans cette zone frontière, les territoires réservés. Ces terrains comprennent les terrains situés : — *a)* Dans la zone des fortifications autour des places de guerre et des postes militaires, telle qu'elle est définie à l'art. 22 du décret français du 10 août 1853 (1) sur les servitudes défensives ; — *b)* Dans le rayon kilométrique de ces points fortifiés.

Art. 10. — *Énumération des affaires à soumettre à l'instruction mixte.* — Sont soumises à l'instruction mixte, telle qu'elle sera définie à l'art. 12 ci-après, les affaires suivantes :

§ 1er. — Dans toute l'étendue de la zone frontière : — 1° Les travaux concernant : — Les routes d'intérêt général ; — Les chemins de fer de toute nature ; — Les cours d'eau navigables ou flottables, ainsi que les canaux de navigation, avec leur chemin de halage et de contre halage ; — Les ponts à établir sur ces cours d'eau pour le service des voies de communication de toute espèce, lorsqu'ils ont plus de six mètres d'ouverture entre culées ;— Les ports militaires et de commerce, les havres, les rades et les mouillages ; — Les phares, les fanaux et les amers ; — Les écluses de navigation et de chasse et les autres ouvrages analogues d'intérêt public, tels que digues, batardeaux, épis, enrochements, ponts tournants ou autres, quais, bassins, jetées, brise-lames, etc. ; — Les desséchements des lacs, étangs et marais, quand ils sont exécutés, concédés ou autorisés par le gouvernement ; — 2° Les défrichements des forêts et des bois appartenant à l'État, aux communes ou aux établissements publics ; — 3° Dans les enceintes fortifiées classées par décret, les alignements et le tracé des rues ou des chemins qui servent de communications directes entre les places publiques, les établissements militaires et les remparts ; — 4° Dans toutes les villes fortifiées et autres, les alignements et le tracé des rues, des chemins, des carrefours et des places qui bordent les établissements de la guerre ou de la marine ou qui sont consacrés par le temps et par l'usage aux exercices et aux rassemblements des troupes, le tracé des rues ou des chemins qui servent de communications directes entre les gares des chemins de fer et les établissements militaires ; — 5° Les passages des portes d'eau et des portes de terre, dans la traversée des fortifications des places de guerre et des postes militaires ; — 6° Les modifications à apporter, dans un intérêt civil, aux arsenaux, aux casernes, aux magasins et autres établissements militaires ; — 7° Les travaux de fortification ou de bâtiments militaires dont l'exécution apporterait des changements aux routes, aux chemins, aux canaux et autres ouvrages d'intérêt civil ou maritime compris dans le présent article ; — 8° Les questions relatives à la jouissance, à la police ou à la conservation des ouvrages ayant à la fois une destination civile et une destination militaire ; — 9° Les affaires d'un caractère purement administratif qui sont les accessoires d'affaires principales du ressort de l'instruction mixte, telles que les remises mutuelles de jouissance de terrains et la répartition entre les services intéressés de l'exécution des travaux mixtes et des dépenses de ces travaux ; — 10° L'établissement des champs de tir.

§ 2. — Dans les territoires réservés de la zone frontière : — Outre les affaires ci-dessus énumérées, celles qui concernent : — 1° Les travaux des chemins communaux et ceux des chemins forestiers, tant dans les bois et dans les forêts de l'État que dans ceux des communes ou des établissements publics ; — 2° Le défrichement des bois des particuliers.

§ 3. — Dispositions spéciales aux chemins de fer en dehors de la zone frontière : — Le résident général communique au général commandant la

---

(1) Modifié par D. B. du 21 août 1907.

division d'occupation toute proposition tendant à la création d'un chemin de fer, soit d'intérêt général, soit d'intérêt local, non compris dans la zone frontière. — Si le général déclare que le département de la guerre est désintéressé dans l'affaire ou si, dans le délai de deux mois, il n'a fait aucune réponse, l'affaire suit son cours sans autre intervention de l'autorité militaire. — Dans le cas, au contraire, où le département de la guerre estime que la nouvelle ligne présente un intérêt militaire, il reçoit sur sa demande communication des projets. — Si, à la suite de cette communication, l'accord ne s'établit pas entre les services intéressés, la commission mixte des travaux publics est consultée dans les conditions stipulées à l'art. 12 ci-après. Le dossier lui est adressé à cet effet, sans qu'il soit nécessaire de passer au préalable par les formalités prescrites en matière de travaux mixtes.

Art. 11. — *Exceptions.* — Sont exceptés de l'article qui précède les travaux d'entretien, réparation ou amélioration, tels que : élargissement des chaussées ou des accotements, adoucissement des déclivités, substitution d'autres matériaux à ceux précédemment employés, empierrement ou pavage des des parties en terre, creusement des fossés latéraux et addition des gares d'évitement ou de dépôt, pourvu que ces modifications ne changent pas la direction générale de la voie, n'ouvrent pas de nouvelles communications ou ne prolongent pas celles qui existent.

Art. 12. — *Forme des instructions mixtes et poursuite des contraventions.* — L'instruction des affaires mixtes dans la régence sera de la compétence de la commission mixte des travaux publics instituée par le décret français du 16 août 1853 (1). — Les formes des instructions mixtes et la poursuite des contraventions relatives aux travaux mixtes seront fixées par le décret métropolitain à intervenir pour étendre à l'instruction mixte des affaires en Tunisie la compétence de la commission mixte des travaux publics.

TITRE III

CLASSEMENT DES PLACES ET POSTES DÉPENDANT DE LA GUERRE OU DE LA MARINE. CONSTITUTION DES SERVITUDES

Art. 13. — *Servitudes.* — Peuvent seuls porter servitudes les places, postes ou ouvrages classés par décret conformément aux prescriptions de l'art. 1er ci-dessus. — Les décrets de classement sont accompagnés d'un plan indiquant, avec le tracé de la fortification, les limites des terrains qui doivent être soumis aux servitudes. — Sont compris sous la dénomination « d'ouvrages détachés », ceux situés à plus de 250 mètres des fortifications d'une place, d'un poste ou d'un ouvrage classé dépendant de la guerre ou de la marine.

Art. 14. — *Étendue des servitudes.* — Les servitudes défensives autour des places, postes et ouvrages détachés, classés par décret, s'exercent sur les propriétés qui sont comprises dans une zone unique commençant aux fortifications et s'étendant à une distance de 250 mètres vers l'extérieur. — Toutefois, lorsqu'il ne peut en résulter aucun préjudice pour la défense et que les intérêts locaux le réclament, la zone de servitude peut être réduite. De même il peut être créé, dans l'étendue de la zone, des polygones à l'intérieur desquels sont tolérées, suivant des conditions déterminées, l'exécution de bâtiments, clôtures et autres ouvrages et l'exploitation de carrières ou mines, quand ces travaux ne sont pas de nature à nuire à la défense.

Art. 15. — *Application du décret français du 10 août 1853.* — Sont appli-

---

(1) Modifié par D. B. 21 août 1907.

cables en Tunisie les dispositions du titre II section IV du décret français du 10 août 1853, relatives au bornage des zones de servitude et des polygones exceptionnels. — Le fait même de l'établissement des servitudes militaires n'ouvre aux particuliers aucun droit à indemnité. — Les attributions conférées par l'art. 20 du décret du 10 août (1) 1853 susvisé aux travaux administratifs sont dévolues aux tribunaux français en Tunisie ; celles conférées aux sous-préfets, maires ou adjoints sont dévolues aux contrôleurs civils ou à leurs délégués. — Le décret homologuant et rendant exécutoire le plan de délimitation de la zone de servitudes, ses annexes et le procès-verbal de bornage, est rendu dans les formes prévues par l'art. 13 ci-dessus. — Aucun changement ne peut être apporté ultérieurement à ces pièces sans se conformer de nouveau à toutes les formalités ci-dessus prescrites. — Les servitudes sont applicables à dater du décret de classement qui ne pourra intervenir qu'après que les ouvrages auront été entrepris.

Art. 16. — *Prohibitions et autorisations d'ouvrages dans la zone.* — Dans la zone unique de servitudes autour des places, postes et ouvrages classés, il ne peut être fait aucune construction de quelque nature qu'elle puisse être ; les haies vives et les plantations d'arbres ou d'arbustes formant haies y sont spécialement interdites. — Toutefois sont autorisés, après que la déclaration en a été faite par les intéressés au chef du génie : — 1° Les clôtures en haies sèches ou en planches à claire-voie, sans pans de bois ni maçonnerie ; — 2° La construction, l'entretien et la restauration des puits, norias et réservoirs d'eau en déblai avec margelles ou murs de clôture d'un mètre de hauteur, des citernes, des caves, des fosses de latrines et autres excavations couvertes ne créant pas de couverts ou n'augmentant pas les couverts existants, des pierres tombales, des monuments funéraires et des koubas de petites dimensions. — Les constructions préexistantes, c'est-à-dire celles édifiées antérieurement à l'époque de l'établissement de servitudes dont elles sont grevées, peuvent être restaurées et reconstruites également après déclaration au chef du génie, sous la double restriction qu'il ne sera fait aucune augmentation à leurs dimensions extérieures et que les matériaux de réparation et de reconstruction seront les mêmes que ceux précédemment mis en œuvre. — Est déclarée préexistante et peut être librement entretenue toute construction à qui ce caractère est reconnu à la date du décret d'homologation par un procès-verbal avec plan à l'appui, dressé par le chef du génie, l'ingénieur des ponts et chaussées et un représentant de l'autorité civile locale. Dans l'étendue des polygones exceptionnels, la construction de bâtiments, clôtures et autres ouvrages, ne peut être commencée qu'après envoi au chef du génie d'une demande indiquant l'espèce des travaux, la position et les principales dimensions de la construction, ainsi que la nature des matériaux, et permission du directeur du génie déterminant les conditions d'exécution des travaux. — Les autorisations et permissions visées au présent article ne sont valables qu'en ce qui concerne le service militaire et ne dispensent pas de l'accomplissement des formalités à remplir vis-à-vis des administrations publiques et des tiers intéressés.

Art. 17. — *Police de la zone.* — La police de la zone est exercée par le service du génie. Les contraventions commises par des particuliers sont recherchées et constatées par les officiers d'administration du génie assermentés, qui dressent à cet effet des procès-verbaux. Ces procès-verbaux doivent être affirmés devant le juge de paix ou le président de la municipalité du lieu où la contravention a été commise, dans les vingt-quatre heures, non compris le délai de distance prévu pour la promulgation des décrets en Tunisie. Ils sont notifiés aux contrevenants ou, à défaut, à l'architecte, entrepreneur, ou maître

---

(1) Modifié par D. B. 21 août 1907.

ouvrier qui dirige les travaux, par les officiers d'administration du génie, avec sommation de suspendre sur-le-champ les travaux indûment entrepris et de rétablir l'état des lieux antérieur ou un état équivalent dans le délai que cette opération comporte. — Si le contrevenant ne s'exécute pas dans le délai prescrit, le procès-verbal est transmis à la juridiction compétente pour telle suite que de droit. — Le contrevenant sera passible d'une amende de 16 à 300 fr. et, en cas de récidive dans l'année, d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un jour ni supérieur à cinq jours. — Le jugement fixe, en outre, le délai dans lequel le contrevenant est tenu de rétablir à ses frais l'ancien état des lieux. — Il est notifié aux parties intéressées par les officiers d'administration du génie, avec sommation d'exécuter. A défaut d'exécution après expiration du délai, les travaux sont faits par l'autorité militaire sous la direction d'un officier d'administration du génie aux frais du contrevenant, en présence de la force armée, s'il y a lieu. — Le président de la municipalité ou son représentant est requis par le commandant d'armes d'assister à l'exécution ; il est dressé procès-verbal de l'opération. — L'action publique, en ce qui concerne la peine de l'amende, est prescrite après une année révolue à compter du jour où la contravention a été commise. — Mais l'action principale, à l'effet de faire prononcer la démolition des travaux indûment entrepris, est imprescriptible, dans l'intérêt toujours subsistant de la défense de l'État. — Les contraventions commises par les services publics dans la zone des servitudes sont constatées et réglées comme en matière de travaux mixtes.

Art. 18. — *Zone des fortifications.* — La zone des fortifications qui fait partie du domaine public et dans laquelle toute construction particulière est prohibée s'étend depuis la limite intérieure de la rue militaire ou du rempart jusqu'aux lignes qui terminent le glacis du côté de l'extérieur, et comprend s'il y a lieu, les terrains extérieurs annexes de la fortification, tels que les esplanades, avant-fossés et autres, ayant une destination défensive. — La rue militaire est établie pour assurer intérieurement une libre communication le long des remparts, parapets ou murs de clôture des ouvrages de fortification. Les habitants en ont l'usage en se conformant aux règlements concernant la police de la place ou de la voirie urbaine. Elle est limitée du côté de l'extérieur (1) : — 1° En arrière des courtines, par une ligne tracée parallèlement au pied du talus ou du mur de soutènement du rempart, ou bien du talus de banquette s'il n'y a qu'un simple parapet, à la distance de huit mètres de ce pied de talus ou de mur, et s'il n'existe qu'une clôture ou un parapet sans banquette, par une parallèle au pied intérieur de cette clôture ou de ce parapet, à la distance de dix mètres. — 2° En arrière des bastions et des redans, par une ligne distante de huit mètres de la gorge de l'ouvrage. — Sur les points où l'intervalle compris entre les lignes précitées et les propriétés particulières bordant la voie publique a une largeur plus grande que celle que prescrit la disposition qui précède, il n'est rien changé aux dimensions actuelles de la rue du rempart. — La rue militaire, telle qu'elle est définie ci-dessus, ne peut être réduite que par un décret rendu sur le rapport du ministre de la guerre. Les autorités civiles peuvent lui faire assigner des limites plus étendues par voie d'alignement, dans l'intérêt de la circulation, en se conformant à la législation en vigueur. — Les limites, tant intérieures qu'extérieures, de la zone des fortifications sont arrêtées par un décret rendu dans les formes prévues à l'art. 1er ci-dessus. — Dans les places anciennes qui sont classées, le domaine imprescriptible et inaliénable des fortifications s'étend à l'extérieur jusqu'à une distance de six mètres au minimum du pied extérieur du rempart, et du côté de l'intérieur jusqu'à une distance minimum

---

(1) Modifié D. B. 21 août 1907.

de huit mètres à compter du pied intérieur du rempart. Les limites de la zone des fortifications de ces places anciennes classées seront revisées et arrêtées par un décret, suivant qu'il vient d'être dit au présent article.

Art. 19. — *Police de la rue militaire.* — Toute personne qui, à la date du décret de délimitation de la zone des fortifications visé à l'art. 18 ci-dessus, possède des maisons, bâtisses ou clôtures débordant la limite intérieure de la rue militaire continue d'en jouir sans être inquiétée, mais ne peut les entretenir dans leur état actuel qu'autant qu'il n'est apporté aucun changement dans leurs formes et leurs dimensions et que les matériaux de réparation et de reconstruction partielle sont de même nature que ceux précédemment mis en œuvre. — Préalablement à leur exécution, ces réparations et reconstructions partielles doivent faire l'objet d'une déclaration au chef du génie. — En outre, il est expressément interdit d'exécuter dans ces maisons, bâtisses ou clôtures aucune reprise en sous-œuvre, grosse réparation ou autres travaux confortatifs prohibés par les règlements de voirie. — En cas de démolition pour une cause quelconque, le propriétaire est tenu de se reculer sur l'alignement fixé. — Au fur et à mesure que les emplacements ainsi occupés par les particuliers cessent d'être bâtis ou clos, ils sont réunis de plein droit à la fortification, sans qu'il soit besoin d'un décret déclaratif d'utilité publique, et les particuliers sont indemnisés de la valeur du sol s'ils justifient qu'ils en sont possesseurs à titre légitime. — La répartition entre les divers services intéressés de l'entretien et des voies de terre et d'eau situées dans la zone des fortifications et, en particulier, de la rue militaire, est établie après instruction mixte.

Art. 20. — *Bornage et délimitation de la zone des fortifications.* — Les prescriptions concernant le bornage et l'homologation du plan de délimitation de la zone de servitudes visé à l'art. 15 ci-dessus sont applicables au bornage et à l'homologation du plan spécial de circonscription du terrain militaire formant la zone de fortifications. — Ce dernier plan est, au besoin, à l'échelle du 1/1000e (1) et ne donne aucun détail sur les constructions existantes, non plus que sur la propriété des terrains ; il peut être fait et homologué par parties.

Art. 21. — *Servitudes autour des magasins à poudre ou à explosifs.* — Peuvent seuls porter servitudes les magasins à poudre ou à explosifs classés par décret conformément aux prescriptions de l'art. 1er ci-dessus. — Les servitudes autour des magasins à poudre ou à explosifs s'exercent sur les propriétés qui sont comprises dans deux zones commençant l'une et l'autre aux limites de ces magasins telles qu'elles sont définies ci-après et s'étendant respectivement aux distances de 25 et 50 mètres. — Les limites des magasins susvisés sont, en général, marquées par le mur d'enceinte spécial qui les entoure. — Lorsque ce mur n'existe pas ou n'existe que sur une partie du périmètre, on doit considérer comme limite des magasins sur les faces où il n'existe pas : — 1° Le pied du talus du massif de terre qui les recouvre lorsque les locaux sont enterrés ; — 2° Les points où émergent les gaines ou couloirs qui les mettent en communication avec l'extérieur lorsque ces locaux sont souterrains. — Les zones définies ci-dessus sont soumises à la formalité du bornage dans les conditions prévues à l'art. 15 du présent décret pour la zone unique de servitudes des places ou postes classés. — Les servitudes sont applicables à dater du décret de classement, dans les conditions fixées à l'art. 15 ci-dessus.

Art. 22. — *Prohibitions dans les zones de servitudes des magasins à poudre ou à explosifs.* — A l'avenir, il ne pourra être élevé dans la première des

---

(1) Ainsi rectifié par errata publié au *J. O. T.*, 11 sept. 1907, p. 700.

deux zones de servitudes définies à l'article précédent aucune construction de nature quelconque autre que les murs de clôture. — Sont prohibés dans la même zone l'établissement de becs de gaz, de clôtures en bois ou de haies sèches, les emmagasinements et dépôts de bois, fourrages ou matières combustibles et les plantations d'arbres de haute tige. — Sont prohibés dans la seconde des deux zones définies à l'article précédent les maisons d'habitation, établissements et usines pourvus de foyer avec ou sans cheminée d'appel. — Tout conducteur d'électricité, quel qu'il soit, étranger au service d'un magasin, doit être tenu à une distance mininum de dix mètres des limites des magasins à poudre ou à explosifs si ce conducteur est souterrain et de vingt mètres de la même limite s'il est aérien.

Art. 23. — *Suppression de constructions dans les zones de servitudes des magasins à poudre ou à explosifs.* — La suppression des constructions, installations, dépôts ou plantations prohibés par l'article précédent et existants à la date du décret d'homologation du bornage pourra être ordonnée, moyennant indemnité préalable, lorsqu'ils seront de nature à compromettre la sécurité ou la conservation des magasins à poudre ou à explosifs. — L'indemnité sera réglée conformément à la législation en vigueur sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 24. — *Police des zones de servitudes des magasins à poudre ou à explosifs.* — Les contraventions aux mesures prescrites à l'art. 22 ci-dessus seront poursuivies suivant la procédure indiquée pour les contraventions en matière de servitudes défensives. — A cet effet les officiers d'administration de l'artillerie ainsi que les employés de l'artillerie ou de la marine assermentés et porteurs de leurs insignes seront assimilés aux officiers d'administration du génie.

Art. 25. — *Servitudes autour des sémaphores, des postes photo-électriques et des postes ou stations de la défense fixe et de la défense mobile de la marine.* — Peuvent seuls porter servitudes : — 1° Les sémaphores ; — 2° Les postes photo-électriques et leurs postes de commande ; — 3° Les postes ou stations de la défense fixe et de la défense mobile de la marine, lorsqu'ils ont été classés par décret conformément à l'art. 1er ci-dessus. — La délimitation des champs de vue des sémaphores et des postes photo-électriques ainsi que des zones de servitudes des postes ou stations de la défense fixe ou de la défense mobile de la marine et des postes de commande photo-électriques est fixée par décret. — Les champs de vues ou zones de servitudes sont soumis à la formalité du bornage dans les conditions prévues à l'art. 15 du présent décret pour la zone des servitudes défensives. — Les servitudes sont applicables à dater du décret de classement dans les conditions prévues à l'art. 15 ci-dessus.

Art. 26. — *Prohibitions dans les champs de vue des sémaphores, des postes photo-électriques.* — A l'avenir, dans l'étendue des champs de vue des sémaphores, des postes photo-électriques, il sera interdit d'élever des constructions sans l'autorisation de l'autorité militaire ou maritime et de laisser croître des plantations à une hauteur telle que les vues en puissent être gênées. — La suppression des constructions et l'ébranchage des plantations existant à la date du décret d'homologation du procès-verbal de bornage pourra être ordonnée, moyennant indemnité préalable, lorsqu'ils seront de nature à gêner les vues. — L'indemnité sera réglée conformément à la législation en vigueur sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 27. — *Police des champs de vue.* — Les contraventions aux mesures prescrites à l'art. 26 ci-dessus seront poursuivies suivant la procédure indiquée pour les contraventions en matière de servitudes défensives. — A cet effet, les employés de la marine, assermentés et porteurs de leurs insignes, seront assimilés aux officiers d'administration du génie.

Art. 28. — *Homologation des règlements spéciaux.* — Sont homologués les

deux règlements spéciaux ci-annexés, relatifs, le premier à la reconnaissance des dépendances du domaine public militaire et le second aux instructions mixtes.

Art. 29. — *Abrogation des textes antérieurs.* — Sont abrogés le décret du 9 décembre 1882 concernant les servitudes et le décret du 2 septembre 1886 concernant le domaine militaire, les travaux mixtes et les servitudes défensives.

Règlement spécial concernant la reconnaissance des dépendances du domaine public militaire

Art. unique. — La reconnaissance des fortifications anciennes classées et des limites actuelles de la zone des fortifications de ces ouvrages, ainsi que des autres dépendances du domaine public militaire, qui est prévue à l'art. 4 du décret du 21 mars 1904 (1), fera l'objet de conférences mixtes auxquelles prendront part : — Au 1er degré, les chefs des services militaires des départements de la guerre ou de la marine intéressés de la circonscription, les délégués des directeurs des finances, de l'agriculture et des travaux publics et le représentant de l'administration des habous ; — Au 2e degré, les représentants supérieurs de ces services ou administrations. — Les procès-verbaux de ces conférences seront établis en autant d'expéditions qu'il y aura de services intéressés, chacun de ces services faisant parvenir l'expédition qui le concernera au résident général par la voie hiérarchique. — S'il y a accord, la remise sera effectuée et constatée par un procès-verbal, avec plans et états de lieux à l'appui, dressé de concert par les représentants des services intéressés. Ce procès-verbal de remise sera établi en deux expéditions qui, après avoir été visées par le général commandant la division ou, suivant le cas, par le commandant de la marine en Tunisie ou l'officier qui le représente, seront adressées par ces derniers, l'une au résident général, l'autre au ministre de la guerre ou à celui de la marine. Le résident général enverra ensuite l'expédition qu'il aura ainsi reçue au ministre des affaires étrangères. — Après accord établi entre les ministres des affaires étrangères et de la guerre ou de la marine, le procès-verbal de remise sera homologué par décret de S. A. le bey. — En cas de désaccord dans les conclusions des procès-verbaux de reconnaissance, l'affaire sera portée devant la commission mixte des travaux publics suivant la forme prescrite par le décret métropolitain à intervenir pour étendre à l'instruction mixte des affaires en Tunisie la compétence de la commission mixte des travaux publics instituée par décret français du 16 août 1853 (1).

Règlement spécial concernant les instructions mixtes

Art. 1er. — *Désignation des représentants des divers services prenant part aux instructions mixtes.* — Les instructions mixtes feront l'objet de conférences auxquelles prendront part les représentants des divers services ci-après désignés :

---

(1) Modifié par D. B. 21 août 1907.

DÉSIGNATION DES AFFAIRES	INSTRUCTION AU 1er DEGRÉ	INSTRUCTION AU 2e DEGRÉ
POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS		
En tout ce qui a trait aux voies de communication, aux chemins de fer, aux travaux des ports, havres et à l'hydraulique agricole.	Les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines	Le directeur général des travaux publics de la régence
POUR LA DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE		
En tout ce qui a trait aux forêts.	Les fonctionnaires des forêts inspecteurs, sous-inspecteurs ou gardes des forêts	Le directeur de l'agriculture et du commerce
En tout ce qui concerne le domaine non affecté.	Le chef du service des domaines	Id.
POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES		
En ce qui concerne le domaine affecté.	Les fonctionnaires du domaine	Le directeur des finances
POUR L'ADMINISTRATION DES BIENS HABOUS		
En ce qui concerne les biens relevant de (1) cette administration.	Le représentant local des habous	Le secrétaire général du gouvernement tunisien

En outre sont entendus dans les conférences sur les travaux mixtes, tant pour donner sur les explications nécessaires que pour présenter et fournir les observations qu'ils jugent convenables : — Les ingénieurs ou représentants des compagnies de chemins de fer, les présidents de municipalités.

Art. 2. — Les conditions de fonctionnement des instructions mixtes seront réglées par les dispositions du décret métropolitain à intervenir pour étendre à l'instruction mixte des affaires en Tunisie la compétence de la commission mixte des travaux publics instituée par décret français du 16 août 1853 (2).

20 mars 1907. — Arrêté du gouv. gén. indiquant les lettres initiales des bateaux de pêche en Algérie (3).

Vu le décret du 23 août 1898 sur l'organisation du gouvernement et la haute administration de l'Algérie (4); — Vu l'arrêté du ministre de la marine du 3 novembre 1897 sur les attributions du gouverneur général en ce qui concerne les services maritimes en Algérie (5); — Vu le décret-loi du 9 janvier 1852, art. 3, sur la police de la pêche côtière rendu applicable à

(1) Ainsi rectifié par errata publié au *J. O. T.*, 11 sept. 1907, p. 700.
(2) Modifié par D. B. 21 août 1907.
(3) Inséré seulement au *B. O.*, n° 1857 (15 novembre 1907).
(4) Est. et Lef. *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.
(5) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-97, p. 111 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 35.

l'Algérie par le décret du 22 novembre 1852 (1) ; — Vu le décret du 2 juillet 1894 sur la police de la pêche côtière en Algérie (2) ; — Vu l'arrêté ministériel du 5 juillet 1894 portant indication des lettres initiales des bateaux de pêche en Algérie (3) ; — Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 1902 répartissant les communes du littoral algérien entre les syndicats et quartiers maritimes (4) ; — Vu la décision du ministre de la marine du 31 décembre 1906 érigeant en préposat le syndicat de Castiglione et approuvant la transformation en simple syndicat du préposat de Ténès ; — Sur la proposition du contre-amiral commandant la division navale et la marine en Algérie,

Art. 1er. — L'arrêté ministériel sus-visé du 5 juillet 1894 est modifié de la manière suivante :

Les lettres initiales que les bateaux de pêche doivent porter dans les divers ports maritimes de l'Algérie sont fixés comme suit:

Préposat de la Calle.....	L. C.
Quartier de Bône.....	B. O.
Quartier de Philippeville.....	P. H.
Préposat de Djidjelli.....	D. J.
Préposat de Bougie.....	B. G.
Préposat de Dellys.....	D. L.
Quartier d'Alger.....	A. L.
Préposat de Castiglione.....	C. A.
Préposat de Cherchell.....	C. C.
Préposat de Mostaganem.....	M. G.
Préposat d'Arzew.....	A. Z.
Quartier d'Oran.....	O. R.
Préposat de Nemours.....	N. M.

10 juin 1907. – Décret portant extension à l'instruction des affaires mixtes en Tunisie de la compétence de la commission mixte des travaux publics instituée par l'art. 5 de la loi du 7 avril 1851.

Vu la loi du 7 avril 1851 fixant la composition de la commission mixte des travaux publics ; — Vu le décret du 6 août 1853 portant règlement d'administration publique sur l'organisation et les attributions de la commission mixte des travaux publics ; — Sur le rapport des ministres des affaires étrangères, de la guerre, des travaux publics, des postes et des télégraphes et de la marine ; — Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — Est étendue à l'instruction des affaires mixtes en Tunisie la compétence de la commission mixte des travaux publics instituée par l'art. 5 de la loi du 7 avril 1851.

Art. 2. — *Désignation des représentants des divers services prenant part aux instructions mixtes.* — Les instructions mixtes font l'objet de conférences auxquelles prennent part : — 1° Les représentants des divers services français ci-après désignés :

---

(1) Est. et Lef., p. 985, note 1.

(2) Est. et Lef., p. 985 ; *Rec. Alg.* 1894. 3. 45.

(3) Est. et Lef., p. 990 ; *Rec. Alg.* 1894. 3. 56.

(4) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 136 ; *Rec. Alg.* 1902. 3. 184.

DÉSIGNATION DES AFFAIRES	INSTRUCTION AU 1er DEGRÉ	INSTRUCTION AU 2e DEGRÉ
POUR LE DÉPARTEMENT FRANÇAIS DE LA GUERRE		
En tout ce qui a trait aux intérêts de la défense ou au service de l'armée à l'exception des établissements spéciaux dont l'organisation et l'administration sont dévolues au service de l'artillerie.	Le chef du génie	Le directeur du génie
En ce qui a trait aux établissements spéciaux de l'artillerie que ce service est chargé d'organiser et d'entretenir, à l'assiette, au relief et à l'armement des forts en mer, des batteries de côtes et des parties des fortifications qui ont vue sur mer ou sur les mouillages, les rades, les passes, les havres ou les ports militaires ou de commerce.	Les commandants de l'artillerie des arrondissements correspondants.	Le directeur de l'artillerie
POUR LE DÉPARTEMENT FRANÇAIS DE LA MARINE		
En (1) tout ce qui concerne : 1° L'assiette, le relief et l'armement des forts en mer, des batteries de côtes et des fortifications ayant vue sur la mer ou sur les mouillages, les rades, les passes, les havres et les ports militaires ou de commerce, quel que soit le service qui doit les armer ; 2° L'établissement, l'amélioration ou le déplacement, au point de vue nautique, des phares, des fanaux et des amers, quelle que soit l'administration chargée des travaux ; 3° L'établissement, l'amélioration ou le déplacement des sémaphores ainsi que les postes et stations de la défense fixe ou mobile de mer.	L'officier de la marine militaire chargé de diriger les mouvements du port ou, s'il n'y en a pas dans la localité, un autre officier de marine désigné(1) par le commandant de la marine en Tunisie.	Un officier désigné par le commandant de la marine en Tunisie.
En ce qui a trait : 1° Aux ouvrages, aux bâtiments et aux constructions de la marine élevés sur la terre ferme ou fondés en mer, tant dans les rades et ports militaires que dans les autres établissements dépendant de ce service ; 2° Aux enrochements et aux bases des forts et autres ouvrages à fonder en mer pour la défense de ces rades et de ces ports ; 3° A l'assiette des fortifications destinées à enceindre des arsenaux et autres établissements maritimes en tant qu'elle peut avoir de l'influence sur l'étendue ou sur les limites de ces établissements ; 4° A l'établissement de jetées, d'écluses de navigation et de chasse et d'autres ouvrages maritimes dépendant de la direction générale des travaux publics de la Régence.	L'ingénieur des travaux hydrauliques ou l'adjoint principal des travaux hydrauliques, ffons d'ingénieur.	Le directeur de l'arsenal de Sidi-Abdallah.

(1) Ainsi rectifié par errata paru au J. O. T., 11 sept. 1907, p. 700.

2° Les représentants des divers services du protectorat ci-après désignés, conformément au décret beylical du 18 octobre 1906 :

DÉSIGNATION DES AFFAIRES	INSTRUCTION AU 1er DEGRÉ	INSTRUCTION AU 2e DEGRÉ
POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS En tout ce qui a trait aux voies de communication, aux chemins de fer, aux travaux des ports, havres et à l'hydraulique agricole.	Les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines	Le directeur général des travaux publics de la régence
POUR LA DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE En tout ce qui a trait aux forêts.	Les fonctionnaires des forêts inspecteurs, sous-inspecteurs ou gardes des forêts	Le directeur de l'agriculture et du commerce
En tout ce qui concerne le domaine non affecté.	Le chef du service des domaines	Id.
POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES En ce qui concerne le domaine affecté	Les fonctionnaires du domaine	Le directeur des finances
POUR L'ADMINISTRATION DES BIENS HABOUS En ce qui concerne les biens revenant à cette administration.	Le représentant local des habous	Le secrétaire général du gouvernement tunisien

Art. 3. — *Affaires concernant plusieurs circonscriptions de service.* — Toutes les fois qu'une affaire mixte intéresse plusieurs circonscriptions d'un même service, le directeur de ce service désigne un représentant unique pour prendre part à la conférence.

Art. 4. — *Ouverture des conférences mixtes.* — Le directeur du service qui prend l'initiative d'une instruction mixte en informe les directeurs des autres services intéressés, et fait en même temps connaître le nom du représentant de son administration qui doit ouvrir la conférence. Tout officier, ingénieur ou fonctionnaire, parmi ceux désignés au tableau qui précède, appelé à une conférence mixte, doit y prendre part immédiatement.

Art. 5. — *Rédaction des projets à soumettre aux conférences mixtes.* — Les projets sont, en principe, rédigés par le service qui prend l'initiative de la conférence. — Toutefois, les officiers du génie sont chargés de la rédaction des projets de détail de tous les travaux qui doivent être faits dans les limites de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires, en tant que ces projets modifient les formes de la fortification ou intéressent la défense, quel que soit d'ailleurs le service qui présente le projet d'ensemble. — Les officiers du génie rédigent, en outre, pour toute l'étendue du territoire, les projets de dispositifs des mines ou autres dipositifs de défense dont l'exécution deviendrait nécessaire en cas d'adoption des travaux civils proposés.

Art. 6. — *Établissement du procès-verbal de la conférence au 1er degré.* — Le procès-verbal de la conférence, auquel sont annexés les plans, cartes et états estimatifs nécessaires, ne doit renfermer que les propositions ou réserves auxquelles chaque chef de service s'est arrêté définitivement et ne présenter que le résumé des avis communs ou des opinions respectives, avec leurs motifs. — Le procès-verbal est daté du jour de la clôture de la conférence et soumis à la signature de tous ceux qui y ont été entendus.

Art. 7. — *Instruction au 2e degré.* — L'instruction au 2e degré est faite par les directeurs ou assimilés des services qui ont pris part à la conférence au 1er degré. Ces directeurs ou assimilés échangent mutuellement leurs observations et leurs apostilles.

Art. 8. — *Droit d'adhésion des représentants au 2e degré des services.* — Chaque directeur ou représentant au 2e degré d'un service peut, de sa propre initiative, adhérer immédiatement, au nom du service qu'il représente, à l'exécution des travaux mixtes proposés par une autre administration, quand ces travaux lui paraissent sans inconvénient pour son service, ou que les inconvénients peuvent disparaître moyennant certaines dispositions qu'il impose comme conditions de son adhésion. Il doit être spécifié que cette adhésion est donnée par application du présent article. — Cette faculté ne peut toutefois s'étendre aux travaux qu'une autorité supérieure aurait signalés comme nuisibles, ni à ceux qui seraient à faire sur un terrain du domaine privé affecté au service dont l'adhésion est nécessaire. — Les correspondances relatives aux adhésions prévues au présent article s'échangent directement entre les directeurs ou assimilés intéressés. — Les travaux qui ont fait l'objet d'une adhésion conditionnelle ne peuvent être entrepris qu'autant que les représentants au 2e degré des autres services ont accepté les réserves imposées. — Chaque directeur ou représentant au 2e degré d'un service fait connaître au résident général, par la voie hiérarchique, les adhésions ou acceptations qu'il a délivrées.

Art. 9. — *Intervention de la commission mixte des travaux publics.* — Lorsqu'une instruction mixte n'est pas terminée par voie d'adhésion directe, le dossier de l'affaire est adressé par chaque service au résident général suivant la voie hiérarchique. — Si l'accord entre les représentants des services de la régence et les services militaires français des départements de la guerre ou de la marine existe ou a pu être réalisé par le résident général, celui-ci consigne la constatation de cet accord sur tous les exemplaires des procès-verbaux, après transcription sur les dossiers civils de l'avis du général commandant la division d'occupation ou du commandant de la marine en Tunisie, suivant le cas. Les dossiers sont ensuite renvoyés aux chefs des services intéressés et l'instruction se trouve alors terminée. — Dans le cas où l'accord ne peut être réalisé à Tunis, l'affaire est portée devant la commission mixte des travaux publics. — A cet effet, le résident général adresse le dossier du service civil au ministre des affaires étrangères, lequel le communique au ministre des travaux publics pour être soumis au conseil général des ponts et chaussées et transmis ensuite, par les soins de ce conseil et avec son avis, à la commission mixte des travaux publics. — Les inspecteurs généraux des ponts et chaussées, faisant partie de la commission mixte des travaux publics, représentent au sein de cette haute commission les intérêts civils tunisiens. — Indépendamment du dossier civil destiné, comme il est dit ci-dessus, au ministre des affaires étrangères, une expédition de ce dossier est adressée, par voie hiérarchique, au ministre de la guerre, et, le cas échéant, au ministre de la marine, pour permettre l'instruction mixte de l'affaire au point de vue militaire ou maritime par les soins des comités institués auprès de ces départements ministériels. — La procédure à suivre dans l'instruction devant les conseils et comités et devant la commission mixte des travaux publics est conforme à celle définie au chapitre V du décret français du 16 août 1853 concernant la commission mixte des travaux publics.

Art. 10. — *Clôture des instructions mixtes.* — Chacun des ministres fait connaître immédiatement aux autres ministres s'il donne ou non son adhésion aux conclusions de la délibération de la commission mixte.— S'il y a accord, le ministre duquel dépend le service qui a présenté le projet donne à l'affaire la suite qu'elle comporte en prévenant, s'il y a lieu, le ministre des

affaires étrangères, qui avise le résident général. S'il y a désaccord, il est statué par une décision rendue par le gouvernement français en conseil des ministres; cette décision est notifiée au résident général par le ministre des affaires étrangères.

Art. 11. — *Exécution des travaux mixtes.* — Les travaux mixtes dûment approuvés doivent être exécutés en se conformant exactement aux projets adoptés et suivant les clauses et conditions stipulées. — Les officiers et les représentants immédiats des services intéressés à l'exécution des travaux mixtes confiés à un autre service ont le droit de s'assurer qu'on ne s'écarte en aucune manière des dispositions et conditions adoptées S'ils reconnaissent quelques changements, ils les signalent aux officiers ou fonctionnaires chargés de la direction des travaux et, s'il n'est pas tenu compte de leurs observations, les faits sont constatés par un procès-verbal suivant ce qui est dit ci-après.

Art. 12. — *Contraventions en matière de travaux mixtes.* — Les contraventions au présent décret sont constatées par des procès-verbaux dressés par les agents assermentés des divers services. Ces procès-verbaux sont immédiatement transmis au service intéressé et, par voie hiérarchique, au résident général, qui prescrit les mesures nécessaires pour la suspension des travaux jusqu'à décision à intervenir. — Cette décision est prise après nouvelle instruction mixte dans la forme prévue ci-dessus.

19 juin 1907. — Décret du bey modifiant l'art. 16 du décret du 10 février 1896 approuvant le règlement général des ports maritimes de commerce (1) (*J. O. T.*, 22 juin 1907, p 519).

20 juin 1907. — Arrêté du gouv. gén. portant création de deux hors classes d'administrateurs-adjoints.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (2) ; — Vu l'arrêté du 25 novembre 1897 portant règlement général sur le personnel des communes mixtes (3) ; — Vu l'art. 1er, § 7, de l'arrêté du 29 juin 1906 (4), ainsi conçu : — « Les administrateurs-adjoints peuvent, après six ans de stage dans la première classe, être promus à un traitement exceptionnel de 3.900 fr. (5) » ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement (6) ;

---

(1) Cet intitulé n'est pas exact. Il faut lire : « modifiant l'art. 16 du règlement général des ports maritimes de commerce, approuvé par le décret du 10 février 1896 ». Voy. *Rec. Alg.* 1896. 3. 110.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-97, p. 115 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 44.

(4) *Rec. Alg.* 1906. 3. 251.

(5) L'al. final de l'art. 1er de l'A. G. 29 juin 1906 porte, non pas 3.900, mais 3.600 ; voy. *B. O.* n° 1819, p. 702.

(6) RAPPORT AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Dans sa séance du 5 juin 1907, la commission de classement des administrateurs-adjoints a émis un vœu tendant à ce que les instructions gouvernementales fixant à quarante-cinq ans la limite d'âge pour être promu adminis-

Art. 1er. — Sont abrogées les dispositions ci-dessus visées de l'arrêté du 29 juin 1906.

Art. 2. — Il est créé, pour les administrateurs-adjoints qui ne peuvent plus, en raison de leur âge, aspirer au grade d'administrateur, deux hors classes comportant respectivement des traitements de 3.900 fr. et de 4.500 fr. — Le traitement de 3.900 fr. ne pourra être accordé qu'aux administrateurs-adjoints ayant atteint l'âge de 45 ans et comptant au moins quatre ans de stage dans la première classe de leur grade. — Après un nouveau stage de quatre ans au traitement de 3.900 fr. ces fonctionnaires pourront obtenir le traitement maximum de 4.500 fr.

Ar. 3. — Les administrateurs-adjoints déjà en possession du traitement exceptionnel de 3.600 fr. prévu par l'art. 1er de l'arrêté du 29 juin 1906, bénéficieront, à partir du 1er janvier 1908, s'ils ont atteint l'âge de quarante-cinq ans, du traitement de 3.900 fr. afférent à la première hors classe.

Art. 4. — Le secrétaire général du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté dont les dispositions auront leur effet à dater du 1er janvier 1908.

20 juin 1907. — Arrêté du gouv. gén. décidant que les administrateurs-adjoints âgés de plus de 45 ans ne pourront plus à l'avenir être inscrits sur le tableau de classement prévu par l'art. 6 de l'arrêté du 25 novembre 1897.

Vu le décret organique du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (1); — Vu l'arrêté du 25 novembre 1897 portant règlement général sur le personnel des administrateurs et adjoints de commune mixte (2) et notamment l'art. 6 du dit arrêté, ainsi conçu : — «Les emplois d'administrateur sont exclusivement réservés aux adjoints de 1re classe reconnus admissibles à ces fonctions et portés sur un tableau de

---

trateur fussent consacrées par une disposition formelle à introduire dans le règlement sur le personnel des communes mixtes.

Elle a demandé en même temps pour les administrateurs-adjoints qui ne peuvent plus, en raison de leur âge, aspirer au grade d'administrateur, la création de deux hors classe comportant respectivement des traitements de 3.900 fr. et de 4.500 fr.

Le traitement de 3.900 fr. ne serait accordé qu'à ceux de ces fonctionnaires qui, ayant atteint quarante-cinq ans, compteraient au moins quatre ans de stage dans la première classe de leur grade.

Après un nouveau stage de quatre ans au traitement de 3.900 fr., les administrateurs-adjoints pourraient obtenir le traitement maximum de 4.500 fr.

Le premier vœu a déjà fait l'objet d'un arrêté qui a été signé par M. le gouverneur général.

Le second paraît également susceptible de recevoir une suite favorable, mais sous la réserve : 1° que la réglementation proposée ne sera appliquée qu'à partir du 1er janvier 1908 ; 2° qu'en aucun cas le traitement de la première hors classe (3.900 fr) ne pourra être attribué à des adjoints ayant moins de quarante-cinq ans.

J'ai fait préparer, en conséquence, le projet d'arrêté ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de M. le gouverneur général.

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1896-97, p. 115 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 44.

classement établi chaque année par une commission spéciale » ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement (1) ;

Art. 1er. — Ne pourront, à l'avenir, être inscrits sur le tableau de classement prévu par l'art. 6 de l'arrêté précité du 25 novembre 1897 que les administrateurs-adjoints de 1re classe n'ayant pas encore atteint l'âge de 45 ans au moment de l'établissement dudit tableau.

Art. 2. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

20 juin 1907. — Décret du bey réduisant le délai de prescription des mandats-poste et des valeurs de toute nature confiées à la poste.

Vu la convention conclue avec la République française à la date du 20 mars 1888 (2) ; — Vu le décret du 11 juin 1888 (3) ; — Vu les art. 31, 32, 33 et 34 de la loi française du 30 janvier 1907 et le décret français du 10 juin 1907 ; — Sur la proposition de notre directeur de l'office des postes et des télégraphes et sur le rapport de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Le délai de prescription des mandats-poste est réduit de trois ans à un an. — Ce délai est également applicable aux valeurs de toute nature confiées à la poste ou trouvées dans le service.— Le délai d'un an court, pour les sommes versées aux guichets, à partir du jour de leur versement et, pour les autres, à partir du jour où elles ont été déposées ou trouvées dans le service.

Art. 2. — Les mandats d'articles d'argent perdus ou détruits dont le paiement et le remboursement est réclamé dans le délai d'un an à partir du jour de l'émission des titres sont remplacés par des autorisations de paiement valables pendant le délai de six mois qui suit l'expiration du délai de prescription.

Art. 3. — Les mandats internationaux dont le délai de validité est d'un an sont remboursés d'office aux expéditeurs dans les six mois qui suivent l'expiration de ce délai de validité. — Passé ce délai de six mois, les titres sont définitivement atteints par la prescription.

Art. 4. — La date de la mise à exécution des dispositions qui précèdent est fixée au 1er juillet 1907.

---

(1) RAPPORT DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Au cours de la dernière séance de la commission de classement des administrateurs-adjoints pour le grade d'administrateur, il a été rappelé qu'il avait été jusqu'ici de règle de n'inscrire au tableau de classement que les candidats âgés de moins de 45 ans au moment de l'établissement de ce tableau.

La commission a émis l'avis qu'il y aurait intérêt à ce que cette règle fût consacrée par une disposition formelle à introduire dans le règlement.

Ce vœu paraissant susceptible d'être adopté, on a préparé en conséquence un projet d'arrêté qui est soumis à la signature de M. le gouvernenr général.

Il resterait entendu d'ailleurs que, dans le cas où l'administrateur porté sur le tableau atteindrait l'âge de 45 ans avant d'être nommé, il conserverait le bénéfice de son inscription.

(2) P. Zeys, *C. ann. de la Tunisie*, v° Postes et télégraphes, n° 1434.

(3) *Rec. Alg.*, 1888. 3. 137.

21 juin 1907. — Loi modifiant plusieurs dispositions légales relatives au mariage (1).

Art. 23. — La présente loi est applicable à l'Algérie, ainsi qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

24 juin 1907. — Arrêté du gouv. gén. portant modification à l'arrêté du 18 mars 1905 sur la réorganisation des médersas.

Vu le décret du 23 juillet 1895 sur l'institution des médersas (2) ; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie (3) ; — Vu l'arrêté du 18 mars 1905 portant réorganisation des médersas (4) ;

Art. 1er. — Les art. 6 et 9 de l'arrêté sus-visé du 18 mars 1905 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 6.* — Le traitement des délégués est fixé à 2.000 fr. Ceux des professeurs titulaires sont fixés ainsi qu'il suit : — 1re classe, 5.000 fr. ; — 2e classe, 4.500 fr. ; — 3e classe, 4.000 fr. ; — 4e classe, 3.500 fr. ; — 5e classe, 3.000 fr. ; — 6e classe, 2.500 fr. — Les avancements sont accordés à raison de deux tiers à l'ancienneté et un tiers au choix. — L'avancement au choix n'est accordé qu'après trois ans passés dans la classe inférieure. L'avancement à l'ancienneté est attribué après cinq ans.

« *Art. 9.* — Les professeurs musulmans sont recrutés autant que possible parmi les anciens élèves diplômés de la division supérieure de la médersa d'Alger. — Les professeurs français sont recrutés parmi les brevetés ou diplômés d'arabe de l'école des lettres d'Alger ou de l'école des langues orientales vivantes, pourvus soit d'un baccalauréat, soit du diplôme d'études historiques délivré par l'école des lettres d'Alger, *soit du certificat d'aptitude au professorat des écoles normales et des écoles primaires supérieures.* »

25 juin 1907. — Décret autorisant le gouvernement tunisien à commander à l'étranger trente-huit locomotives destinées à l'armement complémentaire du réseau tunisien à voie étroite. (*J. O.*, 26 juin 1907, p. 4437) (5).

26 juin 1907. — Arrêté du prem. ministre du bey complétant l'art. 2 de l'arrêté du 7 janvier 1907 réglementant

---

(1) Voy. le texte de cette loi, *J. O.*, 25 juin 1907, p. 4397. — Sont modifiés ou remplacés les art. 63, 64, 65, 74, 76, 148, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 165, 166, 167, 168, 173, 192, 169 c. civ.

(2) Est. et Lef., p. 1041 ; *Rec. Alg.*, 1896. 3. 34.

(3) Est. et Lef., *Suppl.* 1898, p. 89 ; *Rec. Alg.* 1898. 3. 161.

(4) *Rec. Alg.* 1905. 3. 164.

(5) Cf. L. 10 janvier 1907, art. 2, *Rec. Alg.* 1907. 3. 69.

la circulation des produits végétaux à l'intérieur des zones de protection et de surveillance d'une vigne déclarée infectée du phylloxéra.

Vu le décret du 29 janvier 1892 (1) (modifié par ceux des 24 décembre 1903 (2) et 18 décembre 1906) (3) sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra en Tunisie ; — Vu notre arrêté du 17 mai 1906, déclarant infectée du phylloxéra une vigne appartenant à la société Algérienne de la Dakla et située à Souk-el-Khemis ; — Vu notre arrêté du 7 janvier 1907 réglementant la circulation des produits végétaux à l'intérieur des zones de protection et de surveillance déterminées autour d'une vigne déclarée infectée du phylloxéra ; — Considérant qu'il est nécessaire de restreindre la circulation des débris de la vigne, et notamment des feuilles, à l'intérieur de la zone de protection précitée ; — Sur la proposition du directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Art. unique. — L'art. 2 de l'arrêté du 7 janvier 1907 est ainsi complété :
« Même à l'intérieur de la zone de protection, la circulation des débris de la vigne est interdite et conséquemment s'y trouve prohibé l'emploi des feuilles des vignes pour l'emballage des fruits. »

28 juin 1907. — Arrêté du gouv. gén. relatif à la vaccination des immigrants au moment de leur arrivée en Algérie.

Vu le décret du 27 mai 1907 relatif à la vaccination et à la revaccination en Algérie, et notamment l'alinéa 4 de l'art. 3 de ce décret, ainsi conçu : « Exceptionnellement et par arrêté du gouverneur général, la vaccination, lorsque les circonstances l'exigeront, pourra être imposée aux immigrants au moment de leur débarquement » (4) ; — Vu les art. 68, 69 et 94 du décret du 4 janvier 1896 sur la police sanitaire maritime ; — Vu les renseignements fournis par les bulletins sanitaires signalant la variole à l'état épidémique dans un certain nombre de ports en relations avec l'Algérie ; — Vu les rapports et les propositions des préfets des trois départements algériens et le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Il sera procédé, jusqu'à nouvel ordre, à la vaccination ou à la revaccination des immigrants au moment de leur arrivée en Algérie, s'ils ne justifient pas qu'ils ont été vaccinés ou revaccinés dans les conditions prévues par le décret du 27 mai 1907.

29 juin 1907. — Loi tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage (5).

Art. 10. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions de l'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

---

(1) P. Zeys, v° Viticulture, n° 1631.
(2) *Rev. Alg.*, 1904. 3. 87.
(3) *Rev. Alg.*, 1907. 3. 45.
(4) *Rev. Alg.*, 1907. 3. 181.
(5) *J. O.*, 4 juillet 1907, p. 4630.

29 juin 1907. — Arrêté du gouv. gén. réglementant la situation des agents temporaires des ponts et chaussées de l'Algérie.

Vu l'arrêté gouvernemental du 27 janvier 1899 régularisant la situation des agents temporaires du service des ponts et chaussées de l'Algérie (1); — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Les agents temporaires des ponts et chaussées actuellement au service des travaux publics de la colonie, en vertu d'une décision spéciale du ministre des travaux publics ou du gouverneur général, et dans les conditions déterminées par l'arrêté gouvernemental du 27 janvier 1899, sont constitués par le présent arrêté en un cadre permanent, mais non renouvelable, et destiné à s'éteindre par la disparition successive des agents qui le constituent. — Ces agents prennent le titre de *commis auxiliaires des ponts et chaussées*. — Ils remplissent les mêmes fonctions que les commis des ponts et chaussées et peuvent occuper des emplois de commis régulièrement autorisés.— Après leur licenciement, ils sont remplacés par des commis des ponts et chaussées.

Art. 2.— Les commis auxiliaires des ponts et chaussées sont répartis en six classes auxquelles sont attribués des salaires fixes annuels égaux aux traitements des six classes correspondantes des commis titulaires fixés par l'arrêté du 2 août 1904 (2), savoir: — Commis auxiliaire principal de 1re classe, 3.800 fr. ; — Commis auxiliaire principal de 2e classe, 3.400 fr. ; — Commis auxiliaire de 1re classe, 3.000 fr. ; — Commis auxiliaire de 2e classe, 2.600 fr. ; — Commis auxiliaire de 3e classe, 2.300 fr. ; — Commis auxiliaire de 4e classe, 2.000 fr. — Les dispositions du règlement sur les allocations accessoires concernant les agents temporaires continuent à leur être applicables.

Art. 3.— Les commis auxiliaires sont promus par le gouverneur général.— Pour obtenir une élévation de classe, ces agents doivent compter au moins trois ans de services dans la classe immédiatement inférieure.— Les commis auxiliaires principaux de 2e classe doivent, en outre, pour être promus au principalat de 1re classe, compter 25 ans de service comme agents temporaires ou commis auxiliaires.

Art. 4.— Les dispositions des art. 9, 10 et 11 de l'arrêté gouvernemental du 2 août 1904 (2) portant réorganisation du personnel des commis des ponts et chaussées et des mines d'Algérie, dispositions relatives à la fixation de la résidence, à la mise en disponibilité et aux mesures disciplinaires, sont applicables en tous points aux commis auxiliaires et ceux-ci sont entièrement assimilés aux commis titulaires en ce qui concerne les congés de ces agents et les passages sur les paquebots subventionnés.

Art. 5.— Le licenciement des commis auxiliaires est prononcé par le gouverneur général. — La limite d'âge est fixée à 60 ans révolus, avec faculté pour l'administration de conserver au delà de cet âge les agents qui leur paraîtraient susceptibles de pouvoir rendre encore de bons services.

Art. 6.— Une retenue de 5 p. 100 est effectuée mensuellement sur le salaire fixe des commis auxiliaires des ponts et chaussées. Cette retenue est versée dans la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions en vigueur pour les cantonniers en ce qui concerne les commis auxiliaires qui n'avaient pas atteint, le 1er janvier 1899, l'âge de 50 ans. Pour ceux d'entre

---

(1) Est. et Lef., *Suppl.* 1899. p. 7.

(2) Est. et Lef., *Suppl.* 1904, p. 55 ; *Rec. Alg.* 1905, 3. 35.

eux qui avaient, à la même date, dépassé cet âge, il a été pris en leur nom un livret individuel à la caisse nationale d'épargne et la retenue est mandatée collectivement à la fin du dernier mois de chaque semestre au nom d'un régisseur qui la dépose et la fait inscrire sur ce livret dont il a la garde. — Les livrets individuels ne sont remis aux intéressés ou à leurs ayants-droit que lorsqu'ils ont cessé d'appartenir à l'administration.

Art. 7, — Le présent arrêté abroge toutes les dispositions réglementaires relatives aux agents temporaires des ponts et chaussées contraires aux présentes et, en particulier, la délégation donnée aux préfets et aux généraux de division, en ce qui concerne la nomination et l'avancement de ces agents par le paragraphe 120 de l'arrêté gouvernemental de délégation de pouvoirs du 29 décembre 1900 (1).

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 8.— Les agents temporaires dont le salaire actuel ne correspond pas à un de ceux fixés par l'art. 2, conservent leur salaire et seront rangés provisoirement dans la classe de commis auxiliaire dont le traitement est immédiatement inférieur au leur. — Ils seront promus à la classe supérieure avec le traitement normal afférent à cette classe sur propositions spéciales de leurs chefs de service. — Exceptionnellement, cet avancement ne sera pas soumis aux règles d'ancienneté édictées par l'art. 3.

30 juin 1907. — Décret du bey rapportant en ce qui concerne l'État, les communes, les établissements publics et les diverses associations, collectivités ou personnes morales placées sous la tutelle ou la surveillance de l'État, les dispositions du « code tunisien des obligations et des contrats » promulgué par décret du 15 décembre 1906.

Vu le décret du 15 décembre 1906 (2), publié au *Journal officiel Tunisien* du même jour, n° 100 — partie supplémentaire — et portant promulgation du « code tunisien des obligations et des contrats » :

Art. unique. — Est expressément maintenue la législation antérieure au code susvisé, relative aux créances actives et passives, actuelles ou futures, et, en général, aux droits et obligations quelconques, nés ou à naître, de l'État, des communes, des établissements publics et des diverses associations, collectivités ou personnes morales, placées sous la tutelle ou la surveillance de l'État. — Sont, en conséquence, rapportées les dispositions du code contraires à cette législation soit explicitement, comme en matière de prescription, de privilège, de contribution ou d'obligation au paiement des impôts, etc., soit implicitement.

2 juillet 1907. — Loi relative à la protection et à la tutelle des enfants naturels(3).

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

---

(1) Est. et Lef. *Suppl.* 1900, p. 114 ; *Rec. Alg.* 1900. 3. 170.

(2) *Rec. Alg.* 1907. 3. 201.

(3) *J. O.*, 4 juillet 1907, p. 4629. — Cette loi modifie les art. 383, 384, 389 et 442, c. civ.

2 juillet 1907. — Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Oran, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Mostaganem à la Macta.

2 juillet 1907. — Décret relatif aux aspirants au certificat de capacité inscrits à l'école de droit d'Alger.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, — Vu la loi du 20 décembre 1879 (1) ; — Vu le décret du 5 juin 1880 (2) ; — Vu le décret du 14 février 1905 ; — Vu l'arrêté du 30 avril 1906 ; — Vu le décret du 21 juillet 1897 ; — Vu la loi du 27 février 1880 ; — Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu ;

Art. 1er. — A l'école de droit d'Alger, les aspirants au certificat de capacité institué par le décret du 14 février 1905 peuvent présenter au deuxième examen, comme matière à option, la législation coloniale au lieu et place du droit industriel.

4 juillet 1907. — Décret du bey modifiant l'art. 1er du décret du 19 août 1900 et les art. 19 et 20 du décret du 25 mai 1905 sur le crédit agricole.

Vu notre décret du 19 août 1900, qui a organisé le crédit agricole par voie de nantissement des récoltes et réglementé les opérations de prêt et autres qui en dérivent (3) ; — Vu notre décret du 25 mai 1905, qui a déterminé la condition juridique et le mode de fonctionnement des caisses locales et régionales de crédit agricole mutuel (4) ; — Considérant que l'expérience a démontré la nécessité de compléter ou de modifier certaines dispositions de ces décrets ; — Après nous être assuré de l'assentiment du gouvernemen français ; — Sur le rapport de notre premier ministre ;

Art. 1er. — L'art. 1er de notre décret du 19 août 1900 est ainsi modifié :

« *Art. 1er.* — Les récoltes, détachées ou non, et tous les produits, naturels ou industriels, résultant de l'exploitation agricole, y compris les animaux et le matériel non immeubles par destination, peuvent faire l'objet d'un nantissement sans être mis en la possession du créancier ou d'un tiers ».

Art. 2. — L'art. 19 de notre décret du 25 mai 1905 est abrogé et remplace par les dispositions suivantes :

« *Art. 19.* — Le remboursement des effets échus peut être poursuivi : — Soi contre l'association, en totalité ; — Soit contre chaque nombre (5) isolément, savoir : en totalité, si, aux termes des statuts, les associés sont solidairement tenus des engagements de la caisse ; au marc le franc de sa part d'intérêt seulement, dans le cas contraire. — Le trésor a également action, soit contre

---

(1) Est. et Lef., p. 518.
(2) Est et Lef., p. 529.
(3) *Rec. Alg.*, 1901. 3. 4.
(4) *Rec. Alg.*, 1905. 3. 265.
(5) Lire sans doute : *membre*.

les sociétés locales, soit contre leurs membres, suivant les distinctions ci-dessus, à concurrence des sommes qu'elles ont reçues de la société régionale et qu'elles ne lui ont pas encore remboursées à la date des échéances des effets. — La procédure de recouvrement est celle édictée par l'art. 6 du décret du 28 décembre 1900. — En cas de concurrence avec d'autres créanciers, le trésor est privilégié par préférence à tous autres pour le recouvrement de ses avances, en principal, intérêts et accessoires ».

Art. 3. — L'art. 20 du même décret est ainsi modifié et complété :

« *Art. 20.* — Pour le règlement intérieur, entre les membres de l'association, du remboursement des avances, l'association ou le membre qui a payé pour elle au trésor a action contre chacun des autres membres, dans la proportion de sa part d'intérêt dans la société. — Si l'un ou plusieurs de ces derniers sont insolvables, la perte qu'occasionne cette insolvabilité se répartit entre tous les autres membres de l'association dans la proportion indiquée ci-dessus. »

4 juillet 1907. — Décret du bey sur les sociétés coopératives agricoles.

Vu notre décret du 8 janvier 1904 (1) et le décret du président de la République française du 7 mai suivant (2), qui ont autorisé la banque de l'Algérie à s'installer dans la régence ; — Vu la convention annexée à ces décrets, intervenue entre notre directeur des finances et le directeur de la banque, et aux termes de laquelle la banque s'est engagée à verser au trésor tunisien à titre de prêt, une somme de un million de francs en capital et en toute propriété, une redevance annuelle variable ; — Vu notre décret du 25 mai 1905, qui a déterminé la condition juridique et le mode de fonctionnement des caisses locales et régionales de crédit agricole mutuel (3) ; — Considérant que pour faciliter le développement et le succès de l'industrie agricole, il convient de doter la régence de sociétés coopératives agricoles ; — Après nous être assuré de l'assentiment du gouvernement français, — Sur le rapport de notre premier ministre ;

Art. 1er. — Les sociétés coopératives agricoles peuvent se constituer librement, sans l'autorisation du gouvernemet. — Elles ont le caractère de sociétés commerciales. Elles sont soumises à toutes les dispositions de la loi française relatives aux sociétés de cette nature, non contraires à législation locale et aux articles ci-après. — Elles ont la personnalité civile et peuvent rester (4) en justice. — Elles ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement.

Art. 2. — Peuvent faire partie d'une société coopérative agricole : — 1° Les propriétaires de fonds ruraux situés dans la circonscription de la société, sans distinction entre les propriétaires faisant valoir leurs biens par autrui et ceux exploitant eux-mêmes ; — 2° Les fermiers, métayers, régisseurs, gardes, horticulteurs, pépiniéristes, maraîchers, serviteurs, ouvriers et en général tous préposés ou employés à la culture de ces fonds ; — 3° Les industriels, fabricants ou commerçants et en général, toutes personnes qui, dans la circonscription, vendent ou achètent du matériel ou des produits agricoles ou

---

(1) *Rec. Alg.*, 1904. 3. 144.

(2) *Rec. Alg.*, 1904, 3. 147.

(3) *Rec. Alg.*, 1905, 3. 265.

(4) Lire sans doute : *ester*.

exercent une profession connexe à celle de propriétaire rural ou d'agriculteur, ou concourent au placement de produits agricoles.

Art. 3, — Les sociétés coopératives agricoles ont pour objet d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant, soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'achat et la vente à leurs membres de tous produits ou matériels relatifs à l'agriculture, soit enfin l'exécution des travaux agricoles d'intérêt collectif. — Toutes autres opérations leur sont interdites.

Art. 4. — Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. — Il peut être constitué à l'aide de souscriptions des membres de l'association. Les souscriptions forment des parts qui peuvent être de valeur inégale ; elles sont nominatives et ne peuvent être cédées qu'à des membres de l'association ou à des personnes réunissant les conditions requises pour en faire partie et avec l'agrément de l'association. — La société n'est valablement constituée qu'après versement du quart du capital souscrit. — Si elle est fondée sous la forme de société à capital variable, le capital ne peut être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants, au-dessous du montant du capital de fondation.

Art. 5. — Les statuts déterminent le siège, la circonscription territoriale et le mode d'administration de la société ; la nature et l'étendue de ses opérations ; les conditions nécessaires à la modification de ces statuts et à la dissolution de la société ; la composition du capital ; la proportion dans laquelle chaque associé contribue à la constitution de ce capital et les conditions de retraite. — Ils fixent le nombre des parts et l'intérêt à leur allouer, lequel ne peut dépasser cinq pour cent du capital versé. — Ils règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société. — En aucun cas, les associés sortants ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation et le règlement des opérations et obligations contractées par la société, antérieurement à leur sortie.

Art. 6. — Les statuts déterminent également les prélèvements à opérer au profit de la société sur les opérations faites par elle. — Les sommes résultant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital social, sont d'abord affectées, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié de ce capital. Le surplus peut être réparti, à la fin de chaque exercice entre les membres de la société, au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. Il ne peut, en aucun cas, être réparti sous forme de dividende. — A la dissolution volontaire ou forcée de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif net, s'il en existe, sont partagés entre les sociétaires, proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole.

Art. 7. — Avant toute opération, les statuts avec la liste complète des administrateurs, gérants ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs noms, professions et domiciles et le montant de chaque souscription sont, par dérogation aux conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires, déposés en double exemplaire au greffe de la justice de paix du canton dans lequel la société a son siège. — Dans le premier trimestre de chaque année, il est en outre déposé au même greffe et également en double exemplaire, la liste des membres faisant partie de l'association au premier janvier, ainsi que le tableau sommaire des recettes et dépenses et des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent. — Il est donné récépissé de chacun de ces dépôts. — L'un des doubles de chaque document déposé es adressé, séance tenante, par le juge de paix au greffe commercial du tribunal

de l'arrondissement judiciaire. — Les deux doubles sont communiqués à tout requérant.

Art. 8. — Les sociétés coopératives agricoles ne peuvent être gérées et administrées que par un ou plusieurs de leurs membres. — Les directeurs, gérants ou administrateurs sont personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions du présent décret, du préjudice résultant de cette violation. — En outre, au cas de fausse déclaration relative aux statuts, ou aux noms et qualités des directeurs, gérants, administrateurs ou sociétaires, ils peuvent être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 fr.

Art. 9. — Par dérogation à l'art. 13 du décret du 25 mai 1905, le produit de la redevance annuelle à verser au Trésor tunisien par la Banque de l'Algérie, en exécution de la convention des 21 décembre 1903 et 8 janvier 1904 et par le décret du président de la République française du 7 mai 1904, pourra, jusqu'à concurrence du tiers de ladite redevance annuelle, être attribué, sur leur demande et à titre de prêt sans intérêt, aux sociétés coopératives agricoles constituées et fonctionnant suivant les prescriptions du présent décret. — Cette attribution pourra avoir lieu, soit directement, soit par l'intermédiaire des sociétés régionales de crédit agricole.

Art. 10. — Sont seules admises à participer aux avances gracieuses prévues par l'article qui précède, les sociétés coopératives agricoles dont les directeurs, administrateurs, gérants, présidents, vice-présidents, secrétaires, trésoriers, et en général, tous les membres du conseil ou du bureau d'administration sont français ou tunisiens. — Pour profiter de ces avances, ces sociétés doivent en faire la demande par écrit au directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation auquel il appartient d'instruire cette demande, d'accord avec le secrétaire général du gouvernement et avec le directeur des finances, et de la soumettre à la commission prévue à l'article suivant. — Cette demande doit indiquer, d'une manière précise, la destination des fonds sollicités. Elle doit, en outre, être accompagnée d'un exemplaire de chacun des documents relatifs à la constitution et au fonctionnement de l'association. Elle emporte engagement, par celle-ci, de se soumettre, sans réserve, à toutes les vérifications que le directeur des finances est, par le seul fait de l'admission de la société aux avances, autorisé à faire effectuer par ses inspecteurs, à toute époque, dans les écritures, la caisse et le portefeuille de ladite société.

Art. 11. — La commission supérieure de répartition instituée par l'art. 15 du décret du 25 mai 1905, comprendra désormais, en sus des membres désignés audit article, trois représentants des sociétés coopératives légalement établies. Ces représentants sont pris parmi les membres des dites sociétés et désignés par décret pour deux ans. — Il sera procéder à l'avenir, sur l'avis de la commission ainsi constituée et dans les formes déterminées par ledit article, à la répartition des avances prévues par les art. 13 et 14 du décret du 25 mai 1905 susvisé ; 21 du décret du 20 mai 1907 sur les sociétés de prévoyance indigènes, et 9 et 10 du présent décret. — Les garanties et la procédure de recouvrement édictées par le présent décret s'appliquent de plein droit aux avances consenties aux sociétés indigènes de prévoyance, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions dudit décret du 20 mai 1907.

Art. 12. — Le total des avances consenties à chaque société coopérative agricole ne peut, à aucun moment, excéder le double de capital de souscriptions versé en espèces ; à moins toutefois que la société ne fournisse, au moment de la réalisation d'un prêt, le cautionnement solidaire d'une société régionale de crédit agricole mutuel, ou d'autres garanties matérielles justifiant une majoration desdites avances, dont le total ne pourra jamais excéder le quadruple du même capital. — Ces avances ne peuvent être faites pour une durée supérieure à celle de la société, au maximum de 25 ans. Cette durée ne peut d'ailleurs excéder dix ans que si la société s'engage à rembourser le

montant des avances par annuités égales à compter de la onzième année. Elles peuvent être renouvelées. Il est procédé, pour le renouvellement, conformément aux art. 10 et 11 ci-dessus. — Aucune nouvelle avance ne peut être consentie avant remboursement ou renouvellement des avances antérieures arrivées à échéance.

Art. 13. — Il est fait compte aux sociétés des avances qui leur sont consenties en vertu du présent décret au moyen d'ordonnances de paiement émises par le directeur des finances sur la recette générale des finances. — En représentation de chaque réalisation partielle du crédit, la société bénéficiaire remet au receveur général, en même temps que son acquit sur l'ordonnance de paiement, un effet à l'échéance indiquée par la décision de répartition. Cet effet est signé par le directeur, président ou gérant qui engage, de ce fait, la société de plein droit et sans qu'il soit nécessaire d'insérer une disposition spéciale à cet effet dans les statuts.

Art. 14. — Le montant de chaque avance est remboursable à l'expiration du délai pour lequel l'avance a été consentie. — Toutes les avances deviennent également et immédiatement remboursables en cas d'infraction aux dispositions du présent décret, de violation des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement. — Toute avance non remboursée à l'échéance ci-dessus prévue devient, de plein droit, productive d'intérêt à 5 p. 100 l'an, à partir de ladite échéance.

Art. 15. — Le remboursement des effets échus peut être poursuivi : — Soit contre l'association, en totalité ; — Soit contre chaque membre isolément, savoir : en totalité, si, aux termes des statuts, les associés sont solidairement tenus des engagements de la société ; au marc le franc de sa part d'intérêt seulement, dans le cas contraire. — La procédure de recouvrement est celle édictée par l'art. 6 du décret du 28 décembre 1900. — En cas de concurrence avec d'autres créanciers, le trésor est privilégié par préférence à tous autres pour le recouvrement de ses avances en principal, intérêts et accessoires.

Art. 16. — Pour le règlement intérieur, entre les membres de l'association, du remboursement des avances, l'association ou le membre qui a payé pour elle au trésor a action contre chacun des autres membres, dans la proportion de sa part d'intérêt dans la société. — Si l'un ou plusieurs de ces derniers sont insolvables, la perte qu'occasionne cette insolvabilité se répartit entre tous les autres membres de l'association, dans la proportion indiquée ci-dessus.

Art. 17. — Dans le courant du premier trimestre de chaque année, un compte rendu des opérations faites pendant l'exercice précédent, en exécution des art. 10 et suivants du présent décret, est établi par le directeur des finances et publié au *Journal Officiel*.

Art. 18. — Des arrêtés du directeur des finances, pris d'accord avec le directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, détermineront, s'il y a lieu, les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les sociétés coopératives agricoles, ainsi que toutes autres mesures propres à assurer l'exécution financière du présent décret.

9 juillet 1907. — **Décret** relatif au traitement des receveurs municipaux des communes d'Algérie.

Sur le rapport des ministres de l'intérieur et des finances ; — Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation communale en Algérie (1) ; — La loi du 21 juin

---

(1) Est. et Lef., p. 629.

1865 sur les associations syndicales et le décret du 31 octobre 1866, qui rend cette loi exécutoire en Algérie (1) ; — Le décret du 20 janvier 1858, portant règlement sur les recettes municipales en Algérie (2) ; — La décision ministérielle du 19 mars 1858 (3) et l'arrêté gouvernemental du 20 mai 1865 (4), fixant le tarif des remises attribuées aux receveurs municipaux et aux receveurs des contributions diverses qui gèrent les deniers des bureaux de bienfaisance ; — L'arrêté ministériel du 7 octobre 1858, fixant les remises allouées aux receveurs des contributions diverses chargées en Algérie d'assurer la gestion financière des communes (5) ; — L'arrêté du gouverneur général du 15 avril 1885, portant réglementation des remises allouées aux receveurs des communes et établissements de l'Algérie (6) ; — Le décret du 27 juin 1876, réglant la rémunération des receveurs des communes, des hospices et des bureaux de bienfaisance de la métropole ; — Le décret du 6 décembre 1903, qui attribue pendant une période déterminée, un traitement fixe annuel aux receveurs des communes et établissements précédemment rémunérés au moyen de remises en Algérie (7) ;

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1909, les receveurs des communes seront rémunérés au moyen d'un traitement fixe annuel, arrêté par le préfet, sur la proposition du directeur des contributions diverses, d'après les bases indiquées à l'article suivant. — Le même mode de rémunération sera appliqué aux trésoriers des associations syndicales et des bureaux de bienfaisance européens, quand ces comptables seront en même temps receveurs municipaux spéciaux ou receveurs des contributions diverses.

Art. 2. — Le traitement fixe sera déterminé par l'application du tarif des ordonnances des 17 avril et 23 mai 1839 à la moyenne des opérations, tant ordinaires qu'extraordinaires, des recettes et des dépenses effectuées pendant les cinq derniers exercices, déduction faite des opérations non passibles de remises. Toutefois, en ce qui concerne les receveurs municipaux spéciaux, le traitement ainsi obtenu sera majoré d'une moitié, pour la gestion des communes. — Si pendant un ou plusieurs des exercices ayant servi de base à la détermination du traitement, des opérations exceptionnelles ont été faites par les communes ou établissements, le préfet pourra, sur la demande des municipalités, syndicats ou commissions administratives, distraire ces opérations du décompte.

Art. 3.— Lorsqu'une partie d'une commune en sera détachée, le traitement du receveur municipal sera diminué proportionnellement aux revenus ordinaires afférents aux territoires distraits. — Le traitement du receveur municipal qui gérera les nouveaux territoires sera augmenté d'une somme égale à la diminution subie par son collègue, sauf à tenir compte, s'il y a lieu, par une augmentation de la moitié ou par une diminution du tiers, de la majoration prévue à l'art. 2 en faveur des receveurs municipaux spéciaux. — La règle posée dans les deux paragraphes précédents est applicable en cas de création ou de fusion de communes. — En cas de création d'une association syndicale ou d'un bureau de bienfaisance, le chiffre des revenus ordinaires

---

(1) Est. et Lef., p. 317.
(2) Est. et Lef., p. 202.
(3) Est. et Lef., p. 205.
(4) Est. et Lef., p. 302.
(5) Est. et Lef., p. 208.
(6) Est. et Lef., p. 655 ; *Rec. Alg.*, 1885. 3. 139.
(7) Est. et Lef., *Suppl.* 1902-03, p. 259 ; *Rec. Alg.*, 1904. 3. 8.

prévu au budget du nouvel établissement servira de base au calcul du traitement du receveur, et il sera fait application du tarif, doublé des ordonnances des 17 avril et 23 mai 1839.

Art. 4.— Les réclamations formées par les receveurs, les municipalités, les syndicats et les commissions administratives des bureaux de bienfaisance contre le chiffre du traitement arrêté par le préfet, seront soumises au gouverneur général de l'Algérie, qui statuera définitivement. Elles devront être présentées dans le délai de deux mois à partir de la notification de l'arrêté préfectoral.

Art. 5.— Les conseils municipaux et les syndicats pourront, avec l'approbation du préfet et sur l'avis favorable du directeur des contributions diverses, élever d'un dixième le traitement des receveurs spéciaux ou des receveurs des contributions diverses chargés de la gestion financière des communes ou des syndicats.

Art. 6. — Chaque fois que la moyenne des recettes ordinaires sera, pour les cinq derniers exercices clos, supérieure ou inférieure d'un dixième à la moyenne des exercices qui auront servi à fixer la rémunération actuelle du receveur, le comptable (1), la municipalité, le syndicat ou la commission administrative du bureau de bienfaisance pourra demander au préfet la revision du traitement ; toutefois, un intervalle de cinq ans au moins devra nécessairement séparer deux revisions successives. La première revision ne pourra avoir lieu avant le 1er janvier 1914.— Le préfet, après avoir pris l'avis du directeur des contributions diverses, aura la faculté de procéder à ladite revision, ou de l'ajourner, sauf recours des parties intéressées devant le gouverneur général. – Si la revision est accordée, l'augmentation ou la réduction de traitement sera calculée au moyen de l'application du tarif, doublé des ordonnances des 17 avril et 22 mai 1839, à tous les recettes ordinaires formant la différence en plus ou en moins. Ce tarif, majoré s'il y a lieu de moitié, sera employé suivant les tranches dans lesquelles tomberaient lesdites recettes, si l'on avait à calculer des remises conformément aux ordonnances précitées. — Des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie pourront, par mesure générale, écarter des revenus ordinaires devant servir de base aux rapprochements et aux calculs indiqués dans les trois premiers paragraphes du présent article, tout ou partie des subventions qui, à l'avenir, seront accordées aux communes par la colonie ou les départements.

Art. 7. — Les frais de gestion et de bureau ne seront supportés par les receveurs spéciaux que jusqu'à concurrence du quart de leur traitement ; le surplus sera à la charge de la commune ou de l'établissement. — En cas de désaccord entre le comptable et la commune ou l'établissement sur le chiffre de ces frais, le préfet statuera, après avoir pris l'avis du directeur des contributions diverses, et sauf recours au gouverneur général. — Les frais de gestion et de bureau demeureront entièrement à la charge des receveurs des contributions diverses : ces comptables ne subiront la retenue au profit de la caisse des pensions civiles que sur les trois quarts du traitement fixe déterminé conformément aux dispositions de l'art. 2 ci-dessus.

Art. 8. — Les receveurs municipaux spéciaux sont divisés en trois classes, savoir : — Une 1re classe comprenant les receveurs ayant un traitement supérieur à 10.000 fr. ; — Une 2e classe comprenant les receveurs ayant un traitement supérieur à 5.000 fr. ; — Et une 3e classe comprenant tous les autres receveurs. — Le cautionnement de ces comptables est fixé à sept fois et demie, six fois et demie ou quatre fois et demie le montant du traitement suivant qu'ils appartiennent à la 1re, à la 2e ou à la 3e classe. Le chiffre du

---

(1) Ainsi rétabli par un erratum, *J. O.*, 24 juillet 1907, p. 5145

traitement qui sert au classement des comptables et à la détermination de leur cautionnement ne doit pas comprendre la majoration prévue à l'art. 2. — Les receveurs municipaux spéciaux chargés de la gestion d'un syndicat ou d'un bureau de bienfaisance sont astreints, pour chacune de ces gestions, au versement d'un nouveau cautionnement calculé comme il vient d'être dit. — Les cautionnements seront toujours portés à une somme ronde multiple de 100.

Art. 9. — Dans tous les cas d'une vacance d'une recette municipale, le service intérimaire est immédiatement dévolu, sur la proposition du directeur des contributions diverses, à un agent de ce service, en vertu d'un arrêté du préfet. L'intérimaire a droit à la moitié du traitement fixe qui serait servi au receveur titulaire, tous les frais de gestion et de bureau restant à la charge de la cammune.

Art. 10. — Les dispositions qui précèdent seront immédiatement appliquées aux receveurs qui entreront en fonctions ou seront appelés à un autre poste postérieurement à la promulgation du présent règlement. — Les comptables en fonctions conserveront dans leurs gestions actuelles les émoluments qui leur ont été attribués à la suite de la revision prescrite par le décret du 6 décembre 1903, art. 2 (1). Ces traitements ne pourront être revisés que sur la demande des communes ou établissements et dans leur intérêt, chaque receveur conservant la faculté d'opter à toute époque pour l'application du nouveau régime à l'ensemble des gestions qui lui sont confiées.

Art. 11. — Le gouverneur général détermine, par des arrêtés spéciaux, les traitements fixes des receveurs chargés de la gestion des communes ou établissements situés dans les territoires du sud de l'Algérie.

15 juillet 1907. — Circulaire du gouv. gén. relative à l'emploi dans les travaux publics de la colonie des chaux et ciments fabriqués en Algérie.

A la suite d'observations faites et de vœux émis par les délégations financières, j'ai formulé, dans une circulaire du 26 juin 1903 (direction des travaux publics, n° 5565), des instructions en vue de favoriser, dans la plus large mesure compatible avec la bonne exécution des constructions, l'emploi sur tous les chantiers publics de la colonie, des chaux et ciments fabriqués en Algérie. Ces mesures jugées nécessaires à la protection et au développement de l'industre algérienne naissante, devaient être étendues, aussi bien aux travaux départementaux et communaux qu'à ceux qui sont payés sur les fonds du budget colonial.

Elles peuvent se résumer comme suit :

1° Les rédacteurs des projets doivent s'abstenir de prescrire dans les cahiers des charges l'emploi de marques déterminées de chaux ou de ciment. Chaque cahier des charges doit seulement définir avec précision les conditions de qualité et les essais de réception auxquels la matière fournie aura à satisfaire, en réservant à l'ingénieur ou à l'architecte le pouvoir d'agréer, au cours des travaux, sur la présentation de l'entrepreneur, les usines d'où proviendront les chaux ou les ciments. (Ces prescriptions, mises en vigueur, dans la métropole pour les travaux du service des ponts et chaussées par une circulaire du 7 mars 1902 et un arrêté du 2 juin 1902 de M. le ministre des travaux publics, avaient déjà été étendues, en Algérie, aux travaux payés sur

(1) Ainsi corrigé par un erratum, *J. O.*, 24 juillet 1907, p. 5145.

les fonds du budget colonial, par mes circulaires en date des 11 et 28 juillet 1902).

2° La pratique consistant à imposer, pour les chaux et ciments de provenance algérienne reconnus de bonne qualité, un dosage supérieur à celui qui est admis pour les mêmes produits de la métropole, est prohibée en principe. Au cas où, pour certains travaux comportant des sujétions ou des risques spéciaux, des dosages différents suivant la provenance des liants paraîtraient indispensables, des justifications précises seraient exigées dans les rapports à l'appui des projets.

3° Enfin, à valeur égale, il est prescrit d'accorder la préférence aux produits de la colonie remplissant, d'ailleurs, les conditions de qualité imposées.

Après plusieurs années de ce régime, j'ai le regret de constater que mes instructions ne sont pas suivies d'une manière satisfaisante, non seulement et surtout dans leur esprit, mais pas même au point de vue de l'exécution littérale.

En ce qui concerne les travaux soldés sur les fonds du budget colonial, tous les projets de quelque importance sont soumis à l'approbation de l'administration centrale. Or, je suis obligé de veiller d'une manière constante à ce que MM. les ingénieurs ne cherchent pas à s'écarter systématiquement des règles rappelées ci-dessus, soit en prévoyant, sans motifs déterminants, l'emploi des liants brevetés, soit en imposant, sans nécessité réelle, des conditions de résistance que peuvent seuls donner les produits des usines métropolitaines les plus parfaits et aussi les plus chers, soit par d'autres procédés analogues.

Quant aux travaux départementaux et communaux, ce n'est qu'exceptionnellement que j'ai occasion d'en examiner les projets lorsqu'ils sont subventionnés par la colonie. Or, je remarque que, dans la majorité de ces projets, les agents-voyers, architectes ou ingénieurs tiennent pour lettre morte ma circulaire sus visée du 26 juin 1903 et continuent à imposer dans les cahiers des charges l'emploi de marques déterminées de chaux et de ciments qui sont presque toujours des marques métropolitaines. Je suis donc fondé à supposer qu'il doit en être de même pour les projets de cette nature qui ne sont pas soumis à mon examen.

C'est pour ces motifs que j'ai cru indispensable de rappeler, en les précisant, les décisions prises antérieurement en faveur de l'industrie algérienne des chaux et ciments et dont je suis fermement décidé à exiger la stricte application. Je préciserai en particulier :

1° Que l'emploi des liants brevetés ne doit être prévu que dans des circonstances exceptionnelles et justifié spécialement dans les rapports à l'appui des projets ;

2° Que dans la fixation des conditions de résistance imposées aux chaux et ciments pour chaque projet, il convient que les auteurs des projets bornent leurs exigences à ce qui est raisonnablement nécessaire pour résister aux efforts prévus d'après la nature et l'objet des travaux.

En transmettant ces instructions à MM. les ingénieurs, vous voudrez bien leur faire connaître que mon intention formelle est de réprimer toute négligence et, à fortiori, toute mauvaise volonté dans leur application.

En ce qui concerne les travaux départementaux et communaux, je vous serai obligé d'adresser au service vicinal et aux municipalités les recommandations nécessaires, en signalant notamment que, si les auteurs des projets sont embarrassés pour spécifier les conditions auxquelles doivent satisfaire les chaux et les ciments, ils trouveront un guide précieux dans les cahiers des charges types annexés à l'arrêté du ministre des travaux publics en date du 2 juin 1902 (publiés dans le commerce, notamment par le *Journal général de l'Algérie et de la Tunisie*).

Il vous appartiendra, d'autre part, de tenir la main à l'observation des

règles posées, en particulier en refusant votre visa à ceux des projets dans lesquels on s'en serait écarté et dont l'approbation est de votre compétence. Mon administration y veillera elle-même, relativement aux projets subventionnés dont les dossiers sont soumis à son examen.

Je notifie directement la présente circulaire à MM. les ingénieurs en chef des ponts et chaussées.

Nota. — Les observations qui précèdent ne s'appliquent pas aux travaux :

1° En prise à l'eau salée ;

2° Exécutés dans des terrains sulfatés ou magnésiens.

Les décompositions possibles des mortiers dans ces deux cas rendent indispensables, pour le choix des chaux et ciments, des précautions exceptionnelles qui font l'objet d'instructions spéciales de l'administration.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE

TOME VINGT-TROISIÈME

ANNÉE 1907

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME VINGT-TROISIÈME

ANNÉE 1907

PREMIÈRE PARTIE

DOCTRINE ET LÉGISLATION

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Pages

Droit musulman. — Essai de codification du droit musulman algérien, par M. Ed. NORÈS, juge d'instruction au tribunal de Batna (*suite*).. ..... 11, 25, 101
(V. les années 1903, 1904, 1905 et 1906).

V. *Législation algérienne.*

Enseignement. — La situation de l'école de droit d'Alger, par M. Marcel MORAND, directeur de l'école de droit d'Alger..... 201

Pages

Législation algérienne. — L'Algérie et la loi sur les accidents du travail, par M. Jean THOMAS, professeur à l'école de droit d'Alger..... ... 41, 73

——— La composition du conseil supérieur de gouvernement et l'exclusion de l'archevêque d'Alger (Le décret du 23 août 1898, la loi du 19 décembre 1900 et le décret du 16 mai 1907), par M. Emile LARCHER, professeur à l'école de droit d'Alger..... 153

——— La date de la seconde session ordinaire des conseils généraux d'Algérie (Le décret du 7 juillet 1906 et la loi du 26 juillet 1873), par M. Emile LARCHER..... 66

——— Le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et l'application de la loi musulmane aux indigènes de l'Algérie, par M. Marcel MORAND..... 125

——— Les arrêtés de l'intendant civil. — A propos d'une dépêche du gouverneur général du 16 mars 1903, par M. Emile LARCHER..... 169

——— Les cours criminelles en Algérie, commentaire de la loi du 30 décembre 1902, par M. Gilbert MASSONIÉ, avocat, docteur en droit..... ..... 131, 160, 183

Travaux parlementaires. — Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1906, par M. Emile LARCHER..... 1

Tunisie. — Observations critiques sur le code tunisien des obligations et des contrats, par M. Emile LARCHER..... 193

BIBLIOGRAPHIE

CODE DE L'ALGÉRIE ANNOTÉ, par Robert ESTOUBLON et Adolphe LEFÉBURE, continué avec la collaboration de M. NORÈS, juge au tribunal de Batna. *Supplément*, année 1904. — Un vol. in-8°, 120 et 32 p. — Alger, Jourdan, 1907 (E. L.)..... 72

——— *Supplément*, année 1905 — Un vol. in-8°, 122 et 40 p. — Alger, Jourdan, 1907 (E. L.)..... 200

Pages

De la condition juridique des indigènes d'Algérie sous la domination française, par Georges Klein. — Thèse, Paris, 1906, 159 p., Giard et Brière, édit. (E. L.)..... 212

Du régime de l'indigénat en Algérie, par Jacques Aumont-Thiéville. — Thèse, Paris, 1906, 223 p., A. Rousseau, édit. (E. L.) 212

Étude sur la constitution de la propriété foncière en Tunisie, par René Puech. — Thèse, Paris, 1905, 203 p., Marchal et Billard, édit. (E. L.)..... 212

La frontière algéro-marocaine, par Maurice Faujas. — Thèse, Grenoble, 1906, 140 p., Typ. Vallier (E. L.)..... 212

La législation forestière de l'Algérie, par Angel-Paul Carayol. — Thèse, Paris, 1906, 276 p., A. Rousseau, édit. (E. L.)..... 212

La politique européenne au Maroc a l'époque contemporaine, par André Leblanc. — Thèse, Paris, 1906, 248 p., A. Rousseau, édit. (E. L.)..... 212

Le commerce algérien (Rapports avec la France et l'Étranger), par P. Delorme, sous-chef du bureau du commerce et de l'industrie au gouvernement général de l'Algérie. — Deux vol. in-8°, vii et 491, 463-lxiv p., Alger, Imp algérienne, 1906 (E. L.).... 99

Le nantissement immobilier en droit indigène algérien, par William Oualid, docteur ès-sciences juridiques, docteur ès-sciences politiques et économiques, lauréat de l'école de droit d'Alger et de la faculté de droit d'Aix. — Paris, Bonvalot-Jouve, édit. 1907 (M. M.)..... 207

Le secret des actes d'huissiers : Loi du 15 février 1899 ; historique, commentaire et application, par Gilbert Massonié, docteur en droit, avocat. — Une broch. in-8°, 30 p., Alger, Imp. adm. Gojosso, 1907 (E. L.)..... 191

L'extension de la juridiction et de la nationalité française en Tunisie, par Mardoché Smaja. — Une broch. in-8°, 53 p, Tunis, Express-Imprimerie, 1905 (E. L.)..... 192

Les délégations financières d'Algérie, par Marcel Besnard. — Thèse, Paris, 1906, 114 p., A. Rousseau, edit. (E. L.)..... 212

Les douanes en Algérie, par P. Moucheront, directeur des douanes d'Algérie. — Un fort vol. in-8°, xxii-769 p., Alger, Jourdan, 1907 (E. L)..... 208

Pages

LES PROPRIÉTAIRES, LA MAIN D'ŒUVRE ET LE CRÉDIT AGRICOLE EN TUNISIE, par G. ENRIQUEZ. — Thèse, Paris, 1906, 178 p., Jouve, imp. (E. L.)..... 212

PRINCIPES DE COLONISATION ET DE LÉGISLATION COLONIALE, par Arthur GIRAULT, professeur d'économie politique à l'université de Poitiers, membre de l'institut colonial international. — 3e édit., revue et augmentée, 3 vol. in-18, t. I et II. Paris, Larose et Tenin, édit. 1907 (M. M.)..... 206

PROJET DE CODIFICATION DU DROIT MUSULMAN. — I. Rapports relatifs à la codification ; avis des présidents des tribunaux, procureurs de la République, juges de paix et cadis. — Un vol. in-8°, 195 p , Alger, 1906. — II. Résumé des avis exprimés au sujet de la codification ; procès-verbaux des séances de la commission ; rapport-programme de M. MORAND, directeur de l'école de droit d'Alger ; texte de l'avant projet du code concernant le mariage. — Un vol. in-8°, 181 p., Alger, 1906 (Publications du gouvernement général de l'Algérie) (Emile LARCHER)..... 121

STATISTIQUE GÉNÉRALE DE L'ALGÉRIE (*Année 1905*). — Une forte broch. in-8°, 325-XIX p., Alger, Imprimerie Fontana, 1906 (Publication du gouvernement général de l'Algérie) (E. L.)..... 210

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

ACT

A

Pages

Acquit-à-caution. — V. *Octroi de mer.*

Actes sous seings privés, *indigènes et européens, écriture dans les langues des contractants, formalité substantielle, nullité relative, exécution volontaire, renonciation.*

Si l'art. 1er de l'arrêté du général commandant en chef le corps d'occupation du 9 juin 1831 dispose que « Toute convention quelconque sous seing privé, entre des européens et des indigènes, ne sera valable qu'autant qu'elle aura été écrite dans les langues des contractants, placées en regard l'une de l'autre », la nullité ainsi édictée n'est que relative : elle peut être couverte par une exécution volontaire ou une renonciation

Est donc recevable à invoquer cette nullité celui qui s'est prévalu du contrat et en a demandé l'exécution sans réserves.

Cour de cass. (ch. civ.), 26 mai 1906, et la note de E. L. 37

——— *rédaction, langue étrangère, arrêté du 9 juin 1831, inapplicabilité en Tunisie.*

Aucune loi n'interdit de rédiger un acte sous seings privés dans une langue étrangère à l'une des parties ; l'acte est valable si cette partie, en y apposant sa signature, s'est rendu compte de la portée des engagements qu'elle prenait. Si un arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 9 juin 1831 a dérogé à cette règle en ce qui concerne les contrats passés entre européens et indigènes, il est de jurisprudence constante que cet arrêté n'est pas applicable en Tunisie.

Trib. de Tunis (2e ch.), 14 juin 1906, et la note de E. L. 205

Pages

Administration pénitentiaire. — V. *Dénonciation calomnieuse.*

Affrêtement. *défaut d'acte écrit, validité, commencement d'exécution, preuve.*

La formalité de l'écriture n'est exigée que pour la preuve et non pour la validité du contrat d'affrêtement.

Le commencement d'exécution, constituant un aveu tacite, suffit à lui seul pour prouver le contrat d'affrêtement, sans qu'il soit nécessaire d'y adjoindre un commencement de preuve par écrit.

Cour d'Alger (3e ch.), 30 novembre 1905. 126

Agents des finances, *Tunisie, achour, recensement, entraves aux opérations, irrespect, infraction.*

Le fait d'apporter des entraves aux opérations des agents des finances chargés du recensement des parcelles ensemencées et de se montrer irrespectueux envers ces agents, constitue le délit prévu et réprimé par l'art. 57 du décret beylical du 3 octobre 1884.

J. de p. de Béja, 1er septembre 1904, et la note de E. L. 135

Ajournement. *appel, tribunaux d'Algérie, intimé domicilié en France, délai, erreur, nullité non facultative.*

Aux termes de l'art. 8 de la loi du 3 mai 1862, le délai des ajournements devant les tribunaux d'Algérie est de un mois pour les personnes domiciliées en France. Comme tous les délais fixés par l'art. 13 c. pr. civ, ce délai est unique et comprend à la fois le délai de l'ajournement proprement dit et celui des distances. — En conséquence, si l'appelant donne, à une personne domiciliée en France, assignation à huitaine franche outre le délai des distances, il ne satisfait pas aux prescriptions de l'art. 456 c. pr. civ., qui impose l'obligation de préciser exactement le délai dans lequel l'intimé doit comparaître devant la cour, et par suite son appel doit être déclaré nul.

Cette nullité ne peut être couverte par application de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 sept. 1842, et par suite elle n'est pas facultative pour le juge.

Cour d'Alger (2e ch.), 23 mars 1906. 277

Alcool. *Tunisie, localités sujettes, introduction frauduleuse, tentative, contravention, bonne foi, répression.*

En Tunisie, la tentative d'introduction frauduleuse d'alcool dans le périmètre d'une des localités désignées par arrêtés du directeur des finances est punissable abstraction faite de l'intention de celui qui l'a commise : il suffit que le fait matériel qui la constitue soit constant et régulièrement établi pour que les juges soient tenus d'appliquer les peines portées par la loi. L'ignorance de la fraude et la bonne foi ne peuvent exonérer de la répression.

Cour d'Alger (ch. corr.), 29 décembre 1905, et la note de M. Emile Larcher. 305

Amnistie. — V. *Concours d'infractions.*

Pages

Appel, *appel principal, irrecevabilité, appel incident, non lieu à statuer.*

L'appel principal étant irrecevable, il n'échet de statuer sur l'appel incident.

Cour d'Alger (4e ch.), 29 novembre 1905, et la note. 301

——— *désistement, validité, acceptation de l'intimé, constatation par arrêt.*

Si le désistement d'un exploit introductif d'instance produit effet sans avoir besoin d'être accepté tant que le défendeur n'a pas conclu au fond, il en est différemment du désistement d'appel ; la validité du désistement d'appel est subordonnée à l'acception de l'intimé.

L'intimé peut exiger que le désistement et l'acceptation soient constatés par arrêt s'il y a un intérêt sérieux à avoir une preuve inattaquable du désistement et de son acceptation.

Cour d'Alger (1re ch.), 3 janvier 1905. 118

——— *intimation sans nécessité, dommages-intérêts*

Le préjudice résultant d'une intimation qui ne répondait à aucune nécessité peut être suffisamment réparé par la condamnation de l'appelant à tous les dépens de l'appel.

Cour d'Alger (4e ch.), 14 mars 1906. 95

——— *signification au parquet du procureur de la République au lieu du parquet du procureur général, nullité d'ordre public.*

La remise de l'exploit d'appel au parquet du procureur de la République, alors qu'aux termes de l'art. 69 § 10 c. pr. civ. il eût dû être signifié au parquet du procureur général près la cour d'appel où la demande était portée, constitue une nullité radicale que rien ne saurait couvrir puisqu'elle est d'ordre public.

Cour d'Alger (4e ch.), 1er avril 1905, et la note. 47

V. *Ajournement. — Appel civil. — Communes mixtes. — Exploit. — Liquidations et partages. — Tribunaux répressifs indigènes.*

Appel civil, *Algérie, délai.*

En Algérie, le délai pour interjeter appel des jugements contradictoires en matière civile est d'un mois à partir de la signification, et doit être augmenté à raison des distances. Ce délai supplémentaire est d'un jour par cinq myriamètres de distance entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé.

Cour d'Alger (2e ch.), 15 novembre 1905. 232

——— *délai de comparution, indication, erreur, délai plus long, validité.*

Le délai pour comparaître devant la cour d'Alger est fixé, lorsque l'intimé est domicilié en France, à un mois. L'indication d'un

Pages

délai de « huitaine franche augmenté de celui des distances », lorsque ce délai est, en fait, plus long que le délai légal, ne permet à l'intimé de faire aucun grief à l'acte d'appel.

Cour d'Alger (3e ch.), 12 juillet 1905, et la note. 229

Applicabilité des lois à l'Algérie, *loi du 8 avril 1898, code civil, art. 641-643, modification, inapplicabilité.*

La loi du 8 avril 1898, qui dispose que les propriétaires de terrains où se trouvent des sources ont le droit de jouir de ces sources, est inapplicable en Algérie, où elle n'a pas été promulguée. Il y a lieu d'en décider ainsi d'autant plus que cette loi ne modifie aucun texte législatif applicable à la colonie, les art. 641, 642, 643, c. civ., qu'elle remplace par les dispositions qu'elle édicte, ne recevant pas en 1898 leur application en Algérie, en vertu de la loi du 16 juin 1851.

Cour d'Alger (3e ch.), 25 janvier 1906, et la note de M. E. Larcher. 272

——— *loi simplement modificative, exécution de plein droit.*

Les lois simplement modificatives des lois qui sont en vigueur en Algérie y sont exécutoires de plein droit en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole.

Cour de cassation (ch. civ.), 29 janvier 1907, et la note de M. Emile Larcher. 110

——— *lois modificatives, loi du 2 janvier 1902, assurances, compétence.*

Les lois simplement modificatives d'une législation qui est en vigueur en Algérie y sont exécutoires de plein droit en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole.

Il en est ainsi de la loi du 2 janvier 1902, qui a modifié, en matière de contrats d'assurances et de litiges auxquels ils donnent lieu, les règles de compétence établies d'une manière générale par les art. 2 et 59, § 9, c. pr. civ. qui est exécutoire en Algérie dans les termes de la promulgation qui en a été faite par l'ordonnance du 16 avril 1843.

Cour de cassation (ch. des req.), 11 mars 1907, et la note de E. L. 235

V. *Contributions diverses. — Congrégations religieuses.*

Arme prohibée, *loi du 24 mai 1834, rasoir, port, délit.*

Le rasoir est une arme prohibée.

Commet donc le délit prévu et puni par les art. 1er, al. 2, et 4 de la loi du 24 mai 1834, quiconque est trouvé porteur d'un rasoir.

Trib. d'Alger (ch. corr.), 7 mars 1907, et la note de M. E. Larcher. 207

Assurances. — V. *Applicabilité des lois à l'Algérie.*

Pages

Avocat-défenseur, *droit de plaider, restriction à l'arrondissement de la résidence.*

Aux termes de l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841, sur la profession de défenseur en Algérie, les défenseurs ne peuvent exercer leur ministère hors des limites de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils ont été nommés et où ils sont tenus de résider.

L'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 17 juillet 1848, ayant divisé les défenseurs en exercice près les tribunaux d'Alger, en défenseurs près la cour d'appel et en défenseurs près le tribunal de première instance, un défenseur, même au tribunal d'Alger, ne peut être admis à plaider devant la cour.

Le décret du 27 décembre 1881 est une disposition organique ayant eu pour but de régler d'une façon générale et définitive l'exercice de la plaidoirie en Algérie ; il annule les dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1841 ; notamment en ce qui concerne l'autorisation spéciale qui pouvait être donnée par le procureur général aux défenseurs d'exercer leur ministère hors des limites de l'arrondissement judiciaire pour lequel ils ont été nommés.

Cour d'Alger (1re ch.), 7 juin 1905, et la note. 148

Avocats, *Tunisie, tableau, élections, demande de radiation, irrecevabilité.*

Un avocat est sans qualité pour demander directement, par la voie de l'appel, la radiation du tableau de l'un de ses confrères.

Il ne peut donc être admis à contester la régularité de l'élection du conseil de discipline, lorsqu'il base sa protestation sur l'irrégularité prétendue de l'inscription de l'un de ses confrères.

Ce droit n'appartient, sur le refus du conseil de discipline, qu'au procureur général, et, en Tunisie, au procureur de la République (D. 16 mai 1901, art. 9).

Cour de cassation (ch. des req.) 12 février 1907, et la note de M. G. Massonié. 186

Avoué. — V. *Règlement de juges.*

B

Bechara. — V. *Escroquerie.*

C

Cadi. — V. *Droit musulman. — Interdiction légale.*

Chose jugée, *autorité relative, séparation de corps, licitation et partage d'une succession.*

Pour qu'il y ait chose jugée il faut, aux termes de l'art. 1351 c. civ., qu'il y ait à la fois identité d'objet, de cause et de parties.

Pages

Lors donc qu'un jugement avait pour objet une demande en séparation de corps et a été rendu entre un mari et sa première femme, il n'a pas autorité dans une instance en licitation et partage d'une succession entre un légataire du mari et les enfants issus de son union avec une autre femme.

Cour d'Alger (1re ch.), 5 avril 1906, et la note de M. Emile Larcher. 233

Colonisation. — V. *Concessions de terres domaniales.*

Commune mixte, *douar, Algérie, personnalité distincte, action en justice, représentation, autorisation d'ester, double degré de juridiction, moyen de défense.*

Dans les communes mixtes, le douar ayant une individualité propre et un patrimoine distinct, c'est à lui et non à la commune mixte qu'il appartient d'intenter les actions relatives aux biens sabega ou de propriété collective de son territoire

Si l'administrateur de la commune mixte, représentant légal du douar, intente une action relative aux biens en question, il doit le faire au nom du douar et non pas au nom de la commune mixte. Son action doit être précédée d'ailleurs d'une délibération officielle consignée sur les registres de la djemâa, de l'approbation de la commission municipale et de l'autorisation d'ester en justice donnée par le conseil de préfecture.

L'intervention du douar en appel ne serait pas recevable si l'affaire a été jugée contre la commune mixte en première instance à raison de la distinction des intérêts du douar et de la commune mixte.

Le principe des deux degrés de juridiction n'est pas applicable aux moyens de défense, notamment à la fin de non recevoir tirée du défaut de qualité et du défaut d'intérêt du demandeur. Celle-ci peut être opposée pour la première fois en cause d'appel.

Cour d'Alger (1re ch.), 12 avril 1906, et la note de M. Louis Rolland. 284

Compétence. — V. *Justices de paix. — Propriété. — Travaux publics. — Tribunaux répressifs indigènes.*

Concessions de terres domaniales, *colonisation, décret du 30 septembre 1878, titre provisoire, propriété sous condition suspensive, acquêt de communauté, décès de la femme, cession, délivrance du titre définitif au cessionnaire, propriété exclusive, obligation à indemnité.*

Par les concessions gratuites de colonisation, sous le régime du décret du 30 septembre 1878, le colon acquiert un droit de propriété sous condition suspensive ; ce droit remonte au jour du contrat qui l'a établi lorsque la condition vient à s'accomplir. Au cas de cession *pendente conditione*, le titre définitif est délivré au cessionnaire, qui doit être considéré comme ayant été seul propriétaire depuis le jour de la mise en possession du cédant.

Les concessions de terres domaniales, imposant des charges à toute la famille du concessionnaire, ne doivent pas être considérées comme des libéralités personnelles au chef de famille, mais comme des acquisitions formant, si celui-ci est marié sous le régime légal, un acquêt de communauté.

Pages

Il s'ensuit qu'après la mort de la femme du concessionnaire, celui-ci ne peut, durant la période provisoire, céder que sa moitié. Le cessionnaire qui obtient, après une telle cession, la délivrance du titre définitif pour toute la concession, en est unique propriétaire et ne peut être actionné en licitation par les héritiers de la femme ; mais il leur doit une indemnité égale à la valeur de la moitié du bien concédé à l'époque du décès de celle-ci.

Cour d'Alger (1re ch), 16 mai 1905, et la note. 260

Concours d'infractions. *délits, amnistie, peine inférieure au maximum porté pour le délit non amnistié, pourvoi en cassation, rejet.*

Une peine unique d'emprisonnement, prononcée contre un prévenu à raison de deux délits qui lui étaient imputés et dont l'un est couvert par l'amnistie, si elle n'excède pas le maximum fixé par la loi pour le délit subsistant, est justifiée. Le pourvoi formé contre le jugement de condamnation doit être rejeté.

Cour de cassation (ch. crim.), 25 août 1906, et la note de E. L. 293

Congrégations religieuses. *Algérie, loi du 1er juillet 1901, non applicabilité, ordonnance de référé, illégalité.*

La loi du 1er juillet 1901 n'a été promulguée en Algérie que par décret du 18 septembre 1904. Antérieurement à ce décret, elle n'était pas applicable aux congrégations existant dans la colonie. L'ordonnance de référé, rendue en vertu de cette loi antérieurement au décret, est illégale et doit être annulée.

Cour d'Alger (3e ch.), 12 juillet 1905, et la note de E. L. 229

Connaissement. *clause attributive de juridiction, service de transit, livraison tardive, dommages-intérêts, compétence.*

La clause d'un connaissement attribuant exclusivement juridiction à un tribunal de commerce déterminé, pour toutes contestations relatives à l'exécution du dit connaissement, ne s'applique pas à une demande en réparation pécuniaire du dommage résultant du retard dans la livraison de marchandises, lorsque ce retard est imputable à un service de transit, dans le lieu où le contrat de transit devait recevoir son exécution pour la livraison des marchandises transitées.

Cour d'Alger (2e ch.), 31 janvier 1906. 162

——— *pluralité d'exemplaires, force probante, marchandises en souffrance, exemplaire du connaissement retenu par le capitaine, destinataire, paiement dû, dommages-intérêts, défense en justice, bonne foi.*

Chaque exemplaire du connaissement doit mentionner le nombre des exemplaires qui ont été faits ; cette mention fait foi jusqu'à preuve contraire entre tous les intéressés au chargement.

Le destinataire n'est pas en droit de refuser le paiement des marchandises qui lui ont été expédiées et se trouvant en souffrance au lieu d'arrivée, en alléguant que l'un des exemplaires du connaissement ne lui est pas remis, alors que cet exemplaire est celui qui

Pages

est destiné à servir de titre au capitaine pour exiger le paiement du frêt.

Lorsque la résistance du débiteur à payer la somme d'argent qui lui est réclamée n'a été inspirée ni par la mauvaise foi ni par le dol, le créancier est suffisamment indemnisé du préjudice que lui a causé cette résistance par l'attribution des intérêts de droit de sa créance.

Cour d'Alger (2e ch.), 27 mai 1905, et la note. 48

——— *pluralité d'exemplaires, validité, chargement sur le pont, autorisation par écrit, responsabilité.*

Le fait qu'un connaissement a été établi en trois originaux seulement ne constitue pas une irrégularité substantielle et ne saurait en entraîner la nullité, alors que le contrat intervenu entre les parties n'est pas contesté.

La clause d'un connaissement autorisant le capitaine « à placer des marchandises sur le pont aux frais et risques des dites marchandises » le dispense de réclamer, à cet effet, le consentement par écrit du chargeur, mais laisse entière son obligation corrélative de prévenir le chargeur, lorsqu'il entend user de la faculté qui lui a été ainsi concédée.

Cour d'Alger (4e ch.), 14 mars 1906. 95

Conseil d'Etat. — V. *Contributions directes.*

Conseils de préfecture, *arrêtés, défaut de motifs, nullité.*

Les arrêtés des conseils de préfecture doivent, à peine de nullité, contenir l'exposé des motifs sur lesquels se fondent leurs décisions.

Conseil d'État, 7 novembre 1906, et la note de É. L. 137

Conseils de prud'hommes, *loi du 15 juillet 1905, applicabilité à l'Algérie ; pourvoi en cassation, formes, déclaration au secrétariat, délai, tardivité.*

La loi du 15 juillet 1905, — qui ne contient rien de contraire aux dispositions spéciales à l'Algérie relativement aux conseils de prud'hommes, qui n'a apporté aucun changement aux lois existantes en ce qui concerne les attributions, la compétence, la formation, l'organisation de ces conseils, et qui n'a fait que modifier les règles de la procédure en assurant d'une manière plus exacte l'égalité dans les bureaux de jugement entre les prud'hommes patrons et les prud'hommes ouvriers, en déférant les appels au tribunal civil, et en procurant aux affaires une expédition plus prompte et plus économique, tant par l'élévation du taux du dernier ressort que par l'abréviation des délais et des formalités de l'appel et du pourvoi en cassation, — est applicable en Algérie.

Le pourvoi en cassation contre un jugement d'un conseil de prud'hommes doit être formé, au plus tard, dans les trois jours à dater de la signification, par déclaration au secrétariat du conseil. Est donc tardif le pourvoi formé le 17 alors que le jugement a été signifié le 13 : peu importe que le demandeur au pourvoi ait manifesté son intention le 16, si elle l'a été au secrétariat en

Pages

dehors des heures d'ouverture de celui-ci fixées par le règlement du conseil ou dans un lieu autre que le secrétariat.

Cour de cassation (ch. civ.), 29 janvier 1907, et la note de É. L. 110

Contraventions. — V. *Tribunaux répressifs indigènes.*

Contributions directes, *arrêté du conseil de préfecture, recours au conseil d'État, papier timbré, cote supérieure à 30 fr., papier libre, irrecevabilité.*

Le recours au conseil d'État contre les arrêtés des conseils de préfecture en matière de contributions et de taxes assimilées n'est exempté des droits de timbre que lorsque la cote est moindre de 30 fr.; une requête, relative à un impôt zekkat s'élevant à plus de 30 fr. et présentée sur papier libre, n'est pas recevable.

Conseil d'État, 7 novembre 1906, et la note de M. Émile Larcher. 1

Contributions diverses, *expéditions, alcools, spiritueux. tolérance, loi du 21 juin 1873, application à l'Algérie; procès-verbaux, foi jusqu'à inscription de faux, motifs des arrêts et jugements, contradiction, cassation.*

L'art. 7 de la loi du 21 juin 1873 — qui accorde une tolérance de 1 p. 100, soit sur la contenance, soit sur le degré, aux expéditeurs sur leurs déclarations d'alcools, spiritueux, etc., sous la réserve que les quantités reconnues en excédent seront prises en charge au compte du destinataire — n'a été rendu applicable à l'Algérie ni par la loi elle-même, ni par aucun décret ultérieur.

Cette loi fût-elle applicable, doit encore être cassé le jugement qui contredit aux énonciations du procès-verbal des agents des contributions diverses.

Cour de cassation (ch. crim.), 16 décembre 1905, et la note de É. L. 3

V. *Octroi de mer.*

Cours criminelles, *assesseurs-jurés, assesseurs complémentaires, tirage au sort, indigène unique résidant au siège de la cour, inscription sur la liste de session, régularité; indication des conséquences légales du verdict; magistrat assesseur, remplacement, ouverture de la session, pouvoir du président.*

Aucune disposition de la loi du 30 décembre 1902 n'a fixé le nombre des assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle qui doivent être inscrits sur la liste annuelle. Si, aux termes de l'art. 7, al. 1, de la loi, lorsqu'un assesseur-juré ne répond pas à l'appel de son nom, le président doit compléter la liste de service en tirant au sort les noms d'assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle, le tirage au sort est nécessairement remplacé, quand la liste annuelle ne comprend qu'un seul nom d'assesseur-juré résidant au siège de la cour, par la simple inscription de ce nom sur la liste de service.

C'est aux membres de la cour criminelle, au début de leur délibération sur l'application de la peine, que le président doit faire

Pages

connaître les conséquences légales du verdict. Il n'est pas tenu de les faire connaître à l'accusé, lequel en est averti par les réquisitions du ministère public sur l'application de la loi.

Il appartient au président de la cour criminelle, à partir de l'ouverture de la session, de pourvoir au remplacement des magistrats assesseurs régulièrement empêchés.

Cour de cassation (ch. crim.), 29 juin 1906, et la note de E. L. 8

——— *assesseurs-jurés, liste de jugement, tirage au sort, procès-verbal, mention des noms, omission.*

Aucune disposition de loi n'exige l'insertion au procès-verbal du nom des assesseurs-jurés présents lors du tirage au sort de la liste de jugement. A omettre de mentionner ces noms, il n'y a aucune violation de la loi ou des droits de la défense.

Cour de cassation (ch. crim.), 3 janvier 1907, et la note de E. L. 251

——— *assesseurs-jurés, liste de session, notification à l'accusé, tardivité, nullité.*

Conformément à l'art. 393 c. i cr., applicable aux cours criminelles d'Algérie, la notification de la liste des assesseurs-jurés français et indigènes musulmans doit être faite la veille du jour déterminé pour la formation du tableau. La notification de la liste faite le jour même où a été effectué le tirage au sort des assesseurs-jurés de jugement entraîne la nullité de la liste des assesseurs-jurés de jugement et de tout ce qui a suivi.

Cour de cassation (ch. crim.), 4 janvier 1907, et la note de E. L. 253

——— *assesseurs-jurés musulmans, capacité, ignorance de la langue française, refus de vérification, cassation.*

Viole l'art. 3 de la loi du 30 décembre 1902 et porte atteinte aux droits de la défense la cour criminelle qui, mise en demeure par les conclusions du défenseur, de vérifier la capacité d'un des assesseurs-jurés musulmans qui ne connaîtrait pas suffisamment la langue française pour suivre les débats, se borne à donner acte à la défense de ses dires en tant que simple déclaration, et passe outre aux débats.

Cour de cassation (ch. crim.), 7 février 1907, et la note de E. L. 143

——— *questions, complexité.*

N'est point entachée de complexité la question ainsi conçue : « Le dit homicide volontaire a-t-il eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter le délit ci-dessus spécifié aux nos 1 et 2, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité de l'auteur dudit délit. »

Cour de cassation (ch. crim.), 10 mai 1906, et la note de E. L. 141

——— *témoins à décharge, non audition, cassation.*

Viole l'art. 321 c. i. cr. et les droits de la défense la cour criminelle qui refuse d'entendre en leurs dépositions les témoins régu-

Pages

lièrement cités à la requête de l'accusé et notifiés au ministère public. Vainement la cour fonderait-elle son refus sur ce motif que ces témoins étaient restés dans l'auditoire après le commencement des débats : les dispositions de l'art. 316 c. i. cr. ne constituent qu'une mesure d'ordre et de police à laquelle aucune sanction n'a été attachée.

Cour de cassation (ch. crim.), 10 août 1906, et la note de E. L. 217

Cours d'assises. — V. *Procédure criminelle.*

D

Dénonciation calomnieuse, *officier de police administrative, préfet, appréciation de la fausseté de la dénonciation, administration pénitentiaire, gouverneur général, absence de délégation.*

A la qualité d'officier de police administrative, — au sens de l'art. 373 c. pén., qui prévoit et punit la dénonciation calomnieuse, — la personne qui a le pouvoir de provoquer des poursuites à raison des faits dénoncés ; cette qualité, notamment, doit être reconnue au préfet qui peut provoquer des poursuites ou des peines disciplinaires contre les agents de l'administration pénitentiaire.

Une dénonciation ne peut être déclarée calomnieuse qu'autant que les faits dénoncés ont été préalablement déclarés faux par l'autorité compétente. En Algérie, le service des prisons est placé sous l'autorité du gouverneur général, qui a seul le droit de prononcer des peines disciplinaires contre les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire. En l'absence de toute délégation du gouverneur général, le préfet n'a aucune compétence pour apprécier les faits dénoncés à l'encontre d'un de ces fonctionnaires ; et la lettre par laquelle le préfet déclare fausses et calomnieuses les allégations du prévenu est absolument sans valeur.

Cour d'Alger (ch. corr.), 7 juil. 1906, et la note de M. É. Larcher. 136

Destruction d'objets de campement appartenant à l'Etat, *tente, incendie, lieu habité.*

L'art. 254 du code de justice militaire pour l'armée de terre a exclusivement pour but de réprimer l'atteinte portée à des objets appartenant à l'Etat et à l'usage des militaires. Il s'applique sans doute à la destruction, même par le feu, de tentes de campement lorsqu'elles ne sont pas dressées, ou lorsqu'étant dressées elles ne sont pas habitées et ne servent pas à l'habitation. Il en est autrement lorsque le feu a été mis volontairement à des tentes de campement habitées ou servant à l'habitation : le fait est alors réprimé par l'art. 434, al. 1er, c. pén.

Cour de cassation (ch. crim.), 10 mai 1906, et la note de É. L. 212

Divorce, *femme demanderesse indigente, éloignement du mari, requête, commission rogatoire.*

Lorsque, à raison de son indigence, la femme demanderesse en divorce est dans l'impossibilité de se rendre au domicile de son

Pages

mari pour présenter sa requête au président du tribunal, elle peut demander à ce magistrat de commettre rogatoirement à cet effet le président du tribunal du lieu de sa résidence.

Cour d'Alger (1re ch.), 21 décembre 1905, et la note de É. L. 160

V. *Indigènes musulmans.*

Domaine de l'Etat, *zaouïas.*

Une zaouïa, surtout lorsqu'elle est attenante à une mosquée et comprise dans le même enclos, rentre dans la catégorie des biens qui font partie du domaine de l'Etat, visés par les arrêtés du général en chef des 8 septembre et 7 décembre 1830, par l'arrêté du ministre de la guerre du 23 mars 1843 par l'arrêté du gouverneur général du 3 octobre 1848 et par l'art. 4-2° de la loi du 16 juin 1851.

Cour d'Alger (1re ch.), 1er février 1906. 303

Domaine public. — V. *Eaux.*

Donation déguisée, *vente moyennant rente viagère, conditions de validité.*

Une donation déguisée n'est valable que tout autant qu'elle présente tous les caractères constitutifs du contrat dont elle emprunte le titre. Est nulle, en conséquence, une donation qui, prenant la forme d'une constitution de rente viagère, ne présente pas l'aléa qui est de l'essence de la rente viagère.

Cour d'Alger (2e ch.), 16 décembre 1904, et la note de É. L. 115

Douar. — V. *Communes mixtes.*

Droit de rétention, *concession de forêts de chênes-lièges, produits, aliénation, saisie, opposabilité aux tiers, saisie-revendication, saisie-exécution.*

Le droit de rétention, lorsqu'il porte sur une concession de forêts de chênes-lièges, se traduit au profit du rétenteur par l'appropriation personnelle des produits et par leur réalisation. Il paralyse, pendant la durée de son exercice, tous les droits du débiteur sur les produits retenus et s'oppose à leur aliénation par lui ou à leur saisie par ses autres créanciers.

En dehors du droit à la concession qu'il conserve, mais qu'il ne peut exercer, le seul droit du débiteur consiste à se faire rendre les comptes de l'exploitation et à s'assurer que la part lui revenant dans les produits nets est régulièrement imputée sur sa dette jusqu'au jour où la balance opérée met un terme à la rétention.

Le droit de rétention est opposable aux tiers. Il subsiste malgré la vente ou la cession qu'aurait opérée le débiteur ; il peut être opposé à l'acheteur ou au créancier. Le rétenteur peut exercer une saisie-revendication en cas de dépossession ou prévenir celle-ci par une saisie-exécution.

Cour d'Alger (2e ch.), 13 décembre 1905, et la note de É. L. 154

Pages

Droit musulman, *acte de cadi, authenticité, inscription de faux.*

Si le droit musulman, antérieurement à la conquête, ignorait la notion de l'acte authentique, ce caractère a été donné aux actes des cadis, non seulement par l'ordonnance du 26 septembre 1842 (art. 43), mais encore par l'art. 65 du décret du 17 avril 1889.

En conséquence, alors même que le droit musulman admettrait, ce qui n'est pas certain, que la preuve testimoniale l'emporte sur la preuve écrite, il ne s'ensuit pas que, par des témoignages, on puisse contredire les énonciations d'un acte de cadi ; celles-ci ne peuvent être combattues que par la voie de l'inscription de faux *(Solution implicitement admise)*.

Cour d'Alger (1re ch.), 12 mars 1907, et la note de M. Marcel Morand. 317

——— *Sénégal, décret du 20 mai 1857, succession laissée par un musulman, exclusion des parents non musulmans.*

Les indigènes musulmans du Sénégal sont devenus français par l'annexion de leur territoire à la France et conservent cette nationalité, bien qu'ils demeurent, dans certains cas, sous l'application exclusive de la loi musulmane.

Aux termes des art. 1 et 2 du décret du 20 mai 1857, les affaires entre indigènes musulmans sont instruites et jugées, au Sénégal, exclusivement par le cadi, d'après le droit et suivant les formes en usage chez les musulmans, quand elles sont relatives aux questions qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments.

Si l'arrêté colonial du 5 novembre 1830 a promulgué, au Sénégal, le code civil français et disposé que, pour l'application de ce code, le territoire de la colonie devait être considéré comme partie intégrante de la métropole, le décret du 20 mai 1857 a établi un régime nouveau quant à l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments des indigènes musulmans ; il n'y a donc pas lieu, depuis le décret du 20 mai 1857, de rechercher quels sont le sens ou la portée de l'arrêté colonial du 5 novembre 1830.

La loi musulmane exclut de toute participation à la succession d'un musulman les parents de religion catholique.

Cour de cassation (ch. des req.), 22 mai 1905, et la note de M. Marcel Morand. 180

——— *Tunisie, gage immobilier, titre de propriété, détention, pluralité de créanciers, pluralité de titres.*

Dans le droit tunisien immobilier ancien, il ne doit exister, en principe, qu'un seul titre de propriété pour un même immeuble, et la détention de ce titre par un créancier a les mêmes effets, à l'égard de la propriété, quand elle a lieu à titre de gage, que ceux qui résulteraient de la détention d'un objet mobilier, aux mêmes fins, par un créancier. Il s'ensuit que deux droits de gage ne peuvent exister concomitamment sur un immeuble, sauf ce qui a été décidé par la jurisprudence pour les gages de second rang, cas dans lequel le premier créancier, dûment avisé, détient le titre pour le compte du second aussi bien que pour son propre compte.

Au cas où il existe pour un même immeuble deux ou plusieurs titres de propriété de régularité apparente identique, engagés respectivement à divers créanciers, il ne résulte pas de la déten-

Pages

tion exercée par chacun de ces derniers la co existence de plusieurs droits de gage égaux, car la multiplicité des titres ne peut résulter que de manœuvres ou de pratiques illégales ; il n'y a qu'un seul droit de gage constitué au profit de celui qui a reçu le premier un titre de propriété en garantie et qui, à partir de ce moment. est présumé avoir la détention matérielle de l'immeuble auquel il se rapporte.

Trib. de Tunis (1re ch.), 23 mai 1906, et la note de M. Marcel Morand. 194

E

Eaux, *Algérie, sources, domaine public, jaillissement spontané, travaux.*

Les sources font, en Algérie, partie du domaine public, sans qu'il y ait à distinguer entre les eaux qui jaillissent spontanément du sol et celles qui n'arrivent à sa surface que comme conséquence des travaux effectués par le propriétaire du sol.

Cour d'Alger (3e ch.), 25 janvier 1906, et la note de M. E. Larcher. 272

Escroquerie, *complicité de vol, manœuvres frauduleuses, bechara.*

La manœuvre constitutive de l'escroquerie ne peut résulter que d'une mise en scène qui doit avoir précédé la remise des fonds, et cette manœuvre n'est punissable qu'autant qu'elle a donné force à des allégations mensongères.

Doit donc être cassé comme ne justifiant pas la qualification d'escroquerie, et aussi comme ne présentant pas non plus les éléments de la complicité punissable de vol, le jugement qui ne retient à la charge du prévenu ni l'usage d'un faux nom, ni l'emploi d'une fausse qualité et qui se borne à déclarer que comme *bechir* de profession en relation avec les voleurs le prévenu avait promis à la victime du vol de lui faire retrouver, moyennant une bechara d'une certaine somme, les animaux soustraits, qu'après avoir touché la somme convenue il a à deux reprises donné des indications volontairement inexactes ou simplement fantaisistes et qu'enfin il a déclaré sa mission terminée sans avoir voulu ou sans avoir pu tenir sa promesse et en conservant cependant la somme reçue.

Cour de cassation (ch. crim.), 5 septembre 1907, et la note de M. Emile Larcher. 296

Étrangers, *Tunisie, expulsion, arrêté du premier ministre.*

En Tunisie, l'expulsion d'un étranger est régulièrement prononcée par un arrêté du premier ministre, notifié à l'étranger qui en est l'objet.

Cour d'Alger (ch. corr.), 24 septembre 1906, et la note de E. L. 59

Exploit, *ajournement, date pour comparaître, erreur, nullité absolue, Algérie, nullité non facultative.*

Toutes les énonciations prescrites par la loi doivent être formulées dans l'exploit d'ajournement en termes nets et précis, de telle

Pages

sorte que la partie assignée ne puisse s'y méprendre, à moins cependant que les indications de la copie elle-même ne permettent de reconnaître l'erreur et de la rectifier.

S'il n'en est point ainsi, l'exploit contenant ajournement devant le tribunal de commerce pour l'audience du mardi 2 mars alors que le 2 mars était un lundi est entaché de nullité.

Et s'agissant d'un élément essentiel, constitutif, la date en l'espèce, de l'acte incriminé, cette nullité est de celles qui ne peuvent être couvertes par le juge en Algérie.

Cour d'Alger (1re ch.), 5 avril 1905, et la note. 20

——— *appel, constitution d'un avoué qui n'est plus en fonctions, nullité.*

Tout exploit d'appel doit contenir assignation et toute assignation ou ajournement doit contenir le nom de l'avoué qui occupera, le tout à peine de nullité.

Un appelant qui a constitué un avoué démissionnaire de son office ne peut être relevé de la nullité qu'il a encourue que dans des cas tout à fait exceptionnels, lorsqu'il apparaît des circonstances qu'il est tombé dans une erreur non seulement involontaire, mais en quelque sorte inévitable.

Cour d'Alger (4e ch.), 29 novembre 1905, et la note. 303

——— *art. 68 c. pr. civ. modifié par la loi du 15 février 1899, acte d'appel, société commerciale intimée, copie remise à découvert au chef du contentieux, nullité.*

La disposition de l'art. 68 c. pr. civ. modifié par la loi du 15 février 1899, portant que lorsque la copie d'un exploit sera remise à toute autre personne que la partie elle-même ou le procureur de la République, elle sera délivrée sous enveloppe fermée, est générale ; elle s'applique aux sociétés commerciales aussi bien qu'aux personnes physiques.

Par suite un acte d'appel signifié à une société commerciale, notamment à une compagnie de chemins de fer, est nul lorsque la copie est remise à découvert au chef de service du contentieux de la compagnie, cet agent ne pouvant pas être considéré comme investi, par le seul fait de ses fonctions, d'un mandat autorisant la remise à découvert entre ses mains de la copie des exploits signifiés à la compagnie.

Cour d'Aix (aud. solenn), 2 mars 1905, et la note. 226

——— *fausse indication de la qualité de l'intimé, absence d'erreur, rejet de la fin de non-recevoir.*

L'erreur ou l'omission de la qualité en laquelle l'intimé est assigné ne peut être cause d'une nullité de l'exploit qu'autant que l'intimé a pu être lui-même induit en erreur. Il n'en est point ainsi quand il a été très exactement désigné dans l'acte introductif d'instance ou dans un acte ultérieur, et que l'exploit d'ajournement se réfère à cet acte.

Cour d'Alger (3e ch.), 12 juillet 1905, et la note de E. L. 229

Pages

——— *loi du 15 février 1899, formalités prescrites, accomplissement, mention, nullité.*

Si la loi du 15 février 1899 n'a pas fixé d'une manière impérative les termes que l'huissier doit employer pour mentionner l'accomplissement des formalités qu'elle prescrit, elle exige cependant que l'exploit porte en lui-même la preuve que ces formalités ont été observées.

Cette preuve ne ressort pas de la mention « laissé cette copie conformément à la loi du 15 février 1899 » portée sur la copie.

Il importe peu que l'original porte en outre à la suite de cette mention les mots « sous pli fermé, cachet et adresse ; » la copie en effet tient à la partie lieu de l'original.

Cour d'Alger (1re ch.), 13 février 1905, et la note. 147

Expropriation pour cause d'utilité publique, *Algérie, jugement, vice de forme, appel, débats oraux, nullité.*

Les décisions des tribunaux algériens en matière d'expropriation ne sont souveraines qu'en ce qui concerne la fixation du montant de l'indemnité. Elles sont susceptibles d'appel pour tout ce qui est étranger à la fixation de cette indemnité, et notamment pour ce qui concerne les irrégularités de la procédure et les vices de forme.

Est nul le jugement rendu, non après délibération en chambre du conseil sur les mémoires produits et les conclusions écrites du ministère public, mais après débats oraux en audience publique.

Cour d'Alger (3e ch.), 11 octobre 1905, et les notes. 151

——— *Algérie, procédure, fixation de l'indemnité, répartition des dépens, appel, irrecevabilité.*

En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, en Algérie, le jugement du tribunal civil fixant l'indemnité ne peut pas plus être frappé d'appel en ce qui concerne les dépens que relativement à l'indemnité elle-même.

Cour d'Alger (2e ch.), 23 mai 1906, et la note de M. Emile Larcher. 314

Expulsion, *Algérie, gouverneur général, pouvoirs, étranger né en Algérie, majorité, domicile, qualité de français.*

Les art. 7 de la loi du 3 décembre 1849 et 4 du décret du 23 août 1898 confèrent au gouverneur général de l'Algérie le pouvoir d'enjoindre à tout étranger résidant en Algérie de sortir immédiatement du territoire français. Ce pouvoir est absolu et s'applique à tous les étrangers.

L'individu, né en France d'un étranger qui n'y est pas né lui-même, qui durant sa minorité a été l'objet d'un arrêté d'expulsion, ne peut avoir sur le territoire français ni domicile, ni résidence au sens légal du mot. Il ne devient pas français à sa majorité et demeure sous le coup de l'arrêté d'expulsion.

Cour d'Alger (ch. corr.), 16 novembre 1905, et la note de M. Emile Larcher. 28

V. *Etrangers*,

F

Faux témoignage, *préjudice possible, inexistence, non-lieu.*

Le faux témoignage n'est un crime ou un délit que lorsqu'il est prouvé qu'il pouvait exercer une influence sur la décision du juge et ainsi causer préjudice à l'accusation ou à la défense.

Cour de cassation (ch. crim.). 30 août 1906, et la note. 295

Filiation, *possession d'état d'enfants légitimes, dispense de représenter l'acte de mariage des père et mère, israélites, ketouba, droit des tiers, nullité de mariage, illégitimité des enfants, preuve.*

Il est de doctrine et de jurisprudence, au sens de l'art. 197 c. civ., que lorsque des enfants qui se prétendent légitimes sont en possession d'état d'enfants légitimes, confirmée par leurs actes de naissance, ils sont dispensés de représenter l'acte de célébration du mariage de leurs père et mère.

En l'espèce, cet acte, encore que non représenté, a existé sous la forme d'une ketouba passée devant un rabbin, en présence de témoins, dans la forme mosaïque.

Mais, dans tous les cas, que l'acte de mariage soit représenté ou qu'il ne le soit pas, les tiers y ayant intérêt — notamment, en l'espèce, le légataire universel du père — peuvent toujours être admis à établir par les moyens de preuve du droit commun la nullité du mariage et par suite l'illégitimité des enfants

Cour d'Alger (1re ch.), 5 avril 1906, et la note de M. Emile Larcher. 332

Francisation.— V. *Propriété.*

G

Gage immobilier.— V. *Droit musulman.*

Gouverneur général.— V. *Expulsion.*

Greffier.— V. *Notariat.*

H

Hockor.— V. *Impôts arabes.*

I

Impôts arabes, *hockor, terre arch, séquestre, échange, assujettissement.*

Est à bon droit assujetti à l'impôt hockor le détenteur d'une terre qui, au 22 avril 1863, faisait partie des terres de nature *arch*, alors

Pages

que ces terres, mises sous séquestre par l'Etat en 1871. ont été par acte administratif ultérieur (en 1899) échangées contre d'autres acquises pour la colonisation.

Conseil d'Etat, 28 janvier 1907, et la note de É. L. 77

——— *zekkat, bœufs, mode d'utilisation, commerce, culture.*

Aucune disposition de loi ou de règlement ne distingue au point de vue de l'impôt zekkat les animaux destinés au commerce de ceux destinés à la culture. L'assujetti doit donc être imposé à raison de la totalité des animaux, dans l'espèce des bœufs, qu'il a en sa possession au 1er janvier.

Conseil d'Etat, 19 janvier 1906. 209

Conseil d'Etat, 10 juillet 1906, et la note. 73

Incendie. — V. *Destruction d'objets de campement appartenant à l'Etat.*

Indigènes musulmans, *mariage, naturalisation, divorce, communauté légale, pension alimentaire.*

Les époux musulmans non naturalisés, mariés devant le cadi en la forme musulmane, sous le régime matrimonial déterminé par le Coran, ont l'un et l'autre, à dater de leur union, en cas de divorce, des droits acquis à la liquidation de leurs intérêts matrimoniaux d'après cette loi sous l'empire de laquelle ils ont contracté.

La naturalisation ultérieure du mari ne saurait rétroactivement préjudicier à ces droits acquis : la liquidation des droits des époux doit donc se faire d'après la loi coranique.

La femme musulmane, non naturalisée, mariée à un musulman non naturalisé ne peut invoquer, après divorce, pour la liquidation selon la loi française de ses intérêts matrimoniaux, la naturalisation personnelle de son mari en cours de cette union. Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales est d'ordre public: la femme musulmane ne peut donc demander la liquidation d'une communauté qui ne daterait que de la naturalisation du mari ; de même elle ne peut prétendre à une pension alimentaire.

Cour d'Alger (1re ch.), 19 avril 1905, et la note de M. É. Larcher. 120

Instruction préalable, *mise du dossier à la disposition du conseil, omission, nullité, cour d'appel, évocation.*

La non communication du dossier intégral au défenseur, la veille d'un interrogatoire, entache de nullité tous les actes de l'information, depuis et y compris cet interrogatoire. Mais cette nullité prononcée, la cour d'appel doit évoquer.

Cour d'Alger (ch. corr), 7 juillet 1906, et la note de M. Émile Larcher. 163

Interdiction légale, *indigène, internement à Cayenne, tuteur, cadi.*

Un indigène, interné à Cayenne est, aux termes de l'art. 29 c. pén., en état d'interdiction légale et a pour tuteur le cadi, considéré

Pages

en pays arabe comme le tuteur légal de tous les mineurs musulmans.

Trib. rép. ind. de Souk-Ahras, 15 nov. 1906 et la note de M. Emile Larcher. 66

Interprète. — V. *Testament authentique*.

Israélites indigènes algériens, *citoyens français, conditions, preuve, décision du juge de paix.*

C'est à celui qui prétend qu'un israélite indigène algérien est citoyen français à prouver qu'il a cette qualité.

Si un israélite né en Algérie avant l'occupation française paraît bien français d'après le décret du 24 octobre 1870, il n'a cette qualité qu'autant que son indigénat a été constaté par décision du juge de paix conformément à l'art. 3 du décret du 7 octobre 1871.

Dès lors que la preuve n'est point rapportée que cette décision ait été rendue, on ne peut considérer l'israélite indigène comme citoyen français.

Peu importe que cette qualité ait été attribuée à l'israélite considéré par un jugement du tribunal civil et par un arrêt de la cour, si ce jugement et cet arrêt n'ont point l autorité de la chose jugée en l'espèce, et surtout s'ils sont antérieurs aux arrêts de la cour de cassation du 22 avril 1896.

Courd'Alger (1re ch.), 5 avril 1906, et la note de M. Émile Larcher. 233

V. *Chose jugée. — Filiation. — Mariage putatif. — Nationalité.*

J

Justice de paix. *Algérie, compétence, loi du 12 juillet 1905, inapplicabilité.*

La loi du 12 juillet 1905, sur les justices de paix, n'est pas applicable à l'Algérie.

Cour d'Alger (3e ch.), 29 novembre 1906, et la note de M. Emile Larcher. 60

——— *Tunisie, compétence, loi du 12 juillet 1905, inapplicabilité.*

La loi du 12 juillet 1905, sur les justices de paix, n'a pas été promulguée en Tunisie. Les pouvoirs des juges de paix de la régence sont réglés uniquement par la loi de 1838 et par le décret de 1854, sans qu'aucune dérogation ou modification y ait été apportée par la nouvelle législation établie en France pour la magistrature cantonale. On reste donc en Tunisie sous l'empire de la loi et de la jurisprudence antérieures.

Trib. de Tunis (1re ch.) 6 mars 1907, et la note de E. L. 329

Pages

K

Ketouba. — V. *Filiation.*

L

Légion étrangère, *rengagement, sous-officier, cassation de grade, conseil d'enquête.*

Les rengagements dans la légion étrangère sont régis par le décret du 14 septembre 1864 et non par les lois des 18 mars 1889 et 13 juillet 1894. Les troupes de la légion ne font en effet point partie des troupes métropolitaines et la loi de 1900 ne les mentionne pas dans les troupes coloniales. En conséquence, un sous-officier de la légion peut être régulièrement cassé de son grade sans comparution devant un conseil d'enquête.

Conseil d'État, 22 mars 1907, et la note de M Louis Rolland. 289

Liquidations et partages, *indigènes, immeubles, loi du 16 février 1897, art. 17, interdiction de l'appel.*

La disposition de l'art. 17 de la loi du 16 février 1897, qui abolit, dans la matière des partages et liquidations d'immeubles indigènes le double degré de juridiction, ne s'applique pas seulement à l'arbitrage de la somme à attribuer au demandeur dans le second cas prévu par ledit article ; mais hors le cas de contestations sur les droits indivis de propriété, elle s'applique à toutes les décisions rendues en matière de partage entre indigènes, et particulièrement aux décisions ordonnant des partages en nature.

Cour d'Alger (2e ch.). 23 mars 1906, et la note de M. M. Pouyanne. 277

M

Mariage, *italiens, régime matrimonial, absence de contrat, séparation de biens, immutabilité des conventions matrimoniales, changement de domicile, société de fait.*

En Italie, sous l'empire du code Albertin, le régime des époux mariés sans contrat était la séparation de biens ; ce code posait également le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. Il s'ensuit que les époux italiens, mariés en Italie à l'époque où ce code était en vigueur, l'ont été sous le régime de la séparation de biens, sans que, par la suite, le transfert de leur domicile en France ait pu modifier leur régime.

Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales s'oppose également à ce que les tribunaux puissent reconnaître, dans l'association conjugale proprement dite, l'existence d'une société de fait qui aurait pour premier résultat de modifier les effets des conventions matrimoniales.

Cour d'Alger (2e ch.), 10 mai 1904, et la note de É. L. 43

Pages

Mariage putatif, *mariage « more judaïco », nullité, bonne foi, légitimité des enfants, héritiers réservataires.*

Le mariage contracté par un citoyen français *more judaïco* et malgré l'existence d'un précédent mariage, encore que nul, doit du moins être déclaré putatif si on peut présumer que l'un des époux ait été de bonne foi, notamment si la femme, jeune, élevée dans la religion et les mœurs israélites, ignorante des lois et des coutumes françaises, a pu ignorer l'obstacle qui entachait son mariage de nullité et s'est considérée comme légitimement mariée.

Les enfants issus de cette union exercent tous les droits et actions attribués aux enfants issus d'un mariage valable et légitime ; ils sont héritiers réservataires de leur père et peuvent attaquer toutes dispositions testamentaires faites en fraude de leurs droits.

Cour d'Alger (1re ch.), 5 avril 1906, et la note de M. Émile Larcher. 233

Matières d'or et d'argent, *ouvrage composé, partie frauduleuse, amende, calcul, valeur de l'ouvrage, procès-verbal, preuve contraire, irrecevabilité.*

Lorsque l'art. 9 de la loi du 25 janvier 1884 édicte une amende de dix fois la valeur des objets confisqués, il faut entendre la valeur des ouvrages. Il s'ensuit que lorsque l'ouvrage consiste en un bijou composé, comme le bzaïm, d'une aiguille et d'un anneau, si l'anneau seul est à un titre inférieur au titre légal, l'amende cependant doit être calculée d'après la valeur du bijou tout entier.

Et lorsque la valeur de l'ouvrage a été fixée dans le procès-verbal contradictoirement avec le contrevenant, c'est cette valeur qui doit servir de base au calcul de l'amende ; le prévenu n'est point recevable à prouver que la valeur réelle est inférieure à celle indiquée au procès-verbal.

Cour d'Alger (ch. corr.), 13 janvier 1905, et la note de É. L. 18

Mineur de dix-huit ans, *question de discernement, cours criminelles, question spéciale, tribunaux correctionnels, examen spécial, omission, nullité.*

L'accusé ou le prévenu, âgé de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction, n'est punissable que s'il est décidé qu'il a agi avec discernement (*1re et 2e espèces*).

Il s'ensuit : — Que le président de la cour criminelle doit, à peine de nullité, si l'accusé est âgé de moins de dix-huit ans, poser cette question : « L'accusé a-t-il agi avec discernement ? » (*1re espèce*) ;

Que les tribunaux, à l'égard d'un prévenu âgé de moins de dix-huit ans, doivent avant toute condamnation et à peine de nullité, examiner et résoudre la question de discernement (*2e espèce*).

Cour de cassation (ch. crim.), 3 août et 13 septembre 1906. 214

Motifs des arrêts et jugements, *appel, conclusions nouvelles, chose jugée, défaut de motifs.*

Est nul pour défaut de motifs l'arrêt qui, sans s'expliquer sur les conclusions prises pour la première fois devant la cour d'appel, a rejeté une demande fondée sur l'autorité de la chose jugée et confirmé le jugement déféré, alors que ce jugement ne contient

Pages

aucune réponse anticipée, même implicite, sur le moyen de chose jugée invoqué en appel pour la première fois.

Cour de cassation (ch. civ.), 21 janvier 1907, et la note. 219

——— *outrages, violences et voies de fait envers un citoyen chargé d'un ministère de service public, caïd, précisions insuffisantes, cassation.*

Pour condamner pour outrages par paroles, violences et voies de faits envers un citoyen chargé d'un ministère de service public — en l'espèce un caïd — dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, le jugement doit faire connaître quelles sont les paroles imputées au prévenu et quelles sont les circonstances desquelles il résulte que les outrages ont été commis et les violences exercées envers la personne dénommée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Cour de cassation (ch. crim.), 2 juin 1906, et la note de M. Emile Larcher. 5

V. *Conseils de préfecture.*

N

Nationalité, *israélite, Algérie, sénatus-consulte du 14 juillet 1865, naissance en Tunisie, père algérien, enfant tunisien, naturalisation, minorité, inscription sur les registres du contrôle civil, participation aux élections, inefficacité.*

Les israélites nés en Algérie sont devenus sujets français par l'effet du sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

L'enfant né à Tunis, avant 1865, d'un père israélite algérien est sujet tunisien.

Les enfants, même mineurs, ne pouvant réclamer en leur faveur la naturalisation accordée à leur père, la collation à un israélite indigène algérien (en 1866) de la qualité de français n'a pas modifié la situation de sujet tunisien qui était celle de son enfant mineur.

Faute par cet enfant de s'être prévalu de la loi du 7 février 1851 et d'avoir rempli les formalités prévues par cette loi, il est demeuré sujet tunisien.

L'inscription en qualité de français sur les registres du contrôle civil, la participation comme électeur à certains votes permis aux seuls français ne sont pas de nature à procurer la qualité de français à celui qui ne la possède pas.

Trib. de Tunis (ch. du cons), 6 juin 1906, et la note de M. Émile Larcher. 202

——— *naturalisation, effet, enfants mineurs, art. 12 c. civ., loi du 26 juin 1889, non rétroactivité, majorité, âge de 22 ans.*

Il est de principe que les personnes nées en France d'étrangers qui avaient atteint leur majorité avant la promulgation de la loi du 26 juin 1889 sont régies par les dispositions anciennes et non par les nouvelles, ce en vertu du dogme de la non rétroactivité des lois. Les enfants majeurs de l'étranger naturalisé ne peuvent obtenir la

Pages

qualité de français qu'à la condition de faire une déclaration de volonté conforme et de fixer leur domicile en France dans le délai d'un an, le tout pourvu qu'ils soient âgés de moins de 22 ans au au moment de la dite déclaration. La nouvelle législation ne peut donc être invoquée par celui qui, n'étant pas né en France, était âgé de plus de 22 ans quand a été promulgué le nouvel art. 12 c. civ.

Trib. de Tunis (1er ch.), 12 décembre 1906, et la note de M. Emile Larcher. 324

——— *naturalisation, effets individuels, loi du 26 juin 1889, non rétroactivité.*

Quelle est la nationalité de l'individu qui, né en 1865 en Algérie de parents étrangers, naturalisés en 1871, n'a pas lors de sa majorité réclamé la nationalité française ? *(Non résolu).*

Conseil d'Etat, 21 décembre 1906, et la note de É. L. 177

——— *Tunisie, israélite, domicile, présomption, Algérie, citoyen français, sujet français, étranger sans nationalité déterminée, état, capacité, loi du domicile, femme française, conservation du statut personnel français, mariage, célébration devant l'officier de l'état civil français, demande reconventionnelle en divorce, option pour la loi française.*

Un israélite né et domicilié en Tunisie est présumé sujet tunisien.

Un israélite né en Tunisie, mais domicilié en Algérie, n'est pas tunisien, surtout s'il ne prouve pas que son père est né en Tunisie. Il n'est cependant ni citoyen français, ni israélite indigène sujet français. C'est un étranger dont la nationalité est indéterminée. Son état et sa capacité sont régis par la loi de son domicile.

Un israélite tunisien épousant une française, celle-ci demeure française et conserve son statut personnel français. Au cas de conflit entre la loi du mari (loi de Moïse) et la loi de la femme (loi française), c'est la loi du pays qui doit l'emporter.

Un israélite non citoyen français manifeste suffisamment son intention d'opter pour la loi française en contractant mariage devant l'officier de l'état civil français Cette option résulte également d'une demande reconventionnelle en divorce.

Cour d'Alger (1re ch.), 7 juin 1907, et la note de M. É. Larcher. 128

——— *Tunisie, israélite, naissance en Algérie, établissement en pays étranger, esprit de retour, commerce, descendants, qualité de français.*

L'indigène israélite né en Algérie est sujet français. Il transmet cette qualité à ses descendants, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci ont acquis une autre nationalité.

Si, aux termes de l'ancien art. 17 c. civ., antérieurement à la loi du 26 juin 1889, l'établissement fait en pays étranger sans esprit de retour était une cause de perte de la qualité de français, ce même article spécifiait que les établissements de commerce ne pourraient jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour.

Pages

Dès lors, un israélite né en Tunisie, mais qui établit que son grand-père né à Alger n'a quitté cette ville qu'en 1837 pour aller s'établir à Tunis et qui est commerçant comme ses auteurs paraissent l'avoir été, est français.

Cour d'Alger (1re ch), 14 décembre 1905, et la note de M. É. Larcher. 91

V. *Expulsion.*

Notariat, *Algérie, notaire empêché, substitution, greffier, autorisation générale, comparution des parties.*

Si, aux termes de l'art. 56 de l'arrêté du ministre de la guerre du 30 décembre 1842, dans les lieux où il n'existe qu'un seul notaire, celui-ci peut, au cas d'empêchement, être provisoirement remplacé, sur la demande expresse des parties et avec autorisation du procureur de la République, par le greffier de la justice de paix, cette autorisation peut être générale, et la demande des parties résulte suffisamment de leur comparution volontaire devant le greffier.

Cour d'Alger (2e ch.), 16 décembre 1904, et la note de E. L. 115

Nullités facultatives. – V. *Ajournement. — Exploit.*

O

Octroi de mer, *vins mutés, liqueurs, essences, parfums, exportation, circulation en Algérie, acquit-à-caution, manquant, double droit, contributions diverses.*

Il résulte de l'art. 5 du décret du 27 juin 1887 et de l'art. 24 *quater* du décret du 16 août 1894, que les vins mutés, ainsi que les liqueurs, essences et parfums, destinés à l'exportation, circulent en Algérie entre les lieux de production et leur point de sortie, moyennant l'engagement pris par l'expéditeur dans un acquit-à-caution de les représenter, dans le délai imparti, au bureau de douane désigné et de les y mettre sous la main du service ; que les titres de mouvement mentionnent notamment la nature des liquides et leur richesse alcoolique ; que les acquits ne sont déchargés et les quantités d'alcools portées au crédit de l'entrepôt de l'expéditeur qu'au vu des certificats délivrés par les agents des douanes et constatant la sortie de l'Algérie ; que ces prescriptions doivent être observées à peine de paiement du double droit au cas de non-apurement régulier des acquits-à-caution.

Le soumissionnaire de l'acquit n'a donc pas rempli son obligation par le seul fait que les liquides sont arrivés à destination et mis sous la main du service dans le délai prescrit ; il doit justifier, en outre, que ces liquides sont bien conformes à la description donnée dans le titre du mouvement. La décharge ne peut lui être accordée que pour les quantités d'alcool qui sont réellement représentées et pour lesquelles il a obtenu le certificat de sortie du service des douanes. Sa responsabilité reste engagée pour les différences en moins qui ont été reconnues, et l'administration des contributions diverses est fondée à lui réclamer le double droit afférent à la quantité non représentée.

Cour de cassation (ch. civ.), 8 novembre 1905 35

Pages

Option de juridiction. — V. *Propriété.*

Outrage, *magistrats, audience, usage d'une voie de recours, absence de délit.*

Le fait par un condamné de manifester, immédiatement après le prononcé du jugement, l'intention d'user d'une voie de recours qui lui est légalement ouverte, alors même qu'il motive son appel sur ce qu'il se considère comme injustement condamné, ne saurait, à défaut de toute autre circonstance dûment constatée, être considéré comme un outrage envers les magistrats siégeant à l'audience.

Cour de cassation (ch. crim.), 23 mars 1907, et la note de E. L. 258

——— *sujet français chargé d'un service public, tuteur, écrit non public.*

Les actes du cadi, s'occupant de l'administration des biens de l'interdit légal, sont ceux non d'un homme privé, mais tout au moins ceux d'un sujet français chargé d'un service public.

Les fonctions de tuteur exercés par un cadi étant extra-judiciaires, l'outrage qui lui est adressé ne peut tomber sous le coup de l'art. 222 c. pén.

L'art. 224 c. pén. ne prévoit pas l'outrage par écrit.

La loi du 29 juillet 1881 ne réprime l'outrage que sous certaines conditions de publicité.

L'outrage par un écrit non public ne constitue que la contravention de l'art. 471 c. pén.

Trib. rép. ind. de Souk-Ahras, 15 novembre 1906, et la note de M. Emile Larcher. 66

P

Patentes, *Algérie, viande de boucherie, transport de commune à commune, cheval, voiture, assujettissement.*

Est assujetti à la contribution des patentes, comme marchand forain avec voiture, l'individu qui transporte de commune à commune et vend, même pour le compte de son frère, de la viande de boucherie, en se servant, pour le transport, d'un cheval et d'une voiture appartenant à celui-ci.

Conseil d'État, 6 juillet 1906, et la note de M. Émile Larcher. 33

Pêche côtière, *poissons n'ayant pas les dimensions réglementaires, vente, mandataire, délit.*

Commet le délit prévu par le décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche côtière (art. 7) celui qui met en vente, même comme mandataire à la criée avec bénéfice proportionnel et non pour son propre compte, des poissons dont les dimensions n'atteignent pas le minimum déterminé par les règlements.

Cour d'Alger (ch. corr.), 3 mars 1904. 15

Pension alimentaire. — V. *Indigènes musulmans.*

Pages

Pensions civiles, *fonctionnaire venu d'Europe en Algérie et y ayant passé un concours, bonification coloniale.*

La bonification coloniale prévue par l'art. 10 de la loi du 9 juin 1853 pour services civils rendus hors d'Europe n'est applicable qu'aux fonctionnaires envoyés d'Europe. N'en peut donc profiter un fonctionnaire entré dans l'administration des ponts et chaussées à la suite d'un concours subi à Alger où il se trouvait de passage mais sans y avoir été envoyé par le gouvernement.

Conseil d'État, 7 décembre 1906, et la note. 210

Pharmacie, *médicaments, préparation, vente, élève, surveillance, absence, infraction, complicité.*

Le pharmacien propriétaire de la pharmacie doit préparer et débiter lui-même les médicaments. Si les élèves peuvent préparer et vendre les médicaments, dans la pharmacie où ils sont agréés, ce n'est qu'autant qu'ils agissent sous la surveillance de leurs chefs. Cette faculté cesse dans le cas où ceux-ci s'absentent de telle manière qu'ils ne peuvent exercer une surveillance suffisante sur leurs élèves. Le pharmacien se rend alors coupable d'exercice illégal de la pharmacie, et l'élève de complicité de cette infraction par aide et assistance avec connaissance.

La fermeture de la pharmacie peut, en ce cas, être prononcée ; mais il appartient aux tribunaux de ne pas l'ordonner si les agissements incriminés ne paraissent pas d'une gravité suffisante.

Cour d'Alger (ch. corr.), 24 juillet 1905, et la note. 301

Phylloxéra, *syndicats de défense, agents, droit de pénétrer dans les propriétés, résistance, infraction.*

Les agents des syndicats de défense contre le phylloxéra étant investis, par l'art. 3 de la loi du 21 mars 1883 complété par l'art. 4 de la loi du 28 juillet 1886, du pouvoir de pénétrer dans les propriétés où une inspection est nécessaire, à l'effet d'y faire toutes recherches et travaux d'investigation jugés nécessaires, quiconque met obstacle à l'exercice de ce pouvoir contrevient à la disposition de la loi de 1883 qui l'a déterminé et est passible de la peine édictée par l'art. 12 de la loi du 15 juillet 1878, modifié par la loi du 2 août 1879.

Cour d'Alger (ch. corr.), 22 avril 1905. 23

——— *végétaux, circulation, infraction, arrêté du gouverneur général, rétroactivité.*

Lorsque, par dérogation à l'art. 3 de l'arrêté du gouverneur général du 3 janvier 1901, un nouvel arrêté du même agent autorise entre deux communes la circulation des végétaux, même lorsque les racines sont garnies de terre, sans que les intéressés aient à produire de certificat d'origine, cet arrêté a un effet rétroactif : il supprime les infractions commises antérieurement et non encore jugées définitivement.

Cour d'Alger (ch. corr.), 9 mars 1905, et la note. 90

Plaidoirie. — V. *Avocat-défenseur.*

Police municipale, *maire, arrêté, service de patrouilles et de garde, contravention.*

Est légal et obligatoire l'arrêté d'un maire qui oblige d'une façon relativement permanente tous les habitants de la commune, valides et âgés de dix-huit à cinquante-cinq ans, à participer à un service de patrouilles et de garde, de 9 heures du soir à 4 heures du matin.

La contravention à cet arrêté est prévue et réprimée par l'art. 471-15° c. pén.

Trib. de simple police d'Inkermann, 7 mars 1907, et la note de M. Emile Larcher. 172

Pourvoi en cassation, *Tunisie, contentieux administratif, compétence des tribunaux français de la régence, excès de pouvoir, pourvoi d'office, ministère public, résident général, ministre de la justice, ville de Tunis, voies nouvelles, taxes, perception, contestation, jugement, pourvoi formé par le président de la municipalité, irrecevabilité.*

En Tunisie, le contentieux administratif comprend notamment les actions intentées par les autorités administratives contre les particuliers. La connaissance en est attribuée aux juridictions civiles instituées dans la régence et sur appel à la cour d'Alger.

Le pourvoi en cassation contre les décisions ainsi rendues en matière administrative n'est recevable que dans des cas spécialement déterminés d'excès de pouvoir et s'il est formé soit d'office par le ministère public, soit à la requête du résident général par le ministre de la justice.

Les contestations relatives à la répartition et à la perception des taxes établies pour la construction des nouvelles voies municipales de la ville de Tunis doivent être jugées conformément aux mêmes règles.

Est donc non recevable le pourvoi formé, en cette matière, par le président de la municipalité de Tunis.

Cour de cassation (ch. civ.), 23 avril 1907, et la note. 222

V. *Conseils de prud'hommes.*

Prescription. — V. *Propriété.*

Prestations. — V. *Taxe des prestations.*

Procédure criminelle, *cour d'assises, copie de pièces ; questions au jury, pluralité d'accusés, circonstances aggravantes, armes apparentes ou cachées, question unique.*

La disposition de l'art. 305 c. i. cr. n'est pas prescrite à peine de nullité.

Le crime étant un, ses aggravations, dès qu'elles sont une fois régulièrement constatées, s'étendent de droit à tous les coauteurs et complices, sans qu'il y ait à rechercher la part prise par chaque

Pages

accusé à la circonstance aggravante, ni à poser pour chacun d'eux une question à ce sujet. Il n'y a d'exception que pour les circonstances morales et toutes personnelles, telles que la préméditation ou le guet-apens, dans une accusation d'assassinat.

Cour de cassation (ch, crim.), 22 décembre 1906, et la note de M. Émile Larcher. 80

Propriété, *Algérie, francisation, Bougie, territoire civil, vente, cadi, nullité.*

Tout immeuble situé à Bougie est affecté du caractère français, à raison de l'arrêté du 27 juillet 1848 qui a délimité la ville de Bougie et sa banlieue et les a englobées dans le territoire civil de l'arrondissement administratif et judiciaire d'Alger.

Dès lors, la vente d'un immeuble sis à Bougie, réalisée en la forme musulmane et par le ministère d'un cadi, n'est pas susceptible d'effet et doit être déclarée nulle.

Cour d'Alger (3e ch.), 3 janvier 1906, et la note de M. Émile Larcher. 190

——— *Algérie, francisation, séquestre, réunion au domaine, vente administrative, propriété indivise, quote-part francisation pour le tout, actes en la forme musulmane, nullité.*

Un arrêté réunissant au domaine une terre séquestrée et une vente par acte administratif de cette terre a pour effet sa francisation.

Alors même que le séquestre n'a frappé qu'une portion indivise de l'immeuble et que cette portion seule a été vendue par l'Etat, la parcelle se trouve francisée dans son entier.

Dès lors les actes reçus en la forme musulmane relativement à cet immeuble sont nuls et par suite inopérants.

Cour d'Alger (2e ch), 16 mai 1906, et la note de M. Émile Larcher. 311

——— *Algérie, francisation, vente, cadi, nullité, prescription de dix à vingt ans, juste titre.*

Un acte de vente passé par un cadi, relativement à un immeuble soumis au statut réel français, est nul en la forme comme ayant été reçu par un officier public incompétent ; il ne peut, par suite, aux termes de l'art. 2267 c. civ., être considéré comme un juste titre pour servir de base à la prescription de 10 à 20 ans.

Cour d'Alger (3e ch.), 11 janvier 1905. 16

——— *Algérie, nouveau sénatus-consulte, opérations de classement, réclamations, oppositions, demandes en justice, délai, recours pour excès de pouvoir, irrecevabilité.*

Aux termes de l'art. 11 du décret du 22 septembre 1887, un délai d'un mois est accordé aux intéressés pour faire opposition aux réclamations formulées à l'encontre du classement des divers groupes de propriétés contenues dans les douars. D'après l'art. 13, en cas d'opposition, le réclamant doit, à peine de nullité, introduire sa demande en justice dans le mois qui suit la notification de cette opposition.

Pages

Ce délai expiré, nul n'est recevable à contester les opérations de classement et l'arrêté du gouverneur général approuvant ces opérations.

Conseil d'Etat, 18 janvier 1907, et la note de É. L. 106

——— *Algérie, Tell, loi française, compétence des tribunaux français. séquestre, francisation, option de législation, option de juridiction, tribunal civil, option tacite, défense au fond.*

Depuis la loi du 26 juillet 1873, la propriété immobilière en Algérie et dans la région du Tell est régie par la loi française. Toute action engagée sur un immeuble ayant fait l'objet d'un titre français est de la compétence des tribunaux français, alors même qu'elle est née entre musulmans : il en est ainsi de celle relative à un immeuble qui, après avoir été frappé de séquestre, s'est trouvé francisé par l'acte administratif l'attribuant à un indigène.

Les musulmans peuvent ne pas se prévaloir de leurs droits et coutumes en ce qui concerne les immeubles non francisés. Il leur est loisible en cette matière, aussi bien que pour les contestations relatives à leur statut personnel, de renoncer au privilège de juridiction qui leur a été accordé et de saisir d'un commun accord le juge français, — en matière immobilière, le tribunal civil. Cet accord doit être réputé établi pour l'un comme pour l'autre statut lorsque le défendeur a fourni ses défenses en concluant au fond.

Cour d'Alger (2e ch.), 13 décembre 1905, et la note É. L. 268

——— *Algérie, terres arch, litige, enquête en cours, incompétence des tribunaux judiciaires, ordre public.*

S'il s'agit de parcelles de nature *arch*, alors même qu'elles ont fait l'objet des opérations prévues au sénatus-consulte du 22 avril 1863 et aux lois du 26 juillet 1873 et du 16 février 1897, tant que l'arrêté homologuant le plan parcellaire n'a pas été pris par le gouverneur général et publié au *Journal officiel* de l'Algérie, les contestations relatives à la propriété de ces terres ne peuvent être portées devant les tribunaux judiciaires. L'incompétence de ces tribunaux est d'ordre public ; ils doivent la proclamer d'office.

Cour d'Alger (3e ch.), 8 novembre 1906. 170

——— *Algérie, titres délivrés en vertu de la loi de 1873, purge résultant de la loi de 1897, effets, acte antérieur, ratification.*

La personne au nom de laquelle a été délivré un titre de propriété, en exécution de la loi du 26 juillet 1873, et qui, avant la délivrance du titre, avait aliéné tout ou partie de la terre qui en faisait l'objet au profit d'un tiers, par acte notarié, n'en doit pas moins être considérée comme seule et unique propriétaire de la dite terre, si ce tiers ne l'a pas actionnée en reconnaissance de ses droits dans les conditions déterminées par l'art. 11 de la loi du 16 février 1897.

Mais cette personne peut renoncer au bénéfice de la purge des droits du tiers qui résulte à son profit de l'art. 15 de la dite loi, en ratifiant, postérieurement à la délivrance du titre, l'acte passé au profit du tiers, dans les conditions de l'art. 1338 du code civil. La ratification se produit dès lors que cette personne, maîtresse de

Pages

ses droits, a exécuté volontairement et en connaissance de cause l'acte passé au profit du tiers, avec l'intention de réparer le vice qui l'entachait.

Cour d'Alger (3e ch.), 5 juillet 1905, et la note. 51

Publication des lois en Algérie. « *Journal Officiel* », « *Bulletin officiel du gouvernement général* ».

Le décret du 5 novembre 1870 régit, en Algérie comme en France, la promulgation des lois qui n'ont pas, pour y être exécutoires, à être insérés au *Bulletin officiel* des actes du gouvernement général. Une loi ou un décret devient exécutoire dans chaque arrondissement un jour franc après que le *Journal officiel* où il est inséré est parvenu au chef-lieu de cet arrondissement.

Cour de cassation (ch. crim.), 1er décembre 1906, et la note de E. L. 87

R

Rasoir. — V. *Arme prohibée.*

Recrutement, *conseil de revision, défaut de convocation, irrégularité.*

Les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement doivent, aux termes de l'art. 19 de la loi du 15 juillet 1889, être convoqués, examinés et entendus par le conseil de revision. Faute de cette convocation et de cette audition, la décision du conseil de revision est nulle.

Conseil d'Etat, 21 décembre 1906, et la note de É. L. 177

——— *Tunisie, conseil de revision, ajournement, état civil, résident général de France à Tunis, constitution de défenseur, dispense.*

En Tunisie comme en France, le conseil de revision ajourne sa décision relativement aux individus portés sur les tableaux de recrutement, jusqu'à ce que leur état civil soit fixé par le tribunal civil de 1re instance du lieu de leur domicile. La question est, en ce cas, jugée contradictoirement avec le résident général de France à Tunis qui exerce les fonctions attribuées en France aux préfets; ce fonctionnaire est dispensé de constituer avoué (ou défenseur).

Trib. de Tunis (1re ch.), 12 décembre 1906, et la note. 324

Règlement de juges, *avoué, constitution, nombre des parties ayant un intérêt distinct supérieur à celui des avoués exerçant près le tribunal compétent, État, renvoi devant un autre tribunal.*

Si les parties ne peuvent être légalement représentées devant les tribunaux que par des avoués, il importe qu'il puisse être constitué par les parties autant d'avoués qu'il y a d'intérêts distincts ou opposés.

Pages

Par suite, à défaut d'identité d'intérêts démontrée, il y a lieu à renvoi devant un autre tribunal lorsqu'une partie trouve tous les avoués exerçant près un tribunal constitués pour les autres parties à l'instance.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter à ce que l'une d'elles, l'État, qui a constitué avoué aurait pu s'en dispenser, cette partie n'ayant fait qu'user de son droit en se faisant représenter par un avoué.

Cour d'Alger (1re ch.), 29 juin 1904. 224

Relégation. — V. *Tribunaux répressifs indigènes.*

Retrait litigieux, *contestation sur le fond du droit, expertise ordonnée.*

Un droit ne cesse pas d'être litigieux bien que son existence soit reconnue ou judiciairement constatée, si la détermination des conséquences qu'il comporte reste encore elle-même litigieuse. Il y a contestation sur le fond du droit, au sens de l'art. 1700 c. civ., dès lors qu'il y a contestation sur l'étendue ou la portée de son application, et particulièrement lorsque le quantum de la créance dépend des résultats d'une expertise.

Cour d'Alger (3e ch.), 31 octobre 1906, et la note de E. L. 98

S

Sénégal. — V. *Droit musulman.*

Séquestre. — V. *Propriété.*

Sources. — V. *Eaux.*

Succession. — V. *Droit musulman.*

Successions vacantes, *Algérie, curateur, espèces, revendication, caisse des dépôts et consignations, versement, oppositions.*

De la législation sur les successions vacantes en Algérie, notamment des art. 17 et 20 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, 1 et 2 du décret du 23 octobre 1856, il résulte que le curateur a toujours qualité pour se faire remettre par le commissaire-priseur le prix de vente des facultés mobilières d'une succession vacante : il le remettra ensuite aux mains du receveur de l'enregistrement et des domaines, lequel en opérera le versement à la caisse des dépôts et consignations sous déduction des 5 pour 100 dus au trésor pour frais d'administration et de perception. Il en est ainsi alors même que le commissaire-priseur aurait versé les dites sommes à la caisse des dépôts ; et aucune distinction ne doit être faite entre les sommes disponibles et celles frappées d'opposition, celles-ci n'étant versées à la caisse que grevées de l'opposition.

Cour d'Alger (4e ch.), 28 janvier 1905, 144

Pages

Sucrage des vins *loi, décret de règlement, date d'entrée en vigueur, contravention antérieure, répression.*

Le décret du 21 septembre 1903 qui rend exécutoire en Algérie l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903, sur le sucrage des vins, dispose, il est vrai, que « des décrets ultérieurs détermineront les conditions d'application de la loi ». Mais l'art. 7 prévoit deux sortes de contraventions : les unes relatives à la déclaration préalable qu'il enjoint de faire, les autres relatives aux formes de cette déclaration. Les premières ont pu être commises avant que le décret de réglementation (décret du 6 novembre 1903) relatif aux formes soit devenu exécutoire.

Cour de cassation (ch. crim.), 1er décembre 1906, et la note de E. L. 87

T

Taxe des prestations, *Algérie, exemption, contribuable âgé de plus de 55 ans.*

L'exemption de la taxe des prestations accordée par l'art. 17 du décret du 15 juin 1899 aux contribuables algériens âgés de plus de 55 ans, s'applique exclusivement à leur personne ; elle ne s'étend pas aux autres éléments d'imposition.

Conseil d'Etat, 26 mars 1907, et la note. 179

Taxe sur les loyers, *adjudants-greffiers des pénitenciers militaires, assujettissement.*

Les adjudants-greffiers des pénitenciers militaires, chargés spécialement sous les ordres de l'officier d'administration comptable de toutes les écritures du greffe et remplissant les fonctions de vaguemestre dans les conditions prévues par le décret sur le service intérieur, sont des employés de la guerre, imposables à la taxe sur les loyers. S'ils sont logés gratuitement dans des bâtiments appartenant à l'Etat, aux départements ou aux communes, ils sont imposables d'après la valeur des parties de ces bâtiments affectées à leur habitation personnelle ou à celle de leur famille.

Conseil d'Etat, 11 mars 1907, et la note de E. L. 138

——— *bail expiré, séjour dans l'appartement après le 1er janvier, bail nouveau.*

Le locataire qui au commencement de l'année, mais après l'expiration de son bail, reste quelques jours, d'une façon purement précaire et grâce à la complaisance du propriétaire, dans un appartement, alors que déjà il a loué un autre appartement de loyer moins élevé, ne doit être assujetti à la taxe sur les loyers que pour la valeur locative de ce dernier appartement.

Conseil d'Etat, 7 novembre 1906, et la note. 75

——— *chambres meublées, locataire, propriétaire, patente, assujettissement.*

La taxe sur les loyers, en Algérie, est due pour toute habitation meublée, alors même que le locataire n'y a pas établi son domicile

Pages

réel et ne l'habite que temporairement, et que les meubles soient ou non la propriété de l'occupant. La circonstance que le propriétaire des chambres meublées est imposé à la patente comme « loueur de chambres meublées » ne fait pas obstacle à ce que le locataire soit assujetti à la taxe des loyers à raison des locaux meublés qu'il occupe.

Conseil d'Etat, 7 novembre 1906, et la note. 105

——— *concierge, assujettissement.*

La taxe sur les loyers en Algérie étant due par chaque habitant français, indigène ou étranger de tout sexe et non réputé indigent, la circonstance qu'un habitant occupe un logement, non à titre de locataire, mais en qualité de concierge, n'est pas de nature à le faire exempter de la taxe.

Conseil d'Etat, 10 juillet 1906. 74

Tentative.— V. *Vol.*

Terre arch.— V. *Hockor.*— *Propriété.*

Testament authentique, *dictée, notaire, emploi d'une langue étrangère, interprète.*

En prescrivant, dans l'art. 972 c. civ., que le testament doit être dicté par le testateur et écrit par le notaire, le législateur n'a pas entendu exiger que le testament soit dicté littéralement et mot à mot par le testateur. Il suffit que la rédaction faite par le notaire reproduise complètement et exactement la volonté du testateur.

Le testateur s'exprimant partie en français, partie en une langue étrangère, le notaire peut se faire assister d'un interprète. Peu importe que la personne employée comme interprète ne soit pas assermentée comme interprète-traducteur en la langue employée par le testateur ; il suffit qu'elle ait prêté serment entre les mains du notaire.

Cour d'Alger (1re ch.), 26 octobre 1905, et la note de É. L. 265

Testament, *suggestion, nullité, dol, fraude.*

La suggestion ne peut entraîner la nullité du testament que si elle repose sur des faits caractéristiques de dol et de fraude.

Cour d'Alger (1re ch.), 5 avril 1906, et la note de M. Émile Larcher. 233

Travaux publics, *dommages aux propriétés, occupation temporaire, voie de fait, compétence.*

Si les tribunaux judiciaires sont compétents pour apprécier des dommages causés par des travaux publics entraînant complète dépossession d'un immeuble pour le propriétaire et réalisant ainsi une véritable expropriation indirecte, il en va autrement lorsque le dommage consiste seulement dans une diminution de jouissance pour le propriétaire demeurant néanmoins nanti ; il y a alors

Pages

dommage résultant de l'exécution de travaux publics et le conseil de préfecture est compétent pour accorder indemnité.

Ainsi en est-il lorsqu'une ville, au cours des travaux d'établissement d'un boulevard, rejette sur les immeubles riverains les terres employées à la construction dudit boulevard.

Cour d'Alger (1re ch.), 2 novembre 1905, et la note de L. R. 55

Tribunal, *assemblée générale, juge suppléant, voix consultative.*

Lorsque les tribunaux de première instance statuent en assemblée générale, les juges suppléants n'ont que voix consultative quand ils ne remplacent pas un juge (L. 11 avril 1838, art. 11).

Et lorsque le tribunal est composé de plus de la majorité des juges en titre, il y a présomption, malgré l'absence de mention dans la décision, que les juges suppléants n'ont siégé qu'avec voix consultative.

Cour de cassation (ch. des req.), 12 février 1907, et la note. 186

Tribunal de simple police, *témoins cités par la partie civile, refus d'audition, jugement, action publique, omission de statuer, cassation.*

Il y a obligation pour le juge de simple police d'entendre les témoins régulièrement produits par le ministère public ou par la partie civile, à l'appui de la poursuite, à moins que les faits ne soient tenus pour constants préalablement à toute audition de témoins ou que les témoins se trouvent dans l'un des cas prévus par l'art. 156 c. inst. crim., et sauf au juge à avoir à leur témoignage tel égard que de raison.

Doit être cassé le jugement dans lequel le tribunal de simple police, saisi de l'action publique en même temps que de l'action civile par la citation du plaignant, omet de statuer sur l'action publique, soit en relaxant, soit en condamnant le prévenu, et se borne à débouter la partie civile de son action en dommages intérêts.

Cour de cassation (ch. crim.), 24 mars 1906, et la note de É. L. 108

Tribunaux répressifs indigènes, *appel, tribunal correctionnel, appel* à minima *fait à l'audience hors la présence du prévenu, avocat d'office, validité, effet dévolutif, compétence.*

Il résulte de l'art. 24 du décret du 9 août 1903 que l'avocat ou l'avoué, choisi par le prévenu détenu dont la comparution n'a pas été ordonnée par le tribunal d'appel, ou désigné d'office, n'a pas seulement pour mission d'assurer la défense du prévenu : il le représente ; il peut, en son nom, prendre toutes conclusions et opposer toutes exceptions utiles ; tout ce qui est fait en sa présence est réputé fait en présence du prévenu et produit les mêmes effets. Notamment, est régulier l'appel *à minima* interjeté à l'audience, en présence de l'avocat commis d'office, par le procureur de la République.

Les juges d'appel sont, par l'appel *à minima* du procureur de la République, saisis de la cause entière. Alors même que l'avocat du prévenu ne relève pas l'exception d'incompétence, ils doivent d'office vérifier leur propre compétence et se déclarer incompétents,

Pages

s'il résulte de leurs constatations que les faits sont du ressort de la juridiction criminelle.

Cour de cassation (ch. crim.), 13 sept. 1906, et la note de M. Émile Larcher. 12

——— *appel, tribunal correctionnel, jugement, rapport, omission ou défaut de mention, nullité.*

L'appel des jugements rendus en matière correctionnelle doit être jugé sur le rapport de l'un des juges tenant l'audience, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les jugements correctionnels ordinaires et ceux des tribunaux répressifs indigènes organisés par le décret du 9 août 1903.

Le rapport constitue une formalité substantielle dont l'observation est exigée à peine de nullité, soit qu'il s'agisse de juger le fond du procès, soit qu'il y ait lieu de prononcer sur une question préjudicielle.

Cour de cassation (ch. crim.), 2 juin 1906 (2 arrêts), et les notes. 84

——— *appel de la partie civile, simple avertissement, tribunal correctionnel, appel* à minima *à l'audience, prévenu non comparant.*

Les dispositions de l'art. 205 c. i. cr., générales et absolues, exigent la notification au prévenu de l'appel formé par le ministère public près le tribunal qui doit connaître de cet appel. Si cette formalité est sans objet pour les appels déclarés à l'audience quand le prévenu est présent, elle devient, au contraire, indispensable, lorsque le prévenu, ne comparaissant pas, n'a pu avoir connaissance ni de l'appel ni des réquisitions prises contre lui.

Cour de cassation (ch. crim.), 2 juin 1906, et la note de M. Émile Larcher. 5

——— *contravention, incompétence.*

Le tribunal répressif indigène, tribunal d'exception, ne peut statuer que sur les matières qui lui sont expressément réservées ; il ne peut connaître des contraventions de simple police.

Trib. rép. ind. de Souk-Ahras, 15 nov. 1906, et la note de M. Emile Larcher. 66

——— *jugement, appel, procureur de la République, délai d'un mois, tardivité, irrecevabilité.*

L'appel interjeté par le procurer de la République plus d'un mois après la prononciation du jugement du tribunal répressif indigène est non recevable comme tardif.

Cour de cassation (ch. crim.), 16 février 1907, et la note de E. L. 220

——— *relégabilité, appel du prévenu, tribunal correctionnel, incompétence, cour d'appel, relégation, nullité.*

Le tribunal correctionnel, saisi par l'appel d'un prévenu contre un jugement d'un tribunal répressif indigène, ne peut, en décla-

Pages

rant la juridiction des tribunaux répressifs indigènes incompétente à raison de l'état de relégabilité du prévenu et en exposant ainsi celui-ci à l'application de la peine perpétuelle de la relégation, aggraver le sort du prévenu sur son seul appel.

Ne peut être légalement traduit devant la juridiction correctionnelle l'indigène qui, déféré d'abord à la juridiction répressive indigène, n'a été qu'irrégulièrement soustrait à celle-ci.

Cour de cassation (ch. crim.), 4 juillet 1906, et la note de E. L. 39

——— *tribunaux correctionnels, compétence, délits de presse, loi du 29 juillet 1881, décret du 9 août 1903.*

Le décret du 9 août 1903 a modifié la loi du 29 juillet 1881 expressément déclarée applicable à l'Algérie, par son art. 69 : les délits de presse exclusivement imputables aux indigènes musulmans sont de la compétence des tribunaux répressifs indigènes (*1re espèce*).

Contra : Les tribunaux répressifs indigènes sont incompétents pour connaître des délits prévus et punis par la loi du 29 juillet 1881, sur la presse (*2e et 3e espèces*).

Les tribunaux correctionnels sont donc seuls compétents pour connaître, même à l'égard d'un prévenu indigène, des délits dont la connaissance est attribuée à ces tribunaux par la loi de 1881 (*2e espèce*).

Trib. rép. ind. d'Alger, 17 juin 1907 ; Trib. corr. d'Alger, 13 octobre 1907, et Trib. rép. ind. d'Alger, 14 octobre 1907, et la note de M. Emile Larcher. 331

——— *tribunaux d'exception, compétence, délits, contraventions, connexité, incompétence.*

Les tribunaux répressifs indigènes étant des tribunaux d'exception, leur compétence est limitée à la connaissance des délits exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans. Ils sont incompétents pour statuer sur une contravention, fût-elle connexe à des délits dont ils sont saisis.

Cour de cassation (ch. crim.), 16 mars 1907, et la note de M. Emile Larcher. 184

Tunisie. — V. *Agents des finances. — Alcool. — Avocats. — Droit musulman. — Etrangers. — Justices de paix. — Nationalité. — Pourvoi en cassation. — Recrutement.*

Tuteur. — V. *Interdiction légale.*

V

Vol, *tentative, acte préparatoire, effraction.*

Le fait d'avoir pratiqué un trou dans le mur d'une maison, alors que ce fait, dans l'intention des prévenus, se rattachait à un vol

Pages

et tendait directement à l'exécution de ce délit, constitue une tentative de vol manifestée par des actes extérieurs et un commencement d'exécution.

Doit être cassé le jugement que n'y voit qu'un acte préparatoire et relaxe les prévenus,

Cour de cassation (ch. crim.), 10 août 1906, et la note de É. L. 249

Z

Zaouïas.— V. *Domaine de l'État.*

Zekkat — V. *Impôts arabes.*

TABLE DES NOMS DE PARTIES

N.-B. — Au cas de pluralité de demandeurs ou de défendeurs, le nom du premier seul figure à la table.

	Pages
A	
Abahri ben Aïcha ben Kouïder.	268
Abderrahman ben Ali Chérif.	331
Administration des finances tunisiennes.	133, 305
Aïssaoui Miloud ben Koda.	141
Aïtibrahim Sliman ben Lamora.	84
Albisetti (époux).	43
Ali ben Fettah.	194
Alilat Larbi ben Ferhat.	16
Allel.	20
Allel ben Hamida.	331
Andrieu.	172
Attia.	194
Aupest et Cie.	47
B	
Bakkouche Bakir ben Yahia.	73
Barrière.	301
Bellaïche.	324
Ben Alia ben Omar.	170
Bendit.	48
Benkritty.	48
Benmerien Mohamed ben Benkhedda.	106
Bensaada Bekkaï ben Miloud.	1
Bensiano.	75
Benzorah Slimane ben Mohammed.	142
Blidi Safia.	190
Bonnaure de la Payrilhe.	194
Borgeaud.	95
Bouaran Rabah ben Ali.	39
Bouazza Abid Mohammed.	209
Boularès Tahar ben Ferhat.	84
Boulguemah Salah.	137
Boumendil (dame).	331

	Page
Bournac.	126
Brahimi.	219
Broussais (consorts).	154
Brunswick.	163
C	
Cairus.	47
Calcagni (veuve).	43
Calmette.	224
Carpentier (consorts).	154
Carrère.	232
Caze.	87
Chaïb Belkassem.	284
Chauvain (faillite).	148
Chekeï Meziane.	311
Cherifi Mohammed ould Meslem.	5
Chiche.	277
Chiglien.	59
Christiano.	115
Commune de Constantine.	314
Commune mixte de la Mina.	284
Compagnie auxiliaire des chemins de fer.	151
Compagnie de l'Est-Algérien.	226
Compagnie de Navigation Mixte.	162
Compagnie *L'Africaine*.	255
Compagnie *La France*.	37
Compagnie P.-L.-M.	3, 162
Contributions diverses.	3, 18, 87
Crédit Foncier.	148
Crest.	20
Curci.	80
D	
Dalachi ben Aouda.	329
Davan ès q.	144

	Pages
De Limiers.	103
De Loys.	93
Dédebaut.	261
Delmas.	186
Djaniba bent Omar ben Mohammed Boulakbache.	331
Dziri Ahmed ben Mouloud.	317
E	
El Hadj Ahmed Bouzier.	147
F	
Fauresse.	23
Fellahi Saïd.	77
Fitoussi.	186
Fournier.	229
G	
Gaillard.	212
Gaspard Devès (succession).	180
Gounelle.	33
Gouv. gén. de l'Algérie.	35
Gozlan.	222
Grillet.	210
Guilleminot.	115
H	
Hajaj Chaloum.	18
Hamaouï Ali.	16
Hamdi Ahmed ben Mohamed.	217
Hamma Mohan ben Ali ben Belaïd.	220
Hamoudi Mohamed ben M'hamed.	268
Hœrni.	90
J	
Jéhel ès q.	144
K	
Karsenty.	233
Kettouche Ahmed.	311
Khaled ben Ahmed.	184
Khermalia Mohamed.	66
Kraft.	177
L	
Ladjouze Mustapha.	190
Lapierre.	289
Lemmouchi Ahmed ben Mohammed.	253
Lévy.	98, 151
Long.	74, 205
Lounès Ahmed ben Mohamed.	12
M	
Malté (faillite).	219
Mamone, dit Mangiopane.	295
Marquez.	55
Marti Vicente.	207
Martial (époux).	108
Ménage ès q.	229
Messaoud ben Timsi.	331
Miquel.	265
Mohamed ben Ali.	232
Mohamed ben Miloud Latrèche.	251
Mohammed ben Amar.	258
Montava.	110
Moussouni.	249
Mouzaouï Abdelkader ben Moussa.	8
Municipalité de Tunis.	222
Muzart.	255
N	
N...	214
Navarre ès q.	98
Nedjema Kamoun.	317
Noto Assi.	28
O	
Omar ben Medjats.	314
Omar ben Ouniche.	331
P	
Pasqualini.	138
Pasquet.	160
Patron (consorts).	260
Piaujard.	329
Préfet d'Alger.	309
— d'Oran.	272
Proc. de la Rép. d'Alger.	184
— de Bougie.	249
Proc. gén. d'Alger.	295
— près la c. de cass.	212
R	
Ravard.	179
Résident général de France à Tunis.	324
Ribeyrol.	303
Ripoll.	170
Rossi.	226
Roussel.	108
S	
Saadi Chérif.	309
Sahali.	118
Saragoza.	15
Sarsar Abdelkader.	51

	Pages
Sauveur Sitbon, dit Beyda.	202
Scialom Sitbon.	91
Sitbon.	147, 205
Sitbon (Jacob et Aron).	91
Slama Slimane ben Zeghiou.	296
Slimane Mammar Ould el Hadj Miloud.	5
Société d'assurances suisse.	60, 95
— des Orphelinats agricoles.	224
Société navale de l'Ouest.	126
Souadek ben Ali.	136
Soualah Belkacem ben Arezki.	214
Sportès (consorts).	233

T

Tadjine Mohammed ben Harzallah.	293
Tarbouriech.	35
Teffahi.	37
Tibika.	128
Tibourtine.	303
Troupel.	305
Turot.	272

V

Vandomber.	110
Ville d'Oran.	55
Vulpiano Lasagni.	60

Y

Yakhia Diague (succession).	180

Z

Zeddam Habib.	51
Zenati.	120
Ziane Bouziane (consorts).	277
Zitouni.	118

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

	Pages
1904	
MARS	
3 Alger	15
MAI	
10 Alger	43
JUIN	
29 Alger	224
SEPTEMBRE	
1 J. de p. Béja	135
DÉCEMBRE	
16 Alger	115
1905	
JANVIER	
3 Alger	118
11 Alger	16
13 Alger	18
28 Alger	144
FÉVRIER	
13 Alger	147
MARS	
2 Aix	226
4 Trib. Alger	255
9 Alger	90
AVRIL	
1 Alger	47
5 Alger	20
19 Alger	120
22 Alger	23
MAI	
16 Alger	260
22 Cass. req.	180
27 Alger	48
JUIN	
7 Alger	148
JUILLET	
5 Alger	51
12 Alger	229
24 Alger	301
OCTOBRE	
11 Alger	151
26 Alger	265
NOVEMBRE	
2 Alger	55
8 Cass. civ.	35
15 Alger	232
16 Alger	28
29 Alger	303
30 Alger	126
DÉCEMBRE	
13 Alger	154, 268
14 Alger	91
16 Cass. crim.	3
21 Alger	160
22 Cass. crim.	80
29 Alger	303
1906	
JANVIER	
3 Alger	190
19 Cons. d'Etat	209
25 Alger	272
31 Alger	162
FÉVRIER	
1 Alger	309
MARS	
14 Alger	95
23 Alger	277
24 Cass. crim.	108
AVRIL	
5 Alger	233
12 Alger	284
MAI	
10 Cass. crim.	141, 212
16 Alger	311
23 Alger	314
23 Trib. Tunis	194
26 Cass. civ.	37
JUIN	
2 Cass. crim.	5, 84
6 Trib. Tunis	202
7 Alger	128
14 Trib. Tunis	205
29 Cass. crim.	8

	Pages
JUILLET	
4 Cass. crim.	39
6 Cons. d'État	33
7 Alger	163
10 Cons. d'Etat	73, 74
AOUT	
3 Cass. crim.	214
10 Cass crim.	217. 249
23 Cass. crim.	293
30 Cass. crim.	295
SEPTEMBRE	
13 Cass. crim.	12, 214
24 Alger	59
OCTOBRE	
31 Alger	98
NOVEMBRE	
7 Cons. d'Etat	1, 75, 105, 137
8 Alger	170
15 Trib. rép ind. Souk-Ahras	66
29 Alger	60
DÉCEMBRE	
1 Cass. crim.	87
7 Cons. d'Etat	210
12 Trib. Tunis	324
21 Cons. d'Etat	177

1907

JANVIER	
3 Cass. crim.	251
4 Cass. crim.	253
18 Cons. d'Etat	106
21 Cass. civ.	219
28 Cons. d'Etat	77
29 Cass. civ.	110
FÉVRIER	
7 Cass. crim.	142
12 Cass. req.	186
16 Cass. crim.	220
MARS	
6 Trib. Tunis	329
7 Trib. Alger	207
7 Trib. s. p. Inkermann	172
11 Cons. d'Etat	138
11 Cass. req.	255
12 Alger	317
16 Cass. crim.	184
22 Cons. d'Etat	289
23 Cass. crim.	258
26 Cons. d'Etat	179
AVRIL	
23 Cass. crim.	222
JUIN	
17 Trib. rép. ind. Alger	331
SEPTEMBRE	
5 Cass. crim.	296
OCTOBRE	
13 Alger	331
14 Trib. rép. ind. Alger	331

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

ALF

A

Pages

Administrateurs.— V. *Communes mixtes.*

Agriculture. école, Maison-Carrée, organisation, fonctionnement.— A. G. 22 fév. 1907. 125

——— école, Philippeville, arrêté du 5 avril 1900, modification.— A. G. 24 fév. 1907. 131

——— Tunis, école coloniale, jardin d'essais, personnalité civile.— D. B. 7 déc. 1906. 19

V. *Crédit agricole. — Phylloxéra. — Sociétés coopératives agricoles.*

Alcool.— V. *Vinage.*

Alfa, exploitation permanente, zônes alfatières, modification. — A. G. 10 décembre 1905. 31

——— Tunisie, interdiction d'exploitation, périodique annuelle, année 1907, suppression.— A. D. A. 11 décembre 1906. 32

Pages

Apprentissage, école de Dellys, conditions d'admission.— A. G. 22 avril 1907. 172

——— école de Dellys, programme des études. — A. G. 22 avril 1907. 172

Archevêque.— V. *Conseil de gouvernement.*

Architecture.— V. *Gouvernement général.*

Armée, compagnies de cavaliers de remonte, décret du 7 avril 1903, extension.— D. 31 mai 1907. 188

——— frais de route, tarif général, modification. — D. 15 décembre 1906. 44

——— recrutement. emplois réservés, décret du 26 août 1905, modification.— D. 27 janvier 1907. 85

——— troupes métropolitaines, couchage, ameublement.— Circ. et instr. min. guerre 25 mars 1907. 159

Assistance publique. — V. *Enfants assistés.* — *Hôpitaux civils.* — *Médecins de colonisation.*

Banque de l'Algérie, émission, maximum, élévation. — L. 11 avril 1907. 164

Banque d'Etat.— V. *Maroc.*

Budget, Algérie, exercice 1907, perception des droits, produits et revenus.— L. 27 décembre 1906. 57

——— Algérie, exercice 1907, règlement.— D. 27 déc. 1906. 59

——— Algérie, exercice 1904 excédents disponibles, partage.— D. 25 mars 1907. 158

——— crédits, exercices 1906 et 1907, ouverture, annulations.— L. 26 mars 1907. 159

Pages

——— crédits supplémentaires.— L. 29 décembre 1906. 65

——— douzième provisoire. — L. 29 décembre 1906. 64

——— exercice 1907.— L. 30 janvier 1907. 86

——— exercice 1900, règlement définitif.— L. 19 fév. 1907. 125

——— exercice 1901, règlement définitif.— L. 7 mars 1907. 149

——— Tunisie, exercice 1907.— D. B. 28 décembre 1906. 60

V. *Territoires du sud.*

C

Capacité en droit. — V. *Instruction publique.*

Chaux et ciments, fabrication en Algérie, travaux publics, emploi. — C. G. 15 juillet 1907. 422

Chemins de fer, comité consultatif, réorganisation. — D. 2 janvier 1907 69

——— commission de vérification des comptes, gouvernement général, direction des chemins de fer, représentant à Paris. — D. 30 janvier 1907. 115

——— intérêt local, voie étroite, Mostaganem à la Macta, utilité publique, déclaration. — L. 2 juillet 1907. 415

Clavelisation. — V. *Police sanitaire des animaux.*

Code civil, enfants naturels, protection, tutelle.— L. 2 juillet 1907. 414

——— mariage, modification. — L. 21 juin 1907. 411

Code tunisien des obligations et des contrats, promulgation, — D, B. 15 décembre 1906. 201

Pages

——— État, communes, établissements publics, associations, collectivités, personnes morales, dispositions rapportées. — D. B. 30 juin 1907. 414

Communes. Algérie, receveurs municipaux, traitement. — D. 9 juillet 1907. 419

Communes mixtes. administrateurs et adjoints, transports judiciaires, frais, fixation. — A. G. 8 avril 1907. 162

——— administrateurs-adjoints, création de deux hors classes. — A. G. 20 juin 1907. 408

——— administrateurs-adjoints, tableau de classement, inscription, âge de 45 ans, arrêté du 25 novembre 1897, modification. — A. G. 20 juin 1907. 409

——— chef-lieu, transfèrement, dénomination, Aïn-Fezza, Sebdou. — A. G. 26 janvier 1907. 85

——— commis français, recrutement, concours. — A. G. 11 avril 1907. 164

Compagnies de discipline. — V. *Marine.*

Conférence consultative. Tunisie, contestations électorales, juridiction d'appel, création. — D. B. 10 juin 1907. 196

——— Tunisie, examen du budget. — D. B. 2 février 1907. 118

——— Tunisie, opérations électorales. — A. R.G. 15 mai 1907. 185

——— Tunisie, opérations électorales. — I. R. G. 15 mai 1907. 186

Conseil de gouvernement, conseil supérieur, composition, modification. — D. 16 mai 1907. 174

Conseil supérieur. — V. *Conseil de gouvernement.*

Conseils de prud'hommes. — L. 27 mars 1907. 160

Pages

Conseils généraux, élections, circonscriptions, détermination. — A. G. 25 mai 1907. 180

Consistoires. — V. *Cultes*.

Contrats. — V. *Code tunisien des obligations et des contrats*.

Contributions directes, répartiteurs, recrutement, organisation. — A. G. 18 juin 1907. 197

Contributions diverses, personnel chargé des poursuites, organisation. — A. G. 31 janvier 1907. 115

——— service actif, agents, médaille d'honneur. — D. 28 février 1907. 131

——— agents coloniaux, recrutement, organisation. — A. G. 9 mars 1907. 149

Crédit agricole, Tunisie, D. B. 19 août 1900 et 25 mai 1905, modification. — D. B. 4 juillet 1907. 415

V. aussi *Sociétés coopératives agricoles*.

Crédit foncier, Tunisie, société anonyme, statuts, approbation. — D. B. 8 décembre 1906. 31

Cultes, congrégations, attributions, ministère de l'intérieur, ministère des cultes, transfert, décrets du 14 février 1905, exécution en Algérie. — D. 13 février 1907. 123

——— consistoires israélites, anciens consistoires départementaux, partage. — D. 31 octobre 1906. 57

D

Dénombrement, Algérie, tableaux de population. — D. 30 décembre 1906. 66

——— Tunisie, population européenne. — D. B. 7 nov. 1906. 2

Pages

Domaine militaire, travaux mixtes, servitudes militaires, Tunisie, D. B. 9 décembre 1882 et 3 septembre 1886, revision. — D. B. 18 octobre 1906. 393

Douanes, Algérie, agents du service actif, nouveaux traitements, fixation. — A. G. 14 décembre 1906. 41

——— services extérieurs, personnel, organisation. — D. 2 février 1907. 118

Droits intérieurs, Tunisie, régime fiscal, revision. — D. B. 8 décembre 1906. 21

——— entrepôt fictif, réglementation. — A. D. F. 12 décembre 1906. 32

——— olives, droits d'entrée, taux de conversion. — A. D. F. 24 décembre 1906. 57

——— perception par voie d'abonnement, réglementation. A. D. F. 23 mars 1907. 156

——— produits assujettis, fabrication, surveillance. — A. D. F. 12 décembre 1906. 34

Dynamite, dépôts, décret du 14 février 1906, exécution en Algérie. — D. 24 avril 1907. 172

E

Eau, bornes-fontaines, abreuvoirs, puisage, réglementation. — A. D. T. P. 3 sept. 1906. 161

École de droit. — V. *Instruction publique.*

Effets de commerce. — V. *Fêtes légales.*

Émission d'obligations, Tunisie, caisse des prêts communaux, augmentation du capital. — D. B. 23 mars 1907. 155

Pages

Emprunt, gouvernement tunisien, 6.500.000 francs, autorisation. — D. 25 mai 1907. 180

——— gouvernement tunisien, 20 millions, autorisation.— D. 20 avril 1907. 171

——— gouvernement tunisien, 20 millions, réalisation. — D. B. 20 avril 1907. 171

——— Tunisie, autorisation. — L. 10 janvier 1907. 69

——— Tunisie, locomotives, commandes à l'étranger, autorisation. — D. 25 juin 1907. 411

——— Tunisie, réalisation, autorisation. — D. B. 25 mai 1907. 188

Enfants assistés, législation, Algérie, conditions d'application. — D. 6 mars 1907. 141

Enfants naturels. — V. *Code civil.*

Enregistrement et timbre, territoires du sud, décret du 4 sept. 1906, application. — D. 6 mars 1907. 141

Enseignement primaire, Tunisie, instituteurs, institutrices, situation. — D. B. 21 janvier 1907. 180

Enseignement public, établissements scolaires publics, fonctionnaires, nomination, traitement, classement, avancement. — D. B. 17 avril 1907. 167

——— écoles primaires avec internat, fonctionnement, réglementation. — D. B. 18 avril 1907. 169

Entrepôt fictif. — V. *Droits intérieurs.*

Étalons, Algérie, surveillance. — A. G. 29 janvier 1907. 85

État civil. Tunisie, décrets beylicaux du 29 juin 1886 et du 15 février 1897, modification. — D. B. 5 mars 1907. 139

Pages

F

Fêtes légales, Tunisie, effets de commerce, paiement, décret du 12 août 1905, modification. — D. B. 24 déc. 1906. 56

Finances, Tunisie, laboratoire de chimie agricole et industrielle, analyses payantes, attribution au trésor. — D. B. 28 janvier 1907. 85

Forêts, incendies, mesures à prendre. — C. G. 4 juin 1907. 189

G

Gardiens de phare, nomination, avancement. — A. G. 20 avril 1907. 171

——— nomination avancement. — C. G. 20 avril 1907. 171

Ghaba, commission de perfectionnement, composition, modification. — D. B. 18 mai 1907. 174

Gibier, Tunisie, exportation, interdiction. — D. B. 22 nov. 1906. 2

Gouvernement général, édifices publics, construction, réparation, service d'architecture, institution. — A. G. 12 déc. 1905. 1

——— gardiens de bureau, hors classes. - A. G. 20 février 1907. 125

——— travaux publics, direction, correspondant à Paris. — D. 11 janvier 1907. 78

V. *Chemins de fer. — Conseil de gouvernement.*

Guetteurs sémaphoriques, corps militaire, organisation. — D. 20 mars 1907. 152

Guide, Tunisie, profession, réglementation. — D. B. 7 déc. 1906. 19

Pages

H

Hôpitaux civils, pharmaciens, recrutement, avancement, réglementation. — A. G. 23 nov. 1906. 2

I

Incendies. — V. *Forêts.*

Instruction publique, certificat d'études de législation algérienne, de droit musulman et de coutumes indigènes. — D. 29 décembre 1906. 66

——— école de droit d'Alger, certificat de capacité. — D. 2 juillet 1907. 415

——— écoles indigènes, personnel, traitements, indemnités, avancement, décret du 18 octobre 1892, modification. — D. 15 décembre 1906. 42

V. *Langue arabe. — Médersas. — Observatoires astronomiques.*

J

Justice, Algérie, cours d'assises, jurés, cours criminelles, assesseurs jurés, témoins, frais de séjour. — D. 11 janvier 1907. 79

——— jurés, indemnité de séjour. — L. 19 mars 1907. 152

——— jurés, indemnité de déplacement et de séjour, France, fixation. — D. 12 avril 1907. 166

——— tribunaux d'Algérie, parquets, secrétariats. — A. M. justice, 19 juin 1907. 200

——— tribunaux tunisiens, commissaires du gouvernement, conditions de nomination, arrêté du 11 juillet 1906, modification. — A. P. M. 18 décembre 1906. 46

Pages

——— Tunisie, justice indigène, annonces judiciaires et légales, insertion au *Journal Officiel* tunisien. — A. P. M. 25 mars 1907. 159

——— Tunisie, tribunal criminel, sessions supplémentaires. — A. M. justice 27 décembre 1906. 59

——— Tunisie, tribunaux de province, droits de greffe. — D. B. 22 décembre 1906. 50

——— Tunisie, tribunaux de province, ouzara, jugements, enregistrement. — D. B. 22 décembre 1906. 51

——— Tunisie, tribunaux de Tunis et de Sousse, matière criminelle, assesseurs. décret du 29 novembre 1893, modification. — D. 22 mars 1907 154

V. *Tribunal mixte.*

Justice musulmane, mahakma annexe de Rabta, suppression. — A. G. 5 février 1907. 121

——— mahakma de Batna, modification du ressort. — D. 30 janvier 1907. 115

——— mahakma de Colomb, création. — A. G. 7 mai 1907. 173

——— medjelès, Mécheria, création. — A. G 28 mai 1907. 188

K

Khalifa, fonctions, réglementation, décret du 28 novembre 1889, modification. — D. B. 18 avril 1907. 170

L

Langue arabe, enseignement secondaire des jeunes filles, certificat d'aptitude, examens. — A. M. I. P. 10 janvier 1907. 114

——— lycées et collèges. enseignement, certificat d'aptitude, arrêté du 23 juillet 1906, modification. — A. M. I. P. 8 janv. 1907. 113

Pages

Licences, territoires du sud, décret du 28 avril 1906, application. — D. 6 mars 1907. 141

M .

Mahakmas. — V. *Justice musulmane.*

Mariage. — V. *Code civil.*

Marine. Algérie, services administratifs, réorganisation. — D. 6 juin 1907. 195

——— Algérie, services administratifs, réorganisation. — A. M. marine, 7 juin 1907. 196

——— équipages de la flotte, officiers mariniers, tour de départ colonial, arrêté du 5 juin 1897, modification. — A. M. marine, 14 février 1907. 122

——— équipages de la flotte, réorganisation, décret du 30 avril 1897, modifications, compagnies de discipline. — D. 5 décembre 1906. 19

——— équipages de la flotte, service courant, arrêté du 5 juin 1897, modification. — A. M. marine, 14 février 1907. 122

——— flottilles de sous-marins, personnel, organisation et recrutement, arrêté du 21 février 1906, modification. — A. M. marine, 14 février 1907. 122

——— personnel, passages, bâtiments de commerce, règlement. — D. 7 mai 1907. 173

——— personnel, passages, bâtiments de commerce, traversée de la Méditerranée, Corse, Algérie, Tunisie, littoral. — Instr. min. marine 7 mai 1907. 173

V. *Guetteurs sémaphoriques.*

Maroc. banque d'État, actes constitutifs, enregistrement. — L. 5 mars 1907. 138

——— conférence internationale d'Algésiras, acte général, approbation. — L. 22 décembre 1906. 50

Pages

——— conférence internationale d'Algésiras, acte général, promulgation. — D. 18 janvier 1907. 80

——— œuvres françaises, crédit supplémentaire. — L. 30 décembre 1906. 69

V. *Budget.*

Médaille coloniale, compagnie saharienne, droit à l'obtention. — D. 19 janvier 1907. 80

Médaille d'honneur. — V. *Contributions diverses.*

Médecins de colonisation, recrutement, concours annuel. — A. G. 1er mars 1907. 132

Médersas, arrêté du 18 mars 1905, modification. — A. G. 24 juin 1907. 411

Medjelès. — V. *Justice musulmane.*

Mines, Tunisie, enquête, visite, analyse, frais, règlement. — A. D. T. P. 2 mars 1907. 134

——— Tunisie, service, territoire de la régence, subdivisions. — A. D. T. P. 3 avril 1907. 161

V. *Ponts et chaussées.*

Ministère de l'intérieur, création et transformation d'emplois, service des affaires algériennes. — L. 29 décembre 1906. 64

——— administration centrale, recrutement, avancement, discipline. — D. 23 février 1907. 131

——— administration centrale, réorganisation, nombre des emplois, traitement du personnel. — D. 22 février 1907. 125

——— services, réorganisation. — D. 19 février 1907. 125

Ministère des affaires étrangères, administration centrale, cadres, reconstitution. — D. D. 29 avril 1907. 172

Pages

Monuments historiques, service, organisation. — D. 12 avril 1907. 167

Musée Alaoui, collation de la personnalité civile. — D. B. 12 avril 1907. 167

——— droit d'entrée, établissement. — D. B. 12 avril 1907. 167

Musique, école, Tunis, rétributions scolaires, mode de perception. — D. B. 28 février 1907. 132

——— école, Tunis, rétributions scolaires, montant. — A. D. ens. pub., D. fin. 28 février 1907. 132

N

Navigation, Tunisie, police administrative. — D. B. 15 décembre 1906. 4

——— Tunisie, bâtiments de commerce, marques distinctives, emplacement, disposition. — A. D. T. P. 21 janvier 1907. 85

Notaire, création d'office, Palikao. — D. 30 janvier 1907. 115

O

Obligations. — V. *Code tunisien.*

Observatoires astronomiques, organisation. — D. 15 février 1907. 123

Octroi de mer, Algérie, tarif, année 1907. — D. 28 décembre 1906. 60

V. *Vinage.*

P

Patentes, territoires du sud, décret du 4 septembre 1906, application. — D 6 mars 1907. 140

Pages

Pêche côtière, bateaux, lettres initiales.— A. G. 20 mars 1907. 403

Phosphates de chaux, Tunisie, demandes en autorisation de reconnaissance, instruction, frais, règlement. — A. D. T. P. 2 mars 1907. 136

Phylloxéra, Algérie, service phylloxérique. — A. G. 15 juillet 1906. 393

——— Tunisie, invasion, propagation, mesures à prendre, décret du 29 janvier 1892, modification. — D. B. 18 décembre 1906. 45

——— Tunisie, produits végétaux, zone de protection et de surveillance, circulation. — A. P. M. 26 juin 1907. 411

Police sanitaire des animaux, espèce ovine, clavelisation. — A. G. 22 février 1904. 27

——— arrêté du 22 février 1904, modification. — A. G. 23 février 1905. 30

Ponts et chaussées, agents temporaires, situation, réglementation.— A. G. 29 juin 1907. 413

——— département d'Oran, service, réorganisation. — A. M. T. P. 28 déc. 1906. 64

——— mines, fonctionnaires et agents, indemnités fixes.— A. G. 11 mai 1907. 173

Ports maritimes de commerce, Tunisie, règlement général, D. B. 10 février 1906, modification.— D. B. 19 juin 1907. 408

Postes, effets de commerce, recouvrements, service, France et Algérie, colonies françaises, organisation. — D. 23 mai 1907. 180

——— Tunisie, tarifs, modification. — D. B. 12 fév. 1907. 121

——— Tunisie, mandats poste, valeurs, prescription, délai, réduction. — D. B. 20 juin 1907. 410

Poudre de chasse, bons, délivrance. — C. G. 31 janvier 1907. 117

Pages

Produits tunisiens, admission en franchise, fixation des quantités. — D. 1er juin 1907. 189

R

Receveurs municipaux. — V. *Communes.*

Répartiteurs. — V. *Contributions directes.*

Réunions publiques. — L. 28 mars 1907. 161

S

Sel. Tunisie, conservation du poisson de mer, livraison à prix réduit. — A. D. F. 20 mars 1907. 153

Service sanitaire, ports de France et d'Algérie, maladies épidémiques ou transmissibles, prophylaxie. — D. 5 avril 1907. 161

Servitudes militaires. — V. *Domaine militaire.*

Sociétés coopératives agricoles, Tunisie. — D. B. 4 juillet 1907. 416

Sociétés de prévoyance indigènes, Tunisie, organisation, onctionnement. — D. B. 20 mai 1907. 174

T

Tabacs, Algérie, impôt, perception, réglementation. — D. 25 nov. 1906. 4

——— Algérie, vente. — D. 24 décembre 1906. 53

——— territoires du sud, impôt, application. — D. 13 fév. 1907. 122

Télégraphie sans fil, postes, établissement, exploitation. — D. 5 mars 1907. 139

Pages

Territoires du sud, budget, exercice 1907. — D. 18 décembre 1906. 45

——— budget, exercice 1905, règlement définitif. — D. 21 décembre 1906. 48

——— budget. — D. 12 mars 1907. 151

——— organisation. — D. D. 10 mai 1907. 162

V. *Enregistrement et timbre. — Licences. — Patentes. — Tabacs.*

Travaux publics, Tunisie, affaires mixtes, instruction, commission mixte, compétence, extension. — D. 10 juin 1907. 404

——— Tunisie, service ordinaire, territoire de la régence, arrondissements. — A. D. T. P. 12 avril 1907. 167

V. aussi *Chaux et ciment. — Domaine militaire. — Gouvernement général.*

Tribunal mixte, Tunisie, juges auxiliaires musulmans. — D. B. 16 mars 1907. 152

Tribunaux. — V. *Justice.*

Tunisie. — V. *Agriculture. — Alfa. — Budget. — Code tunisien des obligations et des contrats. — Conférence consultative. — Crédit agricole. — Crédit foncier. — Dénombrement. — Domaine militaire. — Droits intérieurs. — Eau. — Emission d'obligations. — Emprunt. — Enseignement primaire. — Enseignement public. — Etat civil. — Fêtes légales. — Finances. — Ghaba. — Gibier. — Guidé. — Justice. — Khalifa. — Mines. — Ministère des affaires étrangères. — Musée Alaoui. — Musique. — Navigation. — Phosphates de chaux. — Phylloxéra. — Ports maritimes de commerce. — Postes. — Produits tunisiens. — Sel. — Sociétés coopératives agricoles. — Sociétés de prévoyance indigènes. — Travaux publics. — Tribunal mixte.*

Usure, pratique. — C. G. 16 février 1907. 124

Vaccination, revaccination, immigrants. — A. G. 28 juin 1907. 412

——— revaccination, loi du 15 février 1902, application en Algérie. — D. 27 mai 1907. 18

Vinage, vins destinés à l'exportation, vinage à domicile, autorisation. — A. G. 21 décembre 1906. 48

Vins, mouillage, sucrage, abus. — L. 29 juin 1907. 412

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC..

			Pages
		1904	
		FÉVRIER	
22	A. G.	Clavelisation.	27
		1905	
		FÉVRIER	
23	A. G.	Clavelisation.	30
		DÉCEMBRE	
12	A. G.	Service d'architect.	1
		1906	
		JUILLET	
18	A. G.	Service phylloxér.	393
		SEPTEMBRE	
3	A.D.T.P.	Eau.	161
		OCTOBRE	
18	D. B.	Domaine militaire.	393
31	D.	Consistoires.	57
		NOVEMBRE	
7	D. B.	Dénombrement.	2
22	D. B.	Export. du gibier.	2
23	A. G.	Hôpitaux.	2
25	D.	Tabacs.	4
		DÉCEMBRE	
5	D.	Equip. de la flotte.	19
7	D. B.	Agriculture.	19
7	D. B.	Guide.	19
8	D. B.	Droits intérieurs.	21
8	D. B.	Crédit foncier.	31
10	A. G.	Alfa.	31
11	A. D. A.	Alfa.	32
12	A. D. F.	Entrepôt fictif.	32
12	A. D. F.	Droits intérieurs.	34
14	A. G.	Douanes.	41
15	D.	Instituteurs	42
15	D.	Frais de route.	44
15	D. B.	Navigation.	44
15	D. B.	Code tunisien	201
18	D.	Budg. territ. du sud	45
18	D. B.	Phylloxéra.	45
18	A. P. M.	Trib. tunisiens.	46
21	D.	Budg. terr. du sud.	47
21	A. G.	Vinage	47
22	L.	Conf. d'Algésiras.	50
22	D. B.	Droits de greffe.	50
22	D. B.	Trib. tunisiens.	51
24	D.	Tabacs.	53
24	D. B.	Fêtes légales.	56
24	A. D. F.	Droits intérieurs.	57
27	L.	Budget.	57
27	D.	Budget.	59
27	A. M J.	Trib. crim. Tunisie.	59
28	D.	Octroi de mer.	60
28	A.M.T.P.	Ponts et chaussées.	64
28	D. B.	Budget.	60
29	L.	Douzième provis.	64
29	L.	Service des aff. alg.	64
29	L.	Crédits.	65
29	D.	Enseig. du droit.	66
30	L.	Maroc.	69
30	D.	Dénombrement.	66
		1907	
		JANVIER	
2	D.	Chemins de fer.	69
8	A.M.I.P.	Langue arabe.	113
10	L.	Emprunt tunisien.	69
10	A.M.I.P.	Langue arabe.	114
11	D.	Travaux publics.	78

			Pages
11	D.	Jurés et témoins.	79
18	D.	Confér. d'Algésiras	80
19	D.	Médaille coloniale.	80
21	D. B.	Instit. et institutr.	80
21	A.D.T.P.	Navigation.	85
26	A. G.	Communes.	85
27	D.	Emplois réservés.	85
28	D. B.	Analyses.	85
29	A. G.	Etalons.	85
30	L.	Budget.	86
30	D.	Chemins de fer.	115
30	D.	Notaire.	115
30	D.	Just. musulmane.	115
31	A. G.	Contrib. diverses.	115
31	C. G.	Poudres de chasse.	117

FÉVRIER

2	D.	Douanes	118
2	D. B.	Conférence consul.	118
5	A G.	Just. musulmane.	121
12	D. B.	Tarifs postaux.	121
13	D.	Tabacs.	122
14	A.M.mar.	Equip. de la flotte.	122
14	A.M.mar.	Officiers marin.	122
14	A.M.mar.	Flottilles de s.-m.	122
15	D.	Observatoire astro.	123
15	D.	Cultes.	123
16	C. G.	Usure.	124
19	L.	Budget.	125
19	D.	Ministère de l'int.	125
20	A. G.	Gouvernem. gén.	125
22	D.	Ministère de l'int.	125
22	A. G.	Ecole d'agric. de Maison-Carrée.	125
23	D.	Ministère de l'int.	131
24	A. G.	Ecole d'agric. de Philippeville.	131
28	D.	Contrib. diverses.	131
28	D. B.	Ecole mus. Tunis.	132
28	A. D. ens. pub. D. fin.	Ecole de musique de Tunis.	132

MARS

1	A. G.	Médecins de colon.	132
2	A.D.T.P.	Mines.	134
2	A.D.T.P.	Phosphates.	136
5	L.	Banq. Etat Maroc.	138
5	D	Télégraphie s. fil.	139
5	D. B.	Etat civil.	139
6	D.	Patentes, terr. sud.	140
6	D.	Licences, terr. sud.	141
6	D.	Enregistr. et timb. territoires sud.	141
6	D.	Enfants assistés.	141
7	L.	Budget.	149
9	A. G.	Contrib. diverses.	149
12	D.	Budget, terr. sud.	151
16	D. B.	Tribunal mixte.	152
19	L.	Jury.	152
20	D.	Guetteurs sémap.	152
20	A. G.	Pêche côtière.	403
20	A. D. F.	Sel	153
22	D.	Trib. criminels.	154
23	D. B.	Emission d'oblig.	155
23	A. D. F.	Droits intérieurs.	156
25	D.	Budget.	158
25	C. I. M. G.	Couchage	159
25	A. P. M.	Justice tunisienne.	159
26	L.	Crédits.	159
27	L.	Prud'hommes.	160
28	L.	Réunions publiq.	161

AVRIL

3	A.D T.P.	Mines.	161
5	D.	Service sanitaire.	161
8	A. G.	Transports judic.	162
10	D. D.	Territoires du sud.	163
11	L.	Banq. de l'Algérie.	164
11	A. G.	Communes mixtes.	164
12	D.	Indemn. aux jurés.	166
12	D.	Monuments hist.	167
12	D. B.	Musée Alaoui.	167
12	D. B.	Musée Alaoui.	167
12	A.D.T.P.	Travaux publics.	167
17	D. B.	Enseigne. public.	167
18	D. B.	Ecoles primaires.	169
18	D. B.	Khalifa.	170
20	D.	Emprunt tunisien.	171
20	D. B.	Emprunt tunisien.	171
20	A. G.	Gardiens de phare.	171
20	C. B.	Gardiens de phare.	171
22	A. G.	Ecole de Dellys.	172
22	A. G.	Ecole de Dellys.	172
24	D.	Dynamite.	172
29	D. D.	Affaires étrang.	172

MAI

7	D.	Marine.	173
7	I. M. mar.	Marine.	173
7	A. G.	Mahakma.	173
11	A. G.	Ponts et chauss.	173
15	A.R.G.	Conférence consul.	185
15	I.R.G.	Conférence consul.	186
16	D.	Conseil de gouv.	174
18	D. B.	Ghaba.	174
20	D. B.	Sociétés prév. ind.	174
23	D.	Postes.	180
25	D.	Emprunt tunisien.	180
25	A. G.	Conseils généraux.	180
25	D. B.	Emprunt.	188
27	D.	Vaccination.	181
28	A. G.	Medjelès.	188
31	D.	Armée.	188

			Pages
		JUIN	
1	D.	Produits tunisiens.	189
4	C. G.	Incend. de forêts.	189
6	D. P.	Marine.	193
7	A.M.mar.	Marine.	196
10	D.	Travaux publics.	404
10	D. B.	Conférence cons.	196
18	A. G.	Contrib. directes.	197
19	A. M. jus.	Secrét. des parq.	200
19	D. B.	Ports marit. com.	408
20	A. G.	Communes mixtes	408
20	A. G.	Communes mixtes.	409
20	D. B.	Mandats-poste.	410
21	L.	Mariage.	411
24	A G.	Médersa.	411
25	D.	Emprunt tunisien.	411
26	A. P. M.	Phylloxéra.	411
28	A. G.	Vaccination.	412
29	L.	Mouillage des vins.	412
29	A. G.	Ponts et chauss.	413
30	D. B.	Code tunisien.	414
		JUILLET	
2	L.	Enfants naturels.	414
2	L.	Chemins de fer.	415
2	D.	Ecole de droit.	415
4	D. B.	Crédit agricole.	415
4	D. B.	Soc. coop. agric.	416
9	D.	Receveurs munic.	416
15	C. G.	Chaux et ciments.	422

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.